

HENRI ROLLET

Docteur ès Lettres

---

L'ACTION SOCIALE  
DES CATHOLIQUES  
EN FRANCE

(1871-1901)

ÉDITIONS CONTEMPORAINES  
BOIVIN & C<sup>IE</sup>, 5, RUE PALATINE



Class

282.442

Book

R649

General Theological Seminary Library

CHELSEA SQUARE, NEW YORK

Purchased from the fund bequeathed to the Seminary by


EUGENE AUGUSTUS HOFFMAN, D. D.

DEAN 1879-1902



**L'ACTION SOCIALE  
DES  
CATHOLIQUES EN FRANCE**





Digitized by the Internet Archive  
in 2025

[https://archive.org/details/bwb\\_C0-AKY-803](https://archive.org/details/bwb_C0-AKY-803)



HENRI ROLLET

Docteur ès Lettres

---

L'ACTION SOCIALE  
DES CATHOLIQUES  
EN FRANCE

(1871-1901)

---

GENERAL THEO. SEM.  
LIBRARY  
NEW YORK

ÉDITIONS CONTEMPORAINES  
BOIVIN & C<sup>IE</sup>, 5, RUE PALATINE

Paris



115862

282.442  
R649

NEW YORK  
LIBRARY  
GENERAL THEO. ZEIN



## INTRODUCTION

L'action sociale des catholiques est, pourrait-on dire, aussi ancienne que le christianisme lui-même. Dès qu'elle fut en mesure de le faire, l'Église intervint dans la vie des sociétés pour tenter d'instaurer ou de développer entre les divers groupes qui les composaient — les classes sociales — des rapports empreints de justice et de compréhension, susceptibles d'assurer le respect de la personne humaine et de la liberté chrétienne. Cette intervention se faisait éducatrice auprès des classes dirigeantes, privilégiées de la naissance, de la fortune ou des hasards de la guerre, charitable auprès de ceux que les circonstances de la vie avaient laissés faibles et déshérités.

La longue suite de ces interventions, constitue l'histoire de l'action sociale catholique. Elle exige une parfaite connaissance des conditions de vie, une faculté développée d'adaptation aux changements incessants et une influence sans laquelle toute intervention ne peut qu'être vaine. Ainsi apparaît la relation nécessaire de l'action sociale avec le développement de la foi.

Une société « déchristianisée » restera sourde aux appels des catholiques, et une société d'apparence chrétienne, où les catholiques laisseraient se poursuivre l'exploitation d'une classe sociale par une autre, ne tarderait pas à connaître des foyers vivaces d'indifférence religieuse, et, bientôt, de haine.

C'est ce qui se produisit en France au XIX<sup>e</sup> siècle où l'Église se laissa surprendre par une transformation brutale de l'état social.

Le résultat en fût l'indifférence des masses laborieuses envers le catholicisme, l'acceptation de la lutte menée contre lui par les républicains après le Seize Mai. Même dans un département catholique, un député pouvait écrire : « Les persécutions sont moins remarquées que la guerre du Tonkin <sup>1</sup> ». La Commune révéla que le conflit social touchait au paroxysme sans que l'Église tentât même d'intervenir. Est-ce à dire que pas un catholique n'ait soupçonné la question sociale ? Non, quelques uns ont constaté la division profonde des classes et la misère du prolétariat, mais ce sont en général des théoriciens ; ils n'ont pas eu la possibilité d'entreprendre une action sociale hardie.

De Mun écrira : « Beaucoup de nos idées sont en germe chez Lamennais, Montalembert, Lacordaire, et l'École de Buchez <sup>2</sup> ». Certes, dès 1830, l'École de l'Avenir aperçoit le divorce grandissant de l'Église et du Peuple. Mais la réforme menaisienne est essentiellement politique : cesser le soutien de principe au Trône et défendre les revendications du peuple. Lamennais conçoit avant tout l'évolution politique et la

1. Lettre au dossier de Mun sur le parti catholique, 1885.

2. Lettre à Urbain Guérin, août 1891.

défense des revendications politiques populaires. Ils accordera de plus en plus d'attention aux revendications sociales, mais au moment où il aura rompu avec l'Église romaine. La condamnation de Grégoire XVI visera son libéralisme politique, mais elle détournera les catholiques des problèmes sociaux vers lesquels ses conceptions orientent l'École de l'avenir.

Nous trouvons aussi de véritables enquêteurs : le préfet de la Restauration, Villeneuve-Bargemont, puis Villermée dont l'étude est entreprise à la demande de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Leurs travaux inspirèrent les catholiques de 1848 où deux figures se détachent : Buchez, penseur éminent du parti républicain, entrevoit la réconciliation possible du catholicisme et de la Révolution. Il contribue à rendre l'Église sympathique au peuple, il organise des associations ouvrières et leur donne un journal, *l'Atelier*. Le vicomte Armand de Melun est le précurseur de l'action. Député et président de la commission d'assistance à l'assemblée législative, il prend une grande part au vote des lois sur les caisses de retraites et les sociétés de secours mutuels. La commission d'assistance propose des projets sur les secours à domicile, le service médical des pauvres, l'apprentissage, le travail des femmes et des enfants, etc.... Mais des enquêtes comme celles de Villermé constituent le travail d'une vie entière et ne peuvent être menées à bien que par de rares personnalités. Ce sera l'œuvre de Frédéric Le Play de donner aux catholiques, aux « autorités sociales », une méthode d'observation à leur portée : la monographie. Grâce à elle, le champ d'observation s'étend à l'Europe entière et les sujets d'étude se multiplient.

Le Play attire l'attention des catholiques sur d'autres problèmes sociaux ; l'héritage, la famille, etc.

Déjà, Ozanam a abordé de front la misère ouvrière avec la volonté de la soulager. Ses Conférences de Saint-Vincent-de-Paul tendent à rapprocher les classes. Mais elles s'attaquent au mal sans remédier à ses causes. Ells se préoccupent de charité plus que de justice. Dès 1833, un compagnon d'Ozanam, Le Prévost, fonde la Communauté des Frères de Saint-Vincent-de-Paul, pour le salut des pauvres et des ouvriers. L'instrument de cette congrégation, où l'habit laïque est de rigueur, est le patronage d'apprentis. Dans l'un d'eux, un congréganiste, Maignen, a l'idée d'étendre les bienfaits du patronage aux apprentis devenus ouvriers, à condition de substituer à la direction de l'aumônier une direction laïque élue assistée d'un conseil religieux. Ainsi naît en 1864 le Cercle Montparnasse, auquel Maignen, convaincu par ses observations que le désordre matériel et moral de la classe ouvrière résulte de la désorganisation du régime du travail, imprime un caractère corporatif prononcé, voyant dans le rajeunissement de l'ancienne organisation des métiers le salut de la classe ouvrière et du pays. Ce désordre est brutalement mis en évidence par la défaite et la Commune. Deux jeunes officiers, René de La Tour du Pin et Albert de Mun, font le



serment de ramener la classe ouvrière au bien-être matériel et à la moralité chrétienne. De leur rencontre avec Maignen sortira toute une action sociale catholique qui, de la classe ouvrière, étendra son champ d'action au pays tout entier et tentera de reprendre avec des procédés nouveaux l'intervention traditionnelle du christianisme.

Que faut-il entendre par « action sociale ». Le mot « social », selon Littré, « se dit par opposition à politique des conditions qui laissent en dehors la forme des gouvernements, se rapportent au développement intellectuel, moral et matériel des masses populaires ».

Au XIX<sup>e</sup> siècle cette amélioration des rapports sociaux avait un sens très précis. La classe ouvrière réduite à une condition de misère physique et morale, n'était plus en mesure de coopérer au développement de la Société. Cette exclusion, notamment en France, animait le prolétariat d'une volonté farouche de justice en même temps que d'une haine profonde contre les classes dites dirigeantes. L'action sociale amorcée par certains catholiques après la Commune et demandée par le Pape, vingt ans plus tard, visait donc avant tout à améliorer la condition matérielle des ouvriers et à les réintégrer dans la société de leurs concitoyens. Sur les modalités nous verrons les catholiques se diviser suivant qu'ils reconnaissent ou non des privilèges aux « classes dirigeantes » et suivant la place qu'ils réservent à la classe ouvrière dans la vie économique et politique du pays.

La revendication ouvrière prend après la Commune une telle importance dans l'esprit de certains catholiques qu'elle tend à représenter pour eux tous les problèmes de rapports qui confrontent la société contemporaine. La question ouvrière devient la question sociale.

Cette vue est celle d'Albert de Mun au départ, quand il fonde ses cercles catholiques d'ouvriers. Bien vite cependant les circonstances l'amènent à la réviser. L'indifférence, sinon l'hostilité du clergé, mettent en relief la nécessité d'une formation sociale des prêtres que la démocratie chrétienne entreprendra avec ardeur après l'Encyclique *Rerum Novarum*. Le séjour prolongé des dirigeants de l'œuvre des cercles à la campagne les amène à considérer de plus près la vie rurale ; ils y voient la vieille noblesse française repliée sur elle-même, ignorant le monde qui cont nue autour d'elle. Cette sécession voulue d'un personnel cultivé et capable de servir sera évoquée par Fonsegrive, cherchant à le réintroduire dans la vie du pays. La Tour du Pin l'y invitera, en définissant une « fonction sociale » de la propriété. Certes les catholiques ne se préoccupèrent guère alors du sort de l'ouvrier agricole, mais celui du petit propriétaire retiendra leur attention. Pour l'attacher à sa terre ils mettront au point les assurances agricoles en pleine crise économique, aggravée par le phylloxéra. Pour combattre l'exode rural ils organiseront l'enseignement agricole, susceptible d'attacher les fils de fermiers à la terre et ils étendront leur effort à l'enseignement ménager pour assurer la solidité du foyer rural.

On trouve des préoccupations du même ordre chez un Lyautey. Le futur Maréchal a appris à l'Œuvre des cercles les données du problème social ; il veut associer le corps des officiers de la République à sa solution et trace les grandes lignes de cette intervention dans un retentissant article.

Ainsi très vite l'action sociale des catholiques s'est assigné des objectifs multiples correspondant aux multiples éléments composant la société nationale.

Seulement, dans la pratique, les résultats nous paraîtront très éloignés des buts poursuivis. Ni la bonne volonté, ni l'effort des pionniers n'y manqueront, mais la connaissance des problèmes complexes, mais le concours de leurs milieux respectifs.

Le syndicalisme agricole par exemple ne pourra mettre en regard de ses objectifs sociaux que des réalisations insignifiantes que ses dirigeants qualifieront d'« épicerie ».

En considérant ces efforts on sera souvent tenté de leur refuser le qualificatif « social » ; ce serait semble-t-il injuste, car sociaux ils l'ont été d'intention, d'esprit, et si le social s'est perdu entre l'esprit et la lettre cela tient à des causes multiples dont les initiateurs ne sont, nous le verrons, que partiellement responsables.

En 1871 il existe en France un certain nombre d'œuvres catholiques. Elles sont toutes des œuvres charitables mais non sociales, qui se proposent de soulager la grande misère d'une catégorie déterminée de citoyens mais sans en combattre les causes. Comment leurs dirigeants pourraient-ils s'attaquer à un état social que l'Église n'a pas condamné ? Les meilleurs catholiques du Second Empire s'en tiennent à l'exercice d'une traditionnelle charité envers les pauvres de tous âges et de toutes professions. C'est d'elle que relèvent notamment la Société de Saint-Vincent-de-Paul, l'Hospitalité de Nuit, l'Orphelinat des apprentis et quantité d'autres œuvres <sup>1</sup>.

En 1871 les dirigeants des œuvres ouvrières constituent une Union et se rencontrent chaque année à l'occasion d'un congrès. Ces congrès auxquels nous ferons de brèves allusions, serviront le catholicisme social. Certes les initiatives qu'ils mettront en lumière seront presque toujours des œuvres charitables ; mais l'Œuvre des cercles y sera accueillie à ses débuts, Harmel présentera au congrès de Nantes une monographie de ses œuvres d'usine et le P. Ludovic de Besse entretiendra les congressistes à plusieurs reprises de la protection du travail chrétien. L'Union des Œuvres contribuera ainsi au rayonnement de l'Œuvre des Cercles, à la rencontre de La Tour du Pin et d'Harmel, au développement des initiatives du P. Ludovic, bien qu'elle assimile les œuvres sociales aux œuvres de charité.

1. LÉCANUET, *Les Dernières années du Pontificat de Pie IX* (1870-78), en dresse le tableau, p. 365 et sq. M. François VEUILLLOT prépare un ouvrage sur l'Histoire de l'Union.



Maurice Maignen a introduit l'Œuvre des Cercles à l'Union. Son Cercle Ouvrier de Montparnasse est le type de l'œuvre ouvrière en faveur à l'époque ; n'étend-elle pas le patronage des jeunes apprentis aux ouvriers adultes ? Mais elle porte en soi le germe d'une mission sociale. Multipliée à des centaines d'exemplaires elle tentera de réunir la classe ouvrière à la noblesse ; ses dirigeants en viendront à élaborer une sorte de doctrine sociale et à y intéresser le Pape ; elle se prolongera en une réorganisation de la profession et de la société, sans parvenir à l'imposer. Cet avenir est en puissance dans le petit cercle, poursuivi par ses créanciers, que Maignen veut à toute force sauver. C'est une œuvre charitable appelée à devenir une institution sociale.

Ceci est vrai des premiers efforts que Léon Harmel, le filateur du Val-des-Bois, a réalisés dans son usine de Champagne. Les diverses institutions qu'il a établies pour son personnel ne dépassent guère le cadre habituel de l'assistance mais, poursuivies, elles amorceront une véritable transformation de la notion même du travail à l'usine, elles le conduiront à esquisser les traits d'une véritable communauté d'entreprise avec son conseil d'usine, avec sa gestion ouvrière des œuvres et avec son sursalaire familial.

Ainsi trouvons-nous en 1871 quelques initiatives qui ne sortent pas du caractère traditionnel de l'assistance, mais susceptibles de devenir des œuvres sociales sous l'influence d'une conception nouvelle des rapports que doivent entretenir les différents éléments de la société française.

Pendant trente ans, sous l'influence de deux mouvements catholiques l'Œuvre des Cercles et la Démocratie Chrétienne, nous assisterons à une floraison d'œuvres et à un essai de transformation des rapports sociaux.

Puis les circonstances politiques, la relève d'une génération, la disparition des deux mouvements, provoqueront une pause dans cette action sociale au seuil du siècle nouveau. Ainsi de part et d'autre d'une grande date, celle de l'Encyclique *Rerum Novarum*, il paraît se dégager une véritable période dans l'histoire du catholicisme social français 1871-1901.

C'est l'action sociale entreprise durant ces années que nous allons considérer sous ses multiples aspects.





*PREMIERE PARTIE*

**AVANT L'ENCYCLIQUE**

**« RERUM NOVARUM »**

**(1871-1891)**





## CHAPITRE PREMIER

### Les origines et l'organisation de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers

Tous deux officiers, Albert de Mun <sup>1</sup> et René de La Tour du Pin <sup>2</sup> n'avaient guère eu le loisir d'étudier les problèmes de leur temps. La défaite, la capitulation de Metz, la captivité à Aix-la-Chapelle leur donnèrent à la fois la révélation d'une crise et l'occasion d'une étude. Le sens de celle-ci leur apparut grâce à la lecture d'un livre d'Émile Keller, *L'Encyclique du 8 décembre et les principes de 1789*. Par une confrontation serrée le député alsacien dévoilait toute l'opposition du *Syllabus* et de la Révolution. Pour ces catholiques fervents la parole de l'Église était la Vérité, la Révolution l'Erreur et la politique française des quatre-vingts dernières années la cause naturelle des malheurs contemporains.

En même temps, un jésuite allemand, le R. P. Eck qui encourageait leurs études, leur parla de l'évêque de Mayence Mgr de Ketteler, dont Léon XIII se reconnaîtra le disciple. Le P. Eck raconta aux deux officiers comment Ketteler s'était préoccupé de voir les masses ouvrières misérables se détourner de l'Église, comment il y avait vu une grave responsabilité pour lui, pasteur de ce troupeau, et de non moins graves menaces morales et matérielles pour ces âmes abandonnées.

D'Aix-la-Chapelle, de Mun et La Tour du Pin rapportèrent donc l'horreur de la révolution et la volonté de se consacrer au relèvement des classes populaires. En arrivant à Paris, ils trouvèrent la Commune et de Mun fut appelé à l'armée de Versailles sous les ordres du général de Ladmirault. Là, se produisit un fait que de Mun a souvent rapporté parce qu'il exerça une influence décisive sur sa destinée. Accompagnant le général aux avant-postes de Courbevoie, il croise des soldats qui portent un homme ensanglanté. Ladmirault s'informe, « Mon général, c'est un insurgé » répondent les troupiers. A ces mots, l'homme, un cadavre vivant, se soulevant sur la civière, tend vers eux son bras nu et le regard fixe, d'une voix éteinte prononce : « Les insurgés, c'est vous ». Le convoi s'éloigna, mais la vision resta présente. « Entre ces révoltés et la société légale dont nous étions les défenseurs un abîme nous apparut <sup>3</sup>. » Il consacra sa vie à essayer de le combler. Il y fut

1. Les origines de l'Œuvre ont été racontées en détail par A. DE MUN dans *Ma vocation sociale*, Paris 1901.

2. Voir les détails biographiques sur la Tour du Pin au chapitre III, p. 95 et sur A. de Mun au chapitre IV, p. 138.

3. DE MUN, *Ma vocation sociale*, op. cit.

stimulé par la répression de la Commune. Il n'approuve, ni les huées par lesquelles la foule accueille les prisonniers, ni les incarcérations (« c'est une faute de M. Thiers », dit-il) ni les exécutions. Il dira devant la Commission d'Enquête combien il a été frappé de voir ces hommes « mourir avec insolence ». Cependant, le général de Ladmirault devient gouverneur militaire de Paris et charge de Mun des services de la presse et des théâtres. Dans les milieux nouveaux pour lui, il mesure l'insuffisance du sentiment de responsabilité, l'absence du rôle éducatif que la presse notamment devrait remplir.

Avec La Tour du Pin, il consacre tous ses loisirs à chercher de quelle façon entreprendre cette éducation du peuple,

Il consulte Veuillot et Mgr Dupanloup. Tous deux le découragent.

Au contraire, La Tour du Pin se voit fortifié dans ses idées contre-révolutionnaires par les visites qu'il fait place Saint-Sulpice chez Le Play.

Durant l'automne 1871, les deux officiers passionnément attachés au relèvement de leur pays, persuadés qu'il y a un fossé profond entre le monde ouvrier et le reste de la société française, dont la cause est la Révolution et le remède un retour aux principes chrétiens, cherchent anxieusement, non plus comme un an auparavant, la cause, mais bien l'instrument d'une éducation qui comblera l'abîme ainsi découvert.

#### RENCONTRE AVEC MAIGNEN

Ils y songeaient quand de Guiraud, député de l'Aude à l'Assemblée Nationale, leur parla du Cercle des Jeunes Ouvriers des Frères de Saint-Vincent de Paul <sup>1</sup>

Médiocrement intéressé, La Tour du Pin s'y rendit toutefois. Le cercle lui apparut différencié du patronage en ce que les membres s'y dirigeaient eux-mêmes avec les conseils du directeur Maurice Maignen. Le Cercle se trouvait dans une situation des plus difficiles. Toutes les charités dont il vivait avaient cessé depuis la guerre et Maignen ne recevait d'autres visiteurs que ses créanciers de plus en plus pressants. La Tour du Pin revint ravi et une entrevue fut décidée entre Maignen et de Mun. Elle eut lieu au mois d'octobre au Louvre et frappa vivement de Mun. « Introduit <sup>2</sup> par le soldat de planton, M. Maignen entra ; du premier regard il prit possession de mon âme. Il avait alors près de cinquante ans. De taille moyenne, vêtu d'un banal costume noir ou rien ne révélait le congréganiste, il portait avec modestie une tête admirable. Ses cheveux grisonnants un peu rejetés en arrière découvraient un front de pensées, une barbe grise aussi laissait voir entre les lèvres un sourire discret ; ses yeux très doux avaient cependant un regard

1. Sur les débuts de l'Œuvre et le rôle de Maignen : Charles MAIGNEN, *Maurice Maignen directeur du Cercle Montparnasse et les origines du mouvement social catholique en France*, Luçon, 1927, 2 vol. in-16°.

2. DE MUN, *Ma vocation sociale*.

imposant, l'expression du visage, le port tout entier d'une frappante noblesse, malgré l'extrême simplicité du vêtement et du maintien, avaient cette indéfinissable distinction qui annonce la race, mais dans la physionomie qui décelait une chaleur contenue on devinait à la fois un cœur de poète et une imagination d'artiste. L'ensemble était bien d'un personnage religieux mais, sans timide embarras ni raide gravité, dans toute la personne rayonnait une sainteté que n'attristait aucune apparence de sévère austérité. »

Maignen décrit le Cercle, ses raisons d'être, ses embarras financiers ; tandis qu'il parle ses yeux errent sur les ruines calcinées des Tuileries. A ce spectacle, il s'anime : « Qui est responsable ? ce n'est pas le peuple, le vrai peuple, celui qui travaille, celui qui souffre. Les criminels qui ont brûlé Paris n'étaient pas de ce peuple-là, mais celui-là qui de nous le connaît ? Ah ! les responsables, les vrais responsables, c'est vous, ce sont les riches, les grands, les heureux de la vie qui se sont tant amusés entre ces murs effondrés, qui passent à côté du peuple, sans le connaître, sans le voir, qui ne savent rien de son âme, de ses besoins, de ses souffrances.... Moi je vis avec lui et je vous le dis de sa part, il ne vous hait pas, il vous ignore comme vous l'ignorez. Allez à lui le cœur ouvert, la main tendue et vous verrez qu'il vous comprendra. »

Par delà les convictions, les paroles du congréganiste faisaient l'écho à celles de l'insurgé. De Mun se rendit donc au Cercle Montparnasse le 10 décembre 1871. Il y prononça des paroles de paix et d'union. C'était son premier discours en public et il n'en attendait rien de bon. Tout au contraire, sa conviction conquiert l'auditoire. Grand, élancé, le geste noble et naturel, l'œil plein de flammes, la voix harmonieuse et vibrante un grand orateur se révélait <sup>1</sup>.

Le lendemain Robert de Mun proposait à son frère de fonder un Comité, qui non seulement sauverait le cercle Montparnasse mais le reproduirait à des centaines d'exemplaires dans toute la France <sup>2</sup>.

L'avant-veille de Noël 1871, le Comité est fondé. Il comprend neuf membres : Maignen, La Tour du Pin, Albert de Mun, son frère aîné Robert, Keller député du Haut-Rhin, Léon Gautier professeur de l'École de Chartes, Léonce de Guiraud député, Ravelet avocat et Paul Vrignault chef de bureau au Ministère des affaires étrangères.

#### FONDATION DE L'ŒUVRE

Le Comité, avant toutes choses, envoie au Pape une adresse exprimant une adhésion sans réserves au *Syllabus*, puis il définit son entreprise : « L'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers a pour but le dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière, pour principes, les définitions de l'Église sur ses rapports avec la Société Civile, et pour forme, le cercle catholique d'ouvriers ».

1. MAIGNEN, *op. cit.*

2. DE MUN, *op. cit.*



Le Comité rédige un manifeste, *l'Appel aux hommes de bonne volonté*, qu'il fera répandre le lendemain dans tous les quartiers de Paris « La Question Ouvrière à l'heure présente n'est plus un problème à discuter. Elle se pose devant nous comme une menace, comme un péril permanent. Il faut la résoudre.... »

Laissons-nous ces enfants (car le peuple est un enfant sublime et égoïste) laissons-nous ces ouvriers, flattés dans leurs passions et leur orgueil, consommer la ruine de la patrie et du monde ? Où bien, puisant des forces invincibles au cœur de Jésus-Ouvrier, nous souvenant des gloires de la France et de son titre de Fille Aînée de l'Église, ferons-nous un dernier effort pour sauver le peuple et hâter le règne de Dieu dans l'atelier régénéré ?... »

L'appel définissait les caractères du Cercle Montparnasse et pressait les hommes de bonne volonté de le secourir. Il contenait encore ces mots caractéristiques : « Cela coûtera cent mille francs, cinq cent mille francs, un million : qu'importe : Croyez-vous que la reprise de Paris sur la Commune n'ait pas coûté plus cher ? »

L'accueil se révéla favorable, on recueillit des promesses de concours personnels et financiers.

Sur la proposition de Vrignault, le Comité décida de s'unir par un lien religieux, puis il se rendit en corps à l'archevêché. Mgr Guibert les reçut « sans marquer autre chose qu'une vague sympathie ». Mais un de ses collaborateurs, l'abbé Langénieux, les consola de cette déception par ses chaleureux encouragements.

Néanmoins, les fondateurs se mirent au travail de tout cœur. Leur premier siège fut l'appartement d'Albert de Mun, mais devenu bientôt trop petit, il fut remplacé par le presbytère de Saint Germain-des-Près. L'ancienne chapelle désaffectée depuis 1793, du collège des Lombards, située 23, rue des Carmes, fut louée par l'Œuvre et dédiée à Jésus-Ouvrier.

L'œuvre nouvelle avait besoin d'argent et ne pouvait en attendre que de la charité. Robert de Mun fut chargé de ce service très important. Il organisa des quêtes dans les églises, des cérémonies de charité et des quêtes à domicile. Fallait-il y mentionner le caractère catholique ? Après réflexion Robert de Mun opina pour l'affirmative et son opinion prévalut <sup>1</sup>. Mais la préoccupation principale des fondateurs était d'ouvrir des cercles.

1. Robert de Mun paraît une figure effacée dans cette histoire. On ne verra que rarement son nom jusqu'à sa disparition prématurée en 1886. Esprit distingué, très mûr, il exerça une profonde influence sur son frère Albert qui lui était très attaché, sur La Tour du Pin, Maignen et d'autres encore. C'est là un fait que l'on devine en feuilletant les procès-verbaux du Comité. Mais il est difficile de l'affirmer et de le justifier. On entrevoit un homme au jugement très sûr, d'une grande foi et bon administrateur. Au cercle Maurice Maignen, il existe aujourd'hui encore un portrait de Robert de Mun que son frère Albert et La Tour du Pin offrirent après sa mort aux ouvriers. On y lit cette devise profondément vraie *Funiculus triplex non facile rumpitur*. Elle atteste l'exceptionnelle union des trois hommes qui fut l'une des assises les plus solides sur lesquelles ils élevèrent l'Œuvre des Cercles. Après la mort de Robert, des circonstances

Au mois d'avril, leur première fondation voyait le jour à Belleville tout près de l'endroit même où étaient tombés les otages. Le choix de l'emplacement était voulu. Après avoir rappelé le sentiment d'horreur, de douleur et d'humiliation qu'il avait ressenti en arrivant à Belleville, de Mun montrait le contraste avec la cérémonie du jour, puis il indiquait ce que pourrait être l'avenir, inspiré du passé et renouant « la chaîne brisée en reconstituant dans le monde du travail des associations chrétiennes ».

En juin, un nouveau cercle est ouvert à Montmartre. A côté de ces premières fondations, un conseil dit de Jésus Ouvrier, est constitué sur l'initiative de La Tour du Pin, pour organiser des conférences religieuses, littéraires et scientifiques pour les ouvriers, pour provoquer des réunions d'ecclésiastiques et de laïques en vue d'étudier les questions ouvrières, pour fonder une bibliothèque et enfin pour créer et diriger une revue catholique des questions ouvrières...

Maignen, de son côté, se préoccupait d'assurer une liaison avec les œuvres ouvrières existantes. Il la concevait sous la forme d'un « livret-diplôme » sorte de passeport, destiné à permettre aux ouvriers catholiques faisant leur tour de France, de se présenter dans les œuvres ouvrières des villes où ils passeraient et d'en être accueillis au même titre que les sociétaires du lieu. Cette heureuse idée ne put être réalisée, certaines œuvres et singulièrement l'Union qui les groupait ayant redouté de tomber par là, sous la coupe des Cercles catholiques <sup>1</sup>.

Les Œuvres ouvrières avaient constitué le bureau d'une Union au cours d'un congrès tenu en septembre 1871 à Nevers. Le président en était Mgr de Ségur et au bureau figuraient deux membres du Comité de l'Œuvre des Cercles, Vrignault et Maignen. Mais ces Œuvres ouvrières étaient plutôt des patronages ou des œuvres d'apprentis. Leur direction et leur organisation étaient essentiellement ecclésiastiques. C'est dire avec quelle surprise les directeurs d'œuvres et le clergé en général, voyaient se développer cette organisation laïque et même « militaire » qu'était l'œuvre des Cercles. Ils ne pouvaient la comparer qu'à la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, mais les différences étaient considérables. La conférence s'adressait aux pauvres avec la volonté de les soulager et en ce faisant, elle contribuait au rapprochement des classes. Mais l'Œuvre des Cercles avec ses ambitions régénératrices, son organisation militaire, ses préoccupations, bientôt ses études de justice sociale et son dynamisme conquérant, ne souffrait guère de comparaisons avec la conférence.

Cet aspect militaire et conquérant se manifestait très ostensiblement. En inaugurant le cercle de Montmartre, le 16 juin 1872, Vrignault

diverses éloignèrent de Mun de La Tour du Pin, mais leur amitié semble avoir surmonté les obstacles. A la veille de sa mort, recevant à Lausanne le R. P. Guittou qui préparait la biographie d'Harmel, La Tour du Pin dit « L'Œuvre c'était de Mun ».

1. Cependant 150 œuvres dans toute la France acceptèrent le principe, mais une application généralisée ne put être réalisée.

disait : « Vous voyez ce que nous avons fait, mais nous comptons faire bien plus encore. Nous avons déjà jeté les yeux sur d'autres quartiers et il vous faut accepter notre rendez-vous à Grenelle et à Saint-Antoine... c'est pour vous un devoir de charité et comme beaucoup d'entre vous sont militaires, ce n'est pas une invitation, c'est un ordre que je leur adresse. »

Aussi Mgr d'Hulst disait-il, non sans ironie, que l'Œuvre des Cercles voulait s'annexer l'Église de France.

La composition laïque du Comité ne résultait pas d'un plan préconçu, mais de fait, seul Maignen était d'Église et encore n'en portait-il pas le costume. Aussi, le 4 février 1873, La Tour du Pin qui sentait les inconvénients de la situation, proposa d'introduire l'élément ecclésiastiques au Comité. Après réflexion, le Comité décida d'en référer à l'archevêque de Paris ; le 23 février, Vrignault remettait une note en ce sens à Mgr Guibert.

L'archevêque approuva la proposition à condition que les nominations d'ecclésiastiques lui fussent soumises. Il accompagna sa réponse de quelques considérations inattendues.

Pour l'archevêque, l'élément ecclésiastique jouera au Comité un rôle modérateur.

Il aidera les membres dans leurs discours et entretiens avec les ouvriers à se dégager de l'élément mystique et à se maintenir sur le terrain ordinaire des vérités principales de la religion. On discerne là les inquiétudes que l'Œuvre suscitaient ; emballement dans son action, exaltation dans le sentiment de sa mission religieuse <sup>1</sup>.

Les 15, 16 et 17 mai 1873, l'Œuvre tint sa première assemblée générale à Paris. « Nous en préparâmes le règlement avec la préoccupation dominante d'en bannir les formes parlementaires » écrit de Mun <sup>2</sup>. De fait, avec ses 350 délégués venus de toutes les régions du territoire, elle eut plutôt l'allure d'une revue que celle d'un congrès. Les assistants jurèrent de ne pas se séparer avant que l'Œuvre de régénération ne fut accomplie.

Le moment paraissait propice. Mac-Mahon devenait président de la République et dans le cabinet de Broglie, Joseph de La Boullerie membre du Comité de l'Œuvre, prenait le portefeuille de l'agriculture.

Quelques jours après, Vrignault, dont l'autorité, la « prépotence » disait La Tour du Pin, s'exerçait d'une façon très fréquente et quelquefois intempestive, démissionnait. La Tour du Pin avait contribué à ce changement et tendait à donner à l'Œuvre une organisation intérieure solide où, nous le verrons, l'exécutif revenait au secrétaire général, le président faisant plutôt fonction d'arbitre. Le comte de Villemont lui succéda avec le titre de vice-président. Il devient réellement président

1. C'est ainsi qu'on peut tenter d'expliquer ce reproche de mysticisme qui est quelque peu obscur.

2. DE MUN, *Ma vocation sociale*.



l'année suivante et le resta jusqu'en 1878. Ce fut un arbitre respecté, un guide discret et sûr, qui accusa le caractère religieux du Comité. L'été 1873 vit l'ouverture d'un cercle à La Villette destiné aux Alsaciens-Lorrains. De Mun et La Tour du Pin souhaitaient voir Mgr de Ségur en accepter la présidence nominale, ce qui eut symbolisé une entente de l'Œuvre des Cercles avec l'Union des Œuvres. Le prélat ayant décliné cette offre, l'Œuvre des Cercles s'abstint de participer au congrès de Nantes, organisé par l'Union.

Le 17 août 1873, l'Œuvre vécut une journée historique dont de Mun a relaté avec émotion les détails dans sa *Vocation Sociale*.

Les membres avaient été convoqués à un grand pèlerinage à Notre-Dame-de-Liesse dans l'Aisne. Deux mille trois cents ouvriers répondirent à son appel. Ce fut une cérémonie émouvante à tous égards. Cependant un incident faillit la troubler quand au milieu des ouvriers des Cercles méthodiquement rangés derrière leurs bannières respectives, déboucha soudain, fanfare en tête, un groupe d'ouvriers venus d'une filature située au lieu dit, le « Val-des-Bois » et appartenant à un industriel catholique, Léon Harmel. Ce fut le premier contact de ce dernier avec l'Œuvre. Quelques jours avant, au Congrès de Nantes, Harmel avait fait un exposé très remarqué sur l'organisation chrétienne qu'il avait introduite dans son usine. Maignen se rendit à Nantes à titre personnel ; il y prononça une allocution d'où ressortait la nécessité de transformer la conception courante des œuvres. « La forme de nos œuvres de Jeunesse et de Patronage n'a pas été créée en vue des conditions de la lutte si ardemment engagée avec la révolution <sup>1</sup>. »

La vie des cercles se développait, mais déjà apparaissait cette tendance des dirigeants à délaissier les Cercles pour ne s'occuper que des Comités. Vrignault avait voulu inscrire parmi les obligations des membres du Comité, celle d'une visite mensuelle au Cercle. Mais plusieurs, remarque Ch. Maignen, ne surent pas s'astreindre, même à ce minimum.

Le congrès de l'Union des Œuvres ouvrières en 1874, se tint à Lyon du 24 au 28 août. La Tour du Pin y présenta une monographie de l'Œuvre. Harmel développa son rapport de Nantes.

Ce Congrès, peu intéressant au demeurant, marque une date dans l'histoire du catholicisme social ; il établit un contact entre l'Œuvre des Cercles et Harmel. Celui-ci et La Tour du Pin avaient été enthousiasmés par leurs rapports respectifs, Harmel entra au Comité de l'Œuvre ; La Tour du Pin chercha quel parti l'Œuvre des Cercles pourrait tirer de l'organisation chrétienne de l'usine. La conception pratique d'une corporation rénovée est issue de là.

En province, les Cercles se multiplient. Le premier est inauguré à Lyon en août 1872 par de Mun ; c'est le Cercle de la Croix-Rousse.

1. Ch. MAIGNEN, *op. cit.* Il précisait : L'élément jeune et enfantin qui prédomine dans le personnel de nos Œuvres dans les soins, les préoccupations, osons dire le mot, dans les préférences d'un grand nombre de directeurs, éloigne de nous l'homme fait.

Puis viennent le Cercle Notre-Dame-des-Dunes à Poitiers, celui des Brotteaux à Lyon et des centaines d'autres. De Mun multiplie les voyages, il fait chaque année, dit-il, son « tour de France » dont les étapes sont en 1873, Tours, Bordeaux, Marseille, Annonay et Lyon.

Partout les catholiques accourent pour entendre l'orateur déjà célèbre.

« Dans l'auditoire, aux premiers rangs se pressent les officiers supérieurs de l'armée, les magistrats, les principaux fonctionnaires. Des ouvriers sont mêlés à ce public. Assis près de l'orateur, l'évêque le présente et l'encourage. On entend, quand il se lève, un long murmure d'admiration. Il plaît par sa belle prestance, par sa parole élevée, vibrante, sympathique. Il n'est pas jusqu'à son uniforme de capitaine de dragons qui ne séduise la foule. Tout ce qu'il demande, tout ce qu'il propose est voté d'acclamation <sup>1</sup>. » Une telle activité sous l'uniforme prête à critique. Pendant un temps le gouvernement ferma les yeux, puis il invita les officiers à la prudence <sup>2</sup>. D'autre part, les besoins de l'Œuvre disputaient à de Mun, le temps consacré au service. Pour ces raisons, il se résolut en octobre 1875 et non sans déchirement, à quitter l'armée <sup>3</sup>. Peu après La Tour du Pin était envoyé en garnison à Avignon. Jules Simon est au pouvoir, les beaux jours de l'Œuvre sont passés.

A cette date, en effet, les caractères de l'institution commencent à se dégager. L'opposition à la Révolution est formelle, affirmée. De la même façon est affirmée une adhésion sans réserve au *Syllabus* à laquelle les nouveaux membres du Comité sont invités à souscrire en y entrant. Or, le *Syllabus* constitue la position la plus catégorique et la plus hostile aux idées modernes qui se puisse concevoir. Le personnel que l'Œuvre recruté appartient aux milieux légitimistes de la noblesse, des hommes éloignés du pouvoir, aux conceptions presque d'exilés. Les idées économiques de Maignen pour encore vagues qu'elles paraissent, annoncent également une rupture avec le libéralisme du jour, la doctrine « du laisser-faire, laisser-passer » que de Mun répudiera solennellement à Chartres en 1878. Pie IX encourage l'Œuvre, mais le clergé français est inquiet de voir ces foyers catholiques se constituer en dehors de la paroisse. Le choix d'un aumônier du Comité, le P. Hubin, n'apaise pas ces craintes. Ainsi, à peine sur pied, l'Œuvre se fait des ennemis. Les deux plus sérieux vont être le clergé et le gouvernement. Avant d'étudier ces deux conflits, il faut considérer l'Œuvre dans ses différentes parties et voir comment elle exerce cette tâche de régénération qui est sa raison d'être, à l'avènement de Léon XIII.

1. R. P. LECANUET : *L'Église de France sous la III<sup>e</sup> République. Les dernières années du Pontificat de Pie IX, 1870-1878*, Paris, VII + 579, p. in-8°.

2. A. DE MUN : *Ma vocation sociale*, ch. X.

3. Voir sur les circonstances de ce départ le chapitre X de *Ma vocation sociale*. La publication d'un article sur l'Œuvre dans la *Revue politique et littéraire* du 10 avril 1875 ne fut pas étrangère à sa décision. L'article, mesuré dans la forme, mais hostile, soulignait le caractère militaire de l'organisation.

## L'ŒUVRE : LE COMITÉ GÉNÉRAL

A cette date, les Bases et Plan général de l'Œuvre complétés par des textes plus spécialisés, nous permettent d'entrer assez avant dans la conception de ses dirigeants.

Sa mission est très nette : « L'œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers a pour but le dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière ; pour principes les définitions de l'Église sur ses rapports avec la Société Civile et pour forme le Cercle Catholique d'ouvriers. Elle se place sous la tutelle du Souverain Pontife et de nos Seigneurs les évêques de France. Ses membres sont unis entre eux par un lien religieux. »

Chacun de ces termes va s'éclairer à mesure que défileront sous nos yeux les divers services de l'Œuvre avec les hommes qui s'en occupent en ce début de 1878.

A la tête de l'Œuvre, à Paris, se trouve un Comité Général héritier direct des neuf fondateurs.

A la suite d'un vote émis par le Comité le 20 mars 1878, le bureau est composé comme suit :

MM. DE VILLEMONT, président,  
DE ROQUEFEUIL, vice-président et chef de la IV<sup>e</sup> section,  
MILCENT, secrétaire,  
R. P. HUBIN, aumônier,  
MAIGNEN, gardien de la bannière,  
A. DE MUN, secrétaire général,  
DE LA TOUR DU PIN, chef de la I<sup>re</sup> section,  
DE PARSEVAL, chef de la II<sup>e</sup> section,  
R. DE MUN, chef de la III<sup>e</sup> section

Les autres membres titulaires actifs du Comité sont dans l'ordre d'ancienneté de leur entrée dans le service actif : de Belissen, Georges Martin, Aymar de Roquefeuil, Récamier, de Langalerie, Ancel, de Vésins, de la Ferté, Doresmieulz de Fouquière, de Maistre, Georges de Parseval, de Luppé, de Saint-Victor et de la Bouilleries. Peuvent encore siéger au Comité Général, les membres titulaires honoraires, mais sauf quelques rares exceptions — Émile Keller par exemple — on ne les y voit pas. Le Comité Général dirige l'Œuvre, il se réunit tous les mercredis au siège social, chaque réunion commence et finit par la prière, elle est suivie d'un dîner. Les membres provinciaux de passage à Paris, assistent aux séances, mais n'ont pas voix délibérative. Le Conseil se recrute par cooptation. Il élit son bureau et prend ses décisions à la majorité des votes exprimés verbalement ou par écrit.

La direction des débats et la mise à l'ordre du jour d'une question appartiennent au Président du Comité. Ce sont à peu près ses seules fonctions et c'est là un fait assez curieux.



Le vice-président remplace le Président le cas échéant. Félix de Roquefeuil, titulaire du poste, est Conseiller à la Cour des comptes. Le secrétaire chargé de rédiger le procès-verbal de la séance et de l'adresser à tous les membres du Comité exerce ainsi une mission de confiance demandant beaucoup d'assiduité. Louis Milcent est auditeur au Conseil d'État. La fonction de « gardien de la bannière » est honorifique. Il porte le drapeau de l'Œuvre, sorti dans les grandes cérémonies religieuses avec l'autorisation du Comité. La devise de l'Œuvre *In hoc signo vinces* y est brodé. Par contre, le secrétariat général constitue la fonction essentielle consistant à exécuter l'ensemble des décisions prises par le Comité et surtout à assurer par tous les moyens la vie de l'Œuvre. L'assemblée générale annuelle réunit tous les membres de l'Œuvre. Elle est présidée par le secrétaire général qui prononce le discours de clôture et définit la politique de l'Œuvre. Le président du Comité a le seul privilège d'ouvrir l'assemblée..

Le secrétariat général comprend les quatre sections correspondant aux quatre branches de son activité. La première, ou Section de propagande assure le développement de l'Œuvre et ses relations. Son chef est assisté de 3 directeurs chargés, l'un de l'opinion publique, le second de la presse, le troisième des relations.

La direction de l'opinion publique <sup>1</sup> devait répondre à une idée intéressante : déceler aussitôt que possible l'orientation de l'opinion vers une institution sociale naissante, ou un problème du même ordre, et en aviser la direction des études afin de trouver, et si possible d'appliquer, ensuite une solution catholique. En pratique, cette direction que La Tour du Pin garda longtemps « à sa main », ne répondit pas aux espoirs que sa création avait fait naître.

La direction de la presse doit accueillir dans tous les journaux et revues de France, voire même de l'étranger, les articles « sociaux » et tout spécialement ceux ayant trait à l'Œuvre. Un « contrôle » <sup>2</sup> est établi, présenté au Comité puis porté au procès-verbal. Ce programme, assez bien réalisé, surmonte de très grosses difficultés. Il y avait toujours des Comités de province qui laissaient passer un article. Quant aux études d'origine étrangère, le Comité n'en eut connaissance que de façon exceptionnelle.

La direction des relations a pour but d'assurer les rapports de l'Œuvre avec quatre groupes de personnes. D'abord avec le clergé : ce sont surtout des rapports de courtoisie ; inscriptions et visite à l'archevêque de Paris et au Nonce lors du jour de l'an, à tel évêque de passage, démarche pour obtenir la présence de l'archevêque à la messe de clôture de

1. A la date du 27 mars 1878, il y avait déjà effectivement 3 directions dont une des conférences. Cette dernière avait pour but d'organiser au siège des conférences d'initiation aux questions sociales. Elle fut bientôt fondée dans la IV<sup>e</sup> Section et remplacée par la Direction de l'opinion publique.

2. Le contrôle était la reproduction hebdomadaire des articles ou extraits d'articles parus intéressant l'Œuvre. On l'appelait ainsi parce qu'elle exigeait un contrôle des journaux.

l'assemblée générale, ou d'un prédicateur en vue du sermon de charité. Visites aussi chez les Supérieurs d'ordres religieux avec le secret espoir qu'ils feront parler des cercles dans leurs Ordres. L'aumônier restait étranger à ce travail absorbant, lequel, n'atteignit jamais le fond même de la question si délicate des rapports de l'Œuvre et du Clergé.

Avec les pouvoirs publics, les contacts sont rares et épineux : les inquiétudes que le Comité éprouvera devant les menaces de dissolution, puis devant les fermetures de Cercles, donneront aux relations avec la Sûreté un certain intérêt ; mais petit à petit, cette branche tendra à disparaître.

Beaucoup plus importants sont les rapports avec les associations telles que : Comité Catholique, Union des Œuvres ouvrières, Association des patrons du Nord, Société d'Économie Sociale. Quand celles-ci tenaient leur congrès annuel, l'Œuvre des Cercles cherchait à envoyer une délégation homogène, et afin d'y exercer une influence utile, ses représentants concentraient leur action et l'usage s'établit de confier l'étude des problèmes sociaux aux membres de l'Œuvre.

Les quatre chefs des directions ou directeurs doivent adresser un rapport hebdomadaire sur leur activité au chef de section qui en fait part au Comité avant de l'insérer au procès-verbal. Si la mention « rien à signaler » réapparaît de façon trop fréquente, le directeur s'attire un blâme présidentiel.

L'organisation des autres sections est la même. La II<sup>e</sup> comporte autant de directions que le territoire comporte de régions, c'est-à-dire à l'époque, trois.

La III<sup>e</sup> Section comporte aussi trois directions. La première est celle des Fondations de Paris.

Plus tard Paris deviendra une zone de la II<sup>e</sup>, avant de revenir de nouveau à la III<sup>e</sup>.

La seconde, ou direction des finances établit le budget de l'Œuvre discuté par le Comité chaque début d'année et assure la réalisation de ses données. Les recettes proviennent des cotisations des membres du Comité Général, de la générosité publique, du sermon et de la vente de charité. Certaines publications de l'Œuvre sont d'un petit rapport. Les dépenses proviennent du coût du siège, des manifestations, des frais des chefs de service, enfin des publications : elles sont couvertes dans une large mesure par les recettes d'abonnement.

Le chiffre du budget variera autour de 30.000 francs par an.

La dernière direction est celle des services intérieurs.

La IV<sup>e</sup> Section affecte une direction à l'organe spirituel de l'Œuvre, l'*Association Catholique*, fondée en 1876 pour devenir très vite le véhicule des idées de La Tour du Pin et de son école ; une seconde au *Bulletin de l'Œuvre*, supprimé un peu plus tard, dont le but est de renseigner les Cercles sur leurs initiatives respectives aux fins d'émulation.

Une troisième enfin, cherche encore un peu sa voie : celle des études

qui formulera les « avis » des penseurs du Comité sur les problèmes sociaux.

Le personnel des sections change souvent, les chefs permutent entre eux, chaque section, chaque direction à son chef responsable vis-à-vis du chef supérieur, en remontant jusqu'au secrétaire général.

Le Comité est assisté d'un Comité de Dames patronesses chargé de recueillir les fonds dont il a besoin et de lui trouver des membres. Petit à petit, le Comité de Dames monte une organisation similaire à celle des hommes.

### L'ORGANISATION LOCALE : LE COMITÉ

Chaque Comité est façonné sur le modèle initial avec un président, un secrétaire général, un aumônier et quatre chefs de sections. Ici la première section s'occupe des relations avec le clergé, les autorités militaires et judiciaires, la bourgeoisie de la ville, etc.... La deuxième se réserve le Cercle. A la troisième, appartiennent les finances et la quatrième organise des conférences et s'occupe des études.

Le Comité est souvent présidé par l'aumônier qui en est l'animateur, de sorte que même s'il y a un secrétaire général, l'essentiel de son rôle se cumule avec la présidence et l'aumônerie.

Le Comité compte souvent un et même deux ecclésiastiques dans son sein.

En pratique le Comité local réalise l'association de la classe dirigeante ; dans une petite ville de province où les distractions et les activités sont rares, tous les hommes, appartenant à la classe sociale du fondateur, ont répondu à son appel et se sont groupés. Ce fut le plus souvent autour d'un officier qu'Albert de Mun ou ses collaborateurs connaissaient ou rencontraient. Cela offrait des avantages, l'esprit de corps a facilité maintes fois ce rassemblement. Mais il y avait ce gros inconvénient : qu'un officier actif et dévoué changeât de garnison et toute l'œuvre tombait. Cela s'est produit bien souvent.

Le Comité est constitué aux termes de l'Instruction, quand ceux qui veulent le fonder ont justifié de l'esprit de piété, d'un dévouement sans réserve et d'un accord intime sur les principes et le but <sup>1</sup>. A ces conditions morales strictes s'opposent des conditions matérielles assez lâches — quatre hommes peuvent fonder un Comité, même sans local <sup>2</sup>. Celui-ci une fois institué, c'est-à-dire reconnu par le Comité Général, son but particulier est de créer un cercle, mais il prend aussi sa part dans la mission générale de l'œuvre, c'est-à-dire à pénétrer la classe dirigeante de cette idée qu'elle doit se dévouer à la classe ouvrière, susciter des bonnes volontés en vue d'une action pratique et organiser cette action <sup>3</sup>.

1. *Instruction*, § 33.

2. *Instruction*, § 51.

3. *Instruction*, § 52.



Si l'aumônier est souvent président et même secrétaire, c'est en contradiction avec l'Instruction <sup>1</sup> qui tend au contraire à constituer partout une équipe agissante. Cette équipe, les dirigeants la veulent vivante, homogène, se prolongeant au delà du Comité proprement dit par les membres auxiliaires qui recruteront les bonnes volontés de demain préparées à leur tâche ; c'est une des fonctions de la I<sup>re</sup> Section, et, de Paris on oriente son action vers les industriels. Les « patrons », qui ont des devoirs vis-à-vis des ouvriers, doivent faire l'objet d'une propagande persévérante, afin que l'atelier vienne corroborer les bienfaits du Cercle <sup>2</sup>.

Les 4 sections doivent tenir des réunions communes hebdomadaires dont la conception militaire se trahit dans l'avis suivant : « Ce sont des conseils de guerre où les chefs de corps sont entendus, mais où le commandant en chef prononce la dernière parole <sup>3</sup> ».

Un rapport mensuel rend compte de l'activité du Comité. Ces rapports sont difficiles à obtenir.

Chaque membre d'un Comité reçoit un diplôme et s'en sert comme lettre d'introduction quand il voyage. Il porte aussi un insigne dont l'élaboration a été faite à Paris avec un soin minutieux. Le Comité local complète et prolonge son action par celle de l'association des Dames patronesses.

L'Œuvre des Cercles a ses grandes fêtes célébrées en union avec le Comité Général ; la Saint-Joseph, patron de l'Œuvre, la fête du Sacré-Cœur auquel les membres se sont consacrés, celle de l'Assomption donnant lieu à un pèlerinage régional et enfin celle de l'anniversaire de la fondation, célébrée le IV<sup>e</sup> dimanche de l'Avent ou le jour de Noël.

L'ensemble des Comités tient son assemblée générale à Paris en mai ou juin. A l'issue s'ouvre la retraite de trois jours du Comité général. Chaque Comité local a sa retraite à la date choisie. Dans une pensée de décentralisation que nous retrouverons souvent, l'assemblée générale a été doublée d'assemblées régionales. Après de longues hésitations, la première se tint à Toulouse en 1876 et la seconde à Nantes en 1878. Elle était en cours quand survint la nouvelle de la mort de Pie IX.

Un Comité, c'est le cas à Paris ou à Lille, peut diriger plusieurs cercles. Il est alors remplacé auprès de chacun d'eux par le Conseil de quartier, c'est-à-dire, un Comité particulier à chaque Cercle.

Tel est le cadre lentement établi durant les six années 1872-1878.

Quels sont les hommes ? Tout naturellement, les premiers dévouements offerts et acceptés ont été ceux des camarades des fondateurs. Ceux-ci de neuf ne sont plus que quatre : les deux de Mun, La Tour du Pin et Maignen. Maignen vivant dans une demi-réclusion n'a pas

1. *Instruction*, § 54 à 57.

2. *Instruction*, § 60.

3. *Instruction*, § 60.

attiré d'adeptes. Ce sont les trois officiers qui ont rallié autour d'eux tous les éléments nouveaux ; anciens fonctionnaires, tels : Milcent, libre pour avoir refusé de servir la République et Roquefeuil, d'autres ont quitté leur terre, Villermont, La Bouillerie, etc.. presque tous viennent de l'armée comme les frères Parseval, Langalerie, Léon.

Il appar- tiennent pour la plupart à la vieille noblesse française, mais non à ses plus grandes familles. A de rares exceptions près — le duc de Brissac — on ne trouve à l'état-major de l'Œuvre ni ducs, ni princes. La bourgeoisie apporte son concours, mais là aussi, nous ne trouverons ni les grands noms du monde des affaires, ni ceux de la banque ; il s'agit plutôt d'une moyenne bourgeoisie, désireuse de servir, en réaction contre l'esprit voltairien, avec des attaches soit dans la noblesse, soit dans l'armée qui vont l'entraîner. Ajoutons que l'orientation politique de ses dirigeants a éloigné de l'Œuvre le monde orléaniste touchant précisément aux affaires, le monde bonapartiste gardant sa place dans les banques et une partie de la bourgeoisie. Si une telle position a pu desservir l'Œuvre à Paris, elle a par contre favorisé son élan en province où les feuilles légitimistes lui ont offert leur influence.

C'est avant tout, le métier militaire qui recrute l'Œuvre, ce sont des officiers, assez libres de leur temps, séduits par la parole d'Albert de Mun, fiers de servir l'Église d'une façon honorable et distrayante. Ils s'y adonnent avec un élan qui dévi- era bientôt sur d'autres objets.

Après une longue tournée dans le Midi, le P. Hubin déclare au Comité qu'il a constaté... « comme symptôme fâcheux le peu de persistance des officiers à servir, le peu d'accueil fait aux circulaires et aux instructions qu'on ne lit pas sous prétexte de leur abondance excessive et de leur éclosion qui paraît hâtive » <sup>1</sup>.

Le Comité institue une préparation pour les élèves des grandes écoles militaires <sup>2</sup>.

1. P.-V., 12 octobre 1875. La désignation P.-V. se réfère aux *Procès-verbaux* du Comité de l'Œuvre des Cercles.

2. Le procès-verbal du 21 novembre 1877 apporte une réponse à cette préoccupation « Le secrétaire général donne connaissance au Comité de l'Organisation qu'il poursuit d'un service spécial d'auxiliaires destinés à recruter pour l'Œuvre les jeunes gens soient des écoles du Gouvernement — auprès de chaque secrétaire de zone, un jeune officier sortant de Saint-Cyr s'informer- a des officiers sympathiques à l'Œuvre en garnison dans la zone correspondra avec eux et s'efforcera d'obtenir d'eux un travail pratique. Ces huit auxiliaires de zone rendant compte de tout ce qui intéresse leur service à un auxiliaire placé près du chef de la II<sup>e</sup> Section. Pour les armes spéciales, un seul auxiliaire remplira le même office que les huit auxiliaires de zone et correspondra directement avec le chef de la II<sup>e</sup> section. Il en sera de même pour les ingénieurs sortant de l'École Centrale. Un auxiliaire placé auprès du chef de la III<sup>e</sup> Section s'occupera à Paris de l'emploi des jeunes gens sortant des écoles et ayant adhéré à l'Œuvre.

Ce système assez compliqué eut, semble-t-il, des résultats rapides dont le Comité prit connaissance deux mois après. « La propagande entreprise dans les écoles du Gouvernement a produit les résultats suivants : Saint-Cyr (2<sup>e</sup> année), 66 membres ; Polytechnique (2<sup>e</sup> année), 22 membres ; École de Fontainebleau (2<sup>e</sup> année), 16 membres et (1<sup>re</sup> année), 23 membres ; Centrale (2<sup>e</sup> année), 14 membres et (1<sup>re</sup> année), 12 membres ; École des Ponts et Chaussées, 3 et 3 membres ; École des Mines, 7. Les promotions nouvelles ne sont encore qu'à peine entamées, mais on ne les néglige pas. Il serait désirable que le recrutement soit mieux organisé par le Comité local à l'École de Saumur » (P.-V., 16 janvier 1878).

A Paris le recrutement présente des conditions assez particulières. Le comte de Bélissen l'a noté dans un rapport : « A la différence du Comité de province, ce n'est pas toujours dans les quartiers que se recrutent les membres de l'Œuvre. Sur certains points comme Belleville, il a fallu renoncer à trouver sur place des membres actifs. C'est donc la jeunesse des écoles qui a fourni le contingent nécessaire pour plusieurs comités : l'École Polytechnique pour Belleville, l'Université Catholique et la réunion du P. Hubin pour Vaugirard, l'École Centrale pour Saint-Antoine. Ce recrutement, poursuit le rapport, assure la permanence dans l'effort, les anciens amènent les recrues. Mais ce mouvement ne peut se continuer qu'à la condition d'entretenir la propagande dans les écoles mêmes par des réunions spéciales. Batignolles, La Villette, Sainte-Geneviève. Le Gros Caillou, Montrouge, se recrutent a peu près sur place, ou du moins dans les paroisses environnantes. Montmartre au contraire, n'a récolté que très peu sur son territoire. Il n'a pas été possible jusqu'à présent d'y détacher un groupe des écoles ce qui fait que malgré de grands efforts, ce Comité est encore en souffrance <sup>1</sup>.

« Du côté de la classe dirigeante, on manque de chefs de Section, surtout de la I<sup>re</sup>. Cet état de choses est encore plus pénible quand on songe au nombre si considérable de membres de l'Œuvre inactifs qui se trouvent à Paris <sup>1</sup>. »

En Province, la jeunesse est difficile à grouper, le renouvellement se fait mal. Aussi A. de Mun déclarait-il mélancoliquement au Comité : « La situation <sup>2</sup> est à Paris la même qu'en province. Les cercles sont relativement en bonne voie, les Comités sont réduits à leur plus simple expression et ne vivent que du dévouement de quelques confrères ».... et il ajoutait cette constatation, pour lui si pénible : « La classe élevée fait malheureusement de plus en plus défaut ». Cette désaffection de la classe dirigeante, d'autant plus cruelle qu'elle avait été précédée d'un engouement plus vif, pose un problème dont la réponse est sans doute complexe. Notons tout de suite que pour se développer normalement l'Œuvre des Cercles aurait demandé à la classe dirigeante un apport d'hommes véritablement considérable, un effort de continuité, de discipline militaire, d'abnégation même, rare dans tous les milieux. Pourquoi ne l'a-t-elle pas donné ?

Le pouvait-elle ? Deux questions auxquelles la suite des événements apporteront au moins des éléments de réponses.

Pour Albert de Mun, la classe dirigeante n'a pas répondu parce qu'elle n'y était pas préparée ; d'où la nécessité d'attirer des hommes jeunes et de les former.

A la jeunesse bien souvent il s'adressa dans ses discours ; il organisa, nous l'avons vu, une action toute particulière en vue de l'entraîner à ses côtés et les chiffres montrent qu'il y réussit dans une certaine mesure.

1. P.-V., 20 novembre 1878.

2. P.-V., 3 décembre 1879.



Cela tenait beaucoup à son prestige personnel. Il savait parler à des jeunes hommes et exalter chez eux la vertu du dévouement. Il répéta des milliers de fois, cet appel qui avait électrisé ses plus humbles auditeurs du Cercle Montparnasse. Parmi ces « vocations sociales » retenons celle du jeune Lyautey celle de Geoffroy de Grandmaison, le fidèle collaborateur des années 1880-1895 ; Geoffroy de Grandmaison encore étudiant, entendit de Mun au cours d'une conférence. Enthousiasmé, il lui écrivit offrant « ut son temps et toutes ses forces.

La réponse de de Mun est doublement intéressante par les sentiments qu'elle révèle pour le jeune néophyte et par la préparation universitaire sur laquelle elle met l'accent <sup>1</sup>.

« Je vous suis bien reconnaissant des témoignages d'attachement que vous voulez bien me donner et je serai très heureux si je puis vous aider quelquefois à servir la grande cause à laquelle vous voulez bien vous consacrer.

Mais n'oubliez pas, et pardonnez-moi ce conseil dicté par l'affection, que pour le faire utilement, il faut dans vos premières années, demander à l'étude patiente et consciencieuse les armes qui vous seront nécessaires dans les luttes de l'avenir ; il y a d'ailleurs dans l'assujettissement volontaire à un travail souvent pénible d'ingrat, un exercice salutaire qui forme le caractère et le prédispose aux combats de la vie. Je sais qu'emporté par une ardeur naturelle et généreuse, vous seriez quelquefois tenté de vous détacher des études techniques et professionnelles pour vous jeter dans la mêlée ; ne vous abandonnez pas à ces tentations du cœur et dites-vous que pour servir avec fruit cette cause que vous aimez, il faut apprendre, se faire un fonds et conquérir des grades qui sont une force parce qu'ils ouvrent l'accès des carrières publiques. Voilà de la morale. Je vous en demande bien pardon. Prenez-le comme un témoignage très sincère d'une réelle amitié et d'un affectueux intérêt. Vous ne me donnerez pas de votre côté de preuve plus sensible et plus précieuse de votre attachement qu'en accueillant un conseil que je crois sage et en montrant par votre persévérance dans vos études par votre souci d'y réussir et par votre résolution de les poursuivre jusqu'à leur entier couronnement ce que peut la force de la volonté et l'énergie du caractère.

Je vous laisse sur ces mots et sur cette pensée digne d'une âme généreuse comme la vôtre, espérant que vous verrez dans cette lettre le meilleur gage que je puisse vous donner de mes sentiments vraiment et bien affectueusement dévoués. »

A. DE MUN.

L'éducation spécialisée de l'homme d'œuvre devra reposer sur la double formation morale, à base de caractère et universitaire, sanctionnée par des examens.

1. DE MUN, *Lettre à Geoffroy de Grandmaison*, Paris, 25 mai 1880 (Archives G. de Grandmaison).

Cette lettre est conçue en termes délicats. Albert de Mun avait une manière bien à lui de s'adresser à la jeunesse en y mettant tout son cœur, car il l'aimait; cette expression d'un intérêt si affectueux qu'il confine parfois à la tendresse, cristallisa l'attachement et le dévouement de milliers de jeunes hommes à sa personne et à son œuvre.

### LE CERCLE

Le Cercle Catholique d'Ouvriers est né à Montparnasse. Le Cercle Montparnasse est la réunion des anciens du patronage avec une direction laïque ouvrière et un Conseil religieux.

La place faite à la religion se révèle au pèlerinage annuel pour lequel les plus grands efforts sont déployés et aussi à la célébration solennelle de certaines fêtes, celles de l'Œuvre, la Fête-Dieu, la réception de l'évêque du diocèse toutes les fois que cela est possible.

D'autre part, le Cercle participe souvent à la vie religieuse paroissiale : là l'Œuvre cherche à faire participer le Cercle collectivement aux processions.

A côté de ces manifestations religieuses, le Cercle est un lieu de délassement. On cherche à y multiplier les distractions saines, principalement les représentations de pièces, choisies au préalable, les conférences, les visites d'un cercle à l'autre.

Le Cercle a son local que le Comité a souvent acquis après s'être constitué en société. A sa tête figure un président ouvrier assisté d'un Conseil. C'est bien le prolongement du patronage <sup>1</sup>.

Avec ces éléments, le Cercle est également ouvert aux ouvriers des campagnes échoués les grandes villes et qui ont conservé les principes d'une éducation chrétienne, enfin il est l'asile des convertis que les missions populaires « entreprises avec de si grands fruits » dans plusieurs villes ont amené à Dieu <sup>2</sup>. Donc un ensemble nettement catholique en vertu de ce principe de l'Instructuion. « Le Cercle est une œuvre de préservation et de ralliement avant de devenir un instrument de conversion. » Des ouvriers éloignés de la religion y entreront, mais « ils ne peuvent être que l'exception ». On les atteint soit par une action individuelle, soit par des conférences publiques, des instructions religieuses, etc....

Pour y être admis, il faut être ouvrier, âgé de 16 ans au moins, et être présenté par un membre ou par une autre personne honorable,

1. On lit ceci dans le *Bulletin de l'Œuvre des Cercles* en date du 10 février 1878 : « L'Œuvre est en excellente voie à Lille. Les directeurs de patronage se sont réunis plusieurs fois pour traiter ensemble la question si importante des relations à établir entre les patronages et les Cercles. Ils ont envoyé plusieurs délégués à la dernière séance du Comité, des idées ont été échangées et on a reconnu d'un commun accord que les deux œuvres se complètent et sont indispensables l'une à l'autre.

Dès lors la décision est prise de créer un cercle à côté de chaque patronage, d'ici là les directeurs devront s'efforcer d'aiguiller vers les cercles, les jeunes gens que leur âge dispose à quitter leur établissement. »

2. *Instruction*, § 79.

il faut en outre avoir été candidat pendant trois mois <sup>1</sup> : chose curieuse, les « commis », c'est à-dire les employés ne peuvent être admis qu'à titre tout à fait exceptionnel, et encore ne sont-ils que candidats agrégés. Les ouvriers qui retournent au pays ou font leur temps de service militaire, sont membres agrégés et reçoivent à ce titre les publications.

L'assistance aux offices dominicaux et aux réunions du Cercle est pratiquement obligatoire <sup>2</sup>. Une cotisation mensuelle est exigée, elle varie entre 0,50 et 1 franc. On est exclu pour conduite notoire, infraction grave aux règlements ou à l'obéissance aux dignitaires, blasphèmes, rixes, ivresse, conversations licencieuses, absence systématique ou sans excuse aux offices religieux, aux assemblées mensuelles pendant trois mois consécutifs, refus de paiement des cotisations, dégâts volontaires commis au Cercle <sup>3</sup>.

L'organisation du Cercle est complexe. A la tête deux dépositaires de l'autorité qui ne sont pas ouvriers : l'aumônier s'occupant de la vie spirituelle et contrôlant la bibliothèque et les pièces de théâtre ; le directeur jouissant de pouvoirs considérables. Nommé par le Comité, il convoque et préside en effet les réunions du Conseil intérieur, assure l'exécution des mesures votées par le Conseil et peut, en cas d'urgence, prendre des décisions sans son avis ; c'est lui qui tient la caisse, fait les dépenses, surveille les travaux, vérifie les fournitures, représente le Cercle auprès du Conseil de quartier (ou du Comité) ; c'est lui qui dresse la liste des sociétaires éligibles au Conseil intérieur et la soumet au Conseil de quartier, c'est lui encore qui présente la liste des candidats à la présidence et aux vice-présidences, qui explique les règlements ; enfin, dans des cas graves, il a le droit d'exclure un membre de sa propre autorité en se bornant à informer le Conseil intérieur de sa décision et sans être tenu de lui faire part de ses motifs.

Ces pouvoirs sont draconiens. Aussi sans vouloir en aucune façon en atténuer les rigueurs, le règlement recommande-t-il aux directeurs d'aimer les ouvriers, de faire faire les choses plutôt que de les faire eux-mêmes et de s'effacer. On dira qu'il y a une apparence de contradiction entre les pouvoirs donnés et les conseils qui les accompagnent ; c'est indéniable. On peut tenter de l'expliquer ainsi. Les dirigeants de l'Œuvre considèrent l'ouvrier comme un enfant, lui donnent l'apparence d'une grande indépendance, mais lui réservent un tuteur discret mais tout puissant. Celui-ci doit intervenir dans les cas graves et le reste du temps influencer les ouvriers. On devine que la juste mesure fût difficile à trouver.

Le Conseil intérieur se recrute parmi les sociétaires actifs. Les Conseillers doivent réunir à l'élection les 2/3 des voix, une fois élus ils sont inamovibles. Leur nombre est variable. L'élection se fait à l'occasion d'une fête et il est recommandé de lui donner le maximum d'éclat.

1. Les premiers membres d'un cercle sont nommés par le Comité.

2. *Instruction*, § 81.

3. *Ibidem*, § 82.



Ce sont eux qui discutent et votent les mesures d'administration intérieure proposées par le directeur, les dépenses d'entretien et d'agrément, les nominations et exclusions des sociétaires et membres associés, la remise des livrets-diplômes. Ils se réunissent toutes les semaines et peuvent décider que certains ouvriers seront exemptés de verser leurs cotisations. Ils sont en un mot l'âme du Cercle et l'organe de décision. Il y a une certaine analogie entre le rôle du Conseil dans l'association ouvrière et celui du secrétariat dans le Comité.

Le Conseil intérieur nomme le Conseil des dignitaires, lesquels assurent le fonctionnement des services du Cercle et entretiennent l'esprit de dévouement chrétien, hommes jeunes nommés pour un mois ils sont la pépinière des Conseillers.

Le président et les vice présidents sont élus au scrutin secret pour un an et rééligibles. Le président représente le Cercle et peut accorder une dispense temporaire pour le paiement de la cotisation. Les autres postes obligatoires sont ceux du secrétaire général qui s'occupe des procès-verbaux, circulaires, etc., du trésorier général et du contrôleur général chargé de tenir le registre des présences. On trouve à côté d'autres dignitaires de services tels : le maître de billards, le maître des jeux intérieurs, le maître des jeux extérieurs, l'ordonnateur de la gymnastique, le gardien du buffet, etc.

Le Cercle peut donc se définir « Association d'ouvriers autour d'une chapelle », c'est dire la place que tient la religion dans la vie de l'Œuvre.

Plus originale est l'institution du « Livret-diplôme ». Basé sur les traditions du compagnonage chrétien, qu'il est appelé à faire revivre sous une autre forme, il est un moyen de circulation pour tous les membres de l'association, un titre témoignant de leur qualité et leur assurant partout aide et protection. A la première page on trouve l'image de Jésus-Ouvrier, des maximes chrétiennes, la liste des fêtes patronales de corps d'état, enfin un cantique spécial composé à la gloire de Jésus-Ouvrier et du travail chrétien. La deuxième page contient la liste des Cercles catholiques d'ouvriers avec l'adresse exacte de chacun d'eux et le nom de son directeur. Peuvent être également inscrites les Œuvres d'apprentis de jeunesse et autres associations catholiques d'ouvriers. L'ouvrier qui a reçu le livret dans l'une de ces œuvres et qui est obligé de voyager rencontre ainsi sur toute sa route et partout où il va s'établir une « maison amie ».

Ce livret est un titre de famille, un signe de ralliement décerné par le Conseil intérieur sur la double proposition du président et du directeur, il est remis très solennellement à un ouvrier qui a plus d'un an de présence.

Notons encore certaines réunions s'occupant du fonctionnement de l'Œuvre telles la commission des introducteurs de candidats, les assemblées mensuelles des sociétaires, l'assemblée générale annuelle.

Les Cercles sont ouverts les dimanches et jours fériés toute la journée ; et tous les soirs de la semaine de 7 h à 9 h 1/2.

Il est formellement interdit de jouer de l'argent et de tenir des discussions religieuses ou politiques.

Voici un emploi du temps des Cercles de Paris pour un dimanche ordinaire :

- 8 h. 1/4, contrôle des présences,
- 8 h. 1/2, messe et explication de l'Évangile, chants de cantique, confession avant et après la messe.
- 9 h. 1/2, déjeuner au restaurant du cercle,
- 11 h. 1/2, conseil des dignitaires,
- 12 h., contrôle,
- 12 h. 1/2, messe (pour ceux qui n'ont pas assisté à celle du matin),
- 1 h., gymnastique,
- 2 h., conférence de St-Vincent de Paul pour la visite des pauvres, grands jeux à courir,
- 3 h. 20, contrôle,
- 3 h. 30, instruction et Salut.
- 6 h., dîner au Cercle.
- 7 h. 1/2, contrôle, tombola et divertissement,
- 9 h. 30, prière et départ.

Les quatre contrôles sont facultatifs, mais les inscrits reçoivent un billet de la tombola tirée chaque dimanche en fin de soirée et qui donne droit à un ou deux lots (objets d'agrément), ils touchent des primes. Par exemple un membre ayant été contrôlé trois fois chaque dimanche se verra octroyer trois primes, c'est-à-dire trois morceaux d'une sorte de papier monnaie portant son nom et ayant cours lors de la vente aux enchères trimestrielle... Le paiement de la cotisation, le premier dimanche du mois donne droit à deux primes. On voit par quels moyens divers le directeur est invité à soutenir l'assiduité des membres. Le coutumier le lui dit d'ailleurs. « La grande difficulté dans un cercle, c'est d'y laisser l'ouvrier libre entièrement et de savoir l'y retenir le plus longtemps possible. » Pour cela il faut que le Cercle lui offre le confortable et des divertissements : liberté de fumer, un buffet bon marché avec tous les rafraîchissements, un restaurant, des jeux extérieurs (barres militaires, balle au chasseur, gymnastique, balançoires, bascules, tirs, quilles, boules), des jeux intérieurs (billards, dames, dominos, échecs, tric-trac, loto, cartes).

Pour animer la réunion, on lui recommande des divertissements susceptibles de plaire, des charades en action, des concerts improvisés et surtout les fêtes. Celles-ci peuvent se classer en quatre catégories : fêtes générales de l'association, fêtes corporatives, St Jean-Porte-Latine pour les imprimeurs, Ste Anne pour les travailleurs du bois, St Crépin pour les cordonniers, Ste Cécile pour les musiciens, St Luc pour les peintres, St Éloi pour les métallurgistes, etc.... Fêtes patronales des Cercles et enfin fêtes de famille telles que les Rois, les Jours-Gras, la Mi-Carême, la fête de l'aumônier, du directeur, du président, etc... Quand c'est possible, il est recommandé d'emmener les membres au

dehors et de les faire chanter durant la promenade. Chaque Cercle possède un insigne commun, des insignes distinctifs, il a sa bannière qu'il conserve avec un grand de soin.

Au cercle s'ajoutent des institutions diverses<sup>1</sup>. Les unes de piété dont la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul très recommandée, ou bien une confrérie de Notre-Dame du Rosaire.

« Dans le respect de l'idée et de l'enseignement religieux » il est recommandé d'organiser des conférences scientifiques ou littéraires, voire même des cours ; de distribuer aux familles des tracts de caractère instructif et de les faire profiter de la bibliothèque. Que contient une bibliothèque de Cercle ? Le coutumier donne un catalogue ; voici à titre d'exemple la liste classée sous la rubrique « Littérature Française » : BERNARDIN DE SAINT-PIERRE, *Manifestation de la Providence dans la nature*. BOILFAU, *Œuvres choisies*. BOSSULT, *Œuvres choisies*. P. ARSÈNE CAHOUR, *Bibliothèque critique des poètes français* (3 vol.). *Chanson de Roland*. BOURDALOUE, *Pensées* (2 vol). CHATFAUBRIAND, *Le Génie du Christianisme*. CORNEILLE, *Théâtre choisi ; Chefs-d'Œuvre*. DESCARTES, *Pensées sur la religion et la morale*. FINFLON, *Télémaque, Aristonoüs, Œuvres choisies*. FLORIAN, *Choix de fables*. JOINVILLE, *Histoire de Saint Louis*. J. DE MAISTRE, *Soirées de Saint-Pétersbourg ; Du pape*. MASSILLON, *Œuvres choisies*. PASCAL, *Pensées*. RACINE, *Théâtre choisi, Chefs-d'Œuvres*. M<sup>me</sup> DE SÉVIGNÉ, *Lettres choisies*. VEUILLLOT (*divers*). VILLIARDOUIN.

Ce tableau est significatif par ses lacunes, notamment en littérature moderne.

Les institutions économiques comprennent d'abord la Caisse de famille : administrée par le Conseil intérieur, elle doit venir au secours des membres du Cercle malades ou sans travail et recueille les offrandes volontaires de ceux qui refusent la discipline de versements réguliers à la société de secours mutuel. Celle-ci fonctionne grâce à des versements réguliers de quelques francs par mois, mais elle ne compte pas assez de sociétaires pour avoir des conditions de fonctionnement normal ; l'esprit de prévoyance se heurte à l'incompréhension des ouvriers. La caisse d'épargne dans ses débuts, est celle du Cercle même qui a ses propres livrets. Il y a là encore un procédé destiné à attacher l'ouvrier au Cercle et l'Instruction remarque : « Le dépôt de ses économies aide le jeune homme à ne pas abandonner le Cercle pour le caprice d'un moment. »

A ces instructions on peut joindre celle du logement au cercle, provisoire ou permanent, des ouvriers sans famille ou en voyage. Pendant son séjour, l'ouvrier est tenu d'assister à la séance entière du dimanche, et en semaine de rentrer pour la prière du soir.

Certains cercles comptant une fraction importante d'hommes moins jeunes peuvent s'orienter vers la coopération en vue d'acheter à meilleur compte des denrées alimentaires, des produits de chauffage, vêtements,

1. *Instruction*, § 100 et 101.



médicaments et au besoin se faire donner dans les mêmes conditions des soins médicaux.

Tel est l'ensemble complexe de ces institutions allant du directeur jusqu'au Réglementaire, modeste collaborateur chargé de sonner puis de communiquer toutes les annonces. L'esprit qui a présidé à cette organisation se résume dans cette pensée de l'*Instruction* : « Obtenir la coopération aussi large que possible des membres du Cercle à son administration en multipliant les charges, les emplois et les occasions de se dévouer. Plus ils s'y dévouent, plus ils s'y attachent et y persévèrent. » Quand le Cercle est établi on s'ingénie à le « remplir » et ce n'est pas toujours facile

Comment ce vaste organisme est-il réparti à travers la France ?

Le Bulletin de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers donne de temps à autre, une statistique de l'Œuvre.

Prenons celle parue le 5 mai 1878.

A cette date, l'Œuvre compte 322 Comités répartis sur trois grandes régions.

La I<sup>re</sup> région comprend la zone du Nord avec 3 divisions et 31 Comités. La zone du Nord-Ouest avec 3 divisions et 33 Comités et celle du Nord-Est avec 3 divisions et 31 Comités.

La II<sup>e</sup> région se subdivise en une zone de l'Est avec 4 divisions et 28 Comités, une zone du Sud-Est avec 3 divisions et 24 Comités, une zone du Sud avec 4 divisions et 45 Comités et une zone d'Outre-Mer comprenant 3 Comités.

La III<sup>e</sup> région groupe la zone du Sud-Ouest avec 2 divisions et 26 Comités, la zone de l'Ouest avec 3 divisions et 69 Comités et une zone du centre avec 4 divisions et 32 Comités.

La Bretagne donne à l'Œuvre ses plus forts effectifs avec ses 69 Comités.

Le Sud vient en second. On notera aussi la répartition harmonieuse des Comités dans le Nord <sup>2</sup>.

Ces Comités vont de la grande ville comme Lyon, Nice, Reims ou Nancy au village comme Saint-Maurice-d'Ételan (Seine-Inf.) ou Hasparen (Basses-Pyrénées) voir même au hameau comme le Val-des-Bois. Le Sud-Est a moins répondu aux efforts des propagateurs. Quant aux territoires d'Outre-Mer, l'Algérie et la Corse, le succès de l'Œuvre y est presque nul.

Pour connaître le nombre de cercles et leurs effectifs il faut partir

1. LÉON HARMEL, *op. cit.* Dans une localité ouvrière du Pas-de-Calais les membres du Comité qui se sont donnés une peine extrême pour organiser leur cercle se trouvent le jour de l'ouverture en présence d'un seul ouvrier. Ils ne se découragent pas. Le dimanche suivant a lieu une procession publique. Les membres du comité demandent à ce soldat de la première heure de porter, pendant le défilé, la bannière inconnue de ce Cercle idéal tandis qu'eux-mêmes, personnages fort connus et influents dans toute la contrée en raison de leurs fortunes et de leurs fonctions, marchent simplement à la suite cet ouvrier.

2. La division géographique ci-dessus a été votée par le Comité dans sa séance du 27 mars 1878.

des chiffres donnés par Albert de Mun lui-même à la fin de mai 1875 <sup>1</sup> : 130 Comités, 150 Cercles, 15.000 ouvriers et 3.000 membres de la classe dirigeante. En transposant ces chiffres, sans modifier leur rapport, cela nous donne pour 322 Comités, 375 Cercles environ représentant 37.500 ouvriers. Quant au chiffre des membres des « classes dirigeantes », il serait d'environ 7.600 à raison de 25 personnes par Comité. Ce dernier chiffre ne paraît pas trop élevé, si l'on se réfère aux personnes inscrites, dont certaines se contentaient de donner leur nom.

L'Œuvre des Cercles grouperait donc en mars 1878 près de 45.000 personnes dont un peu plus de 35.000 ouvriers.

A la date du 7 novembre 1876, 14 départements n'avaient pas de Comité <sup>2</sup>.

Les relations entre les ouvriers membres des cercles et les directeurs semblent avoir été bonnes. On ne note aucune difficulté dans les procès-verbaux du Comité. Une fois pourtant, à Verdun, gros scandale, le président ouvrier a simulé à deux reprises une maladie pour ne pas porter la bannière à la procession de la Fête-Dieu. Il a été solennellement exclu et le Comité s'est réuni pour faire amende honorable devant la bannière. « L'effet moral a été excellent » note le chef de zone <sup>3</sup>.

De son côté, au cours d'une tournée dans le Midi, le P. Hubin a constaté une extrême bonne volonté mais en même temps une connaissance insuffisante de l'Œuvre qui tend à l'affaiblir <sup>4</sup>.

A Paris, on compte 10 cercles : Montparnasse, Belleville, Montmartre, Saint-Antoine, Batignolles, Gros-Caillou, Vaugirard, Montrouge, Sainte-Geneviève et La Villette. Un onzième, celui de Passy a dû être fermé faute d'ouvriers. Les directeurs en sont réunis tous les quinze jours par Maurice Maignen et les instructions au témoignage du comte de Belissen, les attachent à leurs devoirs <sup>5</sup>.

Les relations entre Comité et Cercle sont souvent insuffisantes.

Au début de 1879, pour un temps, Albert de Mun se rendit chaque dimanche dans un cercle de Paris pour y voir les ouvriers, rencontrer les membres du Comité.

D'où viennent les ouvriers des Cercles ? Les renseignements précis sont rares.

Dans la très grande majorité des cas, ils sont amenés par les patronages comme nous l'avons vu à Lille. Les Frères de Saint-Vincent-de-Paul ont pu y contribuer, car Maurice Maignen jouissait auprès d'eux d'un grand crédit et le 1<sup>er</sup> Cercle était en somme leur œuvre. Quant aux Frères de la Doctrine Chrétienne, une note au Comité nous apprend l'existence de relations régulières entre eux et l'Œuvre <sup>6</sup>.

1. *Ma vocation sociale*.

2. *P.-V.*, 4 novembre 1876.

3. *P.-V.*, 18 juillet 1876.

4. *P.-V.*, 12 octobre 1875.

5. *P.-V.*, 20 novembre 1878.

6. *P.-V.*, 6 février 1878. Les relations continuent avec les frères. Bon accueil surtout à la maison de Saint-Nicolas où l'on a demandé la liste de nos maisons de Paris pour y diriger les jeunes gens allant s'établir hors de chez eux.

Quelle est la condition de ces ouvriers ? Peu d'entre eux, semble-t-il, appartiennent à la grande Industrie et guère plus à l'agriculture. Un Jésuite de l'époque, qui suivait de près le développement des questions sociales, jugeait du recrutement en ces termes : « Ce n'étaient le plus souvent que des attardés de l'industrie, les cancres de l'usine, braves gens par ailleurs et d'une piété extérieure suffisante ou encore des employés des librairies cléricales, des bedeaux en rupture de hallebarde, des sacristains retraits, des concierges de communauté, des garçons de bureaux des œuvres <sup>1</sup>. »

### L'ŒUVRE ET LE CLERGÉ

Cependant, même dans les patronages, il y a quelques notes discordantes ; écoutons ce son de cloche : « Les directeurs des Cercles de Lille se plaignent malgré tous les efforts tentés du défaut absolu d'entente avec les directeurs de patronages qui ne leur adressent que les jeunes gens dont ils ne peuvent plus rien faire <sup>2</sup>. »

Pourquoi cette mauvaise humeur des directeurs de patronages ? Une communication de Dieulefit (Drôme) nous en donne la raison « La situation devient de plus en plus difficile, et la lutte entre le Comité et le Clergé paroissial vient de prendre un caractère aigu qui réclame une prompt solution. »

Quelle était donc l'attitude du clergé à l'égard de l'Œuvre ?

Jusqu'à 1878 on trouve dans les procès-verbaux du Comité Central nombre d'allusions au clergé qui présentent toutes les mêmes faits : encouragements et bénédictions. Il semble que les membres de l'Œuvre aient saisi ces témoignages au vol et les aient montés en épingle comme pour se rassurer eux-mêmes sur les bonnes dispositions dont ils paraissaient révélateurs. Sous cette apparente cordialité, quelques incidents, nous l'avons vu, trahissaient des malentendus. Mais on les passait sous silence. Or, soudain, nous voyons La Tour du Pin déposer un rapport concluant à la nécessité d'instituer près de chaque Comité un aumônier portant le caractère de délégué épiscopal, proposition qu'il retirait non moins soudainement, huit jours après. Le 24 avril 1878, enfin, le R. P. Hubin analyse longuement le mal et ses remèdes. Cette étude approfondie pose exactement l'ensemble du problème <sup>3</sup>.

« Je crois de mon devoir d'appeler l'attention du Comité sur une question grave et urgente : je veux dire les rapports de l'Œuvre avec le Clergé. Cette question est grave parce qu'à mon avis l'avenir de l'Œuvre en dépend. Le Comité ne se rend pas assez compte des dispositions réelles du Clergé vis-à-vis de l'Œuvre. Quelques évêques apprécient l'Œuvre et la patronnent chaudement, mais ils sont rares. La plupart, au contraire, de ceux qui ont accueilli nos Comités dans

1. Emmanuel BARBIER, *op. cit.*

2. P.-V., 7 juillet 1880.

3. P.-V., 24 avril 1878.



leurs diocèses n'ont guère pour nous qu'une bienveillance de charité et ne nous accordent que les encouragements qu'ils donnent à toutes les Œuvres de bien. Ces nuances sont beaucoup plus accentuées encore chez Messieurs les Curés et le clergé inférieur. On peut dire même que l'opposition la plus générale que l'Œuvre rencontre pour s'établir vient des membres du clergé. Les uns la repoussent carrément, d'autres ne l'acceptent qu'avec défiance et mauvaise humeur, et souvent après l'avoir acceptée, ils la négligent ou cherchent à la transformer en Œuvre purement paroissiale. Enfin, pour tout résumer d'un mot, le clergé ne marche pas avec nous, il se tient en dehors de nous quand il ne se montre pas hostile. Ajoutez que cette année le clergé se désabonne de la Revue. Cette attitude pour peu qu'elle dure, sera la mort de notre Œuvre, car il est de l'essence de celle-ci de s'occuper des intérêts spirituels tant de nos ouvriers que des membres de nos Comités. Nous entrons donc pleinement sur le terrain du clergé qui a reçu lui-même une mission réelle et divine de s'occuper des âmes et qui est organisé pour cela par l'Église dans une hiérarchie très forte et très étendue. S'il ne vient pas avec nous, avec sa force, nous restons impuissants, s'il nous est contraire nous sommes condamnés, s'il se borne à être indifférent, il nous déconsidère vis-à-vis des populations. Mais, dira-t-on, nos aumôniers sont nommés par l'évêque et par nos aumôniers, nous avons le clergé avec nous. Je vous montrerai précisément que pour ce point notre organisation actuelle est insuffisante et incomplète.

« J'ai dit que cette question est urgente, oui elle est urgente parce que vous avez remis, dans le programme de l'assemblée générale, la la question des aumôniers.

« Or si avant l'assemblée générale vous n'avez pas résolu en principe les difficultés dont je vous parle, vous n'aurez que des réponses vagues, évasives à donner aux aumôniers, vous les laisserez dans les difficultés qui les fatiguent depuis longtemps et qui finissaient par les décourager; urgente parce que si nous laissons le clergé s'endormir dans son indifférence, dans ses préjugés et son éloignement, l'Œuvre s'appauvrira de jour en jour et il ne sera pas facile de maintenir nos Comités même existants.

« Attendre et garder le *statu quo*, c'est laisser le torrent grossir et nous emporter; plus tard il sera trop tard. Urgente parce que si nous ne prenons pas vite la direction de ce mouvement d'autres la prendront; la question ouvrière préoccupe tout le monde. Mgr de Limoges vient d'installer un Conseil diocésain de vingt membres mi-ecclésiastique mi-laïque, duquel ressortiront les œuvres ouvrières du diocèse. Nous viendrons donc comme l'une d'entre elles et nous aurons à faire à vingt personnes. Qui sait si d'autres évêques n'imiteront pas cet exemple?

« J'ai constaté le fait. Quelles sont maintenant les causes de cette indifférence, de ce malaise, ou même de cette hostilité parfois du clergé envers l'Œuvre?

« La première cause c'est que nous ne faisons pas au Clergé une *part*

d'action assez large dans l'Œuvre. Tout évêque a le droit et le devoir de surveiller tout ce qui touche à l'intérieur des âmes qui lui ont été confiées par l'Église. Or l'Œuvre telle qu'elle est ne donne satisfaction ni à son droit ni à son devoir. Que demandons-nous en effet à l'évêque lorsque nous voulons établir l'Œuvre dans son diocèse ? Trois choses : 1<sup>o</sup> De fonder un cercle dans une paroisse et d'y avoir une chapelle avec nos prérogatives ; or presque toujours il contrarie par là ses curés et il détache de la paroisse un certain nombre d'hommes sur lesquels ni lui, évêque, ni le curé n'ont plus de surveillance directe. 2<sup>o</sup> De nous donner un aumônier du Cercle. Or cet aumônier en tant qu'aumônier ne relève directement ni du curé ni de personne autre que l'évêque, qu'il ne voit presque jamais et ainsi l'évêque reste étranger à ce qui, se passe dans le Cercle. 3<sup>o</sup> De venir dans certaines circonstances solennelles nous bénir ; mais ces apparitions, rares et d'apparat ne lui disent rien de la vie habituelle du Cercle. Ainsi l'Œuvre échappe de fait au contrôle épiscopal et lui crée des embarras avec son clergé. Trouverons nous beaucoup d'évêques qui veuillent accepter cette responsabilité et cette situation ? Je ne le crois pas. Au-dessous de l'évêque, la part du clergé dans l'Œuvre n'est pas meilleure. Dans tous les cercles dont le curé de la paroisse ou un prêtre étranger qui en remplit les fonctions. Si l'aumônier est étranger il est mal vu du clergé paroissial qui ne voit dans le Cercle qu'un démembrement et une œuvre rivale. Si l'aumônier est un vicaire trop souvent, ce vicaire paraîtra au curé vouloir se faire un parti et une autorité indépendante par le cercle. De fait, le curé n'ayant nulle autorité officielle sur l'aumônier se trouve en dehors de l'Œuvre et ne l'acceptera jamais. Le clergé paroissial au contraire aime et favorise les patronages ou même des Cercles catholiques similaires aux nôtres, mais indépendants de nous parce qu'il y exerce son autorité.

Une seconde cause de cette abstention, c'est que nous ne tenons pas assez compte de la hiérarchie et des traditions du clergé paroissial. Au début de l'Œuvre, vous étiez tous militaires, vous avez pris à l'armée ses cadres, même ses appellations et vous avez fixé au clergé sa place dans vos cadres, sans connaître ses susceptibilités et ses usages. Ainsi vous donnez le nom d'*aumôniers* à tous les ecclésiastiques dont vous sollicitez le concours à l'Œuvre. Ce nom d'aumônier n'est pas cité très haut dans le clergé, peut-être même à cause des aumôniers militaires, dans l'ordre des préséances l'aumônier marche avant le vicaire, mais après le dernier des desservants de campagne. Quand donc vous demandez à un curé, à un supérieur de maison et même à un grand vicaire d'être l'aumônier d'un Comité ou d'un Cercle, c'est comme si vous demandiez à un capitaine ou à un chef de bataillon de se faire sergent instructeur. On peut l'accepter par dévouement, mais on ne l'acceptera point comme règle.

Ensuite lorsqu'il s'agit de siéger dans un Conseil où les intérêts de la religion l'appellent, il est d'usage que le prêtre n'y paraisse pas

dans un rang inférieur. Or l'aumônier du Cercle tombe immédiatement sous la coupe du président dont il reçoit la direction, et au besoin la décision. De là, dans le clergé cette raideur pour notre œuvre dont on croit avoir tout dit en l'appelant une Œuvre laïque.

« Enfin, une œuvre quelconque n'est bien venue du Clergé paroissial qu'autant qu'elle est à ses yeux une Œuvre diocésaine, c'est-à-dire une Œuvre non seulement autorisée par l'Évêque, mais ayant une petite hiérarchie épiscopale dans le diocèse. Sans cela elle restera toujours une étrangère, le Clergé se tiendra en dehors d'elle indifférent et défavorable, s'il n'est pas hostile. Dans certaines contrées de la France, dire qu'une Œuvre est laïque et parisienne, c'est presque une sentence d'ostracisme. Quelle que soit la valeur de ces raisons, malheureusement le fait existe. Nos secrétaires de division le rencontrent partout. Nous devons donc nous préoccuper de remédier autant que possible à cet état de choses. Voici un plan d'organisation diocésaine que j'ai l'honneur de soumettre au Comité. Vous le rejetterez ou le modifierez comme bon vous semblera, mais je vous demande instamment de ne pas rester dans le *statu quo*. »

Le projet accompagnant ce rapport comportait notamment les articles suivants : 1<sup>o</sup> Lorsque l'Œuvre est acceptée dans un diocèse, l'évêque exerce par lui-même, personnellement ou par un ecclésiastique délégué à cette fin, la direction spirituelle sur le Comité et les Cercles du diocèse. 2<sup>o</sup> Dans toutes les réunions de l'Œuvre, le directeur diocésain occupe le rang qui est dû à l'évêque dont il est le représentant. 3<sup>o</sup> Tous les aumôniers, tant des Comités que des Cercles, relèvent pour la partie ecclésiastique du directeur diocésain. 4<sup>o</sup> Messieurs les curés dans la paroisse desquels se trouve un Comité sont de droit présidents d'honneur du Comité et occupent le fauteuil du président chaque fois qu'ils assistent à une réunion publique de l'Œuvre.

Le projet du R. P. Hubin ne fut pas retenu. Il mettait trop directement, et surtout trop visiblement, le Cercle et le Comité sous l'autorité du prêtre. Enlever la première place du Cercle au président ouvrier pour la donner à l'aumônier, c'était dénaturer l'esprit même de l'institution. Après de longues séances de discussion, le texte suivant rallia les membres du Comité, le P. Hubin compris. « Le Chef de la II<sup>e</sup> Section par l'action officieuse du personnel de sa section ou des membres des Comités locaux devra s'efforcer d'obtenir peu à peu de NN. SS. les Évêques qu'ils veuillent bien désigner un ecclésiastique pour régler avec les présidents des Comités locaux toutes les questions du ressort de l'autorité ecclésiastique et pour être l'intermédiaire naturel entre l'évêque et les Comités<sup>1</sup>. »

Ce texte n'eut aucun effet pratique. Les problèmes soulevés par le R. P. Hubin étaient tous également irritants et difficilement solubles.

Aussi le R. P. Hubin dans un rapport<sup>2</sup> d'ensemble sur sa charge

1. P.-V., 3 juillet 1878.

2. P.-V., 14 septembre 1881



d'aumônier, revenait-il sur la question trois ans plus tard et en dégageait-il quelques autres aspects. « Dès l'origine, nos fondateurs ont compris que l'Œuvre étant essentiellement une œuvre chrétienne, le concours du prêtre lui était absolument nécessaire. Mais il faut l'avouer aussi, nous n'avons pas su nous faire aimer du clergé. Toujours vous avez entouré le prêtre d'honneur et de respect, il est vrai ; pour moi je n'ai trouvé en vous que des amis ; il est vrai encore que parfois vous avez rencontré des résistances de parti-pris là où vous aviez le droit d'avoir un appui. Mais souvent aussi il y a eu de votre faute. Tantôt par l'excès d'un zèle ne tenant pas assez compte des usages ou des œuvres locales, tantôt par je ne sais quelle crainte inconsciente de voir le clergé entrer trop avant dans la direction de l'Œuvre, il s'est fait que le clergé à tort ou à raison, n'a pas cru sa place assez large ou assez digne dans l'Œuvre. Les aumôniers éloignés les uns des autres, n'étant ni soutenus, ni dirigés par personne, ou se désintéressent d'une Œuvre qui demande leur concours à une heure convenue mais les laisse en dehors de sa vie intime, ou bien, au contraire, font des cercles leur œuvre personnelle et tendent à leur donner leur direction sans contrôle. »

Nous voyons ici pour les aumôniers eux-mêmes, les conséquences du malaise analysé par le R. P. Hubin.

On ne saurait conclure sans citer quelques lignes du *Mémoire aux Evêques* <sup>2</sup>. Ce document, établi à la Noël 1884 quand l'Œuvre avait pris des développements nouveaux, était destiné à renseigner très exactement sur elle l'épiscopat français et partant à obtenir de lui un appui. Le document a encore une portée plus large, parce qu'en fait il pose la question sociale devant l'épiscopat et lui demande le concours efficace de l'Église pour la résoudre. Nous reviendrons sur ce point, mais, constatons-le dès maintenant, le Mémoire consacre trois grands paragraphes aux « Relations de l'Œuvre avec le clergé paroissial » à la « Difficulté pour le clergé de s'intéresser à l'Œuvre des Cercles » et au « Caractère politique de l'Œuvre <sup>2</sup>. »

Nous y retrouvons les arguments précédents : « L'Œuvre, dit le *Mémoire*, a, d'une manière générale, rencontré dans l'épiscopat, et, par suite dans l'ensemble du clergé, une sympathie et des encouragements un peu vagues, plutôt qu'une impulsion directe et précise. Certes bien des évêques, à commencer par le Cardinal-Archevêque de Paris, et bien des curés ont donné des preuves marquées de leur bienveillance, et aussi, dans plusieurs occasions particulières, on a vu le curé prendre en main la conduite de la fondation locale. Partout où les conditions favorables ont pu être réalisées, l'Œuvre a prospéré rapidement et n'a cessé de se développer. »

« Mais la plupart du temps elle a trouvé dans le clergé paroissial une

1. *Mémoire sur l'Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers soumis à Nos Seigneurs les Archevêques et Evêques de France par le Comité Général de l'Œuvre* (Noël 1884), 84 p. grand in-4°. Ce document n'a pas été mis en circulation.

2. *Mémoire*, p. 67 à 76.

certaine froideur. » Le *Mémoire* en voit les causes d'abord dans le caractère indépendant de l'organisation que l'Œuvre s'est donnée par rapport à l'épiscopat et dans des « excès de zèle, imprudences de langage et fautes de conduite » qu'ont pu commettre les premiers propagateurs de l'Œuvre, hommes jeunes et inexpérimentés. Mais, et c'est tout l'objet du second paragraphe, il y a sans doute des raisons plus profondes. Le clergé est extrêmement pris par des charges et des obligations toujours plus écrasantes, il ne peut guère dans ces conditions s'intéresser à la question sociale. L'Œuvre mal connue dès lors lui apparaîtra avec ses idées nouvelles et quelque peu hardies, avec son organisation militaire et laïque, plutôt comme un sujet d'inquiétude et de trouble que comme une arme puissante mise à portée de ses mains. Le *Mémoire* indique, à titre de remède, l'institution de conférence sur les questions sociales et ouvrières dans les grands séminaires, dans les retraites ecclésiastiques, et la diffusion parmi les retraitants de quelques publications spéciales telles que l'*Association Catholique*. Il n'y a nul doute que « le patronage et l'initiative de Nos Seigneurs les Évêques ne soient les conditions nécessaires et suffisantes du succès ».

« Il existe encore, contre l'Œuvre, une autre sorte de prévention qu'il importe au plus haut degré de dissiper par une explication franche et loyale. On la considère comme une Œuvre politique et on craint que le Clergé en contractant avec elle une trop étroite solidarité, ne s'expose à des compromissions dont, assurément, l'hostilité déployée contre lui ne justifie que trop l'appréhension <sup>1</sup>. » L'Œuvre est politique, répond le *Mémoire*, dans la mesure où la transformation des conditions du travail, le rétablissement de l'ordre social chrétien, et pour ce faire, une pression efficace au Parlement et sur l'opinion, sont de la politique. Elle ne l'est pas en ce qu'elle ne prétend ni à constituer un parti, ni échanger la forme du gouvernement.

« Elle devra nécessairement subsister sous tous les gouvernements et conserver sous tous les régimes, sa forme spéciale d'association indépendante. » Ce paragraphe se termine sur cette considération que dans un régime qui rallierait l'unanimité des observateurs, l'Œuvre jouerait un rôle facile à comprendre, celui d'une association d'hommes publiquement formée pour faire prévaloir dans la direction des affaires, un programme religieux, social et économique, tout en respectant et en servant d'ailleurs le gouvernement établi », quelque chose d'analogue au « Centre allemand ».

Ces trois documents, à des dates différentes, nous montrent que pour des causes diverses, l'Œuvre des Cercles n'a pas su se faire aimer du clergé, sauf un certain nombre d'exceptions. Les raisons qu'ils font ressortir ont toutes leurs valeurs, elles ont toutes joué leur rôle. L'argument politique a plutôt alerté les dirigeants du Clergé, tandis que la séparation du Cercle et de la paroisse indisposait surtout le curé.

1. Allusion sans doute aux tendances légitimistes du personnel de l'Œuvre qui pouvaient influencer le clergé.

Le caractère interdiocésain, et par conséquent non diocésain, de l'Œuvre à dû lui valoir bien des critiques et ce d'autant plus que très vite l'action menée par l'Œuvre l'a été dans un temps de lutte entre l'Église et l'État, à l'heure où, semblait-il, l'union des forces dans le cadre diocésain était encore plus nécessaire pour parer aux attaques de l'adversaire.

C'est qu'en effet un conflit avait surgi avec le gouvernement de la République.

### L'ŒUVRE ET LE GOUVERNEMENT

L'Œuvre des Cercles a bénéficié durant ses premières années d'existence de la bienveillance du gouvernement. Celui-ci a toléré longtemps les conférences publiques des officiers en uniforme, leur participation aux processions, les constitutions de Comités et de Cercles, et quand le 24 mai 1873 le duc de Broglie constitua son premier cabinet, il confia le portefeuille de l'agriculture à Joseph La Boullerie, membre du Comité depuis quelques mois.

Deux ans plus tard, l'Œuvre elle-même prend une initiative destinée à faciliter la tâche du gouvernement. Le secrétaire communique au Comité : « Le caractère militaire de plusieurs orateurs de l'Œuvre après lui avoir apporté par l'éloquence de l'un d'eux beaucoup d'éclat, tend à la compromettre maintenant qu'elle a soulevé tant d'ennemis en fournissant des armes à ces derniers contre le gouvernement dont la bienveillance n'a jamais fait défaut à l'Œuvre. En conséquence le secrétaire, après s'être concerté avec le secrétaire général, demande au Comité de réagir dans le sens de la prudence contre l'élan de paroles qu'il a donné à ses camarades de l'armée <sup>2</sup>.

Les attaques auxquelles il est fait allusion, et la prudence qui s'imposait, amenèrent Albert de Mun à donner sa démission d'officier.

En rendant hommage au sacrifice de son frère d'armes La Tour du Pin ajouta que de Mun détournait, en les conservant pour lui seul, les attaques qu'ils avaient amoncelées sur leurs têtes et qui n'eussent pas tardé à leur apporter des entraves redoutables <sup>3</sup>.

Cependant si ce fait eut d'importantes répercussions pour le Catholicisme social tout entier, notamment en ce qu'il autorisait de Mun à briguer un siège de député, il ne doit pas moins être considéré comme un simple épisode dans une période de relations faciles.

Autre incident du même ordre, l'effort inutile des dirigeants pour affranchir l'Œuvre de l'impôt sur les Cercles. Celui-ci, dont le montant venait d'être augmenté, grevait tous les lieux de plaisir. Or parmi les occupations du Cercle figuraient des « délassements honnêtes ». A ce titre l'Œuvre fut invitée à payer l'impôt. Elle eut beau soutenir devant

1. P.-V., 22 juin 1875.

2. P.-V., 2 novembre 1875.

3. P.-V., 23 mai 1876.



le Conseil d'État qu'il s'agissait de « l'accessoire » au Cercle, elle fut déboutée<sup>1</sup>.

Cette aggravation des charges apportait il est vrai une garantie, car le régime sous lequel vivait l'Œuvre pouvait être discuté. Les Cercles, à mesure qu'ils étaient fondés, demandaient une double autorisation au maire de la localité et au préfet du département ; en général ils la recevaient. Mais les Comités n'étaient pas déclarés et l'était moins encore leur lien central.

Si le Comité général n'avait fait l'objet d'aucune déclaration au sens administratif du terme, les dirigeants de l'Œuvre avaient pris des contacts officiels avec les milieux gouvernementaux et reçu d'eux des assurances satisfaisantes ainsi qu'en témoigne une communication de La Tour du Pin au Comité.<sup>2</sup>

L'idée générale qui ressort de ce texte est déjà celle du *Mémoire* aux évêques neuf ans plus tard : une équipe d'hommes représentant les intérêts religieux et sociaux vis-à-vis du gouvernement conservateur. Il s'agit du cabinet présidé par le très catholique Dufaure.

Durant les mois suivants, des incidents locaux surgissent : à Saint-Affrique (Aveyron), un arrêté préfectoral ferme le Cercle pour défaut d'autorisation<sup>3</sup> ; dans le Nord, l'administration enquête sur l'Œuvre, préoccupée surtout de rechercher quelle est l'influence sociale des Comités et s'ils sont autorisés<sup>4</sup>. Au Cercle des Sables d'Olonne où l'on a entonné une chanson politique, il y a enquête du Ministère de l'Intérieur et menace de fermeture, mais les bonnes dispositions du préfet détournent l'orage.

A Paris, Milcent rend compte au Comité d'une visite qu'il a faite au directeur de la Sûreté, qui penserait seulement demander à l'Œuvre de faire approuver ses statuts<sup>5</sup>.

Le 31 octobre, le Comité apprend enfin que dans un rapport, le directeur général de la Sûreté a établi la légalité des Cercles<sup>6</sup>.

Cette mention, la dernière de 1876 clôt la phase initiale. Nous n'y avons vu que des brèches locales rompant quelquefois un ensemble de rapports harmonieux où l'Œuvre apporte son dévouement et toute sa bonne volonté, le gouvernement une grande complaisance.

Mentionnons encore des relations directes de l'Œuvre avec l'Élysée, dont la nature ne ressort pas nettement, mais dont l'existence a dû encourager le Comité.

I. « Certains indices ont conduit le chef de section à se porter au-devant d'une enquête administrative et à renouveler près du Gouvernement nos déclarations sur l'action loyale quoique non officielle de nos comités et sur l'existence légale de nos Cercles. Il a rencontré un accueil parfait et y a répondu en témoignant de notre confiance en les déclarations antérieures du Gouvernement, et qu'au surplus, si celui-ci venait à être contraint d'apporter à notre liberté d'action quelques restrictions administratives nous saurions en supporter les inconvénients sans que notre dévouement en fut ralenti. »

2. P.-V., 18 avril 1876, (Communication de La Tour du Pin au Comité).

3. P.-V., 11 juillet 1876.

4. P.-V., 26 septembre 1876.

5. P.-V., 11 juillet 1876.

6. P.-V., 31 octobre 1876.

Le 4 mai 1875, Robert de Mun rend compte du faible rapport du sermon de charité faite d'un nombre suffisant de quêteuses, malgré la belle parole de Monseigneur de La Bouillèrie et l'apport personnel considérable de l'une des quêteuses M<sup>me</sup> la Maréchale de Mac-Mahon, *au nom du Chef de l'État*, <sup>1</sup> et deux mois après, « M<sup>me</sup> la Maréchale a permis d'espérer qu'elle ferait d'une manière distincte sur les souscriptions qu'elle recueille, une somme de 4 à 5.000 fr. en faveur des ouvriers de nos Cercles éprouvés par les inondations de Toulouse <sup>2</sup>. » Comment les membres du Comité étaient-ils en contact avec le Maréchal ? On peut supposer soit des relations mondaines avec les familles conservatrices venues à l'Élysée dans le sillage de la Maréchale, soit des relations militaires, beaucoup d'officiers ayant servi sous Mac-Mahon. Aucune autre allusion personnelle n'étant faite au Chef de l'État, on ne saurait conclure de l'existence indéniable de ces rapports qu'ils aient été suivis ou utiles à l'Œuvre, mais la chose n'est pas impossible.

Avec le cabinet Jules Simon, les préoccupations vont s'accroître.

Le 9 janvier, Milcent annonce au Comité que le directeur de la Sûreté souhaiterait voir les Comités de l'Œuvre solliciter une autorisation, comme les Cercles. Pour cela, les statuts devraient être déposés sans faire état des liens unissant le Comité général aux Comités locaux <sup>3</sup>. Milcent reçoit le directeur de la Sûreté quelques jours après et lui déclare que le Comité, si désireux qu'il soit de faciliter la tâche de l'administration, ne peut ni déposer des statuts sans mention du lien moral existant entre les diverses fondations, ni à plus forte raison supprimer ce lien <sup>4</sup>. Le 30 janvier il annonce qu'une circulaire va être envoyée aux préfets les invitant à faire effacer des statuts déposés par les Comités ce qui pourrait indiquer des attaches avec le Comité général. Il ajouta : « Il semble qu'on en restera là tout d'abord <sup>5</sup>. »

On en était là quand un député, Duportal, déposa une demande d'interpellation sur la première assemblée régionale tenue à Toulouse et sur l'Œuvre en général. Elle fut presque aussitôt retirée <sup>6</sup> et Albert de Mun regrettera l'occasion perdue pour l'Œuvre de s'affirmer.

Pendant le mois de février, les demandes d'autorisations pour les Cercles restent en suspens mais au début de mars elles sont toutes accordées.

Le 25 avril 1877, le Comité apprend officieusement que la Préfecture de Police se disposait à prendre des mesures au sujet du Comité de l'Œuvre au moment de l'assemblée générale. Malgré cette menace il se refusait à supprimer l'institution des Comités locaux <sup>7</sup>.

Le 2 mai 1877 <sup>8</sup> Milcent visita le préfet de Police pour l'informer

1. P.-V., 4 mai 1875.

2. P.-V., 6 juillet 1875.

3. P.-V., 9 janvier 1877.

4. P.-V., 16 janvier 1877.

5. P.-V., 30 janvier 1877.

6. P.-V., 13 février 1877.

7. P.-V., 25 avril 1877.

8. P.-V., 2 mai 1877.

que l'assemblée générale serait strictement privée. Le préfet fit quelques observations sur le titre de l'Œuvre, puis convoqua Albert de Mun. A la suite de cette démarche, le point de vue de l'Œuvre fut admis à condition de maintenir le caractère privé de la réunion <sup>1</sup>.

La réunion suivante tenue après le 23 mai connaît une atmosphère de détente : la direction pense qu'il n'y a rien à changer à l'attitude précédemment adoptée et que les mesures prises par prudence relativement à l'assemblée générale doivent être maintenues par convenance vis-à-vis de la nouvelle administration.

La seconde phase venait de finir. Nous y avons constaté l'état d'esprit et les difficultés qui se trouveront après la victoire définitive des républicains.

Sur la position de l'Œuvre durant la période dite du 16 mai (16 mai-12 décembre 1877) nous sommes renseignés par deux textes explicites de La Tour du Pin.

Le premier est une déclaration à l'assemblée générale à propos des travaux à venir. « D'ici à l'automne, il est évident que nous sommes dans une période de recueillement. Nous n'avons pas à examiner à quel point les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui sont absolument en accord de principes avec l'action que nous entreprenons, mais ce sont des hommes d'un grand dévouement et nous avons à constater que l'opinion publique adverse les rend absolument solidaires de nous. Par conséquent, sans discuter si cette solidarité est complète, si même elle leur fait plaisir, nous devons reconnaître que nous serions absolument maladroits et indéliçats si nous faisons une agitation quelconque, dont la responsabilité ne tomberait pas sur eux mais sur nous <sup>2</sup>. »

Le second est une communication du chef de la 1<sup>re</sup> Section du Comité, datée du 17 octobre 1877 : « Le Service de l'Œuvre est en souffrance parce que ses membres les plus actifs ont cru devoir répondre par tout leur dévouement individuel à l'appel qui leur avait été adressé sur le terrain politique au nom de la religion <sup>3</sup>. » Mais le 31 octobre cette intervention des membres de l'Œuvre était limitée.

Albert de Mun transmettait à ses collègues la demande du secrétaire général du bureau catholique, M. Adéodat Lefèvre qui sollicitait l'autorisation d'adresser à tous les présidents du Comité, une circulaire relative aux élections des Conseils généraux, de Mun fit part de sa réponse négative « n'ayant pas cru devoir engager l'Œuvre dans la lutte électorale à son début, il ne pensait pas qu'il y eut lieu de le faire maintenant » <sup>4</sup>.

L'Œuvre des Cercles en tant que telle, est restée étrangère à la bataille

1. P.-V., 9 mai 1877.

2. Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers. *Compte rendu de l'Assemblée Générale de 1877*, Paris, s. d., 439 p. in-8°.

L'allusion à des différences de principe vise sans doute les principes économiques et sociaux sur lesquels les études naissantes de l'Œuvre révélaient des tendances opposées au libéralisme de mise dans les Cercles gouvernementaux aussi bien à droite qu'à gauche.

3. P.-V., 17 octobre 1877.

4. P.-V., 31 octobre 1877.



politique, mais l'ensemble de ses membres s'y est engagé à fond, au point de négliger les tâches sociales précédemment embrassées, et d'apparaître collectivement solidaires du gouvernement de Broglie.

Dans une lutte passionnée comme celle du 16 mai, il n'y avait guère de place pour les neutres et, si l'Œuvre des Cercles pouvait arguer de son abstention comme Œuvre, l'action électorale si ardente de ses membres classait sans hésitation possible ses dirigeants dans le camp des vaincus.

Cette position paraît n'avoir fait aucun doute pour le Comité. A sa délibération du 19 décembre 1877, la première depuis la constitution du ministère Dufaure, nous voyons le chef de la Direction faire en sorte de se tenir informé des « dispositions nouvelles de l'administration » et conseiller des mesures de précaution <sup>1</sup>.

Ces appréhensions étaient justifiées, les événements allaient le montrer.

Seulement, les mesures tardèrent un peu. La tactique de l'administration consista d'abord à arrêter l'extension de l'Œuvre avant de détruire les fondations existantes. Les refus d'autorisation se produisirent au hasard, semble-t-il, suivant les demandes de l'Œuvre et les sentiments du personnel préfectoral que le gouvernement républicain ne put renouveler entièrement d'un seul coup.

La première mention de cette nature date du 10 juillet 1878 : « Les Comités d'Hyères, d'Antibes et de Grasse ne peuvent obtenir de l'administration départementale une réponse aux demandes d'autorisation d'ouvrir des Cercles faites déjà depuis longtemps. »

Le 17 juillet : « A Limoges difficultés pour obtenir du préfet l'autorisation pour le 2<sup>e</sup> cercle à cause de la chapelle. La demande a été envoyée au ministre ».

Le 24 juillet : « Les démarches faites auprès des sénateurs catholiques permettent d'espérer qu'on obtiendra enfin l'autorisation pour Hesdin. La persécution exercée dans le Jura sur les fonctionnaires faisant partie de l'Œuvre est un fait marqué. A Brives, les ouvriers exclus systématiquement des chantiers et persécutés, persévèrent quand même. »

Le 31 juillet, le comité de Caussade rencontre des difficultés auprès de l'administration pour l'ouverture de son Cercle.

Le 7 août : « La situation du Comité de Mézin relative aux difficultés suscitées par la nouvelle administration préfectorale a été exposée à M. Ancel. »

Le 14 août : « A Limoges, grave situation rappelant celle de Mézin. Le second Cercle est tenu en suspens par des difficultés venant du préfet et remontant au ministre. Les deux règlements sont attaqués dans les « mêmes termes ».

L'administration intérieure des Cercles est surtout l'objet des critiques

1. A ce propos le chef de la Direction prie les chefs de service qui envoient un rapport hebdomadaire au Comité de vouloir bien, tout en continuant à l'adresser au secrétaire, l'insérer sous une double enveloppe, l'enveloppe extérieure, et seule visible, portant pour toute inscription, M. Vernier, 10, rue du Bac. P.-V., 19 décembre 1877.

préfectorales. Par exemple le directeur, les conseillers, les sociétaires, les candidats sont l'objet des observations, des préfets de Lot-et-Garonne et de la Haute-Vienne.

Le 21 août : « Difficultés à Roquevaire (B.-du-R.) pour obtenir l'autorisation préfectorale pour le Cercle. »

A chaque réunion, on le voit, le Comité est saisi d'un conflit de ce genre. Il s'agit donc bien d'une attitude systématique.

Durant ces premiers mois d'hostilité, les dirigeants essaient de négocier et ils y réussissent quelquefois. A Saint-Lenan de l'Isle (Côtes-du-Nord) l'autorisation est refusée notamment à cause de la chapelle, « à force d'insistance » dit le procès-verbal, le Cercle finit néanmoins par obtenir son autorisation. Les refus continuent dans l'Yonne (août), à Saint-Enimie (Lozère) (octobre), au Puy (novembre).

Plus grave encore est la fermeture du Cercle de Gourin dans l'arrondissement de Pontivy, l'arrêté préfectoral l'accusant d'être devenu « un centre d'action et de propagande politique, une cause permanente d'agitation politique ».

A la suite de cette décision, les membres du Cercle se réunissent par petits groupes de moins de 21 membres (maximum autorisé) dans des maisons particulières et tiennent à l'église des réunions de prières. Un recours au ministre fut décidé. La communication des pièces relatives à la fermeture fut refusée au Comité local et finalement le recours fut rejeté <sup>1</sup>.

Devant la fréquence de ces mesures, le Comité engagea des pourparlers avec le directeur de la Sureté générale au ministère de l'Intérieur.

Celui-ci fit connaître au Comité qu'il devait imposer à l'Œuvre, par souci d'égalité, les modifications appliquées dans des associations socialistes ; elles consistaient à supprimer les distinctions entre les diverses catégories de membres et à ne plus distinguer le directeur des membres fondateurs. Le Comité s'y résigna et sur le second point substitua aux articles précédemment en vigueur le paragraphe suivant valable pour les Cercles à créer. « Les fondateurs du Cercle, profondément pénétrés de l'importance et de la gravité de la responsabilité qu'ils encourent en créant une association ouvrière qui doit rester digne de son titre de catholique s'obligent à exercer sur les actes de sa vie intérieure un contrôle paternel ; chacun d'eux aura en conséquence le droit d'assister à tous conseils ou réunions où seront traitées les affaires de son gouvernement <sup>2</sup>. » Les refus de Saint-Enimie et du Puy semblèrent indiquer que l'effort de conciliation, ainsi tenté, n'avait guère de chances d'aboutir.

Sur ces entrefaites se produisit la démission de Mac-Mahon. Soit que le Maréchal eût avec le Comité des relations plus sérieuses et plus suivies qu'il n'apparaît, soit plutôt parce qu'il figurait le dernier retran-

1. P.-V., 4 et 11 septembre, 9 octobre 1878 et 8 janvier 1879.

2. P.-V., 18 septembre et 9 octobre 1878.

chement du pouvoir conservateur, sa démission, sur une question intéressant l'armée, eut dans l'Œuvre, un profond retentissement. La menace parut se préciser.

Le 12 février 1879 Albert de Mun annonce l'ajournement *sine die* de la troisième assemblée régionale, prévue pour la fin du mois à Montpellier <sup>1</sup>.

Le 19, il adresse au Comité une note confidentielle <sup>2</sup> résumant les instructions nouvelles qu'il vient d'adresser à tous les collaborateurs ayant un rôle actif dans l'Œuvre. Il caractérise en ces termes sa pensée directrice : « En présence de la situation nouvelle créée par les récents événements politiques, le premier rôle du secrétariat général est de sauvegarder l'existence de l'Œuvre aussi longtemps que possible sans rien faire toutefois, d'incompatible avec son esprit et sa dignité, et de mettre à profit tous les jours qui nous sont laissés pour fortifier son organisation intérieure encore incomplète et la rendre capable de traverser sans rompre ses liens, comme c'est notre ferme résolution, les épreuves et les persécutions qui pourraient l'atteindre. »

« Une telle tactique n'exclut pas, d'ailleurs, les développements naturels dont l'esprit de propagande, qui lui est propre, fait un caractère essentiel de l'Œuvre, pourvu qu'ils s'exercent sans compromettre les intérêts supérieurs que cette tactique a pour but de préserver. Elle n'est pas davantage un acte de faiblesse, ni un témoignage de timidité, mais l'indication d'une méthode de travail, commandée par une situation nouvelle, par le souci du lendemain et par la responsabilité des graves intérêts dont sept années d'efforts nous ont donné la garde et qu'il ne nous est pas permis de livrer aux aventures. » A travers certaines précautions de langage, l'inquiétude du lendemain se devine. Les principales mesures arrêtées sont les suivantes : « La I<sup>re</sup> Section ajournera l'initiative de toute idée ou entreprise nouvelle qui ne rentrerait pas absolument dans l'objectif direct de l'Œuvre (grandes conférences, projet de constitution d'un Conseil de notabilités etc. ). La direction de la presse continuera et intensifiera son action, mais sans chercher quant à présent, à engager de polémiques générales pour lesquelles nous n'avons encore ni plan arrêté, ni outillage suffisant. »

La II<sup>e</sup> Section devra veiller à ce qu'en conséquence, sans cependant le faire brusquement ni avec affectation, on évite les occasions de bruit extérieur et de manifestations publiques qui, sans nécessité absolue, pourraient en attirant inopportunément l'attention, provoquer contre les Cercles des mesures de rigueur couvertes par la légalité administrative, sans recours efficace, aussi bien que sans possibilité dans les conditions actuelles d'émouvoir utilement l'opinion publique et qui dès lors seraient pour l'existence de l'Œuvre un coup funeste.

Pour la III<sup>e</sup> Section des mesures de restriction s'imposent : « Les jours

1. P.-V., 12 février 1879

2. P.-V., 19 février 1879. Tous les extraits qui suivent sont empruntés à cette note confidentielle.



difficiles commencent et ils obligent tout le monde à des sacrifices devant lesquels nous ne devons pas reculer. Les habitudes très larges qui ont été contractées dans l'Œuvre depuis son origine et qui, il faut le reconnaître, ont permis à la propagande de prendre si rapidement un grand essor, seraient aujourd'hui déplacées et sans profit à une heure où notre travail doit porter sur la consolidation et l'organisation de nos forces plutôt que sur leur extension indéfinie ».

La IV<sup>e</sup> Section « sera plus soucieuse désormais de concourir à l'action pratique de l'Œuvre par des études techniques que de produire dans l'ordre des questions théoriques des thèses nouvelles et d'intérêt général ». Après être entré ainsi dans le détail de chaque tâche, le secrétaire général ramassait toute sa pensée dans cette conclusion : « Sauvegarder autant que possible l'existence de l'Œuvre et ne pas compromettre par l'imprudance dans le présent le rôle social qui peut lui être réservé dans l'avenir. »

Ces instructions suivant la démission du Maréchal ouvrent une cinquième phase des relations entre l'Œuvre et le pouvoir. On l'aura définie en disant qu'elle présente les caractères précédents mais beaucoup plus accentués.

Déjà le 15 janvier 1879, le ministère de l'Intérieur refusait l'autorisation au Cercle de Bourbriac (Côtes-du-Nord) parce que, disait-il, on ne pouvait ni autoriser les membres fondateurs à faire partie de l'association sans avoir été élus par les sociétaires, ni admettre que quelques membres exerçassent une direction prépondérante sur l'association : c'était bien à l'influence de la classe dirigeante que l'on s'en prenait. En même temps à Saint-Jean-d'Angély, un cercle républicain se fondait où les ouvriers du Cercle catholique étaient invités par la direction. Le refus du Cercle catholique fut si formel que les choses en restèrent là.

A Saint-Juste-de-Malemont (Haute-Loire) le Cercle catholique se voyait refuser l'autorisation tandis qu'un cercle républicain était ouvert en face de lui <sup>1</sup>.

On en est là du conflit quand le 26 mars 1879 « sur la proposition du secrétaire général, le Comité invite tous les membres de l'Œuvre à se mettre à la disposition de nos Seigneurs les Évêques pour seconder de toutes leurs forces le mouvement qui s'organise dans les divers diocèses, en faveur de la liberté d'enseignement et d'aider de leur concours le plus actif, les Comités spéciaux formés dans ce but ». C'était faire intervenir l'Œuvre sur un terrain qui n'était pas exactement le sien. Il s'agissait dans la pratique de favoriser le grand mouvement de pétitionnement organisé par le Comité de la résistance catholique <sup>2</sup> contre les décrets relatifs aux congrégations <sup>3</sup>.

1. P.-V., 15 janvier 1879.

2. P.-V. Ce mouvement aboutit à déposer sur le bureau du Sénat des pétitions revêtues de 135.000 signatures. Le Sénat les écarta par l'ordre du jour le 25 juin.

3. A noter que cette décision est antérieure à la publication des décrets le 29 mars 1879.

Le 2 avril, le chef de la III<sup>e</sup> Section annonça qu'il avait recommandé spécialement « de ne pas laisser signer les pétitions ouvertement dans les Cercles » <sup>1</sup> Tout de suite les membres du bureau avaient senti quelle prise sur eux cette attitude pouvait donner aux autorités, mais en conscience ils se sentaient tenus de participer à cette campagne <sup>2</sup>, quitte à négliger pour cela la prudence recommandée auparavant par de Mun.

Le Cercle de Vidossos (Ariège) fut fermé parce qu'on y faisait signer des pétitions <sup>3</sup>. Ce cas est le seul, de nous connu, d'un effet direct des pétitions, mais on peut admettre que cette participation, parfois très active, à la campagne, contribua à entretenir et à accroître l'hostilité de l'administration à l'égard de l'Œuvre.

Un nouvel épisode montre la continuité de cette hostilité. Le général Farre, gouverneur de Lyon, défendit aux militaires placés sous ses ordres de fréquenter les Cercles civils. On mesure le coup ainsi porté à l'Œuvre.

Le 2 juin, Albert se 'Mun prononçait au Cercle de Versailles un discours.

Quelques jours après le Gouvernement militaire de Paris écrivait au général commandant le département de Seine-et-Oise pour lui faire connaître qu'il interdisait à la garnison de Versailles d'assister aux réunions du Cercle catholique d'ouvriers en raison du caractère que paraissent affecter ces réunions et l'armée devant rester étrangère à tout ce qui a trait à la politique <sup>4</sup>.

Durant les mois suivants les refus d'autorisation se multiplient.

Le Cercle de Tarbes n'est pas autorisé malgré cinq mois d'études de son dossier et une conformité absolue du Comité aux demandes de la Préfecture <sup>5</sup>. Ceux d'Hyères, Antibes et Grasse au bout d'un an, attendent toujours une décision en leur faveur <sup>6</sup>.

A Bagnères-de-Bigorre, M. Boulet d'Hauterive, mis en demeure de choisir entre le Cercle et l'administration des Contributions directes, quite cette dernière. L'administration et le préfet ayant nié cette mise en demeure, Boulet d'Hauterive publie les pièces de son affaire <sup>7</sup>.

Dans le Var, le préfet sondé pour savoir s'il autoriserait l'ouverture d'un Cercle répondit que son autorisation n'aurait pas l'approbation du ministre <sup>8</sup>.

Le Cercle d'Alais est dissous pour avoir participé à une manifestation <sup>9</sup>.

1. P.-V., 2 avril 1879.

2. P.-V., 9 avril 1879 : « Dans la I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> Divisions du Nord, l'organisation du pétitionnement est en pleine activité grâce au concours des membres de l'Œuvre. Il faut reconnaître que dans bien des villes, c'est entièrement sur nos Confrères que repose toute la charge. Tourcoing a remis 2.000 signatures par le moyen d'ouvriers choisis qui présentent le pétitionnement dans les quartiers ouvriers.

3. P.-V., 14 mai 1879.

4. P.-V., 11-25 juin 1879.

5. P.-V., 11-25 juin 1879.

6. P.-V., 9 juillet 1879.

7. P.-V., 6 avril 1879.

8. P.-V., 10 septembre 1879.

9. P.-V., 22 octobre 1879.

A Lorient, l'administration a prévenu amicalement les fonctionnaires, membres du Comité, d'avoir à cesser un travail actif pour l'Œuvre et, désirerait que les fonctionnaires ne parussent jamais au Comité. « Si ces exigences devaient être prises à la lettre, l'Œuvre fonctionnerait très difficilement » note le correspondant local.

Puis c'est Compiègne, qui se voit refuser l'autorisation parce que, dit-on, sous une apparence de réunion ouvrière on veut faire de la politique. Dans l'Orne trois Comités végètent pour des raisons analogues.

A Toul, faute d'autorisation, le Comité réunit les ouvriers par groupe de moins de vingt ; à Épinal l'administration intercepte et décachète la correspondance du Cercle.

En 1880, cette hostilité s'aggrave : les Cercles ferment <sup>1</sup>. Les raisons invoquées varient peu.

D'autre part, les préfetures font un peu partout de minutieuses enquêtes.

A Grenoble on veut connaître le nombre et la dénomination des Cercles en activité ; nombre des membres, secrétaires et associés, professions des directeurs et des présidents, rang ecclésiastique des prêtres chargés de la direction religieuse, date de l'autorisation administrative. On demande également si le Cercle entretiens des relations et de quelle nature, avec d'autres Cercles de la région ou avec des Œuvres et comme celle des Cercles catholiques.

A Roanne, mêmes questions plus celle-ci : A quelle congrégation appartient l'aumônier, s'il n'est pas du Clergé séculier ?

Quelquefois ces enquêtes effraient les membres.

A Caylux (T.-et-G.) quatre membres démissionnent ; à Moissac, c'est le président, très estimé, qui se retire.

Devant cet état de choses quelle est l'attitude du Comité ? L'examen en est décevant. Arrêt à peu près total de la constitution des Cercles, baisse considérable de celle des Comités, lente diminution des Cercles existants.

Le 3 décembre 1879, Albert de Mun au retour d'une tournée de conférences contre la loi Ferry, décrit au Comité l'état actuel de l'Œuvre et les mesures à prendre : « J'ai dû sur ma route m'enquérir de la situation créée à notre Œuvre par les événements politiques, il ressort de cette enquête que jusqu'ici si nos Cercles sont partout l'objet d'une incontestable hostilité de la part de l'administration, si les fonctionnaires de tout ordre sont par suite d'une surveillance soupçonneuse ou d'interdiction formelle, dans l'impossibilité de les fréquenter, si les officiers eux-mêmes sont très fréquemment obligés de s'abstenir, cette hostilité n'a encore donné lieu qu'en de rares circonstances à des actes de violence manifeste <sup>2</sup>. Je continue à penser que nous ne devons pas précipiter

1. Successivement nous voyons fermer les Cercles de Saint-Malo, de Legré, de Saint-Servan, les deux cercles de Toulouse, celui d'Annonay, ceux de Barbonne, de Chalain, la Potherie, Saint-Brieuc, Lounes. Moulins, Béthune, Josselin, Le Mans, Saint-Nicolas de Bordeaux, Autun, Caen, Verdélais.

2. Le chiffre de 3 cercles fermés qu'indique alors de Mun paraît peu élevé. Peut-être



le mouvement et que sans rien faire qui puisse ressembler à une défaillance, sans rien abandonner de nos principes, sans rien diminuer de notre activité, nous devons agir avec une sage prudence pour ne pas provoquer inutilement la fermeture des Cercles. J'ai fait au Comité le tableau très sincère et que je ne crois pas excessif de la situation de l'Œuvre en province, des Cercles relativement florissants, qui sont de précieux point d'appuis pour la formation d'associations ouvrières vraiment sérieuses, la fermeture des Cercles serait je ne dis pas un mal irréparable, parce qu'avec la grâce de Dieu, le courage et la persévérance, toutes les persécutions sont supportables, mais à coup sûr, un grave préjudice et je crois de notre devoir de ne pas le provoquer. Je voudrais au contraire qu'évitant le bruit et les manifestations extérieures, nous redoublions sur le terrain de l'Œuvre d'activité et d'énergie pour mettre le temps à profit afin de relever nos Comités, de compléter nos cadres, de fortifier l'esprit de l'Œuvre et de *jeter les fondements d'associations professionnelles* qui une fois créées échapperont à l'arbitraire ». J'ai été consulté sur l'attitude à observer en ce qui regarde les demandes d'autorisation administratives pour couverture des Cercles, devenues à peu près impossible à obtenir. J'ai conseillé de suspendre les demandes inutiles excepté dans les cas où, par suite de circonstances particulières, on croirait avoir une chance sérieuse de réussite. Mais j'ai recommandé instamment de ne pas se laisser abattre ni détourner de l'action par le défaut d'autorisation ; en pareil cas on peut et on doit réunir les ouvriers par groupes dans des locaux particuliers, sans périodicité et dans des conditions parfaitement légales, on peut aussi recourir aux réunions de piété ; tous les moyens en un mot doivent être pris pour résister à la persécution et conserver l'association. On conçoit facilement combien à ce point de vue nous serions plus forts si nous avions sur la base de nos Cercles des associations de patrons et d'ouvriers vivant d'une vie réelle, c'est une des raisons qui doit nous pousser à tendre toutes nos forces vers l'objectif <sup>1</sup>. »

Cette étude nous a montré l'Œuvre des Cercles dans son organisme minutieux et hiérarchique, puis dans ses rapports délicats et empreints d'incompréhension avec le clergé, puis dans sa lutte avec le Gouvernement républicain, la conséquence directe et immédiate étant la baisse considérable de son recrutement. De la fin de 1875 au début de 1878, une augmentation de 192 Comités. De l'assemblée générale de 1877 à celle de 1878, 65 nouveaux Comités <sup>2</sup>. En 1878 ce chiffre tombe à 41, dont 23 dans le 1<sup>er</sup> semestre et 18 seulement dans le 2<sup>e</sup>. Et la baisse continuera implacablement.

Après avoir atteint un chiffre voisin de 40.000 membres l'Œuvre des Cercles voit ce mouvement ascensionnel s'arrêter à peu près complète-

n'a-t-il pas tenu compte de certaines fermetures jugées temporaires. Si l'on compare ce chiffre de 3 donné le 3 décembre 1889 avec celui de 23 donné par le *Temps*, 14 mois plus tard on apprécie l'aggravation des mesures prises contre l'Œuvre.

1. *P.-V.*, 3 décembre 1879.

2. Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers. *Assemblée générale* de 1878.

ment. Il y a là une constatation qui peut surprendre à première vue. L'incompréhension du clergé et l'hostilité du gouvernement suffiraient à l'expliquer, mais ne serait-ce pas une vue un peu courte ? Très vif dans ses débuts, le succès de l'Œuvre avait presque cessé. Le commandant de Parseval le reconnaissait à l'assemblée générale de 1878 et il le justifiait par ces mots : « Dans les premières années tous ceux qui attendaient depuis longtemps et qui étaient dans nos sentiments sont entrés dans le courant et nous sommes aujourd'hui dans une période où il faut conquérir les hommes d'une manière plus complète <sup>1</sup>. »

C'est peut-être l'explication la plus juste du phénomène. On peut même penser que s'il n'y avait pas eu de persécution de la part du gouvernement ni d'incompréhension de la part du clergé, le mouvement ascensionnel des six premières années aurait été suivi du même arrêt. La courbe serait descendue de la même façon mais pour se stabiliser et peut-être remonter ensuite. L'absorption facile de la « clientèle » d'œuvres ne pouvait être suivie que d'un arrêt et d'une transformation profonde des méthodes de propagande, et cela à l'heure même ou la « mode » de l'Œuvre tout naturellement passait comme passent les modes.

Mais au lieu de pouvoir transformer ses méthodes d'expansion, l'Œuvre des Cercles se voyait contrainte de les supprimer, de rentrer dans l'ombre et d'attendre. L'arrêt de toute expansion et une vie très diminuée pour les fondations subsistantes tel était le sort devant lequel elle se trouvait placée.

Albert de Mun voulait y échapper.

Le 24 novembre 1880 il « appelle l'attention du Comité sur les nombreuses fermetures de Cercles qui se produisent depuis trois mois et insiste sur l'urgence de compléter partout les mesures qui permettront de conserver les ouvriers groupés après la fermeture comme cela a été fait à Rennes et dans quelques localités. Il faut préparer les groupements professionnels et compléter les institutions économiques afin d'établir un lien matériel qui aide à conserver le lien surnaturel » <sup>2</sup>.

Ainsi, l'Œuvre des Cercles après neuf années d'existence se trouvait orientée dans une direction nouvelle et assez différente de sa première organisation. La poussée très forte des événements la dirigeant dans cette voie se conjugait avec une influence intellectuelle et doctrinale. Celle-ci au sein même de l'Œuvre, dans cette IV<sup>e</sup> Section et son Conseil des Études, voyait dans l'association professionnelle la seule formule susceptible d'apporter aux conflits sociaux une solution valable et définitive.

Il y a dans la rencontre de ce courant intérieur tout spéculatif dont nous allons maintenant parler, et de cette poussée toute extérieure des circonstances politiques, un véritable hasard qui a joué dans l'évolution du mouvement catholique et social en France un rôle déterminant. Sous l'influence de ces événements extérieurs des conceptions théoriques

1. *Ibid.*

2. P.-V., 24 novembre 1880.

et quelque peu abstraites n'eussent sans doute pas donné naissance à un plan d'action sociale comportant des réalisations immédiates.

Cette évolution allait transformer l'Œuvre des Cercles de telle manière que l'on peut arrêter à la fin de 1880 l'histoire de son développement naturel.

Au delà de cette date, les cercles qui subsisteront ne feront guère que prolonger un mouvement révolu, tandis que les institutions nouvelles issues de sa transformation ne présenteront que peu de rapports avec les idées originelles de ses fondateurs.

Dans ces conditions quel jugement peut-on porter sur l'œuvre accomplie ? Il ne paraît pas douteux que l'Œuvre des Cercles a amorcé une transformation des classes dirigeantes de la société en éveillant chez quelques-uns de leurs membres le sentiment d'une responsabilité sociale, en même temps qu'elle ravivait chez eux le sens de la vie chrétienne et de la pratique religieuse. Aux jeunes gens elle a offert un terrain d'actions séduisant où ils ont pu connaître les ouvriers et prendre conscience de leurs problèmes. Ce contact a pu avoir une influence particulièrement heureuse quand les membres des Comités ont été des industriels.

Dans la classe ouvrière « Dieu seul pourrait dire combien d'âmes ont vu se dissiper leurs doutes et leurs préjugés, combien d'autres ont été soutenus, préservés et sauvés », a écrit le P. Le Canuet <sup>1</sup>. Si les bienfaits de l'Œuvre à ce stade paraissent avoir été plutôt religieux que proprement sociaux, nous retiendrons néanmoins pour le point de vue qui nous occupe la réalisation de ces premières rencontres entre classe dirigeante et classe ouvrière et l'éveil d'une responsabilité sociale chez certains éléments de la noblesse et de la bourgeoisie.

Si importants que soient ces résultats, ils paraissent bien faibles en face des espoirs qu'avaient conçus les fondateurs. Plus précisément l'Œuvre arrêtée sans avoir groupé 40.000 ouvriers n'arrivera donc pas à opérer cette conquête et cette transformation des masses laborieuses, elle n'arrêtera pas les progrès du socialisme et les ouvriers qu'elle réunit dans ses cercles ne seront pas assez nombreux pour n'être pas suspects aux autres.

Pourquoi cet échec ? Nous avons relevé chemin faisant certaines causes. Il faut les rappeler et les compléter. Les classes dirigeantes portent une responsabilité certaine. Une fois l'engouement des premiers temps passé, elles ont abandonné l'Œuvre à l'heure même où s'amoncelaient les nuages. Le clergé nous l'avons vu porter sa part de responsabilité, il n'a ni bien compris ni bien soutenu l'Œuvre. Les pouvoirs publics l'ont combattue avec ténacité après le seize mai.

A ces causes externes, ajoutons en qui tiennent à la formation même de l'Œuvre.

L'ouvrier du Cercle subit une emprise religieuse et morale considérable. Il est admis dans une organisation faite en dehors de lui et où

1. LE CANUET, *op. cit.*



on lui demande de se plier aux règles. Son autonomie y est presque inexistante. Cela tient pour une part à la conception d'enfant mineur que se font de l'ouvrier les classes dites dirigeantes et cela tient aussi à la profonde ressemblance du Cercle avec le patronage dont il se veut le prolongement. Dans ces conditions l'ouvrier devait se sentir mal à l'aise au Cercle. La fréquentation des officiers, des prêtres, des propriétaires terriens si elle le flattait à l'occasion, le laissait dans un sentiment d'infériorité. Les opinions politiques légitimistes professées par de Mun et ses amis n'étaient guère en rapport avec les tendances de la classe ouvrière, de nouveau travaillée par le socialisme. Si toutes ces raisons n'empêchaient pas une minorité d'ouvriers catholiques d'entrer dans les Cercles, elle éloignait de ceux-ci la grande masse des ouvriers. C'est ce qui explique le jugement sévère et même un peu exagéré peut-être du R. P. Marquigny <sup>1</sup>. Les Cercles d'ouvriers n'ont jamais réuni de vrais ouvriers, de vrais professionnels, de vrais techniciens. L'œuvre attira dans ses Cercles la clientèle habituelle des Œuvres, accrue peut-être d'une infime minorité de vrais ouvriers.

Ainsi parti pour être un instrument de conquête, le Cercle catholique d'ouvriers se trouva-t-il réduit à n'être qu'un instrument original de « préservation ».

1. Cité, p. 51.

## CHAPITRE II

### Vers la corporation : de l'idée à la réalisation

#### L'ÉLABORATION DE L'IDÉE CORPORATIVE

En 1873, au pèlerinage de Liesse, les dirigeants de l'Œuvre avaient rencontré Harmel. Le filateur champenois avait aussitôt séduit La Tour du Pin par ses œuvres d'usine qui déjà étendaient leurs ramifications dans tout le hameau du Val-des-Bois. A Lyon, au congrès de l'Union des Œuvres, celui qu'on appelait déjà « l'apôtre de l'usine », présentait un bilan des résultats dans ce coin de campagne dont son industrie occupait toute la population ouvrière. Il y ajoutait une esquisse de ce que pourrait donner des œuvres semblables transposées à la ville. Il concluait par un éloquent appel au Congrès, l'invitant à s'engager dans cette voie. La Tour du Pin lui répliquait à titre personnel et disait que ces idées étaient précisément celles de l'Œuvre.

C'était donc une adhésion qu'il importait de traduire en un programme. La Tour du Pin et Harmel s'y efforcèrent durant les mois suivants. Harmel voyait dans l'Œuvre un excellent terrain pour renouveler et multiplier son expérience sociale, tandis que La Tour du Pin voyait une direction nouvelle s'offrir aux ambitions de l'Œuvre, et un moyen d'atteindre des masses ouvrières assez différentes de la clientèle recrutée jusqu'alors par les cercles.

De là un effort de plusieurs années pour introduire l'association ouvrière, la « corporation » comme on l'appellera dans les fondations de l'Œuvre. Tâche malaisée, car elle heurtera les fervents du Cercle ayant à leur tête Maurice Maignen, et inquiétera les esprits moyens venus à l'Œuvre par dévouement plutôt que par raisonnement. Ne nous y trompons pas, l'association ouvrière est tout autre chose que le Cercle, elle empiète sur l'organisation du travail et sur la vie économique, elle rappelle un passé qui a suscité des discussions passionnées et qui se rattache lui-même à l'organisation politique de l'ancienne France. Entré dans cet engrenage, le Comité sera amené à élaborer toute une doctrine sociale, tentant d'y concilier les formes du passé, et les problèmes du présent. Cette véritable révolution dans l'Œuvre nous allons en suivre les premières étapes, depuis l'adoption de principe, jusqu'aux réalisations de fait, en assistant aux reculs, aux tâtonnements d'un groupe profondément sincère dans sa volonté de bien faire, mais troublé jusqu'au plus intime de son âme par les exigences de la tâche entreprise.

Le 11 mai 1875, le Comité adoptait les dispositions suivantes sur

la proposition de La Tour du Pin, agissant en plein accord avec Harmel

1<sup>o</sup> L'ensemble des associations ouvrières qui sont rattachées à celle du Cercle forme, sous la direction du Comité, une *corporation*, spéciale ou locale, suivant qu'elle se recrute dans un seul corps de métier ou dans toute la population ouvrière du lieu.

2<sup>o</sup> Des institutions économiques réservées aux familles de la corporation fonctionnent dans son sein au moyen du principe d'association.

3<sup>o</sup> Ces institutions sont créées sur l'initiative au Comité, favorisées par le concours de la société de patrons et appliquées par un Conseil spécia<sup>1</sup> de « gardes de la Corporation ».

4<sup>o</sup> Les gardes sont désignés par le Conseil intérieur du Cercle parmi les pères de famille sociétaires. Le bureau est fourni par le Comité.

Qu'y a-t-il de nouveau dans ces mesures ? Un fait capital : l'extension de l'Œuvre à la « famille ouvrière » toute entière, et non plus au seul ouvrier, comme le pratiquait Harmel au Val. Seulement, il y a une différence essentielle que les dirigeants de l'Œuvre ont peut-être sous-estimée. Au Val-des-Bois, femmes et enfants sont ceux des ouvriers de l'usine Harmel, dont ils dépendent pour leur subsistance. Rien de comparable au Cercle où l'ouvrier vient se distraire et auquel il n'est donc attaché que par des liens infiniment moins forts. C'est donc sur une base bien fragile que le Comité veut établir les nouvelles branches de l'Œuvre. En réalité le Comité a surtout voulu prendre une initiative. L'application est laissée au second plan. Dans ces conditions, rien de surprenant qu'il n'y ait eu aucune « corporation » l'automne suivant et que le principe même, bien que précédemment adopté, ait été vivement attaqué.

Albert de Mun s'en inquiéta : « Il est temps de rompre avec cette funeste tactique qui, peu à peu, relègue le catholicisme au dernier rang du mouvement social comme un convoi d'ambulance en arrière d'une armée pour adoucir, à force de charité, les misères semées sur la route <sup>1</sup>. » Il désigne l'objectif à atteindre : « La tête du mouvement lui appartient au contraire, et c'est à nous de la prendre ! C'est à nous de venger l'Église des accusations dont elle est abreuvée et sans abandonner un mot de ses définitions sociales, de montrer qu'elle y trouve des ressources suffisantes pour répondre à toutes les aspirations légitimes de l'ouvrier, pour satisfaire à tous ses besoins et pour accorder son bien-être matériel avec le salut de son âme ! C'est à nous de faire pénétrer ces doctrines au sein de la grande industrie, de lui apprendre à chercher dans leur application la solution des difficultés dans lesquelles elle se débat, c'est à nous enfin d'accepter résolument le combat qui nous est offert et de regarder en face cette question sociale qui nous est proposée comme un problème inintelligible pour nous. Poursuivre, sans relâche, la restauration d'une société chrétienne basée sur la proclamation des la royauté sociale de Jésus-Christ, la préparer dans la classe élevée par l'organisation d'associations dévouées à ce grand objet, dans la classe

1. P.-V., de la séance du 5 octobre 1875.



ouvrière et particulièrement dans les milieux industriels par l'établissement d'associations corporatives affranchies des entraves administratives, telle est la mission qui s'offre ou plutôt qui s'impose à nous. Nous ne faisons, en vous le rappelant ici, que répéter les paroles de votre secrétaire et notre devoir est de lui rendre hommage de la persévérance avec laquelle il s'est attaché à nous convaincre d'une vérité dont nous sommes tous aujourd'hui pénétrés <sup>1</sup>. »

Le 9 novembre un nouveau texte de La Tour du Pin était résumé par de Mun en ces termes : « Le rapporteur a voulu surtout faire sentir au Comité que selon lui, il devait nettement affirmer sa résolution d'aborder immédiatement la mise en pratique du plan conçu depuis près d'un an pour ce développement de l'Œuvre et dont les principes fondamentaux se réduisent à ceux-ci : extension de l'Œuvre à la famille ouvrière par la création autour du Cercle et sous la direction du comité, d'associations semblables entre les femmes, les mères, les enfants de nos ouvriers. Constitution de la corporation chrétienne formée de tous ces éléments et gouvernée par un conseil spécial. Paternité sociale exercée par le patron et sa famille dans une usine, par le patron dans une ville, et manifestée par ce fait que le conseil de corporation est présidé par le patron ou un délégué du Comité suivant les cas. Établissement d'institutions économiques, administrées par le Conseil corporatif, et étendant leurs bienfaits à toute la famille ouvrière <sup>1</sup>. »

On notera combien, cette fois, nous sommes dans le concret. C'est justement le motif pour lequel, La Tour du Pin ajoute à cet exposé une seconde partie intitulée « Conditions ». Après avoir recueilli un accord général au début de 1875 sur le principe, il n'a pas trouvé la volonté d'application correspondante, en sorte que devant l'hésitation des membres et malgré l'attente de tous les groupes favorables, il ne se sent pas assuré de la confiance de ses collègues. Sans chercher les motifs de cette hésitation, il conclut : « Je vous appelle tout d'abord à renouveler votre déclaration portant que la corporation chrétienne avec la foi pour principe, le comité pour moteur, le cercle pour foyer, est le but nécessaire au développement de l'Œuvre des Cercles. Ensuite vous prononcerez que si tous nos comités, si tous nos cercles ne sont encore en état de constituer cette corporation, ils n'en doivent pas moins être tout dirigés sur ce but, parce que si un cercle est possible partout où il y a un cabaret, une corporation est possible partout où il y a une agglomération ouvrière <sup>2</sup>. »

Si nous considérons un instant l'ensemble de ces textes, nous y retrouvons une pensée plus originale, une ferme volonté d'exécution ; ce n'est pas là le travail d'une association, mais les idées d'un esprit neuf, intéressé plutôt qu'averti de ces problèmes complexes. La Tour du Pin, et c'est peut-être là l'aspect le plus étonnant de ce programme, ne parle que d'étendre une institution existante à des catégories nouvelles

1. P.-V., 5 octobre 1875. Ce secrétaire du Comité est La Tour du Pin.

2. P.-V., 9 novembre 1875.

de bénéficiaires, mais à bien y réfléchir, sous cette extension d'apparence modeste se dissimule une véritable réorganisation du corps social.

Le dernier rapport de La Tour du Pin a été adopté le 9<sup>1</sup>, mais le 16, Maurice Maignen absent à la précédente séance, déclare « qu'il n'a jamais appuyé ce développement de l'Œuvre et que par deux fois au contraire il a exposé une opinion entièrement opposée à ce projet ». Le procès-verbal ajoute : « Le comte Albert de Mun, tout en regrettant profondément le dissentiment ainsi accusé par M. Maignen sur une aussi grave question, demande au Comité de persister énergiquement dans ses résolutions précédentes. M. le président déclare au nom du Comité que ces résolutions demeurent inébranlables<sup>2</sup> ».

Quelles étaient les objections de Maignen ? En dépit de l'étude détaillée qu'a faite l'abbé Charles Maignen<sup>3</sup>, la question ne paraît pas tout à fait éclaircie. La meilleure explication nous est fournie par La Tour du Pin quand il écrit à Maignen : « J'ai dû les (les Comités du Nord) rappeler moi-même à la considération de vos deux grandes objections : 1<sup>o</sup> la corporation est impossible en dehors d'une agglomération industrielle ; 2<sup>o</sup> les confréries ou associations qui en sont les éléments, sont impossibles à former sans le secours du clergé, qui jusqu'à présent ne semblait pas disposé à le prêter. Je sens toute la force de ces deux objections, mais je ne peux croire que la Providence ait dit son dernier mot pour la reconquête de notre pays au cercle Montparnasse, foyer admirable, mais qui ne réchauffe encore rien<sup>4</sup>. »

Maurice Maignen envisageait une adaptation des méthodes d'Harmel. Il aurait voulu une association de patrons à côté du cercle, afin d'arriver à ce résultat : les patrons à l'association, et leurs ouvriers au cercle. Enfin, « il excluait certaines institutions économiques, telles les coopératives de consommation, comme inassimilables aux œuvres ouvrières des grandes villes »<sup>4</sup>. Par-dessus tout, il tenait au cercle lui-même et on serrerait sans doute d'assez près le problème en disant que pour lui le cercle avec quelques améliorations restait le but, tandis que pour La Tour du Pin il tendait à n'être plus qu'une étape.

Après la décision du 9 novembre 1875, les Comités locaux avaient le désir d'entreprendre une action et l'on vit même apparaître à Troyes l'expression de « corporation chrétienne », ne correspondant pratiquement à rien. Les circonstances ne parurent pas encore favorables à de telles entreprises.

La Tour du Pin veut alors donner à l'ensemble des fondations une marche à suivre contenue dans deux articles nouveaux (VIII et IX) ainsi rédigés : Article VIII. « Le Comité local (ou conseil de quartier) lorsque le cercle est fortement constitué, étend son action à tous les

1. P.-V., 9 novembre 1875.

2. P.-V., 16 novembre 1875.

3. Charles MAIGNEN, *op. cit.*

4. Charles MAIGNEN, I, p. 690.

membres de la famille des sociétaires. A cet effet il réunit une association de dames sur des bases analogues à celle de sa propre fondation, et l'emploie, sous la direction de l'aumônier ou d'un autre de ses membres ecclésiastiques, approuvé à cet effet par l'autorité religieuse, à susciter et à développer dans les familles des sociétaires du cercle, des associations catholiques analogues, correspondant au sexe et à l'âge des divers membres de la famille. Il fait de plus en plus appel à la sympathie des chefs d'industrie, afin que les membres de ces associations rencontrent dans l'atelier protection pour leur foi et pour leurs mœurs. Pour rendre cette protection plus efficace, le Comité peut former ces chefs d'industrie en unions de patrons chrétiens. »

Article IX. « L'ensemble des associations catholiques ainsi créées permet de former en une corporation chrétienne toutes les familles rattachées à l'Œuvre. Leurs intérêts généraux sont alors gérés par un conseil spécial composé de membres du Comité et de membres du cercle, et constitué sous la direction des premiers. Ce conseil a pour mission de doter la corporation d'institutions appropriées aux divers intérêts de la famille ouvrière, et d'avantages économiques produits par l'association même de ces intérêts. Il opère sous la responsabilité du comité <sup>1</sup>. »

La discussion de ce texte commence le 28 décembre. Le R. P. Hubin se déclare opposé à l'ensemble de la proposition parce qu'elle ne porte pas sur la consécration de principes simples et confirmés par l'expérience, mais sur des innovations pleines de périls. Ainsi l'association de dames qui en semble la pierre angulaire ne saurait être appelée à susciter des associations similaires dans la classe ouvrière sans éveiller les légitimes susceptibilités du clergé tout entier. Maignen qualifie le texte d'« hérésie profonde contre les règles de l'Église » et son éventuelle promulgation de « révolte contre ces règles ».

Le 4 janvier 1876, La Tour du Pin insiste pour que le comité prenne position sur deux points : le mode d'extension de l'Œuvre à la famille ouvrière et la corporation, terme de cette extension.

Albert de Mun se déclare en désaccord avec ce programme et dépose la contre-proposition suivante :

« Article I. — L'extension de l'Œuvre à la famille ouvrière est suspendue en ce qui concerne la création des associations de femmes, de filles et d'enfants. Les associations de dames conservent le caractère de comité de dames patronnesses, mais leurs membres seront invités à s'intéresser personnellement aux familles des sociétaires du cercle en les recommandant spécialement à la sollicitude spéciale du clergé paroissial.

Article II. — Les familles des sociétaires du Cercle pourront être appelées au bénéfice des institutions économiques établies au Cercle.

Article III. — L'Œuvre continuera, comme par le passé, à poursuivre l'établissement de corporations chrétiennes basées sur le dévouement de la classe dirigeante à la classe populaire.

1. P.-V., 28 décembre 1875.



Article IV. — La propagande de l'Œuvre sera dirigée plus activement qu'elle ne l'a été jusqu'ici vers les usines et les grands centres industriels où l'établissement de ces corporations paraît devoir être plus promptement réalisé que partout ailleurs. »

On vote d'abord sur le texte de La Tour du Pin : il est rejeté, à l'unanimité moins deux voix (celles de l'auteur et de Roquefeuil), par ceux qui, moins de deux mois avant, avaient voté l'extension à l'unanimité. Le texte d'Albert de Mun est ensuite adopté.

Cette passe d'armes nous découvre, à l'origine de l'action sociale catholique, des tendances très différentes. Leur opposition se ramène à un débat simple, les uns voulant aller de l'avant et les autres les retenant. La tendance à l'action est pour l'instant celle que nous avons vue représentée par La Tour du Pin, par Léon Harmel, resté dans la coulisse de ce débat et par de Roquefeuil. A l'opposé, l'âme de la résistance est Maurice Maignen avec tout le prestige que lui confère sa double qualité d'appartenance à l'Église et de fondateur du premier Cercle. L'opposition de Maignen est militante au possible. Entre les deux, la masse du Comité est indécise et modère son attitude sur celle d'Albert de Mun. Celui-ci, essentiellement catholique, est social beaucoup plus par tendance d'âme que par conviction doctrinale, de sorte que son esprit est accessible à des influences différentes, ce qui s'est produit lors de ces votes contradictoires. Quant à l'aumônier, sentant la méfiance du clergé, il incline à limiter les innovations et pour ce faire il appuie Maignen.

Bien entendu, dans ce débat initial, les positions respectives s'esquissent. Elles se préciseront petit à petit, gagnant les indécis, mais en se précisant, elles vont se diversifier, et le parti « social » comprendra nombre d'adhérents pour lesquels le mot « social » n'aura pas exactement le même sens.

La question en suspens revint sur le tapis le 23 mai 1876, dans l'allocation présidentielle du comte de Villermont <sup>1</sup>, puis à propos de l'Exposition internationale organisée à Philadelphie <sup>2</sup>. Cette fois Milcent invoqua la mission sociale de l'Œuvre : le Comité devait apporter un soin particulier à ne pas manquer cette occasion pour y recueillir les éléments d'un rapport susceptible de soutenir son action sur l'opinion publique. Le comte de Germiny combat cette pensée comme étrangère au but de l'Œuvre, car elle l'inféoderait à un système particulier d'écono-

1. P.-V., 23 mai 1876 : Rappelant les tâches accomplies et celles restant à faire.

« Depuis plus d'un an déjà, car elles datent de décembre 1874, deux questions d'une haute importance sont l'objet de nos études et de nos préoccupations, ce sont : 1<sup>o</sup> l'extension de l'Œuvre dans une usine ou dans une agglomération industrielle et dans ces conditions, la constitution de « coopératives chrétiennes » ; 2<sup>o</sup> l'extension de l'Œuvre aux associations ouvrières dans les villes et villages. A ces deux questions il y a lieu de joindre une troisième, l'introduction d'institutions économiques dans les cercles. Nous avons fait un pas en avant dans la première, nous avons reculé dans la seconde et dans la troisième nous sommes restés stationnaires et platoniques.

Cependant le moment me semble venu d'aborder de la façon la plus sérieuse ces trois questions qui intéressent au plus haut point la vie et l'avenir de l'Œuvre. »

2. P.-V., 20 juin 1876.

mie politique. La Tour du Pin maintint qu'en effet, le comité avait une doctrine économique particulière à opposer à celle de l'école libérale, à savoir, entre patrons et ouvriers le retour à l'esprit de famille au lieu de « l'esprit de trafic » ; il formula en conséquence la proposition de constituer à Philadelphie une délégation pour y affirmer les principes de l'Œuvre et y recueillir les témoignages utiles à sa propagande.

A. de Mun comme de Germiny voyait dans la proposition une *tendance plus doctrinaire qu'apostolique* et trouvait de plus un danger à constituer une délégation aussi peu assurée dans sa voie. Il conseilla de laisser l'action à exercer à Philadelphie aux soins ordinaires de la direction des relations. Robert de Mun, le R. P. Hubin, Roquefeuil, ne furent pas moins opposés à la proposition de Milcent et de La Tour du Pin qui fut rejetée par le Comité <sup>1</sup>.

L'année 1876 finit sur un appel de Milcent, à la suite d'un congrès catholique signalant l'impression produite sur beaucoup de membres du congrès par l'idée d'organisation corporative du travail, synthèse du système d'Harmel <sup>2</sup>.

A ce stade, la doctrine est en pleine conception. Pourtant toute réalisation pratique semble absente, mais Milcent veut entrer dans le détail de l'application : à cette fin il signale au Comité, le 20 juin 1877, « l'importance qu'il y aurait à ce que nos confrères de province se missent en rapport avec les commissions locales chargées de la surveillance du travail des enfants dans les manufactures. Il serait utile que quelques-uns entrassent dans ces commissions pour y exercer une action sur les industriels » <sup>3</sup>.

L'assemblée générale de 1877 fut marquée par un discours significatif d'Albert de Mun. Il en fit un résumé qui est un texte fondamental du catholicisme social. Il s'efforçait de dégager les quelques points acquis et partant, de définir les buts de l'Œuvre. Sa note les énonce ainsi <sup>4</sup> : « Opposer à la Déclaration des Droits de l'homme, qui a servi de base à la Révolution, la proclamation des droits de Dieu qui doit être le fondement de la Contre-Révolution, et dont l'ignorance ou l'oubli est la véritable cause du mal qui conduit la société moderne à sa ruine ; rechercher dans une obéissance absolue aux principes de l'Église catholique et à l'infaillible enseignement du Souverain Pontife toutes les conséquences qui découlent naturellement dans l'ordre social du plein exercice de ce droit de Dieu sur les sociétés ; propager par un public et infatigable apostolat la doctrine ainsi établie, former des hommes déterminés à en faire la règle de leur vie publique aussi

1. P.-V., 20 juin 1877.

2. P.-V., 21 novembre 1876 : « Un mouvement sérieux paraît s'accroître dans ce sens, particulièrement dans les Œuvres ouvrières ; il serait peut-être utile que nous ne nous désintéressions pas de ce mouvement qui n'est du reste que le développement même de nos principes. Le Comité composé de patrons de la même industrie et le cercle devenu professionnel, la corporation chrétienne se trouve réalisée. »

3. P.-V., 20 juin 1877.

4. P.-V., 11 juillet 1877 (la note est datée du 9 juillet).

bien que de leur vie privée, et en montrer l'application dans l'Œuvre elle-même par le dévouement de la classe dirigeante à la classe populaire ; travailler ainsi sans relâche à faire pénétrer dans les mœurs ces principes et doctrines, et à créer une force organisée capable de les faire triompher, afin qu'il puissent trouver leur expression dans les lois et les institutions de la nation. » Cela revient, au fond, à soutenir qu'il existe dans les principes de l'Église et les documents pontificaux, un enseignement social, sauf à en préciser les conséquences <sup>1</sup>.

Ainsi le principe de l'extension de l'Œuvre à la famille ouvrière restait admis, de même que celui, connexe, du groupement des ouvriers et des patrons dans une institution encore vague et que l'on dénommait, sans bien s'entendre sur le mot, « corporation ». Quant aux réalisations, Milcent avait annoncé à l'assemblée générale, la constitution de plusieurs réunions de patrons, mais c'était tout.

On en était là, quand le 7 novembre La Tour du Pin annonça qu'il chargeait M. Harmel de représenter « extraordinairement », l'Œuvre au Congrès des catholiques du Nord, à Lille ; et il ajoutait que cette désignation impliquait l'adhésion publique de l'Œuvre aux définitions et aux principes contenus dans le manuel de Léon Harmel <sup>2</sup>.

Petit à petit, s'était fait un cheminement sur une voie obscure, sous l'impulsion des lettres de La Tour du Pin qui, attaché militaire à Vienne, rencontrait sans cesse les chefs de l'école catholique autrichienne. Par là, il avait étendu les relations de l'Œuvre, et entretenait de nombreux rapports avec les étrangers, rapports dont il transmettait l'essentiel à la IV<sup>ème</sup> section, présidée par le vicomte de Roquefeuil, et chargée des publications.

Le caractère fragmentaire de cette progression n'était pas sans préoccuper les dirigeants de l'Œuvre. D'autre part, les déceptions politiques de 1877 montraient que la « reconquête » de la France demanderait un travail intense.

C'est dans ces conditions qu'allait naître le « Conseil des Études ». Certes, une telle création était bien dans le prolongement logique des événements que nous venons de relater, mais il fallut un incident significatif pour la déterminer.

La IV<sup>ème</sup> section avait organisé pour le début de 1878 une série de 15 conférences, dont le programme avait été établi par Milcent. Nous savons qu'il avait prévu trois conférences du P. Marquigny, théologien en renom, préoccupé par les questions économiques et sociales sur le « Pouvoir et l'ordre social chrétien » ; trois de M. Focillon sur les « Institutions civiles » et deux de Claudio Jannet, professeur de droit sur le « Rôle social du chef de famille ».

1. Ce texte paraît avoir été rédigé sous l'influence des événements, car le P.-V. du 18 juillet porte : « Il est demandé aux services de Presse et des Relations de ne rien négliger pour rappeler à l'opinion publique la susdite déclaration de principes, à la veille des élections, quand beaucoup peuvent tourner leur regard vers l'Œuvre. » La Déclaration définissait sans doute le rôle que pourrait jouer l'Œuvre près du gouvernement conservateur.

2. P.-V., 7 novembre 1876.



Ces réunions devaient se tenir au secrétariat général et l'on espérait réunir une assistance intéressée et suivie en raison du choix des orateurs et de leur compétence en ces matières <sup>1</sup>.

Le 23 janvier 1878, Albert de Mun annonçait l'ajournement de ces réunions, dû à des difficultés de détail ; cet ajournement fut accueilli avec satisfaction, car le Comité estima qu'il n'était pas suffisamment préparé pour laisser présenter comme siennes les idées qui devaient être exposées au siège de l'Œuvre. Pour remédier à ce défaut de préparation, il promettait de prochaines mesures d'organisation <sup>2</sup>. Huit jours plus tard, l'organisation proposée par Albert de Mun prenait corps. L'ancienne « direction des conférences » à la IV<sup>ème</sup> section devenait la « Direction des Études ». Son chef devait être assisté d'un « Conseil des Études », présidé par l'aumônier et comprenant un petit nombre de membres désignés par le Comité sous la double présentation de l'aumônier et du chef de la IV<sup>ème</sup> section. Albert de Mun insista pour qu'il comprit un nombre de membres restreint, chacun d'eux représentant une compétence spéciale dans les diverses questions sociales, économiques et industrielles. Comment fonctionnera-t-il ? Le directeur des études, saisi des rapports adressés au Comité par la I<sup>ère</sup> section sur les questions sociales, économiques et ouvrières, présente le plus promptement possible et après délibération du Conseil, un avis motivé au Comité. Pratiquement il appartiendra au Conseil d'élaborer ces « avis ». Ils fourniront petit à petit, un corps de doctrines que les I<sup>ère</sup> et IV<sup>ème</sup> sections vulgariseront grâce aux conférences, à la presse, à la revue et

1. P.-V., 5 décembre 1877.

2. P.-V., 23 janvier 1878 : « Les conférences dont la IV<sup>e</sup> section avait publié le programme et qui devaient s'ouvrir le 18 janvier ont été ajournées par suite de difficultés de détail survenues au dernier moment. Mais s'il est vrai que ces difficultés ont été la cause immédiate de l'ajournement, il convient d'ajouter que la IV<sup>e</sup> section l'a saisi sans regret et que le Comité l'a accueilli avec faveur en raison des considérations générales qui justifieraient aux yeux d'un grand nombre de nos confrères l'adoption de cette mesure. Les conférences se présentaient en effet dans des conditions telles, que le secrétaire général avait dû, avant leur ouverture, déclarer que l'enseignement dont elles allaient être l'organe n'était point l'enseignement officiel de l'Œuvre et que cette déclaration admise sans protestation, avait rencontré l'assentiment du chef de la IV<sup>e</sup> section lui-même. D'autre part, il faut reconnaître qu'il eût été difficile de faire admettre qu'un enseignement donné dans les salles du secrétariat devant un public choisi parmi les membres de l'Œuvre et par les soins spéciaux du Secrétariat Général sous l'initiative et la direction de celle des sections qui est particulièrement affectée à l'enseignement doctrinal, il eût été difficile, dis-je, de faire comprendre qu'un tel enseignement ne reproduisait point les doctrines officiellement acceptées dans notre Œuvre. De là une situation fautive imputable, il est juste de le déclarer, non pas à la négligence de la IV<sup>e</sup> section, mais à l'insuffisance de son organisation et que l'ajournement forcé des conférences est venu dénouer à propos.

Je viens vous proposer l'adoption de certaines mesures d'organisation qui en faisant rentrer les conférences dans le domaine de la propagande, auquel elles appartiennent, plutôt qu'à celui de l'enseignement et donnant la IV<sup>e</sup> section les moyens d'établir et de formuler les principes d'ordre social et économique dont le besoin se fait sentir d'une manière si impérieuse dans l'Œuvre toute entière permettront, je l'espère, à la I<sup>ère</sup> Section, par l'action extérieure et à la IV<sup>e</sup>, par la Revue et les publications, d'aborder enfin et de traiter à la fois avec hardiesse et sécurité ces questions délicates mais nécessaires, désormais soustraites aux discussions stériles.

tous autres moyens dont ils pourront disposer. Cette doctrine servira de base en toute circonstance à la propagande des autres sections <sup>1</sup>.

Conformément à ces recommandations, le P. Hubin et Roquefeuil présentaient au Comité, Émile Keller, Claudio Jannet, professeur de droit à l'Université de Paris, Léon Harmel et Maurice Maignen. Ils formèrent avec La Tour du Pin et Roquefeuil l'élément initial de ce Conseil qui enregistra par la suite nombre d'adhésions <sup>2</sup>.

Ces événements orientent définitivement l'Œuvre des Cercles vers des recherches d'économie sociale assez éloignées de la pensée initiale de ses fondateurs. La conséquence directe en sera l'élaboration d'une doctrine nouvelle, mais en même temps, ils ramènent le Comité dans la voie de la corporation. L'évolution menant du cercle à la corporation va maintenant entrer dans sa phase active ; il était nécessaire pour la comprendre de rappeler quels tâtonnements l'ont précédée.

### DÉFINITION DE LA CORPORATION

Dès le 8 juin, en effet, le Conseil des Études publie son premier avis, où il se prononce pour la constitution de corporations, dans un secteur restreint il est vrai, celui des arts et métiers — nous dirions aujourd'hui l'artisanat.

Mais c'est vraiment de la décision du 6 novembre que date l'adoption définitive d'une doctrine corporative. L'avis <sup>3</sup> sur la liberté du travail, après avoir rappelé les dates successives de la destruction des anciennes corporations, constate, dans l'état actuel, des vices fondamentaux : absence de toute justification de la capacité professionnelle, existence d'un système économique de concurrence illimitée, consacrant le succès du plus fort sur la ruine du plus faible et l'abandon complet de l'ouvrier. Pour y remédier, l'avis n° IV demande la restauration de la capacité et de la hiérarchie professionnelle, un régime nouveau du travail qui ne ressemble pas plus à celui de 1789 qu'à celui de 1878, basé sur la corporation ouverte, avec une concurrence libre au dehors. Il pose ce principe fondamental : le droit de l'ouvrier d'entrer dans l'association professionnelle autonome de son choix ; c'est la corporation.

Désormais, tandis que le Conseil poursuit ses recherches sur l'organisation générale de la société dans un état chrétien, il appartient aux comités et à leurs réunions annexes en voie de constitution de fonder les corporations.

Or, de plus en plus, l'Œuvre des Cercles regarde vers la grande

1. P.-V., 30 janvier 1878.

2. P.-V., 5 février 1878. En même temps était constitué la « Direction de l'opinion publique » destinée par La Tour du Pin à suivre les courants de la pensée catholique et à préparer les questions destinées à l'examen du Conseil des Études.

3. Avis n° IV publié dans l'*Association catholique*, supplément au n° du 15 janvier 1879. Bulletin de Commissions d'Études instituées par l'Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers.

industrie sous l'influence d'Harmel. Cela tient, nous l'avons vu, à la volonté de La Tour du Pin d'intégrer l'« œuvre d'usine » dans les fondations de l'Œuvre. Cela tient aussi à ce sentiment répandu chez les membres du Comité, que dans la France de 1880, à la ville tout au moins, les chefs d'industrie tendent à prendre de plus en plus la place de l'ancienne noblesse. Maignen le notait : « Si le marquis de Mun, le seigneur châtelain sans droits féodaux, mais seigneur quand même, a la population sous la main, c'est M. Harmel qui a hérité des droits féodaux du marquis de Mun ; c'est lui, le marquis du XIX<sup>e</sup> siècle, il tient la population corvéable à merci » <sup>1</sup>.

Cette constatation du Comité fut l'origine d'un groupement officiel de quelques patrons, qui donna naissance en février 1878 à une institution essentielle de l'Œuvre, la Commission consultative d'industriels, adjointe à la I<sup>re</sup> section. Elle eut pour président un vieil et excellent ami d'Harmel, Hippolyte André, maître de forges à Couzances, près de Saint-Dizier. Des commissions analogues pour l'agriculture et les arts et métiers furent instituées par la suite, mais elles devaient exercer une influence bien moins importante que la « Commission industrielle ».

A peine installée, celle-ci s'efforce de constituer des réunions de patrons analogues auprès de chaque comité local, multipliant ainsi ses effectifs et se donnant un caractère national. Un an après, elle comptait 5.000 chefs d'entreprise <sup>2</sup>.

Elle aborda aussitôt le problème des œuvres d'usines en partant des principes. « De quel droit le patron interviendra-t-il dans les affaires des ouvriers ? » se demandent les commissaires. Et ils répondent : « Les industriels ont charge d'âmes et charge d'existence à l'égard de leurs ouvriers dans les limites du possible » <sup>3</sup>. Voilà une affirmation essentielle ; elle va conditionner l'action ultérieure. Comment l'appliquer effectivement ? Après quelques semaines d'études, la commission se prononçait en faveur d'œuvres religieuses et économiques se complétant et s'unissant harmonieusement dans la corporation.

Au cours de l'assemblée générale de 1878 la commission invitait les industriels à passer à l'application des décisions prises, en commençant par les œuvres religieuses, invitation importante en soi : la corporation commençait à sortir du domaine spéculatif.

Le vœu des industriels n'était pas facile à réaliser. Dans un pays façonné par un siècle de liberté absolue du travail, et d'isolement complet du travailleur, comment imposer une association professionnelle catholique à des chefs d'industrie, plus ou moins croyants et presque tous hostiles à l'organisation ouvrière ? Déjà nous voyons poindre le dilemme angoissant du catholique social : ou bien suivre son milieu et rester libéral avec les catholiques, ou bien suivre son inclination et passer pour « socialiste » contre eux.

1. Ch. MAIGNEN, *op. cit.* Le Marquis de Mun est le père d'Albert et de Robert.

2. P.-V., 21 janvier 1879. La Commission avait été constituée le 18 février 1878.

3. P.-V., 20 mars 1878.



C'est pourquoi des années passèrent entre la décision et l'exécution. Si le Conseil des Études et la commission industrielle réclamaient l'instauration des corporations, ce furent des événements extérieurs qui l'imposèrent : les fermetures répétées des Cercles existants et la quasi impossibilité d'en ouvrir de nouveaux. Nous avons vu combien cette situation préoccupait Albert de Mun. L'Œuvre institua, fin 1880, un conseil de propagande chargé de mettre en pratique les propositions des autres services. Réuni le 12 janvier 1881 pour étudier « la transformation éventuelle des cercles », il chercha d'abord à déterminer les principes essentiels à sauvegarder et les compta au nombre de trois :

Celui de la confrérie par l'action personnelle de l'aumônier.

Celui du patronage de la classe élevée par la représentation du comité en la personne du directeur.

Celui de l'association par l'action du conseil intérieur.

En second lieu, il estima nécessaire d'entreprendre aussitôt la transformation et suggéra quelques formes d'associations : la maison de famille, le débit de boisson, la société économique, et la société musicale. Mais il ne dit mot de la « corporation » <sup>1</sup>.

Des formes d'associations indiquées, les trois premières figuraient bien dans le manuel de Léon Harmel, mais l'auteur les indiquait comme des annexes de la corporation d'usine.

Cependant les mesures de rigueur se poursuivaient. C'est pourquoi Maurice Maignen présenta au Comité les conclusions suivantes, à appliquer en cas de refus d'autorisation ou de fermeture de cercle : « Créer une association de piété rattachée à la paroisse d'une part, et d'autre part une institution économique et professionnelle jouissant du droit légal de réunion et établir un lien mutuel obligatoire entre les deux branches de cette nouvelle association catholique ouvrière. » Cette fois une institution différente du cercle était préconisée et l'ironie des choses voulut que son auteur fut précisément le défenseur passionné du cercle contre toute formule nouvelle. Aussi Maignen s'empressa-t-il d'ajouter que cette forme d'association était dans son esprit tout à fait provisoire. Le R. P. Hubin l'approuva, à condition « qu'on n'abandonnât la forme du cercle qu'à la dernière extrémité et jamais préventivement et qu'on écartât celle du débit de boisson où l'aumônier ne pourrait trouver accès ».

Lentement, péniblement, on s'éloignait du cercle, cherchant une autre formule, celle de la corporation restant à l'horizon, mais toujours combattue. Le 27 avril, le comité admet la création des « économats domestiques », institution toute nouvelle destinée à réunir les acheteurs et à leur procurer des remises pour leurs achats, là où l'œuvre est enracinée. Le 1<sup>er</sup> juin il discute l'établissement de banques populaires de crédit, sous l'influence d'un capucin, le P. Ludovic de Besse, qui propage ces deux institutions en Anjou. Il repousse un projet d'associations agricoles.

1. P.-V., 12 et 19 janvier 1881.

La Tour du Pin revient à la charge en indiquant au Comité comment la corporation pourrait être introduite dans l'« Instruction sur l'Œuvre » : compléter les textes en vigueur par l'énumération d'institutions auxiliaires (secours mutuels, crédit mutuel, société de consommation et de coopération) et y joindre un titre nouveau « La Corporation ». Il énonce ses caractères : « La corporation professionnelle catholique est la forme logique du développement complet des fondations locales, ses caractères constitutifs sont d'être catholique, hiérarchique, associée, professionnelle, familiale et propriétaire. A la ville le patrimoine corporatif se formera principalement du profit réalisé par la société de consommation et sera constitué par la propriété des immeubles et objets utiles à la communauté. A la campagne il proviendra plutôt de la constitution d'une société corporative pour l'acquisition d'instruments agricoles. Dans l'usine, enfin, le patrimoine corporatif se constituera facilement par voie de participation à la propriété de l'industrie et tournera au profit de la société de secours mutuels. »

Il y ajoute une disposition toute nouvelle relative aux relations à établir entre corporations : « Des liens syndicaux s'établiront par la suite entre les corporations similaires pour régler librement par des conventions inspirées de l'esprit de l'Œuvre les procédés de concurrence, faciliter la permanence des engagements et l'ascension hiérarchique professionnelle des bons ouvriers, fournir la représentation légitime et préparer la défense légale des intérêts communs. »

Cet intéressant projet ne fut pas retenu. D'ailleurs, il régnait dans l'Œuvre une certaine confusion sur le sens même des mots, Corporation, Corporatif. C'est sans doute la raison pour laquelle le Conseil des Études, aidé par un économiste d'Angers, Hervé Bazin, proposa ces définitions des cinq expressions couramment employées :

A) « L'Atelier chrétien » est celui où l'accord s'est formé librement entre patrons et ouvriers dans les métiers, dans les usines et dans les exploitations agricoles pour y faire régner les bonnes coutumes de la religion et de la profession.

B) « La Corporation chrétienne dans les arts et métiers » est l'association professionnelle catholique librement constituée.

C) « La Corporation chrétienne dans l'industrie » est l'usine organisée conformément aux principes de l'Œuvre et dotée d'un patrimoine commun.

D) « Le Syndicat régional » est l'union des corporations similaires dans l'industrie pour la définition des intérêts communs moraux et matériels du groupe.

E) « Le Régime corporatif » est celui qui donne à l'organisation du travail reconnaissance et représentation dans l'État <sup>1</sup>. »

On remarquera dans ce texte, comme dans le précédent, que les doctrinaires de l'Œuvre se sont élevés de la conception d'une association professionnelle libre et ouverte, à celle d'un corps professionnel très

1. P.-V., 31 janvier 1883.

vaste et ayant avec l'État un ensemble de relations officielles et organisées. On remarquera aussi que dans l'industrie (secteur le plus important de la vie économique), le Conseil des études prévoyait la corporation à partir d'une seule usine. Albert de Mun s'éleva aussitôt contre la définition C), déclarant que l'usine unique, « si chrétienne et si dotée d'institutions économiques » fût-elle, ne pouvait répondre à cette définition et qu'en outre dans l'industrie, l'étude de la corporation n'était pas suffisamment approfondie <sup>1</sup>.

La Tour du Pin répondit : « Le chef de section a pour devoir essentiel de faire pénétrer la doctrine de l'Œuvre dans les applications de l'industrie ; la constitution d'un patrimoine commun et indivisible dans une usine n'est pas seulement une institution économique, mais bien l'introduction réelle de cette usine dans la fonction sociale, objectif direct de la corporation. Ainsi, cette appellation de Corporation qui a pu être prématurée quand le patrimoine commun n'était pas constitué, peut devenir parfaitement justifiable du moment que cette condition économique est remplie <sup>2</sup>. » Il ajouta que les industriels amis de l'Œuvre s'accordaient à réclamer le complément du syndicat régional partout où il serait applicable. Albert de Mun maintint son objection, ajoutant que les décisions prises ne pourraient prévaloir contre le véritable sens du mot, lequel suppose, d'abord et avant toute autre considération, l'association des patrons et des ouvriers du même métier. La définition du syndicat avait sans doute provoqué des réactions diverses car il poursuit : « Je ne crois pas qu'il soit utile d'arrêter dès à présent ce terme de syndicat régional comme devant servir à désigner un groupement dont l'Œuvre ne présente pas encore d'application pratique. D'une manière générale, je ne trouve pas très utile de discuter et de trancher cette question de terminologie sur les points où la pratique n'a pas encore indiqué la vraie solution. »

Ce débat nous situe au point d'arrivée des études sur la corporation à la veille des grands débats relatifs aux syndicats. Retenons l'opposition de La Tour du Pin et d'Albert de Mun : y a-t-il corporation à partir du moment où une seule entreprise en fait fonction ? A la conception classique de de Mun, La Tour du Pin oppose que la fonction crée l'organe. En réalité, et c'est ce que nous retiendrons de ce débat, La Tour du Pin exprime une opinion de juriste et de savant, tandis que de Mun, s'attache à une vérité de fait, à l'expression la plus susceptible d'être comprise et de répondre au sentiment général. En dernière analyse, c'est un premier heurt de l'esprit de système chez La Tour du Pin et d'une politique de bon sens chez de Mun.

Enfin, le 7 mars 1883 le Commission Industrielle prenait une décision essentiellement pratique qui peut être considérée comme mettant terme à cette période de tâtonnements. Elle exprima cette opinion : « L'établissement du régime corporatif doit reposer sur les deux bases suivantes :

1. P.-V., 31 janvier 1883.

2. P.-V., 7 février 1883.



1<sup>o</sup> La création dans chaque usine, individuellement, d'une association entre les patrons et les ouvriers reposant sur une base religieuse, constituant comme lien matériel un patrimoine commun, administré par un Conseil corporatif. Ce conseil sera composé du patron et d'un certain nombre d'ouvriers ; 2<sup>o</sup> Quand cette association aura été établie dans plusieurs usines ayant des intérêts communs, on arrivera à la constitution d'un syndicat industriel composé de patrons de chacune des usines et des délégués de chacun des conseils corporatifs. »

Cette définition intelligible pour tous marquait un tournant. Aux idées de La Tour du Pin se ralliaient des hommes pratiques ; le but à atteindre était simple, sinon facile : grouper dans une usine le patron et quelques ouvriers, et le conseil corporatif existera. Restera alors à l'étayer par la religion et par une petite propriété collective. De la réunion de corporations ainsi créées naîtra le régime corporatif.

Pendant ces années de long acheminement d'une vue de l'esprit à un plan concret, des essais avaient été tentés dans les arts et métiers, d'autres se préparaient dans l'industrie. Seul le monde agricole restait encore à l'écart du mouvement.

#### LA BASSETIÈRE ET LA CORPORATION

Il serait intéressant de savoir ce que le monde catholique pensait à cette époque de la question sociale, et quelle idée pratique il se faisait de la corporation. On peut répondre que la masse des catholiques restait sous l'influence des reproches adressés à l'organisation du travail sous l'ancien régime, et par suite, ne cherchait pas à modifier l'état de choses existant. D'une façon plus générale, le public conservateur ne concevait pas d'entraves au libre jeu de l'offre et de la demande sur le plan économique. Les souvenirs de la Commune aidant, il n'admettait pas davantage l'association ouvrière sur le plan social.

Nous ne trouvons d'idées générales en ce domaine que d'une façon exceptionnelle. Mais nous avons recueilli un ensemble d'idées sur ces sujets chez La Bassetière. Député vendéen, il n'appartient pas encore à l'école de La Tour du Pin ; il y viendra un peu plus tard et jouera au petit groupe parlementaire de l'Œuvre en 1883 un rôle de premier plan, tant il est vrai que des hommes ayant des préoccupations semblables sont attirés les uns vers les autres et finissent par se rejoindre.

Or, La Bassetière croyait à la mission sociale du catholicisme et il avait projeté de lui consacrer un ouvrage. Dans sa pensée, il était nécessaire de réviser les jugements qui condamnaient la corporation d'ancien régime, et il envisageait son rétablissement dans la société nouvelle. Ce projet prit corps ; il rédigea un manuscrit, mais son entrée dans la vie publique fut sans doute cause qu'il ne le publia jamais. La personnalité de ce gentilhomme vendéen, son attachement à la corporation, son appartenance à l'Œuvre des Cercles et son rôle dans le débat de 1883 confèrent à ses idées une certaine valeur. Nous

trouverons aussi dans ces lignes une opinion moyenne <sup>1</sup> de ce que pensaient peut-être les partisans d'une organisation de la profession.

Tout en portant un vif intérêt à ces questions, il n'est pas un doctrinaire comme La Tour du Pin <sup>2</sup>. Rappelons les principales étapes de sa carrière. Édouard de La Bassetière <sup>3</sup> naquit le 8 mars 1825 au château de la Bassetière, berceau de la famille, dans la commune de Saint-Julien-des-Landes, en Vendée. Il fit ses premières études au petit séminaire des Sables-d'Olonne, comme la plupart des jeunes gens de sa génération et les termina à Vaugirard. Il fit ensuite son droit à Paris et prit bientôt rang parmi les membres les plus distingués de la Conférence Molé.

Son esprit déjà profondément sérieux le portait plus volontiers vers les questions sociales et religieuses. A vingt-sept ans il fit un voyage en Italie en compagnie de son ami le R. P. Ducoudray, qui mourut victime de la Commune. Peu de temps après il épousait Marie de la Biliais.

Dès lors sa vie se passa entre Nantes et la Vendée. A Nantes, il s'occupait avec activité du recrutement des zouaves pontificaux. A la Bassetière il se dévouait avec une égale énergie aux questions agricoles, et, lors des enquêtes de 1865 et de 1867, il publiait plusieurs brochures sur ce sujet.

Élu député de la Vendée en 1871, il joua aussitôt un rôle actif à l'Assemblée nationale <sup>4</sup>.

Un journal a dit de lui : « Le caractère de son éloquence est l'élévation. Rien de ce qui touche aux grands intérêts politiques et religieux n'est étranger à sa nature, mais il se complaît dans la défense de la

1. Moyenne en ce que La Bassetière se situe entre les initiés de l'Œuvre et le grand public.

2. A cet égard un témoignage de celui-ci serait sans intérêt. Il a une pensée originale, elle le reste.

3. Ces indications biographiques nous ont été communiquées par M. de La Bassetière, petit-fils du député.

4. Il devint bientôt secrétaire et l'un des membres les plus actifs de la réunion des Réservoirs, de celle des Cheval-légers à Versailles et plus tard de la réunion des Droites à Paris.

Réélu sans interruption le 20 février 1876, le 13 octobre 1877, le 20 août 1881, il eut le 4 octobre 1885 une réélection triomphale. Bien que malade et n'ayant pu se présenter devant ses électeurs, il passa en tête de liste avec 51.922 voix ; c'était 20 jours avant sa mort.

A l'Assemblée Nationale, il participa trois ans durant, à la Commission de décentralisation, et coopéra à la loi sur les Conseils Généraux. Membre de la commission des prières publiques et de celle de l'Église du Sacré-Cœur, il défendit avec éloquence à la tribune l'érection nationale de Montmartre. Ensuite, à la commission des Quinze puis à celle des Trente, il lutta sans cesse contre le pouvoir de Thiers. De concert avec Lucien Brun et Carayon-Latour il exhorta l'Assemblée à ouvrir les portes de la France à la Royauté, et vota contre l'établissement de la République. Durant les législatures suivantes, ses préoccupations se portèrent vers les questions d'enseignement et d'agriculture. Il prit part à la discussion sur la liberté de l'enseignement supérieur et intervint énergiquement dans celles des budgets du culte, s'élevant contre leur diminution progressive. Défenseur des religieux expulsés, il fut l'un des fondateurs de l'Œuvre du denier des expulsés. Très hostile à la conclusion des traités de commerce qui lui paraissaient devoir ruiner l'agriculture, il fut l'un des plus fermes adeptes des droits protecteurs.

liberté vraie, dans l'apologie des faibles, des opprimés, de tous ceux qui gémissent sous la domination des Jacobins <sup>1</sup>. » Et Albert de Mun écrivait de Canterbury à sa veuve le 27 octobre 1885, dans une lettre de condoléances, il est vrai : « Nul ne saura mieux que lui unir au courage dans l'action, à l'énergie de langage et à la fermeté des principes, l'affabilité des manières, la douceur envers les personnes et l'esprit de juste conciliation. Son souvenir et son exemple demeureront pour soutenir ses compagnons d'armes, et aucun d'eux, j'en suis sûr, ne restera plus fidèlement attaché à sa mémoire que moi-même à qui les œuvres communes et les luttes parlementaires ont si souvent donné l'occasion d'aimer et d'admirer ce vaillant soldat de Dieu <sup>2</sup>. »

Voilà l'homme. En suivant ses raisonnements simples, pénétrons dans l'esprit d'un catholique qui n'avait pas entrepris une étude spéciale de ces problèmes.

Le manuscrit s'intitule : « Le Christianisme et les classes souffrantes ». Il comprend 10 cahiers de 5 feuilles chacun, soit environ 2.000 pages grand format, d'une petite écriture lisible et soignée. Il n'est pas daté. Nombreuses y sont les allusions aux préoccupations sociales du Second Empire ; par contre, aucune ne rappelle le drame de la Commune. Si nous rapprochons ce silence de l'émotion profonde et prolongée qu'éveillèrent chez les conservateurs, les tragiques événements du printemps 1871, nous serons amenés à situer l'ouvrage avant la guerre. Cet argument se confirme par cet autre : la carrière politique absorbante du député de la Vendée, lui aurait difficilement laissé le répit nécessaire à une étude laborieusement menée, exigeant le temps de réfléchir et celui de compulser nombre de textes relatifs à ses études. C'est pourquoi avec son petit-fils, nous daterons ces lignes des dernières années de l'Empire <sup>3</sup>.

L'auteur analyse longuement à travers les siècles les efforts des catholiques, prêtres ou laïques, pour soulager les pauvres, envisageant aussi bien les interventions de caractère doctrinal que les réalisations pratiques. En venant à l'état de choses contemporain, il aborde le problème social :

« La religion <sup>4</sup> ne se contente pas de consoler le travailleur par la lumière qu'elle répand sur sa destinée, elle répond encore à cette seconde nécessité ; elle se préoccupe de tous les intérêts sérieux du peuple et s'efforce de satisfaire au sein de la société qu'elle dirige, à tout ce qu'il y a de possible et de légitime dans ses diverses aspirations. Qu'a donc produit, en effet, ce siècle matérialiste en faveur des intérêts pour lesquels il manifeste une si profonde sympathie ? Allons au fond des choses et dressons le bilan de cette prétendue libéralité. Lorsqu'on

1. *Le Triboulet*, 24 juillet 1881. Hebdomadaire humoristique et satirique de « Droite », publié à Paris à partir de 1877, dont le directeur-rédacteur en chef était Saint-Patrice.

2. Extrait d'une lettre inédite d'A. DE MUN (*Archives de La Bassetière*).

3. Le manuscrit intitulé *Le christianisme et les classes souffrantes* est conservé dans les archives personnelles de M. de La Bassetière, qui a bien voulu nous le communiquer.

4. *Manuscrit cité*, fin du 9<sup>e</sup> cahier.



avait « jeté » l'ouvrier dans une manufacture sans s'occuper si ses forces matérielles ou ses forces morales étaient en harmonie avec les fonctions laborieuses qui lui étaient assignées, lorsqu'on lui avait procuré enfin d'une manière ou d'une autre, ne fût-ce que pour un temps, le morceau de pain nécessaire à sa subsistance, l'on croyait avoir beaucoup fait et l'on se tenait quitte envers l'humanité. Quant à éclairer l'intelligence du travailleur, quant à donner à son cœur des aliments dignes de lui, quant à lui créer au sein de la famille et dans la société une position tolérable, en un seul mot : quant à reconnaître et à satisfaire les plus légitimes de ses désirs, on ne s'en préoccupait guère ou plutôt on n'y avait jamais songé.

« Comment voulait-on cependant que l'homme du peuple, que l'ouvrier s'attachât à une société dans laquelle il se voyait isolé, sans ami, sans patrie pour ainsi dire, étant d'un pays comme n'en étant pas ? Comment voulait-on qu'il s'attachât à une société dans laquelle entre lui et ses maîtres ou patrons il n'existait d'autre lien que celui d'un asservissement, souvent sans condition et sans limite, auquel il ne pourrait se soustraire, sous peine de se voir retrancher son unique morceau de pain, une société où même avec ses compagnons de travail il n'avait d'autre relation que cette tendance à la jalousie, à la concurrence, à une déplorable rivalité ; une société enfin qui lui parlait sans cesse de droits imaginaires sans jamais lui reconnaître aucun de ses droits réels.

« La véritable civilisation chrétienne, encore une fois, a d'autres inspirations ; elle sait que la vie en un mot se compose d'une double vie à chacune desquelles il faut son atmosphère propre et ses aliments particuliers <sup>1</sup>. »

Les confréries existent encore, dit La Bassetière, et tendent à augmenter. « Eh bien, patronnons ces associations ouvrières, multiplions ces réunions fraternelles en attendant que nous puissions mieux faire encore et bientôt nous verrons au point de vue social quels en seront les heureux résultats. Ces dispositions bienveillantes et secourables, cette sympathie toujours assurée, ces solennités pieuses et touchantes, ces honneurs enfin accessibles à tous et mis au seul concours de la capacité, du mérite ou de la vertu, tous ces avantages attacheront profondément les travailleurs à la corporation, à l'association quelle qu'elle soit et par suite à la société toute entière qui en protège et garantit les lois. La corporation deviendra leur Dieu domestique, ce sera leur cité à eux, ce sera leur petit gouvernement dans lequel se renfermeront leurs espérances et leurs souvenirs. Il faut bien que l'on soit rattaché par quelque côté à la patrie commune, nous c'est par le sol, c'est par la propriété, c'est par la participation aux grandes charges et aux grands

1. Puis La Bassetière décrit longuement les avantages de toute nature que l'ouvrier du moyen âge trouvait dans la confrérie et la corporation. L'une et l'autre reflètent cette profonde connaissance de la nature humaine qui caractérise les institutions du christianisme médiéval.

honneurs de la société générale. Eh bien, l'ouvrier ce sera par les droits qu'il sera appelé à exercer dans cette société spéciale dont il va faire partie par les avantages dont il jouira, par les dignités enfin auxquelles il pourra naturellement aspirer et qui stimuleront son courage. Peu à peu ses travaux, ses pensées, sa vie toute entière sera identifiée avec la corporation. Quand il se verra dans la salle commune, il se regardera comme étant dans sa propre maison ; il s'intéressera aux affaires de la communauté comme à ses propres : toute élection à une place de censeur ou de syndic deviendra pour lui une question capitale, une question qui absorbera ses préoccupations et ses soins ; ainsi circonscrite dans ses limites légitimes, l'ambition du travailleur pourra s'agiter sans inconvénient pour lui-même et sans danger pour la société.

« L'esprit de l'ouvrier sera dirigé vers sa sphère naturelle, s'occuper désormais des questions à sa portée et d'opérations auxquelles il est directement intéressé ; enfin satisfait de droits avantageux et réels, le peuple ne s'égara plus à la poursuite de droits imaginaires et loin de se mêler aux orages de la vie politique dans lesquels il ne peut qu'être le jouet de tous les intrigants et de tous les ambitieux, on le verra toujours le plus ferme appui et le plus courageux défenseur d'une autorité qui a pris sous sa sauvegarde ces associations bienfaisantes et qui par une intervention paternelle et efficace en multiplie les merveilleux effets. » La Bassetière note que des associations du même ordre, mais à caractère protestant, fonctionnent très heureusement à Londres. Puis il conclut : « Quand à nous qui avons conservé intacte l'idée chrétienne, rétablissons aussi dans toute sa pureté le principe d'une de nos plus vieilles et en même temps de nos plus heureuses institutions.

« Comme les corporations anglaises, que nos associations d'ouvriers reposent sur une idée de protection et de secours mutuels, de carrière ouverte à l'activité populaire, de but légitime proposé à ses efforts, mais, de plus que celles-ci, qu'elles se pénètrent d'un véritable esprit de charité et de fraternité chrétienne et que, loin de repousser les plus pauvres d'entre les travailleurs — à cause du taux élevé de la cotisation — elles les accueillent au contraire avec plus d'empressement et de tendresse.

« Dans ces conditions heureuses, usons de toute notre influence pour propager ces sociétés bienfaisantes ; ne parlons plus, cela va sans dire, de privilèges et de monopoles, l'association libre et volontaire, l'association mise en harmonie avec nos maux et nos besoins nouveaux, telle est la seule association possible aujourd'hui et celle qui, d'ailleurs, est la plus utile aux ouvriers. Efforçons-nous seulement, par toutes les voies qui nous sont ouvertes, de leur en bien faire connaître les avantages et de leur en faciliter l'accès. Que l'Eglise, le gouvernement et la charité privée, s'unissent à cet effet dans un commun effort, sous cette action multiple que l'idée salubre se complète et se réalise ; que le travailleur sente et comprenne qu'on s'occupe de ses besoins les plus sérieux avec un intérêt et un dévouement réels ; que partout il puisse

goûter dans mille associations naissantes, dans mille institutions secourables les premiers fruits de cette sollicitude et alors, il est permis de le croire, à cet esprit d'hostilité et de défiance que le peuple nourrit aujourd'hui contre la société, nous verrons succéder des sentiments de sympathie et de reconnaissance qui auront pour gage dans la classe ouvrière un régime de paix, d'ordre et de prospérité. »

### L'ENQUÊTE DE LÉON HARMEL (1883)

Après avoir vu la corporation naître dans l'esprit de La Tour du Pin et conquérir difficilement à la faveur des événements son droit de cité dans l'Œuvre, après avoir considéré ce qu'elle pouvait représenter pour un catholique réfléchi aux tendances sociales comme La Bassetière, il nous reste à voir le point de vue des principaux intéressés, les patrons eux-mêmes.

Il nous est bien connu, grâce aux réponses faites à un questionnaire qu'Harmel avait rédigé à la fin de 1882 et que la commission industrielle adressa à tous ses correspondants au début de 1883. Le procédé n'était pas nouveau, Harmel ayant rédigé et envoyé auparavant un questionnaire sur la situation morale et matérielle des ouvriers à l'étranger.

Cette fois le questionnaire interrogeait les correspondants sur deux ordres de questions : la condition locale du prolétariat et l'établissement du régime corporatif dans la grande industrie. La commission n'expliquait pas cette juxtaposition des deux sujets. On voit bien en effet la pensée d'Harmel ; il attend de ses correspondants une première réponse qui sera le diagnostic de la misère et de la révolte ouvrière, le grand drame du XIX<sup>e</sup> siècle, et une seconde réponse pour apprécier la valeur des remèdes qu'il suggère, renseigner le comité sur les possibilités pratiques d'application, lui signaler les écueils à éviter, les encouragements et les réformes à apporter.

Le questionnaire commence par définir le prolétaire : « Si nous entendons par prolétaire l'homme qui ne possède pas de moyens d'existence assurés en échange de son travail et qui se trouve par suite dans cet état instable où il n'existe plus ni tradition, ni esprit de famille, ni responsabilité, quelles en sont les causes ?... Quelle issue prévoyez-vous à la question sociale dans votre contrée ? » Suivent des questions sur le progrès du socialisme, sur l'Internationale, etc <sup>1</sup>.

« Le vrai remède ne vous paraît-il pas la restauration de la vie chrétienne dans l'individu, dans la famille, dans la profession ! Les deux moyens les plus puissants qui sont accessibles aux patrons sont : le

1. Le socialisme gagne-t-il du terrain ?

Le socialisme est-il athée, anti-religieux ? N'est-il en vérité que le matérialisme poussé jusqu'au bout ?

Le socialisme si puissant pour la destruction a-t-il un plan pour la reconstruction ?

L'internationale est-elle influente dans votre contrée ? Sur quelles forces les conservateurs peuvent-ils compter pour relever la société ?



patronage (nous entendons par ce mot l'accomplissement des devoirs de paternité sociale) et l'association (association morale et matérielle comprenant les patrons et ouvriers stimulant l'initiative de part et d'autre) ! Ces deux moyens combinés, que nous appelons le régime corporatif, sont-ils essayés dans votre pays sous l'influence religieuse ? Le questionnaire demandait ensuite si ce régime était possible dans les contrées des correspondants. Il se terminait sur cette question : « Pensez-vous qu'on puisse arriver à une concurrence chrétienne et loyale et remédier ainsi aux résultats désastreux de la guerre païenne et sauvage que se font les industriels entre eux ? »

Nous ne savons, ni combien d'exemplaires de ce document furent adressés, ni combien de patrons répondirent. Dans ses procès-verbaux, la Commission Industrielle publia une réponse *in extenso* et des extraits de deux autres, outre un résumé très laconique de l'enquête, lequel permet d'écarter de se faire une idée très nette des conditions locales dans lesquelles la corporation devait naître. Néanmoins, à l'aide des réponses inédites dont nous avons pu prendre connaissance, nous arriverons à établir approximativement ce que fut l'accueil du pays à l'institution prônée, et nous tenterons d'esquisser une géographie de ces conditions. Car ce sont précisément les détails locaux qui donnent tout leur sens aux réponses obtenues <sup>1</sup>.

Nous ne retiendrons ici que les réponses à la question sur l'établissement du régime corporatif et à l'entente entre patrons.

A Troyes <sup>2</sup> l'accueil n'est pas défavorable : « Il est possible, écrit le correspondant E. Hoppenot, que l'association morale et matérielle reliant patrons et ouvriers réussirait dans certaines industries. Rien dans ce genre, croyons-nous, n'a encore été fait dans nos contrées. L'essai pourrait être fait plus efficacement chez les patrons employant des hommes, que dans ses manufactures où travaillent des femmes et des enfants dont le séjour est irrégulier et de peu de durée le plus souvent. »

Après avoir mis en lumière cette stabilité du personnel comme une caractéristique nécessaire au régime corporatif, le correspondant ajoute : « Quant à l'union entre patrons de la même industrie, elle est possible et se pratique assez souvent dans certains cas déterminés : démarches collectives, syndicats, commissions pour obtenir un but bien défini (le relèvement des droits protecteurs par exemple). Aller plus loin dans cette voie ne semble possible que dans les industries simples,

1. Un paquet de ces réponses a été découvert dans les papiers d'un membre de l'Œuvre, Urbain Guérin, qui était à l'époque secrétaire de la Commission Industrielle. Il ne contient que dix-sept réponses, ce qui paraît peu, même en supposant que la majorité des correspondants n'aient pas donné leur opinion. Rappelons qu'en 1875, le nombre des correspondants était évalué à 500. D'autre part, la lettre citée *in extenso* dans un des procès-verbaux n'y figure pas. Par contre, les deux textes dont nous possédons les extraits, sont compris dans ces dix-sept lettres, et leur énumération sur la chemise, faite sans doute à l'époque par Guérin, comprend ces mêmes lettres, plus une. Mais ces lettres, sont trop différentes, tant dans leur origine que dans leur contenu pour nous permettre de délimiter les régions où la corporation chrétienne était appliquée au début de 1883.

2. Lettre de E. HOPPENOT, 18 avril 1883.

s'appliquant à des produits absolument identiques. L'entente sera difficile du moment qu'une industrie, comme celle des tissus par exemple, comporte des spécialités. » Et pour souligner la valeur de ses dires, il conclut : « Ces réponses me sont inspirées par les manufacturiers de notre pays qui ont reçu le questionnaire et aussi par mon opinion personnelle qui est conforme à la leur. »

Au total l'idée est bien accueillie, le terrain n'est pas défavorable, et certaines pratiques existantes amorcent même l'action à entreprendre.

A Reims <sup>1</sup>, il en va tout autrement ; le correspondant Pelletereau-Villeneuve le dit brutalement : « L'association matérielle et morale comprenant les patrons et les ouvriers n'a aucune chance de réussir en ce moment dans notre ville par ce simple motif, qu'aucun patron, même les patrons catholiques, n'ont envie d'essayer. » Pour lui, il faudrait la suspension du travail de l'homme, quatre-vingt-dix minutes à midi et l'arrêt de celui de la femme le samedi à partir de midi, la constitution d'institutions économiques par les patrons et la création de syndicats professionnels mixtes. « En ce qui touche l'entente, nous ne voyons pas comment on pourrait l'établir en ce moment », et il note la concurrence ardente sévissant aussi bien chez les négociants de tissus que chez ceux en vin.

A cette opinion peu encourageante, le correspondant de Charleville <sup>2</sup> apporte une brève mais totale confirmation : « L'état des esprits est tel chez les patrons entr'eux, qu'on ne croit guère à la possibilité d'une entente pour établir le régime corporatif. Tout concurrent est un ennemi ou à peu près. »

A Saint-Dizier <sup>3</sup> le correspondant note un certain effort en faveur des ouvriers, notamment par le développement des cultures maraîchères. Mais une action collective et catholique des patrons lui paraît impossible.

On voit donc que dans ce groupe du Nord-Est, à la seule exception de Troyes, les opinions sont négatives. Et la même raison revient sans cesse, à savoir que les conditions de lutte économique ne s'accommodent pas des conditions d'entente que présuppose le régime corporatif.

Passons dans le Nord. A Tourcoing <sup>4</sup> les conditions sont meilleures par le fait qu'il existe nombre de patrons bien disposés à l'égard de leurs ouvriers et profondément pénétrés de christianisme, ce qui fait écrire au chanoine Fichaux : « Il résulte de l'état actuel des choses, que si des circonstances favorables venaient à notre aide, et un courant chrétien s'accroissait, nous aurions des éléments de vie chrétienne active et aussi de vie sociale. Cependant, dans la disposition actuelle des esprits, à moins d'influences puissantes et d'entraînements décisifs, le cours des choses tendrait plutôt à la reconstitution d'un patronat bien-

1. Lettre de PELLETIEREAU-VILLENEUVE, s. d.

2. Lettre de L. DELOZANNE, s. d.

3. Lettre de LEMONT, 7 août 1883.

4. Lettre du chanoine FICHAUX, 6 avril 1884.

veillant et respecté, du moins dans la grande industrie. Il faut ajouter d'ailleurs que l'ouvrier professionnel avec une capacité définie et un effort d'intelligence soutenue, n'existe plus guère et qu'il est noyé dans le flot des ouvriers routiniers qui n'ont d'autre supériorité que celle d'une habitude plus longue ou d'une plus grande dextérité. Les ouvriers deviennent comme des rouages annexes des rouages de leurs machines, rouages spontanés mais inintelligents. *La vie personnelle disparaît.* Ce sera toujours le grand obstacle au rétablissement d'associations ou corporations.» Cette réponse signifie que pour l'auteur, le rôle de l'ouvrier dans la corporation est celui d'une adhésion active et d'une présence agissante, l'une et l'autre étant incompatible avec cette sorte d'inertie qu'il signale. Il n'y a pas de réponses pour Lille ou Roubaix, mais nous pouvons admettre que la réponse eut été la même étant donné que le chanoine Fichaux était l'aumônier de l'Association des Patrons du Nord et entretenait des rapports constants avec les patrons de ces deux villes.

Le correspondant de Lens <sup>1</sup>, désireux d'établir l'institution dans les usines a rencontré de bonnes paroles, sans plus : « Pour Lens, écrit-il, le directeur M. Bollaert, qui demeure à Lens, est un homme religieux, mais craintif. J'ai eu des rapports avec lui pour fonder l'Œuvre dans les mines et il était tout à fait d'accord avec moi pour le principe, mais quant à l'exécution il avait peur de se créer des difficultés et n'a voulu rien faire. A Nœux, le directeur, M. Agniel est également animé de sentiments parfaits, mais même crainte de se compromettre. A Bruay, tout le personnel est mauvais. » Il indique comme offrant plus d'espoir, Courrières, Béthune et Marles.

Aucune réponse pour la région parisienne proprement dite. Un correspondant, après avoir indiqué les difficultés en Seine-et-Marne <sup>2</sup> conclut : « Le petit nombre de patrons chrétiens rend bien difficile, en dehors de l'action des cercles catholiques, l'organisation d'un régime corporatif. L'égoïsme professionnel ne sera détruit que difficilement même après un commencement de restauration chrétienne. » De nouveau nous voyons sévir la concurrence professionnelle.

Si avec Rennes <sup>3</sup> nous abordons l'Ouest, nous trouvons sous la plume du docteur Petit, ardent apôtre de l'Œuvre, un sévère réquisitoire contre les patrons. « Le patronage, écrit-il, si les patrons de notre ville cessaient de mal le comprendre et de le négliger, serait un irrésistible moyen de faire la pacification sociale. Cette pacification pourrait alors se consolider et s'affermir par l'association. Quant à celle-ci, malgré les difficultés que lui oppose la loi actuelle pour nous qui n'avons plus de cercle, nous sommes certains qu'avec du temps et de la peine nous arriverions à grouper un nombre respectable d'ouvriers. *Mais nous ne pouvons réveiller les patrons* : vainement avons-nous pénétré avec armes

1. Lettre de DE ROUQUIÈRES, 1<sup>er</sup> décembre 1883.

2. Lettre d'E. BERNARD à Aubervilliers, 20 mars 1883.

3. Réponse du D<sup>r</sup> PETIT, avril 1883 (C'est lui qui souligne).



et bagages dans un cercle catholique composé de plus de *cent patrons* à Rennes, nous n'avons pu obtenir que le mot « impossible » pour toute réponse, aussi avons-nous entendu aux dernières réunions de ce cercle de patrons les râles de son agonie : il meurt de froid.

« Le régime corporatif, pour être accepté dans nos contrées, devait rencontrer avant tout des patrons consentant à lui ouvrir la porte ; tout est là. Les ouvriers en veulent. Ils ne savent pas comment ils le prendront, ils sont ignorants sur ce point et cherchent peu à s'instruire ; mais si on le leur proposait, et que les patrons l'acceptassent, ils marcheraient dans cette voie, surtout s'ils espéraient y trouver des satisfactions matérielles de leurs intérêts (je constate un fait). Quant à arriver à une certaine entente entre les concurrents d'usines similaires, cela nous paraît impossible pour le moment. D'ailleurs dans l'état politique du pays, une concurrence chrétienne et loyale serait immédiatement abattue sans pitié par deux ennemis communs : les industriels protégés par le gouvernement qui leur octroie des monopoles tyranniques, les autres patrons et les industriels libéraux qui connaissent plus l'envie et l'avarice que la générosité.

« Nous ne croyons possible, conclut-il, que de préparer de loin les idées en propageant les doctrines de l'Œuvre jusqu'au jour où le gouvernement actuel aura fait place à celui de Dieu. »

Lettre intéressante où nous voyons intervenir l'économie libérale contre le régime corporatif et exprimer le souhait d'une solution monarchique que l'on attend du comte de Chambord.

Eugène Blard, industriel à Varengeville-sur-Mer <sup>1</sup> et correspondant de l'Œuvre, écrit que la question ouvrière a été sa préoccupation de chaque jour, que la religion et ses ministres sont respectés, le repos du dimanche observé, bref tout le possible a été fait dans son usine.

Optimisme, cette fois à Angers <sup>2</sup>. « Le meilleur moyen d'arriver au but me semble être dans le rétablissement des corporations et des confréries se conformant à l'état actuel du travail. Nous obtenons sous ce rapport-là des résultats merveilleux avec la confrérie N.-D. de l'Usine. Nous avons déjà une trentaine de zélateurs et zélatrices — plus de zélateurs que de zélatrices — qui forment dans quelques usines un noyau de choix et profondément chrétien, appelé à fournir des conseils d'usine dans la corporation quand il sera possible de la fonder. »

Le correspondant de Laigle <sup>3</sup> au contraire s'écrit : « Nous ne connaissons pas d'usine où le régime corporatif ait chance d'être appliqué actuellement dans notre contrée. »

Dans l'Ouest, trois réponses sur quatre sont favorables à la corporation et la dernière n'est pas hostile au principe. Mais deux sur quatre constatent que le personnel dirigeant n'est pas en mesure d'instituer le régime corporatif.

1. Lettre d'Eugène BLARD, 11 avril 1883.

2. Lettre de L. LEBRETON, 19 mars 1883.

3. Lettre de BARBÉ, 21 mars 1883.

A Bagnères-de-Bigorre <sup>1</sup> un représentant régional ayant toute la confiance du Comité de l'Œuvre, le comte de Puységur, met en route un mouvement corporatif. Cette fois c'est une réalisation pratique longuement décrite. « Avec notre population ouvrière, conclut-il, sédentaire et généralement chrétienne au fond, nous trouvons peu de résistance de la part de l'ouvrier lui-même, mais nous avons beaucoup à lutter contre l'excitation venue du dehors et entretenue dans un but politique. » La corporation de Bagnères a été instituée dans deux usines par leurs patrons sous la direction de Puységur.

A la Grand-Combe <sup>2</sup> les tendances sociales existent et permettent d'envisager la formation d'une corporation. A Millau « le régime corporatif est impossible dans nos contrées, la méfiance ou la haine de l'ouvrier sera toujours un obstacle infranchissable. » <sup>3</sup>. D'ailleurs le questionnaire n'a pu être remis au syndicat de patrons à cause de l'élément protestant qui domine.

A Marvéjols <sup>4</sup> bourg agreste et montagneux de Lozère, le régime corporatif serait l'expression, dans les institutions, d'un état de fait : « En général la bonne harmonie règne entre nos ouvriers et leurs patrons, les uns ne sont ni tracassiers, ni bien exigeants, les autres ont assez bon esprit, ce qui met une certaine cordialité dans les rapports. En outre, dans notre petit centre industriel, le patron vit beaucoup plus près de l'ouvrier que dans la grande industrie. » Ayant montré tous les aspects de cette situation, l'auteur poursuit : « Il y aurait donc bien moins à faire chez nous que dans d'autres régions pour établir l'association que poursuit l'Œuvre. Et je crois que les patrons y seraient d'autant mieux disposés qu'ils en feraient partie intégrante, et que dès lors le régime corporatif ne serait plus celui qui existait autrefois.

« Ici ou ailleurs, je connais des patrons bien intentionnés qui craindraient, en prêtant la main au rétablissement de l'ancien système corporatif, de porter atteinte à ce qu'on est convenu d'appeler la liberté du travail, tandis que, avec l'entrée des patrons dans l'association, aucune de ces fâcheuses conséquences n'est à redouter. La présence des patrons, gage d'union et de prospérité, devient au contraire le plus ferme appui de l'association et nul doute que le régime corporatif ainsi étendu réunisse tous les suffrages parmi les chefs d'atelier gagnés à la cause de l'Œuvre. Les patrons se voyant plus souvent, par suite des réunions plus ou moins fréquentes que nécessiterait le fonctionnement de l'association, apprendraient à se mieux connaître, à se juger plus favorablement les uns les autres et le premier résultat de leurs efforts en commun pour améliorer le sort des ouvriers serait de tempérer l'ardeur souvent outrée, dans la fabrication et le placement de leurs produits. »

Le patron d'une usine chrétienne, à Gudaner <sup>5</sup> (Ardèche), apporte

4. Lettre du comte de PUYSEGUR, 20 novembre 1883.

2. Lettre de l'abbé FABRE, curé de Grand-Combe, 17 mars 1883.

3. Lettre de COURTINES, 2 avril 1883.

4. Lettre de Paul MEUSTU, 22 mars 1883.

5. Lettre d'Ad. DE LIMAIRAC, mars 1883.

au questionnaire des réponses vécues. La corporation dans l'usine, doit réunir les quatre conditions suivantes : un groupe d'ouvriers attachés à une même exploitation, dans ce groupe deux ou trois ouvriers assez intelligents et assez influents pour entraîner leurs camarades ; un endroit commode où le patron puisse être en relations constantes avec ses ouvriers, et enfin un patron susceptible, de concert avec le curé de la paroisse, de prendre une telle œuvre à cœur.

Du même département, l'Œuvre reçut une communication du directeur de l'importante usine de Lafarge, Auguste de Pavin de Lafarge <sup>1</sup>. Le caractère de cette réponse, ses aperçus économiques et sociaux lui valurent d'être publiée *in extenso* dans le Bulletin de la Commission Industrielle. L'auteur note : « Le régime corporatif au premier degré, c'est-à-dire dans l'usine, constitué au moyen d'un patrimoine commun n'est pas essayé dans notre pays sous aucune influence. Nous croyons que c'est ce qui manque le plus à notre organisation ouvrière de l'usine de Lafarge et notre intention est d'intéresser l'ouvrier, placé dans une certaine condition, à nos bénéfices. Quant à l'association morale entre le patron et l'ouvrier, elle existe et fait un grand bien. » Passant à l'aspect général du problème, il remarque : « Tous les patrons sont-ils désireux d'être aimés de leurs ouvriers et les aiment-ils ? Non certes. Pouvez-vous demander à un capitaliste de Marseille de faire du bien et de se gêner pour des ouvriers habitant Paris ?

« Dans la plupart des cas, le patron ne s'occupe pas directement de son usine qu'il confie à des employés intéressés et irréguliers.

« Dans les sociétés anonymes si nombreuses aujourd'hui et inconnues autrefois, il n'y a même pas de patron.

« Pour nous, donc, le régime corporatif pratiqué librement par l'industriel est une utopie ; il faut l'intervention de l'État dans certaines questions et dans les autres, la liberté encouragée et récompensée de façon à ce que l'industriel puisse faire chez lui certaines œuvres. » La conclusion de la lettre est empreinte d'une certaine mélancolie : « Nous craignons de tomber, nous aussi, dans des utopies chrétiennes, aussi irréalisables que celles des socialistes athées. De même qu'il y aura toujours des pauvres dans la société, il y aura des méchants, et, quelque loi que l'on fasse, on ne pourra jamais se défendre du mauvais patron et de l'ouvrier socialiste. »

Le correspondant d'Annecy <sup>2</sup> constate qu'en Savoie aucun essai n'a été entrepris. L'action du clergé sur les ouvriers est favorisée, le repos dominical observé. Il ne lui paraît pas facile de réaliser une transformation, car l'anonymat des compagnies s'oppose à une action directe du patron sur l'ouvrier. Celui-ci est apathique (nous retrouvons là le correspondant de Tourcoing) et préférera longtemps le *statu quo* à un régime où il aurait à faire état d'administration et de prévoyance. D'autre part le travail du mari étant séparé de celui de la femme, on

1. *Bulletin de la Commission Industrielle*, 15 mai 1883, p. 12.

2. *Lettre* du 24 mars 1883 (non signée).



atteindrait difficilement à la bonne constitution de la famille industrielle. Aussi l'entente lui paraît impossible. Notons cependant qu'un fait de nature à encourager la tentative est la persistance des fêtes corporatives.

A Roanne <sup>1</sup> c'est un industriel catholique éminent, Eugène Dechelette qui répond : « Le régime corporatif n'est pas très facile à établir parce que notre industrie ne se prête pas à ces catégories de la corporation, il n'y a pas de maîtres et par là même d'apprentis, mais assurément les patrons pourraient avec de la bonne volonté et du *dévouement personnel* reconstituer la famille industrielle. Nous avons bien deux ou trois patrons bien disposés mais cela ne suffit pas, il faut une charité que je n'ai point, le tout premier. »

La réponse d'Avallon <sup>2</sup> oppose à l'application du régime corporatif la dissémination de la main-d'œuvre dans les usines à ciment dont le personnel se divise en carriers, travaillant à 3 ou 4 kilomètres de l'usine et n'ayant avec elle que peu de rapports, et ouvriers de fabrique travaillant à l'usine mais habitant dans un vingtaine de villages. Ajoutez à cela qu'une partie importante des ouvriers sont des Italiens vivant tout à fait en dehors des coutumes locales : « Au point de vue corporatif il est difficile d'exercer une influence sérieuse et il me semble que chaque patron doit se borner dans sa sphère à exercer l'influence morale que lui dicte sa conscience. » L'auteur de cette réponse ne croit plus à l'entente.

Et voici pour achever ce tour de France, l'opinion du maître de forges de Morvillars <sup>3</sup>, Léon Viellard : « Le régime corporatif chrétien n'est pas applicable, presque toutes les usines appartenant à plusieurs propriétaires divisés d'opinions politiques et religieuses. On ne peut apprivoiser la concurrence entre les usines que par des associations ou syndicats industriels ainsi qu'il en existe déjà un certain nombre dans l'Est de la France. Ce que vous nommez « concurrence chrétienne et loyale » est impossible à réaliser par des moyens moraux ; il faut des associations commerciales régulières. »

Si nous considérons maintenant l'ensemble de ces réponses, il nous apparaît difficile de dire que telle région est favorable au régime corporatif et que telle autre lui est hostile. Précisément, le voisinage géographique d'opinions opposées est caractéristique.

Dans l'ensemble, les correspondants ne se déclarent pas hostiles au régime corporatif. Seulement, beaucoup d'entre eux n'en croient pas la réalisation possible.

Or, si nous éliminons des objections non dépourvues de valeur, certes, mais secondaires, voire techniques (celles ayant trait à l'éparpillement du personnel, ou à la séparation des ménages) on peut ramener à trois les difficultés de principe à surmonter.

La première, de beaucoup la plus fréquente, vient de l'état d'esprit

1. Lettre d'Eugène DECHELETTE, 22 mars 1883.

2. Lettre des Établissements PRÉVOST à Vassy, 16 mars 1883.

3. Lettre de Léon VIELLARD, 13 mars 1883.

des patrons. Ils nous apparaissent divisés entre eux, concurrents impitoyables, indifférents à des réformes de structure, parfois léthargiques et presque toujours sans compréhension devant le projet qu'on leur soumet. Rien de plus expressif à cet égard que la lettre du Docteur Petit.

La seconde objection, très fréquente aussi, vise les lois essentielles de la fabrication et de la vente. Beaucoup de correspondants considèrent comme impossible un accord contraire à cette dure loi de la concurrence, c'est-à-dire en dernière analyse au régime libéral. Et Auguste Pavin de Lafarge a été jusqu'aux ultimes conséquences de cette impossibilité en faisant allusion à l'intervention de l'État. Les hommes de l'Œuvre en viendront là eux aussi petit à petit. Mais si, de fait, on ne conçoit pas une entente sur le plan national hors de l'intervention de l'État, il n'est pas exclu que des ententes régionales puissent s'instituer par le travail en commun des chefs d'entreprises similaires, et le correspondant de Marvéjols indique très justement que cet heureux résultat pourrait sortir de contacts répétés, mais cela implique à la base un changement de la mentalité patronale.

Enfin une troisième objection de principe, indiquée par deux correspondants, fait ressortir l'indifférence ouvrière. Si l'hostilité patronale à l'égard de la corporation doit être remplacée par une compréhension bienveillante et active, cela ne servirait à rien devant une classe ouvrière ignorant l'institution ou n'y adhérant que du bout des lèvres. De même que l'Église demande au chrétien de vivre sa foi, le succès du régime corporatif exige que l'ouvrier « vive la corporation » et la conçoive selon le mot de La Bassetièrre, comme sa « propre maison ».

La conclusion de l'enquête sur ce point indiquait donc la nécessité impérieuse de créer dans le patronat, et jusqu'à un certain point dans le monde ouvrier, un climat nouveau. Cette conclusion ne ressort pas dans les procès-verbaux de la Commission Industrielle. Avec laconisme, celle-ci se borna à constater : « nos correspondants nes'arrêtent pas longuement à la question de savoir s'il est possible d'appliquer dans toutes les usines les associations qui ont de si admirables résultats au Val-des-Bois. Ils semblent laisser le soin de cette initiative aux directeurs d'usines et de manufactures » <sup>1</sup>.

Un mois <sup>2</sup> après l'assemblée générale de 1883 où furent dépouillées ces réponses, Léon Harmel était nommé adjoint au chef de la II<sup>e</sup> section pour la propagande industrielle et secrétaire général de la Commission Industrielle. Il remplaçait à ce poste un industriel de Saint-Chamond, Camille Thiollière, esprit très ouvert aux questions sociales et auteur d'essais intéressants dans sa propre usine, mais dont le rayonnement ne souffrait aucune comparaison avec celui de Harmel.

L'apôtre de l'usine arrivait là avec la volonté de créer dans le patronat français un grand mouvement en faveur de la corporation. Dès le

1. *Bulletin de la Commission Industrielle*, 15 mai 1883, p. 10.

2. P.-V. du 27 juin 1883.

mois d'août, il écrivit à chaque correspondant de l'Œuvre pour le prier de le tenir mensuellement au courant de ses efforts.

Ainsi débutait une phase nouvelle de l'expansion de l'Œuvre des cercles et de la corporation. Propagande essentiellement patronale durant les premières années, elle s'étendra très vite aux ouvriers.

Nous retrouverons plus loin cet effort, issu en droite ligne de la consultation de 1883.

#### PREMIÈRES RÉALISATIONS CORPORATIVES

Si nous n'avons trouvé dans la grande industrie que des ébauches de plans pour établir la corporation, il n'en va pas de même des « Arts et Métiers », nous dirions aujourd'hui de l'artisanat. Ici c'est d'associations vivantes qu'il faut parler.

En même temps qu'il prenait part aux débats sur la corporation, M. Maignen s'était lancé dans une analyse très poussée de l'institution sous l'ancien régime. S'il n'était pas favorable à la transformation du cercle en corporation, il pensait, par contre, que le régime corporatif convenait mieux à l'organisation sociale que le régime libéral. Très vite il songea à associer à ses travaux quelques hommes de métier patrons et membres du Cercle Montparnasse, pour la plupart. Ils se réunirent pour la première fois le 21 janvier 1877 (date voulue, symbolique de la Contre-Révolution). Après onze mois d'études, leurs recherches aboutirent à une « Déclaration » signée de plus de trente patrons et d'une centaine d'ouvriers <sup>1</sup>.

La Déclaration rappelait longuement le mal fait aux travailleurs par les lois contre les corporations et proclamait : « Le rétablissement des corporations professionnelles est l'unique moyen de réparer les préjudices que la Révolution a causé aux vrais intérêts des travailleurs. » A l'exposé des principes était joint un projet de décret « pour le rétablissement du droit corporatif ». Les seize articles stipulaient que la corporation, libre, reconnue d'utilité publique, unirait les maîtres et ouvriers de même industrie sur le plan cantonal ou départemental, qu'ils appartenissent à l'agriculture, aux arts et métiers ou à l'industrie. L'entrée en est soumise à examen. L'objet confectionné porte sa marque. Elle a ses gardes, ses apprentis formés par ses maîtres agréés. A côté du maître agréé, l'ouvrier ayant satisfait aux examens, mais n'étant pas en mesure de s'établir, aura les mêmes droits professionnels avec le titre d'ouvrier-maître. Les gardes de la corporation veilleront sur l'observation des règlements, tandis que les assemblées corporatives régleront à l'amiable le taux des salaires et le tarif des travaux entre patrons et ouvriers. Pour compléter la physionomie de ce projet, retenons deux articles.

Article XII : « La profession acquise par des études particulières ou par

1. Charles MAIGNEN, *op. cit.* Livre second, chapitre IV intitulé « La Déclaration des patrons chrétiens ». Le chapitre entier est consacré à cette déclaration. M. Charles Maignen y attache une grande importance.



un temps d'apprentissage déterminé, dont la constatation sera établie par un brevet délivré après examen, chef-d'œuvre ou expérience, constituera en faveur des travailleurs une propriété professionnelle, reconnue par l'État et jouissant des garanties qui protègent les autres propriétés. »

Article XVI : « L'État créera un ministère du Travail secondé par un conseil supérieur formé par les syndics les plus notables des corporations et destiné à régler les questions qui concernent le travail et les travailleurs. » Quelques mots à la fin exprimaient le sentiment que, les cercles catholiques aidant, la grande famille des travailleurs commençait un retour vers ces croyances « cause première de la durée des bienfaits des anciennes corporations ».

Sauf cette allusion, le texte était purement laïque, ce qui faisait écrire à La Tour du Pin : « Je voudrais vous voir ne pas le (principe chrétien) traiter comme les mouches qu'on sert à côté de la soupe au lieu de les mettre dedans. »

La corporation de Maignen, organisme presque officiel sur un territoire étendu, avec de vastes pouvoirs et sans caractère religieux accusé, apparaît donc très différente de celle d'Harmel, privée, géographiquement restreinte, et essentiellement catholique.

Ce manifeste est intéressant car il contribue à donner une certaine cohésion aux patrons des arts et métiers, ainsi rassemblés et devenus la « Réunion des patrons chrétiens de Montparnasse ». Rappelons le jugement porté par l'abbé Ch. Maignen sur son œuvre : « Cette réunion — dont les séances se tenaient une fois par mois au Cercle Montparnasse, ne se bornait pas à des études purement théoriques. Trois ans à peine après sa fondation, elle avait créé ou réformé complètement cinq ateliers chrétiens, dirigés par des patrons de la réunion et composés uniquement d'ouvriers faisant partie des Cercles ou des patronages <sup>1</sup>. »

La Réunion des patrons avait utilement contribué à la fondation puis au développement de la « Commission des Arts et Métiers » constituée près du Comité général de l'Œuvre au début de 1878. La différence entre les deux organismes était dans le caractère essentiellement local du premier, dont le recrutement était restreint à la moitié rive gauche de Paris.

Parallèlement à cet effort de groupement et d'organisation patronale, Maignen répartissait en sections professionnelles, les ouvriers des Cercles et patronages appartenant aux professions du vêtement, du bâtiment, des arts industriels (de l'ameublement à l'article de Paris) et des métaux, et ce, à l'exclusion des manœuvres, journaliers et domestiques. Ces sections vont constituer le réservoir où puiseront les associations professionnelles de Paris <sup>2</sup>.

1. Ch. MAIGNEN, *op. cit.* Livre second, chap. VIII : « Les Associations professionnelles ». Ce chapitre est le seul sur les associations. Il contient des indications précieuses mais un peu dispersées. Nous avons tenté à l'aide des procès-verbaux d'ordonner et de compléter le tableau de ces premières corporations.

2. *Compte rendu*, Assemblée générale 1877.

En province, le groupement des patrons avait connu un essor important dont Milcent exposa les grands traits à l'assemblée générale de 1877<sup>1</sup>. N'existant pas lors de l'Assemblée de 1876, les réunions des patrons sont près de quarante au bout d'un an. Les unes ont adopté de prime abord un caractère religieux marqué, telles celles de Toulouse, Vannes, et Versailles. Les patrons se sont proposés statutairement : de veiller à la conservation et au développement des principes religieux et de bonnes mœurs de leurs ouvriers, comme ils voudraient que l'on fit pour les membres de leurs propres familles ; d'établir une bonne discipline dans leurs ateliers ; d'interdire les blasphèmes et les propos licencieux ; de renvoyer l'ouvrier qui travaille à corrompre les autres ; d'agir en bon père de famille avec l'ouvrier et notamment l'apprenti et de ne jamais faire travailler le dimanche et les fêtes d'obligation sans l'autorisation de l'Église. La réunion de Toulouse compte cent cinquante patrons. Elle s'assemble souvent au Cercle. A Lille, Maubeuge, Tourcoing, le but n'a pas été précisé de la même façon, mais on constate un accord chez quelques-unes d'entre elles sur les points suivants : arrêt du travail à l'usine vers le milieu de la journée les samedis et veilles de grande fête ; versement de la paye le vendredi matin au lieu du samedi soir ; séparation des sexes dans les ateliers ; instructions religieuses données aux ouvriers à certains jours déterminés.

A Paris, après de longs efforts, quelques « réunions » furent établies près des conseils de quartier. Les patrons s'engageaient à assister aux séances importantes du Cercle pour montrer aux ouvriers l'intérêt qu'ils leur portaient, à accepter de placer les ouvriers recommandés par le directeur et enfin à étudier les questions portant sur l'amélioration morale de l'ouvrier.

Notons qu'à Paris la vitalité de la réunion du Cercle Montparnasse lui amena tous les patrons de la rive gauche tandis que sur la rive droite une ou deux réunions subsistèrent.

Milcent conclut son rapport en ces termes : « Un seul pas resterait à faire : il faudrait que le comité fût composé de patrons, et le cercle, d'ouvriers exerçant le même métier. Ce serait le cercle professionnel. On a souvent répété que l'Œuvre ne prendrait un véritable essor que le jour où les questions de métier pourraient être traitées entre patrons et ouvriers : un tel résultat ne sera possible que le jour où le cercle professionnel sera constitué. »

De fait, les patrons travaillant dans le cadre de leurs réunions, les ouvriers dans celui de leurs cercles, il ne restait plus qu'à établir le trait d'union, le caractère professionnel étant respecté.

Le 2 mars 1879, l'Association professionnelle catholique des imprimeurs-libraires, relieurs, brocheurs de Paris tenait sa première assemblée au cercle Montparnasse, sous le patronage de l'Université catholique<sup>1</sup>. Maurice Maignen y occupait les fonctions modestes, mais centrales, de secrétaire-archiviste. Un atelier chrétien, dit de Saint-Générosus, dont

1. P.-V., 19 novembre 1879.

le patron s'appelait Mersch, fondé depuis 1876, avait fourni les premiers éléments. L'association était composée de trois branches fondamentales : un comité d'honneur, des patrons et des ouvriers. Dans cette séance constitutive on compte 11 membres d'honneur, 10 patrons et 34 compagnons. Arrêtons-nous un instant sur cette structure tripartite. Le comité d'honneur n'est pas là pour garantir de l'autorité de ses noms, le sérieux et l'honnêteté de l'association naissante ; non, il occupe dans la pensée du Comité une fonction arbitrale sans laquelle on ne peut concevoir l'association ; en outre, il assume la majeure partie du travail de gestion. Les articles des statuts ne laissent aucun doute à cet égard. Ici on lit : « Un Comité de membres honoraires, choisis en dehors du métier, forme l'un des groupes du conseil syndical, assiste à la séance et prend part, avec voix délibérative, à l'administration du patrimoine corporatif et aux débats qui pourraient s'élever entre patrons et ouvriers <sup>1</sup>. »

Et ailleurs : « Le comité d'honneur est le lien qui unit les divers éléments de l'association, dont il a le devoir d'assurer l'existence et de maintenir l'idée première, en veillant à ses intérêts moraux et matériels. Il a pour principale mission de protéger le travail chrétien en signalant les maîtres et les ouvriers de l'association à la clientèle catholique. » Et encore : « Le comité d'honneur à la gestion des intérêts généraux de l'association. Il a la haute surveillance des institutions professionnelles et de prévoyance, il en centralise les fonds et veille à leur emploi conformément aux décisions du conseil syndical. Il pourvoit à l'exécution des mesures décidées par le conseil syndical dans les cas où les membres de ce conseil seraient empêchés par leurs devoirs d'état. »

Le conseil syndical des imprimeurs semble s'être mis très sérieusement au travail, ce qui n'a rien de surprenant avec un secrétaire comme Maignen. Il tenait ses séances tous les quinze jours, pour étudier les questions professionnelles, la création d'institutions en faveur de ses membres et préparer une exposition des travaux de patrons et d'ouvriers.

Nous trouvons ce détail significatif de l'ambiance qui régnait dans cette association : deux apprentis qui avaient encore une année d'apprentissage à faire ayant été jugés dignes par leur patron de passer ouvriers, celui-ci crut devoir renoncer à leur dernière année d'apprentissage. La réception des deux nouveaux ouvriers eut lieu avec solennité ; tout l'atelier fut à cette occasion convoqué à la messe <sup>2</sup>. Le 25 juin 1879, après certains délais et peut-être certaines difficultés, une seconde association se constituait, celle des orfèvres, joailliers, bijoutiers, horlogers et bronziers. M. Maignen en rédigea lui-même les statuts. Au début de l'hiver, elle célébra la fête de Saint Éloi ; l'impression générale fut excellente et « de nature à fortifier l'association ». De même que les impri-

1. *P.-V.*, 19 novembre 1879.

2. Ces détails figurent au *P.-V.* du 19 novembre 1879.



meurs se groupaient au Cercle Montparnasse, les orfèvres choisirent pour y honorer leur patron, le Cercle des Batignolles. Au départ, il y eut 2 patrons et 16 compagnons <sup>1</sup>.

L'année 1879 se termine sur ces deux fondations. Pourquoi, depuis le printemps, d'autres associations ne se sont-elles pas formées ? On pourrait penser que le comité voulait juger à l'œuvre celles existantes avant de passer à d'autres. Mais peut-être, dès ce moment, rencontrait-il une difficulté à trouver des hommes capables de les animer, auxquels, nous dit l'abbé Maignen, on demandait d'être « dévoués, intelligents, instruits, ou à tout le moins pouvant et voulant s'instruire des conditions de la vie ouvrière et des nécessités du travail moderne. » Albert de Mun n'écrivait-il pas à Maignen : « L'association des jardiniers est toute prête. Mais l'homme manque <sup>2</sup> ! »

Au cours de l'année 1880 nous voyons naître de nouvelles associations tandis que les premières se maintiennent. Quelques petits détails compléteront la physionomie de ce mouvement à ses débuts.

Le 9 mai, l'association des jardiniers était définitivement constituée. Le 26 mai, le comité décidait d'étendre à tout le territoire un embryon d'association de commis-voyageurs qu'essayait d'établir Costa de Beauregard. Disons tout de suite que cette association, minutieusement décrite à l'assemblée générale de 1881, ne dura pas et qu'à la fin de 1883, le Comité se vit saisir de nombreuses demandes tendant à la reformer <sup>3</sup>. Dans le courant de l'année, suivirent l'association des cordonniers et celle des ébénistes. Cette dernière eut son siège au cercle Saint-Antoine, le foyer de l'ébénisterie.

En décembre, deux nouvelles corporations apparurent, celle du bâtiment à Toulouse, présidée par M. de Carrière et celle des menuisiers et ébénistes de Nantes.

Toutes ces associations étaient placées sous la surveillance de la Commission des arts et métiers. Son président, l'ancien préfet Pihoret, informait en détails le Comité de leurs progrès. Le 28 avril 1881 <sup>4</sup>, il commença son rapport en ces termes : « La situation de ces associations est à peu de choses près ce qu'elle était l'année dernière. Elles se sont soutenues. Cependant il faut noter que leurs membres patrons et ouvriers désirent vivement qu'elles subsistent et ont dans leur utilité

1. P.-V. décembre 1879.

2. En limitant à ces deux-là l'énumération des associations au début de 1880, nous pouvons paraître en désaccord avec Charles Maignen, lequel cite à plusieurs reprises la corporation chrétienne des peintres verriers avec les deux autres sans cependant affirmer son appartenance à l'Œuvre des Cercles. A le lire, la question pourrait se poser. Mais le *Procès-Verbal* du Comité de l'Œuvre en date du 14 avril 1880 est formel sur ce point. Deux associations fonctionnent à cette date, les deux dont nous avons parlé ; trois autres sont en voie de constitution ; celle des ébénistes, celle des cordonniers et celle des horticulteurs. Quant à la corporation des peintres verriers, si elle a pu avoir une influence sur le mouvement, elle ne lui fut en aucune façon reliée et il n'en fut jamais question au Comité de l'Œuvre.

3. P.-V., 26 mai 1881 pour la fondation, et 3 octobre 1883 pour une nouvelle fondation.

4. P.-V., 28 avril 1881.

et leur avenir plus de foi que ne semblent en montrer les membres de la classe dirigeante <sup>1</sup>.

Le résultat le plus saillant acquis depuis un an est la formation d'une société de secours mutuels dans l'association des ébénistes, et peu après sa fusion avec celle déjà organisée par les orfèvres et celle que préparent les jardiniers. Désormais ces trois réunions font partie de la même société de secours mutuels. » Ouverte aux imprimeurs dont on espérait l'adhésion, cette société baptisée « La Famille » avait déposé ses statuts.

C'est l'œuvre maîtresse, notons-en le caractère interprofessionnel, prématuré sans doute, mais bien dans l'esprit de l'ordre social chrétien.

Chez les ébénistes comme chez les orfèvres, la loyauté dans l'exécution et la supériorité des produits sont garanties au public par le poinçon de l'association.

En outre, les ébénistes ont étudié la création d'un magasin dans lequel seraient exposés et vendus les produits de leur fabrication. 200 actions de 100 frs. ont été mises en souscription mais se p'acent difficilement ; 60 actions seulement l'ont été à cette date et si le comité d'honneur n'est pas aidé, il ne pourra seul venir à bout de la souscription. Les associations célèbrent toutes la fête de leur patron par l'assistance à la messe, Saint Jean Porte Latine pour les imprimeurs, Saint Éloi pour les orfèvres, Saint Crépin pour les cordonniers, Saint Fiacre pour les jardiniers, etc...

Après cet aspect constructif du bilan, venaient les déficiences. D'abord, le trop petit nombre de membres au Comité d'honneur qui recrute la présidence et quelques autres fonctions au bureau. D'où, conséquence naturelle, l'accumulation des charges sur quelques-uns. Pihoret le reconnaît : à l'exception du président, du secrétaire et du trésorier, presque tous les autres membres, fort peu nombreux du reste, donnent de trop rares témoignages d'intérêt ou de sympathie.

D'autre part, la propagande n'est pas assez active, et la protection du « travail chrétien » n'est pas assurée <sup>1</sup>. Enfin, aucune de ces associations n'a d'aumônier et c'est une lacune fort regrettable <sup>2</sup>.

De ces faiblesses il résulte que les imprimeurs, après avoir donné l'élan initial, paraissent vivre au ralenti, malgré l'intéressant projet d'organiser des cours de formation pratique. Les orfèvres, très unis, font des conférences, mais après avoir été les imitateurs de « La Famille », ils tendent à se laisser absorber uniquement par elle. Les ébénistes se réunissent régulièrement, mais leurs assemblées générales sont rares et sans vie, à part une conférence très remarquable sur l'ébénisterie au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Une crise intérieure paralyse les cordonniers ; quant aux jardiniers, si leurs réunions sont régulières, les manifestations font défaut, l'ensemble manque de vie.

1. Nous avons déjà fait et referons cette constatation : dans les entreprises de l'Œuvre des Cercles, la classe dirigeante fait défaut plus que les autres éléments constitutifs.

2. En effet, si les fabricants chrétiens étaient entrés plus nombreux dans la Corporation, la clientèle catholique aurait pu se fournir facilement chez eux et les favoriser.

3. P.-V., 28 avril 1881.

Et Pihoret de conclure à la stagnation des associations pour ces trois motifs : manque de rapports entre leurs présidents, manque d'aumôniers, manque d'intérêt et de la classe dirigeante.

Comme celle des commis-voyageurs, la plupart de ces associations disparurent très vite. Des cinq parisiennes, seule allait survivre celle des jardiniers.

Mais durant les années 79-83 elles éveillèrent de réels espoirs. Maignen les définissait : « les petits chefs-d'œuvre des arts et métiers » tandis qu'Albert de Mun écrivait à l'une d'entre elles : « Vous avez conquis un nouveau titre à mon affection par votre groupement professionnel. Votre corporation servira d'exemple à tous ces malheureux ouvriers qu'égarèrent des doctrines malsaines dont ils sont les premières victimes. Ils viendront tous à nous, j'en ai la ferme confiance, et ce sera votre honneur de leur avoir montré le chemin <sup>1</sup>. »

Il nous reste donc, en regardant une ou deux corporations d'aussi près que les documents le permettent, à vérifier dans quelle mesure cette appréciation pouvait être fondée.

Mais comme les rapports un peu détaillés dont nous avons retrouvé la trace dans les procès-verbaux du Comité concernent deux associations qui ont survécu, précisément parce qu'elles étaient sans doute les plus solides, le jugement que nous serons amenés à porter sur elles sera surestimé si on l'applique à l'ensemble.

L'association professionnelle catholique des horticulteurs-jardiniers nous apparaît <sup>2</sup> fin 1882, avec son bureau comprenant son président, absent une partie de l'année, son secrétaire, son trésorier, son bibliothécaire lequel assure les suppléances, et enfin son conseil syndical. Le rapport d'ensemble présenté au Comité de l'Œuvre le 10 janvier 1883 constate : « Le Conseil a rempli sa mission ». Certes, là comme aux autres associations, des membres trop éloignés ou trop occupés manquent aux séances, mais dans l'ensemble, le nombre des présents est suffisant pour valider les décisions prises. Un des syndics supplée, au moment présent, le trésorier. Deux autres suivent régulièrement les réunions de « La Famille », ce qui leur vaut d'en être nommés administrateurs. Les syndics devraient être réélus chaque année, mais « nous n'avons réélu que les syndics démissionnaires, l'association naissante nous semblait devoir profiter des forces péniblement réunies sans les exposer aux fluctuations d'élections renouvelées. L'association est encore bien fragile. Son comité d'honneur a presque doublé cependant, mais sauf quelques membres actifs qui ont payé de leur personne en assistant aux séances ou en donnant des conférences horticolas, « les membres d'honneur n'exercent pas dans l'association toute l'action possible et désirable ». Le rapporteur se demande si en les réunissant spécialement,

1. Albert DE MUN : *Lettre aux ouvriers du Cercle Catholique de Montparnasse*, 3 août 1883. Cette lettre inédite appartient à l'auteur.

2. Ces indications résument l'annexe au P.-V. du 10 janvier 1883, consacré à cette corporation.



en leur rendant compte de leurs versements et en leur montrant ce qui a pu être fait grâce à leurs subsides, on n'augmenterait pas leur intérêt et leur participation à la vie de l'association. Ces versements ont permis de vivre, de sorte que, si diminué qu'il paraisse, le rôle des membres honoraires n'en est pas moins indispensable. L'effectif total est de 125 personnes au 31 décembre 1882. On ne nous dit pas quelle est la part de chacune des trois parties ; en revanche, nous savons que 80 membres sont absolument adonnés à l'horticulture. Un courant continu d'entrées et de sorties existe du fait du placement : cela permet d'évaluer à 200 le nombre des jardiniers passés par la société : « Dieu seul sait, ajoute le rapporteur, combien conservent nos traditions chrétiennes ! »

Le bureau de placement centralise les offres et les demandes d'emplois. Ni les unes ni les autres ne font défaut et ce serait parfait si les offres ne venaient pas toujours de province, et les demandes pour Paris. Aussi l'association a-t-elle établi des relations avec les sociétés horticoles et les grands établissements d'horticulture pour leur signaler les offres d'emploi dans leurs régions. Ces liaisons sont établies non sans peine. La commission agricole de l'Œuvre voulut les stimuler en signalant l'existence de l'association par l'envoi de 400 lettres-circulaires, mais à la surprise de tous, aucune n'amena de réponse.

A côté du placement, la société favorise en son sein des rapports commerciaux de plus en plus étroits entre ses adhérents, les membres honoraires étant clients des fournisseurs inscrits à l'association. L'honnêteté de ces échanges est garantie par le Conseil syndical. La société de secours mutuels rend des services, mais comme dans les cercles, ses participants, une dizaine, sont insuffisants.

Le gros effort a porté sur l'installation d'un jardin d'expérience au cercle Vaugirard, qui a coûté 600 francs au syndicat ; on y donne un enseignement en douze leçons que suivent quinze à trente membres, le tout coûtant encore 3 à 400 francs. Parmi les conférenciers, on relève les noms de Vilmorin et Trouillet. Des promenades horticoles à Puteaux, à Lagny, à Verrières, complètent l'enseignement que dirigent deux praticiens MM. Lepère, de Montreuil et Tupinet, de Palaiseau. Le jour de la Saint-Fiacre, six élèves ont passé l'examen ; 3 prix, des livres d'horticulture, ont été décernés. Désormais, l'enseignement sera établi sur trois ans et couronné par un diplôme. Pour 1883, le cours doit comporter quatorze leçons.

On s'efforce également d'aménager le cercle Vaugirard en maison de famille — on dit un « patronat » — pour les jeunes jardiniers venant de province achever leur instruction. Jusqu'à présent, deux ou trois élèves horticulteurs seulement résident au cercle et vivent de sa vie. Ce n'est qu'un premier jalon. Une bibliothèque horticole de livres et revues s'enrichit petit à petit.

Quelles sont les ressources de la corporation ? Elles consistent avant tout en cotisations des membres honoraires et des autres adhérents

auxquelles il faut ajouter quelques offrandes et une subvention du Comité de Paris (300 frs). Aucune manifestation de charité n'a été faite. Oui, mais la corporation a des recettes, non comptabilisées : ce sont les services du directeur du cercle de Vaugirard pour l'accueil des jeunes jardiniers, pour le bureau de placement, pour l'installation du jardin d'expérience, etc.. Et le rapporteur d'en conclure : « Sans l'accueil chaleureux des membres ouvriers de Vaugirard, l'association manquant d'abri, grelottante, aurait peut-être péri. Le succès de l'association est donc lié au Cercle de Vaugirard. »

Les renseignements<sup>1</sup> relatifs à la Corporation Nantaise ont été fournis au Comité de l'Œuvre en deux fois, la première le 14 mars 1883 par le marquis de la Ferronnays, président du Comité Nantais, la seconde par un membre du comité général, Marin, de passage à Nantes, le 9 janvier 1885. « J'ai trouvé là, dit ce dernier, une vraie corporation, virile, complète et sûre d'elle-même, en plein fonctionnement. Elle se compose, outre le comité d'honneur, de 25 patrons et 35 ouvriers, soit 60 membres du métier qui en compte au total 240. La corporation compte donc le quart des hommes du métier. Au point où elle est arrivée, il est probable qu'elle va s'augmenter rapidement et le moment peut n'être pas éloigné où la majorité lui appartiendra. »

La corporation est dirigée par un conseil syndical de 9 membres, 3 membres d'honneur, 3 patrons et 3 ouvriers. Les statuts ont été rédigés en commun. Le président de la corporation est Le Cour Grandmaison ; sous son impulsion, le comité d'honneur joue un rôle actif dans la vie de l'association. Un important débat s'est institué sur un projet de caisse de chômage proposé par les membres d'honneur et les patrons. Les syndicats ouvriers, s'appuyant sur des arguments professionnels, ont fait écarter ce projet, auquel a été substitué d'un commun accord, mais sur l'initiative des membres honoraires, celui d'une caisse de chômage. Au début, la présidence d'un membre d'honneur a été assez discutée. Aujourd'hui il paraît nécessaire que le président ne soit pas un homme de métier.

À la fin de 1883<sup>2</sup>, l'association Nantaise décrite au comité comme le « type le plus complet de corporation que nous possédions encore » traversa de dangereux remous. En effet, le clergé désireux de maintenir son influence sur les cercles, entra en conflit aigu avec le comité local. Il ne semble pas que la corporation ait été elle-même l'enjeu du débat. Le comité alla jusqu'à envisager de sacrifier trois des quatre Cercles Nantais pour sauver le dernier et la corporation avec lui. Puis le conflit s'apaisa et la corporation reprit un nouvel essor.

À côté de ces associations professionnelles, au degré précédent, nous trouvons les ateliers chrétiens. Les uns sont les ébauches des autres. La théorie voudrait que tous les patrons et ouvriers de l'association des imprimeurs appartenissent à ces ateliers chrétiens et constituassent la

1. P.-V., 14 mars 1883 et 7 janvier 1885.

2. P.-V., tous les P.-V. du 16 janvier 1884 au 7 mai 1884.

corporation à l'atelier, en même temps qu'ils la faisaient dans la profession. Il n'en fut pas ainsi, et il y eut tout au plus un ou deux ateliers représentés dans chaque corporation.

Charles Maignen nous dit qu'après trois ans, en 1880, la réunion des patrons chrétiens avait créé ou réformé complètement cinq ateliers. Le rapport Pihoret du 14 avril 1880, énumère de son côté sept ateliers chrétiens <sup>1</sup>.

Pihoret donne quelques détails sur la fondation et la vie de l'un d'eux, l'atelier Saint-Générosus, établi au Cercle Montparnasse qui avait fourni le personnel ouvrier. Il compte, en 1880, 65 ouvriers recrutés pour la plupart dans les œuvres catholiques. Le crucifix est à la place d'honneur ; un réfectoire réunit autour d'un metteur en pages, ou d'un conducteur, les ouvriers n'ayant pas de famille à Paris. Il y a plus : un début d'organisation de l'atelier. « Chaque quinzaine, écrit Ch. Maignen, le patron réunissait son personnel et après une courte prière, on lisait le compte rendu de la caisse de famille ; on votait les secours pour les malades ; le patron faisait des recommandations pour la bonne tenue de l'atelier, et chacun était libre de faire des observations et de demander des renseignements, même les apprentis. »

Pour les ateliers chrétiens comme pour les associations professionnelles, nous ne disposons d'aucun élément statistique relatif à la province. Nous avons constaté l'apparition d'associations professionnelles provinciales à la fin de 1880. Il devait s'en constituer d'autres. Aucune de celles connues de nous n'est antérieure à ces deux-là. Nous pouvons donc admettre qu'il y avait hors de Paris, en 1881, un mouvement d'associations professionnelles de l'ordre de quelques unités. Celles qui suivirent, furent créées surtout après la loi de 1884 et nous aurons l'occasion de les mentionner.

Quant aux ateliers chrétiens il est vraisemblable qu'il y en eut un peu plus, ne serait-ce qu'en transposant en province le rapport corporations-ateliers de Paris de 5 à 7. Et puis, l'atelier Saint-Générosus évoque aisément une atmosphère provinciale. Mais nous avons retrouvé dans les procès-verbaux de Dames patronnesses de l'Œuvre des Cercles, la description d'un atelier chrétien féminin situé à Millau, cité à titre de modèle pour de petites villes de province <sup>2</sup>.

La secrétaire de l'arrondissement, M<sup>lle</sup> d'Hauterive, a fondé cet atelier pour les jeunes gantières de Millau, vers le milieu de 1880. Il a encore peu d'extension, faute de ressources pécuniaires. Douze jeunes filles y sont enseignées, gardées et dirigées par une habile et vertueuse ouvrière. L'on constate déjà, dit le rapport, une amélioration sensible dans l'attitude et l'existence des apprenties.

L'atelier est sous la direction de M<sup>lle</sup> d'Hauterive, mère supérieure

1. P.-V., 14 avril 1880 : En voici la liste : Imprimerie Mersch (Saint-Générosus), Ébénisterie-tapisserie Mériquet, Bronzier Besnard, Brocheur Dax, Relieur Melinet, Menuiserie Plessis, Atelier de mécanique Andrivaux.

2. P.-V., Association des Dames Patronnesses, 6 janvier 1882.



du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise. Pour y entrer et y rester, les jeunes filles doivent s'engager à éviter « les danses, les promenades publiques, l'assistance à toutes les réunions profanes, comédies, théâtres, etc. »

Tout l'argent gagné est la propriété des ouvrières, les frais généraux de l'atelier étant à la charge du comité — lequel d'ailleurs n'est pas encore établi. La journée de travail était précédée et suivie de prières. En outre, durant la journée, on récite le chapelet, on chante des cantiques ou l'on fait une lecture intéressante. L'assistance aux offices du dimanche et des fêtes est obligatoire. Les ouvrières se préparent à devenir Enfants de Marie.

Ce qui manque encore à l'atelier, ce sont des commandes régulières de gants. Aussitôt obtenues, elles permettent d'augmenter les effectifs, d'acheter des machines à coudre, et de payer celles que l'on doit encore. Cette dette oblige à ce moment de retenir à l'ouvrière 1 fr. par semaine pour le loyer de la machine dont elle se sert, et 10 frs. pour les frais de son apprentissage, somme onéreuse pour les familles pauvres. Ces retenues de salaire sont affectées au professeur mais sont contraires aux règles de gratuité absolue qui ont reçu l'approbation de l'évêque de Rodez.

Ainsi la corporation chrétienne, timidement apparue en 1875 sous l'apparence discrète de l'extension de l'Œuvre à la famille ouvrière, audacieusement conçue et voulue par La Tour du Pin, imaginée par La Bassetière, admise par des industriels à l'instigation d'Harmel, puis par toute l'Œuvre des Cercles, s'était présentée à l'industrie et aux arts et métiers. Les industriels, soit dans l'usine, soit dans la profession, ne l'avaient pas repoussée, mais se consultaient, réfléchissaient et hésitaient à l'installer chez eux. Les artisans lui avaient fait bon accueil et plusieurs lui ouvraient l'atelier ou même la profession ; seuls les agriculteurs l'ignoraient encore. Cependant, l'Œuvre des Cercles poussée par La Tour du Pin, dont la conception d'un « ordre social chrétien » se précisait chaque année, et acculée à une transformation par les nécessités politiques, cherchait de plus en plus dans l'association professionnelle reconnue, la voie du salut et celle de l'avenir.

## CHAPITRE III

### La Tour du Pin et le mouvement des idées

#### LA TOUR DU PIN

Charles, Humbert, René de La Tour du Pin est né à Arrancy, le 1<sup>er</sup> avril 1834. Il appartient à une très vieille famille du Dauphiné, dont plusieurs membres ont joué un certain rôle dans l'Histoire, notamment René de La Tour du Pin Gouvernet, brillant chef huguenot qui fut le compagnon d'Henri IV ; Philis de La Charce, qui souleva les paysans dauphinois, et, à leur tête, repoussa les Piémontais ce qui lui valut d'être appelée à Versailles et nommée Capitaine par Louis XIV, et La Tour du Pin, le premier ministre de la guerre constitutionnel qui dota l'armée du drapeau tricolore. Sous l'ancien régime, quinze officiers généraux sont sortis de la famille.

Son père, marié en 1833 à Alexandrine de Maussion, s'était fixé chez ses beaux-parents à Arrancy, près de Laon.

La Tour du Pin vivra toute son adolescence dans le cadre familial d'Arrancy. Jusqu'au baccalauréat ses parents l'élèvent seuls avec la plus grande application. Il ne l'oubliera jamais, les entourant d'un véritable culte.

Mis en pension à Versailles, il y prépare le concours de Saint-Cyr, car, tout enfant, il a eu la vocation militaire. Sorti de Saint-Cyr dans la promotion de « l'Empire », il passe à l'École d'État-Major, puis va rejoindre l'armée d'Orient. La campagne de Crimée, celle d'Italie le passionnent ; il s'y distingue et revient d'Italie capitaine à vingt-cinq ans.

Les années suivantes se partagent entre des fonctions officielles à Paris, quelques missions en Allemagne et l'Algérie.

1870 le trouve second aide de camp à l'état-major du général de Ladmirault (IV<sup>e</sup> Corps d'armée). Il est à Borny, à Rézouville, à Saint-Privat. Prisonnier avec l'Armée de Metz, il est désigné après la capitulation pour rendre le IV<sup>e</sup> Corps au général von Alvensleben. Captif à Aix-la-Chapelle, La Tour du Pin mène campagne contre le relâchement des traditions militaires. C'est son premier apostolat.

Avec Albert de Mun, il découvre le livre de Keller et l'action sociale de Ketteler. C'est l'origine de sa vocation sociale. Le 15 mars 1871, il rentre au foyer natal d'où il est appelé à Versailles. Pour lui, comme pour de Mun, au lieu de l'œuvre de paix et de régénération sociale, il faut combattre et créer de nouvelles haines : la tâche est amère. Après la reprise de Paris, le général de Ladmirault charge La Tour

du Pin du service politique de l'état de siège. Nous le trouvons encore au procès Bazaine où sa déposition est accablante.

Il passe cinq années à Paris, devient commandant, et fonde l'œuvre des Cercles. Son activité sociale ne fut peut-être pas étrangère à son envoi, le 1<sup>er</sup> mai 1876, à Avignon, à l'état-major de la 30<sup>e</sup> Division du XV<sup>e</sup> Corps d'armée. Il y passe quelques mois et devient l'incomparable animateur du Comité local de l'Œuvre. Parmi les jeunes qu'il exhorte à l'action sociale, se trouve le lieutenant Franchet d'Esperey, futur maréchal de France.

Le 15 février 1877, le général Bertheau, Ministre de la guerre, qui l'a en amitié, lui offre le poste d'attaché militaire à Vienne. Il accepte, à condition de pouvoir fréquenter Frohsdorf, car, depuis 1830, les La Tour du Pin n'ont jamais varié dans leur foi légitimiste. Son premier souvenir « politique » est d'avoir porté le deuil du duc d'Angoulême.

Pour connaître la double monarchie, il voyagea sans cesse, parcourant des milliers de lieues. Il s'y fit de nombreux amis et entretint de très bons rapports avec l'Empereur François-Joseph. A plusieurs reprises, il crut voir s'esquisser un rapprochement avec la France, mais les efforts allemands et l'incertitude de la politique française déjouèrent ces projets. Après la démission de Mac-Mahon, il n'en fut plus question.

En 1880 il passe lieutenant-colonel et quitte définitivement Vienne et l'armée, le 31 mai 1881, avec la croix d'officier de la Légion d'honneur. Désormais, il vit à Arrancy, pour l'Œuvre des Cercles et pour les études. Il exerce encore une certaine activité politique comme représentant du comte de Chambord dans l'Aisne. A la mort de celui-ci, il refusera de jouer le même rôle auprès du comte de Paris.

Telle est la carrière, voyons l'homme. L'impression dominante est celle d'une forte personnalité.

Au physique, c'est un homme de taille moyenne, vigoureux — il vivra 91 ans — à la démarche alerte, au geste vif. Il porte haut une tête assez chauve ; le regard est celui d'un penseur ; le profil est très pur et se prolonge par un nez aquilin et une barbe en pointe. Il possède de très belles mains, longues et effilées et ne les tend qu'aux amis. Au total une impression de grande distinction qu'accentuent encore le regard un peu sévère, la mise toujours soignée, la mode du Second Empire adoptée une fois pour toutes, la voix, enfin, au timbre bas et prenant. Cette impression excluait d'elle-même tout laisser-aller, mais La Tour du Pin savait par la bonté de son sourire attirer les gens et les retenir.

Qu'est-ce qui fait le fond de cette nature ? Cela paraît assez complexe. La Tour du Pin s'est formé peu à peu un ensemble d'idées sur la vie, la société. Cette formation est essentiellement d'origine familiale. Quand il a rencontré les sociologues étrangers, avec lesquels il devait travailler : « J'étais alors déjà moi-même, d.t-il, c'est-à-dire un homme formé au foyer familial jusqu'au point où l'on ne peut plus recevoir une nouvelle empreinte, mais seulement des confirmations et si vous



voulez des ciselures. » Ces idées l'engagent pour la vie. Il a la religion de l'honneur. Quelques grandes idées se sont inscrites dans son esprit et forment le fond de sa pensée : le culte de la famille, celui de la terre natale, la notion sociale de la propriété. « Rappelle-toi, lui répétait sans cesse son père, que tu ne seras que l'administrateur de cette terre pour ses habitants. »

Tout jeune, il s'éprend de sa jolie cousine Séraphine de La Tour du Pin, mariée peu après au comte de Chabrillan. Il se tait alors, « avale sa langue et piétine son cœur » et garde ce grand amour en lui. A soixante ans, il épousera M<sup>me</sup> de Chabrillan, devenue veuve, et connaîtra avec elle douze ans d'un parfait bonheur conjugal.

Élevé dans le culte de la monarchie, il y restera fidèle toute sa vie. En 1883, il n'hésitera pas à se rallier au comte de Paris, devenu le prétendant légitime, quoiqu'il n'estime guère les Orléans. En 1892, il n'envisage pas une minute la possibilité de se rallier à la République. Honneur, fidélité, intransigeance aussi. Il n'admet pas les manquements au devoir. Il est sévère pour Bazaine et l'armée de Metz. Il sera dur pour Albert de Mun quand celui-ci se ralliera. Tout cela lui fera le plus grand tort, il n'en aura cure. Mais, dira-t-on, dans le ralliement c'est le Pape qui parle. Eh bien ! le Pape a tort, son Encyclique est un « auguste bafouillage » <sup>1</sup>. Même indépendance bourrue à l'égard du comte de Paris, d'Albert de Mun entrant dans le boulangisme, du Haut Clergé, etc... Élevé de façon conformiste, La Tour du Pin garde tout son esprit critique, toute son indépendance de jugement. S'il témoigne un profond respect au comte de Chambord, c'est que celui-ci a su gagner sa plus haute estime. Mais, répétons-le, car c'est caractéristique, il peut douter du Prince, le mépriser peut-être et rester fidèle à son parti, malgré ses amis, malgré le Pape.

Il est religieux au meilleur sens du terme. La religion fait partie des données acquises au berceau. La Tour du Pin sert son Dieu avec le même culte et les mêmes vertus que son Roi, son Pays ou l'Armée. Mais il n'y a pas chez lui cette subordination de tout le reste à la religion, au Pape, qui est le trait saillant de la personnalité d'Albert de Mun. Il n'a, ni le grand talent oratoire de son ami, ni son pouvoir de séduction. En revanche, dans le domaine des idées, il lui est infiniment supérieur.

Il a fait figure de Chef d'école. Ce n'était pas, croyons-nous, son ambition. Dans les études, comme ailleurs, il est surtout le gardien d'une certaine orthodoxie. Il s'est fait un ensemble d'idées sur l'ordre social chrétien, idées confrontées avec ses amis de l'étranger ; il ne faut pas que le Conseil des Études abandonne ces positions essentielles. Il apporte à ses travaux de l'Œuvre les qualités de l'officier : l'ordre, la méthode, la précision et l'activité. Il lui en faut beaucoup pour maintenir son monde, surmonter les obstacles, les discussions, les hésitations. S'il y arrive, c'est qu'il possède une véritable autorité. Elle est

1. *Lettre* à de Gailhard Bancel, 16 mai 1891 (copie du comte Louis de La Tour du Pin).

en lui, il s'y tient au risque de précipiter les choses, de créer des incidents. Les ménagements d'Albert de Mun lui apparaissent toujours, — ils le sont d'ailleurs souvent — comme d'exaspérantes hésitations. De là son dégoût du parlementarisme. Il a le culte du passé, mais l'analyse des faits lui a montré l'impossibilité de le reconstituer tel que, car il réfléchit beaucoup, observe et tire des conclusions.

A Vienne, il est à la Cour la plus conservatrice d'Europe. L'Empereur, les Archiducs lui offrent des condoléances pour le départ de Mac-Mahon. Quand le nouvel ambassadeur, Teisserenc de Bort, vient prendre la succession du marquis de Vogüé, il le sent ridicule. Ces faits confirment pour lui la leçon de la Commune : la démocratie politique est révolutionnaire à l'intérieur, ridicule et méprisée à l'étranger.

Mais le conservateur sent profondément la montée des classes populaires, leurs souffrances, leurs justes revendications. D'où l'idée d'un ordre social où l'autorité reviendrait au Prince légitime, qui la tient de Dieu, mais où toutes les classes de la nation pourraient discuter de leurs intérêts particuliers dans le cadre professionnel, celui de leur naissance. Les classes laborieuses y seront non seulement représentées mais largement protégées par une législation sociale très poussée.

C'est en ce sens que La Tour du Pin est apparu, rétrograde aux uns, novateur aux autres. Politiquement, il est très conservateur, il fait dériver la plupart des revendications ouvrières sur le plan social, mais là, il n'hésite pas à les satisfaire d'une façon telle, qu'elle parut révolutionnaire aux libéraux de l'époque.

Une fois ces grandes idées en place, il a mis le reste de sa vie à les préciser. Dans les dernières années de sa vie, il sentait pour elles le besoin d'une expression vivante, comme aux premiers temps Albert de Mun la lui avait apportée. Cet officier se fit homme de cabinet. Si ses idées ont eu de son vivant une certaine application, une certaine portée, c'est assurément au grand talent d'Albert de Mun qu'il le doit. Il n'avait même pas le souci de réunir ses articles. Ce fut l'idée de sa femme. Il voulait poser les principes et le fit dans les avis du Conseil des Études, encore qu'il s'effaçât discrètement devant ses collaborateurs. Les articles de l'*Association catholique* paraissent surtout comme des commentaires explicatifs.

La Tour du Pin écrit dans une langue naturellement élégante, mais sans aucune recherche : il écrit pour quelques amis et ne vise pas à atteindre le public. Si l'on considère les sujets délicats traités, on peut lui reconnaître une solide logique, une grande clarté. Souvent il se sert d'un exemple emprunté à ses souvenirs de voyage, ou fait des démonstrations. Sous le style familier on devine la volonté de convaincre, née de la conviction. Quand il traite des principes sociaux, on sent chez le sociologue d'Arrancy une foi profonde, vécue, contagieuse.

Est-ce dire que le philosophe ne se soucie pas de l'application pratique ? La Tour du Pin est trop averti des réalités pour cela, l'empreinte

de sa carrière militaire lui rappelle que le but d'une idée, c'est son exécution. Mais, à mesure que se consolidait la III<sup>e</sup> République, il a attendu davantage d'une transformation des esprits que des œuvres sociales elles-mêmes. Sous cette réserve, reconnaissons qu'il a toujours poussé à l'action sociale — sans cependant y participer activement. On pourrait le voir dans son amitié pour Harmel. Rien de plus opposé que ces deux hommes, et pourtant il y eut entre eux un sentiment profond qui dura jusqu'à la mort. A l'origine, La Tour du Pin apprécie Harmel parce qu'il met en œuvre ses principes. Il n'a jamais manqué de le souligner devant ses collègues. En soutenant l'œuvre du Val, il soutenait la démonstration vivante de ses propres idées. Il le sentit tout de suite, et, sur ce point encore, il ne devait plus varier. Ne fut-il pas le premier à lui donner cette appellation de « Bon Père » que l'avenir devait consacrer ?

Au reste, cet intransigeant savait revenir en arrière quand un intérêt supérieur l'y appelait. En 1892, il rompt avec Albert de Mun, non sans dureté, mais l'année suivante, voyant l'Œuvre menacée, il y revient pour en être le président. Et avec quelle patience — il le confie à Gailhard-Bancel — n'essaie-t-il pas de la remettre en route !

Il nous apparaît comme d'une absolue franchise qui ne ménage pas les gens, et qui risque de paraître brutale. Dans ce milieu où il a travaillé sur une matière sensible, il eut pu obtenir, semble-t-il, plus de résultats, et plus vite, en ménageant davantage les hésitants. Cela, il ne l'eut pas voulu, car de ménagements en transactions, il eut craint de remettre en question les principes eux-mêmes.

Soulignons au passage cette particularité : il a travaillé dans un groupe d'amis qu'il avait pour une large part recrutés lui-même. Cela a contribué à l'isoler encore du grand public et des autres courants contemporains. Il ne s'en est pas soucié. L'inconvénient de ce travail en laboratoire apparut quand il fit célébrer le Contre-Centenaire de la Révolution ; cette manifestation resta limitée à un cercle étroit faute de dépasser les cadres de l'Œuvre. Il ne s'est guère soucié non plus de n'être, ni compris, ni suivi des industriels, ceux du Nord en particulier. Au point de vue de l'œuvre des Cercles, ce fut un malheur, une cause de désunion. Sur le plan doctrinal, ni de Mun, ni Harmel, ne purent triompher des convictions de leur collègue ; il préféra séparer sa chère revue de l'Œuvre, plutôt que d'en atténuer l'intransigeance, et plus tard, se refusant à toute compromission avec les démocraties, il dût l'abandonner.

Et c'est ainsi qu'il en vint, sur le tard, à l'Action Française, sans en approuver toutes les idées.

Cette farouche retraite, ce mépris de toutes les concessions, cette fidélité absolue aux principes admis, n'est pas sans grandeur.

Dans l'histoire du catholicisme social après 1870, la Tour du Pin apparaît comme la figure dominant, de très haut, toutes les autres. Elles lui doivent le meilleur de leurs inspirations, des consignes sans



cesse renouvelées, des arguments solidement bâtis. Il est l'un des principaux inspirateurs du mouvement européen. Dans les travaux de Fribourg, dans l'Encyclique *Rerum Novarum*, il y a une contribution importante de sa pensée.

Tous ces résultats n'auraient sans doute été, ni aussi étendus, ni aussi décisifs si le verbe d'Albert de Mun n'avait réussi à créer autour du solitaire d'Arrancy le mouvement catholique et social.

Ce mouvement aurait-il eut le même développement si, dès son berceau, il n'avait rencontré l'exemple vivant des œuvres qu'il préconisait, l'usine Harmel ? On peut en douter.

Ainsi, La Tour du Pin ne saurait se séparer de ses amis, du milieu où il a travaillé, de ce Conseil des Études et des hommes qu'il y a appelés : Milcent, Delalande, Bredà, Rocquefeuil, Henri Lorin, etc.

Avec une admirable modestie, il aimait à comparer son Conseil à un navire, mais sur ce navire, ce n'est pas le rôle de commandant qu'il revendiquait mais celui de pilote <sup>1</sup>.

Sa formation intellectuelle doit presque tout à ses parents. Sa formation sociale, il en trouve les tout premiers éléments chez Keller et Mgr de Ketteler, quand il est prisonnier à Aix-la-Chapelle. Mais il subira l'influence de Frédéric Le Play. Il aimait à venir aux soirées du jeudi, place Saint-Sulpice et à écouter « M. Le Play ». C'est là sans doute qu'il a replacé les impressions rapportées de l'exil, puis de la Commune dans le cadre de la Question sociale. Le contact de Le Play précède et accompagne la fondation de l'Œuvre des Cercles : c'est la théorie et la pratique. Puis, aux entrevues de Ferney, à Vienne, au Conseil des Études et couronnant le tout, à Fribourg, La Tour du Pin, sociologue à son tour, élabore avec les représentants des autres nations, la doctrine sociale que Léon XIII fera sienne.

Il est difficile de faire à Frédéric Le Play la part qui lui revient dans la formation sociale de cet esprit. On voit par sa date qu'elle se place à un moment décisif dans la carrière de La Tour du Pin. On supposera qu'elle fut importante en rappelant ce mot familier, mais profond, du colonel à Urbain Guérin quand il dit de Le Play : « Nous qui sommes *sa monnaie* <sup>2</sup> ! »

### LE MOUVEMENT DES IDÉES <sup>3</sup>

#### a) *L'Éveil des Catholiques à l'étude des questions sociales.*

Nous avons vu comment l'Œuvre des Cercles avait été amenée à instituer un Conseil des Études, et quels étaient les grands traits de son organisation. Il nous faut maintenant considérer la doctrine que le Conseil a élaborée, la place que ces travaux occupent dans le déve-

1. P.-V., 4 juin 1890.

2. LA TOUR DU PIN : *Lettre à Urbain Guérin*, 29 juin 1886.

3. LEGRAND Georges, *Les grands courants de la Sociologie catholique à l'heure présente*, Paris 1927, 181 p., in 8°.

loppement international du Catholicisme social et l'influence qu'ils ont exercée sur les réalisations à venir.

Quand nous parlons de doctrine, il faut bien entendre qu'il s'agit d'une certaine conception de la société ; l'ampleur de l'objet considéré justifie le terme. Mais il n'y a jamais eu l'expression d'une doctrine. En effet, les catholiques sociaux, dirigés par La Tour du Pin, se sont efforcés de prendre des positions sur les problèmes de leurs temps. Ils ont apporté des solutions qui s'inspirent de quelques idées, toujours les mêmes, sur l'organisation de la Société. Ils les expriment dans des articles de leur revue, l'*Association Catholique*. Plus tard, sollicité de codifier ces travaux, La Tour du Pin, permettra seulement à sa secrétaire, M<sup>lle</sup> Bossan de Garagnol, de réunir certains articles et de publier cet ensemble sous le titre : *Vers un ordre social chrétien — Jalons de route*. Cet ouvrage est devenu par la force des choses le livre d'idées du corporatisme moderne ; mais ce n'est, après tout, qu'un recueil d'articles auxquels on ne saurait demander l'expression précise et complète d'un corps de doctrine.

Pourquoi donc ce caractère fragmentaire des études que trahissent la quinzaine d'« avis » publiés par le Conseil ? Cela tient à des causes historiques.

Lorsqu'elle est fondée, l'Œuvre des Cercles est le groupement de quelques hommes, assemblés pour tenter de résoudre le problème social, dont la Commune vient de révéler la tragique ampleur, et tenter de le résoudre à l'aide d'un moyen préexistant : le cercle catholique d'ouvriers. Il s'agit pour eux de multiplier ces fondations à travers la France entière. Cette tâche exige un recrutement incessant des membres, d'innombrables conférences, une propagande intense. Toutes ces tâches laissent bien peu de places au travail de la pensée pure.

Venue à l'étude après avoir été une organisation conçue pour l'action, l'Œuvre des Cercles devait garder, dans une certaine mesure, le sceau de sa tâche initiale. Qui étudie ? La Tour du Pin avant tout. Mais cet ancien officier est un autodidacte en la matière. Après lui, Henri Lorin a sans doute joué le plus grand rôle dans l'ombre du colonel. C'est un ancien polytechnicien, très riche, libre de son temps, dont le salon du Faubourg-St-Honoré est le rendez-vous des personnalités sociales. Avec eux, voici Milcent, Rocquefeuil, etc.... On a pu reprocher aux unes et aux autres le défaut d'une compétence suffisante en droit et en théologie. Leurs travaux sont soumis à l'approbation du secrétaire général, mais Albert de Mun n'était pas mieux préparé que ses amis à de telles spéculations. Très pris par les devoirs de sa charge, il put faire écarter certaines formules trop subtiles, mais en laissa passer d'autres. Derrière lui se tenait Harmel avec les industriels de l'Œuvre. Le « Bon Père » avait apporté à l'Œuvre une réalisation toute faite, une illustration de l'usine chrétienne. Ici encore, les études ne créeront pas dans l'absolu, elles partiront d'un fait et non pas d'une idée. Mais le plus difficile était de ménager les industriels, groupe vivant et essen-

tiel de l'œuvre, sans heurter La Tour du Pin. Cette difficulté obligea a des compromis souvent délicats.

Le Conseil des Études se réclame de l'Église mais il travaille en avant-coureur sur une voie où il espère voir le Pape s'engager. Cela oblige les chercheurs à une grande prudence. C'est pourquoi ils appellent de tous leurs vœux une déclaration officielle du Vatican. Enfin le Conseil des Études doit tenir compte des travaux étrangers.

Pour toutes ces raisons, on note, jusqu'à la séparation de l'Œuvre et de sa revue en 1891, le caractère fragmentaire des travaux.

Quels en sont les progrès ? On peut distinguer plusieurs périodes dans l'évolution des études.

D'abord, la phase préliminaire de la fondation de l'Œuvre à l'avènement de Léon XIII. Pendant ces six années, les dirigeants de l'Œuvre font de l'action. Dans leurs discours nous voyons poindre peu à peu les idées sur lesquelles reposera plus tard le système tout entier.

Étudiant la pensée d'Albert de Mun, Ch. Brossier relève une allusion aux corporations dès l'inauguration du second cercle, à Belleville. De Mun y exprimait le doute que la condition ouvrière se fût améliorée depuis la Révolution. Il disait à ses auditeurs : « Les ouvriers français ont une longue et glorieuse histoire, ce sont vos titres de noblesse. Cette histoire brusquement interrompue par la destruction des corporations, et dont on a effacé jusqu'aux vestiges matériels, consacrait le souvenir d'une ère de prospérité, de calme et de dignité. Elle montrait comment l'Association peut être librement et sagement pratiquée, sous la protection de l'Église, et comment elle donne satisfaction aux droits de chacun, en même temps qu'aux intérêts communs. L'idée qui a inspiré la fondation des Cercles catholiques s'est formée dans l'étude de ce passé si digne de respect, et notre œuvre prétend, sans oublier la tradition et sans méconnaître les nécessités modernes, renouer la chaîne brisée en reconstituant dans le monde du travail des associations chrétiennes. »

Nous avons vu avec quelles hésitations l'idée de corporation s'était peu à peu précisée. De ces hésitations, la Revue de l'Œuvre *l'Association Catholique*, fondée en 1876, porte la marque. Des articles différents se succèdent dans ses premiers numéros, tel celui signé Hyvernât où est admise la notion d'un salaire correspondant aux besoins de l'ouvrier, mais où est repoussée l'association organisée et le conseil d'arbitrage. Cette phase préliminaire a vu les catholiques sociaux dégager un de leurs principes fondamentaux : la condamnation de l'individualisme ouvrier auquel ils opposent, non sans hésitation, le principe de l'association ouvrière.

Les critiques que nous adressons aux premiers numéros de la Revue l'étaient aussi par des contemporains dans le débat de 1878, d'où sortit le Conseil des Études. La Tour du Pin avait à deux reprises dénoncé son manque de doctrine. Il est curieux de voir le comte de Rocquefeuil défendre *l'Association Catholique* en ces termes : « Tout le monde sait



que la doctrine de la *Revue des Deux Mondes* est la libre pensée ; exactement de même, tout le monde sait que l'*Association Catholique* est l'organe de l'Œuvre, la revue de l'Œuvre, et comme l'Œuvre est notoirement connue pour faire ouvertement profession de catholicisme pur et n'a cessé de protester de son adhésion absolue et sans réticence aux doctrines romaines, il faut bien en conclure que notre Revue est, comme nous, catholique tout court, ce qui paraît être une doctrine suffisante pour que personne ne s'y trompe <sup>1</sup>. »

Ce qu'il faut retenir d'un pareil texte, c'est l'idée que le catholicisme peut apporter une solution aux questions posées, à condition d'être étudiée. Cette idée n'est pas claire dans l'esprit de Rocquefeuil, mais elle se précisera chez tous les membres du Comité. Être catholique c'est déjà être social. A la fin de la même année Keller, qui siégeait au Conseil des Études, se rendit à Rome et à son retour il annonça à ses collègues qu'il y avait appris l'intention du Saint-Siège de s'occuper des questions sociales, et qu'en conséquence, il invitait le Conseil à lui communiquer ses travaux <sup>2</sup>. Aucune nouvelle ne pouvait inciter davantage ces fervents chrétiens à l'étude. En ces sens, l'avènement de Léon XIII marque une date dans l'évolution considérée.

Catholicisme et association professionnelle sont donc déjà les deux bases des études. Elles ne tardent pas à se compléter d'une troisième. Admettre, en effet, la nécessité de l'association ouvrière inclinait les esprits à rechercher quels avaient été les bénéficiaires de la division ouvrière. Cela n'était pas difficile à indiquer : c'était l'économie libérale. En régime de libéralisme absolu, il ne saurait y avoir de coalition ouvrière, celle-ci pesant sur l'agencement de l'opération commerciale pour en accroître les prix ou en modifier la préparation technique. Cette découverte ne fut pas longue à se faire jour toute entière dans leurs esprits et en septembre 1878, Albert de Mun dans un célèbre discours à Chartres, condamnait le régime libéral : « Laissez faire ! Laissez passer ! Telle fut la formule magique de l'économie libérale, on pourrait dire la formule qui d'un bout à l'autre de l'histoire révolutionnaire, sert à consacrer tous les abus de la force ». Parole lourde de sens, d'autant plus que c'est là le langage des socialistes. Il faut donc aussitôt préciser : « Le Socialisme, c'est la Révolution logique et nous sommes la Contre-Révolution inconciliable... Il n'y a rien de commun entre nous ; mais entre ces deux termes il n'y a plus de place pour le libéralisme ». « L'association des ouvriers est nécessaire, ajoutait l'orateur, mais réduite à elle-même elle serait stérile : il faut une association professionnelle où entrent patrons et ouvriers : c'est la corporation catholique qui n'est, ni un syndicat, ni un tribunal d'arbitrage, mais un foyer d'activité chrétienne où l'intérêt professionnel est au-dessus de l'intérêt particulier, où l'antagonisme du maître et de l'ouvrier fait place au patronage chrétiennement exercé et librement accepté, où

1. P.-V., 30 janvier 1878.

2. P.-V., 4 décembre 1878.

les droits de l'un et de l'autre trouvent dans l'accomplissement des devoirs réciproques leur légitime satisfaction. »

La double réaction, de caractère essentiellement catholique, contre l'individualisme et contre les maximes de l'économie libérale, voilà ce que nous retrouverons désormais à la base de toutes les conceptions ultérieures. Ces principes sont trouvés à la fin de 1878, mais il s'en faut encore qu'ils soient admis.

On remarquera, dans le discours de Chartres, le mot de patronage qui évoque les conclusions auxquelles était arrivé Frédéric Le Play. L'Œuvre des Cercles est fortement influencée par les idées de Le Play. Elle ne manquait pas de saluer en lui la personnalité qui avait placé dans l'observation du Décalogue la condition indispensable de la paix sociale. La Tour du Pin, personnellement, avait connu Frédéric Le Play et assisté à ces soirées du jeudi, place Saint-Sulpice où des personnages les plus divers venaient discuter avec le sociologue et entendre sa parole. Il aimait à se réclamer de lui, et considérait sa perte comme irréparable. «... Quel dommage, quel malheur, que nous n'ayons plus notre maître Le Play ! Il n'en a pas surgi un seul depuis lui, ni chez ses disciples, ni ailleurs. Enfin, nous qui sommes sa monnaie, laboramus <sup>1</sup> ! »

Petit à petit, cependant, l'idée se fit jour que Le Play n'avait pas mené son enseignement jusqu'à ses ultimes conclusions. A côté du Décalogue, l'Église n'avait-elle pas une influence et une autorité à exercer ? Les catholiques sociaux le crurent de plus en plus à mesure que Léon XIII avançait dans les précisions de son enseignement.

D'autre part, ce patronage auquel Le Play avait convié ses lecteurs, était-ce un moyen d'action suffisant ? Toute l'œuvre d'Harmel était là pour répondre que non. Aussi, tout en respectant infiniment Le Play, tout en se réclamant hautement de lui, on en vint à considérer un peu son œuvre comme une étape dépassée dans la vie de la réorganisation sociale.

En Belgique, Charles Perin prêchait lui aussi l'association chrétienne libre et sans entrave de la part de l'État, mais il faisait de l'organisation sociale la conséquence d'une réforme morale du Monde, par l'influence de la charité chrétienne. L'Œuvre des Cercles, après l'avoir admiré et suivi, se sépara de lui vers 1879, trouvant que son enseignement était d'une efficacité insuffisante.

Le Conseil des Études, cependant, publiait ses premiers travaux. Il commence par distinguer deux sortes de sociétés, celles qui sont civiles sans être chrétiennes, et celles qui sont à la fois civiles et chrétiennes. Dans le cas des secondes, l'ordre social résulte de l'accord entre le droit naturel, fondement de la société civile et le droit divin révélé, fondement de la société chrétienne. Ce sera l'ordre social chrétien dont le fonctionnement n'est autre chose que « le respect et l'exécution des

1. A Urbain GUÉRIN, *Lettre d'Arrancy*, 29 juin 1886.

lois de Dieu, de Jésus-Christ et de l'Église, par l'État et dans l'État »<sup>1</sup>. On voit tout de suite apparaître les tendances qui amèneront La Tour du Pin à conférer d'autres caractères à ses études et notamment un caractère politique.

Nous avons dit comment le Conseil avait ensuite reconnu l'organisation existante, l'absence de toute justification de la capacité professionnelle, l'existence d'un système économique de concurrence illimitée consacrant le succès du fort sur la ruine du faible, et l'abandon complet de l'ouvrier. Le Conseil demandait donc la restauration de la hiérarchie et de la capacité professionnelle, l'instauration d'une corporation ouverte, sans préjudice d'une concurrence libre au dehors, et proclamait le principe fondamental que l'ouvrier est libre d'entrer dans une association professionnelle de son choix. Le cadre général d'une société nouvelle apparaît, ce sera l'ordre social chrétien : un de ses éléments constitutifs, la corporation, est reconnu<sup>2</sup>.

En fait, dans ces études, nous retrouvons simplement l'expression des idées foncières reconnues jusqu'ici. C'est, qu'en effet, ce n'était pas tout de proclamer ces principes, encore fallait-il les faire admettre : cinq ans après leur proclamation on en était toujours là. « Je suis loin d'être un maître, même dans l'œuvre, mais uniquement le gardien d'une doctrine en formation et que je ne dois pas laisser dévier dès qu'elle à quelques points d'acquis ; or, deux de ces points sont acquis : la rupture avec le régime libéral du travail, l'affirmation de la nécessité d'y substituer un régime corporatif<sup>3</sup>. » Cette autre phrase de La Tour du Pin éclaire un peu les causes de ce retard : « Les douleurs du pauvre Rocquefeuil jettent un nouveau désarroi dans nos études déjà si lentes, bien qu'au gré de quelques-uns de nos amis elles soient toujours trop avancées<sup>4</sup> ! »

On pourrait donc distinguer une période, 1878-1884 environ, durant laquelle les grands principes sont posés, discutés, et petit à petit acquis ; mais les conséquences envisagées, étudiées même, ne font que peu à peu des progrès du fait que la tâche essentielle reste l'affirmation même des principes directeurs.

Si la date de 1878 ressort très nettement des faits, si elle marque vraiment le commencement d'études sérieuses que l'Œuvre entreprend parallèlement avec le Saint-Siège lui-même, celle de 1884 est plus difficile à justifier. Si nous la proposons, c'est quelle marque, grâce à la première réunion de Fribourg, l'apport d'un concours de forces internationales aux travaux de La Tour du Pin ; cet apport a dû lui apparaître comme une confirmation de la tâche qu'il s'était assignée et comme un stimulant. Les rendez-vous annuels de Fribourg obligeaient à pousser les études d'une manière décisive, sans s'arrêter aux hésitations ou aux atermoi-

1. *Avis I* daté du 10 avril 1878. Publié dans *A. C. supplément* au n° du 15 janvier 1879.

2. *Avis IV* (6 novembre 1878). *A. C. Supplément* n° du 15 janvier 1879.

3. LA TOUR DU PIN, *Lettre* à U. Guérin, Arrancy, le 28 mai 1883.

4. LA TOUR DU PIN, *Lettre* à U. Guérin, Arrancy, el 21 mars 1884.



ments. La troisième période ainsi ouverte finit avec la publication de l'Encyclique *Rerum Novarum* en 1891 : c'est celle des études proprement dites.

Avant de nous placer à cette date de 1891, pour embrasser d'un regard d'ensemble le travail accompli, considérons brièvement les travaux étrangers.

### b) *Le mouvement catholique social en Europe.*

Dès 1878, La Tour du Pin présentait au Comité de l'Œuvre un bref tableau d'ensemble du mouvement catholique social en Europe <sup>1</sup>.

« Je reproduis ici, dit-il, l'esquisse de ce que j'aperçois dans l'étude que je conduis, non pas de la doctrine catholique, mais du mouvement catholique. J'y distingue, au point de vue des opinions, en matière dite libre, trois groupes principaux, l'un que j'appellerai Romain, parce qu'il a un caractère international comme la Rome catholique à laquelle il est étroitement uni. Il a eu longtemps pour organe la *Correspondance de Genève* et pour chef le comte de Blome ; un autre, que j'appellerai belge parce qu'il a pour guide M. Charles Périn et Louvain, compte parmi ses adhérents nos amis le R. P. Marquigny et M. Léon Harmel. Un troisième groupe est celui des industriels français qui sont visiblement sous l'influence de l'école de M. Le Play.

« Si après avoir désigné ces groupes par une qualification forcément inexacte, je me permettais d'y ajouter comme une disqualification par la désignation de celles des erreurs contemporaines que chacun d'eux redoute le moins, je dirais l'École Romaine la moins antisocialiste, l'école belge la moins antilibérale, l'école française la moins antidéiste. Mais je me hâte d'ajouter qu'aucune d'elles n'est affectée de ces erreurs, qu'elles sont toutes profondément catholiques et que le résumé d'opinion sur l'ordre social chrétien que je remets ici, ne serait dans ses lignes générales, combattu par aucune d'elles, tout en répondant au sentiment et à la manière du groupe Romain.

« Quant à ce qui est des dispositions de chacun de ces groupes envers notre œuvre, vous pouvez tenir qu'ils lui sont tous également bienveillants et même dévoués ; le groupe français a répondu avec empressement pour former notre commission industrielle consultative ; le groupe belge se désolant de l'absence de doctrine que trahit notre Revue, offre en ce moment son action doctrinale, et le groupe Romain qui ne nous offre pas de programme, nous presse également d'en avoir un pour répondre à l'espoir qu'il met dans la France et en particulier dans notre association.

« J'ai cherché dans cet exposé non pas à y apprécier, mais à y signaler les courants d'opinions parmi lesquels il faut former le nôtre, et à les rendre faciles à distinguer par les caractères, je ne dirai pas qu'ils se reconnaissent eux-mêmes, mais qu'ils attribuent réciproquement. »

1. P.-V., 23 janvier 1878.

En conclusion il invitait ses collègues à « éviter de heurter aucun de ces vaillants pionniers, qui par leurs efforts en sens divers sous l'inspiration d'une foi unique nous frayent la voie vers la notion complète d'ordre social chrétien <sup>1</sup>. »

Retenons de ce tableau la division des tendances catholiques sociales en trois groupes, *avant* que l'Œuvre des Cercles n'y ait pris sa place. Nous avons dit d'un mot ce qui tendait à distinguer les études de l'Œuvre de celles de Charles Périn et de son groupe — le moins antilibéral. De même nous avons vu dans quelle mesure l'œuvre allait s'éloigner de l'École de Le Play, entraînant avec elle Léon Harmel et nombre d'industriels, classés jusqu'alors dans l'école française. Du troisième groupe, La Tour du Pin nous dit qu'il n'a pas de programme et que son propre résumé sur l'ordre social chrétien se rapprocherait surtout des tendances de ce groupe, le plus antisocialiste. C'est effectivement celui qui a exercé une réelle influence sur les idées de La Tour du Pin. S'il comptait des penseurs de pays assez divers, s'il devait même être l'élément constitutif des réunions de Fribourg et justifier ainsi son épithète de Romain, le groupe du comte de Blome est à l'origine autrichien et aristocratique : il a eu pour fondateur Vogelsang, le disciple de Ketteler.

L'Évêque de Mayence avait publié en 1864 un ouvrage intitulé *La question ouvrière et le christianisme*, dont la lecture décida de la vocation sociale d'Albert de Mun et de La Tour du Pin. Si Ketteler prenait vigoureusement la défense des ouvriers, c'était au nom d'un double sentiment : chrétien, il sentait que le soulagement des misères physiques de l'humanité sur lesquelles le Christ s'était penché, était un devoir impérieux de l'Église ; évêque, responsable du progrès de l'Église, il devinait à l'horizon les progrès du socialisme et voulait éviter au catholicisme de perdre irrémédiablement les masses ouvrières. Ayant constaté la misère ouvrière dans ce qu'il dénonçait avec force comme « le marché aux esclaves de l'Europe centrale », Ketteler, le premier, en cherchait longuement les causes : l'insuffisance du salaire qui assure à l'ouvrier « le minimum pour conserver son existence physique » résulte de la concurrence acharnée des prix, de l'absence de toute organisation du travail, du machinisme, et enfin de la prépondérance croissante du capital. Il y ajoutait le mal moral de la déchristianisation ouvrière. Écartant les remèdes, inefficaces selon lui du libéralisme, il réclamait un retour à l'ordre social voulu par Dieu et basé sur la justice. L'élément essentiel en est l'association ouvrière, dotée non par l'État, mais par des individus chrétiens. Cette question du recours à l'État l'opposait aux socialistes allemands. Il semble bien que sur la fin de ses jours Mgr de Ketteler ait douté de l'efficacité d'un appel à la générosité chrétienne. Quant à l'association ouvrière, il en fait l'agent d'une intervention pour réprimer les abus du capitalisme et à cette fin pour obtenir la satisfaction des justes revendications qu'il énonce : une augmentation de salaire telle qu'il corresponde désormais à la véritable valeur du

1. P.-V., 23 janvier 1878.

travail, une diminution des heures de travail, le respect des jours de repos, la suppression du travail des enfants, des jeunes filles et si possible des femmes. Ainsi Ketteler avait placé le problème sur un terrain essentiellement pratique : la question sociale est une question de subsistance. Léon XIII a reconnu le rôle prépondérant qu'il a joué aux origines du catholicisme social et qui a permis à Turmann de l'en qualifier l'initiateur.

Le baron Karl de Vogelsang, converti par Ketteler, initié par lui aux problèmes sociaux, les étudia en Autriche où il vint s'établir. Vogelsang y vit les répercussions de la Révolution de 1848 et le mouvement de réaction qui tendait à ramener la Double Monarchie vers ses anciennes institutions. Il a donc analysé les causes du malaise contemporain en même temps qu'il étudiait l'organisation sociale du passé. De cette dernière étude, il tire une conclusion, qui fait très exactement écho à celle de La Tour du Pin : « La propriété doit être une parcelle de la fortune nationale commune, concédée à titre de jouissance particulière en échange de services rendus à la communauté. » La Révolution a substitué au propriétaire d'antan le capitaliste ; Vogelsang voit en lui un tyran, souvent, qui pressure l'ouvrier et fait de lui le prolétaire moderne, n'ayant d'espoir qu'en l'État. Le remède, Vogelsang l'attend d'un retour aux traditions anciennes, de l'Église imprégnant l'organisation sociale nouvelle de la foi chrétienne, mais surtout de l'État. Ici il y a une différence sensible avec Ketteler. « Il ne faut pas non plus se faire des illusions, il faut comprendre qu'il n'y a pas de remède possible aux maux de cette société infestée de capitalisme, sans une intervention énergique de l'État. » On voit en quel sens La Tour du Pin pouvait dire de l'école issue de Vogelsang, qu'elle était la moins antisocialiste.

Vogelsang a ouvert la voie à l'école des catholiques sociaux autrichiens. Leur porte-parole était le comte de Blome, d'origine mecklembourgeoise, entré au service de l'Autriche parce qu'elle représentait le principe conservateur en pays allemand ; il avait joué un rôle important à la Chancellerie, sous Metternich. Converti au catholicisme par le Père Félicia, il avait fondé la *Correspondance de Genève*, au lendemain du *Syllabus*, pour fournir une direction au mouvement catholique et donner une voix indépendante au Pape captif dans Rome. C'est par là que La Tour du Pin, son lecteur assidu, le connut.

Il le rencontra à Ferney, où il se rendit auprès de Mgr Mermillod, évêque exilé de Genève, qui tentait de réunir les catholiques sociaux des divers pays. Ces rencontres ouvrirent à La Tour du Pin des horizons nouveaux. Il en avait besoin. A l'une des premières réunions on discuta du principe sur lequel doit reposer l'ordre social. « Sur la Liberté », dit La Tour du Pin conseillé par un religieux. « Alors, contait-il, je vis deux grands diables en redingote noire se lever et quitter la salle en silence. Je compris que j'avais dit une bêtise, il fallait dire « la Justice ». Ces deux grands diables étaient deux des « sociaux » les plus marquants d'Autriche, les princes Alfred et Aloys de Liechtenstein.



A quelques mois des rencontres de Ferney, La Tour du Pin arrive à Vienne. Il y retrouve les Liechtenstein et avec eux tout un groupe en pleine activité intellectuelle. Le chef en est naturellement Vogelsang dont le journal *Das Vaterland* sert de lien à toute l'équipe. Avec lui il y a Blome, le comte Pergen, le comte Kuefstein, Scheimpflug, Feyewery, etc....

La Tour du Pin suit de très près leurs travaux et les commente pour ses amis du Conseil des Études. « Mûris par les mêmes épreuves (luttres intérieures et persécutions religieuses en Allemagne, en Autriche et en Italie) ils ont conservé plus que nous la notion de l'ordre social chrétien parce qu'il a été troublé moins anciennement et moins profondément qu'en France <sup>1</sup>. »

On peut dire que pendant ces années viennoises, la formation sociale de La Tour du Pin, commencée en captivité, s'achève dans un milieu particulier, aristocratique et laïc. Aristocratique, il a pu confirmer La Tour du Pin dans certaines notions conservatrices telles que le royalisme ou le rôle de la classe dirigeante ; laïc, il l'a habitué à traiter directement les questions sociales en considérant le clergé, plus comme un conseiller qu'un directeur en la matière. Enfin leur caractère étranger a élargi son champ de vision et placé ces problèmes sur leur véritable plan, le plan international.

Mais l'étape décisive de ces rencontres internationales devait être l'Union de Fribourg.

Nous avons vu La Tour du Pin distinguer trois tendances dans le courant catholique et social qui se fait jour en Europe : celle du comte de Blome et du groupe Romain, celle des industriels du Nord et celle du groupe belge. Cette énumération n'est plus valable en 1884. D'une part on peut désormais parler d'un groupe français qui n'est pas celui du Nord, mais bien de l'Œuvre des Cercles. D'autre part, en dehors d'elle, des travaux importants sont entrepris à travers l'Europe.

En 1882, Léon XIII favorise la création à Rome d'un « Comité Romain d'Études sociales ». Son but statutaire est « d'étudier toutes les questions de l'économie sociale au point de vue de la doctrine catholique et de s'attacher de préférence à approfondir les questions qui intéressent les travailleurs, de chercher les vrais principes, quel compte l'économie actuelle en tient, et comment arriver à les faire prévaloir au sein des sociétés ». Ce Comité se recrute dans l'aristocratie romaine. Il a pour président Mgr Jacobini, préfet de la Propagande. Mais ses travaux coïncident avec un séjour prolongé à Rome de Mgr Mermillod, l'évêque exilé de Genève. Il participe aux travaux et en apprécie l'utilité. Les membres du Cercle Romain rencontrent les ouvriers dans

1. Un mot peint Blome que La Tour du Pin se plaisait à appeler « le type du surhomme » : ayant combattu la politique anti-religieuse à la Chambre des Seigneurs avec la plus farouche énergie au point que l'émeute s'en était prise à son palais, François-Joseph dit : « C'est le seul Gentilhomme de la Chambre qui ait du caractère. » Le propos fut rapporté à Blome : Dites à Sa Majesté que je lui rends grâce, mais que je regrette de n'en pouvoir dire autant d'Elle. »

une société charitable, *La société artistique ouvrière de la charité réciproque* qu'anime le Comte Vespignani. Ils y créent même une section d'études comparables à la IV<sup>e</sup> Section de l'Œuvre des Cercles. A ces travaux participe le Comte Kuefstein. Il y intéresse La Tour du Pin.

L'année suivante, Monseigneur Mermillod, nommé évêque de Fribourg, rentre en Suisse, avec la volonté de poursuivre ces recherches<sup>1</sup>. Or, en même temps que le Comité Romain, venait de se constituer un Comité allemand d'Études sociales et politiques, fondé en 1882 par la XXIX<sup>e</sup> Assemblée Générale des catholiques allemands. Ce Comité présidé par le Prince Charles de Loewenstein, se réunit l'année suivante à Haid et jeta les bases d'une réorganisation corporative obligatoire de la Société.

Rentré à Fribourg, Mgr Mermillod y convoque à l'automne 1884 le comte Kuefstein, représentant le Comité Romain, le Prince de Loewenstein, représentant le Comité allemand, La Tour du Pin et Milcent. Le principe d'une Union d'études sociales est adopté. Elle se réunira chaque automne à Fribourg, sous la présidence de l'évêque qui assurera la liaison nécessaire avec le Vatican. La première session se tint donc à l'automne 1885. Nous y retrouvons les animateurs du catholicisme social : pour la France avec La Tour du Pin, Albert de Mun, Milcent, le baron d'Avril, collaborateur de l'*Association Catholique*, pour l'Allemagne, le prince de Loewenstein, le baron de Wambold et un jésuite renommé, le Père Lehmkühl ; pour l'Autriche, Vogelsang, le comte Pergen, le comte Esterhazy ; pour l'Italie, les comtes Medolago et Manna ; pour la Belgique, le duc d'Ursel, beau-frère de De Mun et Helleputte ; pour la Suisse enfin, le jeune conseiller fédéral des Grisons Gaspard Decurtins, Théodore de la Rive, Python<sup>2</sup>.

L'Union de Fribourg est un cercle fermé où ne peuvent entrer que des personnalités orientées dans les sens de ses études et préparées à y participer. La Tour du Pin insista pour écarter les libéraux, voulant non pas défendre les doctrines sociales, mais les faire progresser. C'est une assemblée dont les travaux demeurent secrets. On n'en connaîtra l'essentiel que par l'Encyclique et Cyrille Massard ne pourra donner un aperçu de ses procès-verbaux qu'en 1914. Enfin, c'est une réunion d'études au sens strict du terme : il faut mettre au point des idées. Chacun sait avec Mgr Mermillod qu'ensuite « toute idée devient une action ».

Nous ne saurions même résumer ici le travail considérable produit durant les sept sessions de l'Union (1885-1891). C'est essentiellement une œuvre de précurseurs. Contentons-nous de rappeler quelques thèses caractéristiques admises par les membres.

Ayant reconnu les abus auxquels aboutit la liberté du travail, les hôtes de Mgr Mermillod en concluent à la nécessité de corriger ce

1. MASSARD Cyrille, *L'Œuvre sociale du Cardinal Mermillod. L'Union de Fribourg*, d'après des documents inédits, Louvain, 1914, VIII + 278 p., in-8°.

2. Qui devait fonder l'Université de Fribourg.

régime, tâche qui revient à l'État. Pour être effective cette correction doit avoir les mêmes caractères et la même portée dans tous les pays. Il convient donc d'instaurer une véritable législation internationale du travail. L'État réprimera les abus existants, tandis que la législation internationale en préviendra de nouveaux. Entre les libéraux, comme Charles Perin, qui mesurent parcimonieusement son intervention à l'État, et les socialistes qui ne lui imposent aucune limite, l'Union de Fribourg choisit un juste milieu. L'État interviendra dans la mesure nécessaire pour faire régner la justice. Ce n'est pas un droit qu'ils reconnaissent à l'État, c'est un devoir qu'ils lui rappellent. L'organisation nouvelle de la société sera corporative. Est-ce le retour à la société médiévale ? Non. Selon le mot de Goyau sur les féodaux autrichiens : « Ils ne veulent pas restaurer la Société du Moyen Age, mais l'état social du Moyen Age <sup>1</sup>. » L'Union donne sa préférence aux syndicats mixtes, mais dès 1887, elle admet, avec le rapporteur de cette question qui est Albert de Mun, la possibilité de laisser se constituer des groupements séparés de patrons et d'ouvriers, réunis dans un groupement supérieur qui sera la corporation parfaite. Les usines similaires groupées par régions établiront en leur sein une hiérarchie professionnelle et un patrimoine corporatif.

Sur la proposition de Delalande <sup>2</sup>, l'Union précise en 1890 les conséquences politiques de l'organisation professionnelle à partir de ce principe que l'ordre professionnel est la base normale de l'ordre politique. L'instauration de la corporation dans la grande industrie, mûrement examinée, fait l'objet d'un rapport de La Guillomière <sup>3</sup> en 1890. Il conclut à une corporation de préférence religieuse, nécessairement hiérarchique, constituée spontanément. Elle peut ne pas s'étendre d'abord à tous les patrons ou à tous les ouvriers. Son caractère déterminant est l'unité de lieu. Enfin, elle est autonome. Ses règlements ont force de loi pour les adhérents. Le statut des corporations est défini par la législation.

Ce que l'Union avait fait pour l'industrie, elle chargea le comte Medolago et d'Avril de le faire pour le commerce. Mais après quelques études, elle y renonça, considérant toute organisation du commerce comme prématurée. La Commission agraire de l'Union, que présidait Roquefeuil, constata l'existence d'une crise agraire aiguë en Hongrie que lui décrivit le comte de Blome et d'un état inquiétant en France que dénonça La Tour du Pin. Ici et là les transferts de propriétés rurales des vieilles familles aux juifs furent dénoncés. L'Union déclara que l'intérêt des familles, des groupes sociaux et de la société toute entière exigeait la stabilité de la propriété.

Elle chargea le prince de Loewenstein d'en préciser les conditions. Il le fit en opposant le droit social au droit individuel. La propriété rurale est de droit social à condition de remplir son objet : assurer à la famille et à la patrie leurs conditions normales de prospérité. La petite

1. G. GOYAU, *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 21.

2. Membre du Conseil des Études.



et moyenne propriété qui remplit son objet, doit jouir d'une insaisissabilité fiscale et pour dette. La grande propriété doit être protégée par une législation successorale appropriée (majorat fidei-commis etc.). La Tour du Pin établit alors un plan d'organisation corporative de l'agriculture, une corporation locale primaire correspondant à chacune des trois dimensions des propriétés et une union corporative les réunissant sans les confondre à l'échelon supérieur.

Sur le rapport du Père Lehmkühl, l'Union définit sa position à l'égard du salaire en 1886. Elle proclame le droit « en soi absolu » de l'homme sur son travail, son droit moral — correspondant à un devoir pour la Société — à se procurer par un labeur modéré une subsistance suffisante pour lui et les siens. On tiendra compte, en même temps que du travail et des biens produits, des risques et périls inséparables de toute entreprise économique.

Un contrat libre entre l'employeur et le travailleur déterminera la part de bénéfice et le mode de participation du second. L'équité et la justice exigent qu'il soit tenu compte dans ce contrat de la part de chacun à la production du bénéfice final.

L'employeur doit payer un minimum de salaire sous peine de violer les lois de la justice. Le taux correspond aux besoins de l'ouvrier pour subvenir aux frais de son entretien et à celui des siens. L'organisation professionnelle favorisée par l'État, encouragera les contrats de cette nature. À défaut, il appartient à l'État d'intervenir et de réprimer les injustices. Une entente internationale sur les conditions de fixation des salaires est éminemment souhaitable.

L'Union de Fribourg demanda aussi l'assurance de l'ouvrier contre la maladie, l'invalidité, l'accident ou le chômage. Elle précisa les conditions d'intervention de l'État. Enfin, elle esqua les grandes lignes d'un éventuel régime du crédit en 1891. Cette session fut la dernière. L'année précédente les principaux membres de l'Union avaient remis à Léon XIII un rapport sur leurs travaux. Il sembla qu'alors l'Union eût accompli sa tâche. Bientôt son président, le Cardinal Mermillod mourait et quand son successeur appela les membres à Fribourg pour discuter du crédit, il n'en vint qu'un petit nombre, et il ne recommença pas.

Le 30 janvier 1888, Léon XIII reçut en audience neuf membres de l'Union. Ils s'entretenirent longuement avec eux et, en levant l'audience, il leur demanda de lui remettre un mémoire résumant les résultats de leurs travaux. Ce mémoire fut remis un peu plus tard à Léon XIII. Il porte les trois signatures de l'évêque de Fribourg, du comte Kuefstein, secrétaire des Études, et d'Henri Lorin, secrétaire-adjoint. Le rapport d'Henri Lorin sur le régime du crédit qui constitue un véritable réquisitoire contre l'économie libérale, mais ne comporte encore aucune contre-partie positive, y était joint. Ces documents ont servi au Cardinal Zigliarà pour le projet de rédaction de l'Encyclique qu'il établit à la demande de Léon XIII. Le Pape en trouvant la forme trop confuse,

chargea son secrétaire, Mgr Boccati de la reprendre. Quand il l'eut lui-même revu et corrigé, ce texte devint le 15 mai 1891, l'Encyclique *Rerum Novarum*.

On relèvera dans ce bref rappel des travaux de Fribourg, l'importante contribution de l'École française. C'est elle qui fournit tous les éléments des études sur la corporation. Sur les autres questions, elle prit une part des plus actives et il était juste que sur le mémoire remis au Pape figurât la signature de l'un de ses plus actifs et plus discrets chercheurs Henri Lorin.

c) *Influences subies par le mouvement catholique social français.*

La Tour du Pin s'est expressément défendu d'avoir été inspiré par les chercheurs étrangers. La seule influence qu'il reconnaisse, qu'il revendique même, est celle du comte de Chambord. Il convient d'en dire un mot.

Il vouait au petit-fils de Charles X un attachement fait de respect et d'estime qui n'était pas seulement une tradition de famille. Ayant connu de très près le Prince, l'ayant visité et écouté à Froshdorf, ayant même discuté avec lui, il avait pu s'en faire une opinion personnelle, solidement étayée. Or, il est remarquable que cet analyste critique ait conservé le même dévouement et rendu à Henri V les mêmes services sinon plus après qu'avant sa mission à Vienne.

On peut penser que les préoccupations sociales du Prétendant ont contribué à cet état d'esprit.

Le comte de Chambord paraît s'être rendu compte assez tôt qu'il s'était fait en France une évolution sociale.

Puis, quand l'Empire accorda le droit de grève aux ouvriers, le comte de Chambord publia une longue « lettre sur les Ouvriers »<sup>1</sup>. On a remarqué dans ce texte qu'il avait abandonné le terrain des généralités où il se tenait volontiers quand il se référait à son programme ; on a expliqué cette particularité par le désir d'attaquer la politique impériale sur un de ses points forts et d'attirer à soi l'élément le plus agissant du corps électoral : la masse ouvrière.

Après avoir marqué les grands services rendus par l'organisation corporative sous l'ancien régime et reconnu son altération à la veille de la Révolution, le Prince dénonce l'« Isolement contre nature » de l'ouvrier.

Pendant ce temps, se constituait, par le développement de la prospérité publique une espèce de « privilège industriel » qui, tenant dans ses mains l'existence des ouvriers, se trouvait investi d'une sorte de domination qui pouvait devenir oppressive, et amener par contre-coup des crises funestes. « Il est juste de reconnaître, ajoute le Prince, qu'il n'en a pas abusé autant qu'il aurait pu. » Les œuvres sociales que l'on

1. Mgr le Comte de Chambord, *Correspondance de 1861 à 1879*, 5<sup>e</sup> édition, Genève, 1880, VII + 402 p., in-4°.

voit s'étendre ne suffisent pas à protéger l'ouvrier. Il résume ainsi les remèdes préconisés : « A l'individualisme, opposer l'association à la concurrence effrénée, le contre-poids de la défense commune, au privilège industriel, la constitution volontaire et réglée des corporations libres. » Il réclame donc la liberté d'association, qui bien souvent d'ailleurs consacrera l'existence d'associations aujourd'hui cachées. Dans ces associations il devrait se former des syndicats, ou délégations, susceptibles de rencontrer les patrons pour régler à l'amiable les différends relatifs aux conditions du travail. La paix sociale sortira de ces délibérations. L'État ne perdra rien, car il devra pouvoir connaître toute activité, assister à toute réunion des associations, n'intervenant, cependant que pour faciliter les accords. Des commissions mixtes pourront se réunir sous l'égide de l'État pour prévenir ou régler les différends. Quant aux particuliers, le Prince leur demande de redoubler d'activité pour aider les ouvriers en multipliant les œuvres sociales de toutes natures <sup>1</sup>.

Sans être de loin aussi précis en matière agricole, le comte de Chambord exhorta ses fidèles à participer à l'enquête agricole décidée en 1866 par le Gouvernement. Mais si consciencieuse que puisse être leur étude, elle ne suffit pas : « Ils s'appliqueront également, ajoute-t-il, à éclairer par des publications spéciales les classes agricoles qui, souvent, ne sauraient pas d'elles-mêmes embrasser dans son ensemble et dans ses détails une si vaste question, et ils se feront un devoir de mettre leurs loisirs, leurs connaissances, tout leur dévouement, à la disposition et au service des populations au sein desquelles ils vivent <sup>2</sup>. »

Si cette influence, pour incontestable qu'elle soit, peut paraître un peu mince quand on la compare à la doctrine de La Tour du Pin, on peut faire quelque crédit aux influences indiquées par Albert de Mun. Dans une lettre à Guérin, de Mun esquisse une nomenclature des hommes dont l'Œuvre peut se réclamer <sup>3</sup>.

« Mgr de Ketteler, écrit-il, n'est pas le seul précurseur.... La *Genèse* est bien plus compliquée... On trouve beaucoup de nos idées sociales en germe dans Ozanam, dans Lacordaire, même dans Montalembert, Buchez et l'école sociale catholique de 1848... La Tour du Pin est un seigneur féodal de l'école du comte de Blome peut-être du baron de Vogelsang, sous certains rapports, par tous, du prince de Liechtenstein. » Dans la même correspondance, il proteste contre l'expression de « conservateurs sociaux » par laquelle Guérin voulait désigner ses collègues de l'Œuvre dans un article intitulé « Socialisme chrétien » qu'il préparait pour un dictionnaire d'économie politique.

Cette expression toute nouvelle de « conservateurs sociaux » irritait fort de Mun. Il avait entendu parfois La Tour du Pin s'en servir pour désigner les catholiques sociaux d'Autriche, et même la proposer à

1. Mgr le Comte DE CHAMBORD, *Correspondance de 1861 à 1879*.

2. *Lettre* sur l'enquête agricole, mars 1866. Comte de Chambord, *op. cit.*

3. A. DE MUN, *Lettre* à Guérin, 18 août 1891.



ses amis. Mais de Mun la récuse. « Elle est inconnue de la plupart de ceux qui s'occupent en France du mouvement social et, à mes yeux, elle est inacceptable comme incomplète et insuffisamment définie. En tous cas je ne m'en suis jamais servi et c'est une qualification que je n'ai jamais prise, n'en ayant jamais voulu d'autre que celle de catholique. » Il récusait de même l'expression souvent employée et, selon lui impropre, de socialisme chrétien, et demandait à Guérin d'attribuer ces idées à un groupe de catholiques au nom duquel il avait toujours et presque seul parlé.

Avec déférence, Guérin défendit l'expression à laquelle il tenait de « conservateurs sociaux » <sup>1</sup>. « Ce n'est pas une nouveauté, disait-il, La Tour du Pin lui-même dans plusieurs réunions électorales s'en était servi. Elle me paraît, je vous l'avoue franchement, assez heureuse, car elle indique bien le souci que nous avons de respecter la tradition et en même temps la préoccupation que nous inspirent les questions sociales. Vous lui reprochez son vague... le titre de catholique n'échappe pas à ce reproche. Il y a, en effet, catholique et catholique, puisque, ai-je besoin de vous le rappeler, nos idées sociales trouvent d'ardents adversaires dans des gens dont nous ne saurions suspecter l'attachement à la foi commune. » On voit s'opposer ici la tendance catholique avant tout, si caractéristique de de Mun, et chez Guérin une préoccupation, peut-être pas exempte d'arrière-pensées politiques, de définir une attitude à la fois traditionnelle et novatrice, respectueuse des enseignements du passé, mais franchement orientée vers le présent.

#### d) *La Tour du Pin et l'élaboration doctrinale.*

Ce tour d'horizon achevé, voyons ce que La Tour du Pin avait déduit des principes fondamentaux qu'il énonçait dès 1878. Pour ce faire, prenons la date de 1891, d'abord parce qu'elle est celle de l'Encyclique, et en second lieu parce que La Tour du Pin vient de publier une série de définitions relatives à ses études sous le titre d'*Aphorismes de politique sociale* <sup>2</sup>. On trouve dans ces soixante pages l'essentiel de sa pensée. De là on peut mesurer le chemin parcouru.

L'organisation corporative de la société, La Tour du Pin a affirmé que, jusque dans ses détails, il en avait déduit les principes de la doctrine de l'Église <sup>3</sup>. C'est dans les livres sacrés que se trouve la solution de tous les problèmes et si l'esprit ne la distingue pas bien, il n'importe puisque le chef de l'Église est là pour adapter les solutions de l'Église aux besoins du temps. Félix Harmel au pèlerinage de 1889 le proclame hautement : « Le Pape est dans l'humanité l'incarnation véritable de la justice et de la charité... Nous ne voyons qu'un seul remède à

1. U. GUÉRIN, *Lettre* à de Mun, Versailles, 15 août 1891.

2. *Aphorismes de politique sociale*, Marseille 1891, VII + 66 p., in-8°.

3. « Le doigt de Dieu est la clé de voute de l'édifice social ». Cette affirmation apparaît dans *A. C.*, tome XVI, août 1883, p. 164. « Dans la société réorganisée, la religion catholique est religion nationale » (Essai sur les cahiers de 1889 *A. C.*, mars 1889).

tant de maux : c'est que l'autorité du Pape soit reconnue du monde entier, sa direction acceptée par les peuples et ses enseignements sur l'économie chrétienne répandus parmi les hommes des classes dirigeantes. » Cette société à laquelle La Tour du Pin veut donner une organisation sociale, qu'est-ce au juste ? Il l'appelle le « corps social » afin, dit-il, d'éveiller par le terme même l'idée d'un organisme naturel, complexe et vivant comme celui du corps humain, dans lequel chaque homme doit accomplir une fonction propre ainsi qu'il se voit de chacune des molécules de notre corps, afin de correspondre au plan providentiel<sup>1</sup>. Le corps social constitue donc un ensemble de rapports harmonieux entre les divers éléments de la société et les fonctions qui leur sont assignées. Ce caractère essentiellement collectif s'oppose à celui d'un régime social où l'individu est considéré comme l'unité, l'élément primordial de la société<sup>2</sup>.

La Tour du Pin voit petit à petit l'organisation sociale comme devant se conformer à un plan providentiel que les catholiques cherchent dans la morale évangélique et dans les enseignements de l'Église. Dans la mesure où cette conformité sera atteinte, régnera la justice sociale. Pour y atteindre, il y aura une intervention de l'État et un effort de chaque citoyen. Le patron dans son usine a un devoir à l'égard de ses ouvriers. S'il y manque, il commet une violation de la justice. De plus, en n'accomplissant pas le devoir que Dieu lui a assigné dans le plan providentiel il se rend coupable envers Dieu.

Nous touchons ici à l'une des questions les plus discutées parce qu'elle était étudiée dans un milieu d'industriels, pieux et sincères, qui cherchaient dans leurs propres affaires les applications pratiques de l'enseignement reçu du Conseil des Études. En 1882, celui-ci donnait une première définition : « Ces obligations morales (issues du travail en commun) ne résultent pas d'un droit strict ou du moins bien défini dans sa portée et sa rigueur mais cependant d'un droit réel<sup>3</sup>. »

Plus précis, le Père de Pascal écrit en 1885 : « Du rapprochement moral et juridique de ces êtres raisonnables, le patron et l'ouvrier, résultent des obligations mutuelles, obligations qui proviennent, soit directement ou indirectement du contrat lui-même, obligations qui, hâtons-nous de le dire, sont des obligations de *justice rigoureuse* et non de simple charité<sup>4</sup>. »

Enfin un élève de La Tour du Pin, Henri Savatier, achève l'évolution doctrinale : « On a imaginé deux catégories de devoirs sociaux, les uns de justice, les autres de charité. Entre ces deux vertus il y a la plus essentielle des distinctions, mais il n'y a pas de séparation ; des actes qui dépendent d'elles ne forment pas deux domaines séparés<sup>5</sup>. »

La cause principale, sans doute, du vif débat soulevé ainsi, c'est sa

1. *Aphorismes de politique sociale*, § I, p. 6. Marseille 1891, VII + 66 p., in-8°.

2. *Aphorismes de politique sociale*, § IV, p. 27.

3. *A. C.*, XIII, avril 1882, p. 542.

4. *A. C.*, XIX, février 1885, p. 151.

5. *A. C.*, XXIX, février 1890, p. 185.

difficulté. Il était difficile d'expliquer aux esprits qui n'étaient pas initiés, aux industriels, pourquoi certains actes qu'ils avaient de tout temps classés comme de charité devenaient de justice. Le Play avait recommandé instamment l'exercice du patronage sans en faire une obligation de justice. Dans l'application pratique, où se terminait ce qu'il était juste de faire ? quels actes pouvait-on ne pas faire sans injustice ? Question infiniment troublante pour des hommes de foi et de bonne volonté, habitués à voir dans le Comité de l'Œuvre un guide écouté de leur action sociale. Et ce Comité où La Tour du Pin jouait un grand rôle pouvait-il se désolidariser de son grand penseur ? Les atermoiements dont le chef de la IV<sup>e</sup> Section se plaignait à Urbain Guérin étaient une sorte de résistance passive destinée à gagner du temps aux hésitants pour éclairer leur pensée. Écoutons-les :

Dans une importante communication <sup>1</sup> Hyppolite André répondit à la première définition du Conseil des Études. Rappelant les articles 1 et 2 des Bases et Plan général de l'Œuvre où les classes dirigeantes s'obligeaient à exercer la charité envers la classe ouvrière et reconnaissaient les enseignements de l'Église comme les fondements inébranlables de l'Œuvre, il objectait que la recommandation faite à l'industriel d'exercer d'abord et avant tout la justice était une obligation nouvelle, dont l'acte d'adhésion n'avait point parlé. « On répondra sans nul doute à cette objection : Mais cela n'est nullement une obligation nouvelle, la justice, c'est-à-dire le devoir de rendre à autrui *ce qui lui est dû*, est une vérité fondamentale à laquelle vous ne pouvez vous soustraire et il n'était pas besoin d'en insérer les conditions dans l'acte d'adhésion. Ma réponse est alors bien simple : Si la justice n'est pas ce que vous dites, pourquoi alors déclarer aujourd'hui l'obligation sous une forme aussi solennelle ? Vous répondrez encore : Mais il ne s'agit pas de vous personnellement, il s'agit de l'État dont nous proclamons l'intervention absolument nécessaire contrairement à l'opinion de certains industriels et économistes chrétiens. Croyez-vous, répond pour son propre compte André, croyez-vous que cette thèse de l'intervention de l'État dans l'organisation du travail puisse ainsi se poser en principe sans qu'en même temps les limites n'en soient déterminées ? Cela est impossible et c'est précisément là où je vois l'*immense danger* pour l'Œuvre d'obliger ses membres à croire à la vérité d'un principe dont on ne donne aucune définition, auquel on n'assigne aucune limite. Car, remarquez-le bien, votre règlement en mains vous viendrez nous dire, à nous industriels, membres de l'Œuvre : le Comité a adopté notre avis et il est désormais soustrait à votre controverse, devez vous y adhérer comme *article de foi*. Quant à l'application, vous en ferez ce que vous voudrez, cela ne nous regarde pas. Et si nous, industriels, nous ne sommes pas de votre opinion ? Que va-t-il se passer ? Devrons-nous nous retirer de l'Œuvre ? » Et généralisant cette fois, sa critique, il n'hésitait pas à écrire : « Votre erreur profonde, c'est de croire que vous pouvez, en ce qui concerne l'économie

1. H. ANDRÉ, *Communication au Comité de l'Œuvre*, s. d. (1882).



sociale, proclamer des principes en ne tenant aucun compte des résultats qu'en peut produire l'application. Ce sont les dogmes que proclame l'Église, et comme elle est la suprême sagesse — qu'elle ne peut se tromper — il est clair que forcément à un moment donné l'application, c'est-à-dire l'adhérence pratique à ses enseignements et aux obligations qu'ils imposent, doit se produire sans amener de perturbations. Mais vos principes à vous, en sont-ils, là ? Non, puisque vous avouez, vous, qu'un grand nombre de bons esprits, d'économistes éminents, de théologiens, ne pensent pas comme vous.

« Laissez donc là cette question de principe de l'organisation du travail dans la grande industrie. Ne proclamez rien du tout, bornez-vous à pousser l'Œuvre dans la voie qui seule peut assurer son succès et sauver le monde industriel : Faire des patrons et des ouvriers chrétiens. Le reste viendra par surcroît, quand l'industrie sera chrétienne, l'État le deviendra bientôt alors il édictera des lois qui ne seront plus pour ainsi dire que la consécration d'usages de véritable justice chrétienne <sup>1</sup>. »

La critique à peine voilée d'André rejoint celle faite souvent à La Tour du Pin de travailler en laboratoire. Quant à de Mun, il écrit à Roquefeuil : « Je ne serai pas fâché de voir un peu creusée et expliquée cette belle distinction entre la charité et la justice que j'ai souvent entendu formuler par La Tour du Pin, par Milcent et par M. Clemenceau, sans bien la comprendre. Quant à moi, la charité, non pas dans le sens de l'aumône, mais dans le sens le plus large, est le principe même, le fondement et la garantie de la justice <sup>2</sup>. »

Le corps social est composé de trois éléments constitutifs : la famille, la propriété et le travail. Voyons d'abord la conception de La Tour du Pin sur la famille.

Ici l'influence de Le Play est très sensible. La Tour du Pin s'oppose à la conception libérale et individualiste du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'y oppose au nom de la Science Sociale, c'est-à-dire en fait, des constatations de Le Play. « La Science Sociale ne se prête pas aussi facilement à cette conception (individualiste) qui est la base de l'État moderne. Elle considère que l'histoire de l'humanité, non moins que l'observation journalière des faits sociaux, engendre une toute autre manière de voir, à savoir que l'unité sociale est la famille <sup>3</sup>. » Ailleurs il précise que l'ouvrier célibataire n'est qu'une exception, car si le corps social se compose numériquement d'individus, il se compose organiquement de familles. Le foyer est le but et la fin terrestre des efforts du travailleur, l'objet du patronage chrétien. Le salaire doit correspondre à ses besoins. Théorie très importante que l'Encyclique n'osera pas reprendre à la lettre, tout en la sous-entendant : c'est elle qui inspire à Harmel le sursalaire familial.

La famille a une double tâche : propager l'espèce et graver dans l'âme

1. Communication d'H. ANDRÉ.

2. Copie d'un extrait de lettre d'A. DE MUN à F. de Roquefeuil, le 27 février 1890.

3. *A. P. S.*, § 4.

de l'enfant le premier enseignement moral. Elle doit être forte ; elle empruntera sa force à la conservation du foyer. La Tour du Pin pense avec Le Play qu'il faut renforcer le droit du Père de famille en matière de succession et à tout le moins accroître sa quotité disponible. Le Play avait surtout insisté sur cet aspect défensif de l'héritage. Les catholiques sociaux en relèvent un autre, non moins important ; la défense du foyer contre les vicissitudes de l'existence. A ce titre, ils réclament une petite propriété insaisissable et inaliénable, protégeant ainsi le foyer, au besoin contre son propre chef qui voudrait vendre, ou ferait des dettes. Une autre menace pour la propriété familiale résulte du morcellement exagéré des terres. Reconnaisant ses excès, ils réclament un remembrement et l'atténuation des dispositions du Code civil sur les partages successoraux.

Il y a quelques nuances entre les catholiques sociaux sur la primauté de la famille. Urbain Guérin <sup>1</sup> ayant écrit dans le *Dictionnaire d'économie politique* « Dieu a créé d'abord la famille », de Mun témoigne d'une certaine inquiétude <sup>2</sup>. « Est-ce juste ? demande-t-il, Dieu a créé d'abord un homme ; l'homme est l'objet de la création : sa fin dernière est le but de sa destinée. L'homme a été créé pour louer Dieu, le servir, et par ce moyen obtenir la vie éternelle ; tout ce qui lui a été donné, l'a été pour cette fin. Ce sont des moyens de le conduire à sa fin ; la famille est le moyen principal, essentiel, ce n'est, ni l'objet de la création, ni la fin de l'homme. Il y a là une question très grave... Je crois qu'ici on fait très bon marché de l'individu, de l'homme et qu'on tombe, au profit de la famille, dans une erreur analogue à celle que commettent tous les socialistes au profit de la société civile. »

Ces lignes sont doublement révélatrices, et des scrupules d'Albert de Mun, et des difficultés que La Tour du Pin et ses amis pouvaient rencontrer au sein de l'Œuvre.

La propriété n'est pas un moindre élément constitutif. Les analogies avec Vogelsang — sinon son influence, — paraissent sensibles. « Historiquement, dit <sup>3</sup> La Tour du Pin, on constate que l'homme s'est approprié que dans les conditions sociales qui rendaient cette appropriation nécessaire. Philosophiquement il est aisé de comprendre que les sociétés compliquées, à population dense, rendent cette appropriation nécessaire. Si elle est nécessaire, elle résulte des principes premiers du droit naturel. La propriété est donc légitime, sous réserve cependant du droit chrétien de chaque homme à la subsistance qui implique le droit du pauvre à l'assistance et le devoir pour la Société de l'organiser <sup>4</sup>. Son rôle sera, non seulement de procurer des avantages à ceux qui la détiennent, mais encore d'être « le vrai grenier d'abondance de la société ». Avant tout, le propriétaire a une fonction sociale à remplir. Avant la Révolution, les coutumes lui imposaient des charges, les « droits d'usage ». Depuis 1789,

1. *Dictionnaire d'économie politique*, Paris 1891, article « Socialisme chrétien ».

2. *Lettre* à Urbain Guérin, voir 18 août 1891.

3. *A. P. S.*, § VII, 40.

4. *A. P. S.*, § VII, 40.

elle a perdu ce caractère, elle a passé de main en main, elle est devenue une valeur de spéculation. L'émancipation de la propriété, naïvement célébrée, n'a été, en réalité, que l'émancipation des propriétaires des charges sociales assumées jadis.

« L'organisation harmonieuse du corps social exige un équilibre de la grande et de la petite propriété. A la première revient le soin d'introduire les améliorations agricoles, dont l'initiative incertaine risquerait d'écraser le petit propriétaire, de soutenir la population aux époques de crise, de former les classes dirigeantes dont la fonction sociale prépare la fonction politique. La petite propriété est un élément indispensable ; pour jouer son rôle, elle doit solidement reposer sur sa base naturelle : le foyer insaisissable et inaliénable, c'est-à-dire le bien de famille <sup>1</sup>. »

Constatant que beaucoup d'hommes de la classe dirigeante abandonnaient leurs terres, une trop grande partie de l'année, La Tour du Pin leur rappelait leurs devoirs : « Ce n'est pas tout de posséder une attache au sol pour être membre utile et fondé en droit dans une bonne organisation sociale, il faut remplir la fonction sociale correspondante, c'est-à-dire exploiter la fertilité du sol soi-même en y résidant, soit par ses auxiliaires également résidents, soit encore en s'associant avec des métayers. La terre n'est appropriable en droit naturel que parce qu'elle est cultivable, et elle n'est appropriée en fait que parce qu'elle est utilisée.

« A mesure qu'elle cesse de l'être, la fonction sociale du propriétaire va s'amointrissant, et lorsqu'il a cessé tout à fait d'être cultivateur pour en revenir uniquement à la cueillette ou à la chasse, il ne saurait plus être membre de droit d'une corporation agricole, car alors même que la loi positive lui conserverait encore son titre de propriétaire, il en serait déchu par la loi naturelle. »

La Tour du Pin propose aux propriétaires un programme constructif.

« Si chaque châtelain, en dehors de ses connaissances générales, savait l'histoire de chacune des familles de son village, au moins dans leurs rapports avec la sienne, il n'y serait pas regardé souvent comme un étranger et le bien social, qui des gens nés autour d'un même clocher fait une unité morale aussi bien qu'économique, se maintiendrait à travers les âges. Mais pour cela, il ne faut pas seulement être à la campagne, mais *de* la campagne. »

De là une véritable condamnation du fermage. Il fait du propriétaire un rentier dit Guérin, et La Tour du Pin remarque : « Dans quelle fâcheuse condition ces deux hommes ne se trouvent-ils pas en face l'un de l'autre ? L'un devenu étranger à son propre domaine, l'autre obligé de faire rendre bon an mal an à ce domaine une rente fixe qui dans les périodes de crise n'épuise pas moins la terre que l'homme qui la lui dérobe <sup>2</sup>. »

Mais Albert de Mun, plus réservé, fit atténuer la condamnation

1. U. GUÉRIN, *op. cit.*

2. *Association catholique*, juillet 1886.



que Guérin voulait porter dans l'article du *Dictionnaire d'économie politique* : Tout en le déplorant comme ses amis, il pensait que le fermage était devenu une des formes caractéristiques de l'organisation sociale et qu'il était donc impossible de le faire disparaître brusquement <sup>1</sup>.

Le travail est le dernier élément constitutif. Hostile au régime libéral, La Tour du Pin repousse la liberté totale. Elle a déterminé jusqu'alors les salaires, les conditions de travail, la loyauté des produits, leur prix de vente. Dans son réquisitoire, le penseur d'Arrancy rappelle les arguments socialistes : le droit à l'existence, au travail, au repos sont des droits naturels, le produit est fait pour l'homme et non l'homme pour le produit, la liberté de travail égale pour tous n'est que la liberté pour le capitaliste d'exploiter le travailleur. « Ce jugement, ajoute-t-il, est en grande partie aussi celui des sociologues chrétiens. Ils ne se séparent guère des socialistes dans la critique du régime libéral, mais ils revendiquent en place du collectivisme le retour au régime corporatif comme garantissant le droit du patron, celui de l'ouvrier et celui du consommateur <sup>2</sup>. »

Qu'est-ce donc que le travail ? « Une fonction sociale qui crée entre ceux qui la remplissent et la société des obligations réciproques et dont l'exercice ne peut ainsi être abandonné à la seule loi des intérêts particuliers », répond de Mun, « une prestation d'ouvrage, non une marchandise » dit Guérin et La Tour du Pin confirme « la nature du contrat de travail est toujours celle d'un échange de services. »

Et le capital ? Quelle place lui réserve-t-on ? C'est un point très délicat qui provoqua un incident retentissant. Un des collaborateurs de l'*Association catholique*, Loesewitz qui n'était d'ailleurs pas membre de l'Œuvre, alla jusqu'à nier « la prétendue productivité du Capital ». L'émotion fut si grande, qu'Albert de Mun, quoiqu'il appréciait son concours dût désolidariser publiquement l'Œuvre d'avec lui et le prier de cesser toute collaboration à la Revue. Et cependant, il est indéniable que La Tour du Pin est résolument hostile à l'intérêt du capital. « Le prêt à intérêt est toujours une usure, proclame-t-il <sup>3</sup> illustrant cette phrase lapidaire de quelques exemples. Si vous investissez un capital dans une société de production en vous réservant une part déterminée du bénéfice, la somme que vous retirerez ne sera pas une part de l'argent prêté, mais une part du produit, du travail auquel cet argent aura été employé ; vous ferez donc payer à autrui du travail qu'il aura fait lui-même ! » Quelque réserve que l'on puisse porter sur ce jugement, on reconnaîtra qu'au lendemain du prodigieux développement économique du Second Empire, à l'époque des grandes faillites de la III<sup>e</sup> République, La Tour du Pin a combattu la prépondérance du Capital et défendu la part du Travail, aussi bien en soulignant la primauté de celui qui exécute sur celui qui finance, qu'en liant la notion de propriété à l'exercice d'un

1. *Lettre* à Guérin, voir 18 août 1891.

2. *A. P. S.*, § VI, p. 30.

3. *A. P. S.*, § V, p. 28.

travail déterminé. La Tour du Pin concluait de là à une refonte de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes.

Avec le temps, ces idées se précisent. En 1883, Albert de Mun qualifie le siècle à son déclin de « Siècle de l'Usure ». La Tour du Pin développe sa pensée : l'intérêt n'a de sens qu'en tant qu'il compense une dépréciation résultant de l'échange. Vous prêtez un cheval, on vous le rend plus fatigué, vous avez droit à une compensation, car le capital dans une opération de ce genre doit demeurer intact : rien de moins, certes, mais rien de plus. Tout intérêt fixe, toute rente est donc une usure. L'État joue un rôle grave, car en fixant à 3 ou 4 % l'intérêt fixe d'un placement absolument sûr de père de famille, il fait élever à 6 ou 7 % l'intérêt du placement industriel pour tenir compte de l'aléa, et c'est autant de perdu pour la production. Il rejoint ici la condamnation du fermage, réserve d'un tiers du revenu à un propriétaire qui ne participe pas à la production.

Le philosophe d'Arrancy propose donc la suppression de la rente d'État, ce qui abaisserait le loyer de l'argent dans l'industrie. Quant aux entreprises, il faudrait orienter les grandes vers une responsabilité illimitée et ses risques corolaires acceptés par les capitalistes, transformer les petites en manière de sociétés coopératives, dont les salariés deviendraient progressivement propriétaires en tant que coopérateurs ; ce système mettant un terme à la condition prolétarienne.

Ces mesures n'engendreront-elles pas un exode des capitaux, qui serait en définitive pernicieux ? La Tour du Pin ne le croit pas, parce que la disparition de l'intérêt donnera un stimulant aux affaires en augmentant le pouvoir de consommation des masses. Cet accès de prospérité ramènera les capitaux <sup>1</sup>.

Ces considérations sur le régime du crédit sont en avance même sur les travaux de Fribourg, où l'accord s'était fait pour condamner l'économie libérale. En 1891, à la dernière session, il fut question du crédit, et notamment, du loyer de l'argent, mais les travaux de La Tour du Pin vont plus loin que les décisions de principe adoptées.

Au reste, le travail libéré du joug que fait peser sur lui le système libéral du crédit, doit être organisé de façon saine et rationnelle. « Le Travail, dit l'Avis VIII, est un acte humain, c'est une dépense de forces humaines dès lors il a droit à une réglementation qui doit tenir compte de l'homme tout entier. »

Cette réglementation précise quelques points fondamentaux et d'abord les lois de la rémunération : « Le salaire, dit Urbain Guérin, est une rétribution, non un prix. » Le Conseil des Études tranche dans le vif : « La juste rémunération du salaire est, dans la mesure du nécessaire, à la subsistance d'une famille laborieuse dans la société humaine, pour chacun selon sa condition : elle est déterminée par les mœurs chrétiennes. Le contrat de travail doit être considéré comme perpétuel pour obtenir la déterminante du taux normal du salaire. Il doit donc procurer les

1. LA TOUR DU PIN, *Jalons de route*. Article écrit en 1889 et non inséré dans l'A. C.

moyens d'assistance aux familles de l'employeur et de l'employé. Sans reprendre tous les aspects de cette définition, visiblement inspirée de Ketteler, notons son adhésion au principe du salaire familial absolu, c'est-à-dire au principe économique que le salaire seul suffit à faire vivre une famille. Ce principe ne se trouve pas explicitement formulé dans l'Encyclique, encore moins dans les commentaires du Vatican. Harmel accordant le sursalaire familial, a bien soin de le distinguer de la rémunération proprement dite. Aujourd'hui encore, l'allocation familiale reste distincte du salaire.

L'Avis VIII est explicite sur ce point : le salaire moyen de l'ouvrier doit lui permettre d'acquérir un certain « bien », à savoir une nourriture, un logement sain, un habillement convenable, un foyer, une instruction et une éducation pour ses enfants, tels qu'ils ne les fassent pas déchoir de leur position sociale, des ressources contre le chômage, contre la maladie, l'accident, la vieillesse, la possibilité d'un progrès dans sa religion et son métier.

Nous touchons là à une idée chère aux catholiques sociaux : l'ouvrier cherche à s'élever dans la hiérarchie sociale sans sortir de son cadre professionnel. Le Corps social est en effet essentiellement hiérarchique : « chez un peuple civilisé, chacun est le prince de quelqu'un et le sujet de quelqu'un d'autre » <sup>1</sup>. L'ouvrier nomade n'a pas sa place dans la famille professionnelle.

De ce qui précède, résulte le devoir du patron d'exercer sa paternité, son « patronage », non seulement sur ses ouvriers, mais sur l'ensemble de leurs familles.

Reste une dernière caractéristique du salaire. Il est « la juste compensation pour l'ouvrier de sa renonciation aux profits de son travail ». On ne saurait mieux impliquer le droit ouvrier de participer aux bénéfices de l'entreprise. Mgr Freppel y voyait l'ouvrier co-propriétaire ou co-usufruitier du champ, de la mine ou de la manufacture.

Mais la question du salaire, « la question de subsistance » comme l'appelle La Tour du Pin, ne peut être réglée qu'après la promulgation d'une législation répressive des abus et après l'instauration du régime corporatif.

La Corporation, selon La Tour du Pin, se présente comme l'association de trois éléments dans la profession, les patrons, les ouvriers et les représentants de la classe dirigeante constituant le « comité d'honneur ». A la base, nous l'avons vu, la corporation se constitue au sein d'une unité de travail : usine, fabrique, atelier artisanal, exploitation agricole. Elle repose sur l'association du Comité d'honneur, du patron et des ouvriers, sans distinguer entre les différents éléments de l'entreprise. Il y a là une notion qui fait tout à fait défaut. Le modèle en est la « Corporation chrétienne du Val-des-Bois ». L'union de deux corporations d'usine d'une même ville constitue la corporation locale comme celle de Nantes. Il reste entendu que les usines doivent avoir des fabrications voisines

1. *Essai sur les cahiers de 1889. Association Catholique*, mars 1889.



sinon similaires. Au dessus, La Tour du Pin prévoit, par un mécanisme analogue, la corporation régionale et la corporation nationale.

Cette corporation est dotée de larges pouvoirs. Avant tout, elle édicte ses propres règles, car l'auteur des Aphorismes pense que les gens du métier, assistés du Comité d'honneur, sont les plus qualifiés pour établir les règlements professionnels. Avec le pouvoir législatif, la corporation possède le pouvoir judiciaire : ses dirigeants jugent les contestations entre membres. Enfin ses délégués élus administrent son patrimoine. La Tour du Pin insiste pour qu'un patrimoine corporatif soit constitué dès la corporation d'usine. Il le souhaite représenté par des actions, à telle enseigne que l'ouvrier qui en est co-proprétaire, ait vraiment le sentiment d'être propriétaire de ce capital. Comment alimenter le patrimoine ? Par un prélèvement sur la production. La Tour du Pin n'a pas retenu le prélèvement proportionnel aux bénéfices, il le veut proportionnel à la production, celle-ci étant évaluée au prix de revient. Tous les membres d'une entreprise y participent. Il suggère une formule simple de calcul : la production uniforme d'une demi-journée de travail par semaine.

L'ouvrier entre dans la corporation de son plein gré, mais il y occupe le dernier rang hiérarchique. Veut-il s'élever ? Être autre chose qu'un simple manœuvre ? Il lui faut acquérir le brevet de capacité professionnelle, obligatoire pour tous les agents de la production, depuis l'ingénieur jusqu'au travailleur qualifié.

La corporation établit les prix des produits fabriqués. N'est-ce pas supprimer la concurrence ? Non, dit La Tour du Pin, la concurrence subsiste mais s'exerce sur la qualité des produits fabriqués.

L'ouvrier restera dans la profession et cherchera à s'élever dans son cadre. Il répudie l'ouvrier nomade, élément perturbateur. Dans cette organisation, il n'y a pas de place pour le pauvre. Mais il ne doit pas y avoir d'autres pauvres que les gens incapables de travailler. La Tour du Pin ne paraît pas avoir attaché grande importance au sort de ceux-ci, que sans doute il évaluait à un petit nombre de malades. Le marquis de Vogüé lui en faisant grief, y voyant « un très grave inconvénient »<sup>1</sup>. A part de ces incapables, tous les travailleurs doivent pouvoir gagner leur vie dans la nouvelle organisation professionnelle, sans quoi la justice sociale est violée<sup>2</sup>. L'ouvrier a droit au travail, droit aux fruits de son travail et cette conception exclut la pauvreté et le prolétariat.

On reproche, disait-il, au régime corporatif de ne pas convenir aux concentrations modernes créées par l'emploi de la vapeur pour la grande

1. Marquis DE VOGÜÉ : *Lettre* à U. Guérin : « Je n'ai pas grande confiance dans le rétablissement de la corporation, malgré les hautes et attachantes qualités de son apôtre La Tour du Pin. Fut-il compatible avec les mœurs actuelles et la grande industrie, je lui crois, à côté d'avantages certains, de très graves inconvénients. Je n'en cite qu'un, c'est le paupérisme nécessaire et irréductible de tous ceux que la corporation rejette comme incapables ou inutiles. » (13 décembre 1883).

2. A. C., 15 janvier 1889, p. 101.

industrie, comme il convenait à celle des petits ateliers, mais si aujourd'hui l'âge de la houille sollicite de telles agglomérations, demain peut-être se lèvera l'âge de l'électricité qui les dispersera.

Dans la pensée de La Tour du Pin la législation répressive et la corporation sont une et même chose. En régime corporatif la plupart des abus disparaissent *ipso facto*. Ceux qui subsistent relèvent, non pas de la législation, mais des règlements propres à chaque corporation. En pratique, il n'en fut pas ainsi. Considérant qu'une proposition de loi portant organisation corporative des professions n'aurait aucune chance d'être votée, les députés catholiques sociaux s'attachèrent avec les socialistes à faire voter une législation protectrice du travail, mais en insérant dans chacun de leurs contre-projets des dispositions de caractère corporatif, avec le secret dessein d'introduire en détail dans les lois ce qu'ils ne pourraient faire accepter en ensemble. Mais il y avait une différence fondamentale entre les deux méthodes, car les pouvoirs qu'Albert de Mun accordait au corps professionnel, les socialistes les accordaient à l'État. Quels seraient donc les rapports de la Corporation avec l'État ? C'est une question capitale qui domine les recherches sociales à partir du jour où l'œuvre inaugure son action parlementaire. On ne saurait y apporter une réponse simple, car, sous l'influence des circonstances, la position catholique sociale a évolué sur la question.

En 1878, quand ils abordent les études sociales, La Tour du Pin et ses collègues veulent instaurer des associations professionnelles mixtes dont ils escomptent le développement rapide et l'extension au pays tout entier. Ils fondent cet espoir sur les vertus propres de la corporation : l'agrément pour les membres de se retrouver, de parler du métier, le sentiment d'une protection, les services et les distractions de tous ordres que l'association professionnelle pourra leur procurer. Or, au bout de quelques années, force leur fut de constater que le mouvement corporatif ne se développait guère. Une dizaine de corporations, tout au plus s'étaient constituées à travers le pays, et certaines d'entre elles, nous l'avons vu, végétaient.

D'où l'idée de *privilégier* la corporation dans la société libérale mal faite où elle était appelée à s'épanouir. Cette pensée venait au moment même où des possibilités d'action limitées s'offraient au Parlement.

L'évolution s'est faite lentement. Elle s'amorce en 1885 quand de Ségur, rédacteur de *l'Association catholique*, écrit : « Notre système corporatif est libre, en ce sens que personne n'est tenu d'y entrer, mais nous demandons pour tous ceux qui veulent collaborer avec nous ce terrain de réorganisation sociale, des encouragements, des prérogatives et des garanties <sup>1</sup>. Ce n'est pas la corporation obligatoire — Ségur paraît même en répudier l'idée — c'est la corporation privilégiée. Quels privilèges ? Les études sur ce point aboutirent à l'énoncé des idées suivantes. Les privilèges de la Corporation pourraient être définis

1. *Association catholique*, 15 juillet 1885.

par une loi organique du travail ; ils comporteraient le droit d'élaborer des règlements applicables aux membres et exécutoires après approbation, celui d'avoir des apprentis, celui de voter aux élections professionnelles et politiques, de désigner les prud'hommes ; ils comporteraient également des dégrèvements sur la patente, et l'affectation à la caisse corporative de certaines taxes, douanes et octrois : un texte législatif en ce sens fut même élaboré <sup>1</sup>.

La Tour du Pin en vint ainsi à introduire la corporation dans l'organisation politique, à telle enseigne qu'elle devint la base d'une représentation des métiers. Tous les citoyens, inscrits sur des rôles professionnels élargissaient dans une circonscription déterminée les délégués de chaque profession. Ces délégués établiraient les cahiers de la profession. Réunis en états provinciaux ou en états généraux, ils rédigeaient de même les cahiers de la province ou de la nation, et constitueraient la seule forme légale de représentation <sup>2</sup>.

Cependant le châtelain d'Arrancy se garde de ce qu'il appelle la « statolatrie ou culte de l'État ». Pour lui, trois systèmes sont en présence, qui offrent à côté d'erreurs certaines, d'incontestables avantages : la nationalisation du sol, sa féodalisation et son individualisation. « Le compromis serait, dit-il, un juste milieu entre l'absolutisme des conservateurs libéraux qui appellent « droit sacré de la propriété » la forme qu'elle reçut de la Révolution française au mépris de son droit antérieur et celui des classes prolétariennes enflammées d'un idéal de communisme qui n'a jamais existé et qu'elles seraient incapables, non seulement de maintenir, mais même de supporter <sup>3</sup>. »

Il existe un certain nombre d'instruments de production : banques, chemins de fer, grandes usines, grandes terres, qui étaient à l'origine des propriétés de dimension moyenne, mais qui se sont agrandies sous l'empire de la concurrence au point d'acquérir l'importance d'un service public. Petit à petit l'État tend à s'en emparer, constate l'auteur des *Aphorismes*. Or, s'il est vrai que ces instruments de production ont un caractère d'utilité publique qui impose des restrictions à la liberté des possesseurs, il conviendrait de les faire passer aux mains des corporations, lesquels étant perpétuelles donneraient notamment à la grande propriété des « assises plus fixes en les retirant du domaine de la spéculation où les maintenait le libéralisme » <sup>4</sup>.

Dans le cadre politique, La Tour du Pin définissait les positions respectives de la corporation et de l'État en ces termes : « La Corporation est comme la Commune, un état dans l'État. C'est-à-dire qu'elle est liée à lui par un contrat moral comportant des attributions et obligations réciproques. Le pouvoir public ne lui dicte pas ses règles, mais il les homologue pour les maintenir dans la sphère d'une utilité propre

1. Voir chapitre VI du présent ouvrage.

2. C'est le système appliqué pour la célébration du contre-centenaire de 1789.

3. *A. P. S.*, § VII, 41.

4. *Aphorismes de politique sociale*, VI, p. 31.



qui ne soit pas au détriment de l'utilité publique, en même temps qu'il en protège l'application contre les difficultés ou les oppressions du dehors <sup>1</sup>.

Urbain Guérin précise ce que sera le départ entre le rôle de l'État et celui du syndicat mixte : les lois de l'État ont pour but de protéger les faibles et, en premier lieu, la famille menacée par l'emploi prématuré ou excessif de l'enfant, par l'éloignement de la mère de son foyer la nuit ; la loi fixera une limite maximum à la durée de la journée de travail, mais il appartiendra à la corporation de fixer l'horaire dans chaque profession. L'assurance contre les accidents du travail est du domaine de la loi, seule capable d'accélérer les interminables procédures, mais la corporation établira dans la profession toutes sociétés de chômage, d'épargne, de secours mutuels, de consommation, et organisera l'action nécessaire pour faire élever les salaires. La question du salaire minimum « insoluble en l'état actuel des choses » ne saurait être traitée par l'État sans danger. Aux syndicats mixtes appartiennent enfin toutes mesures de conciliation et d'arbitrage. Mais pour éviter tous les empiètements de l'État, la corporation devra être constituée sur une base régionale et largement financée <sup>2</sup>.

Malgré ces précisions, l'école n'échappait pas au reproche de socialisme, formulé par les industriels du Nord, et les milieux libéraux en général.

Ausein de l'Œuvre, cette notion de corporation privilégiée suscitait chez les patrons du Nord, des défiances que les premières explications de La Tour du Pin n'avaient pas calmées. Il s'en expliqua alors devant le Comité <sup>3</sup> : « L'Inquiétude est éveillée par les tendances que l'on nous prête de vouloir établir le régime corporatif par la voie de la corporation obligatoire. » Il rappela que l'Avis VIII avait précisé que c'était sur les privilèges, et exclusivement sur eux, que comptait l'Œuvre. Les éléments inassimilables resteraient en dehors. Puis il signalait une seconde critique : « Il subsisterait encore dans beaucoup de bons esprits la crainte que l'attrait du privilège n'engageât des sociétés professionnelles dépourvues de bases religieuses à se mettre dans des conditions légales auxquelles ce privilège serait octroyé. » Il rappelait qu'Albert de Mun n'avait exigé la profession de foi catholique, ni pour les syndicats mixtes en 1883, ni pour les caisses d'assurance contre les accidents professionnels. « Comment l'eût-il pu faire ? poursuit La Tour du Pin, l'union professionnelle n'est pourtant pas sacramentelle dans son essence comme l'union conjugale, sans doute il vaut mieux que le lien économique y soit introduit seulement à la suite du lien religieux, mais elle n'en est pas moins légitime sans cela. » Les corporations seront des associations moins parfaites que les cercles catholiques, certes, mais encore bonnes et utiles comme l'est tout ce qui est conforme à la justice

1. *Jalons de route*, op. cit.

2. *Dictionnaire d'Économie politique*, Paris 1891.

3. P.-V., 3 octobre 1888.

sociale. N'y aurait-il pas concurrence entre l'association chrétienne et l'autre ? se demande le chef de la IV<sup>e</sup> section ? C'est possible, mais le régime corporatif contiendra cette concurrence dans de justes limites et au demeurant elle démontrera la vertu du lien religieux <sup>1</sup>.

La Tour du Pin reconnaissait l'urgence d'instaurer la nouvelle organisation professionnelle : il écrivait à Urbain Guérin <sup>2</sup> : « Sans remonter à la source des erreurs modernes, où il est facile de reconnaître que c'est du libéralisme que découle le socialisme, et qu'il ne saurait y avoir de port assuré au milieu de ce courant, laissez-moi vous faire remarquer que le régime corporatif est absolument distinct du régime anarchique, comme du régime socialiste. Loin d'être une transition, un état intermédiaire de l'un à l'autre, il est le seul obstacle à cette transition qui s'accomplit en ce moment sous nos yeux, faute de cet obstacle. »

Au Vatican, ces idées étaient accueillies avec sympathie et les encouragements étaient fréquents. En janvier 1883, le Cardinal Chigi écrivait par exemple au Comité de l'Œuvre, à propos d'Albert de Mun : « Je regarde son système d'un régime corporatif sous le patronage de l'État et approprié aux temps et aux circonstances actuelles, comme un baptême qui doit régénérer la société <sup>3</sup>. »

Mais l'intervention de l'État restait ardemment controversée. Faire « privilégier » la Corporation, en effet, c'était faire intervenir l'État <sup>4</sup>. Quel État ? Un État chrétien, répondait La Tour du Pin en sous-entendant la monarchie d'Henri V. Mais parler de l'État, c'était évoquer dans l'esprit des interlocuteurs l'État contemporain, celui aux destinées duquel présidait Jules Grévy ; c'était précisément d'ailleurs ce qu'invoyaient les socialistes.

A Romans, au cours des manifestations pour célébrer le Centenaire des États du Dauphiné, Albert de Mun parlant du repos hebdomadaire, reconnaissait publiquement cette rencontre. A dix ans d'intervalle, le discours de Romans complète celui de Chartres : ici, il avait distingué les différences essentielles des deux positions, là, il en montrait la rencontre : « Eh, bien ! Oui, cette rencontre avec les socialistes je ne recule pas devant elle, elle se produit sur d'autres points encore, et, bien loin de m'en effrayer, je m'en félicite. Je me félicite de ce que, au milieu de nos divisions, de nos luttes, de nos discordes, il se découvre un terrain où les mains peuvent se tendre et les cœurs battre à l'unisson, dans un sentiment commun d'humanité, d'amour pour le peuple. Et, si sur ce terrain, une alliance d'un moment peut se faire qui donne aux ouvriers un peu de joie, de paix, de bonheur, qui donc oserait s'en plaindre ? »

1. *P.-V.*, 3 octobre 1888.

2. *Lettre* à U. Guérin, Arrancy, 29 mai 1883.

3. H. Lorin, reçu par Léon XIII au début de 1884 rapporta au Conseil des Études le profond intérêt du Pape et ses paroles laudatives à propos des avis sur le régime du travail. *P.-V.*, 26 mars 1884.

4. Mgr Freppel disait le 7 octobre 1890, en ouvrant le Congrès des Juriconsultes catholiques : « C'est là une maxime que pour ma part je conteste absolument. »

Enfin, La Tour du Pin se prononce pour une réglementation internationale du travail. Dès 1881, le Conseil des Études avait adopté le texte suivant : « On ne saurait affirmer la nécessité d'une pareille réforme dans le régime intérieur — régime corporatif — du travail international, sans rappeler en même temps que ce régime doit être protégé dans ses rapports intimes avec le commerce par des traités internationaux, et que pour cela, ceux-ci doivent avoir pour principe, non pas l'intérêt du fisc, ni même celui du consommateur, mais avant tout la protection morale et matérielle que le travailleur doit rencontrer dans l'État chrétien. »

Ainsi, une évolution sensible a conduit les catholiques sociaux d'une intervention occasionnelle pour la répression des abus et la solution de questions particulières, à une intervention généralisée tendant à faire ordonner par l'État les éléments du corps social et leurs fonctions respectives. En d'autres termes, cette évolution les a menés de la législation ouvrière à la législation organique.

Cela est si vrai, qu'en 1889, La Tour du Pin est amené à étudier les rapports de la Corporation avec le pouvoir judiciaire et les transformations éventuelles de celui-ci<sup>1</sup>. Posant le principe de juridictions propres pour tous les « corps perpétuels voués à une fonction sociale », tels que l'Église, l'Armée, la Corporation, il attribue le contentieux entre ces corps et les personnes privées à des tribunaux. Une magistrature publique peu nombreuse, formant un corps de l'État, jugerait les appels en dernière instance. Le jury, ou jugement par les pairs, subsistera, mais sa composition variera avec la condition de l'accusé.

D'autre part, le régime corporatif confiant à la profession des charges que l'État exerçait auparavant à titre onéreux, il en résultera d'importantes plus-values budgétaires. Qu'en fera-t-on ? D'abord on amortira la dette, dit La Tour du Pin puis, quand elle aura disparu, on affectera la masse des capitaux à l'industrie et surtout à l'agriculture<sup>2</sup>.

Tout ceci effraye des milieux jusque-là sympathiques à l'Œuvre. Quand apparaissent ces notions sur le concours de l'État et sur les droits des ouvriers les hésitants, les timides, les demi-libéraux, s'éloignent. L'Œuvre a beau s'en défendre, elle leur paraît faire du socialisme d'État. Ces hommes qui ont suivi l'École jusqu'alors, qui ont trouvé dans ses premiers messages l'écho de leurs propres préoccupations, vont-ils se retourner vers l'école libérale ? Ce serait faire un long chemin en arrière, abandonner des positions publiquement prises. Ils ne le feront pas. Ils se réunissent entre eux pour essayer de dire jusqu'où va la vérité et où commence l'erreur. Ils opposent l'École d'Angers à l'École de Liège.

Tel nous apparaît dans ses très grandes lignes le mouvement des idées auquel l'Œuvre des Cercles a donné naissance. Avant d'en étudier

1. *Essai sur les cahiers de 1889. Association catholique*, 15 mars 1889.

2. *Essai sur les cahiers de 1889. Association catholique*, 15 mars 1889.



chacune des applications pratiques il nous reste à dire quelques mots d'une imposante manifestation doctrinale à laquelle il donna lieu à l'occasion du centenaire de la Révolution française.

e) *Le « Contre-Centenaire » de la Révolution.*

L'idée qui devait prendre corps par la manifestation de 1889, fut suggérée vers la fin de 1887 aux membres de l'Œuvre par les préparatifs de l'Exposition universelle destinée à célébrer le centenaire de la Révolution Française. Durant quelques mois, La Tour du Pin chercha ce qui pourrait être fait pour combattre les effets de la commémoration solennelle de 1789. Célébrer cet anniversaire, n'était-ce pas confirmer les principes politiques et économiques de la Révolution, en démontrer les bienfaits, affirmer la continuité d'une politique désormais séculaire ? La Tour du Pin arrête, en février 1888, son plan et le fait connaître dans l'*Association catholique* <sup>1</sup>. La célébration du centenaire de 1789 est la glorification des principes et des conséquences de la Révolution. Il importe donc « pour opposer une action efficace sur l'opinion publique » d'établir la réfutation de ces affirmations.

Il conçoit cette première tâche sous la forme d'une parallèle entre l'ancien état social et l'état contemporain. On dégagera les données anciennes en étudiant, d'une part les doléances et revendications formulées dans les assemblées provinciales de 1787, d'autre part les cahiers des baillages de 1789. Au tableau ainsi obtenu, on opposera les documents contemporains fournis par les programmes des partis politiques, le texte des revendications populaires, le tout illustré de quelques statistiques. Cette comparaison démontrera la faillite de la Révolution. Puis, cette base étant acquise, elle servira de point de départ à un nouveau mouvement de revendications, conservatrices cette fois, et d'affirmations présentées sous la forme de nouveaux cahiers, ceux de 1889. Ce second travail très complexe sera entrepris sous la forme d'un questionnaire « préparé de telle manière que portant sur des points précis et particulièrement douloureux, la simple constatation du mal suffise à faire jaillir la doléance ».

Ce programme devait être réalisé en trois étapes. Durant les premiers mois de l'année en cours on établirait ce qu'était l'état social en 1789 et on préparerait un questionnaire qu'on enverrait à des personnes ou à des groupes considérés comme capables d'y faire des réponses véridiques ; on recueillerait leurs réponses et on en déduirait les caractères de l'état social actuel qui serait comparé à celui de 1789 pour faire ressortir les conclusions du parallèle. Cette seconde phase s'étendrait de la fin du printemps à l'automne 1888. Enfin, la campagne 1888-89 comporterait l'envoi des conclusions aux personnes et groupes les mieux disposés, l'étude et la rédaction des cahiers des vœux, l'expression de ces vœux dans des assemblées provinciales, et couronnant

1. *Association catholique*, 15 février 1888.

le tout, dans une assemblée nationale à Paris, dite États Généraux<sup>1</sup>.

La Tour du Pin ne se dissimulait pas l'ampleur du programme, l'effort considérable que demanderait sa réalisation. Il fit instituer une Commission d'Études présidée par Léon Harmel dont il assurait le secrétariat général, pour préparer cette célébration. La commission se subdivisait en trois sous-commissions, chacune devant étudier l'un des trois aspects d'un état social.

La sous-commission de l'état *philosophique* confiée au comte de Ségur et à Henri Lorin, étudia les problèmes ressortissant à la religion, à l'instruction et aux mœurs ; la sous-commission de l'état politique qu'animaient le comte de Ségur et Levasnier, étudia l'administration, la justice, les finances et l'assistance publique ; quant à la sous-commission de l'état économique, les frères Milcent y dirigeaient l'étude de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Voilà pour l'organisation centrale. En province la II<sup>e</sup> Section de chaque comité fut spécialement chargée de l'étude, mais La Tour du Pin pensa que cela ne suffirait pas : il faudrait créer beaucoup de groupes nouveaux, multiplier les assemblées provinciales et donner aux États généraux un caractère corporatif prononcé.

Ce programme fut à peu près suivi. Le questionnaire sur le travail industriel sortit le premier. Ses 58 questions cherchaient à établir les conditions détaillées, tant économiques que sociales, de l'industrie.

Durant l'été, on assista à un travail local intensif, favorisé par la dispersion estivale des membres de l'Œuvre. Chaque province eut ses commissaires<sup>2</sup>.

À la Toussaint, la commission d'organisation commença à dépouiller les réponses.

On en était là, quand se réunirent à Romans des conservateurs désireux de célébrer le centenaire des États du Dauphiné. La Tour du Pin dont les aïeux avaient assisté aux états dauphinois de 1878, y vint en cette qualité<sup>3</sup>. Albert de Mun y prononça un grand discours précisant

1. On notera la correspondance de ces manifestations avec l'ordre corporatif : états provinciaux, états généraux.

2. 9, pour la Haute-Champagne, 9 pour la Basse-Champagne, 9 en Flandre. Dans le diocèse d'Agen on distribua 120 questionnaires. A Caen, l'abbé Garnier fut l'inspirateur des Études.

3. Quand de Gailhard Bancel lui avait demandé d'y assister, il avait répondu par cette lettre très significative de sa conception des assemblées.

Arrancy, 20 juin 1888. — « Je croyais qu'il s'agissait d'une assemblée provinciale du Centenaire, telle qu'elles ont un programme tracé dans l'Œuvre... Or, autant dans ce cas, qui suppose des assemblées représentatives plutôt que populaires, j'étais disposé, comme auteur du programme d'une part et comme petit-fils du Président de Bérulle d'autre part, à me produire à Romans sous vos auspices, autant je ne vois plus ce que j'y ferais dans une assemblée politique et populaire n'ayant aucun talent, ni aucun goût pour m'y produire. Je ne connais rien d'anti-social comme la monarchie démocratique que l'on nous promet et je ne m'en ferai jamais le porte-parole... La monarchie, « traditionnelle en son principe, moderne en ses institutions » selon la formule consacrée, ce n'est pas la monarchie traditionnelle *en ses principes*, moderne en leurs applications dont nous devons, en effet préparer la restauration.

Vous me retrouverez toujours pour faire autre chose, savoir : des *États de Romans*, qui n'étaient probablement pas une bouillabaisse à la moderne, mais une représenta-

notamment sa position en face du socialisme. Des cahiers, hâtivement rédigés, furent acclamés. Cette manifestation eut un certain retentissement, mais se situa tout à fait en dehors de la célébration du contre-centenaire.

Quand, dans la seconde quinzaine de mars 1889, s'ouvrit l'ère des Assemblées, nous constatons que le Comité de l'Œuvre des Cercles a tenu à dégager celle-ci de la réalisation en cours, réalisation dont l'Œuvre avait cependant été l'inspiratrice, et, suivant le mot de La Tour du Pin « le moteur », le caractère très poussé des études, leur variété même, risquaient de détourner une partie importante de sa clientèle ; la séparation s'opère au moment même où un maximum de diffusion va être donné aux résultats de ce vaste labeur. Les assemblées se présentent donc comme une ample manifestation d'idées, catholique et sociale, une « entreprise générale, un acte de tout le grand parti conservateur chrétien »<sup>1</sup>. Aussi, au début de 1889, vit-on des membres de l'Œuvre solliciter les personnalités en vue de la droite d'y participer ainsi que des notabilités étrangères. « Si la rigueur doctrinale risque d'y perdre, disait la revue, l'importance politique et sociale y gagne. »

La première assemblée provinciale, celle du Bas-Languedoc s'ouvrit le 17 mars à Montpellier<sup>2</sup>. Après la Messe du Saint-Esprit en l'église Notre-Dame des Tables, et le discours de l'évêque, Mgr de Cabrières, qui montra le caractère réparateur et chrétien de l'événement, vint la lecture de deux rapports de caractère historique sur l'évolution administrative du Languedoc avant 1789 et sur les cahiers de cette province en 1789 et la banqueroute de la Révolution. Puis l'assemblée discuta les vœux et doléances portant sur l'ensemble des questions politiques, économiques et sociales. Les idées de l'Œuvre des Cercles furent largement suivies. L'assemblée vota même une motion repoussant le droit à l'assistance et partant, l'obligation d'assister.

A Lyon, les séances s'ouvrirent par le vote d'une déclaration des devoirs de l'homme<sup>3</sup>. » « L'Assemblée provinciale du Lyonnais, Forez et Beaujolais, reprenant ce qu'il y avait de légitime et généreux dans les aspirations de la France au début de 1789, proclame les devoirs de l'homme, source et sauvegarde de ses droits, devoirs envers Dieu,

tion par délégations de corps constitués, comme il nous faut en reconstituer sous des formes modernes (c'est tout ce que je puis accorder et encore pour la forme seulement) mais suivant les principes éternels : à savoir gens de la profession munis de mandats spéciaux et non de pouvoirs illimités, délibérant de ce qui les touche et non de *omni re visibili*. En un mot, une assemblée, *non pas* de l'Œuvre mais au contraire ouverte à toutes les bonnes volontés qui accepteraient en cette circonstance le programme et la méthode suivant lesquels l'Œuvre va chercher à en susciter dans toute la France. » (*Lettre à Gailhard Bancel*. Copie du comte Louis de La Tour du Pin). Gailhard Bancel se rendit aux raisons de son ami et les États de Romans eurent à peu près le caractère voulu par La Tour du Pin.

1. *Association catholique*, 15 mars 1889, p. 338.

2. Cette assemblée fut suivie par celles de Poitiers, Aix, Dijon, Lyon, Besançon, Toulouse, Orléans, Bourges, Caen, Lille, Paris, Versailles, Laon, Angers. Y compris Romans, 18 Assemblées se sont tenues, 3 régions n'en ont pas eu : le N.-E. Républicain, le plateau central, le S.-O.

3. *A. C.*, 15 juin 1889, p. 721.



devoirs envers la Patrie, devoirs envers ses semblables, devoirs envers lui-même, C'est en s'inspirant de ces idées, base de toute vérité, que l'Assemblée du Lyonnais, Forez et Beaujolais accomplit ses travaux. » Quelques ouvriers assistèrent en groupe à cette assemblée.

A Toulouse les discussions furent un peu vives, Le vœu quasi général de voir élever la quotité disponible dans l'héritage paternel à 50 %, quel que soit le nombre des enfants, fut vivement combattu par un magistrat, porte-parole d'une opposition dans certains milieux de juristes. Urbain Guérin parvint néanmoins à faire voter la motion. Un vœu présenté par un ouvrier typographe tendant à rendre la corporation obligatoire fut repoussé par l'assemblée où les représentants de l'Œuvre ne se crurent pas autorisés à dépasser les limites de l'avis VIII.

A Caen, préférée à Rouen, sans doute pour des motifs personnels, l'assemblée, malgré l'absence de personnalités locales, fut intéressante. Elle commença la rédaction de chacun de ses vœux par la formule : « Considérant que les droits de Dieu doivent être connus sur la Société .... » ... La question de la forme de gouvernement fut passée sous silence, sauf à Toulouse où l'assemblée appela de ses vœux une restauration monarchique. L'épiscopat ne participa pas à ces assemblées. Les seuls évêques dont on relève les noms, Mgr de Cabrières et Mgr d'Hulst, étaient à Montpellier en tant que descendants de vieilles familles languedociennes.

L'assemblée générale des délégués des assemblées provinciales se tint du 24 au 25 juin 1889 à Paris, sous la présidence d'Albert de Mun : 471 délégués étaient présents. Des vœux extrêmement divers y furent présentés, un notamment contre l'esclavage. Au total les tendances en sont les suivantes. En matière de religion les délégués demandent l'application loyale du Concordat, bien que le Père de Pascal eut suggéré un régime de complète indépendance pour l'Église, l'abrogation des lois de laïcisation, la liberté de l'enseignement et l'abrogation des lois scolaires. Pour la famille, les délégués demandent la suppression du divorce et un mariage civil qui ne soit que la constatation du mariage religieux, l'extension de la quotité disponible, l'évaluation en cas de partage pré-successoral au moment de ce partage. Pour les travailleurs, la création de foyers ruraux indivisibles et insaisissables, le repos dominical, la protection de la jeune fille et la maintenance légale de la femme et de l'enfant au foyer, la liberté de la charité <sup>1</sup>.

L'assemblée se prononce pour la substitution du régime représentatif au régime parlementaire, l'allègement des dépenses militaires et la composition de l'armée active avec des soldats de profession, une réforme de la magistrature, l'allègement des dépenses, la large dégrèvement des familles nombreuses.

Au lendemain du krach du Panama, il avait été prévu un vœu sur la répression sévère de l'agiotage et demandant au pouvoir de s'efforcer

1. A. C., juillet 1889.

de retirer aux banques juives toute influence sur les opérations financières. Ce vœu ne fut pas présenté et la commission se borna à souhaiter que les Juifs, en attendant d'être éclairés par le Christ, répudiasent les principes économiques et les pratiques financières répandus en France par leur « nation ». Dans l'ordre des intérêts industriels et commerciaux, l'Assemblée demanda avec l'instauration du régime corporatif, un ensemble de réformes sociales tendant à améliorer la condition morale et matérielle des ouvriers, et pour le commerce une organisation corporative dont l'action provoquera un large assainissement. Enfin, pour l'agriculture, Louis Milcent fit voter un vœu tendant à l'établissement de chambres consultatives, premier pas vers une représentation professionnelle des agriculteurs, tandis que de Gailhard Bancel faisait voter un vœu tendant à organiser l'enseignement agricole avec le concours des comités et des syndicats.

Albert de Mun prononça le discours de clôture. Pour juger du retentissement de cette manifestation, il suffit de lire l'article du *Temps* qui lui fut consacré : « La bourgeoisie française, qui est foncièrement libérale, n'est point active. Elle compte sur l'État en tout et pour tout. Eh bien, si elle veut sauver le libéralisme dans ce pays, si elle veut se sauver elle-même et n'être pas écrasée entre ces deux armées ennemies prêtes à se coaliser contre elle, entre ces deux socialismes qui agissent de connivence pour bouleverser la société issue des principes de 1789, il est temps qu'elle se réveille et se mette à l'œuvre sociale qui s'impose à elle. » L'association des deux socialismes mis sur le même plan est peut-être le meilleur témoignage des remous causés par la célébration du contre-centenaire <sup>1</sup>. La Tour du Pin écrivait de son côté : « Ça a été pour moi la conclusion de notre assemblée générale du Centenaire : c'est que la France était pleine de bons esprits et de gens de bonne volonté mais manquait absolument d'une bonne direction <sup>2</sup> ». La Tour du Pin tirait de cette manifestation la résolution suivante : « C'est surtout dans le sens d'une représentation réelle des classes qu'il nous faut faire effort cette année afin de doter notre action d'un clou. Cela sans nier ni affaiblir la position des classes dirigeantes qui doivent présider par le fait de leur initiative et de leur dévouement au soin des intérêts généraux dans la nation » (13-1-90).

1. Dans l'évolution de la III<sup>e</sup> République, Ch. Seignobos a rangé ces « cahiers » parmi les manifestes électoraux nombreux que la droite publia à la veille des élections législatives de 1889. Cette classification appelle une remarque. Il ne semble pas qu'à l'origine La Tour du Pin ait eu une préoccupation électorale. Quand il publia en septembre 1889 un article sur le régime représentatif, il fut accusé d'avoir fait profession « d'indifférence politique » (P. V., 9 octobre 1889). Il est cependant probable qu'en présentant la célébration du Centenaire comme l'acte de tout le parti conservateur, A. de Mun a donné à ce qui n'était jusqu'alors qu'une manifestation d'idées politiques une signification et une portée de politique contingente, donc électorale. Et ceci expliquerait qu'il l'ait détachée de l'Œuvre des Cercles.

2. Lettre à de Gailhard Bancel, 17 août 1889.

f) *Les écoles de Liège et d'Angers.*

En même temps que ces manifestations se produisaient en Belgique un mouvement d'études catholiques des questions sociales, favorisé par un prélat de grande valeur, Mgr Doutreloux, évêque de Liège, avec le concours d'un prêtre d'une intense activité, l'abbé Pottier. Ceux-ci réunissaient aux personnalités belges des étrangers connus pour leurs préoccupations du même ordre. Les français y étaient d'autant plus conviés que la réputation de leurs études était plus grande et plus voisine. Cette proximité explique que les patrons du Nord se soient rendus à Liège pour y chercher les meilleurs moyens d'instaurer la paix sociale dans leurs entreprises.

Les Congrès de Liège de 1887 et de 1890 affirmèrent les principes que nous venons de passer en revue. Le second eut un grand retentissement ; le Père de Pascal le définissait : « une affirmation solennelle, pleine d'intérêt et victorieuse des idées de législation et d'organisation sociales que nous cherchons à faire triompher parmi nous ». Mais il ajoutait aussitôt, devinant les critiques : « Le Congrès de Liège n'a pas fait œuvre de statolatricie, il a fait œuvre de restauration sociale, ce qui est tout différent. »

Mais la place de plus en plus large que les théories corporatives étaient amenées à réserver à l'intervention de l'État, avaient créé dans certains milieux catholiques une réelle inquiétude. C'est pourquoi on vit en décembre 1890 des conservateurs et des libéraux fonder à Angers la « Société catholique d'Économie politique et sociale » sous la présidence de l'évêque, Mgr Freppel. Son but est l'union de tous les économistes et sociologues opposés au socialisme d'état, dont elle juge les catholiques sociaux entachés<sup>1</sup>. Les disciples de Le Play y adhérèrent en nombre caractérisant l'opposition des deux écoles, leur organe, « La Réforme Sociale » notait trois affirmations discutables chez les gens de Liège : la réglementation du contrat de travail par des lois nationales ou internationales, l'organisation obligatoire de l'assurance contre les risques ouvriers, la restauration du régime corporatif en tant que cadre imposé à toute la société. Au contraire, Mgr Freppel, s'il encourage le mouvement vers l'association ouvrière, ne veut pas porter atteinte à la liberté du travail en faisant revivre les corporations obligatoires et fermées. Il admet une intervention de l'État, mais limitée à la protection des droits et à la répression des abus. Le débat avait surtout l'inconvénient de dérouter les gens d'action, les industriels, les esprits simples et de bonne volonté. Il reflétait deux tendances, plutôt que deux affirmations, deux formes d'esprit plutôt que deux politiques. Si l'opposition des deux écoles avec les deux évêques à leur tête créa une certaine sensation, elle resta localisée et passagère. Urbain Guérin l'ayant mentionnée dans l'article du *Dictionnaire d'Économie politique* écrit,

1. M. EBLÉ, *Les Écoles catholiques d'Économie politique et sociale en France*, Paris, 1905, 412 p. in 8°.



quelques mois après, A. de Mun le lui reprocha doucement : « Il me paraît plus qu'inutile de faire allusion à la querelle engagée avec la société de Mgr Freppel, querelle transitoire que les lecteurs du *Dictionnaire* ne connaîtront même pas de nom dans quelques années, non plus que les Congrès de Liège et d'Angers <sup>1</sup>. »

g) *La Tour du Pin et la scission chez les doctrinaires.*

Dans ces controverses, la situation de La Tour du Pin était devenue difficile. Le 4 juin, il le révélait partiellement au Comité de l'Œuvre : « Placé en réalité, malgré la rang de ma section, à la proue du navire, je ne me dissimule pas combien les résistances que j'éprouve à fendre l'eau sont plus fortes encore sur les flancs du bâtiment et j'ai le plus grand besoin d'en être avisé pour me régler en conséquence. Sans doute j'obéis, comme toutes les autres parties, à la pression du gouvernail dont la barre est tenue par le secrétaire général sous le contrôle du Comité, mais à la différence d'un mécanisme, un organisme vivant conserve un certain jeu dans chacune de ses parties, même sous une impulsion commune à toutes, et c'est ce jeu-là pour lequel je me sens obligé, plus que tout autre, à rechercher le contact immédiat, permanent, avec le Comité <sup>2</sup>. » Durant les mois suivants, la situation s'aggrava. Il était naturel, dans un organisme étendu comme l'était l'œuvre, que tout le monde ne suivit pas la IV<sup>e</sup> Section du même pas. Les Congrès, les incertitudes des industriels revenus de Liège à l'heure la plus sombre de la dépression économique, l'hostilité des disciples de Le Play et enfin l'opposition avouée d'une fraction de la Compagnie de Jésus, tout cela risquait de mener à un schisme <sup>3</sup>.

On se souvint alors de la formule employée l'année précédente pour détacher la célébration du Contre-Centenaire de l'action proprement dite de l'Œuvre, et on convint de la reprendre de façon permanente ; on décida de poursuivre partout où cela serait possible, les études de 1889 et de le faire hors des cadres de l'Œuvre. La Tour du Pin accepta l'idée de cette séparation et en expliqua les motifs au Comité : « L'Œuvre rencontre une difficulté croissante à concilier les exigences de son action directe qui se portent actuellement sur des questions d'application très diverses, avec l'unité d'esprit et de direction qui font sa force, comme aussi avec l'état d'esprit dans ses fondations et surtout en dehors d'elle. Une méfiance croissante sur les causes multiples de laquelle il est facile de se fixer à succédé à l'engouement des premières années, et il n'en pouvait être autrement du moment où nous passerions de la région des principes sur lesquels tous nos confrères sont d'accord à celle des applications sur lesquelles il est possible et même inévitable d'être partagés dans une certaine mesure <sup>4</sup>. »

1. *Lettre* à U. Guérin, 2 août 1891.

2. *P.-V.*, 4 juin 1890.

3. Quelques Jésuites attaquaient vivement certaines thèses de la *Revue*.

4. *P.-V.*, 12 novembre 1890.

Le Conseil des Études devint donc un organe indépendant poursuivant une action hors cadres. Restait à fixer la position de la revue entre les deux organismes désormais séparés. On l'attribua à l'école de La Tour du Pin, non sans déchirement. Il semble qu'Harmel ait joué un rôle décisif en cette occasion, et ce, pour concilier les industriels du Nord qui trouvaient dans l'*Association catholique* les idées qu'ils reprochaient à l'Œuvre. Décidée à la fin de 1890, la séparation prit effet au 15 janvier 1891 ; elle fut annoncée aux lecteurs par une lettre d'Albert de Mun où il essayait de délimiter le débat d'idées et de montrer qu'en fait, les divergences n'étaient ni nombreuses, ni graves. Prenant texte des paroles récentes de Mgr Freppel, sur le devoir de l'État de protéger les droits et de réprimer les abus, il affirmait l'accord de tous les catholiques sur ce point. La discussion commence quand il s'agit de préciser les droits protégés et les abus réprimés, les moyens et limites de la protection et de la répression. Aujourd'hui, constate Albert de Mun, l'accord est fait sur la limitation légale du travail pour les enfants, les jeunes filles et les femmes. Il ne l'est pas pour limiter la journée de travail de l'adulte, mais le dissentiment n'est pas bien profond si le débat porte comme il doit le faire, sur un maximum large, fixé non pour réglementer les conditions du travail, mais pour empêcher les abus. La notion du salaire minimum prête à discussion, mais elle ne peut être résolue par l'État ; elle revient à la profession s'exprimant par un conseil d'arbitrage ou mieux à la corporation régulièrement organisée. Il en va de même pour les assurances. Sur le principe de la corporation, il constatait que « presque tous les catholiques » l'admettaient aujourd'hui <sup>1</sup>.

Cette lettre, très remarquée, parut un sérieux terrain d'entente. Albert de Mun reçut des félicitations publiques de hautes autorités religieuses : le cardinal Lagenieux, le cardinal Manning et Mgr Doutre-loux.

Le grand mouvement des idées suscité par l'Œuvre des Cercles est désormais accompli.

1. *Association catholique*, 15 janvier 1891.

## CHAPITRE IV

### Albert de Mun et l'entrée du catholicisme social au Parlement

En 1883, l'heure sonne où l'Œuvre des Cercles aborde l'action législative. Convaincue par les récentes mesures administratives que c'est des pouvoirs publics eux-mêmes qu'il faut attendre les conditions favorables à l'exercice de sa mission, elle constate d'autre part la tendance nouvelle du Parlement à étudier les problèmes sociaux et, sans attendre de lui la transformation qu'elle a inscrite en tête de ses études, l'Œuvre en espère des améliorations de détail auxquelles elle se sent tenue de contribuer.

Cette action sera exercée par le secrétaire général qui siège à l'Assemblée depuis 1876 en qualité de député de Pontivy.

Le talent d'orateur reconnu à Albert de Mun se conjugue avec sa responsabilité dans l'Œuvre pour le désigner comme porte-parole et bientôt, espère-t-on, comme chef de file.

Ces prévisions se vérifieront dans une certaine mesure. De Mun sera jusqu'à sa mort le député catholique et social. De plus en plus absorbé par la législation sociale, il donnera le meilleur de lui-même, acquerrant en la matière une compétence reconnue de toute l'Assemblée. Il y obtiendra aux prix d'immenses difficultés de substantiels résultats et, en définitive, c'est sous ses traits parlementaires que l'Histoire tendra à garder son souvenir. Avant de voir dans quelles conditions A. de Mun a introduit l'Œuvre dans les débats parlementaires, il convient de considérer la personnalité de celui qui allait en être l'incarnation.

Albert de Mun appartient à une ancienne famille originaire de Bigorre mais établie au XIX<sup>e</sup> siècle en Seine-et-Marne, au château de Lumigny. Sa mère, Eugénie de la Ferronays qui le mit au monde en 1841 était la fille d'un diplomate de la Restauration, elle meurt quand Albert est tout enfant, mais son souvenir est pieusement conservé dans « le Récit d'une sœur » par la tante du petit garçon : M<sup>me</sup> Craven.

Albert de Mun <sup>1</sup> fut un élève médiocre. Il s'amusait plus tard à le rappeler devant ses neveux, au désespoir de leurs parents qui s'écriaient : « Albert, je t'en supplie, ne leur dis pas cela, tous les cancre ne deviennent pas des Albert de Mun. »

Entré à Saint-Cyr dans les tout derniers, il fait campagne en Algérie. Un moment tenté de se rallier à l'Empire libéral, il y renonce et peu après c'est la guerre. Il se bat courageusement, est décoré à Gravelotte ;

1. Ces souvenirs personnels nous ont été communiqués par le comte Bertrand de Mun, par M<sup>me</sup> Marguerite de Mun, enfants d'Albert, par le marquis de Mun, fils de son frère aîné Robert et par la marquise d'Argenson, fille de sa sœur la comtesse d'Harcourt.



fait prisonnier à Metz, il est interné avec La Tour du Pin à Aix-la-Chapelle. Il y vit des mois d'études, décisifs pour l'orientation de sa carrière. Libéré, il retrouve le général de Ladmirault et l'assiste, le cœur déchiré, dans la reprise de Paris. Il participe à la répression de la Commune, fonde l'Œuvre des Cercles et s'y consacre de telle manière qu'il est bientôt contraint de quitter l'armée<sup>1</sup>. C'est pour lui un sacrifice douloureux dont on retrouve encore l'écho quarante ans plus tard dans ses articles de l'*Écho de Paris* de l'été 1914.

Désormais, la vie d'Albert de Mun se confond pour la plus grande part avec celle de l'Œuvre des Cercles. En 1885 il se résoud, nous le verrons, à constituer un parti à la Chambre, convaincu de la nécessité d'une pareille formation. Sur l'ordre formel de Léon XIII, il doit arrêter cette tentative. Sans un mot il se soumet. Ce sacrifice amer n'est pas le dernier de sa carrière. L'abandon de la monarchie après l'échec du boulangisme lui est imposé par Léon XIII. Jugé à droite comme une trahison, cet acte d'obéissance fut pour Albert de Mun la plus lourde des croix. Durant ces années, il se fait à la Chambre le défenseur de l'expansion coloniale, et celui des Congrégations ; ce rôle l'absorbe de plus en plus jusqu'à ce que des troubles de santé le contraignent à renoncer à la parole. Il combat alors avec sa plume.

Successeur de Jules Simon à l'Académie française, Albert de Mun, au soir de sa vie, est désormais une des autorités morales du pays. Il continue à élaborer d'importants textes de lois sociales. En 1912, il parle devant la Chambre pour la dernière fois au prix d'un effort presque surhumain. Il s'oppose à la ratification de l'accord conclu par J. Caillaux avec l'Allemagne sur le Congo. Bien que la majorité de l'Assemblée ne partage pas son avis, elle lui fait par deux fois une émouvante ovation.

La guerre éclate. Poincaré lui demande de venir à Bordeaux. Il y publie chaque jour un article d'une haute inspiration patriotique, dont l'effet est considérable sur le moral de l'opinion : On le surnomme « le ministre de la confiance publique ». Il meurt presque subitement à la tâche le 6 octobre 1914 dans la joie de savoir nos armées victorieuses.

On peut résumer ses qualités physiques en un mot : c'est un homme de grande allure. Il n'est pas à proprement parler beau, et bientôt un accident nerveux au visage contribuera même à contracter ses traits, mais il possède un ensemble d'avantages qui concourent à séduire ses auditeurs : une prestance superbe, une taille svelte et élégante où l'on retrouve l'officier de cavalerie sous l'habit civil, une tête fine, des yeux très doux, un front lumineux, des traits délicats, une aisance aristocratique. Son geste sobre ne recherche aucun effet. De toute sa personne émane l'impression d'une rare distinction.

La clé de sa nature, c'est la religion. Elle donne à sa pensée comme à sa vie toute son unité. Albert de Mun est chrétien totalement. Il a donné sa vie au service de l'Église le jour où il a quitté l'armée. Le

1 Voir ci-dessus, ch. I, p. 42.

sacrifice fait ce jour après une nuit de prières, il le renouvellera toute sa vie au prix des plus cruels déchirements.

La religion d'Albert de Mun se manifestait en toutes circonstances, petites ou grandes, dans la stricte observation des offices dominicaux : vêpres, complies et salut. Fatigué par une dure journée de labeur, il n'hésitait pas à se rendre dès l'aube suivante en banlieue pour assister à une messe de l'A. C. J. F.

Sa religion est dénuée de toute prétention. Il recherche une direction spirituelle constante, qu'il trouve en la personne d'un Jésuite, Stanislas du Lac. Une affection profonde va unir les deux hommes. Albert de Mun consulte son directeur sur toutes choses et lui écrit chaque jour. Quand le Père du Lac meurt, Albert de Mun évoque son influence d'un mot lourd de signification : « celui qui fut la lumière de mon âme », et il reporte sur un autre Jésuite<sup>1</sup> la même confiante soumission à l'Église. Il avait l'angoisse de l'Enfer, signe justement d'une grande foi. Un jour que sa nièce le dissuadait d'une pareille crainte en lui rappelant tout ce qu'il avait fait pour l'Église, il résuma sa carrière d'un mot : « J'ai toujours obéi au Pape ! » On ne saurait trop insister sur cette obéissance absolue : elle est la marque de sa destinée. Le sacrifice de l'armée, il en a évoqué le prix dans le récit de sa « *vocation sociale* ». Celui du parti politique, nous le verrons, lui fut d'autant plus dur qu'il était certain d'avoir raison contre Léon XIII. La première fois, il avait sacrifié au Pape ses sentiments, la seconde fois sa raison. Le Ralliement exigea de lui le sacrifice de l'honneur en un certain sens. Il a raconté souvent aux siens comment Léon XIII le prit dans ses bras en le suppliant d'accepter la République. Le sacrifice politique d'une forme de gouvernement à une autre eut été sans doute acceptable à de Mun sans trop de peine. Il n'était pas sans partager l'avis de Léon XIII sur l'opportunité du geste. Mais le drame poignant du ralliement résidait dans le sens que lui donnait la droite : celle d'un reniement et d'une trahison. Il vit ses meilleurs amis, et presque tous les membres de sa famille se détourner de lui, allant jusqu'à refuser de lui serrer la main, épreuve devant laquelle pas une minute il ne faiblit.

L'insuffisance de sa formation intellectuelle au départ le suivra dans la vie le détournant des travaux proprement spéculatifs. Médiocre élève, de Mun s'est trouvé en 1871 intellectuellement désarmé devant la tâche écrasante que de concert avec La Tour du Pin, il s'apprête à embrasser.

Si la première solution qu'il apporta avec La Tour du Pin après six mois de recherche à la question sociale, fut une institution préexistante et non une conception neuve, cela tient pour une part au manque de préparation des deux réformateurs. La pensée de La Tour du Pin orientée vers ces questions n'est pas encore mûre pour les solutions hardies qu'elle concevra bientôt. Celle d'Albert de Mun n'y est même pas préparée.

1. Le P. Tréguard.

A ce moment, le jeune officier se rend compte de son indigence intellectuelle. La fondation de l'Œuvre survient. Devenu le secrétaire général et le porte-parole de cette association, Albert de Mun sent qu'il faut davantage. Avec modestie, il se remet « dans la peau » d'un élève et reprend ses études par la base. Nous savons par exemple qu'il reprit ainsi toutes ses études historiques. La culture générale retrouvée, il creuse certaines disciplines. Lesquelles ? Nous ne le savons pas exactement : l'histoire sans doute, toujours présente dans ses discours, les éléments de théologie, les ouvrages d'économie politique et sociale, Le Play, Charles Périn. Constamment dérangé chez lui, il ne pouvait y poursuivre un pareil travail, aussi le Père du Lac lui réserva-t-il un petit bureau de la rue des Postes où il s'enfermait des heures durant pour acquérir cette seconde et nécessaire formation.

Ces études ont meublé son esprit, nourri sa pensée et sa parole. Elles n'en ont pas fait un intellectuel. Dans la mesure où le mot peut servir d'antithèse, nous dirons que de Mun est un homme d'action. Les arguties de doctrinaires, les subtilités de théologiens l'impatientent car elles lui échappent. Aussi n'en voit-il pas toujours la nécessité, témoin ces lignes sévères à Maignen <sup>1</sup> : « Je connais quelques-uns de nos amis, qui au lieu de faire de la théologie ou de la chinoiserie constitutionnelle, feraient bien mieux de s'atteler à cette tâche » (les associations d'arts et métiers).

Cette tendance naturelle le rendait même un peu injuste envers les études. Il voyait leur danger, les divisions qu'elles semaient et s'en désolait.

C'est qu'effectivement, de Mun est un réaliste. Il veut des résultats. Pour les atteindre, il ne ménagera ni son temps, ni sa peine. Il possède des qualités d'allant, de vitalité qui manquent à ses collègues de l'Œuvre, Harmel excepté. Cela fait de lui un remarquable secrétaire général. Il ne craint pas les déplacements et voyage sans cesse, amorçant par là ce brassage à travers la France des idées catholiques et sociales que l'abbé Garnier poursuivra avec tant de fruit. A Paris, il siège dans d'innombrables commissions, comités catholiques etc... Partout il défend le point de vue des catholiques sociaux.

Mais nulle part, il ne le fit avec plus de fruit qu'à la Chambre. Sur ce terrain très particulier, il déploie d'incontestables qualités de manœuvrier : sens de l'opportunité, modération, intelligence du mécanisme parlementaire <sup>2</sup>. Quand l'Assemblée abordera les questions sociales, Albert de Mun se trouvera dans une position extrêmement difficile.

1. Cf. MAIGNEN, *op. cit.*

2. La lettre suivante que nous possédons, montre quelles relations il entretenait avec le président de la Chambre, Ch. Floquet. « Paris, le 22 octobre 1886 : Monsieur le Président, je ne veux pas attendre à demain pour vous remercier du soin avec lequel vous avez bien voulu faire rédiger à l'*Officiel*, l'incident de la séance d'hier de manière à faire disparaître le rappel à l'ordre qu'il vous avait amené à m'infliger. J'ai trouvé dans cette mesure un nouveau témoignage de votre bienveillance ordinaire et je vous prie d'agréer mes remerciements avec l'assurance de mes sentiments de considération la plus haute et la plus distinguée. »



L'absence d'un organisme d'études législatives se fera cruellement sentir <sup>1</sup>. Il y supplée à force de travail et grâce au dévouement de ses amis, jusqu'à ce que la Commission d'Études législatives fonctionne normalement. Malgré les difficultés il saura réunir des collègues, leur faire signer les propositions et même leur faire discuter les textes quelquefois. Il saura organiser les pétitions, présenter des propositions et avec le temps faire voter des amendements. Son action législative deviendra plus fructueuse le jour où, sa compétence reconnue lui vaudra de participer aux commissions parlementaires et au Conseil supérieur du Travail. Les résultats positifs qu'il y obtint ne peuvent être indiqués avec certitude, mais nous savons qu'ils furent appréciables. Il parvint aussi à réunir un petit groupe de collègues autour de lui : La Bassetière, Bélizal, Thellier de Poncheville, Le Cour Grandmaison. Se jugeant toujours inférieur à sa tâche, il ne cessait de demander des précisions, des conseils et des concours à ses amis. Il lui incombait de défendre à la tribune les études de ses collègues qu'il n'approuvait pas toujours, d'exposer les idées corporatives, la législation internationale du travail, etc...

Il s'imposa au respect de la Chambre et à la sympathie active de tous ses collègues. Ses exposés doctrinaux étaient écoutés avec intérêt et au bout de quelques années avec sérieux. Défendus par son talent oratoire, ils manquent parfois de puissance intellectuelle et d'argumentation solide : Albert de Mun le sentait et en souffrait. Avec le temps, ses discours se transformèrent un peu. Travaillant sur une matière qu'il connaît bien, il est plus à l'aise pour extraire ce qui peut toucher l'Assemblée. Des exemples, vérifiés par les enquêtes de l'Œuvre et admirablement choisis et présentés frappent l'auditoire et font davantage pour le succès de ses projets qu'une argumentation intellectuelle. Le célèbre discours sur la veillée, ou le récit de la mort de la petite fleuriste revenue au magasin trois jours après ses couches, firent sur l'assistance une impression considérable et emportèrent son adhésion sur la question contreversée.

L'éloquence d'Albert de Mun a été reconnue dès ses premiers discours. Aujourd'hui, on le considère souvent avec Jaurès comme le plus grand orateur des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Les caractères de ses discours sont l'élégance et la sincérité. Avec une nature généreuse comme la sienne, Albert de Mun n'aurait pas mis son talent, dont il avait conscience, au service d'une cause qui ne lui fût pas chère. Au contraire, ses discours sont presque toujours des plaidoyers pour les ouvriers, pour l'Église, pour la Patrie <sup>2</sup>. Il y met une chaleur vibrante, émanée d'une conviction absolue. Mais de Mun sait aussi présenter son thème. L'idée centrale exprimée revient de temps en temps, mais sans lasser l'auditeur. L'exposition est allégée par le choix d'exemples dont il tire plus grand parti.

1. Voir dans ce chapitre, p. 150 sa *lettre* à Maignen sur ce point.

2. Son discours de réception à l'Académie française comportait l'éloge de Jules Simon. Le sujet ne l'inspirait pas et le discours où il n'avait aucune cause à défendre, fut considéré comme un des moins bons de sa carrière.

Ils donnent à ses paroles leur ton de vérité, sa phrase est longue, harmonieusement balancée, dans une langue choisie, mais simple. Le plus souvent, ses discours ont un accent entraînant qui corrige une impression passagère de monotonie. Aujourd'hui, ses discours nous paraissent un peu vieillis dans la forme, on voudrait y retrancher quelques longueurs. Moins incisive que celle de Jaurès, sa phrase est aussi moins directe ; c'est d'ailleurs pourquoi les exemples vivants, les images lui sont précieux. On pourrait aussi reprocher à de Mun une certaine uniformité de pensée. On retrouve partout les grands thèmes qui lui sont chers. Cela tient, pour une part, à son manque d'intellectualité, mais cela provient surtout d'une tendance, caractéristique chez lui, de ramener les arguments à un ou deux. Pour que la leçon porte, il la veut simple et si possible, une. Il aime les définitions ramassées en un mot qui fait image : « Le XIX<sup>e</sup> siècle est le siècle de l'usure ». L'Œuvre des Cercles, lui-même, sont : « La Contre-Révolution ». Formules exagérément simples, insoutenables à l'expérience, elles font plus de tort que de bien aux idées. La « Contre-Révolution » sera toujours reprochée à de Mun, donnant à sa personnalité si moderne, si neuve au point de vue social, l'apparence rétrograde, d'un conservateur enfermé dans ses souvenirs. On verra à quel point cette définition, pourtant tenace, fut démentie par les faits.

Ses discours lui valurent les succès les plus flatteurs en France et en Belgique auprès d'auditoires très divers. Ses procédés oratoires avaient l'avantage de toucher à tous les cœurs. Il lui suffisait d'y apporter quelques retouches de détail. Mais les succès ne le grisèrent pas. Il les payait de souffrances personnelles très vives <sup>1</sup>. En outre, à la Chambre, il trouvait toujours les applaudissements à l'extrême-gauche quand il parlait de questions sociales, chez des hommes qu'il estimait, certes, mais dont l'action sociale, politique et morale lui paraissait constituer un péril mortel pour la France. Chez ses amis, au contraire, moins sensibles à l'éloquence, il ne trouvait que froideur et désapprobation quand il condamnait le régime libéral. Ces circonstances auraient découragé beaucoup d'orateurs. Il eut le grand mérite de passer outre au nom d'une conviction inébranlable.

C'est qu'Albert de Mun a été absolument sincère dans sa défense des ouvriers. Certes, en bon chrétien il a agi au nom de la charité chrétienne, mais on peut dire qu'ici il a beaucoup plus devancé l'Église qu'il ne l'a suivie.

Son action s'inspire d'une conviction très forte parce que vécue. La Commune a marqué de Mun d'une impression ineffaçable. Ce qui chez La Tour du Pin est essentiellement une notion de droit, est chez lui l'impérieuse leçon des faits.

Écoutons le témoignage de Clemenceau <sup>2</sup> : « Monsieur le comte de Mun

1. Souffrances physiques de plus en plus accentuées. Souffrances morales car ces discours lui étaient très reprochés à droite.

2. 8 mai 1891, débat sur les événements de Pourmies.

l'autre jour parlait de ses angoisses — il me permettra de rappeler ce souvenir, ce n'est pas pour lui en faire un reproche, mais pour lui en faire honneur — et je me rappelais que quelques mois après ces effroyables événements de 1871, il était interrogé par la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale : « Les hommes que j'ai vu fusiller après la bataille, disait-il, c'est horrible à penser ! — ils mourraient avec insolence. »

« Oui avec insolence, oui on les tuait, mais ils refusaient de s'avouer vaincus, et, sans mot dire, ils en appelaient à la postérité. Tant d'inso-avait frappé, troublé, inquiété, ébranlé et finalement converti leur ennemi, celui-là même qui les frappait et qui est devenu leur défenseur.

Je dis cela à la gloire de ceux qui sont morts, comme à l'honneur de notre collègue. »

Pour aider les ouvriers, de Mun n'a pas craint de paraître très avancé, d'écarter au besoin les industriels comme en 1893 où il se refuse à paraître et à participer à une manifestation à Fourmies, ne voulant pas paraître le « prisonnier des patrons ». Lui, le défenseur du syndicat mixte, admettra dès 1893 le syndicat ouvrier séparé contre lequel protestent ses sentiments personnels. Même à l'égard de la démocratie chrétienne, nous le verrons faire effort de compréhension et ne manifester aucune hostilité *a priori*. Sur un point, cependant, il reste intraitable : les droits d'une classe dirigeante. Là encore, il fait effort de conciliation pratique, abandonne l'essentiel de ce qu'on appelle aux premiers temps de l'Œuvre : « le patronage », mais il ne renonce pas au principe de cette direction que certaines classes ont le devoir d'exercer sur d'autres. Cette direction consiste à se dévouer, à guider, à se sacrifier même. Elle n'est en aucune façon un privilège enviable, mais elle constitue un principe. On essaya de lui faire substituer « l'élite d'hommes » à « l'élite de classes ». Le principe n'était plus le même, il s'y refusa absolument.

En ce cas comme dans son horreur de la Révolution, de Mun montre une orientation vers le passé qui contraste avec le reste de son action.

Elle lui fit beaucoup de tort chez ses adversaires sans lui concilier son milieu. De cette contradiction, découla pour lui un certain isolement, même dans la gloire.

Traité de socialiste par les uns, de conservateur par les autres, tour à tour, attaqué, combattu, renié, Albert de Mun n'en poursuivit pas moins sa route, les yeux fixés sur l'Église, la pensée toujours empreinte des souvenirs de la Commune, la volonté toujours tendue vers la réconciliation sociale.

Tel nous apparaît Albert de Mun, figure attachante par son ardente sincérité. Dans son destin exceptionnel, c'est un honnête homme dont l'action généreuse dans des conditions hostiles et parfois dramatiques n'est pas sans grandeur.



### L'ACHEMINEMENT DES IDÉES DE L'ŒUVRE DES CERCLES VERS LE PARLEMENT

Après dix années d'existence, le petit groupe des neuf fondateurs de l'Œuvre des Cercles s'est transformé en une importante association aux organismes nombreux et variés. Elle réunit à travers la France environ quarante-cinq mille adhérents dont plusieurs milliers appartiennent aux milieux conservateurs. Elle tire de sa doctrine naissante que formulent les premiers membres du Conseil des Études, des éléments d'une organisation sociale, appuyée sur des bases politiques, et qui peuvent donner lieu à des projets de législation. De plus l'organe chargé de l'exécution dans l'Œuvre, le secrétariat général est dirigé par un parlementaire déjà estimé à la Chambre.

Il y a là un ensemble de raisons pour lesquelles une intervention éventuelle de l'Œuvre au Parlement paraît logique. On peut en discerner d'autres encore. Bien sûr l'Œuvre paraît ne pas faire de politique, mais il est de son intérêt de participer aux débats sociaux. D'autre part, et de plus en plus, les membres de l'École feront intervenir la notion d'État dans leurs projets, et dans la mesure où ils avanceront sur cette voie, ils attendront davantage du législateur. Dans cet ordre d'idées, l'esprit pratique que nous avons constaté chez Albert de Mun a favorisé cette tendance, ainsi que l'influence parfois décisive des industriels de l'Œuvre.

Le courant de législation sociale qui animait l'Europe et notamment la France à cette époque, favorisait aussi l'entrée de l'Œuvre au Parlement. Les catholiques sociaux auraient-ils pris l'initiative de soutenir leur programme devant une chambre qui s'en désintéressait ? C'est vraisemblable, mais ils l'eussent fait occasionnellement. Au contraire, Albert de Mun et ses collègues ont trouvé dans la succession des grands débats sociaux, un stimulant à leur propre activité. Il n'est pas rare de voir l'une ou l'autre commission de l'Œuvre se saisir d'une question parce qu'elle figure à l'ordre du jour de l'Assemblée. Les catholiques se trouvaient donc portés à l'intervention parlementaire, laquelle a contribué à les faire connaître en même temps qu'elle leur permettait quelques manifestations heureuses. Ce faisant, elle les a par contre-coup obligés à traduire des notions parfois théoriques ou diversement interprétées, en un projet législatif aussi clair et net que possible.

La première mention d'une intervention législative dans les procès-verbaux de l'Œuvre, apparaît le 19 mai 1880 en ces termes : « Plusieurs unions industrielles ayant manifesté le désir que des démarches fussent faites pour arriver à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes par voie législative, la direction (des études) a remis tous les documents nécessaires à M. Keller qui se montre disposé à déposer une proposition en ce sens. » La semaine suivante, Keller priait la direction de recueillir tous les renseignements spéciaux — ce qui laisserait à penser que la

documentation remise était nettement insuffisante — et de préparer un projet d'exposé des motifs pour le dépôt d'une proposition législative.

Ainsi, la première mention d'une action de cette nature est due aux industriels, éléments agissants s'il en est dans l'Œuvre.

A la même heure, un autre est soumis au Parlement, tendant à réduire à dix heures, la durée légale de la journée de travail. Au texte déposé, Keller va opposer la conception chrétienne du travail, chose délicate car elle suppose les réponses apportées à des questions comme celles-ci, agitées précisément à la Commission industrielle : « L'État a-t-il le devoir ou même le droit d'intervenir ? Si oui, comment doit-il le faire ? Se bornera-t-il à protéger le travail des enfants et celui des femmes ? Ira-t-il plus loin et protégera-t-il le travail des hommes ? Qui a été sage ici, des peuples qui n'ont point réglé, ou de ceux qui ont limité les heures de travail ? Leur situation est-elle comparable à la nôtre <sup>1</sup> ? » etc, etc.... Ce sont des questions de cette nature qui ont ralenti les travaux sur la corporation, sur laquelle, rappelons-le, à cette date, aucune résolution n'a encore été prise.

Le 8 décembre, Keller soumettait son projet à la Commission industrielle : en voici les articles essentiels :

ARTICLE 1. — Le travail des usines est interdit aux femmes pendant la nuit, c'est-à-dire de 7 heures du soir à 5 heures du matin. Il est complètement interdit aux femmes en couches pendant le mois qui suit la naissance de leur enfant.

ART. 2. — Dans les mines, manufactures et usines, le travail de l'ouvrier ne pourra pas excéder cinquante-six heures par semaine. Du samedi midi au lundi matin, il y aura repos.

Sur ce texte, complété des mesures habituelles de coercition, le Conseil des Études ouvrit un débat théorique, à l'issue duquel le droit et le devoir de l'État d'intervenir dans les questions du travail pour y faire observer les principes de justice dont il est le gardien, fut définitivement admis.

De son côté, la commission industrielle entendit un exposé d'H. André sur les opinions des patrons du Nord au nombre d'une trentaine <sup>2</sup>. Ceux-ci se prononcèrent pour l'article 1, allant jusqu'à demander qu'une sorte d'agitation fût créée au Parlement et au dehors, en faveur du principe, mais il condamnèrent l'article 2 sans appel. La limitation des heures de travail leur paraît complètement liée à la question d'une entente internationale. « Il est impossible dans les conditions économiques imposées actuellement à l'industrie française par les traités de commerce et les tendances gouvernementales à adopter le système du libre échange, de limiter chez nous, sans qu'elles le soient aussi chez nos voisins, les heures de travail dans les usines et manufactures. Si

1. Commission industrielle, P.-V. de la séance du 22 octobre 1880. Annexe à l'*Association catholique* du 15 janvier 1881.

2. Les patrons du Nord s'étaient réunis l'année précédente et ils avaient voté une déclaration résumant leur sentiment sur ces questions.

donc on vient par un contre-projet, répondre à la demande déposée à la Chambre, par nos adversaires radicaux, il faut stipuler nettement que la réduction à 56 heures n'est proposée qu'à la condition que toutes les puissances avec lesquelles nous sommes en relation commerciale, l'adoptent également. »

L'opinion unanime chez les patrons du Nord, est que les catholiques devraient présenter aux législateurs un projet d'ensemble sur la réglementation du travail, formulant pratiquement les principes contenus dans la déclaration de 1879 <sup>1</sup>.

Il ne semble pas que le projet Keller fut déposé. Le vœu des patrons du Nord, repris le 22 décembre 1880 par la commission industrielle, devait se trouver réalisé quelques années plus tard. Mais ce premier intérêt pour le travail parlementaire contribua utilement à engager l'œuvre dans la voie anti-libérale, facilitant par là l'adoption du régime corporatif.

Il nous faut maintenant considérer en soi la déclaration de 1879 en tant qu'inspiratrice des positions parlementaires que l'Œuvre va être appelée à prendre. Nous verrons plus loin quels étaient ses inspirateurs et ce qu'ils devinrent.

La déclaration <sup>2</sup> du 7 mai 1879 rappelle que l'homme ne peut s'affranchir des devoirs qui lient sa conscience ; « suivant la condition où la providence l'a placé et proportionnellement aux ressources qui lui ont été données pour le bien ». Elle affirme que la violation des préceptes divins aggrave dans une mesure très considérable la crise actuelle de l'industrie.

Ceci posé, il y a une obligation essentielle à sanctifier par le repos les dimanches et jours de fêtes religieuses et à favoriser le développement de l'esprit chrétien chez les patrons et ouvriers. La loi morale et la conscience chrétienne ordonnent au chef d'industrie de s'abstenir de toute concurrence « où il ne pourrait s'engager sans blesser la justice ». L'ouvrier n'est pas une marchandise, mais « un frère en Jésus-Christ confié par Dieu au patron qui demeure obligé dans des conditions propres à lui faciliter le salut éternel ».

Le patronage intelligent et dévoué paraît la meilleure arme contre l'instabilité des engagements. C'est pourquoi la Déclaration demande aux lois de le favoriser sans léser la liberté individuelle. Il faut reconstituer la famille ouvrière en préservant l'homme de l'inconduite et de l'intempérance, en maintenant l'enfant à l'école, la femme au foyer, et tous à la vie commune. Il est souhaitable que l'apprentissage, si abandonné actuellement, soit plus sérieusement pratiqué dans plusieurs industries. Les Congrégations religieuses concourant à ces buts, la Déclaration demande la fin de leur persécution.

L'action du patron dépasse le cadre de son entreprise, elle doit préserver l'ouvrier des dangers de l'agglomération. Elle doit donc être

1. Voir note 2, p. 146.

2. Supplément à l'*Association catholique* du 15 juin 1879.



concertée avec les autres patrons. L'État a les mêmes devoirs, et doit « mettre la législation en accord complet avec la morale et la religion, soit par la mise en vigueur des lois anciennes comme celles qui assurent le respect du dimanche, celle qui régit le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, soit par de nouvelles lois capables de réfréner certains vices tels que débauche et ivrognerie.

Les mesures nécessaires de protection et de réglementation du travail et de la production relèvent de l'État et au besoin d'arrangements internationaux. Si les conditions actuelles de la concurrence internationale conduisent fatalement à de graves inconvénients moraux, tels que travail des enfants, des femmes durant la nuit, ou excès de la journée de travail, la protection des nationaux doit être assurée par l'État.

Ayant admis ce qui précède, la déclaration émet le vœu :

1) Que les patrons ne négligent aucun moyen de faire prévaloir les réformes qui dépendent de l'initiative privée.

2) Qu'ils ne cessent d'adresser des réclamations aux pouvoirs publics pour obtenir leur haute intervention dans les choses où elle est légitime et nécessaire.

Le projet Keller n'est qu'un avant-propos à l'entrée de l'Œuvre des Cercles sur le terrain parlementaire. Durant l'année 1880, deux communications d'Albert de Mun <sup>1</sup> nous acheminent vers cet événement décisif.

La première, en date du 15 mars, fait suite à une interpellation de l'extrême-gauche à la Chambre sur les grèves de la Grand Combe et de Bességue.

Albert de Mun commence par indiquer l'intérêt d'une intervention : « La fatigue extrême dont je souffrais ce jour-là, ne m'a pas permis d'y intervenir comme il eût peut-être été bon de le faire. Toutefois, je dois remarquer qu'en tout état de cause, il m'eût été fort difficile de prendre la parole utilement dans la circonstance, faute de renseignements suffisants, et si je fais cette remarque, c'est afin d'en tirer cette conclusion, qu'il importe au plus haut degré, tant au point de vue des discussions parlementaires qu'à celui plus important encore, de la rédaction de la revue et du mouvement général de l'Œuvre, que nous soyons exactement et promptement renseignés sur les faits qui intéressent la question ouvrière. »

Puis il indique ce que va être l'ensemble des questions sociales et la place à y prendre. « Je ne puis terminer cette communication sans profiter de l'occasion qu'elle m'offre pour signaler au Comité l'importance toujours croissante que prend dans l'opinion, dans la presse, dans les assemblées, la question ouvrière <sup>2</sup> : il n'y a pas de jour que l'extrême-gauche ne la soulève, soit par des articles de journaux, soit par des propositions de loi ; la responsabilité des patrons et des Compagnies

1. Au Comité de l'Œuvre.

2. P.-V., 15 mars 1882.

dans les accidents dont les ouvriers sont victimes, l'assainissement des logements insalubres, les caisses de retraite pour la vieillesse, les sociétés de secours mutuels, les rapports des Compagnies de chemin de fer avec leurs agents commissionnés, la suppression des livrets d'ouvriers, la limitation des heures de travail, l'enquête sur la condition des travailleurs, la modification des lois sur les concessions faites par l'État à des particuliers ou à des compagnies en vue d'une exploitation industrielle : telles sont les matières sur lesquelles s'exerce chaque jour le zèle des législateurs radicaux et toutes leurs propositions débutent ainsi : « Les ouvriers souffrent, on ne fait rien pour eux ! Il est temps de les protéger. »

« Pour nous qui revendiquons comme catholiques ce devoir de protection, qui voulons faire des ouvriers nos clients et travailler de toutes nos forces à rétablir dans le monde du travail les conditions de l'ordre social chrétien, nous ne saurions nous désintéresser d'un pareil mouvement.

« L'honneur de l'Œuvre y est engagé et ceux qui la représentent à la Chambre sentent particulièrement le poids de cette responsabilité. Il faut que dans tous les rangs de votre association, le devoir soit profondément compris et que, tous, nous redoublions d'énergie pour le remplir dignement. »

En décembre 1882, Albert de Mun adresse une nouvelle communication du même ordre à ses collègues <sup>1</sup> : « La Chambre vient de discuter les rapports des Compagnies des chemins de fer avec leurs agents commissionnés, et, dans ce débat sur les conditions du travail, la voix de l'Œuvre ne s'est pas encore fait entendre. Pourquoi ? Les dispositions législatives que la Chambre a examinées mais pas encore adoptées, prévoient que le contrat entre les Compagnies et leurs agents ne sauraient être résiliés sans motifs légitimes, l'administration fixant les causes en vertu desquelles peuvent être prononcées les deux peines les plus graves, révocation et descente de classe, l'homologation des statuts de caisses de retraite et la compétence du juge de paix pour les peines les plus graves. »

Avant le débat, l'Œuvre des Cercles s'est préoccupée d'y participer. Milcent a précisé sa position doctrinale. S'il approuve les grandes lignes du projet, il s'en sépare complètement sur la juridiction au sein même des Compagnies, composée d'ingénieurs, d'inspecteurs, et de chefs distingués qui prononceraient la révocation ou la descente de classe. Pour Milcent, ce « conseil de l'Ordre » présenterait toutes les garanties de justice et restaurerait le principe corporatif <sup>2</sup>.

Ainsi le Comité a-t-il cette fois une position à défendre. Pourquoi de Mun n'a-t-il pas saisi l'occasion pour faire connaître les principes

1. *P.-V.*, 20 décembre 1882.

2. *Association catholique*, 15 août 1882. On y trouve un résumé des dispositions du projet après le premier débat à la Chambre (session ordinaire de 1882) et les remaniements de la Commission ; ces dispositions sont commentées par Milcent qui donne le point de vue de l'Œuvre sur le sujet.

de l'Œuvre à l'Assemblée. Il invoque plusieurs raisons : le terrain n'est pas bien choisi pour présenter les idées sociales de l'Œuvre, beaucoup de conservateurs en la matière ont des intérêts personnels qui risqueraient de fausser le débat. Mais tout cela est secondaire. Si l'intervention n'a pas eu lieu, « c'est que nous étions imparfaitement préparés au débat ! » De Mun a craint de ne pouvoir soutenir avec toute l'ampleur voulue les principes au nom desquels il voulait intervenir. Mais l'Œuvre des Cercles s'est trouvée cette fois plus près d'une intervention éventuelle. De la simple velléité constatée en mars, nous sommes passés à une préparation, insuffisante, il est vrai. « Deux conclusions pratiques, conclut de Mun, semblent s'imposer immédiatement. La première : le moment est venu où il faut à tout prix pénétrer le milieu parlementaire et amener nos amis à partager, ou du moins à étudier nos opinions. Tout est fait sous ce rapport, mais le secrétaire général a constaté en même temps que la nécessité d'une telle propagande, le bon accueil qu'elle pourrait trouver chez ses collègues. Il a profité de la circonstance pour proposer à quelques-uns d'entre eux d'assister à des réunions d'études au Secrétariat de l'Œuvre. L'idée a été acceptée avec beaucoup de satisfaction à la rentrée des Chambres. La seconde conclusion porte sur la nécessité de donner aux études législatives une importance considérable dans nos travaux et une forme pratique <sup>1</sup>. »

Quelques semaines après commençait la préparation du débat sur les syndicats. Nous retiendrons de ces ébauches d'intervention que la discussion de la loi Waldeck-Rousseau au Parlement en 1883 n'a pas été délibérément choisie par l'Œuvre des Cercles pour faire son entrée au Parlement. En 1880 et surtout en 1882, on a sérieusement songé à participer au travail législatif. Mais les conditions techniques d'une pareille tâche n'étaient pas remplies ; de cette insuffisance résulta le retard.

Albert de Mun, à ce moment, se sent mal préparé pour soutenir le combat. Plusieurs lettres écrites à Maurice Maignen révèlent son angoisse — le mot n'est pas exagéré —. Celle dont nous extrayons les lignes suivantes n'est peut-être pas la plus émouvante, mais à coup sûr la plus explicite : Il remercie Maignen de ses conseils « C'est évidemment la voie : revoir les enquêtes, les documents et les discussions de l'Empire. Mais il faut qu'on me trouve tout cela et qu'on me le mette sous les yeux ; cela fait, je crois que je puis me charger du reste ; car le reste c'est une question de travail. Vous dites bien, il faut *savoir profondément* et dire sans cesse que tout le mal est dans la Révolution. J'en suis sûr, mais je ne le *sais* pas assez, c'est-à-dire que je ne sais pas assez le *prouver par les faits*, ni non plus formuler assez pratiquement notre remède corporatif. C'est à cela que je veux arriver, non seulement pour la Chambre, mais pour l'Œuvre, où je voudrais faire cette année un bon

1. P.-V., le 20 décembre 1882 : L'abbé Maignen qualifie cette date de « tourment dans l'histoire de l'Œuvre ». Pour lui, c'est d'elle que date l'entrée sur le terrain parlementaire.



discours de clôture qui sera le résumé de ce que je pourrais, aux occasions diverses, placer à la tribune <sup>1</sup>. »

Sa situation n'était pas facile.

Nous emprunterons à l'abbé Maignen le bref tableau des difficultés de l'Œuvre en ce mois de 1882 à quelques semaines de l'intervention parlementaire.

« L'Œuvre vivait sous la menace d'un décret de dissolution de la part du gouvernement, non seulement les officiers, mais les fonctionnaires ne pouvaient plus lui prêter leur concours sans risquer de voir leur carrière au moins compromise, les hautes classes de la société ne fournissaient plus que de rares recrues aux comités ; ceux-ci n'étaient pas en état pour la plupart de donner aux Cercles un appui et une impulsion ; les associations professionnelles, faute d'être soutenues et propagées par des Comités d'honneur assez influents languissaient ; à la tête de l'Œuvre, Albert de Mun et René de La Tour du Pin ne s'entendaient plus ; le premier absorbé par les campagnes électorales et la vie parlementaire, avait des moments de découragements et des hésitations fréquentes sur la marche à suivre et le langage à tenir ; le second s'adonnait de plus en plus aux études. La réunion de parlementaires <sup>2</sup> et d'industriels annoncés par de Mun se constitue à la rentrée de 1882. Si nous en croyons un billet de de Mun à Maignen, quelques députés de la droite auraient pressé le secrétaire général de l'Œuvre des Cercles de les réunir à quelques industriels.

Cette initiative intéressante groupa donc quelques parlementaires dont un sénateur, Fresneau <sup>3</sup> et quatre ou cinq députés : Keller, La Bassetière, le vicomte de Bézizal, Desson de Saint-Aignan <sup>4</sup> et d'Aillières <sup>5</sup> Parmi les patrons, reviennent les noms de Leféluré <sup>6</sup>, Limal Boutron Harmel, Sépulchre, Hippolyte André, Pihoret et Milcent.

Notons tout de suite le caractère irrégulier des présences. Si certaines présences réunissaient une assistance nombreuse, à d'autres, au contraire, la représentation parlementaire était parsemée....

Il faut ici préciser : A l'exception d'Albert de Mun, il n'y a pas encore une représentation parlementaire de l'Œuvre, mais à la fin de 1882, la décision de participer à l'œuvre législative désormais prise, il convient d'en avoir une. Keller, de loin, a toujours participé à l'Œuvre. La Bassetière, dont nous connaissons les idées y adhéra activement à cette époque, et peut-être grâce à la réunion. Desson de Saint-Aignan appartient aussi à l'Œuvre. Les autres députés cités, sont sans doute des sympathisants. En outre, tous ces hommes politiques connaissent mal le détail des problèmes sociaux, et les solutions envisagées par l'Œuvre.

1. Charles MAIGNEN, *op. cit.*, t. II, ch. XII.

2. Sénateur du Morbihan de 1879 à sa mort en 1900.

3. Député des Côtes-du-Nord.

4. Député de la Seine-Inférieure.

5. Député de la Sarthe de 1882 à 1899.

6. Un négociant en dentelles de la place de Paris.

De l'étude en commun, de Mun espérait voir naître une identité de vues sur les solutions, et, partant, sur le développement d'un petit groupe cohérent, destiné tout d'abord, à soutenir le point de vue de l'Œuvre dans les débats sociaux en perspective. Nous verrons au chapitre suivant qu'il ne limitait d'ailleurs pas à cet objet l'avenir du groupe.

Tout cela n'a pas été dit clairement et les industriels éprouvaient sans doute un certain étonnement, car le Commission industrielle et la Commission des Arts et Métiers réunies en séance commune le 28 janvier 1883 crurent devoir définir le rôle du député catholique en même temps que leur position sur le projet relatif aux syndicats <sup>1</sup>.

Nous dirions aujourd'hui du premier de ces textes qu'il est le « mandat » donné par les industriels de l'Œuvre à leur représentant.

« A notre avis, le rôle du député catholique dans les questions sociales est de saisir toutes les occasions de proclamer la banqueroute de la Révolution, de montrer l'ouvrier affamé de réformes, rassasié de misères, de parler au pays sans s'inquiéter des auditeurs, n'avoir aucun égard aux infimes minorités qui nous suivent. L'important est de donner du haut de la tribune des idées nettes, bien exposées, bien expliquées. Il faut avoir pour but de faire pénétrer des idées dans le pays et non de déplacer des majorités.

« Nous sommes battus, c'est un fait acquis, préparons l'avenir sans nous inquiéter du présent. L'opportunisme est un système qui peut ménager une transition, mais qui conduit à la perte définitive de ce que vous voulons sauver.

« L'avis du pays est celui-ci : « La droite ne s'occupe que de ramener le Roi, sans s'occuper de sauver la France. La France se meurt parce que la question sociale n'a pas trouvé la vraie solution. Quelle solution ont nos députés de la droite ? Et s'ils n'en ont pas ce n'est pas la peine de changer de gouvernement. »

« Voilà ce qui se dit et nous n'avons rien à répondre.

« C'est pour faire cesser cette situation que nous avons demandé à quelques-uns de nos députés d'étudier avec nous les questions brûlantes du moment. C'est la question sociale qui nous amènera de la bonne politique. La politique simple, la politique comme but sera toujours stérile. »

#### LE PREMIER PROJET : LE SYNDICAT MIXTE

Annoncée au Comité de l'Œuvre le 17, la première réunion se tint le mercredi 24 janvier au matin. Ce fut probablement une prise de contact. Le mercredi suivant, le 31 janvier <sup>2</sup>, la séance était consacrée au projet de loi les syndicats, sans doute après que les députés eussent pris connaissance de l'avis de la commission industrielle sur leur rôle

1. *Bulletin de la commission industrielle*, 28 janvier, 1883.

2. P.-V. de la réunion du 31 janvier.

parlementaire. Le projet en question, adopté en première lecture par la Chambre, puis par le Sénat, devait revenir au Palais-Bourbon, car les deux assemblées étaient en désaccord sur trois points principaux <sup>1</sup>.

La réunion eut à examiner ces points de divergence entre les deux assemblées et un second avis des Commissions industrielles et des Arts et Métiers, relatif au projet présenté par Harmel et Milcent. Nous devons agir, commençait l'avis, comme les catholiques ont agi autrefois pour la liberté d'enseignement. Revendiquer la liberté pleine et entière de posséder, supprimer « l'exclusivement ». Toutes les restrictions seront une arme contre les hommes libres... Si nous avons une association professionnelle catholique et que dans une réunion on parle du bon Dieu, au nom « d'exclusivement » on dissoudra nos associations. Les adversaires des catholiques feront des réunions à caractère électoral et politique, mais personne ne les attaquera ». Revenant aux points litigieux, l'avis ajoutait : « Derrière l'ouvrier-machine, il y a l'ouvrier-homme, et voulez-vous refuser à une réunion de patrons et d'ouvriers de la même profession, le droit de s'occuper de la question morale par exemple, de la protection de la femme, de la moralisation dans les ateliers ? Qui ne voit que l'*exclusivement* devient une arme à deux tranchants dont un seul servira, celui qui peut nous persécuter !

Nous pouvons donner les mêmes raisons pour le droit de posséder. Quelle anomalie d'accorder la personnalité civile et de refuser le droit de recevoir des legs et de posséder ?

En résumé, plus nous demanderons la liberté large et illimitée, plus nous ferons tomber les chaînes qui entravent la liberté des honnêtes gens, sans gêner celle de nos adversaires.

La presque totalité de la séance fut consacrée à ce terme « exclusivement » et à l'attitude à prendre <sup>2</sup>.

1. La Chambre avait voté l'article 3 ainsi conçu : « Les syndicats professionnels régulièrement constitués pourront se former en vue de la protection de communs intérêts industriels et commerciaux. »

Le Sénat avait limité ce texte (art. 2). « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels et commerciaux. »

Les deux assemblées reconnaissaient aux syndicats le droit de percevoir des cotisations et limitaient la dépense de cet argent aux immeubles nécessaires aux réunions, à des bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle, mais tandis que la Chambre s'en tenait à ces précisions (article 6), le Sénat y avait ajouté l'interdiction de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux (art. 4). Enfin, dans un article 5 assez imprécis, après avoir indiqué leurs droits, la Chambre stipulait à quelles mesures seraient astreints les syndicats désireux d'en jouir. Sans le dire exactement, cet article orientait le projet vers un dualisme des syndicats dont le Sénat avait supprimé toute possibilité dans son article 3.

2. P.-V. Réunion du 31 janvier : voici les principales interventions où Harmel et Milcent conclurent leur exposé en demandant la suppression du terme. Le sénateur Fresneau répondit que « exclusivement » avait été une véritable conquête de la droite du Sénat sur l'anarchie et il considère que perdre cette conquête serait une faute. « Dans aucun cas, dit-il, nous ne saurions législativement nous faire les apôtres de la liberté illimitée, et, plus tard, lorsque l'ordre sera rétabli dans la société française, un vote en ce sens serait plus que compromettant pour ses auteurs. » Le marquis d'Auray, membre du Comité de l'Œuvre, répliqua qu'il s'agit ici, non d'une question de principe, mais d'une affaire de tactique et il invoque le précédent du projet de loi sur la magistrature où, par tac-



L'étude du contre-projet fut renvoyé à huitaine. En terminant, le sénateur Fresneau demanda que la plus grande publicité de presse fut accordée aux travaux des membres de la droite sur les questions ouvrières. Albert de Mun répondit que le contre-projet, une fois adopté, serait remis à la presse. Et La Bassetière conclut : ce dépôt obligera la Chambre à se prononcer sur une question « dont elle ne s'est occupée jusqu'ici que pour la forme, qui lui tient fort peu au cœur. »

Le 7 février, étude du contre-projet Keller <sup>1</sup>. Des cinq articles de celui-ci, deux étaient en désaccord avec le projet revenu du Sénat.

ARTICLE 1. — « Des associations ou syndicats composés même de plus de 20 membres et ayant pour objet l'organisation et la défense des intérêts professionnels d'une branche particulière de travail, de commerce, d'industrie peuvent se constituer sans autorisations préalables aux conditions prescrites par l'article 2 (les mêmes que dans le projet.

ART. 3. — « Les syndicats professionnels peuvent 1<sup>o</sup> ester en justice, 2<sup>o</sup> acquérir à titre gratuit ou onéreux, aux mêmes conditions que les associations reconnues d'utilité publique.

Dans la discussion, Keller fit valoir que le dualisme syndical admis par la Chambre aurait pour effet de classer les syndicats en deux groupes : ceux qui accompliraient les formalités requises, acquérant ainsi la personnalité civile, et les autres qui n'auraient pratiquement aucun avantage à offrir à leurs membres. C'est pourquoi il en abandonnait l'idée. Plusieurs membres demandèrent d'accoler au mot syndical le mot « association » plus évocateur, leur semblait-il, d'union dans la profession. Milcent résista « sur la nécessité d'autoriser les syndicats à posséder des immeubles en dehors de ceux nécessaires à leur fonc-

tique et avec raison, nos amis ont voté le détestable principe de l'élection des magistrats.

M. de Kergolay propose un moyen terme. Puisque le mot exclusivement fait craindre aux industriels que le jour où ils parleront à leurs ouvriers de leurs devoirs envers Dieu, le gouvernement ne dissolve leurs syndicats et, que d'autre part, sa suppression doit effrayer les conservateurs, ne pourrait-on pas le laisser et ajouter « aux intérêts économiques, les intérêts sociaux ». M. Lefébvre n'est pas très frappé de l'urgence qu'il y a à discuter les termes mêmes des amendements. Lui et ses collègues de l'industrie ou des arts et métiers, se sont réunis à des législateurs pour leur soumettre leurs idées. Le choix des termes qui doivent en faire prévaloir appartient aux législateurs seuls.

Keller rappelle que dans la discussion du projet de loi sur la presse il a voté contre tous les mesures restrictives. Le cas présent lui paraît analogue... Le projet soumis à la réunion est « détestable en tous points ». Il ne permet pas d'entrer dans la vie corporative car si l'objet des syndicats est l'étude et la défense des intérêts professionnels, celles-ci peuvent se faire par la parole, par les conférences, mais non par l'organisation. D'autre part, l'interdiction d'acquérir empêchera les corporations de vivre, forte du patrimoine corporatif qui n'aura pu être constitué. C'est pourquoi Keller dépose un contre-projet. Puis deux patrons Lefébvre et Limal-Boutron déclarent que ce projet est vivement combattu par toutes les chambres syndicales de Paris, parmi lesquelles il est très impopulaire. Sa présentation aux chambres n'a été autre chose qu'une manœuvre opportuniste faite dans un but purement électoral. D'ailleurs, en lui-même, avec la désorganisation actuelle du travail, le syndicat est une invention déplorable. Autrefois, il constituait la représentation de la corporation qui l'avait nommé, aujourd'hui dans l'état d'isolement où vit l'ouvrier, il ne peut être qu'un meneur et un meneur au mal. Limal-Boutron conclut : un contre-projet très complet montrera aux ouvriers, dont il a signalé mécontentement, que les membres de la droite ne s'occupent pas exclusivement de politique, mais aussi des intérêts du monde du travail.

1. P.-V., Réunion du 7 février 1883.

tionnement, des hôpitaux par exemple qui constitueraient bien, par l'utilité qu'ils présentent pour la collectivité, la meilleure base d'un patrimoine corporatif.

Maurice Maignen opposé à l'exclusive du Sénat, se déclare partisan de la liberté illimitée. Albert de Mun émet une opinion défavorable. « Nous ne saurions rédiger un amendement dans le sens de la liberté illimitée, parce que d'une part tous nos principes y répugnent et que de l'autre, le pays ne nous comprendrait pas : une existence de fait est également, selon lui, inacceptable.

Dans une longue communication, Lefèvre exposa ce qu'étaient les associations syndicales existantes, tolérées, organisées. Il insista sur leur caractère tantôt patronal et tantôt ouvrier et sur l'animosité des uns envers les autres. La réunion se sépara sans conclure.

Or, quelques jours après, Albert de Mun envoya une lettre circulaire aux membres de la réunion dans laquelle il préconisait le dépôt d'un amendement au lieu d'un contre-projet, évitant ainsi d'appuyer la reconnaissance légale des chambres syndicales qui entretiennent, disait-il, un caractère permanent d'hostilité entre patrons et ouvriers. Compter sur une situation de fait, comme la Chambre la tolérait, c'était priver l'association de tous les avantages préconisés par le régime corporatif. La liberté illimitée, contraire aux principes de l'Œuvre, était également inadmissible. Au contraire, le dépôt d'un amendement dont le texte était joint, n'engageait la responsabilité de ses amis que sur deux points correspondant exactement à leurs vues.

Le 14 février <sup>1</sup> il exposa de nouveau ses idées dans une déclaration, mais où nous voyons la formule nouvelle ressortir avec netteté : « Les syndicats professionnels séparés sont mauvais. Dans un contre-projet complet, nous serions obligés de leur apporter une consécration contraire au but que nous voulons atteindre. Il vaut donc mieux nous restreindre à des amendements préconisant les syndicats mixtes seuls capables de ramener l'ordre social chrétien et dans le développement desquels nous exposerons à la tribune notre doctrine entière. »

Le premier amendement <sup>2</sup> déposé est l'article 1 du contre-projet Keller. Une note observait que c'était l'organisation du travail par les syndicats que les catholiques attendent de la loi, bien plus que l'étude et la défense des intérêts professionnels.

Les syndicats séparés étaient admis : « Cette décision contraire aux principes de l'Œuvre, a été prise à la demande de plusieurs patrons appartenant à des chambres syndicales existantes. Celles-ci ont en effet fondé des caisses et ce serait les froisser vivement que de ne pas leur laisser la liberté de les conserver. » Mais, dit Albert de Mun, « c'est une raison de plus pour établir une distinction, qui manifeste nos idées sur l'organisation du travail en admettant pour ces syndicats séparés le droit de propriété amoindri que leur accorde le projet du gouverne-

1. P.-V., Séance du 14 février 1883.

2. Feuille autographiée adressée aux membres de la réunion.

ment et en réclamant pour les syndicats mixtes une situation meilleure. » Cette déclaration fait l'objet d'un article nouveau, l'article 6 ainsi conçu : « Les syndicats professionnels mixtes réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier, pourront recevoir des dons et legs, mobiliers et immobiliers. Outre les cas prévus à l'article 4, § 3, ils pourront acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra, notamment pour la création de logements ouvriers, la fondation d'hôpitaux et de maisons de retraite pour leurs membres. »

Un article 7 nouveau exonérait les syndicats mixtes des droits de timbre et d'enregistrement, tandis qu'un article 8 stipulait la possibilité pour eux d'admettre des membres honoraires comme les sociétés de secours mutuels. Ce dernier article visait à introduire le comité d'honneur dans la corporation légalisée.

A la séance du 14 février, ces amendements occupèrent l'attention de membres présents. Un député, Ferdinand Boyer <sup>1</sup> apporta une chaleureuse adhésion aux syndicats mixtes et demanda aux assistants de ne pas diviser leurs efforts et pour cela de renoncer à ce premier amendement. De Mun le retira aussitôt.

Après une observation de Lefébure tendant à remplacer dans le deuxième amendement, le mot « hôpitaux » par un mot plus général, le sénateur Lucien-Brun présente une nouvelle rédaction qui réunit tous les suffrages :

« Outre les cas prévus au § 3 de l'article 4, les syndicats professionnels mixtes réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier ou d'un métier similaire, pourront recevoir des dons et legs même immobiliers et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements d'ouvriers, d'asiles pour l'enfance et la vieillesse et des maisons de secours pour les blessés et les malades. »

De ces discussions sérieuses, était sorti un texte cohérent traduisant assez bien les idées corporatives. On notera cependant l'absence de toute discussion sur les unions de syndicats. Ce point, important pour la corporation, avait été vivement combattu au Sénat. Le texte du projet parlementaire disait (article 5) : « Des unions entre syndicats professionnels régulièrement constitués pourront se former en vue de la protection des communs intérêts industriels ou commerciaux. » Albert de Mun s'ouvrit très franchement à la réunion du 14 mars de la difficulté à prendre position sur l'article. « Si nous l'acceptons tel qu'il est rédigé, nous paraîtrons prêter les mains à la Constitution des fédérations que le Sénat a eu bien raison de repousser. Si nous le rejetons, nous rendrons bien difficile la réforme du travail dans l'industrie. » Ce fut encore une intervention de Lefébure qui orienta le débat : il existait déjà, dit-il, il existerait plus encore après le vote de la loi, des syndicats séparés de patrons et d'ouvriers, « Ne serait-il pas fâcheux d'interdire à ces syndicats de se réunir pour tâcher de s'entendre ? » De Mun se déclara

1. Député du Gard de 1879 à 1885.



« très frappé de l'observation » et la réunion prit fin sans condamner les unions, mais sans ajouter un mot d'encouragement.

L'amendement reconnaissant l'existence et les privilèges des syndicats mixtes, rédigé par Lucien-Brun va apporter au Parlement la première expression de la doctrine catholique.

On peut distinguer trois phases dans l'histoire de ce projet de loi : sa préparation en janvier et février 1883 que nous venons de rappeler, sa propagande en mars, avril, mai et sa présentation à la Chambre en juin. En effet, il parut nécessaire de donner une grande publicité au dépôt de l'amendement. De Mun se chargea de trouver au Parlement des députés pour le signer, tandis que l'Œuvre toute entière s'efforçait de le faire pétitionner. Cette pétition, nous la trouvons dans le procès-verbal de la réunion<sup>1</sup> du 14 mars où de Mun l'annonça en ces termes : « Un symptôme assez curieux à signaler doit être remarqué. Dans la discussion de la loi sur les accidents<sup>2</sup>, on a vu les membres de la gauche la plus avancée s'exprimer, au sujet des anciennes corporations dans des termes sinon sympathiques, du moins religieux. Il y a là une raison nouvelle pour nous de profiter de ce courant d'idées et de pousser plus vigoureusement que jamais l'étude de notre amendement. Un pétitionnement s'organise en ce moment pour l'appuyer près des deux Chambres<sup>3</sup>.

Le Comité de l'Œuvre<sup>4</sup> fut saisi de l'idée dès le 28 février par Albert de Mun. Il proposait cette manifestation comme un prélude au débat parlementaire et envisageait à Paris la tenue d'une vaste assemblée de patrons et ouvriers où il ferait acclamer la pétition. Il envisageait en outre, avec l'aide de la presse, de créer un mouvement considérable

1. *P.-V.*, Réunion du 14 mars 1883.

2. Qui venait d'avoir lieu sans aboutir.

3. Voici le texte de la pétition (annexe du *P.-V.*, du 14 mars).

MM. les Sénateurs, MM. les Députés.

Les Soussignés, patrons et ouvriers de la grande industrie et des arts et métiers, convaincus que la loi des 14-27 juin 1791 pour la suppression du droit d'association professionnelle entre les maîtres et ouvriers en isolant l'ouvrier et en le privant de l'appui qu'il trouverait dans la corporation, en séparant les patrons et en déchaînant entre eux une concurrence sans frein, en soulevant en fin entre les uns et les autres un antagonisme général, a été la cause principale des maux dont souffrent aujourd'hui les travailleurs. Persuadés qu'un tel état de choses ne peut se prolonger sans compromettre gravement le progrès du travail national, le bien-être ou l'existence même des ouvriers, et la sécurité sociale, et constatant que les maux du présent et les menaces de l'avenir ayant pour cause première la division des membres de la famille professionnelle, leur rapprochement et leur entente mutuelle sont la condition nécessaire de tout remède efficace.

Ont l'honneur de vous prier d'introduire dans la loi sur les syndicats professionnels qui reviendra bientôt en discussion devant le Parlement, des dispositions, qui, non seulement leur rendent la faculté de s'associer entre eux, mais qui provoquent et encouragent l'union des maîtres et des ouvriers dans des associations communes et qui favorisent leur formation par des avantages particuliers et spéciaux.

Ils ne doutent pas que par ces sages mesures, en faisant appel aux efforts et au concours de tous sur le terrain de l'association, vous ne réussissiez mieux que par tout autre moyen à préparer la solution pacifique du problème qui trouble depuis longtemps le pays tout entier et inquiète de plus en plus toutes les classes de citoyens.

4. *P.-V.*, 28 février 1883.

d'opinion dans le sens de cette pétition et de l'amendement. Durant le mois de mars, tous les services de l'Œuvre, furent alertés pour réunir le maximum de signataires. Raoul Ancel, chef de la section des fondations de province, écrivit en ce sens à tous ses délégués le 22 mars <sup>1</sup>.

La campagne, aussi imposante que possible, devait se poursuivre par la presse, les conférences, les réunions et les démarches. Deux cent quatre-vingt journaux conservateurs reçurent les deux textes dans la seconde quinzaine de mars <sup>2</sup>.

Nous pouvons, à l'aide du compte rendu hebdomadaire adressé au comité, suivre la marche du pétitionnement à travers la France, ses résultats, mais aussi ses vicissitudes.

Pour expliquer ces vicissitudes, rappelons que le pétitionnement fait suite à l'enquête de 1883 qui avait révélé un manque de préparation pratique à l'instauration du régime corporatif.

Il semble bien que le pétitionnement ait soulevé le plus d'émotion dans la région industrielle du Nord. Dès qu'ils eurent été saisis de la lettre d'Ancel, plusieurs comités refusèrent leur concours. « Quelques-uns, écrit un délégué, font des réponses qu'on ne saurait croire écrites par des membres de l'Œuvre. » Avesnes répondit : « C'est une mauvaise plaisanterie de vouloir lancer les comités dans ces questions de remède à apporter au prolétariat comme si c'était chose d'application facile pour des chrétiens qui ne sont pas millionnaires. » Roubaix considère le projet comme un acheminement au « communisme légal » et conclut, « du reste, ces choses-là font peur ». Valenciennes, nie l'utilité du projet, considérant les intérêts des patrons et ouvriers comme tout à fait opposés. Lille ne répondit même pas et Arras, dans un long rapport, conclut à un refus de concours. Quelques résultats furent enregistrés dans les faubourgs : cinquante-sept signatures à La Madeleine, soixante-treize à Haubourdin, vingt-huit à Loos. A Amiens, l'échec fut complet. A Abbeville, le secrétaire de zone convoquait quarante-cinq patrons à une conférence, trente-et-un y vinrent et signèrent séance tenante. Au total, on réunit 82 signatures à Abbeville et 89 à Saint-Quentin. Le correspondant d'Abbeville notait : « Le projet effraie beaucoup, même les plus avancés. »

Le Nord-Ouest, lui fait meilleur accueil et on y réunit 1.109 signatures, soit 1/6 environ du total. Le correspondant notait les difficultés rencontrées : « Les comités ne s'en occupent pas d'une façon sérieuse, quelques-uns craignent d'être accusés de faire de la politique et en prennent prétexte pour ne rien faire. Ceux qui manifestent de la bonne volonté se plaignent du peu de temps que l'on a eu et de l'impossibilité de préparer le terrain par des conférences. »

1. Circulaire, Archives du Cercle Maurice Maigren : Permettez-moi de vous rappeler que le Comité de l'Œuvre a obtenu le concours de nombreux orateurs qui sont désormais prêts à se rendre à l'appel de comités locaux pour traiter de la question ouvrière toutes les fois qu'on leur demandera. C'est ici le cas d'organiser promptement des réunions ; vous les ferez entendre des patrons et des ouvriers de votre localité et à la suite desquelles vous proposerez à ceux-ci de signer la pétition.

2. P.-V., 4 avril 1883.

L'Ouest se montra récalcitrant. A Rennes, le Dr Petit fit une grande conférence à l'issue de laquelle les secrétaires signèrent. Mais le correspondant notait : « Beaucoup de comités désespèrent de réussir. »

Le Sud-Est fit un accueil jugé très satisfaisant. A Annonay, à la suite d'une conférence sur la corporation, les feuilles se couvrirent de signatures. Le Midi eut quelques points favorables : Marvejols et Toulouse. Dans cette dernière ville, les fournisseurs d'un économat domestique récemment ouvert répondirent d'emblée. A Lyon, à Saint-Chamond, l'accueil fut bon. Le Centre manqua de temps. A Paris, où le Comité avait des listes de maisons recommandées, des feuilles furent adressées à chacun des patrons avec prière de les faire signer. La ville de Caen promit mille signatures ; nous ne savons pas si elles furent envoyées.

Dans le dossier de la Commission industrielle, nous avons trouvé deux lettres contenant des réponses de patrons au pétitionnement. Elle rendent compte des difficultés rencontrées.

La première est d'Eugène Blard, industriel à Varengeville-sur-mer. « Vous voudrez bien m'excuser d'avoir tardé à vous répondre, aujourd'hui de ne pas vous annoncer la réussite de la signature de la pétition. Bien que mes ouvriers aient sous beaucoup de rapports une très grande confiance en moi, je ne puis me dissimuler que dès qu'il s'agit de leurs intérêts ou droits politiques, leur confiance disparaît entièrement et qu'ils sont tout disposés à prendre le contre-pied de ce que je cherche à leur démontrer. D'un autre côté, je ne pouvais leur demander de signer de confiance une pétition réclamant des avantages qui, je vous l'avouerai, m'échappent à moi-même... Mais je vous avouerais que les syndicats quels qu'ils soient ne me donnent aucune confiance ; ce sont, à mon avis, des armes révolutionnaires et qui tomberont avec la Révolution. Je ne sais si les corporations peuvent revivre. Je suis avec attention ce qui s'écrit à ce sujet, mais n'ai pu encore me faire une idée de ce en quoi elles pourraient consister... »

« Nous rencontrer avec nos ouvriers sur le pied de l'égalité me paraît illusoire et mauvais. Il ne faut pas négliger la distance très grande d'éducation et d'instruction qui nous sépare de nos ouvriers et qui existait à un degré bien moins grand lors de l'établissement des corporations. Ici, je peux vous assurer que mes rapports avec mes ouvriers sont généralement bons, mais à la condition expresse que rien ne puisse motiver quoi que ce soit qui ressemble à de la familiarité, à de l'égalité ! »

Le second texte est d'un membre du comité de Dijon, de Saint-Loup. «... Lorsque j'essayai de demander à ces deux chefs d'industrie chrétiens — (qui appartiennent à l'Œuvre) — de signer et de faire signer autour d'eux la pétition, l'un deux, tout en recevant l'exemplaire que nous lui offrions, nous a prévenus que pour obtenir des signatures de ses ouvriers, il faudrait que la demande leur fut faite absolument en dehors de lui. L'autre nous a absolument refusé, même sa signature, nous déclarant que pour lui l'entente chrétienne entre patrons de même industrie et patrons et ouvriers était une utopie, que la condition



de l'industrie moderne c'était la concurrence, la lutte, la guerre à outrance entre patrons pour la production à bon marché ; entre patrons et ouvriers sur la question du salaire et que de la part du chef d'industrie, la seule situation à prendre vis-à-vis des ouvriers était celle du maître assez fort pour leur mettre le marché à la main le jour où leurs prétentions lui paraissent inacceptables. »

Quel que soit le chiffre de pétitions recueillies, il n'est guère discutable que les représentants de l'Œuvre dans les provinces ont eu le sentiment d'un échec. Pourquoi ? C'est qu'ils avaient compté sur un grand mouvement d'opinion, selon l'expression même de de Mun.

Pourquoi ne s'est-il pas produit ? On peut avancer plusieurs raisons. La petite équipe travaillant dans la IV<sup>e</sup> section restait un peu dans l'ombre. Elle ne disposait pas d'une organisation susceptible de lancer un pareil courant d'idées. Dans l'ensemble du climat politique, l'Œuvre des Cercles partageait les positions de la droite. Elle était mal connue dans le pays, mal soutenue par le clergé. Ces quelques raisons ne suffisent pas à expliquer que sur 35.000 ouvriers des Cercles catholiques, il n'y en ait pas eu 7.000 (dont les patrons), pour signer les pétitions. Il faut faire appel à d'autres raisons : l'incompréhension des comités locaux et le procédé consistant à faire présenter la pétition par le patron (procédé bien naturel si l'on songe au texte de l'amendement). Ces raisons se ramènent à celles-ci : les études corporatives de l'Œuvre sont à peu près ignorées des Comités ; la doctrine corporative est accueillie, nous l'avons vu, avec sympathie quant aux idées, mais avec scepticisme quant aux résultats. Enfin <sup>1</sup>, il n'existe pas dans le patronat une mentalité favorable au syndicat mixte. Ajoutons à tout cela le motif accessoire que, mal préparés à un effort de ce genre, les Comités locaux n'ont peut-être pas eu le temps de mettre sur pied le mouvement : on leur avait demandé les réponses pour le 25 avril, beaucoup arrivèrent bien plus tard.

A la Chambre, cependant de Mun déposait son amendement. Il semble bien qu'il ait rencontré un accueil bienveillant et empreint d'un certain intérêt.

Les catholiques intervinrent aux deux séances du débat les 12 et 19 juin 1883.

Le 12 juin, de Mun parla sur l'ensemble du projet. On ne trouve pas dans son discours cette élévation qui, dans la suite, lui permettra d'exposer les questions sociales en faisant presque totalement abstraction de l'ambiance politique et des contingences, mais on y trouve une ardente sincérité qui restera l'un des traits caractéristiques de l'orateur. Il fit devant la Chambre l'éloge du régime corporatif avant le XVIII<sup>e</sup>, puis le procès du régime libéral. Il salua brièvement le principe de la loi, mais condamna ses dispositions <sup>2</sup>.

1. La lettre de BLARD est symptomatique à cet égard.

2. Ce qui manque aux syndicats tels que vous les concevez, syndicats de patrons ou syndicats d'ouvriers, mais isolés, séparés les uns des autres, c'est précisément ce qui est le grand besoin, la grande nécessité sociale de notre temps et qu'il y avait au fond des

C'est avec ces termes mesurés que le catholicisme social prit possession de la tribune de la Chambre.

Mais le véritable débat date du 19 juin. Ce jour-là la Chambre eut connaissance de l'amendement sur les syndicats mixtes. La Bassetière monta à la tribune pour le défendre <sup>1</sup>. Son argumentation est assez habile. Il n'oppose pas la conception de ses amis à celle de la majorité de la Chambre, il accuse simplement le projet d'être imprécis. « Pour une partie de la Chambre, et pour la Commission du moins, l'Association professionnelle semble n'être autre chose que l'association des ouvriers ou des patrons séparément. *Sans l'interdire, ce dont je vous remercie*, vous ne semblez guère vous préoccuper de l'association plus large qui réunirait les patrons et les ouvriers. » Remercier le Parlement d'une tolérance quand il s'agit vraisemblablement d'une lacune est adroit. De plus, le simple fait de ne pas contredire l'orateur, revenait à reconnaître le syndicat mixte. On ne pourra pas arguer que celui-ci n'était pas dans la pensée du législateur puisqu'il est mentionné en toutes lettres au cours des débats. La Bassetière en indique les avantages : pour l'ouvrier, la bienveillance, la justice, la véritable fraternité sociale ; pour le patron, sûr d'un labeur honnête et consciencieux de la part de l'ouvrier, une confiance loyale qui honorerait le travailleur et profiterait à l'œuvre commune. Ils voient dans leur association, une plus grande stabilité des engagements pris dont la conséquence sera de faire garder l'ouvrier par le patron aux jours de chômage. Devant de pareils avantages, ne faut-il pas octroyer aux syndicats mixtes ce qu'il n'hésite pas à qualifier de « privilèges » ?

Ceux-ci enrichiront une collectivité ouvrière, faisant ainsi disparaître le prolétariat. Cette propriété collective n'aura pas été conquise brutalement en dépouillant des capitalistes à la façon où l'entendent les socia-

vieilles institutions corporatives : le rapprochement des personnes, la conciliation des intérêts, l'apaisement qui ne peut se rencontrer que dans la reconstitution de la famille professionnelle. Ce qu'il y a dans les syndicats actuels, c'est surtout une pensée de lutte, un moyen de résistance contre le capital..., la caisse des syndicats servira presque exclusivement à alimenter les grèves, elle ne deviendra jamais un instrument de production. Les syndicats donneront aux ouvriers une arme pour faire hausser les salaires ou diminuer les heures de travail, mais ils ne leur donneront pas ce qui leur manque par-dessus tout, la sécurité de l'avenir, la stabilité de la condition et l'élévation progressive dans la profession, et ainsi ils n'apporteront aucun remède à la grande plaie du prolétariat, c'est-à-dire à la situation de cette masse immense des travailleurs qui vit au jour le jour, sans foyer, sans lendemain, sans moyen d'existence.

Organisés pour la guerre, ils deviendront très vite un instrument d'oppression contre ceux qui refuseront d'y entrer, ou qui, après y être entrés voudront s'y soustraire, cela arrive déjà tous les jours. Voilà ce que seront les syndicats professionnels. Ils ne feront ni une œuvre de paix, ni une œuvre de liberté et alors je demande où est la réforme, où est l'émancipation ? En face des ouvriers, les patrons s'organiseront aussi ; ils fortifieront leurs moyens d'action ; dans cette bataille d'intérêts, ils oublieront de plus en plus leur devoir social et il n'y aura plus en présence que des ennemis. Alors dans cette guerre impie, tout le monde souffrira, les ouvriers d'abord qui sont les plus faibles, les maîtres aussi qui peu à peu seront ruinés et finalement la patrie française qui s'épuisera dans des luttes sans fin.

1. *Journal officiel*, 20 juin 1883. Débat parlementaire. Session ordinaire. Chambre des députés.

listes, et elle pourra être accrue par une intelligente gestion ouvrière. Il conclut par un tableau qui rappelle les pages écrites plus tôt sur le même sujet : « Pour l'ouvrier... la patrie ce sera avec cette salle commune ornée de ses devises et de ses emblèmes traditionnels, ce sera ces institutions d'utilité ou d'agrément qu'il aura fondées et dont il jouira fraternellement avec ses compagnons de travail ; ces sera enfin le domaine corporatif qu'il pourra considérer comme son domaine propre et auquel il portera la même affection, pour lequel il aura le même dévouement. » Après quoi, il lut à la Chambre la pétition, demandant des « privilèges » pour les syndicats mixtes.

Détail amusant : dans son émotion il avait simplement oublié de citer le texte de l'amendement. Ce fut Floquet, rapporteur <sup>1</sup>, qui le lut à la Chambre, avant de développer les raisons qu'il avait de le combattre. Il ne s'agit pas, dit-il, de favoriser la création des syndicats mixtes, rendus possibles par la loi, mais de favoriser ces syndicats eux-mêmes par rapport aux syndicats professionnels ordinaires. Or, que sont ces syndicats mixtes ? A leur origine, Floquet voit deux associations, les Comités Catholiques de Chesnelong et les Cercles Catholiques d'ouvriers de M. de Mun. Dans les délibérations des cercles depuis 1877, les caractères du syndicat mixte sont définis : ils doivent être catholiques, hiérarchisés et posséder légalement un patri-moine.

« Ce qui apparaît en fin de compte poursuit Floquet, c'est la volonté d'écarter de ces association mixtes le suffrage universel, l'intervention directe de l'ouvrier... Cette volonté d'écarter du gouvernement de l'association le principal intéressé, l'ouvrier, s'accuse bien plus encore lorsqu'il s'agit de réaliser pour l'association mixte des cercles catholiques une autre condition essentielle de son existence, celle d'être propriétaire... Les cotisations et subventions sont demandées aux patrons et non aux ouvriers pour que ceux-ci ne puissent intervenir et réclamer le jour de la liquidation. » Ceci étant, Floquet précise les deux raisons pour lesquelles il condamne l'amendement : ce serait accorder des privilèges et il s'y refuse en raison de leur caractère exceptionnel ; il le repousse encore, parce que, dit-il, « nous savons ce que vous en feriez. Bien que vous disiez n'avoir aucun but politique, vous rêvez de détruire l'œuvre de la Révolution. Vous désirez pratiquer une réforme religieuse, mais le peuple se détournera de ces « couvents d'ouvriers », comme il s'est détourné des « casernes d'ouvriers » conçues par le socialisme impérial ».

Cependant Floquet ne veut pas paraître hostile à l'association en soi. Il conclut donc en disant que ce qu'il veut c'est « la légalité dans la liberté d'association, mise, enfin, à la place de l'inégalité dans une législation, d'isolement ».

Après lui, Clemenceau intervint dans la discussion qu'il élève à la

1. *Journal officiel*, 20 juin 1883, débat parlementaire. Session ordinaire. Chambre des députés.



hauteur d'un débat philosophique. Il y voit une opposition entre la monarchie et la république, entre les hommes de droite dont le régime, l'ancien régime, a fait faillite et les républicains qui entreprennent une œuvre nouvelle.

Puis il précise sa position matérialiste : « Aux droits de Dieu... nous opposons les droits de l'homme ». Il conclut : « L'Église catholique n'est pas seulement une organisation religieuse c'est en même temps une organisation politique et sociale... elle a des solutions pour tout .Ces solutions ont subi l'épreuve de l'expérience ; elles sont irrévocablement condamnées, et lorsque aujourd'hui, vous venez nous proposer gravement de faire régner l'âge d'or sur la terre en accordant aux syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers le droit de recevoir des dons et des legs, je vous dis : plus d'équivoques ! La question qui nous sépare est autrement grave. Toute conciliation est impossible, parce que votre socialisme est un socialisme d'oppression et le nôtre est un socialisme de liberté et de justice. »

De Mun vint répondre à Floquet : reconnaissant qu'il demandait un privilège, il fit valoir qu'il l'étendait à tous les syndicats mixtes, quels qu'ils fussent, quelle que fut leur origine. Pourquoi le restreindre aux syndicats mixtes ? « Parce que nous croyons que ceux-là seuls qui consacrent l'association commune des patrons et des ouvriers présentent les garanties sociales nécessaires pour mériter les encouragements que nous proposons de leur attribuer. Les commissions mixtes constituées aux heures de crise sont : « insuffisantes, tardivement nommées, composées d'hommes sans relation antérieure, qui s'ignorent la veille et qu'aucun lien ne rapproche !! Il faut, par tous les moyens, provoquer, encourager ce mouvement ».

#### AUTRES INTERVENTIONS AU PARLEMENT (1884-85)

Le reste de la législature fut consacré à l'étude de deux questions : la responsabilité des accidents du travail et la crise économique qui sévissait alors et avait de douloureuses répercussions à Paris.

La question d'attribuer la responsabilité des accidents du travail était très délicate et il faudra de longues années pour arriver à un texte satisfaisant.

Dans la législation alors en vigueur, l'ouvrier était considéré comme responsable de l'accident à lui survenu, à moins de prouver la faute du patron. La tendance nouvelle était de renverser ces données et d'attribuer au patron une responsabilité générale sauf à faire la preuve de la faute propre de l'ouvrier. En d'autres termes, une présomption légale ouvrirait à l'ouvrier le droit à une indemnité par le fait seul d'un accident. On reconnaissait les innombrables difficultés soulevées dans l'application des mesures en vigueur. L'ouvrier pauvre et désarmé pouvait difficilement faire la preuve de sa non-responsabilité. Il pouvait

moins encore attendre les longs détails de procédures qui s'écoulaient avant le versement de l'indemnité.

Ces considérations avaient amené quatre députés, Martin Nadaud, Léon Peulevey, Félix Faure et Henri Maret à déposer quatre projets dont le caractère était précisément de présumer l'ouvrier irresponsable en cas d'accident et de lui verser une indemnité<sup>1</sup>. Après une très courte discussion, le 13 mai 1882, la Chambre avait ajourné les débats et renvoyé les projets à sa Commission. Celle-ci acceptait la présomption de responsabilité patronale et envisageait la création d'une caisse d'assurance facultative dans la garantie de l'État.

Tel était l'état de la question quand, le 21 février 1883, la réunion d'études législatives de l'œuvre des Cercles aborda ce problème<sup>2</sup>.

La première séance se tint le 1<sup>er</sup> février 1883. Après une discussion approfondie, la réunion décida que les dispositions législatives ne sauraient être les mêmes dans les trois grands secteurs de travail : industrie, agriculture, arts et métiers.

Pour l'industrie, la réunion semble être allée très vite, car elle admit successivement le principe de la responsabilité du patron, celui de la présomption légale de cette responsabilité et celui d'une loi spécifiant ses circonstances et limitant son étendue. La réunion envisagea enfin l'attribution d'une pension à l'ouvrier victime d'un accident ; pour lui permettre d'entamer la procédure et d'en supporter les longueurs.

Après un pareil ensemble de décisions, nous constatons à la réunion suivante<sup>3</sup> un mouvement rétrograde caractérisé. Albert de Mun dut en effet prévenir le Comité que l'accord n'a pu être admis par ses collègues de la droite sur le principe de la responsabilité du patron. L'idée d'une responsabilité civile soulève des objections passionnées et il apparaît qu'une « manifestation sérieuse » des députés de la droite à la Chambre en faveur des principes de l'Œuvre, considérés comme fondamentaux par les industriels, serait impossible. Cette divergence de vue avait une conséquence. Le débat sur la responsabilité des accidents devait venir à l'ordre du jour de la Chambre avant celui sur les syndicats et c'était à l'occasion de ce débat que l'œuvre avait envisagé sa première manifestation parlementaire. L'impossibilité de réunir les

1. Qui paierait ? Martin Nadaud et Henri Maret, dans des projets semblables, à une question de compétence près, considéraient le patron comme responsable de l'accident, jusqu'à ce qu'il ait pu établir devant la justice qu'il y avait faute de l'ouvrier. La preuve est donc à sa charge et Léon Penlevey mettait le paiement de l'indemnité à la charge de l'État au moyen d'une assurance facultative. L'ouvrier verse deux francs par an à l'État et l'indemnité est prélevée sur le fonds ainsi constitué. Félix Faure proposait l'assurance obligatoire des patrons à un seul agent, l'État. Celui-ci réglerait avec le patron et le patron verserait à l'ouvrier l'indemnité.

2. Nous disposons de deux séries de documents pour suivre ces travaux : une partie des procès-verbaux de la réunion et les comptes-rendus des séances figurant aux procès-verbaux du Comité. Ces derniers sont sommaires et ne fournissent pas de noms, mais ils donnent une idée exacte des travaux.

3. L'abbé MIGNEN, *op. cit.* Mentionnant incidemment cette séance, il cite les parlementaires présents : Lucien Brun, Fresneau sénateur, de Lanjuinais, Ferdinand Boyer et La Bassetière, députés.

4. P.-V., réunion du 7 mars.

voix de la droite rendait vain un pareil projet. On décida alors que l'abstention de l'Œuvre dans ce débat serait expliquée par cette raison que l'organisation du régime corporatif est la condition préalable nécessaire de toute loi sur le régime du travail.

A la réunion du 7 mars, douze patrons environ étaient venus. Ils proclamèrent la « ferme, unanime et inébranlable affirmation de leur devoir de responsabilité envers leurs ouvriers ». Ce résultat satisfaisant n'ayant pas modifié l'opposition des députés de la droite, la réunion décida l'élaboration d'un contre-projet pour la deuxième lecture de la Chambre <sup>1</sup>.

Les industriels ayant pris une part prépondérante dans la discussion, la Commission industrielle en prépara le texte.

Elle tint à établir une distinction de principe : l'obligation pour le patron de verser l'indemnité ne résulte pas d'une présomption de faute, mais des devoirs élevés du patronage qu'il ont mission d'exercer à l'égard de leurs ouvriers. Le projet stipulait que le paiement était à charge du patron, sauf faute grave de l'ouvrier, mais y compris le cas d'un accident fortuit. Si le patron appartient à un syndicat professionnel régulièrement constitué, la caisse du syndicat paie l'indemnité et se retourne contre le patron s'il y a faute ou négligence de sa part. Mais alors que Félix Faure étendait son projet aux chefs de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, la Commission le restreignait aux chefs d'exploitation de mines et aux industriels faisant emploi de moteurs mécaniques et de matières dangereuses ou explosives.

La commission estimait inutile la constitution d'une caisse d'assurance, prévue par Félix Faure, et considérait les caisses existantes comme parfaitement capables d'assumer les charges ainsi créées. Ces charges étaient moins lourdes, estimaient les industriels que celles résultant de la jurisprudence des tribunaux.

La Réunion d'Études Législatives prit connaissance du projet le 9 mai. Le 30, elle abandonnait l'idée d'un contre-projet lui préférant le procédé des amendements et chargeait Milcent de les rédiger.

Le 6 juin, Milcent les lui apporte. Il remarque que si le patron a à sa charge l'indemnité d'un accident d'origine fortuite, il est inutile et blessant de parler de sa responsabilité présumée. Un premier amendement précise donc : Dans le cas où un accident a pour cause la faute d'un chef d'industrie, celui-ci reste soumis à la responsabilité du droit commun (code civil, art. 1382). Le second amendement reprend la disposition relative au paiement par le syndicat où est inscrit le patron, mais Milcent précise que le syndicat doit être mixte <sup>1</sup>.

La Réunion se séparait pour l'été. De Mun écrivait à ses membres de songer durant les vacances à cette délicate question et à celle des logements insalubres, inscrite également à l'ordre du jour.

1. Réunion du 6 juin 1883 : Les autres amendements traitent des conditions d'application, sauf un qui exempte de la loi les chefs d'industrie ayant employé 10 ouvriers ou moins durant les 6 derniers mois, et réduit, l'indemnité de moitié si, l'accident résulte de la violation des règlements intérieurs de l'usine.



Au début de novembre, quand reprirent les travaux, Hyppolite André fit connaître les avis émis par des sociétés d'industriels à Lille, Reims, Saint-Quentin et le Havre, tous opposés au principe de la seule responsabilité patronale et demandant le maintien des dispositions du Code civil.

André se déclare absolument hostile à cette position <sup>1</sup>.

La Réunion discuta l'ensemble du problème, compte tenu de la statistique suivante : sur 100 accidents, 12 sont imputables à la faute du patron, 20 à celle de l'ouvrier, et 68 au cas fortuit. La Tour du Pin essaya de faire remplacer la division en trois secteurs de l'économie par celle-ci : les travaux où l'emploi des machines est nécessaire et celui où il ne l'est pas. La Bassetière combattit ce point de vue. De Mun demanda à la Réunion d'élaborer un contre-projet.

Le 21 novembre H. André déposait le contre-projet : il débute par ces mots : « Tout chef d'entreprise industrielle ou d'exploitation de mines et carrières où les moteurs et engins mécaniques (hydrauliques ou à vapeur) forment l'élément nécessaire et dominant de l'exploitation ou de l'entreprise, ou encore dans lesquelles il est fait emploi de matières dangereuses ou explosives, est tenu d'assurer à l'ouvrier blessé en cours de travail ou à sa famille en cas de mort, une indemnité en rapport avec le préjudice résultant pour lui de cet accident. « Il demandait la liberté absolue pour le patron de s'assurer comme il voudrait. La Réunion approuva le début du projet. Notons au passage cette remarque d'Harmel, illustrée d'un exemple précis (au Havre), qu'avec la « nouvelle » magistrature, les indemnités attribuées aux ouvriers seraient beaucoup plus élevées qu'antérieurement. Le 28 novembre, la discussion reprit mais rebondit aussitôt sur la définition de la responsabilité à laquelle certains industriels étaient hostiles. On discuta longuement entre les trois expressions : « Le chef d'entreprise est responsable », « est présumé responsable », « est tenu d'assurer une indemnité ». Finalement, Harmel rallia les opposants au texte « est tenu à une réparation ».

La discussion continua le 5 décembre, puis tourna court brusquement. Nous lisons en tête du procès-verbal du 12 décembre : « A la suite de courtes observations échangées entre plusieurs membres, la Réunion est unanime pour renoncer à l'examen du projet de loi concernant la responsabilité des patrons en cas d'accidents. Dans l'état d'anarchie à laquelle le monde du travail est aujourd'hui livré, elle croit impossible de concilier dans un texte législatif, les différents intérêts en présence, sans créer soit en faveur des patrons soit en faveur des ouvriers, un privilège contraire à la justice. » Les députés de la droite

1. Notons d'ailleurs qu'il existe au dossier de la Réunion une lettre d'un industriel de Maubeuge, Sépulchre, datée du 18 décembre 83, dans laquelle, parlant de l'Assemblée générale de l'Association de l'Industrie française, il note une mention du rapport lu aux sociétaires. La voie des assurances et particulièrement des assurances syndicales y est indiquée comme le plus propre apparemment à donner une solution satisfaisante et sans intervention de l'État au problème.

étaient invités à suivre la discussion et à y intervenir par voie d'amendement pour améliorer la législation existante et, par exemple, pour faire voter « l'institution de commissions locales chargées d'allouer une provision à l'ouvrier blessé ».

Au bout de dix mois de travail, il fallait abandonner l'entreprise, rendre à chacun sa liberté, résultat pénible, qui a sans doute pour cause une opposition importante du patronat, notamment provinciale et des députés ; opposition qui se devine plutôt qu'elle ne s'exprime dans les textes. A ces séances, grande était l'irrégularité des présences qui faisait écrire Harmel à de Mun <sup>1</sup> ; « Vous vous plaignez avec raison de ce que notre dernière réunion n'avait qu'un seul député : vous ! Pour moi ; ce nombre me suffit. Si la droite se relève, se sera par vous seul, tout le reste est parlementarisé depuis longtemps, par conséquent d'une impuissance radicale. »

Dans un autre billet, Harmel précise ce jugement sévère au lendemain des débats d'où sortit l'amendement sur les syndicats mixtes : « Depuis que j'assiste aux réunions où vous avez bien voulu me convoquer, je comprends la timidité des Princes.... alors qu'ils ont un pareil état-major. Je lisais dans le *Rappel* de mardi dernier l'insulte au mutisme de la Droite. On disait que la devise des royalistes était celle-ci : c'est le moment de nous montrer ; cachons-nous. » En lisant ces lignes cinglantes, je me souvenais des délibérations du mercredi matin, se terminant régulièrement par cette conclusion : « Ne bougeons pas, taisons-nous. »

On comprend combien de telles réflexions émanant d'un homme comme Harmel pouvaient attrister de Mun. Il ne pouvait qu'y souscrire. Nous n'insisterons pas : cette attitude de la droite domine et explique toute l'histoire de la Troisième République à ses débuts.

Cependant, avec une ténacité caractéristique, de Mun et ses amis ramenèrent la question devant la Réunion <sup>2</sup>. Toutefois, le sujet n'est plus tout à fait le même. Comment s'en étonner ? Pour ramener la Réunion au travail, deux mois après, il fallait un biais. Le nouveau thème proposé est « l'étude d'un projet d'organisation légale dans chaque corps d'état et dans chaque industrie » de caisses de prévoyance alimentées par les patrons et les ouvriers et destinées à garantir les membres participants contre les conséquences des accidents, du chômage, de la maladie et de la vieillesse ». En un mot, la prévoyance corporative. Les caisses seraient administrées par un conseil syndical composé moitié de patrons, moitié d'ouvriers, elles jouiraient de la personnalité civile : on reconnaît là un progrès de la doctrine corporative et aussi une certaine logique dans les travaux de l'Œuvre. Après un projet de loi instituant la corporation sous forme de syndicats mixtes ; un projet organique sur la prévoyance dans la corporation peut très bien se concevoir à sa suite.

Ce projet fut abordé le 20 février 1884. Le 12 mars, un texte complet

1. G. GUITTON, *op. cit.*, *Billet* de Léon HARMEL à Albert de Mun 4 mai 83.

2. P.-V., Réunion, 20 février 1884.

rédigé par Milcent, était présenté sur ces bases. La désignation des syndics par ces patrons est prévue à la majorité des voix, chaque patron disposant d'une voix supplémentaire par 20 ouvriers jusqu'à 200 et seulement par 100 ouvriers au delà de 200. Les actes des caisses sont dispensés des droits de timbre, d'enregistrement et de mutation.

À la séance suivante, ces bases étaient admises, et la question discutée de savoir dans quelles conditions les caisses seraient constituées. Nous voyons ici la tendance emportant l'Œuvre de plus en plus à compter sur l'État. Que dit en effet le communiqué au Comité général ? « Sans rendre cette formation (des caisses) obligatoire d'une manière absolue, le projet donne à l'administration le droit de constituer des caisses de prévoyance d'office, si les deux tiers des intéressés sont d'avis de le faire. La discussion a surtout porté sur le caractère obligatoire de la loi qui semble, du reste, indispensable pour obtenir un résultat pratique. (Ce projet est d'un réel intérêt d'un point de vue corporatif et marque un jalon dans le progrès des études de l'Œuvre, soumises maintenant à la critique conjugée de parlementaires et d'hommes de métier, sans compter les hommes d'œuvre qui participent à la fois au Conseil des Études et à la Réunion mixte de législation). Or, après cette séance, le projet semble se perdre. Il n'en est plus question au comité ; on n'en parle plus.

Mais l'idée demeure et avant d'inspirer un nouveau projet aux parlementaires de l'Œuvre, elle fera l'objet d'un exposé de principe au Palais-Bourbon. Le 20 octobre, la Chambre discute les divers textes relatifs aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Aucun d'eux ne convient à de Mun et l'Œuvre n'a pas de projet à l'ordre du jour. Il décide donc de s'abstenir, ce qui veut dire, dans sa stratégie parlementaire, qu'il approuve le principe, mais non le texte. Il vient justifier sa position à la tribune <sup>1</sup>.

1. « Pour moi..., je n'étonnerai pas la Chambre en lui disant qu'il n'y a pas de solution possible capable de satisfaire la justice sans porter atteinte aux principes du droit en dehors d'une organisation préalable de l'industrie qui fait défaut au pays et sans laquelle, MM. vos efforts sont nécessairement frappés de stérilité : cette organisation, vous savez déjà ce qu'elle doit être dans ma pensée : c'est l'organisation corporative. (*Mouvements divers*) Oui, si vous aviez des unions corporatives industrielles, vous pourriez organiser en effet cette responsabilité collective de la profession, beaucoup plus juste en principe et dans la pratique que la responsabilité individuelle, vous l'organiserez en attribuant à chacun sa part : celle des patrons qui doit être assurément considérable, mais qui ne saurait aller ni au point de vue des principes, ni au point de vue des résultats jusqu'à la ruine, jusqu'à l'écrasement personnel, conséquence inévitable, dans l'état actuel de l'industrie française, d'une législation imprudente ; la part aussi des ouvriers qu'il ne faut ni traiter ni comme des instruments, ni déshabituer de la prévoyance, la part même de l'État que vous pourrez appeler à concourir, par ses encouragements, par ses subventions, à cette responsabilité collective mais sans lui abandonner avec le soin d'organiser à lui seul les caisses d'assurances un pouvoir qui ne lui appartient pas et qui aboutirait à une sorte d'embrigadement des ouvriers.

C'est ainsi encore que vous pourrez instituer utilement dans le sein de la profession, des commissions d'enquête chargées de rechercher les causes des accidents et de les prévenir par une surveillance attentive et des tribunaux arbitraux composés des intéressés, qui vous fourniraient une juridiction naturelle en vous dispensant de recourir à des tribunaux exceptionnels ou à ces jugements sans appel dont la Commission vous propose d'attribuer le pouvoir aux juges de paix.



En terminant, il déclare à titre « d'opinion absolument personnelle » que l'assurance obligatoire n'a rien qui choque les principes de justice et c'est peut-être la seule manière efficace et pratique de donner une solution à une grave difficulté sociale.

Le lendemain, de Mun racontait la séance à Urbain Guérin <sup>1</sup> devenu depuis quelques mois secrétaire de la Réunion d'Études législatives : « J'ai fini par parler hier, vous trouverez cela à l'*Officiel*, car les journaux n'en disent rien, tant parce que j'ai parlé brièvement, que parce qu'on ne se soucie ni à droite, ni à gauche de relever nos idées. Nous voilà cependant engagés absolument à fournir un projet sur les caisses de secours par corps de métier à bref délai : je ferai prochainement appel à votre concours pour étudier la question<sup>2</sup>. Quoi qu'on en ait fait et quelque répugnance qu'on y mette, on est bien obligé de s'occuper de la question.

L'évêque <sup>3</sup> m'a traité de socialiste et très malmené. Encore n'ai-je pas parlé du principe de la responsabilité du patron : on m'eut écorché vif, c'est du reste là le côté sentimental et platonique de la question. Le vrai et le vif, c'est l'organisation des assurances et c'est à cela qu'il faut nous préparer. »

Faut-il souligner ce que pouvait avoir de pénible pour de Mun une algarade comme celle de Mgr Freppel, et ce qu'elle aurait pu avoir de déconcertant pour un homme moins opiniâtre ? Encore devons-nous ajouter que le « on m'eut écorché » vise probablement, non seulement l'évêque d'Angers, mais aussi plusieurs députés de la droite. Cependant, les critiques de ses collègues sont sans portée, comparées à celles de Mgr Freppel, illustre prélat, homme politique de droite écouté et nullement hostile aux idées sociales, puisque nous le verrons signer certains projets d'Albert de Mun.

L'analyse des débats sur les accidents du travail, illustre un certain nombre de grandes difficultés rencontrées par l'Œuvre : manque de régularité au travail, surtout manque de décision, enfin manque de compréhension même chez les catholiques marquants.

A la différence de cette intervention, celle que fit de Mun à propos de la crise économique le 25 janvier 1884, revêtit la forme d'une interpellation.

Les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle furent une ère de dépression économique ; la production tendait à excéder les besoins normaux de la consommation et incitait les dirigeants à chercher pour leurs pays

Dans ces conditions, vous le comprenez certainement, il m'est impossible de donner une adhésion à aucun des projets qui vous sont soumis. Mais comme je suis persuadé qu'il faut agir, que la question est pressante, qu'il y a des intérêts qui souffrent, comme aussi, je ne me fais pas l'illusion de croire, que quelque désir que je puisse en avoir, quelque conviction que je puisse apporter à mes idées, j'entraîne tout de suite la Chambre à voter la constitution des associations corporatives industrielles, je vous demande au moins d'examiner si vous ne pourriez pas faire un pas vers la solution par la constitution de caisses de secours par corps de métiers ? Ce n'est pas la corporation, mais c'est le principe de la responsabilité collective et professionnelle. »

1. A. DE MUN, *Lettre* à U. Guérin (21 octobre 1884) papiers U. Guérin.

2. Preuve que le projet précédemment préparé avait été abandonné.

3. Mgr Freppel.

des débouchés intérieurs ou extérieurs nouveaux. En France, la crise atteignit son paroxysme vers les années 1880-85. Si des débouchés intérieurs, tels ceux du plan Freycinet, étaient déjà intervenus, les plus importants, les coloniaux, ne donnaient encore qu'un faible exutoire à une surproduction qui avilissait les prix.

Les répercussions sociales inévitables des crises économiques, entraînèrent plusieurs débats à la Chambre et mirent en cause la politique économique du gouvernement.

Un débat fut fixé au 25 janvier 1884, et de Mun déposa une interpellation. Le mercredi 23, la Réunion d'Études législatives devait tenir sa séance hebdomadaire. Albert de Mun n'y assistait pas, « retenu par la préparation de son discours ». La Bassetière, présidant la réunion à sa place, fit inscrire d'urgence à l'ordre du jour l'interpellation sur la politique économique et aussitôt, un parlementaire d'intervenir<sup>1</sup>. Pour lui, la Droite ne peut pas se borner à une intervention platonique. « Elle doit indiquer les remèdes qui atténueront l'intensité de la crise sur laquelle il est difficile de se méprendre. Quels remèdes ? Milcent répond : « Les bases principales de ce projet devront être la distribution de secours par une Chambre syndicale mixte de patrons et d'ouvriers, et le rapatriement d'ouvriers qui ne sauraient trouver d'emplois à Paris avec l'interdiction de retour. »

Cette solution autoritaire surprend la réunion. La Bassetière déclare qu'il faut aborder cette question du rapatriement avec beaucoup de précaution. « Ce serait mettre aux mains du gouvernement une arme dangereuse que de lui donner le droit de renvoyer de Paris les ouvriers sans travail ; on consacrerait en outre, une grave dérogation aux principes de la liberté individuelle. » Et il propose de laisser ce soin aux chambres syndicales. De son côté, le comte Laujuinais, député de Bretagne, repousse énergiquement toute charité faite par l'État aux ouvriers. « Une telle manière de procéder, dit-il, loin d'atténuer la crise, l'aggraverait encore, car elle attirerait les ouvriers dans les centres où leur agglomération amène des souffrances quasi inévitables. » La Bassetière y voit un fâcheux précédent pour les ouvriers des autres grandes villes et ceux de l'agriculture. Hyppolite André est hostile aux expédients et « ne voit de remèdes sérieux que dans le retour à de meilleurs errements politiques, dans la modification des traités de commerce signés avec les autres puissances et dans une législation sociale, tous, remèdes fort difficiles à obtenir ».

Puis la réunion approuva le texte d'une proposition de loi à déposer par les députés de la Droite pour instituer immédiatement à Paris, par chaque corps de métier, une chambre syndicale mixte. La caisse de chaque corps fixera la somme à allouer quotidiennement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, à tout ouvrier français sans travail, inscrit à la chambre. Un ministère disposera des crédits nécessaires dont les chambres syndicales seront distributrices. Ces chambres émettront des avis sur

toutes les questions intéressant la profession. Elles délibéreront sur les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Fixation de la série des prix dans chaque corps de métier. Calla fit ajouter : « après avis de la Société centrale des architectes ».

2<sup>o</sup> Nombre d'ouvriers nécessaires dans le corps de métier pour l'exécution normale des travaux.

3<sup>o</sup> Rapatriement des ouvriers sans travail dans leur pays d'origine.

4<sup>o</sup> Création des ressources nécessaires pour alimenter la caisse de chaque corps de métier.

Enfin le conseil syndical arbitrera les contestations entre ses membres.

Albert de Mun devait déposer ce projet avec ses collègues, mais la Réunion décidait de poursuivre ces débats au cours d'une réunion supplémentaire le 25 janvier soit 48 heures après l'autre. Cette nouvelle réunion <sup>1</sup> commença par une critique serrée du député Ferdinand Boyer contre le projet élaboré l'avant-veille. Il n'admettait ni l'intervention de l'État dans l'organisation ou le fonctionnement des syndicats mixtes où il voit une nouvelle arme aux mains du gouvernement pour opprimer ses adversaires, la fixation des prix par les chambres syndicales, contraire à l'intérêt du public, que sauvegardera seul un régime de liberté, ni le rapatriement des ouvriers, mesure impopulaire, ni enfin la fixation du nombre d'ouvriers par rapport aux travaux, qui lui paraît impossible dans la pratique. Ferdinand Boyer fait abandonner le projet tout entier. « La seule idée conclut-il dont les membres de la droite puissent se faire à la tribune les défenseurs utiles, est celle qui a déjà été soutenue au mois de juin dernier par M. Albert de Mun, la création des syndicats mixtes. Tout le reste est inutile, dangereux ou inapplicable.

C'est ainsi qu'une fois de plus, un projet de loi élaboré par l'Œuvre, devait être abandonné devant l'attitude divisée et surtout négative de parlementaires qu'une même couleur politique unissait à Albert de Mun, mais dont le manque de sens social et de volonté pratique le séparaient comme par un abîme.

Le même jour, le secrétaire général de l'Œuvre prononçait à la Chambre un important discours <sup>2</sup>. Il insista à nouveau sur la nécessité absolue d'arriver à un régime d'entente entre le patron et l'ouvrier. Ce point de vue, nous le connaissons, il forme l'armature de presque toutes ses interventions. Mais, en outre, il mit l'accent avec vigueur sur l'aspect international de la crise économique.

Pour la première fois dans son histoire, le Parlement français entendit défendre à sa tribune le principe d'une législation internationale du travail.

L'orateur montre à la Chambre la maladie chronique épuisant les nations modernes : l'excès de concurrence. Cette concurrence impitoyable que se font entre elles les industries de chaque pays aboutit à l'abus du travail et des forces des hommes. Partout l'on voit le paupérisme

1. *Id.*

2. *J. O.*, 26 janvier 1884.



s'accroître dans des proportions effrayantes. Devançant cette crise mondiale, l'humanité, le bon vouloir, la charité n'ont pas suffi à porter remède. « C'est un remède social et général qu'il faut chercher sans retard et les gouvernements ont le devoir d'y aviser ! »

« Il y avait jadis dans l'univers, une puissance médiatrice, c'était l'Église catholique qui était reconnue, acceptée par tous : Elle imposait des bornes à l'abus qu'on pouvait faire des forces de l'homme ». Aujourd'hui : « Que mettra-t-on à sa place, sinon le concert des États civilisés ? On fait bien des conventions internationales pour régler les lois de la guerre, on en fait pour le transport des colis postaux, pourquoi n'en ferait-on pas pour régler les conditions de travail ? On fait bien des congrès pour les intérêts qui captivent l'attention des hommes, pour l'électricité, pour les arts, pour la science ; pourquoi n'en ferait-on pas un pour le travail ? Voilà ce que je demande. » Puis il rappela les propositions de la Suisse à cet effet.

Constatons simplement que ces paroles sont les premières de cet ordre prononcées à la tribune du Parlement et que l'avenir devait leur donner une ample confirmation <sup>1</sup>.

A l'issue du débat, Albert de Mun déposa un ordre du jour résumant ces idées auquel avaient souscrit quelques collègues : Mgr Freppel, Lorois, La Bassetière, Martin (d'Auray), vicomte Desson de Saint-Aignan, vicomte de Bélizal, comte Lanjuinais, duc de Bissacia, de La Billais, prince de Léon, marquis de La Rochejacquelin, du Bodau, comte de Kermenguy, Calla, Ferdinand Boyer, Ollivier, Le Gonidec de Traissant.

« Convaincue que la crise actuelle ne provient pas seulement de causes spéciales et temporaires, mais de causes générales et durables qui tiennent à l'ordre économique et moral tout entier, qu'il faut sous peine de n'apporter comme remède qu'un mauvais palliatif, chercher avant tout à établir l'accord si désirable entre les deux facteurs de la production le patron et l'ouvrier et à protéger l'un et l'autre dans la mesure nécessaire aux intérêts du pays.

La Chambre invite le gouvernement.

1<sup>o</sup> A prendre le plus tôt possible les moyens nécessaires pour favoriser le principe d'association et de solidarité professionnelle entre les patrons et les ouvriers, notamment en déposant un projet de loi sur la formation des caisses de prévoyance par corps de métier destiné à protéger l'ouvrier en cas d'accident ou de chômage involontaire.

2<sup>o</sup> A préparer l'adoption d'une législation internationale qui permettra à chaque état de protéger l'ouvrier, sa femme et son enfant contre les excès du travail, sans danger pour l'industrie nationale.

3<sup>o</sup> A maintenir toujours en dehors des traités qu'il pourrait conclure les produits agricoles et à ne faire dans ces traités aucune concession nouvelle de tarifs.

1. La première étant le congrès de Berlin et la plus célèbre ensuite, les articles du traité de Versailles consacrés à la réglementation internationale du travail.

4<sup>o</sup> A réserver autant que possible aux travailleurs français tous les travaux et fournitures de l'État.

5<sup>o</sup> Enfin pour arriver le plus promptement possible aux dégrèvements promis depuis si longtemps et si nécessaires à notre agriculture et à notre industrie, à réduire au strict nécessaire dans le prochain budget, les dépenses de l'État. »

Au cours de ce débat, Albert de Mun ne fut pas seul. Mgr Freppel y prononça un important discours, mais il traita presque exclusivement l'aspect moral du sujet.

L'ordre du jour des députés de la droite fut écarté sans vote. La Chambre décida de nommer une commission d'enquête mais ne fit aucune place à Albert de Mun ou à ses amis dans son sein. Nous verrons des Chambres plus à gauche agir autrement, mais à ce moment-là la réputation d'Albert de Mun et sa compétence se seront affirmées avec éclat.

D'ailleurs la commission d'enquête ne conclut à aucune proposition précise, ce qui déclencha en novembre 1884, la crise subsistant. un nouveau débat. Albert de Mun y intervint brièvement pour reprocher à la commission son inutilité. Après quoi, il repoussa la proposition de l'interpellateur : Tony Révillon, qui demandait à l'État d'ouvrir des chantiers. « Socialisme d'État ! » s'écria de Mun, demandant de nouveau la protection du marché national et celle de l'ouvrier par les institutions sociales.

Ceci nous amène à la fin des deux années d'activité parlementaire considérable, et pratiquement à celle de la législature 1881-85.

Si avec le recul du temps, nous sommes amenés à considérer les paroles du 25 janvier 1884 comme celles d'un précurseur, et l'amendement sur les syndicats mixtes comme fondamental, aux origines du corporatisme, il faut mesurer l'étendue de l'échec enregistré à l'époque. Dans aucun des trois débats que nous venons de raconter, l'Œuvre n'a eu gain de cause. Dans aucun des trois, elle n'a été capable d'apporter un projet de loi, malgré une préparation sérieuse et cela à cause de l'impossibilité de grouper autour de ces textes un noyau solide de députés. Le groupement des parlementaires s'est effectué à la Chambre, même à des réunions de travail, mais il est sans forces, faute de cohésion.

En face de ce sombre passif, il faut noter le succès personnel d'Albert de Mun à la Chambre, le prestige chaque fois confirmé de son grand talent, le retentissement de ses paroles. L'Œuvre, grâce à lui, a conquis la tribune.

Au total une étape a été franchie, étape qu'on avait révue décisive et qui s'est révélée décevante.

## CHAPITRE V

### Le Programme social dans la tentative de Parti Catholique

Le développement naturel de l'Œuvre des Cercles et de son action législative se trouva brusquement interrompu de septembre à novembre 1885 par la tentative que fit de Mun pour constituer un parti catholique <sup>1</sup>.

Cette tentative encore mal connue, appartient à l'histoire politique et religieuse. Mais elle relève de l'histoire sociale parce que, des deux objectifs que de Mun assignait au futur parti, si l'un était la défense religieuse, l'autre était l'action sociale. En rendant brièvement compte de cette tentative, les historiens l'ont considérée sous son jour politique et religieux, mais ils ont laissé dans l'ombre son programme social, que seul, le biographe de Léon XIII, Mgr de T'Serclaes, a évoqué <sup>2</sup>.

Il convient donc, en évoquant ce parti mort-né, de rappeler quelle intervention de Mun lui réservait dans la question sociale.

#### LES MOBILES DE DE MUN

Mais pourquoi créer ce parti ? On peut dire qu'il résulte à la fois du développement de l'Œuvre des Cercles et de l'inaction politique des autres groupements conservateurs.

L'Œuvre des Cercles avait reçu des encouragements : le vote de la loi sur les syndicats, l'apparition des premières corporations en France. L'encyclique *Humanum Genus* louait les corporations et Léon XIII venait de nommer Albert de Mun grand Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand. La Tour du Pin et Harmel étaient allés à Rome au mois de février. Le premier avait été vivement encouragé à poursuivre les études de l'Œuvre. Le second, qui avait conduit au pied du Saint-Père une délégation d'industriels avait été chaleureusement félicité. Le Mémoire aux évêques avait valu à l'Œuvre des lettres élogieuses de l'épiscopat <sup>3</sup>.

Tous ces faits concourent pour donner à de Mun l'idée d'un rassemblement des Catholiques pour une action commune. Mais dans la mesure où de Mun est influencé par les succès de l'Œuvre des Cercles, il est engagé à en poursuivre les revendications et les applications sociales. Il s'engage également dans cette voie à la vue des divisions du parti conservateur. Depuis longtemps il désirait un acte public d'Union.

1. Voir pour ce chapitre *La Tentative de parti catholique en 1885*, du même auteur (en préparation).

2. Mgr de T'SERCLAES, *Léon XIII*.

3. Voir ci-dessus ch. I, p.



Or, depuis 1879, le conflit de l'Église et de l'État se faisait plus aigu, et les conservateurs paraissaient sans forces, sans réaction devant les attaques dont ils étaient l'objet.

« Les Catholiques, écrivait de Mun, pris entre cette inaction volontaire des uns et le zèle maladroit des fauteurs de la Ligue contre-révolutionnaire, sont restés indécis, sans chefs et sans directions. Ils n'ont pu prendre aucune direction sur le terrain électoral qui est demeuré livré aux petites politiques, aux conflits des conservateurs, aux mesquineries des Orléanistes et aux critiques des Bonapartistes <sup>1</sup>. »

A ces raisons essentielles, il faut ajouter l'exemple des Catholiques étrangers. Le parti catholique Belge a remporté en 1884 un succès électoral décisif ; le centre Allemand tient tête victorieusement à Bismarck. Enfin, l'idée de ce rassemblement procède directement de la conception initiale des fondateurs de l'Œuvre préoccupés d'arriver à une reconquête politique des masses par l'Église.

Peu après l'abandon du projet, de Mun rédigea une note, retrouvée dans ses papiers, dans laquelle il exposait ses mobiles <sup>2</sup>.

Après avoir longuement développé les avantages du parti Catholique, nécessaire, selon lui, à la défense religieuse, il le montrait comme le remède aux luttes sociales.

« Quoiqu'on dise, quoiqu'on fasse, c'est là qu'est l'avenir. La classe populaire est fatiguée de la politique et des politiciens qui ne font rien pour elle et qui la laissent toujours dans le même état : les gouvernements ont beau changer, rien n'avance, les plaintes vont toujours en grandissant, le désordre social en s'aggravant et la société est perpétuellement menacée d'un bouleversement nouveau : les catholiques ne peuvent pas se désintéresser d'un pareil état de choses ; c'est à eux au contraire à se montrer les plus soucieux des intérêts populaires, les plus préoccupés de porter remède aux souffrances réelles des ouvriers : ces souffrances, il ne faut pas les nier, elles existent, elles sont criantes, elles résultent d'un état social fondé sur la loi de l'intérêt, et non pas sur celle de la justice.

« Les Catholiques ont trop longtemps abandonné ce terrain à leurs adversaires qui en ont fait leur champ de bataille, et qui ont persuadé au peuple, en flattant ses passions, qu'ils étaient ses seuls défenseurs. Les catholiques ne peuvent pas laisser dire cela. Toute la tradition de l'Église, tout le Christianisme leur fait à eux un devoir particulier de défendre le peuple, les souffrants, les faibles.

« C'est en se plaçant carrément sur ce terrain, en étudiant, en proposant les réformes nécessaires, en les préparant par leur initiative, qu'ils arriveront peu à peu à inspirer confiance au peuple et à se débarrasser de ce mannequin du cléricalisme qu'on interpose toujours entre eux et lui.

1. *Idem.*

2. DE MUN, *Parti Catholique*. Cette note manuscrite de 24 pages sert d'introduction à un dossier d'une centaine de lettres, dépêches et notes de correspondants relatives à la constitution du parti catholique. Ce dossier appartient à M. le comte Bertrand de Mun, fils aîné d'Albert.

« Voilà pourquoi je pense qu'un parti catholique est nécessaire et qu'il doit avoir un programme de réformes sociales <sup>1</sup>. »

Ce projet souleva de vives objections, on demanda qu'elle en serait la portée, on l'accusa de compromettre l'Église et ses ministres. Le programme social valut à de Mun l'objection suivante : ce n'est pas question de foi, vous ne pourrez prétendre enrôler tous les catholiques dans une campagne entreprise pour des idées libres. Certes, reconnaît de Mun, c'est une campagne politique et c'est pourquoi nous ajoutons librement à notre programme ce que nous croyons commandé par le bien du pays. Le parti catholique « dans ma conviction, ne peut pas se borner aux intérêts spirituels et se désintéresser des intérêts matériels ». Et il conclut : « Je ne blâme ni ne critique personne : je comprends toutes les hésitations, mais je demande qu'on nous laisse agir et essayer <sup>1</sup>. »

### LA LETTRE A L'AMIRAL GICQUEL DES TOUCHES

L'idée d'un parti catholique, de Mun le nourrissait depuis longtemps. En décembre 1884, il fit une pressante démarche auprès des hommes politiques les plus représentatifs du catholicisme Chesnelons et Keller, pour les supplier de faire avec lui « un acte public d'union auquel on aurait pu donner la consécration d'une action vigoureuse <sup>2</sup> ils refusèrent.

En juin 1885, à quatre mois des élections législatives, Chesnelons et Keller décidèrent de publier un manifeste invitant les électeurs catholiques à voter pour les défenseurs de la religion. De Mun le signa par esprit de concorde, sans enthousiasme. Il n'eut aucune portée <sup>3</sup>, mais il développait dans les milieux conservateurs l'idée d'une communauté d'action. Réaliser cette communauté, en étendant l'action à la réorganisation sociale, en s'appuyant sur l'Œuvre des Cercles, tel apparaît le plan de de Mun. Il le rendit public dans une lettre manifeste qu'il adressa le 8 septembre au vice-amiral Gicquel des Touches, signataire du manifeste des Treize <sup>4</sup>.

« Je voudrais, écrivait-il <sup>5</sup>, qu'au milieu des agitations publiques, un parti se levât et posât franchement la question sur ce terrain, et qui, s'adressant au peuple des villes, des usines et des campagnes lui montrât, d'un côté la Révolution, sa véritable ennemie, l'abusant depuis un siècle par des promesses chimériques, ne donnant à ses souffrances ni remèdes ni apaisements, et ne lui laissant contre l'injustice d'autre recours que

1. Après avoir rappelé les réformes déjà demandées : repos du dimanche, prévoyance et protection de la femme, de Mun ajoute : « En réalité, c'est toute une reconstruction sociale à faire » et il en indique quelques éléments : révision des lois testamentaires (il n'y a pas de réforme sociale plus urgente) organisation corporative du travail, caisses corporatives de prévoyance, représentation des intérêts professionnels (« c'est l'avenir politique »).

2. Le marquis Albert-Auguste Gicquel des Touches, vice-amiral, avait été ministre de la Marine dans le second cabinet de Broglie.

3. DE MUN, *lettre* à G. de Grandmaison, 18 août 1885.

4. On l'appela « Manifeste des Treize » parce qu'il portait la signature des treize représentants des principaux groupements catholiques.

5. De Mun.

la haine ; de l'autre, l'Église catholique, sa tutrice naturelle et séculaire, lui offrant, dans des institutions sociales placées sous son égide, le repos, la concorde et la stabilité, dans une législation inspirée par son esprit, la protection dont elle a besoin contre les abus de la force, dans des mœurs gouvernées par sa doctrine l'exemple et le patronage des classes élevées de la nation. »

Ce parti aura sa raison d'être quel que soit le régime politique.

« Vous connaissez mes convictions et mes espérances au sujet de la forme de notre gouvernement. Mais quel que soit le pouvoir qui régit la nation, il ne saurait se dérober à ces questions vitales pour un pays ni les résoudre sans rendre à Dieu sa place et sans reconnaître l'empire de sa foi. Le parti catholique aura donc toujours sa raison d'être, soit pour faire entendre ses revendications et arracher à un gouvernement de fait un minimum de réformes dont il est capable, soit pour seconder dans son œuvre réparatrice un gouvernement national et chrétien.

« C'est à former ce parti que j'ai consacré avec mes amis mon travail et ma vie. J'aurais souhaité qu'une première manifestation de sa force put se produire à l'occasion des élections. Si les conditions de la lutte, les nécessités de l'union et les exigences de la politique ne le permettent pas toujours, je me réjouirais du moins de voir un certain nombre de candidats se placer sur ce ferme terrain. Dans tous les cas, au lendemain de la bataille, dès que la poussière en sera dissipée et quel qu'en soit l'issue, les catholiques n'auront pas, à mon avis, de devoir plus pressant que de s'établir fortement dans cette position. »

Cette initiative ne dépend pas directement des élections, ce qui tend déjà à détacher le futur parti d'une fraction des candidats. De Mun va plus loin : il admet le fonctionnement du parti sous n'importe quel régime et n'importe quel gouvernement. Les objectifs du parti : les libertés de l'Église, la réorganisation sociale, seront poursuivis sous tous les pouvoirs étant toutefois admis qu'un gouvernement national et chrétien — celui du comte de Paris — en facilitera de beaucoup l'atteinte.

Tels sont les trois points essentiels de la lettre : un programme de défense religieuse, un programme plus général de réorganisation sociale, et la constitution d'un parti catholique indépendant des monarchistes, quoique favorable à leurs revendications. De ces trois points, le premier ne faisait aucune difficulté, le second en fit peu car il passa inaperçu de beaucoup, que scandalisait le troisième.

## LA CONSTITUTION DU PARTI

Cette opération politique débuta par une fausse manœuvre. Écrite le 8 septembre la lettre devait paraître dans la presse quelques jours plus tard. En attendant sa publication, de Mun en envoya le texte à Maignen pour qu'il en donnât lecture « dans l'intimité », aux ouvriers



du Cercle Montparnasse, à l'occasion de l'inauguration d'une statue de Jeanne d'Arc, le 13 septembre <sup>1</sup>.

Maignen, profondément ému, donna ce texte au P. Bailly, le fondateur de *La Croix* qui assistait à cette réunion. *La Croix* était alors un journal de tout petit format, répandu seulement dans certains milieux catholiques. Aussi, la publication par cette seule feuille, le 14 septembre, de la lettre contraria-t-elle de Mun. L'*Univers*, notamment, qui détenait le texte, se vit devancé. Cependant, dès le 15 septembre, Veuillot lui donna une chaleureuse adhésion, suivie par la plupart des journaux catholiques. La première impression était favorable.

Aussitôt de Mun annonça aux journaux la constitution d'un comité avec l'amiral Gicquel des Touches et le vicomte de Bélizal, député des Côtes-du-Nord, les adhésions devaient parvenir, soit aux journaux, soit au secrétaire du Comité, Albert Hyrvoix.

En les attendant, du Morbihan où il poursuivait sa campagne électorale, de Mun pressa ses amis d'organiser le parti, dont l'armature devait être l'Œuvre des Cercles. Ainsi devait se préciser dans sa pensée l'orientation d'une action sociale, second objectif du nouveau parti.

#### L'ŒUVRE DES CERCLES ET LE PARTI CATHOLIQUE

Réuni le 16 septembre, le Comité n'a encore reçu aucune communication de de Mun relative à sa lettre. La Tour du Pin croit devoir signaler l'initiative à tous ceux qui doivent y trouver à la fois un encouragement pour le passé et une indication pour le présent et surtout pour l'avenir <sup>2</sup>. Le 23, la communication est mise à l'étude <sup>3</sup>. De Mun rappelle que sa lettre-manifeste exprime les idées dont l'Œuvre a fait depuis longtemps son programme d'action ; ce document doit constituer le point de départ d'une action énergique.

« Dès aujourd'hui, des instructions sont données aux chefs des I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> Sections pour la diffusion aussi prompte et aussi large que possible, en France et à l'étranger de la lettre et pour l'organisation dans le sein même de l'Œuvre d'un vaste mouvement d'adhésion publique. » Après cette réunion, les délibérations sur le parti connaissent un temps d'arrêt qu'explique l'imminence des élections. Le 4 octobre, le premier tour de scrutin envoie à la Chambre 127 républicains contre 176 conservateurs, dépassant ainsi les plus belles espérances de la droite.

Aussi le Comité se réunit-il le 7 octobre avec la conscience que « les circonstances politiques sont gravement modifiées » selon l'expression

1. Cf. Ch. MAIGNEN, *op. cit.* Voici en quels termes de Mun adressait le manifeste à Maignen. On notera l'attention qui consiste à en réserver la primeur aux ouvriers du Cercle. « Vous trouverez sous ce pli une lettre adressée à l'amiral Gicquel des Touches et destinée, d'ici à trois ou quatre jours, à paraître dans tous les journaux : mais, auparavant, si vous êtes vraiment tout à fait en famille intime, lisez ma lettre à nos chers ouvriers, de ma part. C'est pour eux, c'est en leur nom que je parle. Il est juste qu'ils aient la primeur de ce manifeste du parti que nous voulons fonder pour les servir ».

2. P.-V., 16 septembre 1885.

3. P.-V., 23 septembre 1885.

même de de Mun <sup>1</sup>. Celui-ci analysa longuement les rapports de l'Œuvre et du parti.

« Notre œuvre est naturellement désignée par son programme, par sa discipline, par la bonne constitution de ses cadres à servir d'âme et d'instrument à cette entreprise <sup>2</sup>, qui ne s'offre pas à elle comme une œuvre nouvelle, mais qui est le couronnement, aperçu dès la première heure de ses longs travaux.

« Plusieurs d'entre nous ont même jugé que le comité de l'Œuvre, sans rien changer à sa constitution présente, pourrait et devrait prendre ouvertement la tête et la direction d'un mouvement qui correspond exactement à sa mission. D'autres, pour répondre aux scrupules de ceux qui craindraient de trouver dans ce caractère spécial et un peu exclusif, que notre œuvre paraît avoir aux yeux d'un grand nombre, un obstacle à son action directe sur le terrain plus large qu'il s'agit d'aborder, ont émis la pensée que sa constitution pourrait être modifiée par la création d'une sorte de comité de patronage ou seraient appelés des personnages marquants dans le monde catholique. Plusieurs sont convaincus que tout en restant dans la pratique, l'organe le plus puissant du parti catholique, l'Œuvre, ne serait elle-même et en tant qu'œuvre tenter d'en assurer la direction, sous peine de manquer le but, d'éloigner d'elle beaucoup de bonne volontés dont le concours est nécessaire et de paraître jeter dans les rangs catholiques une fâcheuse division.

« La constitution d'un parti catholique analogue à celui qui existe en Allemagne a été de tout temps l'objectif en vue duquel nous fermons nos idées, nos cadres, et notre personnel. Il ne saurait donc entrer dans la pensée du secrétaire général de créer un organisme nouveau pour une œuvre à laquelle nous préparons la nôtre depuis près de quinze ans. Mais il lui paraît d'autre part qu'il y aurait inconvénient au point de vue de la tactique à suivre, à présenter au public le comité de l'Œuvre lui-même comme se chargeant de la direction du parti catholique. Il importe, en effet, de remarquer que si le terrain social et en particulier celui de la question ouvrière est le plus propre à faciliter la formation et les évolutions du parti catholique, son activité doit avoir un objet plus général. »

A la suite de cet exposé, La Tour du Pin et Maignen déposèrent une déclaration de confiance qui, selon l'usage, fut renvoyée à quinzaine <sup>3</sup>.

#### PROGRAMME DE LÉGISLATION SOCIALE

La Tour du Pin avertit le comité que de Mun comptait sur les services d'études de l'Œuvre pour « lui fournir les moyens de soutenir dans les assemblées publiques les principes de la législation chrétienne ». Déjà ils pourraient le faire pour les règles du régime du travail « le meilleur

1. P.-V., 7 octobre 1885.

2. Le parti catholique.

3. P.-V., 7 octobre 1885.

moyen d'en saisir l'opinion publique d'une manière efficace est assurément de leur donner la forme législative et d'en proposer l'adoption au Parlement ».

La Commission d'Études législatives, au rôle de plus en plus nécessaire, a élaboré deux projets prêts à être déposés sur les accidents du travail dans l'industrie et sur les caisses corporatives contre la maladie et la vieillesse. Un troisième projet est en discussion sur la durée du travail et le repos dominical. Mais ces projets ne font que préparer les voies à un texte décisif : un projet de loi organique du travail. Après lui, la commission d'études abordera immédiatement un texte sur la protection de la femme, spécialement de l'ouvrière et sur la répression de la séduction, et un autre réformant la législation sur les sociétés anonymes « qui tendent à remplacer partout l'action bienfaisante du patronat ».

« En soumettant au comité les premiers travaux que la commission d'études législatives va entreprendre immédiatement, le chef de la quatrième section espère témoigner de l'ardeur avec laquelle tous ses dévoués collaborateurs sont prêts à aider de toutes leurs forces à la formation du programme social du parti catholique <sup>1</sup>. »

C'était là un ample programme de travail immédiat. L'Œuvre n'en réalisera qu'une partie durant les deux législatures qui suivirent.

#### LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT

Le 11 octobre, de Mun, en son nom personnel, lance un appel aux électeurs annonçant que le parti catholique « se formera sur le champ de bataille ».

Aussitôt, Harmel chef de la seconde section de l'Œuvre, répand ce document avec la lettre à l'amiral. Il demande des prières dans tous les comités et cercles, Il presse les délégués de l'Œuvre de gagner les adhésions. Il leur rappelle que le parti se constitue sur la base exclusivement catholique et qu'à ce titre, y adhérer est un devoir de conscience : « C'est l'accomplissement de cette parole du *Pater* « Que votre règne arrive » ; « les circonstances, conclut-il, sont graves et il semble qu'en aucun temps il n'a été plus nécessaire d'afficher publiquement sa *Foi sociale* <sup>2</sup>. »

De même, sans attendre l'aumônier du comité, il écrit à tous les aumôniers de l'Œuvre pour réitérer sa demande de prières <sup>3</sup>. Le 18 octobre, cependant, les républicains conquièrent la majorité des sièges mais une minorité importante de conservateurs se retrouvait à leur côté. Aussitôt après le second tour, de Mun attendait les réactions de l'opinion catholique. Le 28 octobre, en votant la déclaration de La Tour du Pin et de Maignen, l'Œuvre se rangeait résolument derrière son secrétaire général et

1. *P.-V.*, 7 octobre 1885.

2. *P.-V.*, 24 octobre 1885, annexe.

3. *Ibid.*



acceptait explicitement la responsabilité que de Mun lui proposait dans sa communication du 7 <sup>1</sup>.

Quatre membres du comité seulement votèrent contre, dont Pihoret, partisan de la seule action individuelle. Le R. P. Alet, aumônier du comité appuya vigoureusement le projet <sup>2</sup> « Vous pouvez engager l'Œuvre carrément, écrivait La Tour du Pin à de Mun, elle ne vous lâchera pas <sup>3</sup>. » Aussi, pour accuser le programme social du parti et profiter de la collaboration de l'œuvre, il proposait à de Mun un projet d'organisation du parti par l'œuvre, tendant à assurer la représentation des intérêts. Cela revenait à vivifier tous les organes de l'œuvre, à les compléter notamment par une commission commerciale et une commission économique et à y répartir tous les adhérents du parti <sup>4</sup>.

Les élections passées, les réponses parvenaient à de Mun. Ce furent d'abord des adhésions, celles des journaux *l'Univers*, *La Croix*, celles des députés, Bélizal, Larrère et Hillion, tous trois députés des Côtes-du-Nord, Léon, député du Morbihan, des amis tels Vrignault <sup>4</sup>, sorti de sa retraite pour encourager le projet.

Sans plus attendre, de Mun se résolut à préciser son programme et à en commencer l'application en constituant le groupe parlementaire du parti catholique. C'est ce qu'il annonça dans une seconde lettre — une lettre manifeste — adressée cette fois au vicomte de Bélizal, son vieux collègue de la Chambre.

1. P.-V., 28 octobre 1885.

2. LA TOUR DU PIN, *Lettre* à de Mun, 29 octobre 1885, (Dossier du parti catholique.)

3. Note sur l'organisation du parti catholique par l'Œuvre. (En annexe à la lettre de La Tour du Pin à de Mun du 29 octobre 1885). « Cette organisation doit être corporative pour conduire à la réforme du suffrage universel par la représentation des intérêts. Cela peut frapper utilement l'opinion. Pour cela il n'y a qu'à pousser notre développement dans le sens professionnel. Pour cela une commission commerciale à créer sur le même pied que les autres lois, en annexe au secrétariat général, c'est-à-dire avec la double mission d'étude et de propagande — et des succursales sous forme de *réunions annexes* par les soins des bons comités locaux pour toutes les quatre. Cela n'a rien de nouveau, rien d'inquiétant, rien de vague. Les bulletins des commissions, la corporation, la revue à employer comme organes de correspondance entre nous et les membres épars de ces associations (abonnement obligatoire). Enfin la première section pour les recruter, la deuxième pour les organiser, la troisième pour les administrer, (en services autonomes) la quatrième pour les instruire. Il n'y a rien de nouveau en principe — beaucoup de nouveau en pratique car nos commissions sont à peu près abandonnées par le secrétariat général, et il n'y a en qu'une de vivante.

Enfin pour les éléments politiques, les classes libérales, en commencer le groupement par des petites commissions *non* autonomes mais créées par les services de la première section chacun pour soi, comme mode d'organisation intérieure — à savoir le service des conférences pour les avocats, celui de la presse pour les journalistes, celui des relations pour les politiciens sans autre profession. Enfin la commission législative à raviver (à la direction des études) et une *commission économique* à créer à la production des ressources. Tout cela ne demande pas de vote du comité, mais une instruction ferme et précise du secrétaire général comme il sait si bien les faire quand une fois il est pénétré lui-même.

4. Le premier président du Comité de l'Œuvre.

## LA LETTRE AU VICOMTE DE BÉLIZAL

D'un manifeste à l'autre il y a la différence d'une promesse à sa tenue. « L'heure est venue de passer aux actes », les élections l'ont prouvé par « ce réveil du pays » qu'elles ont permis de constater. « Le temps des protestations est passé, celui des revendications commence. » Le cadre de ces revendications c'est l'encyclique *Humanum Genus* sur la Franc-Maçonnerie <sup>1</sup>.

De Mun inscrit en tête de son programme les libertés de l'Église, puis définit les revendications pour la famille, notamment l'abrogation de la loi sur le divorce et la révision de la législation sur l'héritage. Viennent ensuite les revendications pour le peuple. Limitation du travail par le respect légal du repos dominical, interdiction du travail de nuit pour les femmes, suppression progressive du travail pour les mères de famille et les enfants des deux sexes, protection du travail national dans l'industrie, les arts et les métiers et l'agriculture, assurée par les lois économiques et les institutions sociales, législation protectrice enfin contre les maladies, le chômage involontaire et l'incapacité de travail résultant de la vieillesse.

Et pour rendre cette législation pratique et efficace, une organisation corporative, destinée, suivant les termes de l'encyclique *Humanum Genus* « à protéger, sous la tutelle de la religion, les intérêts du travail et les mœurs des travailleurs » <sup>2</sup>.

Seul un parti compact et puissant pourra soutenir ce programme. De Mun propose de l'intituler « Union Catholique » et expose les grandes lignes de son organisation et de son financement. Il conclut en demandant à Bélizal de travailler avec lui à la constitution d'un groupe de députés adhérant à ce programme. Connue de certains depuis quelques jours, la lettre en date du 1<sup>er</sup> novembre parut dans les journaux du 3. De Canterbury où il se trouvait, de Mun attendait anxieusement les réactions.

## LES RÉACTIONS AU PROGRAMME SOCIAL

On peut dire que, dans l'ensemble, la réaction des catholiques se révéla défavorable sinon hostile. De Mun avait pris soin de dire que l'engagement des députés catholiques réservait toute leur liberté d'action pour toutes les autres questions. Néanmoins ce parti apparut comme une menace de division des forces conservatrices. Faisant de la défense religieuse et des revendications sociales les objectifs essentiels des catholiques, il parut reléguer au second plan la question du régime et

1. Donnée le 20 avril 1884.

2. Ce programme social était un minimum, De Mun tint à en avertir le Comité de l'Œuvre dans une communication du 4 novembre. Ce sont des réformes, dit-il, « dont la nécessité est très généralement reconnue ». Il s'en est tenu là pour « permettre au plus grand nombre possible de catholiques d'y souscrire ». *P.-V.*, le 4 novembre 1885.

dressa contre lui presque toute la droite. L'initiative venant de l'Œuvre des Cercles, provoqua le mécontentement des dirigeants d'œuvres qui y virent au surplus un blâme de leur action passée.

Enfin, et c'est le point qui nous intéresse ici, le programme social fit l'objet de réserves plus ou moins caractérisées.

De toutes celles qui s'exprimèrent, les plus formelles vinrent du cousin et collègue de de Mun, le marquis de la Ferronnay, député de la Loire-Inférieure <sup>1</sup>. Après avoir constaté l'accord des conservateurs sur le premier paragraphe de la lettre au vicomte de Bézizal, celui-ci écrivait :

« Le second <sup>2</sup>, au contraire, renferme des dispositions sur lesquelles le même accord est loin d'exister et dont certains me semblent difficiles à accepter. Quant au troisième paragraphe, il propose des réformes qui porteraient dans l'industrie et le commerce une trop profonde perturbation pour qu'elles puissent être soutenues par les représentants d'un grand département industriel et commerçant comme le nôtre. Tu vois à quel point je suis loin de m'associer à l'ensemble du système que tu défendras devant la Chambre avec l'appui du groupe Catholique, et tu comprendras que dans ces conditions je ne puisse m'y joindre. »

Énumérant les questions qui prêteront à controverse, Chesnelong <sup>3</sup>, un des chefs de la droite conservatrice, cite « la question du droit de tester sur laquelle, dit-il, il y a encore bien des conquêtes à faire avant d'arriver à l'unanimité des adhésions parmi les catholiques ». Et lui aussi réserve son adhésion.

Avec une affectueuse simplicité, le duc d'Ursel <sup>4</sup>, son beau-frère, et l'un des promoteurs de l'action sociale des Catholiques en Belgique, met lui aussi de Mun en garde contre l'imbrication des revendications qui se situent sur des plans différents :

« Je ne puis m'empêcher de trouver ton programme un peu exclusif, si tu réclames de tous ceux qui travailleront avec toi une adhésion à toutes tes idées politiques, religieuses et économiques. Ne peut-on être partisan de l'affranchissement de l'Église et de la liberté de l'enseignement, et ne pas être convaincu au même degré que toi, de l'excellence d'une organisation corporative ? ou des inconvénients du divorce ? Excluras-tu d'une action commune ceux que l'interdiction du travail de nuit pour les enfants laisse indifférents, ou les cadets de famille partisans convaincus du partage des biens ? »

Lucien-Brun, sur qui de Mun comptait pour constituer le groupe parlementaire du futur parti au Sénat, l'invitait à ménager les susceptibilités de ses collègues, à éviter les précisions contestables <sup>5</sup>.

« Craignez de donner aux hésitants des motifs ou des prétextes de refus. Ainsi personne ne peut craindre de s'engager sur la question

1. Marquis DE LA FERRONNAY, *Lettre* à A. de Mun, Saint-Mars la Jaille, 1<sup>er</sup> nov. 1885.

2. Il s'agit du 2<sup>e</sup> paragraphe de la lettre au Vicomte de Bézizal et qui expose les revendications pour la famille. Le 3<sup>e</sup> expose les revendications pour le peuple.

3. CHESNELONG, *Lettre* à de Mun, Orthez, 29 octobre 1885 (dossier parti Catholique).

4. Duc d'URSEL, *Lettre* à de Mun ; Lumigny, 6 novembre 1885 (dossier parti Catholique).

5. Lucien BRUN, *Lettre* à de Mun ; Lyon S. D. (dossier parti Catholique).



du divorce. Il en est (pas moi certes) qui ne s'engageront pas sur la question de la liberté testamentaire. Ainsi personne n'osera refuser de revendiquer l'interdiction légale du travail du dimanche, plusieurs reculeront devant *le reste*. Croyez bien qu'insérer dans le programme des affirmations contre lesquelles les catholiques sont libres de se prononcer, c'est un péril mortel pour la grande œuvre que vous entreprenez. Et il insiste derechef avant de conclure : « Je sais très bien quels graves motifs vous avez d'étendre le programme. Croyez-moi, résistez, et nos amis de l'Œuvre vous sauront gré avant peu de temps, de votre réserve. »

Diamétralement opposés, les conseils de La Tour du Pin font contraste avec ceux de Lucien-Brun <sup>1</sup>. Prévenant de Mun que de nombreux parlementaires sont hostiles à sa tentative, La Tour du Pin lui conseille de se passer de leur assentiment. » Vous n'auriez sû que faire de ce comité (parlementaire) qui eut affaibli notre programme en idées, autant qu'il nous eut peu enrichi en hommes de valeur.

« Je ne dis pas cela pour vous détourner de votre lettre à Bélizal... Mais pour vous engager à ne pas y réduire notre programme à un minimum qui n'a vraiment plus rien de social, comme ce que vous m'avez lu en chemin de fer. C'est fait pour être signé de Pihoret — ce qui est encore un maximum en fait de députés — mais ce n'est vraiment plus digne de nous.

« L'organisation corporative et la représentation des intérêts sont vraiment la base du système que nous nous efforçons de restaurer ; le taire, c'est plus que l'écouter, c'est le renier. »

Telles furent les principales réactions au programme social. Si elles ne furent guère nombreuses, c'est qu'en cette phase initiale le problème politique, que la constitution du parti risquait de poser, occupait l'attention des milieux conservateurs. Mais d'après ce qu'on vient de lire, on peut imaginer les divisions qu'un examen plus attentif de ce programme risquait de susciter.

Or, à cette date, de Mun pense comme La Tour du Pin sur le fond, il garde l'intégrité du programme de l'Œuvre, tout en se réservant de le publier par paliers. Il le dit très nettement au comité le 4 novembre <sup>2</sup>. « Il doit demeurer entendu que la fin du parti catholique doit être la restauration de l'ordre social chrétien... et que son programme se développera progressivement dans cette voie, à mesure que les idées se formeront et gagneront du terrain. »

On devine à ces mots les difficultés presque insurmontables que le parti eut rencontré, eût-il poursuivi sa brève existence. Mais un fait subit vint mettre un terme aux divisions avouées ou en puissance.

1. LA TOUR DU PIN, *Lettre* à de Mun, Paris, 29 octobre 1885 (dossier du parti Catholique).

2. P.-V., 4 novembre 1885.

## LA FIN DU PARTI CATHOLIQUE

En effet le Pape ne pouvait officiellement patronner un parti opposé au régime et au gouvernement avec lequel il entretenait des relations diplomatiques que sanctionnait le Concordat.

Léon XIII avait été contrarié d'une initiative qui était de nature, pensait-il, à diviser les catholiques. Aussi, par l'intermédiaire de la Nonciature, il pria de Mun de surseoir à son projet <sup>1</sup>. Ce fut un coup très dur pour celui-ci qui gardait la conviction non seulement de l'utilité, mais de l'absolue nécessité du parti.

Mais contre son propre jugement, il se soumit et adressa le 9 novembre le billet suivant aux journaux : « M. le Rédacteur en Chef, afin de ne pas soulever une division entre les catholiques, je renonce à donner suite au projet d'organisation que j'avais annoncé par ma lettre au vicomte de Bézizal.

Veillez agréer, M. le Rédacteur en Chef, l'assurance de mes sentiments les plus distingués. »

Après quelques jours d'une cruelle souffrance, soutenu par la sympathie de ses amis, de Mun, gardant sa conviction que le parti catholique se ferait un jour, rendit à l'Œuvre des Cercles, la mission d'en promouvoir le programme social.

1. Nous possédons la copie du document romain qui fut remis à de Mun.

## CHAPITRE VI

### L'action législative et parlementaire 1885-1892

La période que nous allons étudier est celle d'une grande activité législative. A aucun moment, dans l'histoire des « catholiques sociaux », il n'y a eu peut-être un pareil effort concerté pour amender la législation. Cela tient d'abord aux circonstances. De 1885 à 1893 le Parlement français fit un grand effort de législation sociale, stimulé par l'exemple des Parlements voisins. Les catholiques sociaux voulurent participer à ce travail et lui imprimer leur marque.

Cela tient aussi à une heureuse conjonction d'efforts, fournis par des hommes très différents, mais dévoués à l'Œuvre des Cercles et aux doctrines qu'elle défendait. Autour d'un petit organisme effacé mais qui semble avoir rempli sa tâche, la commission des études législatives, ils se sont retrouvés, ils ont confronté leurs idées et chacun d'eux a rédigé un projet de loi. Cette équipe, dont Albert de Mun fut l'éloquent interprète, réunissait La Tour du Pin, Milcent, Urbain Guérin, les vétérans de l'Œuvre. Des hommes plus jeunes, mais non moins ardents s'étaient joints à eux : Delalande et Henri Lorin. Avec ces « hommes d'œuvres », comme on disait alors, nous voyons quelques parlementaires de la droite, mais, cette fois, ils appartiennent à l'Œuvre des Cercles, partagent et défendent ses idées de leur mieux : ce sont surtout Thellier de Poncheville, député du Nord, et Le Cour Grandmaison, député de la Loire-Inférieure.

La première rencontre de Fribourg fut à l'origine de la Commission des Études Législatives. Cela ressort d'un rapport adressé par La Tour du Pin à de Mun le 5 novembre 1884 ; ces lignes nous renseignent sur l'intérêt que La Tour du Pin portait à l'action parlementaire.

« Au retour <sup>1</sup> de la conférence de Fribourg où je vous rapportais les progrès que la science sociale fait parmi les catholiques militants des grandes nations qui nous confinent ; et la féconde unité de vues qu'elle tend à produire entre eux, je vous ai trouvé ému de l'écart énorme, par contre, qui subsiste encore chez nous entre les visées théoriques et leur application pratique sur ce terrain de la législation. Chez les peuples voisins, nos corréligionnaires sont tous d'accord sur la nécessité de rétablir le régime corporatif à la base de toute la législation sociale, c'est-à-dire de toutes les institutions légales en faveur des travailleurs, caisses de retraite, de secours, d'assurance contre les accidents, et c'est le seul parti qui leur paraisse à prendre entre le libéralisme qui laisse tout à l'abandon et le socialisme qui demande tout à l'État. La netteté

1. P.-V., 5 novembre 1884. Sur les Réunions de Fribourg, voir chapitre III, p. 110.



de cette conception a permis au Parlement autrichien et au Parlement allemand de se mettre à l'œuvre dans ce sens. Vous-même, bien qu'en France nombre d'excellents catholiques soient retenus par ces images de la liberté du travail, n'avez point hésité à les précéder sur un terrain plus ferme, en répétant ces jours-ci mêmes à la Chambre des députés, que ce n'était pas à des expédients de détail, qui n'ont de commun entre eux, que de compromettre également les finances de l'État, qu'il fallait recourir, mais au régime corporatif, comme base de toute la législation à intervenir dans la crise ouvrière.

Vous avez pris, au moins tacitement, ainsi l'engagement d'apporter à la Chambre un projet de loi constitutif de ce régime corporatif, pour ne laisser personne dans l'erreur de croire que la liberté d'association professionnelle telle qu'elle a été rendue aux travailleurs par une loi récente, suffise à ce que l'édifice social se reconstruise de lui-même sur cette base fondamentale. Mais vous n'avez pas encore trouvé d'une manière suffisante dans l'Œuvre, l'aide qu'elle doit fournir dans cette campagne qu'elle nous recommande en quelque sorte, ni comme préparation des documents nécessaires à l'entreprendre, ni comme formation des hommes appelés à la soutenir. Vous avez bien essayé de suppléer à l'insuffisance des hommes et par conséquent aux travaux de la 1<sup>re</sup> section, par la constitution d'une réunion d'études législatives, ou par les soins de la 1<sup>re</sup> section de votre secrétariat général, quelques-uns de vos collègues au Parlement voulaient bien venir prendre langue avec nous sur ces études. Mais la préparation insuffisante de notre part des questions qui leur étaient apportées, se combinant avec celle non moins insuffisante de leur esprit à les envisager au point de vue de nos doctrines sociales, a laissé sentir dans cette organisation une lacune qu'il s'agit de combler d'une part en fortifiant les moyens de la IV<sup>e</sup> section, d'autre part en lui donnant plus d'action sur la réunion. »

En conséquence de cette communication, Albert de Mun fait adopter au Comité l'institution d'une Commission d'Études Législatives dont le bureau est ainsi composé : Président : le R. P. de Pascal, jésuite d'une haute culture, connu pour son intérêt pour les questions sociales ; secrétaire : Despoix ; et, rapporteur permanent : Henri Lorin <sup>1</sup>.

Le résultat essentiel en sera de mettre fin à la participation des parlementaires de la droite. La commission travaillera désormais au sein même de l'Œuvre et comprendra à ce titre les quelques députés lui appartenant. L'ancienne « Réunion » disparut, ce qui n'empêcha pas dans certains débats sociaux des députés de la droite de se joindre au groupe d'Albert de Mun.

1. P.-V., 5 et 12 novembre 1884.

## LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Aussitôt constituée, la Commission reprit le projet d'assurances sur les accidents du travail, qui avait été englobé à la fin de 1883 <sup>1</sup> dans un ensemble d'assurances contre les principaux risques pouvant atteindre l'ouvrier, puis abandonné.

Le 3 décembre 1884, devant la Commission, H. André défendit le point de vue suivant : l'assurance a pour objet de parer aux cas d'incapacité de travail ; il en est trois, la vieillesse, la maladie et les accidents. Or, la seule obligation d'assurer est le cas de vieillesse. A l'ouvrier qui s'est usé dans le travail, il est juste d'attribuer une retraite honorable, tandis qu'il est social de ne pas le laisser retomber à la charge de la collectivité. Si l'ouvrier vient à être malade, le patron n'a qu'un devoir de charité, celui de participer au traitement d'une maladie contractée en dehors de l'usine. Si enfin l'ouvrier est victime d'un accident fortuit ou de force majeure, il suffira à la législation de reconnaître la responsabilité de l'entreprise pour que l'assurance, à cet effet, devienne d'un usage universel. Sur ce dernier point, André se prononce contre une décision obligeant les industriels à s'assurer, car elle serait une arme redoutable aux mains d'un gouvernement anti-chrétien. Sur ces bases, H. Lorin rédigea une note qu'André adressa pour avis aux 800 membres de la Commission industrielle.

Cependant la Commission d'Études Législatives poursuivit l'examen du projet <sup>2</sup>.

Au début de janvier, il était au point. La commission se déclarait résolument favorable à l'obligation en matière d'assurance contre les accidents, malgré l'opposition très nette de la commission industrielle notifiée à H. Lorin. Le projet fut remis aux environs du 10 avril à de Mun. Il établit <sup>3</sup> le principe d'une législation spéciale en matière d'accident en reconnaissant le droit de l'ouvrier à une indemnité, même quand l'accident résulte d'un cas fortuit. Il règle la formation des caisses d'assurances selon la nature de l'industrie, l'alimente par la cotisation des patrons et des ouvriers. C'est là un commencement de « patrimoine corporatif ». Les caisses sont dotées de privilèges spéciaux de nature à engager les industriels à les créer.

Deux autres projets assuraient contre les risques de maladie et de vieillesse. Ils préparaient une loi organique du travail <sup>4</sup>.

Ce fut seulement après ce travail, que dans sa réunion du 29 avril, la Commission s'avisa de la question de principe soulevée par ces projets. L'État ou le législateur a-t-il le droit de rendre l'assurance obligatoire et par conséquent de forcer l'industriel à créer ces caisses ?

1. Voir ci-dessus ch. IV, p. 163 et sq.

2. P.-V., 17 décembre 1884.

3. P.-V., 18 janvier 1885.

4. P.-V., 18 janvier 1885.

« Cette question de principe dit le compte rendu <sup>1</sup>, a été étudiée d'une manière approfondie par le groupe des catholiques allemands avec lesquels nous sommes en relations. Nous avons reçu par l'intermédiaire du comte Kuefstein une sorte de mémoire qui conclut nettement à l'affirmation. »

En janvier 1886, la commission des études législatives poursuivait également l'étude d'un projet sur l'organisation corporative du travail ; les autres projets en chantier apparaissent comme les fragments dont celui-ci serait le tout. Or, le 20 janvier, un de ses membres, économiste, Loesevitz, présentait à la Commission un texte d'où résulta un échange de vue sur la tactique parlementaire à suivre. Guérin émit quelques doutes sur l'utilité d'une discussion immédiate. Loin de partager l'avis de plusieurs de ses confrères sur l'impossibilité de discuter toute loi relative au travail, avant la représentation d'un projet d'ensemble, il estimait qu'une tactique opposée devait être adoptée. « Nous devons, dit-il, courir au plus pressé et comme le secrétaire général est placé sur le terrain parlementaire, il est prié de prendre position à propos des projets dus à l'initiative des membres de la gauche. En répondant sans cesse à ces projets par la nécessité d'attendre la réalisation complète de nos vœux, nous nous exposerions aux reproches d'impuissance. Il est donc plus urgent de discuter des projets relatifs à des améliorations de détail, qu'un projet général qui ne sera très probablement ni présenté, ni discuté.

Moins de quinze jours après, de Mun déposait le projet sur le bureau de la Chambre, sous le titre : « Proposition de loi sur la protection des ouvriers victimes d'accidents dans leur travail. » Mgr Freppel, Thellier de Poncheville et de Bélizal, l'avaient contresigné.

Le projet concerne les ouvriers et employés des établissements industriels, fabriques, usines, chantiers, mines et carrières, manufactures, exploitations agricoles auxquels sont attachés des machines à vapeur ou autres appareils mis en mouvement par des forces élémentaires et l'ensemble du personnel employé par les Compagnies de chemins de fer ou par les armateurs.

Il divise les accidents en trois catégories : la 1<sup>re</sup> groupe les accidents provenant, soit du vice de construction, ou du manque d'entretien des machines et appareils, soit de l'absence ou de l'insuffisance des mesures de précaution qu'entraîne la nature de l'entreprise, soit de la négligence ou de l'inhabileté de ses agents directs. Dans la 2<sup>e</sup> figurent les accidents imputables aux cas fortuits ou de force majeure et à l'imprudence ou à la négligence de l'ouvrier. La dernière prévoit les accidents imputables à l'ouvrier pour des motifs divers : fautes graves, ivresse, acte délictueux ou criminel <sup>3</sup>.

1. P.-V., 29 avril 1885.

2. P.-V., 27 mai 1885.

3. L'*Association catholique* a publié le projet dans son numéro du 15 février 1886 ; ces dispositions se trouvent à l'article 1.



Le projet prévoit la création de caisses d'assurances spéciales dont le but sera, de payer les indemnités et pensions détaillées au texte. Ces caisses ne paieront que les dépenses d'accidents ressortissant aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégories ; pour celle de la 1<sup>re</sup> catégorie les compagnies pourront se retourner contre les patrons <sup>1</sup>.

Les caisses sont alimentées par des versements des patrons et des ouvriers. L'initiative de leur fondation revient aux chefs d'entreprise. Elles ont un caractère corporatif, se limitent à une industrie ou à un groupe d'industrie donnés, et se répartissent dans 15 circonscriptions territoriales établies par la loi du 10 mai 1874 <sup>2</sup>. Des caisses professionnelles de plusieurs régions, peuvent se grouper en une caisse centrale dont elles sont alors les succursales <sup>3</sup>.

Les cotisations comprennent : la participation ouvrière, 25 %, mais qui ne doit pas excéder 2 % des salaires et la cotisation patronale, 75 % ; son versement est obligatoire pour tout ouvrier ou employé dont le salaire est inférieur à 2.000 francs <sup>4</sup>.

Les caisses sont administrées par un conseil mixte élu où la représentation ouvrière sera au moins du quart. Si les chefs d'entreprises se refusaient à constituer ces caisses, ils seraient tenus pour les responsables des accidents éventuels.

Dans ses grandes lignes, nous voyons s'étendre le domaine des bénéficiaires de la loi, et se préciser le détail des mesures corporatives. La délicate question de la responsabilité n'a pas été évoquée, le caractère obligatoire de la loi est peut-être un peu plus marqué qu'aux avant-projets. Nous n'avons plus de nouvelles du projet jusqu'en juin 1887, quand la commission parlementaire, dite des accidents, est en train de discuter les différents textes en présence. La commission repoussa le principe de l'assurance obligatoire malgré tous les efforts d'Albert de Mun <sup>5</sup>. Celui-ci, s'efforça de faire entendre à la commission que repousser l'assurance obligatoire, c'était aller contre le principe du risque professionnel et par là, consacrer une criante injustice en imposant au patron un accroissement de charge sans assurer dans tous les cas à l'ouvrier blessé son indemnité ou sa pension.

Étudiant le régime des caisses, la commission entendit le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, qui montra la Caisse Nationale des décès en déficit d'un million et celle des accidents en bénéfice de quatre millions, parce qu'on n'y vient pas.

— M. de Mun : « En résumé, la caisse des accidents ne fonctionne pas. »

— Le D<sup>r</sup> Gl. : « Mais, M. le Député, nous ne l'avons jamais caché, nous le déclarons tous les ans. »

— MM. Chavoix et Picard : « Eh bien voilà qui permet à M. de Mun de triompher avec son système de caisse corporative ».

1. *Ibid.*, art. 2.

2. *Ibid.*, art. 5.

3. *Ibid.*, art. 6.

4. *Ibid.*, art. 7.

5. P.-V., 18 juin 1887.

Au cours d'une autre séance, A. de Mun développa l'idée générale de sa proposition. « Cet exposé, ajoute le compte rendu, bien que ne rencontrant pas en fait, l'assentiment de la commission, a été discuté d'une manière qui témoigne du progrès fait dans les esprits <sup>1</sup>. »

Quelques jours après, la commission repoussait la proposition d'Albert de Mun et adoptait la proposition Duché en faveur des caisses syndicales de patrons.

Le discussion s'ouvrit le 17 mai 1888. De Mun combattit la présomption de culpabilité dans tous les cas : « La présomption de culpabilité attribuée à l'ouvrier, c'est dans beaucoup de cas une injustice qui saute aux yeux, la culpabilité présumée du patron, c'est une injustice d'une autre sorte qui place le patron, le chef d'industrie dans une situation blessante pour lui... » « Le patron, continua-t-il, n'est pas coupable, pas plus que l'ouvrier. Tous deux subissent une nécessité de l'industrie : mais c'est l'ouvrier qui est victime, il doit être protégée <sup>2</sup>... »

Il montre la caisse corporative alimentée par les deux parties comme le vrai instrument de prévoyance. Et il conclut : « J'aurai dit toute ma pensée quand j'aurai ajouté que l'obligation de l'assurance est la conséquence forcée, juste et légitime du risque professionnel, le seul moyen pratique de lui donner une sanction efficace. » Comme conséquence de ces explications, de Mun tint à s'abstenir sur la partie de l'article mettant le risque et l'indemnité à la charge du chef d'entreprise. Mais il tint à voter l'ensemble de l'article 1, vote symbolique où se retrouva l'unanimité des 520 votants. Mgr Freppel intervint également. Il aurait voulu supprimer l'article 13 qui retire au chef d'entreprise le bénéfice de la loi quand il a été l'objet d'une condamnation pénale en raison de l'accident. La Chambre l'ayant voté, il obtint que le chef d'entreprise ne perdrait le bénéfice de la loi que s'il avait été condamné à plus de 8 jours d'emprisonnement. La commission adopta l'amendement sur le champ. Mgr Freppel aurait voulu associer les ouvriers à la gestion des caisses d'assurances moyennant le paiement du quart de la prime, soit 3 à 4 fr. par an <sup>3</sup>. Le rapporteur fait écarter l'amendement. Il faut attendre novembre 1880 pour trouver une nouvelle mention du projet revenu du Sénat avec d'importantes modifications. En fait, la Chambre entreprend une nouvelle étude de la question.

De Mun chargea Delalande d'élaborer une proposition reprenant dans

1. *P.-V.*, 29 juin 1887.

2. Quelles conclusions poursuivait-il, faut-il en tirer ? C'est que l'ouvrier, sans que la culpabilité de personne puisse être invoquée, est en présence d'un risque continuuel inhérent au fait même de l'industrie et aux conditions normales du travail. C'est ce risque que l'on a appelé le risque professionnel... C'est le risque inhérent au fait même de la profession industrielle, dès lors que tel risque existe, il crée pour celui qui y est exposé, un droit à l'indemnité lorsqu'il en est victime... Pour moi, le risque professionnel doit être supporté par la profession. Et qu'est-ce que la profession ? Nous touchons ici encore un point qui nous divise, je le crains, assez profondément. Dans ma pensée, la profession, c'est l'association des maîtres et des ouvriers, c'est ce que j'appelle la famille professionnelle, composée de tous ceux qui concourent à l'œuvre industrielle et qui en tirent leur bénéfice, leur profit, ou simplement leur existence.

3. *J. O.*, Séance du 10 juillet 1888.

ses grandes lignes le précédent projet. Elle serait déposée comme amendement au nouveau texte rédigé par le ministre du Commerce.

Cependant la commission de la Chambre recommençait l'étude de cet interminable travail. A cette occasion de Mun reprit avec assiduité sa participation aux travaux. La Commission se mit d'accord sur les trois points suivants : le principe du risque professionnel, le droit à l'indemnité pour les ouvriers dans tous les cas et l'obligation de s'assurer. La commission étudia les modalités d'une caisse d'État. De Mun défendit le principe du risque professionnel, l'indemnité pour l'ouvrier dans tous les cas et surtout l'assurance obligatoire à laquelle il tenait tant. Il défendit aussi le principe des caisses corporatives régionales et s'éleva contre toute caisse d'État <sup>1</sup>.

Au bout d'un mois, de Mun faisait à ses collègues du Comité une importante communication.

« Après mûre réflexion et après m'être mis d'accord avec mes collègues de la Chambre, considérant d'une part que, surtout étant donné le principe de l'assurance obligatoire, l'organisation des caisses corporatives d'assurance contre les accidents du travail est la seule manière efficace d'échapper à la constitution d'une caisse d'État d'autre part que l'organisation obligatoire de ces caisses qui résulterait de leur substitution à la caisse d'État rencontrerait dans l'esprit d'un grand nombre de catholiques une opposition très vive et fondée sur des motifs assurément très graves, j'ai renoncé à présenter sur la question des accidents un contre-projet aussi difficile à faire accepter sur ces bases qu'à concevoir et à établir pratiquement en dehors d'elles ; et après avoir exposé les idées générales qui me conduisent à repousser soit la tâche de l'État, soit la centralisation entre les mains des caisses mutuelles et à opposer à ces systèmes celui des caisses corporatives, je me bornerai, avec mes collègues, à me rallier aux propositions qui laisseraient à l'industriel le choix de son mode d'assurance, en les complétant par un amendement destiné à favoriser la création des syndicats mutuels par la concession de la personnalité morale.

« Ce sera prendre une position analogue à celle que j'avais adoptée en 1884 dans la discussion de la loi sur les syndicats professionnels par l'amendement relatif aux syndicats mixtes et rester ainsi dans l'ordre d'idées générales qui a été formulé dans l'Œuvre sous le nom de « corporation privilégiée. »

L'action des catholiques sociaux en reste là pour le moment. Mais il n'est pas trop tôt pour souligner les résultats que, de concert avec d'autres, ils avaient obtenu. L'ouvrier n'est plus sous le coup d'une présomption de faute. Si l'indemnité ou la rente restent à la charge du patron, contrairement à leur désir, l'admission du cas fortuit ou de la force majeure enlèvent pratiquement toute idée de responsabilité au patron et consacrent le principe du risque professionnel.

L'assurance tend à devenir obligatoire et c'est sur l'organisation

1. P.-V., 12 novembre 1890.



« étatiste » des caisses que les catholiques se sont heurtés à un obstacle sérieux, le seul en somme avec la mise de l'indemnité à la charge du patron.

### LES CAISSES DE RETRAITES

Le 27 mars 1885, la commission des études législatives de l'Œuvre des Cercles recevait des mains du directeur des Études un projet de loi sur les caisses de prévoyance contre les conséquences de la vieillesse, la maladie et le chômage, accompagné d'un exposé des motifs.

Les grandes lignes du nouveau projet ressortent du communiqué adressé le 1<sup>er</sup> avril au Comité général : les caisses sont « corporatives », c'est-à-dire que chacune correspond à un corps de métier, à une industrie. Elles sont mutuelles <sup>1</sup>.

Les ouvriers participent aux charges et à l'administration des caisses. Ils paient une partie de ces cotisations dont le reste est mis à la charge de l'entreprise. Une double pensée inspire ce texte : donner une satisfaction légitime aux besoins de l'ouvrier et faire de ces caisses de prévoyance, par leur organisation particulière, les premiers instruments de la restauration du régime corporatif.

Ce projet fut déposé en octobre 1886 sur le bureau de la Chambre sous le titre « Proposition de loi sur la protection des ouvriers contre les conséquences de la maladie ou de la vieillesse ». Cette proposition réunit avec celle de de Mun, les signatures de Mgr Freppel, le vicomte de Bézizal, Larèze, le comte de Kersanson, Roussin, Hillion et Boscher-Delangle. Les caisses, dit-elle, seront créées dans chacune des quinze circonscriptions territoriales établies par la loi du 19 mai 1874. Elles s'appliqueront à chaque corps de métier, à chaque industrie ou groupe d'industries similaires. Les caisses voisines pourront fusionner entre elles ou bien constituer une caisse centrale dont elles seront alors les succursales.

La cotisation ouvrière est prélevée par l'entreprise au moyen d'une retenue sur le salaire. Elle ne doit en aucun cas dépasser 3 % du salaire. Tout ouvrier ou employé gagnant moins de 3.000 francs doit être assuré. Les caisses sont administrées par un Conseil composé de représentants de l'entreprise et de délégués du personnel. Ces derniers constituent au maximum 25 % des membres du conseil : il est susceptible d'augmenter proportionnellement à la part des versements ouvriers dans les sommes perçues par la Caisse.

Les caisses coopératives sont des personnes civiles. Quand elles comptent moins de 3.000 ouvriers chacune, elles sont tenues de constituer un fonds de garantie dont la réserve sera égale aux dépenses annuelles d'une caisse.

L'article 8 stipule expressément : « Dans les 6 mois de la promulgation de la présente loi, les chefs d'entreprise sont tenus de déclarer à la

1. P.-V., 1<sup>er</sup> avril 1885.

caisse de leur métier ou de leur industrie le nombre de leurs ouvriers et le montant de leurs salaires. »

En cas de refus, le chef d'entreprise sera naturellement responsable des frais occasionnés par la maladie de ses ouvriers, mais en outre on l'obligera à s'inscrire et à payer une amende dont le montant sera équivalent à la cotisation d'une année. S'il tarde à la payer, il versera de plus, 10 francs par jour de retard.

La pension est au minimum de l'ordre de 30 % du dernier salaire après 30 années de travail. Les médicaments sont gratuits.

Telles sont les grandes lignes de ce projet. D'une comparaison avec la précédente il ressort d'abord une impression générale très nette, celle du progrès des idées « dirigistes » d'un texte sur l'autre en l'espace de neuf mois.

Dans le détail, les principales différences portent sur l'initiative de la constitution, sur la documentation de la profession et sur les sanctions.

Alors que dans le projet sur les accidents, il appartient aux chefs d'entreprise de constituer les caisses, dans celui-ci, leur origine n'est pas mentionnée. L'État est sous-entendu.

La différence entre ces deux points de départ explique celle des sanctions. En cas d'accident, le patron non assuré assume la responsabilité pleine et entière des frais en résultant. Il est responsable par devers l'ouvrier. Ici s'y ajoute la responsabilité envers la profession. Le patron non assuré fait du tort au corps professionnel ce qui justifie deux sortes d'amendes. Enfin l'article 8 fait intervenir une obligation de documenter la caisse sur des points considérés comme tout à fait secrets. Les tenants du régime libéral pouvaient y voir un empiètement intolérable.

Ce projet ne vint pas en discussion.

Un cas très particulier cependant, celui des caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, offrit aux catholiques l'occasion de présenter leurs conceptions sur ce sujet.

La commission parlementaire proposait à l'Assemblée d'instituer des caisses locales correspondant aux arrondissements minéralogiques, alimentées par une retenue de 5 % sur les salaires et le recours obligatoire et exclusif à une caisse d'État. De Mun avait été appelé à participer à ses travaux, et il est vraisemblable qu'il fut pour quelque chose dans la proposition d'instituer des caisses locales. Il s'en félicita du haut de la tribune le 22 mars 1888 en s'opposant par contre au recours obligatoire à l'État <sup>1</sup>.

1. J. O., 22 mars 1888. Je voudrais voir les caisses locales, professionnelles, corporatives enfin, car il faut bien dire le mot, quelque répugnance, quelque crainte qu'il puisse soulever... (M. Jaurès fait un geste de protestation)... Oh je sais bien M. Jaurès que ce n'est pas à votre esprit que se présentent ces répugnances puisque j'ai eu la bonne fortune en proposant la création de caisses de secours corporatives, de me rencontrer avec une proposition analogue émanée de votre initiative. Je voudrais donc voir ces caisses corporatives se syndiquer entre elles, afin d'acquérir toute la force, toute la puissance dont elles ont besoin pour faire face aux besoins pour lesquelles elles sont créées. Je voudrais que la loi de 1884, sur les syndicats professionnels, fût élargie, étendue de manière à leur permettre de posséder, d'acquérir, de recevoir des dons et legs, de devenir enfin de véritables institutions sociales.

M<sup>gr</sup> Freppel à son tour reconnaît à l'État des droits particuliers sur l'industrie minière. Il en justifie l'intervention : « Les chefs d'entreprise ont à remplir des devoirs de paternité sociale. Ils doivent aide et assistance à leurs ouvriers quand la maladie les frappe, quand la vieillesse les atteint. C'est là une obligation morale incontestable, non pas seulement de charité, mais de justice — que nous transformerions volontiers en lien juridique, ne sachant pas d'autre moyen de la rendre effective. Suivant nous, en effet, l'assurance à ces caisses doit être obligatoire et si leur création est reconnue nécessaire il serait puéril de dire qu'elle doit être purement spontanée et facultative. Il faut compter avec l'indifférence des uns, l'hostilité des autres, l'inertie du plus grand nombre et quand les intéressés, en raison même de l'état de désorganisation où nous sommes, ne peuvent ou ne veulent pas s'y prêter le pouvoir qui provoque, même par une contrainte légale, la fondation de ces établissements d'utilité sociale, prend en définitive une mesure de police fort simple, très légitime, rentrant dans le devoir qui lui incombe de procurer le paix et la prospérité publique. » S'il justifie ainsi l'intervention, il en définit en même temps les étroites limites écartant ainsi le socialisme d'État qu'il redoute. Le projet écarterait plus sûrement cette menace si en disparaissait le recours à la caisse d'État. Avec de Mun, il voit dans la caisse locale de l'arrondissement minéralogique la vraie caisse corporative. Enfin l'évêque d'Angers rappelle à ses collègues que le salaire annuel moyen ne dépasse pas 1.100 francs. N'est-ce pas exagéré de retenir 55 francs sur cette somme déjà modique ? C'est pourquoi, il propose d'abaisser le taux de retenue à 4 %.

Puis, de concert, Freppel et de Mun déposèrent l'amendement suivant : « Les pensions de retraites sont servies, soit par les caisses locales ou centrales, instituées par l'article 3, soit au gré des conseils d'administration par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. » Cet amendement fut écarté par la Chambre <sup>1</sup>.

Thellier de Poncheville attaqua la retenue de 5 % et la caisse centrale, dénonçant dans le projet un esprit de centralisation exagéré. Il demandait la faculté pour les diverses exploitations d'un même arrondissement minéralogique de se syndiquer pour former un fonds commun contre la maladie. Cette faculté encourageait un esprit très louable de solidarité. Le député repoussait énergiquement l'obligation. Cependant, reconnaissant qu'en matière d'accidents les sinistres puissent dépasser les possibilités d'indemnisation d'une seule caisse, il admettait l'existence d'un fonds commun pour les cas extraordinaires d'accidents, mais alimenté seulement par 10 % de l'actif de chaque caisse, celle-ci disposant librement de 90 % de ses ressources. Quant aux retraites, il admettrait le versement à la caisse nationale jusqu'à l'institution d'une caisse syndicale d'arrondissement. Le texte définitif de la loi, voté seulement le 29 juin 1894, établit des caisses obligatoires, autorisa les exploitants à créer des caisses syndicales et les habilita à recevoir des dons et legs.

1. J. O., id.



## LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

Nous arrivons au projet de loi qui a le plus occupé les catholiques de l'Œuvre durant ces années ; à son endroit, les libéraux et les anti-libéraux se sont livrés une bataille décisive, et de Mun, aidé de ses amis, y a fait introduire deux paragraphes importants : le projet de réglementation du travail, plus connu sous le nom de projet de loi sur le travail des femmes, des filles mineures et des enfants.

En 1885, alors que cette question occupait une grande place dans les préoccupations parlementaires, la commission d'études législatives la laissait délibérément de côté : « Si nous n'avons pas porté au nombre des travaux de la commission, les questions de limitation des heures de travail et du travail des femmes, c'est tout d'abord parce qu'il ne paraît pas qu'elles puissent être résolues sans une entente internationale et ensuite parce qu'elles comportent des solutions différentes, spéciales à chaque nature d'industrie, qu'elles ne sauraient par conséquent être résolues d'une manière générale ou uniforme » ; cependant ajoutait le communiqué, la solution serait au contraire possible après une organisation corporative du travail <sup>1</sup>. On le comprend puisque chaque profession ferait sa loi.

Mais au début de 1886, le courant d'opinion en faveur d'une limitation allant grossissant, la commission s'en saisit ; la commission des Arts et Métiers demande aussitôt que le projet ne soit étudié qu'après l'examen d'un texte de loi organique et international du travail.

La Commission d'Études législatives s'élève énergiquement contre ce vœu. Elle estime que la question de la durée du travail étant soumise au Parlement, l'Œuvre sera nécessairement obligée de se prononcer, mais elle donne une entière adhésion à la demande de la commission des Arts et Métiers relative à une entente internationale pour arriver à une réglementation du travail <sup>2</sup>.

L'étude est menée en liaison avec de nombreux industriels qui font retoucher plusieurs articles du projet. Deux points retiennent leur attention : le travail des femmes et le délai d'application.

Le 20 janvier, H. André fait valoir que l'interdiction absolue du travail des femmes rendra difficile la situation d'un grand nombre d'industriels. L'expression « travail constant et régulier » employée pour en définir la nature, lui semble ouvrir la porte à une interprétation de la loi qui peut en annuler les effets. Enfin il est d'avis que beaucoup de travaux ne peuvent être accomplis que par des enfants. La commission donna une satisfaction partielle à ces observations en élevant de 6 mois à 1 an le délai au bout duquel la loi deviendra obligatoire. « Mais dit le compte rendu, la nécessité de sauvegarder un intérêt supérieur à tous les autres, la famille ouvrière, l'a déterminée à maintenir les autres

1. *P.-V.*, 22 avril 1885.

2. *P.-V.*, 13 janvier 1886.

dispositions. Elle remarque du reste que le projet ne concerne pas les femmes actuellement employées dans les usines, mais seulement celles qui au bout d'un an se présenteraient pour être employées.

Les objections des industriels étaient sérieuses, semble-t-il, parce que le 15 février, de Mun se voyait obligé de modifier sensiblement le projet. Il écrivit au président de la commission industrielle <sup>1</sup> qu'une grave objection de fond avait été présentée par la presque unanimité des commissaires contre l'ensemble de la proposition.

« Sans nier la légitimité des revendications, poursuivait-il, auxquelles la proposition s'efforçait de faire droit et tout en reconnaissant comme bien fondées, au nom du principe chrétien, les dispositions qu'elle formulait la commission pensait qu'une réforme aussi générale serait de nature, notamment en ce qui regarde le travail des femmes mariées et le travail de nuit, à produire une brusque et dangereuse transformation qui, dans l'état de détresse de l'industrie, pourrait avoir pour les ouvriers eux-mêmes, entraînés dans la ruine, les plus funestes conséquences.

« J'ai dû mûrement examiner avec vous ces observations avant de les soumettre à la Chambre des Députés et de produire publiquement un texte législatif aussi grave.

« Profondément attaché aux principes et aux idées qui ont inspiré la commission d'études législatives, convaincu qu'une réforme radicale s'impose au nom de la loi chrétienne dans les conditions du travail, j'ai dû cependant reconnaître que les circonstances présentes rendaient difficiles la proposition immédiate d'une réforme aussi complète, pénétré d'ailleurs du devoir que m'imposent la fonction que j'ai l'honneur de remplir dans notre Œuvre et la charge qui m'est confiée de la représenter au dehors, je ne veux rien faire et rien dire qui soit de nature à troubler l'harmonie dans laquelle les patrons veulent bien travailler avec nous à la réorganisation chrétienne du travail. Je sais d'ailleurs que quelles que soient les difficultés auxquelles la crise actuelle expose leurs intérêts les plus légitimes, ce n'est pas cette considération qui détermine leurs hésitations, mais bien la crainte de voir la cause même des ouvriers que tous nous voulons servir, compromise par la ruine de l'industrie et leur situation aggravée par des mesures qui pourraient la précipiter. »

En conséquence, il annonçait que les raisons de principe, qui militaient en faveur du projet, formeraient le fonds de l'exposé des motifs et ajoutait : « J'ai réduit la proposition de loi, quant à présent, à un minimum comprenant seulement des mesures de protection pour les enfants, les jeunes filles et les femmes enceintes, fixant à onze heures le maximum de la journée de travail et imposant le repos du dimanche et des jours fériés légaux, avec interruption du travail le samedi à midi. »

Il concluait que le sacrifice des autres dispositions lui avait été dur, qu'il l'avait accepté par déférence pour la commission industrielle et en considérant cet ajournement comme momentané. Cette lettre est la conséquence notamment d'une délibération de la commission indus-

1. Cette lettre fut publiée dans *l'Association catholique*, 15 mars 1886.

rielle du 6 janvier. D'après le procès-verbal assez succinct, nous pouvons énumérer quelques-unes des critiques faites au projet.

Elles visent d'abord le fait maximum légal pour toutes les professions auxquelles les commissaires opposent les différences d'une profession à l'autre.

Les industriels reprochent au texte d'embrasser trop de points, Ils suggèrent de laisser de côté le travail des hommes adultes. Ils trouvent l'emploi du terme « ateliers » trop vague. L'interdiction du travail des femmes mariées, au bout de 6 mois, leur paraît de nature à jeter la perturbation dans un grand nombre d'usines et à rendre très difficile l'existence des ménages ouvriers qui, disposant de ressources modestes, vivent du travail simultané des époux. Cette interdiction leur paraît de nature à favoriser le concubinage, l'ouvrier sachant que transformer une union libre en mariage correspondra à l'amputation d'une moitié de ses ressources. Enfin, ils constatent que des nombreux travaux ne peuvent être effectués que par des enfants.

Le projet initial comportait deux articles fondamentaux : la suppression du travail de la femme mariée et la réglementation de celui de l'homme. A contre-cœur, pour suivre les industriels, de Mun abandonne les réformes hardies, primitivement conçues par la Commission et leur substitue une réglementation du travail des femmes et des enfants, et une limitation modeste de celui de l'homme.

Le 24 février 1886, A de Mun annonçait le dépôt du projet, sur le bureau de la Chambre, revêtu des signatures de Mgr Freppel, le vicomte de Bélizal, Larèze, Hilion, de Kerseuron, Boscher de Langle, et Lecour-Grandmaison <sup>1</sup>.

Au début de juin, de Mun déposait, à l'appui, sur le bureau de la Chambre 7 pétitions revêtues de 415 signatures d'ouvrières des fabriques de lacets de Saint-Chamond <sup>2</sup>.

L'article de la proposition détermine le champ d'application de la loi. Elle vise les ouvriers des deux sexes employés à un travail industriel dans les manufactures, mines, usines, chantiers et ateliers. Les ateliers de famille sont exceptés de la législation. Les employés des magasins, des entreprises de transport, des compagnies d'omnibus et de chemins de fer feront l'objet d'une loi spéciale.

« Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni admis dans

1. P.-V., 24 février 1886. Voir le texte officiel du projet publié dans l'*Association catholique* du 15 avril 1886. Cette liste est complétée par le nom de Roussin.

2. En voici le texte : « Les soussignées, ouvrières dans les fabriques de lacets de la maison..., ont l'honneur de vous exposer ce qui suit : elles demandent la suppression du travail de nuit dans les fabriques de lacets pour les raisons suivantes : 1° le genre de travail est très assujettissant, très pénible, il empêche le développement de leurs forces physiques, altère la vue et nuit considérablement à l'ensemble de leur santé.

2° Elles font remarquer que le travail de jour seul est usité ailleurs et notamment dans les fabriques de Nîmes, Saint-Étienne, Paris, Amiens, Saint-Quentin, où s'exercent les mêmes industries. Elles estiment que par cette suppression, ce travail sera mieux réparti, plus régulier et qu'elles seront moins exposées aux maladies, au chômage et à la réduction des salaires.

« Les soussignées espèrent que leur demande si légitime sera prise en considération. »



les manufactures, usines, chantiers et ateliers avant l'âge de 13 ans. »

Certains travaux de force leur sont interdits jusqu'à 16 ans à moins qu'ils ne soient munis d'un certificat médical constatant qu'ils ont atteint un développement suffisant. — La liste de ces travaux sera établie par un règlement d'administration publique après avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives du travail et des Chambres syndicales. Ces mêmes travaux sont interdits aux filles et femmes de tout âge. Celles-ci ne peuvent être admises dans les ateliers où l'on manipule des substances toxiques.

Les filles au-dessous de 14 ans ne peuvent être employées à aucun travail dans les usines ou manufactures. Dans les ateliers employant au moins 20 ouvriers, elles ne devront pas être employées au travail industriel plus de 6 heures par jour. Le travail est interdit aux femmes en couches avant et pendant les 4 semaines consécutives à l'accouchement.

Le travail est interdit, même pour le rangement, à tous les ouvriers, les dimanches et jours de fête légales y compris le jour des Morts. Cependant les hommes adultes pourront travailler dans les usines à feu continu un dimanche sur deux.

Le durée du travail effectif est limité à 11 heures par jour. Sur les chantiers en plein air, des heures supplémentaires pourront être autorisées du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> octobre. La journée de travail sera interrompue par des intervalles représentant au total deux heures, dont une heure entière pour le repas principal.

Les samedis et veilles de fêtes légales, le travail sera de 8 heures y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement. Des dérogations seront prévues pour les travaux de réparation assez considérables dont l'exécution en semaine entraînerait un chômage partiel ou total de l'atelier, et pour les usines à feu continu.

L'hiver suivant une commission fut chargée de présenter à la Chambre un texte sur la question. Le 9 février 1887, de Mun informait ses collègues qu'après une « longue et vive discussion » la commission parlementaire avait accepté la réserve en faveur des ateliers de famille qu'il avait introduite dans son projet... Le 25 mai, la commission discutait d'une limitation du travail des adultes. Douze membres étaient présents sur vingt-deux. Le principe de cette limitation fut repoussé par 8 voix contre 4 <sup>1</sup>.

Le 22 juin la commission parlementaire, malgré les efforts conjugués de de Mun et du député d'extrême-gauche Camélinat, repoussa l'interdiction de travailler les dimanches et jours fériés, mais accepta l'interdiction

1. Les quatre votes sont ceux des deux radicaux Achard et Nadaud, du député du centre gauche, Waddington, et de de Mun. « Parmi les huit opposants » se trouvent, dit de Mun, deux anciens ouvriers de MM. Lyonnais et Guillaumon qui au fond sont partisans de la réglementation mais aimeraient mieux obtenir qu'au delà d'un nombre d'heures légales on payât des heures supplémentaires. Ils ont d'ailleurs, aussitôt après le vote, demandé la fixation à dix heures de la journée des femmes ce qui est un moyen détourné d'obtenir la réglementation. M. Guillaumin accepterait du reste le principe pour les hommes si on pouvait l'étendre à toutes les professions... » (P.-V., 9 février 1887).

de faire travailler les femmes et les enfants plus de 6 jours par semaine ou les jours fériés légaux. Dès le 9 mars 1887 la commission avait adopté le texte de l'article 3 du projet de de Mun relatif au certificat médical pour l'emploi à des travaux de force des enfants de moins de 16 ans.

Le certificat médical et l'exemption des ateliers de famille, étaient deux points importants que de Mun avait amené la commission à faire siens.

Le projet de loi fut l'objet de nombreux débats à la Chambre.

Le 11 juin 1886 <sup>1</sup> de Mun répond à Yves Guyot, défenseur de l'école libérale, qui voulait exclure les femmes du bénéfice de la loi. Il justifie l'intervention de l'État puis le repos de la femme. « Faites une loi complète, dit-il, non pas sans doute une loi qui transforme d'un seul coup le monde économique, mais une loi qui embrasse tous les éléments du travail, l'enfant, la jeune fille, la femme, surtout la femme mariée — la gardienne du foyer domestique — et avec elle l'homme adulte lui-même dont les forces ont des limites qu'il n'est pas permis de dépasser et qui, lui aussi, est un faible qui a besoin de protection. » Le repos de la femme, il le demande moins pour sa faiblesse que dans l'intérêt de sa famille : « La conservation de ce foyer domestique sur lequel tout repose dans la société et dont nous n'avons pas le droit de priver les ouvriers parce que nul de nous ne consentirait à s'en passer lui-même » et, découvrant le fond de sa pensée, celle du projet initial, il demande à la Chambre d'interdire tout travail dans l'atelier à la femme mariée. « Le travail de la femme mariée à l'atelier ou à la fabrique est la destruction même du foyer domestique. Le profit qu'elle en tire est sans rapport avec le mal qu'il occasionne. » L'interdiction du travail de nuit, dont il maintient la demande contre l'amendement de Guyot, sera un pas dans cette voie. La Chambre repousse l'amendement.

Le 29 janvier 1889, deux tenants de l'économie libérale, Frédéric Passy et Albert Ferry, avaient demandé par voie d'amendement le maintien de la journée de 12 heures. Albert de Mun défendit contre eux la journée de 11 heures tandis que Camélinat demandait celle de 8 heures. Après une intervention de de Mun, l'amendement fut repoussé par 462 voix contre 31. Quelques mois après une autre législature commençait. Albert de Mun déposait un nouveau texte <sup>2</sup>.

Dans l'exposé des motifs il défendait la limitation du travail des hommes : « Il est facile de se rendre compte de ce fait qu'une journée de 11 ou 12 heures en y ajoutant les intervalles des repas, les allées et venues, le temps du sommeil ne laissent guère de liberté à l'ouvrier. »

1. *J. O.*, Débat parlementaire, Chambre des Députés, compte rendu de la séance du 29 janvier 1889.

2. Texte dont les principales revendications étaient : interdiction du travail de nuit pour les femmes, interdiction du travail le dimanche et arrêt dans la journée du samedi pour les ouvriers des deux sexes ; fixation de la durée du travail à 58 heures par semaine pour les ouvriers des deux sexes, établissement d'une statistique du travail et des salaires et création d'un corps spécial d'inspecteurs.

Avec une journée de travail, il pourra disposer de quelques instants pour sa famille. Ce n'est que la journée de travail de 8 heures qui lui assurerait vraiment un loisir suffisant pour augmenter son degré de culture. Il rejoignait en cela la pensée de l'extrême-gauche formulée par Camélinat. Ses adversaires avaient beau jeu en l'accusant de socialisme. On dira pourquoi ne pas demander alors la journée de 8 ou de 10 heures ? C'est qu'il n'en croyait pas le vote possible et qu'il voulait obtenir des résultats concrets. « Ni sur cette question ni sur aucune autre, je ne me crois le droit de dire tout ou rien » et de repousser pour l'espérance très douteuse d'obtenir plus, ce que je puis avoir dès aujourd'hui.

Durant cette législature, les interventions catholiques ont été multipliées, nous les grouperons autour de chacun des points essentiels de la loi en discussion, abandonnant l'ordre chronologique parce que la même question fit l'objet de 2 ou 3 débats au cours des 3 lectures que la Chambre consacra au projet.

À l'été 1890, la commission parlementaire accepte le principe du repos hebdomadaire, mais refuse d'en déterminer le jour, aussi de Mun représente-t-il l'article de son projet relatif au repos dominical sous forme d'amendement.

On le discute le 9 juillet. À la tribune le secrétaire général de l'Œuvre énumère les avantages du repos dominical. Ce sera une mesure d'ordre puisque le travail cessera partout en même temps, il facilitera considérablement le contrôle, bien aléatoire avec des jours de fermeture variables. Ce sera un acte de liberté puisqu'il respectera la liberté de conscience des catholiques et ce sera une décision familiale de permettre à tous les travailleurs de consacrer une journée à la vie de famille. Dans cet amendement il y a l'annonce de la semaine anglaise. De Mun ne sépare pas une mesure de l'autre. Le repos du dimanche sans l'arrêt du samedi, c'était la matinée du dimanche consacrée au travail domestique. Son amendement fut repoussé par 304 voix contre 210.

Un nouvel effort en faveur du repos dominical fut tenté à la deuxième lecture du projet à la Chambre en janvier-février 1891. De Mun reprit le texte de son précédent amendement en substituant l'expression « fête légale » aux mots « dimanche » et « samedi ». Dans sa pensée, le dimanche devait être une fête légale. Son nouvel amendement fut repoussé par 287 voix contre 188.

Au cours de la discussion, Mgr Freppel avait déposé cet amendement : « Le repos hebdomadaire pour les personnes protégées par la loi est fixé au dimanche, texte plus souple où il n'était pas question de semaine anglaise, et qui répondait à l'aspiration d'une grande partie de la population.

Le 3 février<sup>1</sup>, l'évêque d'Angers, à la tribune, pose la question religieuse. « Notre amendement n'est pas autre chose que la reproduction littérale d'une motion faite à la conférence internationale de Berlin par

1. J. O., Débat à la Chambre des Députés. Compte rendu de la séance du 3 février 1891.



M. le Sénateur Tolain, délégué de la France. » (Cette motion avait été présentée le 24 mars 1890.) « S'il s'était bien agi d'une question religieuse, il est évident que les opinions personnelles de M. Tolain en pareille matière n'auraient pas été précisément de nature à le porter à faire une pareille proposition, c'est donc au nom de son pays, soit en vertu d'une instruction reçue du gouvernement, soit comme interprète du sentiment général de nos populations que le délégué de la France demandait que le repos hebdomadaire fut fixé au dimanche pour les personnes protégées par la loi. En vérité, il serait à tout le moins fort étrange qu'après une initiative pareille de la part du délégué de la France en face de l'Europe entière, la Chambre des Députés prît tout juste le contre-pied de sa proposition en livrant à l'arbitraire de chacun la fixation du jour de repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants protégés par la loi. » Et de rappeler la position identique prise par Jules Simon, la décision du Conseil municipal de Paris, en date du 26 décembre 1890, de donner le repos dominical aux ouvriers égoutiers. Il conclut : « Je m'en tiens par conséquent à la proposition de M. Tolain, et, comme elle est absolument identique à notre amendement, je prie instamment la Chambre de bien vouloir l'adopter, ne serait-ce que pour ne pas faire échec à la parole de nos délégués.

Malgré cette plaidoirie, la Chambre repoussa l'amendement par 297 voix contre 176.

Au cours du débat de juillet 1890, de Mun fut amené à préciser ce qu'il attendait du certificat médical que la Chambre adoptait sur l'avis de sa commission. Par un curieux retour des choses les libéraux proposaient d'admettre à l'usine un enfant de 12 ans titulaire du certificat d'études sur présentation de l'attestation médicale. Aussitôt, de Mun répond : « Vous m'opposez le certificat d'aptitude physique dont le même article stipule la nécessité pour les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Ce certificat, je suis bien loin d'en méconnaître l'importance, puisque c'est moi-même qui l'ai proposé et je suis reconnaissant à la Commission de l'avoir admis. Mais, il n'en faut pas exagérer la portée. Ce n'est qu'une précaution de plus destinée à protéger les enfants placés dans des conditions de santé tout à fait particulières de telle sorte qu'on ne puisse pas sur le simple vu de leur acte de naissance les livrer au travail industriel s'ils en sont notoirement incapables, si le développement physique est tellement insuffisant qu'ils soient évidemment hors d'état de le supporter. C'est une disposition qui vise des cas exceptionnels. Elle ne suffit pas à préserver la généralité des enfants et c'est à celle-ci que vous risquez d'ouvrir les portes de la fabrique avec l'exception fondée sur le certificat d'études. » L'amendement adverse fut repoussé.

Au début de 1891, la question fut à nouveau posée par un amendement du député du Loiret, Loreau. Après avoir répété les objections faites l'année précédente, de Mun précisa sa pensée. Il rappela la demande faite par Camélinat en 1888 tendant à élever la limite d'âge de 13 à 14 ans pour entrer dans les établissements visés par la loi.

S'il avait combattu l'un et l'autre amendement, c'était dans le désir de voir le projet aboutir au plus vite, et cette élévation d'âge le retarderait au contraire.

Et il révéla à la Chambre qu'il avait proposé à la commission parlementaire une formule assez curieuse, celle de la mi-temps. « J'aurais voulu que la loi fit une distinction entre les enfants de 13 ans et les adolescents de 13 à 16 ans, c'est-à-dire qu'avant d'admettre un enfant au travail plein de 10 heures, elle déterminerait une période intermédiaire pendant laquelle il ne peut être admis qu'à un travail moins prolongé. »

Malgré les avantages de ce projet, la Commission y renonça à cause des difficultés du contrôle. En conclusion, il supplia la Chambre de ne pas autoriser l'emploi d'enfants de 12 ans. Sur l'intervention personnelle du ministre du Commerce J. Roche, la Chambre vota l'amendement Loreau par 345 voix contre 154.

La commission parlementaire avait aussi repris le passage du projet catholique sur le repos des femmes en couches. La Chambre ne devait pas retenir ce texte. Le 8 juillet 1890 <sup>1</sup>, de Mun défendit sa proposition dont son projet était devenu l'article 9. Il répondait au D<sup>r</sup> Desprez, député de Paris, partisan résolu de la non-intervention <sup>1</sup> : « Le sentiment qui a dicté la proposition est très simple et très naturel. M. Desprez le partage certainement : C'est un sentiment d'humanité. M. Desprez dit qu'il doit recevoir sa sanction uniquement des mœurs. C'est une argumentation qu'on peut opposer à la loi toute entière. » « Puis il fit état des constatations d'un praticien viennois. » M. Desprez disait tout à l'heure : Si on entre dans la voie indiquée par la Commission, ce n'est pas seulement après l'accouchement que la loi devrait intervenir, mais auparavant. En ce qui concerne, je suis de cet avis, et dans la précédente législature, j'avais proposé une disposition tendant à exclure la femme de l'atelier avant comme après ses couches. J'ai abandonné ma proposition parce qu'il m'a paru, après avoir entendu les objections, qu'elle serait d'une application très difficile et c'est aussi pour cette raison que la commission ne l'a pas introduite dans son projet. Mais il n'en est pas moins certain que dans beaucoup d'industries, notamment dans celles où on manipule des matières toxiques, le travail de la femme peut agir d'une manière pernicieuse sur la santé des enfants avant leur naissance. Quant aux inconvénients qui résultent pour eux du retour trop hâtif de la mère à la fabrique après l'accouchement, ils sont de toute évidence.

L'enfant est abandonné en pareil cas aux soins d'une autre, souvent d'une mercenaire qui, trop fréquemment, ne s'occupe ni de la propreté, ni de l'aération, ni d'aucune des précautions hygiéniques nécessaires au développement du nouveau-né.

A la suite d'un pathétique récit <sup>2</sup>, la Chambre vota l'article 9.

1. J. O., Débats parlementaires, Chambre des Députés. Séance 8 juillet 1890.

2. Celui d'une petite fleuriste, obligée de reprendre son travail le 4<sup>e</sup> jour suivant ses couches et qui en mourut.

Pour aboutir plus rapidement, cet article fut abandonné en février 1891, de Mun y consentant à contre-cœur.

Les catholiques parvinrent à faire excepter de la loi les ateliers de famille.

Le 27 janvier 1891, la Chambre discuta un amendement d'Aynard, député de Lyon, ainsi rédigé : « Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique. »

Aynard n'avait pas consulté de Mun. Celui-ci précisa l'idée de l'exception. « Si partisan que je sois d'une législation industrielle, je crois qu'il ne faut, en ces matières, comme dans les autres, recourir à l'intervention de la loi qu'à la condition que cette intervention ne produise pas un mal plus grand que celui qu'elle cherche à prévenir. Or la famille est un domaine spécial, particulièrement sacré, où la loi doit intervenir le moins possible entre le père et les enfants. » Il voulut reprendre à son compte la première partie de l'amendement (jusqu'à *incommodes*), mais le règlement ne le lui permettant pas, il appuya le texte proposé. Malgré l'opposition de la commission, la Chambre le suivit par 282 voix contre 202.

Cependant l'intervention essentielle d'Albert de Mun devait se placer le 2 février 1891 <sup>2</sup>. Il y défendit la réglementation du travail des femmes et y dénonça la « veillée ». C'est là un admirable discours, préparé par une information étendue et présenté avec un relief saisissant <sup>3</sup>.

La Chambre était saisie d'un amendement de Laroche-Joubert, industriel d'Angoulême, tendant à exclure les femmes du bénéfice de la loi.

Il montra la Chambre d'accord sur une limitation mais non sur le nombre d'heures : douze pour les libéraux, huit pour l'extrême-gauche. « Je dis dix parce que dix heures de travail représentent pour l'ouvrière qui ne réside pas dans la fabrique, mais qui en demeure souvent assez loin, douze, treize ou quatorze heures d'absence de chez elle et quand une femme est restée douze, treize, quatorze heures loin de chez elle, je dis qu'il n'y a plus de famille, qu'elle est détruite et désorganisée, je dis qu'elle ne peut pas s'occuper des soins de son ménage, de l'éducation de ses enfants, qu'elle ne peut pas faire de la maison ce qu'elle doit faire pour que le mari s'y plaise et aime à y demeurer. Voilà sur quoi je fonde le maximum de dix heures. »

Il ne lui semble pas possible d'établir un maximum légal inférieur comme le demande l'extrême-gauche ; c'est à la profession de déterminer les limites convenant aux situations spéciales. Dans son for intérieur, il estimait à 8 heures la journée normale de travail.

1. J. O., Débats à la Chambre des Députés. Séance du 27 janvier 1891.

2. J. O., débats à la Chambre des Députés. Séance du 2 février 1891.

3. C'est peut-être le plus beau discours de de Mun.



Il justifiait cette limitation : « Vous êtes entrés dans des ateliers de peignage, dans des filatures, vous savez bien qu'il y fait une température de 30 degrés, quelquefois plus et une humidité extrême. Eh bien, dix heures dans cette température, dans une atmosphère viciée, chargée d'émanations malsaines, de poussières funestes pour la respiration, est-ce que vous croyez que ce n'est pas assez ? Moi je trouve que c'est déjà trop ! Je trouve en tous cas que c'est tout ce qu'on peut demander à une femme. Ajouter à cela l'immoralité qui naît inévitablement du mélange des sexes et de l'obligation où la température élevée place les femmes employées au travail à se dévêtir à moitié. Voilà dans quelles conditions l'ouvrière a travaillé. »

Économiquement, la réduction de la journée de travail est défendable. La production s'est maintenue à la fabrique Dolfuss à Mulhouse, initiatrice des 11 heures et au Familistère de Guise qui n'en fait que 10.

Puis il s'attaque à la veillée : « Depuis 20 ans avez-vous fait disparaître de vos mœurs par votre initiative privée cette effroyable plaie, cette plaie abominable qui s'appelle le travail de nuit des femmes ? Que s'est-il passé ? Loin de faire disparaître le mal, les mœurs l'ont aggravé ; le travail de nuit qui était autrefois très peu développé en France, est devenu une plaie grandissante qui augmente tous les jours, qui tend à se généraliser et qui sera demain la loi de l'industrie si vous n'y apportez par la loi un remède décisif. Voilà le progrès des mœurs.

Et c'est alors cette saisissante description d'une « veillée ». « A sept heures et demie, au moment où les employées vont quitter l'atelier, on annonce qu'il y aura veillée. On n'a pas été prévenu auparavant... on a un quart d'heure pour prendre un petit repas, ce qu'on appelle le « goûter », et le prendre à l'atelier. On mange ce goûter qu'on a payé de sa poche, puis on travaille jusqu'à 11 heures, 11 heures 1/2, minuit. Alors, il faut s'en aller... s'en aller où ? s'en aller comment ? Les ouvrières demeurent à trois-quarts d'heure de chemin quelquefois plus... les ateliers sont au centre de Paris, il y a des ouvrières qui préfèrent ne pas s'en aller du tout ; alors elles passent la nuit là. Y-a-t-il des dortoirs, des matelas par terre ? le progrès des mœurs, l'initiative privée en ont-ils fait établir ? Non, elles sont libres de passer la nuit sur une chaise. Pour celles qui partent, comment s'en vont-elles ? L'omnibus ne passe plus ; il faut prendre une voiture, la payer. Quand on n'en trouve pas, il faut s'en aller à pied... Ce sont souvent des jeunes filles de 18, 17, 16 ans même. Savez-vous ce qu'elles ont dit ! « Nous ne pouvons invoquer la protection de gardiens de la paix, ils nous répondront que les filles honnêtes ne courent pas les rues à cette heure-là. « Voilà comment les choses se passent. Quand, enfin on rentre à la maison, le feu n'est pas allumé ou il est éteint. le dîner est froid.... et pendant ce temps, pour celles qui sont mariées, que fait le mari ? Il s'est lassé d'attendre, il est allé au cabaret, il y est resté un peu d'abord, davantage ensuite ; peu à peu, il en a pris l'habitude, il a déserté le foyer désert.... Le lendemain, le travail recommence à la même heure, quand on arrive en

retard, on a cinq minutes de grâce, quelquefois un peu plus, puis la porte est fermée et la demi-journée est perdue. On dit que ce sont les commandes, les exigences de la clientèle qui rendent ces excès nécessaires. C'est inexact, la plupart du temps, ils résultent d'une mauvaise organisation du travail.

Il y a un mot terrible dans les dépositions qui sont là ; c'est un ouvrier qui l'a dit et les ouvriers ont souvent des mots qui entrent dans la cœur. Cet ouvrier raconte l'histoire de ses propres enfants ; il dit que ceux qu'il a eus pendant que sa femme travaillait la nuit sont venus au monde mort-nés ou sont morts presque tous à 1 ou 2 ans. Et il ajoute en finissant que le travail de nuit « c'est un mangeur d'enfants » !

La veillée si pénible qu'elle soit, est la prolongation abusive, mais pas quotidienne du travail du jour. Le travail de nuit de la femme mariée a lui aussi de terribles conséquences sociales : voici pour finir, le retour de l'ouvrière « l'ouvrière de fabrique, qui a fini son travail de nuit, rentre chez elle à six heures et demie du matin. Elle commence par allumer le feu, puis elle fait le café, elle lève les enfants, les habille, fait le ménage, donne aux enfants le café qu'elle a préparé et le prend elle-même. Après cela elle se couche. Elle reste au lit une heure et demie ou deux heures. Puis, elle se relève, elle fait le déjeuner, le mange avec sa famille. Il est une heure de l'après-midi. Savez-vous ce qui arrive le plus souvent ? Eh bien, il arrive que le bruit extérieur, que le bruit que font les petits qui restent à la maison empêchent la mère de dormir. Et alors, elle aime mieux se lever, et aller se promener à la campagne pour y respirer un peu de l'air qui lui manque à la fabrique. »

La Chambre repoussa l'amendement Laroche-Joubert par 415 voix contre 72.

La limitation du travail des hommes, également demandée, fut défendue avec moins de vigueur, car A. de Mun sentait qu'il ne fallait pas tout demander en même temps. L'essentiel était de s'engager dans cette voie.

A cette occasion il prit part à un voyage d'études, dans l'Ouest, de la sous-commission parlementaire sur le travail des hommes. « Cette tournée <sup>1</sup> a commencé par Elbeuf, Rouen et Sotteville où je n'ai pu aller <sup>2</sup> à Elbeuf notamment où les auditions ont été plus intéressantes qu'à Rouen et à Sotteville, les délégués des syndicats ouvriers ont été unanimes à demander la fixation légale de la journée de travail à 10 heures. Ils l'ont fait en termes très sages, très mesurés et ont exprimé des idées très raisonnables ; les femmes seules, entendues de leur côté ont demandé la journée de 8 heures. J'ai assisté aux séances du Havre, de Bolbec qui ont été peu intéressantes et à celle de Lillebonne qui l'a été extrêmement. Les délégués très nombreux et régulièrement nommés qui ont été entendus ont, comme ceux d'Elbeuf, demandé unanimement la

1. P.-V.

2. J. O. Séance du 29 octobre 1892.

journée de 10 heures ou de préférence la semaine de 56 heures, même au prix d'une diminution de salaires qu'ils envisagent comme probable au moins au début de la réforme. »

A la fin de 1892, le projet était toujours en discussion. Albert de Mun prononça dans ces circonstances le 29 octobre <sup>1</sup>, un discours très significatif de son réalisme politique et de son attachement aux intérêts ouvriers.

Il montra le projet menacé de repartir du Sénat, ce qui rendrait impossible tout vote avant le 1<sup>er</sup> janvier 1893, date fixée pour son entrée en vigueur, puis revenant à la Chambre où il pourrait difficilement se placer entre l'examen du budget et les élections. « Voulez-vous vraiment vous exposer à ce que cette législature se termine sans que ces réformes si modestes encore, si longtemps annoncées, si souvent promises et que nous avons enfin obtenues du Sénat soient enfin réalisées ? Je prie la Chambre de bien envisager cette perspective. Quant à moi, si partisan que je sois de la limitation du travail, à 10 heures, si décidé que je puisse être à en renouveler la proposition devant la Chambre, je croirais manquer à mon devoir, trahir les convictions qui m'animent dans cette question et méconnaître l'intérêt le plus évident des travailleurs, si, en face de cette situation parlementaire, je n'acceptais pas ce qui est enfin gagné. Voilà la raison de mon vote. Il n'y en a pas d'autre. Est-ce à dire que sur d'autres points que sur la limitation des heures, je trouve la loi suffisante ? Non, assurément. A cet égard, je partage l'opinion de M. Dron et de M. Dumery ; je m'associe à leurs critiques et contre les deux équipes qui autorisent encore dans une certaine mesure, le travail de nuit et contre la différence des heures de travail fixées pour les enfants, pour les jeunes filles et pour les femmes. Mais ceci dit, il est à mon avis excessif de conclure que la loi ne nous donne rien. Elle donne aux ouvriers 11 heures de travail au lieu de 12. C'est bien quelque chose, ce n'est pas seulement une heure de gagnée c'est un principe enfin proclamé ! Je m'étonne que tout le monde n'en soit pas frappé comme moi. Comment, voilà 10 ans à ma connaissance, que nous discutons ici de cette question de la limitation des heures de travail pour les femmes adultes. Vous savez avec quelle vivacité, quelle ardeur de part et d'autre, voilà dix ans que l'on conteste avec tous les arguments des plus forts de l'économie libérale le principe même de cette limitation, qu'on vous refuse le droit comme législateurs de toucher à la durée du travail des adultes, même pour les femmes ! Et vous trouvez que ce n'est rien après des luttes si passionnées, après des discussions si vives que nous soyons arrivés enfin à faire brèche dans cette muraille qui se dressait devant nous, à obtenir gain de cause sur ce point fondamental, à savoir que la loi a le droit dans un intérêt social supérieur aux intérêts privés d'intervenir pour limiter la durée du travail des adultes. »

La Chambre vota l'ensemble de la loi.

1. J. O. Séance du 29 octobre 1892.



Les projets considérés jusqu'ici ne se conçoivent pas sans une loi organisatrice du travail dont ils sont à la fois les chapitres complémentaires et les textes préparatoires, Loesewitz ayant préparé un texte dans ce sens. Guérin avait déclaré que « très probablement un projet général ne serait ni discuté, ni présenté ».

Un projet d'ensemble obligerait les députés à se prononcer sans équivoque pour ou contre le régime corporatif, les membres de l'Œuvre ne se faisaient guère d'illusions sur la réponse.

Le projet ne fut ni discuté, ni même présenté, mais seulement rédigé par La Tour du Pin et Milcent et soumis à la commission d'études législatives. C'est au communiqué de celle-ci du 21 avril 1886, qu'il faut nous référer <sup>1</sup>. Ce texte concerne l'industrie.

Il a pour but « l'organisation du travail » et prend pour base de cette organisation les établissements industriels dans lesquels ont été constitués des associations corporatives. On se souvient que la corporation dans l'usine avait été reconnue comme l'institution première de tout le régime. Les résultats, nous allons le voir, n'avaient pas répondu aux espérances des dirigeants de l'Œuvre. Le projet de loi ayant posé cette association à la clé, vise ensuite à engager les industriels dans cette voie par des privilèges dont l'exemption de la patente. C'est là une évolution dans la doctrine corporative dont le succès dépend désormais d'avantages légaux et non plus d'initiatives privées.

Quand il y aura dans un arrondissement, ou même un département, deux associations corporatives légalement organisées, elles auront la faculté de se constituer en corporation industrielle. Si dans un département, deux usines ont constitué une corporation, ces deux usines constituent entre elles l'organisme industriel représentatif du département.

Cette corporation industrielle jouit du privilège de représenter officiellement les intérêts de l'industrie et de fixer les règles de la profession dans la circonscription où elle a été établie. A sa tête est placé un conseil auquel sont dévolues les fonctions attribuées jusqu'alors aux conseils de prud'hommes, et, en outre, les attributions suivantes : s'occuper de l'apprentissage, surveiller les ateliers, gérer les institutions de prévoyance et délivrer les brevets de capacité.

Quand, dans une circonscription déterminée par la loi de 1875, deux corporations sont régulièrement constituées, elles sont appelées à désigner un conseil régional. Celui-ci statue en appel sur les décisions prises par la corporation départementale. Chaque conseil régional envoie des délégués et l'assemblée ainsi formée constituera le Conseil national. Il y aura pour « chaque nature d'industrie » un conseil national, dont la principale fonction sera de « déterminer les conditions de capacité professionnelle pour les patrons et les chefs d'industrie qui voudront faire partie d'une corporation industrielle. »

Ce projet, s'inspirant de très près des principes admis par le

1. P.-V., 21 avril 1886. Ce communiqué est destiné au Comité général.

Conseil des Études, en tirait une organisation du travail présentant les caractères suivants : Elle est professionnelle, elle n'est pas obligatoire, mais elle est privilégiée. Dans chaque profession, elle institue une représentation à quatre échelons ; l'usine, le département, la région et la nation. Le corps professionnel, outre des avantages fiscaux, est doté de grands pouvoirs dans la profession. Grâce aux avantages ainsi accordés aux corporations, le droit de réglementer l'accès prend une importance considérable. Le mois suivant <sup>1</sup> d'après les mêmes principes et les mêmes règles, Delalande établissait un projet sur l'organisation du travail dans les arts et métiers. Ni l'un ni l'autre ne vinrent à la Chambre.

Trois ans plus tard, Albert de Mun « mettait en demeure » la IV<sup>e</sup> section de rédiger un projet complet de législation du travail.

Il fut convenu que la loi à établir serait partagée en 5 titres : le premier relatif à la constitution des associations professionnelles serait étudié par Urbain Guérin, le second, concernant l'action des associations professionnelles au moyen de syndicats régionaux, reviendrait à La Guillonnière, chef de la II<sup>e</sup> section de l'Œuvre. Le troisième, traitant de la réglementation du travail, serait confié à Henri Lorin, tandis que l'étude des deux autres sur les assurances ouvrières et les dispositions transitoires serait prise respectivement par Raoul Ancel et Depoin.

Nous savons seulement que six semaines après, Henri Lorin <sup>3</sup> apporta son travail dont les têtes de chapitre étaient : Définition du travail industriel, condition de ce travail, statistique des salaires, contrôle et inspection, dispositions transitoires.

On notera la nouveauté des dispositions qu'Henri Lorin voulait faire présenter par l'Œuvre au Parlement.

A la suite de ces travaux, l'établissement d'une statistique du travail et des salaires et la création d'un corps spécial d'inspecteurs furent incorporés dans le second projet sur les conditions du travail. Cette question inspira aussi à Thellier de Poncheville une proposition de loi sur la protection des salaires contre la saisie. La loi, rappelle-t-il, dans l'exposé des motifs déclare insaisissables les outils des artisans, les pensions à titre d'aliments, le cinquième du traitement et des pensions des fonctionnaires. Rien de tel pour le salaire de l'ouvrier dont le sort est laissé à l'humanité des juges.

Que propose le député du Nord ? Le juge de paix devra connaître tous les litiges relatifs à des oppositions sur les salaires.

Dans la plupart des cas, on substituera la lettre recommandée ou le billet d'avertissement aux exploits de saisie-arrest. Si les deux parties comparaissent, le juge sera tenu de statuer après un simple avertissement.

1. P.-V., 12 mai 1886.

2. P.-V., 9 octobre 1889.

3. P.-V., 27 novembre 1889.

4. J. O., 5 décembre 1889, cette proposition était signée également par de Mun, Le Gavrian, Montalembert, de Ramel et Le Cour.

Le projet de Thellier de Poncheville, soumis aux Chambres de commerce, fut accueilli favorablement. Il le retira cependant le 10 juin 1891, devant celui du ministre Jules Roche, inspiré du sien, que la Chambre vota <sup>1</sup>.

#### LA DÉFENSE DU SYNDICALISME

Le travail parlementaire des catholiques sociaux a commencé avec la préparation de la loi sur les syndicats, celle-ci restera tout naturellement au premier plan de leurs préoccupations et le désir de l'améliorer devait inspirer à de Mun durant ces années trois interventions à la Chambre.

Le 1<sup>er</sup> juin 1891, le député du Pas-de-Calais, Basly, ayant interpellé le gouvernement sur la dissolution du syndicat des ouvriers métallurgistes d'Hautmont, Alexandre Millerand déposait un ordre du jour invitant le Garde des Sceaux à faire donner par les parquets l'interprétation la plus large à la loi de 1884. Albert de Mun tint à se rallier à l'ordre du jour du député socialiste : « Toutes les fois qu'on discute à la tribune les questions ouvrières, on déclare que le grand péril, c'est le socialisme d'État. Eh bien, le moyen de ne pas tomber dans le socialisme d'État, c'est de favoriser par tous les moyens la libre organisation des associations professionnelles ; ce n'est pas en disputant pied à pied la liberté des syndicats qu'on avancera dans cette voie ».

Le 22 mars 1892, la Chambre discute la proposition Bovier-Lapierre tendant à frapper d'une peine de prison et d'une amende les patrons, contremaîtres et ouvriers convaincus d'avoir par menace de perte d'emploi, de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvrier ou d'employé à raison de leur qualité de syndiqué, entravé ou troublé la liberté des syndicats. De Mun se déclara d'accord avec le principe puis ajouta la proposition suivante qui ne fut pas retenue : « La loi frappe d'une pénalité le renvoi ou le refus d'embauchage quand le motif déclaré en est la qualité de « syndiqué » et d'autre part « elle frappe tous ceux qui auront usé de contrainte pour obliger un ouvrier à entrer dans un syndicat ou à en sortir pour l'empêcher de le faire ». Comme Bovier-Lapierre, il accorde une protection égale à l'ouvrier qu'il soit ou non syndiqué.

Enfin le 3 novembre 1892, la Chambre mettait sur pied une nouvelle rédaction de la loi susceptible d'ouvrir les syndicats aux personnes n'exerçant plus la profession (la jurisprudence tendait à les leur fermer). De Mun déclara : « A mon avis, on ne cesse pas d'appartenir à une profession parce qu'on cesse de l'exercer, la profession forme entre ses membres des liens plus durables, elle constitue entre eux une association permanente qui s'appelle le corps professionnel ». Pour libérer parfaitement le recrutement syndical, il proposa ce texte que la Chambre

1. Le 27 juin 1893.

2. Voir H. FONTANILLE, *L'Œuvre sociale d'A. de Mun*, p. 181-184.



repoussa : « L'article 2 de la loi de 1884 sera rédigé ainsi qu'il suit : les syndicats ou associations professionnelles de plus de 20 personnes *appartenant* (au lieu de exerçant) à la même profession ou à des métiers similaires : ou à des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement. »

#### LE MORCELLEMENT DES SUCCESSIONS AGRICOLES

Avec le projet suivant, nous abordons un ordre de réformes beaucoup plus profond. L'ensemble des mesures précédentes se rapportaient à une réorganisation professionnelle de la société sur la base corporative. Ici la mesure vise la structure de la propriété, l'héritage et la défense de la famille. Nous avons vu sur quels points La Tour du Pin en venait à étayer ces éléments nouveaux de sa doctrine <sup>1</sup>, nous voyons ici les textes législatifs que ses travaux inspirent. Le 26 janvier 1886 <sup>2</sup> Urbain Guérin présentait à la Commission d'études législatives un projet de loi concernant la modification des articles 826, 832 et 1.079 du Code Civil <sup>3</sup>. Il semble qu'à la suite de cet exposé il y ait eu débat pour savoir si le projet y traiterait à la fois de la conservation et de la protection des petits domaines. Henri Lorin intervint, montrant la différence entre la conservation obligatoire du domaine et la défense de le saisir. Après ces explications, à la demande d'Urbain Guérin, la disjonction fut décidée et le projet de défense des petits domaines ajourné.

Le 14 avril <sup>4</sup> la commission donnait son accord définitif, puis le projet dormit dans les cartons de l'Œuvre pendant un an. Le 22 décembre 1886 <sup>5</sup> Urbain Guérin devenait vice-président de la commission, supplantant ainsi le P. de Pascal constamment absent.

1. Voir ci-dessus ch. III, p. 119.

2. *P.-V.*, de la séance de la C. E. L., 26 janvier 1886.

3. On lit dans l'exposé des motifs : « Ces articles prescrivant le partage légal de la succession non seulement en valeur, mais aussi en nature, brisent fatalement toute exploitation agricole ; aggravés par la jurisprudence, ils empêchent le père de famille d'assurer la conservation du domaine patrimonial. L'article 1.079 vise les partages d'ascendants aux moyens desquels les paysans dans la région du Midi échappent aux prescriptions inflexibles de la loi. Or, aujourd'hui, ces partages laissent peser une menace sur la tête des co-partageants. En cas de procès pour cause de lésion, les biens sont estimés, non d'après leur valeur au moment du partage, mais d'après celle qu'ils ont lors du procès, de sorte que les améliorations faites sur la terre tournent contre le propriétaire. En outre la jurisprudence admet pour les actions de ce genre la prescription trentenaire, ce qui laisse planer une incertitude fâcheuse sur la véritable propriété des intéressés et de plus, en cas de procès, amène les recherches dispendieuses.

L'expérience prouve que ce projet, modeste en apparence, réalisera cependant, dans la pratique, une importante amélioration. La grande enquête agricole de 1866 avait mis en lumière les vœux quasi unanimes des agriculteurs sur ce point. Deux projets ont depuis été déposés pour leur donner satisfaction : l'un en 1870, par le ministre Ollivier, l'autre en 1871, par MM. Lucien Brun, Baragnon, et Mortimet-Ternaux. Les circonstances les ont empêché d'aboutir. Aujourd'hui notre secrétaire général s'acquerrait un grand honneur en s'efforçant de faire adopter par la Chambre une mesure aussi utile au travail national et à la petite propriété.

4. *P.-V.*, 14 avril 1886.

5. *P.-V.*, 22 décembre 1886.

Le 28 mars, Albert de Mun annonçait à Guérin le dépôt de la proposition : « Mon cher Ami, je tiens à vous dire que le projet de loi sur les partages a été déposé aujourd'hui ; j'en ai un peu, mais légèrement retouché les épreuves, je m'occuperai de réunir quelques signatures de collègues. J'ai voulu, à cause des intentions qu'on prêtait à l'extrême-gauche, me hâter de prendre les devants. Je vous remercie mille fois de ce travail qui fait faire très heureusement un pas de plus à l'Œuvre sur le terrain législatif <sup>1</sup>. »

Voici quelle devait être la rédaction de chacun des articles :

« Article 826 modifié : Chacun des co-héritiers ne peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession que sous réserve de la disposition de l'article 832 ».

« Article 832 : Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantité différentes de meubles et d'immeubles, de droits ou créances de même nature ou valeur. »

« Article 1079 à compléter : « En cas d'une action intentée par l'un des co-partageants les biens devront être estimés d'après leur valeur à l'époque du partage. Cette action se prescrira par 2 ans à partir du décès du testateur quand il s'agira d'un partage entre vifs et cinq ans quand il s'agit d'un partage testamentaire. »

Ce projet dormit jusqu'à la fin de la législature et après, malgré un nouveau dépôt <sup>2</sup>.

#### PROTECTION DES PETITES PROPRIÉTÉS RURALES

Cet effort ne pouvait être qu'un premier pas dans la voie où s'engageait l'Œuvre. Composée, pour la plus grande part de sa classe dirigeante, par des châtelains attachés à la terre et en vivant dans une certaine mesure, très fortement influencée par Louis Milcent, elle ne pouvait rester insensible au phénomène de l'abandon du sol. Guérin venait d'en indiquer une cause essentielle : le morcellement en lots trop petits. et il s'était attaqué à l'une des causes. Un remède plus simple ne pouvait-il être cherché dans la définition d'un lot minimum sans lequel on ne pouvait vivre et rendu inaliénable ?

Le 11 décembre, de Mun annonçait au Comité de l'Œuvre, avec d'autres, le dépôt d'une proposition sur la protection des petites propriétés rurales, signée par Thellier de Poncheville, Le Cour Grandmaison, de Ramel, le comte de Montalembert et lui-même.

1. Lettre d'Albert de MUN à Urbain Guérin, 28 mars 1887. Fonds Guérin. La proposition fut contresignée par Mgr Freppel, Lamarzelle et Bélizal.

2. Le 24 décembre 1889, de Canterbury A. de MUN écrivait à Guérin : « Mon cher ami, Mutin a dû vous envoyer de ma part le texte des propositions récemment déposées et, dans le nombre, celui de la vôtre relative aux articles 826, 832 et 1.079. Cette année, je ne veux pas laisser celle-ci dormir dans les cartons. Je désire donc me mettre en mesure de la soutenir et je vous prie d'avoir la bonté de me faire un index bibliographique des documents que je pourrais consulter pour bien apprendre la question. »

Nous n'avons pas trouvé de mention d'une discussion à la commission des études législatives sur ce projet. Il est vraisemblable que Milcent l'avait préparé dans le Jura ; A. de Mun en indiquait l'économie en ces termes : « La proposition a pour objet d'empêcher la destruction des petites propriétés rurales qui s'accroît par suite des charges hypothécaires dans des proportions effrayantes, et de sauvegarder le toit et le champ du petit cultivateur. Elle déclare insaisissable les petites propriétés jusqu'à la valeur de 5.000 francs, y compris la maison d'habitation, les bêtes de trait nécessaires, les instruments aratoires et les semences. »

Ce premier texte tend surtout à protéger les petits cultivateurs obligés d'avoir recours au crédit, contre les dangers de cet appel, c'est-à-dire l'hypothèque et la saisie hypothécaire en cas d'insolvabilité. Il s'explique d'ailleurs dans une large mesure, par la crise agricole que traversait la France, crise du blé, crise du vignoble surtout dont Milcent était le témoin.

Le dépôt annoncé ne se fait pas. De Mun s'en explique à Guérin : « Ma lettre <sup>1</sup> a en outre pour objet de vous envoyer quelques copies de la proposition sur la protection des petits domaines rédigée par Milcent, et dont j'ai dû, en raison des objections soulevées, surseoir à donner le bon à tirer. Je vous serais reconnaissant de me donner votre avis personnel et si vous le pouvez, de consulter quelques amis dignes de confiance. On voudrait me faire baisser ce chiffre de la valeur maxima à deux mille cinq cent francs, afin de protéger seulement l'ouvrier agricole : je m'y refuse : il me semble que ce serait dénaturer l'esprit et la portée sociale du projet et consolider le prolétariat. Je serais plus disposé à dix mille qui était le chiffre primitif. Mais afin de ne pas heurter de front les intérêts, particulièrement la crainte de voir la source du crédit tarie, à substituer à l'insaisissabilité obligatoire, la *faculté* pour le petit propriétaire de rendre pour une certaine période sa propriété insaisissable jusqu'à dix mille francs par une déclaration au bureau des hypothèques. Ce serait un premier pas : on lancerait l'idée et, en même temps, on pourrait donner une forte impulsion à la propagande des banques de crédit mutuel. Vous me ferez plaisir en pensant à la question, en consultant et en me donnant vos avis. On voudrait aussi une disposition préservant les droits des prêteurs actuels. »

Le projet fut alors envoyé à la commission agricole et celle-ci en fit une proposition de loi sur le bien de famille <sup>2</sup>, déposée mais non discutée à la Chambre.

1. Lettre de De Mun à U. Guérin.

2. En voici les grandes lignes : « Le père de famille aura la faculté de constituer un domaine insaisissable et inaliénable dont la valeur ne pourra jamais dépasser vingt mille francs ni être supérieur aux deux tiers de la valeur des biens immobiliers du constituant. Il suit de là que le bien de famille sera suffisant pour permettre à son propriétaire d'y vivre et d'y élever ses enfants et que le propriétaire en dehors du domaine insaisissable restera à la tête d'une quotité de biens libres qui lui donneront un certain crédit. Pour faciliter la transmission du bien de famille à l'un des enfants, le projet de loi prévoit la création d'une caisse agricole, où le constituant du bien de famille sera tenu de déposer chaque année un dixième de ses revenus pour préparer ainsi les souches ou les parts à distribuer à son désir aux autres héritiers réservataires. »



## L'ARBITRAGE DES CONFLITS SOCIAUX

Le projet de loi sur l'arbitrage dans les conflits sociaux fut présenté par Le Cour Grandmaison, à la Commission des Études législatives, en avril 1887.

Le Cour Grandmaison, <sup>1</sup> que nous avons vu animant la corporation des ébénistes nantais, avait ressenti un vif intérêt pour les problèmes de l'organisation professionnelle depuis les jours de sa jeunesse où il avait écrit une thèse sur la « condition des gens de mer ». Vint ensuite la traduction d'une importante étude anglaise sur les Trade-Unions. Depuis lors, le collège électoral de la Loire-Inférieure l'avait envoyé à la Chambre où il signait la plupart des textes inspirés par l'Œuvre des Cercles.

Le projet <sup>2</sup> vise à établir une procédure d'arbitrage dans les cas de conflits entre patrons et ouvriers sur les questions suivantes : taux des salaires, modes et époques de paiement, durée garantie de salubrité et de sécurité du travail <sup>3</sup>.

Telle est l'économie du projet. Il apportait sans doute un élément permanent d'ordre et d'apaisement dans l'industrie, mais il était difficile de le concevoir et de l'appliquer dans l'état « inorganisé » des professions.

A propos de ce projet, Albert de Mun écrivait à Guérin le 5 février 1890 : « Pourquoi ne m'avez-vous pas fait l'honneur de dire à la Commission que j'avais déposé le projet d'arbitrage conjointement avec Le Cour, à telle enseigne que c'est moi qui l'ai corrigé et porté à la tribune : étant donné que c'est le mieux accueilli par ces Messieurs, j'aimerais qu'ils sussent que je ne dépose pas que les projets qui les horripilent <sup>4</sup>. »

1. Georges GOYAU, *Autour du catholicisme social*, Paris 1901, 2<sup>e</sup> série.

2. Texte officiel dans l'*Association catholique* du 15 septembre 1887.

3. L'arbitrage peut être libre et sans formalité, sauf d'être écrit, mais, pour revêtir un caractère d'authenticité, il doit comporter soit un acte notarié, soit une déclaration au greffier du tribunal. Une des parties peut être une commission de syndicat. Pour obtenir un arbitrage, la partie intéressée s'adresse au président du tribunal de commerce, ou au président du tribunal civil ou au juge de paix. L'arbitre exerce gratuitement. Si deux arbitres se partagent, ils font appel à un tiers arbitre. Leur sentence a la valeur d'une décision du premier degré de juridiction.

L'article 20, de pur esprit corporatif, s'exprime en ces termes : « Les ouvriers et patrons appartenant au même métier, à la même industrie ou à des professions similaires peuvent, sans autorisation, constituer, d'un commun accord, un conseil permanent de conciliation et d'arbitrage destiné à prévenir et à régler les difficultés qui pourraient naître entre patrons et ouvriers au sujet des règlements d'ateliers, salaires, contrats de travail, d'apprentissage, de la durée du travail, des chômages et autres questions professionnelles. Leurs membres sont élus par leurs pairs au scrutin secret. »

L'intervention des conseils est destiné à prévenir les difficultés qui pourraient survenir entre patrons et ouvriers « avant qu'elles ne se soient manifestées par des actes extérieurs. »

En cas de conflit dans l'exécution du contrat de travail, le comité permanent de conciliation intervient pour provoquer une entente. En cas d'échec, il renvoie les parties devant le conseil d'arbitrage qui juge s'il existe des motifs suffisants de résilier le contrat et donne une opinion motivée sur les torts imputables à chacune des parties et les concessions qu'il serait imputable de leur imposer.

4. Lettre à U. Guérin, le 5 février 1890. Papiers Guérin.

La question vint en discussion le 20 octobre 1892. Il y avait deux projets, celui de Lockroy datant de 1886, mais restreint à l'arbitrage accidentel, l'autre émanant du gouvernement et en partie élaboré par la Commission parlementaire où siégeait Le Cour Grandmaison. En voici les grandes lignes <sup>1</sup>. Lorsqu'un conflit existera — et alors seulement — les parties désireuses d'obtenir un arbitrage pourront adresser une requête au juge de paix du canton lequel transmettra cette requête à la partie adverse. Celle-ci devra répondre dans un délai déterminé. En cas d'acceptation, les délégués des deux parties se réunissent en conseil de « conciliation » en présence du juge de paix qui a voix consultative. S'ils se mettent d'accord, le juge recueille la délibération, lui donnant par là un caractère d'authenticité. Dans la cas contraire, les parties désignent un ou plusieurs arbitres. Ceux-ci établissent un rapport et c'est ce rapport que devraient suivre les parties. L'arbitrage étant facultatif, il n'y a pas de sommation.

Dans la préparation de ce texte <sup>2</sup>, Le Cour Grandmaison avait obtenu un succès, sur son intervention le gouvernement et la commission devaient substituer le juge de paix au maire. Le Cour avait insisté sur le point montrant dans le juge de paix « une autorité plus étrangère que le maire aux luttes politiques et absolument désintéressée dans les questions industrielles » <sup>4</sup>.

#### QUESTIONS DIVERSES

Il faut ajouter deux titres de questions qui devraient dans la pensée des catholiques sociaux, faire l'objet de projets législatifs : l'un est relatif à une modification de la législation sur les conseils de prud'hommes, l'autre à une nouvelle réglementation des sociétés anonymes.

Nous savons que dans une communication du 11 décembre 1885 au Comité, A. de Mun annonçait le prochain dépôt d'un projet sur le conseil de prud'hommes qu'il associait à celui sur le conseil d'arbitrage. Nous savons d'ailleurs qu'antérieurement, la commission industrielle avait consulté certains membres sur une réforme éventuelle, mais le projet ne vit pas le jour.

La question des sociétés anonymes a préoccupé les catholiques sociaux <sup>5</sup>. Ils y voyaient la négation de ce devoir patronal qu'ils recommandaient à leurs membres. L'éparpillement de la propriété entraînant celui de la responsabilité patronale, l'autorité revenant, de ce fait, à un

1. G. GOYAU, *op. cit.*

2. D'après le résumé fait à la tribune par Le Cour Grandmaison, *J. O.* du 21 octobre 1892.

3. *J. O.*, 21 octobre 1892.

4. De Mun défendit devant la Chambre la notion d'un conseil *permanent* de conciliation, mais vainement. La loi du 27 décembre 1892 qui ne comportait pas cette clause, se révéla peu efficace.

5. Dans un court billet, le 4 février 1886, de Mun priait U. Guérin de venir causer avec lui des sociétés par actions. Un texte préparé à cet effet ne vit pas le jour. Il devait constituer la seconde partie du projet de loi organique de travail. La Commission d'Études Législatives décida la disjonction et on n'en entendit plus parler.

directeur responsable devant un conseil d'administration préoccupé d'assurer le meilleur rendement à l'affaire, peu accessible aux préoccupations d'ordre social et, s'il l'était, mal placé pour les faire valoir devant les administrateurs.

A l'extrême fin de la législature de Mun intervint à la Chambre à propos de l'éventuelle suppression des bureaux de placement <sup>1</sup>.

## LES CONDITIONS DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Comment les législateurs catholiques sont-ils documentés ?

La plupart de leurs projets sont le fruit des réflexions d'un ou deux hommes. Une fois l'idée précisée, ils procèdent une rédaction sommaire, puis la commission d'études législatives intervient : nous avons pu juger du sérieux de son travail et de l'ampleur occasionnelle de ses discussions.

La documentation de l'auteur repose soit sur l'étude de propositions antérieures (Projet Guérin réglementant les partages) soit sur des travaux étrangers (projet Le Cour Grandmaison sur l'arbitrage) soit sur les recherches du Conseil des Études (projet sur l'organisation professionnelle) soit sur l'observation personnelle (projet Milcent sur la protection des petits domaines). La variété de ces sources a eu pour résultat d'élargir la doctrine corporative et de lui donner des horizons neufs. La proposition de Mun pour réglementer le travail des femmes a été préparée par une vaste enquête de la IV<sup>e</sup> section de l'Association des Dames patronnesses qui révéla des cas tragiques comme celui de cette fleuriste morte pour avoir repris le travail le troisième jour après ses couches, ou les conséquences familiales et sociales du travail de nuit et de la veillée. Les résultats de cette enquête menée avec un soin attentif étaient publiées dans *l'Association catholique*

1. Rappelant les idées exposées deux ans plus tôt au Conseil Supérieur du Travail, il qualifia le placement de questions éminemment professionnelles et non commerciales : « la vraie solution dans une organisation professionnelle beaucoup plus capable, et au point de vue de la compétence et au point de vue des garanties, de donner satisfaction aux besoins et aux intérêts des ouvriers et des patrons, qu'une organisation purement commerciale dans laquelle l'intérêt personnel de l'entrepreneur prime naturellement pour lui tous les autres ».

Yves Guyot ayant rappelé que les bureaux effectuaient 84 % des placements, ce qui laissait peu d'activité au syndicat, de Mun insista : « Je regarde... cette fonction comme une de leurs plus naturelles, de leurs plus légitimes, comme une de celles qui répondent le mieux au rôle qu'ils ont à remplir pour la sauvegarde des droits des travailleurs. Je ne demande pas pour eux le monopole quant à présent. Je crois qu'ils doivent peu à peu le conquérir en fait. »

A cette heure les syndicats ne sont encore, ni assez organisés, ni assez acceptés, pour recevoir la charge exclusive du placement. L'avenir du placement est là, et les « détestables » bureaux actuels disparaîtront tout seuls devant la concurrence professionnelle fortement organisée.

Sans s'opposer à la discussion, il préfère le renvoi à la Commission qui envisage un régime libéral : liberté surveillée par la Police des organisations de placement, sans monopole syndical, et faculté pour les municipalités d'ouvrir des bureaux gratuits. De Mun conclut en demandant au Gouvernement d'encourager les bureaux mixtes (ouvriers et patrons d'une même profession).

Le ministre du Commerce demanda à son tour le renvoi en commission qui fut voté.



tandis que dans les professions féminines l'œuvre suscitait un groupement qui donnait naissance en 1892 au syndicat mixte de l'Aiguille <sup>1</sup>. Commencée en 1886 cette enquête explora les métiers usuels d'abord, puis après 1891 s'attacha aux cas particuliers. Elle prend souvent l'aspect d'une monographie sous l'influence des enseignements de de Play, s'attachant à établir le budget d'une famille ouvrière ou son mode de vie. Dans les premiers temps, au contraire, les enquêteuses considèrent le métier et replacent les données de l'enquête dans la cadre du milieu familial ou social de la personne considérée. Les études de métiers ont représenté la tâche active des Dames patronnesses tandis que les monographies des cas particuliers semblent moins inspirées de préoccupations immédiates. Il est hors de doute que ces recherches consciencieuses et multiples, illustrées d'exemples saisissants et bien choisis ont beaucoup aidé de Mun dans ses interventions parlementaires pour réglementer le travail des femmes.

L'effet général de cette action parlementaire est difficile à apprécier.

Il faut distinguer ce qui a trait à la personne d'Albert de Mun et ce qui a trait au mouvement catholique social.

De Mun, en 1891, fait désormais figure de spécialiste des questions sociales. Il siège dans plusieurs commissions parlementaires, s'y fait écouter, y fait triompher parfois son point de vue et même parle en son nom. Mais la consécration significative entre toutes allait venir : le 22 janvier 1891, le gouvernement instituait par décret le conseil supérieur du travail et Albert de Mun était appelé à y siéger. Dans ce corps consultatif restreint, destiné à conseiller le gouvernement en matières de réformes sociales, la désignation de l'orateur catholique et social était un hommage rendu à sa haute compétence, et à sa compréhension des problèmes du travail.

Près de lui travaillent deux députés : Le Cour Grandmaison et

1. Voici à titre d'exemple le compte rendu d'une enquête sur les lingères, *P.-V. A. D. P.*, 16 avril 1886. « Le groupe des arts et métiers poursuit son enquête sur le travail des femmes chez elles ou dans les ateliers. Plus on avance dans cette enquête, plus on recueille de renseignements sur les divers métiers que les femmes exercent, plus on acquiert la conviction qu'une ouvrière ne peut avec son travail seul gagner sa vie de chaque jour, qu'elle ne peut aussi élever ses enfants si par malheur elle est privée du secours de son mari et que jamais elle ne peut faire d'économies soit pour un temps de chômage, soit pour la maladie, soit enfin pour sa vieillesse. En effet, ainsi qu'il résulte des documents mis à l'appui de ce rapport, les femmes qui travaillent chez elles ne peuvent qu'à grand'peine atteindre un maximum de 2 fr. par jour, surtout si elles ont leur ménage à faire et le plus souvent ne gagnent que 1 fr. 50 ou 1 fr. 25. Ce qui révolte, c'est que les lingères qui travaillent finement gagnent peut-être moins en proportion que celles qui font à la douzaine des ouvrages grossiers. En effet tandis qu'en faisant à la douzaine des tabliers de cuisine, une bonne ouvrière peut gagner 1 fr. 75 par jour, la lingère qui fait les chemises d'hommes pour les chemisiers en renom qui les vendent de 12 à 15 fr., ne peut gagner que 1 fr. 45 dans sa journée. Dans les ateliers de couturières le travail semble plus rémunérateur, mais il faut aller le chercher au loin à 3/4 ou 1 heure de chemin ; pour cela se lever et faire son premier repas bien avant 7 heures, alors qu'on est rentré la veille à 9 h. en temps normal, mais souvent à 11 h. ou minuit. Puis il faut dépenser dans la journée pour le repas de midi environ 0 fr. 70 et quel repas à ce prix ! Aussi ne reste-t-il pas à l'ouvrière sur ses journées un bénéfice pouvant suffire aux jours de chômage.

Thellier de Poncheville. Leur situation est assez différente. Le premier, solidement attaché à son département, quitte à ce moment la Chambre pour le Sénat. Son autorité en matière sociale commence à être reconnue, elle s'affirmera davantage au Luxembourg. Le second, battu en 1893, disparaîtra du Parlement.

En dehors d'eux il y a Mgr Freppel mort en 1891, et les députés, qui se bornent à signer les textes. Ils sont une douzaine de fidèles mais leur rôle actif est nul.

L'Œuvre des Cercles n'a pas pu constituer un groupe parlementaire. Il y a des affinités, mais rien au delà. Aussi le public désigne-t-il la doctrine des catholiques sociaux par l'expression : « les idées de M. de Mun ». L'éclatante parole en a fait la force mais aussi la faiblesse : on ne connaît qu'un homme, admirable certes, aux théories séduisantes, mais isolé. Et chacun sait qu'un seul député ne constitue pas la Chambre.

La réussite d'un homme et la réputation qui a pu en rejaillir sur ses idées, l'échec d'un groupement, voilà ce qu'au total nous pouvons enregistrer sur le terrain parlementaire.

Or pour discerner l'impression que le député catholique social pouvait créer autour de lui, nous disposons d'un dessin dont il suffira de relever les traits. Il s'agit d'un personnage de Paul Bourget : le comte Henry de Poyanne, le héros de *Un cœur de femme*, roman écrit de décembre 1889 à juillet 1890. Poyanne est sans doute la première figure du catholicisme social apparue dans notre littérature. Bourget à cette date, ne s'est pas encore intéressé aux questions sociales, ce qui donne à son témoignage la valeur d'une opinion indépendante. Nous sommes loin de *La Barricade* ; 1889 est l'année du *Disciple*. L'évolution s'achève, qui ramène l'auteur, des brillantes études mondaines vers les romans à thèse traditionalistes et chrétiens. Après l'effort du *Disciple*, il semble que Bourget ait voulu se reposer en reprenant l'analyse d'*Un cœur de femme* ; M<sup>me</sup> de Tillières est la jeune veuve d'un officier tombé en 1870. Elle vit à Paris, de ses souvenirs ; petit à petit est entré dans son intimité un député de la droite, brillant orateur, cruellement trompé par sa femme. M<sup>me</sup> de Tillières a aimé Poyanne d'un sentiment complexe fait de tendresse, d'admiration et de pitié, Elle s'est donnée à lui après une promesse de mariage quand ce sera possible. Après quoi elle s'éprend d'un jeune viveur, Casal, et éprouve pour lui l'accès brutal d'un attachement physique. Un duel oppose les deux hommes. Casal est blessé, Poyanne quitte la France, M<sup>me</sup> de Tillières, désespérée, entre au couvent, et Casal redevient un viveur.

1. A. PAYIE, *Monseigneur Freppel* (préface de René Bazin). Paris, 1906, xvi + 164 p. n-8°. L'auteur décrit ainsi les interventions parlementaires de l'évêque d'Angers : « Mgr Freppel fit la conquête de la tribune. Au début peut-être, y-a-t-il dans la composition de ses discours et surtout dans le débit quelque chose qui rappelle trop le prédicateur. La voix est forte mais dure et nasillarde. Le geste est monotone et dépourvu d'élégance. La prose est souvent presque vulgaire. Quant au fond c'est toujours la même éloquence sans grands élans, sans éclats. Les qualités de logique, de précision, de clarté sont encore plus appréciables chez le député que chez l'orateur sacré ».

Henry de Poyanne a joué à l'Assemblée de Versailles, nous dit Bourget, « un rôle assez analogue à celui que M. de Mun occupe très noblement aujourd'hui ». A la Chambre, il défend le droit de ses amis, monarchistes et chrétiens, de s'inquiéter des misères du peuple. Seuls ils peuvent résoudre la question ouvrière « tout sauver de ce que les programmes des pires socialistes ont de réalisable ». Poyanne est un esprit très élevé qui a beaucoup souffert. Plus il avance dans sa vie politique, plus il affirme ses doctrines de « socialisme chrétien ». Mais ces doctrines l'isolent au sein de son propre parti. « Les électeurs de son département commençaient à se lasser d'un député dont les succès oratoires ne procuraient ni un chemin de fer local, ni un bureau de tabac. Préoccupé uniquement de ses idées, poursuivant son rêve d'un rétablissement de la province pour refaire la vie française et de la corporation, pour protéger avec efficacité la vie ouvrière, Poyanne n'avait pas étudié cette lente métamorphose de ses commettants... » Ces quelques notations suffisent à nous rendre le jugement de Bourget sur les catholiques sociaux : Poyanne, leur modèle, est une âme douloureuse à la poursuite d'un idéal, Bourget en parle avec respect, on ne peut qu'admirer Poyanne mais en lui déniait tout sens pratique. En dix ans, il a perdu un terrain considérable et, brisé, il démissionne et s'en va aux États-Unis travailler à l'élaboration d'un ouvrage de philosophie sociale. Nous retiendrons de ces notations deux mots qui les résument. Les idées de Poyanne sont du « socialisme » chrétien, dont il poursuit l'application comme un « rêve ».

#### LA LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

A côté de cet effort pour réorganiser la législation française, les catholiques sociaux restaient préoccupés d'instaurer une réglementation internationale pour réprimer au moins les abus criants. Émise pour la première fois en 1841, par l'industriel alsacien Legrand, cette idée avait connu une première tentative d'application pratique quand, en 1880, le colonel Émile Frey avait demandé et obtenu du Conseil fédéral helvétique qu'il invitât les principaux états industriels à entrer en négociation dans le but de provoquer la création d'une législation internationale sur les fabriques. La tentative faite par le Conseil fédéral échoua. Albert de Mun y fit allusion dans son interpellation de janvier 1884 <sup>2</sup>.

Dès 1884, l'Union de Fribourg recommandait aux groupes représentés d'étudier immédiatement la valeur d'un remède pour protéger efficacement la classe ouvrière. La réponse fut affirmative. L'assemblée des catholiques allemands en 1885 déclara l'entente internationale absolument nécessaire. L'Union de Fribourg reprit l'étude dans une

1. *Œuvres complètes*, Romans III, *Le Disciple*, Un cœur de femme, Paris, 1901, 1 vol., in-8°, 501 pages.

2. Voir ci-dessus fin du chapitre IV.



commission présidée par d'Avril, ministre plénipotentiaire et collaborateur de l'*Association catholique*. La 10 octobre 1886, d'Avril informait ses collègues que le conseiller national des Grisons, Gaspard, Décurtins, se proposait de saisir le gouvernement fédéral, lui demandant de prendre à nouveau l'initiative d'un congrès. Cette décision paraissait si importante que l'Union délégua immédiatement de Mun au Vatican pour en informer Léon XIII. L'Église leur paraissait s'être prononcé dans l'encyclique *Humanum Genus*. Restait l'application pratique ; le projet Décurtins. Cinq questions étaient indiquées :

Le repos dominical.

Le travail diurne, nocturne et souterrain des femmes.

Le travail diurne, nocturne et souterrain des enfants.

La durée du travail des adultes sur terre et sous terre.

La fabrication des matières nuisibles et explosibles.

Le 23 décembre 1887 les conseillers nationaux Décurtins et Favor posaient une motion invitant le Conseil fédéral à se mettre en rapports avec les États industriels afin de régler par des traités internationaux ou par une loi internationale les points suivants :

La protection du travail des enfants.

La limitation du travail des femmes.

Le repos hebdomadaire.

La journée normale de travail.

Dans un discours d'une haute élévation, Décurtins défendit sa motion que l'Assemblée vota à l'unanimité. Le Conseil fédéral chargea Décurtins de préparer l'ordre du jour de la conférence de Berne. Il le prépara en 1888. Les invitations partirent au début de 1889. En France, cependant, la question préoccupait tout spécialement les industriels du Nord, qui s'inquiétaient d'une concurrence internationale particulièrement sévère.

Aussi le 30 novembre 1888, pendant que Décurtins préparait son memorandum, un vœu demandait « aux catholiques de tous les pays du monde de se joindre à eux pour en conjurer le Souverain Pontife de prendre en main cette grande cause de la protection équitable du monde du travail dans l'Univers tout entier et de provoquer un congrès international pour résoudre ces graves questions le plus tôt possible ». Quatre points devaient être étudiés selon eux : la réglementation du travail des femmes, des enfants, le repos dominical et la limitation de la journée de travail. Ils invoquaient les arguments d'économie, de physiologie et de morale.

Ce vœu n'était pas théorique. Les industriels du Nord envisageaient un vaste pétitionnement des ouvriers et des patrons en France d'abord, à l'étranger ensuite qui serait remis au Pape.

Deux mois plus tard Harmel consultait le Cardinal Rampolla<sup>1</sup>. « Le Secrétaire d'État encouragea vivement ce projet mais déclara que Léon XIII ne pourrait rien tenter avant que le mouvement ne fut assez

1. P.-V., 6 février 1889.

fort pour donner quelques espérances de succès. » Il invitait les catholiques français à agir en ce sens.

En réalité, il était difficile au Pape de prendre cette initiative, les socialistes se seraient abstenus et du coup toute efficacité serait déniée à la conférence. Au milieu de mai, Mgr Jacobini par ordre du Pape adressait une lettre publique de félicitations à Décurtins. A cette date-là, en effet, le gouvernement fédéral recevait les adhésions de tous les états conviés. A la Chambre, A. de Mun rappela la part des catholiques français dans cette initiative.

La conférence de Berne était en bonne voie d'organisation quand le 4 février 1890, Guillaume II dans une lettre au prince de Bismarck, annonçait son intention d'organiser une conférence à Berlin. Le 6 il invitait Léon XIII à s'y faire représenter.

Au congrès de Berlin la France délégua Jules Simon et Tollain. L'absence d'Albert de Mun n'est pas surprenante. Le gouvernement français ne désirait pas voir aboutir la proposition du repos dominical. Il ne pouvait, dans ces conditions, charger le chef des catholiques sociaux de défendre sa thèse. D'autre part les Allemands ne désiraient pas le voir. Décurtins a souvent raconté que Bismarck dit à l'Empereur quand ils décidèrent de tenir la conférence à Berlin « Ni de Mun, ni Décurtins au congrès, ce sont des créatures de Rampolla <sup>1</sup>. »

Le congrès de Berlin se sépara après avoir émis quelques vœux platoniques. La Tour du Pin n'en fut pas surpris. Pour faire œuvre utile, il eût fallu qu'une législation sociale assez développée et suffisamment voisine existât dans les différents États et qu'un esprit commun présidât aux différentes législations nationales et à la législation internationale. En réalité, avec un sens très sûr des limites du contrôle international, La Tour du Pin ne croyait pas qu'une assemblée internationale put créer une législation de cette nature. Il pensait seulement que le jour où cette législation existerait, une assemblée ainsi composée serait à même de l'unifier <sup>2</sup> ! »

1. Témoignage de M<sup>lle</sup> Anna Décurtins.

2. A. C., 15 mai 1891.

## CHAPITRE VII

### Léon Harmel et le rayonnement du catholicisme social

De même que l'action parlementaire du catholicisme social a été organisée par Albert de Mun, de même son action créatrice a rayonné dans toute la France grâce à la volonté passionnée de Léon Harmel. Rien cependant de plus différent que les deux hommes. Aussi réaliste, aussi actif que de Mun, Harmel l'est d'une toute autre manière qui s'explique en partie par ses origines familiales.

Léon-Pierre-Louis Harmel naît à La Neuville-les-Wassigny, le 17 février 1827 d'une famille de filateurs. Le grand-père Jacques Harmel a construit en 1810 à Sanoy une première filature où il s'est bientôt ruiné. Son fils Jacques-Joseph fonde à son tour en 1831 une usine près de Warmériville au lieu dit : « Le Val-des-Bois ». Patient, énergique, Jacques-Joseph élève rudement ses huit enfants, leur donnant l'exemple d'un travail incessant en même temps que d'une parfaite honnêteté. Il réussit dans son entreprise, s'impose au respect et à l'affection des siens exerçant sur eux une forte influence morale. Il est, bien avant que Le Play n'en ait formulé la théorie, l'incarnation vivante du patronage chrétien, bientôt consacrée dans l'appellation de « Bon Père » que lui donnent sa famille, son personnel et tout le voisinage.

Léon Harmel, élève au lycée de Reims, puis au collège de Senlis, fait des études sérieuses où il révèle un esprit personnel plutôt que brillant. Ses études terminées, il songe au sacerdoce, mais se marie avec sa cousine Gabrielle. Veuf quelques années plus tard, il songera de nouveau au sacerdoce, puis se consacrera définitivement à cette exceptionnelle vocation que fut la sienne : celle de l'apôtre laïque. Fervent tertiaire, il trouvera chez les fils spirituels de saint François, les grâces nécessaires pour fortifier son apostolat.

Dès son mariage en 1853, Léon Harmel est entré dans l'usine paternelle. Il y constate une préoccupation exceptionnelle du personnel. Dès 1842, Jacques-Joseph a créé une Caisse des économies suivie, en 1846, d'une caisse de secours et en 1848 d'une Société musicale. Léon voit de près la vie ouvrière, ses difficultés matérielles, son austérité. Son père lui montre des remèdes simples à la portée de tous.

Un an après son entrée dans l'usine, la maladie de Jacques-Joseph fait de Léon le véritable chef d'entreprise. Il se consacre à sa tâche avec passion, suit pas à pas les traces de son père, se tournant constamment vers lui avec une affectueuse déférence. De nouvelles œuvres d'usine surgissent, tandis que les affaires de la maison ne cessent de se développer.



Après la guerre et la Commune, Harmel pense que l'organisation chrétienne du Val-des-Bois pourrait apporter un élément de solution au problème social et moral que la Commune, après la défaite, vient de révéler dans toute son ampleur. Mais il faudrait faire connaître les œuvres du Val et la conception chrétienne qui les anime. L'occasion se présente quand, en 1872, à Poitiers, les directeurs d'association ouvrières se réunissent en assemblée générale pour confronter leurs travaux. Dans cette assemblée purement charitable, aux conceptions vieilles, le rapport d'Harmel sur l'organisation chrétienne de l'usine fait sensation. Il révèle Harmel au monde tout en dévoilant à Harmel lui-même l'impérieuse nécessité d'éclairer le personnel des œuvres. L'année suivante, une délégation du Val vient participer, musique en tête, au pèlerinage de l'Œuvre des Cercles à Liesse. La première impression est fâcheuse ; de Mun est furieux de cette irruption intempestive et bruyante. Mais cette rencontre est providentielle. Harmel y trouve une organisation animée du même souci que lui. Au lieu de sa voix isolée, quinze mille voix peuvent transmettre à la France le message de paix, de réconciliation, de justice qu'il a fait sien. La Tour du Pin voit tout de suite ce que l'Œuvre des Cercles peut tirer de cette rencontre. Le caractère pratique des œuvres du Val, leur adaptation à la grande industrie jusqu'alors délaissée par les catholiques. Quelques mois plus tard, au congrès de Lyon, l'alliance est conclue, Harmel entre dans le mouvement catholique social.

Désormais sa vie se confond avec ses œuvres. Près de trente ans durant il sera l'infatigable porte-parole du catholicisme social, le créateur d'innombrables œuvres, l'homme de confiance du Pape.

Harmel a élevé ses enfants avec sévérité ; il leur inculque le respect du travail en même temps que sa foi robuste. Quand commence son apostolat à travers la France, son frère Ernest, son fils Félix, son fils Léon un peu plus tard, le suppléent. Grâce à leur dévouement, Harmel peut tout en les dirigeant, consacrer le meilleur de ses forces, et bientôt de son temps, à son apostolat social. Il n'y renoncera qu'en 1901, quand une série de deuils le ramèneront au Val et ouvriront pour lui la dernière phase de sa vie, celle d'une demi-retraite, qui se terminera quand il mourra à Nice en 1915.

De cet homme émane une impression de force physique. Sa large carrure le fait massif, presque trappu. Son visage carré est élargi encore par ses longs favoris. Un gros nez aux puissantes narines, un front chauve, un crâne énorme contribuent à renforcer cette impression de solidité inébranlable, d'équilibre parfait. Ces caractéristiques annoncent une exceptionnelle longévité, Harmel vivra jusqu'à 91 ans, gardant intactes ses facultés.

Comme de Mun, Harmel est avant tout un chrétien dans la pleine acception du terme ; « Il a, dit E. Montier <sup>1</sup>, une foi médiévale, une foi d'enfant. » Expression très juste de la religion d'Harmel qui associe

1. Edward MONTIER, *Les bons guides sociaux des jeunes*.

Dieu à tous les actes et à toutes les circonstances de sa vie. Sa foi toute simple, n'interpose ni les personnes ni les raisonnements entre la parole de l'Église et lui. De cette simplicité naît une force : il agit directement, sans hésitations ni détours, sûr de lui-même.

Ce chrétien est un mystique. Les traits à cet égard sont multiples ; en voici un : en 1913, Harmel est chez son médecin, dans le salon d'attente ; il déploie des feuilles de papier et parle tout seul. « A qui donc parlez-vous ? » lui demande-t-on, et lui de répondre avec véhémence : « Mais je parle au Sacré-Cœur ! Je lui ai demandé il y a quelques jours si je devais faire certains agrandissements projetés et par trois fois j'ai entendu Non ! » Au cours de la guerre qui éclatait un an plus tard, tous les bâtiments existants au Val furent détruits <sup>1</sup>. Il semble bien que le « Bon Père » ait été un visionnaire.

Harmel trouve son inspiration dans sa foi, peut-être dans ses visions, mais une fois le projet conçu, l'industriel apparaît pour le réaliser. Harmel est essentiellement un réalisateur. Il a pour cela des qualités de premier ordre : la ténacité, l'autorité, le sens pratique, et une infatigable activité. Dans son apostolat social, nous le verrons dépenser ses forces sans compter, prêcher par la parole et par la plume. S'il n'a écrit d'autre livre que son tableau des Œuvres du Val, il entretint par contre une vaste correspondance qui prolonge et complète les effets de sa parole. Son argument, c'est le Val. Quelle que soit l'objection qu'on lui fasse, il répond en citant ses propres œuvres. « La première fois que je le vis chez son gendre, Ardant, nous a raconté le Dr Capmas, ignorant qui il était et l'ayant entendu développer ses idées, je le pris pour un homme politique. Mais les réalisations ? lui dis-je. Tout cela existe, me répondit-il, et je découvris le Val-des-Bois. » Peut-être même Harmel exagérât-il la force de l'argument en voulant instaurer partout les méthodes du Val, qui se trouvait dans une situation géographique très particulière. Ce reproche lui sera souvent adressé, notamment par les industriels du Nord.

Il aimait ses ouvriers de toutes ses forces et répétait volontiers : « J'ai deux familles, l'une que la Providence m'a donnée : ma famille naturelle, l'autre qu'elle m'a imposée : mes ouvriers. » A quoi un industriel du Nord répondait : « Si nous faisions tous comme Harmel, la question sociale ne se poserait plus, mais ce serait trop dur ; on peut supporter tous les soucis que crée une famille mais deux, c'est impossible <sup>2</sup>. »

Regardons agir Harmel. Sa première action sociale s'exercera au sein de son usine. Sa nature simple et droite conquiert ses ouvriers. Il suit l'exemple de son père, développe ses œuvres. Vivant très près de l'ouvrier, il le connaît bien. Aussi réussit-il sans peine à conquérir sa confiance et son affection. Quand plus tard, sur la tombe de son père, La Tour du Pin le qualifie de « Bon Père », l'usine confirme sans hésiter cette succession. Ensuite Harmel étend son action au milieu

1. Dr CAPMAS, *Souvenirs sur Harmel* (Témoignage oral).

2. Dr CAPMAS, *ibid.*

patronal. Nous allons étudier ses efforts dans leur détail, et nous verrons que dans l'ensemble ils n'ont guère réussi. Cela tient à des considérations diverses : mentalité des industriels, crise économique, interdépendance des fabrications et des usines (ce qui n'existe pas au Val). Mais on peut aussi se demander si les qualités d'Harmel le servent aussi bien auprès des patrons. Le « Bon Père » plein d'allant propose aux industriels les exemples du Val, les méthodes qu'il a expérimentées. Or, on constate que dans ses appels à ses collègues de l'industrie, il demande beaucoup. Pour Harmel, la difficulté n'est pas un obstacle, elle est presque un stimulant. Il considère de même les difficultés de ses collègues. Avec une foi comme la sienne, ils devraient triompher sans grandes difficultés. Mais, précisément, ses collègues ne lui ressemblent pas. Modeste, Harmel ne se croyait pas l'apôtre unique en son genre qu'il a été effectivement, aussi ne comprenait-il pas toujours les obstacles que rencontraient ses collègues. Peut-être un encouragement plus compréhensif, plus nuancé, moins exigeant au début, eût-il obtenu de meilleurs résultats. Au contraire, la hardiesse de ses conceptions dressa contre lui beaucoup d'industriels tandis qu'il en décourageait nombre d'autres.

Préoccupé comme de Mun de résultats politiques, Harmel se tourna vers les ouvriers dès 1885, cherchant à renouveler le Cercle catholique d'ouvriers. Après divers essais, il s'arrêta aux cercles chrétiens d'études sociales, complétés par les Congrès ouvriers. Le succès fut très réel. Les ouvriers catholiques à travers la France comme ceux du Val, répondirent aux appels d'Harmel. Il leur inspirait confiance. Mais, sûr du succès de sa nouvelle formule, Harmel se donna de tout cœur à l'entreprise nouvelle, sans en mesurer toutes les conséquences. Cédant aux impulsions de son cœur, il ne sut pas ménager suffisamment le Comité de l'Œuvre des Cercles et en vint même à une opposition publique avec Albert de Mun. Trop pressé d'arriver à des résultats d'envergure, il finit par se laisser déborder par des éléments étrangers à la classe ouvrière pour la plupart, mais bien capables de dépasser le « Bon Père » dans leurs revendications. Nommé dans le même temps président de l'Œuvre des Cercles, il ne parvint ni à transformer l'Œuvre, ni à la sauver, et, il semble même qu'il l'ait peu cherché ; emporté en effet par ses espérances de transformer le monde ouvrier, il ne garda plus ni assez de prudence ni assez d'autorité dans les milieux bourgeois pour faire marcher de pair les deux conversions et maintenir ainsi l'unité du catholicisme social.

Il serait profondément injuste et historiquement faux, de reporter sur Harmel la responsabilité des divisions qui se firent jour au sein du catholicisme social à partir de 1896, mais les magnifiques qualités de foi, de vie et d'allant qui ont tant contribué au succès de ses œuvres d'usine et de son apostolat, l'ont desservi auprès de ses collègues surtout comme chef de la démocratie chrétienne et président de l'Œuvre des Cercles. Cela met en relief le caractère parfois excessif de sa nature,



son manque de nuances, et les imprudences de langages qu'on lui a souvent reprochées.

Sa nature simple un peu fruste s'accommodait mal des natures compliquées, des résistances dissimulées, des adversaires opposant la force d'inertie. Initiateur des premières assemblées du clergé, il exerça sur nombre de jeunes prêtres une influence considérable, mais ne put désarmer les préventions de certaines autorités ecclésiastiques. Quand il tenta d'orienter le Tiers-Ordre Franciscain dans une voie moderne et sociale, ses efforts échouèrent devant la résistance de certains dirigeants. Enfin l'ardeur de son tempérament fit de lui l'objet de violentes attaques de la part de l'évêque de Nancy, Mgr Turinaz. Ces attaques étaient injustes et Harmel par respect pour l'épiscopat, se refusa à les relever ; mais sa nature bouillante et souvent imprudente le désignait comme cible aux attaques.

Harmel avait la dévotion du Pape. En retour Léon XIII éprouva pour lui une extraordinaire affection, dont il ne cessa de donner des témoignages jusqu'à sa mort. On peut expliquer ce sentiment du Pape par l'immense satisfaction qu'il éprouva de voir répondre si complètement à ses desseins. Le Pape de l'Encyclique *Rerum Novarum* trouvait dans le filateur du Val-des-Bois, le réalisateur de sa pensée. Qu'il s'agît de la conquête ouvrière par l'Église, de la question romaine, de la transformation du clergé, Harmel réalisait selon l'idée de Léon XIII. Et le Pape vit les résultats de ces efforts ; il put voir dans son palais du Vatican défiler des milliers et des milliers d'ouvriers. Il ne paraît pas s'être inquiété des imprudences du « Bon Père », quoique cependant à la fin de son règne il n'ait pas donné à la démocratie chrétienne le blanc-seing qu'Harmel eût désiré.

Ainsi nous apparaît le « Bon Père », figure juvénile malgré les années, dévoué totalement au progrès social. De son action si variée, si multiple, il faut retenir le caractère hardiment novateur ; créateur du Conseil d'Usine et du salaire familial, Léon Harmel est un précurseur. Au patronage chrétien, préconisé par Le Play et par l'Œuvre des Cercles, il a opposé l'association des ouvriers. Se refusant à voir en lui un enfant, il a voulu émanciper l'ouvrier dans le cadre de l'entreprise, l'associer aux œuvres conçues pour son bien-être, le rapprocher autant que faire se pouvait du patron. Certaines de ses méthodes — pas toutes — sont dépassées aujourd'hui, mais elles représentaient à l'époque une véritable révolution ; c'est pourquoi elles eurent tant de contradicteurs et si peu d'adeptes.

Dans l'Œuvre des Cercles, il joua un rôle considérable, rappelant inlassablement à La Tour du Pin et à tout le Comité, l'importance de l'action ouvrière, ramenant toujours ses collègues aux exigences de cette tâche.

Initiateur des réunions sacerdotales du Val-des-Bois, créateur du secrétariat du peuple, organisateur des pèlerinages et des congrès ouvriers, Léon Harmel a exercé une influence profonde sur le catho-

licisme social. Celui-ci lui doit de s'être vraiment orienté vers les masses ouvrières. Les résultats furent loin de répondre aux espérances d'Harmel, mais il fut vraiment l'initiateur du rapprochement de l'Église et des masses ouvrières voulu par Léon XIII. Ce mouvement, que nous voyons se poursuivre sous nos yeux, procède directement de l'action sociale inaugurée par Léon Harmel.

« C'est un simple visionnaire ! » disait de lui Viviani en 1913, mais si tous les patrons faisaient comme lui, la question sociale se réduirait à quelque chose d'insignifiant ; un visionnaire, oui, mais un visionnaire respectable. » Cette parole du député socialiste montre à quel point les méthodes d'Harmel répondaient à leur objet et l'influence que cette personnalité ardente, passionnée, exceptionnelle à tous égards aurait pu exercer, si elle était arrivée à entraîner un assez grand nombre d'industriels, à les gagner comme elle avait gagné les ouvriers. Le problème social en France aurait été simplifié.

### LES RÉALISATIONS DU VAL-DES-BOIS

Le Val-des-Bois <sup>1</sup>. Ces mots évoquent aujourd'hui un ensemble d'œuvre d'usines et la politique sociale, hardie pour son temps, qui les inspira.

Dès 1878, Harmel définissait son idée-maîtresse : « La Corporation chrétienne ouvrière du Val-des-Bois est une association religieuse et économique formée entre les familles des patrons et des ouvriers. Elle est gouvernée par un Comité qui a dans son sein des représentants de chaque association. Elle est parfaitement homogène sous le rapport professionnel. L'union des maîtres et des ouvriers y est manifestée par la présence de divers membres de la famille des patrons dans les associations, par la pratique religieuse commune dans la chapelle et par la participation aux mêmes institutions économiques » <sup>2</sup>. La Corporation du Val-des-Bois consiste donc dans l'union des différents éléments concourant au travail. Nous dirions aujourd'hui qu'elle tend à réaliser la communauté d'entreprise. Cette union est rendue plus facile du fait de l'isolement des usines Harmel. Elle a été tentée et réalisée par son chef grâce à sa grande foi chrétienne, à sa claire intelligence des problèmes ouvriers, à sa ténacité dans l'effort.

Ces qualités essentielles réussirent à créer une atmosphère de compréhension, de bonne entente et enfin d'affection entre les différents éléments qui travaillaient ensemble. C'est dans ce climat propice qu'Harmel a institué un certain nombre d'œuvres, les unes religieuses, les autres économiques et couronnant le tout, ce comité corporatif où patrons et ouvriers gèrent leurs œuvres communes.

Nous verrons successivement le principe directeur qui a guidé Harmel, le Conseil d'usine, et les œuvres sociales.

1. Cf. GUITTON Georges, *Léon Harmel*. Paris, 1925, 2 vol., in-8°.

2. LÉON HARMEL, *Manuel d'une corporation chrétienne*, Tours, 1879, 539 p., in-8°, § 181.

Son principe fondamental, Léon Harmel l'exprime ainsi : « Respecter la liberté humaine dans ce qu'elle a de légitime, voilà le moyen le plus sûr de fixer la volonté <sup>1</sup>. » Dans le cours de son action sociale, Harmel pensera de plus en plus que l'initiative ouvrière est bonne ; en conséquence, faisant au « légitime » une place toujours plus grande, il respectera d'autant plus l'initiative de son personnel, c'est ce qui l'oppose aux industriels en général et aux patrons du Nord en particulier. Pour lui, l'ouvrier a surtout besoin d'être éclairé : « L'ouvrier ne comprend pas toujours le bien qu'on veut lui faire ; il est entouré d'ennemis qui excitent sa défense contre ses vrais amis. Les explications publiques, précédant toujours la mesure, préviennent les malentendus, dissipent les inquiétudes résultant d'une mauvaise interprétation. »

Un petit récit montre comment Harmel appliquait ce principe. « Quand nous avons établi la partie des institutions économiques qui a trait aux achats de nourriture, il y avait deux fausses idées ou malentendus qui pouvaient naître dans l'esprit des ouvriers : « nous serons forcés d'aller acheter ici ou là », « nous aurons des remises parce qu'on nous donnera des marchandises de moindre qualité. » Dans les réunions générales, nous avons combattu ces objections en nous adressant aux mères de famille, plus ombrageuses que les maris : l'institution nouvelle n'entravera l'indépendance de personne, nous ne la proposons qu'aux gens de bonne volonté, la marchandise sera de premier choix ; vous aurez des garanties que vous n'aviez pas autrefois, par la surveillance des gardes de la corporation dont les noms seront affichés avec leurs attributions spéciales ; au surplus chacun restera libre de ne pas user des avantages proposés. On a terminé en leur montrant la force de l'union et comment on obtiendrait pour premier effet l'abaissement du prix des denrées dans toute la contrée. C'est ainsi que nous avons rallié les bonnes volontés. Malgré toutes nos précautions, ces institutions économiques ont été délaissées par un nombre assez considérable de sociétaires, dans le commencement de leur fonctionnement. Plusieurs conseillers nous pressaient d'intervenir, mais nous n'avons jamais voulu le faire. Nous n'avons cessé de proclamer la liberté de chacun et d'en prouver la réalité par notre respect absolu <sup>2</sup>. » Cette méthode a été appliquée également aux associations de piété et aux associations économiques.

Le R. P. Guitton, le biographe d'Harmel, considère les cinq conseils <sup>3</sup> comme de véritables cercles d'étude mais « ayant en vue des réalisations concrètes et des œuvres à créer ou à perfectionner ». Les ouvriers, ajoute-t-il, s'élevaient à l'occasion de ces réunions, jusqu'aux principes, afin de mieux les comprendre et d'y trouver la lumière pour une éducation meilleure.

2. *Ibid.*, § 195.

1. *Ibid.*, § 195.

2. Conseil professionnel, ou d'usine — Conseil de la mutualité —. Conseil de la boulangerie coopérative. — Conseils des achats en commun. — Conseil de la caisse d'épargne. — Chacun gère l'institution ou la fonction dont il porte le nom.



Celui que nous appelons Conseil d'usine apparut vers 1875 sous l'appellation encore vague de « Comité corporatif ». En 1885, il devient le Conseil professionnel et en 1893 enfin, le Conseil d'usine.

Les règlements de la maison le décrivent ainsi <sup>1</sup> : « Le Conseil d'usine établit une réelle coopération des ouvriers à la direction professionnelle et disciplinaire de l'usine. Il a pour but de maintenir entre patrons et ouvriers une entente affectueuse basée sur une confiance réciproque. Il est composé de simples ouvriers *élus* qui se réunissent avec un patron tous les quinze jours. En conseil, les ouvriers sont appelés à donner leur avis pour toute modification de salaire, pour les mesures disciplinaires, les questions d'accidents, d'hygiène, d'apprentissage et de travail. Ils y sont les interprètes de leurs camarades pour les réclamations adressées au patron. Ils y étudient les réformes susceptibles de faciliter le travail et de le rendre plus lucratif. Les ouvrières ont leur conseil aux attributions semblables, le conseil d'atelier.

On notera deux caractéristiques de cette assemblée représentative des ouvriers : la séparation des sexes, et surtout l'absence de toute mention des cadres. Ce point est d'autant plus remarquable, qu'en cas de conflit entre un contremaître et un ouvrier, le conseil est saisi. La conception tripartite de l'entreprise n'était pas encore apparue à Harmel.

Faisons maintenant le tour des œuvres sociales du Val, avant de revenir sur quelques points particuliers.

Par la Société de secours mutuels, fondée en 1846, très bien organisée, les malades recevaient des soins médicaux, des médicaments, et une indemnité quotidienne égale à la cotisation mensuelle ; pour les accidentés, mêmes avantages, en y ajoutant le demi-salaire ; pour les amputés, une pension, en cas de décès quatre cents jours de salaire à la veuve ou à l'orphelin. La société assume la charge des frais funéraires de ses défunts, et celle des livres et effets classiques des enfants. La cotisation s'élève à 1,50 % du salaire. Le patron préside la société assisté d'un conseil de six commissaires élus, renouvelables par moitié chaque année. Ce conseil s'occupe des bains et lavoirs <sup>2</sup>.

Le service de santé est assuré par un médecin, attaché à l'usine. Il visite chaque jour gratuitement les malades inscrits ; il dispose d'une pharmacie dans sa salle de consultation, une autre étant chez les Sœurs <sup>3</sup>.

L'« Hôtellerie », tenue par les frères, reçoit les veufs n'ayant que des fils et les orphelins. Chaque famille a sa chambre à coucher ; la salle à manger, le fumoir et le jardin sont communs. Les pensionnaires sont astreints à une vie chrétienne, rentrant à une heure déterminée, disant les prières du matin, du soir et les grâces sous la présidence du Frère directeur. Cette institution disparut dans la suite <sup>4</sup>.

1. Règlement datant de 1909, art. VII.

2. *Manuel*, § 202.

3. *Ibid.*, § 203.

4. *Ibid.*, § 208.

La Caisse de prévoyance, formée par les patrons pour venir en aide aux ouvriers, totalisant plus de vingt-cinq ans de présence à l'usine, est gérée par un membre du Conseil. Les ouvriers ne peuvent invoquer de droits sur des sommes qui gardent toujours le caractère de libéralité volontaire <sup>1</sup>.

À côté de ces œuvres essentielles, il en est bien d'autres intéressantes. L'usine comprenant de nombreux ouvriers belges, une organisation existe pour leur procurer vite et sans frais les pièces de mariages nécessaires <sup>2</sup>. Une pension de famille accueille pour 1 fr. par jour les jeunes filles au-dessous de quatorze ans, confiées par leurs parents ou tuteurs. Elles y font à tour de rôle la cuisine, la lessive et le raccommodage. Le Conseil de perfectionnement groupe avec les patrons, les ouvriers les plus habiles en vue d'étudier l'amélioration du fonctionnement des machines. La Commission technique qui réunit tous les quinze jours patrons et chefs de service n'est autre que nos actuelles « conférences de cadres. »

On réserve aux ouvriers âgés des travaux faciles, en rapport avec leurs connaissances techniques, afin de leur payer un salaire aussi longtemps que possible. Quand ils ne peuvent plus travailler, une retraite de trois cents francs leur est accordée par les patrons sur présentation du conseil des vétérans. Les ouvriers ne participent pas à la constitution de ces retraites.

Une consultation légale a été organisée ; elle est donnée par le « tuteur-conseil ». Des entreprises auxiliaires fonctionnent pour combattre le chômage.

Les efforts les plus intéressants ont porté sur l'habitat, l'épargne, le supplément familial au salaire et le travail des femmes.

En premier lieu : le supplément familial de salaire institué en 1885. L'idée en était venue à Harmel, de Le Play, qui estimait qu'une partie du salaire doit être proportionnelle aux besoins de la famille. Parti de ce principe, Harmel chercha à estimer ce que nous appellerions aujourd'hui le minimum vital. Il juge qu'une famille chargée de jeunes enfants, habitant le Val, compte tenu du prix modéré des loyers, de la jouissance des jardins et des avantages de la campagne, devra dépenser pour vivre 4 fr. 20 par semaine (0 fr. 60  $\times$  7). Cette référence de base obtenue, le problème consiste à procurer à l'ouvrier chargé de famille, la différence entre le montant de son salaire et le produit de la somme de référence par le nombre de personnes à charge. Voici par exemple un rattacheur ayant à charge sa mère veuve et ses six frères et sœurs. Il est seul à travailler et gagne 3 fr. par jour, soit 18 fr. par semaine. La somme de référence sera de 33 fr. 60 (4,20  $\times$  8). Il devra donc toucher la différence soit 15 fr 60. Cette somme lui est attribuée par la Caisse de Famille. Les patrons l'alimentent exclusivement, mais une commission ouvrière réunie chaque semaine la gère. Cette commission prend connaissance

2. *Ibid.*, § 212.

3. *Ibid.*, § 217.

des salaires insuffisants et les complète en espèces au gré des familles. Il s'agit là d'une libéralité, elle ne saurait être exigée. Mais elle a un caractère de fixité, garanti par la commission ouvrière. Ce n'est ni une récompense, ni une bienfaisance, mais une compensation. La Commission ouvrière en a l'absolue disposition ; le patron n'intervient pas. Bien entendu, créateurs de la chose, Harmel et les siens n'évitaient pas d'engager les familles nombreuses ; ils s'adressèrent même pour en trouver au Docteur Bertillon, président de l'Alliance Nationale. Le débours était pour Harmel de l'ordre de 1.900 fr. Le versement fut effectué tantôt au père, tantôt à la mère. C'est celle-ci qui la touchait dans les années 1890 et suivantes.

Cette réalisation d'Harmel devait constituer la forme préliminaire de l'allocation familiale, celle de la subvention volontaire du patron. Le grand inconvénient en était de charger les entreprises embauchant des pères de famille de frais que ne supporteraient pas celles qui employaient des célibataires. Si le système s'était très largement étendu en gardant son caractère volontaire, on risquait d'en venir à un résultat opposé au but même de la réforme : l'emploi délibéré des célibataires. Le Val fut le second établissement privé en France à établir une indemnité pour charges de famille. Il le fit d'une façon tout à fait étudiée et originale<sup>1</sup>.

Nous trouvons aussi chez Léon Harmel le souci de faciliter à ses ouvriers l'accès à la propriété. Mais ce fut l'une de ses initiatives où il fut le moins heureux. Il commença par faire raser les habitations ouvrières datant de 1841, les remplaçant par des constructions neuves bâties dans le dessein de mettre l'ouvrier chez lui. Il tenait à réserver (autour de l'usine même) un certain périmètre qui lui paraissait nécessaire à son indépendance. Au delà, il favorisait les installations. Mais ce qui n'avait été qu'une disposition favorable avant 1891, devint un impérieux désir après l'encyclique de Léon XIII. Les Conseils opposèrent deux obstacles infranchissables. D'une part, quelque fût le moyen considéré, achat direct, coopérative de logements, société immobilière, il apparut que la maison coûterait trop cher. D'autre part, les ouvriers hésitaient à se fixer d'une façon aussi définitive dans un endroit où il n'existait qu'un seul établissement industriel, et les lois de succession faisaient envisager de cruelles dissensions pour l'avenir et la dispersion du bien. De sorte que bien rares furent les achats.

1. G. BONVOISIN et G. MAIGNAN, *Allocations familiales et caisses de compensations*. Paris, 1930, in-32, VII, 352 p. Dans ce savant ouvrage, les auteurs font un historique des premiers aménagements du salaire en rapport avec les charges de famille. Le premier relevé apparaît dans une circulaire du Ministre de la Marine datée du 16 décembre 1860, prévoyant en faveur des inscrits maritimes, quartiers-maîtres et marins ayant plus de 5 ans de service, une allocation de 0 fr. 10 par jour et par enfant. Le Ministre des Finances l'imita en faveur des agents des contributions indirectes en 1897. Dans l'industrie privée on relève en 1884 l'institution d'un service d'indemnité pour charges de famille aux Établissements Klein de Vizille. Ils citent en second Harmel avec la date de 1891, mais la caisse existait dès 1885, puis la Société Lyonnaise des Eaux et Éclairages en 1909.



La direction se consacra alors à la location. Harmel la décrivait ainsi en 1897 : « Pour ne parler que des dernières constructions, la Cité Jeanne d'Arc (12 logements) et la Cité Sainte-Virginie (24 logements) ont sur le devant un petit jardin, borné de chaque côté par des barrières et au bout par une remise destinée aux provisions et aux animaux domestiques. La rue est au delà des remises, en sorte qu'on peut parler, crier, même, assez haut, sans qu'on soit entendu ni des voisins ni des passants. Chacun a une cave, deux pièces basses, deux chambres au premier et un grand grenier où on peut établir une chambre supplémentaire quand la famille est très nombreuse. Chacun a autant de jardin qu'il en peut cultiver. Les locations sont d'un prix modéré. »

Le développement de l'épargne résulta d'une pratique hors de proportions avec les conséquences. La direction avait pris l'habitude, pour faciliter l'épargne, de permettre aux ouvriers d'effectuer au moment de la paye des dépôts, si minimes fussent-ils, à la caisse. Ils portaient intérêts à 4 ou 5 % suivant les temps et étaient capitalisés chaque semestre. De la sorte la population ouvrière qui, avant 1850 n'avait pas mille francs de côté, consacra bien vite à l'épargne, 10 à 11 % de son salaire.

Le règlement de l'usine fixait à 1.000 fr. la limite maximum de chaque livret, mais quand les économies augmentèrent, les conseils réclamèrent une élévation de plafond. On débattit en cercles d'études le pour et le contre et la limite fut élevée au double. Après trois ou quatre ans, nouvelle demande. « Il semblait à ces jeunes capitalistes, dit le R. P. Guition, qu'aucune rente sur l'État, le Crédit Foncier ou la Ville de Paris, n'était aussi sûre qu'un placement sur leur usine. » Si flatteur qu'il fût, ce sentiment ne laissait pas de poser un problème difficile : la comptabilité simplifiée du temps, se trouvait encombrée de petites comptes courants, sans grand intérêt pour l'affaire et exigeant une multiplicité d'écritures. C'était de plus une grosse reponsabilité patronale. L'influence des conseils fut employée à faire comprendre aux ouvriers qu'il ne serait pas prudent d'excéder deux mille francs. Des conférences pratiquées sur la manière de placer les fonds furent organisées. Beaucoup d'ouvriers s'obstinèrent et devant cette confiance entêtée, la direction modifia le fait, mais non la lettre du règlement. La coutume s'établit, qu'avec une autorisation patronale, les dépôts pourraient excéder deux mille francs. Ils s'accrurent très vite. En 1887, compte tenu du mouvement des fonds et en défalquant les retraits, les économies ouvrières dans la caisse de l'usine s'élevaient à 312.187 fr. Ce chiffre était monté en 1914 à 922.331 fr. répartis sur moins de 240 livrets.

Ainsi, malgré le vœu de la direction, les ouvriers tenaient à associer leurs petits avoirs aux avantages et aux risques du capital, pratiquant là une forme élémentaire, mais réelle, de la participation au sort de l'entreprise.

Ayant établi une coopérative d'achats, Harmel faisait mettre en réserve les sommes qui, chaque année, à l'inventaire, revenaient aux coopérateurs. On les appelait, le « boni corporatif », parce que dans sa pensée,

elles devaient former un capital corporatif inaliénable ; qui restait cependant la propriété du coopérateur et pouvait lui être versé dans l'un des cas suivants : quand il avait passé l'âge de cinquante ans, en cas de mort à sa veuve ou au tuteur de ses enfants, en cas d'infirmité grave, ou enfin en cas de départ de l'usine.

Après le vote de la loi de 1898 sur la mutualité, Harmel voulut organiser une caisse mutuelle de retraite, à laquelle on appliquerait obligatoirement la part du boni corporatif de chacun. Cette tentative échoua.

Il fit aussi un grand effort en faveur de la mutualité scolaire. Il constitua la Caisse d'épargne des écoles avec le concours des parents. Les enfants déposaient 0 fr. 50 par quinzaine environ ; ces sommes, capitalisées à 4 % leur assuraient au bout de vingt ans une véritable dot de 600 fr. On comptait 182 livrets en 1883 et 238 en 1892. En 1896, 233 livrets représentaient une épargne de 5.589,30 fr.

Voyons maintenant en quoi consistait la corporation. Pour entrer dans la Corporation chrétienne du Val-des-Bois, il faut qu'une famille (c'est la famille qui entre et non l'individu) ait reçu un certificat du Conseil intérieur. Munie de ce certificat, elle reçoit le livret corporatif qui peut lui être retiré en cas de radiation.

Le détenteur du livret est tenu de faire inscrire au fur et mesure le montant de ses achats, soit chez les marchands privilégiés, soit au bureau pour les bons de pains, la monnaie corporative et les ventes directes sous peine d'être déchu de ses droits. Tous les trois mois le trésorier établit sur les livrets le boni corporatif.

« Notre conseil corporatif, écrit Harmel, est composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire général, membres du comité, d'un trésorier et de gardes de la corporation, nommés par le conseil intérieur du cercle sur la proposition du Comité. La monnaie corporative ne mentionne pas de sommes d'argent, mais seulement un mot conventionnel afin que les marchands qui n'ont pas fait de traité avec tous ne puissent l'accepter. Le « bon » vaut 1 fr., le « demi-bon » 0 fr. 50, « l'appoint » 0 fr. 10. Le tout avec escompte de 6 % supporté par les fournisseurs aux remboursements. La forme et la couleur des cartons ne permettent aucune confusion : la croix et la devise des Cercles, le titre de la Corporation, la date et le numéro forment un ensemble d'indications qui rendent le vol et l'erreur difficiles. Les fournisseurs privilégiés — boulanger, boucher, épicier, mercier, charcutier, maraîcher — ont été préférés à la constitution d'une maison de consommation ou de vente. Il a cependant fallu recourir aux achats directs pour les pommes de terre et le charbon. » Cette politique a amené une baisse des prix et une amélioration de la qualité. Un système d'achats directs sur exposition bisannuelle a été établi pour les vêtements. Le boni corporatif est capitalisé<sup>1</sup>. Le reste constitue avec quelques dons et legs la caisse corporative dont l'argent, en dehors des réserves, retourne aux Conseils ouvriers<sup>2</sup>.

1. *Manuel*, § 207.

2. *Manuel*, § 209.

Il faut encore mettre à l'actif d'Harmel un grand souci des œuvres féminines, rares à cette époque. Ses œuvres prennent la femme dès l'enfance et lui donnent dès 1890 un solide enseignement ménager. De 10 à 13 ans, les fillettes s'exercent aux travaux d'aiguille, au balayage et s'habituent à faire leurs comptes. L'École ménagère apprend aux jeunes filles de 13 à 16 ans le raccommodage, le lessivage et le repassage. Les grandes jeunes filles font partie des groupes d'Enfants de Marie, et là, le dimanche matin, elles suivent des cours de cuisine. Cet enseignement exceptionnel fit l'objet d'une communication au Congrès ouvrier de Reims (1893) <sup>1</sup>.

La volonté d'Harmel est de laisser la femme mariée à la maison. En 1894, sur 253 familles du Val, on comptait 209 mères au foyer. A l'usine et dans les conseils, la séparation des sexes est strictement observée. Une décision du Conseil d'usine fixe à 3 heures la sortie des femmes employées le samedi après-midi.

Pour les enfants du Val, il existe trois écoles. Celles des garçons compte en moyenne 65 élèves, celles des filles 78 et la maternelle, 62. Dans toutes trois on enseigne la musique vocale et l'on fait chaque jour des exercices propres à développer la force physique (respiration et gymnastique suédoise). Jusqu'à seize ans, les jeunes ouvriers des deux sexes ont une classe hebdomadaire obligatoire pendant le travail. En outre, des cours du soir facultatifs sont donnés deux fois par semaine. Ceci nous amène à l'apprentissage.

Pendant leurs deux premières années d'usine, les jeunes ouvriers reçoivent chaque quinzaine une note du conseiller d'usine et une note du contremaître, toutes deux affichées dans la grande salle des fileurs. Des primes de 10 fr. et 5 fr. sont données à la fin du trimestre en assemblée générale devant toute la population. Chaque semestre un mois durant des concours sont organisés pour les apprentis. Les notes sont attribuées deux fois par jour par le conseiller ouvrier (ou la conseillère ouvrière suivant le cas) le contremaître et un délégué du patron. Il est à remarquer que les notes du conseiller-ouvrier ont le coefficient 10 et celles des autres examinateurs le coefficient 4. Des concours sont couronnés de récompense, et servent à l'avancement.

Enfin le Val-des-Bois eut de bonne heure et jusqu'en 1903 son syndicat mixte. Il possédait une maison syndicale spacieuse et agréable dont l'attraction était la très belle salle des assemblées et le cas échéant des spectacles. 800 personnes pouvaient s'y réunir. Au premier étage étaient installés six billards, une buvette, une salle de conseil, etc... La bibliothèque syndicale rassemble plus de mille volumes. Elle est complétée par un abonnement à une bibliothèque roulante importante, permettant un fréquent renouvellement des ouvrages.

Mentionnons encore la chorale, deux sociétés dramatiques, une association de tir, une autre de préparation militaire, et enfin, les nombreuses fêtes dont l'intérêt ne saurait être mis en doute.

3. *Compte rendu* du Congrès ouvrier de Reims, Reims, 1893.



Telle était la réalisation de l'homme que le comité de l'Œuvre des Cercles chargeait de la propagande auprès des industriels en qualité d'adjoint au chef de la II<sup>e</sup> Section, celle des fondations. Qu'allait-il faire ?

### L'APOSTOLAT D'HARMEL

Il voulut d'abord établir une liaison avec les correspondants de la Commission <sup>1</sup>, qui avaient répondu à l'enquête sur la condition du prolétariat. Il le fit dans les termes suivants <sup>2</sup> : « Monsieur et très honoré Confrère, le Comité de l'Œuvre et notre cher Président de la Commission Industrielle m'ont chargé de la propagande auprès des industriels.

Cette mission ne peut être remplie qu'avec le concours de correspondants vraiment dévoués à l'Œuvre et à la Cause de Dieu.

Nous venons faire appel à votre bonne volonté et vous demander de correspondre *chaque* mois avec le Val-des-Bois. Si vous le voulez bien, nous diviserons cette correspondance en cinq parties :

1<sup>o</sup> *Mouvement ouvrier* dans votre contrée (grèves, socialisme et ses progrès, associations purement ouvrières, etc.)

2<sup>o</sup> *Mouvement patronal* (tentatives et efforts des patrons pour le bien-être moral et matériel de leurs ouvriers, leurs succès, les obstacles qu'ils rencontrent).

3<sup>o</sup> *Institutions* fondées dans l'intérêt des ouvriers avec le concours des patrons.

4<sup>o</sup> *Réunions annexes industrielles* : En avez-vous une, comment marche-t-elle, ou peut-on en créer une autre ? par quels moyens ? »

C'était, on le voit, un tableau très complet du développement du catholicisme social qu'Harmel espérait obtenir. De son côté, il comptait écrire chaque mois aux divers patrons pour les encourager et répondre à leurs préoccupations.

Nous possédons une partie des réponses qu'il reçut. Elles ne sont pas encourageantes.

Le correspondant de Lyon, Neyrand <sup>3</sup> qui fut député du Rhône écrit : « Je tiens à vous dire en terminant que nous n'avons pas à Lyon de réunion industrielle et même que pas un industriel ne fait activement partie de l'Œuvre. Je crois qu'il n'est pas possible d'en établir une. Le seul moyen serait un travail individuel exercé par vous et les autres membres de la Commission industrielle. Peut-être arriveriez-vous ainsi à en grouper quelques-uns ? »

Cette nécessité d'une action individuelle est mise également en relief par le correspondant d'Angers <sup>4</sup> ; il annonce les préparatifs d'une réunion : « Elle pourrait être importante si un apôtre venait enflammer

1. Voir ci-dessus, chapitre II, p. 75 et sq.

2. Commission Industrielle. *Compte rendu* du 10 octobre 1883.

3. *Lettre* de NEYRAND, s. d.

4. *Lettre* de LEBRETON, 7 décembre 1883.

le zèle des personnes dont les sentiments sont excellents, mais qui, lorsqu'il s'agit d'agir, gardent toute réserve et qui, je le crains, considèrent plutôt les obstacles que l'importance du but et les moyens dont ils doutent de l'efficacité. Il énumère les difficultés: hésitations à cause, soit d'un associé, soit des ouvriers soit des clients, manque de concours du clergé, etc... »

Le même correspondant <sup>1</sup> trace en quelques lignes l'atmosphère d'une réunion : « En dehors du président et de moi-même, il n'est venu que deux personnes et toujours les deux mêmes qui restent fidèles à nos réunions, mais qui se demandent de plus en plus s'il est bien utile de les continuer. Nous avons cependant suivi l'ordre du jour après lecture de votre lettre. Ces Messieurs ont dit que l'obstacle était l'absence de chefs d'usine à nos réunions et pour des motifs sans doute absolus puisqu'il semble impossible de les voir disparaître. C'est le silence, l'absence de toute réponse à nos lettres et documents, il est évident que l'on ne peut persister à demander toujours dans de telles circonstances. Nous en sommes toujours réduits aux suppositions : il semble que l'on doit craindre d'être trop instamment sollicité pour des déterminations que l'on ne veut pas suivre, et que l'on veut éviter d'avoir à écouter des conseils qu'il ne convient pas d'entendre et que l'on suppose peut-être imprudents ou déplaisants. » Certains correspondants se refusent. A Agen, l'avocat Moullier n'a pas trouvé les hommes capables sur lesquels s'appuyer. Des plus découragés, le correspondant de Douarnenez invoque l'indifférence du clergé, la crise de la pêche, l'absence des hommes marquants et d'ouvriers « inclinés à répondre à un pareil appel ».

Il y a des correspondants plus encourageants : Félix Fournier à Marseille a de belles œuvres à son actif. Léon Viellard, tout en déplorant le manque d'unité de vues chez les patrons de l'Est, n'est pas découragé. H. de Grandmaison trouve le terrain favorable au Havre.

La conclusion d'ensemble n'a pu échapper à Harmel : une tâche très dure, demandant un véritable apostolat. A côté de ce besoin, le remède d'une lettre mensuelle apparaîtrait dérisoire.

Ce fut le mérite d'Harmel de le comprendre et d'entreprendre à travers le pays une ardente propagande ; il s'adressa d'abord aux patrons, mais très vite il y ajouta les ouvriers, puis d'autres milieux encore. Nous étudierons à part sa propagande ouvrière, car elle se fit dans des conditions spéciales, et évolua lentement vers des destinées à peu près imprévisibles au début. Dans son apostolat, il réservait aussi une grande place au clergé. Celui-ci — les réponses reçues à la fin de 1884 en témoignent — restait éloigné du mouvement, et l'œuvre des Cercles avait décidé le 24 septembre de développer son action auprès de ses plus jeunes membres dans les grands séminaires. Le rapport <sup>2</sup> dont les conclusions furent adoptées, disait : « La propagande dans les grands

1. Lettre de LEBRETON, 10 décembre 1883.

2. P.-V., 30 juillet 1884.

séminaires semble d'une importance exceptionnelle. C'est par elle surtout que nous pouvons produire un mouvement considérable, c'est par elle peut-être que nous pouvons hâter le moment où le clergé prenant en main la question sociale, saura rendre à la religion sa place dans notre pays. » Les moyens envisagés sont : des contacts personnels entre les représentants de l'Œuvre et les supérieurs des Séminaires, l'envoi de la Revue et une action indirecte par le moyen des prédicateurs de retraite.

Dans son grand effort de propagande, Harmel se rappellera ces suggestions, mais en les dépassant singulièrement.

Puisque toute action par personne interposée s'avérerait difficile, Harmel entreprend de se rendre sur place et d'animer au contact de son ardent dynamisme les hommes d'œuvres locaux, Un premier déplacement de ce genre, en décembre 1884, constitue une préface aux voyages des années suivantes. Une remarque s'impose : il n'est pas facile à un chef d'industrie de s'absenter durant de longues semaines et à intervalles rapprochés. Si Harmel l'a fait cependant c'est qu'il en a vu l'impérieuse nécessité, et qu'une telle mission éveillait en lui un irrésistible attrait : l'expression d'« apôtre » si souvent employée pour le qualifier, ne désigna pas seulement l'action qu'il a pratiquement exercée, elle exprime une donnée de sa nature. Mais si Harmel a pu, durant de nombreuses années, pratiquer cet apostolat, c'est qu'il a trouvé au sein de sa nombreuse famille des concours dévoués pour le suppléer à l'usine, principalement son frère Ernest et son fils Félix. « En les rappelant à lui, Dieu », dit le R. P. Guitton, « forcera Harmel à se consacrer au Val-des-Bois. »

Pour apprécier exactement le sens et les résultats des voyages d'Harmel, nous en considérerons les traits caractéristiques, puis nous en étudierons un dans ses détails. Il a en effet une technique propre, qui ira se précisant.

Dès son voyage à Limoges <sup>1</sup>, Harmel définit sa venue d'une façon particulière. C'est une « mission sociale et ouvrière », expression toute nouvelle dans le cas d'un laïque. Arrivé le 2 décembre au soir en compagnie de deux dirigeants locaux de l'Œuvre, il fait sur-le-champ une visite à l'évêché, puis une conférence aux élèves du Collège ecclésiastique Saint-Martial.

Il consacre la journée du 3 à visiter des usines et des ateliers. Il n'attend pas la convocation plus ou moins incertaine des patrons, il va chez eux, se familiarise avec leurs affaires et le soir seulement il les réunit, en connaissant déjà une partie d'entre eux. Ce jour-là il en vint 350, dont 250 patrons de fabriques ou d'ateliers. Harmel « leur enseigne leurs devoirs envers la classe ouvrière ». « Jamais on ne nous avait dit tout cela », s'écriait en sortant un des auditeurs convertis.

Le 4 est la journée des Dames. Il en vient 120 à l'Évêché où l'évêque en personne préside la réunion. Harmel montre à ses auditrices que la femme doit être le salut de la famille, et, à l'appui il cite les résultats obtenus par les associations féminines du Val.

1. P.-V., 24 décembre 1884. Compte rendu du voyage.



Le soir même du jour il réunit les ouvriers de deux cercles de Limoges. Pas un ouvrier ne manque à l'appel ! Avec tendresse, Harmel leur parle de Dieu et de cette forme élevée de piété qu'il appelait « l'association intime ». Le 5, journée du clergé. Une grande réunion groupe autour de l'évêque tout le chapitre, tous les curés et vicaires de la ville, un grand nombre de curés des environs, tout le personnel du grand séminaire, maîtres et élèves. Harmel établit « l'importance de l'enseignement du devoir social par le clergé et Mgr l'a remercié des vérités qu'il avait fait entendre à son clergé <sup>1</sup>. En conséquence, l'évêque invite le secrétaire provincial de l'Œuvre à entrer en relations directes avec la conférence des Œuvres établies parmi les séminaristes.

Le 7, réunion des femmes, mères et sœurs d'ouvriers des Cercles. A l'appel d'Harmel elles répondent en fondant une association Sainte-Anne où 30 femmes s'inscrivent aussitôt. Le reste du temps, le « Bon Père » visite les patrons. Dans une usine on lui promet de commencer bientôt les « Œuvres du Val ».

Le 8, il assiste à la réunion du bureau diocésain des Œuvres présidé par l'évêque. D'importantes décisions sont prises : annexion d'un patronage à chaque école, constitution d'un bureau de placement, fondation d'un cercle de jeunes gens de la classe dirigeante. Le concours épiscopal est l'amorce d'une œuvre de formation du clergé.

La variété des milieux atteinte, l'action directe menée auprès des industriels, chez eux, le souci d'obtenir à des résultats concrets et immédiats, sont les caractères essentiels de cette mission.

Une pareille activité, ne pouvait laisser l'Œuvre des Cercles indifférente. De Mun décida d'appeler Harmel à la direction de la II<sup>e</sup> Section. Un pareil projet rencontrait des oppositions très nettes et d'autres, plus dissimulées. Maurice Maignen combattit vainement cette promotion.

Le 29 avril, Harmel écrit son acceptation à R. Ancel, auquel il va succéder ; sa lettre est en quelques sorte un programme :

« J'avoue que votre proposition m'a grandement effrayé. Elle est au-dessus de mes forces, et votre zèle a rendu toute succession difficile. Vous avez insisté, alléguant tous les motifs qui me tiennent le plus à cœur : le bien de notre chère Œuvre, etc... Je dois vous avouer que vous m'avez ébranlé en me parlant du personnel du secrétariat. Oui, vous avez là un personnel admirable, héroïque de dévouement, discipliné comme des soldats, vaillant et persévérant comme les premiers chrétiens.

« Vous n'ignorez pas, mon cher Ami, que je souhaiterais à l'Œuvre plus d'expansion, sans perdre de son homogénéité. Je compare cette action désirable à celle des monastères qui ont été la source de tout bien moral et matériel dans les centres où ils ont vécu, sans cesser de rester eux-mêmes, Pour cela, il faudrait développer la pratique de l'apostolat parmi les ouvriers, qui devraient être à la foule comme le levain est à la masse du pain ; avec cette différence que le levain ne

1. P.-V., 24 décembre 1884. Compte rendu du voyage.

doit jamais être noyé, absorbé par la masse qu'elle doit soulever. Pour cela nous n'avons pas à changer notre instruction sur l'œuvre, mais beaucoup de changements doivent être apportés à l'action pratique.

« Si le Comité me confie la II<sup>e</sup> Section, pourrais-je arriver à la transformation que je souhaite, et dont je vous ai déjà entretenu ? Mon expérience me montre qu'il est plus facile de désirer que de faire, plus facile de critiquer que d'améliorer.

« Néanmoins, avec la grâce de Dieu et les excellents auxiliaires que vous avez formés, j'aime mieux avoir la honte d'échouer que d'avoir sur la conscience le regret d'avoir refusé ce que vous croyez le bien de l'Œuvre. Je vous appartiens donc. »

Le 6 mai, le président Joseph de La Bouillerie, l'accueillait : « Au moment où nos fondations ont besoin de prendre un essor nouveau, une expansion caractérisée dans la vie corporative, M. Harmel leur communiquera sa flamme, lui qui a le premier dans l'Œuvre planté le drapeau de la corporation dans l'agglomération dont il a fait une famille. »

Une brève maladie, puis la mort subite de son frère, retardèrent jusqu'à la fin de l'été la prise effective de ses fonctions. Il consacra l'automne à préparer les nombreux voyages qu'il projetait, et l'hiver, venu, il se mit en route.

Rappelons d'abord son itinéraire durant les six premiers mois de sa « mission ». Du 9 au 14 décembre 1885 il séjourne à Lyon ; les 15 et 16 il est à Roanne, les 17 et 18 à Saint-Étienne, les 19 et 20 à Saint-Chamond, d'où il se rend du 21 au 22 à Annonay.

Il revient à Lyon du 15 au 18 janvier pour soutenir l'impulsion donnée le mois précédent. Il passe les 19 et 20 janvier à Avignon, la matinée du 21 à Tarascon et la soirée à Arles, le 22 à Salon, les 23 et 24 à Aix-en-Provence ; du 26 au 31 il séjourne à Marseille ; les 1 et 2 février, le voici à Toulon, le 3 à Bandol, le 4 à Marseille encore. Le troisième semaine de février il est à Paris.

Il passe les 12, 13 et 14 mars à Blois les 16, 17 et 18 à Bourges, les 19, 20 et 21 à Orléans. Du 25 au 29 il accompagne de Mun à Saint-Étienne et à Saint-Chamond. Les 3 et 4 avril il visite Versailles. Il consacre la dernière semaine de mai à Lille et Armentières, et commence le même mois la visite approfondie des cercles de Paris.

Dans les régions où il ne peut aller, Harmel fait faire les visites par ses collaborateurs de la II<sup>e</sup> Section.

Quoique moindre, cette activité persistera durant les années suivantes, jusqu'à ce que le rôle de visiteur soit assumé par l'abbé Garnier.

De tous ces visites, celle de Lyon du 9 au 14 décembre 1885 fut la plus remarquable. Elle marque l'apparition d'une forme nouvelle de groupement ouvrier catholique et, à ce titre, sera étudiée un peu plus loin. Elle marque aussi un très grand progrès dans les méthodes de propagande d'Harmel.

Le compte rendu <sup>1</sup> adressé par le secrétaire provincial au Comité,

1. P.-V. du Comité de l'Œuvre : Annexe, décembre 1885.

commence par ces mots révélateurs : « Le Comité de Lyon comprend un très grand nombre de membres, mais tout le poids du travail retombe sur quelques confrères d'un dévouement héroïque et qui ne se lasse jamais ». La visite avait été soigneusement préparée.

Le 9 décembre, à 8 h. du matin, Harmel réunit le Comité y compris les membres des conseils de quartier ; son exposé traite ces deux idées : le dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière et l'apostolat de l'ouvrier sur l'ouvrier.

Arrêtons-nous un instant : une idée nouvelle, lourde de conséquence, apparaît ici. L'Œuvre des Cercles était fondée sur le principe d'une action charitable et éducative de la classe dirigeante ; elle admettait implicitement que si toute la classe dirigeante faisait son devoir, la participation active de l'homme d'œuvres à la vie du Cercle — cela seul suffirait à rapprocher les deux classes antagonistes, à convertir l'ouvrier à la religion catholique mieux comprise et à un ordre social corporatif. Harmel ne revient pas sur ces données, au contraire il y exhorte le Comité de Lyon, mais en même temps il lui recommande une autre forme d'action religieuse et sociale : l'action de l'ouvrier sur l'ouvrier.

Voici donc deux modes d'action : tout naturellement ils seront opposés l'un à l'autre. On verra les tenants de l'un attaquer les tenants de l'autre. Dans une certaine mesure même ils sont contradictoires, car en proposant une seconde méthode, Harmel paraît douter du succès infaillible de la première. Le jour viendra vite où cette discussion s'étalera au grand jour, où Harmel affirmera la prééminence de l'action directe de l'ouvrier sur l'ouvrier. Ce jour-là l'Œuvre des Cercles entrera en agonie. Il semble toutefois que, ni de Mun ni Harmel, ne l'aient alors pressenti.

Harmel consacre l'après-midi du 9 décembre à visiter le Cardinal, ses vicaires généraux, son secrétaire particulier, les supérieurs des séminaires, le maire de la ville, les pères Jésuites et Maristes.

Le soir, le président du Comité de Lyon reçoit les industriels. Après avoir parlé à chacun en particulier, le chef de la II<sup>e</sup> Section prononce une allocution « insistant sur la nécessité de l'apostolat dans le peuple, le dévouement de la classe dirigeante en étant l'inspirateur. »

Il passe la matinée du 10 à visiter six grands « soyeux ». Il discute avec eux le projet de constitution d'un syndicat de tisseurs et leur fait accepter le terme : corporation. L'après-midi, à 2 h. 1/2, il réunit les classes supérieures des maisons d'éducation : 200 jeunes gens viennent l'écouter traiter le sujet : « La Société existera-t-elle ou sera-t-elle renversée ? » Harmel montre à ces adolescents la doctrine du laisser-faire, laisser-passer aboutissant à l'écrasement du faible. La science propose ses remèdes : sociétés coopératives, vie à bon marché, mais ces moyens n'ont engendré que des déceptions, car la question ouvrière n'est pas seulement une question de moyens. L'école socialiste propose une absorption des individus dans une collectivité dont l'autorité est



partout et nulle part. L'Église de son côté, ne se désintéresse pas de ces questions. Elle a inspiré l'Œuvre des Cercles dont les jeunes gens sont les futurs apôtres. Il conclut en rappelant les associations suisses de jeunes gens qui existent à partir de la 2<sup>e</sup> et se prolongent après la sortie du Collège. Traitant ces jeunes auditeurs en hommes, Harmel était sûr de les flatter. Ces idées étaient destinées à les frapper et à faire naître chez eux des groupements catholiques. Quelques mois après, en Suisse précisément, de Mun va trouver et ramener l'idée de l'Association Catholique de la Jeunesse Française.

Le même jour, à 4 h. 1/2, se tient une très importante réunion du clergé de la ville que préside le vicaire général Richoud. Harmel est le seul laïque présent. « On était un peu inquiet sur le succès de cette réunion note le secrétaire provincial. Quelques prêtres se demandaient, en voyant un apôtre laïque, si le Saint-Esprit ne soufflait plus du même côté. »

Il y avait dans cette conférence un fait si nouveau, si extraordinaire qu'on ne saurait en exagérer la portée. Voilà un industriel de Champagne, un homme simple sans prétentions à la culture, encore moins à la théologie, venant parler d'apostolat à des chanoines, à un vicaire général ! Quel éclatant hommage à l'œuvre d'Harmel, quelle source de jalousies possibles aussi.

Plusieurs dirigeants du clergé, dont l'abbé Dadolle <sup>1</sup> s'attachèrent à dissiper les inquiétudes, à telle enseigne que 150 prêtres se rendirent à l'invitation. La conférence comprit trois parties : un exposé sur l'Œuvre des Cercles, une analyse de l'apostolat de l'ouvrier par l'ouvrier à propos duquel Harmel ne craignit pas d'invoquer la nécessité d'une aide laïque au Clergé, comme au Val-des-Bois, enfin le rappel de méthodes analogues employées en Belgique, Allemagne et Suisse.

Le soir de cette journée, Harmel parla aux hommes d'œuvres. Il insista sur la nécessité de réagir contre l'individualisme et proclama : « la simple philanthropie aboutit à la haine. » Il faut faire appel au Christ, en faire la base fondamentale de la société. Le patron ayant une autorité attachée à sa fonction, a des devoirs correspondants pour mettre des principes en application. Il doit d'autant plus le faire que l'heure est venue de l'apostolat des laïques. Il est le moyen essentiel de servir la religion, car le peuple s'est éloigné du prêtre et le demeure ; s'il s'était trouvé, quand cet éloignement a commencé, des apôtres laïques dans le peuple, l'état de révolte actuel n'existerait pas. Tout homme doit être apôtre conclut Harmel sous peine de forfaire à l'honneur.

Le 11 au matin, il réunit les dames patronnesses pour établir avec elles un plan de travail. L'après-midi, séance constitutive d'une œuvre nouvelle, les « Dames auxiliaires de l'atelier ». Dans la pensée d'Harmel, les femmes des patrons peuvent se charger de la discipline chrétienne de l'atelier. C'est là un ensemble de petites mesures dans

---

1. Le futur évêque de Dijon. Il montra durant sa courte carrière une grande faveur aux idées catholiques sociales.

lesquelles le patron, accablé de préoccupations, n'entrera pas. Six femmes de patrons du bâtiment étaient venues. Harmel leur demanda d'exercer une action de propagande qu'il appelle « l'Action catholique », un rôle intérieur dans l'atelier, en liaison avec celui du patron, un effort d'influence à l'égard des familles ouvrières, leurs concours aux institutions économiques qu'il estime nécessaires à leur réussite, et, enfin, d'établir une liste de fournisseurs privilégiés. Le soir, les patrons des arts et métiers reçoivent Harmel ; leur association, vieille de 18 mois, compte 30 membres. La discussion porte sur trois points : les moyens de favoriser l'épargne, ceux de développer la moralité chrétienne dans les ateliers d'hommes, et le syndicat mixte. Au cours des entretiens, les patrons reconnaissent l'intérêt de la corporation et l'utilité de la classe dirigeante pour la fonder et l'animer. Séance tenante, Harmel fit nommer une commission de six membres pour étudier la création d'un comité d'honneur.

Le samedi matin, nouvelle réunion du Comité. Harmel y trace le plan d'une réorganisation de l'action des Cercles. Il propose d'affecter à la propagande des ateliers, des ouvriers choisis et formés dans les Cercles à raison d'un ouvrier par atelier. Il demande au Comité de faire des Cercles des « institutions viriles » pour y attirer les hommes mûrs, les vrais ouvriers. »

Outre la propagande dans le milieu professionnel, Harmel veut pénétrer le milieu local par le « délégué de quartier ». Corrélativement, il souhaite rendre le Cercle utile et attrayant pour en faire bénéficier l'ouvrier du quartier.

L'après-midi, il s'adresse aux étudiants, leur disant : « La question sociale est la question de tout le monde, sa solution dépend de nous » leur indiquant leurs efforts tentés et leurs résultats et concluant en leur demandant de se préparer à ces tâches.

Le dimanche Harmel se rend à l'école d'apprentissage des Frères de la Doctrine chrétienne. Après avoir souhaité de voir le vénérable La Salle sur les autels, il montra l'Église relevant le travail avili par le paganisme, lui donnant sa véritable origine : la volonté de Dieu ; son sens : un effort et une punition ; sa loi : l'abnégation ; son ressort : le dévouement ; sa mesure : le repos dominical ; sa dignité : la ressemblance avec Jésus-Christ ; ses buts enfin : le perfectionnement de notre être et la vie éternelle d'une part, la satisfaction des besoins de l'autre. Sur ces principes, l'Église avait établi une organisation du travail qui a causé des siècles durant la paix sociale. La Révolution a tout renversé et disloqué. La réorganisation du travail demande à la fois une réforme des mœurs et des œuvres de résurrection. Il faut donc former des associations et que chacun y remplisse sa mission sociale.

Le soir il répète au Grand Séminaire sa conférence au clergé, puis réunit les Cercles paroissiaux de Lyon qui ne sont pas attachés à l'Œuvre et montrent à son égard un certain antagonisme. Harmel fait décider

le maintien de l'autonomie, mais la réunion des deux sortes de cercles aux manifestations générales et aux réunions d'études.

Le 14, Harmel réunit le Comité pour la troisième fois et l'exhorte au travail.

Après avoir revu et encouragé les patrons du bâtiment, Harmel va déjeuner chez le Cardinal Caverot, qui lui témoigne le plus grand intérêt<sup>1</sup>.

La dernière réunion groupe les patrons catholiques. L'association cherche sa voie ; antérieure et étrangère à l'Œuvre, elle compte 600 membres. Elle a fondé une banque populaire qui a dû fermer ses portes à cause de la crise financière, elle encourage les écoles congréganistes, le journal *Le Nouvelliste* soutient quelques ouvriers. Bref, elle essaie de constituer une « franc-maçonnerie catholique », mais hésite et ménage les gens. Harmel conseille de fonder une corporation. Le vice-président de l'association « doutant un peu de la possibilité d'un retour à la corporation » préférerait la société de secours mutuels.

Cette visite, nous a permis de saisir sur le vif le travail de propagande d'Harmel, les arguments qu'il emploie, les gens auxquels il s'adresse, les résultats immédiatement acquis.

Quelques initiatives nouvelles perfectionnent cette technique au cours des voyages ultérieurs. A Roanne, le 15 décembre, Harmel parle aux 17 membres du Comité et leur trace le dessin d'une œuvre toute nouvelle : « le Secrétariat du Peuple ». C'est une institution dont le siège sera un Cercle même. Son but est vaste : elle devra renseigner sur toutes les œuvres de France, donner des consultations gratuites de médecin, d'avocat, de notaire, en un mot, rendre le Cercle populaire par toutes sortes de services rendus à la classe ouvrière. Dépasant ses discours de Lyon, Harmel dit : la restauration de la religion se fera par le peuple. La classe dirigeante en sera l'inspiratrice et les ouvriers, les facteurs. A son départ, le Comité promet de créer un Secrétariat du Peuple.

A Saint-Étienne, il réunit de nouveau le clergé : 40 à 50 prêtres avec quelques laïques, puis il va au collège Saint-Michel tenu par les Jésuites et refait, en l'abrégeant, sa conférence aux étudiants de Lyon devant un auditoire d'élèves de philosophie et rhétorique. A l'école professionnelle de Saint-Étienne, devant les professeurs et élèves, à Saint-Chamond, devant les grands élèves du collège des Maristes, il refait la même conférence.

A Roanne et Annonay, il parle à un auditoire féminin du rôle social de la femme. Il réunit aussi les dames directrices du Cercle de jeunes filles d'Annonay. Enfin, à Avignon, le 29 janvier 1886, à 10 heures du matin, il se rend au pensionnat du Sacré-Cœur, où il est reçu par les élèves et maîtresses réunies. A 11 heures, il recommence chez les Ursulines. Une décision spéciale de l'évêque a levé pour lui la clôture ! Nous lisons dans le compte rendu de cette visite : « Le chef de la

1. Pour tous ces séjours, même source.



II<sup>e</sup> Section insiste sur l'utilité des visites dans les pensionnats de jeunes filles. Notre action y sera acceptée si nous en faisons comprendre le but. N'y a-t-il pas en effet une grande importance à éveiller l'attention des jeunes filles sur la nécessité où nous sommes d'accomplir nos devoirs sociaux ? Il convient de reconnaître que le chef de la II<sup>e</sup> Section a rencontré dans les couvents d'Avignon et des autres villes le plus gracieux accueil. » En 1888, à Brives <sup>1</sup>, nous voyons de nouveau Harmel parler aux jeunes filles du pensionnat de leur devoir social, après que la clôture ait été levée ; mais poussant plus loin son zèle infatigable, il va ensuite voir les fillettes de l'école primaire pour leur dire ce que sont les associations de petites filles au Val-des-Bois et « le dévouement de ces enfants à leurs compagnes pour l'amour de Dieu ».

Arrivant à Aubusson un soir à onze heures, il trouva sur le quai de la gare un ouvrier, un contremaître et un employé de fabrique. Le lendemain le « Bon Père » dit au premier vicaire combien il avait été touché de cette attention et combien il regrettait d'avoir fait veiller si tard ces braves gens : « Ils auraient attendu toute la nuit » répondit l'abbé.

A Limoges, il s'entretient longuement avec les membres de la corporation des bouchers, leurs femmes et leurs enfants. Il convoque aussi des officiers à une réunion pour établir une œuvre militaire. Cinq seulement répondirent, mais aussitôt l'évêque désigna un aumônier.

Ces dernières visites datent de 1888. A la fin de 1890, Harmel fait un voyage analogue dans l'Ouest <sup>2</sup>. A peine arrivé il se rend au Syndicat agricole d'Anjou devenu un centre actif, quoique autonome de la vie catholique sociale. Ce geste souligne la solidarité et l'interdépendance des œuvres à promouvoir. Ce sont ensuite les mêmes visites au clergé, aux Dames, au Comité. Chez les industriels, Harmel constate une tendance marquée à chômer une partie de la journée du samedi. Visitant la fabrique Delahaye, Harmel se voit demander par le patron d'organiser chrétiennement son usine. Sa visite à la fabrique Max Richard, la plus importante du lieu, amène l'adhésion active de son chef à l'Œuvre des Cercles. A la grande séance ouvrière du soir, les ouvriers viennent nombreux notamment le chef des socialistes des carrières de Trélazé. Ici encore, Harmel constitue un Secrétariat du Peuple, parle aux jeunes filles et aux petites filles qui préparent la première communion. A l'usine Delahaye, il s'entretient séparément avec quatre ouvriers, puis avec quatre ouvrières. Enfin il visite les huit corporations naissantes et félicite le délégué de l'Œuvre, le baron de Villebois-Mareuil et le vicaire général Grimault.

L'année 1891 va voir s'ouvrir devant Harmel une activité nouvelle qui, bientôt, l'absorbera et le détournera du service de l'Œuvre. La série de ses « missions sociales » est terminée et depuis quelques temps

1. Compte rendu spécial en annexe au P.-V. de novembre 1888.

2. Compte rendu spécial (nov. 1890). Au cours de ce voyage il parle à Rennes en présence du cardinal Place devant un auditoire de 1.200 ouvriers qui l'écoutent religieusement.

déjà, l'Œuvre compte un autre visiteur dont les voyages font sensation. En plein accord avec Harmel, l'abbé Garnier devient le propagandiste de l'Œuvre des Cercles et des idées sociales catholiques. Il poursuit la propagande si heureusement commencée. Mais il est prêtre et en tant que tel, l'accès du peuple et même du haut clergé lui est difficile. Il lui faudra d'autres titres et d'autres méthodes. Une page d'histoire tourne.

Après avoir ainsi étudié dans ses détails la méthode de propagande d'Harmel il conviendrait d'en indiquer les résultats. C'est là une tâche à peu près impossible. L'apôtre du Val-des-Bois est venu apporter à des gens différents des leçons sociales accompagnées d'illustrations vivantes. La combinaison a frappé ses auditeurs, mais ceux-ci, dont il faut souligner l'extrême diversité et où domine une forte proportion de jeunes, n'étaient nullement préparés à l'entendre. On a retenu le mot révélateur de l'un d'eux : « Jamais on ne nous avait dit tout cela ! » Il en est résulté que l'action d'Harmel peut être considérée surtout comme une vaste préparation des esprits. Et il a si bien compris sa mission qu'il a réservé une grande place dans ses auditoires, aux élèves des séminaires, des écoles professionnelles, des collèges, couvents et même de l'école primaire. A cette fin il a obtenu des évêques la levée de la clôture, geste de confiance exceptionnel s'il en fût. Quand il s'adresse aux petites filles, c'est aux mères de l'avenir qu'il songe. Quand il obtient de l'évêque une réunion de son clergé, c'est aux curés, peut-être même aux évêques de demain qu'il s'adresse.

Sans exagérer ce caractère, on peut donc parler d'une semence destinée à lever dans l'avenir. Mais toute la méthode du Val tient dans la notion du « faire-faire ». La leçon ne portera ses fruits que si elle continue, vivante, dans les Œuvres. Aussi sont-ce bien les enfants eux-mêmes qu'il convie à s'associer, groupe de petites filles comme au Val, association de collégiens comme en Suisse.

Et c'est dans ces œuvres que le jeune clergé retrouvera le chemin du peuple qu'il a perdu, s'appuyant modestement sur les laïques et pénétrant à leur suite dans les usines, les maisons, les quartiers, où il n'a plus accès.

En même temps qu'aux enfants et aux prêtres, Harmel s'adresse au patron et à l'ouvrier. A ce dernier il a réservé une place à part dont nous allons maintenant parler. Aux chefs d'industrie, Harmel demande de créer une atmosphère de rapprochement et de compréhension en introduisant la corporation dans l'atelier. Ici, il ne parle pas seulement pour l'avenir. Conscient du danger que court la paix sociale, il souhaite l'institution immédiate. Si l'ambiance n'est pas préparée, la corporation la transformera. Il demande encore aux patrons de s'entendre, de s'unir entre eux et de travailler ensemble à établir le régime de paix. C'est donc maintenant dans cette partie de son message que nous cherchons le dynamisme de ces six années de mission, le caractère nouveau, voire révolutionnaire de leurs méthodes et le retentissement au moins momentané de leur action.

## ÉVOLUTION DU GROUPEMENT OUVRIER

On aura remarqué dans les paroles qu'adressait Harmel au comité de Lyon, l'expression « vrais ouvriers ». Prenant la direction des fondations de l'Œuvre, Harmel semble avoir voulu renouveler le personnel de ses Cercles. Pourquoi ? Si nous considérons jusqu'à présent les réalisations que l'on peut attribuer à l'Œuvre, nous distinguerons l'élaboration d'une doctrine à laquelle les ouvriers n'ont aucune part <sup>1</sup>, un travail parlementaire auquel ils ne peuvent être mêlés, et des fondations dans lesquelles ils ont pris place mais dont la direction effective leur échappe.

En face de cette inertie, l'industriel du Val voyait renaître et se réunir les groupements ouvriers socialistes, un moment écrasés par la répression qui suivit la Commune. Il avait pu voir les congressistes ouvriers à Marseille affirmer la vitalité de leur effort. Il pouvait surtout noter la tendance qui poussait vers les mouvements ouvriers, les partis d'extrême-gauche les seuls où il pût trouver l'écho de ses propres préoccupations sociales. On peut expliquer ainsi le contraste qui frappait son esprit entre la bruyante activité des uns et le silence passif des autres. En conclure qu'il fallait dénier toute valeur et tout intérêt au recrutement comme le disait quelquefois Harmel était peut-être excessif.

La tendance consistant à renouveler, plus ou moins, la composition des Cercles comportait comme corolaire, une révision de leurs activités visant à donner aux ouvriers une place plus grande et un intérêt accru.

Chose curieuse au premier abord, le texte initial sur ce sujet émane de La Tour du Pin, dès avant l'accession d'Harmel à la direction de la II<sup>e</sup> Section.

« Nous avons <sup>2</sup> fait entendre beaucoup de patrons chrétiens sur la question ouvrière, mais nous n'avons pas encore suivi la méthode à laquelle le plus éminent d'entre eux attribue, après Dieu, l'édification de ces ateliers ; nous n'avons pas donné publiquement et avec éclat la parole à des ouvriers chrétiens sur la question ouvrière. Pourtant, placés par la Providence comme des arbitres et souvent comme des otages entre les deux éléments du travail, convient-il que nous ne paraissions écouter que l'une des deux parties ?

« C'est par l'introduction d'études sociales chrétiennes dans nos associations ouvrières et surtout dans nos corporations naissantes et par la production dans ces congrès ou dans des réunions publiques d'ouvriers pour le moins aussi instruits, intelligents et convaincus que ceux

1. L'Œuvre ayant acquis un hebdomadaire *La Corporation*, nous voyons au P.-V. du 8 avril 1885 les comités demander des explications sur la constitution d'une corporation, « le journal supposant connue une chose qui l'est très peu des ouvriers ». Les ouvriers, ajoutent-ils demandent des explications sur les causes révolutionnaires des malheurs de la classe ouvrière et sur les remèdes proposés.

2. Rapport de La Tour du Pin au Comité, 7 avril 1885.



qui s'y réclament du socialisme, que nous aurons préparé des instruments de notre propagande générale près des masses ouvrières. »

Les années 1885-1891 seront celles des essais en vue de donner la parole « publiquement et avec éclat » aux ouvriers. Tout en pensant au recrutement, il semble bien qu'Harmel ait compté sur un accroissement d'intérêt pour amener les ouvriers désirés au Cercle.

Après de mûres réflexions, il s'arrêta à une formule préparatoire appelée « Réunion d'études ouvrières ».

C'est après le Cercle catholique la deuxième forme du groupement ouvrier que les catholiques aient tentée sous le pontificat de Léon XIII. La Réunion d'études ouvrières est une assemblée restreinte à laquelle participent les représentants ouvriers au nombre de deux à trois par Cercle, accompagnés de quelques personnalités des comités de l'Œuvre et de quelques directeurs. Ces délégués sont invités à apporter une réponse orale ou écrite à un questionnaire rédigé avec le plus grand soin par le comité.

En fait, le champ de discussion reste donc très limité. Tel quel, il paraissait encore trop large à certains.

La première réunion d'études ouvrières<sup>1</sup> se tint à Lyon le 13 décembre 1885 durant le fructueux séjour d'Harmel. Elle groupa trente-cinq participants dont 24 délégués ouvriers de chacune des huit associations suivantes : les cinq Cercles Lyonnais : Saint-Georges, Saint-Pottin, Sainte-Claudine, Saint-Augustin et Saint-Bernard, la corporation chrétienne des tisseurs Lyonnais en formation et deux cercles des environs, ceux de Bourg et de Vienne.

Harmel avait inscrit les trois questions suivantes à l'ordre du jour :

« 1<sup>o</sup> La liberté de l'Ouvrier : Quels sont les moyens de favoriser la liberté de conscience opprimée par un respect humain écrasant et par l'audace des mauvais ?

2<sup>o</sup> Quels moyens proposez-vous pour remédier aux renvois brusques et sans délais ?

3<sup>o</sup> Quelles sont vos idées sur le rôle des caisses de secours mutuels et sur le rôle des sociétés de consommation dans la famille ? »

Les délégués se bornèrent en général à des indications morales. Pour remédier aux renvois brusques, les délégués de Sainte-Blandine suggèrent « l'économie dans la famille ». Les tisseurs dont le groupe est en formation s'étant vu appeler syndicat réclamèrent hautement le nom de corporation.

Les membres de l'Œuvre qui accompagnaient Harmel eurent l'impression d'un succès « qui doit, écrit l'un d'eux, calmer les craintes qui se sont manifestées à l'occasion de ces réunions nouvelles ». Le rapport sur le voyage à Lyon note : « Ces réunions promettent pour l'avenir d'immenses résultats. » Et il analyse leurs avantages : « Toutes les préventions contre elles doivent tomber. Les ouvriers de nos Cercles y sont très sympathiques, elles contribuent en effet à donner à nos

1. *Corporation*, 9 janvier 1886.

associations ouvrières ce caractère viril qui leur fait défaut et dont l'absence les réduit bien souvent à n'être pour ainsi dire que des réunions enfantines dépourvues d'attraits sérieux. Les réunions ouvrières répondent à une nécessité sociale. Depuis longtemps les ouvriers catholiques doivent pouvoir leur tenir tête. Ils y parviendront en étudiant avec nous les questions sociales ; ils appuieront ainsi les revendications dirigeantes en leur faveur et provoqueront même l'action de ceux qui regardent et attendent dans une désastreuse quiétude. Ainsi se formera au sein même du peuple, j'allais dire un parti, disons mieux, une force catholique capable de lutter contre l'entraînement qui pousse les masses à suivre les meneurs de la révolution. »

La seconde réunion se tint le 20 décembre 1885 à Saint-Chamond, réunissant toutefois 70 assistants, proportion du Cercle beaucoup plus forte qu'à Lyon. Devant le succès Harmel décida d'en tenir une à Paris. Ce fut l'occasion d'une polémique avec Maignen dont il convient de dire quelques mots pour éclairer l'ambiance de ces efforts.

M. Maignen, sans être de parti-pris hostile à ces réunions leur trouvait de graves inconvénients. Aussi en avait-il, de concert avec Harmel, défini très étroitement l'objet. Il ne voulait pas voir figurer au programme la question du rôle des classes dirigeantes. Il savait mieux que personne, qu'au Cercle Montparnasse les ouvriers avaient été extrêmement déçus par l'échec final des associations professionnelles, et qu'ils l'attribuaient au manque d'intérêt de cette classe dirigeante. Plus douloureuse encore avait été pour eux la malheureuse liquidation d'une banque populaire de crédit <sup>2</sup> ; là encore, la classe dirigeante leur était apparue singulièrement indifférente.

Maignen avait accepté néanmoins de faire participer le Cercle par esprit de discipline, mais exprimant sa pensée il n'hésitait pas à dire « Nous ne sommes pas prêts. »

Il l'avait écrit à Harmel, mais celui-ci avait répondu, non sans exaltation, que les comités « étouffaient » l'initiative ouvrière, citant l'abbé Kolping, réclamant des comités qui fussent des « protecteurs » et non des « tuteurs » traitant les ouvriers en « hommes » et non plus en « enfants ». La préoccupation politique commence à se faire jour : « En ce moment, nos ouvriers catholiques sont piétinés, rongés, abimés par les braillards. Pourquoi ne pas leur apprendre à riposter et à ne pas redouter le public, puisque nous vivons dans un temps où celui qui crie le plus fort a raison ? » Il concluait par ces lignes sévères : « C'est cette situation qui tue nos Cercles dont les bons ouvriers sont dégoûtés parce qu'on n'y est pas libre — et les comités, qui après avoir opprimé toutes les initiatives ne trouvent plus que des bûches. Plus nous donnerons d'air

1. *Corporation*, 16 janvier 1886. L'ordre du jour comprenait les mêmes questions I et II mais la sécurité d'emploi était remplacée par la question suivante : « Quels moyens proposez-vous pour aider et stimuler l'apprentissage dans les classes laborieuses ? » Pour les sociétés de consommation familiales, Harmel fit voter un vœu en faveur des fournisseurs privilégiés, système pratiqué au Val.

2. Cf. ci-dessous, ch. XX.

à nos ouvriers, plus ils auront d'autorité, plus ils seront émancipés, plus le Cercle deviendra attrayant, vivant, fécond. »

Bien entendu, il y a dans les reproches d'Harmel une part d'injustice ; l'abbé Maignen pense qu'il y a aussi dans ses projets un peu d'utopie, voire d'anarchie.

M. Maignen répondit à la veille de la réunion de Paris, incorporée au programme de l'assemblée générale : « Le grand danger de ces réunions, c'est qu'elles ouvrent la voie aux plaintes contre les patrons et contre l'Œuvre. Rien de plus probable qu'un tel scandale, avec les questions du programme proposé. Si l'on ne prend pas les mesures les plus sérieuses à cet égard.

« Si les ouvriers des cercles de Paris disent ouvertement ce qu'ils pensent du repos dominical, ils diront que ce sont les patrons qui les font travailler le dimanche, et les patrons chrétiens comme les autres et que si ceux-ci les font travailler, c'est la faute de la classe dirigeante qui les y oblige. » C'est là un point extrêmement délicat et si les « gros bonnets de l'Œuvre vivaient plus près des ouvriers et des Cercles, ils le sauraient. Consulter les ouvriers sur les caisses de prévoyance, continuait Maignen, c'est attirer les doléances sur la liquidation de la banque populaire, sur le régime corporatif, c'est leur faire dire qu'on n'a pas pu trouver dans l'Œuvre un seul membre qui acceptât de présider les orfèvres, les ébénistes ou les imprimeurs. » Il y avait encore un projet d'article 7 (chiffre fatal notait Maignen) attribuant un candidat au Conseil intérieur d'un Cercle pour tout métier comptant dix sociétaires. L'idée de soumettre ainsi le règlement intérieur à cette réunion bouleversait Maignen.

Finalement l'assemblée se tint avec deux questions seulement : le repos dominical et la caisse de prévoyance. Dix cercles de Paris et celui de Versailles furent représentés. Au banquet où pour la première fois les ouvriers étaient conviés, La Tour du Pin compara les deux tendances de l'Œuvre à celles qui divisaient l'Empire Ottoman. M. Maignen se pencha alors vers son neveu, l'abbé, et lui dit doucement : « Soyons toujours des vieux Turcs. »

D'autres réunions ont vraisemblablement suivi, mais il n'en est plus question au Comité, ce qui indique le peu de résultats obtenus. Et au bout de quelque temps, nous voyons Harmel essayer autrement de grouper les ouvriers. Il y a donc eu un échec dont la cause ne nous est pas connue. On peut cependant supposer que l'hostilité de certains membres du comité, dont Maignen était le porte-parole, n'y fut pas étrangère. On peut surtout penser en considérant comment Harmel va orienter sa nouvelle tentative, que l'insuccès des réunions doit être attribué aux ouvriers de l'Œuvre. Ce personnel de patronage n'était pas prêt du jour au lendemain à jouer le rôle que lui réservait Harmel. Il aurait eu besoin d'une longue éducation. Restaient les nouveaux éléments à recruter au dehors. Dans l'ensemble ils ne répondirent pas à l'appel. Il aurait fallu déterminer un courant de vie et de discussion



au sein des Cercles et avec les ouvriers adhérents pour y attirer les autres. Problème presque insoluble et qui risquait au surplus de mécontenter les industriels de l'Œuvre.

L'année 1889 vit la célébration du contre-centenaire de la Révolution organisée par La Tour du Pin<sup>1</sup>.

Dans une lettre à La Tour du Pin, Harmel souligne son caractère non populaire : « Les assemblées du centenaire, écrit-il, ont permis de constater le changement d'idées qui s'est opéré depuis vingt ans, et à ce point de vue, c'est intéressant. Mais le peuple, il n'a rien su, il n'a pas été atteint. Or, pour moi, c'est lui qui est à la fois *l'enjeu* et *l'atout* <sup>2</sup>. »

Aux membres de l'Œuvre il écrit plus précisément : « Qui parle souvent au peuple ? Les meneurs, les séducteurs, les francs-maçons et les juifs, soit par eux-mêmes, soit par leurs séides. Ils crient à tue-tête : « Vive le peuple, tout pour le peuple ! » Quant aux honnêtes gens, ils s'occupent de leur bien-être et restent chez eux. <sup>3</sup> »

Ces deux textes posent le problème comme le voyait Harmel en 1889-90 : inaction de tous les « honnêtes gens » à l'égard du peuple ; cet abandon profitant aux éléments anti-catholiques. La solution sera donc double : grouper les ouvriers et les instruire.

Il semble bien que le plan d'application de ces deux données ait été conçu durant l'été de 1889. La première mention s'en trouve dans les procès-verbaux du Comité de l'Œuvre, le 4 décembre mais nous voyons qu'à cette date le plan élaboré a déjà reçu un commencement d'exécution. Ceci à la demande des catholiques Rémois et comme suite aux promesses faites par Harmel avant son départ. Ici deux remarques importantes s'imposent.

L'Œuvre des Cercles est saisie d'un projet alors que sa réalisation est déjà entreprise. Entre la promesse et le projet se situe le voyage d'Harmel à Rome.

De la première remarque nous pouvons conclure qu'Harmel agit à Reims avec une relative autonomie. En 1889 l'Œuvre des Cercles a une direction différente de celle que nous avons connue. Maignen, l'adversaire d'Harmel s'est retiré et mourra au début de 1890. De Mun est de plus en plus absorbé par la politique et cette année même prend part au mouvement boulangiste. La Tour du Pin est resté le pilier du Conseil des Études, mais ses travaux de plus en plus audacieux effraient chaque année davantage de nombreuses personnalités et notamment les industriels du Nord, au groupe duquel tant de liens religieux, sociaux et économiques rattachent Harmel. Celui-ci est constamment interrogé sur ces études et comme il n'en voit pas lui-même l'utilité, il est volontiers tenté, sinon de les désavouer, du moins de n'en pas invoquer l'autorité. D'où une tendance à agir isolément. Encore quelques mois et il fondera

1. Voir ci-dessus, ch. III, pp. 130 et sq.

2. Lettre du 12 juin 1889.

3. Circulaire aux membres de l'Œuvre, 12 juin 1890.

ses œuvres en dehors des Cercles. Nous sommes sur la voie menant à cette séparation.

D'autre part Harmel a voulu consulter Léon XIII. Le compte rendu confidentiel de son audience de novembre 1889 porte que le Pape a loué l'action entreprise sur le terrain électoral à Reims <sup>1</sup>. Harmel, auréolé du prestige du pèlerinage au cours duquel il avait conduit dix mille ouvriers aux pieds du chef de l'Église, avait de plus en plus la confiance du Pape. Léon XIII voyait en lui l'homme par excellence susceptible de résoudre la question sociale parce qu'ardent catholique, patron vénéré de ses ouvriers et surtout réalisateur d'une profonde réforme matérielle et morale dans son entreprise.

Léon XIII voit en Harmel la seule personnalité sociale qui lui apporte des résultats concrets d'une certaine importance.

Quand Harmel rentra, la classe ouvrière Rémoise vint donc le prier de donner suite à ses promesses. Il répondit par le plan suivant : pour réformer une opinion populaire « égarée par les sophistes de toutes écoles et de tous les partis », des conférences populaires seront organisées « où la classe dirigeante, en contact permanent avec le peuple refera la vérité sur les questions sociales et politiques. »

Restera à grouper les ouvriers dont l'abandon et voire l'oppression tient à ce qu'ils n'ont précisément aucun lien entre eux. Le terme de cet effort sera le syndicat, mais l'heure n'en est pas encore venue. Viciée depuis tant d'années par des mœurs et des lois individualistes l'éducation corporative de l'ouvrier est à reprendre. Un effort préparatoire de groupement sera tenté au Secrétariat du peuple où l'on attirera l'ouvrier par le bureau de placement, les consultations médicales et juridiques gratuites.

Une fois ce programme établi et entrepris, Harmel fit appel au concours de l'Œuvre des Cercles pour en assurer l'heureuse réalisation. Or, cette Œuvre, qui depuis dix-huit années, tenait haut le drapeau de l'action sociale, commençait à sentir confusément qu'à la suite du grand mouvement d'idées dont elle était l'inspiratrice, l'action devait être menée sur un plan différent. Ce problème ira se précisant et l'Œuvre des Cercles mourra de n'avoir pu le résoudre.

Une importante circulaire de La Guillonnière <sup>2</sup> en date du 20 novembre 1889 essaya d'indiquer de nouvelles méthodes, en accord avec les initiatives d'Harmel. Elle invitait les premières sections des Comités locaux à former « partout dans tous les milieux et sur des bases infiniment plus larges, des groupements correspondant aux divers ordres d'intérêt ». Elles auront à se tenir, écrit-il, « à l'affût des questions locales » pour y apporter toujours les éléments d'une solution convenable. Pour constituer un service de consultation juridique (nous retrouvons le Secrétariat du peuple) il faut faire entrevoir à des hommes compétents

1. Annexe au P.-V. du Comité de l'Œuvre. « Compte rendu confidentiel de l'audience accordée à Léon Harmel et à sa famille » (6 novembre 1889).

2. P.-V., 20 novembre 1889.

et dévoués la perspective d'une clientèle. Qu'il s'agisse de question, municipales ou d'intérêt national, qu'elles soient sociales ou politiques il faut établir des groupements locaux et y faire faire des conférences. Ces efforts seront, concluait-il « le point de départ d'actions répétées qui porteront à la vie générale et entretiendront la participation aux affaires publiques jusqu'aux points les plus éloignés du territoire. Cette action pourrait être complétée par des interventions des catholiques dans tous les débats publics. Et les revendications qu'ils feraient valoir trouveraient un écho à la Chambre dans l'éloquente parole d'A. de Mun. Une seule objection : le manque d'hommes compétents. Il disait, en citant A. de Mun, que là où ces groupes ne pourraient être commencés par le haut, on les entreprendrait par le bas, c'est-à-dire par les groupements populaires, quitte à les compléter ensuite par l'adjonction des autres éléments désirés.

On le voit, les deux programmes sont jumeaux à cette nuance près : Harmel met l'accent sur le caractère populaire des réunions, tandis que La Guillonnière n'admet l'action uniquement populaire que comme un pis aller provisoire.

Les conférences se succédèrent durant l'année 1890 <sup>1</sup>.

Au Cercle Saint-Denis de Saumur, la salle contient 500 places, ce qui est à peine suffisant pour le nombre d'auditeurs. Deux vicaires de la paroisse portent chaque mois les invitations à domicile, en choisissant de préférence des gens qui ne fréquentent pas l'Église. La réaction, nous dit-on, est bonne. Flatté qu'un prêtre vienne l'inviter à domicile le « client » s'y rend. On a vu des gens absolument hostiles, demander des cartes pour eux et leurs amis. Devant des auditoires mêlés, les conférenciers n'hésitent pas à traiter des questions brûlantes. Des conférences agricoles sont envisagées. A Nantes <sup>2</sup> l'expérience fut un succès. Un jeune adhérent de l'Œuvre, Flornoy, prit l'affaire en main. Il organisa trois centres, et fit dans chacun concurremment une série de conférences exclusivement sociales, devant un public régulier et attentif. La première séance fut orageuse, mais il sut imposer silence à ses adversaires. Faisant davantage, il réunit les auditeurs les plus assidus et les consulta sur les modifications éventuelles à apporter à ces réunions et sur le choix des sujets. Le Secrétariat du Peuple étant à ce moment en voie de constitution, il choisit ses délégués parmi les sym-

1. Voici ce que fit par exemple à Saumur La Guillonnière qui avait remplacé Harmel à la tête de la II<sup>e</sup> Section. Le conférencier a choisi pour sujet le projet de Mun sur la réglementation du travail. Il montre presque toutes les fonctions libérales jouissant du repos dominical et en face d'elles, une classe ouvrière à qui ce droit est refusé. Qu'en résulte-t-il pour elle ? La servitude du corps et la ruine de l'âme, la santé, la servitude de l'âme et la ruine de la foi, la servitude du cœur et la ruine de la famille et enfin la ruine de la bourse. La conclusion est simple : la consécration légale du repos hebdomadaire serait la charte d'affranchissement du monde du travail. Après la conférence, il invite les ouvriers à rédiger par écrit et sous forme anonyme toutes les objections ou toutes les questions qu'ils voudraient poser. Il procède aux réponses et aux réfutations avant d'aller plus loin.

2. P.-V., 11 février 1891.



pathisants qui venaient l'écouter, établissant ainsi une heureuse liaison entre les deux branches de l'organisation.

A Paris, ces conférences débutaient en même temps qu'une ardente campagne en vue des élections municipales. De Mun mit le comité parisien en garde contre une confusion possible soit par le ton des conférenciers, soit par le choix des sujets, avec la propagande de gauche à tendances nettement socialistes, ou avec celle de droite professant un antisémitisme aigu <sup>1</sup>. Il n'excluait pas le terrain politique, ni même le terrain électoral pour les conférences, mais leur imposait alors un caractère nettement catholique. A Reims où les conférences se continuaient, Harmel portait son principal effort sur le Secrétariat du Peuple. Son idée était, nous l'avons vu, d'attirer les ouvriers par les délégués de quartier jusqu'au secrétariat et là, après quelque temps, de prendre en main leur formation. On comptait sur des hommes choisis exprès pour attirer les « clients, chacun dans un quartier donné » : les délégués de quartier. Mais en raison du rôle attribué par le plan d'Harmel au secrétariat, c'était en définitive de délégué de quartier que dépendait le succès de l'Œuvre et de la rééducation sociale. Harmel attache donc une grande importance à leur formation préalable.

« Choisis toujours parmi les modestes salariés qui connaissent par expérience les mille soucis occasionnés dans la vie ouvrière, par les enfants, le logement et les maladies, ils possédaient plus naturellement que d'autres l'intelligence et la compassion de la vraie misère, plus facilement ils la devinaient ou bien en provoquaient la confiance » <sup>2</sup>. Dans une note à leur sujet, Harmel écrit : « L'éducation des délégués de quartier doit être la préoccupation principale du secrétariat, puisque l'Institution vaudra ce que vaudront les délégués dans l'exécution de leurs missions. Dans les réunions hebdomadaires, indispensables pour les former, chacun doit rendre compte des services rendus, poser les questions qui l'embarrassent. On leur expliquera comment ils doivent trier les misères qu'ils ont à soulager de façon à exclure de la classe des mendiants, ceux qui peuvent travailler et faire honneur à leurs petites affaires pour les faire passer dans la classe des vrais travailleurs. »

A côté des délégués chargés de ce dépistage, le reste du personnel du secrétariat s'occupait de soulager ces misères. Il était divisé en quatre sections : juridique, médicale, service de renseignements et bureau de placement.

Avant que le Secrétariat du Peuple de Reims ait pris une grande extension et qu'il ait pu, par conséquent, servir d'aimant aux groupes populaires qu'Harmel voulait enseigner, l'apôtre du Val-des-Bois, éclairé par l'Encyclique *Rerum Novarum*, adoptait une nouvelle formule de réunion populaire : le Cercle d'études. Nous avons montré l'abandon des réunions d'études sociales. Le second plan d'Harmel ne fut pas un échec. Il était, dans bien des régions, en bonne voie d'exécution, avec

1. P.-V., 26 février 1850 (annexe.)

2. R. P. GUITTON, *op. cit.*

des résultats satisfaisants à l'appui, quand s'éleva la voix souveraine du successeur de saint Pierre. Docile à la pensée pontificale, Harmel crut devoir affirmer plus nettement le caractère éducatif des réunions et en accroître l'efficacité. C'est pourquoi il revint à la formule des réunions, mais débarrassée de la plupart des entraves qui avaient étouffé sa première manifestation et constitua le Cercle d'études sociales.

Celui-ci connaîtra une ampleur, une durée et une célébrité considérables. Il sera le terme de ces essais auxquels Harmel a procédé pour renouveler le Cercle catholique d'ouvriers. Leur intérêt réside d'abord dans cet acheminement d'un groupement récréatif de caractère essentiellement moral vers un groupement d'études de caractère essentiellement intellectuel.

Mais il serait sans doute injuste de ne reconnaître aucun résultat à ces formules de transition. Les réunions d'études sociales ont montré à Harmel qu'il était possible d'amener des ouvriers catholiques à discuter des sujets proposés. Les conférences populaires ont révélé l'existence d'un public assidu à suivre des travaux d'études sociales. Enfin, les Secrétariats du Peuple ont dirigé vers les catholiques bien des indifférents. Chaque fois Harmel a tiré la leçon de l'effort précédent.

D'autre part, les milieux ouvriers, atteints par ces essais y ont certainement vu le catholicisme social sous un jour favorable. En particulier les conférences populaires ont contribué à répandre à travers les masses une idée nouvelle de la doctrine chrétienne.

#### LES PÈLERINAGES OUVRIERS

Dans les manuels élémentaires d'histoire de l'Église, les enfants apprenent sur Harmel qu'il conduisit à Rome les pèlerinages dits de la « France du Travail » <sup>1</sup>.

Pourquoi Harmel mena-t-il patrons et ouvriers aux pieds de Léon XIII ? On peut discerner plusieurs motifs. Le premier, le plus important, semble avoir été le désir de montrer aux masses le Pape « prisonnier ». Quand Harmel entreprit le premier de ces pèlerinages, quinze années s'étaient écoulées depuis que les soldats de Victor-Émmanuel II avaient occupé la Ville Éternelle. L'émotion profonde qu'avaient ressenti les foules catholiques s'était à peu près apaisée. Pour des raisons différentes, mais également décisives, les gouvernements catholiques d'Europe n'avaient pas réagi. Huit ans après, le Pape dépouillé était mort, suivant de quelques semaines le roi Italien dans sa tombe. Léon XIII avait maintenu intégralement les protestations de son prédécesseur par devers le roi Humbert, mais sept années encore avaient passé et il ne semblait plus y avoir de raisons pour qu'un gouvernement quelconque voulût

1. On ne trouvera pas ici une histoire détaillée des pèlerinages, mais seulement le rappel des principaux faits d'après l'ouvrage du R. P. GUITTON et l'analyse de leur portée sociale. Si l'on met à part leur caractère populaire et leur influence sur l'encyclique il reste le fait même du pèlerinage qui nous a paru sortir du sujet.

maintenant intervenir en faveur du Pape. C'est alors que naquit chez Harmel une pensée à certains égards « médiévale ». Ce que les gouvernements n'avaient pas pu faire, un grand courant populaire le ferait. A l'âge de la démocratie, la volonté du peuple ferait entendre sa grande voix ; sa pression irrésistible saurait imposer aux gouvernements timorés l'intervention désirée. Mais le peuple, éloigné de Dieu, connaissait mal la situation douloureuse faite au chef de l'Église. D'où le désir de montrer le Pape prisonnier dans son Vatican aux peuples menés à ses pieds.

Léon XIII de son côté souffrait de l'isolement dans lequel il vivait. Tout son règne n'est qu'un persévérant effort diplomatique pour rendre sa place à l'Église dans le concert des nations.

Ce fut son incontestable réussite au lendemain du drame de 1870 d'imposer au monde étonné, le respect du Vatican, la recherche de son appui, le souci de ses avis. Or la politique Romaine, essentiellement traditionnelle, suivait les voies de la diplomatie ancienne. Elle s'adressait en dehors du clergé aux cours et aux gouvernements. Mais le Pape de l'Encyclique *Rerum Novarum* savait que dans le monde d'autres forces comptaient que celles des prêtres, des rois et des ministres. On peut donc dire que l'effort d'Harmel pour rapprocher l'Église et son chef des ouvriers concordait avec la politique de Léon XIII.

Il y avait encore une raison, partagée par tous les patrons : intéresser le Pape à la solution des problèmes économiques et sociaux, obtenir de lui, au milieu des controverses, des définitions sur l'enseignement catholique en ces matières. Ces pèlerinages apparaissent comme le symbole de toute l'œuvre d'Harmel parce qu'ils font image ; ils résument peut-être sa vocation.

Les contemporains ont été frappés aussi de cet événement parce qu'il est sans précédent ; se situant à l'heure même où le Vatican préparait l'Encyclique décisive sur la question sociale, il attirait l'attention du monde catholique tout entier <sup>1</sup>.

Le premier pèlerinage est exclusivement celui des patrons. Sa préparation, commencée à l'automne de 1884 est menée par Harmel avec sa vigueur réaliste. Il s'adresse par circulaire aux huit cents membres de la Commission Industrielle, aux prêtres, au Cardinal Caverot, archevêque de Lyon. Il excite l'émulation des villes, opposant les dix représentants d'Armentières aux deux de Lille-Roubaix-Tourcoing, les quatorze de Saint-Chamond aux deux de Saint-Étienne. Il entretient une active correspondance avec le Vatican, non seulement pour organiser l'audience pontificale et les cérémonies religieuses, mais encore pour que le temps passé à Rome soit aussi attrayant et instructif que possible. C'est encore Harmel qui traite avec les agences et obtient des imprimeurs les cartes et guides nécessaires. Le pèlerinage coïncidant

1. Nous pouvons nous faire une idée de son importance sur le plan de l'histoire catholique internationale en mesurant l'importance que lui accorde un historien belge de l'époque, Mgr de Tserclaes. *Op. cit.*



avec les Quatre-Temps, il se soucie de l'heure et de la préparation du repas à prendre ces jours-là.

Ainsi parvint-il à réunir une centaine d'industriels en quatre groupes ayant à leur tête, Dutilleul pour le Nord, Mennesson pour l'Est, Neyrand pour le Centre et Fournier pour le Midi. La commission industrielle de l'Œuvre était représentée par H. André, son président, Chagot, Féron-Vrau, Thiollière et Harmel.

Le 23 février 1885, Léon XIII les recevait dans la Salle du Consistoire entouré de dix cardinaux et de nombreux évêques et nobles Romains. Le Pape écouta avec un très vif intérêt leurs explications, puis les remercia, les exhortant notamment à ressusciter les sages institutions du passé, les corporations ouvrières qui furent au point de vue temporel si utiles aux classes pauvres et laborieuses « et finalement leur demanda de revenir avec leurs ouvriers ».

Mgr Langénieux, archevêque de Reims, accompagné de quelques prêtres, avait conduit le pèlerinage : en parlant plus tard, il souligna et l'intérêt éprouvé par Léon XIII et le caractère nouveau pour lui de l'information apportée par les industriels français<sup>1</sup>. L'allusion aux corporations ne pouvait qu'aller au cœur des pèlerins.

Mais en même temps que ce premier pèlerinage, La Tour du Pin se rendait à Rome en mission d'information. A mesure que se développaient les études de l'Œuvre il sentait davantage la nécessité de s'assurer de l'opinion du Vatican.

Mgr Mermilod, l'ambassadeur de France, Lefebvre de Behaine et le cardinal Jacobini qu'il avait connu nonce à Vienne, lui obtinrent facilement l'audience désirée. Le Pape apprenant que l'expression même d'« ordre social chrétien » était contestée à l'Œuvre, dit en souriant : « Eh non ! ce n'est pas du socialisme, c'est du christianisme », et il ajouta « Ah ! ils ne savent pas ce que c'est que l'ordre social chrétien, eh bien, ne craignez rien, attendez ma prochaine Encyclique<sup>2</sup>. Le Pape parlera, il dira qu'il y a un ordre social chrétien. » A la fin de l'audience, il déclara : « Vous m'avez demandé un cardinal pour contrôler et au besoin diriger vos travaux ; eh bien ! je vous en donnerai deux, je constituerai une commission pour les études et vous trouverez ainsi à Rome ce que votre foi vous y a fait chercher. »

Il suggéra que l'Œuvre des Cercles fit, sous le contrôle de ses prélats domestiques, la réunion de tous les textes où il avait traité de la question sociale.

Cette audience était pour l'Œuvre un grand succès. C'était aussi le signe d'une évolution au Vatican. Mgr Langénieux rencontrant La

1. Cl. LANGÉNIEUX ; *Les Pèlerinages des ouvriers français à Rome et la Question sociale*, p. 11. Il y avait, estime le Cl. une grande différence entre l'ouvrier d'usine français et l'artisan ou le journalier italien que le Pape pouvait connaître.

2. L'Encyclique *Immortali Dei*.

Tour du Pin après l'audience des patrons, lui dit ces paroles significatives : « Mon cher Fils, ce moment marquera dans l'Histoire, car Dieu vient de se servir de notre humble bonne volonté pour remettre la question sociale à l'ordre du jour de l'Église. »

Pour informer Léon XIII le cardinal Langénieux avait fait préparer une note qu'il remit lui-même au Pape, ainsi que le *Mémoire aux Evêques*. La note était l'œuvre du secrétaire de l'archevêque, l'abbé Compans, mais La Tour du Pin y avait activement collaboré.

La Tour du Pin eut à Rome de nombreux entretiens. Il faut citer la sympathie que lui témoignèrent le cardinal Parochi devenu « protecteur de l'Œuvre » et le cardinal Zigliara qui s'offrit à en être le « consultant théologique ». Notons encore l'esquisse d'un projet de liaison permanente et d'entente entre les chefs du mouvement catholique dans plusieurs pays d'Europe <sup>1</sup>.

Quelques jours après leur retour les pèlerins apprenaient la nomination d'Hyppolite André au grade de Commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand.

« Revenez avec vos ouvriers » avait dit le Pape. Harmel désormais, n'eut pas de cesse que ce souhait devint une réalité.

Le second pèlerinage eut lieu en octobre 1887. Nous y retrouvons encore cent patrons auxquels se sont joints 1.400 ouvriers et 300 prêtres. On s'étonnera peut-être du nombre des prêtres, mais à lire les documents il paraît surprenant qu'il n'y en ait pas eu davantage. Tous voulaient se rendre au Vatican et Harmel, pour préserver dans la mesure du possible le caractère de ce voyage, avait décidé que pour y participer un prêtre devrait amener quatre laïques. La moitié des voyageurs passa par le Mont-Cenis et s'arrêta à Turin pour y recevoir la bénédiction de Dom Bosco <sup>2</sup>.

Le 16 octobre, Léon XIII reçut les pèlerins. Cette fois si le Cardinal Langénieux conduisant le pèlerinage prononça quelques mots, de Mun lut l'adresse ; il la termina en demandant au Pape sa bénédiction sur les œuvres de salut entreprises en faveur des ouvriers afin que par le relèvement de leur condition, ils trouvent toute facilité de mener une vie vraiment chrétienne, d'élever dignement leur famille et de terminer leur existence, vouée à un dur travail, dans une vieillesse honorée, en attendant de la miséricorde divine les joies et le repos du ciel.

Phrases essentielles, elles posaient en fait la question sociale au Vatican. Léon XIII ne put s'y tromper et sa réponse constitua une première prise de position comme le désiraient ses hôtes : il montra les mœurs des peuples, les statuts et règlements des cités, les ordonnances et les lois des pouvoirs publics imprégnés par l'esprit de maternelle sollicitude de l'Église. Il ajouta : « Sans doute l'intervention et l'action de ces pouvoirs ne sont pas d'une indispensable nécessité, quand, dans les conditions qui règlent le travail et l'exercice de l'industrie,

1. Projet que l'Union de Fribourg réalisera dès l'automne.

2. Cf. GUITTON, *op. cit.*

1. l'action sociale.

il ne rencontrent rien qui offense la moralité, la justice, la dignité humaine, la vie domestique de l'ouvrier. Mais quand l'un ou l'autre de ces biens se trouve menacé ou compromis, les pouvoirs publics, en intervenant comme il convient et dans une juste mesure, feront œuvre de salut social, car à eux appartient de protéger et de sauvegarder les vrais intérêts des citoyens, leurs subordonnés. C'était admettre l'intervention de l'État quand la protection des intérêts ouvriers l'exigeait, c'était déjà un abandon des doctrines libérales.

Le second pèlerinage de la France au Travail, par cette double manifestation officielle suffirait à marquer une date : la voie est ouverte qui mènera Léon XIII à publier *Rerum Novarum*. Mais derrière les manifestations spectaculaires, une nouvelle étape était franchie.

En effet, Léon XIII fit appeler deux fois de Mun en audience privée ; la première fois à son arrivée à Rome et la seconde un peu avant le départ<sup>1</sup>. Chaque audience dura une heure pendant laquelle la conversation fit le tour des graves questions « qui agitent notre temps et notre pays ». Mais chaque fois Léon XIII insista sur la question sociale et il annonça à de Mun la prochaine publication d'une encyclique sur cet objet, aussitôt après l'achèvement de celle sur le libéralisme. Le Pape loua « l'initiative, l'action et les idées » de l'Œuvre. Ayant lu le recueil des statuts des corporations, il demanda qu'y fussent ajoutés tous travaux, documents et écrits d'ordre social. Enfin il pria de Mun de rédiger un rapport complet « sur les points qui lui paraîtraient devoir être tranchés par l'autorité pontificale. »

Faut-il souligner l'importance considérable de ces audiences ? Nous y voyons le Pape décidé à publier une encyclique sur la question sociale au moment même où les ouvriers du pèlerinage sont à Rome et demander au secrétaire général de l'Œuvre des Cercles de lui en préciser les points essentiels. Quel plus bel encouragement pour ses travaux pouvait souhaiter de Mun ? Le billet suivant montre dans quel esprit il prépara son mémoire.

« Cher Monsieur l'abbé<sup>2</sup>,

Je viens très confidentiellement vous demander un service. Le Saint-Père m'a demandé un mémoire sur la question sociale (travail, propriété, crédit) énonçant l'état des questions, nos idées et les points sur lesquels il nous paraît désirable que le Pape se prononce. C'est grave et je ne saurais m'entourer de trop de conseils. Les vôtres me seront particulièrement précieux et je vous demande de m'envoyer *pour moi* une note aussi complète que possible sur la matière. »

À la fin du pèlerinage, Léon XIII exprima le désir de revoir les ouvriers français. Avec son enthousiasme naturel, Harmel répondit : « Très Saint-Père, je vous en amènerai dix mille. »

1. P.-V., 2 novembre 1887. Communication d'Albert de Mun.

2. Lettre à l'abbé Leroy. Celui-ci après avoir participé activement au Conseil des Études s'était retiré en Bretagne d'où il intervenait parfois dans les débats. Il répondit en décembre et de Mun, le 22 décembre 1887, le remerciait de ce beau travail dont il envisageait une publication partielle dans l'A. C. (Lettre du 19 novembre 1887).



Le second pèlerinage avait effectivement intéressé le Pape à la question sociale, il l'avait incontestablement satisfait, et les dirigeants français portaient heureux des résultats acquis, de la joie ouvrière et de la grande encyclique annoncée.

En octobre 1888, Léon XIII recevait un membre de l'Œuvre dont nous ignorons le nom <sup>1</sup>, et lui tint ces propos rapportés ensuite à Harmel. Le Pape dit sa joie à la pensée de recevoir les dix mille ouvriers dont Harmel lui avait promis la visite pour septembre 1889, et dévoilant sa pensée « il ajouta que l'Église n'avait guère à compter sur les cabinets plus ou moins inféodés à la Franc-Maçonnerie et qu'elle pouvait surtout opérer dans les peuples... Reportez, disait-il en finissant à de Mun et à Harmel, la sympathie avec laquelle j'ai parlé d'eux. Je compte sur eux. » Amener dix mille ouvriers au Vatican n'était pas une petite affaire. Il fallait d'abord un énorme effort de propagande.

Celle-ci fut d'abord l'œuvre des ouvriers eux-mêmes, racontant ce qu'ils avaient vu. Tel ce pèlerin Picard à son retour se voyait dévoré des yeux par une petite fille qui répondait à l'interrogation de sa mère : « Maman, c'est qu'il a vu le Pape ! » Le cardinal Langénieux analyse ainsi le courant déterminé dans l'opinion : « Le peuple fatigué des déceptions, las d'être trompé toujours, prêta peu à peu l'oreille au récit de ces choses qui l'étonnèrent d'abord, mais auxquelles bientôt il rattacha ses meilleurs souvenirs d'enfance chrétienne et l'instinctif besoin qu'il a d'espérer. C'est ainsi que dans la classe ouvrière, le Pape jusqu'alors à peu près oublié ou méconnu, commença à rencontrer de puissantes sympathies. »

Pour intensifier la propagande, Harmel adressait, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1888, 200.000 circulaires. Il demandait et presque toujours obtenait, l'institution de commissions diocésaines auprès des évêques, avec même des correspondances par canton. La presse catholique fit une large publicité au projet ; mais Harmel jugea bon de créer lui-même un périodique *La France du Travail à Rome*. En janvier 1889 il est à Rome et s'occupe des logements. Léon XIII intervient personnellement pour faire acheter les lits nécessaires voulant, dit-il, loger les ouvriers français chez lui. Durant le Carême, Harmel parcourt la France répétant une conférence inutile : « Rome païenne, Rome chrétienne, le Pape prisonnier ». Au mois de mars son bulletin publie une liste de 83 correspondants diocésains. Les ouvriers, touchés, économisent en vue du voyage ; certains industriels veulent offrir le voyage, mais on voit parfois les ouvriers refuser : c'est le cas à Cambrai où 553 ouvriers refusent de se laisser défrayer par leurs patrons.

Ailleurs, des loteries, des séances sont organisées : certains établissements scolaires offrent une bourse de voyage à un ouvrier ; toute cette préparation se fait malgré la propagande officielle en faveur de l'Exposition universelle et bien des ouvriers doivent sacrifier l'une à l'autre.

L'organisation du voyage était à peine arrangée que de Rome vint

1. P.-V., novembre 1888. Peut-être Henri Lorin ?

l'ordre de n'amener que 2.500 ouvriers à la fois. Il fallut donc tout reprendre en échelonnant le pèlerinage sur tout le mois de septembre, puis le reporter au mois d'octobre en raison des élections. Finalement l'audience d'ouverture se tint le 20 octobre 1889. Léon XIII y prononça un discours dont le retentissement fut considérable. Il y demanda avec instance le retour sous une forme compatible avec les conditions nouvelles aux corporations d'arts et métiers qui pourvoyaient jadis aux besoins matériels et religieux des ouvriers, leur facilitaient le travail, prenaient soin de leur épargnes défendaient leurs droits et appuyaient dans la mesure voulue leurs légitimes revendications. Puis il précisait les devoirs de chacun : aux classes dirigeantes il recommanda d'avoir « un cœur et des entrailles de pères pour ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front ». Il faut surtout, dit-il, mettre un frein à ce désir insatiable des richesses, du luxe et des plaisirs qui, en bas comme en haut, ne cesse de se propager de plus en plus et qui ne trouvant pas à se satisfaire, produit « un malaise immense et des mécontentements d'où naîtront la révolte et l'insurrection en permanence ». Aux patrons, il prescrit de considérer l'ouvrier comme un frère, d'adoucir son sort dans la limite du possible, et par des conditions équitables, de veiller sur ses intérêts tant spirituels que corporels, de l'édifier par le bon exemple d'une vie chrétienne, et surtout de ne se départir jamais à son égard et à son détriment des règles de la droiture et de la justice en visant à des gains rapides et disproportionnés. Aux ouvriers il rappelle la pratique fidèle de leurs devoirs religieux, domestiques et sociaux.

On notera dans ces paroles un progrès très net des conceptions pontificales. De la considération du problème social le Vatican est passé à son étude.

A Rome, cependant, les ouvriers sont magnifiquement traités. Léon XIII a voulu le recevoir comme les grands de la terre et les voir de près. Les tables où ils prenaient leurs repas étaient servies par des évêques Italiens et Français.

Le 3 novembre Léon XIII recevait Harmel <sup>1</sup> et sa famille ainsi qu'Hyppolite André en audience particulière. Félix Harmel lui lut une adresse, dépeignant l'enthousiasme des quatre mille ouvriers déjà rentrés en France « où, disait-il, ils se font les apôtres et de l'amour et du dévouement absolu à votre personne sacrée auprès de leurs camarades. Il soulignait le geste du Cardinal Foulon, archevêque de Lyon, venant à la rencontre des pèlerins et leur rappelant l'importance du grand acte accompli, les fêtes organisées dans de nombreuses villes (et au Val-des-Bois) le dimanche suivant le retour de Rome, fêtes au cours desquelles le nom du Pape était mille fois acclamé ». Il faut, concluait-il, que l'ouvrier comprenne que sans le secours de la Papauté, il retourne à l'esclavage ; c'est en faisant de ces deux causes une seule et même cause que nous hâterons le mouvement qui se produit dans tous les esprits vers le Pape. Léon XIII remercia très

1. Compte rendu confidentiel de l'audience. Annexe au *P.-V.* du 6 novembre 1889.

vivement Harmel et tous ceux qui s'étaient occupés du pèlerinage. « Vous avez eu beaucoup de peine, j'ai suivi tout votre travail et je sais que tous vos amis de l'Œuvre des Cercles s'y sont consacrés tout entiers.

« Dans la circonstance douloureuse où je me trouve, je vois se resserrer autour de moi de plus en plus le cercle de ma liberté. Aujourd'hui ce sont les ouvriers qui sont le plus grand nombre, qui ont la puissance du vote, et c'est par eux qu'on peut faire triompher la bonne cause. La Papauté s'est toujours occupée du travail, elle ne manquera jamais à sa mission. »

Le Pèlerinage des Dix Mille eut un retentissement dans le monde entier. Harmel décida alors d'amener en 1891, vingt mille ouvriers au Vatican.

L'organisation suivit les mêmes lignes et la publication de l'Encyclique aida peut-être les animateurs. Pour Harmel ce pèlerinage serait celui de l'action de grâces, doublé de celui de la Jeunesse Catholique à l'occasion du 3<sup>e</sup> centenaire de saint Louis de Gonzague, fin de septembre 1891.

La *Civita Cattolica* remarquait que le désir d'Harmel était de voir cet exemple suivi par d'autres pays. Déjà l'Espagne annonçait un pèlerinage ouvrier, mais la pensée du « Bon Père » voyait aussi les pèlerins Belges, Allemands, Hongrois au Vatican et ceux d'Amérique et d'Australie.

La moitié des pèlerins avait déjà été reçue à Rome quand une manifestation politique vint brutalement mettre fin à ce pèlerinage et à tous ceux projetés <sup>1</sup>.

Trois jeunes pèlerins de l'A. C. J. F. dont un séminariste, inscrivent sur le registre du Panthéon l'inscription : « Vive le Pape » au cours d'une visite effectuée le 20 octobre, vingtième anniversaire du plébiscite qui avait approuvé la politique de Victor-Émmanuel II.

Aussitôt les jeunes gens furent assaillis, malmenés puis incarcérés. Tous les pèlerins se virent insultés et la foule déambula dans les rues aux cris de « A bas le Pape, A bas la France, Vive Sedan ! ».

Le gouvernement italien s'abstenant de toute action, le lendemain un immense rassemblement réclamait l'abolition de la loi des garanties.

Devant la foule menaçante et un gouvernement inerte, il fallut décommander les pèlerins attendus, emmener en hâte et à la dérobée ceux présents à Rome.

Léon XIII reçut Harmel avec une émotion indicible : « J'étais prisonnier, dit-il, maintenant je suis otage. » Il semble bien qu'il y ait eu là un coup monté par des groupements hostiles à l'Église catholique et inquiets de l'ascendant exercé par Léon XIII, dont ces pèlerinages ouvriers manifestaient la recrudescence. On ne saurait mettre en doute le caractère essentiellement politique de la manifestation <sup>2</sup>.

Elle obtint le but cherché. Il n'y eut plus de pèlerinage durant six ans, et ensuite ils ne reprirent que très restreints.

1. Cf. GUITTON, *op. cit.*

2. C'est pourquoi nous nous sommes bornés à une brève analyse des principaux faits.



Ces pèlerinages ont-ils répondu à l'attente d'Harmel ? Ont-ils fait sortir le Pape de son isolement, contribué à résoudre la question romaine et intéressé le Vatican aux questions sociales ?

On peut répondre affirmativement, semble-t-il, à la première question.

Le Pape a éprouvé une grande satisfaction personnelle à recevoir les ouvriers. Il l'a dit à Harmel, mais surtout il a insisté pour que les pèlerinages continuent et a souffert de leur interruption.

À l'étranger la vue des ces défilés populaires au Vatican a surpris ; elle n'a pu que donner plus de crédit à l'opinion que l'on se faisait du pontife. Ils s'insèrent bien dans le cadre de la diplomatie vaticane. Ils en sont le complément. Les manifestations auprès des cours et des gouvernements auraient eu moins de poids sans les pèlerinages ouvriers.

On ne saurait en dire autant de la question romaine. Pour déterminer à travers le monde un mouvement de masses en faveur du pouvoir temporel des Papes il eut fallu amener au Vatican, comme Harmel l'avait rêvé, des millions de travailleurs du monde entier. Que sont les vingt-trois mille ouvriers français en comparaison de cet espoir ? En outre, le procédé n'était peut-être pas effectif. Des patrons du Nord s'entendirent déclarer par leurs ouvriers que le Pape ne leur avait paru à plaindre en aucune façon et qu'ils seraient heureux de vivre comme lui.

Ces pèlerinages ne paraissent pas avoir été suivis d'un mouvement quelconque en France en faveur du Pape prisonnier, ni même d'une recrudescence d'intérêt. Il faut constater l'échec.

Reste l'influence sur les études sociales au Vatican. Ici le résultat est très net et nous avons pu voir au passage une sorte de concordance entre les pèlerinages et la préparation de l'Encyclique. En 1885, le pèlerinage des patrons contribue à attirer l'attention du Vatican sur la question sociale. En 1887, la venue des pèlerins coïncide avec la décision du Pape de faire une encyclique, et contribue à sa préparation par les contacts établis. Le Pape envisage l'intervention de l'État. En 1889, Léon XIII accueille les pèlerins avec un exposé lumineux des devoirs de chacun. Les principes de l'encyclique sont admis.

Enfin, le pèlerinage de 1891 est celui de l'« action de grâces ». Mais mieux que cette coïncidence de faits, la parole de Léon XIII à Mgr Bollard, évêque de Tours, situe les rapports des deux événements. « L'Encyclique, dit-il, est la récompense des pèlerinages ouvriers <sup>1</sup>. »

#### LA CORPORATION DES PUBLICISTES CHRÉTIENS ET L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Les faits que nous venons de raconter se rapportent au grand effort qu'a fait l'Œuvre des Cercles sous la direction d'Harmel pour sortir de ses limites naturelles et faire rayonner à travers la France et au delà,

1. Cf. GUITTON, *op. cit.*

un amour profond du Pape, une foi profonde dans la mission sociale de l'Église et la volonté intense de créer des œuvres variées mais toutes imprégnées de ce même amour et de cette même foi.

Cette extériorisation de l'action menée par les catholiques leur fut sensible au point de vouloir changer le nom de l'Œuvre ; ce fut Léon XIII qui le leur déconseilla formellement <sup>1</sup>.

Au début de 1885, de Mun <sup>2</sup> déposait sur le bureau du Comité un projet de réforme des statuts. L'article 1, modifié, indiquait comme but de l'œuvre, le cercle catholique d'ouvrier et la *corporation chrétienne*. Le projet ne mentionne plus le Comité d'honneur, il devient donc facultatif. Cette modification fut l'objet d'un long débat et d'une âpre discussion. L'opposition fut conduite par Maurice Maignen, mais le Comité se refusa à entendre ses adjurations, et admit l'existence d'un nouveau but. Maurice Maignen voyait non sans raison une menace pour l'atmosphère religieuse préservée jusque-là aux cercles, dans le fait de créer immédiatement une corporation.

Nous avons remarqué en regard de chaque tentative dans une direction nouvelle, les résultats immédiatement atteints : rayonnement des idées d'Harmel dans les milieux les plus variés, intérêt soutenu d'un public ouvrier pour les conférences et attirance des classes dirigeantes vers les questions ouvrières, introduction de la question ouvrière au Vatican.

Il nous reste à indiquer deux créations dues à cette extériorisation de l'Œuvre, et à souligner une attitude religieuse qui a conditionné le succès.

La première création est celle de la « Corporation des publicistes chrétiens ». L'idée de ce groupement paraît avoir résulté de l'assemblée générale de l'Œuvre des Cercles de 1886 au cours de laquelle un gros effort avait été déployé pour s'assurer le concours le plus sympathique de la presse.

Le projet de grouper les journalistes amis en une corporation fut annoncé à la séance du comité le 17 mars 1886. Aussitôt, quarante-trois journalistes furent invités à y adhérer. Quelques jours après l'association était constituée et ses membres réclamaient aussitôt de leur propre chef le nom de corporation.

Le bureau <sup>3</sup> fut ensuite composé de façon à grouper les journalistes de Paris et ceux de la Province en proportions à peu près égales. De Marolles, membre du Comité général de l'Œuvre fut choisi comme président, tandis que le président de la Commission des Études législatives, le R. P. de Pascal, devenait aumônier.

La corporation est destinée à réunir entre eux les publicistes chrétiens.

1. Ch. MAIGNEN, *op. cit.*

2. P. V. du 18 mars au 13 mai 1885.

3. P.-V., 5 mai 1886. Voici la composition du bureau : Aumônier, R. P. de Pascal ; Aumônier suppléant, l'abbé de Beutgne ; Président, vicomte de Marolles ; Vice-Président, Bon de Lambert (*Défense de la Seine-et-Marne*) ; Membres, Revasnier (*Gazette de France*), Tavernier (*Univers*), J. Ménard (*Croix*), Édouard Drumont, H. Bazin (*Anjou*) Petit-Barmont (*Courrier du Jura*) et Delloye (*Émancipation*).

Son caractère religieux est affirmé avec éclat, et elle choisit pour patronne Notre-Dame de l'Annonciation.

Avec l'Œuvre des Cercles, le lien prévu, très lâche, est indiqué à l'article 7 : « L'initiative de la présente fondation ayant été prise par l'Œuvre des Cercles, il est entendu que les membres du bureau devront être membres de la dite œuvre. » En somme, les deux Œuvres, coexistent, mais la direction de la corporation vient de l'Œuvre des Cercles ; celle-ci garde la haute main sur les destinées de l'autre mais ne lui impose aucun lien juridique en ce sens. L'union personnelle dura aussi longtemps que l'Œuvre des Cercles en raison du rôle prééminent joué dans les deux associations par Victor de Marolles.

Le 29 avril la Corporation tenait sa première assemblée où les statuts étaient ratifiés. Quelques jours plus tard se tint la première réunion d'un type bientôt classique : le soir, un dîner mensuel avec allocution — dîners auxquels se pressèrent toutes les grandes figures catholiques du temps et le lendemain, une messe matinale.

La corporation dura jusqu'à la guerre de 1914, groupant tous les journalistes catholiques. Elle ne semble pas avoir eu une grande influence professionnelle ou politique.

L'Association Catholique de la Jeunesse Française, fondée en mars 1886 par six jeunes gens, réalisait à la fois une vieille idée d'Albert de Mun, toujours préoccupé d'exercer une action sur la jeunesse et une adaptation française de la Société des Étudiants Catholiques de Suisse. Cette association, dont nous avons vu Harmel citer l'exemple à ses auditeurs de Lyon, reçut la visite d'Albert de Mun et de La Tour du Pin quand ils vinrent participer à la première réunion de Fribourg en 1885, réunion qui coïncidait avec la tenue d'un congrès eucharistique dans cette ville.

Le projet ayant pris corps, le P. du Lac sollicita le jeune Robert de Roquefeuil d'en assurer la réalisation. Fils de l'ancien chef de la IV<sup>e</sup> section, très zélé pour les idées de l'Œuvre, Roquefeuil accepta et recruta le second adhérent à la Conférence Saint-Benoît de Versailles. Quatre autres jeunes gens vinrent compléter ce groupe initial et celui-ci se mit aussitôt à l'œuvre <sup>1</sup>.

L'Association Catholique de la Jeunesse Française a pour but de grouper toutes les forces de la jeunesse catholique française en vue de coopérer au rétablissement de l'ordre social chrétien. Pour cela une tâche préalable s'impose : former les hommes capables d'instaurer l'ordre social chrétien.

Un an après la fondation se tenait la première assemblée générale à Angers, présidée par Mgr Freppel. Trente groupes et 1.500 membres y étaient représentés. En 1889, le cardinal Foulon préside la seconde assemblée à Lyon où se réunissent les délégués de 70 groupes comptant 5.000 adhérents.

1. Les fondateurs furent avec Roquefeuil, Joseph de la Porte, Louis de Monnecoul, Pierre Merveilleux du Vignaux, Louis Larère, et René Canat de Chigy. L'abbé Maiguen, neveu de Maurice fut le premier aumônier, bientôt remplacé par un jésuite.



Ce développement régulier de l'A. C. J. F. marque le progrès d'une pénétration continue dans tous les diocèses et presque toutes les paroisses. Tâche de longue haleine, souvent ingrate, elle parvint à rassembler autour des six fondateurs deux mille groupes en 1906.

L'A. C. J. F. devait jouer un rôle considérable dans l'histoire du catholicisme français. Douze ans après sa fondation elle prend une orientation nettement sociale, inscrivant l'étude d'une question sociale d'actualité à l'ordre du jour de ses congrès, entourant des campagnes nationales pour combattre certains abus. Ces faits n'appartiennent pas à la période considérée. Il fallait avant de se lancer sur ce terrain de l'action sociale, s'assurer de trois facteurs : des effectifs importants, une extension territoriale telle que l'Association pût agir dans toute la France, enfin une certaine maturité des chefs. Si les premiers résultats obtenus par l'A. C. J. F. n'appartiennent pas à la période considérée ici, sa fondation décisive pour l'avenir est une des manifestations de cet intense rayonnement que connaît entre 1885 et 1890 l'Œuvre des Cercles <sup>1</sup>.

#### L'APPUI DU CARDINAL LANGÉNIEUX

Au cours de ce chapitre nous avons vu apparaître à plusieurs reprises le nom du cardinal Langénieux <sup>2</sup>. Il convient de s'arrêter devant cette figure exceptionnelle du clergé français. En effet, jusqu'à présent, les ecclésiastiques n'ont guère paru dans le développement du catholicisme social : le R. P. Hubin, en qualité d'aumônier, a cherché à rapprocher l'Œuvre des Cercles de l'épiscopat, Mgr Freppel a défendu à la tribune certains projets sociaux et c'est à peu près tout. Or, voici qu'un prélat — celui à qui revenait le privilège de sacrer le roi — intervenait personnellement dans les affaires du Val-des-Bois, encourageait Harmel, prenait la tête des pèlerinages ouvriers, présentait à Léon XIII une étude sur les idées sociales, inspirée par La Tour du Pin, conduisit à Warmesville, les plus illustres de ses hôtes, le cardinal Gibbons en tête. Dans ce temps d'avant l'encyclique *Rerum Novarum*, le cardinal Langénieux a une place tout à fait à part. Aucun de ses traits ne paraissait le prédisposer à favoriser de façon évidente les entreprises d'un Léon Harmel. Il y avait une telle opposition entre les deux tempéraments qu'ils ne paraissaient guère susceptibles de se comprendre et de s'en-tr'aider.

Benoît Langénieux naquit à Villefranche-sur-Saône le 16 octobre 1824 d'une famille modeste. Il fut durant toute sa jeunesse le protégé de la famille de Noailles et grâce à elle fut successivement élève au petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet (1837-1845) sous l'enseignement de Mgr Dupanloup, au Séminaire de Saint-Sulpice, d'où, ordonné en 1850, il est envoyé comme vicaire à Saint-Roch. Sa carrière est

1. FONTANILLE (H.), *op. cit.*

2. Chanoine LARGENT, *Le Cardinal B. M. Langénieux*, Paris, 1911, VI-376 p., in-8°.

une ascension régulière <sup>1</sup> Remarquons ce passage à Saint-Ambroise où il apprit ce qu'était l'apostolat populaire et créa quelques œuvres bien adaptées à ses paroissiens. D'autre part, c'est comme vicaire général qu'il accueillit Albert de Mun en 1871 et mit tant de zèle à l'aider. Une amitié profonde datant de ces jours allait unir jusqu'à la mort les deux hommes.

Les traits caractéristiques du cardinal sont tant, au physique qu'au moral, une grande distinction, et le sentiment profond des traditions. C'est un homme froid, aux manières de grand seigneur, un royaliste convaincu, absolument éloigné de ces entraînements sentimentaux qui amenèrent tant de prêtres à la cause du peuple après l'encyclique. Comment donc expliquer l'appui considérable et si effectif donné par cet homme déjà âgé à l'œuvre d'Harmel et à celle de de Mun ? On peut admettre que le cardinal Langénieux adhérait à l'enseignement social de Léon XIII de façon pleine et entière. Il y voyait la condition même de la reconquête des âmes par l'Église. Reconquête qui ne pouvait s'effectuer que dans le peuple, dont à Saint-Ambroise comme à Reims il mesurait la déchristianisation. Reconquête aussi dont il faisait la condition même de la grandeur française. Au total une adhésion raisonnée, une conviction basée sur l'expérience, dépourvue de tout entraînement, c'est dans cet esprit que le cardinal Langénieux a servi de toutes ses forces la cause du catholicisme social à ses débuts. Le cardinal durant un épiscopat de trente ans aida beaucoup Harmel au point que le P. Guitton a pu écrire : « Il fut vraiment pour le Val-des-Bois l'homme providentiel. »

Son influence sociale se retrouve dans presque toutes les questions du temps. En 1887 par exemple, il multiplie les démarches au Vatican pour préparer la réception des pèlerins et tient à les mener lui-même aux pieds du Pape, bien qu'il se soit déjà rendu à Rome la même année pour y recevoir le chapeau.

À l'égard des œuvres du Val-des-Bois, il multiplie les gestes d'encouragement. En 1881, quand règne une épidémie de scarlatine, il fait une longue visite aux malades. Il tient à célébrer au Val une de ses premières messes de cardinal. Mais son geste le plus lourd de sens fut d'amener au Val le cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore.

Quand Harmel se lança sur un terrain plus délicat, celui de la formation sociale des prêtres, le cardinal Langénieux l'encouragea encore et vint en personne à plusieurs sessions du Val.

Cette faveur n'était pas de la faiblesse. Un jour qu'Harmel lui demandait de se faire représenter avec éclat à une réunion sacerdotale, il n'y délégua qu'un simple prêtre ne voulant pas « avoir l'air de donner des leçons à ses collègues de l'épiscopat ». Vers la fin de sa vie, quand

1. Vicaire à Saint-Roch, 1851-59, promoteur du diocèse de Paris (1859-62), curé de Saint-Ambroise (1863-68), premier curé de Saint-Augustin (1868-71) ; il prêcha es-qualité le carême de 1870 aux Tuileries devant Napoléon III et n'hésita pas à traiter : la mort. Vicaire général de Paris : 1871-73, évêque de Tarbes (1873-74), archevêque de Reims jusqu'à sa mort. Il reçut le chapeau en 1887.

le nom d'Harmel eut été mêlé à de violents débats, il n'est pas impossible qu'il ait éprouvé certains scrupules de l'appui qu'il lui avait si constamment donné. Si ces scrupules ont existé, ils montrent la profonde sincérité du cardinal.

A l'égard de l'Œuvre des Cercles, de Mun a résumé en ces termes une collaboration aussi confiante et intime que durable : « Depuis l'heure, où si généreusement il nous accueillit dans sa chambre de vicaire général, jusqu'au jour alors bien loin de son esprit et du nôtre, où archevêque et cardinal, il conduisit aux pieds de Léon XIII les grands pèlerinages ouvriers, il demeura sans jamais se départir de sa bienveillance, le protecteur et le guide de toutes les études sociales que l'Œuvre des Cercles fit naître par son initiative. »

Nous verrons qu'il accorda aussi son patronage aux congrès ouvriers. Dans son diocèse, il ne put faire que peu de choses. Quand il voulut faire donner quelques notions d'action sociale à ses séminaristes, il ne trouva personne d'autre que Harmel pour le faire et la venue de celui-ci fut accueillie avec une surprise méfiante, presque hostile. Ses diocésains ne suivaient pas une action aussi hardie, aussi novatrice que celle de leur cardinal, parce qu'ils ne la comprenaient pas. Lui disparu, le diocèse de Reims abandonna cette « position en flèche » qu'il devait seulement à l'esprit précurseur de son archevêque. Les ouvriers de Reims étaient fiers de lui et appréciaient le fait d'avoir un illustre prélat à la tête du diocèse, mais le cardinal Luçon fut bien plus populaire sans être particulièrement social. Cette comparaison nous fait toucher du doigt le trait distinctif du sentiment social chez Benoît Langénieux : l'absence d'enthousiasme communicatif, d'élan sentimental. Sans cette lacune, son attitude et son œuvre lui eussent donné la popularité de son beau surnom : « Le Cardinal des ouvriers. » Sur le plan français, son action a été un élément essentiel, souvent décisif, du développement des idées et des œuvres catholiques sociales ; ses interventions répétées leur ont assuré une réputation et une compréhension exceptionnelles du Vatican.



## CHAPITRE VIII

### Les patrons chrétiens : la corporation dans l'usine

Nous venons de voir comment Harmel partant d'une propagande essentiellement destinée au patronat en était arrivé à prêcher d'une part un milieu très vaste de la bourgeoisie où les patrons côtoyaient les prêtres, les femmes du monde, les étudiants, les officiers etc..., et d'autre, part un nombre croissant de représentants de la classe ouvrière. Cette constatation de plus en plus accusée nous amène à la remarque suivante : Harmel a peu à peu diminué son action de propagande au sein du patronat proprement dit. Après 1891, elle aura pratiquement cessé.

Les efforts de Harmel auprès des patrons ne furent cependant pas tout à fait vains. Ils réussirent à donner à bien des chefs une conception neuve de l'entreprise, de ce que nous appellerions aujourd'hui la « communauté d'entreprise ». Quelques-uns de ces patrons ont cherché à appliquer ces idées, séduisantes pour la plupart d'entre eux. On ne connaîtra pas le nombre et la nature de ces efforts isolés, résultats d'une lecture du Manuel ou de l'audition d'une conférence dans la ville de province. Mais sans pouvoir en dire davantage il est bon de noter une influence réelle et utile qu'on ne saurait oublier.

Certains patrons essayèrent de mettre sur pied une institution sociale dans leur entreprise et de diffuser la parole d'Harmel. Ils ont eu dans le milieu catholique un instant de célébrité, grâce auquel leur nom est venu jusqu'à nous. Nous allons esquisser leurs portraits en indiquant les institutions qu'ils tentèrent d'implanter dans leur domaine.

Nous sommes ici sur un terrain vierge, car les auteurs dont nous avons cité les travaux n'ont pas cherché dans l'ombre d'Harmel ces personnages, moins actifs que lui sans doute, mais dont l'adhésion sincère à ses doctrines s'est traduite par des œuvres concrètes, vivantes, où rayonne l'âme du précurseur <sup>1</sup>.

Après avoir parcouru cette galerie, nous verrons pourquoi, en dépit de ces initiatives, la propagande d'Harmel n'a pas abouti un résultat d'ensemble.

« La question sociale, écrivait Harmel au Comité de l'Œuvre, ne menacerait pas notre pays d'une ruine complète si les patrons connaissaient leurs devoirs et les pratiquaient. Personne n'a plus de puissance pour la réforme sociale que les patrons. Malheureusement la plupart et parmi les meilleurs n'ont qu'une notion très imparfaite de leurs

1. La documentation de ce chapitre provient de quelques lettres du dossier de la Commission Industrielle de l'Œuvre des Cercles, de témoignages verbaux des survivants et de quelques rares études de l'époque.

devoirs de paternité sociale, et surtout de l'étroite obligation que Dieu leur a imposée à cet égard. Les obstacles tiennent surtout à deux causes : une multiplicité accablante de travaux et de préoccupations qui empêche le patron de sortir de sa sphère professionnelle, une répugnance trop facile à comprendre pour des devoirs dont le poids paraît difficile à porter. »

Les hommes dont nous allons parler ont donc reçu d'Harmel des consignes et des exemples.

Les consignes sont d'un ordre général et de caractère essentiellement religieux et moral. Le patron est le père de ses ouvriers, il doit les diriger dans la bonne voie et leur assurer en ce monde les conditions nécessaires pour faire leur salut dans l'autre ; ce point fondamental vise notamment l'exercice du culte près de l'usine, la représentation de la croix et d'images religieuses, les bonnes fréquentations.

Outre ce côté moral, le patron doit matériellement aider l'ouvrier, le protéger contre les dépenses exagérées, la misère, le chômage, l'alcoolisme ; il peut lui faciliter l'éducation chrétienne de ses enfants, les soins médicaux, le ravitaillement, lui raccourcir sa journée de travail. Il peut assurer la séparation des sexes et l'hygiène du logement.

Durant ces années d'avant l'encyclique, Harmel ne parla guère du salaire, ni, semble-t-il, du sursalaire familial qu'il appliquait pourtant chez lui. Il ne les invitait pas à instaurer telle œuvre particulière, mais au contraire les laissait entièrement libres de traduire en actes, à leur guise, le principe de paternité sociale auquel il les pressait d'adhérer de tout cœur.

Cependant les regards de certains patrons se portaient vers le Val-des-Bois où ils prenaient leurs directives qu'ils adaptaient ensuite de leur mieux. Ceci explique à la fois la variété des œuvres et les traits communs dont elles portent l'empreinte.

Le premier nom de cette liste est celui de l'homme que nous avons rencontré si souvent aux côtés d'Harmel, Hyppolite André <sup>1</sup>.

Le futur président de la Commission Industrielle de « l'Œuvre », naquit en 1826, et fut élevé au Collège Sainte-Barbe. Jeune homme, il professait une parfaite indifférence à l'égard de la religion. Il vint à Couzances-aux-Forges, centre industriel de l'Est, où devenu maître de forges, il consacra toutes ses facultés à l'étude des questions industrielles. Ce fut après la guerre de 1870 qu'Hyppolite André connut A. de Mun et surtout Léon Harmel. L'influence de ces deux hommes en fit un chrétien convaincu, bien vite un apôtre ; André voulut alors fonder à Couzances un petit Val-des-Bois.

Ce fut le but de sa vie, mais les résultats ne répondirent pas à son

1. Bibliographie : Elle est pratiquement inexistante. Quant il mourut une petite brochure fut remise en circulation relatant les cérémonies de ses funérailles. Une autre brochure *Souvenir du Jubilé* 25 septembre 1938, à propos du Cinquantenaire de la Chapelle a rappelé brièvement les Œuvres de Couzances.

Source : Outre les indications brèves dispersées dans ces brochures, l'annexe au P.-V. du 23 novembre 1892.

attente. C'est qu'il déchaîna contre lui de violentes contradictions : en premier lieu celles des ennemis de la religion, ensuite celles de beaucoup d'ouvriers inquiets de toute forme d'ingérence patronale dès que celle-ci dépasse le cadre étroit du travail aux forges, enfin celles d'un groupe de chrétiens intéressés, dont la pratique religieuse était en rapport avec les avantages matériels qu'ils en attendaient.

Pourquoi vit-on à Couzances se manifester une opposition qui n'exista pas au Val ? Cela tient probablement à deux faits : le premier c'est l'isolement des ouvriers du Val qui les mettait davantage entre les mains d'Harmel, le second c'est la différence de métier. L'ouvrier de la grosse métallurgie est plus avancé dans sa formation politique et dans ses idées que celui du textile.

Les œuvres de Couzances forment un tout modeste, mais harmonieux<sup>1</sup> : la pièce centrale c'est la chapelle établie en 1888<sup>2</sup> où la famille se rend le dimanche matin et retourne l'après-midi pour les vêpres. En sortant, les hommes et les jeunes gens se retrouvent dans la salle voisine du Cercle catholique où le temps s'écoule en « d'aimables causeries et jeux paisibles, exempt de l'appât du gain ». A côté du Cercle, la maison d'Œuvres est une belle construction abritant des religieuses qui soignent aussi les malades, tiennent une importante garderie d'enfants avec un ouvroir pour les jeunes filles qui veulent devenir expertes couturières. Chose curieuse, cette formation au but essentiellement social — celui de préparer les futures épouses à tenir leurs intérieurs — avait pris un développement technique inattendu. On vit des élèves, à l'instar des religieuses, élaborer les plus fines broderies. Cette œuvre de jeunes filles trouvait son complément dans le patronage. Les enfants s'instruisaient à l'école libre. Là comme au Val, les ouvriers avaient leur fanfare avec 40 exécutants. Le syndicat mixte de Saint-Joseph couronnait cet ensemble d'œuvres.

Bien des patrons dans leur usine ont agi comme Hyppolite André, mais sa campagne menée pour le développement du catholicisme social dans le monde industriel permet d'associer son nom à celui d'Harmel. L'œuvre accomplie risquerait de passer inaperçue si le témoignage d'Harmel ne mettait en lumière le rôle de son ami. « Au point de vue du cœur, dit-il<sup>3</sup>, j'avais en lui un ami fidèle, tendrement dévoué sur lequel je pouvais compter comme sur moi-même. Au point de vue des œuvres il était mon complément nécessaire. Quand nous étions nous deux pour lutter contre les hésitations des patrons, j'étais certain de la victoire. C'est à M. André qu'est dû, en grande partie, le mouvement industriel qui s'est fait en France depuis vingt-ans. Il avait les qualités qui imposent : la conviction, la droiture de l'esprit, la clarté de l'exposi-

1. Les détails sur les Œuvres de Couzances sont empruntés à une brochure publiée pour le jubilé de la chapelle le 25 septembre et communiqués par M<sup>me</sup> André : *Souvenir du Jubilé*.

2. L'indication de cette date tardive suffit à illustrer l'opposition rencontrée par H. André.

3. P.-V., 23 novembre 1892. Annexe.



tion, un grand bon sens, tout cela joint à une foi vive et profonde dans les méthodes qu'il préconisait. » Document irrécusable, mais louange exagérée quand il attribue à André le mouvement industriel inspiré de l'Œuvre des Cercles et du Val-des-Bois.

Telle nous apparaît la coopération des deux hommes : Harmel présentait son programme et son œuvre. Les patrons restaient sceptiques devant l'ampleur de la tâche et pensaient : eh c'est l'homme d'une œuvre à part ! Alors intervenait le soutien grave, réfléchi du maître de forges, que l'on savait aux prises avec toutes les difficultés des industriels. S'il se ralliait, d'autres pouvaient le faire. L'adhésion d'André signifiait que l'expérience Harmel n'était ni une question de lieu, ni une question de profession. Sa personne d'un abord assez froid, le sérieux de son caractère excluaient toute idée d'un emballement passager et donnaient à son concours dévoué et persévérant un prix considérable.

André s'était attaché plus spécialement à la réforme du repos dominical. Il le justifiait ainsi <sup>1</sup> : « Dieu a organisé la nature et il a commencé le repos du Dimanche. On ne saurait donc exploiter les forces naturelles contredisant les lois du Créateur. » Dans l'industrie, l'application de la réforme paraît s'opposer aux conditions normales de l'entreprise. Cela tient soit à l'ignorance des industriels, soit à l'imperfection de leur outillage, mais non à une impossibilité intrinsèque. En conséquence, quand une usine ne pourra pas chômer le dimanche sans dommage, l'industriel perfectionnera son outillage et il verra que la loi de Dieu n'est pas seulement une loi de moralité, mais aussi de prospérité matérielle. Cette argumentation répétée constamment dans les usines à feu continu, devait se révéler exacte à l'expérience.

Hyppolite André conduisit les pèlerinages de 1885, 1887 et 1889. Au cours de ce dernier se dépensant sans compter, il contracta une grave maladie dont il ne devait pas se remettre et mourut à la fin de 1891. Ses ouvriers dont il avait su gagner le cœur, lui firent de magnifiques funérailles.

Figure un peu oubliée, il mérite cependant d'être évoqué comme le principal collaborateur d'Harmel et son plus sûr appui.

Plus poussées devaient être les réalisations de M. Marcellot <sup>2</sup>. C'est encore un maître de forges dont l'usine est à Eurville (Haute-Marne). Son éducation subit l'influence morale de Le Play : « Je fus élevé à son école ! » Il participa au premier pèlerinage qu'Harmel conduisit à Rome. Un banquet eut lieu pendant lequel le fondateur du Val — ceci est bien dans sa manière — demanda à chacun des assis-

1. P.-V., 23 novembre 1892. Annexe.

2. Les données de cette étude nous ont été fournies par :

a) Les renseignements verbaux de M. Marcellot rencontré à deux reprises fin 1941.

b) Un carnet personnel rédigé par lui en 1925 à la suite de la publication de *Léon Harmel* du P. GUITTON.

c) Les trois éditions successives d'une brochure sur ses œuvres (1896, 1909, 1920).

tants de lever la main et de prendre ainsi l'engagement de fonder un cercle catholique dans son usine. « Je dus me cramponner à la table pour ne pas lever la main, mais je ne croyais pas la chose possible ! »

En 1889, il participe au pèlerinage des Dix Mille avec six de ses ouvriers ; « Au retour, écrit-il, je n'étais pas encore converti. » En octobre 1889 il participa à une retraite fermée à Breunes, puis y renvoie six ouvriers. A la fin de l'année, il installait chez lui la confrérie Notre-Dame de l'Usine. Durant deux ans (1889-91) il ne demanda aux ouvriers qu'un effort d'apostolat catholique, mais à partir de 1891, après l'audition d'une chaleureuse conférence de l'abbé Garnier, l'élan était donné, le domaine économique et social hardiment abordé.

Comme chez H. André, il y a dans l'œuvre sociale de M. Marcellot deux parts : celle de son usine et celle de l'extérieur, mais les proportions respectives sont ici inversées.

A l'extérieur, M. Marcellot fut, dès 1891, le créateur d'un petit groupe régional de patrons dirigés par un jésuite. Au nombre d'environ six dont H. André, Chatel son beau-frère, Godineau, ils se réunissaient fréquemment pour étudier une question sociale et échanger des vues sur son application pratique, donnant ainsi l'exemple à leurs confrères, entrés petit à petit dans la voie des œuvres. Mais ces néophytes se heurtèrent à l'extrême froideur de l'évêque de Langres. Un vicaire général d'allure très sociale, Mgr Perriot, qui ne demandait qu'à les soutenir, fut brutalement écarté par l'évêque et désormais l'appui religieux leur fit complètement défaut.

Beaucoup plus tard, quand Albert de Mun voudra ressusciter l'Œuvre des Cercles en 1911, il demandera à Marcellot d'assurer la constitution de la Commission Industrielle aux côtés de M. Adrien Toussain.

Cette action extérieure limitée, tendait à faire bénéficier les industriels locaux des expériences sociales entreprises à Eurville, elle supposait entre les patrons un esprit d'entente tout autre que la terrible concurrence maintes fois dénoncée par les correspondants, et un souci d'information dont témoigne la présence du jésuite. Notons-le au passage c'est un exemple très rare — sinon unique — et d'ailleurs très incomplet des méthodes de travail des patrons du Nord.

Dans son usine, M. Marcellot eut surtout à combattre le respect humain. C'était, selon lui, la pierre d'achoppement de toutes les institutions pratiques.

Il s'attacha donc à recruter un petit groupe d'ouvriers, ceux qui en fondant N.-D. de l'Usine avait adhéré à un programme strictement catholique. Les œuvres créées par ces zélateurs furent appréciées de leurs camarades, ceux-ci apportèrent quelques utiles corrections et surtout les élargirent. A une phase de création, nettement confessionnelle, succéda ainsi une phase d'organisation qui le fut beaucoup moins.

La première de ces réalisations est la Caisse de secours mutuels. — L'expérience montre qu'aujourd'hui encore on tend à commencer par elle. — Moyennant une retenue de 2 % sur les salaires, accrue

d'un don de l'usine, elle assure les soins médicaux et les remèdes aux sociétaires malades et à leurs familles, une indemnité de 40 % du salaire pendant la maladie correspondant à une durée maximum de six mois, et enfin des obsèques chrétiennes.

Des commissaires, nommés par les ouvriers dans chaque atelier, administrent la caisse. Employés et contremaîtres ont également leurs délégués. Le patron et le directeur sont président et vice-président. Quand une nouvelle édition des règlements fut publiée en 1909, la gratuité des obsèques fut assurée sans restriction religieuse, illustrant ainsi l'extension des œuvres et l'atténuation correspondante de leur caractère religieux. La Société de prévoyance, alimentée par une retenue de 0, 2 % sur les salaires, augmentée d'un don de l'usine accroît progressivement l'indemnité de secours mutuel pour une maladie de plus de deux mois ; elle y supplée du 6<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> mois. Elle assurera à partir de 1909 la moitié des frais d'obsèques des femmes et des enfants. Les commissaires sont les mêmes que ceux chargés du secours mutuel.

La Caisse de retraite est d'abord patronale. C'est l'entreprise qui procure elle-même aux ouvriers âgés de 60 ans une demi-retraite, sans aucune retenue sur le salaire. Cette pension est égale à autant de fois 5 francs que l'ouvrier compte d'années de présence ; au bout de trente ans, le bénéficiaire est assuré d'une pension annuelle de 150 francs. Pour un séjour prolongé dans l'entreprise, à la pension vient s'ajouter une gratification dite de « continuité de présence » (20 fr.). La Caisse patronale prélève les sommes versées à cette caisse sur ses bénéfices annuels. Créée en 1895, elle établit un système transitoire jusqu'à 1905, date prévue pour les versements normaux. Quand un ouvrier désire travailler au delà de 60 ans, la Caisse lui verse ces annuités avec les intérêts le jour où il se retire.

Plusieurs commanditaires de l'usine créent une société d'habitations à bon marché pour bâtir et louer des logements convenables. Elle peut aussi construire pour le compte de l'ouvrier une maison payable par annuités. En 1890, 19 logements étaient achevés ou en cours. A la suite d'une visite au Val-des-Bois, Marcellot décida de donner la gratuité des habitations à tout père de famille ayant au moins 4 enfants, à condition que l'aîné ne soit ni un fils de plus de 14 ans, ni une fille logée gratuitement ailleurs. La Société coopérative groupe tous les ouvriers et employés, qu'ils soient actionnaires ou non. Le chiffre d'affaires est en moyenne de 260.000 fr. par an. Les bénéfices vont pour moitié aux coopérateurs en proportion de leurs achats et pour le reste au Conseil d'administration, nommé par les actionnaires, pour effectuer le remboursement de dettes éventuelles ou subventionner des œuvres en faveur des associés, telles que caisse de réservistes et de territoriaux qui assure une indemnité aux familles pendant le service militaire, caisse agricole mettant à la disposition des associés un champ de 4 ares semé et fumé (100 champs furent ainsi attribués), caisse de prêts gratuits, en vue de faciliter des achats intéressants, caisse de réserve



et d'assurance sur la vie, constituée par prélèvement sur les bénéfices, pour continuer à la famille d'un sociétaire décédé les avantages de la coopérative trois mois durant, caisse des naissances pour assurer aux familles à chaque naissance, un secours en nature de vingt francs, enfin, caisse du pain gratuit, qui assure gratuitement 6 kg. de pain par mois à toute famille de quatre enfants n'ayant pas un fils de plus de quatorze ans.

La Société d'épargne reçoit les dépôts et les fait fructifier. Ouverte le 12 de chaque mois et les jours de paie, elle alloue l'intérêt de ses valeurs en portefeuille accru des dons de la direction. Ceux-ci portent toujours sur l'intérêt des premiers trois cents francs de chaque dépôt. De quoi se compose un livret ? Quatre éléments y concourent : les dépôts volontaires de l'ouvrier, les remises des fournisseurs privilégiés (bouchers), les parts provenant de la caisse de réserve payables à 60 ans, et les retraites des ouvriers travaillant après soixante ans.

En 1909, il existait encore un ouvroir pour jeunes filles, une école ménagère enseignant la cuisine, le jardinage, l'entretien du ménage et l'économie domestique sur les taux du budget d'un ménage ouvrier, enfin des travaux de couture donnés à domicile sur demande.

Cet ensemble est sans doute l'un des plus complets de l'époque. Si modeste qu'il puisse paraître en comparaison du Val, n'oublions pas qu'il est appliqué dans une région industrielle, à des ouvriers de la grosse métallurgie. Soulignons-en les tendances familiales <sup>1</sup>.

Une autre remarque s'impose : Au Val les œuvres sociales se déploient en directions variées, en un large éventail. Ici, presque tout l'effort a porté sur l'assurance ouvrière. Accidents, maladies, décès, vieillesse, service militaire, naissances, alimentation même, sont les problèmes abordés et parfois résolus. On ne peut s'empêcher de constater cette prédominance qui est bien dans l'esprit du temps.

L'importance de la formation ménagère de la femme ira en s'affirmant après 1900.

Dans ces deux domaines, l'expérience Marcellot a suivi de très près celle du Val. Peut-être même l'a-t-elle rejointe ? Mais dans les autres voies ouvertes par Harmel, elle ne s'est pas engagée. « J'ai copié ce que j'ai vu au Val quand j'ai cru possible de l'appliquer chez moi. » L'expérience d'Eurville a été conduite avec une parfaite sincérité, par un homme qui ne s'est pas décidé à la légère, mais qui, le jour où il l'a jugé réalisable, a donné son plein effort dans son usine et dans son milieu.

Ni la profession, ni le lieu ne sont un obstacle à l'acclimatation des œuvres du Val disions-nous. On pourrait objecter que les expériences dont nous venons de parler n'en constituent pas une démonstration formelle. Vivant dans la proximité d'Harmel, André comme Marcellot

1. Dont le rayonnement incita le Comité métallurgique de Champagne à fonder la troisième Caisse de compensation de France dès 1918.

ont eu l'encouragement de sa présence voisine, de son succès tout proche.

Félix Fournier devait, lui, implanter l'œuvre du Val à l'autre bout de la France<sup>1</sup>. C'était le fils de Frédéric Fournier, fondateur d'une stéarinerie en 1836. Cette entreprise devint l'un des plus importants établissements industriels de Marseille, fabriquant en 1905 plus de la moitié des bougies françaises et les neuf dixièmes des bougies exportées. C'est de cette grande affaire employant 800 personnes que Félix Fournier allait répondre à l'appel d'Harmel.

Né en 1839, Fournier sera juge au Tribunal de commerce, président de la Société pour la défense du commerce, et deux fois membre de la Chambre de commerce. C'est un homme considéré, un notable de Marseille.

Il commence ses œuvres vers 1880 par l'assurance à ses frais des accidents survenus à ses ouvriers au cours du travail. Il leur procure de même les soins à domicile d'un médecin, des consultations à l'usine chaque année, et les remèdes gratuits. Les malades reçoivent un secours proportionnel à la durée de leurs services et à l'état de leur famille.

La Caisse d'épargne donne aux ouvriers qui y effectuent les dépôts un intérêt fixe de 4 % minimum garanti et une somme variable, constituée par une prime offerte à titre gracieux et proportionnée aux bénéfices. A la date de 1883, l'intérêt moyen annuel était de 7,5 %. Au 1<sup>er</sup> janvier de cette année on trouve 67 dépôts totalisant 62.000 fr. Versements et retraits sont entièrement libres.

Un fourneau économique servait au personnel de l'usine des repas à prix réduits. Il était rattaché à une société coopérative de consommation au capital variable, formée entre les ouvriers et employés, mais qui fonctionnait sous le patronage de la direction.

Une pouponnière de 25 berceaux, destinée aux bébés des mères employées dans la maison, était confiée à la garde de deux religieuses. Celles-ci distribuaient aux enfants le lait et le linge nécessaire durant la journée. Il faut citer encore une prime de natalité pour chaque naissance dans le foyer d'un membre du personnel, une indemnité de couches aux ouvrières de l'usine, une subvention viagère aux collaborateurs comptant plus de vingt-cinq années de présence l'organisation des loisirs par des séances récréatives, la musique, une chorale, un groupe sportif, etc... Les œuvres infantiles et scolaires forment une gamme très complète : crèche, salle d'asile, écoles de garçons et de filles, patronage de jeunes filles, école ménagère, œuvre de jeunesse pour les garçons.

Soulignons aussi une préoccupation de Félix Fournier : « j'ai fait constituer, écrivait-il à Harmel, pour chacun de mes ouvriers un dossier

1. La documentation sur l'action de Félix Fournier provient :

a) De 2 longues lettres de Fournier à L. Harmel, 29 septembre 1883 et à Guérin, février 1886.

b) D'une note des Établissements Fournier-Ferrier énumérant les Œuvres de la Société (25 août 1943), et d'une lettre de M. Louis Bergasse sur Fournier (même date).

c) Des P.-V. du Comité de l'Œuvre, notamment P.-V., 30 avril et 25 juin 1884.

qui me permet de les connaître individuellement et de me diriger en connaissance de cause dans tous les cas particuliers. Cela m'a permis de mieux connaître mes hommes, de me faire connaître mieux par eux et de les conduire avec plus de discernement. » Réaction contre l'anonymat qui tendait de plus en plus à séparer les différents éléments de l'entreprise Félix Fournier, lui, répondait directement à l'appel de « paternité sociale » d'Harmel.

Cette œuvre intérieure n'est pas dans sont ensemble très différente de ce que nous avons déjà vu. L'industriel avait pensé l'insérer dans une véritable corporation d'usine. Après une période d'attente durant laquelle il fut fortement pressé de Paris par les gens de l'Œuvre des Cercles, il instituait son comité fin juin 1884. Mais les renseignements postérieurs n'en faisant pas mention, il est vraisemblable que l'aspect extérieur de la corporation est tombé en désuétude.

La relation de cette courte expérience d'action locale vaut d'être citée :

« Les résultats obtenus dans notre paroisse par l'union de deux industriels m'avaient suggéré il y a deux ans l'idée de rattacher au Comité catholique une organisation qui avait été adoptée. Voici quel en était le plan : le Comité avait constitué une commission d'industriels chrétiens qui se réunissaient tous les mois, qui échangeaient leurs vues sur les questions à l'ordre du jour et qui se communiquaient les résultats atteints dans les tentatives faites par chacun d'eux, dans leurs usines respectives. Nous nous sommes réunis de cette façon pendant plus d'un an, mais tout s'est passé en théorie et aucune application sérieuse n'est arrivée. Découragé par ce résultat, et tout en laissant subsister la Commission, j'ai fait décider par mes confrères que chacun de nous chercherait à fonder dans sa paroisse un sous-comité paroissial, et qu'après avoir ainsi épuisé la théorie nous chercherions, chacun dans notre paroisse, à organiser les applications. Il était convenu qu'on se réunirait encore de temps en temps pour faire part de progrès accomplis et pour maintenir l'unité de direction, depuis lors il n'a plus été question de rien. Deux motifs nous ont arrêtés, le premier c'est que rien de nouveau n'ayant été fait dans aucune paroisse, personne n'avait une raison pour convoquer le Comité principal. Le deuxième motif, je dois le confesser bien sincèrement, c'est que je me suis trouvé pour mon compte tellement surchargé par le travail qu'il ne m'a plus été possible de prendre aucune initiative et de penser à quoi que ce soit.

Eugène Déchelette n'est peut-être pas le mieux intentionné de ces patrons, mais il est de ceux qui ont su accorder leurs actes à leurs convictions. Dans le programme des catholiques sociaux, il n'approuvait que certaines idées, mais celle-là il les épousait et les appliquait. C'est ainsi qu'il devint l'initiateur de la semaine anglaise en France, une des réformes les plus désirées et les plus nécessaires des conditions du travail au XIX<sup>e</sup> siècle.



Déchelette vivait à Roanne ou il était né en 1844. Homme de haute taille, très en dehors, il frappait ses contemporains par sa passion de l'action et par son autorité. Dans ses débuts il montra une certaine raideur qui s'assouplit par la suite au contact des gens et des choses. Mais il resta toute sa vie un chef d'entreprise très conscient de ses droits et les exerçant souverainement. En 1870, mobilisé à la tête d'un bataillon de Mobiles de la Loire, il sert sous les ordres du commandant Jacques de La Tour du Pin, le frère de René. Or, La Tour du Pin avait quitté l'armée de bonne heure pour venir cultiver ses terres de Chamarande à 12 kilomètres de Roanne. Les relations se poursuivirent entre les deux hommes et Déchelette venant à Chamarande y rencontra René de La Tour du Pin. Séduit par les idées de celui-ci, il participe à la construction d'un Cercle catholique d'ouvriers à Roanne et rencontre Albert de Mun, Harmel, etc. A cette époque Déchelette n'a pas d'usine à Roanne, mais son tissage de cotonnades occupe 500 ouvriers à Amplepuis, dont 75 % de femmes. On y respecte le repos hebdomadaire, mais Déchelette a remarqué que les ouvrières ne se reposent guère le dimanche. C'est ce jour qu'elles accomplissent tout le travail ménager accumulé pendant la semaine. Alors, se dit Déchelette, quand se reposent-elles ? Jamais ! Et la conclusion lui apparaît impérieuse : le repos dominical n'aura tout son sens que précédé d'un arrêt le « samedi soir ». En fermant l'usine à midi, la femme pourra faire tout son travail le samedi après-midi, quitte à le poursuivre un peu le soir, ainsi pourra-t-elle consacrer le dimanche à ses devoirs religieux et familiaux.

Déchelette sait que les Anglais se trouvent bien de la « semaine anglaise » C'est une raison de plus pour lui d'agir. Des convictions, nourries aux principes de l'Œuvre des Cercles sont partagées par son cousin Grenot dont le tissage à Roanne même, occupe trois cents ouvriers. Tous deux décident de fermer leurs usines le samedi à midi. Ils exécutent la réforme de concert, Grenot à Roanne et Déchelette à Amplepuis en février 1878. Une courte résistance leur est opposée par les patrons roannais, mais bientôt l'exemple est suivi dans toute la ville.

On discute de savoir qui fut l'initiateur de Grenot ou Déchelette. Le P. Guitton attribue la réforme à Grenot. En réalité on pense toujours à la semaine anglaise de Roanne par ce que c'était une ville industrielle importante et que toute l'industrie textile suivit l'exemple de Grenot, mais Déchelette, très agissant, très en relation avec l'Œuvre des Cercles paraît avoir influencé son cousin et de plus appliqua la mesure de concert avec lui, dans l'usine d'Amplepuis où plus d'ouvriers en bénéficièrent. On peut donc dire que les deux hommes furent en même temps les initiateurs de la semaine anglaise en France sous l'influence des idées de l'Œuvre des Cercles dont Déchelette était le collaborateur le plus actif à Roanne.

A Amplepuis, Déchelette introduisit des religieuses dans son usine

1. Les renseignements nous ont été communiqués par M. Victor Déchelette, le fils d'Eugène.

où elles jouaient le rôle des actuelles assistantes sociales. Mais le caractère confessionnel de cette mesure la priva d'une partie de son efficacité.

Il créa des retraites en doublant les versements des ouvriers, 150 travailleurs seulement sur 500 voulurent en bénéficier. Il constitua dans son usine une coopérative pour les achats et une société de secours mutuels. Enfin il se déclara résolument en faveur de la limitation de la journée de travail.

Avec son caractère autoritaire, Déchelette ne comprenait pas le Conseil d'usine du Val-des-Bois et n'en constitua jamais chez lui.

Au total une figure intéressante, un peu dans l'ombre qui sut une fois par son initiative résolue au service des convictions les plus profondes, donner l'exemple d'une réforme sociale devenues aujourd'hui indispensable à la vie laborieuse.

Alfred Mame <sup>1</sup>, l'imprimeur catholique connu, devait reprendre l'expérience Harmel à Tours. Ce n'était pas un nouveau converti : une caisse de retraite avait été fondée dès 1852, alimentée exclusivement par des versements patronaux proportionnels aux temps de présence dans la maison <sup>2</sup>.

En 1874 fut institué une caisse de prévoyance directement liée au chiffre d'affaires du service où travaillait le bénéficiaire. Chaque année, le 1<sup>er</sup> janvier les patrons distribuaient 3 fr. pour 1.000 fr. aux employés de la librairie sur le montant des ventes effectuées, 25 fr. pour 1.000 fr. aux ouvriers et employés de la reliure sur le montant de la production et 13 fr. 50 pour mille aux ouvriers et employés de l'imprimerie. 1/3 de ces sommes était aussitôt distribué, tandis que les 2/3 restants étaient réservés pour constituer au profit des intéressés un fonds de prévoyance. Pour en bénéficier, l'ouvrier devait être âgé d'au moins 21 ans et compter un an de présence. L'intérêt à 5 % de ces sommes était placé en augmentation de capital. Fin 1892 le total des versements atteignait 44.759 fr. La somme versée représentait 8 % du salaire.

Peu à peu ces œuvres furent complétées. On vit successivement surgir des écoles, des crèches, des asiles. Avec l'aide de la direction il se constitua même une boulangerie coopérative. Deux sociétés de secours mutuels et une institution d'assistance aux malades, la « Dotation Mame », complétèrent l'ensemble.

Enfin, le 8 janvier 1893, Alfred Mame célébrant avec éclat son jubilé de diamant en tant qu'industriel, décida d'améliorer le fonctionnement de sa caisse de retraite. Remboursant la caisse, il en fondait une nouvelle par un don de 200.000 fr. répartis entre les ouvriers au prorata de leurs salaires, la moitié leur en étant aussitôt versée et le reste doublé par le versement patronal, déposé à la Caisse nationale des retraites comme

1. Maison A. Mame et fils (1796-1896). *Institutions patronales*. Tours, 1897, in-4°.

2. 10 fr. par an pour 5 ans de présence ; 15 fr. par an pour 10 ans de présence ; 30 fr. par an pour 15 ans de présence. Ce qui permettait à un ouvrier entré à 18 ans d'avoir à 60 ans une retraite de 600 fr. (capital aliéné).

capital versé. Le paiement de ces réserves était effectué à 55 ou 60 ans ; quand un ouvrier quittait la maison, il recevait une part proportionnelle à la durée de son séjour.

Alfred Mame eut le souci d'assurer à son personnel et à sa maison une réelle stabilité de l'emploi. Pour cela il s'attacha à cette absence de toute économie qui est la plaie essentielle du prolétariat moderne. Liant l'avenir de l'ouvrier à celui de la maison, il l'incitait à y rester et à y devenir un petit rentier. L'année 1896 accusait des pourcentages éloquentes : 25 % des ouvriers avaient 20 ans de présence, 10 % 30 ans et 5 % 35 ans. Un esprit de bonne entente régnait parmi eux. L'expérience Mame, on le voit a eu ses caractères particuliers : ancienneté dans l'effort social, tendance caractérisée à esquisser une sorte de participation des ouvriers à la vie de l'entreprise, lutte contre l'insécurité du lendemain et pour la stabilité de l'emploi. Mais son esprit est celui qui anime un Harmel avec laquelle Alfred Mame entretint de bonnes relations. Profondément catholique, il a cherché à aider ses collaborateurs, à les rapprocher de lui.

Les tentatives d'action sociale dans l'entreprise sous forme plus ou moins corporative dont nous venons de parler, ont été dans l'ensemble des succès. Elles ont fait aimer le patron, elles ont aidé l'ouvrier, elles ont créé entre l'un et l'autre des rapports d'une autre nature que celle du contrat de travail. Est-ce à dire que ce fut là un moyen infaillible de rapprochement et d'entente ? L'expérience de certains patrons montre que non.

Ces œuvres exigeaient pour réussir d'être appliquées dans l'esprit même de leur initiateur.

A Douai, dans une usine vieille de près de cinquante ans, Ch. de Baillencourt, descendant d'une vieille famille du Nord, entreprit d'établir une corporation <sup>1</sup>. Après quelques années d'effort il constatait que les progrès étaient minces et les résultats minimes. « Depuis la création de nos œuvres, écrivait-il, nous n'avons eu qu'un seul but, c'était d'habituer aux pratiques religieuses tout notre personnel d'ailleurs bien disposé, en un mot : christianiser nos ouvriers. Nous avons en effet l'assurance qu'une fois ce but atteint, la constitution d'un groupement corporatif en un syndicat mixte se ferait d'elle-même et ne deviendrait plus qu'une simple formalité. » Est-ce bien vrai ? Il ne nous semble pas. Certes, si une collectivité quelconque est hautement animée de sentiments chrétiens il y régnera un esprit de concorde et une acceptation docile des difficultés de la vie. Mais qu'une conception moins chrétienne s'y introduise, aussitôt elle protestera contre les causes d'un mal réel et sa plainte légitime éveillera des échos. Si Léon XIII a pu demander aux ouvriers un effort de résignation, c'est qu'en contrepartie il demandait aux dirigeants un grand effort de renouvellement

1. Les renseignements qui suivent proviennent d'une longue *lettre* de BAILLENCOURT à Guérin, datée de Douai, le 24 janvier 1886 (papiers U. Guérin).



de la condition ouvrière. Le christianisation sans l'action sociale, ce n'est pas la pensée d'Harmel, ni celle d'Albert de Mun.

Ch. de Baillecourt ne refusait pas d'instituer des œuvres économiques, mais il n'y voyait qu'un accessoire de la tâche de christianisation. Alors que sur le plan de l'action effective, Harmel donnait autant de soin à l'un qu'à l'autre et qu'un Marcellot laissait s'effacer le note religieuse derrière l'institution sociale.

Voici donc le cas d'un patron, attaché à l'œuvre d'Harmel dans un esprit qui n'est pas tout à fait celui de l'initiateur. Cela illustre bien les altérations que peut subir une méthode en se propageant. Au reste, Baillencourt semble, malgré la modestie de son jugement, avoir enregistré certains résultats : les statuts de la corporation étaient ceux qui avaient été publiés dans le *Bulletin de la Commission Industrielle*. La Caisse corporative avait été constituée de très bonne heure et enrichie de quelques dons importants. Une caisse de secours mutuels existant de tout temps dans l'usine s'insérait dans l'organisation nouvelle. Une caisse d'épargne devait la compléter, gérée par des délégués ouvriers. On avait essayé d'ouvrir une cantine, mais le fonctionnement s'avéra médiocre et la boulangerie mise en marche le jour de l'inauguration des œuvres ne tarda pas à fermer faute de place. Une chapelle fut construite et fut bénie en grande solennité par Mgr Hasley, évêque d'Arras. Un éclat considérable fut donné à la célébration des fêtes religieuses, notamment à celle de Noël. Les communions étaient presque générales dans les ateliers, où la prière était dite chaque matin. Mais l'épargne se développa très difficilement. « Somme toute, concluait Ch. de Baillencourt, nous péchons par le côté économique plus que par le côté moral et religieux. Il convient cependant de dire que ce dernier a eu toujours beaucoup plus nos préoccupations que le premier. Nous n'avons pas à le regretter. »

Trois ans plus tard, le délégué de l'Œuvre des Cercles dans le Nord se déclarait profondément édifié du bien qu'il avait constaté dans cette corporation. Que trouvons-nous ici ? une déformation de la pensée initiale, mais sans portée pratique sur le résultat grâce à cette ambiance très catholique de Douai. Ailleurs en eût-il été ainsi ? L'expérience de Léonce Chagot à Montceau-les-Mines autoriserait à répondre non.

De longue date les Chagot étaient propriétaires de la concession des Houillères du Creusot et de Blanzay, délimitées par ordonnance royale en date du 21 novembre 1830. Le partage de la concession effectué le 12 février 1832 <sup>1</sup> laissa aux Chagot, Blanzay d'ailleurs en piètre état. L'oncle de Léonce avait relevé l'affaire et souhaitait aligner le progrès moral sur le progrès matériel.

Pour atteindre ce but, Léonce Chagot avait constitué un ensemble d'œuvres dans lequel il enveloppait complètement la vie de ses ouvriers, méthode visiblement inspirée de Le Play.

1. P.-V., 22 mai 1889.

« Nous n'avons essayé que le patronage, écrivait-il, mais nous l'avons poussé aussi loin que possible. La Compagnie prend soin de l'ouvrier depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Des aumôniers, des Frères et des Sœurs sont chargés de l'élever, de le marier et de le soigner. Enfin lorsqu'il ne peut plus travailler, une retraite élevée le met à l'abri du besoin. » Il avait veillé à ce que les logements fussent « généralement sains et agréables ». Des caisses de secours et de retraite prévoyaient la plupart des besoins et y satisfaisaient dans une large mesure. Les salaires, remarquait-il, sont généralement encore assez élevés. « On peut dire qu'il n'existe pas ici de prolétaires : plus de la moitié des ouvriers de la Compagnie sont propriétaires et les autres ont un travail assuré et sans chômage en même temps que suffisamment rémunérateur. Devant pareil ensemble, Léonce Chagot éprouvait une réelle satisfaction. Pouvait-on faire beaucoup mieux ? »

L'Œuvre des Cercles avait cherché à l'orienter vers l'association ouvrière telle que la pratiquait Harmel. Il s'y était courtoisement refusé : « Nous n'avons pas d'associations, elles sont complètement impossibles, car le patronage s'étend à tous les besoins des ouvriers et leur procure des avantages matériels que des associations ne pourraient leur donner. Quant aux associations pour les besoins spirituels comme celles qui existent au Val-des-Bois, il est de toute impossibilité de les établir ici où nos ouvriers sont disséminés sur une étendue de 50 à 60 km<sup>2</sup> et appartiennent à 8 ou 9 communes. En sortant de leur chantier ils sont pressés de rentrer chez eux pour changer leurs vêtements souillés de charbon et cultiver leurs terres ou leurs jardins. Il est à noter que les ouvriers demeurent habituellement à plusieurs kilomètres du puits où ils travaillent, ce qui rend les réunions à peu près impossible <sup>1</sup>. » On en était là quand dans un congrès organisé par l'Union des Œuvres ouvrières à Autun en 1882 les théories de l'Œuvre des Cercles avait été proclamées avec éclat, non sans irriter leurs adversaires.

Peu de temps après, de graves incidents se produisent à Montceau. Pendant huit jours on attaque la maison de Chagot, on proclame des menaces de mort ; les croix sont abattues, la statue de N.-D. des Mines saute à coups de dynamite ; dans une chapelle on brûle le mobilier et jusqu'au tabernacle renfermant les saintes espèces ; l'école de filles la maison du prêtre sont envahies et partiellement saccagées.

Ce fut le signal d'une levée de boucliers contre le « socialisme aristocratique et clérical » des catholiques, contre leur bigotisme. La *Bataille* s'écriait : « C'est la revanche d'Autun ! » Les milieux libéraux, partisans de l'ordre établi, mais anticléricaux, remarquaient de leur côté : « Quel échec pour les principes émis à Autun. Voilà une contrée, où sous la direction d'un homme dont nul ne suspecte l'intelligence et le dévouement, la société de Blanzay avait accumulé les œuvres philanthropiques les plus fortement organisées... Résultat : des violences et des bombes ! »

1. *Lettres* de CHAGOT, s. d. (1883) et 18 janvier 1884.

Harmel répondit par une lettre à l'*Univers*<sup>1</sup> : « Les bienfaits des patrons sont impuissants quand ils ne s'appuient pas sur l'association ouvrière. L'expérience a même démontré que ces bienfaits eux-mêmes, exploités par l'astuce et la perfidie des meneurs, deviennent des causes d'irritation nouvelle. » Parlant des « sacrifices les plus onéreux et les plus ingénieux » de Chagot qui a « accablé de bienfaits » ses ouvriers, il notait que ceux-ci n'ont pas pénétré dans le gouvernement de ces institutions. « On comprend difficilement ce qu'on ne touche pas. » Et de conclure : « A notre avis, le mouvement révolutionnaire de Montceau eut été beaucoup plus difficile, si des associations pour le bien avaient fait cesser l'état d'isolement funeste où vivaient les ouvriers. »

Chagot reconnu avec une courageuse humilité la vérité de ce jugement dans une lettre à Harmel : « Nul n'est plus disposé que moi à entrer dans la voie nouvelle » ajoutait-il.

Son oncle, Jules Clagot auquel il venait de succéder avait exploité très heureusement les houillères qui lui avait fait gagner une grosse fortune, gaspillée dans une vie de dissipation. Léonce, au contraire, se montrait sérieux, froid, mais très bon ; il avait été d'abord indifférent en matière religieuse mais sa femme, Marie de Laprade<sup>2</sup> s'était convertie brusquement et elle exerça une grande influence sur son mari. Elle fit de lui un fervent catholique auquel manquait peut-être dans son jugement du monde extérieur, cette mesure et cette tolérance que seule une longue pratique de la religion permet d'acquérir.

Dans les années qui suivirent les troubles de Montceau, Léonce Chagot s'efforça d'associer ses ouvriers à certains actes de la vie industrielle. Son expérience offre un triple aspect : le contact personnel, l'association des ouvriers aux mesures de faveur et l'association aux œuvres sociales.

Comme l'avait fait Fournier, il voulut avant tout connaître son personnel. Ce n'était pas chose aisée pour cet homme d'allure athlétique, au visage austère, majestueux, d'un abord un peu sévère. Néanmoins il parvint à se rendre populaire. Tous les matins il recevait 20 à 30 ouvriers qui, librement, s'étaient fait inscrire pour lui parler ; l'après-midi il allait sur les chantiers. De sorte que les 8.000 hommes de la mine n'avaient aucun obstacle pour le voir à leur gré. « J'ai eu sept enfants déclarait un ouvrier, jamais je n'ai été dans la peine. A chaque naissance, M. Chagot m'a aidé. »

Il disait souvent : « Il n'y a pas assez de gens sachant que ce que je veux, c'est le bien de l'ouvrier. » Pour lui, c'était avant tout la christianisation ouvrière qu'il fallait entreprendre. Pour cela il se tenait en relations étroites et suivies avec les jésuites de Paray-le-Monial<sup>3</sup>, encou-

1. Datée du 23 août 1882, citée par G. GUITTON, *op. cit.*

2. Parente du poète Victor de Laprade. Ces indications biographiques et psychologiques nous ont été communiquées verbalement par M. Xavier Lauras, ingénieur qui débuta à Montceau auprès de Chagot.

3. Notamment le R. P. Fabre qui exerça une réelle influence à Montceau. Il appartenait à la famille des armateurs de Marseille, Cyrien Fabre.



rageait son personnel à s'y rendre et à y faire des retraites leur donnant pour cela 3 à 4 jours de congé. Il était aussi très lié avec le cardinal Perraud. Léon XIII avait entendu parler de lui et l'appréciait. « Voilà un bon patron, affirmait-il un jour à M. Luras, voilà un homme qui comprend les ouvriers. »

Chagot voulut que la direction entendit une opinion ouvrière avant de donner une faveur ou de procéder à un avancement. Il fut aidé dans ce sens par un collaborateur très actif et de tendances nettement sociales, de Boisset, ingénieur au service des combustibles qui enleva de haute lutte la mairie de Montceau aux commerçants et exerça une réelle influence sur les ouvriers. Avec son aide, Chagot s'adressa à un mineur nommé Patin, qui s'était distingué, durant les grèves par son attitude à l'égard de la direction. Patin désigna quelques camarades et constitua ainsi une sorte d'association occulte que l'on appela le « Comité Patin ». Dans une mesure toujours plus grande, faveurs, embauches, promotions, dépendirent de lui. Le Comité Patin se recrutant par cooptation, maintint sa prépondérance jusqu'aux grèves de 1898.

Au lendemain de l'Encyclique, Chagot voulut faire faire les réparations qui occupaient un nombre important d'ouvriers un jour autre que le dimanche. Sur le conseil d'un jeune ingénieur, il décida qu'aucun ouvrier ne serait embauché ou occupé le dimanche sans son autorisation écrite. Contremaîtres ou directeurs ennuyés d'avoir à formuler une demande, préférèrent faire exécuter le travail en semaine et les réparations du dimanche disparurent à peu près complètement <sup>1</sup>.

Parmi les œuvres sociales, un atelier de tissage pour jeunes filles dans lequel des religieuses jouaient le rôle actuel d'assistantes sociales, réussit assez bien, mais l'œuvre marquante, symbole de la nouvelle politique d'association devait être la « Prudence ».

C'était une banque populaire, créée vers 1890 pour encourager les ouvriers à bâtir des maisons. M. Xavier Luras, ingénieur, en fut président, mais à ses côtés toute la direction était ouvrière.

L'ouvrier désireux de bâtir, s'adresse à la « Prudence ». Celle-ci commence par lui faire contracter une assurance sur la vie. L'ouvrier s'assure pour une somme correspondante aux frais de construction ; cette somme lui reviendra au bout de quinze ans, ou, en cas de décès, sera versée à ses héritiers. Il a ainsi un titre et s'engage à verser annuellement la prime. La « Prudence » lui avance alors la somme pour laquelle il est assuré <sup>2</sup>. En échange elle a dans ses coffres la police d'assurance et y joint une hypothèque sur le terrain et sur la construction. Chaque mois l'ouvrier reçoit son salaire amputé du douzième de sa prime annuelle, plus l'intérêt de l'argent avancé. Pour se procurer de l'argent, la « Prudence » dut émettre des obligations de 100 fr. remboursables à 120 fr. et rapportant 3,5 %. Pour permettre à la banque de demander

1. Témoignage oral de M. Luras.

2. Le prix d'une maison était de 25.000 fr. Quelquefois l'ouvrier possédant quelques économies n'empruntait pas toute cette somme.

un taux d'intérêt inférieur à l'ouvrier, la Compagnie en considération des avantages qu'elle trouve à l'installation définitive de la main-d'œuvre dans le pays et de l'économie qu'elle fait en ne le logeant plus, remet à la « Prudence » à titre de prime 5 % de la somme prêtée jusqu'à concurrence de 50 fr.

La banque avait un second objectif : empêcher l'ouvrier de se laisser endetter. Quand l'un d'eux devait une certaine somme chez un fournisseur et que celui-ci suspendait toute vente, la « Prudence » intervenait et faisait rétablir la fourniture exigeant seulement de l'ouvrier qu'il payât comptant ; elle reprenait son prêt en opérant une modeste retenue sur le salaire.

Mille deux cents obligations avaient été acquises par les ouvriers. Aussi, quand Arthur Fontaine demandait : « En quoi votre banque est-elle populaire ? » s'entendait-il répondre : « Dans sa direction, dans son financement, dans ses buts » <sup>1</sup>.

Léonce Chagot mourut en 1893. S'il avait fini par se faire aimer des ouvriers, s'il avait suscité quelques œuvres véritablement sociales, son succès n'en était pas moins très relatif. Sa grande idée : la christianisation du monde ouvrier, n'était pas atteinte. L'existence du Comité Patin présentait dans la pratique de très graves inconvénients. Ses œuvres, où l'association tendait à remplacer le patronage, étaient encore toutes nouvelles.

Il fut remplacé par son neveu de Gournay. L'heure du syndicalisme sonnait ; sollicité d'admettre un syndicat, le nouveau directeur s'y refusa formellement. Les vieilles rancunes se réveillèrent et peu après la mort de Chagot, de nouveaux et violents incidents détruisirent la concorde qu'il avait si difficilement rétablie.

A Amiens, les frères Cosserat s'étaient acquis une certaine notoriété par des œuvres d'assistance. S'inspirant surtout du Nord, ils auraient pu constituer la limite méridionale d'une zone géographique d'action sociale dont Lille et Roubaix eussent été les capitales. Il ne semble cependant pas que les Cosserat aient participé activement aux travaux des patrons du Nord <sup>2</sup>. Ils possédaient deux usines textiles.

A Saleux <sup>3</sup> ils avaient créé une maison de famille pour les orphelins et jeunes filles isolées de leur usine. Moyennant une modeste rétribution, elles étaient logées, nourries, et soignées. Le reste de leur salaire allait à une caisse d'épargne portant intérêt à 3 % et constituait aux bénéficiaires de petites dots. Trente jeunes filles environ habitaient ce refuge complété par quelques œuvres scolaires.

1. Témoignage oral de M. Lauras.

2. Une étude détaillée des œuvres d'usine des Cosserat fut communiquée à la réunion des Patrons du Nord tenue à Lille en novembre 1890. Elle nous a été communiquée.

Une étude sur les grèves d'Amiens parut dans la *Réforme sociale* sous la signature d'Hubert Valleroux. Elle a fait l'objet d'un tirage à part ; Hubert VALLEROUX (P.). Les grèves d'Amiens, extraits de la *Réforme Sociale*. Paris, 1893, 39 p., in-4°.

3. Sur la Selle, à 6 km. d'Amiens.

A Amiens, les Cosserat avaient établi un système assez complet de Caisses d'assurances. D'abord la traditionnelle caisse de secours aux malades, assurant à ceux-ci soins et médicaments, une indemnité de maladie et, en cas de décès, les frais funéraires, puis une caisse d'épargne où les dépôts ouvriers portait un intérêt de 5 % versés par la direction.

La Caisse de cautionnement est destinée à « servir de garantie de la « bonne conduite » de l'ouvrier et de lui fournir un complément de ressources le jour où il quittera l'atelier ». Ce cautionnement de 12 fr. <sup>1</sup> peut être pris et versé à la caisse de secours en cas de faute grave.

La caisse de retraite est administrée par le directeur et un conseil composé d'un employé, un contremaître et cinq ouvriers. Elle assure une retraite de 150 fr. pour quinze ans de service, 200 fr. pour 20 ans.

Une coopérative de consommation vend à crédit aux ouvriers des objets qu'ils commandent le matin et prennent le soir. Ils paient les objets d'usage quotidien chaque quinzaine et les autres en quatre quinzaines, toujours sous forme de retenues sur le salaire. La coopérative est administrée par un conseil dont la composition est la même que pour la caisse de retraite. Tous les six mois le Conseil fait les comptes, l'inventaire, puis procède à la distribution des bénéfices. Un fourneau assure le repas des ouvriers demeurant loin de l'usine ; un arbre de Noël réunit leurs enfants.

Les Œuvres des frères Cosserat étaient connues, les bénéficiaires s'en déclaraient satisfaits <sup>2</sup>, l'usine jouissait d'une réputation de bonne entente et de la paix.

En 1893 de violentes grèves éclatèrent dans plusieurs établissements industriels d'Amiens. Les grévistes décidèrent d'aller débaucher les ouvriers de Cosserat. On s'attendait à un refus définitif de ceux-ci. Tout au contraire, ils se joignirent aux grévistes. La surprise fut considérable à la direction. Les ouvriers réclamèrent la journée de onze heures, un réajustement des tarifs, et — coup le plus sensible — la suppression des institutions patronales ! Cette dernière mesure fut votée par 552 voix contre 76. Les ouvriers avaient jusque-là paru satisfaits, et s'ils ne l'avaient pas été, rien de plus facile, dirent les patrons, que de le faire savoir par les membres des conseils, sorte de délégués permanents ?

Quoiqu'il en fut, un expert, désigné par le tribunal à la demande des patrons, liquida les trois caisses <sup>3</sup>. Que penser de cet effondrement brutal ? Les œuvres des Cosserat paraissaient satisfaire le personnel, associé à leur gestion <sup>4</sup>. Cependant elles ne tinrent pas. Leur défaut était d'être patronales et d'avoir été préconisées, voulues par la direction. Ce reproche est significatif. Dans le concert d'efforts patronaux, la voix populaire qui, à Montceau, conspuait la demeure de Chagot, rappelait aux Cosserat une vérité première : l'institution sociale créée par le

1. Obtenue par 24 retenues de quinzaine sur le salaire à raison de 0,50 l'une.

2. Cf. Hubert VALEROUX, *op. cit.*

3. Ces faits ne concernent pas Saleux.

4. Cf. Hubert VALEROUX, *op. cit.*



patron n'est pas une fin en soi, elle exige à son origine, comme dans sa gestion, le concours essentiel des bénéficiaires.

A Saint-Chamond, les catholiques ont compté deux patrons très dévoués.

Neyrand, qui fut un moment député, avait constitué dans son usine une véritable corporation, appelée syndicat, administrée par un Conseil de six patrons et six ouvriers. Le syndicat créa une coopérative, subventionna des religieuses chargées d'aller soigner les malades à domicile et fonda un cercle catholique où les ouvriers chrétiens n'hésitaient pas à affirmer leur foi, à prendre une influence prépondérante dans la vie de l'usine, malgré l'existence d'éléments hostiles, voire « anarchistes ». Neyrand remarquait qu'il ne connaissait pas ses ouvriers avant la création du syndicat et qu'après ils étaient tous pour lui des amis <sup>1</sup>.

Camille Thiollière fabricant de lacets fut converti par le *Manuel* d'Harmel. Il appela un aumônier et lui fit étudier très à fond l'ouvrage. « L'opinion ici attend quelque chose de nous <sup>2</sup> remarquait-il. Il parvint à doter son établissement d'œuvres pies autour de la chapelle et de quelques institutions économiques. Il chercha aussi à établir une véritable corporation en groupant les fabricants de lacets, mais sans y parvenir. Il fut, avant Harmel, secrétaire de la Commission industrielle où il s'efforça de répandre les idées d'Harmel. Léon XIII le nomma comte en récompense de ses initiatives <sup>3</sup>.

De même que la semaine anglaise évoque le nom de Déchelette, il fut un temps où l'on ne pouvait parler du repos dominical sans citer Frédéric Honoré <sup>4</sup>. Cet ingénieur parcourut une carrière brillante et utile, dans laquelle marqua le poste de directeur des Grands Magasins du Louvre, qui lui fut confié par son ami Chauchard le 1<sup>er</sup> août 1890, cette maison comptait déjà de nombreuses institutions, notamment l'assistance aux femmes en couches et un service judiciaire.

En raison de la fermeture dominicale décidée par Chauchard et Hériot en 1869, la réception des marchandises était suspendue le dimanche, mais les livraisons continuaient d'être exécutées, sauf avis contraire du client. Peu après son accession à la direction du Louvre, Honoré reçut le vice-président de la Ligue du Dimanche, de Nordling, qui lui demanda de renverser le système et de ne livrer le dimanche qu'à la demande du client. Honoré fit alors apposer des affiches sur les murs demandant aux clients d'autoriser le Louvre à ne pas livrer ce jour-là. En deux années,

1. *Corporation*, 12 juin 1887.

2. *Lettre* à Harmel, 27 décembre 1883. *Lettres* à Guérin 21 et 28 janvier 86.

3. *P.-V.*, 31 mars 1886. L'action de ces deux industriels rapprocha les différents éléments du travail à Saint-Chamond et contribua à y maintenir une atmosphère de paix sociale.

4. F. Honoré, directeur du Louvre, 1890-1902, puis administrateur 1902-1913, mort en 1915. Les renseignements sur son œuvre sociale sont extraits de *La Réforme sociale* (16 août 1895). Les renseignements biographiques nous ont été communiqués par le directeur du Louvre en 1941.

ces affiches ne réunirent pas plus de 50 adhésions. C'est alors qu'Honoré prit une initiative au retentissement considérable. Il fit adresser dix mille circulaires entièrement rédigées, sauf les mots « oui » et « non » à dix mille clients choisis au hasard. Les circulaires furent portées à domicile. Cette fois les réponses affluèrent. Il enregistra plus de 9.800 oui. Le dimanche suivant on n'effectua que les livraisons urgentes. Honoré en prévoyait 400 ; il y en eut en moyenne de 30 à 40. Des dérogations étaient admises deux ou trois fois l'an, notamment aux étrennes.

Pour apprécier la hardiesse du geste, il suffit de penser que les concurrents du Louvre livraient le dimanche et mettaient celui-ci en état d'infériorité commerciale.

Une autre de ses préoccupations fut la promotion des employés. En 1890 il y avait un réel engouement pour les formules de participation aux bénéfices. Honoré défendit fermement le point de vue suivant : « Vérifier son compte directement et mesurer la portée de son effort. » Il avait donc intéressé le vendeur sur son propre chiffre de ventes, les chefs et les sous-chefs de rayon et les acheteurs sur le chiffre de leurs vendeurs. Seuls un petit nombre d'employés supérieurs étaient intéressés sur les bénéfices de la maison. Cela revient au principe suivant : plus est petit et mieux est connu le groupe de travail au chiffre duquel vous participez, plus vous avez à cœur une action efficace pour le faire prospérer.

Sous sa direction, la moyenne de séjour d'un employé passa de trois ans (1885) à sept (1895). Un tiers des collaborateurs plus attachés ainsi à la maison, versa ses économies au service d'entr'aide.

Honoré chercha aussi à remplacer quelques célibataires par des gens mariés. La réduction des veillées et le repos du dimanche favorisaient cette politique ; encore fallait-il que l'employé marié de l'un ou de l'autre sexe put dîner en famille. A cette fin, en 1894, il accordait la sortie à 7 heures au personnel pour les mois de septembre, novembre, janvier et février. Les retraites ouvrières furent dotées d'une somme de 400.000 fr. en 1894. Honoré souhaitait la mise à la retraite d'office à 55 ans du petit personnel, mais considérant les difficultés de la mesure, il n'osa l'appliquer.

F. Honoré est une belle figure d'administrateur, investi douze ans durant de l'autorité patronale, dont il fit un usage véritablement social. Les groupements catholiques des années 1900 et suivantes aimaient le faire venir et l'entendre relater l'abandon des livraisons dominicales, leçon d'initiative pour les jeunes. Honoré est aussi un des très rares catholiques — pour ne pas dire le seul — dont l'activité sociale se soit exercée dans la région parisienne.

Emmanuel Rivière apportera ici une note idéaliste <sup>1</sup>.

Ingénieur des Arts et Manufactures de Toulouse, il avait débuté

1. RIVIÈRE (Emmanuel), *Vingt ans de vie sociale*, Paris, 1901, in-8°, 110 p. Ce volume est comme la pensée de son auteur, très nettement axé sur l'exposé des principes.

dans le Nord. Quand l'Œuvre des Cercles essaya de réunir les élèves ingénieurs, Rivière participa à cette tentative sans lendemain, car il s'intéressait aux problèmes sociaux. ; il avait lu quelques ouvrages étrangers et en France, le *Manuel* d'Harmel.

En 1896 les catholiques achetèrent la Grande Imprimerie de Blois pour y publier le *Petit Blésois* dont ils voulaient faire un grand journal régional. Ils cherchaient un directeur ; le R. P. Tournade, S. J., leur indiqua Rivière. Celui-ci vint donc à Blois diriger cette entreprise de vingt ouvriers.

Il arrivait avec des idées sociales préconçues et n'ayant pour ainsi dire pas subi l'expérience des faits. Il ne connaissait ni le pays ni le métier. Il tint aussitôt à informer son personnel de cette lacune. « Parole généreuse, peut-être, dira-t-on, mais bien imprudente aussi et de nature à enlever immédiatement toute autorité au chef. Ni imprudente ni généreuse mais vraie et de nature à empêcher les ouvriers de profiter de ce manque d'habileté professionnelle que le premier ordre donné aurait révélé facilement, parole prudente au contraire, car la loyauté native de l'ouvrier répugne à tromper qui se confie à lui. » Ainsi jugeait-il sa propre intervention.

L'imprimerie désorganisée comptait des ouvriers irréguliers, d'autres hostiles, des amateurs, il n'y régnait ni discipline ni exactitude et on avait même constaté des cas d'ivresse en service. Une réputation très établie de « clérical » précédait Rivière et le bruit courait qu'il voulait introduire la main-d'œuvre féminine à l'imprimerie pour payer de moindres salaires. Il réunit son personnel, renvoya les ouvriers non qualifiés, promit de ne pas prendre de femmes et proposa ce programme en trois points : se mieux connaître, éviter les froissements, les malentendus, étudier en commun les meilleurs moyens de relever l'industrie.

Pour ce faire, il créa aussitôt un conseil d'usine. Au début de bons résultats furent enregistrés. Une nouvelle installation de gaz permit de ramener une dépense de 1.700 à 400 fr. Après trois mois de fonctionnement, Rivière apprit aux ouvriers qu'étant donné les conditions dans lesquelles son prédécesseur avait fixé l'exécution de certains travaux, le tarif en vigueur pour les heures supplémentaires lui occasionnait une perte sensible. Les ouvriers acceptèrent de les supprimer. Il offrit d'organiser une coopérative, mais le conseil refusa.

En 1899 il fit adopter un projet de règlement énonçant notamment le repos dominical, l'application des tarifs de la Fédération des travailleurs du Livre <sup>1</sup> et la protection morale des apprentis. Écoutons Rivière dépeindre l'atmosphère de la séance : « Après la lecture du projet de règlement vint la discussion. Tout en la suivant, j'examinais avec attention ce qui se passait autour de moi. Chacun des ouvriers prenait la

1. Des appréciations nous ont été données parle chanoine Rabier, le chanoine Pavie et M. Montaron, ouvrier de Rivière à la Grande Imprimerie.

Rivière était très lié avec le président de la Fédération, Kenfer, homme très intelligent, dont le rôle professionnel fut considérable.



parole à son tour, les raisons pour ou contre étaient nettement et brièvement énoncées, pas plus de fausse timidité que d'arrogance, mais de l'entrain avec une pointe de gaieté qui tempérerait l'aridité d'une discussion professionnelle. Le « moi » apparaissait bien à certains moments mais il se heurtait aussitôt à un autre « moi » et la discussion devenait générale et telle qu'elle devait être pour arriver à une solution équitable, susceptible de contenter, non pas tel ou tel, mais l'ensemble des ouvriers aux pièces. »

La périodicité des conseils disparut peu à peu ; il semble que les résultats aient été médiocres. Rivière était venu comme directeur de la Grande Imprimerie, puis il voulut à toute force l'acheter. Il ne s'en tint pas là. « Que diriez-vous si je fondais une imprimerie à Tours ? » demanda-t-il un jour l'abbé Rabier. « Je dirais que ce serait une sottise ! » « Eh bien, c'est fait ! » Ce fut un désastre. A Blois il connut de graves difficultés. Et quand, forcé par ces soucis, il dut abandonner l'imprimerie, ses amis la rachetèrent et le maintinrent gérant.

Compte tenu des difficultés politiques et religieuses locales, Rivière fut surtout victime de son manque de connaissances techniques ; à Tours comme à Blois, ses initiatives étaient très discutées.

Nous avons pu entendre M. Montaron qui entra comme ouvrier à la Grande Imprimerie en 1905 et connut assez tard le Conseil d'usine : « L'idée était très bonne, dit-il. Le Conseil réunissait l'ensemble du personnel, une trentaine. Les réunions traitaient de toutes questions relatives au fonctionnement du travail, soit à une cadence d'un peu moins d'une par mois. Seulement Rivière ne tenait pas compte des décisions du Conseil d'usine, de sorte que cette idée bonne avait des conséquences pratiques douteuses. Pour le reste, M. Rivière était très bon pour son personnel et très aimé. »

Quand on parle de Rivière, de son conseil, aux vieux Blésois, ils ont un sourire. Le manque de succès des affaires de l'imprimerie a noyé ses efforts dans une impression d'amateur un peu ridicule, tant il est vrai que, selon une formule moderne, si le social commande, l'économique domine.

Ce zélateur avait un cœur profondément délicat. Il joua dans le parti démocrate chrétien un rôle important reconnu par Léon XIII. Il mit au service de cette cause un beau talent de journaliste, sobre et sincère, qui s'exprima notamment en 1897 dans une campagne contre les conditions d'adjudication des marchés de l'État.

Comme directeur, il fut moins heureux. Une anecdote le représente écrivant à ses ouvriers pour leur demander d'être à l'heure. Vraie ou non, elle peint bien cet homme, avec son éternelle cigarette au coin des lèvres, même quand il parlait, et son porte-plume. Théoricien, il a fait beaucoup pour propager des idées généreuses ; journaliste, il a combattu avec flamme. Patron dans un métier difficile, il voulut être un réalisateur et n'y parvint que très partiellement. Peut-être le temps et

les efforts dépensés dans ses imprimeries lui ont-ils manqué pour donner toute sa mesure à la tête du combat d'idées ?

Cette galerie ne serait pas complète si nous ne mentionnions ici le nom d'un excellent patron catholique de Bagnères-de-Bigorre : Dominique Soulé. Très intéressé dès 1877 par les questions sociales, il créa chez lui la première caisse Raiffaisien de France en 1893<sup>1</sup>. Il dota son entreprise de plusieurs institutions sociales, mais à partir de 1914, seulement.

Aussi intéressantes que puissent paraître ces expériences, elles ne doivent pas faire illusion. Si nous avons vu une douzaine de patrons répondre aux appels de Harmel, si quelques autres ont agi, dont les noms et les œuvres ne sont pas venues jusqu'à nous, qu'est-ce en comparaison des mille patrons inscrits à la Commission Industrielle de l'Œuvre ? Un, deux au mieux, trois pour cent ! Pourquoi si peu ?

On ne peut répondre que par des hypothèses. La plus vraisemblable est que la plupart des patrons n'étaient pas du tout préparés à cette conception nouvelle de leur tâche. Certes, Frédéric Le Play avait écrit dans ce sens, Harmel leur parlait, mais on ne change pas toute une mentalité en quelques années. « Malheureusement la plupart des patrons et parmi les meilleurs n'ont qu'une notion très imparfaite de leurs devoirs de paternité sociale » disait le « Bon Père ». Et l'ouvrier restait pour beaucoup d'entre eux un instrument de travail, sans plus.

Une autre raison importante, c'est la crise économique interdisant aux patrons, pris dans l'étreinte d'une concurrence économique très serrée, de charger leurs budgets de frais généraux d'un intérêt matériel douteux. Ce régime de concurrence profondément ancré dans les esprits a rendu presque impossible ces essais de contacts permanents entre patrons que nous avons vus apparaître puis disparaître dans plusieurs endroits.

On peut encore envisager le facteur politique : le rapprochement courant entre catholicisme et monarchie, qui a pu détourner les ouvriers des patrons ; l'agitation socialiste dont nous avons vu l'influence à Amiens.

Enfin, M. Zamanski, dont toute la vie s'est déroulée dans les milieux catholiques sociaux et qui préside depuis longtemps le groupement patronal qu'allait fonder Harmel a avancé une explication psychologique.

« Par une réaction étrange et un peu difficile à expliquer, l'effet des œuvres d'usine d'Harmel et de sa propagande n'a pas été celui que l'on pouvait attendre. Le patronat d'alors, si éloigné de ces conceptions, les entendit avec surprise et intérêt, mais Harmel parti, ce qui restait ce n'était pas l'idée de faire comme lui, mais l'idée de connaître un peu mieux sa doctrine. »

Ainsi, dans l'ensemble des hommes touchés par Harmel il se serait fait une sorte de transposition. L'intérêt qu'Harmel suscitait, passait

1. Voir chap. sur les Caisses rurales.

après son départ du plan de l'action où il s'était tenu, au plan des idées. Il fallait à un chef d'entreprise une réelle conviction pour le déterminer à l'action. La propagande d'Harmel, nécessairement brève, éveillait l'intérêt, la sympathie ; la conviction ne venait qu'après, nourrie des enquêtes que l'industrie pouvait faire, des contacts ultérieurs, etc. Si ce travail complémentaire ne prolongeait pas l'influence d'Harmel, celle-ci n'avait provoqué qu'un effort de compréhension sociale, un travail spirituel, aboutissant à une adhésion de principe. C'était peu certes, mais pas inutile. Une éducation des esprits était tout de même poursuivie. Cependant ainsi limités dans leur portée, les efforts d'Harmel ne pouvaient décider ses collègues à constituer sur-le-champ des œuvres sociales, comme il l'eut souhaité.



## CHAPITRE IX

### Les patrons chrétiens : la corporation dans la profession

L'action menée par les patrons du Nord se distingue de celle des autres industriels catholiques par l'autonomie de ses conceptions et par le caractère collectif de ses réalisations.

L'autonomie de ses conceptions est due à des causes historiques et géographiques et à des affinités de personnes ; les patrons du Nord forment un groupe homogène, aux réunions faciles et par suite fréquentes, aux idées religieuses de même orientation, aux expériences communes et constamment échangées. Si bien qu'outre les conditions locales, les industriels catholiques du Nord ne pouvaient manquer de former un noyau particulier dans l'ensemble du patronat catholique français. Ils ont entretenu avec l'Œuvre des Cercles de bonnes relations, ils ont participé à son action, mais ils l'ont toujours fait en corps ; de plus la confrontation fréquente de leurs expériences les armait mieux que leurs collègues dispersés pour discuter les théories de l'Œuvre et leurs applications. Ainsi, quand ils ont blâmé l'évolution des travaux du Conseil des Études, n'ont-ils pas manqué de le dire avec netteté et de résister aux instances de La Tour du Pin. De même, quand ils ont cru voir dans l'application de certaines doctrines une déviation des principes qu'ils avaient admis, ils n'ont pas hésité à engager la lutte contre Harmel et le conflit alla si loin, que Léon XIII en personne dut l'apaiser. En dehors de ces cas extrêmes, le Comité général de l'Œuvre des Cercles a toujours senti chez ces patrons catholiques du Nord une force organisée qui tendait à se distinguer de lui, même quand elle ne s'opposait pas, par le seul fait que ces patrons avaient entre eux une cohésion plus grande que partout ailleurs chez les industriels de l'Œuvre. Les patrons du Nord avaient sur les questions sociales, des idées générales analogues à celles de l'Œuvre mais, dans le détail des questions, leur point de vue est véritablement particulariste. Longtemps l'Œuvre des Cercles lutta, puis quand son rayonnement s'étendit, l'autonomie de leurs conceptions fut facilement reconnue aux patrons du Nord. A ce premier trait qui tend à donner à leur rôle social une physionomie à part vient s'en ajouter un second : travaillant dans de grandes agglomérations industrielles, où les villes étaient considérables et de plus, juxtaposées, ils ont pu créer de véritables corporations professionnelles en se réunissant avec leurs ouvriers. Ce mode de groupement les autorisait à mener une « campagne » sociale plus largement financée, plus étendue et plus variée que ne l'eût fait un seul patron si riche et si bien disposé fut-il. Ce n'est donc plus seulement d'usines qu'il faudra parler, mais de groupement régional

interprofessionnel. Certes les conditions géographiques, économiques et religieuses s'y prêtaient ; il n'en reste pas moins qu'il y a eu là une formule tout à fait nouvelle en son temps. Il s'agit cependant d'une initiative patronale, car l'heure des initiatives ouvrières n'a pas encore sonné. La première étape, celle du rassemblement ne fut ni facile ni rapide.

Dès les débuts de l'Œuvre, la vibrante parole d'Albert de Mun avait trouvé chez quelques industriels du Nord un écho. Quelques-uns dès 1873 se déclaraient prêts à agir. Camille Féron-Vrau, après être entré en relations avec La Tour du Pin, fondait un Cercle ouvrier à Lille dès le 17 juin 1872 <sup>1</sup>. Cette même année se tenait le premier congrès des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais <sup>2</sup>, au cours duquel le chef de bataillon Allard présentait un rapport sur les œuvres ouvrières. Le 13 novembre 1874, au 2<sup>e</sup> Congrès, Léon Harmel soumettait une étude très complète de l'organisation chrétienne de l'usine qu'illustrait l'exemple du Val-des-Bois.

Au congrès de 1875, c'était une théologien réputé, le R. P. Marquigny, qui traitait de la corporation chrétienne. A la suite de son exposé, on note une brève tentative pour grouper les patrons qui n'aboutit pas.

En 1876, un prêtre, déjà écouté, l'abbé Fichaux, disait aux industriels de Tourcoing : le devoir du chrétien n'est pas limité à l'intimité de la conscience, il doit inspirer les actes de la vie industrielle, voire même ceux de la vie politique. Cette fois un petit noyau d'industriels Tourquennois se forma.

Le 3 janvier 1878, certains patrons lillois se réunissaient à leur tour et étudiaient en commun des institutions sociales, telles que l'œuvre des funérailles, les caisses de secours, les sociétés de secours mutuels, les fêtes patronales ; sous l'inspiration du P. Marquigny et de Camille Féron-Vrau, ils rédigèrent en commun un document sur les devoirs des patrons, dont nous avons parlé, et qui eut un certain retentissement dans les milieux catholiques <sup>3</sup>.

Malgré ces rencontres, les réunions de patrons n'arrivaient pas à vivre, l'intérêt ne s'en soutenait pas. Pendant cinq années, rien de sérieux ne dura. Puis soudain la formule apparut, et les forces qui aspiraient au travail commun trouvèrent aisément leur place !

1. Bibliographie : *Conférences de N.-D. du Hautmont* (1893-1901).

Travaux : Deux ouvrages de base. Paul FÉRON-VRAU, *Trente ans d'Action catholique sur le terrain social*. L'Association catholique des patrons du Nord. Paris, 1921, 126 p., in-8°. Étude assez courte mais contenant l'essentiel du sujet que M. Féron-Vrau a connu de très près.

Mgr BAUNARD, *Les Deux frères*. Ouvrage beaucoup plus détaillé, dû à un bon historien des questions catholiques au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce livre est écrit dans un but laudatif incontestable ; mais il contient une foule de détails qui restituent l'atmosphère.

2. *Conférences*, n° 11 (déc. 1931-fév. 1932). Conf. du R. P. LOISELET pour le centenaire de C. Féron-Vrau. Réunion annuelle au cours de laquelle les prêtres et laïcs de ces deux départements passaient en revue l'ensemble des problèmes intéressant la religion.

3. Cette déclaration était signée par le bureau de la réunion ainsi composé Henri Bernard, de Lille, président ; Philippe Motte, de Tourcoing, Screpel, Chrétien, de Roubaix ; A. Dutilleul, d'Armentières ; Féron-Vrau de Lille et Gaston de Gérard, professeur d'économie sociale à l'Université de Lille, secrétaire.

L'aumônier de l'Œuvre des Cercles, le P. Alet, était venu prêcher dans une maison de retraite tenue par des religieux appelée le Château Blanc ; à proximité de Lille, Roubaix, Tourcoing, etc., cette retraite de l'Assomption 1884 réunissait une vingtaine d'industriels pour trois jours. Pendant l'un des repas, lecture fut donnée d'une brochure de l'abbé Fichaux, professeur de philosophie au collège catholique de Tourcoing, intitulée *l'Atelier*. Elle posait le problème social sur son vrai terrain, celui de l'action quotidienne dans les lieux de travail familiers à ces patrons. Elle éveilla chez eux un scrupule de conscience que Camille Féron-Vrau traduisait en une formule d'un tour un peu philosophique : « Il nous faut être chrétiens, non chrétiens de l'hypothèse, mais chrétiens de la thèse, absolue, complète. » Et à l'instigation du P. Watrigant, l'organisateur de la retraite, il suggéra : « Si nous nous réunissions ici périodiquement pour y penser, en parler entre nous et en parler à Dieu ? » Une acceptation unanime lui répondit. Il précisa sa pensée : « Chaque année les adhérents passeraient trois jours en retraite fermée au Château Blanc pour y méditer leurs devoirs religieux et sociaux ; tous les deux mois, ils viendraient pour une journée d'étude en commun. D'emblée les assistants se donnèrent pour président l'abbé Fichaux. Par une lettre circulaire ils informèrent les principaux patrons du Nord de leur intention. Quarante-deux adhésions furent recueillies ; 36 patrons assistèrent à la première journée, le 19 septembre 1884. Deux données commandaient les travaux : le problème social dénoncé par l'abbé Fichaux, et son remède la reconstitution des corporations ouvrières chrétiennes recommandée cette même année par Léon XIII dans l'Encyclique *Humanum genus*.

Avant cette fondation, Camille Féron-Vrau avait fait décider par les industriels du fil, à l'occasion de la fête du Broquet, la fondation d'une corporation de fileurs, tisserands et filtiers de lin et coton sous le patronage de saint Nicolas si populaire dans le Nord. Ainsi, presque tout de suite, l'association eut non seulement une orientation pour ses recherches, mais un exemple précis de corporation professionnelle sur lequel appliquer ses études positives. Une seconde question occupa presque immédiatement ses travaux : le pèlerinage à Rome des industriels. Féron-Vrau y participa activement en liaison avec Harmel. Il présenta à Léon XIII une adresse de l'Association rappelant ses débuts et indiquant ses projets.

Ainsi naquit l'« Association catholique des patrons du Nord ». On ne saurait trop souligner la portée morale et spirituelle de ses retraites fermées<sup>1</sup>. C'était l'occasion constamment et régulièrement renouvelée de leurs rencontres, c'était l'audition d'une parole chrétienne, les

1. Elles se tinrent au Château Blanc, puis dans une maison bâtie exprès à Mouvaux et appelée N.-D. du Haut-Mont. Quand les patrons se réunissaient pour une journée seulement, ils arrivaient à midi, écoutaient durant le repas le compte rendu de la séance précédente, visitaient le Saint-Sacrement, faisaient un tour de jardin, récitaient le chapellet, puis tenaient la conférence proprement dite qui durait au moins 3 heures et souvent 5, puis ils terminaient la réunion par l'assistance au salut.



exercices religieux depuis la messe du matin jusqu'au salut du soir, c'était la lecture en commun des textes sacrés.

Nous allons suivre l'histoire de l'Association durant les premières années de sa vie, et chercher quelle a pu être son action directe. Nous analyserons ensuite les grandes corporations dont elle fut l'inspiratrice.

Sa tâche primordiale paraît avoir été l'éducation des patrons. Partant de cette idée que le patron a une part de responsabilité dans la crise sociale, l'association vise à l'éduquer et à supprimer ainsi une des causes de la crise.

La réforme du patron consistera dans un renforcement de sa vie spirituelle et dans l'application des principes chrétiens aux tâches de son métier. Être chrétien, c'est tendre à supprimer toute idée de faste et de hauteur, témoigner une grande affabilité, être accessible à tous ; plus encore, il devra donner l'exemple de son équité, de sa probité et d'une impeccable sincérité. L'exemple vient d'en haut. « Messieurs, répète l'abbé Fichaux, l'ouvrier fera ce qu'il vous verra faire, il sera ce que vous serez. » Cette parole indique la portée de cette réforme, faire l'éducation patronale c'est déjà faire l'éducation ouvrière.

De ces principes découlent des applications pratiques : un bon patron épurera son usine des éléments immoraux ; il séparera les sexes, aussi bien dans l'atelier qu'à la sortie. Le patron religieux placera le crucifix dans les salles ; il interdira les blasphèmes, facilitera la pratique des sacrements, sanctifiera les dimanches, fera respecter les heures de catéchisme, cherchera à faire dire la messe à l'atelier et même à lui adjoindre une petite chapelle qu'il confiera à des religieuses spécialisées, les « Petites Sœurs de l'Ouvrier ». Enfin, il aura le souci d'élever ses propres enfants dans les mêmes sentiments. Après ces questions viennent celles d'ordre social considérées sous l'angle des intérêts matériels de l'ouvrier : la responsabilité des accidents du travail, le travail de nuit, celui des femmes et des enfants, le salaire du temps de crise, le chômage, les retraites, la surveillance des contremaîtres, etc... A l'arrière-plan de ces discussions, on retrouvait toujours la corporation, l'idéal qu'on s'en faisait et les réalisations en cours <sup>1</sup>.

A l'égard des ouvriers, l'association ne prêche pas seulement l'exemple, Elle met sur pied les retraites ouvrières. Près de 800 ouvriers passèrent au Château Blanc en 1888. Ces retraites ouvrières étaient destinées dans la pensée de leurs organisateurs à permettre aux patrons et aux ouvriers de parler la même langue, celle de l'Église. Une vaste confrérie fut créée sur l'initiative d'Harmel, « Notre-Dame de l'Usine ». De caractère exclusivement religieux, elle connut un grand développement dans le Nord où les industriels la propagèrent de leur mieux.

Enfin, l'Association prenait une part active au pèlerinage de 1885. Féron-Vrau intervint pour y faire admettre de petits patrons et de petits commerçants, lesquels, disait-il, vivent assez près du peuple pour pouvoir

1. Parfois l'Association invitait des notabilités de l'extérieur, Raoul Aucel, le P. Félix, Harmel souvent.

lui communiquer leurs impressions. Certains ouvriers refusèrent de laisser assumer les frais du voyage aux patrons. Il semble cependant que le cas ne fut pas généralisé, car M. Paul Féron-Vrau a insisté sur la charge financière très lourde, assumée en cette occasion, par les patrons du Nord, charge qu'il évalue à plus de cent mille francs.

Les patrons essayèrent de pratiquer les vertus sur lesquelles l'Association avait mis l'accent ; certains n'hésitèrent pas à voyager en 3<sup>e</sup> classe avec leurs ouvriers, à vivre avec eux à Rome d'une vie commune. Seulement il y avait une atmosphère particulière « le parfum de Rome » qu'au retour on ne retrouvait plus, ce qui arrachait à un ouvrier ce soupir : « Ah si les patrons étaient avec nous ici comme ils furent à Rome ! »

Le retour du pèlerinage de 1889 marqua un des moments les plus heureux des patrons du Nord ; ils eurent le sentiment d'avoir réussi à modifier l'état d'esprit des ouvriers et la nature de leurs rapports communs. Les ouvriers rentrant du pèlerinage étaient vraiment heureux de leur voyage et animés des meilleures intentions. Seulement pouvait-on juger sur eux du monde ouvrier ? Ce mot de l'un d'eux en témoigne : « Ces jours seront les plus beaux de ma vie. Mais à bien prendre les choses, ce n'est pas nous, chrétiens, que j'aurais voulu voir à de pareils spectacles, ce sont les autres, les autres... » Il y a dans cette expression les limites de toute l'action sociale catholique à cette époque : qu'il s'agisse de cercles, de corporations, d'œuvres d'usine ou de pèlerinages, ce sont toujours les ouvriers catholiques que l'on retrouve, jamais ou presque les autres, notamment les aigris, les mécontents, les révoltés.

L'Association parvint à doter l'Université catholique de Lille d'une formation spécialisée destinée aux futurs chefs d'industrie. Le projet datait de 1876 ; après de grands efforts dont l'active propagande de l'Œuvres des Cercles — on était arrivé à acquérir un terrain, à l'enclorre et à y poser la première pierre, mais faute de ressources, on s'en était tenu là. L'action soutenue de l'Association représentait une force considérable. Cette fois, les difficultés furent surmontées et l'École des Arts et Métiers ouverte. Le 30 novembre 1888 les patrons du Nord votaient un vœu tendant à organiser un vaste mouvement d'opinion pour décider le Souverain Pontife à convoquer un congrès international pour régler ces quatre questions : le travail des enfants, celui des femmes, le repos dominical et la durée quotidienne du travail. On sait qu'à cette date, la Suisse attendait le projet d'ordre du jour d'une telle conférence que préparait Gaspard Décortins, pour convoquer les grandes puissances à Berne <sup>1</sup>.

L'ère de paix que l'on croyait ouverte ne devait pas durer. Des temps difficiles s'ouvraient pour l'Association. D'abord dans la crise économique de ces années, une crise particulièrement aiguë, frappe le textile du Nord en 1890, créant un malaise général, restreignant les dépenses

1. Voir ci-dessous, ch. VI.

des patrons, retardant la réalisation de leurs projets et aggravant leurs soucis.

Une autre difficulté d'ordre moral les paralyse : les patrons voulaient approfondir leurs études sociales. Ils se tournèrent vers Liège où, dans des conditions un peu semblables, sous la direction d'un grand évêque, Mgr Doutreloux, se tint un important congrès d'études sociales. Quelques patrons s'y rendirent, mais en revinrent troublés. Le congrès de Liège préconisait des solutions assez hardies et professait des théories qui inquiétèrent les industriels. Mais leur quiétude devint de l'angoisse quand ils virent des hommes non moins sincères, non moins autorisés, se réunir à Angers sous la direction de Mgr Freppel pour y soutenir contre l'école de Liège des idées non moins avancées. Qui croire ? Dilemme troublant pour ces hommes d'une grande loyauté qui ne voulaient ni ne pouvaient faire eux-mêmes ces délicates études doctrinales.

Dans cette atmosphère assombrie se succèdent des événements douloureux : au début de janvier, l'un des plus généreux patrons du Nord, Alfred Dutilleul, manufacturier d'Armentières où il « exerçait une véritable et si populaire royauté de charité sur toute la classe laborieuse »<sup>1</sup>, était blessé de six balles de revolver tirées à bout portant par un ouvrier. La réputation considérable d'Alfred Dutilleul, la sainteté de sa vie, son affection pour ses ouvriers, ses efforts charitables, tout semblait le protéger contre un geste de violence. Quel terrible avertissement pour les patrons enclins à s'endormir avec le sentiment d'avoir rétabli la paix sociale ! Alfred Dutilleul ne fut que légèrement atteint, mais son cœur en ressentit une profonde blessure. Il essaya de la surmonter comme en témoigne le billet adressé à A. de Mun<sup>2</sup> « Le Bon Dieu m'a visiblement protégé ; les six coups de revolver dont trois seulement m'ont atteint n'ont marqué leur passage que par des blessures sans aucune gravité. De tel attentats ne doivent ni nous surprendre ni nous troubler. Ils font certainement partie du programme de la lutte que nous avons engagée. Nous ne pouvons donc que les accepter résolument, en nous mettant avec toute confiance entre les mains de la Providence ». Il ne devait pas survivre longtemps à cette secousse.

Mais avant lui, le 2 mars mourait, Henri Bayart, à 48 ans. Le président du syndicat mixte de Roubaix a laissé un souvenir émouvant. Il réunissait en effet des qualités très différentes : une ardente piété, une grande culture, de l'éloquence, la passion du devoir social, le sens du commandement, le goût de l'action. Cet ensemble avait fait de lui l'homme représentatif de l'Association, et Féron-Vrau se plaisait à voir en lui la préfigure des patrons futurs. Henri Bayart considérait le devoir social comme le but même de son existence terrestre ; il avait écrit dans ses « Résolutions » : « Je sens, ô mon Dieu, que c'est dans mon action sur la classe ouvrière et ses chefs qu'est présentement ma mission véritable et ma raison d'être à vos yeux sur la terre. C'est en accomplissant

1. Mgr BAUNARD, *op. cit.*

2. P.-V., 12 février 1890.



vosre volonté dans cette œuvre que je gagnerai le Ciel <sup>1</sup>... » L'homme le plus en vue de l'Association, elle était fière de lui <sup>2</sup> : « On juge de l'émotion ressentie dans les milieux patronaux et bien au delà quand il disparut brutalement.

Après ces coups sensibles, la grève presque générale du 1<sup>er</sup> mai à Roubaix affecta beaucoup les patrons. Comme l'attentat d'Armentières, mais d'une façon combien plus explicite, elle révélait l'intensité du trouble social. Mais le plus amer, c'était de voir les ouvriers des usines chrétiennes, ceux de la confrérie, se joindre en général au mouvement.

Le 23 mai suivant, 91 patrons se retrouvaient au Château Blanc. Ils constatèrent la soudaineté du mouvement, son origine dans l'excitation de quelques meneurs, la défense insuffisante des ouvriers chrétiens, le manque de cohésion. « Mais, demanda l'abbé Fichaux, est-ce qu'on a entendu les ouvriers témoigner des sentiments de haine contre les patrons ? » Heyndrickx, vice-président du syndicat de Roubaix répondit : « Ce qui les indispose, c'est la comparaison qu'ils font de leur 'modique salaire avec la richesse fastueuse et les dépenses énormes faites par les patrons ! » Si quelques-uns des assistants crurent devoir faire une distinction entre le « luxe modéré des chefs d'industrie et celui, insolent, des négociants et des spéculateurs », tous sentirent la vérité des paroles de Heyndrickx. Mgr Baunard, qui assistait, note l'émotion intense de cette séance et les « énergiques et graves résolutions prises devant Dieu. »

Ces événements auraient pu décourager les patrons, les ramener à l'inaction comme le proposait ce fils d'industriel, cité par Camille Féron-Vrau, qui disait à son père : « Vous le voyez bien, il n'y a rien à faire qu'à se résigner, absolument rien ! » Ce n'est pas là de la résignation, disait Féron-Vrau, mais de l'égoïsme voulu, résolu à durer. Il faut aller à « cette masse ouvrière qui hait parce qu'elle a été délaissée, et qu'il faudrait s'attacher par la justice et de la bonté, au lieu de s'efforcer vainement de la dompter par la force et de la dominer par le dédain. »

L'année suivante, le 1<sup>er</sup> mai 1891, de sanglants événements se déroulèrent à Fourmies. Le syndicat mixte était nettement visé, le sang coula. Cette fois cependant l'angoisse du monde catholique fut un peu divertie par le courage du curé de Fourmies, l'abbé Margerin qui se jeta au milieu des combattants au péril de sa vie, et aussi parce que dans le reste de la région, à Roubaix notamment, les ouvriers catholiques résistèrent mieux aux grévistes.

Mais une autre préoccupation attendait l'Association. A la fin de 1890, elle prenait la décision de remplacer le Château Blanc, trop petit désormais, par une belle maison construite exprès pour les retraites, entourée d'un grand parc, à Mouvaux, et placée sous l'invocation de N.-D. du Haut-Mont. En même temps elle décidait de grouper les retraitants en syndicat suivant la loi de 1884. Pour se conformer

1. Mgr BAUNARD, *op. cit.*

2. Mgr BAUNARD, *op. cit.*

à la loi, l'abbé Fichaux cédait la présidence à Camille Féron-Vrau, mais celui-ci suppliait son prédécesseur de rester l'âme des réunions.

A part cela, les séances continuaient comme par le passé. Elles organisaient la diffusion de *La Croix* prodiguaient les encouragements aux grands syndicats mixtes et aux retraites.

Mais au bout d'un an, brusquement, le nouveau syndicat se voyait cité devant le tribunal correctionnel de Lille sous l'inculpation d'avoir convoqué à ses réunions des personnes étrangères à l'industrie textile, la chanoine Fichaux, le colonel Arnould, le R. P. Didierjean, et l'instituteur Faidherbe, d'avoir laissé ces personnes coopérer activement au syndicat, soit en participant aux délibérations, soit en concourant à ses œuvres <sup>1</sup>, et d'avoir dans les réunions traité d'un grand nombre de questions tout à fait étrangères à l'objet du syndicat, telles que création de corporations religieuses, moyens de propager *La Croix*, encouragements à donner au pèlerinage ouvrier à Rome... » <sup>2</sup>.

Le jugement fut prononcé le 9 juillet 1892 après l'audition de quelques témoins, un réquisitoire véhément du ministère public et une défense toute de principe de l'avocat Théry ; il condamna chacun des accusés à 25 fr. d'amende, l'ensemble à payer les frais ; le syndicat était dissous. En rentrant dans son usine, Camille Féron-Vrau reçut de son personnel une gravure représentant le Christ devant Pilate. Successivement la Cour d'appel de Douai le 25 octobre et la Cour de cassation le 18 février 1893 confirmèrent le jugement, quoique à Douai le président Destiker, d'accord avec les prévenus sur les principes parut regretter la condamnation qu'il portait. Les trois Cours avaient reconnu l'infraction à la loi de 1884.

Le 1<sup>er</sup> mars, Camille Féron-Vrau notifiait à ses confrères associés que le syndicat et l'Association des patrons avaient cessé d'exister. Il protestait contre la « violence qui leur était faite » et finissait par ces mots : « Que Dieu nous aide, en attendant des jours réparateurs de justice et de liberté, à nous dévouer quand même, et s'il est possible, avec plus de courage encore au bien moral et matériel de nos chers ouvriers, et qu'il inspire à chacun de nous la manière la meilleure de continuer son apostolat social chrétien. »

Cette dernière phrase semble indiquer l'abandon provisoire de l'effort collectif. Mais un prêtre dont le ministère était venu compléter celui de l'abbé Fichaux, le R. P. Doyotte prenait l'initiative d'inviter individuellement les patrons à des « Conférences d'Études sociales » qui se donneraient périodiquement à N.-D. du Haut-Mont. La première devait être un congrès tenu le 17 juillet 1893 sous la présidence du

1. L'arrêt citait les séances des 15 et 16 juillet 1891, où, disait-il, le chanoine Fichaux avait présidé la réunion et dirigé les débats, où le Cl. Arnould avait lu un rapport sur l'École des Hautes-Études Industrielles de Lille, annexe de l'Institut catholique et le P. Didierjean avait pris l'initiative de la discussion sur les retraites d'ouvriers.

2. L'inculpation visait le Conseil syndical, à savoir : Féron-Vrau, P.-L. Cordonnier, Ferdinand de Baillencourt, Alfred Dutilleul, Léon Levasseur, Louis Tiberghien et Jules Leclercq, secrétaire.

recteur de l'Université catholique de Lille. Au fond, l'ancienne œuvre reprenait sous un autre nom et en publiant cette fois ses travaux.

Pendant que l'instruction était en cours, l'affaire vint devant le Parlement. Le 13 juin 1892, en effet, E. Moreau et G. Dron, tous deux députés du Nord, interpellèrent le gouvernement sur « les agissements de l'Association professionnelle des patrons du Nord et de la Congrégation de Notre-Dame de l'Usine, qui en émane ».

Moreau ouvrit le débat par cette parole significative : « C'est surtout du socialisme chrétien que nous allons étaler ici les hauts faits. » Les « mouvements divers » qui accueillirent cette déclaration liminaire s'étant apaisés, l'orateur dressa un véritable réquisitoire contre l'Association.

« Dans cette association, soi-disant professionnelle, il y a des gens de toutes les professions possibles : des distillateurs, des raffineurs, des brasseurs, des fabricants de toiles et de fil à coudre, des imprimeurs, des filateurs, des peigneurs, des tisseurs, et des teinturiers... et j'ajouterai à cette salade déjà pas mal variée des ecclésiastiques de toutes robes, des moines, un colonel et enfin un instituteur primaire. » Il reproche ensuite au syndicat de contrevenir aux dispositions de la loi de 1884, en laissant des ecclésiastiques occuper des fonctions au bureau et même présider les séances, en s'occupant de développer la fréquentation des sacrements, la lecture de *La Croix*, en contraignant les ouvriers à entrer dans les syndicats mixtes et à participer aux pèlerinages, ainsi qu'à la Confrérie N.-D. de l'Usine. Après une critique non moins serrée de celle-ci, Moreau demande à la Chambre de voter l'ordre du jour invitant « le gouvernement à faire usage des lois en vigueur pour rappeler les syndicats patronaux et les membres des deux clergés au respect de nos institutions ; à étudier et à présenter à bref délai une loi qui protège dans les ateliers la liberté du travail et la liberté de conscience auxquelles les ouvriers ont un droit supérieur et indescriptible ».

Gustave Dron reprend l'argumentation de son collègue, assurant l'assemblée qu'il possède de nombreuses protestations d'ouvriers. Il reproche aux syndicats de porter des noms de saints et de s'intituler « corporation chrétienne » ce qui est abrogé depuis la Révolution. Il conclut : « Le but des jésuites et des patrons est de soumettre à leur joug ces ouvriers qui osent relever la tête, qui osent manifester en faveur d'une amélioration de leur sort et se plaindre en comparant leur misère au luxe de leurs maîtres... il y a là une atteinte à la liberté du travail... ces associations n'ont rien de professionnel ! »

Le ministre Louis Ricard, répondit brièvement. Reconnaisant une « irrégularité » dans la composition et les discussions du syndicat, il avait ordonné des poursuites. Il annonçait la fermeture de la chapelle du Haut-Mont pour défaut de déclaration et promettait de faire appliquer les lois contre les jésuites.

Paul Lafargue vint soutenir les accusations de ses collègues, puis Thellier de Poncheville demanda la parole. Pour le député catholique



social, les patrons du Nord, s'ils ont des préoccupations religieuses, en ont aussi de professionnelles, ils ont « le souci légitime du bien-être des droits et de la dignité des ouvriers. » Ils ont été les premiers à réclamer l'interdiction du travail pour les enfants de moins de 13 ans, pour les femmes et les jeunes filles la nuit, la limitation du travail et les accords internationaux pour réduire la journée de travail. La liberté de conscience des ouvriers est entière puisque sur 215 usines de Roubaix, 195 n'ont pas de confrérie N.-D. de l'Usine ; bien plus sur 34. 111 ouvriers roubaisiens, 5.488 sont employés dans les vingt usines ayant une confrérie, mais ces 20 confréries ne comptent que 1.006 adhérents. Il ajouta que l'assistance à la messe comme la confession 2 fois l'an, n'étaient obligatoires que pour les membres de la confrérie. Il ne dit rien des syndicats, attendant les résultats de l'enquête. Dron et Moreau retirèrent leur ordre du jour et la Chambre vota ce texte par 306 voix contre 148 : « La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement et confiante dans la fermeté avec laquelle il saura faire respecter les lois existantes, passe à l'ordre du jour. » Dans son plaidoyer, l'avocat Théry déclara que l'intervention de Dron et Moreau n'était pas étrangère à l'inculpation. De son côté Paul Féron-Vrau note que la construction de la belle maison du Haut-Mont avait fait des ennemis à l'Association.

Que faut-il penser de la condamnation ? Si on la considère sans passion, on peut dire qu'en droit, elle se justifiait, en ce sens que le syndicat patronal ne correspondait à l'institution prévue par le législateur de 1884. En se tenant à la lettre de la loi, il fallait condamner. Seulement, à la même époque, des syndicats aux tendances opposées étaient tolérés. La défense opposa aux attaques le bien que faisaient les patrons, mais c'était là un autre terrain sur lequel il était bien difficile aux juges de la suivre.

En pratique, cette condamnation ne fut guère utile. Elle galvanisa les énergies des patrons, elle aboutit à remplacer le syndicat par les réunions d'études sociales inattaquables cette fois ; elle posa les catholiques en victimes, accroissant leur méfiance et leur hostilité à l'égard des pouvoirs publics, sans pour cela diminuer en quoi que ce soit leur action religieuse et sociale. C'est pourquoi on peut se demander si Féron-Vrau ne s'était pas exagéré les bienfaits du régime syndical pour son association.

#### DEUX APPLICATIONS DU SYNDICALISME DE L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DES PATRONS DU NORD ; LA CORPORATION SAINT-NICOLAS ET LE SYNDICAT MIXTE DE ROUBAIX

Avant de suivre les patrons du Nord dans leurs conférences d'études sociales, nous devons les observer de plus près dans leurs entreprises et surtout dans leurs corporations.

L'Association du Château Blanc est à l'origine de presque toutes les œuvres patronales ; elle a efficacement contribué à leur fondation et à

leur développement, puis, quand elles volaient de leurs propres ailes, les conférences servaient de lieu d'échange non seulement doctrinal mais pratique. Souvent une association qui crée des filiales finit par disparaître dans l'essor de celles-ci : ce fut le cas de l'Œuvre des Cercles. A Mouvaux, au contraire, le groupement patronal, grâce à son homogénéité et à sa discipline religieuse garda la haute main sur les œuvres dont il avait inspiré la création, les patrons y mettaient le meilleur d'eux-mêmes et appliquaient les résolutions qu'ils avaient prises à Mouvaux. La personnalité la plus marquante parmi eux est sans doute celle de Camille Féron-Vrau. Certes, si Henri Bayart avait pu vivre quelques années de plus et donner toute sa mesure, le choix entre les deux hommes serait difficile, d'autant plus que n'étant pas du même âge ils représentent avec des qualités diverses deux aspects de leur temps et de leur milieu.

Évoquer Camille Féron-Vrau c'est pénétrer dans une importante entreprise du textile lillois et c'est ensuite le suivre dans cette corporation Saint-Nicolas, le premier en date des grands syndicats mixtes, celui qui réunit les principaux industriels de la capitale des Flandres.

Camille Féron <sup>1</sup> naquit à Lille le 23 juillet 1831. Enfant sage, réfléchi, sérieux et doux, dès son plus jeune âge il témoignait d'ardents sentiments de piété. Fils de médecin il voulut embrasser la carrière paternelle et vint à Paris faire ses études de Faculté. Durant toute son enfance il avait été l'inséparable compagnon et l'ami exclusif de Philibert Vrau, le fils d'un fabricant de fil à coudre de quelques mois plus âgé que lui. En 1858 il revint à Lille avec le titre de docteur et s'établit. Tout de suite il ouvrit son cabinet aux indigents les soignant avec dévouement et succès.

Ce que voyant on en fit le médecin en titre du bureau de bienfaisance, puis celui du secours mutuel. Là il vit de près les misères physiques et morales et put essayer d'en discerner les causes. Il eut surtout une vue plus intime de l'homme, une connaissance plus approfondie de ses besoins et une intelligence de sa vie, toute autre que celle que pouvait avoir même le meilleur des patrons. Devant le patron, il est presque impossible à l'ouvrier d'être vraiment naturel ; devant le médecin et devant la maladie surtout il l'est sans effort. En revanche, l'industriel a une vue beaucoup plus exacte des données économiques du problème social. Camille Féron devait unir les deux formations et durant sa longue carrière d'industriel l'expérience acquise aux différents postes du médecin devait lui être d'une rare et constante utilité. Médecin il étudiait : « Je viens de me jeter dans l'étude de ce qu'on a nommé l'économie charitable. Si j'étais libre, il me semble que j'y consacrerai ma vie toute entière. » Il était rempli d'illusions : il a conté dans une de ses lettres avec quelle peine il avait vu une famille se détourner de lui après

1. Ces notes biographiques suivent le récit de Mgr Baunard. Le futur industriel s'appelait Féron. Quand il épousa la sœur de Philibert Vrau il adjoignit son nom au sien suivant l'usage local. En 1872 cette transformation fut rendue légale.

qu'il eut soigné gratuitement, des mois durant, leur enfant scrofuleux. Les soins étaient appréciés d'après le prix coûtant. Camille se résolut à demander des honoraires minimes, mais le faisant « je sentais, dit-il, monter en moi la révolte de toutes les idées que j'avais jusqu'alors carressées. »

Sa carrière médicale se continua seulement par une extension de sa clientèle bourgeoise, mais aussi par un enseignement médical de plus en plus spécialisé. Le 29 juillet 1861 il épousait Marie Vrau, sœur de Philibert. Ce dernier était entré dans la maison paternelle avec conscience, mais sans entrain. Après quelques années d'une crise intellectuelle, il était revenu à la foi avec l'ardeur passionnée qu'il conserva jusqu'à son dernier jour ; il rêvait de se faire prêtre. Son père s'y opposant il resta dans l'affaire après une courte et désastreuse expérience bancaire, et longtemps la maison Vrau eut un développement précaire. En 1848 elle connut sa part des agitations sociales. Puis le succès vint, quand Philibert, voyant apparaître sous son aspect encore rudimentaire la pelote, devina son avenir, et mit tous ses soins à la perfectionner. Alors le « Fil au Chinois » étendit sa renommée à travers le pays et Philibert Vrau commença à constituer ce qui devait être une grosse fortune. Ce succès multipliant les affaires de la maison accrût les tâches au point de dépasser les possibilités du jeune homme. Il fallait un associé. Il n'avait pas de frère, et ne voulait pas se marier. Les parents Vrau avaient mis leur espoir dans les enfants de Camille. Et c'est ainsi que germa l'idée, à première vue surprenante, d'arracher celui-ci à la carrière médicale pour en faire un industriel, idée d'ailleurs plus intelligible dans le Nord où un grand esprit de famille préside au développement des affaires.

Ce fut un douloureux sacrifice pour le docteur Féron. Il y consentit néanmoins et entra dans la maison Vrau où après quelques études il prit la direction des services commerciaux, tandis que Philibert assumait les charges de la fabrication. Désormais « les deux frères » Philibert et Camille allaient travailler, étroitement unis, à développer leur industrie, à étendre le règne de Dieu et à faire rayonner tout autour d'eux une vraie charité. Dans cette intime collaboration chacun avait son domaine comme à l'usine. Philibert fut l'animateur d'œuvres eucharistiques, de conférences de Saint-Vincent de Paul, etc. Camille anima des associations capitales : l'Université catholique, les médecins chrétiens, et surtout la corporation Saint-Nicolas et l'Association des Patrons. La formation sociale qui complètera et utilisera toutes les données de sa carrière médicale, Camille Féron commence à l'acquérir à l'écroulement de la Commune qui semble l'avoir vivement ému. En 1872 il se rend auprès de La Tour du Pin et ouvre le Cercle de Lille. En 1873 il entend Harmel révéler au Congrès du Nord toutes les œuvres d'usine. Aussitôt il part au Val-des-Bois Il revient conquis. L'année suivante, c'est lui qui prend l'initiative d'inviter Harmel à parler au Congrès de Lille.



Au physique Camille était un homme d'une certaine corpulence, de taille moyenne, au crâne dégarni, avec sur les tempes des cheveux qui descendaient en longs favoris, encadrant un visage qu'animait un regard extraordinaire. Une grande élévation de pensée, une indulgente bonté se lisaient dans ses yeux très purs.

La maison Vrau <sup>1</sup> fondée en 1861 par le père de Philibert compte en 1891, 540 personnes. La fabrication du fil à coudre exige peu de manutention en sorte que le personnel employé est en grande partie féminin. Huit femmes pour deux hommes, ceux-ci assurant la vente (voyageurs de commerce) et l'apprentissage. La caractéristique de l'usine est la présence des religieuses, appartenant à la congrégation des Sœurs de la Providence de Portieux. Cette organisation traduit la conception des deux hommes sur le devoir patronal : « La première des préoccupations d'un patron doit être d'épargner à ses ouvriers ces conditions malsaines de la vie morale avec le même soin que l'on met à sauvegarder les règles de l'hygiène physique. Il ne peut oublier qu'il doit à ses ouvriers le moyen de faire leur salut en ce monde. Peu importe quel salaire juste et rémunérateur il leur donne, s'il les fait vivre dans un milieu qui empoisonne les âmes ! <sup>2</sup> »

Dans ces conditions, les directeurs ont voulu un personnel chrétien. Ils recrutent les hommes dans les Cercles catholiques d'ouvriers et dans les patronages ; les ouvrières sont des élèves des Sœurs, qu'elles retrouvent sans surprise à l'atelier. La pratique des œuvres religieuses est facultative, mais, en fait, les ouvrières continuent naturellement ce qu'elles faisaient à l'école.

Les frères Vrau rappelaient l'origine exclusivement chrétienne de leur personnel faisaient valoir la réputation de moralité de leur maison qui amenait des parents de toute la région à leur confier leurs filles ; embaucher des ouvrières non catholiques était risquer de trahir cette confiance. Et puis, disaient-il, notre ouvrière est à l'extérieur, dans sa famille le plus ferme agent de christianisation qu'on puisse rêver.

Que fait la religieuse dans l'atelier ? Elle surveille l'entrée et la sortie du personnel ; pendant le travail, les religieuses ne quittent pas l'atelier. Elles s'y occupent à faire les comptes de travail des ouvrières, elles inscrivent les demandes d'entrées, s'intéressent aux malades, aux absentes ; l'une fait des leçons aux jeunes filles sur différents sujets, l'autre dirige l'école ménagère. « En un mot, elles font tout ce que commande l'intérêt des ouvrières dont elles remplacent en quelque sorte les mères. » La direction a complètement séparé les ateliers de femmes des ateliers d'hommes ; les sorties se font par des issues différentes. D'autre part on a cherché à grouper, dans la mesure du possible, les femmes mariées dans certains ateliers, et les jeunes filles dans d'autres.

1. *La Maison Ph. Vrau et C<sup>ie</sup>*. Lille, 1902. Cette brochure est une réédition complétée d'un travail fait une dizaine d'années auparavant par Camille FÉRON-VRAU.

2. *Brochure citée.*

La maison Vrau forme avec cinq autres entreprises une fédération à laquelle adhèrent à titre personnel d'autres ouvriers disséminés : c'est la corporation Saint-Nicolas. Elle est représentée au conseil syndical par trois syndics, un patron, un employé, un ouvrier. Elle participe aux œuvres de la Corporation et les complète par quelques œuvres d'usine adaptées plus spécialement aux besoins de son personnel ou aux idées chrétiennes de la direction.

De la corporation dépendent le secours mutuel, la caisse d'assistance, l'assistance maternelle, la caisse d'épargne et pour partie, les fournisseurs privilégiés. La maison Vrau a ajouté à ces œuvres, celle des prêts gratuits. Cette institution destinée à aider les ouvriers particulièrement recommandables dans des conditions exceptionnelles, n'a pas très bien répondu à ce qu'on en attendait. Pour en bénéficier, l'ouvrier doit disposer d'un livret de caisse d'épargne et le prêt consenti est égal à la somme inscrite sur le livret. En d'autres termes, dans un moment difficile, son épargne est doublée. L'emprunteur rembourse 1 à 2 fr. par semaine. La caisse n'ayant eu aucun succès, le délégué d'un atelier d'hommes demanda plus de latitude dans l'attribution des prêts. Cela posait une question de principe. Accéder c'était lier moins étroitement le prêt à l'épargne, c'était aussi donner à l'ouvrier une facilité pour sortir du cercle restreint où il dépensait juste ce qu'il avait. Refuser, c'était risquer de le voir chercher et trouver de l'argent à un taux usuraire et devenir ensuite la victime du prêteur. Les patrons du Nord ont toujours tenu essentiellement à ce que leurs ouvriers payassent comptant et c'est pourquoi, à contre-cœur, et pour une courte période, les dirigeants de la maison Vrau consentirent à faciliter l'attribution du prêt gratuit.

Les achats groupés sont pratiqués pour le pain, le café, la chicorée, produits de grande consommation ; l'hiver, la maison traite en gros les achats de pommes de terre et de charbon. Essayée pour le vin, cette pratique fut abandonnée. Les dirigeants du « Fil au Chinois » pensèrent souvent à assister les vieillards. Ils voulaient la stabilité de l'emploi, et cherchaient à garder leur personnel aussi tard que possible, fût-ce en lui procurant, l'âge venu des tâches allégées. Puis, quand l'ancien employé devait quitter le service, ils lui facilitaient l'entrée dans l'hospice et lui servaient de très modestes secours, bien insuffisants pour lui permettre de vivre, mais qui, espéraient-ils, attireraient l'attention des enfants et les amèneraient à faire, eux aussi, quelque chose pour leurs parents. Tout cela ne résolvait pas le grave problème de l'assistance, et tout en souhaitant vivement la solution, les deux patrons se déclaraient incertains de pouvoir un jour la résoudre chez eux.

Quand en 1891, Camille Féron-Vrau célébra son jubilé d'argent en tant qu'industriel, il passa en revue le personnel, considérant l'ancienneté de ses services : il trouva 24 employés et voyageurs de commerce comptant chacun en moyenne 20 ans de service, 106 ouvriers avaient une moyenne de 10 ans et 9 mois, 411 ouvrières une moyenne de 8 ans

et 9 mois. Dix ans plus tard, cette moyenne était montée à 13 ans et un mois pour les ouvriers et à 11 ans et 2 mois pour les ouvrières. Le patron concluait en termes mesurés : « Il nous semble que nos ouvriers et ouvrières trouvent satisfaction chez nous pour leurs intérêts de toute nature, et même qu'ils nous sont attachés. »

En 1890, pour marquer cette stabilité, les directeurs décidèrent de solenniser les vingt-cinq années de présence des collaborateurs, depuis le patron lui-même jusqu'à l'ouvrier, sans oublier les religieuses. La célébration commence par une messe de communion suivie d'un déjeuner avec les patrons et l'aumônier. Le jubilaire reçut une gratification pécuniaire, une inscription au tableau d'honneur placé dans la chapelle et un Christ orné d'une plaque rappelant ses vingt-cinq ans de service. En 1902 on comptait 110 jubilaires dont 39 hommes et 71 femmes.

Les rois conseils de l'entreprise sont l'âme de ces institutions. Le Conseil patronal comprend les patrons et leurs femmes, les cinq principaux employés, dépositaires responsables d'une part d'autorité et enfin l'aumônier de la corporation. Il étudie tous les moyens moraux et matériels de venir en aide au personnel. Les ouvriers et les ouvrières ont chacun un Conseil intérieur que préside l'un des patrons ou sa femme, avec l'appui de l'aumônier. Ces deux conseils comprennent les contremaîtres et des délégués élus par les ouvriers parmi ceux comptant dix ans de présence.

Les élections annuelles ont lieu la semaine de Pâques. Toutes les communications, tous les avis, toutes les explications demandées se transmettent par ces Conseils. Ils associent mieux que par n'importe quel autre moyen le personnel tout entier à la vie de l'entreprise.

L'usine comprend de nombreuses œuvres religieuses de toute nature : un détail suffira à indiquer l'ambiance : entre 1871 et 1901, 52 ouvrières quittèrent la maison pour se faire religieuses.

Notons encore l'effort de la maison pour diffuser la bonne presse. *La Croix* y comptait 95 abonnés et 110 exemplaires du *Pèlerin* y étaient distribués.

Toutes ces fondations n'étaient cependant que le complément de l'œuvre corporative proprement dite.

La corporation Saint-Nicolas est ouverte aux hommes et aux femmes moyennant une petite cotisation <sup>1</sup>. Ces cotisations <sup>2</sup> accrues de dons, constituent la fortune collective du syndicat, le patrimoine corporatif qui ne cesse de s'accroître. Chaque adhérent reçoit une médaille après cinq années de participation. L'idée morale de la corporation est ici comme partout où nous l'avons rencontrée, de combattre le prolétariat et l'individualisme par l'association, de rendre à l'homme sa seconde famille, la famille professionnelle.

Mais pour atteindre ce but, il faut une association cohérente et homogène, d'où un grand effort pour unir les membres. L'une des

1. Hommes, 0 fr. 25 par mois ; femmes, 0 fr. 15.

2. En 1902 le patrimoine corporatif s'élevait à 58.682 fr. 09.



manifestations dans ce sens est la publication d'un bulletin corporatif appelé *Le Dimanche*. Sa diffusion est gratuite. Son texte est varié, avec un triple caractère éducatif, d'information et récréatif. Une autre est la célébration d'une fête syndicale. La vieille fête Lilloise du « Broquelet » a été choisie. Elle se célèbre le lundi qui suit le 8 mai. Ce jour-là, la corporation toute entière honore son patron, Saint-Nicolas. Ses membres vont à la messe en famille ; ils évoquent leurs morts ; puis a lieu une distribution de vins et de gâteaux. Ces liens s'étendent aux conscrits et aux militaires avec lesquels une correspondance est organisée, complétée d'envois d'argent. Dans l'épreuve morale que peut constituer le service militaire, la Corporation essaie de soutenir son adhérent.

Ce souci de préservation amène le Conseil syndical à instituer en vue du mariage un diplôme d'honneur, sorte de garant de la bonne conduite des fiancés. Au diplôme, l'essentiel, vient s'ajouter une dot proportionnelle à l'ancienneté et à la bonne conduite. La dot est également attribuée en cas d'entrée en religion. Cas plus rares : elle est aussi attribuée au jeune homme ou à la jeune fille qui renonce plus ou moins définitivement au mariage pour se dévouer comme soutien de famille<sup>1</sup>. Une autre fondation, celle de Saint-Jean l'Évangéliste, accorde une gratification aux familles en vue de rehausser la solennité des funérailles, complétant ainsi l'œuvre syndicale des funérailles<sup>2</sup>. Le syndicat sert un intérêt de 4 % aux fonds déposés dans sa caisse d'épargne. Enfin trois caisses de secours cherchent à soulager l'ouvrier : La Société de secours mutuels<sup>3</sup>, la Caisse d'Assistance<sup>4</sup> et l'Assistance maternelle<sup>5</sup>. Celle-ci, notons-le au passage, est assez en avance sur la plupart des institutions similaires.

Créateur de la Corporation, Camille Féron-Vrau en fut le président. Avec une grande conscience, il présidait vingt années durant les réunions mensuelles du Conseil syndical ; il en avait élaboré les statuts, puis multiplia les démarches pour la faire connaître et enfin la dota généreusement. Il fut secondé dans sa tâche par l'infatigable aumônier, le P. Breck, qui connaissait bien le milieu Lillois.

Au début il avait pensé faire entrer dans la corporation toutes les usines dirigées par des catholiques. Il comptait obtenir l'adhésion officielle du patron et ensuite celle du plus grand nombre d'ouvriers. Quoiqu'il fût particulièrement qualifié pour entraîner ses collègues,

1. Cette œuvre s'appelait « Mater admirabilis ».

2. La famille du défunt reçoit 100 billets de faire-part, la chapelle funéraire, le drap mortuaire. Bannières et députations suivent le convoi. Des messes sont dites à l'intention du défunt.

3. L'ouvrier verse 0 fr. 20 par semaine. Il touche 1 fr. par jour pendant 3 mois, 0 fr. 50 pendant les 3 mois suivants, des secours médicaux et pharmaceutiques ; une somme est versée à la famille en cas de décès.

4. Complétant la précédente. L'ouvrier verse 0 fr. 10 par jour. Il touche 0 fr. 75 pendant 3 mois, 0 fr. 25 les 3 mois suivants. Ces secours prolongés indéfiniment avec d'infimes tarifs. Tarifs de faveur auprès des médecins et pharmaciens de la Caisse.

5. 0 fr. 10 par mois de versement. Une indemnité de couches est donnée : 0 fr. 75 par jour pendant 3 semaines, au besoin 0 fr. 25 pendant 3 autres semaines. Layette gratuite. Admission gratuite à l'asile des Sœurs de la Charité maternelle.

son succès fut restreint, très au-dessous des espoirs qu'il avait pu concevoir. Pourquoi ? La timidité, l'indifférence, la routine empêchèrent certains patrons de se joindre à lui ; d'autres établirent dans leurs usines des œuvres dont le progrès les détourna de la Corporation, préférant garder ainsi la haute main sur leurs œuvres propres <sup>1</sup>.

Les ouvriers inscrits dont les entreprises (celles dont les patrons n'adhéraient pas à la Corporation) élisaienr leurs délégués au Conseil syndical au cours de l'assemblée générale. Ils avaient aussi des réunions d'études sociales que Camille Féron-Vrau avait instituées à leur intention <sup>2</sup>. Après dix années d'existence, la corporation comptait 1.200 membres <sup>3</sup>. Elle garda des effectifs voisins assez longtemps, puis, à la veille de la guerre, les effectifs s'élevèrent à 1.700.

Le principe de la libre élection de leurs délégués par les ouvriers était très vivement combattu aux Conférences d'Études sociales, mais Féron y tenait : « Pour que le Conseil d'usine réussisse, il faut qu'il ait la confiance de tous, il faut réserver l'autorité du patron, mais aussi, dès l'abord, donner des garanties aux ouvriers, il faut que tous aient l'assurance d'être représentés par l'élection par exemple. » A la suite le procès-verbal mentionne : « dénégations générales » <sup>4</sup>.

La Corporation de Roubaix nous est bien connue grâce à la monographie d'Alexandre Faidherbe. Ce genre de corporation n'a pas échappé à cette inéluctable loi du développement syndical qui veut dans les bureaux syndicaux des hommes véritablement et exclusivement attachés à l'institution au point d'en devenir les animateurs, les « professionnels du syndicalisme » dit-on parfois, mais dont on ne saurait guère se passer. L'âme du syndicat roubaisien, Alexandre Faidherbe, ne sortait pas des rangs des militants. Instituteur de l'État, parent éloigné de l'illustre soldat dont il portait le nom, il avait pris de l'ascendant sur les patrons et les ouvriers. Pour les uns et pour les autres, il avait organisé de petites séances distinctes d'études sociales. Il avait une grande foi dans le progrès social et y travailla avec opiniâtreté jusqu'à sa mort sous l'occupation allemande. Avec son éternelle redingote et son chapeau haut de forme, la silhouette du vieil instituteur était très populaire à Roubaix. Il ne sut pas empêcher le syndicat d'évoluer dans le sens d'une œuvre. Nous lui devons une étude d'ensemble très complète qui n'a pas son pareil pour les institutions analogues.

Quand le principe de constituer un syndicat eut été admis, la question se posa aussitôt de savoir s'il serait officiellement chrétien. Les patrons du Nord n'eussent pas fait un groupement qui n'eût été profondément imprégné des principes chrétiens, mais le choix de l'étiquette n'était pas

1. Le système des fournisseurs privilégiés fit beaucoup d'ennemis à la Corporation chez les autres commerçants.

2. Elles n'avaient ni l'importance ni l'intérêt de celles que nous trouvons à Roubaix.

3. *Conf. N.-D. du Haut-Mont*, janvier 1898 : statistique au 10 mai 1897 : 1.269 membres : patrons : 28 ; employés : 39 ; ouvriers : 285, ouvrières : 917.

4. *Conf. N.-D. du Haut-Mont*, 13 octobre 1893, p. 21.

sans importance. Alexandre Faidherbe nous dit que si l'étiquette de chrétien prévalut, ce fut dans la crainte de voir les ouvriers chrétiens isolés, et défavorisés dans un syndicat neutre où la masse des non chrétiens serait entrée. Mais cette décision n'alla pas sans d'ardentes contestations. D'une part bien des ouvriers indifférents, mais non hostiles à la religion, se sentirent comme repoussés du syndicat, tandis que les socialistes dénonçaient la pression patronale et la prime à l'hypocrisie <sup>1</sup>. Devant ces réactions, presque tous les patrons se sentirent troublés, hésitants. Seul Henri Bayart tint bon. La Commission chargée de rédiger les statuts mit un an à les élaborer, et en novembre 1888 seulement, le projet était définitivement adopté <sup>2</sup>. Le syndicat mixte de l'Industrie roubaisienne <sup>3</sup> est donc à l'origine une réalisation patronale. Il se propose d'améliorer le sort des prolétaires, mais il ne conçoit pas cette amélioration comme le font la majorité des ouvriers, sous forme d'une élévation des salaires qui entraînerait le relèvement du pouvoir d'achat ; il veut arriver au but par des œuvres. Celle-ci tendront notamment à procurer à l'adhérent ce surplus de biens que son salaire actuel ne l'autorise pas à acquérir, mais elles seront en même temps moralisatrices et par là, tendront à éloigner l'ouvrier de certains autres achats considérés comme pernicioeux.

On voit tout de suite qu'une pareille théorie risquait de faire planer sur le syndicat mixte une équivoque.

Et cependant à l'appui de leur thèse les patrons invoquent trois arguments. A la hausse des salaires, ils opposent un fait économique : la rémunération du Nord est déjà supérieure à celle des autres centres textiles Français, Belges, ou Allemands. L'augmenter serait placer les produites fabriqués dans des conditions indéfendables devant la concurrence sur le marché national et international. Ils ajoutent que de plus la cause de la misère ouvrière n'est pas dans l'insuffisance des salaires, mais résulte de deux maux spécifiques du prolétariat : le cabaret où se perdent les hommes et l'incapacité ménagère de leurs femmes, cette seconde tare étant souvent cause de la première. Quant au crédit consenti à l'ouvrier, il finit par aggraver la situation et double ses dépenses.

La première préoccupation du syndicat sera d'instituer une véritable éducation ménagère des filles, puis d'une façon plus générale, de développer l'instruction primaire, professionnelle et religieuse des enfants d'ouvriers.

Le syndicat constitué dans ce but est ouvert à tous les patrons et ouvriers catholiques. Il est dirigé par un conseil syndical composé de trois syndics : la patron qui est président de droit, un employé et un ouvrier.

1. Voir le débat à la Chambre sur l'interpellation de Moreau et Drou.

2. Alex. FAIDHERBE, père. *Histoire du Syndicat mixte de l'Industrie roubaisienne*. Roubaix, 1902.

3. La désignation professionnelle n'est pas indiquée dans le titre, mais le syndicat était exclusivement textile.



En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Le syndic ouvrier est élu par les dizainiers. Tous les syndiqués paient une cotisation <sup>1</sup>. Le nombre de membres était au départ 1.093. Le syndicat accueille volontiers des ouvriers dont l'entreprise n'est pas elle-même syndiquée.

La première œuvre du syndicat mixte ce fut l'institution du secours mutuel pour les hommes, établie dès le 10 février 1889. Destinée à assurer aux bénéficiaires les soins médicaux et les remèdes, il n'était ouvert qu'aux ouvriers roubaisiens agréés par le conseil d'usine et âgés de moins de 40 ans. Il eut surtout à faire face aux soins et frais de grippe <sup>2</sup>. Le 1<sup>er</sup> novembre 1890 il était étendu aux ouvriers et géré par les femmes des patrons. Successivement vinrent s'ajouter les institutions complémentaires : une caisse de secours divers, une caisse de maternité <sup>3</sup> une caisse de secours aux vieillards <sup>4</sup>, une caisse de secours aux syndiqués sous les drapeaux <sup>5</sup> enfin, une caisse de retraite pour les employés <sup>6</sup>.

Après le secours mutuel, le syndicat s'occupa des habitations à bon marché. Il créa d'abord une petite société qui émit des obligations de 100 fr. jusqu'à concurrence de 50.000, rapportant 4 % nets d'impôts et réservées aux syndiqués. Ce procédé ne plut pas. Le syndicat créa alors des sociétés dites « de Vingt » qui achetèrent les obligations avec les petites économies de leurs membres. Une seconde émission laissa l'impôt à la charge des sociétaires.

On construisit avec peine 2 cités : celle de Saint-Henri, dont les maisons furent louées au mois, (14 fr. 50) aux ouvriers syndiqués, puis les 21 maisons de la cité Saint-Louis où la location s'éleva à 15 fr. Les ouvriers demandèrent à acquérir ces maisons en payant un supplément de loyer ; le syndicat refusa pour empêcher, dit-il, l'établissement d'un cabaret <sup>7</sup>. Après le logement, le syndicat chercha à procurer à ses adhérents le combustible à bon marché. En dix ans, 7.210 tonnes de charbon furent achetées ainsi, rapportant une économie de 25.000 fr. aux syndiqués. A partir de 1900, au lieu d'achats groupés, on en vint à l'achat par le syndicat, qui le revendait en faisant une ristourne à ses membres.

Avec des fortunes diverses le syndicat constitua aussi des sociétés de consommation pour acquérir des pommes de terre, des produits pharmaceutiques et enfin des couvertures. Quant au pain après un essai

1. Ces cotisations sont les suivantes : ouvrier, 0 fr. 10 par mois ; employé : 2 fr. par an ; patron : 0 fr. 10 par mois et par ouvrier (+ 25 fr. pour moins de 50 ouvriers, 50 fr. pour 50 à 100 ouvriers, 100 fr. pour plus de 100 ouvriers).

2. Cotisations, 0 fr. 25, dont 0 fr. 10 venant du patron. Le coût des secours mutuels féminins était plus élevé.

3. 10 fr. à la naissance du 3<sup>e</sup> enfant, 15 fr. pour les suivants. En 1895 on éleva à 15 et 20 fr., puis on l'augmenta de 5 fr. par enfant.

4. 2 fr. par mois et à partir de 65 ans.

5. Service militaire : 5 fr. Réservistes : 10 fr. Territoriaux : 15 fr.

6. Coût 20 fr. dont 8 fr. payés par les patrons.

7. Assemblée générale de 1895.

d'achats groupés qui se révéla trop coûteux, le syndicat n'ayant pas le droit d'ouvrir une boulangerie, les patrons en créèrent une qui favorisait les ouvriers syndiqués. Cette discrimination fut très vivement reprochée aux dirigeants.

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les œuvres d'enseignement ne connurent pas un grand essor. En mai 1896 le syndicat créait une école de piquûrage <sup>1</sup> à l'intention des jeunes filles. Celles-ci faisaient en entrant un dépôt de 10 fr. et quand elles gagnaient un petit salaire, en laissaient 40 % à la caisse de l'École. Le but était d'éviter aux élèves un apprentissage considéré comme dangereux.

Le siège du syndicat possède une bibliothèque et organise des conférences sociales. Quelques sociétés d'agrément complètent ce tableau : une chorale, une société dramatique, un groupe d'archers, une société de médaillés et deux associations de joueurs de boules et de cartes. Dès l'origine, un bureau syndical de consultations diverses fonctionnait ; quand le Secrétariat du peuple s'ouvrit en ville, ce bureau devint à peu près inutile, mais on décida de le maintenir pour les cas exigeant une grande discrétion. Un bureau de placement fonctionne en annexe syndicale.

#### LES ŒUVRES DES SYNDICATS MIXTES ROUBAIX, TOURCOING, FOURMIES, ARMENTIÈRES

Le syndicat mixte de Roubaix, nous apparaît avec d'heureuses conceptions qui n'engendrent pas de résultats satisfaisants ; certes, bien des plans, dont nous avons vu les transpositions pratiques, peuvent prêter à la critique. Il n'en reste pas moins que si toutes les réalisations avaient répondu aux idées qui les firent naître, on aurait eu un ensemble harmonieux et franchement utile.

Le cas du Conseil de conciliation et d'arbitrage est significatif à cet égard.

Le but de cette création était d'éviter les jugements des prud'hommes socialistes régulièrement hostiles aux patrons. De plus c'était un pas en avant dans la voie corporative. Beaucoup de patrons se montraient indifférents à ce projet, discuté dès le début de 1897. Néanmoins les statuts virent le jour au cours de cette même année.

Le Conseil comprend un président étranger au syndicat, 4 patrons et 4 ouvriers provenant des spécialités : filature, peignage, tissage et teinturerie. Le président est élu au scrutin secret. Les décisions du Conseil sont valables pour les syndiqués, mais tous les membres de la profession peuvent en bénéficier. Une indemnité de 2 fr. par séance est allouée aux membres. La procédure d'arbitrage est calquée sur celles des prud'hommes. Quant à la conciliation, elle a une valeur consultative mais n'engage en rien ceux qui y recourent.

1. On appelle ainsi la réparation des accrocs qui peuvent se produire dans un tissu.

Un article est à retenir : « Redressement des abus » : « Sur la demande d'un ou plusieurs ouvriers entendus individuellement ou collectivement de vive voix ou par écrit, le président après avis conforme d'un membre du Conseil arbitral peut, sans passer par la conciliation, transmettre directement la plainte au patron qui en est l'objet, s'engageant sur l'honneur à ne jamais révéler le nom d'un plaignant ; mais il devra en informer les parties intéressées. »

En fait, ce système n'a presque rien donné. Il n'en sortit d'efficace qu'une action conciliante du président allant de part et d'autre, multipliant les contacts et facilitant bien des petites choses <sup>1</sup>.

Une autre institution capitale était le Comité ouvrier d'études sociales, créé en avril 1893. Le vice-président ouvrier du conseil syndical la préside de droit. Il a pour but d'étudier les problèmes intéressant les ouvriers dans un esprit constructif et pratique. Quand ces études ont abouti à des propositions concrètes, celles-ci sont soumises à une commission mixte de deux patrons, deux employés et quatre ouvriers.

Bien des revendications ouvrières qui semblaient inadmissibles aux patrons purent leur paraître acceptables à la suite de l'examen consciencieux dont elles furent l'objet.

Le Comité ouvrier a étudié un grand nombre de questions : les salaires, les habitations bon marché, l'éducation féminine, les assurances, le repos dominical, etc., etc... Ses décisions étaient entendues : témoin les modifications apportées à la société immobilière et la création des sociétés de vingt <sup>2</sup>.

Les employés avaient leur Comité de même que les patrons. Le projet de conseil de conciliation et d'arbitrage fut passé au crible par ces institutions. On peut dire qu'il y eut là un succès en ce sens qu'une idée heureuse fut réellement appliquée et utilisée. Un des problèmes les plus délicats illustrera le travail du Comité ouvrier : celui des amendes que les patrons retenaient aux ouvriers pour malfaçon. Le Comité ouvrier maintint le principe de la sanction patronale, mais en recommanda l'application avec mesure et équité ; il conseilla d'afficher les cas, et de faire apprécier la malfaçon par deux ouvriers. Il préconisa comme seul emploi des amendes le partage entre les ouvriers.

Il insiste également pour que l'arrêt du travail à midi dure deux heures de 12 h. à 14 heures.

Au syndicat mixte correspond dans chaque établissement un conseil d'usine, dont l'activité se limite aux questions intérieures.

Dans chacune des usines syndiquées, nous retrouvons les « Petites Sœurs de l'Ouvrier » qui travaillent à ramener les hommes à la religion, pénètrent dans leurs intérieurs pour y pacifier les ménages, soignent malades et enfants. On trouve aussi des œuvres de secours et la caisse d'épargne d'usine que le syndicat avait rejetée. Les patrons syndiqués

1. Alex. Faidherbe fut élu président.

2. Cf. ci-dessus, p. 310.



ont tenu à la surveillance des ouvrières par des femmes; ils ont veillé à la séparation des sexes à l'usine et à la sortie.

Tel est le bilan des œuvres du syndicat mixte. En 1902, quand il écrit, Alexandre Faidherbe reconnaît que bien des problèmes restent en suspens. Le plus irritant est celui des salaires. Donnant son opinion personnelle, il repousse la notion d'un minimum de salaire et préconise un encouragement sous toutes ses formes, de l'épargne. Il voudrait que le patron tenant un relevé du total annuel de ses salaires et de ses journées de travail, fasse une moyenne et rajuste les salaires trop bas. Ce serait une utile réponse à certaines attaques d'origine parlementaire. Enfin, il propose une élévation ou un abaissement des salaires en fonction des bénéfices.

Le syndicat n'a pas encore créé de caisse de chômage, les œuvres d'enseignement féminin considérées comme essentielles ne sont qu'ébauchées, l'organisation des fêtes n'est pas au point, pas plus que le service médical dans les usines : il donne comme exemple la promiscuité des sexes.

Mais le syndicat a valu à l'ouvrier plus de respect, plus de justice et d'affabilité. A l'ouvrier catholique, il a incontestablement facilité la pratique de sa religion. Il a tendu à la stabilité de l'emploi, notamment en donnant par ses diverses institutions la possibilité de se grouper aux ouvriers depuis longtemps en place. Il a assuré une certaine paix sociale, puisqu'en onze ans (1889-1900) on n'a compté qu'un petit nombre de grèves, toutes partielles. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> mai 1896 on n'a compté que 13 % de chômeurs dans les usines syndiquées et 9 % l'année suivante, alors que la moyenne générale s'élevait à 70 %.

Longtemps l'effectif syndical s'est élevé<sup>1</sup>. Puis après 1895 il commença à baisser. Pourtant, phénomène curieux, le nombre d'admissions reste très élevé : en 1902 on compte 4.542 admissions, mais au bout de quelques mois, le nombre de membres reste de 1.759. Il y a un énorme déchet, 62 %, qui tend à faire du syndicat un lieu de passage<sup>2</sup>.

Après 1900 les syndicats catholiques d'ouvriers prirent une place importante et firent une redoutable concurrence au syndicat mixte. Le bureau syndical s'orienta alors vers une organisation fédérale où chacun des groupements, autonome sur son propre terrain, pourrait mettre en commun ses efforts pour défendre les intérêts collectifs<sup>3</sup>.

Le document suivant<sup>4</sup> montre quelle pouvait être la pensée de l'un des dirigeants sur son syndicat. C'est une lettre du deuxième président, L. Cordonnier, adressée à Harmel : « J'allais vous écrire pour vous donner

1. 1889 : 1.228 ; 1890 : 1.355 ; 1891 : 1.870 ; 1892 : 2.164 ; 1893 : 2.308 ; 1894 : 2.535 ; 1895 : 2.947. 1897 : 1.790, dont 28 patrons et 1.762 salariés. Les usines syndiquées comptant 12.500 ouvriers ont 1.260 adhérents au Syndicat mixte de Roubaix.

2. 1902 : 4.542 adhésions. Restent membres, 1.759, dont 1.455 des usines syndiquées, 304 des usines non syndiquées. Dans les 62 % entrent les défunts, les militaires, les émigrants, les non-cotisants, etc.

3. Assemblée générale 1904. Trois présidents se succédèrent à la tête du syndicat : Henri Bayart, Louis Cordonnier et Jules d'Halluin.

4. P.-V., 3 juillet 1891 (après l'émeute de Fourmies).

de nos bonnes nouvelles, oui d'excellentes. Cette année-ci nos ouvriers de la Confrérie plus nombreux et surtout mieux formés, c'est-à-dire plus chrétiens, ont tenu tête à l'orage du 1<sup>er</sup> mai et N.-D. de l'Usine a eu raison des agitateurs socialistes. Les patrons qui nous regardaient d'un œil indifférent ou moqueur ont dû se rendre à l'évidence des faits, et les catholiques à la manière de saint Thomas ont enfin les yeux ouverts, ils viennent à nous. Dans l'usine de M. Hendryckx et dans la mienne, tous les ouvriers ont travaillé sans formuler la moindre demande. Dans d'autres, les confrères au moins ont travaillé, tandis que dans les usines non syndiquées, le chômage a été presque général. Mieux que cela, nous avons tenu notre réunion annuelle le lundi de la Pentecôte en pleine agitation socialiste. Tout l'état-major socialiste était ici, Guesde, Derroul, Fouloup etc... Leur attitude a été pendant la messe profondément édifiante, et pendant la réunion, c'était plaisir de les entendre applaudir à l'union des patrons et des ouvriers dans le syndicat mixte, à l'amour du prêtre si héroïquement personifié dans le curé de Fourmies.

« Une poussée très significative porte aujourd'hui les ouvriers vers notre syndicat et je commence à douter de nos forces pour rester à la hauteur d'une pareille tâche. Tout devient trop petit, la chapelle pour réunir nos retraitants, l'église pour tenir nos confrères, notre cercle pour recevoir nos syndiqués.

« Je rêve la construction d'une vaste maison syndicale contenant chapelle, salle de réunion et magasins. Mais hélas, nos industriels sont malheureux depuis l'année dernière. Tous ont l'intention d'associer le syndicat à leurs bénéfices, mais il n'y a que des pertes à partager, aussi je me trouve dans un cruel embarras. Sur mon invitation, le bureau syndical commence une neuvaine afin d'obtenir un secours providentiel qui nous tire d'embarras. Il nous le faut pour récolter la moisson qui mûrit. Je prie notre cher Henri Bayart d'être notre interprète auprès de N.-D. de l'Usine, serait-ce indiscret de vous demander aussi un souvenir dans vos prières. Nous sommes votre fille aînée car nous n'avons fait qu'appliquer à un groupe d'usines réunies la méthode de christianisation et d'apostolat dont vous êtes le prototype ; aidez-nous à consolider nos filets qui crèvent sous le poids de leur pêche. »

En 1888, le syndicat mixte <sup>1</sup> naissait à Tourcoing où le milieu patronal était depuis longtemps favorable à une telle initiative. Cependant sa progression fut lente durant les premières années.

Ses œuvres et institutions sont sensiblement celles que nous avons rencontrées à Roubaix avec quelques modalités différentes <sup>2</sup>. En 1898

1. Consulter la thèse d'Adéodat BOISSARD, *Le syndicat mixte*. Paris, 1897.

2. Les principales sont : les donations aux jeunes mariés (pièce de ménage d'une valeur de 50 fr., surtout aux naissances : 10 fr. au 2<sup>e</sup> enfant, 15 fr. au 3<sup>e</sup>, 20 fr. au 4<sup>e</sup> ; aux familles nombreuses : tout syndiqué depuis 2 ans a droit à 5 fr. par mois pour 4 enfants de moins de 13 ans, s'il est veuf ; pour 5 enfants s'il ne l'est pas ; à la vieillesse : 200 fr. par an aux ouvriers de plus de 70 ans incapables de travailler ; la Société de secours mutuels Saint-Louis comprenait en janvier 1897 : 800 membres. Ses ressources viennent pour 3/8 des patrons et 5/8 des ouvriers. Elle avait distribué à cette date 60.000 fr. en secours, médecins, remèdes.

il approchait de 1.600 adhérents <sup>1</sup>. Il devait en atteindre 1.800.

Le syndicat mixte fut servi pendant les années 1892-93 par un jeune prêtre, l'abbé Six. L'archevêque de Cambrai le nommait le 18 décembre 1892, sous-directeur de la confrérie Notre-Dame de l'Usine. La Confrérie, nous l'avons dit, avait un but exclusivement religieux, mais l'abbé Six vit un rôle social à lui faire jouer et il s'y adonna avec toute l'ardeur de sa nature. Ce furent des mois heureux dans son existence tourmentée car il marchait en plein accord avec sa conscience et avec les patrons. Le 19 avril 1893, il déclara : « Les ouvriers ne peuvent rien sans les patrons et les patrons ne peuvent rien sans les ouvriers. Il faut semer cette idée-là, car l'idée contraire règne en souveraine. » C'est ce qu'on a voulu à Tourcoing par l'établissement du syndicat mixte. Le Congrès ouvrier de Reims allait ébranler cette confiance dans la formule mixte et entraîner l'abbé Six dans de douloureuses traverses.

Le Syndicat de Tourcoing comportait un bureau central destiné à conserver la qualité de syndiqué à l'ouvrier qui abandonne une usine adhérente pour une qui ne l'est pas. Le Congrès de 1897 notait qu'en fait, ce bureau central ne servait guère, et il montrait que le personnel syndiqué tendait à se confondre avec le personnel stable. La progression syndicale s'exerçait beaucoup plus au sein d'une usine déjà syndiquée que pour attirer de nouvelles usines au syndicat. Le rapporteur se demandait pourquoi et proposait deux réponses : résistance des patrons, manque de propagande.

Après ces fondations vint celle de Fourmies, destinée à la ville et au canton de Tréleur ; elle groupait les représentants de l'industrie lainière et du négoce des tissus. Elle eut un développement assez restreint, sept maisons seulement y ayant adhéré <sup>2</sup>. Elle établit une caisse d'assurance contre la maladie et une caisse d'épargne en participation, destinée à acquérir le plus grand nombre possible d'obligations et à lot garanti par l'État ou les villes, et dont le capital, les intérêts et les lots étaient partagés entre les syndiqués au prorata du nombre de parts qu'ils avaient versés <sup>3</sup>.

L'aumônier du Syndicat, l'abbé Margerin, se rendit célèbre en se jetant entre les ouvriers et les troupes le 1<sup>er</sup> mai 1891 au cours d'une sanglante collusion. L'échauffourée était en partie le résultat d'une

Une société immobilière a été créée par le Syndicat mixte. En 1897, elle comptait 32 maisons au loyer de 20 fr., 17 maisons au loyer de 16 fr. 50 et 16 en construction au loyer de 17 fr.

Il n'y a ni secours mutuels pour les femmes, ni institutions d'études professionnelles. Une société de consommation fonctionne et travaille en liaison avec une boulangerie coopérative. En 1898, il créa un Comité de conciliation destiné à prévenir les différends entre patrons et ouvriers. Le président était alors L. Tiberghien-Motte (1894).

1. *Conférences d'Études sociales* ; statistique au 31 décembre 1897 : 1.579 membres : Patrons : 37 ; Usines : 16 ; Employés et ouvriers : 1.542.

2. Cotisations : ouvriers : 0 fr. 50 par mois ; employés : 12 fr. par mois ; patrons : 0 fr. 50 par mois et par ouvrier.

Les *Conférences d'Études sociales* indiquent au 31 décembre 1897 les effectifs suivants : Patrons : 7 ; Employés : 5 ; Membres d'honneur : 5 ; ouvriers : 240. Total : 257.

3. Le président était Levasseur et le vice-président P. Legros en 1894.



campagne socialiste dirigée contre l'action patronale et notamment le syndicat mixte.

Après cette scène d'émeute, la célébration de la fête syndicale, la Saint-Louis de 1896 fut une grande manifestation d'union. 400 ouvriers étaient au banquet que présidait Léon Harmel.

Un vicaire de la paroisse tenta de mettre sur pied un Cercle d'Études sociales, mais dut y renoncer par suite du peu d'intérêt qu'y prenaient les ouvriers.

Le côté religieux est très développé à Fourmies. Les membres du syndicat participent en corps à toutes les processions derrière la bannière de N.-D. del'Usine, ainsi qu'aux obsèques de leurs camarades syndiqués.

Les syndicats mixtes de Tourcoing et de Fourmies étaient ouverts aux femmes, mais en 1898 ils n'en comptaient pas encore.

Au cours du Congrès de 1897 un orateur reprocha au syndicat de Fourmies de n'avoir pas le caractère professionnel ; il attribuait cette lacune à une double cause, on ne sait pas, disait-il, parler aux ouvriers et la crise économique nuit au syndicat. Il reconnaissait que l'usine de P. Legros faisait exception à cette critique.

Le dernier des grands syndicats mixtes devait être celui d'Armentières. Sa constitution désirée depuis quelque temps, mais retardée par des préoccupations électorales, ne se fit que le 27 juin 1899.

Nous y retrouvons les œuvres connues : secours mutuel <sup>1</sup>, caisse dotale pour les jeunes filles <sup>2</sup> ; à côté de celles-ci le syndicat mixte prend l'initiative d'une œuvre sociale, la caisse de loyer pour les familles ouvrières : son but est de « permettre aux familles nombreuses de se pourvoir d'un logement conforme aux lois de la morale et de l'hygiène et permettant la séparation des sexes à partir de l'âge de raison. » Pour atteindre ce but, l'œuvre prévoit une aide pécuniaire <sup>3</sup> aux familles et des commissions de contrôle.

1. Société Saint-Joseph ; à l'assemblée générale du 23 mars 1903 elle compte 645 membres cotisants. Sa société paye les soins médicaux, les frais de pharmacie, ceux des obsèques, et des indemnités quotidiennes en cas de maladie. Utilisant sans doute l'expérience acquise, le rapporteur invite les adhérents à ne pas consulter le médecin pour des « motifs frivoles » ; il prie les visiteurs de veiller à ce que les malades une fois guéris reprennent immédiatement le travail. Il adresse un pressant appel aux assurés de considérer l'avoir de la société comme le leur propre, et d'en user avec « une parcimonieuse discrétion ». On vit même une proposition tendant à prononcer la séparation de la Société Saint-Joseph d'avec le syndicat, mais elle fut repoussée. On peut en conclure que le secours mutuel ne fonctionnait pas très bien.

2. Œuvre d'une progression lente. On compte 38 livrets en 1901, 52 livrets en 1902. Le rapporteur Louis Cardon concluait qu'il y avait d'abord une tâche éducative à accomplir, celle de former l'esprit des jeunes filles à l'épargne.

3. Les conditions pour en bénéficier sont : de n'avoir pas plus de 2 enfants qui travaillent, de décompter 1 ou 2 enfants de moins de 14 ans pour 1 ou 2 qui travaillent, — d'avoir au moins 3 enfants ne travaillant pas, — d'avoir plus d'un an de présence, de rester dans une usine syndiquée (faute de quoi l'ouvrier perd tous ses droits, même s'il reste syndiqué).

Le secours mensuel est de 0 fr. 50 par enfant. Voici les premiers résultats : 1900 (depuis le 1<sup>er</sup> avril) : 92 familles, 444 enfants, 1.763 fr. ; 1901 : 103 familles, 480 enfants, 2.843 fr. 50 ; 1902 : 140 familles, 569 enfants, 2.894 fr. 75 ; 1903 : 137 familles, 557 enfants, 3.330 fr. ; 1904 : 160 familles, 634 enfants, 3.594 fr.

La commission est constituée dans chaque usine syndiquée. Présidée par le patron, elle prend un employé qui assure le secrétariat et trois ouvriers, mariés, paraissant mériter toute la confiance ; ils sont choisis par le patron, de concert avec les syndicats ouvriers. La commission tient une réunion trimestrielle, au cours de laquelle elle est saisie de demandes. Les commissaires vont visiter la maison, jugent si elle répond aux conditions requises et rédigent un rapport qui est étudié à la réunion suivante. Toute décision de leur part est sujette au contrôle et à l'approbation du bureau syndical qui résout les difficultés éventuelles. On peut voir peut-être dans cette organisation un progrès de l'initiative syndicale par rapport à l'autorité patronale. Dans la mesure où cette appréciation est fondée, elle est la conséquence d'une évolution décennale durant laquelle les syndicats chrétiens ouvriers sont nés et se sont développés en dehors de l'influence patronale sinon contre elle.

Le syndicat d'Armentières réunit tout de suite un nombre d'adhérents comparable à celui des autres corporations <sup>1</sup> et il ne progressa ensuite que très légèrement <sup>2</sup>.

A partir du moment où se constituèrent les réunions d'études sociales <sup>3</sup>, l'histoire de l'association des patrons du Nord est dominée par un conflit sur la nature du syndicat. Conflit doctrinal en 1893-94, quand ils défendent le syndicat mixte contre Harmel devenu le tenant au syndicat indépendant, conflit d'œuvres à partir de 1895, quand les premiers syndicats ouvriers apparaissent dans le Nord et s'opposent aux leurs. Le rappel de ces heurts, souvent passionnés mais toujours sincères, est inséparable de l'histoire de la démocratie chrétienne que nous racontons plus loin. Mais à l'ombre de cette histoire mouvementée les patrons du Nord ont continué à développer leurs syndicats mixtes, et à chercher le perfectionnement des œuvres variées qui gravitaient autour d'eux. Parmi les tentatives nées de ces recherches, certaines méritent une mention. Nous avons vu le syndicat de Roubaix accorder une grande importance à l'éducation ménagère des filles. Les industriels d'Armentières, de leur côté, organisaient des cours dès le début de 1893.

Deux patrons s'entendirent avec les religieuses de la congrégation des « Sœurs des Missions » pour leur envoyer chaque jour quelques apprenties de façon à ce que les 120 fillettes pussent passer une journée par semaine au couvent. L'enseignement porte sur la couture, le lavage, repassage et des notions élémentaires de cuisine. Il est complété par un concours de catéchisme et une formation morale.

1. 29 septembre 1899 : 1.553 adhérents, dont 561 femmes.

31 décembre 1901 : 1.884 adhérents, dont 680 femmes.

31 décembre 1902 : 1.858 adhérents, dont 680 femmes.

31 décembre 1912 : 2.309 adhérents, dont 901 femmes.

2. *Les Conf. N.-D. du H.-M.*, de janvier 1898 mentionnent l'existence de syndicats mixtes lillois pour les industriels de la chapellerie, du bois et du fer, et deux corporations, conçues sur le modèle de la Saint-Nicolas, qui se développèrent dans la couture sous le patronage de Sainte-Anne et dans l'épicerie sous celui de Sainte-Madeleine.

3. Voir ci-dessus, ch. XI.

Un autre patron d'Armentières eut l'idée de réunir de jeunes ouvrières par groupe de 8 à 10 pour recevoir deux heures durant des leçons de couture et des notions de coupe. Détail à retenir : l'ouvrière apporte son propre travail et on lui montre ce qu'elle doit en faire (procédé permettant d'intéresser directement la jeune fille et sa famille à ces séances. La femme de ce patron « peut exercer son rôle social en suivant les petites ouvrières » <sup>1</sup>.

Au cours de leur réunion du 26 janvier 1894 <sup>2</sup> les patrons prenaient acte des progrès de leurs essais : « le raccommodage — humilité en action — est particulièrement encourageant » notait l'un d'eux. Aussi l'idée en fut-elle reprise à Lille. Au cours de cette même réunion, on lut un rapport contant qu'une femme de patron avait petit à petit cherché à exercer ce qu'elle estimait être son devoir social dans l'usine de son mari. Elle relatait sous le voile de l'anonymat, la première visite que son mari lui avait fait faire comme à un étranger, puis ses venues répétées éveillant l'attention, puis la sympathie des ouvrières. Elle avait ensuite proposé à celles-ci une petite tâche en commun à la fois religieuse et charitable. Elle en était arrivée aussi à connaître le personnel, et au bout de quelque temps, disait-elle, elle renvoyait celles qui n'étaient pas catholiques <sup>3</sup>.

Cette femme de patron avait payé de sa personne. Elle raconte quelle répulsion elle avait dû surmonter pour se rendre au domicile d'une ouvrière qui venait de perdre sa mère et pour affronter la vision de cette morte et du cercueil qu'on venait d'apporter. Au prix d'un grand effort elle avait dominé sa terreur et s'était acquise la gratitude de l'ouvrière. Ayant à la fin un noyau bien religieux, elle avait pu multiplier ses œuvres pies et faire de l'atelier un centre de vie chrétienne <sup>4</sup>.

Si ces préoccupations sur la préparation et le rôle social de la femme ont pu avoir des conclusions pratiques, il n'en est pas de même du vœu que le R. P. Fristot, l'un des conseillers des patrons, soumettait au congrès des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais en novembre 1893 et qui ne visait à rien moins qu'à concilier le régime de la société anonyme avec l'intérêt social des ouvriers.

C'est un fait digne de remarque, qu'à partir du moment où l'on invite les chefs d'entreprise à se préoccuper de la condition de leurs ouvriers, on établit une distinction arbitraire entre les ouvriers dirigés par un patron et ceux dont s'occupe un conseil d'administration responsable devant le capital, c'est-à-dire un nombre variable de personnes anonymes, les actionnaires.

Ce problème se pose encore, et on a voulu lui trouver une solution en considérant les pouvoirs sociaux du directeur nommé par le conseil d'administration, comme égaux à ceux d'un patron, conception tout

1. *Conf. d'Études Sociales de N.-D. du Haut-Mont*, juillet 1893.

2. *Conf. d'Études Sociales de N.-D. du Haut-Mont*, 26 janvier 1894.

3. Cette mesure essentiellement sectaire ne paraît pas avoir surpris les congressistes.

4. *Conf. d'Études Sociales de N.-D. du Haut-Mont*, 26 janvier 1894.



à fait théorique car le directeur reçoit du conseil la mission de faire rapporter le plus possible à l'affaire et n'a pas l'initiative des dépenses au même point que le véritable propriétaire.

Le P. Fristot cherchait la solution dans une intervention de l'actionnaire lui-même ; celui-ci, disait le texte du vœu « a une part des devoirs et des responsabilités qui incombent aux chefs d'industrie à l'égard de leur ouvriers ». Ce devoir social comment l'actionnaire peut-il le pratiquer ? Le texte voté par le Congrès répondait : en prenant part personnellement aux assemblées générales ou en s'y faisant représenter par une personne pénétrée de ses devoirs professionnels ; ensuite en élisant des administrateurs susceptibles de répondre aux intentions de l'actionnaire ; en insistant pour qu'au rapport annuel du Conseil d'administration figure le détail des mesures prises pour favoriser les intérêts moraux et religieux des ouvriers mineurs, et enfin en invitant l'assemblée générale à discuter et à décider ce qui resterait à faire dans cet ordre d'idées <sup>1</sup>.

Si ce vœu n'eut pas de suites, il révèle cependant la préoccupation chez les catholiques d'apporter un correctif à ce caractère en quelque sorte inhumain de la société anonyme ; inhumain, puisque l'ouvrier ne trouve pas en face de lui un homme responsable auquel il s'adressera. L'évolution contemporaine a cherché la solution du problème social dans la confrontation organisée des différents éléments de l'entreprise. Dans son usine de Fourmies, Paul Legros qui échappait, nous l'avons vu, à la critique portée contre son syndicat de ne pas savoir parler aux ouvriers, avait autorisé ses ouvriers à exprimer librement leurs doléances et leurs désirs concernant le travail <sup>2</sup> au cours d'une réunion mensuelle à laquelle assistaient de droit tous les ouvriers syndiqués, et sur leur demande motivée, certains autres. Durant le mois précédant la réunion, tout ouvrier peut formuler sa demande ou sa réclamation à son délégué de groupe, le dizainier. Le patron tient une réunion de dizainiers quelques jours avant la réunion ; il y entend les communications et les étudie ensuite avec ses employés. À la réunion générale, il accepte la demande ou lui oppose un refus motivé.

Souvent, un ou plusieurs ouvriers, payés à la tâche, ont à se plaindre de tels tissus où les difficultés de tissage sont telles qu'ils n'arrivent pas à gagner un salaire raisonnable. Legros examine le bien-fondé de la réclamation et, le cas échéant, promet d'améliorer la trame du tissu, ou, si la qualité ne peut être modifiée, d'accorder au tisseur comme gratification en rapport avec la difficulté éprouvée. Des améliorations techniques de détail sont parfois suggérées par les ouvriers. Quand les commandes se font rares et que le patron se voit contraint de diminuer la production, il consulte les ouvriers sur la façon de procéder : arrêt d'un jour par semaine ou de 2 heures par jour. Le prêtre est présent à ces

1. *Conf. Études Sociales*. Congrès des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, 1893.

2. *La Corporation* (Journal de l'Œuvre des Cercles) 16 octobre 1897.

réunions et parfois il sert d'arbitre quand les avis s'opposent. En fin de séance, il lit et commente un texte évangélique.

Dans l'usine Cordonnier à Roubaix, une expérience de prêts gratuits faits entre ouvriers réussit assez bien, le conseil de la Caisse se montrait très sévère dans les admissions, n'acceptant que des chefs de famille syndiqués, entrés dans la maison depuis six mois au moins et opérant encore un choix parmi les candidats ainsi sélectionnés.

Après avoir fait la paix avec Harmel et admis l'existence des syndicats ouvriers indépendants, les patrons consacrèrent les dernières années du siècle à étudier le fonctionnement d'œuvres d'usines plus importantes que celles établies jusqu'alors. En fait de travail pratique il faut noter la longue et minutieuse élaboration d'un règlement d'atelier modèle, dont la préparation occupa toute l'année 1900. On y retrouve la trace des différents projets ou réalisations dont nous avons parlé <sup>1</sup>.

L'étude la plus importante est assurément celle des logements ouvriers. Se souvenant des conditions souvent lamentables dans lesquelles vivaient ses anciens clients indigents, Camille Féron-Vrau entreprit en 1894 une vaste et minutieuse enquête sur le logement des ouvriers lillois. Travaillant avec l'aide des Sœurs de Saint Vincent de Paul il réunit des fiches sur 1.090 logements du Vieux-Lille, après quoi, il classa ces renseignements par paroisse et en fit des monographies. Ces recherches que l'on a pu comparer à celles de Villermé, aboutirent aux conclusions suivantes : les défauts du logement ouvrier sont le manque d'air (10 m<sup>3</sup> en moyenne par personne,) la promiscuité des sexes à tous les âges, l'humidité des murs salpêtrés, la contamination des eaux de boisson, l'étroitesse des cours, les latrines communes. Il attribue ces maux pour une grande part à l'exploitation à un taux usuraire de l'ouvrier par le propriétaire. Ce rapport est très vivant, très imaginé et toujours concluant. Il montre ce que peut être la lessive dans cette maison étroite, l'effort qu'il faut à la ménagère pour monter l'eau de la borne fontaine, l'air malsain saturé d'eau que respirera toute la famille quand le linge séchera dans la pièce minuscule. Il montre aussi la tâche de certains locataires qui trouvent le moyen d'arranger un peu coquettement leurs pièces ; ce sont ceux-là qu'il faut soutenir, car seule toute leur bonne volonté, tout leur courage ne suffiront pas. Le rapport se prononçait contre une extension périphérique de l'agglomération lilloise. Camille Féron-Vrau n'aurait pas voulu que les gens aisés restassent au centre et les pauvres dans la banlieue parce que cela eut été en somme une séparation de deux catégories de locaux, de deux genres de vie qu'une conception chrétienne ne pouvait admettre. Il voyait une solution dans l'utilisation de nombreux locaux d'usines ou d'entrepôts désaffectés qu'on transformerait en maisons, petites mais saines. Son enquête eut d'ailleurs une conclusion pratique en contribuant à la fondation d'une société immobilière à La Madeleine <sup>2</sup>.

1. Le texte définitif in-extenso se trouve dans les *Conférences*. Année 1900, p. 186.

2. 40 logements existaient en 1904, après 3 années d'existence de la Société, logeant

Nous avons dit en commençant que les patrons du Nord n'étaient pas toujours d'accord avec l'Œuvre des Cercles. Ces divergences portaient sur des notions théoriques. Cette question fut abordée par le Comité général à propos de la tenue d'une assemblée régionale à Lille le 29 mai 1889, c'est-à-dire à une date où les études de La Tour du Pin étaient déjà avancées. Le rapporteur de la zone du Nord fit la mise au point suivante : « Il peut être exact que certaines divergences sur des questions d'organisation sociale existent entre nos amis de l'association des patrons chrétiens et quelques membres du Comité de l'Œuvre... J'ajoute que des divergences de manière de penser sur quelques points n'empêchent nullement que les rapports entre ces Messieurs et l'Œuvre des Cercles ne soient excellents sur le terrain de l'action et des œuvres. Nous n'avons qu'à nous louer et nous féliciter du concours que nous trouvons dans l'association <sup>1</sup>. » Ceci révèle à la fois le caractère doctrinal du conflit et sa limitation du côté de l'Œuvre aux personnalités du Conseil des études.

Cet exposé des principales œuvres, corporatives ou d'usines, des patrons du Nord a révélé un effort considérable et varié. Effort d'étude d'abord, pour apprendre ce qu'est le problème social et ce que l'Église enseigne à son sujet. Effort pour comprendre les ouvriers dans la vie quotidienne, effort pour se rapprocher d'eux et pour cela effort encore sur soi-même pour dominer les tendances à l'orgueil, au luxe, à la supériorité de classe. Puis effort pour concevoir des œuvres sociales, pour les mettre sur pied et les diriger, effort de temps, de patience, de ténacité, effort financier ; effort enfin pour reprendre après les grèves la tâche un moment interrompue et la poursuivre, quelle que soit la confiance qui leur reste dans son efficacité.

Nous avons surtout cité les Féron-Vrau, les Paul Legros ; ils sont les plus convaincus, mais ils cherchent à entraîner d'autres patrons qui, bien souvent sceptiques, hésitent. Jules d'Halluin, par exemple, par ce qu'il a eu à se plaindre des élus de son conseil d'usine admet difficilement d'entendre Féron-Vrau préconiser l'élection ; il en va constamment ainsi.

Un grand effort sincère mérite le respect. Quand tant d'industriels ne pensaient guère à leurs ouvriers, l'Histoire enregistre le souci constant de ceux-là. Elle constate aussi leurs résultats. Cette poussée d'œuvres a certainement soulagé la misère des ouvriers vivant auprès de ces patrons. Dans bien des cas, le bien matériel et le bien moral se sont rejoints. Enfin, il faut mettre à leur actif une conception moderne du groupement professionnel dans l'entreprise et dans la profession. Dans l'ensemble cependant, quelques dizaines de patrons seulement s'y consacrèrent avec quelques milliers d'ouvriers, et même chez ces convertis il y eut des insuffisances dans les réalisations.

220 personnes. La capacité minimum était de 25 m<sup>3</sup>, l'eau potable, les W.-C. distincts. les loyers variaient de 8 fr. (pour 2 pièces) à 22 fr. La société couvrait ses frais.

1. P.-V., 29 mai 1889.



Mais si les patrons chrétiens du Nord n'ont pas réussi à convaincre beaucoup de leurs collègues, la principale limite de leur œuvre réside dans l'esprit même de celle-ci. Au congrès de Mouvaux, en 1895, Camille Féron-Vrau disait : « Il faut poursuivre plus loin l'éducation des ouvriers et les habituer à respecter le domaine des questions réservées aux patrons. » Nous touchons ici le point délicat. Ce « domaine » réservé aux patrons qu'il faut habituer les ouvriers à ne pas connaître c'est l'expression de toute une manière de penser dont les exemples abondent au cours de ces pages : cette femme de patron qui vient dans l'usine et renvoie les ouvrières non chrétiennes, cet aumônier de Fourmies qui prêche la paix évangélique au Conseil d'usine, ces patrons roubaisiens qui suppriment les dépenses du cabaret au lieu d'augmenter les salaires, autant d'expressions d'une conception du travailleur considéré comme un mineur, comme un enfant qu'il faut prendre en charge. On veut le former dès l'enfance on veut former sa femme, témoin les religieuses qui vont dénouer les brouilles de ménage. Les Sœurs, chez les Vrau, se substituent à la mère de famille pour former les enfants. Les patrons du Nord se considéraient comme les pères de leurs ouvriers, acceptant d'en remplir tous les devoirs, mais réclamant d'en exercer tous les droits. Cette manière d'être on l'a qualifiée du néologisme péjoratif de « paternalisme ».

Le paternalisme des patrons du Nord ne saurait être condamné *a priori* : il a inspiré de grandes et belles œuvres, il a soulagé beaucoup de misères, il est à l'origine d'institutions modernes, mais il est en soi une conception vieillie, désuète des rapports entre patrons et ouvriers et contre laquelle le progrès a marché. Qu'une conception ancienne et presque périmée déjà ait pu inspirer des œuvres modernes, ce paradoxe prouve combien, en cette manière, les réactions sont difficiles à prévoir.

Ce paternalisme a d'ailleurs vieilli entre 1885 et 1895. Acceptable à la première de ces dates, il est combattu à la seconde ; sa rigidité, son enracinement contribueront alors à empêcher la fusion des éléments nouveaux avec les anciens, épanouissement d'une action sociale unifiée et rénovée. À côté des grands services qu'il a rendu et que l'on ne saurait oublier sans injustice, l'impossibilité d'unir les forces syndicales catholiques devait marquer sa condamnation.

## CHAPITRE X

### L'expérience de Lyautey à Saint-Germain

A l'origine des efforts sociaux de Lyautey<sup>1</sup> il y a son amitié profonde, enthousiaste même, pour Albert de Mun. C'est le point de départ des quelques faits relatés ici et sans doute de bien d'autres, qui appartiennent à l'histoire coloniale.

Le futur maréchal était né à Nancy en 1854. Il avait conduit ses études avec l'idée de se présenter à Polytechnique, et, dans ce but, il entra à l'école de la rue des Postes où les Jésuites préparaient aux concours des grandes écoles. Le directeur en était alors le R. P. Stanislas du Lac, un homme exceptionnel. Le Père du Lac connaissait Albert de Mun et le faisait connaître autour de lui. C'est ainsi<sup>2</sup> que Lyautey entendit un jour un des frères lire devant ses élèves des fragments d'un discours prononcé par le jeune officier. Devant l'intérêt de son auditoire, le jésuite avait commenté ces pages en décrivant l'action du fondateur des Cercles d'ouvriers, où cet apôtre passait le meilleur de son temps.

Lyautey conserva le souvenir de cet entretien. A la fin de l'année il se présenta au concours d'entrée de Saint-Cyr pour s'aguerrir aux examens. Il fut reçu et se décida à y entrer (1873).

L'école le déçut ; esprit enthousiaste, impétueux déjà, il s'accommodait mal des instructeurs placides qui lui faisaient faire l'exercice, de cette discipline étroite, de cette existence terre à terre, quand une invitation à venir entendre le capitaine de Mun, rue des Postes, réveilla le souvenir des paroles entendues l'année précédente. Avec quelques camarades, il s'y rendit.

Nous avons déjà constaté l'importance que les dirigeants de l'Œuvre attachaient au recrutement de la jeunesse : officiers pour la plupart, leur effort se portait d'abord sur les candidats aux écoles militaires, où ils avaient souvent des attaches de famille et des affinités spirituelles.

Sur l'estrade, Lyautey vit un cuirassier aux épaulettes blanches, l'aide de camp du général gouverneur militaire de Paris et autour de lui des évêques. Albert de Mun parlait du dévouement de la classe dirigeante envers la classe ouvrière et de l'avenir rénové qu'il ouvrirait aux hommes de bonne volonté. Mieux encore que ses paroles, l'accent du grand

1. L'expérience de Saint-Germain tend d'abord à rapprocher les officiers de leurs hommes et ensuite à préparer les conscrits au rôle qu'ils joueront dans la société après leur libération. Elle s'inspire donc de préoccupations sociales, celles que Lyautey énonce dans l'article sur le rôle social de l'officier. Seulement les applications que Lyautey a pu réaliser sont des plus modestes ; elles ne constituent que l'amorce d'une action sociale. Néanmoins elles ont leur place ici parce qu'elles ouvrent la voie à une application de l'enseignement social du futur maréchal.

2. Cf. André MAUROIS : *Lyautey*, Paris, 1931.

orateur entraînait ceux qui l'écoutaient. Sa parole conquiert Lyautey et ses camarades. Le dimanche suivant ils sonnaient à la porte du capitaine de Mun.

Si les quatre Saint-Cyriens étaient tremblants d'émotion, Albert de Mun se sentait intimidé lui aussi, devant ces garçons qui venaient lui dire : « Notre vie est à vous. Que voulez vous faire de nous, commandez, nous obéirons. » Ce dimanche, Albert de Mun ne put rien leur dire de positif, mais il réfléchit d'autant plus à la proposition qu'on venait de lui faire que de jeunes Polytechniciens vinrent lui faire la même offre ; et le dimanche suivant, les ayant rappelés, il leur proposait de fonder dans leur école un petit groupe qui prêcherait l'action sociale et religieuse par l'exemple. « Pas de propagande visible, recommandait-il, pas d'action offensante, aucun de vos camarades ne doit connaître l'existence de votre groupe. Agissez par l'exemple, par le respect que vous montrerez envers votre propre idéal, par votre fermeté et votre abnégation. » « C'était bien connaître l'âme des jeunes gens que de proposer à ceux-ci l'attrait d'un mystère et la sévérité d'un noble ascétisme <sup>1</sup>. » Albert de Mun désigna un chef de groupe à Saint-Cyr, Prosper Keller, fils du député de Belfort, l'un des neuf fondateurs du Comité de l'Œuvre.

L'année suivante, Lyautey est chargé avec Keller d'opérer le recrutement des nouveaux entrés à l'école.

Il sort de Saint-Cyr pour entrer à l'École d'État-Major à Paris, et aussitôt Albert de Mun le charge de s'occuper du Cercle ouvrier de Montmartre. Lorsque l'école eut été supprimée, Lyautey fut envoyé en Algérie où il commença à perdre la foi. Revenu en France avec le grade de capitaine en 1882, il y exerça une certaine activité politique.

Des années suivantes et de ses garnisons à Épinal, retenons ses échappées vers Paris où il aimait à venir le mercredi soir se joindre à Albert de Mun et La Tour du Pin au dîner hebdomadaire de l'Œuvre qui suivait la séance du comité. Les préoccupations sociales gardent ainsi leur place dans sa pensée.

À la fin de 1887 il reçoit le commandement d'un escadron à Saint-Germain. C'est là qu'il prépare « Le Rôle social de l'Officier » ; c'est là aussi qu'il entreprend de traduire en actions les principes de l'Œuvre des Cercles et de les appliquer aux soldats qu'il commande.

Quand Lyautey arrive à Saint-Germain, quelle idée se fait-on en France du rôle de l'armée en temps de paix ? <sup>2</sup>

L'idée même que l'armée pût exercer un rôle n'était pas absolument nouvelle. Elle avait inspiré les « grands travaux » du règne de Louis-Philippe. En Italie, elle était à l'origine de ce qu'on appelait la « combinaison » qui consistait à transférer constamment les garnisons de la Haute à la Moyenne-Italie, puis de la Moyenne à la Basse-Italie, afin,

1. MAUROIS, *op. cit.*

2. Pour replacer l'effort de Lyautey dans le cadre de l'histoire de l'armée nous avons utilisé l'histoire du Colonel Revol.

Colonel J. REVOL, *Histoire de l'armée française*. Paris, 1929, VIII-308 p., in-8°.



disait-on, de « faire les Italiens après que l'Italie fût faite. » A partir de 1871, elle réapparaît en France sous une forme nouvelle, exigeant une confusion de plus en plus intime entre la nation et son armée. C'est l'époque de l'entraînement militaire des écoliers dans les « bataillons scolaires », des exercices de tir prescrits aux élèves de plus de dix ans, de la gymnastique, des agrès et enfin des premières sociétés de préparation militaire (1883). Cette tendance de plus en plus marquée inquiéta les pouvoirs publics au moment du boulangisme ; ils y voyaient avec regret une militarisation de la jeunesse. D'autre part, la distinction foncière entre le civil et le militaire faussait leurs rapports. La loi de 1889 instituant le service militaire obligatoire, avait pour effet de faire passer la nation toute entière entre les mains du corps des officiers. Lyautey part de cette considération fondamentale pour établir le rôle social de l'officier.

En arrivant à Saint-Germain, Lyautey fit la connaissance d'un M. de Guerle, ancien trésorier-payeur général, retiré au Pecq, qui le dimanche réunissait un milieu littéraire choisi, entre autres, Brunetière, Coppée, Ernest Lavisse, Hérédia, d'Haussonville et Eugène Melchior de Vogüé. Jusqu'alors aucun officier ne s'était joint à ce groupe, mais M. de Guerle connaissant toute la famille Lyautey y convia le jeune chef d'escadron. Aidé par sa grande culture, Lyautey conquiert ce milieu. Il se lia surtout d'une grande amitié avec Eugène Melchior de Vogüé. Cette amitié s'explique, semble-t-il, par des affinités de pensée. De Vogüé publiait en 1889 ses *Remarques sur l'Exposition du Centenaire* où Lyautey trouvait un écho à ses propres idées, mais par-dessus tout ce qui séduisait Lyautey chez son nouvel ami, c'était sa position religieuse. Sa religion tolérante, inquiète, curieuse de précisions, était plus accessible au Lyautey de 1889, que l'adhésion foncière et intégrale au catholicisme d'Albert de Mun.

Au cours de leurs longues conversations, Lyautey évoquait la portée des récentes lois militaires, l'influence qu'elles donnaient au corps des 20.000 officiers de la République : « C'est le seul cadre, disait-il, qui ait toute la nation entre ses mains. »

Intéressé, Eugène Melchior de Vogüé, lui proposa de faire connaître ces idées. Lyautey acquiesça et comme il ne pouvait pas signer un article sans autorisation, Vogüé lui demanda de préparer ses notes, avec lesquelles il rédigerait lui-même l'article.

Quelques jours plus tard, Lyautey apportait ses notes, mais celles-ci constituaient un ensemble si achevé que Vogüé lui dit : « L'article est fait. Et comme je n'ai pas l'habitude de signer quelque chose que je n'ai pas écrit, nous publierons l'article non signé. »

Il parut dans la livraison d'avril de la *Revue des Deux Mondes*, signé de trois étoiles. Lyautey commence par observer chez la génération qui débute alors dans la vue publique, une réaction contre les habitudes de critique et de spéculation qui caractérisaient les précédentes, une tendance à l'action rude et féconde. Certains hommes ont reconnu

cette évolution et ils s'efforcent, en groupant ces jeunes gens pour une action commune, de leur enseigner le « devoir social ». Le premier cité, Albert de Mun, a réuni la jeunesse catholique militante, les futurs ingénieurs, les futurs industriels, les futurs patrons. Ernest Lavisse, de son côté, a développé le sentiment d'une solidarité dans la jeunesse universitaire à laquelle il enseigne « le patriotisme actif, l'union générale, le devoir social ». Entre les deux, Eugène Melchior de Vogüé, s'est placé sur le terrain commun de « l'action sociale ». A tous les privilégiés de l'intelligence, de l'éducation, de la fortune, il rappelle que leurs premiers devoirs sont envers les humbles et les déshérités ; il convie les bonnes volontés de tous partis, de toutes confessions, de toutes philosophies à communier dans la « religion de la souffrance humaine ». « Tous, conclut Lyautey, ils ont réveillé dans cette jeunesse le sens de l'action ; tous, sans l'entendre peut-être de la même manière, ont placé au premier rang le devoir social. »

Mais cette œuvre fragmentaire n'est rien en regard de celle que pourrait remplir l'armée qui va accueillir, trois ans durant, l'ensemble de la nation ! L'officier a une autorité légale, indiscutable, à l'abri de tout compromis : il est donc un merveilleux agent d'action sociale. Cependant, l'on n'y songe pas. A cet oubli, Lyautey indique plusieurs motifs : la vieille prévention des hommes de pensées contre les gens d'épée, la légende qui a fait de l'officier un « traîneur de sabre », la méconnaissance enfin d'une évolution qui, en vingt ans, a radicalement modifié le recrutement du corps des officiers et accru sa valeur intellectuelle.

En effet, les sujets distingués qui jusqu'en 1870 se dirigeaient vers les fonctions publiques, ont été rejetés vers l'armée par suite de leur prévention contre le régime, et aussi à cause de l'instabilité des situations administratives. D'aucuns sont passés par les écoles militaires pour accomplir leur service comme officiers et puis sont demeurés dans l'armée. D'autres encore y sont venus dans la flamme de patriotisme qui anime le pays. D'autres enfin, ont subi l'attrait des études développées qu'elle peut maintenant offrir à leur curiosité intellectuelle. Le corps des officiers est donc nettement supérieur et il semblerait qu'on dût constater l'empreinte de ce progrès chez les hommes qui sortent maintenant de ses mains, « que ce qu'ils rendent au pays vaut mieux que ce qu'ils en reçoivent ».

Lyautey constate, d'après ces observations personnelles, confirmées par ses collègues, que bien souvent il n'en est rien. En rentrant du service, les hommes rapportent un sens moral diminué, le dédain de la vie simple, laborieuse, des habitudes d'intempérance et un sang vicié. La principale raison en est que l'officier connaît trop peu ses hommes et ne s'intéresse pas à leur personne. Il s'enorgueillit parfois de connaître les particularités de chacun de ses chevaux, et ignore jusqu'au nom de ses soldats. Le côté moral de son rôle ? on ne lui en a pas parlé. Et puis, les examens, la préparation à l'école de guerre ou d'état-major absorbent sa pensée et son temps. Quant aux officiers sortis du rang, ils traitent leurs hommes

comme ils ont été traités. Des chefs croient qu'il est de bon ton de montrer à l'égard de leurs troupes une indifférence impénétrable ; certains résumeront leur pensée d'un mot : « Du reste, ce sont des brutes. » Pourtant, dit Lyautey, le soldat est seulement un timide, un méfiant, « il aime qui l'aime ». L'essentiel est de le connaître. Puis, si les règlements modernes préconisent très justement l'instruction individuelle, il faut, en s'inspirant du même esprit, la compléter par l'éducation individuelle. L'officier est aussi l'arbitre entre le sous-officier et le soldat, et pour remplir ce rôle, encore une fois, il lui faut connaître ses hommes. Il ne remplira efficacement son rôle social qu'en le faisant comprendre aux sous-officiers et en les y associant complètement. Beaucoup de faits reprochés à l'armée se produisent dans ce milieu intermédiaire. C'est à l'officier de faire son enquête « comme, dit Lyautey, nous l'avons fait nous mêmes ». Le choix des sous-officiers, le premier accueil qu'on leur réserve, l'association à la tâche commune, telles sont les mesures essentielles à mettre en œuvre. Enfin, l'officier n'ayant plus guère l'occasion de se battre, trouvera à son inaction forcée une compensation dans ce rôle social que l'auteur lui propose.

Mais comment l'y amener ? Pour Lyautey, la solution est donnée par une éducation appropriée des élèves des écoles militaires. Cette tâche décuple le « rôle de leurs directeurs, de leurs officiers instructeurs. » Il conviendrait que ceux-ci fussent désormais des « apôtres ». Le futur maréchal conclut par ces mots : « Notre vœu, c'est que dans toute éducation vous introduisiez le facteur de cette idée nouvelle, qu'à l'obligation légale du service militaire, corresponde l'obligation morale de faire produire les conséquences les plus salutaires au point de vue social<sup>1</sup>. »

Dans son étude Lyautey avait reporté sur un plan général le fruit de ses méditations et de son expérience. L'allusion à son « enquête » est significative à cet égard, mais passionné de l'action, il n'eût pas été fidèle à lui-même s'il se fût contenté d'indiquer aux autres la voie nouvelle. Il fut le premier à s'y engager et on pourrait appeler « expérience de Saint-Germain » l'ensemble des petites réformes qu'il a opérées dans son escadron. C'est la première fois, dans cette longue et éclatante carrière qu'on voit Lyautey toucher à des usages consacrés par le temps, ouvrir toutes grandes les fenêtres sur le monde nouveau. Un biographe de l'avenir verra peut-être dans l'expérience de Saint-Germain des procédés qui annoncent le fondateur du Maroc contemporain.

Ces modifications de détail essayées sur un escadron, se sont étendues par la suite à l'armée toute entière. Lyautey les a commencées bien avant d'écrire « le Rôle social de l'Officier », puisqu'il prit son commandement à la fin de 1887. On pourrait donc admettre que l'article en dégage les conclusions après trois ans et demi d'activité. Mais en

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1891 : « Du Rôle social de l'Officier dans le service universel. »

Cet article a fait l'objet d'une édition récente : LYAUTEY. *Le Rôle social de l'Officier*. Paris, 1938, in 8°, XIX-56 p. Le général Weygand l'a fait précéder d'une importante préface.



revanche, comme une expérience sociale est en évolution perpétuelle puisqu'elle s'adresse à l'homme, elle a dû se continuer pendant et après la rédaction. Bien plus, le retentissement de l'article ayant été considérable et l'anonymat très vite levé par suite d'une indiscretion, beaucoup d'amis demandèrent à venir voir l'escadron et cette curiosité flatteuse a pu inciter, sinon Lyautey, du moins ses lieutenants, à de nouveaux progrès.

Il est donc impossible de dire lequel de l'article ou de l'action est à l'origine de l'autre, mais raisonnablement on peut, semble-t-il, tenir que l'un et l'autre sont inséparables et complémentaires dans l'œuvre de Lyautey.

En prenant le commandement de son escadron, le premier souci du capitaine fut de connaître chacun de ses hommes, et pour cela de causer avec eux. De quoi ? de tout ce qui pouvait les intéresser : leurs enfants, leurs familles, leurs intérêts matériels aussi et, notamment, leurs fermes, car presque tous étaient agriculteurs. Il en vint à connaître chacun par son nom <sup>1</sup>.

Son influence morale s'exerçait par des causeries à bâtons rompus, des conversations, des échanges d'idées au moment du pansage <sup>2</sup>, sur la route en allant au terrain d'exercice, durant les étapes, pendant les manœuvres. Il le faisait sans règles ni formules, suivant l'inspiration du moment ; mais en lui témoignant un intérêt réel il parvenait jusqu'à l'âme et jusqu'au cœur du troupier. Ces soldats de 22 à 25 ans, d'origines et de conditions très diverses ne réagissaient pas tous de la même façon à l'action du chef. Il lui fallut quelques jours pour atteindre les uns ; pour d'autres ce fut une affaire de semaines ou de mois <sup>3</sup>. Quelques-uns lui restèrent définitivement fermés, mais ils étaient rares.

Lyautey est pénétré de cette idée, que pour atteindre le moral du soldat, il faut d'abord veiller sur sa condition matérielle, et c'est par là qu'il entreprend son œuvre de rénovation.

« A cette époque, le bien-être à la caserne était des plus rudimentaires. Il n'y avait, ni salles de réunions, ni foyers, ni réfectoires. Le chauffage et l'éclairage étaient sommaires, les repas pris à la chambrée, quelques-fois sur des tables, plus souvent sur les lits. Chaque homme recevait une gamelle individuelle contenant un minuscule morceau de viande dure et racornie, nageant dans un liquide gras avec quelques tranches de pain et quelques légumes : on appelait cela la « soupe », qu'on servait pareille matin et soir. L'ordinaire ne variait jamais.

1. Le général Brécart qui fut lieutenant à l'escadron Lyautey a raconté les grandes lignes de l'expérience de Saint-Germain dans un article de la *Revue des Jeunes*, juillet-août 1935 intitulé : « Le Rôle social de l'Officier. » Il a bien voulu compléter cette étude par un ensemble de souvenirs inédits au cours d'une conversation.

2. Dans le *Rôle social de l'Officier*, Lyautey parlant sans doute d'après son expérience personnelle, a tout spécialement recommandé le moment du pansage et le temps des grandes manœuvres aux officiers soucieux d'accomplir leur devoir social et d'atteindre leurs hommes.

3. Général BRÉCART, *article cité*.

Personne ne songeait à s'en plaindre puisque de temps immémorial, l'armée avait ainsi vécu. Pourquoi ne continuerait-elle pas <sup>1</sup> ?

La première réforme de Lyautey fut l'organisation d'un réfectoire où chaque escouade avait son plat, où les hommes mangeaient dans des assiettes, sur des tables et buvaient dans des verres. Ainsi profitaient-ils davantage de leurs repas, sans renverser, comme autrefois, une partie de la gamelle. Encore fallait-il que ces repas fussent bons : Lyautey s'ingénia à varier l'ordinaire, faisant faire des rôtis, des pommes de terre accommodées de toutes manières, donnant du poisson. Très vite il sentit combien ces innovations étaient appréciées des soldats. Aussi continua-t-il ses efforts en cherchant maintenant à les distraire. Remarquons que les soldats d'alors avaient moins de travail que ceux d'aujourd'hui. Occupé les heures de loisirs, les soirées, par des distractions saines et à leur portée, n'était-ce pas combattre ces maux physiques et moraux, inhérents au Service, que dénonçait le « Rôle social » ? « Mon but, c'est de sortir de l'absurdité de l'état actuel où, à partir de cinq heures du soir, tout homme qui n'est pas assez abruti pour se coucher, est condamné au trottoir ou à la cantine <sup>2</sup>. » Il créa donc une salle de réunion, nous dirions aujourd'hui un foyer, pour laquelle un ami lui donna un billard ; il y fit disposer des tables à écrire, du papier à lettres, quelques journaux, des revues, des illustrés, etc. « Les vieux capitaines se demandèrent s'il ne devenait pas un peu fou <sup>3</sup>. »

Un jour <sup>4</sup>, il leur promit un piano ! Pour le trouver il dut s'adresser à tous ses amis et il finit par en obtenir un. De même pour leurs lectures il demandait partout des livres.

Cette organisation était administrée, sous la surveillance du Capitaine, par une commission de 8 membres présidée par un brigadier <sup>5</sup>. « Certes, ces améliorations ne furent pas toujours faciles à réaliser. On n'obtient rien sans argent et Lyautey n'en avait guère. De plus, je ne surprendrai personne en affirmant que les services du génie voyaient d'un assez mauvais œil les « fantaisies » du jeune capitaine qui ne prétendait à rien moins que percer des murs, abattre des cloisons, en un mot modifier l'assiette sacro-sainte du casernement <sup>6</sup>. » Sa sollicitude s'étendait aux chevaux eux-mêmes. « Ce fut, nous a dit le général Brécart, ce fut une grande indignation autour de lui le jour où il utilisa la couverture sous la selle pour couvrir le cheval <sup>7</sup>. »

On peut imaginer aussi combien Lyautey, si avide d'agir, si convaincu du bien qu'il pouvait faire de la sorte, a pu souffrir de ces restrictions financières, de ces mille petits obstacles accumulés sur sa route.

Dans son étude, Lyautey avait fait une grande place aux sous-officiers.

1. Général BRÉCART, *article cité*.

2. A. MAUROIS, *op. cit.*

3. Général BRÉCART, *article cité*.

4. Général BRÉCART, témoignage verbal.

5. A. MAUROIS, *op. cit.*

6. Général BRÉCART, *op. cit.*

7. Général BRÉCART, témoignage verbal.

Dans son expérience de Saint-Germain ses actes trahissent la même préoccupation : ce qu'il a très visiblement voulu, c'est cette association profonde, complète, qu'il recommandait aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*. Pour y arriver il créa, innovation remarquable, un Cercle de sous-officiers et c'est là qu'il venait constamment les voir. D'autre part, il n'hésitait pas à mêler à l'instruction de la théorie militaire, celle de ses idées et de ses théories morales. Mais surtout, il agit sur ses sous-officiers parce qu'il parvint à avoir avec eux une véritable intimité que favorisait sans doute la forme même du Cercle. Il put ainsi, les connaissant à fond, les orienter suivant ses propres conceptions. Il eut aussi la bonne fortune d'attirer dans son escadron quelques sous-officiers d'origines diverses qui lui étaient profondément attachés. Grâce à eux, il gagna la partie <sup>1</sup>.

Lyautey avait des officiers sous ses ordres. C'était l'occasion de les préparer au rôle social qu'il leur destinait. Peu à peu, il les habitua à ses manières d'être, d'agir, de penser. « Nous ne nous rendions pas compte du grand changement qui se préparait ! » nous a dit le général Brécart. « Les longues soirées passées ensemble lui facilitaient la tâche. » Nous allions peu à Paris, nous restions entre nous le soir ! » Et le général évoque l'intimité séduisante de ces soirées, autour du jeune chef. Il y avait là le futur général Brécart, le futur général de Parthenau et le marquis de Ségonzac. Le temps se passait à lire à haute voix, surtout de la poésie, que Lyautey adorait. Certains faisaient des tours de force : c'est ainsi que Ségonzac pliait un louis entre ses doigts. Ainsi régnait une atmosphère, on le voit, simple et familière, mais combien propice à la pénétration des idées que Lyautey voulait développer chez ses jeunes collaborateurs.

Cette œuvre n'eut pas été possible sans l'acquiescement du colonel Donnop. Celui-ci était un officier de la vieille école, qui avait appartenu au Corps de l'État-Major. C'était aussi un homme d'une profonde piété et d'une grande culture. Il n'était pas du tout mondain, mais, très lié avec le duc d'Aumale, il avait par lui, connu le milieu académique et notamment Eugène Melchior de Vogüé.

Le général Brécart définit ainsi les résultats obtenus : « On pouvait constater à l'escadron Lyautey une forme de commandement ne portant aucune atteinte à la discipline imposée par les lois et les règlements. Elle reposait avant tout sur une confiance et une affection mutuelles, qui se manifestaient dans les moindres détails de la vie régimentaire. »

Parachevant son œuvre d'éducation, Lyautey conduisait même ses hommes visiter le Musée de Versailles, ce qui donna lieu à l'incident suivant <sup>2</sup> : le futur maréchal avait connu à cette époque Jules Lemaitre, sans doute chez Vogüé. Un jour qu'il le rencontrait, Jules Lemaitre aborda Lyautey et d'un ton railleur lui demanda : « Eh bien, capitaine, est-ce que vous continuez à promener vos petits soldats dans les musées ? »

1. Général BRÉCART, *op. cit.*

2. Comte Félix DE VOGÜÉ, témoignage verbal inédit.



Lyautey, furieux, ne put cacher son mécontentement. A quelques jours de là, le rencontrant à nouveau, Jules Lemaitre alla vers lui en disant : « Capitaine, je vous fais mes excuses, je vous ai blessé... La vie parisienne nous rend si sceptique, c'est vous qui aviez raison ! je vous demande pardon. »

Beaucoup pensèrent comme Jules Lemaitre, mais reconnurent-ils ensuite leur erreur d'aussi bonne grâce ?

Dans la suite de sa carrière, Lyautey n'a plus exercé lui-même ce rôle social, mais, colonel, il l'exigea toujours de ses officiers.

Son article, cependant, avait soulevé d'ardentes polémiques. Il était mal accueilli dans les milieux conservateurs auxquels appartenait sa famille. En tête des mécontents se classa le général de Galifet. En revanche, les milieux avancés lui firent un chaleureux accueil. Nombreux furent ceux qui félicitèrent Lyautey et demandèrent à voir son escadron, notamment Paul Deschanel, Jonnart et le général de Boisdeffre, chef d'État-Major général<sup>1</sup>. Le retentissement déborda même les frontières.

Mais, comme l'armée était dans son ensemble conservatrice, on peut dire que pour son avancement, ces pages risquaient de faire plus de mal que de bien à leur auteur. C'est dans cette conviction que le général de Boisdeffre désigna Lyautey au mois d'août 1894 pour un poste à l'État-Major de l'Indochine.

Lyautey a, petit à petit, fait l'école, et si l'extension des œuvres de Saint-Germain, le rapprochement du civil et du soldat, furent retardés par l'explosion de l'affaire Dreyfus, cependant, vers 1905-1910, on constatait un progrès de ces pratiques<sup>2</sup>.

1. LYAUTEY, *Lettres de jeunesse*. Paris, 1931 (de Florence, 26 juin 1893). Il raconte comment, déjeunant dans une des grandes maisons de Florence, il y rencontra le fils du prince Ginori Conti « un enthousiaste hélas du *Rôle social de l'Officier*. Il a fallu encore sortir ma petite tartine, mais la matinée m'avait mis en disposition de tout subir ».

2. Mais la polémique du *Rôle social* s'est prolongée. Arguant du fait que Lyautey n'avait pas fait rééditer son ouvrage, le Maréchal Franchet-d'Esperey a cru voir chez l'auteur un abandon partiel de ces idées. La publication d'une nouvelle édition par le Général Weygand, conformément au désir qu'avait exprimé avant sa mort le Maréchal, a apporté un démenti à cette suggestion. Publications :

MARÉCHAL FRANCHET D'ESPEREY, *Discours de réception à l'Académie française* (1935).  
LYAUTEY, *Le Rôle social de l'Officier*. Paris, 1938, in-8°, 56 p. Préface du général Weygand.



*DEUXIÈME PARTIE*

APRÈS L'ENCYCLIQUE  
« RERUM NOVARUM »  
(1891-1901)





## L'Encyclique « Rerum novarum »

1891 marque une coupure entre deux phases de l'action sociale catholique. Jusque-là, quels qu'aient été les encouragements du Vatican, cette action sociale se fondait sur une hypothèse qui tendait à se confirmer à la lumière des études. Après l'encyclique l'Église a une thèse dont l'expression doctrinale ne laisse place à aucun doute.

L'encyclique constate l'existence d'un redoutable conflit social. Elle en découvre les causes dans la prolétarianisation de la classe ouvrière en face d'une classe dirigeante riche et très peu nombreuse. Léon XIII reconnaît aussi l'union des masses prolétariées et la conscience plus grande qu'elles ont de leurs droits.

Ces causes ont engendré de grands maux que le Pape dénonce : la « misère imméritée » des ouvriers, l'usure, le monopole du travail. A ces maux le socialisme propose des remèdes que Léon XIII récuse comme inefficaces et contraires à l'esprit chrétien : ce sont la lutte des classes, la collectivisation de la propriété et l'extension des pouvoirs de l'État au détriment de ceux de la famille.

Pour Léon XIII le premier remède consiste à être chrétien. Si les patrons et les ouvriers sont de vrais chrétiens, ils renonceront à se combattre suivant la prescription évangélique et ils entretiendront des rapports harmonieux <sup>1</sup>.

Pour cela l'ouvrier exécutera loyalement le contrat de travail ; il répudiera la violence et respectera les biens du patron. Celui-ci respectera la dignité d'une personne humaine et chrétienne, il appropriera le travail à la force de l'ouvrier, compte tenu du sexe et de l'âge ; il lui donnera un salaire convenable et répudiera, lui aussi, la violence, l'usure et la fraude.

Léon XIII reconnaît à l'homme la « juste possession » des richesses honnêtement acquises, mais il lui en impose l'usage légitime, de telle sorte qu'il en fasse part facilement aux autres dans la nécessité : ce sera la véritable application de la fraternité humaine rappelée par le Christ lui-même dans le Pater.

Et le Pape trace à chacun son rôle dans l'application de la doctrine chrétienne. L'Église poursuivra son action sur les âmes, mais sans négliger ce qui se rapporte à la vie terrestre et mortelle. « Pour ce qui est en particulier de la classe des travailleurs, elle fera tous ses efforts pour les arracher à la misère et leur procurer un sort meilleur. » L'État organisera l'économie en vue de la prospérité, tant publique que privée. Il prendra soin de toutes les classes de façon à ce que tous les citoyens, à leur rang, concourent au bien commun. Pour l'ouvrier ce bien commun

1. Il est à noter que Clemenceau rejoignait Léon XIII quand il disait : « Si les catholiques de nom étaient catholiques de fait le problème social serait résolu. »

le travail à l'usine ou aux champs en sera la source féconde. L'État assurera aux classes déshéritées une part convenable des revenus du travail et son intervention devra se manifester pour protéger dans l'acquisition et l'utilisation de ces biens. Il fera respecter notamment la propriété privée, le repos dominical, un travail à la mesure des forces du travailleur, de son âge ou de son sexe, la rétribution d'un juste salaire permettant à l'ouvrier sobre et honnête de subsister. Il favorisera l'esprit de propriété et son accès, notamment en modérant la fiscalité.

Enfin la société professionnelle s'organisera sous la forme de corporations renouvées dont le but sera d'accroître les biens du corps, de l'esprit et de la fortune de leurs membres ; l'arbitrage et l'assistance contre les accidents, la maladie, la vieillesse et surtout le chômage leur incomberont.

Telles sont les grandes lignes de ce document capital.

Désormais l'action sociale des catholiques s'appuie sur les enseignements les plus autorisés ; la voie est tracée, ils n'ont qu'à la suivre. Tout au plus les études devront-elles compléter sur certains points de moindre importance ce que l'encyclique a pu laisser dans l'ombre, le salaire familial notamment.

Le résultat essentiel de cette promulgation sera d'engager le clergé sur une route d'où, jusqu'ici, il a été absent. Cet « engagement » se fera progressivement et donnera à l'action une impulsion considérable. Chez les laïcs l'encyclique apparaît comme une confirmation. Albert de Mun, désormais sûr de son programme s'occupera moins de l'exposer comme il l'a fait jusqu'à présent dans ses projets législatifs aux amples proportions, qu'à en introduire des parties, de toutes petites parties faute de mieux, dans les textes que vote le Parlement. Cette nouvelle tactique, où l'abbé Lemire ne tardera pas à se révéler un maître, sera désormais celle des députés et bientôt des sénateurs catholiques sociaux.

Avec le concours du clergé, Harmel mettra au point la formule du Cercle chrétien d'Études sociales dont les assemblées régionales et nationales donneront naissance à un mouvement ouvrier qui ne tardera pas à se transformer, avec le concours des prêtres et des journalistes, en un parti : la Démocratie chrétienne. A côté de leurs activités politiques les démocrates chrétiens multiplieront les œuvres sociales aux fortunes diverses, mais où l'on discernera quelques formules promises au succès : les jardins ouvriers, les Secrétariats du Peuple et, à la campagne, les caisses rurales.

L'agriculture, cependant, demeurera surtout le théâtre d'opération des grands propriétaires ralliés au syndicat mixte. Ils laisseront l'Œuvre des Cercles, dont le déclin sera rapide, pour reporter sur les unions professionnelles, la mutualité et l'enseignement agricole, le meilleur de leur attention.

A la ville, le syndicalisme chrétien indépendant fera une timide apparition ; contrarié dans le Nord par les œuvres patronales, il sera partout ailleurs pris en charge par des religieux. Le crédit populaire



sera fort recommandé par le Père Ludovic, mais sa propagande neutre l'opposera à des catholiques militants au cours d'un débat retentissant.

Au total, si les vingt années que nous venons de considérer furent vraiment l'ère des pionniers, nous entrons, grâce à l'encyclique, dans une époque nouvelle où un petit nombre de catholiques de toutes classes s'essaie à transformer la Cité par une action populaire. Mais la tendance politique de leur effort et les circonstances générales très défavorables font avorter leur tentative dont il ne restera que quelques îlots de résistance sous la forme d'œuvres sociales vivantes et utiles, et une plus réelle compréhension de la question sociale chez les catholiques.

Durant tout ce temps, il faut souligner l'appui indéfectible que cette action trouve au Vatican. Évêque de Pérouse, le cardinal Pecci traçait dès 1877 les grandes lignes d'une transformation sociale par un retour au christianisme. Pendant les vingt-cinq années de son pontificat, Léon XIII multiplie les interventions personnelles auprès des catholiques sociaux. Harmel et l'abbé Garnier ont leur libres entrées au Vatican où le premier est l'objet d'une prédilection du Pape. De Mun est explicitement loué à plusieurs reprises. Les congrès ouvriers sont étudiés par Léon XIII avant leur réalisation. Un Fonsegrive, un Naudet, un Henri Lorin recevront les plus précieux encouragements. Cette intervention constante de Léon XIII qu'on entrevoit de temps à autre au hasard d'une révélation, a été la condition essentielle des quelques résultats obtenus. Ici, comme dans toute sa politique, le Pape du redressement a été un grand réaliste qui, non content de tracer la voie à ses fidèles, les a constamment aidés à la suivre.

## CHAPITRE XI

### La démocratie chrétienne

#### CERCLES D'ÉTUDES ET CONGRÈS OUVRIERS (1891-1896)

La période du pontificat de Léon XIII qui s'étend de l'Encyclique *Rerum Novarum* à l'Encyclique sur la Démocratie se caractérise dans l'histoire de l'action sociale catholique en France par la présence, à côté de l'Œuvre des Cercles, et bientôt devant elle, d'un autre mouvement.

Celui-ci, très différent de l'Œuvre des Cercles, a reçu le nom de « Démocratie Chrétienne ». Son intervention a fait beaucoup évoluer les formes de l'action sociale, tandis que ses différends avec l'Œuvre des Cercles suscitaient des débats de politique sociale, à peu près inconnus jusqu'alors. Comme pour l'Œuvre des Cercles, il y a dans les débuts de la Démocratie Chrétienne un arrière-plan politique : il tend à se découvrir de plus en plus jusqu'à ce que la Démocratie chrétienne se déclare un parti. De ce jour son développement social est conditionné par son œuvre politique, et l'échec de celle-ci met fin aux progrès de celui-là.

#### LES PREMIERS CERCLES D'ÉTUDES

À la fin de 1891 il eut fallu posséder le don de prophétie pour découvrir le nouveau mouvement à l'horizon. L'Œuvre des Cercles, inspiratrice de l'Encyclique bénéficiait de l'intérêt éveillé par celle-ci dans les milieux avertis, et ses faiblesses intérieures, que le Ralliement allait révéler, ne se discernaient pas encore. Mais dans son sein se préparait, insconsciente, l'éclosion du mouvement nouveau.

Harmel vit, dans l'encyclique, l'approbation des efforts qu'il avait entrepris et la consigne de les poursuivre. Son action consistera donc à développer les œuvres existantes : l'organisation à la base est encore l'Œuvre des Cercles, et dans une importante communication de novembre 1891 il en rappelle les éléments et indique quelle doit être la politique. « Je me proposais <sup>1</sup> d'exposer au Comité combien il me paraît nécessaire de développer énergiquement dans notre Œuvre le courant populaire, vers lequel nous avons poussé depuis quelque temps. Les *Secrétariats du peuple* à la ville et à la campagne nous paraissent être les premières étapes de cette action. Cette institution bien comprise allie à la fois l'action de la classe dirigeante et l'initiative de la classe ouvrière. Elle porte cette double action sur des terrains nouveaux. Elle nous permet

1. P.-V., 4 novembre 1891. C'est la séance de rentrée du Comité. Harmel absent s'en excuse et fait connaître ses idées

d'atteindre tous les milieux et de reconnaître partout les groupes ou les individualités qui peuvent recevoir l'influence chrétienne et sociale qui doit préparer l'avenir. Le Secrétariat du peuple à la campagne permet à chacun de nos amis d'acquérir une influence féconde par l'intermédiaire des délégués de paroisse.

Les *Conférences populaires*, avec des comités ouvriers, chargés de recruter l'auditoire et de nous renseigner sur la situation des esprits, les *associations générales* où nos ouvriers des Cercles deviennent les apôtres des multitudes au milieu desquelles ils vivent sont également des organisations susceptibles d'une grande puissance. Enfin les événements du 20 octobre à Rome doivent être pour tous les catholiques le point de départ d'une action plus vive que jamais en faveur du Souverain Pontife. Nous ne devons pas nous lasser de faire comprendre autour de nous que la papauté reste aujourd'hui plus que jamais le seul rempart des sociétés modernes contre l'envahissement de la barbarie, la seule puissance qui puisse rétablir dans l'humanité la liberté et la justice. Les travailleurs opprimés par la Révolution ne seront affranchis que par le Pape, et la France en particulier ne pourra retrouver sa suprématie qu'en reprenant ses traditions de fille aînée de l'Église.

« Je recevais dernièrement d'une de nos principales villes de province une lettre me parlant de nos Cercles qui marchent toujours tant bien que mal, comme marche une machine montée depuis quinze ans, mais qui ne produit pas beaucoup de bien. Le recrutement ne se fait pas dans la *vraie classe ouvrière*, celle qui souffre et qui cherche la fissure par laquelle elle verra luire une aurore de dignité et de liberté. Les véritables ouvriers tendent de jour en jour à devenir la proie des socialistes. »

Tel était l'état d'esprit d'Harmel en cette fin de 1891, quand il tenta de réunir quelques ouvriers de Reims pour leur expliquer l'encyclique *Rerum Novarum*. Ceux-ci étaient venus au lendemain de l'encyclique trouver le prêtre qui dirigeait l'archiconfrérie N.-D. de l'Usine. Ennemis de toutes les injustices sociales, ils avaient cherché la lumière dans des milieux où on les avait déçus. Témoins des longs efforts tentés sous l'impulsion d'Harmel par les Conférences et le Secrétariat du peuple, ils demandaient au prêtre si l'Église par son enseignement social n'apporterait pas une réponse aux problèmes qui les angoissaient. Ces ouvriers étaient conduits par un serrurier, ancien président de comité socialiste, Robert. L'archiconfrérie mit à leur disposition un local de réunion et des livres. Harmel expliquait l'encyclique, le curé de Saint-Rémy la commentait et les ouvriers interrogeaient.

Ainsi naquit le premier Cercle d'Études de la future Démocratie chrétienne. Fort des encouragements pontificaux, Harmel essaie d'un nouveau mode d'éducation ouvrière après les réunions d'études sociales et les Conférences populaires. A l'origine il n'y a rien de plus. Comme il est très connu à Reims et que son initiative est des plus modestes, il n'éprouve pas le besoin de la rattacher explicitement à l'Œuvre des Cercles. Mais elle n'est pas détachée des autres organismes



sociaux, tout au contraire : l'étude doit préparer à l'action. Le Cercle conduit tout naturellement ses adhérents au Secrétariat du peuple rémois, l'un des modèles du genre. Ensuite les membres établissent un ensemble d'œuvres sociales : coopérative de consommation, caisse de loyer, caisse de chômage, crédit mutuel, caisse de retraites et dans la pensée d'Harmel tout cela est un acheminement au syndicat qu'il reste à constituer.

L'expérience paraissant réussir, Harmel établit deux ou trois autres Cercles à travers la ville, tandis que le Cercle Saint-Rémy quitte le presbytère pour s'installer dans un petit local particulier. Les ouvriers que l'on avait ainsi réunis étaient aussitôt dirigés vers le Secrétariat du peuple. Un certain nombre de ces Cercles se constituèrent en 1892, qui de Reims gagnèrent les environs. L'usage s'y établit, à l'exemple du cercle Saint-Rémy, d'étudier en commun l'encyclique sous la direction d'un prêtre et si possible avec le concours d'un patron. Nous retrouvons les caractères des essais antérieurs mais perfectionnés.

Ce mouvement se présente donc, à la fin de 1892, comme une tentative étroitement localisée, de formation ouvrière, où une place beaucoup plus grande que par le passé est laissée à l'initiative de l'ouvrier. Mais en même temps elle engage le clergé car chacun de ces « Cercles chrétiens d'Études sociales » — c'est le nom qu'on commence à leur donner — suppose un aumônier, c'est-à-dire un prêtre qui accepte d'instruire en particulier quelques ouvriers sur l'enseignement social de l'Église défini par l'encyclique et sur ses applications pratiques.

Or c'est là une tâche complexe. Elle suppose d'abord l'intelligence du texte pontifical et dans ce domaine nouveau bien des prêtres se sentent mal à l'aise. Mais c'est quand on en vient aux applications que le travail devient singulièrement aride. Ces œuvres sociales qu'en définitive il s'agit d'établir, après les avoir expliquées, le prêtre les connaît mal ou pas du tout ; il n'a pas eu l'occasion de les voir fonctionner ; il, a cru qu'elles n'étaient pas de son domaine et le voilà soudain obligé de les décrire, de les réaliser ! Quand Harmel est là cela va tout seul, mais ce n'est pas toujours le cas.

Le prêtre jeune, séduit par ces questions nouvelles se jeta dans leur étude puis dans leur application avec une ardente bonne volonté. Il voyait avec joie dans le Cercle d'Études une occasion de connaître de plus près l'ouvrier, de l'atteindre sur son terrain propre. Son esprit préconçu, souvent épris de justice sociale, ne comptant pas sa peine, le jeune abbé était à même de faire évoluer la position du clergé à l'égard de la question sociale. Le danger n'était pas qu'il ne le fit pas, mais au contraire qu'il le fit trop et trop vite. L'évolution politique que le Vatican rendait publique en cette année 1892 agissait en ce sens. Le jeune clergé élevé sous la République, acceptait plus facilement les directives du Pape que ses aînés. Et comme les deux évolutions se produisent à peu près simultanément, une certaine communauté tend à s'établir entre l'action sociale nouvelle et l'acceptation de la Répu-

blique. Harmel d'ailleurs accepte sans difficulté le Ralliement.

Cependant la coopération du prêtre et de l'ouvrier était difficile à réaliser dans de bonnes conditions. Le P. Guitton <sup>1</sup> nous a rapporté, d'après un témoignage de Robert, ce qu'en attendaient les ouvriers : Toute initiative dans le Cercle vient des ouvriers quant à l'organisation et au fonctionnement ; le prêtre se tient à côté du bureau, il est le « Conseil-né » du groupe, le guide doctrinal. « Nous le considérons comme notre docteur, parce que nous lui reconnaissons le droit d'enseigner que lui a donné N.-S. Jésus-Christ. » « C'est pourquoi le prêtre dévoué et discret qui comprend son rôle, tout en ne dirigeant pas les travaux des réunions, dont en réalité il est l'âme, a chez nous une grande autorité. » Pour mener l'ouvrier à la piété — et il faut qu'il aille jusque-là, affirme Robert — il faut lui donner un enseignement complet. C'est le rôle de la Confrérie, tandis que le Cercle détruit les préjugés, répond aux objections, démontre quelques vérités élémentaires.

Le prêtre « dévoué et discret » ! deux magnifiques qualités, mais qui souvent s'excluent chez les êtres jeunes car la discrétion est le sens de la mesure que l'on acquiert avec l'âge. Les jeunes abbés en manqueront parfois.

Un règlement est établi. Il proclame : « La première condition nécessaire au bon fonctionnement de nos Cercles c'est l'autonomie et l'indépendance absolue. Les ouvriers seuls en font partie, seuls ils délibèrent et votent à l'exclusion de tous autres <sup>2</sup>. »

Cette fois il n'y a pas à s'y méprendre, l'Œuvre des Cercles est exclue. Les rares personnes n'appartenant pas au monde ouvrier qui viennent aux Cercles le font en qualité de « membres consultatifs » ; c'est le cas d'Harmel lui-même.

Le « Bon Père » se voit reprocher d'agir en dehors de l'Œuvre dont il est à cette date le secrétaire général adjoint. Loyal, il reconnaît le bien-fondé de l'accusation. « Je fais au dehors, dit-il, l'action de l'Œuvre parce qu'avec notre personnel routinier, impossible de rien tenter de nouveau au dedans. Les oppositions que m'a faites le Comité de Reims à tout ce que j'ai entrepris, pendant qu'il laissait mourir les deux pauvres cercles que j'ai fondés avec lui, sont bien la note générale <sup>3</sup>. »

Aussi, sans abandonner l'Œuvre, il fait des Cercles et en fait faire en complète indépendance.

Une conséquence inattendue de ces événements c'est qu'Harmel paraît avoir à partir de 1892 substitué l'apostolat ouvrier à l'apostolat patronal. C'est en effet ce qui ressort des faits historiques : à partir de 1892 son association patronale poursuit une vie obscure ; les grands déplacements du « Bon Père », d'ailleurs moins nombreux, ont pour but des Conférences populaires. De plus en plus cette forme nouvelle de son immense activité envahit sa vie et réduit à presque rien le temps

1. Georges GUITTON, *op. cit.*

2. Georges GUITTON, *op. cit.*

3. Léon HARMEL (*Lettre à la Guillonnière*, 3 novembre 1893).

consacré aux autres œuvres. C'est qu'Harmel se sent au cœur du problème, la possibilité de réussir lui apparaît, les ouvriers des Cercles sont intelligents, intéressés, maniables. Heureux de les atteindre, il se jette dans cet apostolat.

### LE PREMIER CONGRÈS OUVRIER (1893)

A travers le territoire de jeunes prêtres rêvent de répondre à l'appel du Pape, de travailler à instaurer la justice sociale ; ils cherchent confusément les moyens de le faire, agissent en ordre dispersé avec plus de bonne volonté que d'efficacité.

Harmel le sent et veut coordonner toutes ces forces impatientes, mais il faut d'abord voir Léon XIII. Son état d'esprit du moment est tout entier dans ce billet à l'abbé Rabier de Blois, un de ces jeunes prêtres, dont le cœur vibre à l'unisson du sien.

Paris, 23 février 1893.

Très Cher Monsieur <sup>1</sup>,

Je pars pour Rome le 18 mars et je prépare mes notes pour le Souverain Pontife. Je voudrais présenter un tableau des résultats obtenus par les prêtres qui se sont jetés dans la mêlée et ont suivi l'encyclique. *Des faits.* Réconciliation du peuple et de l'Église. — Pacification du monde du travail, sociétés formées, nombre, résultats de leur propagande. Donnez non seulement ce que *vous* avez fait, mais ce que d'autres ont fait à votre connaissance. Merci mille fois. Le plus complet possible et le plus tôt possible. Écrire au Val-des-Bois. Bien affectueusement à vous.

LÉON HARMEL.

La semaine qui précède ce départ Harmel l'emploie à effectuer une inspection pour le compte de l'Œuvre des Cercles à Besançon. Il en profite pour y fonder un Cercle chrétien d'Études sociales <sup>2</sup>. Il poursuit concurremment le développement des deux mouvements.

1. Papiers du Chanoine RABIER. Nous n'avons pas trouvé trace de la réponse éventuelle du chanoine. En tout état de cause les Œuvres sociales dont il devait être l'âme en Blésois n'en étaient qu'à leur tout début.

2. Voici le rapport d'HARMEL sur cette visite, P.-V., 15 mars 1893.  
« Aussitôt arrivés à Besançon, nous nous sommes mis en relations avec des ouvriers intelligents, les uns sociétaires du Cercle, les autres lui étant étrangers. D'après nos conversations les ouvriers horlogers qui forment les 8/10 de la population laborieuse, traversent une crise terrible en ce moment à cause de la transformation de l'outillage. La profession qui, jusqu'ici, s'était exercée en famille ou dans de petits ateliers, tend à être absorbée par les usines. A part de véritables artistes qui font la montre de luxe, les ouvriers sont pauvres, leurs salaires baissent et une immigration constante des campagnes du Doubs et du Jura rend l'offre des bras surabondante. De nouvelles industries il est vrai se sont établies dernièrement : la papeterie et la soierie (Système Char-



Harmel apporta au Pape l'exposé de tous ces efforts. Léon XIII avait tracé la voie quand il disait aux ouvriers « puisque votre sort est en jeu c'est à vous de poursuivre vos intérêts par des voies légitimes »<sup>1</sup>. L'encyclique paraît bien indiquer la formule du groupement chrétien d'ouvrier comme celle où le Pape voyait le mieux se préparer cette conversion des masses ouvrières qui est l'arrière-pensée du document. Si modestes qu'ils fussent les petites cercles d'Harmel étaient des réponses à la recommandation pontificale. Sans se perdre dans des controverses d'interprétation, le filateur du Val revenait au Vatican avec des réalisations originales à présenter. On s'est étonné de la constante faveur que Léon XIII témoignait à Harmel, mais la cause en est là, dans cette intelligence des nécessités ouvrières, dans cette diligence à créer des œuvres et à réunir des hommes, dans cet apport continu à Rome de réalisations tangibles.

Harmel soumit au Pape le projet qu'il caressait de réunir les représentants des Cercles d'études en un Congrès pour étudier en commun certains problèmes sociaux. Le Pape dût approuver : cela apparaît ressortir d'abord de ce que le Congrès fut effectivement tenu quelques mois après, et ensuite de ce qu'il fut alors publiquement loué par le Vatican.

Harmel rentre à Reims pour préparer le Congrès ouvrier dont il est nommé président d'honneur.

Pour faire délibérer des ouvriers devant la France entière il fallait beaucoup d'audace. Il suffit de se rappeler les remontrances de Maurice Maignen quand Harmel voulut organiser ses modestes « Réunions ouvrières » pour imaginer l'accueil fait au nouveau projet. Dabry le dépeint en ces mots : « Grande témérité ! Folie ! Trahison ! Il n'y

donnet). Elles pourront procurer du travail à quelques centaines d'ouvriers et ouvrières. Mais les Juifs se sont abattus sur la Franche-Comté depuis une vingtaine d'années. On nous a raconté des choses qui dépassent tout ce que l'on peut imaginer. A Besançon, les Juifs ont amené une fabrication inférieure et par suite la baisse des salaires et l'excès de la production. Les francs-maçons dominent les nombreux syndicats et groupements ouvriers de la ville. On a soin de montrer le Cercle catholique comme un lieu d'oppression où la peur et l'intérêt sont les seuls mobiles de ceux qui le fréquentent. Nos amis n'ont pas pris assez le souci de réveiller l'initiative des sociétaires, ils n'ont pas paru s'intéresser suffisamment aux questions capitales qui préoccupent la classe laborieuse, travail, salaire, etc.

« Nous avons pensé qu'en fondant un *Cercle chrétien d'Études sociales*, nous pourrions attirer à nous les ouvriers intelligents qui ont l'esprit chrétien, mais qui n'ont pas trouvé jusqu'ici un intérêt suffisant à nos œuvres. Le Cercle d'études est fondé avec un petit nombre d'ouvriers très résolus. Nous avons formé aussi une association de femmes d'ouvriers sous le nom de N.-D. de l'Usine et de l'Atelier avec un conseil de 14 déléguées bien dévouées et une présidente très active et très intelligente. Cette institution a pour but de former un lien entre les familles chrétiennes, de rendre possible des institutions économiques qui, jusqu'ici, ont végété, *d'avoir dans les foyers pour nos institutions un défenseur* qui en comprendra l'importance morale et familiale. Le Conseil se réunira tous les quinze jours et chaque mois les membres de l'association seront intéressés aux organisations décidées et entreprises.

« Mardi nous avons entretenu les élèves de l'Institut agricole de Saint-Rémy (Saône-et-Loire) et du Collège attenant de l'importance du devoir social et son application aux milieux agricoles. »

1. *Rerum Novarum*, Éd. École normale sociale, p. 165.

eut qu'un cri dans la presse conservatrice pour réproucher l'entreprise, pour jeter le blâme à celui qui voulait soumettre l'innovation scandaleuse de faire délibérer publiquement des ouvriers ! »

Sans se soucier de ces attaques, Harmel faisait envoyer par Robert une liste de sujets accompagnés chacun d'un questionnaire, à tous les cercles chrétiens d'études sociales de lui connus et à un certain nombre de groupements catholiques ; plusieurs cercles catholiques d'ouvriers et notamment ceux de Paris furent ainsi conviés au Congrès prévu pour mai 1893.

Quelle était l'idée d'Harmel en organisant ce Congrès ? Il semble qu'il ait d'abord vu là un excellent moyen de cimenter la bonne entente des Cercles d'études existants et de faire autour d'eux de la propagande. Puis il a voulu donner aux Catholiques, et aux socialistes, le spectacle d'une assemblée ouvrière délibérante. Nous sommes au lendemain des premiers « Premier Mai » à deux ans du massacre de Fourmies. Voyant que les socialistes s'agitent publiquement et dans la rue, Harmel veut les combattre sur leur terrain, et, puisqu'aussi bien il est rallié, pourquoi ne lutterait-il pas à armes égales. Aux catholiques il veut prouver ce qu'il dit depuis longtemps, que les ouvriers sont capables de se tenir sérieusement, de délibérer avec sagesse et avec fruit.

La force qu'il sentait se dégager de ces cercles, il voulait, nous dit Dabry « qu'elle s'affirmât, en face d'elle-même et en face des autres » <sup>1</sup>.

Pour cela il fallait des rapports étudiés, une discussion ordonnée, un intérêt soutenu. Effectivement les rapports dont nous retrouvons les monographies au compte rendu du Congrès révèlent une information renseignée, précise, nouvelle pour les auditeurs. Quant à la tenue de débats, elle dépendrait beaucoup du président : le serrurier Robert.

Harmel ne s'y trompait pas : il savait que c'était là la pierre de touche non seulement du Congrès, mais de l'avenir de son œuvre. En s'occupant de Robert il aborde résolument le problème de « l'élite ouvrière ».

Le P. Guitton nous le décrit : « Dans un visage maigre, au fond d'orbites creusées par les privations, des yeux inquiétants qui jettent des flammes. Président de Comité socialiste, il a promené le drapeau rouge à travers les rues de Reims. C'est une nature sincère : sa rupture avec le Comité socialiste en témoigne : « Comme unique réforme on nous proposait la haine des prêtres, de la religion, et l'envie du bien d'autrui. Un soir même qu'on avait passé son temps à manger du curé, je leur dis : « Enfin, voyons, y en a-t-il ici des curés ? S'il y en a dites-le moi, je leur tordrai le cou, ça sera fini. Et l'on pourra alors parler des vrais remèdes à nos maux. Sur ce, on me déclara traître aux camarades. »

Tel était l'homme. Harmel entreprit de le former, et pour cela que de fois le soir il le reçut dans l'intimité familiale du Val.

Enfin quand Robert lui parut prêt, Harmel annonça le Congrès au public tandis que Robert lui-même convoquait les cercles ouvriers.

1. P. DABRY, *Les Catholiques républicains. Histoire et souvenirs* (1890-1903). Paris, 1905, VIII-753 p., in-18°.

D'avance les circulaires annonçaient que l'on écarterait toute motion tendant à semer la haine dans les cœurs et à susciter des luttes fratricides. Néanmoins les défiances furent telles qu'Harmel eut de la peine à trouver un magasin pour y tenir les séances <sup>1</sup>.

Le Congrès <sup>2</sup> s'ouvrit à Reims le 20 mai 1893 et dura trois jours. L'ordre du jour se répartit sous ces quatre chefs : intérêts généraux des ouvriers (éducation, octroi, représentation, propagande, repos dominical), usine (organisation et réglementation, conseils professionnels), syndicats et corporations (syndicats de résistance ou d'union grève, etc.) et institutions économiques de prévoyance.

90 membres sont présents. L'immense majorité d'entre eux vient des environs y compris le Nord avec lequel, on le sait, Harmel entretient d'étroites relations : le syndicat mixte de Roubaix est ainsi représenté. Les autres congressistes ne sont pas à proprement parler des délégués. Leurs noms figurent au compte rendu, suivis simplement de l'indication d'une ville : Dijon ou Toulon, Liège ou Turin, Pour ceux de France, ce sont des individualités à tendances « sociales » mais qui ne représentent encore qu'eux-mêmes. Les rapports viennent dans la quasi-totalité des cas, du Nord-Est et du Nord. Reims et le Val-des-Bois à eux seuls en ont fourni plus de la moitié.

Dabry nous dit que Robert et son principal camarade Devertus apportaient à la propagation du catholicisme la même foi qui avait fait d'eux des meneurs dans leurs précédents milieux. En dehors des ouvriers il n'y avait que Léon Harmel, quelques industriels du Nord et l'abbé Pottier, zélé propagandiste des idées démocratiques en Belgique. Sa personnalité très combattue en et hors de Belgique par certains catholiques, donnait peut-être au Congrès une apparence « démocratique » plus marquée qu'il n'avait été prévu.

Le Congrès étudia d'abord les questions d'éducation et prit position avec une remarquable netteté en faveur de l'enseignement professionnel des garçons et surtout des filles. Les ouvriers du Val-des-Bois présentèrent une étude sur leurs réalisations en la matière. Mais si le Congrès se montre très moderne en se prononçant en faveur de l'enseignement ménager, il ne conçoit pas toujours celui-ci sous les formes qui prévaudront plus tard. C'est ainsi qu'un congressiste demanda la suppression des cours de gymnastique et de dessin pour les filles et leur remplacement par des cours pratiques de couture et de raccommodage au moins deux ou trois fois par semaine.

Le Congrès constate nettement l'insuffisance des salaires et la nécessité du repos dominical. Avec non moins de rigueur, le voyons-nous s'élever contre les octrois et, innovation remarquable, en dénoncer le caractère anti-familial <sup>3</sup>.

1. Tous ces détails sont empruntés à GUITTON, *op. cit.*

2. La relation officielle en a été aussitôt publiée sous le titre : *Compte rendu du premier Congrès ouvrier chrétien*, Reims 1893, 1 vol., 250 p., in-8°.

3. Voici le texte du vœu : « Considérant que l'octroi est un impôt disproportionnel qui pèse plus lourdement sur les classes ouvrières, particulièrement sur les nombreuses



Ces préoccupations d'ordre familial si caractéristiques de la Démocratie chrétienne, réapparaissent dans les vœux relatifs à l'organisation intérieure de l'usine et aux contremaîtres. Le Congrès demande la réduction de la journée de travail à onze heures — sauf cas de force majeure ; il demande encore que les heures des repas coïncident avec celles où les enfants rentrent de l'école. Il voudrait que les femmes et jeunes filles puissent quitter l'atelier trois minutes avant les hommes, que les sexes soient autant que possible séparés dans l'atelier ; il réclame la création d'une commission de surveillance pour veiller à la moralité de l'usine et pour s'entendre avec le patron contre toute infraction en cette matière.

Le rappel des contremaîtres au sentiment de la responsabilité et au devoir de surveillance est prévu par un contrôle permanent du patron <sup>1</sup>. Cette question préoccupe les congressistes : on les sent hypersensibles, résultat de brimades, d'amendes, de renvois, etc. Notons sur ce point leur hostilité aux contremaîtres. Cela est si vrai qu'un patron venu au Congrès ne put s'empêcher de s'écrier au cours de ces débats : « Mais, c'est contre les directeurs, contre les contremaîtres que vous avez créé cette nouvelle machine de guerre ; et le compte rendu porte la réponse : « Certainement ! ».

Un tel débat demeure vain s'il n'est pas contradictoire, c'est une lacune qui n'est pas sans surprendre que cette absence de toute représentation des cadres, dans des débats où ils sont si directement intéressés, mais les catholiques de cette époque même les plus modernes ne conçoivent pas des entretiens tripartites.

Le Congrès étudie aussi dans le détail des organismes coopératifs à l'égard desquels il se montre très favorable. Il cherche enfin à instituer un contrôle familial sur le salaire des enfants, soit en demandant la remise aux mains du père ou de la mère de famille, soit en faisant établir un bulletin de paie que l'enfant sera tenu de remettre à ses parents.

Cependant le point névralgique des débats devait être le problème syndical. On pense bien que les représentants du syndicat mixte de Roubaix en plein développement à cette époque, escomptaient un vote favorable à leur forme qui, ne l'oublions pas, étaient en vigueur eu Val-des-Bois. Alexandre Faidherbe et le colonel Arnould, qui suivirent les débats en qualité « d'observateurs » nous ont conté <sup>2</sup> les nombreux inci-

familles ; considérant que le recouvrement de cet impôt est dispendieux et entrave les transactions commerciales, le Congrès exprime le vœu de voir supprimer les octrois dans les villes où ils sont établis. »

1. Voici le texte du vœu : « Convaincu que beaucoup des maux qui excitent les récriminations de l'ouvrier sont dus au mauvais choix et au gouvernement plus mauvais encore des contremaîtres, le Congrès émet les vœux suivants : 1° Que pour le choix d'un contremaître on fasse attention non seulement à ses capacités professionnelles ou de commandement mais encore à sa moralité, à son esprit de justice et d'humanité. 2° Que le patron vérifie lui-même toute accusation, toute punition, toute amende portée contre un ouvrier. 3° Que le patron choisisse de préférence les contremaîtres parmi les ouvriers de l'usine reconnus dignes de cette fonction. Qu'on les y prépare en leur confiant d'abord des postes peu importants où ils apprennent peu à peu à commander.

2. *Conférences d'Études sociales de N.-D. du Haut-Mont*, juillet 1893.

dents qui émaillèrent la discussion de ce vœu. L'opposition au syndicat mixte fut conduite de façon hardie et brillante par un ouvrier Lillois, Leclercq, lequel était en train de constituer à Lille un petit groupé d'études analogue à ceux de Reims. Écoutons le colonel Arnould sans oublier la défiance qu'il ressent envers une action qui se développe en dehors de lui, mais sur son propre terrain.

Le débat s'ouvre par l'exposé sur le syndicat mixte de Roubaix. « Le rapport a été écouté avec une attention soutenue, mais il ne nous a pas échappé que l'affirmation du devoir des patrons de protéger leurs ouvriers catholiques contre les tracasseries des autres n'était pas du goût de tous les congressistes. » Aussitôt Leclercq prend la parole pour combattre « vivement » les syndicats mixtes ; il leur oppose les syndicats indépendants de patrons d'une part, d'ouvriers de l'autre, agissant parallèlement et reliés par un Conseil arbitral nommé mi-partie par chaque syndicat. L'abbé Potier approuve cette théorie.

Voici exposée pour la première fois une conception nouvelle du syndicalisme, préservatrice de l'autonomie du milieu social, mais pacificatrice aussi puisqu'elle crée une articulation équilibrée de conciliation et d'entente.

Voilà donc les deux thèses en présence : le soir le curé de Saint-Rémy qui fut au berceau du premier Cercle d'études, propose un vœu favorable au syndicat mixte. Leclercq demande alors la suppression de l'adjectif « chrétien » s'appliquant aux mots cercles d'études et syndicat indépendants<sup>1</sup>, il ne réussit qu'à soulever de vives et nombreuses protestations et à s'attirer une « verte réplique » du curé de Saint-Rémy et de Léon Harmel.

Lecture est alors donnée des vœux des Cercles d'études Rémois, favorables au syndicat mixte. On s'en tient là le samedi soir, et le dimanche aucun de ces divers vœux n'est mis aux voix. « Les partisans de l'une et l'autre thèse redoutaient-ils un échec ? C'est probable » écrit Faidherbe. Le bureau paraissait quelque peu désappointé de la tournure que prenait la discussion, le lundi soir il fallut réclamer les vœux relatifs au syndicat. Ils se trouvaient glissés dans le carton d'une autre section et l'on fut quelque temps sans pouvoir mettre la main dessus et le fait assez facile à comprendre pourtant, fut mal interprété, on y vit une manœuvre pour enterrer la question, surtout quand le président donna lecture d'un vœu différent de celui qu'avait présenté M. Leclercq. Quelques congressistes réclamèrent vivement et il fallut mettre aux voix ce vœu enfin retrouvé et qui, en toute justice, devait avoir la priorité. Le colonel décrit ce vote capital en deux lignes bien significatives : « Un certain nombre de mains se levèrent vivement, puis d'autres peu à peu. L'hésitation était visible. Bref le vœu fut déclaré voté et naturellement il écartait les autres. Au demeurant, la question nous semble devoir revenir au

1. Cette demande semble curieuse et ne s'explique que par des considérations de tactique. Les Démocrates chrétiens sont en général très attachés à l'expression extérieure de leur foi.

prochain congrès. D'ici là le rapport de Roubaix sera lu dans le calme du foyer et nous osons espérer qu'il fixera beaucoup d'hésitants. »

Ainsi le congrès se trouva-t-il amené à émettre un vote lourd de conséquences puisqu'il se prononçait contre la formule à laquelle les patrons catholiques du Nord étaient si visiblement attachés, et à laquelle ils avaient consenti de si réels sacrifices. Quand on songe au peu que représente encore ce congrès, au souci qu'a eu Harmel de lui concilier les bonnes volontés, on reste surpris de ce vote, comme d'un geste prématuré et peu politique de nature à diviser les catholiques et à discréditer l'institution naissante ; c'est pourquoi l'explication que nous apporte le rapport Faidherbe doit-elle être acceptée dans son ensemble, même si les détails en sont quelque peu forcés <sup>1</sup>. Harmel et le Congrès ont été mis en présence d'un fait accompli par l'esprit d'initiative et de décision de Leclercq. Les ouvriers présents n'auraient sans doute pas voté pareil vœu sans Leclercq mais ce n'est pas dire qu'ils n'y souscrivaient pas. Si le vote n'était pas politique, il n'en répondait pas moins à la pensée profonde des ouvriers présents, et c'est sans doute pour cela que Leclercq crut devoir mener l'affaire de cette façon, et arracher une décision déjà prise au fond des cœurs. De cet état d'esprit témoigne ce mot d'Arnould : « Quant au rapport de Roubaix qui avait pour objet le fonctionnement du syndicat mixte, il semble qu'on y ait vu l'œuvre des patrons plutôt que celle des ouvriers. »

Au reste Alexandre Faidherbe et le colonel Arnould reconnaissent les avantages d'un pareil congrès : « On a oublié, écrit le premier, dans la pratique, cette vérité fondamentale qu'on n'arrive aux ouvriers que par les ouvriers. » Le second tient à féliciter « la famille Harmel » et le bureau ouvrier de la modération des revendications, de leur logique, de leur netteté. Mais il y joint quelques critiques qui nous replacent dans l'atmosphère de ces premières assises. Il blâme les « professionnels de la parole » qui vantent les avantages de la participation, de la coopération, de l'épargne, de la mutualité sans en indiquer les défauts. « Un orateur a pu parler pendant six heures sur ces matières ! Des exagérations de langage ne lui ont pas échappé : « Un ecclésiastique a pu dénoncer l'infamie du patron », un orateur belge a fait décider la suppression des octrois et enfin celle-ci, un comble ! Un orateur a pu faire applaudir une phrase telle que celle-ci : « Je me moque bien des servants ou prétendus tels qui viennent me dire que deux et deux font quatre, quand j'ai un cœur qui me dit deux et deux font six. » Tel nous apparaît ce premier congrès des ouvriers chrétiens. Au total un succès que l'abbé Naudet résumait dans la *Justice Sociale* : On a pu voir pendant trois jours les travailleurs délibérant avec sagesse et dignité, exposant leurs légitimes revendications sans amertume et sans menaces, cherchant l'amélioration de leur sort non comme d'autres, dans des révolutions criminelles ou des spoliations injustes, mais dans les ressources et un travail honnête, appuyé sur le principe de la solidarité chrétienne. »

1. Ce qui n'est pas certain : le texte paraît sincère.



Autre preuve du succès : beaucoup de membres de l'Œuvre des Cercles regrettèrent que la vieille association n'eût pas l'initiative du congrès et qu'Harmel, son secrétaire général adjoint, eût mené la chose en dehors d'elle. Il répondit en reconnaissant le fait mais en le justifiant par l'incompréhension des cadres de l'Œuvre et notamment par le manque de concours dont il avait toujours eu à se plaindre de la part du Comité de Reims. Le Vatican, de son côté encourageait l'initiative en répondant chaleureusement au télégramme de Robert.

Il convenait donc de développer le mouvement. A cela Harmel s'employa sans compter durant le mois suivants.

### LE DÉVELOPPEMENT DES CERCLES D'ÉTUDES

De cette activité retenons la série de conférences qu'Harmel fait à l'automne dans le Nord, et qui le mènera jusqu'à Bruxelles. A Dunkerque, devant 1.000 à 1.100 ouvriers<sup>1</sup> du port. Harmel se fait le propagateur des Cercles d'Études sociales. « Le lendemain reconnu sur le port, il est entouré par une soixantaine de débardeurs qui le supplient d'organiser quelque chose pour eux, et de remédier à l'état de désorganisation où les ont mis les politiciens<sup>2</sup>. » Harmel ne trouva sans doute pas sur place les personnes susceptibles de créer un Cercle, et s'en alla sans pouvoir répondre à ce pressant appel. A Calais, il note : « Bon passage pour l'avenir » ; son principal effort porta sur Tourcoing, dont avec l'abbé Six il visita les œuvres six jours durant. Les patrons du Nord lui font bon accueil et le « Bon Père » de noter : « C'est dans le Nord qu'on a réussi à grouper le plus grand nombre de patrons chrétiens, et c'est à mon avis le meilleur terrain d'action tant par l'influence de ces Messieurs sur l'industrie française que par leur esprit chrétien et bienveillant à notre égard. »

Harmel reçoit les représentants des ouvriers, les « dizainiers » en présence du patron de chaque usine. « Ces réunions qui groupaient chacune de 20 à 40 hommes se transformaient vite en séances d'études sociales, au cours desquelles les ouvriers exprimaient leur desiderata avec une grande franchise, sans être intimidés par la présence du patron. Les vœux demandaient un développement de la vie syndicale par des réunions plénières plus fréquentes et par des réunions mensuelles des adhérents de chaque usine dans une salle de travail.

Harmel obtient<sup>3</sup> l'institution de ces réunions mensuelles d'usine aussi, dit-il, des « séances spéciales des conseils ouvriers, avec la seule présence de l'abbé Six, pour permettre aux âmes timides de se dilater dans la confiance et dans la liberté ». Ce souci d'assurer une libre expression à la pensée ouvrière est admis par les patrons. C'est un succès.

1. P.-V., 4 octobre 1893, annexe. Le R. P. GUITTON donne le chiffre de 2.000 assistants.

2. P.-V., 4 octobre 1893.

3. P.-V., 4 octobre 1893, annexe, R. P. GUITTON.

Au cours de cette visite, Harmel fit un exposé sur le salaire familial. Celui-ci se compose de quatre éléments :

1<sup>o</sup> l'argent versé ; 2<sup>o</sup> son intérêt (qu'il appelle sa puissance fructificatrice) c'est ce que l'on doit en retrouver en ristourne grâce aux coopératives d'achat, aux achats directs, aux paiements comptant. Le troisième élément de ce salaire c'est l'emploi qu'on en fait, et qui en sera d'autant meilleur qu'il aura été plus étudié : il y a une science de la dépense, dit Harmel : elle s'acquiert à l'école ménagère. Enfin il y a le quatrième élément, la réserve, qui est mis de côté par le patrimoine corporatif. Élevant le débat, Harmel de rappeler aux ouvriers que la famille étant l'unité sociale, le caractère familial doit se trouver dans les organisations humaines.

Son effort incessant, son enthousiasme communicatif ne furent pas de trop pour défendre les Cercles d'Études et les congrès ouvriers contre l'hostilité des adversaires et surtout contre les nombreuses difficultés que le jeune mouvement rencontrait. Nous retrouvons le cheminement de ces idées nouvelles chez l'abbé Six, une âme de prêtre d'une ardente sincérité <sup>1</sup>.

Le Congrès de Reims suivi avec la plus vive attention, avait dégagé deux conclusions pour l'abbé Six : la première, qu'il était possible d'instruire les ouvriers seuls de ce qui les concernait, et même de les en faire délibérer publiquement. De la vérité de cette proposition la preuve était faite par la tenue même du Congrès et son succès. Secondement, la possibilité de grouper séparément les ouvriers en syndicats indépendants sur lesquels viendraient s'articuler des commissions paritaires de conciliation et d'entente. Sur ce point l'abbé Six connaissait le vœu exprimé par Leclercq et repris par l'Assemblée, mais il ne connaissait aucun *exemple* d'une telle fondation catholique.

Rentré de Reims le 23 mai, l'abbé Six prononçait le 25 un discours en faveur du syndicat mixte qui « à côté de chaque inquiétude de l'ouvrier apporte l'assurance d'un bienfait ». Il invitait les dirigeants du syndicat Tourquennois à intensifier leur action bienfaisante, en l'orientant dans des voies nouvelles : l'aide aux veuves, aux orphelins, aux chômeurs, fondation de conseils d'usine. Par dessus-tout l'abbé Six souhaite l'union. Écoutons-le parler aux ouvriers en juillet 1893 : il n'y a ni flatterie, ni démagogie dans ses propos. Évitez, leur dit-il, la critique systématique : « Par exemple : Les Maisons du syndicat mixte ? Ce sont des actions de 100 fr. à 4 %. Vite on dit, c'est pour les patrons, pour permettre de placer leur argent... Or il se fait que les patrons, n'ont pas une seule action, les ouvriers seuls étant admis par la Société Immobilière à en prendre.

« Dernièrement j'allais voir un ouvrier poitrinaire. Le médecin avait commandé des nourritures fortes... Je dis à la mère : « Pour le vin voulez-vous que je m'en occupe ? J'irai trouver la dame du patron ;

1. LAMOOT « (S) » *Monseigneur Six, Premier Missionnaire du travail*, Paris, 1938, 414 p.

elle est trop bonne pour refuser ! J'y vais, je sonne c'est une maison « à grande porte » et pendant que j'attendais qu'on m'ouvrit, deux ouvriers passent et disent d'un air haineux : Ces curés, c'est toujours dans les maisons de riches ! »

Or l'abbé Six, s'il n'est pas le flatteur des ouvriers, est leur confident et il entend, constamment répétés, ces reproches de l'ouvrier au patron : il entre dans ma vie privée, il intervient chez moi, l'usine contrôle ma maison, j'ai droit au travail quelle que soit ma religion ; c'est au prêtre à évangéliser le peuple, sans faire de favoritisme à l'usine ; pas de contrôle odieux, la liberté pour tous, le juste salaire plutôt que des prières et des neuvaines. « L'abbé est bien forcé de se rendre à l'évidence, conclut son biographe <sup>1</sup>, le patron a de moins en moins l'oreille de l'ouvrier. »

Devant cette évidence que fera l'abbé Six ? Combattre le syndicat mixte ? Non car il reste la formule d'union à laquelle il tient tant, et à laquelle on ne peut encore opposer une institution ayant fait ses preuves. Mais le Cercle chrétien d'Études sociales se révèle efficace, l'abbé Six en fondera donc un dès juin 1893, demandant aux ouvriers le respect des trois données à la base de toute société : la religion, la famille et la propriété. « Il est convenu aussi que, quelles que soient les réclamations et les revendications des ouvriers, quelles que soient les réformes demandées, il ne sera jamais prononcé un mot désobligeant à l'adresse des patrons. »

Ces réunions se succèdent chaque semaine. Elles n'avaient pas la prétention de réunir les foules, mais seulement de former à fond quelques hommes, tout à fait ouvriers, et tout à fait chrétiens. Elles comportaient une prière d'ouverture, la lecture d'une page de l'Encyclique, le rapport d'un ouvrier et un échange de vues. Tous les sujets s'y succédaient : repos hebdomadaire et dominical, semaine anglaise, prolongation de l'heure de repos à midi, travaux des hommes d'équipe dans les gares, sonnerie de cloches à l'ouverture des usines, respect de la femme et de l'enfant, action des religieuses à l'usine, rôle des contremaîtres, congédiements, fixation du jour de paie, minimum de salaire, prix de la vie.

Sept ou huit ouvriers sont présents. L'abbé Six en invite deux ou trois tous les soirs pour en faire des chefs. Au bout de six mois le Cercle d'Études a formé ses militants dont le plus brillant s'appelle Jules Decopman. L'heure des réunions de masses à sonné.

En même temps, une autre initiative se développe à Roubaix. L'abbé Bataille, professeur de philosophie au Collège, nourri de *Rerum Novarum* et de l'Encyclique sur le ralliement, répète partout qu'il faut se hâter de les mettre en application. Certains professeurs s'étonnent de ses hardiesses, mais lui, en plein accord avec son supérieur, est décidé à agir. Dès la rentrée de 1892 il s'est mis à l'œuvre, aux heures

1. LAMOOT, *op. cit.*



que lui laisse son professorat chargé. Il organise des réunions de cabaret, y convoque des ouvriers qui répondent nombreux à son appel. Il les fait parler, les écoute, les éclaire et prépare la voie aux syndicats indépendants.

Après quelques mois l'abbé Bataille fonde, au début de 1893, un syndicat complètement indépendant de toute influence patronale et qu'il appelle — intentionnellement — les « Vrais Travailleurs », le groupement se développe durant les mois suivants.

Enfin Fernand Leclercq dès avant le Congrès de Reims a constitué un petit noyau de métallurgistes Lillois, lui donne la forme d'un syndicat indépendant avec un petit bulletin *Le Peuple*.

Les 17 et 18 juillet 1893, l'Association catholique des Patrons du Nord tient sa première session depuis sa condamnation<sup>1</sup> sous le nom de « Conférences d'Études Sociales de Notre-Dame du Haut-Mont ». Les patrons se trouvent en présence de cette triple organisation constituée hors de leur influence, concurrente jusqu'à un certain point de leurs propres fondations ; le Cercle d'études de l'abbé Six à Tourcoing, le syndicat des Vrais Travailleurs à Roubaix et celui des Métallurgistes à Lille. Ces groupements ne sont pas dangereux en soi car chacun d'eux groupe à peine quelques dizaines de membres, mais chacun d'eux, du fait qu'il existe, bat en brèche le principe de l'association qui est la base du syndicat mixte, et, fait plus grave, le Congrès ouvrier de Reims, lui-même exclusivement ouvrier, s'est prononcé contre le syndicat mixte. L'initiative de l'abbé Six est née de ce congrès, celles de l'abbé Bataille et de Leclercq y ont puisé des forces nouvelles.

Telle est l'atmosphère dans laquelle s'ouvre la conférence : elle explique ce qui va suivre.

Suivant l'usage de Mouvaux, un vœu, rédigé d'avance, est soumis aux assistants qui le discutent, l'amendent à volonté. Bien entendu la question du syndicat — avec tout ce qu'elle mettait en jeu — était à l'ordre du jour, le texte suivant était soumis aux membres :

« Considérant que le vœu de l'Église traduit dans l'Encyclique du Souverain Pontife est que les catholiques s'unissent pour établir la concorde et l'harmonie la plus parfaite entre les patrons et les ouvriers par des associations entre les classes comme étant le meilleur moyen de pacification ; considérant en outre que dans l'état actuel des esprits, et au sein de l'antagonisme social du temps présent, l'organisation syndicale des classes, en séparation l'une de l'autre, ne peut qu'aggraver cet antagonisme, *repousse le principe des syndicats séparés et émet le vœu qu'il soit établi, de plus en plus des syndicats mixtes en vue de rapprochement.* »

Aussitôt l'abbé Bataille intervient, il rappelle que Léon XIII a recommandé expressément aux ouvriers de s'organiser eux-mêmes et de joindre leurs forces entre eux ; il pense que le texte du vœu vise le syndicat des Vrais Travailleurs, constitué à Roubaix à côté du syndicat

1. Voir ci-dessus, ch. IX.

mixte. L'aumônier, le R. P. Doyotte lit le passage incriminé de *Rerum Novarum* d'où l'abbé Bataille conclut que Léon XIII recommande également les syndicats indépendants et les syndicats mixtes, donc « son intention bien arrêtée est de continuer à faire appel aux ouvriers pour les associer ensemble en un syndicat d'ouvriers en dehors de N.-D. de l'Usine et dont aucun patron ne pourra faire partie. »

Le R. P. Breck <sup>1</sup> ajoute qu'il faut se garder de se faire illusion « un syndicat purement ouvrier est un mythe : les ouvriers n'en sont pas capables. »

Le P. Doyotte cherche un compromis dans le Cercle d'études. « Que M. l'abbé Bataille nous permette de lui dire l'ambition que nous voudrions avoir à sa place, avec son intelligence, son influence et son zèle. Au lieu de fonder des syndicats séparés dont les graves inconvénients sont reconnus par toute cette assemblée, nous fonderions au profit des ouvriers, et nous multiplierions dans Roubaix socialiste, des Cercles d'études sociales, y introduisant l'ouvrier, dissipant ses préjugés et ses erreurs, lui montrant dans le syndicat mixte la réalisation de ses plus légitimes espérances et l'amenant à former avec les patrons et les ouvriers ses frères, la grande armée de la paix. »

L'abbé Bataille : « La chose est impossible précisément à cause de l'union trop intime de la religion avec les associations : le syndicat et la confrérie sont tellement mêlés ensemble que la plupart des ouvriers refusent de donner leur nom au syndicat parce qu'ils répugnent d'entrer dans la confrérie. L'ouvrier se plaint aussi de ce que dans les réunions du syndicat mixte on écarte par système la discussion de toutes les questions qui divisent aujourd'hui patrons et ouvriers. »

Après cette passe d'armes, le P. Breck fit retirer les mots « repousse le principe des syndicats séparés » et la conférence vota le texte si explicitement favorable au syndicat mixte.

Le vœu de Mouvaux s'oppose au vœu de Reims. Le conflit est déclaré sur les principes par l'opposition des deux congrès et dans les faits par la concurrence des deux formes syndicales du Nord.

Quand il vient à Tourcoing, Harmel visite le Cercle de l'abbé Six. Il paraît frappé de ses méthodes : « chacun des membres du petit Cénacle, dans un estaminet, organisera une série de conversations pour la propagande chrétienne sociale, à l'instar des socialistes qui ont actuellement à Tourcoing 14 centres qu'ils appellent leurs écoles » et il ajoute ce cri du cœur : « Quel charme d'échanger les idées avec ces jeunes ouvriers de 21 à 28 ans remplis d'enthousiasme, connaissant à fond le milieu où ils vont travailler, c'est par les hommes du peuple que nous pourrons lutter contre le socialisme. »

Quelle allait être la réaction d'Albert de Mun. N'écrivait-il pas à Guérin en 1891 : « Harmel est un démocrate presque un démagogue ! » Mais s'il se méfie des entraînements démocratiques d'Harmel, Albert de Mun se méfie tout autant de certaines tendances patronales. A la

1. L'aumônier des Établissements Féron-Vrau.

fin de 1891, il devait aller à Fourmies, invité par les patrons pour parler aux ouvriers. Il décommanda ce voyage avec cette explication laconique mais significative : « Je ne vais plus à Fourmies, il a apparu nettement que j'y aurais été le prisonnier des patrons et leur homme vis-à-vis des ouvriers, et c'est ce que je ne veux à aucun prix <sup>1</sup>. » Voilà les deux termes entre lesquels de Mun formera son jugement.

Or il est franchement favorable aux innovations, et il le témoigne à plusieurs reprises : le 5 novembre il vient au Val présider la fête des conscrits. Quinze jours plus tard, à Saint-Brieuc, il formule son opinion sans équivoque : « Aujourd'hui il (Harmel) nous entraîne vers un développement nouveau que, quant à moi, je regarde comme une grande espérance pour l'avenir : je veux dire les Congrès ouvriers. On s'en est effrayé, on s'en effraye encore, on s'en effrayera longtemps, et pourtant, comment arriver à connaître les ouvriers, à savoir leurs pensées, leurs besoins, leurs revendications ? Est-ce seulement dans nos Congrès, où nous sommes entre nous, et où nous paraissions ainsi aux ouvriers ou suspects ou incompétents ? Vous avez lu les comptes rendus du Congrès de Reims. Il s'en prépare un pour 1894. J'y applaudis d'avance, et je voudrais que tous les cercles, tous les syndicats, tous les groupes ouvriers chrétiens s'y fassent représenter : ce sera le véritable apprentissage de l'organisation professionnelle, de la représentation des intérêts populaires... » Et de conclure : « Il n'y a pas à mes yeux d'œuvre plus urgente et plus nécessaire <sup>2</sup>. »

Et quelques jours après, A. de Mun faisait plus. Après avoir refusé en novembre 1891 l'invitation des patrons de Fourmies, il se rend à l'invitation de deux syndicats ouvriers Lillois, (Leclercq, en effet, venait d'inspirer la constitution d'un petit groupe syndical dans l'industrie textile sur le modèle de celui qu'il avait constitué dans la métallurgie). Leclercq organisa une réunion de 2.500 personnes dont près de 2.000 ouvriers. Le syndicat des Vrais Travailleurs était représenté par une importante délégation. De Mun confirma son adhésion de Saint-Brieuc. « Ensuite, racontait-il, j'ai rendu visite au syndicat où j'ai pu m'entretenir de la manière la plus cordiale et la plus intéressante avec les ouvriers. Il y a là une œuvre des plus vivantes et destinée, je le crois, à un grand avenir ; le petit journal *Le Peuple*, fondé et dirigé par les syndicats, mérite d'être suivi avec beaucoup d'attention et de sympathie. Ces groupements populaires sont le commencement d'un mouvement général nettement anti-socialiste, que nous ne saurions trop vivement encourager.

Cette opinion favorable n'était pas celle de tout le monde. Il y eut de nombreuses critiques, mais Harmel paraît s'être placé au-dessus ; il écrivait à Victor Berne, animateur du mouvement à Lyon : « Ne perdons pas le temps de répondre aux morts ! Allons à la vie ! »

La conférence de Mouvaux nous a donné une idée de ces critiques.

1. *Lettre à Geoffroy de Grandmaison*, 20 novembre 1891.

2. G. GUITTON, *op. cit.*



Le débat qui s'institua devant le Comité général de l'Œuvre des Cercles nous en offre une autre.

Le 8 novembre 1893 <sup>1</sup> Harmel déposait une proposition tendant à convier les fondations de l'Œuvre à participer au Congrès ouvrier en préparation pour 1894. Le 6 décembre <sup>2</sup> l'abbé Charles Maignen, neveu du fondateur, se faisait auprès du comité l'interprète de l'opposition que soulevait cette proposition. « L'Œuvre, dit-il, c'est la Contre-Révolution, c'est-à-dire l'invocation des principes et des pratiques inverses de celles de la Révolution, par le retour à l'esprit, aux traditions et aux institutions des siècles chrétiens de notre histoire. Certes les ouvriers y avaient leurs droits propres établis et garantis par l'organisation des corps de métiers. Mais ils n'étaient pas constitués pour cela en un IV<sup>e</sup> État inorganique, sans hiérarchie, sans cadres professionnels et sans autre loi que celle du nombre. Or, on n'aperçoit que cela dans les congrès ouvriers qui sont une création des socialistes.

« Que si l'on veut établir les légitimes revendications des ouvriers ce sont les cahiers des métiers, c'est le mouvement du centenaire de 1789 qu'il faut reprendre, parce qu'il est essentiellement traditionnel et contre-révolutionnaire, en donnant une voix par corps et non par tête à chacun des éléments de la profession appelés à se concerter sans se confondre. Ce serait un mouvement organique en place d'un mouvement tumultuaire. » Le directeur du Cercle Montparnasse conclut que le Comité ne peut engager officiellement ses fondations à participer au Congrès mais qu'il y aurait lieu de reprendre le mouvement de 1889 et de lui rattacher les Congrès. Cette manière de voir est très éloignée de celle d'Harmel qui dénonçait l'absence complète de toute participation populaire au Contre-Centenaire.

Le 13 décembre Harmel répondit <sup>3</sup> : « Il existe un mouvement populaire important dans plusieurs localités : Reims, Calais <sup>4</sup>, Tourcoing, Lille. Ce sont des ouvriers qui veulent recouvrer leurs libertés en défendant le drapeau du Christ. » L'Œuvre doit participer à ce mouvement, l'appuyer et s'efforcer de le diriger, tout en laissant aux ouvriers une certaine responsabilité qui sera pour eux une garantie de sagesse.

Albert de Mun soutient ce point de vue : toujours réaliste et objectif il constate que le mouvement existe. « L'Œuvre ne peut s'en désintéresser sous peine de faire preuve d'impuissance. »

Une discussion s'institue : plusieurs orateurs reprennent les arguments de l'abbé Maignen. Quelques-uns craignent, dit le procès-verbal, que ces réunions (les Congrès) ne tiennent pas compte de la nécessité d'une hiérarchie sociale et que l'Œuvre semble favoriser la constitution

1. P.-V., 8 novembre 1893.

2. P.-V., 6 décembre 1893.

3. P.-V., 13 décembre 1893.

4. Harmel reste sous l'impression optimiste qu'il a emportée de Calais. Rien dans la suite n'indique qu'un mouvement démocrate chrétien ne se soit développé dans la ville.

d'un parti ouvrier. Finalement la séance est levée sur le vote d'un texte édulcoré <sup>1</sup>.

En dépit de ces critiques les Cercles d'études poursuivaient leurs travaux. Nous disposons de quelques précisions sur leur fonctionnement au début de 1894. Un effort avait été fait pour l'établir sur une base uniforme. On en trouvait à cette date non seulement à Reims, mais à Nantes, Lunéville, Lille et Tourcoing. Les séances réunissaient de 25 à 30 membres. A chaque réunion un président élu dirigeait la discussion. Un prêtre, toujours le même, versé dans les questions sociales, assistait à la séance et participait aux débats.

Il est indéniable, reconnaît Harmel, que les esprits des ouvriers, même ceux qui viennent à nous, ont une forte tendance à se tourner vers les doctrines socialistes. « L'enseignement d'un théologien est dès lors nécessaire pour empêcher les discussions de dévier et pour rectifier les fausses idées dont beaucoup d'excellents ouvriers sont les premières victimes. » Le prêtre en même temps qu'il apporte ses soins à ouvrir les esprits à ce qu'Harmel appelle les « solutions vraies », exerce un apostolat constant pour conquérir les âmes des sociétaires. Sa présence offre donc selon le « Bon Père » une « double et nécessaire garantie ». On voit par là comment le prêtre s'est trouvé de plus en plus associé au mouvement ouvrier. Il l'était au départ de par le fonctionnement même du Cercle d'études. Il l'a été plus intimement au fur et à mesure que se révélait la nécessité de combattre le socialisme dans l'esprit des sociétaires et la possibilité d'exercer sur eux en complément de l'éducation sociale, une véritable influence religieuse.

L'abbé Six considéra que la formation donnée en particulier et chaque soir pendant six mois à deux ou trois ouvriers de son Cercle d'études était désormais suffisante pour les transformer en militants. Le 28 janvier 1894, à 16 heures 30, se tint la première réunion publique, dont le but était de combattre le socialisme dans la masse ouvrière, en proposant des réformes sociales. Jules Decoopman, le meilleur élève de l'abbé Six, parla aux ouvriers : il fit un large exposé des revendications ouvrières. Cesont les réformes pour lesquelles nous avons vu lutter Albert de Mun : limitation du travail des femmes et des enfants, protection de la famille, suppression du travail de nuit, repos dominical, assurances contre les accidents du travail, le chômage, la retraite et enfin la personnalité civile et droit de posséder pour les syndicats. Le succès de cette réunion décida l'abbé Six à les multiplier tandis qu'en février il créait le second Cercle d'études suivi d'un troisième en juin.

Tels sont les faits principaux qui jalonnent l'histoire des progrès du mouvement ouvrier catholique. Ils peuvent se résumer en ceci : le développement d'un mouvement catholique et social nouveau, qui pro-

1. Celui-ci : « Les Comités locaux sont invités à étudier et à faire étudier par leurs Cercles et les autres associations ouvrières sur lesquelles ils ont une influence, les questions du prochain Congrès ouvrier de Reims, et dans la mesure du possible à organiser la représentation de leurs groupes à ce Congrès. »

gresse régulièrement en dépit des circonstances parfois délicates ; et en face de lui une double opposition de tendance se recrutant à la fois chez les industriels du Nord, inquiets de voir battre en brèche leur système d'action sociale catholique et chez les catholiques conservateurs de l'Œuvre des Cercles qui ne comprennent pas ce mouvement nouveau et se méfient de ses progrès.

## LE SECOND CONGRÈS OUVRIER (1894)

C'est dans ces conditions que s'ouvrit le second Congrès de Reims, le 12 mai 1894. Congrès national cette fois, des Cercles chrétiens d'études sociales.

Comme l'année précédente, Robert le présidait. Quelques semaines avant, le cardinal Rampolla, dans une lettre publique à Harmel, avait dit la joie, la bienveillance toute spéciale et l'intérêt de Léon XIII pour ces travaux. Aussi les congressistes n'avaient-ils eu aucune peine cette fois à trouver un cadre, le très beau pensionnat des Frères de la Doctrine Chrétienne. Une longue liste de membres honoraires apportait leur patronage au Congrès <sup>1</sup>.

Dans son discours inaugural, Robert tint à marquer la filiation qui rattachait le Congrès aux Cercles d'études ; le programme des Cercles est celui du Congrès. « Nous chercherons dans la doctrine de l'Église et dans les encycliques du Pape Léon XIII la solution du problème social. »

164 associations et œuvres ouvrières diverses avaient répondu aux pressants appels des organisateurs et adhéré au Congrès. Mais sur ce nombre 72 seulement étaient effectivement représentées, pour la plupart des Cercles chrétiens d'études sociales. D'où venaient-elles ? Plus des deux tiers du Nord-Est, du Nord et de l'Ile-de-France ; les autres d'un peu partout à travers le pays <sup>2</sup>.

1. GUITTON, *op. cit.* On y trouvait le Cardinal Langenieux et Mgr Coullie, archevêque de Lyon ; Albert de Mun, Louis Milcent, de Gailhard-Bancel, de Marolles, des professeurs : Claudio Janet, de Lapparent ; des Industriels : Mame, Fournier, Marcellot, Féron-Vrau, etc....

2. Les 72 associations adhérentes se répartissent comme suit :

Champagne . . . . .	25
Nord . . . . .	13
Ile-de-France . . . . .	11
Lorraine et Franche-Comté . . . . .	3
Bourgogne-Nivernais . . . . .	2
Lyonnais . . . . .	2
Anjou-Vendée-Maine . . . . .	3
Bretagne . . . . .	3
Normandie . . . . .	1
Orléanais-Touraine-Berry . . . . .	4
Limousin-Auvergne . . . . .	1
Provence . . . . .	4

Champagne (Marne, Haute-Marne, Ardennes, Aube).

Nord (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, Aisne).

Ile-de-France (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir).

Lorraine et Franche-Comté (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Doubs, Vosges, Jura, Haute-Saône).



Le programme de travail est réparti en quatre ordres de sujets : les intérêts généraux des ouvriers, l'usine, les associations, et enfin les questions économiques : au total dix-sept questions <sup>1</sup> sont posées à l'assemblée.

600 congressistes se retrouvent à Reims ; des ouvriers et employés, pionniers de petits groupes locaux tels Decoopman de Tourcoing, Leclercq de Lille, Payan de Reims, Chambrot de Blois, Dombary-Schmidt de Charleville et Le Chevallier de Paris. Quelques aumôniers sont venus : l'abbé Six, l'abbé Lemire, nouveau député du Nord, l'abbé Rabier correspondant d'Harmel à Blois, l'abbé Baye de Paris, etc...

La liste des rapports confirme l'impression d'un mouvement étroitement localisé, presque tous en effet viennent du Nord, du Nord-Est et de Touraine <sup>2</sup>.

Les travaux rappellent ceux de l'année précédente : le ton reste le même, les études sont conduites dans le même esprit. Mais une participation plus importante et élargie nous vaut des informations plus nombreuses et plus intéressantes qu'en 1893. A ce titre, la documentation du Congrès de 1894 peut être considérée comme une mine de renseignements sur l'activité des œuvres sociales et le développement du mouvement.

Que trouve-t-on dans les vœux détaillés du Congrès ? Les tendances de l'année précédente mais nettement précisées, sinon forcées. Les congressistes demandent une presse plus accessible à leurs préoccupations, et notamment, une ou deux fois par semaine, une « chronique des intérêts du travail » assez détaillée et assez intéressante pour attirer l'attention de l'opinion publique <sup>3</sup> ; un Comité ouvrier assurerait la documentation du journal.

Bourgogne-Nivernais (Côte-d'Or, Yonne, Saône-et-Loire, Nièvre).

Lyonnais (Rhône, Loire, Ain, Savoie, Haute-Savoie).

- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| 1. Intérêts généraux des ouvriers | 1. Dimanche.  |
|                                   | 2. Famille.   |
|                                   | 3. Presse.  |
| Usine.....                        | 4. Salaire.   |
|                                   | 5. Conseils d'usine.  |
|                                   | 6. Conseils de conciliation et d'arbitrage.                     |
|                                   | 7. Hygiène.   |
|                                   | 8. Cercles chrétiens d'Études sociales, Relations, Fédérations. |
|                                   | 9. Syndicats mixtes.  |
| Associations .....                | 10. Syndicats ouvriers.   |
|                                   | 11. Représentation des intérêts.                                |
|                                   | 12. N.-D. de l'Usine.   |
|                                   | 13. Sociétés de secours mutuels.                                |
|                                   | 14. Coopératives de Consommation.                               |
| Questions économiques .....       | 15. Caisses de retraite.  |
|                                   | 16. Caisses de prêts gratuits.                                  |
|                                   | 17. Secrétariats du Peuple.                                     |

2. Tous ces renseignements sont empruntés à la relation officielle du Congrès : *Compte rendu du II<sup>e</sup> Congrès ouvrier chrétien*, Reims, mai 1894, 540 p., in-8°.

3. Voici l'essentiel de ce texte : « Le Congrès émet les vœux suivants : 1<sup>o</sup> Que les ouvriers des villes et des campagnes s'occupent spécialement dans leurs syndicats d'avoir un organe périodique de leurs intérêts. Que cet organe soit au moins hebdoma-

Le Congrès souhaite l'extension du cadre et des libertés de la mutualité. A la demande de Mgr Petit, directeur de l'Œuvre dominicale de France, il émet un vœu en faveur du repos du dimanche <sup>1</sup>, d'autres sur la multiplication des Cercles d'études, le développement des coopératives, l'aide à la famille <sup>2</sup>. Il combat le travail de nuit <sup>3</sup>, et demande un horaire commun du travail pour les hommes, les femmes et les enfants, seule garantie d'une vie commune au foyer ; la mère doit pouvoir y demeurer afin d'élever ses enfants. Les sorties de l'école devront coïncider avec celles de l'usine et le temps du repas porté à une heure et demie.

Le Congrès envisage une politique du logement <sup>4</sup>, recommande les conseils de conciliation et d'arbitrage, le développement de l'hygiène et surtout la représentation des intérêts <sup>5</sup>. Il se déclare favorable à la caisse de retraite syndicale <sup>6</sup>.

Mais le plus important de ces vœux traite du salaire <sup>7</sup>. Il cherche à

faire et local et qu'il s'aide dans sa rédaction et dans son impression d'autres journaux pour l'éclairer ; 2° Que le concours des journaux actuellement existants soit sollicité pour obtenir au moins une fois par semaine, si non deux fois, une « chronique des intérêts du travail assez détaillée et assez intéressante pour attirer l'attention de l'opinion publique ; 3° Que dans tous les cas un comité ouvrier soit formé pour recueillir les renseignements utiles et réuni chaque semaine pour les communiquer à la rédaction du journal adopté. »

1. Que le travail du dimanche soit partout supprimé, et que le repos soit assuré par l'arrêt du samedi après-midi.

2. Celui-ci demande notamment... « que l'école ménagère soit rendue obligatoire dans toutes les écoles de filles, que des travaux professionnels élémentaires, spécialement les travaux agricoles, soient enseignés dans les écoles de garçons. Que l'autorité des parents soit favorisée dans l'atelier, qu'il s'agisse de l'admission, du départ ou du renvoi des enfants ainsi que dans le travail en rapprochant les membres de la même famille.

Que cette autorité soit également favorisée à la campagne par des mesures effectives pour éviter la dispersion des enfants...

Qu'on revise l'assiette de l'impôt et que, dans une mesure juste on exonère les familles ouvrières nombreuses.

Qu'on supprime les frais de succession pour les petits héritages.

Qu'on revise la loi millitaire du 27 juillet 1889 qui enlève à la famille ouvrière ses soutiens naturels et qu'on revienne aux exemptions accordées par l'article 17 de la loi de 1872.

3. Que le travail de nuit soit interdit absolument pour les femmes et qu'il ne soit toléré pour les hommes que sur l'avis des conseils d'arbitrage de la profession.

4. Que la loi facilite la fondation de sociétés de logements, comme en Angleterre et en Belgique, afin d'assurer à la famille de l'ouvrier un foyer convenable et indépendant autant que possible.

Que la loi rende insaisissable la maison, le mobilier, l'outil et le petit champ de l'ouvrier ainsi que le petit domaine rural que peut exploiter une famille et les instruments de travail y afférant.

5. Que les pouvoirs publics favorisent la formation des groupements professionnels relatifs à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, aux arts et métiers et aux professions libérales.

2° Que ces groupements soient à la base de l'élection du Sénat qui compléterait ainsi notre pouvoir législatif pour la représentation des intérêts.

6. Que des caisses de retraite soient fondées autant que possible par des syndicats, et comme corollaires des sociétés de secours mutuels, que vu le taux actuellement insuffisant des salaires, ces caisses de retraite obtiennent l'aide des patrons, des membres honoraires et de l'État, celui-ci n'ayant toutefois sur elles qu'un droit de surveillance.

7. Considérant que la situation difficile faite à l'industrie par la concurrence étrangère ne permet pas toujours de demander aux patrons l'augmentation directe du salaire,

protéger l'ouvrier contre les différents facteurs susceptibles de faire baisser le salaire et notamment la concurrence étrangère, la saisie-arrêt avec les frais judiciaires qui en résultent, et les conditions draconiennes de l'adjudication des travaux publics.

Si tous ces vœux témoignent chez les congressistes d'une étude attentive de leur situation morale et matérielle et d'une volonté de l'améliorer dans le cadre de l'organisation existante, — quelque peu réformée — on peut dire que l'intérêt des assistants fut surtout retenu par le problème syndical.

Fidèles à la consigne qu'ils avaient reçue, les délégués de Roubaix avaient fait une active propagande autour d'eux en faveur du syndicat mixte.

En arrivant au Congrès, ils s'empressèrent de publier les avantages de cette formule et d'inviter toutes les professions à s'organiser de la sorte. Cette proposition présentée de la façon la plus régulière laissait « l'entrée de jeu » aux tenants du syndicat mixte, contrairement à ce

que cette situation anormale, dont les conséquences malheureuses pèsent surtout sur les travailleurs, ne peut aboutir qu'à une catastrophe sociale.

Considérant d'autre part que l'organisation du travail et le paiement du salaire tels qu'on les pratique le plus souvent, sont mal réglés, et cela au détriment de la vie de famille et des droits sociaux des ouvriers. Que la loi ne protège pas suffisamment le salaire indispensable à l'ouvrier pour vivre.

Le Congrès émet les vœux suivants :

ARTICLE 1. — Que la législation protège l'industrie nationale contre la concurrence étrangère par les droits sur des objets manufacturés passant la frontière.

ART. 2. — Que la représentation professionnelle entre dans les pouvoirs législatifs pour la part qui lui est due.

ART. 3. — Que le travailleur français soit protégé contre l'invasion du pays par le travailleur étranger soit par des taxes imposées à l'ouvrier étranger, soit par tout autre moyen à trouver par le législateur.

ART. 4. — Que les adjudications soient réservées exclusivement aux ouvriers français avec fixation de minima de salaires afin d'enrayer la dépréciation continue du travail.

ART. 5. — Que les patrons établissent entre eux et leurs ouvriers des rapports pacifiques et cordiaux, cherchant à augmenter le salaire, ou tout au moins à fonder des institutions économiques propres à suppléer à son insuffisance ; qu'ils s'occupent surtout d'étudier le fonctionnement de la caisse de famille, telle qu'elle existe au Val-de-Bois et d'en fonder au plus tôt soit dans chaque usine séparément, soit dans les syndicats.

ART. 6. — Que l'emploi industriel de la femme soit restreint et que si son travail équivaut à celui de l'homme, il soit rémunéré de la même façon.

ART. 7. — Que le salaire des apprentis et des auxiliaires en général soit versé directement par la caisse patronale aux intéressés ou à leurs familles s'ils sont mineurs.

ART. 8. — Que pour faciliter la remise intégrale du salaire à la mère de famille et pour éviter les achats le dimanche, la paie soit faite de préférence dans la matinée du vendredi.

ART. 9. — Pour ce qui regarde la saisie du salaire : 1° en aucun cas la saisie-arrêt ne pourra s'exercer sur plus d'un dixième (1/10<sup>e</sup>) du salaire de l'ouvrier ; 2° les frais de justice en matière de saisie-arrêt seront proportionnels à la créance et ne pourront en aucun cas s'élever au-dessus d'un dixième (1/10<sup>e</sup>) de la créance ; 3° les juges de paix seront seuls compétents en matière de saisie-arrêt du salaire ; 4° la procédure en matière de saisie-arrêt sera toujours précédée d'une tentative de conciliation devant le Juge de Paix qui pourra donner ou refuser le permis de citer contre l'ouvrier.

ART. 10. — Qu'un minimum de salaire pour les adjudications publiques soit établi et fixé dans chaque région d'après l'avis des Chambres de travail de chaque profession, établies même pour celle du manouvrier suivant le projet de loi déposé par M. le Député Lemire.



qui s'était passé l'année précédente. Après un mouvement de surprise chez ses partisans, F. Leclercq vint à la tribune défendre la motion du Congrès de 1893.

Devant l'opposition si nette des deux thèses Harmel est prié, à titre de membre consultatif, de donner son avis. Il le fait en termes mesurés. Il commence par affirmer qu'il voit dans le syndicat mixte la forme la plus parfaite de l'association professionnelle. Mais pour arriver à ce degré d'entente, Harmel veut que le patron laisse à l'ouvrier cette juste liberté qui lui permet d'exprimer ses désirs et de s'habituer à diriger ses propres affaires. Le syndicat mixte n'aura de valeur que dans la mesure où il satisfera à ces principes. En un mot, le syndicat mixte, à base de confiance mutuelle, est un point d'arrivée. A Tourcoing le syndicat mixte réunit à peine 16 filateurs ou tisseurs. En s'en tenant à la proposition déposée on risquerait d'abandonner la masse ouvrière aux socialistes. Il conclut en proposant de laisser chacun libre d'essayer de l'une ou de l'autre forme, sans préjuger du développement exclusif de l'une d'elles.

Ce souhait conciliant ne ramena pas le calme. On convint alors de nommer une commission afin d'étudier le texte du vœu. Sept ouvriers la composèrent<sup>1</sup>. Le surprenant résultat de ces travaux fut de faire voter le vœu de Roubaix assorti de l'épithète « effectif » dans le texte suivant : « La formation des syndicats mixtes effectifs dans chaque profession doit être le but de nos efforts<sup>2</sup>. »

De ces débats on peut, semble-t-il, retenir deux faits. d'abord le Congrès de 1894 paraît contredire le Congrès de 1893. Contradiction plus apparente que réelle, car dans les deux cas il y a eu une manœuvre. En 1893 le groupe Leclercq a pris l'initiative du débat et obtenu un vote sur son texte, quoique tous les votants ne fussent pas également convaincus des avantages du syndicat indépendant et encore moins de l'opportunité de le prôner exclusivement. Instruits par cette expérience, le groupe patronal de Roubaix a préparé le terrain et, l'année suivante, brusqué l'opération. La commission ouvrière a constaté son grand désir de voir voter la motion qu'elle présentait. Elle n'a pas voulu ou pas osé aller à l'encontre. Plus encore, elle a voulu donner au syndicat mixte la garantie de liberté réclamée par Harmel. C'est à ce souci que répond l'introduction du mot effectif. Est « effectif » le syndicat mixte où l'ouvrier est libre d'exprimer ses désirs, voire ses critiques, sans que le patron puisse le lui reprocher. C'est dès lors un syndicat parfait et plus n'est besoin de réunions séparées. Mais c'est un idéal.

Toutes ces nuances occupent la pensée des assistants quand ils votent le vœu des patrons du Nord, malgré l'ardente protestation de Leclercq. Elles n'empêchent pas cependant l'apparence d'une préférence donnée

1. Un lillois, deux roubaisiens, deux rémois, un tourangeau et un ardennais. On remarquera que cette répartition confirme le caractère régional du Congrès à peu près uniquement recruté par le Nord, le Nord-Est et la Touraine.

2. Congrès, *op. cit.*

au syndicat mixte, et, ce qui est plus grave, l'apparence que les ouvriers se sont déjugés d'une année sur l'autre ! Le texte même du vœu est trop court, trop imprécis pour constituer une prise de position sur un sujet aussi grave et aussi controversé. Au total, ce vote crée une impression d'incertitude et de trouble chez ceux qui suivent de près l'évolution des congrès ouvriers et en attendent la lumière sur les problèmes sociaux <sup>1</sup>.

Retenons aussi l'attitude d'Harmel. Il s'est prononcé contre la motion de Roubaix. Certes ici encore on peut discerner bien des nuances de pensée. Il a reconnu l'excellence du syndicat mixte, sa supériorité dans l'absolu, plus encore, il en a un au Val-des-Bois et n'en modifie pas la constitution. Il ne recommande le syndicat séparé que là où le syndicat mixte ne lui paraît pas susceptible de réussir. Tout cela est dit avec précaution. Il n'en reste pas moins qu'il a recommandé le vote d'une autre motion, qu'il a déconseillé l'approbation de celle-ci. Cette attitude pèsera d'un grand poids sur les événements qui vont suivre.

Quelques jours après, devant l'Œuvre des Cercles, Harmel soulignait le succès du Congrès. En catholique ardent, il se félicitait de ce que durant tout le Congrès les ouvriers nombreux eussent monté une garde d'honneur devant le Très Saint-Sacrement, se relevant nuit et jour de demi-heure en demi-heure. Après avoir indiqué qu'il allait à Rome — pour y rendre compte à Léon XIII des derniers progrès — il indiquait les points nouveaux à discuter : les Cercles chrétiens d'Études sociales et la tenue de congrès ouvriers régionaux. Quant à la fédération des Cercles, à laquelle le Congrès s'était déclaré favorable, il trouvait que la question n'était pas encore mûre pour un débat. Rappelant son attachement à l'Œuvre, il ajoutait pour désarmer les critiques : « La forme populaire n'exclut nullement l'action du clergé et des vrais chrétiens dévoués aux travailleurs, elle en est au contraire le fruit ! »

La Tour du Pin invite alors le prélat Lyonnais, Mgr Petit, à dire quelques mots du Congrès. Ce jugement nuancé est intéressant : « Mgr, note le procès-verbal <sup>2</sup>, dit que les travaux des commissions ont été intéressants. La question des syndicats mixtes et syndicats séparés a été fort débattue ; les discussions, qui entraînent parfois un peu de confusion, marquaient cependant un vif désir de s'instruire et témoignaient d'une excellente préparation du programme. Le clergé, notamment M. l'abbé Lemire, a eu un rôle prépondérant dans cette assemblée. Il est certain que ces assemblées doivent être préparées avec beaucoup de soin pour avoir de bons résultats. »

À la fin de mai, de retour de Rome, Harmel informe ses collègues de l'Œuvre des dispositions de Léon XIII : « Il a été très net sur l'action populaire, telle que nous l'entendons, il a insisté sur l'importance de ramener les masses à Jésus-Christ, considérant l'apostolat du semblable

1. La réaction de l'abbé Six est très significative à cet égard. Ce vote, nous dit le Chanoine Lamote, accrut son incertitude et son trouble.

2. P.-V., 16 mai 1894.

sur le semblable comme le moyen le plus efficace <sup>1</sup>. » On le voit, et la chose est d'importance, l'approbation de Léon XIII est très explicite. On peut accepter, à la lettre, ce qu'en dit Harmel, car il poussait les scrupules à l'extrême quand il s'agissait de la religion et du Pape. Ce qu'il fait alors, il le fait avec la conviction que Léon XIII approuve son action, en désire le développement et en attend le plus grand bien pour la conversion des masses.

#### LE CONFLIT D'HARMEL AVEC LES PATRONS DU NORD

C'est dans ces conditions que va s'ouvrir le conflit entre Harmel et les patrons du Nord, ou, si l'on veut considérer les différents incidents qui précèdent comme ayant ouvert le conflit, la phase aiguë de celui-ci. Dans le Nord les syndicats mixtes sont restés dans leurs grandes lignes tels que nous les connaissons. Leurs effectifs sont constants ou s'élèvent comme celui de Roubaix qui va atteindre ses chiffres les plus élevés. Les syndicats indépendants sont beaucoup plus faibles, mais ils continuent d'exister ; ils se développent même lentement mais régulièrement. Face les uns aux autres, les syndiqués des deux sortes d'association appartiennent à des maisons différentes. Ceux du syndicat mixte viennent d'usines où les dirigeants sont catholiques pratiquants et syndiqués eux aussi. Ils représentent des maisons dont on peut dire, avec quelques réserves, qu'elles constituent un « bloc » patronal, une « entente » en matière d'œuvres sociales. Au contraire, les adhérents des syndicats indépendants se recrutaient surtout dans les usines des patrons qui n'étaient pas « sociaux » ou pas catholiques. Une telle constatation, faite par M. Paul Féron-Vrau <sup>2</sup>, justifie l'avis d'Harmel tendant à laisser se développer parallèlement les deux modes de groupement.

Les 16 et 17 juillet 1894 se tenait la conférence d'Études Sociales de Mouvaux. Ce fut là qu'éclata le conflit.

Dans ce conflit, il faut distinguer entre le débat d'idées, l'opposition des méthodes pour les appliquer d'une part et une multiplicité d'incidents de personnes d'autre part. Si les premiers appartiennent par leur essence même à ce sujet, nous ne retiendrons des seconds que quelques faits illustrant le caractère et le ton de la polémique.

Le premier jour, Harmel, à propos des Cercles d'études, insista longuement pour y faire admettre les questions controversées. Controversées entre théologiens ? demanda le Chanoine Fichaux. Non controversées à l'atelier, répondit Harmel qui sentit sur ce point une certaine réserve de la part de l'assistance.

C'est à la fin de la seconde journée qu'Harmel demande à interpeller le président du Congrès <sup>3</sup> en l'occurrence l'archevêque nouvellement

1. P.-V., 30 mai 1894. Remarquer l'expression « action populaire » qui devait faire fortune dans les milieux catholiques.

2. Paul FÉRON-VRAU, *L'Association catholique des Patrons du Nord*. Paris.

3. *Conférences d'Études Sociales de N.-D. du Haut-Mont*. Congrès des 16-17 juillet 1894, Lille, 1894, 253/80.



nommé de Cambrai, Mgr Sonnois, prélat intéressé mais peu averti des questions sociales et que les milieux démocrates chrétiens qualifieront de conservateur — sur les lectures faites au réfectoire <sup>1</sup>. Comme ces lectures ne figurent pas au procès-verbal nous ne pouvons qu'enregistrer d'une part l'accusation portée par Harmel d'une attaque effectuée au cours de cette lecture contre l'évêque de Liège et d'autre part le démenti formel que lui opposa le chanoine Fichaux.

M. Harmel. — Dans la lecture faite aujourd'hui <sup>2</sup>, on a attaqué Mgr de Liège.

Ch. Fichaux. — Pardon, M. Harmel, il n'est venu à la pensée de personne d'attaquer Mgr Doutreloux.

M. Harmel. — Alors c'est l'abbé Pottier. Or tout le monde sait que Mgr de Liège et l'abbé Pottier, c'est deux têtes sous le même bonnet. Je ne m'arrête pas à les défendre, ils sont couverts par le Pape.

Harmel montre alors à ses collègues Jules Guesde allant chaque dimanche exhorter les ouvriers au socialisme. A cette action politique tenace et habile qu'opposent-ils ? Au Parlement, il n'y a pas plus de deux ou trois députés catholiques qui s'occupent réellement des intérêts du peuple. — C'est à nous de protester, et de dire : « Nous ne sommes pas la droite, nous sommes les amis du peuple, nous entendons que nos représentants s'occupent de ses intérêts. » Voilà ce qu'il faut opposer aux chants de sirènes des députés de gauche. Quant aux industriels, ils doivent parler aux ouvriers de ce qui les intéresse, leur apprendre à se nourrir par exemple. Vous évitez les questions irritantes, abordez-les au contraire, si ce sont des questions économiques, comme le salaire, des questions morales comme le divorce.

Le peuple a des intérêts vivants. Il ne faut pas parler aux ouvriers de la lune, du soleil, des étoiles, de la Chine ou du Japon, mais de leurs intérêts. Rien que sur ce sujet Harmel se déclare en mesure d'indiquer deux cents sujets de conférence. Pour combattre les meneurs il faut instruire le peuple.

La forme de l'interpellation n'était pas de nature à faire passer la critique. Visiblement la nervosité d'Harmel l'amène à forcer l'expression de sa pensée : « Ce qu'on nous a lu aujourd'hui est insuffisant, c'est même une erreur ; nous ne pouvons faire que comme le Pape, il a mis les pieds dans le plat ; il a soulevé les questions irritantes et les a données à l'univers entier <sup>3</sup>... » Je conclus en disant : Il faut suivre le Pape nous ne pourrions rien faire de mieux, il faut aussi que nous mettions les pieds dans le plat, il nous faut parler des choses les plus dangereuses, et en parler bien, pour arriver à leur donner une solution. » Les deux aumôniers répondirent à Harmel, l'abbé Fichaux et le R. P. Doyotte, tous deux traduisirent en quelques mots très applaudis l'émotion de l'assemblée,

1. Réfectoire des membres au Congrès.

2. La lecture incriminée s'intitulait « Causeries aux ouvriers » et citait parmi les sujets éventuels une conférence sur le Siam.

3. Conférences, *op. cit.*

discutèrent certaines phrases de l'interpellation mais ne dirent rien quant au fond <sup>1</sup>.

Les patrons du Nord se séparèrent fort mécontents d'Harmel. Ces incidents restaient absolument privés, quand un journal romain *Le Moniteur de Rome* en informa le public, par un article intitulé : « M. Harmel au Congrès de Mouvaux ». En termes vagues, l'article relatait le Congrès, montrait Harmel défendant l'École de Liège et indiquant aux patrons la voie que leur traçait l'encyclique. Or, le directeur du *Moniteur*, Mgr Boeglin, laissait entendre que sa feuille était l'organe officieux du Vatican. Au moins par son caractère vague, par l'importance exagérée qu'il donnait à la défense de l'École de Liège, l'article était inexact. De plus, pour donner du relief à l'intervention d'Harmel, il la transformait en algarade. Cette publication provoqua un déchaînement de polémiques que favorisait l'absence où l'on était encore de tout compte rendu officiel du Congrès — celui-ci ne parut qu'à la fin de l'année. Harmel fut invité à démentir l'article. Si nous en croyons

1. Avant de se séparer l'Assemblée vota une « théorie du juste salaire » rédigée par l'abbé Fichaux :

1° Le salaire est une somme fixée que par contrat, et dès lors en stricte justice, le patron donne à son ouvrier comme rémunération de son travail.

2° La convention entre le patron et l'ouvrier peut varier, elle peut associer l'ouvrier aux profits et pertes, ou seulement aux profits. « Si pour éviter tout risque à l'ouvrier et lui garantir des moyens d'existence assurés, la convention stipule comme mode de rémunération, le salaire, le patron quand il l'a payé, a rempli son engagement et en justice il est quitte envers son ouvrier. »

3° Le salaire cesse d'être juste si directement ou indirectement le maître fraude sur le prix convenu.

4° Le salaire, même payé exactement d'après la convention n'est pas toujours juste parce que la convention pour être juste doit s'inspirer d'une règle d'appréciation qu'on pourrait appeler « le cours normal du salaire ».

5° Le salaire ne doit faire vivre l'ouvrier qu'en raison de son travail et de l'utilité qui en revient au patron. Il doit croître ou s'abaisser selon la mesure du travail fourni et en proportion de son utilité.

6° Le cours normal du salaire, dans les conditions du travail régulier, ne peut être inférieur aux besoins vrais de l'ouvrier.

7° Il n'y a pas au Vatican une position formelle en faveur du salaire familial.

8° Tout le monde s'accordera à trouver immoral et anti-social un taux de salaire qui affecterait de ne pourvoir qu'aux nécessités de l'ouvrier isolé, sans tenir compte des nécessités de la famille.

9° Le taux du salaire, tout en tenant compte des nécessités de l'ouvrier, ne peut se désintéresser du bénéfice du patron.

10° Le cours du salaire au point de vue des exigences légitimes du patron doit se déterminer d'après le rapport moyen du grand nombre des établissements, et non d'après le bénéfice exceptionnel de quelques maisons privilégiées.

11° Le taux pratique du salaire résulte donc de l'estimation sage des besoins de l'ouvrier et de l'évaluation raisonnable du profit des patrons en général.

12° Le taux normal du juste salaire est une sorte de « résultante accréditée » faute de quoi on ne voit pas d'éléments susceptibles de déterminer.

13° L'État ? Cela risquerait de mener au socialisme d'État. Il est difficile à l'État de ne pas favoriser l'un ou l'autre. De plus le relèvement des salaires ouvriers amènerait celui des salaires de fonctionnaires.

14° La coalition syndicale ? Le syndicat séparé ? « Le syndicat ouvrier qui entend traiter de rival à rival avec les patrons ou les groupes patronaux, pour leur imposer, de gré ou de force le salaire qu'il juge rémunérateur, peut être une douloureuse nécessité, mais il n'implique pas lui non plus, une garantie de justice et d'équité. Il n'est pas une solution, pas plus que l'état de guerre n'est l'état normal d'une société.

15° Notre solution à nous, c'est le syndicat mixte.

ses adversaires, il refusa tout d'abord. Quoi qu'il en soit, sa rectification, un peu retardée, ne satisfait pas les patrons <sup>1</sup>. Outre quelques articles et la masse des attaques verbales, le principal document de cette polémique consiste en une brochure anonyme d'inspiration patronale intitulée *M. Léon Harmel au Congrès de Mouvaux* (1894).

L'étude des reproches adressés à Harmel est sans grand intérêt vu leur caractère essentiellement personnel. Quand un débat d'idées tourne à l'aigre, les arguments font place aux invectives et les questions d'idées s'effacent derrière la questions de personnes. La critique la plus grave portée contre le « Bon Père » était sans doute celle de faire travailler la nuit.

Effectivement sept filateurs du Val, dont les métiers avaient été envoyés à l'usine filiale de Sabadel (Espagne) travaillèrent temporairement la nuit afin d'éviter le chômage, faute de machines disponibles le jour.

Jusqu'au mois de novembre la polémique reposait sur les diverses interprétations de ce qui s'était réellement passé au Congrès. Le chanoine Fichaux, le P. Doyotte y prirent une part d'autant plus active qu'ils se croyaient visés par les reproches d'Harmel — ne devaient-ils pas expliquer et commenter l'Encyclique pour les patrons ?

Bref une violente agitation résultait de ces événements sans profit pour personne. Harmel montra beaucoup de dignité, refusant de se défendre et d'envenimer la situation <sup>2</sup>. Un journal local ayant publié une lettre hostile signée de trois industriels du Nord, les ouvriers de Clarville manifestèrent en sa faveur. Quoique touché, il ne voulut pas s'y mêler : « Je suis bien résolu à garder le silence, mes amis m'approuveront j'en suis certain. L'homme n'est rien, les idées sont tout. Que ma personnalité soit plus ou moins endommagée, peu m'importe pourvu que les idées pénètrent. Et le travail se fait, je le constate partout <sup>3</sup>. » Il accueillit la publication du compte rendu du Congrès de Mouvaux par un cri de joie <sup>4</sup>. Mais l'hostilité de ses adversaires ne désarmait pas.

Dès septembre 1894, Harmel proposait un échange d'idées public, par la voix de *l'Univers* qui le soutenait. De cette suggestion, qui ne fut pas retenue par ses adversaires, retenons les trois questions dont Harmel demandait la discussion de principes : le salaire, l'action populaire, l'autorité patronale, pour préciser la portée réelle du débat.

Les patrons du Nord refusent le salaire familial, tout en reconnaissant que l'estimation du salaire serait « anti-sociale » si elle considérait l'ouvrier isolé, sans considérer les besoins de la famille. Harmel, par contre, prône et applique le salaire familial. Les patrons du Nord ne mentionnent pas

1. L'article parut fin juillet et le démenti d'Harmel, les 12 et 13 août.

2. Il remarquait mélancoliquement : « Qui paie les pots cassés ? Jésus-Christ et lui seul. Les divisions, les défiances entravent le bien, retardent son Règne. »

3. *P.-V.*, 2 octobre 1894.

4. *P.-V.*, 29 novembre 1894 : « Après quatre mois d'attente durant lesquels on a fait des articles, des lettres, des pamphlets contre moi, on s'est décidé à livrer au public le compte rendu sténographique du Congrès de Mouvaux 16 et 17 juillet. J'en ai extrait les discours qui m'ont valu tant de colère. Mes amis pourront se rendre compte par cette lecture de la bonne foi de ceux qui m'ont attaqué. »



la retraite dans leur théorie du salaire, alors qu'Harmel fait de la retraite l'une des quatre parties du salaire. Ils ne considèrent pas non plus l'escompte des coopératives d'achat qu'Harmel compte comme partie prenante du salaire et que nous avons vu attribuer au Val. Mais dira-t-on, certains patrons du Nord ne donnent-ils pas des suppléments pour charges de famille, des retraites et n'établissent-ils pas des achats groupés ? Certes quelques-uns le font, mais ceux-là même se refuseront à en faire une obligation. L'opposition est moins ici sur la nécessité d'aider l'ouvrier en aménageant son salaire (terrain sur lequel bien des patrons sont prêts à suivre Harmel quand ils ne le suivent effectivement), que sur la conception juridique de ce salaire. Pour Harmel ces aménagements sont une obligation de justice : le « *juste salaire* » dit-il. Les patrons du Nord répondent par l'article 1 de leur théorie : « Le salaire est une somme fixée par contrat, et que, dès lors en *stricte justice*, le patron donne à son ouvrier comme rémunération de son travail. » Si certains patrons vont au delà on ne peut que les en louer et les imiter, mais, ils sont au delà de la justice, ils pratiquent la charité.

Cette conception des industriels peut, semble-t-il, s'expliquer par un motif juridique, économique, politique.

Juridiquement — c'est-à-dire théologiquement, car nous raisonnons en droit chrétien — ils sont convaincus d'avoir raison. Leurs théologiens habituels acceptent cette vue, non seulement le chanoine Fichaux ou le P. Doyotte, mais encore le P. Fristot, jésuite réputé, l'archevêque de Cambrai qui a présidé leur Congrès, d'autres encore. Ils se sentent d'accord avec l'enseignement de Léon XIII.

Économiquement ils ne croient pas possible de faire à l'industrie une obligation de ces charges accrues. Nous sommes en pleine dépression économique si sensible en 1890 dans le textile, durement concurrencé en Angleterre et en Allemagne. Dans ces conditions peut-on envisager une transformation définitive du salaire ? Elle leur paraît impossible, contraire à l'intérêt de la nation et, enfin de compte, à celui des ouvriers réduits au chômage quand leur industrie ne peut plus soutenir la concurrence internationale.

Politiquement enfin les patrons catholiques du Nord se sentent peu nombreux et peu ou prou suivis par beaucoup de leurs collègues. Serait-il habile de venir aggraver des charges qui déjà paraissent rebuter le plus grand nombre ?

Le second point du litige, l'action populaire opposait les deux parties sur une question de méthode. Faut-il traiter les ouvriers comme des élèves et leur donner une éducation ? Faut-il les traiter comme des hommes et discuter avec eux des questions qui les préoccupent ? Remarquons qu'Harmel était d'autant plus attaché à cette seconde opinion qu'elle justifiait indirectement les congrès ouvriers ; les cercles d'études s'inspirent de cette idée : les ouvriers s'y forment eux-mêmes, l'aumônier n'étant en titre qu'un conseiller. De cette conception résultera le choix des sujets de conférence, prétexte du débat. Une

conférence sur le Siam s'inscrira dans un programme de formation générale et de vulgarisation, tandis qu'une conférence sur le salaire entraînera inévitablement une prise de position sur des questions litigieuses. Les patrons jugeaient de tels sujets inopportuns puisqu'ils étaient prétextes à discussion. Par delà ce refus ils ne considèrent pas l'ouvrier suffisamment mûr pour aborder de tels sujets. Harmel pense que l'ouvrier n'a pas tout à fait le degré de formation voulu, mais que l'étude et la discussion avec ses camarades dans les cercles et les congrès suffira à lui faire franchir cette dernière étape.

Enfin l'autorité patronale ne serait-elle pas mise en péril par ces réunions ouvrières qui se proclamaient syndicats indépendants et qui battaient en brèche une formule qu'Harmel avait longtemps défendue et qu'il continuait d'appliquer ? Les patrons le pensaient et le craignaient d'autant plus qu'à Tourcoing, Harmel, on s'en souvient, avait obtenu que les ouvriers pussent se réunir entre eux à l'intérieur de l'usine.

Harmel répondait que ces pratiques n'allaient pas à l'encontre de l'autorité patronale et que celle-ci serait mieux garantie quand règnerait une véritable paix sociale, terme de ses efforts.

Si nous considérons maintenant quelques documents relatifs à cette polémique, nous voyons revenir, semble-t-il, quatre motifs principaux du malentendu.

D'abord une attitude opposée à l'égard de l'École de Liège. Cette opposition s'explique parce que l'École de Liège soutenait le point de vue d'Harmel notamment en matière de salaire. Ici encore le conflit prend l'aspect d'une question personnelle : on est pour ou contre l'albé Pottier, âme de l'École. Harmel, nous l'avons vu, n'hésite pas à lier la cause de Pottier à celle de Mgr Doutreloux et à celle du Pape.

La brochure anonyme riposte : « Nous ne voyons pas davantage en quoi nous manquerions au respect et à la vénération que nous devons à l'auguste Pontife sous l'autorité duquel on s'abrite pour nous enjoindre d'aller à l'École de M. Pottier. Il nous semble encore une fois que l'on peut demeurer bon catholique et s'affirmer serviteur sincère et soumis du Chef de l'Église, sans qu'il soit pour cela nécessaire de passer par Liège et sans que devienne obligatoire l'attestation de M. Pottier <sup>1</sup>.

Le second motif est celui des sujets à traiter devant l'ouvrier. Aux sujets de vulgarisation, Harmel oppose l'abord direct des « questions irritantes ». L'expression « questions irritantes » était de nature à fausser le débat : il y avait des sujets, le salaire familial par exemple, qu'Harmel avait été le premier à éviter. Il n'en reste pas moins que les patrons du Nord n'étaient pas prêts à traiter certains sujets préconisés par Harmel.

Un troisième motif paraît être celui-ci : Harmel n'a pas dit, mais le *Moniteur de Rome* lui fait dire que les patrons ne connaissent pas assez l'Encyclique. Il semble bien en lisant le texte de son intervention qu'il l'a pensé. Dans la mesure où son texte ne leur est pas familier,

1. Brochure, *op. cit.*, p. 22.

les patrons risquent des objections au propagateur infatigable de l'Encyclique.

Quant au dernier sujet de conflit qui revient sans cesse dans cette polémique, la question syndicale, nous avons vu comment elle s'était posée depuis le 1<sup>er</sup> congrès de Reims. « L'évolution » d'Harmel, incomprise de ses adversaires, constitue un grief sans cesse renouvelé.

L'hiver vint laissant chacun sur ses positions. Situation affligeante pour les catholiques, car elle tendait à absorber en un conflit stérile les forces vives du catholicisme social, et à dérouter les bonnes volontés des plus jeunes <sup>1</sup>.

### L'ARBITRAGE DE LÉON XIII

Ainsi en jugea Léon XIII quand il manda les deux parties à Rome. Le 7 février Harmel proposait à Camille Féron-Vrau de l'accompagner au Vatican. Malade depuis quelques mois, celui-ci n'avait pas assisté au Congrès de Mouvaux — sa présence aurait-elle détourné l'orage ? — et ne s'était pas mêlé aux polémiques subséquentes. Il était donc tout désigné comme négociateur, compte tenu de la grande autorité dont il jouissait auprès de ses collègues, auprès de qui il avait multiplié les démarches de conciliation. Il a raconté comment au départ — le 18 mars — il avait trouvé Harmel l'esprit prévenu, le cœur ulcéré, quand il avait abordé le sujet qui les réunissait <sup>2</sup>. Sa résignation n'arrivait pas toujours à dompter l'amertume des derniers mois. Féron-Vrau se demandait ce qu'il pourrait faire à Rome où l'autorité d'Harmel était si grande, si le « Bon Père » ne lui venait pas en aide. Mais le désir du Pape suffit pour ramener Harmel à pardonner. A Rome il fut reçu avec toutes les marques de confiance. Et aussitôt — Féron-Vrau et lui — d'élaborer une « Déclaration » qui après avoir été présentée au cardinal Rampolla fut soumise à Léon XIII.

Mgr Baunard analyse en ces termes le texte qui apparaît comme un traité de paix mettant un terme à cette querelle fratricide :

« En résumé, par cet acte basé sur l'Encyclique *Rerum Novarum* :

1<sup>o</sup> Les patrons se pénètrent de plus en plus des devoirs qui leur incombent et continueront leurs œuvres d'usine : syndicats mixtes, conseils d'usines, sociétés de toutes sortes, propres à améliorer le sort des ouvriers et à tenir ensemble ceux qui doivent former comme une seule famille.

2<sup>o</sup> Les ouvriers étudieront dans leurs réunions les enseignements du Saint-Siège auxquels ils se conformeront soit en entrant dans les syndicats mixtes, soit en formant entre eux des syndicats ouvriers pénétrés de l'esprit chrétien.

3<sup>o</sup> Les uns et les autres rechercheront et favoriseront l'action du prêtre,

1. Il faut remarquer cependant qu'Harmel prit une part extrêmement active à la préparation du Congrès du Tiers-Ordre, à ce moment même.

2. Mgr BAUNARD, *Les deux frères*, op. cit.



action doctrinale et action sociale, laquelle sera subordonnée à l'autorité de l'évêque.

4<sup>o</sup> Les uns et les autres enfin dans leurs relations s'inspireront de la largeur des principes de l'Église et des intentions du Souverain Pontife, évitant l'exclusivisme, fuyant les polémiques, tenant compte de la diversité des lieux et des circonstances, en usant d'une tolérance réciproque, qui est le droit chemin de la paix, le plus désirable de tous les biens. »

En ces quelques lignes se résume tout l'enseignement romain : chacun fera de son mieux, dans son cadre, et avec la hiérarchie ecclésiastique, pour atteindre les buts que définit l'Encyclique mais il le fera en respectant la personne et l'action des autres. La « Déclaration » ne pouvait qu'être agréable aux patrons en rendant hommage à leurs œuvres. D'autre part, elle reprenait la pensée exprimée par Harmel au second congrès de Reims en laissant le champ libre aux deux formes du groupement syndical, par là elle revient sur les Congrès de Mouvaux et le second de Reims, mais reste plus modérée que le vœu du 1<sup>er</sup> Congrès rémois.

Le 24 mai 1895 la conférence des Patrons recevait la « déclaration ». L'accueil fut, en apparence, sympathique et le texte approuvé. Il pouvait difficilement en être autrement. — Mais l'hostilité apaisée fit place à une certaine réserve qui se traduit notamment dans ces paroles du P. Doyotte : « Laissant d'autres régions moins chrétiennes et les groupes dépourvus de patrons chrétiens, maîtres de constituer chez eux des syndicats, nous nous attacherons plus que jamais à rendre prospères nos syndicats mixtes et les œuvres auxquelles ils ont donné naissance <sup>1</sup>. »

En réponse à une déclaration de paix, de telles paroles ont un accent quelque peu catégorique. L'hostilité persiste à l'égard du syndicat indépendant. En voici une seconde preuve : six semaines après avoir adressé le texte de la déclaration à tous les membres inscrits aux conférences, Camille Féron-Vrau écrivait qu'il n'avait encore reçu que trois adhésions laïques, dont l'une émanait d'Alexandre Faidherbe qui n'était pas patron. Cette réserve est bien significative.

En juillet 1895, Camille Féron-Vrau présentait au Congrès de Mouvaux un rapport sur les « Syndicats mixtes et les Syndicats ouvriers. Difficultés et conciliation ». Il y marquait avec une grande modération dans le ton, que le syndicat indépendant si chrétien fût-il — n'en demeurerait pas moins un élément de discussion et de désunion ; par là il ne courrait pas à l'union des classes. Au syndicat mixte il recommandait d'être plus fraternel dans ses paroles et dans ses œuvres.

Le conflit s'apaisa peu à peu. De nombreux incidents de personnes marquèrent encore cette année 1895, notamment lors du Congrès ouvrier de Lille ; mais la paix revenait. Elle fut définitivement rétablie lors de l'acceptation par les deux parties des « Résolutions » de Reims qui

1. *Conférences d'Études Sociales de N.-D. du Haut-Mont*, mai 1895.

reprirent au cours du Congrès National catholique, le 24 octobre 1896, les principes de la « Déclaration ».

Au fond de ce débat deux conceptions assez différentes du monde ouvrier, et par suite, de l'action sociale se sont affrontées. Il nous semble aujourd'hui que la conception d'Harmel plus réaliste, plus « avancée » est plus proche de nous. Mais à l'époque on pouvait de bonne foi hésiter. Ce qui fit la faiblesse d'Harmel vis-à-vis des patrons du Nord c'est son évolution. Ils lui en voulurent de combattre une institution dont il avait été le défenseur et dans une large mesure l'inspirateur. Ils n'ont pas compris le sens profond de cette évolution : Harmel mesurant les progrès du socialisme et jugeant le syndicat mixte et les œuvres patronales insuffisantes pour les combattre. Engagés dans un ensemble complexe d'œuvres ouvrières il leur était plus difficile d'évoluer. Ayant la responsabilité économique d'une profession et constituant la minorité agissante d'un milieu hésitant il leur était difficile d'assumer les lourdes charges, qu'Harmel seul en son Val, n'hésitait pas à s'imposer.

La vitalité du « Bon Père » l'impérieuse conviction d'avoir raison ne lui a pas toujours permis de ménager les susceptibilités de ses collègues autant qu'il aurait désiré : « Je tremble toute la journée de trop dire ou pas assez. » Enfin Harmel apparaissait de plus en plus comme le Chef, le porte-drapeau de ces nouveaux venus à l'action catholique : les ouvriers et les prêtres démocrates des Cercles d'études et des réunions ouvrières. Hommes nouveaux que le haut-clergé — l'archevêque de Cambrai par exemple — la bourgeoisie catholique, le patronat considéraient avec une méfiance grandissante à mesure qu'ils se multipliaient et s'affirmaient. Les nouveaux venus créaient des syndicats et des œuvres indépendants qui s'opposaient partout aux œuvres existantes par la force des choses. Et bien souvent, croyons-nous, quand ils attaquaient Harmel, les patrons du Nord et leurs conseillers théologiques cherchaient à atteindre non pas le confrère du Val qu'ils avaient appris à écouter et à imiter, mais le porte-drapeau d'une école nouvelle avec laquelle ils se trouvaient sans cesse en conflit.

### LES UNIONS RÉGIONALES

Jusqu'au Congrès de Reims en 1894 les groupes ouvriers chrétiens se contentent d'exister sous forme de Cercles d'études. Les deux Congrès de Reims revêtent le caractère prédominant : des manifestations de vie et d'affirmation, le second toutefois avec ce progrès sur le premier d'étendre cette vie au delà du Nord et du Nord-Est.

Après le Congrès de 1894 pendant deux années les Cercles se multiplient, leur vie s'étend à d'autres régions, ils s'affirment sur le plan local, mais l'essentiel de leur activité consiste désormais à se grouper, à se « fédérer », comme ils disent. Cela prouve tout de suite qu'à partir du second congrès de Reims, les Cercles d'études ont acquis une certaine

force. Le groupement régional suppose en effet l'existence de plusieurs cercles vivants dans des régions données.

Nous avons vu qu'Harmel juge prématurée toute tentative de fédération. *De proche en proche les congrès ouvriers* vont se succéder jusqu'en 1901, reflets des progrès, puis de la décadence du mouvement<sup>1</sup>. La fédération se fait petit à petit.

En quittant Reims, les congressistes avaient décidé de fédérer les groupements populaires sur le plan régional, puis sur le plan national quand le temps en serait venu.

Pareil projet évoque l'idée d'un vaste groupement ouvrier, pour mieux dire d'un parti. Harmel avait-il l'intention de constituer un parti ? Le P. Guitton s'est posé la question. Il rappelle le billet d'Harmel à son gendre Gabriel Ardent « Parti ouvrier chrétien : je suis tourmenté de l'idée de former ce parti. Je prévois que tout le monde va être contre moi, y compris et surtout, nos amis de l'Œuvre des Cercles. Cependant il me paraît que ce soit la seule chose à faire. C'est le seul moyen de lutter contre le socialisme<sup>2</sup>. » Ce document est convaincant : dès 1893 Harmel a pensé à grouper les ouvriers chrétiens en une force capable de faire obstacle aux socialistes. Car c'est là l'idée profonde qui s'empare de son esprit : la lutte politique plus nécessaire que jamais et qui fait au Vatican la préoccupation de Léon XIII.

Seulement Harmel voit les difficultés, principalement l'obligation où il sera d'attirer les ouvriers des autres œuvres catholiques dans le groupement politique. Même s'il ne pense pas aller jusque-là, son action paraîtra une menace. Aussi ne prononce-t-il jamais le mot « parti »

1. Voici le tableau complet (d'après GUITTON) de ces réunions :

- 1893 : 1<sup>er</sup> Congrès ouvrier, Reims (régional), 20-22 mai.
- 1894 : 2<sup>e</sup> Congrès ouvrier, Reims (national), 12-14 mai.
- 1894 : 1<sup>er</sup> Congrès trimestriel, Charleville, U. D. A., 12 août.
- 1894 : 1<sup>er</sup> Congrès ouvrier, Tourcoing, 20 octobre.
- 1894 : 2<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Cons, La Grandville, U. D. A., 21 octobre.
- 1895 : 3<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Molion, 13 janvier.
- 1895 : 3<sup>e</sup> Congrès régional, Nantes, F. T. C. C. O., 14-16 avril.
- 1895 : 4<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Gespunsart, U. D. A., 19 mai.
- 1895 : 1<sup>er</sup> Congrès régional, Lille, U. D. N., 2-3 juin.
- 1895 : 1<sup>er</sup> Congrès régional, Paris, U. D. P., 6-7 juillet.
- 1895 : 5<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Charleville, U. D. A., 13 septembre.
- 1895 : 2<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Roubaix, U. D. N., 6 octobre.
- 1895 : 1<sup>er</sup> Congrès trimestriel, Blois, F. T. C. C. O., 16-17 novembre.
- 1895 : 2<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Courbevoie, U. D. P., 19 novembre.
- 1895 : 6<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Saint-Meuzes, U. D. A., 8 décembre.
- 1896 : 3<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Plaisance, U. D. P., 9 février.
- 1896 : 2<sup>e</sup> Congrès trimestriel, Vendôme, F. T. C. C. O., 19-20 avril.
- 1896 : 2<sup>e</sup> Congrès national, Reims, 23-15 mai.
- 1896 : Congrès national, D. C., Lyon, 24-30 novembre.
- 1897 : 3<sup>e</sup> Congrès régional, Tours, F. T. C. C. O., 5-7 juin.
- 1897 : 3<sup>e</sup> Congrès national, Lyon, 8-12 décembre.
- 1898 : 6<sup>e</sup> Congrès régional, Fumay, U. D. A., 6 novembre.
- 1899 : 4<sup>e</sup> Congrès régional, Blois, F. T. C. C. O., 2-3 avril.
- 1900 : 4<sup>e</sup> Congrès national, Plaisance, 14-15 juillet.
- 1901 : 5<sup>e</sup> Congrès régional, Angers, F. T. C. C. O., 26-27 mai.
- 1902 : 6<sup>e</sup> Congrès régional, Rennes, F. T. C. C. O., 30 mai, 1<sup>er</sup> juin.

2. Lettre du 7 septembre 1894, citée par GUITTON, *op. cit.*



en public. Et par là une équivoque va s'instituer, qui pèsera sur les destinées du mouvement.

La première fédération locale constituée fut l'Union démocratique des Ardennes dont le premier congrès trimestriel se tint à Charleville le 12 août 1894. Il n'est pas surprenant que les Ardennes aient vu naître la première union. Près de Reims, près du Val-des-Bois, des cercles d'études subissaient l'influence du « Bon Père ». A Charleville même un employé, Dombray-Schmidt était depuis plusieurs années un fidèle disciple d'Harmel ; intelligent et actif, ayant bien compris l'esprit et la méthode des congrès, il ne tarda pas à faire vivre et à développer son petit groupe.

Ces congrès régionaux ressemblent au premier congrès de Reims : on y discute deux ou trois questions en général empruntées à l'ordre du jour de Reims ; prêtres et ouvriers s'y rejoignent pour travailler en étroite collaboration. L'apparence est excellente. Les débats font preuve de sérieux et de mesure ; les témoins emportent une bonne impression. Parlant du second congrès trimestriel de l'Union démocratique des Ardennes tenu à Cons La Grandville le 21 octobre 1894, Harmel se faisait l'écho de ses sentiments quand il disait au Comité général de l'Œuvre des Cercles : « On remarquera l'excellent esprit de ces ouvriers. La responsabilité complète de leurs actes et de leurs paroles leur donne une sagesse qui étonne ceux qui ne connaissent pas nos méthodes. La défiance des patrons finira-t-elle par être vaincue par cette persistance dans la voie d'union et de concorde<sup>1</sup>. » Ce mot du président ouvrier de Reims<sup>2</sup> à la Saint-Louis résume toutes ces manifestations ouvrières<sup>3</sup> qui ont excité tant de défiance : « Ce n'est pas à la bourse des patrons que nous faisons appel c'est à leur cœur. » « La question sociale concluait Harmel est bien plus une question de bon cœur et de dignité qu'une question de salaire et d'argent. »

Si dans les Ardennes la fédération existe dès le premier congrès trimestriel, il n'en est pas de même dans le Nord.

L'abbé Six, aumônier du syndicat mixte de Tourcoing, revient du second Congrès de Reims plus perplexe que jamais. Il lui semble qu'avec le recul de Reims sur la question syndicale du fait de l'exclusion des syndicats indépendants, « la vérité ne perce pas » selon le mot de son biographe. Pour l'y aider ce prêtre modeste à l'âme scrupuleuse prend une résolution hardie : il crée une revue *La Démocratie chrétienne*. Décision surprenante et qui ne saurait s'expliquer sans la foi ardente de l'abbé et son grand amour du bien. « C'est une éducation de l'esprit public qu'il veut entreprendre à la lumière de l'Encyclique. » Certains, Harmel en tête, firent à la nouvelle revue un accueil chaleureux, mais les milieux patronaux du Nord l'accueillirent fort mal, parlant d'un « ameutement » des ouvriers chrétiens contre les patrons chrétiens.

1. P.-V., novembre 1894.

2. Robert.

3. Il convient peut-être de relever le mot de « persistance » car le premier Congrès ouvrier remonte à dix-huit mois.

Le premier numéro paraît à la fin de mai 1894. Aussitôt la situation difficile de l'abbé Six s'aggrave. N'oublions pas, en effet, qu'il doit beaucoup aux patrons. Ils l'ont agréé parmi eux ; certains l'ont même poussé à s'occuper des Œuvres ouvrières. Ensuite il a eu constamment recours à eux pour faire le bien et enfin quand il a entrepris son action ouvrière séparée, certains ont fait preuve d'une patience qu'ils n'eussent peut-être pas témoignée à un autre. L'abbé Six d'ailleurs n'est pas hostile aux patrons, à la différence de certains prêtres que nous allons rencontrer. S'il y a chez lui un parti-pris d'agir en faveur de l'ouvrier, son cœur n'exclut personne ; il eût voulu le faire avec les patrons, c'est eux qui le repousseront. Intransigeant sur l'action à mener, il ne l'est aucunement sur les concours. Il souhaite infiniment d'agir de concert avec les patrons, comme il a souhaité le succès du syndicat mixte. Cette parfaite sincérité, cette absence de préjugés, voilà ce qui fait le charme profond de cette figure de prêtre, l'une des plus rayonnantes de son temps.

Au début de juin les démarches se succèdent ; les témoignages se multiplient d'un mécontentement patronal. Où est le débat ?

Les patrons sont unanimes à reconnaître son zèle, son intelligence, son dévouement, mais persistent à affirmer qu'avec « ses » doctrines sociales il va leur créer une situation très fausse. Si les ouvriers revendiquent comme des droits ce que le patron n'estime pas devoir leur accorder, qu'advient-il, lui demande-t-on ? Et on l'adjure d'écarter de son programme d'études sociales les questions irritantes comme les questions de salaires ou d'assurance obligatoire. L'abbé Six refuse. On lui adresse alors des reproches précis. Il se défend de son mieux.

L'action visée est celle qu'il amenée hors des usines dans la classe ouvrière. Ses Cercles d'études ? Mais Mgr Doutreloux les a recommandés. Le Pape n'a-t-il pas dit à Harmel le 24 mai : « Il faut aller au peuple avec de l'ardeur et de l'audace ! »

Les réunions de cabaret ? Le Christ y a été acclamé !

Le Congrès de Reims ? Il y a conduit les ouvriers qui, dit-on, y ont pris « mauvais esprit », mais le Pape a approuvé le Congrès.

Le Syndicat mixte ? Il en fait constamment l'éloge dans les usines. Il a contribué à y faire adhérer deux nouvelles usines.

Ses amitiés ? De Mun, Harmel, les abbés Naudet et Garnier ? Mais le Pape est l'ami de M. de Mun. Il l'est aussi de l'abbé Garnier et d'Harmel.

« Vous êtes trop bon pour les ouvriers. Voilà le grand reproche. Il y a ici des foules nombreuses de travailleurs que personne n'atteint et qu'il faudrait prendre sous peine de les voir aller au Socialisme. Je crois de mon devoir d'aller à ces foules. »

Le mois suivant avec le conflit de Mouvaux la situation est encore plus tendue. L'abbé Six relève le caractère presque toujours personnel des polémiques et se refuse à en rendre compte.

Son attitude lui vaut le 6 août une lettre du cardinal Rampolla le félicitant au sujet de sa Revue. Le cardinal dit aussi la joie du Pape de

savoir que les rédacteurs de *La Démocratie chrétienne* entendent mettre leur intelligence et leur activité au service d'une plus vaste organisation de l'action sociale chrétienne. »

L'abbé Six, sûr désormais de sa voie, écrit dans ses notes intimes ces simples mots : « C'est fini, j'appartiens aux ouvriers pour toujours. »

Il consacre les semaines suivantes à un surcroît de travail. L'une de ses tâches de prédilection est la formation de Jules Decoopman.

Le 18 septembre il a une entrevue orageuse avec un industriel qui lui interdit l'entrée de ses usines. Il en sort le cœur déchiré, mais écrit le lendemain à la femme de ce patron pour la remercier de tout le bien opéré grâce à elle.

Entre-temps il a assisté au Congrès de Charleville ; à son tour il convoque un congrès ouvrier à Tourcoing pour le 10 octobre, « Les grandes manœuvres d'automne. » A cette réunion plénière participent les deux cercles d'ouvriers, le cercle d'employés et des prêtres. Les congressistes déclarent vouloir poursuivre leur route et promettent de travailler « dans un esprit d'union avec leurs patrons et dans un esprit d'apostolat pour ramener à Jésus-Christ leurs frères égarés ou trompés ».

Ici encore le congrès fait montre de modération, il marque son désir d'entente. Cependant l'abbé Six a désormais trop d'adversaires. Sa personne est trop discutée. Le 8 décembre il apprend que l'archevêque le nomme curé de Boussière, paroisse *exclusivement agricole* à l'extrémité sud du diocèse de Cambrai.

L'abbé Six se soumet sans discussion. Les adieux sont déchirants <sup>2</sup>.

Il laisse une organisation très complète. Le Cercle ouvrier de Decoopman aura pour aumônier un prêtre de valeur, nettement orienté vers les questions sociales : l'abbé Vanneufville. Deux autres prêtres dont un deviendra célèbre dans le Nord : l'abbé Glorieux, s'occuperont des deux autres cercles.

Si l'abbé Six continuera de Boussière la publication de *La Démocratie chrétienne* il est désormais perdu pour le mouvement ouvrier du Nord. L'effet le plus sensible paraît être le déplacement du centre de gravité du mouvement de Tourcoing à Lille. Désormais la personnalité la plus représentative est sans conteste F. Leclercq dont le petit journal *Le Peuple* continue à paraître, non sans difficultés.

Leclercq, durant les premiers mois de 1895, est la cheville ouvrière de la fédération. Ses efforts aboutissent à la constitution de l'Union Démocratique du Nord dont le premier Congrès régional est fixé aux 2-3 juin. Du Congrès de Tourcoing à celui de Lille le progrès est immense. Tout ce qui gravite autour des Cercles d'études et des syndicats indépendants s'inscrit pour assister au Congrès. Leclercq en offre la présidence à

1. Ch. LAMOOT, *op. cit.*

2. J'ai travaillé pour les ouvriers balbutie l'abbé Six, les sanglots dans la voix, j'ai fait quelque chose de plus, j'ai souffert pour eux. Merci à tous : aux ouvriers, présidents, secrétaires, aux patrons et employés, aux prêtres. Je ne vous laisse pas orphelins, puisque je viens de vous dire l'organisation nouvelle. Le carnet de votre revue demeurera « Jésus-Christ et le Pape ».



Léon Harmel. Le « Bon Père » accepte avec joie. mais du côté patronal tous les efforts, toutes les influences se concertent pour l'empêcher de venir en cette heure troublée. La Déclaration Harmel-Féron-Vrau a été reçue, mais les patrons tardent à la signer. Ce n'est plus le conflit aigu, mais c'est encore l'hostilité.

Harmel tint bon et présida le Congrès. Leclercq l'accueillit avec ces paroles significatives: « La présence du « Bon Père » nous est très précieuse. Nous savons que les malentendus l'ont fait bien souffrir dans notre région. Son dévouement pour ses enfants, les ouvriers, a passé par-dessus tout. Il a accepté aujourd'hui de venir au milieu de nous, montrant ainsi qu'il reste toujours le partisan et le grand artisan de la paix sociale... de la vraie paix sociale <sup>1</sup>. »

Écrivant le lendemain à Dombray Schmidt, Harmel relevait les caractères qui l'avaient frappé au cours de cette assemblée : le caractère surnaturel de ses membres, la modération de leur langage, la concorde et l'union et enfin le sérieux des études. Huit cents assistants s'y réunirent. Le congrès révéla la personnalité d'un jeune ouvrier, Viellefon, qui adressa un vibrant appel au clergé l'invitant à « faire alliance avec les ouvriers ».

Après lui Harmel prononça une allocution qu'il conclut en ces termes : « Tourignons-nous avec amour vers ces chers ouvriers. Défendons-les ; ils nous défendront. Allusion à la persécution contre l'Église sans doute, mais qui risquait de mal sonner aux oreilles des industriels. Défendre les ouvriers contre qui ? Ils pouvaient se le demander.

Dès avant le Nord, la région comprise entre Orléans et Poitiers avait constitué une fédération au cours d'un congrès réuni à Nantes du 14 au 16 avril 1895. Fédération des Cercles et de groupes trop éloignés et trop éparpillés, elle n'eut pas une grande activité, mais réunit dans plusieurs congrès un ensemble de personnalités qui devaient marquer dans la suite. L'vêque de Nantes, Mgr Laroche, tint à présenter lui-même Harmel aux congressistes. Il était entouré par les abbés Duparc <sup>2</sup> et Rabier, des laïcs tels que Paul Mame et Desgrées du Lou <sup>3</sup>. La fédération avait l'ambition de réunir les travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest, ce qui paraît considérable. En réalité elle réunit des groupes locaux d'action sociale à tendance démocratique, des groupes isolés, et ne sachant à quelle union se rallier. C'était la conséquence de la répartition géographique des cercles telle qu'elle s'était manifestée au Congrès national de 1894.

Après la province, Paris eut son union constituée au Congrès des 6 et 7 juillet 1895. Il y avait au Gros-Caillou un groupe d'ouvriers et d'employés, sortis pour la plupart des patronages, dont un jeune employé d'une remarquable activité. Georges Delavenne assurait à la fois la cohésion et le secrétariat. S'étant mis en rapport avec les cercles d'études

1. GUITTON, *op. cit.*

2. Futur évêque de Quimper.

3. Futur fondateur de l'*Ouest-Éclair*.

de la ville et de la banlieue, il les rassembla pour le Congrès. Puis il s'adressa aux personnalités ecclésiastiques favorables, les abbés Lemire, Naudet et ainsi qu'à de Mun. Celui-ci accepta et promit le concours de l'Œuvre des Cercles. Enfin pour donner plus d'ampleur à la manifestation, Delavenne y invita les présidents des précédents congrès.

Ainsi préparé, le Congrès de Paris fut une manifestation de vitalité clôturée par l'acceptation d'un important ordre du jour duquel se dégagent les lignes générales d'un programme du mouvement <sup>1</sup>. Les réformes préconisées y sont peu nombreuses et couramment admises par les catholiques sociaux. Par contre « l'exposé des motifs » se caractérise

1. Bien que le congrès ne soit pas un congrès national, la commission d'initiative a pensé que la présence des présidents des précédents congrès ouvriers de Reims, Lille, Nantes et des Ardennes lui permettait de formuler un programme des revendications communes à tous les travailleurs chrétiens et qui peut servir de base pour l'action sociale.

Projet de résolution : Les travailleurs chrétiens tiennent avant tout à déclarer que d'une part, fidèles aux doctrines sociales de l'Église, ils sont inébranlablement attachés aux principes sur lesquels repose toute société. La Patrie, la Famille, la Propriété, et qu'en conséquence ils répudient le collectivisme et toutes les formes du socialisme révolutionnaire qui, allant à l'encontre de ces principes, veulent, pour arriver à leur fin détruire toute liberté économique et donner à l'État un pouvoir absolu, mais d'autre part, ils considèrent que la fausse liberté économique proclamée et appliquée par la bourgeoisie issue de la Révolution a produit par une concurrence effrénée un abaissement continu du salaire moyen et ruiné tour à tour les petits patrons puis les gros, au profit de la grande usine juive ou autre devenue aujourd'hui la ruine du monde. Ils estiment que par l'effet naturel de ce système, les capitaux instruments de travail se concentrent dans un nombre de mains de plus en plus limité, et que par suite tous ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front tombent dans un état de dépendance voisin de la servitude. Ils pensent qu'il faut faire cesser cet inique abus de la propriété pourtant légitime en elle-même, en contenant l'usage de celle-ci dans de justes bornes et qu'ainsi on arrivera à l'émancipation véritable des travailleurs. Ils demandent :

1° L'union de tous les travailleurs chrétiens et de tous les groupements corporatifs afin d'exercer une action dans les parlements quand il y a lieu, et au besoin d'y faire entrer des défenseurs.

2° L'extension de la loi sur les syndicats ouvriers qui en bonne justice doivent avoir le droit de posséder des immeubles.

3° La création de Chambres de travail analogues aux Chambres de commerce.

4° Une représentation législative des intérêts ouvriers basés sur les groupes corporatifs.

5° Le repos légal du dimanche étendu aussi largement que possible des administrations publiques à l'industrie et au commerce. Toutes ces mesures sont d'une réalisation actuellement possible : ce sont donc celles sur lesquelles doivent porter en premier lieu les efforts.

En second lieu, ils veulent comme moyen véritablement efficace d'assurer la santé et la vie de l'ouvrier :

1° Fixation légale des heures de travail d'une façon générale.

2° Fixation d'un minimum de salaires dans les adjudications publiques afin de faire une expérience qui servira une application ultérieure par région.

3° Un salaire suffisant en observant que la famille étant l'unité sociale, ses besoins doivent être visés dans la fixation générale des salaires. Mais comme ils savent qu'on n'atteindra jamais ces résultats tant que la concurrence internationale ne sera pas réglementée :

Ils proposent une union étroite sur le terrain économique et social entre tous les catholiques des différents pays pour faire entrer dans leur législation des lois protectrices du travail, de la santé et de la dignité de l'ouvrier. Dans ce but ils font appel aux catholiques des autres pays, déjà fortement organisés et ils les engagent à se concerter avec eux pour travailler d'un commun accord à amener chez les peuples chrétiens le règne de la justice qui ne peut être obtenu que par le triomphe dans l'ordre social du christianisme libérateur.

par la mention exclusive des intérêts de l'ouvrier et par le souci de concilier le maintien de la propriété, jugé indispensable, avec la limitation des abus qu'on en fait au nom d'une fausse conception héritée de la bourgeoisie de 1789.

Ce congrès avait mis en vue le mouvement « démocrate chrétien », Aussi voyons-nous Harmel chercher à le prémunir contre l'envahissement d'éléments perturbateurs ou parasites. Au lendemain du Congrès de Paris il fait approuver par la commission d'initiative, le texte suivant, applicable à toutes les unions.

« Nul ne pourra faire partie de l'administration des unions ou des groupements s'il ne peut justifier qu'il y a un travail régulier lui procurant un salaire suffisant pour ne pas être soupçonné de chercher dans les Œuvres un moyen de vivre plus facilement. »

Avec celle de Paris nous avons achevé de voir se constituer les unions. D'autres foyers de la Démocratie chrétienne apparaissent à Lyon, à Montpellier, à Toulon, mais composés d'intellectuels plus que d'ouvriers ils ne s'avèrent pas en mesure de convoquer des congrès ouvriers.

#### LES RELATIONS AVEC L'ŒUVRE DES CERCLES

En face de la Démocratie chrétienne quelle est l'attitude de l'Œuvre des Cercles ? Son comité approuve et encourage le mouvement ouvrier, mais il est suivi par une fraction seulement des adhérents tandis que les autres le combattent secrètement.

Ce divorce est sensible dans la déclaration d'alerte de Mun annonçant son acceptation d'assister au congrès de L'U.D. P.<sup>1</sup> Ses derniers mots ont la valeur d'un avertissement qu'il livre aux méditations des opposants : « Il est impossible qu'après avoir encouragé les congrès ouvriers nous paraissions abandonner ceux qui ont eu le courage d'en entreprendre l'organisation. »

A quelques mois de là, Albert de Mun dans une importante circulaire datée de Roscoff précisait ses instructions à tous ses collaborateurs et examinait les différentes activités sociales du moment. Les Congrès

1. P.-V., 13 novembre 1895.

« J'ai l'honneur d'informer le comité qu'à la demande du Comité d'organisation du Congrès ouvrier de Paris, auquel j'ai été si heureux de donner ainsi un témoignage d'affectueuse sympathie, j'ai accepté le titre de membre honoraire du Congrès.

Je me permets d'exprimer le vœu que les membres du Comité veuillent bien donner comme moi l'appui de leur nom au Congrès en préparation.

J'ai prié le chef de la 2<sup>e</sup> Section d'inviter les associations ouvrières de l'Œuvre, particulièrement celles de la région voisine de Paris, à envoyer leur adhésion.

Je me conforme ainsi au discours que j'ai prononcé l'année dernière à Saint-Brieuc et que le Comité a bien voulu approuver.

J'ai dit en effet à propos des congrès ouvriers : « J'y applaudis d'avance et je voudrais que tous les Cercles, tous les syndicats, tous les groupes ouvriers chrétiens, s'y fissent représenter. »

Je ne saurais trop insister en ce sens. Il est impossible qu'après avoir encouragé les congrès ouvriers, nous paraissions abandonner ceux qui ont eu le courage d'en entreprendre l'organisation.



ouvriers retiennent son attention. Il reconnaît qu'ils sont ordinairement préparés « hors de la responsabilité directe de l'Œuvre ». C'est souvent, dit-il, d'une nécessité qu'il faut accepter<sup>1</sup>. » Mais il incite la II<sup>e</sup> section à participer à la préparation des congrès et pour cela à s'entendre avec Harmel. Si de Mun tient à cette participation, ce n'est pas seulement pour donner à l'Œuvre une activité en rapport avec les tendances nouvelles de l'apostolat social, c'est aussi parce qu'il estime essentielle la préparation attentive des débats, et que celle-ci ne lui semble pas toujours recevoir autant de soins qu'il le voudrait, une préparation lente, soignée, diminuera d'autant l'importance des débats publics et des discours qu'on y prononcera. Or ce sont ces « manifestations oratoires » qui constituent, dit de Mun, le danger des congrès. Ce passage de la circulaire est important parce que paraissent s'y faire jour, sous une forme voilée, les premières réserves d'Albert de Mun devant l'institution nouvelle, ses premières hésitations. On ne saurait trop insister, il ne s'agit ici que d'une très légère hésitation sur le déroulement des congrès, pas du tout sur leur objet ; et cette hésitation fait suite à l'adhésion formelle au principe.

Pour de Mun l'Œuvre des Cercles peut servir de lieu de rencontre : « Notre grande préoccupation doit être d'attirer à nous tous les hommes de bonne volonté, d'éclairer leur bonne foi et de dissiper les méfiances ou les malentendus qui les éloignent de nous.

Seul, en définitive, compte le but : « Le rétablissement progressif de l'esprit chrétien dans les relations créées par le contrat de travail ou l'exercice du droit de propriété : toute l'Œuvre est dans cette double pensée. Elle doit accepter et patronner toute méthode, toute fondation qui s'en inspire. » Le ralliement des bonnes volontés Albert de Mun croit qu'il viendra surtout grâce à une action positive illustrée de résultats concrets. Il stimule ses collègues dans cette voie, sans cependant exclure le travail des idées. Si ce dernier a pu attirer à l'Œuvre le concours

1. Circulaire adressée par le secrétaire général de l'Œuvre à MM. les membres du secrétariat général. A. de Mun s'opposa à sa publication dans la *Corporation*. Voici les remarques relatives aux Congrès ouvriers : « L'essentiel en ce qui regarde les Assemblées et pour qu'elles produisent un bien réel et sérieux, me paraît être que les questions inscrites au programme soient d'une part choisies et déterminées avec beaucoup de précision et d'esprit pratique, afin d'éviter les discussions générales le plus souvent stériles quand elles ne sont pas périlleuses, et pour lesquelles d'ailleurs les ouvriers manquent des connaissances économiques ou doctrinales suffisantes, tandis que sur le terrain des faits des observations et des enquêtes, leur témoignage a la plus grande valeur ; d'autre part, que les questions elles-mêmes fassent longtemps à l'avance, dans les Cercles d'études sociales spéciaux ou créés dans l'intérieur des Cercles catholiques, l'objet d'études préparatoires sérieuses dirigées par des hommes compétents, bien confirmés dans les doctrines de l'Œuvre ; enfin que les vœux formulés par les commissions des Congrès se portent sur ces sujets précis, étudiés, préparés et connus à l'avance par les ouvriers et non sur des thèses générales improvisées au cours de l'Assemblée et qui séduisent plus qu'elles ne sont bien comprises.

Le danger des Congrès réside souvent dans les manifestations oratoires qui les accompagnent, car presque toujours les délibérations et les vœux des ouvriers y ont été d'une sagesse remarquable. J'appelle sur cette observation toute l'attention des organisateurs.

des hommes d'études, il risque d'en éloigner beaucoup de patrons et de propriétaires dont la participation est indispensable <sup>1</sup>.

Peu après Harmel définit à son tour les congrès ouvriers, Son intervention éclaire le fond de sa pensée en nous découvrant ce qu'il attendait de l'institution <sup>2</sup>. « Les résolutions qui sont prises dans ces différentes assemblées ne sont pas pour nous le point important : ce n'est qu'un moyen de faire travailler les cercles chrétiens d'études sociales, le vrai but que nous poursuivons c'est de former une élite d'ouvriers en activité professionnelle, se passionnant pour les études, y consacrant le peu de loisirs que peut laisser un travail souvent considérable. Nous pouvons constater, ajoute-t-il avec satisfaction, qu'à l'encontre des craintes exagérées qui ont troublé beaucoup de bons esprits, nous avons partout atteint notre but.

« J'ai été très heureux d'avoir l'approbation de notre secrétaire général <sup>3</sup> pour une institution qui est plus nouvelle dans la forme que dans le fond : ce qu'il y a de vraiment nouveau dans le fond c'est une responsabilité et par suite une initiative plus grande donnée aux ouvriers d'élite que nous avons formés. Mais aujourd'hui toutes les écoles, même l'école libérale sont d'accord pour proclamer l'insuffisance du patronage à l'heure présente et le besoin qui s'impose partout de former des groupements autonomes assez sûrs d'eux-mêmes pour paraître combattre à leurs dépens. Pour moi je ne vois aucun autre moyen réellement effectif de lutter contre le socialisme. Les prêtres qui veulent s'occuper avec zèle, et avec discrétion au point de vue de l'autorité, de ces groupements, y sont reçus à bras ouverts ; sans en être les directeurs de nom, ils en deviennent bien vite les directeurs de fait. Ceux qui affectent de voir dans nos congrès un cheminement au socialisme révolutionnaire sont des ignorants qui n'ont jamais rien étudié de nos congrès, ou des gens de mauvaise foi.

« Pour faire un congrès est-il nécessaire d'avoir des cercles d'études bien formés et expérimentés ? Nullement. C'est en forgeant qu'on devient forgeron et c'est en faisant des congrès qu'on forme des groupes d'études sociales et qu'on leur apprend à manœuvrer. Nous souhaitons de tout notre cœur que de telles assemblées soient formées sur tous les points afin d'arriver à la fédération des ouvriers chrétiens qui leur donnera une puissance véritable dans notre pays. » Il faut ajouter à ces propos officiels le fait qu'à plusieurs reprises des cercles catholiques d'ouvriers ont participé à des congrès ouvriers, à Reims et à Paris notamment <sup>4</sup>.

*En apparence les relations ne sont pas mauvaises.* Mais nous ne pouvons

1. La cause invoquée par La Tour du Pin pour démissionner de la présidence du Comité, fut qu'à la suite de la circulaire de Roscoff, il ne voyait plus quel était son rôle présidentiel. On peut se demander si cette appréciation sur les études ne fut pas pour quelque chose dans cette décision.

2. P.-V., 4 septembre 1895.

3. A. de Mun.

4. Le Cercle catholique de Sainte-Geneviève (Paris) participe au Congrès de Reims en 1894. Le Cercle catholique de Blois au Congrès de Paris (1895).

ignorer l'accent de persuasion qui se trouve dans chacune de ces communications. Il y au sein de l'Œuvre une opposition.

C'est dans ces circonstances que la démission de La Tour du Pin, annoncée aussitôt reçue la circulaire de Roscoff, devint effective, à la rentrée du Comité. Quel serait le nouveau président de l'Œuvre ? Albert de Mun se décida pour Harmel, affirmant par ce choix sa volonté d'une étroite entente, d'une association même des deux mouvements.

De Mun, nous dit Dabry, défendit son choix contre toutes les critiques. La Tour du Pin ne paraît pas y avoir été hostile, car il accueillit Harmel de façon charmante, rappelant qu'il avait été le premier, lors des funérailles de J.-J. Harmel, à lui donner l'appellation de « Bon Père ».

Harmel répondit par un discours qu'il voulait rassurant. On parlait de coup de barre à gauche, de révolution dans l'Œuvre. En réalité il s'agit simplement d'élargir ses horizons, de regarder l'avenir : « L'avenir c'est de se mettre franchement et généreusement au service des institutions qui sont émanées d'elles : syndicats de toutes natures, secrétariats du peuple, cercles chrétiens d'études sociales, congrès ouvriers et tout cet immense mouvement populaire qui a été suscité par ses (de l'Œuvre) membres. » Et une fois de plus il rappelait que le rôle des classes dirigeantes est d'éduquer les masses ouvrières en telle sorte qu'elles arrivent à faire émerger de ces masses les « élites ouvrières » ; c'est désormais la grande pensée d'Harmel <sup>1</sup>.

Depuis qu'un autre mouvement s'est petit à petit établi à côté d'elle, l'Œuvre des Cercles a entretenu avec lui des rapports de bon voisinage. Avec l'accession d'Harmel à la présidence, nous entrons dans une phase nouvelle, celle de la coopération.

Comment les deux principaux artisans de cette transformation conçoivent-ils cette coopération ? La question reste posée, et on ne saurait y répondre de façon certaine. A. de Mun semble avoir voulu donner le spectacle d'une véritable entente, d'une association intime, les deux œuvres distinctes mais liées, marchant dans la voie ouverte par Harmel. L'Œuvre des Cercles y retrouve sa vitalité et un rôle actif à la tête du mouvement social participant aux congrès et apportant au mouvement ouvrier ce sérieux, cette pondération, ce soin dans le travail que de Mun juge indispensables.

Harmel n'a-t-il pas été plus loin ? N'a-t-il pas envisagé une fusion entre les ouvriers des deux groupes ? Cela ne paraît pas exclu. Ce que l'on peut dire, semble-t-il, c'est que dans cette tâche commune de Mun pense surtout à l'Œuvre des Cercles et Harmel aux cercles d'études, chacun au fond voyant dans son œuvre préférée le meilleur instrument de la cause catholique.

Le 1<sup>er</sup> janvier le Comité de l'Œuvre confirme son concours aux



œuvres nouvelles dans une lettre au Cardinal protecteur Mgr Parocchi <sup>1</sup>.

Cependant Harmel demandait à ses collègues que soient organisés partout où cela sera possible des groupes d'études sociales qui rédigeront les réponses aux questionnaires envoyés par les organisateurs du prochain congrès de Reims.

La pensée d'Harmel paraît de plus en plus orientée vers une action politique dont l'action sociale est un moyen. Pour lui le catholicisme est pris entre deux feux. D'un côté les « sectaires » qui tiennent le pouvoir et poursuivent leur œuvre de déchristianisation. De l'autre la bourgeoisie « athée et jouisseuse » qui a favorisé inconsciemment les progrès du socialisme. Face à cette double attaque, les catholiques ont peu réagi : ils ont fait des efforts considérables, mais sur des points isolés. Leur action est généralement dépourvue d'énergie ; elle ne peut ainsi opposer de barrières efficaces au courant de matérialisme qui envahit les populations et devant lequel les classes élevées paraissent aveugles ; ne comprenant rien à l'évolution qui se poursuit leur résistance est atone.

Le remède, répète Harmel, est dans l'action d'une « élite ouvrière » qu'il faut former.

Et l'opposition sera d'autant plus marquée que le congrès socialiste choisit la même date et le même lieu pour y tenir son congrès national.

Voulant, sinon la fusion, du moins le témoignage d'une véritable union des deux mouvements catholiques sociaux, le « Bon Père » demandait au Comité de l'Œuvre des Cercles de choisir Reims pour siège de l'assemblée générale à une date voisine de celle du Congrès ouvrier.

Une contre-proposition désignant Paris était déposée par de Marolles : le comité devait se prononcer. La grande majorité des assistants se révélant favorables à la proposition Harmel, de Marolles retira la sienne le 8 janvier <sup>2</sup>.

A. de Mun présenta alors un projet d'organisation de l'assemblée. Elle se tiendrait pendant les quatre jours qui précéderaient le Congrès ouvrier. Avec les trois journées de ce congrès, on retrouverait la durée habituelle de l'assemblée générale, soit une semaine. Plus significatif encore, A. de Mun supprimait l'habituelle séance de clôture, dont l'éclat était chaque année relevé par le grand discours qu'il avait coutume d'y prononcer. Cette année « Le Congrès sera la meilleure et la plus belle clôture du nôtre. » dit-il. L'assemblée ainsi écourtée devra apparaître comme « une vaste et importante manifestation pratique des résultats obtenus, c'est-à-dire des œuvres fondées en 25 ans par l'Œuvre ».

Ce plan, qui eut heureusement symbolisé l'union des deux mouvements, fut combattu par La Tour du Pin. Une assemblée sans études, on n'y pensait pas, à l'heure où d'autres groupements feraient de grandes

1. P.-V., 1<sup>er</sup> janvier 1896 : Votre Excellence apprendra peut-être avec quelque intérêt que notre Œuvre sentant la nécessité d'étendre son action, se propose de s'associer d'une manière efficace aux efforts généreux que l'esprit chrétien et l'impulsion si opportune du Saint-Père suscitent de toutes parts en faveur des classes laborieuses, sans négliger néanmoins en rien les œuvres qui nous sont propres.

2. P.-V., 8 janvier 1896.

manifestations d'école. Sur un terrain que les études de l'Œuvre avaient préparé on paraîtrait maintenant à la remorque des autres. En ce cas mieux valait ne pas aller à Reims <sup>1</sup>. De Mun fit le Comité juge. Le différend portait sur l'utilité d'une manifestation d'école à Reims, non sur le lieu de réunion. Des influences étrangères durent alors se faire jour et combattre le projet Harmel.

En effet, le 5 février, A. de Mun déclarait : « En l'état actuel des esprits, la coïncidence de l'Assemblée et du Congrès ouvrier n'aurait peut-être pas au point de vue de l'union souhaitée entre ces mouvements les effets que le secrétaire général en aurait espérés, et pourrait au contraire retarder, en voulant trop la précipiter, cette union si désirable.

Le Comité décidait donc de tenir l'Assemblée générale à Paris en y faisant une certaine place aux études et de faire un pèlerinage à Reims. C'était un échec pour Harmel.

La Tour du Pin réagit. Il avait déposé, puis retiré une proposition tendant à organiser l'Assemblée à Reims, à la veille du Congrès ouvrier, à y faire avec éclat la revendication du régime corporatif et à y rappeler tout ce que le mouvement social devait à l'Œuvre des Cercles. Le 9 février, il demandait au Comité de faire publier, sous forme d'adresse au cardinal Langénieux, le programme de l'Œuvre à la veille du Congrès <sup>2</sup>.

1. P.-V., 29 janvier 1896.

2. P.-V., 19 février 1896.

Exposé des motifs de la proposition de MM. La Tour du Pin, Delalande, le R. P. de Pascal, et Comte de l'Église : « Tous se montrent frappés de cette coïncidence de la tenue du Congrès national ouvrier chrétien et du Congrès national socialiste avec le XIV<sup>e</sup> Centenaire du baptême de la France. Cette rencontre n'est pas fortuite, elle a été voulue comme pour marquer que l'histoire se dresse toute entière pour assister à ce combat des deux sociétés qui se disputent aujourd'hui la victoire sur le vieux sol de France. Quelles troupes marchent au combat ? Ce sont les ouvriers de nos Cercles catholiques, ceux des Cercles d'études sociales que nous avons pris sous notre patronage dont beaucoup d'entre nous sont membres honoraires ou consultatifs. Quel chef les dirige ? C'est M. Harmel, le président d'honneur du Congrès ouvrier, mais aussi le président du Comité de l'Œuvre des Cercles catholiques. Et cette Œuvre, chez qui les ouvriers chrétiens devraient trouver conseil, direction, assistance, se désintéresse d'une lutte où elle se trouve engagée par la personne même de son président. Cette rencontre de l'élément ouvrier chrétien et du parti socialiste empruntera à l'éclat même des fêtes de Reims un retentissement énorme, et si les ouvriers chrétiens façonnés de moins longue date à la généralisation des questions qui les touchent, paraissent dans une certaine infériorité vis-à-vis des ouvriers socialistes, ou bien si leur langage se ressent malgré eux des lacunes d'une éducation économique moins avancée que celle de leurs adversaires, n'en porterons-nous pas, dans un cas comme dans l'autre, la responsabilité ? Ils pourront nous reprocher de n'avoir pas assez éclairé la route, de nous être dérobés au dernier moment, d'avoir failli à notre devoir, à notre raison d'être en ne rappelant pas alors les directions nécessaires. Dans le public, en tous cas, tout le poids de l'affaire retombera sur nous ; notre abstention sera incomprise ou ignorée et nos adversaires ne manqueront pas d'exploiter contre nous, tout ce dont nous ne serions pas d'ailleurs complètement innocents puisque nous pouvions le prévenir. Les socialistes sont guidés par des chefs habiles, c'est une des causes de leur succès. Le monde, quoiqu'on en puisse dire, est toujours conduit par les lettrés et l'éloquence de M. Jaurès et de M. Millerand a conquis au socialisme dans la Chambre et dans le pays une place qu'il n'eût jamais prise avec les Basly et les Thirrier. Les ouvriers chrétiens font leur devoir en prenant courageusement position en face des ouvriers socialistes. Faisons le nôtre en leur fournissant des armes, c'est-à-dire plus que jamais des enseignements et un programme. La démagogie triomphe aujourd'hui comme il y a 25 ans et jamais l'action sociale de l'Œuvre n'a été plus nécessaire, car si les classes élevées croient encore pouvoir

Un important exposé des motifs semble indiquer chez La Tour du Pin et ses co-signataires, la préoccupation d'apporter aux ouvriers un enseignement doctrinal lequel étai<sup>er</sup>ait et complèterait leurs travaux. Les ouvriers, dit-il, ont besoin de l'Œuvre leur manquer c'est faillir à sa tâche et donner au public l'impression d'un abandon. Une discussion suivit. Relevons-y cette opinion d'un membre, J. Mouillié. Il pense qu'il est nécessaire d'opposer les véritables idées de l'Œuvre aux adeptes d'une nouvelle école qui, sous le nom de Démocratie, faussent les enseignements du Saint-Père et aboutissent à la glorification des principes de 89. Le Comité repoussa la proposition.

La Tour du Pin voulait-il, comme Mouillié, opposer la doctrine de l'Œuvre aux idées de la nouvelle école ? Nous croyons plutôt qu'il souhaitait et espérait voir les ouvriers de la démocratie chrétienne tirer leurs enseignements de l'Œuvre — ce qu'ils faisaient pour une part d'ailleurs.

L'Assemblée se tint à Paris. Le geste d'union rêvé par de Mun et Harmel n'eut pas lieu et bientôt un grave malentendu allait séparer les deux hommes et mettre fin aux projets de coopération.

### LE TROISIÈME CONGRÈS DE REIMS

Le troisième Congrès de Reims, préparé pendant cinq mois, s'ouvrit le 23 mai 1896 : près de 600 délégués y représentaient 133 associations comptant 20.706 membres répartis en quatre unions et les groupes non fédérés de Lyon et du Midi <sup>1</sup>. Un ouvrier de Reims, socialiste converti, Payan, le présida.

Les questions à l'étude se divisent en intérêts généraux et intérêts particuliers. En tête de ces derniers vient l'agriculture. C'est là une innovation. Le rapport est présenté par une personnalité catholique de la campagne rémoise, de Bohan. Après l'avoir entendu, le Congrès demande à l'État la suppression des octrois, une plus équitable répartition des charges publiques, la création de Chambres d'agriculture, la reconnaissance du bien de famille inaccessible et insaisissable. A l'initiative privée il demande de constituer des associations agricoles, d'établir des sociétés de secours mutuels et de crédit, des caisses de famille, d'assurances et des caisses rurales, et enfin d'observer le repos dominical.

ménager la caserne militaire et administrative léguée par la Révolution de manière à la rendre saine et habitable, il faut qu'elles se hâtent de reprendre leur mission vis-à-vis des classes populaires... »

La proposition fut repoussée par 22 voix contre 14.

1. Incontestablement, la composition du Congrès de Reims donne un tableau élargi de la représentation provinciale au sein de la démocratie chrétienne. Sur 135 associations : Paris, le Nord et le Nord-Est en comptent 50 %, l'Est en a une douzaine, Paris 21, banlieue de Paris 5, Reims 8. L'Union T. C. C. O., en compte 22. La région lyonnaise 118, Marseille 8, Toulon 3, le Nord 15, Toulouse 4, Beauvais 2. On en trouve 1 notamment à Nice, Bastia, Draguignan, Bagnères-de-Bigorre, Avranches, Saint-Quentin, Béziers, Albertville, etc.

La liste des membres honoraires comprend 16 prêtres, 3 religieux, 4 parlementaires, 4 professeurs d'université, 29 industriels.



Ce débat et la représentation de quelques syndicats agricoles au Congrès révèlent chez ses dirigeants le désir d'étendre le mouvement ouvrier en lui adjoignant une section agricole.

Autre innovation : le débat sur les « petits métiers », nous dirions aujourd'hui l'artisanat, c'est vraiment une anticipation que cette discussion. Le questionnaire sur les « petits métiers » fut très bien accueilli, le Congrès tenant surtout à protester contre le monopole du grand magasin <sup>1</sup>.

Passant à la grande industrie, il réitère les vœux habituels <sup>2</sup>. Terminant par les employés — encore une innovation ! — il les considère à part, ce qui est caractéristique de l'importance qu'ils tendent à prendre dans le mouvement, et demande pour eux la juridiction prud'homale et la formation de syndicats.

De ces travaux techniques, nous retiendrons la volonté des congressistes d'élargir leurs cadres et d'étendre leur action. Nous allons en trouver le motif en abordant l'aspect politique des travaux, mais notons que si cette volonté ne se traduit guère par des résultats concrets — il y a très peu d'agriculteurs et pas beaucoup d'artisans à l'Assemblée — elle permet néanmoins au mouvement ouvrier catholique de prendre position en faveur de réformes justes et nécessaires et contribue par là, dans une modeste mesure, à faire aboutir ces réformes.

Si intéressants que soient ces travaux, ils n'en constituent pas moins la partie la moins importante du Congrès. La question capitale d'une orientation politique domine en effet les travaux.

Les organisateurs s'étaient mis d'accord pour soumettre aux congressistes un texte codifiant en quelque sorte l'ensemble des vœux « sociaux » admis par tous les Congrès.

Mais quelques semaines avant l'Assemblée, une opinion se fit jour demandant une organisation précise de la Fédération nationale, l'assimilant en somme à un véritable parti.

Cette opinion venait de Paris. Elle était en réaction contre le travail

1. Vœu : 1° Qu'il soit établi en chaque profession une Chambre syndicale des patrons du métier donnant aux petits producteurs le moyen pratique : a) d'abord d'acheter en commun en gros et au comptant leurs matières et les meilleurs instruments de travail ; b) ensuite d'arriver peu à peu si c'est nécessaire à la réclame et à la vente coopérative ; c) et même d'organiser le crédit mutuel où chacun trouverait les avances nécessaires à l'exercice et à la prospérité de son métier.

2° Qu'à côté du syndicat des petits producteurs et pour s'entendre avec lui, soit établi le syndicat ou Chambre syndicale des ouvriers du même métier permettant à ceux-ci de s'entendre entre eux : a) pour garder l'honneur et la science du métier ; b) pour maintenir des salaires permettant de vivre et des conditions de travail qui respectent les droits et la dignité du travailleur ; c) pour traiter avec les patrons, pacifiquement, les questions d'intérêt commun.

3° Que les deux Chambres syndicales des patrons et des ouvriers se réunissent, que leurs délégués débattent et règlent ensemble les questions d'intérêt commun, telles que : a) le tarif minimum du salaire ; b) les conditions du travail et le repos dominical ; c) la réforme et le contrôle de l'apprentissage ; d) l'institution des caisses d'assurances pour maladie, accident, chômage, etc....

2. Repos dominical, séparation des sexes à l'atelier, respect de la liberté de conscience, protection contre les abus d'autorité des contremaîtres, fixation de la paie à un jour autre que le samedi ou le dimanche.

des organisateurs rémois qui s'étaient bornés à élaborer un projet de programme <sup>1</sup>, sans préciser ce que serait l'organe exécutif restreint de la Fédération nationale, dont la constitution semble avoir été mentionnée quand il fut question du programme.

Devant cette carence, trois dirigeants de l'Union démocratique de Paris : Delavenne, Le Chevallier et Rendu, décidèrent de présenter au Congrès des propositions et chargèrent Simonnet de les rédiger. Dans tout cela le mot de « parti » ne figure pas, mais les débats allaient montrer que l'idée était sous-jacente.

Dès à présent nous voyons donc une tendance « avancée » des Parisiens qui veulent donner à la Fédération une organisation et une commission exécutive ; en face le groupe rémois se borne à rédiger un programme. Chargé d'organiser le Congrès, il ne fait pas de propositions sur l'organisation fédérale, obligeant ainsi les Parisiens à les formuler en dehors du Comité d'organisation, c'est-à-dire en dehors de la voie normale.

L'idée d'un parti était dans l'air, car de son côté Albert de Mun écrivant un peu plus tard à l'abbé Six, déclare : « Avant sa constitution (du parti démocratique chrétien) j'ai fait près de M. Harmel tous mes efforts pour empêcher ce mouvement si intéressant de dévier dans cette voie. » La réserve des Rémois n'est-elle pas due pour une part aux efforts répétés d'Albert de Mun ? C'est vraisemblable.

Quand le Congrès s'ouvrit, on vit donc s'affronter les deux tendances. L'une représentée par Robert, Payan et Leclercq, s'efforce de conserver à la Fédération son caractère strictement professionnel. Elle est, au sens propre du terme, conservatrice, car elle entend maintenir cercles et Congrès dans la voie où ils ont prospéré jusqu'alors.

En face d'eux le groupe parisien comprend des hommes jeunes qui voient au contraire dans le mouvement ouvrier l'instrument par excellence du Ralliement.

Les premiers sont des ouvriers provinciaux très pieux, très attachés au mouvement, fiers de sa réussite et désireux avant tout de ne pas la compromettre dans une aventure politique. Les seconds sont ouvriers pour une part seulement mais aussi employés et journalistes. Aux idées professionnelles des premiers, ils opposent leurs préoccupations politiques. Les premiers arguent de *Rerum Novarum*, les seconds répondent avec l'Encyclique sur le Ralliement. Delavenne a résumé leur état

1. Lettre de DELAVENNE à Simonnet, Paris, 17 avril 1896.

« Mon cher Ami, je pense que vous avez reçu le projet de programme général des démocrates chrétiens qui sera discuté au Congrès de Reims.

« Nos amis de Reims ont l'air de borner à cela la Fédération nationale. Celle-ci aurait donc un programme et pas d'organisation. Il me semble cependant qu'il a toujours été convenu qu'une sorte de commission nationale prendrait certaines décisions obligatoires pour tous les groupes adhérents à la Fédération.

« Nous avons pensé, Rendu, Le Chevallier et moi à la réunion de mardi dernier qu'il serait utile que nous présentions des propositions à ce sujet-là, propositions qui seraient celles de l'Union Démocratique Chrétienne de Paris. Il faudrait donc qu'elles soient approuvées par tous nos adhérents à la réunion du dimanche 24 avril. Comme nous sommes tous pris, nous vous avons désigné pour fabriquer ce petit projet d'organisation. »

d'esprit quand il a dit au Père Guitton : « Nos cerveaux à vingt ans comprenaient assez mal les directives sociales de Léon XIII. Mais nous étions impressionnés par le Ralliement. Ça, c'était net. »

Le dimanche matin, en séance générale, les représentants de la seconde tendance demandèrent la constitution du parti démocrate chrétien par la fédération des groupes représentés. Cette demande reprenait, avec une intention politique en plus, le projet de fédération nationale envisagée dès 1894 et jugé alors prématuré par Harmel. Les interpellateurs appuyèrent cette demande sur un mandat explicite reçu de leurs camarades — sans doute le projet Simonet ratifié par le Conseil de L'U. D. P.

Leclercq, qui conduisait l'opposition tout au long du Congrès, s'opposa à cette demande en faisant valoir qu'une assemblée où seuls votaient ouvriers et employés, ne saurait constituer le parti. La démocratie chrétienne avait des attaches dans l'agriculture, le commerce et même dans d'autres milieux industriels. Au lieu d'engager les absents, il proposait au Congrès d'élaborer le programme ouvrier des Démocrates chrétiens. Une Commission étudia le texte et sans discussion, semble-t-il, le fit voter. Ce programme, constamment confirmé, devait rester jusqu'à la fin la Charte de la Démocratie chrétienne. Il résumait l'ensemble des vœux que nous avons vu adopter en les couronnant par cette devise : « Religion, Famille, Propriété <sup>1</sup>. »

Sur la question si controversée du syndicat mixte, le programme demande la réglementation des intérêts communs des ouvriers et des patrons de chaque profession par des commissions mixtes composées de délégués en nombre égal des patrons et des ouvriers respectivement organisés.

1. Bases du programme : Religion, Famille, Propriété. Programme économique :  
1° Personnalité civile complète des syndicats professionnels et extension pour eux du droit de posséder.

2° Réglementation des intérêts communs des ouvriers et des patrons de chaque profession par des commissions mixtes composées de délégués en nombre égal des patrons et des ouvriers respectivement organisés.

3° Protection des petits métiers et du petit commerce contre les monopoles.

4° Repos du dimanche obligatoire.

5° Journée maximum de travail effectif pour les travailleurs des métiers et de l'industrie en général. En attendant que les Chambres de travail soient légalement constituées, fixation par l'État de ce maximum à 10 heures.

6° Suppression du travail de nuit sans autres exceptions que celles qui seraient déterminées par les conseils professionnels compétents.

7° Dans la grande industrie, suppression du travail des femmes mariées et limitation du travail des jeunes filles.

8° Inscription au Cahier des Charges des travaux publics du minimum de salaire, du repos du dimanche, de l'assurance contre les accidents et de la durée maximum du travail et suppression du marchandage.

9° Caisses d'assurance et de retraite pour les ouvriers contre les accidents, le chômage et la vieillesse.

10° Constitution obligatoire de Chambres régionales de travail et d'industrie, ainsi que de Chambres d'agriculture.

11° Représentation nationale proportionnelle des intérêts professionnels par une Chambre représentative de tous les corps d'état.



« Voilà le programme, formons le parti » dirent alors Delavenne et ses amis. Leclercq hésitait, craignant de voir la force ouvrière catholique utilisée par des politiciens au lieu de se servir de la politique pour faire valoir ses revendications, Car c'est là l'idée politique des ouvriers et celle d'Harmel : obtenir par l'association des réformes sociales et un jour, du moins l'espèrent-ils, une réforme des lois religieuses. Mais le groupe des employés fit tant de bruit qu'il obtint à peu près ce qu'il voulait.

Le Congrès vota la fondation du parti à la tête duquel devait être créé un conseil national composé de deux délégués par union et d'un délégué pour chaque centre où l'union n'était pas encore constituée. Le Congrès dota le Conseil national d'un secrétaire général permanent, résidant à Paris, poste auquel on appela le triomphateur de la journée, Georges Delavenne. Leclercq obtint que pour faire partie du Conseil national il fallait être ou avoir été salarié (ouvrier, employé, contremaître).

Créer ainsi le Conseil national du parti et le réserver aux seuls ouvriers, employés et cadres, c'était constituer un « parti de classe ». Était-ce l'intention des organisateurs ? Il semble bien que non et que cela ait surtout résulté de la hâte à construire quelque chose. Il n'en reste pas moins que l'impression du « parti de classe » était créée et que rien d'officiel ne venait la démentir.

Restait une deuxième question. Puisqu'il y avait parti, il y avait prise de position sur les problèmes politiques et en premier lieu sur la forme du gouvernement. Les amis de Delavenne, auteurs du parti, le voulaient nettement républicain. Mais dans plusieurs centres, à Blois notamment, les monarchistes participaient à l'action sociale des cercles d'études ou l'encourageaient. Fallait-il courir le risque de rompre avec eux et certains ouvriers ? Ne pas le faire, c'était risquer une attitude équivoque où les masses populaires verraient un défaut de franchise. Les républicains arguèrent aussi de la volonté de Léon XIII. Finalement le Congrès se mit d'accord sur la formule suivante :

« Le parti démocratique chrétien, estimant que les questions sociales priment toutes les autres, laisse à chacun de ses groupements la possibilité de se placer ou non sur le terrain politique, mais si ces groupements se placent sur le terrain politique, ils doivent se déclarer nettement républicains démocrates.

Dans le milieu catholique déchiré par le ralliement, cette décision était grave. On remarquera, d'autre part, qu'elle est prise par le Congrès ouvrier qui continue à agir seul, renforçant l'impression d'une politique de classe.

A la clôture du Congrès, après Thellier de Poncheville et l'abbé Lemire, Albert de Mun prit la parole. A l'veille du Congrès, au chanoine Fichaux qui s'inquiétait de l'y voir, il avait répondu qu'il ne s'associait pas à la campagne contre le syndicat mixte, mais qu'il croyait devoir donner aux ouvriers chrétiens l'appui et la sympathie qu'ils paraissaient mériter. Son discours pour une fois se fit moins remarquer

par ce qu'il dit que par ce qu'il tût. Il salua l'effort d'organisation professionnelle, « organisation sociale encore embryonnaire mais destinée nécessairement à se développer et à grandir par la force naturelle des événements et des idées ». Quant à l'œuvre politique du Congrès, il n'y fit que la plus brève des allusions en insistant sur l'interdépendance des classes sociales. C'était un blâme manifeste.

Avec le troisième Congrès de Reims, se termine la tentative de coopération entre l'Œuvre des Cercles et la démocratie chrétienne. Les rapports d'Albert de Mun avec Harmel se distendent, le premier rendant le second responsable du malentendu de Reims. Par là l'Œuvre des Cercles perd sa dernière chance de se ranimer au contact de l'école nouvelle. Mais celle-ci à son tour échappe pour une part à l'autorité d'Harmel et de ses amis les ouvriers du Nord. Le groupe de Paris, et derrière lui des prêtres et des intellectuels qui suivent de près les progrès de la Démocratie chrétienne, vont chercher à la diriger. Après une action utile et qui se prolonge encore quelque peu sur le plan local, le mouvement politique va sombrer dans le remous des événements qui se préparent.

Le moment paraît venu de considérer les forces vives de la Démocratie chrétienne dans les centres régionaux où elle a pris racine.

## CHAPITRE XII

### La démocratie chrétienne — Les foyers régionaux La décadence (1896-1901)

#### IDÉES DOCTRINALES

Avant de se séparer, les congressistes de Reims résumaient leur doctrine en trois mots : Dieu, Famille, Propriété. Devise dont ils sentiront l'insuffisance quand dix-huit mois plus tard ils y joindront les mots « Travail » et « Patrie ». En fait, ces cinq mots traduisent assez bien l'essentiel des préoccupations démocratiques.

*Dieu.* — Les démocrates sont des catholiques sincères et souvent fervents. Les uns sont des prêtres auxquels on reprochera plus tard, un certain manque de discipline <sup>1</sup> ou une indépendance trop grande dans l'interprétation doctrinale qui frisera quelquefois l'hérésie <sup>2</sup>, mais à aucun on ne reprochera de n'avoir pas aimé sa religion du meilleur de soi-même. Si l'on excepte deux outrois prêtres sortis de l'Église, on leur reconnaîtra d'avoir servi la religion avec zèle dans la voie qu'ils ont cru la meilleure ; on leur reconnaîtra d'avoir accepté avec une soumission chrétienne des reproches et des sanctions qui n'étaient pas toujours exempts d'une excessive sévérité.

D'autres sont des ouvriers dont la foi simple, éprise de justice, les amène à l'oubli de soi et au sacrifice, tel ce Robert qui prélève sur ces modestes gains, pour assurer les frais de poste avec les nouveaux cercles d'études, tel ce paysan qui crée un journal pour propager les idées du parti, tels ces Thomine, Simonet, Delavenne, toujours sur la brèche pour le succès de leur idéal.

Les intellectuels enfin, aux idées souvent intransigeantes, n'hésitent pas à sacrifier à la démocratie leurs plus chères traditions de famille, leurs intérêts matériels, leurs espérances personnelles, ainsi que le fait Desgrées du Lou dont toute la jeunesse est une réaction difficile envers un passé dont toutes les traditions lui semblent s'opposer à sa foi.

Mais leur catholicisme est infiniment tolérant. Il accueille tous les hommes de bonne volonté. « Un protestant, un juif, un libre penseur, disait l'abbé Gayraud <sup>3</sup> député démocrate de Brest, peuvent adhérer à la doctrine économique et au programme social du parti, s'ils acceptent les données et les conclusions du bon sens, de la raison, du droit naturel, s'ils veulent sincèrement la justice et la fraternité entre les hommes,

1. A l'abbé Lemire, par exemple.

2. A l'abbé Naudet.

3. Abbé GAYRAUD, *l'Univers*, 1<sup>er</sup> avril 1899.



Sans doute poursuit-il, le développement complet, l'efficacité surnaturelle je dirai même la théorie parfaite du décalogue et de la fraternité humaine ne se rencontrent que dans le christianisme, et notamment dans l'Église catholique, et c'est pourquoi la démocratie, telle que nous la concevons et l'exposons, est vraiment chrétienne. Mais les principes en eux-mêmes sont comme le décalogue, d'ordre rationnel et n'exigent point pour être admis la préoccupation de la foi catholique. »

De cette théorie découle la position suivante : « Le parti démocrate chrétien ne se propose pas d'établir la prépondérance politique de l'Église dans l'État, il réclame seulement la liberté de l'Église. Encore n'espère-t-il l'obtenir que par l'action sociale et comme résultat de cette notion démocratique <sup>1</sup>. »

Les démocrates, s'appuyant sur les instructions de Léon XIII, supplient les prêtres d'aller au peuple. Aussitôt, leurs contradicteurs catholiques dénoncent le péril. La *Vérité Française*, adversaire acharné de l'école nouvelle, le dit : « Le pire serait que pour aller au peuple comme ils l'entendent, l'Église se départit de son vrai rôle, de sa véritable mission qu'elle sortit de ses temples, qu'elle délaissât la chaire et le confessionnal et même l'autel pour se transformer en une société de propagande démocratique prêchant à tort et à travers la justice sociale dans les clubs, dénonçant les abus de la société bourgeoise au monde du travail, s'attachant plus à faire valoir les griefs des classes ouvrières qu'à faire pénétrer chez elles les leçons de la religion <sup>2</sup>. »

*Famille.* — Ils en font la base même de la société. L'abbé Lemire s'en fera le défenseur inlassable devant la Chambre, contre la loi, contre le Code civil, contre l'esprit individualiste du Français. Le souriant abbé Lemire le répète sans cesse aux députés et il finit, grâce à une tactique habile, par obtenir quelques menus avantages, moins importants en eux-mêmes, que parce qu'ils ébranlent la conception de l'individu considéré en tant que cellule de la société.

Les démocrates chrétiens soutiennent toutes les mesures susceptibles de garantir une vie de famille. Ils réclament une réglementation du travail des enfants, l'institution légale du repos dominical et de la semaine anglaise, le développement d'une petite propriété inaliénable et insaisissable et d'une forme de crédit familial : la caisse de famille, à laquelle l'un d'eux, l'abbé Ract, attachera son nom.

*Propriété.* — La réforme dite du « bien de famille <sup>3</sup> », que l'abbé Lemire finira par faire voter, est un des articles essentiels du programme parce qu'avec la famille, il défend une certaine conception philosophique de la dignité de l'homme à laquelle un groupe de la Démocratie a donné le nom de « terrianisme ». Le terrianisme, qu'un jeune médecin de Dunkerque, le docteur Lancry, a répandu, affirme que l'homme naît pro-

1. Conformément à ces vues, Payan compte sur la boulangerie coopérative qu'il a fondée en pleine crise du pain cher, pour assurer le succès du parti aux élections de 1898.

2. *Vérité française*, 23 septembre 1896.

3. Voir ci-dessous, ch. XIV, p. 473.

priétaire. « La parcelle de terre indispensable à transformer en pain son travail, est un droit de nature, un droit divin ; il est donc imprescriptible, insaisissable <sup>1</sup>. »

Le parti réclame le bien de famille pour arrêter en leur chute tant de malheureux qui glissent sur les pentes du prolétariat et qui, « déchus fatalement de leur dignité d'hommes », deviennent un danger parfois redoutable pour la société.

*Travail.* — Implicitement, les démocrates admettent le droit au travail puisqu'ils répudient absolument l'aumône, au nom de la charité. L'aumône, disent-ils, n'est pas une solution, tout au plus peut-elle être un remède individuel, mais jamais un remède social. Une société composée de riches généreux et de pauvres résignés, non seulement ne répondrait pas à l'idéal chrétien, mais encore serait à la merci du moindre incident. Non, l'homme doit travailler pour satisfaire à ses besoins immédiats en tant qu'homme. Mais cela exige une transformation des conditions mêmes du travail. La *Justice Sociale* <sup>2</sup> écrit cette phrase caractéristique : « Le Seigneur Jésus n'a pas dit à la foule de se résigner ; on ne se résigne pas à mourir de faim. La transformation des conditions du travail a un nom : l'organisation professionnelle. »

A la base, le syndicat séparé <sup>3</sup>, aussi bien en agriculture que dans l'industrie. Sa tâche consiste à déterminer les taux des salaires industriels ou agricoles, à fixer l'horaire du travail dans la profession, à établir les règlements d'ateliers, à combattre le chômage par des mesures appropriées, à encourager la production, à créer et à gérer les diverses formes de l'apprentissage. L'assurance, question capitale, est de son ressort. Le syndicat est étendu à l'artisanat, avec pour mission de défendre les petits métiers et le petit commerce contre tous les monopoles.

Les syndicats se groupent en chambres syndicales. Les délégués des Chambres patronales et ceux des Chambres ouvrières se rencontrent pour constituer le Conseil de conciliation ou d'arbitrage, ou pour établir en commun le contrat de travail.

Dans une région, les syndicats de même nature constituent une fédération ; l'union des Chambres syndicales patronales et ouvrières d'une région constitue la Chambre du travail ou la Chambre d'agriculture de la région. Enfin, couronnant l'édifice, une Chambre haute, le Sénat professionnel, que l'abbé Lemire défendra au Palais-Bourbon. Mais l'organisation professionnelle est inséparable d'une réorganisation économique. Dans les deux cas, les démocrates subissent fortement l'influence de La Tour du Pin. Avec lui ils se déclarent contre le libéralisme, partisans d'une réglementation des échanges, adversaires irréductibles de l'usure sous toutes ses formes. Ils opposent à la conception périmée, leur semblait-il, de l'économie, un régime essentiellement coopératif, où ils étendent

1. *Justice sociale* où le D<sup>r</sup> LANCERY tient une chronique, 6 janvier 1893.

2. *Justice sociale*, 17 mars 1897.

3. Les réserves faites en faveur du syndicat mixte ne visent que des cas d'espèce (Congrès de Lyon, 1897).

la coopération de la consommation à la production et au crédit. Par elle, le travailleur pourrait arriver à une forme de co-propriété de l'entreprise. Sur ce point, ils s'en tiennent à cette formule un peu vague « une participation du travail à la prospérité de l'entreprise ». Ils réclament une transformation de l'impôt, de nature à le rendre « sagement et équitablement progressif ».

En attendant la réalisation de ce programme, et notamment l'encadrement de l'État par les corps sociaux pour restreindre son pouvoir — les démocrates réclament d'urgence une liberté complète d'association, sauf dans les cas contraires au bon ordre.

*Patrie.* — Ils n'en parlent guère, si ce n'est pour s'opposer au développement des entreprises juives, ou à l'afflux des ouvriers étrangers.

La démocratie chrétienne est sociale et républicaine au sens des Encycliques de 1891 et 1892. Voyant les initiatives des radicaux et des socialistes, elle veut en prendre d'aussi hardies. Mais elle se heurte à l'opposition anticléricale qui sous prétexte de cléralisme la rejettent à droite. Là, elle rencontre des catholiques qui pensent différemment, bien plus, qui accusent les démocrates de reniement. Devant cette incompréhension de la politique du Pape, les démocrates chrétiens entreprennent de convertir les conservateurs, souvent avec rudesse, et se font rejeter par eux avec horreur vers la gauche.

Les démocrates prennent la France comme elle est. Ils font à la Révolution des reproches, notamment celui d'avoir détruit les corporations, mais ils l'acceptent comme un fait acquis, une étape du développement social. Cela exaspère les défenseurs de la Contre-Révolution, qui protestent avec indignation contre ce « baptême » de la Révolution. Et de fait, nous touchons au point sensible le désaccord entre les deux mouvements qu'il nous faut maintenant analyser.

À la vérité, s'il y a désaccord sur quelques points précis, il y a plutôt, quant à l'ensemble, incompatibilité entre deux conceptions.

Pour l'Œuvre des Cercles, le monde perverti par la Révolution française est à corriger. Sa rééducation doit se faire d'abord dans les intelligences en dissipant les erreurs intellectuelles vieilles maintenant d'un siècle. Quand les esprits auront été dégagés de ces erreurs funestes, ils comprendront cet ensemble d'idées philosophiques, politiques et sociales qu'est l'ordre social chrétien et s'appliqueront à l'instaurer. L'Église par exemple, dans cette conception, doit encourager les réformes sociales, mais son rôle n'est pas tant d'aller au peuple que de tenir une place dans la société réorganisée qui l'attire à elle. Au contraire, les démocrates, considérant cette espèce de désintéressement dont l'Église a fait preuve vis-à-vis des classes laborieuses comme un obstacle infranchissable à son apostolat, préconisent-ils une action missionnaire intense, s'appuyant, non pas sur une transformation complète de la société, mais sur des réformes sociales destinées à amender, en la maintenant, la société existante. C'est là une tâche urgente. Aussi n'hésitent-ils pas à accepter les « points de vue du siècle » chaque fois que ceux-ci ne sont pas en contra-



diction avec l'enseignement religieux. Ils ne se soucient guère de rattacher intellectuellement les réformes qu'ils proposent. Ils acceptent de grand cœur le régime établi, quitte à lui demander l'apaisement et des réformes. La politique d'un Spuller, celle d'un Méline les satisfont à peu près.

Cette attitude peut paraître contradictoire. Quand les démocrates chrétiens réclament une législation familiale de la société, ils s'opposent aux enseignements de la Révolution et à l'esprit du régime, mais en se faisant les défenseurs de la III<sup>e</sup> République, ils paraissent accepter et soutenir la conception individualiste sur laquelle elle est fondée. En vérité cela s'explique par le désir de devenir suffisamment républicain pour acquérir dans la République une influence dévolue aux défenseurs du régime. Cette politique est bien délicate à mener, elle oppose constamment les démocrates aux conservateurs, sans calmer bien vite les défiances des radicaux et des socialistes.

L'Œuvre des Cercles, au reste, n'es pas unie dans son opposition. Si quelques-uns de ses membres, tel l'abbé Maignen, ont été opposés à la Démocratie chrétienne dès le début, d'autres lui sont restés fidèles jusqu'à la fin, c'est le cas de Léon Harmel et d'Henri Lorin. Albert de Mun, situé entre ces deux tendances, se désolidarise des démocrates dans des circonstances particulières. A la base du désaccord il y eut l'action politique du parti démocratique, mais aussi une question de doctrine sociale particulièrement importante : celle du rôle des classes dirigeantes où nous voyons La Tour du Pin épouser les idées de de Mun.

#### LES CLASSES DIRIGEANTES

La pensée démocrate sur ce point fut exposée dans son ensemble par un collaborateur de l'abbé Naudet, Ch. Lenervien <sup>1</sup> dans la *Justice Sociale* avec l'approbation implicite de l'abbé. L'auteur situait le débat : « Disons-le bien haut, sans jactance comme sans embarras, nous ne croyons pas du tout que des « classes » fussent-elles élevées, aient un rôle quelconque à jouer en tant que classes dans l'œuvre de rénovation sociale à laquelle nous consacrons nos efforts. Cela vaut la peine d'être dit, d'être redit, d'être dit encore, car ce n'est pas là de notre part une imprudence accidentelle de doctrine, un écart momentané de langage, c'est la caractéristique distinctive de l'école chrétienne sociale de M. de Mun et de l'école démocratique chrétienne. Les mots démocratiques, démocratie, ne craignons pas de le dire, ne sont nullement pris dans le même sens par l'une et l'autre école. »

Pour Lenervien, l'idée de la classe est aujourd'hui la plus susceptible d'éloigner le peuple, de provoquer chez lui une invincible et irrémédiable répulsion ; à son avis, c'est elle qui sans doute a empêché l'Œuvre des Cercles d'atteindre le développement qu'elle méritait. Elle reconnaît

1. Ch. LENERVIER, *Justice sociale*, 24 avril 1897.

un privilège qu'Albert de Mun n'a cessé d'inviter les classes dirigeantes à mériter par la foi et le dévouement. C'est faire œuvre vaine, dit Lenervien, « pour les membres de ces classes, vous serez un énergumène ; diriger, c'est à leurs yeux, pouvoir se dispenser de dévouement ». Quant au peuple, qu'a-t-il appris dans l'histoire, sinon la condamnation d'un régime que l'école de M. de Mun paraît soutenir ? et plus encore, n'a-t-il pas appris ce besoin d'égalité qui, fût-ce aux dépens de la liberté elle-même, est devenu l'instinct dominant de notre caractère national ? »

Bien plus, le scrupule de conscience qui amène la classe dirigeante à se dévouer spécialement au peuple en raison d'une supériorité intrinsèque sur lui, constitue pour le peuple une « mortelle offense ». C'est une dette payée moins à la fraternité chrétienne qu'à la hiérarchie sociale. « Dans ce dévouement qui attend la reconnaissance, dans cette condescendance qui commande la soumission, il ne peut sentir, et pour cause, la communication intime, le don confiant de soi-même qui, à son tour, impose la confiance. » Les chrétiens sociaux entendent la démocratie comme un tuteur qui porte affection et soin à un mineur en lui recommandant la docilité, parfois un peu haut. Les démocrates au contraire, voient en elle le gouvernement par le peuple, organisé territorialement et professionnellement. Dans une société ainsi conçue « la notion d'une hiérarchie de classes n'est pas seulement une superfétation, c'est un non-sens.

Et puis, sur quel critère définir une échelle de classes ? « Ce n'est pas aux yeux d'un loyal gentilhomme, ami du peuple sinon confiant en lui, l'argent, la science ou l'académie ? De grâce, pas de classes dirigeantes faites avec des mandarins ! La naissance ? Mais comment alors expliquer qu'après vingt ans d'efforts, si peu d'adeptes soient venus à de Mun de ce faubourg Saint-Germain, ou, mieux que nous, il connaît ses détracteurs ? Ce ne seront pas enfin ces nobles ruinés qui vont redorer leurs blasons dans les corbeilles nuptiales venues tout exprès d'Israël. »

Lenervien conclut donc avec fermeté : « Que l'on veuille la déterminer par l'argent, par le savoir ou par la naissance, il n'y a pas d'aristocratie collective, la seule aristocratie est celle du caractère, personnelle par essence, contradictoire avec tout ce qui définit et établit une classe. »

La Tour du Pin dénonce dans cette conception un individualisme exagéré : « Alors que toute la structure de l'œuvre repose sur une conception hiérarchique de la société... la société démocratique, telle qu'elle est née de la Révolution, est essentiellement individualiste. Alors que les questions traitées dans la revue l'*Association Catholique* l'ont toujours été au point de vue le plus social c'est-à-dire au point de vue constant du bien commun... jamais, en principe du moins, la démocratie du type courant ne se met en présence de l'intérêt social mais toujours de celui de l'individu. La démocratie prend son fondement dans l'égalité civique. Ce système anti-social remet les pouvoirs publics aux mains de la partie la moins éclairée de la nation parce qu'elle est la plus nombreuse, cela au nom d'une prétendue égalité des individus qui établit le triomphe de l'individualisme sur la négation même de l'individualité. »

Quand le comte de Ségur quitta l'*Association Catholique*, passée entre les mains d'Henri Savatier, il invita celui-ci à demeurer fidèle aux grandes conceptions de l'Œuvre des Cercles et à ses traditions doctrinales « en se gardant des dangers que feraient courir à une bonne solution des problèmes sociaux les hallucinations démocratiques qui entraînent les jeunes couches, et séduisent une école nouvelle de sociologues chrétiens ».

Et la Tour du Pin qualifiant l'attitude générale de la démocratie d'« opportuniste » ajoute : « Demain l'opportunisme peut devenir ce qu'il voit dans toute autre action, un anachronisme. »

### L'ABBÉ NAUDET

Les idées de la Démocratie chrétienne furent répandues par la parole et par la plume, par les abbés démocrates et par les militants. Une place à part revient à cet égard à l'abbé Naudet <sup>1</sup>. Directeur du *Monde* de 1894 à 1896 à la demande de Léon XIII, directeur de la *Justice Sociale* qu'il fondait à Bordeaux le 15 juillet 1893, conférencier puissant et infatigable, contradicteur redouté des socialistes, Paul Naudet a beaucoup contribué à acclimater l'idée d'un catholicisme républicain. Peut-être l'ardeur de ses convictions entraîna-t-elle quelquefois l'orateur et le journaliste à dépasser sa pensée, mais elle contribue largement à faire rayonner les idées nouvelles. Quand Desgrées du Lou amorça son action sociale à Brest, il demanda à l'abbé Naudet de parler à son public difficile et rétif, et l'abbé, non sans peine, parvint à le maîtriser. Comme il le félicitait à l'issue, Naudet répondit en riant : « Que voulez-vous, pour combattre les Philistins, Samson n'avait qu'une machoire d'âne, le Bon Dieu peut bien se servir de la mienne... »

### LES FOYERS RÉGIONAUX

Au lendemain du II<sup>e</sup> Congrès de Reims, le moment paraît bien choisi pour analyser les éléments constitutifs de la Démocratie chrétienne : ses groupes, ses cadres, ses chefs et ses œuvres. Depuis ses modestes débuts à Reims, quand Harmel mettait au point la formule de réunion ouvrière cherchée depuis tant d'années, les Cercles d'études se sont développés en nombre et en importance. La fédération locale a multiplié leurs effectifs et leur action. Les œuvres sociales se sont petit à petit « révélées, popularisant quand elles réussissaient, le mouvement nouveau. Les chefs, ouvriers ou employés, se sont révélés ou formés, attirant à eux des prêtres et des intellectuels.

En 1896, le mouvement connaît une activité débordante où la préoccupation dominante et avouée est encore la question sociale. Qu'elle le reconnaisse ou non, depuis Reims, la démocratie chrétienne s'est portée sur le terrain politique. C'est là un fait grave qui va modifier son orien-

1. Né à Bordeaux en 1859, mort à Saint-Michel de Fronsac en 1929. Voir sa biographie CORNILLEAU (le Docteur Robert), *L'abbé Naudet*, Paris, s. d., 158 p., in-8°.



tation, dénaturer ses activités et affaiblir ses forces vives. Beaucoup de catholiques n'ont pas refusé leur concours aux cercles d'études et aux congrès ouvriers qui n'hésiteront pas à abandonner le parti politique.

Nous chercherons à nous représenter les hommes qui menaient le mouvement. Les ouvriers nous paraissent, pour la plupart, assez effacés, et les textes se bornent à mentionner quelques noms car il est caractéristique que la démocratie chrétienne n'a pas réussi à trouver ou à former l'élite ouvrière souhaitée par Harmel. Étudier de plus près le caractère de ces hommes, quand on peut le faire, c'est expliquer la faiblesse congénitale de leur entreprise et son échec final.

### *Les Ardennes*

L'union démocratique des Ardennes s'est développée à la faveur de ses congrès trimestriels régulièrement tenus, le long d'un axe géographique, la vallée de la Meuse. Elle se recrute dans tous les gros bourgs de la vallée, de Givet à Sedan, grâce à son animateur, l'infatigable Dombay-Schmidt.

« C'était un grand homme maigre, à la barbe d'apôtre, dont il avait d'ailleurs la physionomie, très actif et convaincu, éloquent dans les réunions populaires. S'il avait été socialiste, il eut pu être député, au lieu de Poulain qui n'avait pas d'envergure. Mais Dombay-Schmidt n'était qu'un démocrate, suspect aux patrons dont il galvanisait les ouvriers, suspect aux masses ouvrières déjà socialisées, parce qu'il était clérical <sup>1</sup>. »

Retenons le fait : c'est un employé. La démocratie chrétienne ne rencontrera de réelles sympathies que chez les employés, quand elle abordera les classes laborieuses. Ce sera un avantage dans l'immédiat, mais aussi une faiblesse pour la suite.

Dombay-Schmidt était allé dans les réunions publiques, dès le début du mouvement ; il y tenait tête aux socialistes. Non seulement il s'y faisait écouter, mais il avait une telle puissance de persuasion qu'il réussit même une fois à faire adopter par l'auditoire socialiste un ordre du jour en faveur des idées démocratiques chrétiennes. Harmel l'avait très vite apprécié et aidé. Quand on commença à connaître ses idées, Dombay groupa autour de lui quelques employés et quelques ouvriers. C'est ce noyau qui fonda les cercles d'études de la vallée de la Meuse, et les fédéra dans « l'Union Démocratique des Ardennes ». Mais l'esprit pratique de Dombay-Schmidt, sentit que le mouvement n'aurait de puissance d'attraction que s'il procurait un secours effectif à ses membres. Il fonda donc des sociétés coopératives de consommation à bon marché.

C'est à Charleville qu'il constitua la « Boulangerie Coopérative ». Elle dura dix-huit mois, avec un demi-succès. Les ménagères préféraient conserver leur clientèle aux boulangères du voisinage, bien que la Coopérative dont leurs maris possédaient une ou deux actions, leur procurât un

1. Chanoine GODERNAUX, *Lettre* du 10 novembre 1942.

petit bénéfice. Les efforts de Dombray et de ses amis étaient impuissants contre cet état de fait, la boulangerie coopérative dut fermer.

Il réussit mieux dans l'œuvre des locations ouvrières. Le groupe louait des immeubles et les sous-louait aux ouvriers en leur faisant faire une économie d'environ 35 % par rapport aux prix pratiqués ailleurs. Devant le succès, il compléta l'œuvre par l'achat de maisons qui, moyennant une redevance mensuelle, deviendraient au bout d'un certain temps, la propriété des ouvriers.

Dombray fait tenir régulièrement les congrès trimestriels de l'Union démocratique des Ardennes. Quand le congrès de Reims se décida à codifier les résolutions des quinze congrès précédents, pas moins de cinq avaient été organisés par l'Union Ardennaise.

C'est ainsi qu'à Gespunsart, le 19 mai 1895, se tint le IV<sup>e</sup> Congrès. La réunion était organisée à la mairie et présidée par un ouvrier du nom de Louis. A la tribune, le président ouvrier est assisté de Mgr Péchenard, vicaire général du diocèse de Reims, venu à titre d'enfant du pays, de Dombray-Schmidt et de Léon Harmel. A l'ordre du jour : le repos dominical et le minimum de salaire. Une commission nommée pour étudier le repos du dimanche, consacre la matinée à cette étude dont, l'après-midi, Dombray-Schmidt lit les conclusions <sup>1</sup> strictement limitées au territoire de l'union, et essentiellement pratiques. Elles tendent à instaurer le repos dominical par une action locale soutenue et concertée. Le second rapport est présenté par les frères Hénon, patrons à Cons-la-Grandville « que leurs ouvriers considèrent comme de véritables pères ». Il est curieux de voir apparaître ces patrons à la tribune. Cela nous montre que chez les démocrates chrétiens de la tendance Leclercq <sup>2</sup>, les travaux menés de façon indépendante sont destinés à se rencontrer à leur terme. La présence des frères Hénon procède des mêmes causes que les efforts d'union de l'abbé Six <sup>3</sup>. Après avoir entendu leur rapport <sup>4</sup> le Congrès décidait de constituer dans chaque commune une commission pour rechercher pratiquement les causes de la baisse des salaires et les

1. Voici ces conclusions : 1<sup>o</sup> Le repos du dimanche est reconnu par tout le monde comme une nécessité absolue au point de vue de la santé de la famille et même des intérêts économiques. Il est donc à désirer que l'on forme partout des sections de la ligue pour le repos du dimanche, afin d'écarter dans la mesure du possible les obstacles qui empêchent les hommes du travail et les commerçants de jouir de ce légitime repos. 2<sup>o</sup> Dans notre contrée, les réceptions du travail fait à domicile ont trop souvent lieu le dimanche et empêchent ainsi le patron, les facteurs et les ouvriers d'observer la loi divine, si favorable à l'humanité. Les livraisons faites le samedi à une heure déterminée comme la plupart des patrons le désirent, arrêteraient beaucoup d'inconvénients. Une ligue locale sera formée à Gespunsart sous la direction de M. Gravier. La même organisation sera faite partout où nous avons des groupes pour organiser ensuite une fédération qui donnera la force en même temps que l'impulsion à l'action d'ensemble (*Corporation*, mai 1895).

2. Voir l'expression de cette tendance au III<sup>e</sup> Congrès de Reims à la fin du chapitre précédent.

3. *Corporation*, mai 1895. Dans une petite ville il est difficile à un congrès catholique de laisser de côté un industriel chrétien qui soutient les œuvres paroissiales.

4. *Corporation*, mai 1895.

remèdes possibles <sup>1</sup>. La question se posa de savoir quels rapports cette commission entretiendrait avec l'U. D. A. et si elle formerait, ou non, un organisme indépendant. Elle ne fut pas résolue. En fin de Congrès, Dombray-Schmidt fit adopter un vœu tendant à faire inclure dans le cahier des charges, en cas d'adjudication, le minimum de salaire pour chaque catégorie de travailleurs, le maximum des heures de travail et le repos du dimanche. C'est là une question préoccupante pour les démocrates chrétiens. A plusieurs reprises ils chercheront à « humaniser les clauses des contrats d'adjudication ».

L'impression qui se dégage d'une pareille réunion est celle de son utilité. En se limitant à des problèmes qui les touchent directement et en les considérant sous l'aspect local, les congressistes peuvent avoir une action utile. C'est dans ce sens qu'Harmel les invite à aller de l'avant. C'est en pensant à un autre de ces congrès tenu à Cons-la-Grandville qu'il a pu dire à ses collègues de l'Œuvre des Cercles : « On remarquera l'excellent esprit de ces ouvriers. La responsabilité complète de leurs actes et de leurs paroles leur donnent une sagesse qui étonne ceux qui ne connaissent pas nos méthodes. »

L'Union démocratique des Ardennes possédait un bulletin hebdomadaire : la *Vérité Sociale*. Cette petite feuille, publia trente-neuf numéros de 1894 à 1895, mais elle n'eut pas tout le succès que Dombray espérait. Il dut l'abandonner et reporter ses abonnements sur la *Justice Sociale* de l'abbé Naudet.

La *Vérité Sociale* comptait, nous dit-elle, 1.100 abonnés. Précision intéressante, car elle nous donne une idée approximative des effectifs de l'U. D. A. On peut admettre, en effet, que tous les adhérents lisaient le petit organe de leur mouvement, mais il semble improbable qu'ils aient été les seuls à le lire. Dans sa clientèle, la *Vérité Sociale* a pu compter des sympathisants, voire des curieux, mais en petit nombre. Ceci permettrait de situer à quelques centaines — mais à moins d'un millier — le chiffre des militants de l'Union Ardennaise.

Après le Congrès de Reims, elle s'effaça progressivement. Dombray-Schmidt, tenté par les succès qu'il avait obtenus, quitta Charleville pour Nancy à la veille du Congrès de Lyon (fin 1897).

1. Il posait les questions suivantes qui serviraient de bases aux travaux de la Commission :

1° Les prix de tous les articles fabriqués dans la contrée et dans les mêmes conditions devraient-ils avoir un tarif commun ?

2° Quelles raisons font baisser le prix d'un article quand il n'est pas modifié par des moyens mécaniques ?

3° Chaque genre d'articles surtout dans la clouterie, ne doit-il pas avoir un poids déterminé afin de ne pas fausser les dénominations ?

4° Les tarifs ne devraient-ils pas être affichés aux ateliers, bureaux et magasins ?



*Reims*

Bien qu'ils ne lui soient pas fédérés <sup>1</sup> les cercles de Reims, berceau du mouvement, s'apparentent à ceux des Ardennes, dont ils ont été sinon les créateurs du moins les modèles.

Lors du Congrès de 1896, Reims compte 8 cercles dont les travaux sont distincts les uns des autres, mais souvent parallèles, notamment du fait des programmes communs pour les Congrès. En 1895, les trois cercles vétérans mirent à l'ordre du jour le problème juif auquel ils liaient celui des ouvriers étrangers. Après trois mois ils conclurent sur des vœux énergiques dont nous reparlerons.

Les deux figures centrales du mouvement ouvrier restent Robert et Payan qu'on ne saurait d'ailleurs mettre sur le même plan. Robert avait certaines des qualités qui font les apôtres et en premier lieu une ardente conviction. Il cherchait à la faire partager multipliant les conférences et les tournées.

« Rémois qui faisait penser au Midi il aurait pu reprendre pour son compte le mot de ce camarade et répondre frappant sa poitrine à ses amis inquiets de le voir si peu ménager de ses forces : « Qu'est-ce que c'est que ça ? une carcasse, mais la cause, la cause !... »

Robert n'hésitait pas à prélever sur ses maigres ressources les frais de correspondance et surtout d'abonnements que nécessitait le développement de son groupe.

L'abbé Prélôt, de son côté, décrit en trois mots ce serrurier « ardent, aimant et patient ».

Payan était peintre sur verre. Venu du socialisme lui aussi, il paraît moins mystique que Robert, mais tout aussi convaincu dans son apostolat <sup>2</sup>. Il crée en 1896 un « Journal de la peinture sur verre », destiné à renouer les liens entre tous les peintres verriers de France et de Belgique ; son journal se place sur un terrain strictement professionnel d'où la politique est entièrement bannie. Il suggère aux démocrates de créer quelques organes professionnels du même genre qui auraient, entre autre l'avantage de leur apporter une aide financière.

Après le congrès de Reims, il se fit dans les groupes ouvriers une campagne politique. Plusieurs ouvriers allèrent vers le centre et la droite, ce que Payan appelle le « parti bourgeois ». D'autre part, les socialistes multiplièrent les avances à Payan pour l'attirer chez eux. Il est vraisemblable

1. L'expression « Fédération du Nord-Est » apparaît quelquefois à une date tardive. Il ne semble pas qu'elle ait correspondu à un lien très précis.

2. *Lettre à Delavenne*, 21 octobre 1896. Voici un passage caractéristique : « A Reims nos affaires sont au calme. Je les laisse aller et Robert fait de même. Nous reprendrons les guides quand nous jugerons qu'il est nécessaire de le faire. Nous laissons un peu patauger le parti bourgeois qui a trouvé parmi nous quelques soutiens. Quant à moi et Robert nous ne transigeons pas avec nos convictions démocratiques. Les socialistes font des pieds et des mains en ce moment pour que je me jette dans leurs rangs. Ils peuvent se fouiller, eux aussi à Reims sont des socialistes bourgeois nuance Jaurès, le parti révolutionnaire n'est ici qu'à l'état embryonnaire.

que sa présidence du Congrès — qui lui valut d'autre part les félicitations de Léon XIII — l'avait mis en évidence. Il s'y refusa obstinément <sup>1</sup>.

### *Le Centre Ouest*

Dans l'Ouest, la Démocratie chrétienne s'est développée autour de trois foyers : Brest, Nantes, et Blois, ce dernier le plus vivant des trois. Très vite elle acquit un caractère politique du fait des circonstances locales qui opposèrent, dans l'Ouest plus qu'ailleurs, les tenants de la monarchie, restés très influents aux républicains. S'affirmer républicains c'était s'obliger à une lutte constante contre la quasi-unanimité de la classe dirigeante royaliste. Situation infiniment délicate, puisque les royalistes constituaient l'élément catholique, seul en mesure de subvenir aux besoins des œuvres religieuses.

La « Fédération des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest » se constitue en avril 1895 au Congrès de Nantes qui fut un succès inespéré, au dire de ses organisateurs. Les ouvriers demandèrent, nous dit-on, la présence de trente membres d'honneur, patrons, industriels, commerçants et jurisconsultes. Une telle demande, au demeurant conforme à l'esprit initial du mouvement, nous surprendra ici moins qu'ailleurs : Nantes est le siège de corporations qui sont des modèles du genre. La souscription recueillie auprès des membres d'honneur s'éleva à deux mille francs.

Le Congrès réunit 150 délégués représentant trente groupes de travailleurs du Centre et de l'Ouest <sup>1</sup>. Suivant l'usage, deux questions figuraient à l'ordre du jour : les prud'hommes, et les accidents du travail. Le Cour Grandmaison, collaborateur d'Albert de Mun dans les débats sociaux à la Chambre, devenu le premier sénateur catholique social, y prit une part active.

Après une Grand'Messe à la cathédrale, devant une assistance ouvrière très nombreuse, l'évêque de Nantes, Mgr Laborde, prononça une allocution, tandis qu'à l'issue du Congrès on entendait Harmel.

La Fédération ainsi constituée devait s'étendre largement dans la pensée de ses organisateurs : Orléans, Bordeaux et Brest auraient pu marquer ses limites. En fait, cette construction de l'esprit se réduisit à la fédération de quelque groupes, points d'appui en quelque sorte d'un édifice qu'on ne put élever.

Ces groupes se rencontraient dans les Congrès régionaux. Le premier, tenu à Blois les 16 et 17 novembre 1895, étudia le secours mutuel sous ses diverses formes et les coopératives et syndicats du petit commerce. On y entendit une des premières interventions de César Caire, futur conseiller municipal de Paris. A Vendôme, les 19 et 20 avril 1896, on prépara le Congrès de Reims et on discuta de problèmes agricoles avec l'arrière-pensée d'attirer les cultivateurs.

1. Notamment ceux de Saumur, Brest, Rennes, Lorient, Blois, Tours, Poitiers, et Bordeaux.

Mais mieux que dans les Congrès, c'est dans les groupes qu'il faut chercher les démocrates chrétiens ; celui de Blois nous donnera la physionomie générale. Chaque région a son animateur. Ici c'est l'abbé Rabier. Au physique, un beau garçon de la campagne, grand, mince, aux yeux très purs, souriants, volontiers rieurs. Il est originaire de Chidenay, paroisse rurale du Blésois. De cette origine paysanne, il garde une grande ténacité qui lui servira durant un demi-siècle de sacerdoce. Il est ardent, passionné pour le bien. Ces qualités physiques et morales lui confèrent une certaine séduction. Comme à tant de prêtres démocrates, on pourrait lui reprocher un excès d'ardeur, un manque de nuances et surtout de diplomatie, quoique ces défauts soient moins accusés chez lui que chez d'autres.

L'orientation de sa vocation sociale, il la doit au chanoine Develle, prêtre du diocèse, un peu plus âgé, qui avait rapporté de Rome ses théories sociales pour les incorporer dans le cours de philosophie qu'il faisait au grand séminaire, quand eut paru l'Encyclique. Le chanoine Develle devait préciser ces théories pour réfuter l'argumentation socialiste d'Arthur Rozier, militant d'extrême-gauche.

L'influence de son confrère est décisive ; l'abbé Rabier se voue à l'action sociale. Il trouve un guide à Chidenay en Miron de l'Espinay, président du cercle catholique d'ouvriers <sup>1</sup> et animateur des quatre syndicats mixtes. Il confie le secrétariat du syndicat des cordonniers à l'abbé Rabier.

Le mouvement démocrate chrétien naquit à Blois en janvier 1894 à la faveur d'une grève. Depuis un mois, les ouvriers cordonniers de l'usine Rousset, influencés par Arthur Rozier, avaient cessé le travail. Quelques-uns hésitaient à continuer. Ils consultèrent l'abbé Rabier. Se rappelant les conseils d'Harmel, et l'exemple de Robert, celui-ci leur proposa de former un cercle chrétien d'études sociales. La première décision du cercle fut de reprendre le travail. Ils rédigèrent une pétition en ce sens, l'adressèrent au chanoine Rabier <sup>2</sup> et la déposèrent dans les bureaux de presse. Les ouvriers se succédèrent pour la signer jusqu'à ce que l'un

1. Fondé en mars 1896. Les syndicats sont ceux de Saint-Crépin pour les cordonniers, Sainte-Anne pour le bâtiment, Saint-Honoré pour l'alimentation et Saint-Éloi pour les ouvriers des métaux.

2. Voici à titre de document la lettre par laquelle les ouvriers en rupture de grève sollicitent le concours du syndicat Saint-Crépin.

14 janvier 1894.

M. le Secrétaire du Syndicat mixte des patrons et ouvriers cordonniers de la ville de Blois.

Je fais appel à votre dévouement pour aider, autant qu'il vous sera possible au pétitionnement dont j'ai pris l'initiative avec plusieurs pères de famille, afin d'obtenir la reprise du travail, comptant sur votre obligeance pour nous seconder.

Je vous prie de recueillir toutes les adhésions qui se présenteraient et de m'envoyer à mon domicile, 2, rue du Poids-du-Roi, la pétition avec ses signatures.

Agréez, M. le Secrétaire, mes salutations empressées. Thibault Anger.

P. S. — Ci-joint un exemplaire de la pétition. Cette pétition a été déposée par moi au siège social des deux syndicats de cordonniers de la ville de Blois, 14, rue Chemonton et au XV<sup>e</sup> siècle, rue Saint-Lubin, ainsi que dans tous les bureaux de la presse locale (*Archives* de l'abbé Rabier).



d'eux vint chez l'abbé Rabier, s'en empara de force, et la porta au siège des grévistes pour y clouer au pilori le nom des traîtres qui l'avaient signée. Néanmoins le mouvement aboutit à la reprise du travail. Il avait incidemment établi la démocratie chrétienne à Blois.

Comme Dombrey-Schmidt, l'abbé Rabier sentit la nécessité d'appuyer le cercle sur des œuvres ouvrières. Il s'y adonna avec toute l'ardeur de sa nature, mais la tâche se révéla difficile, « faute, nous dit-il, de connaissances techniques ».

Les idées ne manquaient pas cependant. Pour combattre le chômage de la morte-saison cette plaie de certains métiers, il organisa l'exploitation coopérative d'une carrière pour les ouvriers du bâtiment, idée heureuse en soi, puisqu'elle contribuait à la sécurité du travailleur pendant l'hiver en même temps qu'elle assurait un surplus de matière première à la profession. Mais il fallait payer les ouvriers avant de vendre la pierre. L'abbé Rabier constitua donc une caisse ouvrière sur le modèle des caisses rurales pour avancer aux coopérateurs 80 % de leur salaire. Le produit des ventes serait affecté, par priorité, au remboursement de ces avances ; le succès de l'opération dépendait de la vente. Un responsable fut choisi parmi les ouvriers. Faute de connaissances suffisantes, ou faute de scrupules, il ne réussit pas ; les matériaux extraits étaient de mauvaise qualité et la vente se faisait mal. Les résultats furent très insuffisants. On persévéra deux ans, au bout desquels les ouvriers réclamèrent leurs 20 % à la coopérative. Celle-ci n'était pas en mesure de les leur fournir. Ils déposèrent alors une plainte contre l'abbé Rabier aux prud'hommes. Cela devenait grave, quand le président de la corporation Sainte-Anne réunit les coopérateurs et parvint à leur faire accepter un règlement partiel.

La Caisse ouvrière était financée par un petit fonds de roulement et surtout par la caution des commerçants de la ville. Les prêts se faisaient à très bas intérêt, d'où l'impossibilité d'avoir une trésorerie suffisante, et quand l'échec de la carrière, après d'autres incidents, eut drainé ses avoirs, plusieurs commerçants durent faire honneur à leur caution et y perdirent de l'argent.

La lutte contre le chômage préoccupait l'abbé Rabier. Répondant à l'idée d'un jeune vicaire d'une paroisse ouvrière, il établit un atelier de cordonnerie — cette profession étant très répandue dans la ville. Le jeune vicaire plaça à la tête un chef d'atelier, fervent catholique, qui ne manquait jamais d'assister à la messe le matin, mais arrivait en retard à l'atelier. Il ne put faire marcher cette entreprise et au bout de quelque temps, dut la fermer<sup>1</sup>.

Autour de l'abbé Rabier, il y a un groupe d'ouvriers. Au lieu de ce Thibault Anger qui détermina la formation du Cercle, ce groupe se choisit pour chef G. Chartrain. Sur ce personnage, les renseignements font presque défaut. Un industriel de Nantes écrivait de lui en 1903 : vous

1. L'abbé Rabier connut cependant une consolation : le succès de ses jardins ouvriers constitués le 20 septembre 1903, et sur lesquels il parvint même à greffer, selon le vœu de l'abbé Lemire, une dot terrienne.

connaissiez Chartrain : il écrit bien et parle facilement. Il a de l'action sur les auditeurs ouvriers. Il est, de plus, très convaincu, passionné pour nos idées ; enfin très désintéressé.

Si l'abbé Rabier ne lui déniait pas ces qualités, s'il le reconnaissait même très doué, il lui reprochait de manquer de « cran ». A plusieurs reprises, s'étant trouvé en conflit avec des adversaires socialistes, il lâcha pied, ce qui ne laissa pas d'ébranler son crédit, au moins chez les sympathisants du mouvement. Il était assisté d'un autre ouvrier nommé Chambrot.

Le groupe Blésois comptait encore deux personnalités marquantes : Évariste Martin, industriel, beau-frère des Rousset et Emmanuel Rivière, le patron de la Grande Imprimerie.

Ainsi constituées, les démocrates blésois s'occupent des œuvres locales, des congrès. Ce n'est qu'en 1897 qu'ils fondèrent un journal *Le Travailleur Chrétien*. Chartrain et Chambrot furent chargés de l'administration et de la direction. Ils devaient être assistés de deux conseillers, Emmanuel Rivière et l'abbé Rabier. Celui-ci ne crut pouvoir accepter sans l'autorisation de son évêque, le même Mgr Laborde qui avait présidé la messe du Congrès de Nantes. C'était une décision délicate à prendre pour un évêque, surtout dans l'Ouest conservateur. L'abbé Rabier s'en rendait compte, si l'on en juge par le nombre des brouillons et des ratures qui précédèrent la rédaction de sa lettre. L'évêque consentit. Il savait d'ailleurs Rivière très bien vu à Rome. Nous verrons néanmoins que l'opposition fut plus forte que sa bonne volonté <sup>1</sup>.

La décision de créer le journal avait été prise au Congrès de Tours, congrès régional, mais qu'un discours retentissant d'Harmel oblige à replacer dans le processus d'évolution du mouvement tout entier. Pour

1. Il nous paraît intéressant de reproduire la lettre de l'abbé et la réponse de l'évêque.

Blois, le 4 juillet 1897. Monseigneur, les ouvriers chrétiens du Centre et de l'Ouest, réunis à Tours, les 6, 7 et 8 juin 1897, ont décidé que le siège de leur fédération serait à Blois pour deux ans avec charge : 1° de préparer un Congrès en 1899 ; 2° de publier un organe mensuel ayant pour titre *Le Travailleur chrétien* : organe de la Fédération du Centre et de l'Ouest.

MM. J. Chambrot et G. Chartrain choisis par leurs camarades pour l'administration et la direction de ce journal m'ont demandé d'être, avec M. Emmanuel Rivière, leur conseil et au besoin leur collaborateur aussi bien pour le comité directeur de la Fédération que pour le Journal qu'ils publient. Je m'empresse, Monseigneur, de porter à votre connaissance ces délibérations et de vous demander la permission d'accéder à cette demande que m'ont faite les ouvriers. Le but de leur Fédération est de répandre les enseignements sociaux de Notre Saint Père le Pape Léon XIII de faire pénétrer l'idée chrétienne dans les milieux où ils vivent, et enfin de s'éclairer et de se rendre service mutuellement. Je joins à cette lettre deux exemplaires du *Travailleur chrétien*. Permettez-moi, Monseigneur, de demander votre bénédiction pour nos modestes efforts et agréer mes hommages respectueux. De Votre Grandeur le très humble et tout dévoué serviteur, Rabier, aumônier du Cercle catholique.

Evêché de Blois, Blois le 7 juillet 1897. Mon cher M. Rabier. J'ai lu avec l'intérêt qu'elle mérite votre lettre du 5 juillet courant. Je vous autorise volontiers à accepter d'être avec M. Rivière le conseil et au besoin le collaborateur de M. Chambrot et Chartrain. Je fais des vœux pour que le *Travailleur chrétien* organe de la Fédération du Centre et de l'Ouest réponde pleinement à vos désirs et à ceux de ses fondateurs. Veuillez agréer, mon cher ami, l'assurance de mon sincère dévouement.

CHARLES, Evêque de Blois.

palier au défaut d'unité qui se faisait sentir dans ce trop vaste secteur, il avait été convenu que chacun de ces points d'appui deviendrait successivement et pour un temps, le siège de la Fédération. Blois le resta de 1897 à 1899.

Le fait le plus caractéristique nous paraît être ici l'effacement de l'élément ouvrier. Dans les Ardennes, nous avons vu un employé prendre la tête du mouvement ; cette fois c'est un prêtre, assisté d'un ingénieur aux fonctions patronales : Rivière. Cette caractéristique résulte de l'insuffisance des ouvriers, mais à son tour elle condamne le mouvement si elle se prolonge. C'est un indice particulièrement alarmant que cette prédominance des membres d'honneur, des gens de l'extérieur, prêtres ou patrons. C'est contre elle qu'Harmel avait voulu réagir en substituant les cercles chrétiens d'études sociales aux cercles catholiques d'ouvriers. Et Blois n'est pas la seule cité où les démocrates chrétiens souffrent de l'absence d'élites ouvrières. Mais nous le voyons dans le Nord, là où les ouvriers sont capables de diriger eux-mêmes le mouvement, les personnalités honoraires tendent à s'effacer.

A Nantes, le mouvement ouvrier, peu agissant, a pour animateur un membre de l'Œuvre des cercles, Eugène Flornoy.

L'organisation du congrès de 1895 <sup>1</sup> présidé par l'ouvrier Cahéren apparaît comme sa principale réalisation. Chambrot fit adopter un vœu tendant à substituer les conseils de conciliation aux conseils de prud'hommes dans la grande industrie. Après quelques vœux sur l'indemnisation des accidents du travail, le congrès consacra sa seconde journée aux œuvres sociales, notamment aux secrétariats du peuple, aux institutions agricoles et aux caisses ouvrières d'épargne et de chômage.

A Brest, le fondateur de la Démocratie chrétienne s'appelle Desgrées du Lou. Il appartient à une vieille famille de soldats bretons. Après avoir quitté l'école de Droit, et passé deux ans comme officier au Commissariat de la Marine, il se fait inscrire comme avocat au barreau de Brest en 1892 à l'âge de 25 ans. Il y reste cinq ans. En 1894 il constitue un comité ouvrier avec lequel il fonde des œuvres sociales. Son action est à la fois politique et sociale. Bien qu'il appartienne à une famille monar-

1. *Corporation*, 27 avril 1895, publie le compte rendu du Congrès. Voici ses vœux : *Conseils des prud'hommes* : le Congrès se prononce contre l'électorat des femmes parce que ce serait donner une sanction à l'emploi des femmes dans l'atelier. Il émet le vœu qu'en cas de dissolution d'un Conseil de prud'hommes, le président du tribunal de Commerce désigne 3 juges provisoires patrons et ouvriers en attendant la reconstitution du Conseil par de nouvelles élections. Il demande que la suppression d'un Conseil ne puisse être prononcée qu'après l'avis des corps électifs appelés à se prononcer sur sa création. Le Congrès adopte une proposition de Chambrot tendant à remplacer dans la grande industrie les Conseils de prud'hommes par des Conseils de conciliation. *Accidents de travail* : vœux : 1° que le paiement de la prime incombe pour 3/4 au patron, 1/4 à l'ouvrier. Que l'ouvrier reçoive toujours une indemnité. En outre, 2° que l'État déclare l'assurance obligatoire avec liberté pour le patron de choisir la caisse qu'il préfère ; 3° qu'il soit créé des caisses mutuelles corporatives, alimentées et gérées par les patrons et les ouvriers sans immixtion de l'État. Enfin le Congrès prend en vœu l'article du projet sénatorial stipulant que l'indemnité journalière est payable à partir du jour de l'accident aux mêmes échéances que le salaire.



chiste, Desgrées de Lou est républicain. C'est une forte personnalité, un lutteur. Il combat les conservateurs avec des journaux, des conférences. Il mène de pair son action politique et toutes les œuvres qu'il peut constituer. Au début il rencontra un certain succès. La caisse de famille compte presque tout de suite une cinquantaine d'adhérents. Résultat plus marquant, une boulangerie coopérative établie à Brest Recouvrance en janvier 1895 arrivait à faire baisser le prix du pain de 1 fr. 70 à 1 fr. 50<sup>1</sup>.

Mais ces débuts encourageants restèrent sans lendemain. Le 16 juin 1897, quand la Démocratie chrétienne est encore en pleine activité, Desgrées du Lou annonce à l'abbé Rabier son très prochain départ de Brest, mettant un point final à son activité sociale. Pourquoi cet échec ? il le dit : « D'ici quinze jours, je quitterai très probablement ce pauvre Brest où je me suis tant dépensé pour le succès de nos idées, mais où la sottise cléricale, et l'obstination des braves gens à se servir des vieilles méthodes et à ne pas comprendre le sens et la portée de nos efforts n'ont pas permis à notre œuvre d'acquérir la puissance et l'extension que ses débuts nous faisaient prévoir<sup>2</sup>. »

Le mouvement ouvrier catholique s'est incarné dans cet aristocrate converti aux idées de Léon XIII. Leurs rapports réciproques n'étaient pas conformes au programme de son parti, mais cela résultait des conditions générales du milieu catholique, du manque de préparation des ouvriers, et peut-être aussi de sa très forte personnalité. Et pourtant il aimait et désirait l'action ouvrière. « De Brest, je ne regretterai guère que mes amis du comité ouvrier. Voilà de braves gens ! Mais comme vous avez raison et comme dans nos pays de l'Ouest, l'initiative du travailleur catholique est minée ! Quelle différence avec les socialistes. Mon meilleur était Jestin. Je l'emmène à Rennes où il remplira les fonctions d'administrateur des journaux. A nous deux, nous ferons de fameuse besogne<sup>3</sup>. »

Signalons encore deux tentatives pour constituer des groupes démocrates chrétiens, l'une à Évreux<sup>4</sup> sur l'initiative du comte Charles de Maistre représentant de l'Œuvre des Cercles et qui, commencée dès 1893, n'était arrivée après deux ans d'efforts qu'à réunir cent à cent cinquante ouvriers pour quelques conférences, complétées d'exhortations à la pratique de l'apostolat, l'autre à Elbeuf où elle échoua<sup>5</sup>.

1. P.-V., 6 février 1895.

2. DESGRÉES DU LOU, *Lettre* à l'abbé Rabier. Brest, le 16 juin 1897.

3. *Archives* Rabier, *ibid.*

4. La tentative du comte Ch. de Maistre, Évreux 24 juin 1895. Papiers Delavenne.

5. Lettre de La Saussaye, 8 novembre 1895 « M le Président : J'ai le regret de vous annoncer que par suite de l'insuccès des différentes tentatives faites à Elbeuf auprès de M. l'abbé Renault, doyen de Saint-Jacques, pour la formation d'un Comité adhérent à vos œuvres avec lequel l'Union chrétienne de la Saussaye se proposait de fusionner. Celle-ci a décidé de se dissoudre et d'attendre des temps meilleurs. »

*Paris*

A Paris, l'Union démocratique nous apparaît encore sous forme de foyers quasi autonomes, travaillant dans un même esprit mais avec des personnes très différentes. On peut y distinguer quatre groupes : celui du Gros-Caillou, celui du XII<sup>e</sup> arrondissement, celui de Flaisance et celui de Saint-Denis.

La cheville ouvrière du mouvement était : Georges Delavenne, l'animateur du groupe du Gros-Caillou.

Ce petit homme, brun et agile, était aussi vif d'esprit que de corps. De sa mère, Corse, il avait hérité une robuste ténacité qu'il alliait à un esprit pratique très averti.

Enfant, âgé d'à peine dix ans, sans fortune, il faisait partie d'un patronage. A la sortie, il rencontrait les enfants de l'école municipale et des collisions s'ensuivaient. « Je n'étais pas le plus fort, disait-il, mais j'étais le plus rapide. »

Comme d'autres apprenaient la plomberie ou la menuiserie, Delavenne apprenait à taper à la machine ; ce fut l'origine de son ascension car, à peine entré dans un cercle ouvrier catholique à l'âge de 15 ans, il s'y révéla bientôt indispensable en se chargeant de tous les travaux d'écriture : « J'étais un ouvrier d'écriture. » Très vite il prend un rôle de premier plan témoignant d'un grand enthousiasme pour le mouvement social. Avec ses amis il crée des œuvres en particulier un secrétariat du peuple très au point, et entre de plein pied dans la démocratie chrétienne. Le groupe du Gros-Caillou, groupe ouvrier, parfaitement organisé par un employé, se présente comme une réalisation exemplaire de la démocratie chrétienne. De là sa réputation et celle de son animateur.

Delavenne s'était entouré d'hommes simples, zélés pour la cause. Le plus en vue étant Le Chevallier. C'était un survivant du vieux monde ouvrier chrétien qui tendait à disparaître. Au demeurant, ce plombier était très dévoué à la démocratie chrétienne. Il fut choisi comme président de l'Union démocratique de Paris, car il paraissait le plus représentatif du groupe. Il alliait à sa grande foi, de précieuses qualités pratiques, en particulier une réelle autorité sur ses camarades et un beau talent de parole ; éloquence simple, mais prenante, parce qu'elle était absolument sincère. « Il parle avec son cœur » avait-on coutume de dire ; il était d'ailleurs le seul orateur de l'Union.

Parmi les autres, citons à travers les groupes, Simonet, artisan possesseur d'un petit atelier de menuiserie, l'un des plus dévoués, dans un milieu où ils l'étaient tous, Thomine, employé d'une maison d'éditions, père de deux enfants, que l'abbé Naudet emmena au *Monde*. Rendu et Perron, tous deux du groupe de Flaisance où le premier joua un rôle important à côté de l'abbé Boyreau, Drusant, encore un employé à *La Croix*, Philippon etc...

A eux venaient se joindre de jeunes hommes un peu plus fortunés

ou intellectuellement mieux doués. Au Gros-Caillou, Delavenne rencontra un appui total chez deux excellents camarades, Jules Rimet et de Piessac. Leur collaboration étroite se transforma en une amitié de toute une vie consacrée par des liens de famille quand Delavenne et de Piessac eurent épousé les deux sœurs de Rimet.

Dans le XIII<sup>e</sup>, l'animateur était un jeune docteur en droit Max Turmann « épris, écrit Dabry, d'une véritable passion pour les questions sociales ». Il commença son action de la façon la plus simple, en réunissant chez lui un certain nombre d'ouvriers et d'employés et en les constituant en cercle d'études. Lui-même bornait son rôle à leur fournir un programme et à les guider dans les discussions. Chacun des assistants était à son tour président de séance. Une œuvre utile de formation s'accomplit dans ces réunions. Thomine, grâce à cette formation, devait en 1897 représenter la démocratie chrétienne au Congrès international de Zurich <sup>1</sup>. Un autre fidèle, M. Pamard, devint l'un des dirigeants du Sillon et président de l'Institut populaire du X<sup>e</sup>. Bientôt le logement de Max Turmann fit place à un local particulier, puis le groupe eut son organe, *Le Journal du XIII<sup>e</sup> Arrondissement*. Mais alors les tendances politiques sous-jacentes l'emportèrent. Le groupe du XIII<sup>e</sup> se lança dans la lutte, non sans succès d'ailleurs.

*Le Journal du XIII<sup>e</sup>* disparut au début de 1897.

Si ces différents foyers avaient chacun leur vie propre aux tendances différentes, intellectuelle dans le XIII<sup>e</sup>, professionnelle au Gros-Caillou, ecclésiastique à Plaisance, les ouvriers et les employés qui les formaient avaient entre eux des caractères communs. D'abord un respect d'un attachement profond pour les chefs. « Nous étions très Léon XIII ! » A chaque retour de Rome on rencontrait Harmel, on le pressait de questions : « Vous avez vu le Pape ? qu'a dit le Pape ? » Cet attachement s'étendait tout naturellement au cardinal Rampolla, dont on escomptait qu'il succéderait à Léon XIII et continuerait son œuvre.

Cette fidélité au Pape faisait la base du sentiment qui liait les démocrates à Léon Harmel, base solide, indiscutable, mais sur laquelle un autre sentiment s'était élevé, de reconnaissance pour l'intérêt si vrai, si compréhensif, si fidèle que le « Eon Père » montrait à ses amis. Cette autorité d'Harmel défiait le paradoxe, remarque Delavenne, puisqu'elle faisait d'un patron le chef écouté d'un mouvement ouvrier. »

De Mun lui aussi était très aimé. Le témoignage de Delavenne est formel : « Dans tous ces groupes on professait un véritable culte pour Albert de Mun. » Pourquoi ? C'est que le grand orateur savait atteindre ces âmes simples en s'adressant à leur cœur. Son éloquence très directe les prenait, sa grande foi faisait l'écho à la leur. Et puis il savait faire oublier son titre, sa famille, ses alliances : « Nous ne voyons pas du tout le comte en lui. »

C'est d'ailleurs un caractère général du mouvement que d'avoir opéré une véritable interpénétration des classes, beaucoup plus poussée, estimait Delavenne, que celle que l'on pouvait rencontrer à l'époque



chez les socialistes. Prêtres et intellectuels, ouvriers et employés, nobles et soldats communiaient dans la même foi et la même volonté de progrès social.

Un autre caractère commun à tous ces groupes et moins heureux celui-là, c'est l'ambition politique. Mais comment ces ouvriers eussent-ils pu séparer dans leur esprit le progrès social de l'ascension politique ? Comment pouvaient-ils entrer hardiment dans la voie indiquée par Léon XIII, quand il parlait de la condition des ouvriers, et ne pas en faire autant quand il parlait du « Ralliement » ? Pouvaient-ils mener les deux actions de front ? Peut-être, en théorie ; mais pratiquement, en raison des élections législatives et municipales, la bataille politique était toujours ouverte ; il paraissait facile d'y combattre, même d'y réussir. L'action sociale demandait une étude préalable, souvent astreignante. Elle était ensuite d'une application obscure, monotone, ingrate. La réalisation du programme social devait être, de l'aveu même des chefs, lente et difficile. Comment ne pas lui préférer l'action politique ?

Enfin, on retrouve dans chacun des foyers cette même jeunesse ardente à l'action. « Ces hommes constituaient une élite morale <sup>1</sup> ; ils n'étaient pas plus instruits que d'autres, mais le fait de se réunir et d'échanger des idées développait leur formation primitive et révélait leurs dons naturels. Tous montraient un dévouement extraordinaire et une grande union. »

Notons que ces caractères se rencontrent à l'état pur chez les démocrates chrétiens, aux premiers jours du mouvement, quand celui-ci rassemble des hommes très jeunes. Plus tard, ce dévouement et cette union ont correspondu à un programme plus politique que social et dans cette mesure même, dévouement et union se sont affaiblis. Le jour où leur dévouement se sentira, pour ainsi dire, sans objet, les meilleurs des démocrates se rallieront au Sillon. La jeunesse de ces hommes explique leurs qualités, leurs rapides succès et leurs échecs postérieurs.

L'activité principale de « l'Union démocratique » est encore ici les congrès ouvriers. Leurs deux caractères, disait Georges Delavenne, étaient la flamme et le sérieux.

Les congrès commencés à Paris même, se poursuivirent en banlieue. Le second se tint à Courbevoie le 19 novembre 1895, étudiant les retraites ouvrières <sup>2</sup> et la diffusion de la bonne presse. Il est symptoma-

1. DELAVENNE, *témoignage verbal*.

2. Préparée par un important rapport de Georges Delavenne, l'étude des Caisses de retraite aboutit au vote des vœux suivants : « Considérant que dans la situation actuelle les travailleurs sauf ceux de l'État et des grandes administrations après avoir fourni pendant de longues années un travail continu n'ont généralement en perspective pour leurs vieux jours que de tomber à la charge de leur famille ou de l'assistance publique ; que dans nombre d'usines, ateliers, magasins, il est d'usage de ne plus embaucher toute personne au-dessus de 50 et même de 40 ans, que malgré l'esprit d'économie et de prévoyance il est impossible aux travailleurs dans la plupart des cas, d'arriver par leurs ressources seules à posséder une pension de retraite suffisante ; que pour beaucoup cet esprit de prévoyance fait complètement défaut, le Congrès émet les vœux suivants :

tique de voir les Parisiens de la démocratie chrétienne s'orienter dès le deuxième congrès vers une action de la presse ; elle prépare leur intervention à Reims, six mois plus tard, en faveur de l'action politique. Huit journaux sont désignés à la lecture des adhérents par le Congrès : deux quotidiens de doctrine : *l'Univers*, le vieil organe catholique de la famille Veuillot et le *Monde* de l'abbé Naudet ; deux journaux populaires : *la Croix* et le *Peuple français*, organe de l'abbé Garnier ; deux hebdomadaires : la *Corporation* organe de l'Œuvre des Cercles et la *Justice Sociale* de l'abbé Naudet encore ; enfin deux revues : la *Démocratie Chrétienne* de l'abbé Six et l'*Association Catholique* de La Tour du Pin.

Cette énumération, dont il faut reconnaître la largeur d'esprit, car elle embrasse tous les principaux organes du catholicisme social, serait peut-être l'indice d'un désir de regroupement des forces catholiques autour du mouvement ouvrier. N'est-elle pas en effet contemporaine de l'accession d'Harmel à la présidence de l'Œuvre des Cercles, destinée nous l'avons vu à amorcer ce regroupement.

Le troisième Congrès de l'U. D. P. se tint à Paris-Plaisance les 19-20 avril. Ce choix consacrait la réputation des œuvres dites du Rosaire et qui se détachent parmi les réalisations que nous devons à la démocratie chrétienne comme l'ensemble le plus achevé et le plus spectaculaire.

### *Le Nord*

Nous avons vu comment étaient nés les syndicats chrétiens ouvriers du Nord. Leur essor rapide fut cependant sans lendemain, laissant aux générations suivantes la leçon de leur échec et l'exemple des hommes remarquables voués à cette tâche ingrate.

Considérons d'abord les groupements et leurs chefs, avant de chercher les causes profondes de leur insuccès.

La revue des syndicats ouvriers chrétiens est vite passée. A Roubaix, les « Vrais Travailleurs », inspirés par l'abbé Bataille et dirigés par Wagon, à Lille, l'« Union syndicale métallurgiste » et l'« Union

1° Que l'assurance pour la vieillesse soit déclarée obligatoire pour tous les travailleurs français à partir de l'âge de 18 ans.

2° Que toute liberté leur soit laissée de choisir leur mode d'assurance, cette assurance étant placée sous un certain contrôle de l'État.

3° Qu'aux versements obligatoires du travailleur s'ajoute un versement obligatoire de son patron. Ces deux versements ne pourront porter sur un salaire de plus de 3.000 fr. et que l'État fournisse une subvention.

4° Qu'il soit créé des caisses de retraites corporatives et que le développement des sociétés d'assurances contre la vieillesse soit favorisée.

5° Que ces caisses corporatives et sociétés aient le droit d'acquérir et de posséder des immeubles pour éviter l'accumulation des fonds dans les caisses de l'État toujours disposé à en profiter pour augmenter ses dépenses et à réduire le taux de l'intérêt.

6° Que l'âge pour toucher la pension de retraite soit fixé à 50 ans, avec faculté pour l'intéressé de reculer cette limite pour augmenter sa pension.

7° Que lorsqu'un ouvrier aura versé pendant au moins 10 ans à une caisse de retraite et qu'il se trouvera dans une incapacité matérielle de travailler, il reçoive une retraite proportionnelle.

8° Que le bénéfice de ces dispositions ne soit accordé qu'aux seuls ouvriers français.

Syndicale textile » de Leclercq, à Tourcoing, un syndicat textile, créé par Decoopman, et bientôt disparu, à Arras, le syndicat des mineurs de l'abbé Raub. Ajoutons deux tentatives de syndicats pour ainsi dire mort-nés, celui des verriers, que Viellefon tenta d'établir à Aniche en 1894, et celui du textile constitué à Halluin dès 1891 par un certain Vandeborre, sous l'influence, semble-t-il, de l'abbé Six, et bientôt disparu.

De ces tentatives, deux formations se maintinrent tant bien que mal jusqu'à la veille de la grande guerre : celle de Roubaix et celle de Lille.

Nous avons vu comment l'abbé Bataille se voua à l'action sociale sous l'influence de l'Encyclique *Rerum Novarum*. Cette orientation se fit sentir dans ses sermons, et c'est pour l'avoir entendue et comprise qu'un Roubaisien, Wagnon, vint proposer à l'abbé Bataille de travailler avec lui. D'une intelligence moyenne, Wagnon était un authentique ouvrier, au travail depuis l'âge de 7 ans, aimant passionnément son Dieu, mais rude, violent, sans nuances ; quelque peu instruit par l'abbé, il se rendait dans les cabarets, et là, chaque soir, parlait de la religion. Le plus souvent il avait du mal à se faire entendre, mais sa conviction s'imposait à l'auditoire. Il faut dire aussi que les ouvriers de Roubaix, venus de la campagne flamande, gardaient les traces d'une formation chrétienne et témoignaient souvent d'un vif intérêt pour les questions religieuses <sup>1</sup>. Ainsi Wagnon, bientôt aidé par son camarade Vienne, réussit-il à réunir les « Vrais Travailleurs » au nombre de mille lors du Congrès de Lille (1895). Ne pouvant mener, ni une action vraiment professionnelle ni une action révolutionnaire, le syndicat de Roubaix continua à faire de la formation. Dans les cabarets, dans les réunions populaires, non sans crânerie, il continua d'exposer son programme social, tandis qu'au Cercle d'études il poursuivait la formation de militants qui devait plus tard constituer les cadres d'un nouveau syndicalisme <sup>2</sup>. L'abbé Bataille, le premier prêtre du Nord à proclamer la nécessité d'un syndicalisme séparé, homme vigoureux, lucide, persuasif, mais sans éloquence, surveilla les progrès des « Vrais Travailleurs » puis se consacra de nouveau tout entier à l'enseignement philosophique.

Fernand Leclercq est une personnalité plus attachante, sans doute la plus remarquable de l'« élite ouvrière » qu'Harmel rêvait de donner au catholicisme. Bien mieux que Robert, il se rapproche de l'idée que se faisait le « Bon Père » de l'ouvrier démocrate. Leclercq est intelligent et tenace. Il mène bien sa vie personnelle ; métallurgiste, il étudie par ses propres moyens, entre comme préparateur aux Facultés Catholiques de Lille. Il se marie, élève une nombreuse famille, et un peu avant 1914 il achète avec ses économies un fonds d'opticien. C'est la belle vie d'un homme qui a su, par son travail, dépasser sa condition et sortir du prolétariat. Leclercq s'employa à constituer les deux syndicats de la métal-

1. L'Abbé Bataille confiait plus tard au P. Piat combien il avait été surpris de voir des auditoires ouvriers s'intéresser aux débats religieux, bien plus qu'aux discussions politiques ou sociales.

2. Il comprenait trois sections : Roubaix, Croix et Wattrelos.



lurgie et du textile. Ils existaient à la fin de 1893 et nous avons vu quelle bonne impression avait emporté de leur visite Albert de Mun. Leclercq sentait les grandes difficultés de la tâche et semble avoir désiré une entente avec les patrons du Nord. Certains l'aiderent, tel cet industriel d'Halluin, Dehoux, qui lui trouva un local pour loger ses fondations. Mais dès les débats de Reims, Leclercq fit figure de meneur, incarnant le syndicalisme séparé. Il était opposé à la transformation politique de la Démocratie chrétienne, opposition qu'il soutint vainement au 3<sup>e</sup> Congrès de Reims contre Delavenne. Profondément républicain, Leclercq voulait cependant distinguer l'action politique de l'action sociale. Le congrès s'étant refusé à le suivre, il se soumit, et se présenta même aux élections cantonales de 1898 avec Decoopman.

Il était d'esprit modéré, mais une fois convaincu, il se montrait presque violent. Dans le petit journal *Le Peuple*, qu'il fit vivre, souvent de ses propres deniers, il soutint contre la *Semaine Religieuse de Cambrai* les droits des démocrates, des années durant avec passion<sup>1</sup>. Les deux syndicats de Leclercq comptaient 600 ouvriers lors du congrès de Lille : ils ne se développèrent guère dans la suite, et végétèrent jusqu'à ce qu'en 1912 Leclercq cédât la place à M. Brontur. A Lille comme à Roubaix, l'action syndicale la plus effective paraît bien avoir été la formation des militants. On remarquera notamment l'absence de collaborateurs capables auprès de Leclercq durant ces années et l'obligation où il se trouvait quoique étranger à la profession, d'animer le syndicat du textile, en même temps que le journal.

A Tourcoing, Decoopman réussit à constituer un petit syndicat indépendant, mais il ne put soutenir la concurrence du très actif syndicat mixte. Et cependant Decoopman, apprêteur de son métier, paraît avoir été un homme intelligent et dévoué. L'abbé Six, dont il était un peu l'enfant spirituel, lui avait confié la chronique de l'Ouvrier dans la *Démocratie chrétienne*. Faute d'action syndicale, Decoopman se dévoua aux réunions populaires et aux deux cercles d'études tourquennois.

L'abbé Raub, professeur au grand séminaire d'Arras, ne put faire vivre le syndicat de 700 à 800 mineurs qu'il avait constitué sous l'influence de l'abbé Six, dans le Pas-de-Calais. Ici, il semble que ce soit la concurrence du socialisme, en pleine progression, qui ait abattu l'institution naissante.

Quant à Léon Vieillefon, fils d'un boulanger d'Aniche où il naquit en 1873, il devait se révéler comme le plus éloquent porte-parole de la Démocratie chrétienne. N'ayant pu acclimater le syndicalisme chrétien chez les verriers de sa ville natale, il vint s'établir dans la banlieue lilloise. Sa chaude éloquence, appelant ses camarades à constituer les cercles d'études, fit sensation au Congrès de Lille. Il devint alors le

1. *Le Peuple*, 23 septembre, 1899. « Décidément cette maladie qui frappe la *Semaine Religieuse* de Cambrai au lendemain du jour où fut publiée l'Encyclique *Rerum Novarum* semble être devenue maladie chronique. En effet il ne se passe pas de semaine sans que ces pauvres démocrates soient mangés à la sauce au beurre ou à la sauce piquante. »

collaborateur de Leclercq au *Peuple*, tout en préparant chez les cheminots, — il était tourneur à la Compagnie du Nord, — la constitution d'un syndicat chrétien, qu'il créa en 1912.

Ainsi donc, les syndicats chrétiens indépendants ont-ils réuni à leur apogée au maximum 2.500 adhérents, dont la plupart étaient bientôt après dispersés. Pourquoi ces résultats dérisoires dans une province chrétienne par excellence avec des chefs capables, courageux et tenaces et des aumôniers dévoués ? La cause profonde de cet échec paraît avoir été la situation fautive de ces syndicats ouvriers, de laquelle ils ne parvinrent pas à sortir.

Dans la pensée catholique du temps, nous l'avons vu sans cesse, le syndicalisme est la base de l'organisation professionnelle. Qu'il soit mixte ou séparé, il tend à faciliter les rapports des différents éléments qui concourent à la profession en les organisant. Ceci suppose le concours de ces différents éléments et c'est pourquoi Harmel lui-même reconnaissait que le syndicat mixte était en théorie une forme parfaite assurant le concours permanent de tous les éléments de la profession.

Or, les syndicats indépendants se heurtent tout de suite au patronat. L'opposition est violente, elle est totale. Quelles que soient les raisons d'un Leclercq, les patrons voient son refus de participer à leurs syndicats, ils relèvent son appel à l'indépendance, qu'ils estiment dangereux au premier chef. Ouvertement ou non, ils le combattent de leur mieux <sup>1</sup>.

Ainsi Leclercq, Wagon, Decoopman doivent-ils renoncer à cette action concertée qu'ils souhaitaient. En outre, ils ne peuvent prétendre attirer à eux les ouvriers des syndicats mixtes. Les œuvres ouvrières du patronat, très largement financées, excluent l'idée même d'une concurrence et, bien des ouvriers se laissent séduire par ces charités munificentes. L'originalité de leur apport consiste dans leur volonté de justice, dans la réclamation d'un juste salaire et non pas d'un salaire insuffisant que le patron complète arbitrairement par les œuvres sociales, dans le respect de la personne de l'ouvrier, de l'indépendance de sa vie privée, de son ménage, de l'éducation donnée à ses enfants, dans la réclamation d'une législation sociale hardiment progressiste. Ce programme pourrait séduire les ouvriers, mais il a des traits communs avec celui des socialistes. Et pour le faire valoir, ceux-ci sont bien plus énergiques ; ils n'hésitent pas à fomenter des grèves, à prononcer des paroles violentes. Au contraire, un Leclercq répudie hautement le marxisme ; chrétien, il répugne à employer des moyens violents contre les patrons, et pour tout dire si anti-patronal qu'il soit, il est encore plus anti-socialiste. On le vit aux élections législatives de 1898 où la Démocratie chrétienne vota comme

1. *Le Peuple*, 6 juillet 1895 cite cette lettre publique d'un industriel connu Dorlodot : « Je termine donc en souhaitant que les ouvriers soient délivrés de deux maux ; de l'alcool qui empoisonne leurs corps et des orateurs qui empoisonnent leurs âmes. La seule distinction que je fasse sur ce point entre les orateurs socialistes et les orateurs qui se disent chrétiens, c'est que ces derniers sont les plus dangereux. Les autres ne trompent que les ouvriers déjà gâtés, les démocrates chrétiens trompent, inconsciemment je le veux bien, les bons ouvriers.

un seul homme pour le patron Eugène Motte contre Jules Guesde, qui perdit son siège.

La Démocratie chrétienne paraissait bien inférieure au socialisme chaque fois qu'il s'agissait de revendiquer. C'est pourquoi, en définitive, le syndicalisme chrétien ne fut à l'époque, ni vraiment professionnel, ni vraiment révolutionnaire.

Cette position si fausse fut encore aggravée par l'attitude du clergé. L'archevêché de Cambrai n'avait qu'à se louer des patrons du Nord et de leur inépuisable générosité. Le personnel dirigeant du clergé, issu de la bourgeoisie, ne comprenait pas les ouvriers. On le vit très nettement à partir de 1895 dans la *Semaine Religieuse* de Cambrai dont le rédacteur, Mgr Delassus, combattait les chefs démocrates et ignorait leurs œuvres. A toute revendication sociale, il opposait une fin de non-recevoir motivée par des arguments discutables. A ceux qui condamnaient le travail des enfants, il répondait par exemple : « Vous fermez les portes de l'atelier à la jeunesse. Qui la préservera contre les désordres de la rue et les dangers du désœuvrement <sup>1</sup> ? » L'idée de la prolongation de la scolarité n'effleure même pas sa pensée. Or, dans la *Semaine Religieuse* les prêtres du diocèse recevaient, encarté, le bulletin *Le Dimanche* de la Corporation Saint-Nicolas. Ainsi le clergé voyait-il dans le syndicat mixte de Lille le dernier mot de l'organisation professionnelle.

### *Lyon*

Les groupes dont nous venons de parler ont tous constitué des unions démocratiques et se sont fédérés dans le parti constitué ensuite à Reims. Il n'en est pas de même du groupe de Lyon, dont la composition assez particulière, rendait plus délicate l'agrégation au mouvement central.

Le catholicisme social à Lyon, pour ceux qui le considèrent avec le recul du temps, c'est d'abord un homme, Marius Gonin. Il en fut l'âme et en dirigea les destinées. Son père, restaurateur à l'époque de sa naissance, devint ensuite le cocher d'un médecin Lyonnais qui lui refusa un congé le jour de la première communion du petit Marius. Celui-ci aimait à dire que de ce jour il avait découvert la question sociale. Sa mère avait voulu entrer en religion, mais le curé d'Ars lui prédit qu'elle se marierait ; perdant son autre fils en bas-âge elle eut ce cri : « Alors mon Dieu faites que celui qui me reste devienne un apôtre. »

Retenons le caractère mi-ouvrier, mi-petit bourgeois de ce foyer, il définit très exactement le milieu où se recrutèrent les Catholiques sociaux Lyonnais. Gonin est pauvre, il lui faut gagner sa vie, soutenir les siens et pour cela écarter la tentation d'une vocation religieuse. Après un bref passage chez un commissionnaire de la soie, il entre dans un bureau de dessin comme dessinateur.

1. *Semaine Religieuse* du diocèse de Cambrai, 30 octobre 1896.

1. C'est-à-dire qu'il opère la transmission de la peinture au trisage par la mise en carte.



Ses camarades ont pour jeu favori le commentaire hostile de *la Croix* que les Assomptionnistes tentent de diffuser à Lyon. Tout naturellement, le jeune Gonin s'attache au journal dont la raillerie quotidienne heurte ses convictions les plus profondes. Avec quelques amis il constitue pour le défendre un petit groupe d'« Amis de la Croix de Paris ». Nous sommes en 1889. Gonin rencontre Victor Berne.

Berne est le fils d'un grand chirurgien de Lyon, professeur à la Faculté. De dix ans l'aîné de Gonin, il appartient à la haute bourgeoisie. Élève des Jésuites, il a fait de fortes études, puis son zèle chrétien l'a conduit à l'Œuvre des Cercles dont il a été un membre actif. « Il y a acquis, nous dit M. Folliet<sup>1</sup>, un sens très vif du peuple, de ses exigences et de ses justes susceptibilités ». Berne est un esprit réfléchi, il connaît la Tour du Pin et les doctrines de Fribourg. Aussi l'Œuvre des Cercles ne correspond-elle pas exactement à ses idées. A la formule de de Mun, « Allons au peuple », il préfère la sienne « Soyons peuple ». Ainsi nous offre-t-il l'exemple assez rare d'un grand bourgeois qui est en même temps un véritable démocrate chrétien. Il a des loisirs et dispose d'une belle fortune, qu'il dépensera sans compter au service de ses idées. Il possède des relations intéressantes dont la plus marquante est celle du bâtonnier Henri Boissard<sup>2</sup>.

Berne est au sens profond du terme un chrétien. Il veut que sa vie soit un témoignage de sa foi. Tout de suite il s'attache à Gonin et le forme spirituellement. A eux se joint un ouvrier, Raffin, d'un dévouement à toute épreuve. Gonin et Raffin se font les vendeurs de *la Croix*, aux portes des églises, dans la rue, à la criée. Ils vont même la porter chez les paysans des campagnes environnantes. C'est leur école. Cet apostolat les passionne, ils se sentent les « Camelots du Bon Dieu ». En même temps, Gonin s'essaie à la parole en public.

En 1891, encouragés par des succès, ils créent *la Croix hebdomadaire de Lyon*. Berne en est le rédacteur en chef et le pourvoyeur de fonds. Gonin le secrétaire, Raffin l'administrateur. Puis le 3 septembre 1892 paraît le premier numéro d'une *Croix* quotidienne. L'équipe se renforce de nouveaux collaborateurs, dont M. Augustin Crétinon, venu du comité Lyonnais de l'Œuvre des Cercles, et qui sera le bras droit de Gonin.

*La Croix de Lyon* est généralement mesurée dans le ton et les idées, bien qu'elle verse un peu dans l'antisémitisme. Mais la bourgeoisie Lyonnaise lui est presque hostile, elle ne lui pardonne pas d'adhérer avec l'encyclique *Rerum Novarum* à l'abandon du libéralisme économique, ni à la République : Certes, c'est la politique du Pape, mais on préfère penser qu'elle est celle de Berne et de Gonin.

Cependant, *la Croix* se développant, Gonin constitue des Comités locaux de diffusion. A l'automne 1892 il réunit 14 d'entre eux en un petit congrès auquel assistaient Léon Harmel et le P. Adéodat, l'organisa-

1. Manuscrit d'une biographie de Marius Gonin que prépare M. Joseph FOLLIET.

2. Que son éloquente défense de Mgr Gouthe-Soulard, archevêque d'Aix, rendra bientôt célèbre.

teur de *la Croix de Paris* ; on y prend deux décisions importantes : la création d'un secrétariat permanent à Lyon avec Berne, Gonin et Raffin, secrétariat qu'on installe sur le quai de Tilsit, et la publication d'une petite revue mensuelle destinée aux comités, *La Chronique des Comités du Sud-est pour la diffusion de la Croix*. Le premier numéro paraît le 26 novembre 1892. Cette publication prend tout de suite un certain essor. Harmel s'en fait volontiers le rédacteur social, tandis que M. Augustin Crétinon y traite les questions délicates de l'économie politique.

Le feu était prêt à prendre, restait à l'embraser. Ce fut, une fois de plus, le fait de l'abbé Garnier. Cette rencontre, qu'on ne peut dater exactement, était dans l'ordre. L'apôtre de *la Croix* ne pouvait ignorer le petit groupe acharné à la lancer. Gonin a rappelé en ces quelques phrases ce que fut pour lui et ses amis la venue de l'abbé.

« L'abbé Garnier, les jeunes d'aujourd'hui ne savent pas ce que ce nom évoque pour les hommes d'action qui ont aujourd'hui la cinquantaine. Souvenir d'une jeunesse lancée soudain dans la vie militante, joie d'avoir entendu pour la première fois un appel à l'apostolat, émoi d'avoir été encouragé par un prêtre dévoué et zélé, chez qui, ni les dures controverses des meetings populaires, ni les fatigues d'incessants voyages ne venaient troubler une invariable et apostolique sérénité. »

En 1893, l'abbé Garnier fait connaître à ses amis de Lyon son projet d'un rassemblement d'honnêtes gens, catholiques ou non, autour de quelques notions fondamentales : religion, famille, propriété, travail. Il invite les futurs adhérents à fonder leur action sur l'étude préalable et à ne pas sacrifier le travail social à la lutte politique.

Ce programme séduit l'équipe de la *Chronique*, l'abbé le développe en des conférences publiques où il récolte des adhésions enthousiastes. On pourrait s'attendre à une fusion du groupe existant avec l'organisme en voie d'élaboration. Cette fusion ne se fait pas. Pendant que l'abbé Garnier constitue l'Union nationale, Gonin supprime le petit cercle d'études appelé « Conférence de la Croix » qu'il avait créé au début de son action ; cette conférence paraissait en effet un peu aride aux ouvriers et petits employés de l'auditoire. Gonin la remplace par des groupes d'études appropriés à un petit nombre d'auditeurs, suivant la formule que lui a enseignée l'abbé Garnier. Les groupes adhèrent à l'Union nationale et entretiennent avec elle des rapports d'abord assez étroits, puis plus lâches. Le jour où l'Union nationale disparaît, ils n'en seront pas affectés organiquement. L'abbé Garnier a rendu là un grand service à la *Chronique*, car les groupes lui apportent leurs militants, leurs bonnes volontés, des possibilités d'action immédiate. Quelle action ? Ici encore c'est l'abbé Garnier qui répond avec la liste des œuvres sociales dont il prône la réalisation à travers le territoire. Certaines séduisent les adhérents des Cercles d'études ; ils s'y consacrent avec allégresse.

Ainsi naquit le Secrétariat du peuple du V<sup>e</sup> arrondissement de Lyon,

« institution d'aide mutuelle » ainsi qu'il se qualifiait, destiné à conseiller l'ouvrier, généralement inexpérimenté en matière juridique et administrative, et au besoin à le suppléer dans le cas de démarches difficiles. Pour bénéficier du secrétariat, il fallait être introduit par un délégué de quartier. Dans le V<sup>e</sup> arrondissement on ne compte pas moins de vingt-deux délégués.

Ainsi naquit encore la Caisse de famille destinée à procurer à ses membres participants les visites gratuites du médecin et une réduction de 50 % sur les remèdes pris chez les pharmaciens agréés. En 1895, la Caisse comptait huit sections à travers la ville, et au terme du premier semestre 1895 elle se trouvait en mesure de rembourser, non plus la moitié, mais la totalité des frais de médicaments.

Vint ensuite l'économet domestique du quartier Saint-Jean, qui procurait une remise d'au moins 5 % aux adhérents de la caisse de famille sur le montant de leurs achats effectués chez des fournisseurs désignés. Et enfin le vestiaire de l'Union nationale, sorte d'ouvroir où les dames du mouvement venaient remettre en état les vêtements des familles ouvrières momentanément éprouvées par la maladie ou le chômage <sup>1</sup>.

Ajoutons y quatre groupes d'études des jeunes du mouvement <sup>2</sup>.

Si les années 1894-95 voient les beaux jours de la collaboration de la *Chronique* avec l'Union nationale, ils voient finir en revanche ses rapports avec la *Croix*, que l'abbé Garnier avait lui-même quittée en 1893. En 1895 en effet par suite d'embarras financiers, Gonin et Raffin sont expulsés de la *Croix de Lyon*. Berne démissionne à son tour. Désormais la *Chronique*, un instant désorientée, devient une revue d'études et d'informations sociales. Ces caractères se précisent peu à peu, mais tout de suite la position sociale de l'équipe est très nette : c'est celle-là même que préconise l'encyclique <sup>3</sup>.

En 1896, la chronique paraît un moment s'entendre avec le journal antisémite publié par Mouthon *La France Libre*. L'attitude des groupes au congrès de Lyon reste assez incertaine <sup>4</sup>. Si Gonin refuse de prendre une part active, il garde néanmoins un certain préjugé antisémite. Sa réserve annonce un relâchement des liens entre les deux mouvements. Vers 1898, l'indépendance du mouvement Lyonnais paraît acquise. Sa composition qui est loin d'être exclusivement ouvrière l'a détourné d'une adhésion totale à la démocratie chrétienne dont il suit cependant les travaux avec un vif intérêt. Le mouvement démocrate chrétien de Lyon reste autonome, il se développe autour de deux institutions la *Chronique* et le Secrétariat.

La *Chronique* devient une revue à tendances doctrinales ; son épaisseur, passant de 400 pages en 1895 à 3.220 en 1898, s'accroît sans cesse

1. Renseignements tirés d'une brochure s. d., (fin 1895), *Union Nationale de Lyon*.

2. Saint-Just, Saint-André, Saint-Louis Bellecour.

3. « Nous ne pouvons oublier, dira plus tard Gonin, que c'est de l'Encyclique *Rerum Novarum* que date notre première aspiration sociale et que ce sont ses exhortations et ses enseignements qui incitèrent nos juvéniles efforts. »

4. Voir même chapitre, p. 420 et sq.



ses abonnés décroissent un peu en raison même de cette évolution. Autour d'elle gravitent les cercles d'études de plus en plus nombreux.

Depuis 1895, le Secrétariat a perdu sa raison d'être ; il n'est plus que le bureau de la *Chronique*. Pour suppléer à ce manque d'emploi, il tâtonne, s'appelle Secrétariat d'action sociale, puis Secrétariat social. Cette dénomination correspond peu à peu à une tâche précise et nouvelle. Il est en fait, à une époque où l'institution n'existe pas encore, une officieuse « Direction des Œuvres ». Sa fonction essentielle consiste en effet à documenter sur les œuvres sociales existantes. En même temps il organise des conférences où il appelle les catholiques les plus marquants de l'époque Harmel, l'abbé Lemire, Brunettière, Fonsegrive. Surtout, aspect le plus intéressant de son activité, il suscite des campagnes d'opinion. Certaines ont trait à des sujets divers comme lorsqu'il demande la célébration de la fête de Jeanne d'Arc. La plupart sont nettement sociales et demandent le repos du samedi en fin de soirée, le développement des syndicats agricoles communaux, des caisses rurales, des jardins ouvriers, dont elles citent en exemple la réalisation toute voisine du Père Volpette à Saint-Étienne. Une campagne en faveur du repos dominical dans les ponts et chaussées est appuyée par une pétition du Conseil municipal de Lyon ; campagnes annuelles à partir de 1898 pour emmener des pèlerins du Sud-Est aux pèlerinages ouvriers. En 1901, le Secrétariat social par l'intermédiaire de la Société populaire d'Économie sociale, obtiendra de quelques soyeux qu'ils instaurent chez eux la semaine anglaise <sup>1</sup>.

Le Secrétariat social de Lyon est de beaucoup la réalisation la plus heureuse du mouvement Lyonnais. Sur le plan local il n'a cessé de jouer un rôle actif. Mais peu connu en dehors de la cité, il n'eut pas d'imitateurs et quand, quelques années plus tard, apparurent d'autres secrétariats on put écrire leur histoire sans parler de celui de Lyon. Gonin se plaignit de cette injustice. Le Secrétariat n'était-il pas le centre de ses œuvres ?

Le mouvement Lyonnais mi-petit bourgeois, mi-ouvrier, dirigé par deux hommes remarquables, un grand bourgeois intellectuel et un ouvrier de la soierie, successivement capté par *la Croix*, et par l'Union nationale, ne pouvait s'agréger tout à fait à la Démocratie chrétienne dont il partageait cependant les idées. Il a développé son existence autonome autour d'une revue et du premier Secrétariat social, sans vaines agitations, sans adhésions massives mais passagères, avec une lenteur et un sérieux, caractéristiques qui lui assurèrent en définitive une cohésion et une longévité dont on trouve bien peu d'exemples dans les autres groupes.

1. Voir chapitre XVIII.

## L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Après que le II<sup>e</sup> Congrès national de Reims eut constitué le parti démocrate chrétien en lui donnant une direction exclusivement ouvrière, s'ouvre une période de dix-huit mois pendant laquelle le nouveau parti demeure sous l'équivoque des décisions de Reims. Cette période est en quelque sorte le pallier qui sépare l'ascension de la décadence. Elle se caractérise par trois grands faits : la substitution des préoccupations politiques et personnelles aux préoccupations religieuses et sociales, la participation au Congrès de 1896 à Lyon et surtout le désaccord avec Albert de Mun.

La décision de constituer un parti politique répondait, au désir des groupes parisiens. Dès le 23 février 1896, Farjenel <sup>1</sup> et quelques amis avaient mis sur pied une vaste réunion de « lancement ». Ils y avaient convoqué quinze cents personnes pour entendre l'abbé Lemire parler de l'action sociale dans la démocratie. « En réalité, écrivait Farjenel, ce sera un parallèle entre le socialisme et le christianisme. *Il insistera sur les points communs* <sup>2</sup>. »

Mais pour devenir un parti, il fallait mettre au point une véritable organisation politique. Les démocrates y étaient-ils préparés ? L'inquiétude se devine dans un billet que Max Turman écrivait à Delavenne au lendemain du Congrès : « Maintenant que nous voilà constitués et organisés en parti social et politique, j'aurais désiré causer avec les amis de tout ce qu'il nous faudra faire pour promouvoir une action énergique et nous diriger habilement au milieu des écueils que nous allons certainement rencontrer dans notre route <sup>3</sup>. »

Quelle politique veulent-ils faire ? Leur idée est de ne pas faire la politique conservatrice. L'un d'eux, le petit entrepreneur de menuiserie Simonet écrivait en avril 1896 : « Notre Union démocratique, basée sur l'acceptation de la République ou plutôt puisque nous sommes des jeunes, basée sur nos sentiments nettement républicains libéraux, fera son chemin. » Et il ajoute ce programme d'action qui ne laisse place à aucun doute : « Après votre grand Congrès de Reims, lorsque notre programme et notre organisation seront définitivement établis, il nous faudra lutter pour notre propre compte, lutter dans la rue, lutter dans les

1. Ouvrier du groupe parisien.

2. *Lettre* à Delavenne, 23 février 1896. Archives du Secrétariat de la Démocratie chrétienne.

3. FARJENEL, *lettre* à Delavenne, 17 février 1896 : « Mon cher Delavenne. Samedi prochain, 22 février à 8 h. 1/2 du soir, nous aurons, 6, rue du Banquier, une conférence inaugurale de l'abbé Lemire sur l'action sociale dans la démocratie. En réalité ce sera un parallèle entre le socialisme et le christianisme. Il insistera sur les points communs. Notre salle contient 1.500 personnes. Nous n'aurons pas que des amis, car nous sommes très larges pour l'entrée. Il serait donc bon que des aguerris comme vous puissent venir nous donner de la voix pour enthousiasmer notre public, et au besoin de la main aussi ; c'est pour nous un point important que cette conférence. C'est notre lancement en grand. Nous la faisons sous les auspices de l'Union Démocratique chrétienne. Farjenel.

réunions, dans les conférences que nous donnerons et, orateurs ou non, il faudra que notre bureau se remue et que d'ici deux ans, notre programme soit connu de tous<sup>1</sup>. Il est peut-être bon de rester enfermé, mais il peut être encore meilleur de respirer le grand air qui, avec le soleil, est le principal agrément de la liberté. »

On conçoit aisément qu'un programme d'action politique aussi chargé ait laissé peu de place aux préoccupations religieuses et sociales, surtout si l'on songe à la jeunesse et à l'inexpérience de ces nouveaux politiciens. Retenons cette prophétie d'un adversaire, Gérault-Richard, dans la *Petite République* : « Avant qu'il soit longtemps, les soi-disant démocrates chrétiens auront pris contre nous la première place dans la bataille sociale ; ce sont eux que nous devons redouter par-dessus tout, c'est sur eux que nous devons veiller sans répit ; ce sont eux que nous devons combattre sans merci »<sup>2</sup>. On voit dans cette appréciation l'impression d'incontestable force que donnait alors le parti.

### LE CONGRÈS DE LYON DE 1896

Les démocrates chrétiens avaient à peine entrepris leur action politique quand ils furent entraînés dans une manifestation inattendue : le Congrès de Lyon de novembre 1896.

A Lyon était né dans les premiers mois de 1893 le journal *la France Libre* ; sa fondation résultait du prestigieux succès de *la France Juive* publiée par Édouard Drumont. En février 1895 le journal devenait quotidien et s'orientait dans les idées démocrates chrétiennes sous la direction de Mouthon.

En prenant cette orientation nouvelle, *la France Libre* rencontrait l'équipe du quai de Tilsit. Ses relations aboutirent à organiser en commun un Congrès à Lyon pour la fin de 1896. On le baptisa « Congrès national de la Démocratie chrétienne », mais en réalité il y eut quatre Congrès. Mouthon en organisa deux : l'un antisémite, l'autre antimaçonnique. L'abbé Garnier consacra le quatrième à son groupement l'Union nationale. Tous, Victor Berne en tête, se retrouvèrent au troisième consacré, sous le vocable de démocratie chrétienne, à l'action sociale.

On entendit de bons rapports qui n'auraient pas déparé le programme des congrès précédents : L'abbé Dehon traita la situation actuelle et les causes du malaise social ; l'abbé Cetty, curé de Mulhouse, parla de la famille ouvrière etc... Passant aux réalisations on entendit l'abbé Cetty décrire les œuvres chrétiennes de Mulhouse ainsi que de Léon Harmel un rapport sur l'organisation chrétienne du Val-des-Bois. Ce Congrès révéla un prêtre de talent l'abbé Gayraud.

1. Lettre de SIMONET à Delavenne. Le délai de 2 ans correspond au temps qui le sépare des prochaines élections, qui eurent lieu au début de 1898.

2. Cité par DABRY, *op. cit.*



Pour le conclure, l'abbé Pastoret, de Toulon, vint présenter un exposé sur les moyens économiques de réforme sociale. Les buts de la démocratie chrétienne, dit-il, sont à la fois sociaux et religieux ; pour les atteindre, la condition préalable est la liberté d'association. Quand celle-ci aura été obtenue on commencera par former l'association religieuse ; de là on passe naturellement à la confrérie, laquelle affirme-t-il se confond historiquement avec l'association économique ; c'est cette dernière qu'il veut mettre sur pied. Son but sera d'améliorer la condition du travailleur grâce aux institutions suivantes : sociétés de secours, de prévoyance, de crédit, coopératives de production ou de consommation, caisses rurales de famille. Dominant ces œuvres, il réclame l'association professionnelle qui eût révélé différents aspects : syndicats industriels, agricoles, conseils d'usine, conseils de conciliation, d'arbitrage, de disciplines, chambres industrielles et chambres d'agriculture. Il conclut sur cette formule : « La profession libre dans le corps d'état organisé. »

La Tour du Pin termina par un long rapport sur la représentation professionnelle.

Il est curieux de retrouver dans le compte rendu de ce Congrès, tenu plus de vingt ans après la naissance du mouvement catholique social, plus de quinze ans après les premiers débats d'idées, cette affirmation de Louis Durand : « C'est au nom de la charité que nous allons de la sorte au peuple ! » et la répartie d'Harmel : « Il faut que ce soit au nom de la justice ! »

Le but de ce congrès était moins l'étude d'un travail soigneusement préparé par des cercles disciplinés d'ouvriers, que de « crier à la grande foule exploitée et trompée par tant de charlatans la vérité démocratique chrétienne ». Ce fut une manifestation tapageuse destinée à frapper l'opinion. Elle provoqua une grande agitation toute la semaine que dura le Congrès, et même un violent incident au passage du drapeau de la « France Libre », place Bellecour.

Quels étaient les rapports de ce Congrès avec le parti démocrate chrétien ? Contrairement aux apparences ils n'eurent rien d'officiel. Marius Gonin, invita plusieurs membres à y assister, notamment Leclercq et Payan, tous frais payés. Mais l'expression « Congrès de la démocratie chrétienne » doit s'entendre au sens général des termes. Elle ne se rapporte pas au parti, il n'avait pas décidé ce Congrès. Cependant devant la similitude des termes une confusion para t s'être fait jour. Et puis l'expression dont les gens de Reims avaient cru se donner le monopole, couvrait la quadruple manifestation et par conséquent la réunion antisémite.

Ce dernier point inquiéta fortement les chefs ouvriers. Aussi à un mois du Congrès, sur la demande des délégués parisiens, le secrétariat général adressa-t-il à tous les adhérents une circulaire pour leur faire part des inquiétudes éveillées par ce congrès organisé, disait-il, sans programme bien défini et bien net », congrès de parade en somme. La circulaire contenait cette petite phrase : « Il est certain que MM. Dru-

mont, Harmel, l'abbé Naudet, l'abbé Garnier ont sur certains points des opinions très diverses <sup>1</sup>. »

A la suite de cette circulaire la majorité des membres du Comité national décida qu'il fallait absolument dégager la responsabilité du parti dans cette manifestation. Une note aux journaux annonça que le parti ne serait pas officiellement représenté à Lyon.

Il est vraisemblable cependant que l'équivoque demeura dans quelques esprits. Elle dénote une certaine marque d'unité dans les vues des chefs.

Paris, le 17 octobre 1896.

Mon cher Camarade,

Vous avez dû lire dans les journaux qu'il se préparait un Congrès organisé à Lyon sous les auspices de l'Union et de la France libre, Congrès qui doit se tenir du 18 au 22 novembre prochain et qui prendra le titre de « Congrès de la Démocratie chrétienne » ; la *Libre Parole* et le *Peuple Français* en ont parlé. Il y a déjà un mois que notre ami Gonin, de passage à Paris, m'avait mis au courant de la chose.

Ce Congrès durera 4 jours : le premier on y traitera de l'anti-sémitisme, le deuxième de la maçonnerie, les deux derniers jours seront consacrés à l'Union Nationale. Plusieurs personnalités doivent y prendre la parole, entre autres : NN. SS. Gonthé, Soulard et Touchet, MM. Drumont, l'abbé Lemire, l'abbé Naudet, l'abbé Garnier, l'abbé Pottier, Décurtins, de Saint-Auban, de Magallon, Harmel, etc... En outre, Gonin m'a dit que la Commission d'initiative du Congrès inviterait plusieurs membres de notre Conseil national (Leclercq et Payan entre autres) à prendre la parole et leur paierait leurs frais de voyage. Les délégués de Paris m'ont chargé, au sujet de ce Congrès de vous soumettre diverses observations. Ils craignent que ce congrès intitulé Congrès de la Démocratie chrétienne ne soit considéré comme organisé par le parti démocratique chrétien, et qu'il y ait confusion dans l'esprit du public. Ils prétendent que notre Parti n'a rien à gagner au contraire à être considéré comme l'instigateur du Congrès en question qui en réalité n'est pas organisé par lui. En effet, il se produira certainement, au cours du dit Congrès, des déclarations émanant de différents orateurs concernant la question de l'anti-sémitisme et surtout les questions sociales, déclarations que le Parti ne pourra pas accepter.

Ce Congrès est organisé en somme sans programme bien défini et bien net. Il ne ressemblera pas aux congrès ordinaires où l'on émet des vœux après discussion ; il ne sera qu'une suite de grands discours en un mot un Congrès de parade. C'est d'ailleurs l'intention de nos amis de Lyon. Ils veulent frapper un grand coup et faire beaucoup de bruit et non étudier en silence. D'autre part, il est certain que MM. Drumont, Harmel, l'abbé Naudet, l'abbé Garnier ont sur certains points des opinions très diverses. De plus, quelques-uns se demandent ce que viennent faire dans un Congrès de la démocratie chrétienne NN. SS. Gonthé Soulard, Touchet, MM. Drumont, de Magallon qui ne sont pas des démocrates, au sens où nous l'entendons. L'on nous attribuera certainement toutes les déclarations à ce Congrès et il pourra se faire que d'ici peu, l'on nous en oppose quelques-unes qui soient en contradiction avec notre programme. Nous serons bien embarrassés pour désavouer un Congrès qui porte notre titre. En résumé, les délégués de Paris regrettent qu'il soit organisé un Congrès, appelé « Congrès de la Démocratie chrétienne » qui ne soit pas organisé et préparé par nous tous. Il aurait été très politique d'après eux d'assister à ce Congrès s'il ne s'était pas appelé ainsi, et d'y faire prévaloir nos doctrines. Quoiqu'il en soit, le titre est pris et le Congrès aura lieu, il ne s'agit plus de récriminer, mais de fixer notre attitude. Devons-nous soutenir le Congrès de Lyon et y prendre part ? Devons-nous faire paraître une note dans les journaux disant qu'il n'est pas organisé par nous, et que le Parti décline toutes responsabilités au sujet des décisions prises ?

Devons-nous faire l'une ou l'autre chose, ou faire les deux ?

Dans le cas où vous seriez d'avis de faire paraître une note dans les journaux, veuillez m'envoyer un projet. Je vous serais très obligé d'adresser le plus tôt possible la réponse à Thomine, 2, passage Ricant, à Paris.

Veuillez agréer, mon cher Camarade, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

G. DELAVENNE.

1. Lettre circulaire du 17 octobre 1896. Parti démocratique chrétien.

Elle montre aussi avec quelle réserve il faut parler des attaches Lyonnaises du parti.

Au demeurant on pourrait conclure de cette aventure que les Lyonnais mis à part, le parti ne désirait pas prendre une position antisémite. Cela paraît effectivement résulter de ces décisions. Mais Harmel était personnellement très hostile à l'emprise juive. Quant aux ouvriers de Reims, après avoir minutieusement étudié la question dans leurs cercles d'études, ils demandèrent que tous les juifs fussent déchus de la qualité de citoyens français, qu'ils ne pussent l'acquérir désormais sous aucun prétexte et qu'ils fussent imposés — ainsi que tous les étrangers — à une taxe proportionnelle à leur position ou à leur situation de fortune <sup>1</sup>.

Il semble donc que le parti était en effet divisé sur la question que le livre de Drumont rendait alors d'une brûlante actualité.

### LE DÉSACCORD AVEC DE MUN

Le fait le plus marquant de cette période est sans doute le désaccord qui oppose la démocratie chrétienne à de Mun. Ce n'est pas une question de personne, mais de principe, et dans une certaine mesure de méthode.

Le premier symptôme de ce désaccord avait été le discours de Reims dans lequel Albert de Mun s'il encourageait l'œuvre sociale des démocrates s'était tu sur le résultat essentiel du Congrès : constitution d'un parti <sup>2</sup>.

Un mois plus tard de Mun écrit à Geoffroy de Grandmaison : « Je crains que le groupe Lorin et consorts ne soit bien mécontent de moi ! Je n'ai rien reçu d'eux, pas un mot, et je m'attends à ce que l'*Association Catholique* du 15 juillet m'éreinte un peu ; du côté Naudet, Pottier etc. on n'est pas je crois, content non plus. Mais je ne pourrai m'en sentir affecté que si on me reprochait avec preuves à l'appui, une erreur de doctrine. Ce que je ne crois pas qu'on puisse faire. Si on se plaint seulement de ce que dans le ton général, dans le fonds du discours et dans l'attitude prise j'ai marqué une certaine séparation avec les idées excessives quelquefois même erronées de nos amis, et donné à la politique sociale catholique une orientation qui n'est pas la leur, on a raison de se plaindre, car c'est ce que j'ai voulu faire très délibérément et ce qui à mes yeux était un devoir <sup>3</sup>. »

Pendant les mois suivants le désaccord resta latent. Mais à l'assemblée générale de l'Œuvre des Cercles d'vril 1897, de Mun, rappelant l'origine commune des deux groupes insiste sur le rôle des « classes élevées » dans la réorganisation sociale du pays et sur l'union nécessaire à son accomplissement. Ce discours fut l'occasion de critiques très précises dans la *Justice Sociale*. A plusieurs reprises la notion de « classes élevées »

1. *Corporation*, n<sup>os</sup> des 30 mars et 18 mai 1895. Délibérations des Cercles Saint-Rémi, Sainte-Geneviève, Saint-Maurice.

2. Voir ci-dessus, chapitre précédent, p. 388.

3. *Lettre* à Geoffroy de Grandmaison, 5 juillet 1896.



y fut répudiée. Enfin, le 24 avril 1897, le journal de l'abbé Naudet publiait un exposé d'ensemble sur la question. Lenervien répudiait la « communauté d'origine ». Est-il vrai de dire comme l'a fait A. de Mun que les démocrates sont « sortis pour la plupart » des rangs de l'école chrétienne sociale ? Certes l'Œuvre est l'aînée de la démocratie chrétienne, un peu comme notre ancien régime ; ses campagnes lui sont bien antérieures. Mais historiquement il paraît difficile de faire dériver le personnel démocrate de celui de l'Œuvre des Cercles, il y a à cela des raisons de doctrine, de tempérament et d'éducation. Les deux groupements répondent à des besoins différents. Ils ne sauraient se confondre et, pour le moment du moins, aucune ne doit disparaître. L'abbé Naudet et la plupart des rédacteurs de la *Justice Sociale*, du *Journal du XIII<sup>e</sup>*, de l'*Ancien Monde*, etc, sont venus à la démocratie chrétienne sans avoir appartenu à l'Œuvre des Cercles.

En même temps que cette prise de position quasi doctrinale la *Justice Sociale* publiait une série d'articles condamnant le rôle de la noblesse et cherchant à éloigner d'elle la masse <sup>1</sup>. A cela les catholiques de l'Œuvre répondaient en insistant sur le rôle qu'avait à jouer la noblesse. Victor de Marolles montrait que chaque époque nouvelle faisait sa noblesse, notamment aux États-Unis, et que dans l'avenir la noblesse du nom équivaldrait à celle du titre <sup>2</sup>.

L'abbé Six cependant, qui de sa cure rurale de Bussière continuait la publication de la *Démocratie chrétienne*, écrivit à Albert de Mun pour tenter de rapprocher les points de vue. Avec une émouvante sincérité, Albert de Mun lui dit : « Je voudrais répondre à votre lettre d'une manière qui vous satisfait pleinement, mais je crains de ne pouvoir le faire sur tous les points ; il en est un en tout cas, où je n'y éprouve aucune difficulté, c'est celui de ma très sincère et persévérante affection pour les membres des groupes démocratiques chrétiens et de mon respectueux attachement pour votre personne. Soyez assuré que je demeure entièrement dévoué à la cause que vous voulez servir comme je reste fidèle aux idées que j'ai défendues depuis vingt-cinq ans en combattant pour elles. Mais c'est précisément en raison de ce dévouement et à cause de ces idées que j'ai cru nécessaire de donner aux groupes démocratiques quelques conseils amicaux. Ils s'adressent bien moins, je dois le dire, aux ouvriers dont je connais et j'admire la courageuse générosité qu'à quelques-uns de ceux qui les dirigent et à qui nos yeux risquent de les égarer en les illusionnant involontairement sur les résultats que peut obtenir pour le bien général et le leur en particulier, leur action isolée. Je n'ai accusé personne de vouloir la guerre des classes. J'ai dit que c'était à mon avis, une dangereuse tendance que de méconnaître le rôle des *classes élevées*, et que en s'y laissant aller, on n'opposerait aucune barrière à la lutte des classes nées de l'individualisme et développée par le socialisme. Je ne veux mettre personne en cause, mais la conception

1. *Justice Sociale*, article du 10 avril notamment.

2. *Corporation*, 24 avril 1897.

même du parti démocratique chrétien et sa constitution qui en réserve la direction aux seuls salariés suffit à mettre cette tendance en lumière ; c'est contre elle que j'ai cru de mon devoir de réagir. J'ai très ouvertement encouragé l'initiative démocratique lorsqu'elle s'est produite sur le terrain de l'organisation professionnelle, parce qu'il m'a paru et me paraît encore que, dans la grande industrie et dans certains cas, c'est peut-être un moyen nécessaire d'arriver à l'établissement des conseils mixtes qui doit demeurer l'objet invariable de nos efforts. »

Après avoir indiqué qu'un égard aux préoccupations de l'abbé Six il n'a apporté aucune réserve à la notion de propriété syndicale, il poursuit :

« Mais toute organisation qui pose en principe et met en pratique l'exclusion de la classe élevée me paraît dangereuse ; c'est le cas du parti démocratique chrétien comme l'indique le règlement même adopté par son conseil national <sup>1</sup>. Avant sa constitution, j'ai fait près de M. Harmel tous mes efforts pour empêcher ce mouvement si intéressant de dévier dans cette voie : au Congrès de Reims, l'année dernière, j'ai eu soin de marquer en me tenant exclusivement sur le terrain professionnel, la réserve la plus absolue en ce qui regardait l'œuvre politique du Congrès. Je regrette infiniment que mes conseils n'aient pas été écoutés. Depuis on a pu constater par le langage de plusieurs des organes du parti démocratique que mes craintes n'étaient pas sans fondement. C'est pourquoi j'ai cru de mon devoir de les exprimer publiquement, tant pour dégager ma responsabilité, et celle de l'Œuvre des Cercles, que pour m'efforcer dans la mesure de mes moyens de donner au mouvement démocratique, la direction que je crois conforme aux véritables principes sociaux. Mon désir très vif est que nous arrivions à nous mettre d'accord sur ces idées générales et que le grand mouvement social auquel nous participons les uns et les autres, soit aussi conduit par tous dans le même esprit et vers le même but. »

Jusque-là le désaccord restait officieux. La tentative d'union amorcée par cet échange de lettres n'ayant pas abouti, Albert de Mun rendit public son dissentiment en déclinant de participer au prochain congrès régional que la Fédération des Travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest organisait à Tours, dans une lettre ouverte adressée à l'un des organisateurs l'ouvrier Brisson.

« Je crains d'une part, disait-il, qu'entraîné par l'action politique, par l'ardeur des polémiques et l'agitation des réunions publiques, vous ne perdiez un peu de vue ce qui devrait à mes yeux être le plus grand objet de vos préoccupations, l'organisation professionnelle et les œuvres sociales, qui par les services rendus en sont les plus fermes points d'appui. Je crains aussi d'autre part qu'ébranlés dans nos intentions par les difficultés que rencontre leur mise en pratique vous n'abandonniez un peu trop le but initial de vos efforts, la constitution des groupes communs qui doivent manifester et rendre efficace le rapprochement des patrons et des

1. DE MUN : *Lettre à l'Abbé Six* (papiers Grandmaison).

ouvriers. En un mot vous faites trop de politique et vous vous éloignez trop des classes élevées. La constitution du parti démocrate chrétien suivant moi a été très prématurée et mal conçue <sup>1</sup>. »

Ce jugement sévère parut dans toute la presse catholique avec des commentaires assez opposés. Les démocrates chrétiens témoignèrent par la violence de leur réaction du prix qu'ils attachaient au jugement du grand orateur catholique. S'ils souffraient de son blâme, ils n'étaient pas prêts pour autant à faire amende honorable. Ils jugeaient bonne la voie où ils s'étaient engagés et Harmel se chargea de le dire au Congrès de Tours.

Tenu du 5 au 7 juin, ce congrès constitue la plus importante manifestation régionale de la Démocratie chrétienne par le nombre des assistants, des discours et le bruit fait à son sujet. Mais quand le lecteur en ouvre le compte rendu après ceux de Reims, le contraste est saisissant : au lieu du riche bilan d'œuvres sociales qui remplit les compte rendus rémois, on ne trouve dans le compte rendu du Congrès de Tours qu'un interminable alignement de paroles. Tous les principes politiques et sociaux y sont longuement énumérés mais en regard les réalisations sont absentes.

Parmi tous ces discours, celui d'Harmel était attendu. Le « Bon Père » prit position sur deux points ; la formation du Conseil national et le rôle des classes dirigeantes.

Sur le premier il reconnut l'erreur de Reims : l'organisation ouvrière, née à Reims, n'a pas la prétention d'être tout le parti démocratique. Elle n'en est qu'une fraction. « Mais, ajoutait-il, cette fraction-là entend rester autonome, c'est-à-dire que tout en désirant s'unir pour les questions générales aux autres fractions du mouvement, elle veut diriger elle-même ses propres affaires et rester ouvrière. » C'était envisager une sorte d'organisation fédérale, non sans intérêt en soi, mais valable seulement quand les autres fractions du mouvement recevraient une organisation. Douze mois et demi après le Congrès de Reims, cela restait à faire.

La péroraison était un acte de foi dans le « triomphe de la démocratie chrétienne » dont il rappelait les étapes et les artisans : les ouvriers de Reims, initiateurs du mouvement, les pèlerins ouvriers de Rome, les travailleurs du Nord « ardents à la lutte, infatigables au travail ». Ceux de Paris, du Centre et de l'Ouest, ceux de Lyon, les vaillants abbés démocrates enfin « à la tête desquels on placera l'aimable et souriant visage de l'abbé Lemire, dont la bonté et la vaillance entraînent tous les cœurs ».

Avec de tels hommes et de pareils résultats, la démocratie se suffit : certes, dit Harmel, les ouvriers appellent à leurs réunions, au titre de membres consultatifs les prêtres dévoués, les hommes instruits apportant le fruit de leurs études et de leurs expériences. Mais c'est tout. Ils ne sont pas là, dit Harmel, pour délibérer et agir à votre place.

1. *Corporation*, 8 mai 1897. L'expression « mal conçue » vise la direction exclusivement ouvrière donnée au parti.



Cette réponse catégorique aux paroles d'Albert de Mun faisait écho à cet autre passage du discours. « Je dis à nos amis les ouvriers : tant que vous resterez chrétiens, soyez autonomes. Aussitôt que vous cesserez de vous appuyer franchement sur le Christ, alors seulement acceptez le gouvernement d'autrui, car vous deviendrez incapables de conduire vos propres affaires. » Les amis d'Albert de Mun, furieux de cette fin de non-recevoir firent contre le discours de Tours une campagne de silence, qui exaspéra les démocrates chrétiens. Mais le fait qu'après avoir ainsi répondu à de Mun, Harmel ait conservé la présidence de l'Œuvre des Cercles nous donne la mesure de l'affaiblissement dans lequel cette Œuvre, jadis si prospère, était tombée.

Que pense Harmel ? Le filateur du Val-des-Bois est agacé par l'impression qu'il a d'un recul d'Albert de Mun et qu'il attribue à l'influence du P. du Lac. Ce recul, Albert de Mun le laisse entendre à l'abbé Six, est la conséquence directe des articles de la presse démocrate. Harmel souhaite toujours voir se dégager une élite ouvrière, destinée à assumer ses responsabilités politiques et à recruter dans les masses laborieuses les éléments d'une majorité à la fois catholique et sociale. Pour dégager cette élite et plus encore pour la former, il faut bien reconnaître que le parti politique est un excellent moyen, peut-être le seul efficace. Il est essentiel qu'une direction ouvrière préside aux affaires du parti ouvrier. C'est la condition même de la formation intellectuelle et politique, de l'apparition d'une élite. De plus, l'hommage rendu aux ouvriers du Nord, les efforts qu'il a faits en faveur de Robert sont là pour le prouver, Harmel voit au moins des indices de l'existence de cette élite. Cela l'encourage. Voilà pourquoi il admet une fraction ouvrière autonome du parti démocrate. Le désaccord réside dans le refus d'une direction de la classe aisée à laquelle Harmel concède seulement le rôle consultatif d'hommes dévoués et instruits. Il réduit la direction au conseil et se refuse à en faire le privilège d'une classe.

Il y a aussi un désaccord sur l'opportunité : A. de Mun croit le moment de cette action politique prématuré. Harmel qui n'a pas répondu aux démarches de de Mun avant le Congrès, en juge sans doute différemment. Ici nous sommes dans le domaine de l'hypothèse ; nous constatons qu'Harmel laisse faire les démocrates et les encourage tout en estimant peut-être qu'ils commettent des erreurs. Pourquoi ? Deux explications se présentent à l'esprit. Ou bien il approuve les articles qui inquiètent de Mun, ou bien il les blâme dans une certaine mesure, mais les laisse passer. On peut penser qu'il est moins sévère que de Mun, mais il semble vraisemblable qu'il n'ait pas vu l'inconvénient qui rejaillirait sur les démocrates de certains propos ou de certains articles et d'un ton général de polémique, le risque qu'ils courraient de se faire des ennemis supplémentaires, de diviser les catholiques, et d'affaiblir leurs actions sociales. Nous serions donc amenés à penser qu'il a vu certains inconvénients de leur attitude, qu'il a blâmé quelques-uns de leurs actes, mais en son for intérieur seulement. Ce serait assez dans sa manière. Quand il inaugura

son œuvre sociale au Val, le « Bon Père » avait laissé les ouvriers monter une boulangerie coopérative où ils firent plusieurs erreurs se traduisant par un appréciable manque à gagner. A ceux qui le pressaient d'intervenir, il répondit qu'il valait mieux laisser faire les ouvriers et que quelques déboires leur apprendraient mieux la bonne façon de procéder que ses interventions. Harmel ici encore n'a-t-il pas considéré avec indulgence les actes impétueux de ses jeunes amis, comptant sur les inconvénients qui pourraient en résulter pour parfaire leur formation politique et sociale ?

Par cette audace qu'il puisait au plus profond de sa foi chrétienne, de son tempérament vigoureux et aussi de son expérience industrielle, il se distinguait très nettement d'Albert de Mun, dont l'esprit s'attachait toujours à tirer le meilleur parti de la réalité immédiate. Ce contraste de leurs natures n'est pas sans peser sur leur désaccord des années 1896-1897.

Dès janvier 1897, Harmel constata, non sans amertume, que les ouvriers, d'abord encouragés dans le réveil social chrétien, étaient de nouveau abandonnés. « Certains conservateurs ne voulant pas voir les dangers effroyables au milieu desquels nous vivons ne paraissent redouter que l'action des travailleurs chrétiens <sup>1</sup> ? » Quand le désaccord avec de Mun devint public, les démocrates chrétiens perdirent un précieux interprète auprès des milieux conservateurs. Les tendances particularistes du mouvement allèrent s'affirmer.

Cette évolution rendait nécessaire la tenue d'un nouveau Congrès national. Dès mars 1897, Thomine qui remplaçait Delavenne, conscrit, au secrétariat se faisait l'écho de ce désir <sup>2</sup>. Il soulignait les avantages d'une pareille réunion pour faire connaître le mouvement, augmenter le nombre de ses adhérents, resserrer les liens entre membres, étudier et compléter le programme, et enfin parler des élections législatives. Mais il avertissait les membres que la Caisse était vide, et qu'il faudrait trouver des ressources si l'on voulait tenir le Congrès. Un mois plus tard une nouvelle lettre de Thomine <sup>3</sup> nous apprend que le projet est abandonné faute de temps, mais que les représentants des fédérations seront conviés au Congrès régional de Tours. Il est vraisemblable que le manque d'argent fut pour beaucoup dans la décision du Conseil national.

Mais il fallait pourtant un congrès. Durant l'été on décida d'en tenir un au début de décembre, à Lyon. « Il se résumera, écrivait Robert, à la

1. P.-V., 6 janvier 1897. Il continuait : « Pareils aux habitants de Byzance qui aimèrent mieux se livrer au croissant que d'accepter le secours de Rome, ils semblent décidés à subir les humiliations du socialisme plutôt que d'aider une tentative de salut entreprise par ceux qu'ils appellent dédaigneusement les socialistes chrétiens. » En vain le Souverain-Pontife s'attache-t-il à marquer ses préférences, multipliant les encouragements en faveur du mouvement populaire. Les prudents ne cesseront d'élever la voix de la défense, de provoquer le découragement jusqu'à ce que la mort ait nivelé toutes les initiatives dans le néant. Alors seulement ils ne redouteront plus les écarts des agissants.

2. THOMINE, *Lettre-circulaire*, Paris, 5 mars 1897. (Archives de la Démocratie chrétienne.)

3. THOMINE, *Lettre-circulaire*, Paris, 13 avril 1897. (Archives de la Démocratie chrétienne.)

formation d'un programme religieux social et politique ». Il pensait que ce programme devrait se baser sur les travaux des congrès antérieurs, et il mettait Delavenne en garde contre toute indiscretion dont, disait-il, l'abbé Garnier se servirait aussitôt pour l'Union nationale <sup>1</sup>. C'était un peu ce qu'il avait fait l'année précédente.

Robert indique les charges que font peser sur son modeste budget familial (il a quatre enfants), les frais de correspondance avec les nouveaux cercles. A son grand regret il ne saurait y ajouter les frais d'abonnement à des publications dont la lecture serait pourtant nécessaire.

Voilà donc à quelques mois d'intervalle deux révélations des difficultés financières où se débat la Démocratie. Elles rappellent celles de l'Œuvre des Cercles dont le budget fût toujours insuffisant. Mais si, ici comme là, on demande à des contributions volontaires de suppléer à l'insuffisance des ressources, il n'en est pas moins émouvant de voir un ouvrier prendre sur ses maigres ressources avec tant de dévouement pour assurer les frais les plus nécessaires d'un parti : ceux de poste. Le Congrès de Lyon de décembre 1897 rappelle ceux de Reims ; deux questions dominaient les débats : l'organisation syndicale et la Constitution d'un Conseil national. A Reims, les congressistes avaient acclamé un programme en trois mots : « Dieu, Famille, Propriété. » A la demande de l'abbé Naudet, le Congrès de Lyon ajoute à cette devise le mot « Travail », puis à Chartrain il accorde l'addition du mot « Patrie ». La devise devient : « Dieu, Famille, Travail et Propriété. »

Le Congrès émet ensuite une série de vœux inspirés de ses réunions précédentes pour la protection du petit commerce, des petits métiers contre les monopoles, pour la diminution des petits métiers par une organisation syndicale du petit commerce pour le repos dominical et un arrêt du travail les dernières heures du samedi, pour la fixation légale de la journée de dix heures en attendant la constitution des chambres de travail. Il se prononce pour la suppression du travail de nuit, sauf exceptions à déterminer par des conseils compétents ; contre le travail de la femme mariée dans la grande industrie, et pour la limitation de celui de la jeune fille.

Abordant l'amélioration des conditions prévues aux cahiers des charges dans les adjudications publiques, le Congrès demande la fixation d'un maximum de rabais au-dessous duquel l'administration ne pourrait descendre. Le cahier des charges devrait comporter une assurance contre les accidents du travail.

D'une façon générale le Congrès demande la suppression des marchandages accompagnant immédiatement toute adjudication.

Syndicats mixtes ou syndicats séparés ? Une fois de plus la question revenait sur le tapis. Desgrées du Lou intervint avec une certaine modération, quant à la forme sinon quant au fond. Il ne devrait y avoir en

1. Il craignait que, comme l'année précédente, l'abbé Garnier ne convoque aussitôt un congrès de son Union Nationale où les démocrates chrétiens seraient à nouveau englobés. ROBERT, *Lettre à Delavenne*, s. d. (1897).



réalité ni syndicats mixtes, ni séparés ; il y a le syndicat professionnel tout court. La profession étant l'ensemble de tous les agents, patrons, directeurs, chefs d'atelier, ouvriers, qui concourent à la production, le syndicat professionnel est nécessairement composé de tous ces éléments. Mais, ajoute-t-il, tous n'entrent pas pêle-mêle. Il y a une organisation intérieure qui consiste à grouper séparément d'un côté les représentants du travail, et de l'autre les représentants du capital, puis à les unir par leurs délégués dans un conseil unique et commun. Après lui, Coulazou l'intellectuel démocrate de Montpellier, vint exhorter les congressistes à ne pas craindre de promouvoir les syndicats ouvriers, forme d'association qui a incontestablement, dit-il, la préférence du peuple.

Le Congrès, moins divisé semble-t-il que les précédents, suivit Coulazou, non seulement il invita les démocrates à organiser partout des syndicats, mais encore il leur recommanda d'entrer dans les Bourses du travail et d'y prendre de l'influence <sup>1</sup>. Recommandation évidemment influencée par le développement contemporain des organisations et notamment des Bourses. (Deux ans plus tôt à Limoges était née la Confédération Générale du Travail). Et c'est dans le même esprit que le Congrès vote une résolution tendant à demander, voire à imposer aux candidats à la députation d'insérer la création de Chambres de travail dans leurs programmes électoraux <sup>2</sup>.

Le Congrès étudia ensuite le problème syndical dans l'agriculture et, après des débats passionnés, il décida à une très grande majorité d'étendre aux cultivateurs le principe des syndicats séparés. Le texte du vœu avait été rédigé par le chanoine Dehon et légèrement retouché par Harmel. Il allait droit à l'encontre de toute l'œuvre que les catholiques avaient essayé d'accomplir dans l'agriculture <sup>3</sup>. Il condamnait l'état de choses existant en faveur d'institutions inexistantes : les syndicats séparés. Le Congrès espérait, comme ses devanciers, s'attacher les cultivateurs sans plus, mais avec ce vœu il dressait contre lui la puissance grandissante du syndicalisme agricole. Ce point de vue, défendu par un certain Richard au Congrès, fut exprimé avec force dès le lendemain par Duport, président de l'Union du Sud-Est, dans une lettre publique au *Nouveliste* de Lyon. L'encouragement donné aux « syndicats mixtes

1. Congrès de Lyon, c<sup>te</sup> rendu. Voici le texte du vœu : « Le Congrès de la Démocratie chrétienne émet le vœu que les démocrates chrétiens organisent partout des syndicats pour y prendre la légitime influence qui leur appartient dans le monde du travail.

2. Voici le texte du vœu : Le Congrès de la Démocratie chrétienne, tout en admettant que l'organisation professionnelle ne peut découler que d'une solide organisation syndicale fortement constituée, émet le vœu que sans plus tarder et afin de promouvoir au plus tôt une revendication ouvrière depuis longtemps réclamée, les catholiques demandent aux candidats à la députation, leur imposent même, l'insertion dans leurs programmes électoraux de la création de Chambres du travail.

3. Vœu : « Considérant que les divers groupes agricoles, propriétaires, fermiers et ouvriers manuels ont à la fois des intérêts distincts et des intérêts communs, le Congrès est d'avis que l'organisation professionnelle agricole complète, définitive, peut comporter des groupes distincts et qui trouveront un terrain d'entente entre les intérêts et les classes dans des commissions mixtes, tout en encourageant les syndicats mixtes réels partout où ils sont possibles. » (Voir ci-dessus chapitre XVIII).

réels » — que fallait-il entendre au juste par là ? — semble avoir passé inaperçu derrière la condamnation du principe.

Quelque jugement que l'on porte sur le sens de ces travaux, il est juste de reconnaître un effort pour préciser l'organisation professionnelle et la faire progresser.

Le Congrès nomma un Conseil national de la Démocratie chrétienne. La proposition émana de Desgrées du Lou, visiblement préoccupé de dissiper l'équivoque de ce parti démocratique en nom et par conséquent ouvert à tous les démocrates, mais ouvrier en fait de par la nomination des seuls délégués ouvriers.

Le conseil national comprend trois sections : ouvrière, intellectuelle, et ecclésiastique.

Les conseillers nationaux ouvriers sont : Payeux, Leclercq, Dombray-Schmidt et Chartrain. Les conseillers intellectuels sont Harmel, Berne, Mouthon, Coulazou, Lorin et Desgrées du Lou. Pour le groupe ecclésiastique, le Congrès fit choix des abbés Lemire, Dehon, Garnier et Naudet. Harmel fut choisi comme président, l'abbé Lemire comme secrétaire général et son domicile de la rue Lhomond comme siège du Conseil national.

La représentation ecclésiastique paraît assez heureuse. Non seulement les quatre prêtres qui la composent sont les quatre plus grandes figures du mouvement démocratique dans le clergé, mais encore ils en représentent des aspects différents quoique également importants : L'abbé Dehon est le théoricien mesuré du mouvement, l'abbé Lemire son brillant député, l'abbé Naudet son ardent polémiste, l'abbé Garnier son homme d'action. Ne sont pas représentés les tout jeunes prêtres démocrates dont leurs aînés se méfiaient peut-être un peu, tel ce Dabry auquel nous devons une histoire vivante du mouvement ; manquent également les prêtres démocrates moins en vue, mais dont les œuvres concrètes sont le plus beau titre de la démocratie chrétienne.

La représentation intellectuelle, plus nombreuse que les deux autres, compte quatre représentants de la génération démocratique et deux anciens. Les premiers, en effet, sont des hommes venus directement à la démocratie, ils ont le zèle de leur jeunesse et le prestige de leurs revues : *La France Libre* pour Mouthon, la *Chronique du Sud-Est* pour Berne, le *XX<sup>e</sup> Siècle* pour Coulazou. Desgrées du Lou, à peine établi à Rennes, n'a pas encore trouvé l'*Ouest-Éclair*, mais ses qualités de journaliste sont reconnues avant d'être consacrées. Si l'on se réfère aux propositions des membres du Conseil, on est tenté de se demander si ces quatre hommes ne représentent pas en fait à eux seuls le groupe intellectuel, et si les deux autres ne sont pas là en quelque sorte comme membres d'honneur.

Harmel est là en tant que fondateur du mouvement. On le classe avec les intellectuels parce qu'il n'est ni prêtre, ni ouvrier. Sauf cette raison négative, il n'a aucun titre à siéger parmi eux. C'est un patron, catégorie absente du mouvement, mais un patron qui, surtout en ces années, laisse volontiers oublier cette fonction que, d'ailleurs, il n'exerce guère.

Reste Henri Lorin. Pourquoi est-il là ? Il n'est pas encore possible de répondre précisément. Le rôle de cette « éminence grise », comme on l'a quelquefois surnommé, est un des points obscurs de cette histoire. Henri Lorin, très fortuné, avait un salon faubourg Saint-Honoré où se rencontraient des hommes préoccupés de questions sociales. La richesse du cadre, la grâce accueillante de la maîtresse de maison — veuve en premières noces du marquis de Las Marismas — contribuaient à faire du « Salon Lorin » un lieu de prédilection. Henri Lorin y attirait les jeunes, fiers d'être bien accueillis dans cette belle maison. Il s'était acquis ainsi un réel prestige dans les milieux catholiques. D'autre part, il allait constamment à Rome où Léon XIII l'accueillait à chaque voyage ; on suppose qu'il en rapportait des directives. Henri Lorin aimait personnellement les recherches doctrinales. Entré en 1883 au Conseil des Études de l'Œuvre des Cercles, il y travailla très activement, rapportant plusieurs projets de loi ; il était très lié avec La Tour du Pin dont il paraît avoir partagé les idées sociales. Il représentait, après 1891, ce qu'on serait tenté d'appeler, faute d'un meilleur terme, la « gauche de l'Œuvre des Cercles », l'élément le plus susceptible de s'entendre avec la démocratie. Il en était, après la Tour du Pin, la personnalité marquante et le châtelain d'Arrancy étant absolument opposé aux démocrates sur la question du régime, Henri Lorin paraît avoir été l'homme le plus apte à représenter les gens sérieux de l'Œuvre des Cercles auprès du Conseil national.

Enfin, les membres du groupe intellectuel sont pour la plupart les représentants des revues. Henri Lorin ne caresse-t-il pas déjà le projet qu'il réalisera quelques mois plus tard, de délibérations communes entre les revues catholiques ? Ne voit-il pas dans le rôle du conseiller national une occasion d'amorcer ce rapprochement des idées ? Cela ne paraît pas impossible.

Quant à la représentation ouvrière, elle pose plusieurs problèmes. On remarque que l'Est compte deux représentants : Payan pour les groupes de Reims, et Dombray-Schmidt, lequel, à cette date, n'est plus à Charleville. Par contre, le Nord et l'Ouest ont un représentant. Paris et les centres plus au Sud n'en ont pas<sup>1</sup>. Il n'est pas fait mention du secrétariat permanent assuré par Delavenne, revenu du service militaire.

En d'autres termes, quels sont les rapports du Conseil national nommé à Lyon avec celui nommé à Reims dix-huit mois plus tôt ? La question n'est pas de pure forme : voici un mouvement ouvrier où les représentants des classes laborieuses ne sont plus que quatre sur quatorze.

Le Congrès n'a pas été organisé par les ouvriers. Ceux-ci y ont été

1. La réaction de Simonet à cet égard est des plus vives « Il est absolument regrettable que l'Union démocratique de la région de Paris soit la seule à ne pas y être « représentée » (au Conseil national) « Je constate avec regret que l'Union de Paris a été la première à demander l'union de toutes les forces démocratiques et qu'au moment où l'on nomme le Grand Conseil national on oublie précisément les groupes parisiens. Paris, rien, car il est impossible de considérer M. Lorin par exemple comme délégué des groupes fédérés de Paris. »



officiellement conviés tous frais payés. Dans une lettre-circulaire <sup>1</sup> où il fait part de cette invitation Thomine, a engagé les membres du Conseil national nommés à Reims à s'y rendre, car écrit-il, « il sera procédé à l'élection d'un grand Conseil national, composé d'intellectuels et de salariés ; on offrira donc certainement à plusieurs de nos camarades d'y entrer et nos amis de l'Union de Paris pensent qu'ils devront accepter. « Le congrès, dit encore Thomine, va former définitivement le grand parti démocratique chrétien englobant tous les citoyens acceptant son programme quelle que soit leur situation sociale » et se référant au parti existant il ne l'appelle plus que « sa section ouvrière ».

On peut donc dire que le Congrès de Lyon a voulu, de l'aveu même des délégués ouvriers, réparer l'exclusive de Reims et reprendre la constitution d'un même parti sur des bases élargies. Le premier effet en est de minimiser la participation ouvrière dans la direction du parti. Et si l'on songe à l'ascendant que peuvent exercer des prêtres sur des fidèles et des hommes instruits sur des hommes qui ne le sont pas, on voit qu'à Lyon le parti démocratique chrétien a pratiquement cessé d'avoir une direction ouvrière. Est-ce un hasard ? Non. C'est la conséquence d'une évolution que nous avons constatée à plusieurs reprises en étudiant les divers groupes.

De plus, cette opération manque de clarté. Le Congrès n'ayant pas dissout le Conseil national ouvrier — en avait-il le pouvoir ? — celui-ci pouvait encore exister. Ce point fit l'objet d'une intéressante lettre de Dombray-Schmidt où nous retrouvons l'écho de ces perplexités <sup>2</sup>. Comme il le laissa entendre, la situation du groupe ouvrier eut été meilleure si le conseil du parti ouvrier avait donné des « signes sérieux de vie » depuis mai 1896.

Delavenne paraît avoir soulevé, d'autre part, la question de la non représentation parisienne dans une lettre à l'abbé Lemire. C'est sans doute à cela que répondent les quelques mots de l'actif député du Nord : « Le conseil national a été nommé à Lyon. Harmel, Naudet et moi sommes

1. THOMINE, *Lettre-circulaire* à en-tête du Parti Démocratique chrétien, Paris, 25 novembre 1897.

2. DOMBRAY-SCHMIDT, *Lettre* aux membres du Conseil national de la Démocratie chrétienne. Nancy, 29 janvier 1898.

Mes chers Amis, Ainsi que je l'ai dit hier soir au camarade Thomine, il me sera à mon grand regret impossible d'être des vôtres demain matin et même d'assister à la réunion du Conseil de ce soir chez M. le député abbé Lemire.

A Lyon, en décembre, on a créé le Conseil de la Démocratie chrétienne. Il ne faut pas oublier que le parti créé à Reims en 1896, existe toujours ; son existence pourrait se continuer. Son conseil devrait, il me semble, se réunir officiellement et donner à ses membres qui font partie du Conseil de la Démocratie établi à Lyon le pouvoir de le représenter dans ce dernier. J'accepte à l'avance la continuation ou la suppression du Conseil créé à Reims et je me demande si dans votre réunion de ce matin vous avez le pouvoir suffisant pour supprimer ce que nous avons établi lors du dernier Congrès national Rémois. Maintenant ce parti est-il déjà mort ? Je reproche à son conseil de n'avoir donné aucun signe sérieux de vie depuis le Congrès de Reims et n'est-il pas plus simple et plus prudent de ne plus parler de lui et de vous rallier tout simplement à tout ce qui a été décidé à Lyon en décembre dernier ! Encore une fois j'accepte à l'avance tout ce que vous arrêterez... »

DOMBRAY-SCHMIDT.

tous de Paris plus ou moins ! On a peut-être cru que c'était beaucoup... Je ne puis modifier moi seul. Vous pourriez peut-être suppléer *habituuellement* l'abbé Naudet ou moi <sup>1</sup> ».

Delavenne assista aux réunions de la rue Lhomond et continua à exercer les fonctions de secrétaire. L'abbé Lemire, débordé de travail, était heureux d'avoir ce collaborateur actif et méthodique.

La première tâche du conseil était de préparer les élections législatives. Le Congrès, avec tous ses à côtés, avait un peu retardé les démocrates : « Nous avons été les plus bruyants, disait l'abbé Lemire, mais nous sommes les moins prompts à entrer en ligne <sup>2</sup>. »

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Au Congrès de Lyon, l'abbé Lemire était venu porteur de propositions politiques. Elles émanaient du Congrès dit de la « Fédération électorale ». Quelques personnalités catholiques, dont Léon Harmel, avaient pris l'initiative de réunir les groupements catholiques en un congrès à Reims en 1896, à l'occasion du XIV<sup>e</sup> Centenaire du baptême de Clovis. Cette initiative ayant paru heureuse, un second congrès fut convoqué à Paris en novembre 1897 dans le but d'établir une fédération électorale des groupes catholiques pour affronter les élections de 1898. Après quelques discussions, le Congrès avait décidé l'union sur le programme suivant : acceptation du terrain constitutionnel, réforme, en ce qu'elles ont de contraire au droit commun et à la liberté, des lois dirigées contre les catholiques, entente avec tous ceux qui veulent un régime de paix dans la liberté et la justice.

L'abbé Lemire fit accepter ce pacte au Congrès de Lyon « non sans peine, nous dit Dabry, en raison de son caractère amorphe ». Par là les Démocrates entraient dans une fédération de sept groupes présidés par Étienne Lamy <sup>1</sup>. Delavenne et Simonet étaient les délégués du parti au Conseil fédéral. La gauche, si elle avait pour elle le président, ne trouvait pas grande satisfaction dans le programme. D'autre part, la situation particulière du Comité Justice-Égalité, qui apportait un nombre important d'adhérents et la plus grosse partie des fonds, déséquilibrait un peu la fédération. Enfin, Étienne Lamy n'avait pas l'autorité suffisante pour discipliner cette coalition <sup>2</sup>. Les délégués du Nord et du N.-E. compre-

1. Abbé LEMIRE, *Lettre* à Delavenne, 28 décembre 1897.

2. Les sept groupes étaient : 1<sup>o</sup> Le Comité Justice-Égalité, fondé par les Pères Assomptionnistes et *La Croix* ; 2<sup>o</sup> l'Association catholique de la Jeunesse française (Œuvre des Cercles) ; 3<sup>o</sup> Le Comité des Congrès catholiques (Président, comte de Nicolaï) ; 4<sup>o</sup> Le Groupe de la politique nouvelle (Républicains ralliés ; président, Lamy) ; 5<sup>o</sup> L'Union Fraternelle du Commerce et de l'Industrie (Léon Harmel) ; 6<sup>o</sup> L'Union nationale de l'Abbé Garnier ; 7<sup>o</sup> La Démocratie chrétienne.

Les 3 premiers formaient la *droite* de la Fédération. Les 4 autres en étaient la *gauche*.

3. La lettre suivante de Payan témoigne de l'état d'esprit des ouvriers démocrates en présence de la coalition : PAYAN, *Lettre* à Delavenne : Reims, 14 janvier 1897 (l'année est 98, il y a erreur de P. sur le chiffre ; Mon cher Delavenne : J'ai reçu en son temps ta lettre et t'enverrai dimanche les communications demandées. Si toutefois les camarades y consentent, car la campagne que l'on veut entreprendre, excellente en

naient mal une alliance sur un programme minimum extrêmement restreint. Elle éveillait chez eux une méfiance latente à l'égard du politicien. A Blois, Chartrain trouve inutile qu'Étienne Lamy corresponde directement avec les groupes sans passer par les secrétaires de fédération<sup>1</sup>. Leclercq écrit de même mais avec plus de vivacité<sup>2</sup> : Les élections eurent lieu en mai. Fallait-il aider partout le candidat opposé aux radicaux, dans la plupart des cas, celui de Méline ? L'accord à la base de la fédération était trop étroit et trop fragile pour qu'un front électoral avec la discipline voulue pût être établi. Il se réalisa dans quelques cas, permettant notamment l'élection d'Eugène Motte à Roubaix qui prit le siège de Jules Guesde, élection qui fit sensation. Mais dans la plupart des cas, les catholiques de la fédération présentèrent des hommes à eux, affaiblissant ainsi sans chance de succès propre, les candidats du gouvernement : Ce fut un échec.

Après les élections, la Fédération décida de continuer son existence. Elle dura encore un an, avec de nombreuses discussions. Le 18 mars 1899, *la Croix* publiait une note mettant les catholiques en garde contre une action « exclusive de toute affirmation religieuse » ; elle laissait entendre que c'était là le but de certains groupes fédérés. Les deux autres groupes de droite suivirent *la Croix*, mais les quatre groupes de gauche les traitèrent de minoritaires et dissidents. (Note à l'*Univers*, 24 mars.) On

principe est dans la pratique conduite en dépit du bon sens. Il y a des dessous louches, entre autres cette circulaire envoyée dernièrement par M. Lamy et dont un exemplaire est tombé *entre nos mains*, malgré les précautions prises pour que nous n'en ayons pas connaissance et qui nous a absolument écœurés.

Nous avons un dégoût profond des politiciens et nous ne nous laisserons jamais conduire par eux à une défaite certaine parce que la bataille aura été conduite par des moyens cauteleux.

Si nous avons une belle partie à jouer aux élections, et nous la jouerons, indépendants de toute coterie, ne prenant conseil que de notre conscience et de nos connaissances de tactique. Nous sommes fortement constitués au point de vue politique. Notre boulangerie coopérative ayant à l'heure actuelle 1.028 familles adhérentes a été un excellent moyen de propagande ; nous l'avons créée en pleine crise du pain cher, le 25 septembre dernier.

Les groupes adhérents à la fédération du Nord-Est que j'ai consultés et dont j'attends encore quelques réponses sont unanimes à repousser toute mainmise sur les organisations ouvrières politiques ou sociales. Dans le Nord, la situation est presque identique à part un mouvement factice créé par des politiciens ambitieux comme Brunhes. En somme on nous demande (je me place au point de vue du Nord-Est), de sacrifier nos idées, c'est le fond de la circulaire de M. Lamy et en échange que nous apporte-t-on ? Dans toute la région, tous les groupements existants sont adhérents au programme et à la direction donnés au Congrès de Reims de 1896 ; il n'y a pas un seul groupement ayant des idées opposées. Je parle des groupements catholiques bien entendu, et à nous, qui sommes la seule force, on ne nous propose pas de nous allier des forces nouvelles en sacrifiant quelques idées, non on nous demande de sacrifier nos idées pour rien, pour quelques politiciens. C'est insensé ! Je demande quels avantages on nous procure en échange ?

Tout à toi : Léon PAYAN.

1. CHARTRAIN à Delavenne, *Lettre* du 3 janvier 1898.

2. Nous ne pouvons sans tuer notre organisation abandonner ainsi notre autonomie et permettre des relations directes avec nos groupes. Nous sommes très désireux d'une action commune de toutes les forces catholiques mais encore faut-il que le Comité nommé à Lyon en vue de promouvoir à la formation de nouveaux groupes ne considère pas comme nuls nos mouvements en tant que fédération et ne passe pas par-dessus la tête des comités organisés. LECLERCQ, *Lettre* du 2 janvier 1898, Lille.



en appela au Pape Léon XIII. Dans une lettre du 10 juin 1899, l'archevêque de Paris constatait : que la fédération n'avait pas répondu à tous les espoirs qu'on avait pu mettre en elle et il invitait ses groupes à se placer résolument sur le terrain des institutions existantes. Mais Lamy, se sentant discuté, abandonna la présidence et la fédération fut dissoute<sup>1</sup>.

### LE DÉCLIN DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Le Conseil national, réuni à plusieurs reprises, fonctionna difficilement et surtout irrégulièrement, faisant le plus grand tort à la démocratie chrétienne.

Les réunions se tenaient chez l'abbé Lemire, rue Lhomond à Paris. La cadence prévue devait être une séance par quinzaine. Dès janvier, elle devint mensuelle. L'ordre du jour<sup>2</sup> chargé par les questions politiques ou administratives laisse peu de place aux préoccupations sociales.

Il était très difficile aux Conseillers d'être assidus aux séances. A ces hommes modestes habitant en province, ce voyage mensuel à Paris se révélait pour le moins gênant. Aussi envoyaient-ils de fréquentes lettres d'excuses, sérieusement motivées. Pour les prêtres la situation n'est pas plus facile : l'abbé Dehon est à Rome ; l'abbé Naudet constamment en route, soit à Bordeaux, soit en tournée de prédication ; l'abbé Lemire est écrasé de travail. Quant aux déplacements de l'abbé Garnier, ils sont légendaires. Dès 1898, Berne se retire de toute participation active à la revue et au mouvement. Desgrées du Lou et Coulazou sont loin. Quant à Harmel, il n'est pas nommé dans toute la correspondance de ce temps.

La tâche politique, si absorbante en 1898, est compliquée par le manque d'argent, les difficultés de personnes. Bref, le Conseil national, créé dans un moment difficile, gêné par des circonstances souvent contraires, ne justifia pas les espoirs politiques mis en lui, et n'eut du point de vue social qu'une action minime et sans intérêt.

Vers la fin de 1898, un nouveau Congrès national devait se tenir à Lyon. Mouthon en était encore une fois l'un des principaux organisateurs. Aussi quand une polémique publique particulièrement violente l'eut opposé au cardinal-archevêque le projet de congrès dut être abandonné.

L'année 1898 vit pourtant un événement important : l'accession d'un démocrate chrétien à la direction d'un grand journal régional.

1. Voir sur ce point : BARBIER, *Histoire du Catholicisme libéral et du Catholicisme social en France* ; DABRY, *Les Catholiques républicains*.

2. En voici un : *Lettre de l'abbé LEMIRE à G. Delavenne* du 11 janvier 1898, Archives de la Démocratie chrétienne. Ordre du jour : 1° Compte rendu de nos délégués à la fédération électorale ; 2° Motion à faire pour la prochaine réunion du Conseil national de la Démocratie chrétienne ; 3° Échange de vues sur la question du travail des femmes ; 4° Transformation des réunions de quinzaine chez l'abbé Lemire en réunions mensuelles. La représentation des groupes ; 5° Rédaction d'expédition du programme commun minimum de la Démocratie chrétienne en vue des prochaines élections ; 6° Organisation locale du groupe de Paris et banlieue ; 7° Réponse aux questions du Conseil municipal sur les octrois.

Venu à Rennes après l'échec de son action sociale à Brest, Desgrées du Lou y avait pris la direction d'un petit hebdomadaire l'*Écho de l'Ouest*. Mais tout de suite son esprit vif avait vu qu'il y avait mieux à faire. Il rêvait d'un grand quotidien régional, créé à Rennes, et portant dans toute la Bretagne son message républicain et social. Rennes lui paraissait un point stratégique admirablement situé pour y recevoir les nouvelles de Paris jusqu'à 1 heure du matin et les distribuer alors, mais alors seulement, à toute la Bretagne, car les journaux parisiens arrivant à la même heure apportaient les seules nouvelles du soir sans aucune de la nuit.

Alfred Perrin <sup>1</sup> rappelle dans ses mémoires les débuts de cette tentative qui allait connaître le plus éclatant succès.

« Pour monter cette affaire — avec l'appui d'autorités morales rennaises incontestables comme Carry, négociant, Salmon, avocat, Bodin, professeur et depuis doyen de la Faculté de Droit — l'animateur devait être un prêtre déjà connu, l'abbé Trochu. Il fallait trouver de l'argent, beaucoup d'argent. La société rennaise, et tout ce qui s'y rattachait, non plus que l'archevêché, ne se montrait pas disposé à favoriser de son appui non plus que de son argent ce projet déjà qualifié de « démocrate » !! Horreur ! On voit d'ici tout ce que ce milieu breton et conservateur pouvait signifier et surtout sous-entendre et appréhender pour l'avenir.

« Desgrées allait donc devoir — et il le fit avec quel esprit d'apostolat — pendant les six premiers mois de l'année, y compris les rigoureux mois d'hiver, parcourir la Bretagne à bicyclette et — lui étant fermées les portes des châteaux et des propriétés en lesquels sa seule notoriété personnelle et familiale eut dû lui assurer le meilleur accueil —, frapper aux portes des chaumières, des logis ouvriers et des presbytères, pour y quêter des actions et constituer ainsi la société fondatrice et propriétaire du nouveau journal. »

En dépit de ces débuts ingrats, Desgrées du Lou maintint son projet, fonda l'*Ouest-Éclair*, et connut très vite un tirage suffisant. La partie était gagnée. Sa vie personnelle jusqu'alors incertaine prenait un sens, il avait trouvé sa voie.

La Démocratie chrétienne ne profita pas de ce succès, venu trop tard pour arrêter son déclin, si tant est qu'il eut pu le faire. Mais les idées sociales qu'elle défendait, la conception même d'une force catholique appuyée sur les masses, firent de grands progrès dans cette Bretagne jusqu'alors si fermée, la région de Brest exceptée, aux idées démocratiques. Remarquons qu'une fois de plus l'action de persuasion et de concession des Démocrates chrétiens s'adressait à un public catholique mais non social, un public de droite. L'action de conversion parallèle auprès des masses laborieuses déchristianisées ou des survivants d'une bourgeoisie voltairienne et libérale, reste toujours le point faible du parti ; c'est une des causes de son échec.

L'année 1898 permit de constater l'impossibilité de lier véritablement

1. Alfred PERRIN, *Mémoires*, t. 1. inédit.

les trois éléments composants du parti. Le fait est à retenir. Il fut mis en lumière à Blois les 3 et 4 avril 1899. Ce Congrès ouvrier de Blois rappelle celui de Tours. C'est à la fois une assemblée régionale, celle des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest, et une réunion du Conseil national de la Section ouvrière du parti. Retenons en trois aspects : ses vœux, la réorganisation intérieure qu'il décida au sein de la Démocratie et enfin le discours d'Harmel.

La réorganisation intérieure ayant dominé les préoccupations du Congrès, celui-ci réserva peu de temps à l'étude de son action extérieure. Il porta son attention au développement des Bourses du travail. Après en avoir reconnu publiquement l'utilité, le Congrès, sur la proposition de Chartrain, adopta un triple vœu, invitant les adhérents à provoquer la création des Bourses partout où elles n'existaient pas, à faire en sorte d'y entrer au même titre que leurs camarades non chrétiens, et enfin à créer des Bourses libres partout où la Bourse existante leur serait fermée par des sectaires.

Pour le reste, le Congrès maintint le programme économique adopté dès 1896 à Reims.

La principale décision fut la suppression du Secrétariat général créé au dernier Congrès de Reims pour coordonner l'action du Conseil national de la section ouvrière. Le Congrès décida son remplacement par un secrétariat se transportant d'une région à l'autre tous les deux ans. Une telle décision paraît réagir contre le caractère trop « parisien » du secrétariat de Delavenne et Thomine. Cette impression se confirme à l'étude des correspondances du secrétariat, parisiennes dans leur grosse majorité.

L'idée de ce secrétariat ambulant n'est pas sans surprendre. Si décentralisatrice qu'elle paraisse, elle contredit l'idée d'une organisation cohérente et véritablement active. Les démocrates chrétiens n'allaient pas tarder à la regretter.

Le Congrès fait véritablement figure d'assemblée ouvrière. Il est dans la tradition de Reims et non dans celle de Lyon. Il l'a senti et cherché à préciser ses rapports avec les autres groupes démocratiques. Après le Congrès de Lyon, on pouvait s'attendre à une absorption des groupes ouvriers dans l'état-major intellectuel. En fait, la cohésion a manqué, au point qu'il n'y a pas eu pour ainsi dire de contact. Les ouvriers, laissés à une organisation politique, vaincue puis dissoute, se retrouvent isolés à Blois. Ils cherchent à rétablir des contacts, mais à lire le texte de leur « règlement » on devine qu'ils ne savent comment s'y prendre.

« Pour les rapports à établir entre ce Conseil et d'autres groupes acceptant le programme de la Démocratie chrétienne, il est difficile de fixer dès maintenant dans tous ses détails la nature de ces rapports, mais nous souhaitons qu'ils deviennent chaque jour plus grands et plus intimes. » Formule vague qui ne décide rien.

Le Congrès se termina par un grand discours d'Harmel. « La création de Chambres de travail permettrait aux intéressés d'être consultés pour



des lois ouvrières, dit-il. Comment est-il admissible qu'en notre temps de démocratie, les mesures législatives les plus graves soient prises sur les questions de travail par des députés dont la plupart, avocats ou médecins, n'ont jamais eu l'occasion d'étudier les problèmes difficiles qu'ils touchent avec tant de légèreté ? Et dans la vie professionnelle, comment les parties seront-elles égales, et des lois ne sont pas parfaites sur le contrat de travail ? » Par-dessus tout il demandait des cercles d'études « afin de former une génération d'ouvriers qui connaissent leurs droits et leurs devoirs ».

Il demande aux assistants de faire du Congrès de 1900 une réalisation magnifique et internationale. Le Congrès décide d'inviter des délégations étrangères au futur Congrès national de Paris-Plaisance.

Harmel se plaça ensuite sur le terrain politique. Il revenait de Rome où, une fois de plus, Léon XIII l'avait accueilli avec cette tendre confiance qu'il se plaisait à lui témoigner. Mécontent des élections de 1898, le Pape attribuait ce « Sedan électoral des catholiques français » à l'insuffisante application des instructions qu'il avait tracées et loin de s'écarter d'une politique républicaine et sociale, il s'y accrochait au contraire <sup>1</sup>. Telle était la constatation d'Harmel quand, de Rome, il acceptait de parler au Congrès de Blois. L'occasion n'était-elle pas heureuse de réaffirmer la pensée du Souverain Pontife ? Mgr Laborde, consulté, encouragea Harmel, le logea à l'évêché et le présenta au public. Harmel conclut son discours sur une vibrante exhortation aux congressistes, et par delà à tous les catholiques, de se montrer « nettement républicains, nettement démocrates et nettement chrétiens ». Or, on se le rappelle, le Congrès de Reims avait laissé aux membres du parti la liberté de se placer ou non sur le terrain politique, leur demandant seulement de se déclarer républicains s'ils choisissaient de se placer sur ce terrain. Cette réserve et cette modération visaient tout spécialement les groupes de l'Ouest, invités en somme à ne pas faire de politique pour pouvoir mener une action sociale de concert avec les monarchistes. Faite à Blois, cette vigoureuse affirmation républicaine fit l'effet d'un coup de tonnerre. Les amis d'Harmel y ajoutèrent encore en affichant ses déclarations. Les royalistes du Blésois y virent une provocation tandis que ceux de l'Œuvre des Cercles demandaient et obtenaient d'Harmel l'assurance que la parole présidentielle n'engageait pas l'Œuvre.

À Blois, la colère royaliste se tourna contre l'aumônier du Cercle, âme des œuvres, l'abbé Rabier, l'organisateur du Congrès. On lui reprocha de provoquer par son attitude le tarissement des cotisations et aussi de détourner du Cercle nombre d'ouvriers. Si le second reproche était non seulement faux, mais « bouffon » <sup>1</sup>, il n'en était pas de même du premier. En ce pays où la propriété et la richesse appartenaient aux conservateurs, il fallait du courage pour être démocrate. Les royalistes réclamèrent le

1. Cette attitude mise en doute à plusieurs reprises après les élections fut réaffirmée avec force par le Pape dans un bref du 25 mai 1899 adressé à l'archevêché de Bourges.

2. Le mot est du R. P. GUITTON, *op. cit*

déplacement de l'abbé Rabier. « Je n'oublierai jamais, nous dit-il, la séance où Monseigneur entouré de son clergé, étudia cette affaire. De toutes parts les reproches m'étaient lancés, et quand j'expliquai mon attitude, invoquant le soutien de deux patrons, MM. Poulain et Rivière, et de tous leurs ouvriers, offrant de trouver moi-même l'argent nécessaire au Cercle, une seule voix m'appuya <sup>1</sup> hors laquelle mes paroles tombèrent dans un silence glacial. » Et le même évêque qui l'avait encouragé et couvert de son autorité, le condamna à quitter ses œuvres et la ville diocésaine pour l'exil dans une paroisse de campagne.

L'appui très franc de Rivière à l'abbé Rabier lui valut, quelques mois après, la croix de Saint-Grégoire. Léon XIII suivait les efforts de ceux qui poussaient jusqu'au sacrifice l'obéissance à ses recommandations.

Ces événements, dont le retentissement fut considérable, laissèrent dans l'ombre les autres décisions du Congrès. De plus en plus, et presque malgré elle, la démocratie chrétienne paraissait uniquement politique.

Le grand Congrès national convoqué à Plaisance pour les 14 et 15 juillet 1900 corrigerait-il cette impression ?

Tenu <sup>2</sup> aux jours convenus chez le chanoine Boyreau, il réunit, avec les délégués parisiens, le chiffre insignifiant de quarante délégués de province, venus du Nord, Blois et Nantes, de Reims, Bordeaux et Nancy. S'étaient joints à eux les abbés Lemire et Gayrand, députés, Naudet et Dehon. Léon Harmel préside le Congrès au nom des intellectuels : à sa droite siège l'abbé Gayrand au nom du clergé, à sa gauche Robert au nom des ouvriers.

Trois questions figurent au programme des études sociales : les Chambres de métier, les accidents du travail et la saisie-arrêt des salaires. Seule la première fut traitée et les deux autres renvoyées à la suite. Les Chambres de métier furent l'objet d'un vœu très étudié indiquant à la fois le rôle et l'organisation de cette institution <sup>3</sup>. Dans la pensée du

1. Celle de l'abbé Pavié. Abbé Rabier : témoignage verbal.

2. Congrès national des Démocrates chrétiens : Compte rendu, Paris, 1900.

3. Voici le texte du vœu : « Le Congrès est d'avis que les institutions créées jusqu'à ce jour en vue de défendre les intérêts des travailleurs et d'apaiser les conflits entre patrons et ouvriers ne satisfont pas à toutes les exigences sociales du monde du travail.

Il considère en conséquence qu'à côté des conseils d'usine et des syndicats, auxquels ne s'intéressent malheureusement que le petit nombre, la nécessité d'une institution nouvelle s'occupant efficacement des intérêts des différents corps de métier, s'impose et déclare que cette institution nécessaire est la Chambre du travail.

Celle-ci devra grouper en nombre égal, dans chaque profession, les patrons et les ouvriers. Elle se substituera, dès lors, aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures pour tout ce qui concerne les intérêts professionnels de toute nature.

La Chambre de travail aura un triple rôle : consultatif, représentatif, conciliateur. Elle aura également le droit de réglementation locale du métier, dans les limites à déterminer. Ses décisions en cette dernière nature auront force légale.

La Chambre de travail sera constituée à l'élection, tout ouvrier, tout patron devant être inscrit à la profession ; seront électeurs, les ouvriers et patrons des deux sexes ayant 21 ans et 5 années d'exercice de la profession comme ouvrier ou comme patron. Seront éligibles les ouvriers et patrons ayant 30 ans et 10 ans d'exercice de la profession comme ouvrier ou patron. Pour être électeur comme pour être éligible il faut être Français et jouir de ses droits civils et politiques.

Congrès, la Chambre du travail rétablit cette union intime des éléments composant la profession que « l'école de M. de Mun » avait préconisée sous la forme du syndicat mixte. Impossible de prime abord, l'union du syndicat patronal et du syndicat ouvrier se fera à la Chambre du travail. Elle recevra les prérogatives dévolues jadis au syndicat mixte. Les démocrates reconnaissent les obstacles rencontrés par le syndicat mixte, et lui substituent de bon gré une formule assouplie, susceptible d'être mieux agréée par la masse de l'opinion. Au reste l'évolution de La Tour du Pin se fait dans le même sens et il n'y a pas grande divergence sur ce point entre les deux branches des catholiques sociaux.

Si la journée du 14 avait été celle de la doctrine, le Congrès consacra celle du 15 à résoudre cette question pratique : « Recherche des moyens propres à développer le mouvement démocratique chrétien. » Une longue discussion s'ouvrit sur l'opportunité de maintenir le secrétariat ambulante alors à Tours, ou de revenir au secrétariat fixe à Paris.

Le chanoine Dehon défendit le principe d'une organisation « inter-classe » qui put étudier la question en rassemblant toutes les bonnes volontés. Le Congrès le suivit et décida la constitution d'un secrétariat mixte dont Léon Harmel serait trésorier, et d'une commission pour surveiller le secrétariat et l'emploi des fonds ; ses membres : Harmel, Payan, Philippon, M. Sangnier était et l'abbé Boyreau dirigeant le mouvement.

D'autre part, une proposition de M. Sangnier était destinée à intensifier l'action. Dans ce but le jeune fondateur du Sillon recommandait les conférences populaires comme celle qu'il allait inaugurer au Sillon. Le Congrès adopta la proposition.

On abordait le terrain politique avec le vœu suivant : « Le Congrès estime que les candidatures sont un excellent moyen de propagande, et il souhaite que l'on en présente le plus possible partout où le Comité démocratique chrétien local estimera que ces candidatures ne nuisent pas à des intérêts supérieurs ». Le vote de ce texte après une longue discussion amènera les congressistes à établir un mode d'arbitrage pour départager deux candidats se réclamant du parti.

Le soir Léon Harmel prononça une allocution : « Vous êtes, vous aussi, dit-il aux congressistes, des ouvriers, de vrais ouvriers. Vous connaissez par expérience les maux dont souffre votre classe. Vous comprenez ses besoins et ses aspirations. La confiance de vos camarades de travail vient naturellement à vous, parce qu'ils sentent battre dans vos cœurs les nobles aspirations d'un dévouement complètement désintéressé. Vous n'êtes pas conduits par l'ambition, par le désir de dominer, mais au contraire par la volonté de servir et de vous sacrifier. »

Ainsi finit le dernier congrès national. Il n'avait été selon le mot de Dabry que l'« ombre des précédents ».

Retenons-en le rôle joué par M. Marc Sangnier. Il est l'amorce d'une

*Motion additionnelle* : Si l'arbitrage dans les conflits du travail était déclaré obligatoire, c'est à la Chambre de travail que devrait être dévolu cette fonction.



évolution qui ralliera une partie de la Démocratie autour du Sillon.

Le mouvement démocratique s'endort après le Congrès ; il avait révélé l'état de décadence prononcée dans lequel les démocrates étaient tombés assez vite d'ailleurs.

#### LES CAUSES DE L'ÉCHEC

Le moment paraît venu d'en chercher les causes. Pourquoi le parti politique ouvrier, constitué à Reims en 1896, élargi à Lyon en 1897 par l'adjonction de prêtres et d'intellectuels, n'a-t-il pu ni se développer ni même véritablement prendre pied en s'appuyant sur une organisation solide ; les fédérations des cercles chrétiens d'études sociales ? Les causes sont multiples.

En premier lieu, le parti a manqué de chefs. La démocratie est demeurée « un état-major de personnalités brillantes, une aristocratie intellectuelle ». « Ces démocrates qui prêchaient avec passion le devoir social », demeuraient personnellement des individualistes <sup>1</sup>. La multiplicité des organes démocrates en est un exemple : la *Justice Sociale* de l'Abbé Naudet, la *Démocratie Chrétienne* de l'abbé Six, la *Chronique du Sud-Est* de Victor Berne et Marius Gonin, le *XX<sup>e</sup> Siècle* de Jean Coulazou. Voilà quatre revues d'idées dont le but est à peu près le même. Elles vivent, mais difficilement. Quelle force aurait eu la revue unique issue de celles-là ? L'abbé Naudet, chargé par le Vatican de reprendre le *Monde* a dû l'abandonner au bout de deux ans faute d'argent, le *Peuple Français* de l'abbé Garnier paraît chaque jour au milieu de difficultés financières considérables. Cela est encore vrai du *Peuple* de Leclercq tandis qu'au contraire *Desgrées du Lou* lance avec succès l'*Ouest-Éclair*. Il faut encore citer la *France Libre* de Mouthon, etc...

Les hommes ne s'entendent pas non plus : l'abbé Garnier, apôtre des œuvres sociales, a créé un ensemble d'organismes indépendant de l'« Union nationale » qui n'a guère de développement, mais arrache des adhérents à la démocratie. Il fait plus, il lui prendra son nom pour le Congrès de Lyon de 1896 et crée ainsi dans les esprits une véritable confusion. Il n'y arrive d'ailleurs qu'avec le concours de Mouthon et de Berne. Les vrais démocrates de Lyon font bande à part, tant et si bien que ceux de Paris doivent désavouer le Congrès. L'année suivante naturellement le Congrès de Lyon est organisé à l'insu de l'abbé Garnier. Tout cela affaiblit les forces démocratiques.

Leur action devrait tendre à implanter dans le pays, sous le couvert de la République, un ordre chrétien et social. Elle devrait donc s'adresser avant tout aux libéraux de gauche. Dans la pratique, ce n'est pas le cas. Attaqués par les royalistes qui unissent toujours le trône à l'autel, les démocrates s'obstinent à leur répondre, à vouloir les convaincre, aboutissant à diviser les forces catholiques sous les yeux des adversaires.

1. Docteur CORNILLEAU, *L'Abbé Naudet*, Paris s. d. (1934), 158 p. Il consacre plusieurs pages au déclin de la Démocratie chrétienne.

Dabry après avoir évoqué un virulent article du *Peuple Français*, qu'il écrivit contre Clemenceau, ajoute avec tristesse que des articles de cette nature eussent été utiles, mais que presque toujours il exerça sa plume contre ses corréligionnaires.

En second lieu, l'échec du parti a eu pour cause profonde la campagne menée contre lui chez les catholiques de droite. Deux journaux ont cherché à faire l'union de la bourgeoisie catholique contre les démocrates dont les tendances politiques et sociales avancées les exaspéraient : l'*Autorité* et la *Vérité Française*. Cette campagne aboutit surtout à diviser la bourgeoisie en l'écartant des questions sociales.

Nous avons vu aussi comment les industriels du Nord s'étaient détournés du mouvement dès le début et comment des esprits modérés du genre d'Albert de Mun s'en étaient ensuite désolidarisés. Même dans la gauche de l'Œuvre des Cercles, l'hostilité au régime de La Tour du Pin a creusé entre eux et lui un fossé infranchissable.

En troisième lieu, le parti a manqué d'argent : ni les intellectuels pauvres comme Desgrées du Lou, ni les abbés sans fortune, ni les petits ouvriers et employés ne pouvaient le financer. La propagation des idées se faisait au prix de sacrifices allégrement consentis par chacun. Nous avons vu Thomine en faire l'aveu en 1897 : « La caisse est vide ! » L'abbé Naudet vivait comme un anachorète. Une existence austère pouvait lui suffire, mais cette pauvreté coula le *Monde* ; la *Justice Sociale* avait assez d'abonnés pour soutenir son tirage restreint, mais pas assez pour une action politique d'envergure.

En quatrième lieu, la démocratie n'eut pas l'organisation technique, le secrétaire de parti capable et actif, nécessaire pour coordonner son action, discipliner ses forces, faire rendre au maximum l'effort de chacun. Ce rôle qu'Henri du Roure jouera au Sillon, Georges Delavenne essaya de l'assumer. Mais devenu secrétaire général du parti à vingt ans, sans expérience, éloigné un an au service militaire, se heurtant à des autonomismes locaux et à des individualités puissantes, beaucoup plus âgées que lui, il ne put y réussir comme il eut fallu, malgré de réelles qualités et un grand dévouement.

Puis quand les préoccupations politiques l'eurent emporté sur l'apostolat, celui-ci n'eut plus grande chance de succès. Le secrétariat de l'abbé Lemire s'exerça pratiquement dans le vide.

Enfin, une autre cause de l'échec ce furent les événements politiques contraires qui se succédèrent alors. Et d'abord l'affaire Dreyfus. Ici les démocrates chrétiens rallièrent l'extrême-droite antidreyfusarde. Quelques-uns d'entre eux, l'abbé Naudet notamment, tentèrent de garder une attitude de neutralité ou de prudence. Elle leur fut durement reprochée.

De même la participation à la Fédération électorale d'Eugène Lamy fut un échec. Les élections de 1898 tournèrent au désastre. Puis vint la Ligue de la Patrie française à laquelle d'aucuns adhérèrent parce qu'ils lui trouvaient un air de démocratie. (C'est ainsi que Fonsegrive en

signa le manifeste.) D'une façon générale, le mouvement nationaliste fit le plus grand tort à la démocratie. Ce réveil de la droite lui attirait des catholiques séduits par son allant et sa vitalité.

Précisément au lendemain du Congrès de Plaisance, Jacques Debout, un jeune prêtre et journaliste de talent récemment venu à la démocratie écrivait dans la *Justice Sociale*.

« Nombre de nos amis se sont plaints de la désagrégation de leurs groupes en face et à cause du mouvement nationaliste. C'est que le nationalisme est quelque chose de vivant. Les hommes parlent et se démènent, vont et viennent, frappent au besoin... L'action est bonne en elle-même. Il faut absolument que les démocrates chrétiens le comprennent et qu'ils deviennent un parti agissant. »

Voilà pour quel ensemble de raisons le parti s'était effondré pour n'être plus à Plaisance que l'ombre de lui-même.

Cependant il ne perdait pas tout espoir. Jacques Debout l'appelait à se transformer, non à disparaître. Mais l'année 1901, dominée par le conflit avec le gouvernement sur les congrégations, ne vit aucun signe d'activité réelle. Un petit congrès se tint à Rennes. Ce devait être le dernier.

Fin 1902 se produisit une suprême tentative avec la réunion, organisée au Sillon par Léon Harmel. « Je pense que cette réunion préliminaire sera très intéressante. Dombray, Fernand Leclercq, l'abbé Bataille y seront et vous aussi, je pense et d'autres qui n'ont pas répondu encore <sup>1</sup>. Harmel voulait organiser un nouveau congrès. On prépara un questionnaire pour l'amorcer. Après avoir noté « l'état de guerre où est entré le monde du travail », l'action exclusive du parti révolutionnaire pour faire triompher les revendications des travailleurs, le questionnaire suggérait : « Ne serait-il pas utile de préparer un congrès ouvrier national à Paris en 1903 ? Cette question en amenait deux autres : « Faut-il élargir le cercle des invitations en appelant tous les vrais indépendants, tous ceux qui veulent assurer la liberté du travail aussi bien que celle de la grève ? » et « Si vous acceptez cet élargissement ne faudra-t-il pas néanmoins conserver les principes de la Démocratie chrétienne nécessaires à une organisation durable et féconde ? » Suivait une question d'application : « Pouvez-vous fixer les éléments d'une sérieuse commission d'initiative à laquelle serait confiée la délicate mission de déterminer les questions et de préparer le Congrès <sup>2</sup> ? »

Une réunion intime se tint le 16 novembre 1902 dans les locaux du Sillon. Elle approuva le projet et nomma une « Commission d'initiative », laquelle se réunit au Sillon le 26 novembre à 14 heures pour discuter l'organisation du Congrès. Plusieurs membres de la Commission, dit le

1. Lettre à Delavenne, Val-des-Bois, 6 novembre 1902. Archives de la Démocratie chrétienne. Congrès 1903.

2. Le questionnaire demandait encore si le mouvement syndicaliste indépendant surnommé « les jaunes » ne méritait pas d'être encouragé et quelle part le cas échéant leur offrir dans le Congrès.



rapport, demandèrent un changement. « Ils entendent rester dans la note chrétienne et suivre scrupuleusement les enseignements du Saint-Siège spécialement dans les encycliques sur la condition des ouvriers et sur la démocratie chrétienne ; mais ils se sont demandés s'il était sage d'afficher dans le titre une note qui pourrait effaroucher même des amis. La chose vaut mieux que le nom et c'est dans ce sens que le Saint-Père lui-même ne conseille pas le nom de *parti catholique*. Ne vaudrait-il pas mieux prendre la dénomination « Congrès des républicains démocrates » ou telle autre où il n'y aurait pas d'étiquette religieuse ? » La question fut laissée en suspens jusqu'à ce que les membres aient pu faire connaître leur avis. Le Congrès fut fixé au 21 mai 1903, jour de l'Ascension. La Commission d'initiative comprenait 17 membres : les abbés Lemire, Naudet, Gayraud et Boyreau ; des intellectuels Henri Lorin, Raoul Jay professeur à la Faculté de Droit, Marius Gonin ; des patrons, Léon Harmel, Delcourt-Haillot, industriel du Nord, Emmanuel Rivière, les ouvriers Farjenel, Dombray-Schmidt — tous deux employés — et Fernand Leclercq. Avec eux étaient nommés Georges Delavenne, secrétaire du parti, Marc Sangnier et deux inconnus, Vinom et René Blondeau. Cette composition approuvée à la réunion du 26 novembre, fut complétée par les noms de l'abbé Bataille et de l'ouvrier Philippon.

La première tâche de la commission consista à dresser la liste du Comité de patronage, suivant ainsi les plus anciennes traditions des Congrès. On décida de s'adresser à des députés : les abbés Lemire et Gayraud, Dansette, Grousseau, le marquis de Laurent-Castelet, Charles Benoist, à des patrons : Harmel, Aine le couturier et Chaumet, le bijoutier de la place Vendôme, Ouvrard de Nantes, Dominique Soulé de Bagnères, Rivière et J. Thiriez, industriel du Nord, à des ouvriers : Doubray, Leclercq, Le Chevalier, Robert, Wagon de Roubaix, Decropeineau, Chesneau et Pilliet de Tours et enfin à des intellectuels, Léon Bruhnes, Coulazou, Paul Lapeyre, Milcent et Victor Paturel (des Côtes-du-Nord). Chez les vieux combattants ouvriers, un certain intérêt paraît s'éveiller, témoin la réclamation très vive de Philippon, que l'on a oublié de convoquer à cette réunion.

L'avenir paraît s'éclaircir. L'abbé Naudet cependant déconseille une action du parti. « Il faudra un jour ou l'autre que les démocrates chrétiens deviennent un parti politique. Ce que je conteste, c'est que le moment soit venu pour les démocrates chrétiens de s'organiser en parti politique. Voici pourquoi je le conteste. Nous n'avons ni argent, ni presse populaire, ni électeurs en nombre suffisant. Nous ne sommes qu'une poignée... Prendre donc en ce moment du jour au lendemain l'allure d'un parti politique, c'est, à mon humble avis du moins, se mettre en campagne trop tôt et tout compromettre par une fausse manœuvre. »

La tentative tourne court. Le 5 février Harmel consultait Delavenne sur l'intérêt d'ajourner cette manifestation. Chacun des organisateurs à « des masses d'affaires sur le dos ». La commission ne paraît pas bien

animée, elle traîne des mois durant pour peu de choses. Elle n'a pu encore rédiger ni lettre-circulaire, ni questionnaire. Un congrès de la jeunesse est annoncé pour le même temps. Ne vaudrait-il pas mieux renoncer ? La réponse de Delavenne, favorable à l'ajournement, décida Harmel. Il rédigea donc une lettre confidentielle aux membres de la Commission, leur suggérant non pas de renoncer au Congrès, mais de le reporter à une autre époque. Il indiquait que la date ne convenait pas et qu'il avait reçu nombre de refus. L'abbé Lemire et Rayenel approuvèrent aussitôt l'ajournement... Ainsi mourut l'œuvre des Congrès ouvriers.

Les derniers effectifs de la Démocratie chrétienne se répartirent entre le Sillon qui en prit la plupart avec Delavenne en tête, l'A. C. J. F. qui prit les autres jeunes et l'Action libérale populaire où se retrouvèrent les plus âgés.

Une belle expérience sociale prenait fin, après avoir été déviée de sa voie originelle par la politique. Les Congrès ouvriers disparurent dans l'indifférence générale.

## CHAPITRE XIII

### La décadence de l'Œuvre des Cercles

#### PREMIERS SIGNES DU DÉCLIN

L'Encyclique *Rerum Novarum* consacra le succès de l'Œuvre des Cercles, mais quand elle parut, le rapide déclin de l'Œuvre commençait. Le succès avait été rapide à l'origine, puis il s'était lentement consolidé ; toutes les initiatives sociales se réclamaient d'elle. Le mouvement d'études sociales qu'elle avait inspiré trouvait dans l'Encyclique une éclatante consécration. En 1890 son autorité est considérable, son prestige intact, sa réputation étendue. Vingt années de propagande incessante ont concouru à ce résultat qui donne une impression de solidité et de durée.

Or, quatre à cinq années suffiront pour anéantir tout cela ; et ne laisseront subsister de l'imposant édifice, qu'une façade vétuste. C'est l'histoire de cet effondrement qu'il nous faut maintenant relater.

La première cause du déclin, c'est la sécession du Conseil des Études et de la Revue. Le fait est plus facile à constater qu'à expliquer. « Il parut à certains, écrit le R. P. Guittou, que l'Œuvre était décapitée et que pour vouloir lui conserver la vie on lui avait enlevé sa raison de vivre. » Le procès-verbal d'une séance de comité occupait de douze à quatorze pages en 1890. L'année suivante, il en couvre à peine quatre. C'est dire la place que les questions de doctrines avaient prises sous l'impulsion régulière et tenace de La Tour du Pin. Les dirigeants de l'Œuvre avait acquis petit à petit un esprit d'école, même quand ils étaient en désaccord avec le Conseil des Études ; on ne sortait guère du débat d'idées.

On constate aussi une sorte d'essoufflement chez beaucoup de membres. Le but de l'Œuvre était de fonder des Cercles. Or la France en comptait des centaines répartis sur l'ensemble du territoire, et administrés par une vaste organisation, représentée dans toutes les provinces. Partout où cela a paru possible le cercle s'est complété d'une ou plusieurs corporations. Que faire de plus ? Le but désormais paraît être de conserver ; rien n'est plus dangereux pour un mouvement que cet état statique.

Ces indices inquiétants, aux premiers mois de 1891, ne se voient guère. L'Encyclique, cette adoption solennelle des idées de l'Œuvre, était véritablement la plus haute récompense, la plus éclatante consécration que des catholiques pussent souhaiter.

Mais, quand, à l'entrée de l'hiver, les membres du Comité se retrouvèrent, ils durent bien constater que l'ancienne activité n'existait plus



Il aurait fallu que l'Œuvre inspirât à ses adhérents des fondations nouvelles, nettement orientées vers les formes évoluées de l'association ouvrière qui, à cette date, triomphent en France, c'est-à-dire les syndicats.

Le monde ouvrier avait boudé la loi de 1884 ; encore sous le coup de la dure répression qui avait suivi la Commune, il avait cru voir dans la loi Waldeck-Rousseau un piège et cela d'autant plus qu'elle faisait une obligation aux syndicats de déclarer leurs dirigeants à l'autorité civile.

Vers 1890-92 cette attitude tend à disparaître, l'ouvrier s'oriente nettement vers le syndicalisme dans lequel il voit un centre d'organisation des forces ouvrières, un porte-parole valable de ses doléances, l'organisateur des coalitions des grèves, en un mot le défenseur de ses intérêts.

Cette tendance n'était pas celle de l'Œuvre. L'heure eût été propice, semble-t-il, au développement parallèle d'un syndicalisme inspiré des principes chrétiens, mais établi sur le modèle des syndicats ouvriers. Une telle politique eût exigé le sacrifice du syndicalisme mixte et l'administration du Syndicat ouvrier comme organe représentatif, parfois revendicatif des ouvriers — là où la corporation ne s'était pas développée.

Mais l'Œuvre était composée de telle manière que la plupart de ses membres actifs ne pouvaient accepter une telle évolution même au risque de végéter.

Cette année 1892 fut marquée par deux événements considérables : Le discours de Saint-Étienne et la division née du Ralliement.

Une longue expérience de la politique française avait amené Léon XIII à admettre la République en France.

Ainsi s'ouvrit une longue série de négociations coupées d'incidents retentissants dont celui du pèlerinage des vingt mille et les bagarres qui s'ensuivirent à Rome <sup>1</sup>. Tout cela aboutit à l'encyclique sur le Ralliement, le 16 février 1892. Albert de Mun fit connaître son adhésion dans les discours de Grenoble (mai), de Lille (juin) et de Saint-Étienne. Ce dernier fut non seulement une adhésion explicite à la République, mais l'énoncé d'un véritable programme d'action politique et sociale.

Nous retiendrons ici l'exposé du programme social.

### LE DISCOURS DE SAINT-ÉTIENNE

Albert de Mun <sup>2</sup> considérait le discours de Saint-Étienne comme l'un des actes essentiels de sa vie politique <sup>3</sup>. Le discours s'adressait à des jeunes gens des groupes de l' A. C. J. F. de la région de Lyon-Saint-Étienne. « Au premier abord, raconte Harmel, l'appel pouvait paraître imprudent.

1. Voir ci-dessus, ch. VII.

2. *Lettre à Henri Lorin pour la Semaine Sociale de Saint-Étienne* (1911) Ch. BROSSIER, *op. cit.* Le discours fut prononcé le 18 décembre 1892.

3. Nous disposons d'un témoignage sur l'état d'esprit d'Albert de Mun. Les relations déjà anciennes qui l'unissaient au P. du Lac s'étaient fortifiées jusqu'à faire du jésuite son directeur de conscience, exerçant sur lui une très grande influence.

En 1889, le P. du Lac avait succédé au P. Alet comme aumônier de l'Œuvre. Or, à

Peu nombreux, appartenant à une condition très moyenne, petits employés pour la plupart et tous obligés de travailler pour gagner leur vie, ils avaient la prétention d'organiser à eux seuls, dans une ville de plus de 100.000 habitants et fortement travaillée par le socialisme, une grande manifestation catholique destinée à enrayer le mouvement socialiste. » Or, ce fut un succès : le matin, plus de 2.000 fidèles remplirent l'église Sainte-Marie et le soir au Prado, 3.000 auditeurs acclamèrent le discours de A. de Mun <sup>1</sup>.

Celui-ci après avoir demandé aux catholiques de se placer sur le terrain constitutionnel et énuméré les réformes législatives voulues, notamment en matière scolaire, exposa le programme social : représentation légale des intérêts et des besoins des travailleurs au lieu d'une représentation purement numérique, préservation du foyer familial, possibilité pour chacun de vivre et de faire vivre les siens du produit de son travail, garantie contre l'insécurité du travailleur, faculté pour l'ouvrier de participer aux bénéfices et même par la coopération, à la propriété des entreprises, protection contre les agiotages et les spéculations.

Deux forces concourront à la réalisation de ce programme : l'organisation professionnelle et la législation.

La première assurera la représentation publique du travail, fixera le juste salaire, attribuera les indemnités aux victimes d'accidents, de maladies ou de chômage, instituera les caisses de retraites et les juridictions arbitrales et constituera sous forme de patrimoine corporatif les éléments d'une propriété collective.

La législation limitera la durée du travail, rendra insaisissable la maison du cultivateur, son champ, ses instruments et son bétail de première nécessité, facilitera la vie de l'ouvrier et du paysan en réformant et en diminuant les charges fiscales, notamment les impôts frappant la subsistance ; c'est elle qui devra favoriser la participation aux bénéfices,

cette date, venait d'entrer au noviciat à la suite d'une vocation tardive, un industriel, Henri-Régis Puppey-Girard. Le P. du Lac vit tout de suite combien pouvait rendre de services un homme qui alliait les fortes disciplines des disciples de saint Ignace à l'expérience de l'industriel. Il le présenta à de Mun au début de 1892 et pendant quelques mois se tinrent de longues conversations à trois dans une maison de la rue Lhomond, appelée « La Résidence » parce que quelques jésuites y habitaient. Le P. Puppey a évoqué pour nous ce souvenir de ces rencontres de 1892 :

« Albert de Mun m'interrogeait avec un visible intérêt sur le point de vue industriel, sur les expériences que j'avais pu avoir rencontrées. De mon côté je le « poussais » un peu sur l'Œuvre des Cercles, surtout je l'incitais à aller de l'avant, à ne pas s'en tenir aux cercles ouvriers mais à créer beaucoup d'autres œuvres sociales et surtout des syndicats. Il ne demandait pas mieux, m'écoutant volontiers, abondant dans mon sens, mais ce qui le gênait tant c'était de ne pas être soutenu ; dans le grand effort qu'il voyait devant lui il m'apparaissait à peu près seul et si cruellement, si perfidement combattu. Le P. du Lac était le plus silencieux de nous trois, mais chaque fois que je poussais de Mun à aller de l'avant, à dépasser l'Œuvre des Cercles, le P. du Lac appuyait mon effort et l'encourageait ; moins pratique que de Mun, moins averti, il mettait toute l'influence qu'il exerçait sur lui au service de l'action sociale et, sans lui, bien des fois Albert de Mun aurait abandonné sa mission. »

1. P. V., 28 décembre 1892. « Le concours de la bourgeoisie, note Harmel, n'était intervenu que tardivement et quand les chances de succès avaient commencé à s'affaiblir. »

la constitution de coopératives de production, l'association de métayage ; c'est elle aussi qui empêchera le jeu et l'agiotage, éliminera les étrangers de l'exploitation et de la direction des grands services publics et interdira les spéculations financières aux fonctionnaires, aux représentants de la nation et aux agents du pouvoir.

Si le discours de Saint-Étienne expose avec une force et une précision accrues les idées de l'Œuvre, on ne peut pas dire en revanche qu'il apporte beaucoup de nouveautés. Le ton a changé, la certitude y apparaît qu'a donné aux gens de l'Œuvre la confirmation solennelle du Pape. Dans les détails, on peut noter des précisions plus grandes sur la protection du paysan, la répression de l'agiotage et l'introduction de mesures xénophobes, peut-être sous l'influence d'Henri Lorin. Ces points particuliers paraissent correspondre aux nouvelles études entreprises par La Tour du Pin.

Ce discours valut à son auteur une lettre publique de félicitations de Léon XIII lui-même. Certes, il est vraisemblable que les compliments du Pape allaient surtout au geste d'absolue soumission politique accompli par de Mun, mais ils témoignaient que la ligne sociale du discours n'était pas en désaccord avec la pensée de Léon XIII.

« Vous comprendrez sans peine, écrivait le Pape, que connaissant votre piété filiale et le zèle intelligent avec lequel vous vous employez à seconder nos desseins, à rendre nos enseignements populaires et à les faire pénétrer dans la pratique de la vie sociale, la lecture de votre discours nous ait été souverainement agréable <sup>1</sup>. »

#### L'ŒUVRE DEVANT LE RALLIEMENT

Le Ralliement, annoncé dans ces discours, devait bouleverser l'Œuvre des Cercles en creusant un abîme entre ses membres. A la tête, Albert de Mun et Harmel se rallièrent, mais la Tour du Pin affirma par contre un royalisme intransigeant. Pareille division se retrouve dans toutes les branches de l'Œuvre, laissant d'ailleurs aux royalistes une majorité marquée, toute naturelle dans ce milieu de gentilshommes terriens, essentiellement conservateurs. Jusque dans sa propre famille, Albert de Mun fit figure de renégat et en souffrit cruellement. Au cours d'un banquet, La Tour du Pin devant porter un toast, eut ce mot cruel : « Le Pape a toujours eu ses grenadiers (en saluant le P. du Lac), ses voltigeurs (en regardant de Mun) souffrez qu'il ait aussi ses grognards — pour lui-même. »

Pour l'Œuvre, cette scission eut une conséquence inattendue ; la diminution brutale des subventions et dons qu'elle recevait causa un véritable effondrement budgétaire qui paralysa son action extérieure.

Quand les dirigeants eurent mesuré l'étendue de la crise, ils essayèrent d'y pallier. Le président, Joseph de la Bouillerie, s'étant retiré pour raisons de santé, Albert de Mun, avec un beau désintéressement demanda

1. Ch. BROSSIER, *op. cit.*



à La Tour du Pin de le remplacer, étant entendu que l'action sociale serait placée au-dessus des divisions politiques. Avec un désintéressement égal La Tour du Pin accepta. Si au moment de sa nomination, il crut n'avoir qu'à « conduire tout doucement un deuil » il fut vite repris par ses anciens sentiments et se mit résolument au travail <sup>1</sup>, souhaitant donner une vie normale à l'Œuvre. Dans une importante communication <sup>2</sup> il montrait au Comité l'Œuvre forgeant petit à petit son propre instrument. Cette tâche qui a rempli toute son activité dans le passé, n'y suffit plus. « Il faut actionner l'instrument lui-même et l'employer à mille besognes. L'activité est la loi de la vie. Le Comité se mourrait faute d'emploi. Et cela dans un moment où l'évolution sociale se précipite ! Avec l'aide de Dieu cela ne sera pas ! J'adresse cet appel à la confiance de tous mes bons et aimés confrères, aussi bien à ceux qui redoutent les transformations de l'Œuvre qu'à ceux qui doutent de son appropriation aux temps présents. A ceux-là je dis : ne craignez rien, on ne transforme pas l'esprit ni le tempérament d'un être moral pas plus que d'un être humain. Je suis là, avec les anciens, pour y prendre garde. A ceux-ci je dis : mais on exerce ses facultés, on le conduit à ses destinées. » Le chef de la III<sup>e</sup> section ajoutait : « Il ne faut pas se le dissimuler, la crise politico-religieuse <sup>3</sup> que nous traversons a été beaucoup dans les difficultés financières contre lesquelles nous nous débattons. Beaucoup et des meilleurs n'ont pas compris, ou n'ont pas voulu comprendre que tous les catholiques pouvaient se rencontrer sur le terrain de la préservation et de la reconstruction sociale sans abdiquer leurs convictions intimes ; de là des tiraillements, des froissements, des accès de mauvaise humeur, qui se sont traduits par une désaffection évidente de l'Œuvre, des démissions ou des réductions de carnets <sup>4</sup>. Comme si notre œuvre, l'Œuvre sociale par excellence, devait souffrir de l'optimisme des uns, du pessimisme des autres. »

La nomination de la Tour du Pin à la présidence avait d'incontestables avantages puisqu'on voyait, unis à la tête de l'Œuvre, le président royaliste et le secrétaire général rallié. Mais cet avantage politique se doublait d'un grave inconvénient : La Tour du Pin étant le représentant des idées les plus « avancées » de l'Œuvre, on peut dire que dans une large mesure la décision de 1893 annulait celle de 1890. La réunion d'un con-

1. *Lettre* à de Gailhard Bancel, Paris, 3 mai 1893 : « Ils n'ont pas de place. (A. de Mun et le R. P. du Lac) et pas de dispositions à s'apercevoir de ce manque et à en accepter un. Si bien que je vais tout bonnement prendre une sinécure et conduire tout doucement un deuil. »

*Id.*, Arrancy, 5 juillet 1893 : « Vous y devinerez avec quelle patience de singe je travaille sans qu'il y paraisse trop, au rajustage de cette belle mécanique presque effondrée et qui est pourtant sans égale grâce au dévouement de ses membres. »

2. *P.-V.*, 18 octobre 1893.

3. Un membre protesta contre l'expression de crise politico-religieuse, faisant observer que le P. du Lac n'eut pas toléré une pareille crise. Il faut entendre crise politique d'origine religieuse.

4. Les dames patronnesses de l'Œuvre avaient des carnets de billets dont la vente était une des ressources de l'Œuvre.

grès ouvrier à Reims par Harmel, secrétaire général adjoint cette même année, renforçait encore l'impression d'un coup de barre à gauche.

Le président du Comité d'Angers démissionna bruyamment <sup>2</sup> pour protester contre l'état d'esprit général de l'Œuvre dont témoigne, disait-il, la nomination de M. de La Tour du Pin à la présidence et l'organisation du Congrès ouvrier de Reims. Il accusait l'Œuvre de grouper les travailleurs contre le capital et de surexciter les ouvriers contre les patrons et de fomenter la guerre sociale ; il l'accusait d'abandonner les bases sur lesquelles elle s'était fondée, et enfin de séparer la question sociale de la question religieuse. Si Mgr Freppel vivait encore, concluait-il, il donnerait au Comité un nom nouveau pour dégager ses diocésains de toute solidarité avec l'école de M. de La Tour du Pin. En conséquence le respect de son passé et le souci de sa dignité personnelle faisaient à Couscher de Champfleury un devoir de démissionner.

L'hostilité générale aux idées de La Tour du Pin se concrétisait dès lors sur une question précise : le syndicat ouvrier séparé était-il admissible s'il se déclarait chrétien ? Le Congrès de Reims s'était prononcé pour l'affirmative et les dirigeants de l'Œuvre par leur silence confirmaient tacitement cette décision.

Ainsi, une évolution se produit-elle dans les institutions sociales et ses dirigeants essaient-ils d'y associer l'Œuvre, mais la majorité des membres ne se rend pas compte de cette évolution et se refuse à suivre ces tendances.

Toutes ces divergences ont amené les initiateurs d'œuvres sociales, qu'ils appartiennent ou non à l'Œuvre, à créer de nouvelles institutions en dehors d'elle, pour éviter ainsi d'être marqués par l'une ou l'autre de ses tendances.

L'Œuvre des Cercles nous apparaît donc au lendemain de l'Encyclique, auréolée de la lumière que Léon XIII donne au monde et qu'elle a tant contribué à faire luire, mais profondément affaiblie par la séparation d'avec son école, par les divisions nées du Ralliement, par disparition partielle de ses ressources, par l'hostilité de la majorité de ses membres aux tendances nouvelles du syndicalisme soutenues par une minorité jusqu'à la tête de l'Œuvre, enfin par la pratique de plus en plus généralisée de fonder les œuvres sociales nouvelles en dehors d'elle, à mesure que les autres vieillissent. C'est un grand corps qui reste encore prestigieux, jusqu'au jour où l'on découvrira qu'il est à peu près vide !

#### LA SITUATION DE L'ŒUVRE DES CERCLES EN 1893-1894

Quand la Tour du Pin accède à la présidence de l'Œuvre des Cercles, il fait faire un large examen de la situation par chacun des responsables. Ce moment est assez opportun pour considérer ce qu'est dans ses détails

1. *P.-V.*, 18 octobre 1893 : La confusion était telle que le 18 octobre un membre proposa au Comité de dissoudre l'Œuvre car s'il était vrai qu'elle s'inspirait des principes sociaux de l'Église, elle s'inspirait par là même de principes opposés à la constitution politique dont le Pape recommandait l'acceptation loyale.

2. *P.-V.*, 15 juillet 1893.

cette Œuvre qui va abdiquer le rôle primordial joué jusqu'alors dans le développement du catholicisme social.

La situation extérieure de l'Œuvre n'est pas mauvaise en apparence. L'adhésion enthousiaste faite aux leçons de *Rerum Novarum* vaut à ses membres le surnom de « chevaliers de l'Encyclique ». Cardinaux, évêques et curés reçoivent au jour de l'an les vœux qu'elle leur adresse et y répondent cordialement. « Est-ce à dire, demande un rapporteur<sup>1</sup>, que nulle part elle ne soulève des critiques. Dieu nous préserve d'une telle prétention. Mais consolons-nous, si dans les rangs même où nous devrions rencontrer des amis, nous rencontrons des adversaires, là même aussi nous rencontrons de chauds partisans... Il note aussi l'apparition à travers le territoire de syndicats ouvriers qui doivent, directement ou indirectement, leur existence à notre initiative ». C'est un des plus beaux résultats de l'Œuvre, il faut le continuer.

Le rapporteur note que « certains esprits chagrins » considérant d'une part les dépenses considérables et les vingt-trois années d'efforts, et de l'autre les résultats obtenus, estiment que ceux-ci ne sont pas ce qu'ils pourraient être. Il résume les critiques d'un mot : « Vous êtes impopulaires. »

Que se proposait l'Œuvre ? disent ces critiques, de grouper dans les Cercles le plus grand nombre des ouvriers français, sinon tous. A cette fin, ni le dévouement ni la dépense n'ont été épargnés. Quel en est le résultat ? 350 cercles réunissant environ 15.000 ouvriers. En Allemagne, en Belgique où le mouvement est tout récent, des résultats infiniment plus importants ont été obtenus. Et cependant, en Belgique notamment, le mouvement n'a pas à sa tête les esprits distingués qu'il a en France.

La réponse, pour le rapporteur, se trouve dans le catholicisme foncier des populations allemandes ou belges « catholiques non comme chez nous mais de fait et par traditions. Tandis qu'il y a un siècle la France s'enivrait avec transport du poison révolutionnaire, la Belgique s'armait pour la défense de sa religion et de ses coutumes ». Il ajoutait ce jugement : « Si l'Œuvre n'a pas obtenu les résultats directs qu'elle ambitionnait, elle en a obtenu d'indirects qu'elle n'attendait pas, je veux parler de ce grand mouvement d'études sociales qui existe aujourd'hui et que l'Œuvre a en grande partie provoqué. Elle n'aurait obtenu que ce succès qu'elle aurait à se féliciter grandement de son existence. »

Les dirigeants ne méconnaissaient pas les limites du résultat obtenu et les critiques qu'elles suscitaient. Mais ils ne préconisaient d'autres remèdes qu'un redoublement d'efforts au sein des Comités et dans les autres œuvres catholiques.

Si une action hardie et réformatrice ne fut pas entreprise, c'est surtout que la faiblesse des fondations locales n'autorisait pas l'espoir de succès substantiels. Le tour de France que le Comité put faire, grâce aux rapports régionaux qu'il reçut le montre très nettement.

1. P.-V., novembre 1893. Le rapporteur est le comte Charles de Nicolays.



La zone du Nord qui s'étend de Saint-Omer à Versailles et de la côte à Saint-Dizier paraît peu vivante ; elle compte sur le papier, une quinzaine de comités et autant de cercles, plus cinq ou six secrétariats du peuple, en général actifs. Ces fondations sont inégales. A Saint-Omer, le comité est resté deux ans sans se réunir, en revanche le cercle est vivant et nombreux. A Troyes on compte un noyau de 150 ouvriers ; à Romilly, le comité est réduit à l'état d'embryon et le cercle ne comprend que quelques cheminots Alsaciens <sup>1</sup>. La conclusion est pessimiste. Les comités ont été abandonnés à eux-mêmes et ont pris l'habitude de se passer de contrôle et de direction. Quelques-uns vont en avant, en concordance avec les directives de l'Œuvre ; beaucoup de fondations ont disparu ou n'existent qu'à peine <sup>2</sup>.

L'Est forme une large zone dans laquelle entrent la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, Lyon et le Forez, la Bresse, le Bugey et la Savoie. En Lorraine <sup>3</sup> on compte neuf fondations, dont sept « bien vivantes » et les deux autres mortes. Elles comprennent le Comité et le Cercle et à Lunéville un secrétariat du peuple dont l'importance est considérable en raison de l'accueil aux émigrés Alsaciens-Lorrains.

En Bourgogne <sup>4</sup> quatre fondations dont deux actives et une réunion agricole à Mâcon. En Franche-Comté <sup>5</sup> il n'y a que deux fondations, d'ailleurs vivantes et une réunion agricole à Dôle. En Lyonnais <sup>6</sup>, pour 9 fondations il y en a 5 de vivantes. En Savoie-Bresse-Bugey <sup>7</sup>, pour 4 fondations une seule se développe à Bourg.

L'impression d'un rapporteur est celle de la décadence pour cette zone, la Lorraine exceptée. Pourquoi ? Il indique plusieurs causes : faiblesse du secrétariat général qui a peu à peu abandonné les bonnes anciennes méthodes de travail, le découragement des fondateurs et des anciens, une formation un peu hâtive au début, une mode qui a passé, parfois « une opposition, souvent manifeste, quelque fois sourde du clergé ».

Le Sud-Ouest est plus vivant : « Il réunit le Languedoc, le Roussillon, le Comté de Foix, le Rouergue, le Quercy, la Guyenne et la Gascogne.

1. *P.-V.*, 1<sup>er</sup> novembre 1893. Les villes ayant un comité sont Arras, Saint-Omer, Aire-sur-la-Lys, Abbeville, Beauvais, Compiègne, Troyes, Versailles, Sèvres, Maubeuge, Valenciennes, Langres, Saint-Dizier, Romilly, Laon, Val-des-Bois, Secrétariats du Peuple à Amiens et Arras.

2. L'Ile-de-France compte 5 comités : Meaux, Coulommiers, Nemours, Fontainebleau et le petit comité rural de Lumigny (Seine-et-Marne).

3. *P.-V.*, 8 et 22 novembre 1893.

(Abréviations utilisées pour cette note et les suivantes)

C. : Comité. C. C. : Comité, Cercle.

S. A. : Syndicat Agricole. S. P. : Secrétariat du Peuple.

S. : Syndicat ouvrier.

*Lorraine* : Nancy, C. C. — Lunéville, C. C., S. P. — Maxéville, C. C. — Pont-à-Mousson, C. C. — Saint-Dié, C. — Épinal, C. C., — Rambouillet C.

4. *Bourgogne* : Dijon, C. C. — Tournus, C. C.

5. *Franche-Comté* : Besançon, C. C. — Belfort, C. C. — Dole, réunion agricole.

6. *Lyonnais* : Lyon, C. C., S. P. — Saint-Chamond, C. C. — La Talandière, C. C. — Roanne, C. C. — Saint-Denis de Cabanes, C. C.

7. *Bresse-Bugey-Savoie* : Bourg, C. C., S. A. — Belay, C. C., S. A. — Tenay, C.

Les fondations <sup>1</sup> y sont relativement nombreuses et vivantes, sans doute parce qu'elles s'appuient sur des syndicats agricoles. On compte de nombreuses œuvres annexes à Carcassonne <sup>2</sup>, Bagnères-de-Bigorre <sup>3</sup>, Castelnaudary et Bordeaux. Les réponses sont venues abondantes, précises. On discerne la satisfaction d'éléments agissants mais peut-être quelque peu orientés vers d'autres aspects de l'action sociale.

La zone du centre est moins favorisée. Quelques fondations se développent mais peu nombreuses. Le cercle de Luçon considéré comme modèle compte plus de 200 membres, répartis en quinze sections avec chacune à sa tête un chef <sup>4</sup>.

Dans le Sud-Est, l'Œuvre compte quelques fondations vivantes en Provence et un nombre important dans le Bas-Languedoc. Les comités ruraux s'appuient sur des syndicats agricoles, qui peu à peu se substituent à eux comme foyers d'action, évolution assez naturelle dans ces milieux agricoles quand le syndicat a pris une certaine importance <sup>5</sup>.

A Toulon, on signale un comité très actif, qui exerce une grande influence en ville. Le Cercle est un modèle du genre. Il faut attribuer ces résultats à l'aumônier, l'abbé Pastoret ; ce prêtre, qui a fait dans l'Œuvre des Cercles ses premières armes a révélé de sérieuses qualités d'apostolat qui lui serviront dans les années suivantes.

1. *P.-V.*, 22 novembre 1893.

*Languedoc-Roussillon-Foix* : Carcassonne, Narbonne, C. C. — Montolien, C. C. — Montréal, C. C., — Puginier, C. C. — Chalabre, C. — Castelnaudary, S. A., conf. pop. — Azille, S. A.

*Haut-Languedoc* : Toulouse, C. 4 C. — Revel, C. C. — Saint-Gaudens, C. — Villemur, C. C. — Salies du Salat, C. — Gaillac, C. — Toulza, C. — Cintegabelle, C. C. S. A. — Lisle d'Albi, C. C. S. A. — Mazamet, C. S. A.

*Gascogne* : Bagnères, C. — Pau, C. C., conf. pop. — Aires, S. A.

*Rouergue et Quercy* : Cahors, C. S. P. — Martel, C. S. A. — Souillac, C. S. A. — Grannat, C. — Montech, C. S. A. — Grisalles, C. S. A. — Rodez, C. C. — Millau, C. C. — Saint-Rémy de Villefranche, C. — Castelsarrasin, C. S. A. — Moinac, C. — Gaudalou, C. — Les Bartes, C. — Larrazet, C. — Verdun, C. S. A. — Lavit, C.

2. Voici les œuvres du comité de Carcassonne dont l'activité est remarquable : cercle, deux syndicats mixtes de l'habillement, un pour les hommes et l'autre pour les femmes, un secrétariat du peuple, un cercle d'études sociales, des délégués de quartier, un patronage de garçons et un de filles.

3. A Bagnères on trouve une caisse de famille, un économat de la marbrerie, une œuvre d'apprentis, une œuvre N.-D. de l'Usine et une Caisse de prévoyance.

4. *P.-V.*, 4 décembre 1893.

*Orléanais, Touraine* : Orléans, C. C. conf. op. — Blois, C. C. — Romorantin, S. A. — Tours, C. 2 C.

*Limousin, Marche* : Limoges, C., 3 C., 4 S. — Bert, S. A.

*Angoumois, Poitou, Berry* : Poitiers, C. C. S. P. S. — Niort, C. C. — Sables d'Olonne, C. C. — La Rochelle, C. C. — Luçon, C. C.

5. *P.-V.*, 20 décembre 1893.

*Basse-Provence* : Marseille, C. C., A. C. J. F. — Aix, C. C., A. C. J. F. — Martigues, S. A. — Trets, S. A. — Ruveau, S. A. — La Ciotat, S. A. — Roquefort, S. A. — Maussanne, S. A.

*Haute-Provence* : Toulon, C. C. — Nice, C. C. — Bastia, C. C. — Draguignan, C. C.

*Dauphiné* : Voiron, C. C., S. A. — Vieuve, C. C., S. A. — Albertville, C. C., conf. pop.

*Bas-Languedoc* : Montpellier, C., 2 C. — Béziers, C. C. — Clermond d'Hérault. — Pezenas, C. C. — Montagnac, S. A. — Cette, C. C. — Agde, C. C. — Nîmes, C. C. — Fontès, C. — Pormorols, C. — Florensac, C. — Saint-Selg-du-Rec, C. — Pignan, C. — Marsillargue, C. — Alix, C.

La zone de l'Ouest réunit l'Anjou, la Vendée, la Bretagne, le Maine et la Normandie. Le nombre des fondations y est restreint, car beaucoup se sont éteintes après avoir végété <sup>1</sup>.

On note l'existence de groupements syndicaux dans certaines villes : Angers, Rennes, Flers, etc. Un syndicat de Cloutiers fonctionne à Charn. Saint-Pol-de-Léon réunit un grand nombre d'institutions économiques. L'Œuvre entretient en Basse-Bretagne de bonnes relations avec les associations existantes, notamment celles des marins.

A Paris enfin, on compte neuf cercles <sup>2</sup> administrés chacun par un conseil de quartier sous la direction du Comité de Paris. « Les Conseils, dit le rapporteur, sont trop exclusivement fondés sur le dévouement presque personnel d'un très petit nombre de membres, parfois deux ou trois. » Un dévouement aussi total était presque irremplaçable, quand il venait à manquer.

L'impression des Cercles parisiens est en général bonne. Le recrutement des jeunes s'y opère assez régulièrement. Quelques-uns s'adonnent à des études.

Ce tour d'horizon nous a montré l'Œuvre des Cercles diminuée dans le nombre de ses fondations, mais aussi créatrices d'œuvres annexes nombreuses et qui, en se développant, tendent, soit à une vie autonome, soit à s'appuyer sur un groupement local suffisamment fort, en l'espèce le syndicat agricole. Cela à mesure que l'action du Comité général tend au contraire à se faire plus lointaine et plus faible.

C'est peut-être là qu'il faut chercher la cause profonde du déclin, la possibilité pour les fondations de mener une vie autonome. Les Centres d'action créés par l'Œuvre des Cercles lui survivent ; elle leur a fourni la force de vivre seuls, au besoin en se transformant. Elle leur a donné tout ce qu'elle pouvait leur donner, et le jour vient où ils n'ont plus besoin de sa direction. Certes, ce n'est pas dire que la progressive disparition de cette unité de vues qu'assurait à la tête de l'Œuvre le Comité général, ne sera pas malheureuse pour le catholicisme social. On ne retrouvera pas dans la suite, cette action concertée qui fit longtemps la grandeur de

1. P.-V., 1<sup>er</sup> novembre 1893.

*Anjou, Vendée* : Angers, C., 2 C., 7 S., S. P., S. A. — La Ferrière de Flée C. C. — Beaugé, C. C. — Fontenay le Comte, C. C. — Luçon, C. C. — Pouzanges, C. C. — La Roche-sur-Yon, C. C. — Nantes, C. C., S. P., A. C. J. F., conf. pop.

*Haute-Bretagne* : Cancale, C. C. — Rennes, C. C. — Lamballe, C. C. — Guingamp, C. C. — Saint-Brieuc, C. C.

*Basse-Bretagne* : Morlaix, C. C. — Quimperlé, C. C. — Quimper, C. C. — Saint-Pol de Léon, C. C. — Vannes, C. C.

*Haute-Normandie* : Bolbec, C. C. — Rouen, C. C., conf. pop. — Dieppe, C. C.

*Maine* : Laval, C. S., Synd. — Le Mans, C., conf. pop. — Mayenne, C. — Azé, C. — La Flèche, C. — Château Gontier, C. C. S. — Mamers, C. C.

*Basse-Normandie* : Pütanges, S. — Alençon, C. C. — Argentan, C. C. — Bellême, C. C. — Flers, C. C. S. — Sées, C. C. — Bayeux, C. C. — Lisieux, C. C. — Caen, C. C. — Cherbourg, S. — Avranches, C. C., A. C. J. F.

2. P.-V., 16 mai 1894. Ce sont : Montparnasse, Sainte-Geneviève, Saint-Antoine, La Villette, Belleville, Montmartre, Le Gros-Caillou, Batignoles, et Vaugirard. Un 10<sup>e</sup> cercle, celui d'Auteuil-Passy a disparu.



l'Œuvre en assurant à son action un maximum d'efficacité. Mais c'est précisément ce travail de vingt années qui permit aux comités et aux cercles locaux de devenir des foyers régionaux d'action sociale.

Ainsi, après avoir été le terme remarqué d'une évolution qui avait amené le catholicisme social à trouver une formule longtemps recherchée d'action ouvrière, l'Œuvre des Cercles devenait la forme primitive et bientôt dépassée, d'une action plus hardie et plus moderne. C'était la rançon du progrès.

#### LES DISSENTIONS SUR LA DOCTRINE AU SEIN DU COMITÉ

Après la publication de l'Encyclique, l'Œuvre des Cercles est arrivée à un tournant de ses études doctrinales. La Tour du Pin en augurait un développement nouveau, orienté cette fois vers l'organisation et les transpositions pratiques des données acceptées jusque-là <sup>1</sup>. Albert de Mun l'écrivait à l'abbé Leroy <sup>2</sup>, ce prêtre expérimenté auquel il avait eu recours quand Léon XIII l'avait invité à lui présenter un rapport sur les problèmes sociaux en discussion : « Dans la première période de nos travaux <sup>3</sup> nous avons à l'encontre du libéralisme économique, établi que le travail n'est pas une marchandise comme les autres et tiré, de cette base fondamentale, la conclusion que le contrat de travail comporte certaines règles spéciales qui légitiment l'intervention du pouvoir public : en même temps nous avons combattu comme contraire au principe de la société chrétienne l'idée de l'individualisme et nous lui avons opposé celle de l'association professionnelle. Sur ces divers points, l'Encyclique nous a donné raison et nos travaux ont ainsi reçu une éclatante consécration. Mais ce n'était là que la lutte contre le libéralisme, et c'est pourquoi en le soutenant, nous nous sommes souvent trouvés d'accord avec les socialistes. Aujourd'hui, c'est de la lutte contre le socialisme qu'il s'agit. Or tout le socialisme est dans la question de la propriété et la formule non pas par la juxtaposition de la propriété collective, corporative, coopérative, ou autre et de la propriété privée, mais par l'abolition de celle-ci et son remplacement par la propriété sociale. Et cette question qui est aujourd'hui toute la question sociale, en soulève une autre, celle de rémunération du capital dont le point de départ est la légitimité du prêt à intérêt. Sur ces deux questions nous ne répondons pas, ou du moins nous

1. *Lettre* à de Gailhard Bancel, Arrancy, 13 septembre 1891 : « Nous allons entrer, grâce à cela, dans une seconde phase du retour de la Société à l'Église par un retour préalable de celle-ci vers la Société, non pas en se mettant à sa remorque, comme le voulaient les catholiques libéraux, mais en la remorquant à elle ce qui est bien différent.

La première phase, doctrinale celle-là, a été close magnifiquement par l'Encyclique. Maintenant va s'ouvrir la phase organique, celle où les idées prennent corps, où les confréries deviennent des corporations. Évitions pour cela qu'on y parle confession, mais justice et charité. Il ne faut pas demander aux sociétés la même chose qu'aux individus, parce qu'elles n'ont pas en propre une âme à sauver pour une vie meilleure, mais une existence à sauvegarder et à développer en celle-ci, d'après la morale toutefois. »

2. *Lettre* à l'abbé Leroy, 22 avril 1895 (fonds Grandmaison).

3. Au Conseil des Études.

répondons par des palliatifs parce que nous reculons devant les conséquences d'une réponse absolue. »

Ainsi, quatre ans après la publication de l'Encyclique, les doctrinaires de l'Œuvre ne sont pas arrivés à déterminer leur position sur la propriété en face du socialisme, question essentielle si l'on se rappelle que l'accusation de socialisme leur fut toujours prodiguée. Albert de Mun pose le problème, tel qu'il le voit, dans la suite de cette lettre, document important qu'il faut citer presque in-extenso tant il nous mène au cœur même du problème :

« Si, en effet, fidèles au programme général de la réorganisation corporative de la Société, nous prétendons opposer au système socialiste qui revendique pour la collectivité la propriété toute entière et le produit intégral du travail, le système dit corporatif qui, supposant tous les éléments de la vie sociale groupés en corporations, revendique pour celles-ci les mêmes avantages, je ne vois pas où est économiquement et socialement la différence des deux programmes. Dans l'un, c'est le collectivisme décentralisé, voilà toute la distinction. Si quelques-uns d'entre nous acceptent théoriquement une telle perspective, les autres, le plus grand nombre, la repoussent. »

L'Encyclique n'a pas condamné l'organisation de la propriété en elle-même pas plus qu'elle n'a condamné en bloc l'organisation économique, le régime du salariat, celui même de la société de capitaux substitué à celui du patronat, ni enfin la rémunération du capital. « En réalité elle s'est placée dans les conditions économiques modernes de la société en recommandant l'amendement par le retour aux principes chrétiens, mais non la transformation radicale. » En présentant un vaste programme de réformes sociales — tel qu'il est esquissé, notamment dans le discours de Saint-Étienne — A. de Mun croit agir dans l'esprit de l'Encyclique. « Si, au contraire, nous élargissons notre cadre outre mesure en présentant la corporation non plus comme la forme de l'organisation professionnelle, mais comme celle d'une organisation sociale complète, nous sommes conduits nécessairement aux deux terribles questions : la corporation dans cette forme universelle, sera-t-elle propriétaire des instruments du travail dont le sol et le principal ? sera-t-elle propriétaire de tous les fruits du travail sans prélèvement pour le capital, ou du moins pour son bénéfice ? Les plus logiques, les plus théoriciens répondent oui, et, je le répète, sauf qu'ils sont chrétiens de pratique et d'intention, je ne vois pas ce qui les distingue des socialistes. Les autres hésitent, tergiversent, passent à côté de la question. Les premiers ne sont plus des réformateurs, ce sont des révolutionnaires. Les seconds ne sont ni l'un ni l'autre : ils avortent, et pour tout dire, je crains que ce soit notre péril, si, abandonnant l'idée de la réforme de notre société nous prétendons y substituer celle de la fondation d'une société nouvelle. »

Voilà donc les théoriciens de l'Œuvre gravement troublés et divisés sur ce dilemme : la société restera-t-elle ce qu'elle est, en renouvelant en son sein les conditions du travail par la corporation, ou se transformera-

t-elle de fond en comble pour faire de la corporation la cellule organique de ses assises renouvelées ?

Ce grave débat montre combien la poursuite des travaux était devenue difficile. La Tour du Pin voulait esquisser le plan de réorganisation de la Société tandis qu'Albert de Mun voulait s'en tenir à l'élaboration des projets de réforme qu'il soutiendrait devant le Parlement <sup>1</sup>.

Le résultat de ces divisions fut de hâter l'évolution de ce qui avait été le Conseil des Études en une petite chapelle aux travaux hardis mais à l'audience restreinte. Du fait même de ce rétrécissement de son champ d'influence, cette école accepta avec joie de confronter ses travaux avec ceux des autres écoles catholiques, confrontation qui s'opéra à partir de 1898 en une sorte de congrès des revues sociales catholiques, clôturé par la rédaction d'une déclaration commune.

Cette initiative marque une date dans l'histoire de la pensée catholique ; la déclaration, qui conclura chacun de ces congrès, constituera l'expression publique collective de son développement. Ces congrès seront la forme préparatoire d'où naîtront les Semaines sociales. Cependant de Mun précisait dans sa lettre à l'abbé Leroy quels droits il reconnaissait à la corporation : « Liberté donnée aux associations professionnelles dans la mesure la plus large jusqu'au droit de propriété et d'héritage inclus, pour leur permettre la fondation d'un patrimoine collectif, encouragements et facilités donnés à la création de syndicats mixtes, de conseils communs, de comités d'arbitrage, pour prévenir et éventuellement régler les conflits, voire même pour fixer les salaires ; droit reconnu aux corporations ainsi formées d'exercer suivant des formes déterminées la juridiction sur leurs membres, d'assurer le respect de leurs directives,

1. Voici une autre expression du souci qu'avait de Mun de cette évolution. La *Démocratie chrétienne* publiait le 15 décembre 1894 la note suivante : « Certains ont fait de la société hérile (qui existe entre maîtres et serviteurs) un élément de la famille : elle est, disent-ils, un prolongement naturel de la société filiale et conjugale. Mais il faudrait pour que la société hérile fût naturelle que certains hommes eussent naturellement le besoin de servir les autres et un penchant à devenir leurs serviteurs. Or, il n'en est rien. Cette théorie nous vient d'Aristote pour qui la nature avait créé deux races : celles des hommes libres et celle des esclaves. » Le 3 janvier 1895, A. de Mun envoyait cette note à l'abbé Leroy : « Et si je vous l'adresse, c'est que j'ai cru comprendre l'autre jour, dans un entretien (un peu diffus hélas comme trop souvent) avec certains de nos amis que vous connaissez (où je me plaignais qu'on ne tint pas assez compte de vos avis si précieux à mes yeux) que c'était là précisément le fond du débat ou à peu près. On vous reprochait de faire de la société hérile comme de la famille (sinon au même titre) une condition nécessaire, une forme désormais irrévocable du monde du travail et de fermer ainsi la porte à la suppression du salariat et à la constitution d'une société corporative fondée sur la propriété. La question me paraît très grave. Il faut savoir, en effet, si nos amis tendent à une organisation corporative où le salariat supprimé serait remplacé (car je ne vois pas comment autrement) par la propriété des instruments de travail aux mains de la corporation. S'il en est ainsi, si cette corporation doit s'étendre à toutes les professions et à toutes les conditions sociales, naturellement par voie d'obligation seul moyen d'y parvenir et si les corporations ainsi formées embrassant tous les citoyens, doivent être propriétaires des instruments de travail dont nécessairement le sol qui est le principal, je me demande ce qui nous distingue des collectivistes. Le sentiment chrétien ? Mais si l'organisation est rendue obligatoire, dans une société non chrétienne comme la nôtre, que vaudra cette distinction ? La déclaration pour confuse qu'elle fût, de mes amis m'a effrayé. »



d'acquérir la représentation dans les corps élus, législation sociale réprimant les abus du travail, facilitant pour les corporations les moyens de parer aux conséquences des accidents de la maladie et du chômage, réglant la spéculation et prévenant les abus qu'elle engendre <sup>1</sup>. »

Toujours dans l'ordre du travail, La Tour du Pin aborde dès juillet 1891 le régime du salariat où il veut substituer le principe d'association à l'antagonisme existant. Comment ? Il n'y a qu'un moyen, la participation aux bénéfices. « Mais encore ce moyen demande-t-il à être employé judicieusement, ou comme l'on dit aujourd'hui, scientifiquement, en considérant toute entreprise comme une sorte d'association du travail et du capital, en faisant en conséquence, à chaque associé dans la répartition du produit une part non pas arbitraire, mais proportionnelle à son apport. » Il envisage une moyenne annuelle entre ce que demande la reconstruction du capital « mort » apporté par le patron dans l'association et celle de cet autre capital « vivant » représenté par l'élément ouvrier. Il en résultera « une proportion qui devrait se retrouver dans celle du partage des bénéfices de l'exploitation pour qu'il y eut réellement association entre ces deux facteurs. » Pour lui, le patron « majore injustement l'estimation de son apport » quand il ajoute à la somme destinée à reconstituer le capital un intérêt annuel. (Nous retrouvons la condamnation de l'intérêt.) Mais surtout il a tort de réclamer tout le profit en arguant de tout le risque, puisque l'ouvrier a aussi des risques, ceux de la profession, ceux du chômage, et que le risque du patron est la contre-partie de son autorité exclusive. Ce dernier point ne peut-être modifié, mais l'ouvrier qui apporte son capital vivant et qui connaît des risques lui aussi doit avoir, en cas de gain, une participation, de même qu'en cas de perte, il souffre du manque à gagner. Il faut le traiter en commanditaire. Ce salaire complémentaire venant s'ajouter au salaire minimum représente le salaire naturel correspondant à l'entretien normal de la classe ouvrière sans progrès économique ni ascension sociale pour son ensemble.

En novembre 1891 <sup>2</sup> le sociologue considérait l'antagonisme qui préside aux rapports du capital et du travail et son jugement paraît apprécier très exactement un état de fait. « La classe patronale a fait, il faut le reconnaître, pour le bien-être, la sécurité et la dignité de la classe ouvrière plus en France qu'en aucun autre pays... Mais tous ces « bienfaits » comme on les appelle, toutes ces habiles organisations du salaire, comme nous les appelons plus justement, ne réussissent pas à satisfaire l'ouvrier, d'abord parce qu'ils lui sont dévolus à titre de munificence et non de justice, ensuite parce qu'il peut en perdre le bénéfice en même temps que ses moyens journaliers de subsistance, par le fait d'un renvoi auquel il est à tout instant arbitrairement exposé... si bien que bon gré, mal gré, l'autorité patronale perd tous les jours du terrain et risque d'être absolument méconnue si elle ne transige pas sur ces deux points : la reconnaissance d'un droit au salaire complémentaire et celle d'une juridiction

1. A. DE MUN, *Lettre à l'abbé Leroy*, 3 janvier 1895.

2. A. C., 15 novembre 1891, p. 510-511.

corporative pour appliquer ce droit. » Et il définit un jour devant le Conseil des Études la participation ouvrière aux bénéfices comme « une sorte de métayage rationnel étendu à toute la production ». Mais il faut l'asseoir sur une garantie bilatérale. La Tour du Pin l'attribue à deux pouvoirs compétents, l'État et la juridiction corporative.

Un autre aspect de l'enseignement social commence à se faire jour vers cette époque. Il a trait aux syndicats séparés, que leur entrée dans les mœurs impose aux dirigeants de l'Œuvre. La doctrine ne fait ici que refléter l'évolution des discussions que nous avons considérée à propos du développement de la démocratie chrétienne. Nous avons vu quelle place et quelles limites un de Mun réservait aux syndicats chrétiens indépendants <sup>1</sup>. Il n'y a donc pas lieu d'insister ici.

L'école de La Tour du Pin a cherché aussi à définir ce que pourraient être les biens attribués à la corporation. Elle l'a cherché particulièrement pour établir l'organisation de l'assistance publique. La Tour du Pin part ici de l'ancien régime. Jadis, dit-il, les biens corporatifs constituaient la dotation de l'assistance publique. L'État en les confisquant s'est chargé de l'assistance. Il s'en acquitte mal et de façon peu assurée, car il la finance par l'impôt qui non content de frapper le revenu privé, s'en prend au capital au moyen des taxes de succession.

La Tour du Pin esquisse le système suivant : ne figurerait au budget que le produit d'un droit de mutation sur les successions, inférieur au revenu annuel. Le prélèvement sur le capital sera consacré à instituer une dotation de l'assistance publique, celle-ci étant alors considérée comme représentant un certain droit social de cohéritiers. « C'est, note-t-il, le système médiéval mis en honneur par l'Église en faveur des œuvres pies. L'assistance publique ne serait considérée comme cohéritière de droit qu'ab-intestat, mais le testateur, sans pouvoir se soustraire à ce prélèvement sur son héritage pourrait en consacrer l'attribution à un établissement d'utilité publique soit quelconque, soit désigné dans des catégories spéciales correspondant à la qualité du testateur. Pour évaluer ce « tribut social » le législateur devrait établir des catégories diverses suivant la nature et la quantité des biens, le degré de parenté et le nombre de cohéritiers. »

On voit là quelques exemples des études de cette époque <sup>2</sup>, tendant à préciser dans le détail les grandes lignes de l'organisation précédemment esquissée.

À propos de la propriété, La Tour du Pin et ses amis étudient de plus près le régime de la société anonyme et confirment sa condamnation. L'abbé Leroy qu'Albert de Mun consultait volontiers, se prononçait aussi dans ce sens. Il y voyait un moyen d'accumuler les capitaux conduisant fatalement aux usines colossales. Albert de Mun, avec son esprit

1. Voir ci-dessus, ch. XII.

2. P.-V., 30 août 1893. Communication d'H. Lorin au Comité rappelant que le sort des ouvriers étrangers en France ne pourra être assuré que par une organisation professionnelle générale.

réaliste doutait qu'on put arriver à détruire la société anonyme ; « Savez-vous <sup>1</sup> que le développement du machinisme ne conduit pas nécessairement aux grandes usines et par là même à l'accumulation des capitaux ? Ne pensez-vous qu'il faudrait demander à la loi de réglementer la constitution et le fonctionnement de ces sociétés plutôt que de les détruire ? C'est un point qui me préoccupe beaucoup. Je vois bien les inconvénients moraux et sociaux des grandes usines comme des grands magasins et par là même des sociétés de capitaux : je vois aussi leurs avantages pour les consommateurs : en tous cas je me demande comment ils pourraient être *supprimés* en l'état actuel de l'industrie, pour revenir aux petits ateliers et aux petits magasins. Réglementés, oui, supprimés, comment ? »

Quant à la famille, les catholiques sociaux maintiennent leur position à son égard. L'encyclique qui les avait suivis sur tant de points s'était refusée à admettre le caractère familial du salaire. A vrai dire son silence sur ce point ne parut pas concluant, et l'on pressait les théologiens réputés d'intervenir ; La Tour du Pin pensait que ces études et les efforts qui seraient tentés pour les transposer sur le plan des réformes sociales, — car il ne séparait pas dans sa pensée l'étude et l'application — offriraient, le jour venu, « le seul terrain de ralliement aux forces conservatrices » après qu'aurait échoué la tentative du ralliement, « cette désastreuse campagne » comme il disait <sup>2</sup>.

#### LA « RETRAITE » DE L'ŒUVRE

A partir de 1894 nous assistons tous à ce qu'on pourrait appeler la « retraite » de l'Œuvre. Albert de Mun en constatait les symptômes.

« Partis de l'association embryonnaire et quelque peu confuse formée par le Cercle, les fondateurs étaient arrivés à un « programme qui ne visait à rien moins qu'à la réorganisation de la société sur la base des syndicats professionnels ». « Mais un programme ne suffit pas si l'on compte sur les efforts individuels et inorganisés de chacun des membres pour le faire triompher. Avec le découragement actuel des catholiques en général et des membres de l'Œuvre en particulier, il ne faut guère compter non plus sur nos cadres actuels, sur le personnel de plus en plus réduit, effacé et impuissant de la plupart de nos comités et de nos cercles pour aboutir à un résultat pratique. »

En 1892 les catholiques de l'Œuvre étaient divisés. Malgré tous les efforts de La Tour du Pin, ses appels répétés, sa consigne de mettre l'action sociale au-dessus des divisions politiques, les causes profondes de paralysie l'emportent. En 1894 les gens de l'Œuvre ne sont plus seulement divisés, ils sont découragés. Le ressort qui avait maintenu si

1. A. DE MUN, *Lettre* à l'abbé Leroy, 11 janvier 1895.

2. *Lettre* à de Gailhard Bancel, Paris, 2 avril 1892 : « Notre mouvement, d'abord inaperçu et incompris, finira par fournir le seul terrain de ralliement aux forces conservatrices après cette désastreuse campagne, dans laquelle notre pauvre de Mun a, par ses enfantillages, une grande part de responsabilité, comme dans celle du boulangisme qui a perdu pour longtemps la cause monarchique. »



heureusement leur action vingt ans durant s'est brisé. La Tour du Pin occupa la présidence au Comité de 1893 à 1895. Quand il démissionna à l'automne de 1895, il déclarait avoir « pleinement réussi dans sa mission de pacification et de consolidation ». En fait, la division entre A. de Mun et lui-même sur le Ralliement rendait difficile une collaboration continue. Il avait cependant témoigné de son attachement à l'Œuvre pour lui donner l'appui de sa grande autorité en une heure difficile. Durant sa présidence il avait eu le secours d'un très actif vice-président le Colonel de l'Église. Les motifs immédiats de son départ restent obscurs.

Le 11 décembre, à l'unanimité, le Comité élisait Harmel à la présidence. Cet événement, sans lendemain, fit sensation. N'était-ce pas l'accession à l'un des postes les plus en vue de la classe dirigeante du chef incontesté de la Démocratie chrétienne ? Dabry n'a pas manqué de souligner le sens et la portée du geste, l'espoir de paix qu'il éveilla.

Le choix revenait à Albert de Mun qui l'avait défendu contre toutes les critiques. Harmel avait là un centre d'où influencer la classe dirigeante et l'orienter vers le mouvement populaire qu'il conduisait. Il ne le fit pas. Quelques mois à peine après son accession, il se heurtait à de Mun au Congrès de Reims (1896) et plus encore à celui de Tours (1897). Cela suffisait à leur rendre délicate sa situation de président. Peut-être aussi l'affaiblissement de l'Œuvre l'en détourna-t-il. Il paraît avoir été gêné par son éloignement de Paris. Il s'excuse constamment de manquer les séances ; il n'adresse pas de messages aux membres. Enfin sa position républicaine et démocrate s'accroissant, l'éloigne de la très grande majorité des gens de l'Œuvre. L'émotion causée par ses discours de Tours et surtout de Blois (1899) <sup>1</sup> fut considérable. Harmel ne paraît pas avoir tiré parti de cette présidence. Les raisons que nous invoquons suffisent jusqu'à un certain point à expliquer cette abstention qui n'en demeure pas moins un peu étrange.

Quand il eut perdu son fils, Harmel dût se consacrer à ses affaires industrielles et il démissionna. Albert de Mun cumula désormais la présidence avec le secrétariat général.

Cette progressive disparition de l'Œuvre n'alla pas sans une recherche d'adaptation.

L'un de ces projets émanait du secrétaire diocésain de Tours : il décrivait en 1897 la situation en ces termes : « Une foule d'œuvres sociales existent, fondées grâce aux efforts de nos confrères groupés en comité. Les Cercles d'études sociales, caisses de famille, caisses professionnelles de crédit mutuel, syndicats de patrons, syndicats d'ouvriers, Bourse catholique du travail, sans compter le groupe de la Jeunesse catholique y sont en pleine prospérité. Et pourtant le Comité ne vit plus, il se trouve à peu près réduit à notre secrétaire diocésain qui habite la ville et au président ! D'où le cri connu : L'Œuvre des Cercles est morte <sup>2</sup>. »

1. Voir ce-dessus, ch. XII, p. 439.

2. P.-V., 15 décembre 1897.

Pourquoi cet abandon qui dépeint assez exactement la situation de l'Œuvre ? C'est que les jeunes hommes entrant dans l'action sociale, s'inscrivent aux œuvres spécialisées et ne sentent plus la nécessité d'un noyau central. Que faire ? Le secrétaire diocésain suggère une réunion mensuelle de toutes ces œuvres locales, réunion au cours de laquelle serait examiné le secours que chacune d'entre elles pourrait porter aux autres. Sous une forme évidemment imprécise, nous voyons se substituer, à l'idée d'un directoire autoritaire et centralisateur, la conception d'une organisation fédérale et décentralisée de collaboration mutuelle sur un plan de stricte égalité. L'Œuvre des Cercles subsisterait alors comme le secrétariat de cette fédération et l'organisatrice de ses réunions. Ce projet intéressant ne paraît pas avoir connu d'applications pratiques.

En 1901 apparaît un autre projet visant au même but mais par une voie différente. Quelques semaines plus tôt, le ministre du Commerce, Alexandre Millerand, a institué par décret les Conseils régionaux du travail <sup>1</sup>.

Ainsi une petite minorité de catholiques, aurait eu la possibilité de fonder des syndicats professionnels de s'assurer ainsi une représentation dans les délibérations relatives au travail.

C'est le rôle que le Comité de l'Œuvre proposait aux Cercles <sup>2</sup>. Rappelant qu'il y a des cercles isolés, des comités qui se plaignent de n'avoir rien à faire, il leur disait : « L'occasion est excellente pour eux et ils (les Comités) auront sérieusement travaillé s'ils arrivent à grouper dix patrons d'une profession ou de professions connexes, et même dans les Cercles qu'ils patronnent, n'y aurait-il que deux ou trois ouvriers de la même profession, ces trois ouvriers ont le devoir de rechercher les camarades, de les signaler au Comité lequel devra les convoquer à une réunion et leur expliquer le mouvement syndical et leur proposer de donner leurs noms. » Il y a là un vaste champ d'action et « toute œuvre qui végète actuellement peut trouver dans cette organisation un élément de vitalité et d'extension fort appréciable ». Que fera ce syndicat de vingt-cinq membres ? Il faut le rattacher à une union, facile à créer dès que l'on aura constitué cinq à six syndicats. Et cette union, cet office, aura pour siège... le Cercle catholique d'ouvriers. « De cette façon, l'Œuvre servirait de centre, d'une sorte de Bourse du travail, où par l'union des forces diverses il serait possible d'ouvrir des cours professionnels, de procurer aux membres des divers syndicats par des coopératives sagement menées, des avantages considérables qui les retiendraient d'autant mieux dans le lien syndical. »

1. Destinés à conseiller le gouvernement sur toutes les questions intéressant le travail, à dresser le tableau régional du taux courant des salaires et de l'horaire moyen de la production et enfin à servir d'organes de conciliation et d'arbitrage dans les conflits du travail. Constitués sur le mode paritaire, ils devaient comprendre un nombre égal de membres élus par les patrons et les ouvriers. Étaient exclusivement électeurs, les syndicats, les associations professionnelles de chaque groupe formant deux collèges distincts.

2. P.-V., 23 janvier 1901.

Si ce projet n'eut pas de suites, on voit que ni les idées ni les moyens ne manquaient pour faire revivre l'Œuvre. Mais la cause de sa perte était en elle-même et les contingences extérieures n'y pouvaient plus rien.

Quelle a été l'influence de l'Œuvre des Cercles ? Il semble qu'on puisse dire qu'elle fut considérable. Elle a tracé une voie, celle de l'action sociale catholique, là où avant elle de rares pionniers avaient tout au plus esquissé une piste, comme Le Play ; mais beaucoup plus que lui, elle a inculqué aux classes dirigeantes la notion de responsabilité sociale. Elle les a puissamment aidées à la mettre en pratique.

Catholique, elle poursuit la rechristianisation de l'ancienne bourgeoisie voltairienne, elle lui enseigne la pratique religieuse, le sens chrétien, l'exercice public du culte, l'habitude de la prière.

Sociale, elle transforme les idées de Le Play en une théorie cohérente et développée. Pour ce faire elle introduit et adapte les éléments les plus variés et les plus riches de la pensée catholique étrangère. Elle contribue dans une très large mesure à l'Encyclique *Rerum Novarum*.

Groupement d'action, elle mène une large propagande à travers la nation, habituant les milieux conservateurs à des notions toutes nouvelles. Elle soutient au Parlement et dans le pays les grandes lois sociales, elle en prend l'initiative, parfois elle les amende, elle les vote.

Elle crée les premières corporations, et syndicats dès avant le vote de la loi de 1884 et surtout après. Elle prêche partout l'union dans la corporation, le rapprochement des classes et se fait entendre des milieux les plus divers à la ville et aux champs, dans l'usine et dans l'armée.

Elle propose à la jeunesse catholique, un idéal élevé et des tâches quotidiennes séduisantes. Aux ouvriers qui l'entendent, elle apporte des paroles de foi, de concorde qui suffiront à certains.

Elle ouvre des horizons nouveaux au jeune clergé. Elle propose aux industriels une conciliation des droits du capital et des exigences de la justice.

Par-dessus tout elle amorce de très loin une éducation sociale des catholiques français, tâche immense et de longue haleine, qu'elle se proposait d'accomplir vite et seule, et où elle n'a pas atteint tant s'en faut, le but espéré, mais dont elle garde le très grand mérite d'avoir senti l'impérieuse nécessité et de l'avoir résolument entreprise.

Dans la mesure où l'Œuvre des Cercles traduit un réveil du sentiment religieux, elle est combattue par les adversaires de l'Église, si passionnés à cette époque ; œuvre de « droite », elle inquiète les gauches dans la mesure où elle intervient sur le terrain des réformes sociales.

Mais ces adversaires ont moins nui à l'Œuvre des Cercles que ceux venus des rangs catholiques. On peut distinguer chez ces derniers, trois catégories : les libéraux, les démocrates chrétiens, et les antisémites.

Les premiers sont légion : ils vont des intransigeants aux interventionnistes modérés. On y trouve côte à côte un ambassadeur, le marquis de Vogüé, hostile à l'organisation sociale réclamée par la Tour du Pin et



un évêque, Mgr Freppel, qui trouve trop grande la part faite à l'État.

Avec les démocrates chrétiens, les critiques passent de l'économie à la politique. Acceptant les conséquences de la Révolution française, ils cherchent à corriger l'organisation sociale, non à la remplacer ; résolument républicains et démocratiques ils reprochent à l'Œuvre de rester royaliste dans ses cadres, et conservatrice dans ses idées. Partisans d'un régime d'égalité sociale, d'affranchissement et d'initiative ouvrière, ils répudient hautement la conception d'une « classe dirigeante » et les attitudes de protection et de direction à l'égard des ouvriers, ce qu'on appellera le « paternalisme ». Au syndicalisme mixte unissant le patron et l'ouvrier ils opposent résolument un syndicalisme ouvrier affranchi de la tutelle patronale et se dressant au besoin contre elle.

Avec Drumont, l'antisémitisme est l'objet du débat. L'Œuvre des Cercles a refusé, notamment aux États généraux de 1889, de se prononcer contre les juifs. Cela Drumont ne lui pardonne pas, et, désormais dressé contre elle, il exerce son incontestable talent à saisir ses défauts et à les dénoncer. Les lignes suivantes, écrites dans *La Libre Parole*, cachent sous une exagération de partisan et une violence de polémiste, une critique où la vérité se mêle à l'erreur <sup>1</sup>. « L'Œuvre des Cercles, telle que l'on fait dévier de son idée première ceux qui en ont pris la direction, est au fond une œuvre aussi funeste, aussi anti-nationaliste et plus dissolvante peut-être que le collectivisme allemand, le collectivisme marxiste. Si les véritables ouvriers ne s'en étaient pas détournés avec énergie, elle aurait eu pour résultat d'endormir, d'anesthésier, d'émasculer les prolétaires, de les plonger dans une lâche et bête résignation et de les livrer ainsi, pieds et poings liés, à l'exploitation juive.

« C'est la négation du principe féodal, du droit à la terre, c'est le vœu de pauvreté rendu obligatoire, c'est le crime qui, à Rome, était puni de mort : la mise en esclavage d'un citoyen. Le prêtre est dans son rôle en disant aux déshérités : Tout ne finit pas avec la vie ; le laïque doit dire à ceux auxquels il s'adresse, vous n'êtes pas seulement des chrétiens, vous êtes des citoyens français. Vous avez des droits sur cette terre de France qui est la vôtre, dans cette patrie qui a été faite par vos pères. Votre sol est envahi par une poignée d'Hébreux qui vous volent comme les Rotschild, les Hirsch, les Erlanger, qui vous trahissent comme les Dreyfus, qui vous déshonorent comme les Reinach. Soyez des hommes et des patriotes : secouez cette vermine, rendez la France aux Français et vous serez récompensés dans cette vie et dans l'autre. Voilà ce que vous n'entendrez jamais dans les cercles catholiques d'ouvriers où l'on n'a jamais vu beaucoup d'ouvriers et où l'on ne voit plus que des catholiques qui ressemblent étrangement à des juifs. »

Cependant si l'Œuvre des Cercles n'a pas plus avancé dans la voie qu'elle s'était proposée — au bout de laquelle il lui était d'ailleurs impossible de parvenir en un quart de siècle — c'est peut-être moins la

1. *Premier Paris de la Libre Parole*, 7 juin 1895.

faute de ses adversaires que de tous ceux qui, sous une façade de sympathie, ne lui ont montré que de l'indifférence.

Emmanuel Barbier le dit sans ambages : « C'est la classe élevée, il faut le dire franchement, qui doit être rendue responsable des échecs encourus et presque toujours occasionnés par l'insuffisance d'un dévouement trop promptement rebuté en face des difficultés, à la vérité très nombreuses ; Albert de Mun s'en est plaint souvent <sup>1</sup>.

Pourquoi la classe dirigeante n'a-t-elle pas répondu à ces appels<sup>2</sup> ? Le problème semble être complexe et en dernière analyse se ramener à ceci. Dans ce temps qui consacre la fin des notables un nombre important de ceux-ci n'avaient pas les qualités voulues pour assurer le rôle que leur proposait de Mun. Il y a eu chez certains de l'égoïsme, chez beaucoup une inintelligence, une incompréhension complète, chez à peu près tous de la division.

Une lourde et indéniable responsabilité pèse sur le clergé. Jusqu'à l'Encyclique, il n'a pas compris la portée de ce mouvement ; il a craint une organisation qui n'était pas ecclésiastique, dont les manifestations n'étaient pas paroissiales, faisant preuve ainsi d'un esprit de routine qu'aggravait encore la crainte de voir les laïcs se mêler d'action religieuse. Devant cette conception comment s'étonner que le clergé n'ait pas dépassé l'encouragement verbal et de vagues bénédictions épiscopales !

A Poitiers dès 1872 le Congrès de l'Union des Œuvres Ouvrières exprimait en vain le vœu qu'un enseignement économique fût donné aux séminaristes... Les initiatives de certains évêques, notamment ceux qui ouvrirent leur séminaires et les collèges à Harmel, n'en sont que plus remarquables. Peut-être aussi l'attitude intransigeante de l'Œuvre à l'égard des principes affirmés par Pie IX a-t-elle inquiété certains prêtres. Après l'Encyclique, le vieux clergé ne change guère, mais les jeunes prêtres enthousiasmés par l'enseignement de Léon XIII sentent leur vocation religieuse s'élargir d'une vocation sociale ; un zèle de néophytes les embrasent : ce jour-là un mouvement plus avancé leur propose son

1. Par exemple dans un discours prononcé à Liesse le 29 septembre 1886 : « Quoi ! Messieurs, encore une fois, ces hommes sont nos frères ! Ils ont une âme semblable à la nôtre ; ils sont rachetés par le sang de Jésus-Christ, et nous acceptons pour eux les souffrances et les injustices. Et puis nous nous étonnons du déchainement des passions ! Mais que voulez-vous que pensent en eux-mêmes les ouvriers de la société qui supporte un tel état de chose ? Que voulez-vous qu'ils pensent de la classe élevée, quand ils la voient enfermée dans l'indifférence, dans l'ignorance de ce qui se passe au seuil même de ses demeures ou se condamnant à de stériles lamentations sur le péril que lui fait courir l'exaltation populaire ? Que voulez-vous qu'ils pensent de la propriété, quand ils la voient infidèle à sa constitution providentielle, oubliant les charges et les devoirs de cette éminente fonction que lui imposent la justice et la charité chrétienne de garder et d'administrer le patrimoine du pauvre ? Que voulez-vous qu'ils pensent de la richesse quand ils la voient tour à tour s'élever sans scrupules dans des spéculations indignes du monde chrétien et s'abîmer dans des catastrophes dont le contre-coup jette dans la misère des milliers d'êtres humains ? Que voulez-vous qu'ils pensent et comment pourraient-ils seuls, sans appui, sans organisation, résister aux conseils perfides et aux excitations criminelles ? »

2. BARBIER (Emmanuel). *Histoire du catholicisme libéral et du catholicisme social en France* (1870-1914), 5 vol., Bordeaux, 1925, gr. in-8°.

programme d'action, ses sentiments indiscutablement républicains les séduisent, l'Œuvre des Cercles, dépassée, n'est plus en mesure de les attirer.

Les ouvriers enfin ont manqué à l'Œuvre. Trente à trente-cinq mille vers 1878, quinze mille environ en 1893, ils n'ont jamais été qu'une infime minorité dans la masse ouvrière. A cela plusieurs raisons : le caractère aristocratique de l'Œuvre, son organisation militaire, son école doctrinale qui leur reste étrangère. Encore les ouvriers des cercles n'étaient-ils pas représentatifs de la classe ouvrière dans son ensemble.

L'Œuvre ne comptait pas d'ouvriers « revendicatifs ». Or le dynamisme de ceux-ci est le ciment qui lie les révolutionnaires. A ces hommes souffrant en ces heures de crise économique, passionnés de justice sociale, un programme de patronage ne pouvait suffire : ils ne vinrent pas. Cela, les gens de l'Œuvre l'ont senti et au problème social ils ont apporté leur réponse : la réorganisation corporative de la société ; mais tardivement mise au point, très discutée, elle se présenta sous une forme livresque qui dépassait de très haut l'entendement de l'ouvrier. Le programme doctrinal de plus en plus théorique n'eut sur les cercles à peu près aucune influence. Le divorce était tel, que les écrits de La Tour du Pin, avancés pour l'époque, restèrent en marge du mouvement et ne purent sauver l'Œuvre des Cercles.



## CHAPITRE XIV

### L'action parlementaire (1893-1902)

#### CARACTÈRES

Les élections de 1893 marquent dans l'histoire parlementaire du catholicisme social, le commencement d'une phase nouvelle. Depuis qu'en 1883, Albert de Mun était monté à la tribune de la Chambre défendre l'amendement sur les syndicats mixtes, les députés catholiques étroitement unis autour de lui avaient accompli un travail législatif important, aux caractères bien définis : leurs propositions de loi, aux vastes proportions, soigneusement préparées dans une commission spécialisée, sérieusement défendues en commissions parlementaires, venaient devant les députés selon une technique étudiée au préalable, et obtenaient soit un succès partiel, soit le plus souvent le maximum d'attention compatible avec le petit nombre de leurs partisans. Ce travail parlementaire bénéficiait de l'étroite entente, voire de la discipline du petit groupe et de la prestigieuse éloquence de son chef Albert de Mun. Avec les élections de 1893, la représentation du catholicisme social se trouve très modifiée. Désormais, la préparation concertée, le travail en équipe font place à l'initiative individuelle, portant sur des questions plus restreintes, exigeant souvent de moindres études. D'autre part les députés tendent davantage à s'adapter à la vie parlementaire : ils utilisent ainsi les occasions offertes par la discussion annuelle du budget, des interpellations, des interventions ministérielles, etc... En ce sens, on pourrait dire que leur rôle est moins législatif que dans les assemblées précédentes, mais plus parlementaire. Il s'agit plutôt ici de tendances que de caractères définis. Albert de Mun défendra encore des textes importants, hérités parfois des législatures antérieures. L'abbé Lemire déposera un projet complet sur les retraites. Mais en face de ces quelques textes, combien d'amendements et de brèves interventions ! L'abbé Lemire excellera sur ce terrain parlementaire, et sa ténacité flamande lui vaudra à la longue d'appréciables résultats. Cette période de deux législatures et de huit années verra paraître des hommes nouveaux : Motte, Dansette, Gailhard-Bancel, Lerolle. A leur tour, ils arriveront au bout de quelque temps à « faire équipe » d'une façon différente de l'équipe que nous avons vu opérer entre 1883 et 1891. Ce sera alors une phase nouvelle, celle de l'avant-guerre. Entre les deux, les années 1893-1902, marquent donc une période de transition au travail moins précis, moins caractérisé, avec une représentation limitée et dispersée. Cette repré-

sensation obtiendra cependant un résultat remarquable : elle prendra possession avec Le Cour Grandmaison de la tribune du Sénat.

Un large exposé des principes fait par de Mun ouvre la voie aux catholiques sociaux. Battu de justesse <sup>1</sup> aux élections, les conservateurs du Morbihan ne lui pardonnant pas son ralliement, Albert de Mun est rentré quelques mois plus tard à la Chambre comme député du Finistère. Son intervention renoue en quelque sorte avec le passé. L'occasion lui en fut offerte par une interpellation de Jaurès sur les mesures que le gouvernement comptait prendre contre les capitalistes et les prêtres qui avaient « subventionné la propagande par le fait », interpellation que Jaurès développa le 30 avril 1894 <sup>2</sup>.

Jaurès se livra à quelques attaques contre de Mun, lui reprochant d'avoir pris la tête d'un mouvement « socialiste chrétien » et de n'être venu à la République que « sur les conseils du Pape et pour combattre la politique républicaine ». Il reprocha au gouvernement de poursuivre la presse socialiste et de laisser toute liberté aux journaux catholiques violents où l'on pouvait lire des lignes comme celles-ci de de Mun : « La lutte est ouverte entre les deux classes que le siècle de la bourgeoisie a formées et maintenues ; celle des salariés et celle qui possède les instruments de travail. Cette lutte est toute l'histoire de notre temps... » <sup>3</sup>

Albert de Mun commença par remercier Jaurès d'une interpellation « qu'il a paru m'adresser à moi-même bien plutôt qu'au gouvernement. » Elle lui procurait l'occasion d'une explication doctrinale avec les socialistes :

« Il arrivera souvent au cours de cette législature que dans les discussions sociales qui vont s'élever entre nous, j'aurai des idées à défendre, une position à soutenir qui paraîtront me rapprocher des socialistes, et je tiens à pouvoir le faire sans qu'aucune équivoque puisse subsister devant la Chambre ni devant le pays. »

Son opposition est d'abord une question de fait : les catholiques soutiennent la politique d'ordre du gouvernement devant le péril que représente le socialisme pour la sécurité et la tranquillité publiques. Mais c'est surtout une question d'idées. Socialisme et anarchie ont en commun deux théories essentielles : l'athéisme et la négation de la propriété individuelle. « Ainsi sur les deux points fondamentaux qui vous rapprochent des anarchistes, nous sommes en opposition absolue, et voilà pourquoi il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de socialisme chrétien <sup>4</sup>. » De Mun

1. Cet échec lui fut sensible, d'autant plus que 200 voix seulement lui avaient manqué. Il écrivait le 30 août à Geoffroy de Grandmaison : « Je ne suis en aucune façon troublé, ni découragé. L'Église ne passera pas à la démocratie sans efforts, sans luttes et sans sacrifices. C'est à nous à lui frayer la route en nous faisant tuer pour elle s'il le faut. J'ai commencé, j'irai jusqu'au bout, il y a plusieurs manières de donner sa vie, il faut accepter gaiement celle qui s'offre. Nous tomberons, nous périrons peut-être, on nous calomnierait, on nous raillera, on nous rejettera peut-être, mais qu'importe si l'Église passe. C'est là qu'est la politique du Pape. » Dans le Finistère, il fut soutenu par un clergé démocrate chrétien.

2. *J. O.*, 1<sup>er</sup> mai 1894.

3. Lignes extraites d'articles de DE MUN (*Association catholique*, 15 janvier 1891).

4. Cette condamnation des anarchistes se situe entre l'attentat de Vaillant contre la

évoque les appels des socialistes, de Jules Guesde notamment à la guerre des classes où il voit encore une ressemblance avec les anarchistes.

Pour lui, les classes résultent de l'inégalité des fortunes : le conflit des intérêts a suscité l'antagonisme des classes. Une législation sociale supprimant les abus, diminuant les souffrances, pourra seule apaiser et peut-être supprimer les causes de cet antagonisme. Elle devra instituer une organisation professionnelle « qui, donnant à chacune des deux classes le moyen de défendre ses droits et d'assurer la représentation de ses intérêts leur permettra de se rapprocher, de s'entendre, de se concilier et d'arbitrer leurs conflits. Mon système, ce n'est pas la guerre, c'est la paix sociale... les idées que j'y défends depuis vingt ans et auxquelles je reste invariablement attaché. »

Il montre ensuite l'Église accomplissant « son action bienfaisante envers la démocratie et le Peuple, comme hier, envers la monarchie et le Roi ». « L'avenir social se jouera dans cette rencontre entre le christianisme et le socialisme ! »

Ce discours lui valut de nombreux éloges, notamment une lettre de félicitations du cardinal Rampolla <sup>1</sup> et une autre de La Tour du Pin <sup>2</sup>.

Quelques jours plus tard, la question syndicale était l'objet d'une vive discussion à la Chambre où Jonnart, ministre des travaux publics, répondant à l'interpellation Jourde, affirmait que la loi de 1884 ne s'appliquait pas au personnel du chemin de fer de l'État. A l'issue du débat on vota sur un ordre du jour ainsi conçu : « La Chambre considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et aux employés des exploitations de l'État aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite le gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution. Jonnart demanda la priorité pour l'ordre du jour pur et simple. La Chambre s'y refusa par 251 voix contre 217. Albert de Mun joignit sa voix à celle des partisans du syndicalisme des fonctionnaires pour renverser le cabinet Casimir Périer.

A côté des interventions substantielles de de Mun, l'intérêt se porta sur les multiples initiatives parlementaires de l'abbé Lemire. Ce prêtre-député devient la figure proéminente des parlementaires catholiques sociaux. D'où venait-il ?

### L'ABBÉ LEMIRE

L'abbé Lemire, vrai Flamand, était né en 1853 à Hazebrouck. Jeune et pieux professeur, il subit des influences diverses, Pascal chez les classiques, Le Play plus près de nous, Manning enfin qu'il eut la joie de

Chambre (déc. 1893) et l'assassinat du président Carnot (juin 1894) en pleine agitation anarchiste.

1. P.-V., 16 mai 1894.

2. P.-V., le 9 mai 1894 : « J'étais souffrant et retenu loin de Paris et de nos réunions au moment où le secrétaire général de l'Œuvre affirmait à la tribune de la Chambre des députés notre programme de « réformes sociales ». Il était presque seul comme il l'a dit en face des deux partis qui se réclament hautement de la révolution : Aussi n'ai-je pas attendu d'avoir pu prendre la parole devant le Comité pour le féliciter de son courageux et beau langage. »



rencontrer en 1888. Son attachement à la famille, dont il se fera le défenseur tenace et passionné au Parlement s'explique par ses origines flamandes et par l'influence de Le Play.

En 1893 il se présenta aux élections législatives contre le général de Frescheville, député sortant, conservateur. Cette candidature fut toujours reprochée à l'abbé Lemire, car elle ne constituait pas une nécessité de défense religieuse. Le général était un député inoffensif et effacé. Il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'à la Chambre et dans le pays, l'abbé Lemire servit mieux l'Église que son concurrent, mais celui-ci ne la desservait pas. De plus, le général était le candidat du clergé accoutumé à voter avec les conservateurs. Toute candidature contre lui paraissait « avancée ». L'abbé Lemire fit figure d'abbé démocrate, de prêtre « à gauche ». Il fut élu.

Quelques semaines après cette élection qui mit son nom en vedette, le 9 décembre 1893, éclate à la Chambre, la bombe de Vaillant. L'abbé atteint à la tête est le principal blessé. Une vague de sympathie déferle vers lui.

Désormais l'abbé-député est consacré. Sa soutane, sa simplicité naturelle, son honnêteté foncière détonnent un peu, mais les députés s'y habituent, surtout depuis qu'il a été blessé avec eux. De cette acceptation cordiale, l'abbé tirera un habile parti. Il se fera peu à peu stratège parlementaire. Demandeur perpétuel, il se présente devant ses collègues avec des demandes modestes, précises, présentées en général au cours d'une discussion budgétaire et défendues avec chaleur et bon sens mais sans acrimonie. Si on lui oppose de sérieux motifs d'ajourner ou de retirer sa demande, il y consent, sinon il demande un vote, et s'incline simplement devant les résultats. Ainsi fera-t-il pour les allocations familiales et à la longue, il en obtiendra le vote.

« A la Chambre, écrit Robert Cornilleau, on estimait ce collègue enjoué, tolérant, désireux de plaire, ce censeur charmant en qui l'on retrouvait la bonhomie flamande et l'érudition de l'ancien professeur de rhétorique. On aimait son éloquence bien personnelle, sans éclats, mais solide, avec un savoureux mélange d'onction ecclésiastique, de cordialité paternelle, de naïveté non toujours exempte de malice <sup>1</sup>.

#### LES ANNÉES 1894-1895

L'abbé Lemire intervint dans le débat engagé à propos de la fermeture prolongée de la Bourse du Travail <sup>2</sup>. Il souligna devant l'assemblée ce que la liberté syndicale comportait de « mal assuré » et « d'exceptionnel ». « Ce qu'il nous faut, demanda-t-il, c'est la liberté d'association ! » Et il déposait un ordre du jour exigeant le respect de la loi de 1884 et l'orga-

1. Robert CORNILLEAU, *De Waldeck-Rousseau à Poincaré*.

2. Celle-ci avait été fermée par le Cabinet Dupuy à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1893. Des manifestations diverses où certains voulurent reconnaître l'action du président du Conseil, et le refus d'indiquer les noms des membres du bureau avaient motivé cette décision dont l'effet se prolongeait depuis 11 mois.

nisation de Chambres du travail et de Chambres d'agriculture sur le modèle des Chambres de commerce <sup>1</sup>. Il défendit à nouveau le droit d'association et la liberté syndicale devant la Chambre le 12 avril 1895 <sup>2</sup>.

Le 18 juillet 1894 il déposa une proposition de loi instituant le « bien de famille ». Au cours de sa campagne électorale, il avait rencontré le docteur Lancry, chef d'un petit groupe qui voulait donner à chaque homme son coin de terre et qu'on appelait pour cela les « Terrianistes ». Le docteur dit à l'abbé : « Voulez-vous vous engager à réclamer pour tout Français la propriété d'un coin de terre, insaisissable, inaliénable et exempt d'impôts ? Si oui, je marche à fond avec mes amis pour votre candidature. » Et voilà comment l'abbé Lemire était devenu le défenseur du coin de terre en attendant d'être celui du jardin ouvrier. Déposée à l'été 1894, la proposition de loi sur le bien de famille <sup>3</sup> était contre-signée par Léveillé, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Un important exposé de motifs, rappelait l'heureuse pratique du « Home-stead » en Amérique, évoquait la possibilité offerte au capitaliste, possesseur de

1. *J. O.*, 11 février 1894 : Texte de l'ordre du jour : « La Chambre, invitant le gouvernement à faire respecter la loi sur les syndicats comme toutes les autres lois et à préparer l'organisation des Chambres du travail et des Chambres d'agriculture afin de mettre le travail agricole et le travail industriel sur le même pied que les commerçants qui ont leurs Chambres légalement reconnues. » Ce texte fut écarté.

2. *J. O.*, 13 avril 1895.

3. *La Réforme sociale*, 1894, t. II, p. 229. Projet établissant le bien de famille.

ART. I. — « Le Français qui veut fonder une terre insaisissable de famille doit en faire la déclaration d'après une formule imprimée dont il remplit les blancs, à la mairie du lieu où est situé l'immeuble. La déclaration est rédigée en trois exemplaires remis, l'un au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques de l'arrondissement. »

ART. II. — Le bien objet de la convention devra comprendre une maison ou fraction de maison destinée à l'habitation de la famille ; il pourra comprendre de plus un enclos situé auprès de la maison. Le bien ne devra pas lors de sa fondation dépasser une valeur de 10.000 francs pour l'immeuble construit et de plus une valeur de 2.000 francs pour les meubles et outils professionnels. »

ART. III. — Le bien de famille n'est constitué comme tel que si le fondateur l'occupe et l'exploite. »

ART. IV. — « Un même individu ne peut avoir deux biens insaisissables de famille fondés par lui. »

ART. V. — « Le bien de famille, institué par un fondateur solvable, ne peut plus être saisi, ni quant au capital, ni quant aux fruits par les créanciers futurs du propriétaire. Le bien peut être saisi par le vendeur du terrain ou des matériaux, par les ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds (construction, mise en valeur, entretien). Il peut être saisi pour le paiement des impôts et pour le paiement des dettes nées des délits et quasi-délits du propriétaire. Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille. »

ART. VI. — « L'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs. »

ART. VII. — « Le propriétaire peut aliéner le bien de famille. Toutefois si le propriétaire est marié ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation sera subordonnée, dans le premier cas, au consentement de la femme, donné en Chambre du Conseil, dans le second cas à l'autorisation de justice. »

ART. VIII. — « Le propriétaire ne peut hypothéquer ni vendre à réméré le bien de famille. »

ART. IX. — « Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de la présente loi. »

Ce texte parut dans le n° R. S., juillet 1894.

rentes sur l'État, de se constituer une fortune insaisissable<sup>1</sup> et réclamait pour les « humbles et les laborieux » « la possibilité d'assurer d'une façon simple, économique et solide l'existence de leurs jeunes enfants ». Il en résumait la portée dans ces mots : « Diffusion et conservation de la petite propriété. »

Le projet de l'abbé Lemire fit l'objet de nombreuses critiques. Milcent lui reprochait de ne pas prévoir les difficultés de remboursement que rencontrerait le légataire du bien auprès de ses frères et sœurs. Le groupe bordelais des Unions de la paix sociale entendit le 23 juillet 1894 une étude d'un de ses membres, de Loynes. Pour de Loynes, cette proposition a le grand mérite de vouloir donner plus de fixité au foyer domestique ; « mais, se demande-t-il, y parviendra-t-elle ?... Le bien de famille est une prime à l'imprévoyance » puisque celui qui s'engage peut désormais ne pas le faire sur tous ses biens. L'orateur y voit aussi un obstacle au crédit, à l'heure où, d'autre part, on multiplie les efforts en faveur du crédit agricole au petit cultivateur. Enfin quelle sera la situation des héritiers : trop petit pour les abriter tous le bien de famille restera à un seul, avec quoi les autres fonderont-ils leurs biens de famille ? Bien d'autres objections furent faites au projet notamment celle d'avoir fixé un minimum trop bas. Ce reproche rejoignait la demande faite à de Mun de porter à 20.000 francs le maximum du bien.

Dans sa proposition, l'abbé demande trois garanties : insaisissabilité, inaliénabilité, exemption d'impôt, mais il ne prévoit aucune facilité de paiement pour l'héritier du bien de famille à l'égard de ses cohéritiers. Aussi le marquis de Froissard, à l'Assemblée générale de l'union des syndicats de Bourgogne et Milcent devant le Comité de l'Œuvre des Cercles, tout en reconnaissant la nécessité de ce projet, en déclarèrent-ils la réalisation pratiquement impossible en raison de la trop lourde charge que constituerait pour le possesseur du bien de famille le paiement des soultes et des intérêts à ses frères et sœurs.

Milcent proposait un système inspiré du projet qu'il avait rédigé quelques années plus tôt<sup>2</sup> : limitation légale de l'intérêt du débiteur à 2 %, constitution par les syndicats d'une caisse d'amortissement destinée à payer les soultes aux créanciers et à reconstituer le capital en capitalisant un intérêt complémentaire de 3 %. La somme totale des versements, soit 5 %, se trouve réduite de moitié par rapport au projet de 1889. La proposition Lemire ne fut pas discutée. Déposée de nouveau le 23 juin 1898, renvoyée à la Commission d'agriculture avec l'abbé Lemire comme rapporteur, son étude n'était pas achevée en 1902.

En 1894, l'abbé déposa une proposition de loi tendant à la constitution des biens collectifs pour les inscrits maritimes<sup>3</sup> au moyen des relais de

1. A cette date les rentes sur l'État n'étaient pas susceptibles de saisie-arrêt.

2. Et que de Mun avait déposé sans succès à la Chambre en 1885. Voir ci-dessus ch. VI.

3. ART. I. — Par emploi des relais de mer appartenant à l'État ou à des terrains avoisinant la mer acquis par l'État, il sera constitué des domaines dont l'usufruit indi-



mer ou autre possession de la commune ou de l'État comme il en existe encore des vestiges dans les régions littorales du Nord. Invité à la commenter devant le Conseil économique de l'Œuvre des Cercles <sup>1</sup>, il expliqua qu'il n'avait pas demandé la constitution de ces inscrits en corporation juridique pour ne pas effaroucher les juristes, mais qu'en réalité sa proposition tendait à la constitution d'un domaine corporatif.

Il la déposa le 15 novembre 1894, alors que la Chambre discutait une proposition Chauvin tendant à indemniser les marins victimes de la tempête du 20 novembre 1893 ; partant de ce cas particulier, l'abbé s'éleva jusqu'à des considérations générales. Ce procédé ne fut pas heureux en l'occurrence, le rapporteur Edouard Delpuch n'eut aucune peine à faire écarter sans discussion la proposition, étrangère au débat. Tenace, l'abbé Lemire devait reprendre cette idée une dizaine d'années plus tard <sup>2</sup>.

Le 15 mars 1895 <sup>3</sup> la Chambre discute le budget des finances, l'abbé demande à ses collègues d'augmenter le salaire des douaniers en proportion des charges de famille. Les agents des douanes les plus heureux gagnent, dit-il, de 950 à 1.100 francs par an. Mais une fois prélevées les différentes retenues pour la Caisse des retraites, le pharmacien, le médecin et le loyer, il reste en moyenne 75 francs par mois à l'agent. Un ménage de 5 personnes dispose donc de 0 fr. 50 par personne et par jour et beaucoup de ménages de douaniers ont plus de trois enfants. L'abbé

vis ou divisé sera concédé aux inscrits maritimes dans la commune de ces domaines.

**ART. II.** — Pour l'endiguement et la mise en état de ces relais et pour l'acquisition de ces terrains, il sera prélevé annuellement sur la retenue de 4 % qui frappe les primes à la marine marchande et qui est versée à la caisse des invalides de la marine, une somme de 50.000 francs, en vertu de l'article 12 de la loi du 30 janvier 1893 qui prévoit que les fonds de la retenue de 4 % seront affectés à toutes les institutions pouvant être utiles aux marins.

**ART. III.** — Chaque quartier maritime pourra acquérir et posséder dans les limites de son territoire des immeubles qui seront mis sous forme de biens collectifs, à la disposition des inscrits maritimes ressortissants de ce quartier.

**ART. IV.** — Pour subvenir aux frais de ces acquisitions, chaque quartier maritime sera assimilé aux établissements d'utilité publique qui peuvent bénéficier de la retenue sur les primes de la marine marchande en vertu de l'article 12 de la loi précitée. En outre, il sera créé dans chaque quartier une caisse spéciale alimentée : 1° par les dons et legs mobiliers et immobiliers ; 2° par une retenue de 4 % sur le produit net des souscriptions publiques autorisées dans les quartiers pour les marins.

**ART. V.** — Tout groupe d'au moins quatre inscrits maritimes autorisés à s'établir dans les colonies françaises pourra recevoir et posséder en propriété collective sur le rivage maritime de ces colonies une étendue de terre déterminée par l'Administration ainsi que le droit indivis et exclusif de pêcher dans la mer territoriale attenante.

**ART. VI.** — Il sera ouvert au Ministère des colonies un crédit annuel de 5.000 francs pour faciliter ces établissements en faveur d'inscrits maritimes qui feront partie des contingents coloniaux de la Marine.

1. Œuvre des Cercles : Conseil Économique : P.-V., 21 décembre 1894. Lucien FIAMENT, « Un syndicat de marins pêcheurs », *Action populaire*, n° 207.

2. Ce projet dormit longtemps. En 1904 seulement un jeune vicaire s'y intéressa, constitua un syndicat, alla de bateau en bateau recueillir des signatures données facilement et remit la pétition à l'abbé Lemire qui l'adressa à Camille Pelletan. L'abbé Lemire intervint à deux reprises (1905) et obtint qu'une commission vint étudier sur place le projet. Son rapport fut défavorable car le jour de la visite il y avait une telle quantité d'eau que le projet parut irréalisable.

3. J. O., 16 mars 1895. Ch. DROULERS, « Chemin faisant avec l'abbé Lemire ».

cite à l'appui de sa demande l'exemple des Compagnies de chemin de fer qui accordent des allocations mensuelles proportionnelles au nombre d'enfants.

Ainsi — et le fait est caractéristique de sa tactique — il aborde une grave question de principe, celle du salaire familial, par un petit côté et au cours d'une discussion budgétaire ; c'est qu'il ne veut pas affronter le débat de principe. Il croit plus habile de prendre la question par « la bande » et de créer si possible un précédent. Après, il élargira la brèche :

« Je ne me dissimule pas, dit-il pour conclure, qu'après avoir fait une demande comme celle que je présente pour les agents des douanes chargés de famille, on sera amené à en faire de semblables pour d'autres employés de l'État. Eh bien, tant mieux ! Je souhaite qu'on n'omette personne... » Il dépose une proposition de loi tendant à ajouter 50.000 francs au chapitre des secours. La proposition est repoussée par 271 voix contre 200, mais la belle minorité, ralliée à son projet, constitue pour l'abbé Lemire le meilleur encouragement.

Le 20 mars <sup>1</sup> le voici avec un nouvel amendement : « A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1895, un débit de tabac ne pourra plus être placé dans le même local qu'un débit de boisson. » Et d'un mot, il le justifie, montrant que la juxtaposition de ces deux commerces expose une servante ou un enfant à entendre des propos déplacés et l'acquéreur d'un timbre à une très forte tentation que rien ne justifie. Mis aux voix, l'amendement est repoussé <sup>2</sup>.

Il devait avoir plus de chance quelques jours plus tard. Ayant déposé une proposition modifiant les formalités légales du mariage, la Commission en écarta l'article principal : la suppression des actes respectueux que les garçons à 25 ans et les filles à 21 doivent présenter aux aïeuls en cas de décès des parents. L'abbé demanda à la Chambre de rétablir cet article. Il y a là, dit-il, une obligation qui retarde considérablement le mariage dans les milieux ouvriers. Le temps n'est plus où le petit-fils naissait sinon dans la maison, du moins dans la cité où le grand-père avait vu le jour. L'émigration de la campagne à la ville, d'un centre urbain à un autre est désormais chose continuelle. Et bien souvent quand le jeune ouvrier, loin de sa famille, isolé dans le monde, ignorant si les parents de ses parents morts sont encore en vie, veut se marier, ce sont des recherches combien malaisées, combien longues et souvent inutiles. A Lille, en 1889, 3.306 personnes se sont mariées ; 596 ont dû rechercher leurs aïeuls et aïeules, fournir dans ce but 2.384 pièces ou certificats : finalement 30 grands-parents ont été retrouvés dont un seul a exigé un acte respectueux. Malgré l'opposition du rapporteur, l'abbé Lemire reprend son article sous forme d'amendement et appuyé par le Garde des Sceaux, il en obtient le vote par 295 voix contre 221.

La Commission vota alors à l'unanimité la gratuité des actes de consen-

1. *J. O.*, 21 mars 1895.

2. Suivant son habitude il revient sur ce point ; le 6 novembre 1898, il dépose cet amendement un peu différent : « Les paiements des salaires ne pourront être faits dans les débits de boisson ou dans les magasins de vente au détail ? » L'amendement ne fut pas adopté.

tement et des actes respectueux proposée par l'abbé et reprit les facilités que sa proposition introduisait dans la loi pour faire valoir les cas d'indigence. L'ensemble, avec quelques dispositions complémentaires, devint la loi du 24 juin 1896<sup>1</sup>.

Le même mois, la Chambre discute des retraites. L'abbé Lemire déposa un contre-projet demandant de choisir de préférence pour les assister les chefs de famille sans autres ressources que leur travail et ayant six enfants<sup>2</sup>, vivants de moins de treize ans.

Le texte est lu devant l'Assemblée le 9, puis encore le 10 avril. Il y a trois solutions possibles dit l'abbé : majorer les retraites déjà existantes, donner les livrets nouveaux à des indigents<sup>3</sup>, les donner à des pères de famille. Les premiers — les retraités — mettent de l'argent de côté, mais cet argent n'est pas toujours le signe d'un bon travail : « Vous excipez en principe que dans notre France la marque principale de l'effort, le signe du mérite dans le travail c'est l'argent. Nous ne pouvons admettre ce principe car l'argent est trop souvent le résultat de la chance ou le fruit d'un travail intéressé. Les indigents ont besoin de secours, mais la « misère est quelquefois le résultat de l'inconduite ». Les pères de famille en ont besoin. « L'ouvrier père de famille, lorsqu'il a de nombreux enfants, ne peut acquérir un livret à la caisse de vieillesse : c'est matériellement impossible. Est-ce que l'État ne ferait pas une chose excellente en venant au secours de cet homme, en reconnaissant publiquement et par une faveur le service qu'il rend à son pays ? » Et il rappelle ce qu'est la paternité : une grande charge et un grand service. Après avis défavorable du ministre du Commerce, le contre-projet fut écarté. Quelques semaines plus tard, il dépose une proposition<sup>4</sup> qui ne vise rien moins qu'à introduire le vote familial en accordant deux ou plusieurs voix au chef de famille, en proportion du nombre d'enfants.

Au même moment, Albert de Mun dépose une proposition de loi instituant d'une part le conseil permanent de conciliation et d'arbitrage et avantageant d'autre part le syndicat mixte dans les termes mêmes dont il s'était servi en 1883<sup>5</sup>.

1. *J. O.*, 4 et 6 avril 1895 : loi du 24 juin 1896 voir notamment art. 5 et 6. *Association catholique*, 15 avril 1895 (commentaires de cette intervention).

2. Voici le texte du contre-projet Lemire :

ART. I. — Le crédit de 2.000.000 inscrit au chapitre 13 du budget du Ministère du commerce et de l'industrie sera affecté à la création de livrets de la caisse des retraites pour la vieillesse, au profit des chefs de famille sans autres ressources que leur travail et ayant six enfants au-dessous de treize ans en vie au moment de la promulgation de la présente loi.

ART. II. — La jouissance de ces livrets de pension commencera pour le titulaire à partir de l'âge de 65 ans, et en cas de décès elle sera assurée à sa veuve à partir du même âge.

ART. III. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront répartis entre les titulaires les crédits ouverts pour la création du livret de retraite.

3. Le crédit de 2.000.000 avait été voté.

4. *Corporation*, 3 août 1895. Elle ne fut pas discutée.

5. Texte de la proposition de loi.

ART. I. — « Les patrons et ouvriers appartenant au même métier, à la même industrie ou à des professions similaires peuvent, sans autorisation, constituer d'un commun



Dans l'exposé des motifs, il indique qu'en 1894 il y a eu pour 391 grèves, 101 recours à l'arbitrage en augmentation de 8,64 % sur l'année précédente. De ces 101 recours, 51 sont dus à l'intervention des ouvriers et 44 % à celle du juge de paix. « La loi du 27 décembre 1892 n'a-t-elle fait que donner une impulsion à l'arbitrage facultatif en l'entourant de formes légales et de sanctions morales ? Elle ne pouvait pas faire plus. Ce n'est pas là qu'est la cause de son insuffisance. Sa grande lacune est qu'elle n'a offert qu'un moyen pacifique de dénouer les conflits au lieu de chercher à les prévenir. Elle est un expédient au lieu d'être une réforme. » Il faut un organisme permanent dont l'action pacificatrice puisse se faire sentir à tout moment, et notamment quand il y a une menace de conflit *avant* que celui-ci n'ait éclaté.

Cet esprit de conciliation permanente ramène de Mun à déposer de nouveau son vieil amendement sur les syndicats mixtes. S'il a fini par admettre le syndicat séparé, s'il s'est décidé à encourager les ouvriers du Nord dans cette voie en venant à la fin de 1893 leur témoigner publiquement sa sympathie, il n'a pas abandonné pour autant la formule du syndicat mixte dont il constate au demeurant le développement dans les campagnes et quelques heureux exemples dans les villes.

Les troubles sociaux récents et singulièrement la grève de Carmaux à laquelle son exposé des motifs fait allusion, l'ont amené vers le syndicat mixte. Le syndicat séparé lui paraît garder un caractère agressif qui l'inquiète au moment où les grèves révèlent la nécessité impérieuse de l'union dans la profession.

L'association des deux mesures logiquement liées mais juridiquement différentes est d'ailleurs curieuse. Elle n'eut aucun effet, la Chambre ayant laissé dormir cette proposition dans ses cartons. Mais dans le Nord elle eut un certain retentissement. Aux dirigeants du syndicat mixte de Roubaix qui le remerciaient, de Mun répondit dans une lettre nuancée où tout en donnant sa préférence au syndicat mixte, il assurait les syndicats ouvriers de sa sympathie et reconnaissait que des moyens divers pouvaient paraître utiles pour réaliser le but commun <sup>1</sup>.

accord un conseil permanent de conciliation et d'arbitrage destiné à prévenir et à régler les difficultés qui pourraient naître entre patrons et ouvriers au sujet des règlements d'atelier, salaires, contrats de travail et d'apprentissage. »

ART. II. — « Les syndicats professionnels mixtes, réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier ou de métiers similaires pourront recevoir des dons et legs, même immobiliers et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements ouvriers, d'écoles professionnelles, d'asiles pour l'enfance et la vieillesse, de maisons pour les blessés et les malades. » *Ass. catholique*, 15 janvier 1896.

1. P.-V. 1<sup>er</sup> janvier 1896. *Lettre* du Bureau du Syndicat mixte de l'Industrie roubaissienne à Albert de Mun : « Monsieur le Député, dans l'exposé des motifs du projet de loi que vous venez de déposer à la Chambre des députés, vous dites que le syndicat mixte est la forme d'association professionnelle la seule conforme aux principes d'une saine organisation sociale et vous ajoutez que parmi les patrons comme parmi les ouvriers beaucoup commencent à apercevoir dans cette voie la véritable solution des problèmes que soulève chaque jour l'exercice de la liberté syndicale. Dans le texte même de la proposition de loi, vous demandez des faveurs légales spéciales pour les syndicats mixtes. Nous qui avons fondé parmi nous le syndicat mixte, qui l'avons soutenu malgré une opposition souvent pénible à supporter et qui l'avons amené, en dépit de beaucoup

## L'ENTRÉE AU SÉNAT

L'hiver 1895-1896 fut l'occasion d'une manifestation parlementaire du catholicisme social qui eut un peu la valeur d'un symbole : l'intervention de Le Cour Grandmaison, nouvellement élu sénateur de la Loire-Inférieure, à la tribune du Luxembourg dans l'interminable débat sur l'assurance contre les accidents du travail. Avec lui en effet le catholicisme social entre à la Haute Assemblée.

Le 28 janvier <sup>1</sup>, Le Cour Grandmaison se fit l'interprète de la droite, mais, en soulignant les conceptions sociales de ses amis. La réputation de l'orateur en la matière rendait difficile à la droite un autre choix, mais il serait excessif d'en conclure à une adhésion raisonnée de tous les sénateurs de droite aux arguments de leur porte-parole.

Le Cour Grandmaison se déclare d'accord avec la thèse générale du gouvernement et notamment cette idée qu'il est temps de substituer la notion de justice à la notion de force entre les hommes. Mais remarque-t-il, il y a vingt-cinq ans que ses amis combattent pour cette conception « plus juste et plus chrétienne ».

Depuis 1865, ces paroles du comte de Chambord : « Le droit d'association professionnelle est chose imprescriptible, il faut sortir de l'individualisme pour opposer à la concurrence effrénée qu'il engendre le contre-poids de la défense commune et au privilège industriel qui tient dans ses mains l'existence des ouvriers la constitution volontaire et réglée des corporations libres sont la base de notre programme social <sup>2</sup>. »

d'obstacles à un grand degré de prospérité, nous considérons à la fois comme un devoir vis-à-vis de vous et comme une satisfaction pour nous de vous exprimer notre reconnaissance... »

(P.-V., 1<sup>er</sup> janvier 1896). Réponse d'Albert DE MUN au Président Louis Cordonnier. « Cher Monsieur, je vous remercie très vivement de la lettre qu'a bien voulu m'adresser le bureau du syndicat mixte de l'industrie roubaisienne à l'occasion de ma récente proposition de loi sur l'arbitrage et les syndicats professionnels. Je vous prie d'être mon interprète près de tous les membres du syndicat. Je sais de longue date tout le bien qu'il a accompli par les institutions qu'il a fondées et dont je retrouve le détail avec un vif intérêt dans le compte rendu de votre assemblée générale annuelle. Aussi ne doutez-vous pas j'en suis sûr de ma vieille et constante sympathie pour vos efforts. Cette sympathie, il est vrai n'exclut pas celle que je porte aux syndicats ouvriers chrétiens qui par des moyens différents travaillent comme vous au rétablissement de la paix sociale. Les efforts de tous ceux qui s'occupent des questions ouvrières doivent tendre à l'union des patrons et des ouvriers et avoir pour objet la préparation d'une organisation fondée sur cette union. Dans un temps si troublé et lorsque tant de méfiances sont accumulées de part et d'autre, divers moyens peuvent paraître utiles pour réaliser le but commun. Dès lors qu'ils y tendent et qu'ils s'inspirent des principes chrétiens, tous me paraissent mériter d'être encouragés, mais le syndicat mixte, partout où il est possible, répond certainement mieux que tout autre à l'idée même de la concorde sociale. C'est ce que rappelle un exposé des motifs par la phrase que vous voulez bien citer dans votre lettre. Mon désir le plus vif est de voir se rapprocher de plus en plus les éléments qui concourent à l'œuvre commune et je me félicite, de pouvoir dans la limite de mes forces, contribuer à cet heureux résultat. »

1. J. O., 29 janvier 1896.

2. On remarquera cette référence si appuyée au comte de Chambord. Elle est à rapprocher de l'avant-propos des *Jalons de route* où LA TOUR DU PIN cite le Prince comme

Puis il rappelle à la Haute Assemblée les principes de l'Œuvre : nous considérons l'association, non seulement comme un droit naturel, mais comme une nécessité sociale et politique, car l'État, tel que nous le comprenons n'est pas seulement une association d'intérêts groupés par la force, mais un être moral ayant vis-à-vis des citoyens des devoirs d'assistance et de protection qu'il ne peut remplir complètement sans une organisation complète qui suppose des organes libres auxquels il délègue une partie de ses pouvoirs. « Le projet gouvernemental d'une caisse nationale ne satisfait pas l'orateur. <sup>1</sup> »

### LES ANNÉES 1896-1897

Somme toute cependant l'année 1896 connut une légère accalmie dans l'activité des catholiques sociaux. Mais l'abbé Lemire ne devait pas la laisser finir sans une retentissante intervention, assurément l'une des plus substantielles de sa longue carrière parlementaire.

En novembre 1896, la Chambre ouvrit un large débat sur le mode d'élection des sénateurs. Plusieurs projets s'affrontaient, les députés de gauche préconisant l'élection directe par le suffrage universel. Le 16 novembre, en pleine séance, le président de la Chambre était saisi d'une proposition de loi <sup>2</sup> de l'abbé Lemire qui ramenait cette question

l'une des sources de sa pensée. Les allusions directes à l'influence du comte de Chambord sont rares.

1. La commission du Sénat dit-il s'est découragée devant certaines objections et est rentrée dans la vieille ornière administrative. La Caisse nationale d'Assurances prévue au projet devait centraliser toutes les opérations. « Non seulement la commission a substitué une machine bureaucratique aux institutions familiales que les autres pays ont adoptées, non seulement elle crée ainsi une nouvelle barrière entre les ouvriers et les patrons, mais elle en fait un instrument redoutable, et elle arrive à faire intervenir directement l'État comme assureur et assureur à prime fixe. »

2. *J. O.*, 17 novembre 1896. Proposition de loi.

ART. I. — Les Sénateurs sont élus au scrutin de liste, quand il y a lieu, par un collège réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé de délégués de chaque profession dans les conditions indiquées à l'article suivant.

ART. II. — Il sera établi une statistique des professions d'après les données du dernier recensement. Les professions y seront groupées sous les trois chefs suivants : 1° professions agricoles et connexes ; 2° professions industrielles, commerciales et de transport ; 3° professions libérales et corps administratif.

ART. III. — Les sièges sénatoriaux à pourvoir dans chaque département seront désignés dans l'ordre de série suivant : 1° représentation des professions agricoles ; 2° représentation des professions industrielles et commerciales ; 3° représentation des professions libérales.

ART. IV. — Si le département a droit à trois sièges sénatoriaux, il y sera pourvu dans l'ordre indiqué à l'article précédent. Si le département a droit à moins de trois sièges, le ou les sièges seront affectés aux professions agricoles d'abord, puis aux professions industrielles. Si le département a droit à plus de 3 sièges, il y sera pourvu dans l'ordre de la série, c'est-à-dire, 1, 2, 3, pour les 3 premiers sièges, 1, 2, 3 pour les suivants et de nouveau s'il y a lieu. Le département de la Seine ne compte qu'un siège pour les professions agricoles.

ART. V. — Dans l'intervalle des élections générales qui se font au scrutin de liste, lorsqu'il y aura lieu de pourvoir à un siège sénatorial vacant, le caractère professionnel de ce siège sera maintenu et seront seuls convoqués les électeurs de la série qui votent pour ce siège.

ART. VI. — Des électeurs sénatoriaux ou délégués seront attribués à tous les groupements professionnels régulièrement constitués, c'est-à-dire à tous les syndicats, à toutes



politique sur le terrain social et la traitait dans l'esprit traditionnel du catholicisme.

Le projet prévoit que dans un département qui compte trois sénateurs, l'un désormais sera l'élu des associations professionnelles agricoles, le second des associations professionnelles industrielles, tandis que le troisième représentera les professions libérales et les corps administratifs. A côté d'une assemblée purement politique, siégera désormais une assemblée professionnelle ou, pour se servir d'un mot que l'abbé Lemire a évité, « corporative ». Il vint s'expliquer à la tribune <sup>1</sup>, ne cherchant pas à défendre un projet qu'il savait inacceptable. « Votre discussion, dit-il, est une manifestation. C'est précisément pour cette raison qu'il convient de saisir l'occasion favorable et de poser devant le pays cette grande question de la réforme électorale du Sénat en la rattachant à une doctrine sociale. Si vous n'aboutissez pas à une réforme immédiate, au moins aurons-nous contribué à lancer devant le pays une grande idée qui fera son chemin et se réalisera plus tard... La discussion placée sur ce terrain aura certainement pour effet d'encourager à travers la France les efforts qui sont tentés en faveur de l'organisation professionnelle. Nous savons les difficultés que nous rencontrons lorsque nous parlons à quelques pauvres paysans de faire un groupement rural en dehors de l'influence administrative parfois hostile et de l'influence patronale, trop souvent inerte. Il arrive que dans les réunions de cultivateurs, se glisse l'ombre des sergents de ville et encore aujourd'hui, nous voyons la police ignorante venir les menacer d'un procès verbal parce qu'ils usent d'une loi restée inconnue. Par conséquent, si nous faisons espérer qu'au bout de l'organisation syndicale dans un avenir peut-être éloigné, mais qui d'ores et déjà est entrevu par la Chambre il y aura une réforme politique considérable, si nous faisons espérer que cette organisation aura

les professions libérales, lesquelles seront admises à profiter de la loi de 1884 et aux corps institués dans les conditions suivantes : une statistique sera établie par département, en forme de tableau dans lequel figurera, en regard de chaque rubrique professionnelle, le chiffre des inscrits de la profession et en regard de chaque groupement constitué le chiffre de ses membres : 1° Quand un groupement professionnel comprendra 1/5 des inscrits de la profession, il aura droit à un délégué et il pourra fournir au total autant de délégués qu'il contiendra de fois le 1/5<sup>e</sup> des inscrits de la profession ; 2° ces indications de statistique seront fournies à chaque groupement par le préfet qui fera connaître aux intéressés le jour et lieu de l'élection sénatoriale et le nombre de leurs délégués.

ART. VII. — Les électeurs sénatoriaux ou délégués sont choisis par le bureau du groupement professionnel quelle que soit l'origine élective ou hiérarchique de ce bureau.

ART. VIII. — Ne sont pas compris dans les corps constitués, visés par les précédents articles, les Conseils d'État, les corps de l'État, les administrations publiques. Toutefois le personnel de ces conseils, corps et administrations est représenté dans le corps électoral par ses chefs hiérarchiques, dans les mêmes conditions que les associations professionnelles libres et il est éligible aux sièges qui correspondent à la profession que ce personnel exerce au compte de l'État.

ART. IX. — Les élections se font au chef-lieu du département, le déplacement des délégués n'entraîne pas d'indemnité, chaque société devant pourvoir aux frais de sa délégation.

ART. X. — Un règlement d'administration publique déterminera les formalités à remplir pour la vérification des pouvoirs des délégués et la tenue des bureaux de vote ».

1. J. O., 17 novembre 1896.

son couronnement dans la représentation professionnelle au Sénat, ce sera pour tous les travailleurs de la tête ou des bras un encouragement à l'association. »

Comme il fallait s'y attendre, l'intervention de l'abbé Lemire n'eut aucune portée pratique, la Chambre refusant de prendre en considération ce projet.

Mais sa pensée avait trouvé un écho, car le lendemain, parlant dans ce même débat, Paul Deschanel se demandait s'il n'y avait pas un « instinct juste de l'avenir dans cette conception qui consiste à donner une part dans la représentation nationale, non seulement aux individus, mais aussi aux personnes morales, à ces corps organisés, à ces groupes sociaux intermédiaires entre l'individu et l'État qui sont la meilleure garantie de la liberté politique.

Le 16 février 1897, l'infatigable abbé demande à la Chambre d'exempter de la contribution foncière certaines propriétés bâties considérées comme habitations à bon marché et appartenant ou occupées par des familles ou des ménages de Français<sup>1</sup>. « Si j'ai déposé cet acte additionnel, remarque-t-il, c'est que la question des habitations ouvrières se recommande spécialement à l'attention du législateur, qu'elle intéresse au plus haut point la situation morale et matérielle des travailleurs, c'est-à-dire la masse de la nation, et qu'enfin elle touche de très près à cette question qu'il est convenu d'appeler la question sociale. »

Mais pour être agréable au gouvernement qui avait hâte de clore le débat, l'abbé retira cette proposition contre l'assurance que la commission du budget en ferait l'objet d'un rapport spécial.

Cependant le projet de loi sur les accidents de travail revenait à la Chambre pour une ultime discussion. Une fois encore, de Mun parla sur les principes et défendit la politique de conciliation. Il dit son très vif regret de ne pas voir la Chambre insister pour que soit maintenue cette formule de conciliation votée par elle en 1893. « Lorsque les parties ne s'entendent pas, les contestations sont jugées au chef-lieu d'arrondissement où s'est produit l'accident par un tribunal composé de 3 chefs d'entreprise et de 3 ouvriers réunis sous la présidence du président du Tribunal ou, en cas d'empêchement, du juge titulaire par lui délégué. » Rappelant à la Chambre qu'elle avait voté la loi sur l'arbitrage, A. de Mun déclara reprendre la disposition écartée, par voie d'amendement. Le rapporteur se leva : « Au nom de la Commission, dit-il, je viens non pas répondre à M. de Mun, mais adhérer au regret qu'il est venu exprimer à cette tribune et vous donner, ainsi que je le dois, ses raisons pour lesquelles la Commission a cru ne pas devoir, je devrais dire ne pas pouvoir, maintenir la juridiction arbitrale établie par le projet voté par la Chambre. » Ces raisons se ramenaient à une, mais décisive : le Sénat ne voulait pas de la disposition. Aussi la Commission s'était-elle rési-

1. Seront exemptées de la contribution foncière des propriétés bâties les maisons ou portions de maisons qui bénéficient des avantages de l'article 9 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché et qui sont possédées et occupées par une famille ou un ménage de Français. *J. O.*, 17 février 1897.

gnée à la sacrifier dans le désir de voir enfin aboutir le projet. Tout en maintenant ses réserves, de Mun, dans le même esprit, retira l'amendement. Puis il combattit la nouvelle disposition de l'assurance. L'employeur tenu par un projet précédent de s'assurer, était cette fois libre de se couvrir comme il voudrait contre le risque proprement dit, mais tenu à une prestation proportionnelle, récupérable sous forme d'impôt, qui le garantirait pour l'État du risque d'insolvabilité. De Mun rappelant qu'il était partisan des caisses corporatives, qualifia cette réassurance par l'État d'« importante concession par l'État aux principes socialistes ».

Le 11 décembre 1897, s'ouvrit à la Chambre un débat sur les conditions dans lesquelles étaient poursuivis les travaux de l'Exposition de 1900. La Chambre avait voté à l'unanimité le repos hebdomadaire pour les ouvriers de l'Exposition avec roulement. Mais le roulement fonctionnait mal, les ouvriers ne jouissaient en pratique que d'un ou deux jours de repos chaque mois. Les catholiques prétendaient qu'il existait un seul moyen de faire respecter la volonté de la Chambre : fixer le jour du repos hebdomadaire. Le ministre s'y opposait disant que les ouvriers désireux de suspendre le travail le septième jour étaient libres de le faire, mais qu'on ne pouvait arrêter les travaux tous les sept jours.

L'abbé Lemire déposa alors l'ordre du jour suivant : « La Chambre invite le gouvernement à fixer le jour du repos hebdomadaire dans les travaux de l'Exposition conformément à la loi et à assurer l'observation stricte du décret contre le marchandage, et passe à l'ordre du jour. » La Chambre écarta ce texte <sup>1</sup>.

Pour Lemire l'essentiel restait l'aide à la famille. Dans les années suivantes, il déploya à cet égard une grande activité. Au cours de la discussion budgétaire de 1898, au chapitre VIII du budget des P. T. T. « Indemnité et secours », il demanda l'inclusion d'un article nouveau ouvrant un crédit de 150.000 francs pour accorder aux agents et sous-agents des Postes un secours de 50 francs par enfant au-dessous de 16 ans <sup>2</sup>.

Il défendit avec chaleur le principe du projet, rappelant le bon accueil que le Président du Conseil, Méline, avait réservé à une délégation de l'Alliance nationale venue lui en parler <sup>3</sup>. Il souligna l'introduction de secours pour charges de famille dans les administrations des Ponts et Chaussées, des douanes, des chemins de fer et des contributions indirectes, l'usage étant de les réserver aux fonctionnaires des grandes villes. Pour l'abbé, l'allocation doit être étendue aux fonctionnaires de toutes les communes. Il n'exige pas les 150.000 francs : « Je suis prêt à accepter la plus faible augmentation... je consentirais même à une simple allocation individuelle de 10 ou 5 francs ; le modeste secours serait reçu avec reconnaissance par les employés ; ils y verraient la preuve que l'on

<sup>1</sup> J. O., 12 décembre 1897. L'abbé Lemire reprit son ordre du jour sous forme de proposition qui fut renvoyée à la Commission du Travail.

<sup>2</sup> J. O., 18 janvier 1898.

<sup>3</sup> J. O., 18 janvier 1898.



entre dans la voie de la justice distributive. Ils seraient en droit d'espérer que la Chambre, prenant une première fois en considération les charges de famille ne s'arrêterait pas à ce premier vote et que l'année prochaine, elle donnerait une preuve plus évidente de sa sollicitude pour les familles nombreuses des fonctionnaires. Mon amendement est donc absolument justifié et je le recommande à la bienveillance de la Chambre. » Il se défendit de vouloir faire calculer les salaires d'après les charges de famille. Il veut simplement rappeler cette idée que le secours au père de famille est un droit et non une charité qu'il sollicite.

L'augmentation de 150.000 fr. du crédit des secours ne fut repoussée que par 264 voix contre 230. Ne se tenant pas pour battu et craignant que le chiffre n'ait paru trop élevé à la Chambre, il reprit aussitôt sa proposition pour 100.000 francs mais, cet amendement, mis aux voix, ne fut pas non plus adopté.

Le 11 février, il revient à la charge en faveur des douaniers <sup>1</sup> en déposant un amendement au chapitre 82 du budget des douanes pour augmenter le crédit de 200.000 francs en vue de donner une allocation annuelle de 50 francs pour chaque enfant ou parent assisté, au-dessus de trois, aux agents dont le traitement fixe n'est pas supérieur à 200 francs. Il peint de nouveau le triste sort du douanier dont le salaire quotidien de 2 fr. 75 lui interdit toute autre dépense que le strict minimum, l'empêchant d'avoir plus de trois enfants puisque les cinq personnes n'ont que 0 fr. 50 par jour à dépenser. Le ministre répondit qu'un secours avait été donné à la fin de 1897 et que la Chambre n'avait pas besoin de voter un crédit. L'abbé abaissa son nouvel amendement à la somme symbolique de 1.000 francs. Le ministre donna sa parole de montrer la sollicitude du gouvernement pour les douaniers chargés de famille, et devant cette assurance l'abbé retira son amendement.

La législature se terminait. Les catholiques pouvaient enregistrer avec satisfaction le vote de la loi sur les accidents du travail à l'élaboration de laquelle ils avaient pris une large part, ainsi qu'à celle de 1896 sur le mariage. Quant aux interventions constantes de l'abbé Lemire, si elles avaient eu peu de résultats pratiques, elles tendaient à développer chez les députés une relative intelligence des problèmes familiaux, et les minorités imposantes, ralliées à plusieurs reprises, étaient encourageantes.

### LES ANNÉES 1898-1899

Aussitôt réunie la nouvelle Chambre reçut deux propositions de loi du député du Nord Julien Dansette <sup>2</sup>. La première visait les conditions de travail dans les adjudications publiques, obligeant les cahiers des

1. J. O., 17 février 1898. On se rappelle son intervention de même nature en 1895.

2. Julien Dansette (1857-1917) appartenait à une famille d'industriels — des filateurs de coton — de Valenciennes. Conseiller général d'Armentières en 1889, il entra à la Chambre au cours d'une élection partielle en 1895, en tant que républicain rallié. Il fut constamment réélu au conseil général et à la députation jusqu'à sa mort mais avec des majorités de plus en plus faibles par suite des progrès du socialisme. Ceux-ci l'obli-

charges à suivre les taux normaux des salaires locaux et protégeant les ouvriers français. Cette question revient souvent à l'époque dans les débats des congrès ouvriers ; elle fait l'objet d'une série d'articles d'Emmanuel Rivière dans la *Corporation*. Julien Dansette l'avait formulée dans la précédente législature, il se hâta de la reprendre. Prise en considération cette fois, elle fut renvoyée à la Commission du travail dont le rapporteur rédigea un texte nouveau inspiré de la proposition <sup>1</sup>.

Huit jours plus tard, Julien Dansette déposait une seconde proposition portant extension de la capacité civile des syndicats professionnels<sup>2</sup>. Il était là dans la pure tradition du catholicisme social. Sa proposition dormit dans les cartons. L'année suivante, pour le rappeler à l'attention, il la présentait sous forme de vœu au Conseil Général du Nord où elle fut votée <sup>3</sup>.

Signalons encore le dépôt d'une proposition de loi sur la liberté d'association signé des abbés Lemire et Gayraud, Paul Lerolle et H. Cochin dont l'article 1 dit « l'association est libre en France »<sup>4</sup>. Mesure sans effet immédiat mais qui s'insère dans la campagne entreprise par les catholiques sociaux et qui aboutira au vote de la loi de 1901.

geaient à un contact étroit avec sa circonscription et contribuèrent sans doute à diminuer le rôle qu'il joua à la Chambre. Il fut l'un des fondateurs de l'Action Libérale Populaire.

1. *Le Peuple*, 8 avril 1899. *J. O. doc. parlementaire*, n° 27, p. 316. Texte de la proposition.

ART. I. — « L'État, les départements, les communes et les établissements publics auront le droit d'inscrire dans leurs cahiers des charges de leurs marchés de travaux et fournitures par adjudications publiques ou de gré à gré, des dispositions obligeant l'entrepreneur à payer à ses ouvriers un minimum de salaire égal au salaire normal des ouvriers de la même région fixant un maximum de durée de la journée de travail égal à la durée normale du travail dans la localité ou la région et déterminant la portion maximum des ouvriers étrangers qui pourront être employés. »

ART. II. — « Des règlements d'administration publique détermineront les mesures nécessaires pour l'application de la présente loi. Ils fixeront notamment les règles à suivre pour constater le salaire normal, la durée normale du travail de chaque catégorie d'ouvriers dans la localité ou la région, en consultant au besoin des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers. »

ART. III. — « Tout entrepreneur contrevenant aux dispositions de la présente loi pourra encourir soit la retenue de tout ou partie du cautionnement, soit la résiliation du contrat, soit l'élimination générale absolue, le tout sans préjudice des réparations qui pourraient être dues aux ouvriers lésés. »

ART. IV. — « Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées. »

Quand Millerand devint ministre du commerce du cabinet Waldeck-Rousseau, il prescrivit d'imposer aux clauses des cahiers des charges aux adjudications de l'État des conditions humaines.

2. Texte de la proposition déposée le 20 juin 1898. *J. O., doc. parlementaire* n° 82, p. 1172.

« Modifier ainsi qu'il suit la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

ART. 6. — « Les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations. Ils pourront librement acquérir des immeubles à titre onéreux ou gratuit et les administrer au mieux des intérêts communs au même titre et dans les mêmes conditions que les simples particuliers (le reste comme au texte) supprimer l'article 8. »

3. *Le Peuple*, 15 avril 1899.

4. Proposition déposée le 25 novembre 1898.

## VOTE DES ALLOCATIONS FAMILIALES

En 1899<sup>1</sup>, l'abbé Lemire reprit l'amendement de l'année précédente élevant de 150.000 fr. le crédit des secours aux postiers pour attribuer aux agents et sous-agents une allocation de 50 francs par enfant de moins de seize ans. Le sous-secrétaire d'État objecta qu'il n'était pas en mesure d'évaluer la dépense. De nouveau l'abbé réduisit le crédit à la somme symbolique de 1.000 francs, « à titre d'indication pour inviter le gouvernement à faire cette étude et pour nous apporter l'année prochaine les conclusions ». Et cette fois, la Chambre vota le crédit. Un an plus tard<sup>2</sup>, le 7 février 1900, il demandait le résultat de l'enquête : 2.549 agents ou sous-agents avaient plus de trois enfants de moins de 16 ans. Pour attribuer à ceux qui gagnaient moins de 2.000 francs une allocation de 50 francs par enfant de moins de 16 ans, à partir du quatrième, il faudrait un crédit de 205.400 francs. L'abbé reprit aussitôt ces conclusions sous forme d'amendement. Malgré l'opposition du gouvernement, la Chambre vota par 311 voix contre 248. Mais le Sénat supprima le crédit. Tenace, l'abbé le fit rétablir par la Chambre<sup>3</sup>.

## POUR UNE CONVENTION INTERNATIONALE DU REPOS DE NUIT

En 1899, la Chambre discutait le budget du commerce, quand Eugène Motte, patron catholique, député de Roubaix, intervint : « Je me bornerai à demander à M. le Ministre du Commerce, s'il ne peut pas à l'occasion des prochains congrès qui vont se tenir pendant l'Exposition, prendre position pour la suppression du travail de nuit dans les industries textiles. Le travail de nuit, nous le subissons tous, tout en le détestant et nous ne le pratiquons que contraints et forcés... Nous le subissons parce qu'il se pratique en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Italie, et que si nous étions seuls à le supprimer, nous ferions un peu comme à Fontenoy : nous opérerions sur nous-mêmes une opération de vivisection dont les ouvriers n'auraient pas du tout à se féliciter, pas plus que nous-mêmes. Cette question ne peut se résoudre que par étapes et par voie internationale. » Il demandait en conséquence au ministre de déléguer aux congrès, « non des personnes qui voudraient s'exercer à des petits jeux de société » en formulant des vœux inutiles, mais des gens investis de mandats fermes. Ainsi se résoudrait en 1900 cette question qui lui tient tant à cœur<sup>4</sup>.

Cette intervention, longuement applaudie à gauche, valut à l'auteur

1. *J. O.*, 17 mars 1899.

2. *J. O.*, 10 février 1900.

3. *J. O.*, 12 avril 1900.

4. *J. O.*, 9 février 1899.



l'exclamation venue du même côté : « Si cela continue, vous deviendrez socialiste ! » Le ministre promit que cette demande serait retenue par le Gouvernement <sup>1</sup>.

### POUR UN MINISTÈRE DU TRAVAIL

A l'automne 1899, l'abbé Lemire fit l'une de ses plus célèbres interventions pour réclamer un ministère du Travail. Le 23 novembre, la Chambre discutait le budget quand il déposa le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le gouvernement à proposer un projet de loi organisant un ministère du Travail. » Il commença par rappeler que les questions du travail relèvent du ministère du Commerce où les hommes et les choses du commerce tiennent une place prépondérante. Mais Alexandre Millerand vient d'entrer dans le cabinet Waldeck-Rousseau. « L'entrée de M. Millerand au ministère du Commerce a fait sensation dans le monde ouvrier et ses actes lui ont gagné des sympathies que pour mon compte je trouve très légitimes. » Il rappelle quelques mesures du nouveau ministre : dans les clauses des cahiers des charges des adjudications de l'État, il a prescrit d'imposer des conditions humaines ; par décret il a établi l'électorat pour le Conseil supérieur du Travail <sup>2</sup>, suivant en cela l'exemple de l'Autriche et celui du Danemark. L'abbé Lemire demande au gouvernement de faire un pas de plus en créant le ministère du Travail. « Pourquoi du reste chez nous l'industrie et le commerce ont-ils avec eux le travail ? En vertu de quelles règles, de quels principes la direction du travail est-elle rattachée au ministère du commerce plutôt qu'au ministère de l'agriculture ? Travail agricole, travail industriel, travail commercial, autant d'espèces et il y en a d'autres. Quel est au juste le travail le plus nécessaire dans une société ? Le travail agricole n'est-il pas plus fondamental que le travail industriel, le travail qui produit plus nécessaire que le travail qui transforme ? » Donc il n'y a pas de logique absolue dans le rattachement du Travail au Commerce. Il montre la contradiction des deux conceptions : « Je répète qu'actuellement il est visible, il est manifeste que la doctrine que les Chambres de Commerce — qui ont le langage assez retentissant pour être entendues — viennent apporter dans les bureaux du ministère, c'est la doctrine du libre échange. Mais, Messieurs, à ce même ministère, on apporte d'autres doléances, on fait appel à d'autres principes, il y a des oreilles pour entendre, il est bien obligé de les ouvrir aux légitimes revendications du monde ouvrier. Or le monde ouvrier demande une sage et juste protection. Il veut que nulle part l'existence humaine ne

1. Eugène Motte renouvela sa demande auprès de Millerand quand celui-ci fut ministre du commerce. (Voir page 488, note 1.)

2. C'était l'ancien Office du travail, organe d'études, de statistiques et d'inspection des établissements industriels accru d'une division de l'assurance et de la prévoyance sociales. La nouvelle direction était chargée des relations avec les associations ouvrières. Un homme très préparé à la tâche, Arthur Fontaine, en prit la direction.

soit sacrifiée à la loi de l'offre et de la demande ! » Il termine en souhaitant que le nouveau ministère compte dans ses attributions, outre les questions du travail proprement dit, l'hygiène et les œuvres d'assurance, d'assistance et de prévoyance <sup>1</sup>.

### L'ANNÉE 1900

Cette discussion budgétaire fournit à l'abbé Lemire l'occasion d'une nouvelle intervention le 16 janvier 1900. Rappelant — ou apprenant — à ses collègues que dans le département du Nord, 14 km de voie ferrée étaient exploités par une société belge, il dénonça les dures conditions de travail des ouvriers et employés occupés soit dans les gares, soit à l'entretien des tronçons de lignes. Ils travaillent dit-il, de 5 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir suivant l'heure de passage à niveau du dernier train, aussi longtemps qu'il fait jour ils travaillent comme piocheurs. « Ce sont des Français et ils gagnent 2 francs par jour. » Dans l'espoir de faire cesser cette anomalie, l'abbé Lemire avait écrit au ministre des chemins de fer belges, qui lui répondit : « Je n'ai aucune autorité pour intervenir en faveur d'ouvriers français travaillant en territoire français. Les ouvriers prévenus de cette réponse, s'adressèrent à la Compagnie qui ne leur répondit pas. « Depuis lors ils restent silencieux, craignant d'être un jour ou l'autre congédiés s'ils s'agitent trop. »

Le commissaire du gouvernement prit l'engagement si les faits dénoncés par l'abbé Lemire se révélaient exacts de faire appliquer les règlements sur ce réseau comme ailleurs <sup>2</sup>.

En mars 1900, le principe, si longtemps discuté, de l'intervention du législateur, dans les conditions du travail des adultes était enfin admis. Les hommes employés dans les « mêmes locaux » que des femmes, filles mineures ou enfants ne devaient pas travailler plus de 11 heures par jour — et pas plus de 10, quatre ans après la promulgation de la loi. Enfin la thèse des catholiques sociaux était admise après qu'au Sénat. Le Cour Grandmaison eut fait un dernier effort en sa faveur <sup>3</sup>.

1. *J. O.*, 23 novembre 1899. Alexandre Millerand répondit que c'était là une question que le gouvernement n'avait pas examinée, mais dont il était, quant à lui, foncièrement partisan. Il profita de l'occasion pour faire connaître à la Chambre qu'à la demande d'Eugène Motte et après entretien avec lui, il venait de demander au ministre des Affaires étrangères de réunir un Congrès international à Paris en 1900 dont le but serait la suppression du travail de nuit.

2. *J. O.*, 17 janvier 1900.

3. *J. O.*, 27 mars 1899 (*Sénat*). Plusieurs sénateurs adressèrent des critiques d'application au texte. Le Cour Grandmaison répondit : « Je sais que quand on arrive aux questions d'application, il arrive un moment où l'État devient dans l'impossibilité d'intervenir. Mais je soutiens, et c'est ma conviction profonde, que l'État, quel qu'il soit, a qualité pour sanctionner certains principes généraux, pour s'opposer à des abus qui peuvent compromettre les forces vives d'un pays et qu'il ne saurait sans forfaiture pousser le respect des conventions particulières jusqu'à autoriser l'homicide contractuel et la liberté du suicide. »

L'État a donc le droit incontestable de réglementer, mais il ne peut entrer dans tous les détails, ceux-ci ne peuvent être que l'œuvre d'associations libres ou de corporations plus ou moins légalement constituées. Elles approprieront ces règlements aux exi-

## LES RETRAITES OUVRIÈRES

Alors commença à se poser la question des retraites ouvrières, où encore une fois s'opposaient l'initiative privée et l'organisation de l'État.

Le 10 avril 1900, l'abbé Lemire déposait une proposition « tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse ». S'inspirant des efforts allemands, il proclamait l'insuffisance aussi bien de la mutualité que de la charité privée. Nous sommes à un tournant : Le mutualisme dont s'est engoué le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle finissant est publiquement reconnu insuffisant.

Mais l'*Association Catholique* reprocha à l'abbé Lemire de confier à l'État l'organisation et la supervision de la loi.

Le débat sur les retraites s'ouvrit à la Chambre en juin 1901<sup>1</sup> ; trois orateurs vinrent exposer la thèse des catholiques sociaux. Paul Lerolle<sup>2</sup>, conseiller municipal de Paris, nouvellement entré à la Chambre, traita de l'obligation et de la contribution patronale. Il remarqua que des esprits excellents, soucieux de justice et d'humanité, contestaient le principe de l'obligation. « Je ne m'en étonne pas, j'ai éprouvé les mêmes hésitations. L'obligation de l'assurance répugnait pour ainsi dire aux instincts de mon intelligence. » Mais en étudiant de plus près il reconnut qu'elle était une nécessité de fait si l'on voulait faire une réforme utile et complète. Elle ne lui paraît pas contraire aux principes sociaux. « Je suis, dit-il, de ceux qui croient que l'État doit laisser la plus large mesure possible à la liberté humaine ; je me méfie de son omnipotence, je crains

gences des professions, aux besoins des professions ; elles donneront au monde du travail la « bonne coutume de l'atelier » célébrée par Le Play et fixeront les usages comme le font déjà les Chambres de commerce et les grands syndicats. « C'est cet organisme nécessaire conclut le sénateur de la Loire-Inférieure, qu'il faut créer, c'est à cela que mes amis et moi, nous travaillons sans relâche depuis 20 ans, devancés par l'instinct providentiel du peuple qui depuis la loi de 1884 cherche de plus en plus à reconstituer la tradition perdue.

1. Proposition tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse.

ART. I. — « Sont obligés à l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, à partir de 16 ans révolus s'ils travaillent pour le compte d'autrui moyennant salaire ou traitement et si ce salaire ou traitement n'est pas supérieur à 2.400 francs par an ou s'ils font partie d'une association ouvrière de production : 1<sup>o</sup> tous les ouvriers, aides, domestiques ; 2<sup>o</sup> tous les employés quelle que soit la nature de l'emploi.

Les articles suivants étendent avec des réserves l'obligation aux ouvriers travaillant à domicile, et aux ouvriers faisant un séjour prolongé ?

Tout Français ayant moins de 2.400 francs de revenu peut s'assurer, notamment le petit patron.

Les ressources sont obtenues par des cotisations patronales et ouvrières et un versement de l'État.

La pension sera versée aux vieillards de 65 ans et aux invalides du travail. Des versements en nature sont prévus. La rente d'invalidité versée est de 100 francs plus un supplément variant avec la classe de l'assuré.

Les classes sont établies d'après le salaire. Le maximum de rente de vieillesse est inférieur à 600 francs ainsi que le maximum de rente invalidité.

Un ouvrier âgé touche la deuxième rente jusqu'à ce qu'il tombe dans la première.

2. *J. O.*, 14 juin 1901.



son intrusion dans mes affaires privées parce que cette intrusion mettrait ma vie en tutelle et confisquerait peu à peu mon indépendance. Mais ce respect de l'indépendance ne peut pas aller jusqu'à l'indifférence de l'État. Dans tous les temps, quelles qu'aient été les formes successives du gouvernement, l'État a toujours eu un devoir de protection vis-à-vis de celui qui est faible et si cette protection est forcément limitée, elle doit s'exercer chaque fois que la vie et que la moralité de l'homme sont en danger, chaque fois que la justice est trop gravement et trop ouvertement violée. » Ici ce sera le cas, mais grâce à l'assurance le vieillard restera au sein de la famille sans être à sa charge. Pour la contribution patronale elle est juste car le salaire doit assurer à l'homme non seulement les possibilités de la vie actuelle mais encore une retraite. Trop lourde pour le patron, si elle est exclusive la subvention ainsi conçue ne représente qu'un léger sacrifice. Souvent il suffira d'utiliser les institutions patronales existantes. Avec de Gailhard-Bancel, un « ancien » de l'Œuvre des Cercles, un des fondateurs du syndicalisme agricole, nouvellement élu lui aussi, on entendit l'éloge des anciennes corporations. Puis l'orateur demanda à la Chambre de ne pas se décider sans consulter le monde du travail par ses organes représentatifs : les syndicats.

Enfin l'abbé Lemire défendit sa proposition et fit en même temps une critique serrée des conceptions gouvernementales. Il s'éleva surtout contre la possibilité que le gouvernement entendait laisser à l'ouvrier la possibilité de reprendre ses versements. Sauf le cas de disparition d'un homme laissant des enfants de moins de 15 ans, le capital doit être aliéné. C'est la seule façon d'avoir assez d'argent pour mettre le projet debout <sup>1</sup>.

#### LA CONSULTATION SYNDICALE

La discussion traînait de séance en séance dans une grande confusion pendant tout le mois de juin, quand elle fut brusquement interrompue. Un député de droite, Lasies, eut l'idée d'une motion demandant que le pays fut appelé à se prononcer lui-même par une sorte de referendum. Mais le secrétaire général de la présidence de la Chambre lui objecta que sa motion était anticonstitutionnelle, et, partant irrecevable. A ce moment, la séance était suspendue pour un quart d'heure<sup>2</sup>. Se souvenant vaguement de la consultation syndicale proposée par Gailhard-Bancel, Lasies alla le chercher dans les couloirs et lui dit à brûle-pourpoint : « Viens vite, dépêche-toi de présenter comme motion ton amendement

1. *J. O.*, 18 juin 1901.

2. *J. O.*, 28 juin 1901 : « Une loi d'assistance nous trouvera tous unis, tous d'accord, mais nous nous contentons tous actuellement de faire une loi pareille, si nous nous contentons de venir en aide à ceux qui sont présentement dans le besoin sans nous demander comment nous pourrions en diminuer le nombre pour l'avenir, je vais vous indiquer ce qui fatalement arrivera. Plus nous assisterons, plus nous devons assister, plus nous donnerons, plus nous devons donner parce que la cause de la misère subsistera, parce que la désorganisation sociale qui la produit restera toujours la même. »

sur la consultation des syndicats. La Chambre ne sait plus où elle est, il sera voté. » Gailhard-Bancel commence par refuser net. Il n'a pas son texte, il y tient beaucoup et ne veut pas risquer de le compromettre par cette présentation précipitée. « Tu ne compromettas rien, reprit Lasies, j'ai déposé moi-même une motion. Pierre n'en veut pas, il la prétend anticonstitutionnelle, il ne fera passûrement à la tienne le même reproche. Dépêche-toi, rédige vite ton amendement sous forme de motion, l'heure presse. Gailhard-Bancel finit par céder, rédige le texte au mieux de ses souvenirs et poussé par Lasies l'apporte à Pierre : « Celle-ci est tout à fait constitutionnelle et parlementaire, je la passe au président. Paul Deschanel est déjà au bureau ; il lit la motion <sup>1</sup>, Lasies déclare s'y rallier, Gailhard-Bancel a la parole pour la soutenir. Très ému, il commente brièvement son texte, écouté tout de suite avec une attention et une sympathie inhabituelles. Après lui le ministre du Commerce vient s'opposer à la consultation affirmant qu'il a fait toutes les consultations nécessaires — mais pas celles des syndicats. Dès que Millerand eut terminé, Paul Deschanel mit la motion aux voix. Elle fut adoptée avec 80 voix de majorité <sup>2</sup>. De vifs applaudissements saluèrent ce vote. Le lendemain Jaurès attaquait la motion disant que sa seule raison d'être était d'ajourner le débat. En réalité, Gailhard-Bancel voyait derrière cette manœuvre parlementaire l'affirmation d'un droit ; celui des syndicats — à collaborer, passagèrement au moins, à l'édification de la législation ouvrière. Pour les syndicats, c'était un accroissement de force, une porte ouverte sur l'avenir.

Le gouvernement fit la consultation avec soin. Elle fut l'occasion pour beaucoup de syndicats de révéler leur existence. 1950 répondirent dont 1724 en condamnant le projet du gouvernement. 1718 repoussèrent le principe de l'obligation. 136 seulement se déclarèrent partisans d'une caisse d'État et 349 des caisses régionales autonomes.

#### LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS LES MINES

Le dernier grand débat social de la législature fut consacré à la réduction à huit heures de la journée de travail dans les mines. Albert de Mun y fit une importante intervention :

« Je crois que la loi peut intervenir utilement pour fixer un maximum d'heures de travail acceptable pour toute l'industrie... mais quand je dis un maximum acceptable pour toute l'industrie, je ne veux pas dire que ce maximum soit de huit heures, ce maximum est une limite. Je crois que c'est une limite qui ne peut être atteinte, au moins dans les circonstances

1. Motion de Gailhard-Bancel « La Chambre invite le gouvernement à utiliser le temps qu'il va avoir à sa disposition pendant les vacances pour consulter les associations professionnelles, patronales et ouvrières, industrielles, commerciales et agricoles, sur le projet de loi, sur les retraites ouvrières et paysannes. »

2. *J. O.*, 5 juillet 1901. Le récit de ce vote et de son interprétation a été fait par Gailhard-Bancel.

H. DE GAILHARD-BANCEL, *Les syndicats agricoles aux champs et au Parlement*.

actuelles qu'exceptionnellement ; et en tout cas je ne considère pas que ce soit au pouvoir législatif à la déterminer. »

Il rappela ensuite ce qu'avait été l'étude préalable de la Commission du Travail où il siégeait, l'audition des représentants des propriétaires de mines, des directeurs et des ingénieurs des houillères, des représentants de la fédération des ouvriers mineurs « rien n'a été plus intéressant que cette audition du métier ». « A mesure que je les écoutais, grandissait, se fortifiait dans mon esprit cette pensée qui m'a toujours frappé que c'est aux hommes de métier, aux professionnels qu'il appartient de trancher par l'accord mutuel les questions d'organisation de la profession. Et cette vérité à éclaté avec la dernière évidence dès que, après les dépositions d'ordre général, nous sommes entrés dans le détail des choses. » Il confie à la Chambre<sup>1</sup> que la Fédération des mineurs a cité à l'appui de sa thèse l'exemple de la mine de Monthieux. Albert de Mun demanda alors au président de la Commission de convoquer l'ingénieur de la mine. La demande étant agréée, l'ingénieur vint expliquer les conditions très spéciales dues à la nature du sol et des gisements et au mode d'organisation de la mine.

La Commission convaincue de la difficulté de fixer à huit heures l'horaire quotidien du travail et désireuse cependant d'y arriver en admit le principe mais en échelonna l'application sur une longue période avec un nombre important de dérogations laissées à l'appréciation du ministre des Travaux publics. Ce dernier point indigna l'orateur : « Eh bien non ! Quelque confiance qu'on puisse avoir, quel que soit celui qui en occupe la charge, non, je le répète, ce n'est pas la fonction d'un ministre, ce n'est pas la fonction du gouvernement, ce n'est pas la fonction du pouvoir législatif de régler dans leurs détails les rapports des patrons et des ouvriers et les conditions du travail. C'est un corps professionnel qui doit le faire. » Il met son espoir dans les Conseils du Travail que Millerand vient d'instituer : « Je pense quant à moi que si cette institution existait et fonctionnait depuis assez longtemps pour avoir pris elle-même conscience de son rôle social et pour que patrons et ouvriers fussent habitués à s'en servir, je crois que c'est précisément cette institution des Conseils du Travail qui pourrait utilement intervenir pour trancher la difficile question de la réduction du travail dans les mines. »

Le ministre se borna à répondre qu'on ne pouvait créer ces conseils au milieu des conflits en cours.

Telles furent les principales interventions des catholiques sociaux durant ces neuf années. Au regard des législatures précédentes, elles paraissent plus modestes dans leurs ambitions, plus limitées dans leur portée, mais aussi plus heureuses car à plusieurs reprises elles atteignent le but recherché. Ce résultat, les incessants efforts de l'abbé Lemire l'obtinent et la sympathie qu'il sût inspirer au Parlement tout entier et qui devait l'amener quelques années plus tard à la vice-présidence de



l'Assemblée. Le travail continua malgré les années, malgré la fatigue, et bientôt la maladie d'Albert de Mun y contribua aussi de même que le groupement autour de ces deux grandes figures parlementaires, de députés nouveaux, convaincus, qui surent tirer parti des circonstances en faveur de leurs idées ou de leurs projets, les Julien Dansette, les de Gailhard-Bancel, Paul Lerolle sans oublier Le Cour Grandmaison au Sénat. Leur tâche se trouva facilitée par l'incontestable progrès de leurs idées dans certains milieux éclairés de l'opinion. Nous avons vu au passage les marques d'assentiment données par Millerand aux députés catholiques, nous avons remarqué l'hommage discret que l'abbé Lemire n'hésita pas à rendre du haut de la tribune aux mesures prises par le ministre du Commerce.

Venus des deux extrémités de l'horizon politique, les catholiques sociaux et les socialistes tendaient par des efforts distincts à créer une atmosphère de compréhension à l'égard des problèmes sociaux. L'insuccès du projet Millerand montra que l'opinion n'était pas encore mûre pour les réalisations de cet ordre.

Est-ce à dire que les milieux catholiques fussent satisfaits de leurs représentants ? Nullement. L'*Association Catholique* rendant compte de l'interpellation de deux socialistes Lavy et Sembat sur une grève d'ouvrières d'allumettes en soulignant la réponse compréhensive du président du Conseil Ribot, ajoutait ces lignes sévères <sup>1</sup> : « Nous devons avec tristesse constater que pas une voix de la droite ni du centre ne s'est élevée pour prendre l'initiative de ces revendications et que les conservateurs ont laissé échapper une belle occasion de prendre publiquement en main la défense des intérêts populaires. » Toute la Chambre avait applaudi, mais ces applaudissements étaient-ils également sincères ? et de conclure : « Prenons le bien quand il se présente et de quelque côté qu'il provienne ; mais supplions nos rares amis du Parlement de ne pas se laisser couper l'herbe sous le pied par les représentants du socialisme révolutionnaire. »

Le fait est que pris par d'autres devoirs, insuffisamment soutenus, trop peu nombreux les députés catholiques sociaux — et leur sénateur — manquèrent de nombreuses occasions d'intervenir.

1. *Association catholique*, 15 avril 1895.

## CHAPITRE XV

### La formation sociale du clergé

#### BUT ET TENDANCES

L'action sociale des catholiques après l'Encyclique *Rerum Novarum* se distingue de la période précédente par la participation beaucoup plus active du clergé. Ses dirigeants sont des prêtres, « les abbés démocrates » si furieusement dénoncés par les uns, si passionnément servis par les autres. A côté de la Tour du Pin, d'Albert de Mun, de Léon Harmel, chefs de file des années précédentes, voici les Lemire, les Garnier, les Naudet. Ces militants sont en grand nombre des prêtres : chaque cercle chrétien d'études sociales a son aumônier, chaque comité de l'Union nationale dépend du curé de la paroisse, ou à la rigueur d'un de ses vicaires. Les Frères de la Doctrine Chrétienne seront, jusqu'à leur expulsion, les guides les plus sûrs du syndicat des employés ; les caisses rurales n'auront pas de meilleurs apôtres que le P. Joseph d'Aurensan et le clergé pyrénéen. Les prêtres entrent à la Chambre avec les abbés Lemire et Gayraud, dans la presse avec les abbés Garnier, Sixte, Naudet, Dabry ; tel Vol ette, ils fondent et dirigent des jardins ouvriers. Nous trouvons l'abbé Garnier à l'origine du secrétariat du peuple, l'abbé Ract à celle des caisses de famille, le curé de Saint-Remy de Reims à celle des caisses de prêts gratuits. Ils attachent enfin leurs noms au groupement d'œuvres locales : Soulange Bodin et Boyraud au Rosaire, l'abbé Gibier à Orléans, etc...

Cette action sociale du prêtre est essentiellement dispersée ; convié de tous côtés à l'action, il se décide en voyant un Soulange, à l'audition d'un Garnier ou même à la lecture d'un journal, tel Volpette à Saint-Étienne. Une pareille manière de procéder offre de multiples inconvénients. Le prêtre est souvent mal ou insuffisamment informé. L'enthousiasme ne remplace pas à la longue une documentation sérieuse. Et puis, s'il connaît mal la technique de l'œuvre sociale qu'il voudrait établir, il ne connaît guère plus le public auquel elle s'adresse.

L'Encyclique *Rerum Novarum* est la conséquence — Léon XIII se plaisait à le rappeler — du cri d'alarme poussé par Ketteler dénonçant le divorce de l'Église et des masses ouvrières. Mais cette déchristianisation est loin s'être partout également avancée. Quand elle ne fait que commencer, quand l'Église berce encore le monde ouvrier de ce que Jaurès appelait « la vieille chanson », l'œuvre sociale vient naturellement prendre sa place dans le ministère du prêtre. Elle est ce qu'on est convenu d'appeler une œuvre de « préservation ». Mais dans beaucoup de paroisses

françaises, le divorce est consommé, le prêtre a vu s'éloigner l'ouvrier, il ne le connaît plus. L'œuvre sociale devient alors une œuvre de conquête, encore quelques années et on la qualifiera de « mission ». Elle devient alors infiniment plus difficile, elle rompt avec la routine de travail paroissial, elle exige une connaissance du milieu ouvrier que bien souvent le prêtre n'a plus, qu'il lui faut donc acquérir au prix d'un grand effort : connaissance technique des œuvres, connaissance psychologiques des ouvriers, expérimentation des méthodes d'action sociale et de reconquête ouvrière, voilà la tâche qui attend le prêtre de la démocratie chrétienne.

Léon XIII insiste sur ce point dans les entretiens particuliers. Il le dit aussi publiquement en décembre 1893 à Mgr Germain, évêque de Coutances : « Conseillez à vos prêtres de ne pas s'enfermer entre les murs de leur église, mais d'aller au peuple... Que le prêtre sans jamais se lasser donne ses soins à l'ouvrier, qu'il aille le voir, le fréquente et qu'il lui rende personnellement des services spirituels. En un mot, que le prêtre se souvienne que l'Évangile doit être annoncé aux pauvres. » On ne pouvait être plus précis.

L'expérience montra très vite que pour cet apostolat difficile et ingrat il fallait des prêtres jeunes et enthousiastes ; plus facile serait leur formation si elle s'insérait dans le cours de leurs études théologiques. Plus grande serait leur action si elle se nourrissait à cette passion du social qu'éveillaient chez les jeunes séminaristes la parole d'un de Mun, les réalisations du Val-des-Bois, les articles d'un Naudet. Les prêtres d'âge mûr confinés dans leurs églises, feraient peut-être l'effort de fonder une œuvre sociale, mais ils n'y adapteraient pas leur propre mentalité. Les démocrates s'en seraient bien arrangés, en portant leur effort d'éducation sur les jeunes. Malheureusement ce qui était vrai des prêtres, l'était à plus forte raison des évêques. Les démocrates durent agir en dehors de l'épiscopat, ce qui compliqua leur tâche et lui enleva son unité.

On peut distinguer trois formes principales de l'action sociale dans le clergé. La première, celle d'Harmel, continuant les conférences diocésaines adressées aux séminaristes, deviendra la réunion annuelle d'études au Val-des-Bois. Destinée aux séminaristes, elle tendra à une formation psychologique et technique. L'élément expérimental y fera défaut.

La seconde, inspirée de ces réunions du Val, se réalisera par les deux congrès ecclésiastiques organisés par l'abbé Lemire à Reims et à Bourges. Elle débordera largement les questions sociales pour constituer une vaste confrontation de toutes les formes de l'apostolat. Elle s'adressera à tous les prêtres pour une expérimentation en commun des différentes formes de l'action sociale et de l'apostolat.

Les romans de Fonsegrive seront la troisième : une démonstration par l'image. Un prêtre comme tous les autres, dans une commune rurale, puis dans un chef-lieu de canton urbain : sa vie, sa bonne volonté, ses tentatives, ses déboires et finalement son succès. Une leçon, livresque



sans doute, mais admirable de vie, de réalisme, étonnant exemple de psychologie et d'apostolat qui s'adresse à tous les prêtres.

De par ces efforts variés, mais également sincères, la démocratie chrétienne a commencé une transformation profonde du clergé français, bouleversant les frontières de convention entre les laïques et les prêtres, lançant ceux-ci à la conquête des masses laborieuses. Certes, pareille transformation ne pouvait se faire en dix ans. Quand la démocratie disparut, les résultats visibles étaient encore rares, mais les idées nouvelles gagnaient de proche en proche. C'est peut-être là l'œuvre la plus durable des démocrates chrétiens.

### LES RÉUNIONS DU VAL.

Nous avons vu Harmel venir dans les séminaires y exhorter les futurs prêtres à étudier, à comprendre l'action sociale, afin de lui réserver, le jour venu, une grande place dans leur ministère. La première initiative de ce genre remontait à 1876 quand le directeur du séminaire de Saint Sulpice avait convié le « Bon Père », qu'il avait connu à Reims, à venir parler aux séminaristes d'Issy. Initiative d'autant plus remarquable qu'à cette date, Harmel est encore presque un inconnu ; mais le directeur alliait une certaine hardiesse dans ses méthodes à un jugement très sûr, pour réaliser un pareil projet.

Le filateur du Val était retourné à Issy, puis allé à Lyon, et ailleurs encore. Sa réputation grandissait. Aussi ses conférences de séminaire, et celles de l'abbé Garnier, étaient-elles considérées vers 1890 comme la meilleure façon de travailler « le clergé ». Le comte de Maistre <sup>1</sup> les sollicitait pour l'Eure ; son appel trouvait un écho dans tous les diocèses de France. Seulement, les tendances nettement sociales de l'abbé Garnier et d'Harmel le caractère laïque de celui-ci, n'étaient pas sans effaroucher l'épiscopat. Une conférence de séminaire était le fruit d'une patiente préparation diplomatique, laquelle pouvait ne pas aboutir. Aussi, pour valable que fut cette forme d'apostolat, elle n'en était pas moins limitée dans sa durée — Harmel ne pouvait guère faire plus de deux ou trois conférences, — dans son action, — il avait beau être éloquent, le souvenir

1. Les deux extraits de lettres ci-dessous en donnent une idée. Geoffroy de Grandmaison, établi au château de Nagel, près de Conches (Eure) avait accepté les fonctions de secrétaire diocésain de l'Œuvre des Cercles à la demande instante d'Ernest Milcent, chargé de la province de Normandie. Les lettres citées lui sont adressées par son pré-décesseur le comte Charles de Maistre, avec lequel il voulait organiser la conférence.

*Lettre du comte Charles de Maistre, 17 août 1890 :* « ... Il me paraît qu'il faut tenter de gagner le clergé avant tout et que le moyen à employer serait quelques conférences dans les séminaires, soit par l'abbé Garnier, soit par M. Harmel, par tous les deux même. Cela sourit à l'abbé Garnier, et il me semble que cela pourrait être accepté et même ordonné par Monseigneur, ce sera à voir. »

*Lettre du comte Charles de Maistre, 29 juin 1891 :* « ... Mais il me semble que, puisque notre évêque est si bien disposé, il y aurait une chose très importante à faire, ce serait de travailler son clergé et de lui proposer des conférences dans son séminaire, M. Harmel ne fait-il pas cela quelquefois et l'année prochaine, avant son séjour à Paris, ne pourrait-il pas venir en donner deux ou trois ?... »

de ce qu'il avait dit risquait de se perdre en grande partie — et dans son extension puisqu'elle dépendait du bon vouloir des évêques et de leurs conseillers.

Harmel envisagea une formation toute différente que le prêtre acquerrait au contact des ouvriers dans les Cercles catholiques et dans les Cercles chrétiens d'études sociales. Quel meilleur moyen pour lui de connaître l'ouvrier que le contact direct avec eux ? L'obstacle était dans son insuffisante préparation théorique ; si le prêtre peut acquérir assez vite l'indispensable connaissance de l'ouvrier, comment pourra-t-il faire fonctionner une œuvre avec les laconiques précisions d'un conférencier une fois entendu, avec celles d'un article de journal, voire même d'un Congrès ? Comment pourra-t-il confronter les résultats qu'il obtiendra avec ceux de ses confrères ? Et ce sont des œuvres où l'on demande à l'ouvrier d'engager ses économies. Beaucoup de prêtres, comme le curé des Milles <sup>1</sup>, ont fait de leur mieux empiriquement, mais les résultats très différents qu'ils ont obtenus, leurs incertitudes, les pertes de temps, autant de facteurs qui pouvaient faire paraître cette formation autodidacte, quelque peu insuffisante aux yeux d'Harmel.

Or, une autre se dessinait. Certains directeurs de séminaires après avoir entendu le « Bon Père », engageaient ceux de leurs élèves que préoccupaient les questions sociales, à aller au Val durant les vacances. Ces brèves visites changèrent de caractère à partir de 1887, parce que cette année-là, les séminaristes se rencontrèrent avec le supérieur du séminaire de Langres, l'abbé Perriot, qui préparait sur place le *Catéchisme du patron*. Des conversations passionnantes s'engagèrent sur les œuvres d'Harmel, sur le rôle du patron, sur le concours que le clergé pouvait apporter à l'organisation du travail et à la formation ouvrière. De sorte qu'en se quittant, les séminaristes se donnèrent rendez-vous pour revenir tous ensemble l'année suivante reprendre avec le chanoine Perriot leurs entretiens. Ainsi naquit cette « session d'études » du Val réunissant quatorze années durant, une centaine de séminaristes chaque été. Au chanoine Perriot, revenu chaque année, se joignent d'autres prêtres, le R. P. Ferdinand, provincial des Récollets, puis des Frères Mineurs, le R. P. Dehon, supérieur des prêtres au Sacré-Cœur, le chanoine Pottier, démocrate belge, le jésuite Lehmkuhl, l'abbé Gayraud, le futur cardinal Dubillard, alors supérieur au séminaire de Besançon, l'abbé Raux d'Arras et, en 1900, l'évêque de Cahors, Mgr Évard.

1. *Lettre* de l'abbé H. REYNAUD, curé des Milles (Bouches-du-Rhône) au trésorier de l'U. D. P. — Les Milles, 27 mai 1895 ; « M. le Trésorier, le journal *La Corporation* me met au courant des préparatifs du Congrès ouvrier chrétien de Paris. Désireux de suivre vos travaux de plus près et même d'aller en juillet m'instruire et m'édifier en suivant les réunions du Congrès, je viens vous prier de vouloir bien m'expédier le règlement et le questionnaire que vous faites parvenir aux adhérents.

Curé d'une paroisse qui possède un groupement assez nombreux d'ouvriers, je travaille depuis quelques années à leur donner les vrais principes qui les rendront aptes à défendre efficacement leurs intérêts professionnels. Votre congrès, je le comprends, me sera d'une grande utilité pour obtenir ce but. Ils seront informés de mon voyage et à mon retour je leur rendrai compte de vos travaux. Veuillez... »

Ces réunions, le P. Dehon les résumait en ces mots : « Une retraite avec des causeries sur les œuvres. »

Les séances d'études ou les conférences dirigées par les prêtres et religieux se poursuivaient en conversations amicales dans le parc, et en observations directes sur les œuvres.

Avec un intérêt passionné et une confiance docile, les séminaristes écoutaient les professeurs célèbres venus leur parler.

Que faisait Harmel ? Il donnait des leçons de choses, expliquait la technique des œuvres, racontait les insuccès des tentatives faites sans le concours actif de l'ouvrier, débattait les avantages respectifs des méthodes de préservation et de conquête, exposait la façon de concilier l'initiative des exécutants avec l'autorité du chef, détaillait les rouages d'une mutualité, d'une coopérative ou d'une caisse d'assurances, indiquait les attributions du syndicat et du conseil d'usine. Il expliquait aussi son expérience du secrétariat du peuple à Reims et particulièrement la formation des délégués de quartier. Le « Bon Père » avait parfois de ces mots un peu vifs, que ses adversaires lui reprochaient durement comme celui-ci, dans l'exaltation d'avoir converti le serrurier Robert : « Entre un scélérat et un saint, il n'y a que l'épaisseur d'une pelure d'oignon <sup>1</sup>. »

Mais dans l'ensemble, il paraît avoir été conscient de la responsabilité de ces entretiens, et prudent dans l'expression de ses idées économiques et sociales. « Sacrifier la liberté des travailleurs à des exigences de meneurs de grèves, dit-il un jour, ce serait le comble de l'esclavagisme. » Quelqu'un ayant soulevé la question de la participation aux bénéfices, non plus sous la forme de patrimoine corporatif, mais sous une forme individuelle, le « Bon Père » observait que la variabilité même de cette participation serait une atteinte au secret des affaires et risquerait de déconcerter l'ouvrier en lui faisant paraître l'affaire comme mal gérée.

A ceux qui voulaient rester dans un syndicat socialiste « pour l'assainir », il rappelait que c'est l'œuvre des natures d'élites, des héros même et qu'ils sont rares.

Le fait essentiel de ces réunions est l'enthousiasme profond qu'elles éveillaient et dont le témoignage demeure après tant d'années chez ceux qui y prirent part sous la forme d'un pieux et reconnaissant souvenir <sup>2</sup>.

Des « semainiers » laïques y vinrent aussi ; Marc Sangnier, Jean

1. G. GUITTON, *op. cit.*

2. Lettre de l'abbé ROUETTE, curé de Pierrefitte-sur-Sauldre (Loir-et-Cher) au chanoine Rabier. — 16 janvier 1943 ; « J'ai été délégué avec M. l'abbé Gauthier, curé de Soings, par M. le Supérieur du Grand Séminaire alors M. Millet, en plein ralliement pour représenter Blois à ce congrès de séminaristes qui se tenait à Warmeriville, au Val-des-Bois, chez le « Bon Père » Harmel. Nous étions logés chez l'habitant, mais prenions nos repas en commun. Je me souviens des intéressantes études de sociologie que nous faisions, mais je n'ai plus les feuilles tapées à la machine que nous avions en mains. C'était la naissance de l'application des questions sociales à la lumière de l'Encyclique. Je me souviens que les discussions étaient des plus intéressantes et de l'érudition d'un abbé Lelcu, du Nord, devenu depuis, je crois, un prélat. Nous assistions aux premiers conseils composés pour la filature du « Bon Père » Harmel, partie de patrons, partie d'ouvriers. Les patrons commençaient là à intéresser les ouvriers à la bonne marche des affaires de l'usine ; de ce concours mutuel, patrons et ouvriers, devaient résulter les



Lerolle, Fonsegrive, des ouvriers démocrates du Nord et des Ardennes <sup>1</sup>. La rencontre de ces éléments divers complétait l'enseignement des futurs prêtres.

Notons que si l'effectif ne dépassa pas la centaine, c'est qu'il était impossible d'en accueillir davantage. En 1895, les visiteurs étant trop nombreux l'assemblée dût se transférer à Saint-Quentin. Elle y prit figure d'un petit congrès ecclésiastique, mais beaucoup regrettèrent l'intimité du Val.

Les réunions du Val-des-Bois ont orienté vers les questions sociales les séminaristes qui y assistèrent. Mais cette influence restait d'ordre général. En dépit des applications pratiques que pouvait en tirer Harmel ou Lemire, la réunion demeurait religieuse et enseignante. Elle inspirait le désir des réalisations sociales, elle en montrait l'exemple particulièrement heureux, mais s'adressant à une ardente jeunesse, elle visait avant tout à la formation des esprits dans le sens de l'Encyclique. « Les réunions avaient pour objet la discussion des problèmes religieux sous un angle social, dit Mgr Chaptal, on s'efforçait d'interpréter l'Évangile dans ce sens <sup>2</sup>. »

Ces réunions ne tardèrent pas à éveiller des défiances, d'abord par leur caractère inaccoutumé — ce laïque réunissant de jeunes prêtres, n'était-ce pas insolite, dangereux ? — La réaction apparut presque aussitôt dans les séminaires. A Paris où les réunions excitaient un grand intérêt, le directeur du grand séminaire se montrait circonspect. Une année il n'envoya qu'un seul de ses élèves, l'abbé Chaptal, entré tard dans les ordres, parce que, lui dit-il : « Votre esprit déjà mûr sera susceptible de résister aux entraînements d'une excitation exagérée. » Cette inquiétude n'était pas la seule, les noms de Lemire, Gayraud, Pottier, suffisaient à caractériser ces assemblées : elles relevaient de la Démocratie chrétienne. A Blois c'était le groupe démocratique chrétien qui prenait l'initiative d'envoyer chaque année deux séminaristes au Val, avec l'approbation du grand séminaire <sup>3</sup>. Par là, ces assemblées étaient sus-

prodiges que vous devinez. Je me souviens de l'éloquence qui nous était prodiguée toute la journée, même à table dans les toasts par Marc Sangnier encore en polytechnicien, et par l'abbé Lemire. Ce congrès dont nous revînmes émerveillés, Gauthier et moi, dura une semaine.

Lettre de l'abbé GAUTHIER, curé de Soings (Loir-et-Cher). — « Ma visite au Val-des-Bois m'a fait une profonde impression. Les questions sociales traitées m'ouvraient alors un horizon tout nouveau. S'appuyant sur la théologie, les leçons animaient notre futur zèle sacerdotal : c'était pour nous un véritable apostolat qu'elle nous suggérait. J'ai conservé les notes que j'y ai prises sans en manquer une seule. La conférence de Marc Sangnier en costume de polytechnicien et celle de l'abbé Lemire et enfin la visite de l'usine au milieu des ouvriers, sont restées gravées dans ma mémoire et excitèrent notre enthousiasme en vue de notre future conquête des âmes. Aujourd'hui, l'enthousiasme est forcément tombé, mais il reste le bien que m'a fait alors la visite de quelques jours chez le « Bon Père » et ce bien a fortifié une vocation sacerdotale en vue du salut des masses », 19 janvier 1943.

1. Chanoine RABIER. *Lettre* du 10 janvier 1943.

2. Mgr CHAPTAL. Témoinage oral.

3. Chanoine RABIER. *Lettre* du 10 janvier 1943.

pectes aux adversaires de la Démocratie chrétienne, à une partie du clergé et aux catholiques conservateurs.

Enfin, troisième grief — et le plus grave peut-être — l'assistance était républicaine. Au Val il n'y a pas de traces d'une affirmation explicite en ce sens, mais il est vraisemblable que les séminaristes ne dissociaient pas dans leur esprit, l'Encyclique sur le devoir social de celle sur le Ralliement. Par contre, l'année où ces assises se tinrent à Saint-Quentin, le chanoine Perriot fit un cours sur les devoirs « civiques » du chrétien et prit position avec la plus grande netteté. Beaucoup ne lui pardonnèrent pas <sup>1</sup>.

L'opposition à la Démocratie alla grandissante <sup>2</sup>. Aussi de son plein gré et par amour de la paix, Harmel renonça-t-il à ces semaines au Val, à la fin de 1901. La prochaine création des Semaines Sociales en fut, dans une certaine mesure et sous une autre forme, la continuation.

### LES CONGRÈS ECCLÉSIASTIQUES.

Si les réunions du Val ne traitèrent que partiellement des questions sociales, les deux congrès ecclésiastiques s'y intéressent dans une proportion encore moindre. Ils méritent cependant une mention ici, parce qu'ils permirent à des prêtres — et non plus à des séminaristes — de confronter leurs méthodes respectives d'action sociale avec le désir sincère de les perfectionner à la leçon des résultats.

L'idée de cette manifestation vint à l'abbé Lemire quand il entendit le cardinal Langénieux appeler la France chrétienne à Reims pour y célébrer le XIV<sup>e</sup> centenaire du baptême de Clovis. Il lui parut que le clergé devait participer à ce pèlerinage national. Aussitôt il émit l'idée de « réunions » où l'on mettrait en commun ce que l'on savait de bon et de pratique sur les diverses parties du ministère sacerdotal <sup>3</sup>. Très vite il en vint à l'idée d'un véritable congrès. Une commission d'initiative se mit aussitôt au travail sous sa direction.

Les préparatifs semblaient en bonne voie, les encouragements venaient de tous côtés, quand la *Semaine Religieuse* de Cambrai, connue pour sa méfiance à l'égard des initiatives nouvelles <sup>4</sup> publia un article où elle se demandait si le congrès ne serait pas amené à discuter et à décider de questions n'appartenant qu'aux évêques. L'abbé Naudet répondit dans un article violent qui amena l'intervention de l'évêque d'Annecy. Mgr Isoard formula trois griefs contre le congrès ; il inaugurerait l'application du système corporatif au clergé, il ne comptait pas d'évêques, il

1. G. GUITTON, *op. cit.*

2. Elle devait trouver une expression sévère et même injuste dans une brochure que l'évêque de Nancy, Mgr TURINAZ publia en 1902.

3. Congrès ecclésiastique de Reims. *Compte rendu* rédigé sous la direction de l'abbé Lemire par l'abbé Pierre DABRY, avec la collaboration de l'abbé TORTOU et de l'abbé RACT., Paris, s. d.

4. Nous l'avons vu dans le conflit d'Harmel avec les Patrons du Nord et dans ses rapports difficiles avec l'Union Démocratique du Nord.

dépasserait le cadre de l'observation et risquerait de conduire à un schisme. L'abbé Lemire répondit en résumant toujours les mêmes idées : « Notre but est fort simple. Nous croyons, par des échanges de vues sur nos efforts respectifs, nous encourager mutuellement à bien faire pour exercer une action décisive et durable dans notre société démocratique. »

Le programme du congrès comprenait trois parties : Action, Science, Organisation. Les « Œuvres sociales » venaient à la fin de la première partie. L'étude nous en paraît bien mince. L'abbé Ract présenta un rapport sur les œuvres sociales à établir dans une paroisse ; il en indiquait trois : la caisse de famille, l'économet domestique, le bureau de placement. Le congrès analysa les données du problème de l'alcoolisme, sans conclusions précises. Enfin la situation malheureuse de l'agriculture fit l'objet d'une étude, trois remèdes étant recommandés : le syndicat franchement chrétien, la caisse rurale et de nouveau la caisse de famille, dont l'initiateur, Camille Ract, était le collaborateur de l'abbé Lemire dans l'organisation du Congrès.

En dehors de cela, on entendit un vibrant discours de l'abbé Gibier, curé de Saint-Paterne à Orléans, dans lequel les raisons de cette réunion étaient bien mises en valeur. L'éclat de sa parole s'ajoutant à la réputation de ses efforts paroissiaux, valut à l'orateur le beau surnom de « premier curé de France ».

Après bien des difficultés, un nouveau congrès sacerdotal fut organisé à Bourges en septembre 1901 <sup>1</sup> sous la présidence de l'archevêque Servonnet. Une séance fut consacrée aux œuvres sociales, dont l'examen se révéla plus ample et plus sérieux qu'à Reims.

La séance sociale s'ouvrit sur un discours de principe d'un prêtre spécialisé, l'abbé Lorain. L'orateur établit une distinction entre l'économie politique et l'économie sociale. Il ramenait la seconde à de la morale sociale, domaine relevant directement du prêtre.

Le congrès étudia ensuite les moyens de combattre l'alcoolisme, peut-être sous l'influence de l'abbé Ract qui orientait de ce côté ses études, et certainement sous celle des récentes décisions de Mgr Latty <sup>2</sup>. Le congrès entendit une communication sur les deux associations catholiques de lutte contre l'alcoolisme : la Saint-Maurice et la Croix-Blanche. La première fondée par le docteur Lancry comptait à cette date environ 900 membres, ecclésiastiques pour la plupart, et se recrutait parmi les abonnés de la *Justice sociale*. Elle demandait simplement à ses adhérents de s'abstenir de toute boisson distillée.

La Croix-Blanche, fondée à Lille en 1899, évoquait la Croix-Bleue, active société antialcoolique protestante. L'abbé Garnier ayant recommandé l'usage des tableaux de carton pour diffuser l'enseignement

1. Congrès sacerdotal de Bourges. *Compte rendu* rédigé sous la direction de l'abbé Lemire par l'abbé Pierre DABRY avec la collaboration de l'abbé Torrou et de l'abbé RACT. Paris, 416 p. in-16.

2. Ordonnance du 21 décembre 1900 interdisant l'usage des spiritueux au clergé, institution le 1<sup>er</sup> mai 1901 d'un enseignement anti-alcoolique au catéchisme, dans l'enseignement libre et au prône.



antialcoolique, l'abbé Naudet rappela le gros effort des protestants, mais dit-il « leurs déclarations blessantes pour notre foi » n'ont pas permis aux catholiques de collaborer avec eux.

On examina diverses propositions pour favoriser le repos dominical : plaintes aux patrons, notamment à propos du travail des apprentis, grève des acheteurs. Un assistant demanda que les bureaux de placement imposassent cette clause chaque fois qu'ils mettraient en rapport un employeur et un salarié ; un autre proposa de ne pas envoyer de lettres les samedis soirs et dimanches. Passant aux œuvres scolaires, le Congrès nota le développement des bibliothèques populaires. La discussion des œuvres post-scolaires valut à l'abbé Rabier l'attention du congrès pour sa Salle Pasteur de Blois librement ouverte aux œuvres d'éducation populaire, avec des cours gratuits de solfège, violon, dessin, des centres d'études littéraires, religieuses et sociales à l'usage des ouvriers, un groupe artistique avec des expositions d'œuvres d'art, un syndicat d'employés de commerce et une caisse ouvrière de prêt du type Raiffeisen.

Nous n'insisterons pas sur les polémiques, parfois violentes, dont ce congrès fut l'objet, elles aboutirent à la suppression de ces réunions. Elles permirent sans doute, et au second congrès plus qu'au premier, une confrontation utile de certains procédés d'action sociale. Nous ne pouvons d'ailleurs que soupçonner un développement et peut-être un élargissement de cette confrontation en dehors des séances. Cependant, le peu de temps laissé aux questions sociales, et le très petit nombre de sujets abordés, limitèrent l'influence d'une manifestation qui aurait pu rendre, semble-t-il, de plus grands services.

#### LES « LETTRES » DE FONSEGRIVE

« Quand j'entrai dans les Ordres, vers 1890, disait Mgr Chaptal, les choses de la religion semblaient le fait d'un petit nombre de personnes, toutes ecclésiastiques. Puis soudain, deux voix s'élevèrent, l'une de l'usine, l'autre de l'Université, pour parler d'un catholicisme différent venu de la sacristie en quelque sorte. Aussitôt ce fut dans le jeune clergé un emballement énorme. Il semblait que l'on venait de faire une découverte.

Nous connaissons la voix de l'usine et les nombreuses réalisations de Léon Harmel. Toute différente, mais bien forte aussi, fut l'action de l'universitaire qu'était Georges Fonsegrive <sup>1</sup>.

Fils d'un instituteur périgourdin, petit-fils d'un médecin fixé à

1. Né à Saint-Caprise de Lalinde (Périgord) le 19 octobre 1852. Après un séjour au petit séminaire de Bergerac, puis au grand séminaire de Périgueux, après une courte expérience dans la pharmacie, il prépare sa licence ès-lettres comme instituteur-adjoint à l'école de Mussidan, et surveillant au collège de Bergerac (1870-74), puis l'agrégation comme professeur aux collèges de Blaye et de Bergerac encore (1874-1880). De 1880 à 1883 il enseigne à Montauban, à Pau, à Angoulême, à Bordeaux. Il est nommé professeur de philosophie au lycée Buffon en 1883 et y reste jusqu'à la fin de sa carrière. Cf. ARCHAMBAUD (Paul), *Georges Fonsegrive*. Paris, s. d., 148 p., in-8°. et *Cahier de la Nouvelle Journée*, n° 11 (1928) consacré à Fonsegrive.

Strasbourg, Georges Fonsegrive crut avoir la vocation religieuse mais au grand séminaire de Périgueux, il reconnut son erreur. Après une courte expérience de la pharmacie il s'orienta vers l'Université pour ne plus la quitter. A ses origines terriennes, ce Périgord auquel il resta si vivement attaché, il doit sans doute son esprit essentiellement réaliste, une tendance à concrétiser ce qu'il imagine, et le solide équilibre de son jugement. Sa double activité de professeur de lycée et de chrétien militant, en ces temps de conflit entre l'Église et l'État, valut à Fonsegrive des mécomptes des deux côtés : brimé pour ses opinions religieuses au Collège de Bergerac, il eut surtout la peine de ne pas être nommé au Collège de France. Le coup lui fut très dur. A quelqu'un qui lui disait un jour les souffrances de certains catholiques, il ne put s'empêcher de répondre : « J'ai eu ma part de sacrifice : la chaire <sup>1</sup>. » Les catholiques lui en voulurent de servir l'État et de collaborer avec les abbés démocrates <sup>2</sup>.

Fonsegrive a montré toute sa vie une grande préoccupation des questions sociales, il leur a consacré plusieurs volumes, documents précieux sur les courants et les tendances qui dans les dix dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> animèrent et nuancèrent la physionomie du catholicisme français. Son œuvre répondait à un besoin que le docteur Cornilleau a justement traduit : « Notre jeunesse se complut dans ces livres-là, parce qu'elle y trouvait comme un corollaire pratique des enseignements de la colline Vaticane ; elle triomphait en voyant ces enseignements cheminer et fructifier et rayonner dans ces presbytères ou dans ces évêchés dont elle attendait une direction : Saint-Julien ou Saint-Maximin, ou Châteaurenard. Trop souvent chagrinés et comme meurtris par ce mélange de bouderies formelles et de demi-acceptations parfois plus dangereuses que les bouderies qui ralentissaient la marche de ce qu'on appelait les idées de Léon XIII, nous trouvions une consolation dans les conquérantes épopées sacerdotales d'Yves Le Querdec, qui faisait passer ces idées dans le domaine de l'action. »

Fonsegrive, pour encourager la jeunesse catholique lui apporte le fruit de sa minutieuse observation, distillée en quelque sorte par l'étude. Il a regardé vivre de très près les populations rurales et urbaines. Il comprit leurs besoins moraux et matériels, avec un sentiment très exact et parfois surprenant de l'évolution moderne. A l'appel de l'âme populaire, il apporta la réponse du catholicisme social, c'est-à-dire les idées de Léon XIII. Le tempérament de ces personnages, leur simplicité, leur ardente bonne volonté, leur esprit pratique réagissant aux difficultés constantes qui se présentent, c'est à ses collaborateurs que Fonsegrive emprunte, mais, semble-t-il, en les idéalisant. En ce sens, Fonsegrive a pu dire que le curé de Saint-Maximin n'existait pas. Malgré les défauts dont il s'accusait si humblement, ce modèle de tant de prêtres était-il trop parfait pour exister ?

1. Propos rapporté par le R. P. Puppey Girard.

2. L'évêque de Nancy, Mgr TURINAZ, le désigna nommément dans la violente brochure qu'il publia en 1902.

LES LETTRES D'UN CURÉ DE CAMPAGNE <sup>1</sup>

C'est en janvier 1893 que commencent de paraître au *Monde* les « *Lettres d'un curé de campagne* » sous la signature d'un inconnu, Yves Le Querdec. Elles constituent, sans doute, ce qu'il y a de plus persuasif dans l'enseignement social du clergé. Ce n'est ni une formation théorique et abstraite, ni un exemple vécu avec toutes les sujétions nécessaires de temps et de lieux. Et pourtant l'ouvrage tient de l'un et de l'autre. Personnage fictif, le curé de Saint-Julien vit néanmoins de toute l'intensité que lui donne le style de Fonsegrive. C'est une leçon, ou mieux, une démonstration par l'usage. Libre à chaque prêtre de France de se retrouver en ce prêtre de bonne volonté.

Le curé de Saint-Julien, jeune prêtre, aspire à une existence tranquille, partagée entre quelques paroissiens, ses rosiers et une vie de Sainte Hélène. Son évêque le détourne de cette voie. Il accepte avec bonne volonté la cure de Saint-Julien, paroisse difficile, et s'assigne un but véritablement chrétien : la paroisse, il va s'en rendre compte, c'est tous les hommes qui habitent son territoire ; le ministère, c'est tout le bien qu'il pourra faire à tous.

Arrivé au début d'octobre, il prend contact avec ses ouailles à l'Église. Tout de suite il se sent loin, très loin de son auditoire, il ne sait comment lui parler, comment l'atteindre. Au sentiment religieux défaillant que substituer ? Voilà dès l'abord indiqué le rôle second du prêtre : « Et combien je donnerai pour avoir tout de suite quelques connaissances précises de médecine, d'hygiène, et art vétérinaire. Combien je serais heureux de me connaître en cultures, en assolements, en engrais. Que de moyens j'aurais là pour entrer en communication avec mes ouailles. On peut bien refuser de causer avec le curé qui vient rappeler le devoir pascal, mais on ne peut refuser de causer avec le curé qui apporte le médicament pour la vache malade ou le remède qui doit soulager le petit enfant qui tousse <sup>2</sup>. »

Ces tristes constatations faites, le curé commence ses visites ; respectueux des pouvoirs établis — comme Léon XIII — il va d'abord chez le maire, puis visite toutes les maisons du bourg, puis celles des petits villages environnants. Il y a huit jours qu'il fait des visites quand vient le tour du château, aussi le marquis de Saint-Julien réserve-t-il au curé, tout décontenancé, un accueil glacial. Va-t-il rester fâché avec le château ? Pas un instant il n'y songe ; il comprend le mécontentement du marquis. « Il n'est pas possible de nier que les mœurs, sinon les lois, attribuent encore à la naissance une supériorité <sup>3</sup>. » La famille de Saint-Julien a dirigé longtemps le pays. Le marquis a été lui-même maire, puis conseiller municipal. Aujourd'hui il boude le village qui ne l'élit plus, qui le

1. Yves LE QUERDEC, *Lettres d'un curé de campagne*. Paris, 1894, 319 p., in-12.

2. Yves LE QUERDEC, *op. cit.* Lettre II.

3. *Ibid.* Lettre III.



combat. Mais se dit le curé, voilà des forces perdues, car le marquis est l'homme le plus cultivé du pays. « L'autorité sociale que cette famille a perdue, ne pourrait-elle la reconquérir ? Il serait conforme à ma mission de pacification des esprits, d'arriver à réconcilier cette famille isolée dans ses souvenirs hautains, avec ces braves gens, d'esprit fier et volontaire frondeur, mais qui ont cependant conservé l'instructif et involontaire respect des grandeurs d'autrefois. Il visite aussi la vicomtesse de P..., la « dame d'œuvres », au demeurant très bonne. Le curé est touché, mais se demande « Peut-être a-t-elle seulement une confiance trop grande dans les organisations, groupements, comités, et bureaux divers avec présidents, vice-présidents, trésoriers, et secrétariats nombreux, tout ce que j'appelle le parlementarisme de la charité. »

L'accueil est réservé au bourg, un peu plus confiant à la campagne, où le curé a soin d'aller les jours de pluie ; il y voit les paysans un à un, s'enquiert de leurs enfants, visite les bêtes.

Une fois ce contact pris, il veut aller de l'avant, mais il doit progresser doucement. Petit à petit, il gagne le marquis et lui répète « que toute influence sociale se mesure à la valeur des services ». Il le pousse à voir le préfet, et, quand celui-ci conseille des expériences agricoles, le marquis offre un terrain.

Au bout de trois mois, le curé remarque que certains paroissiens lisent difficilement leurs lettres. Il s'offre à les leur lire le dimanche après vêpres. Beaucoup viennent à son rendez-vous. L'action sociale commence. Un homme lui apporte un exploit d'huissier qu'il vient de recevoir ; le curé prend la chose très à cœur, va à la ville et en rapporte la consultation d'un avocat : il faut arpenter. Le curé vit alors une nuit d'angoisse, car il veut faire cet arpentage et s'en croit incapable. Le matin venu, il reprend courage, s'essaie, se trompe, s'y remet et finit par arriver à un résultat accepté des deux parties. Le procès est évité !

Ainsi naît un petit service juridique. Un jeune avocat vient consulter une fois par semaine. Encouragé le curé s'entend avec un médecin ; lui-même étudie un manuel, donne quelques conseils aux Sœurs pour soigner les enfants. Pour ceux de la première communion il organise un cercle.

Et voici l'été. Un peintre de Paris vient en vacances à Saint-Julien. La société locale lui ferme ses portes, mais le curé l'accueille. Le peintre lui propose de former un petit théâtre. Le curé accepte. Il se laisse aller à l'optimisme. Vraiment les choses sont en bonne voie. Hélas le 14 juillet, seul avec les trois aubergistes, le buraliste et le maire, le curé sort ses lampions et un drapeau. Les monarchistes, nombreux, sont furieux ; pour eux c'est une provocation. Les républicains ne peuvent croire à la sincérité du curé ; pour eux c'est une manœuvre ; haineux ils montent l'opinion ; des articles odieux poursuivent le curé, un cortège populaire l'escorte de cris obscènes.

Dans cette tourmente le curé ne trouve aucun appui chez ses confrères, ceux-ci n'aiment pas les novateurs et le montrent. Enfin son évêque l'appelle : « N'avez-vous pas entrepris un peu trop de choses, n'avez-vous pas

voulu vous mêler de trop près à la vie de vos paroissiens ? Il me semble que votre programme est bien touffu. Sans doute il est bon que le prêtre aille au peuple. Encore faut-il ménager les transitions. Il est possible que les errements de vos confrères, ne soient pas parfaits, et qu'ils demeurent trop enfermés dans leurs presbytères ; ce n'est pas une raison pour que le plus jeune prêtre de tout un canton change de tout au tout les façons de faire et paraisse ainsi faire aux autres la leçon. Déjà on commence autour de vous à opposer votre zèle à leur inertie. L'attention s'est un peu trop portée sur vous. »

Mais soucieux aussi bien de justice que de paix, l'évêque envoie un vicaire général faire une enquête sur place. La conclusion en est favorable. Le curé reprend sa place, chargé en outre de faire des conférences aux séminaristes.

Cependant le marquis de Saint-Julien a été séduit par les expériences agricoles en cours ; le curé l'a convaincu d'agir, de se rendre utile. Il décide donc de fonder un syndicat agricole : « Je rêve, dit-il, de remplir encore sur ce coin de terre, non plus en donnant des ordres mais simplement en m'engageant le premier, en allant de l'avant, en montrant la voie, la même fonction que mes pères <sup>1</sup>. » Reste à rallier les cultivateurs à l'idée. Le curé a l'heureuse inspiration d'appeler un conférencier du dehors. Le syndicat se constitue avec le marquis pour président, le maire vice-président et 50 adhérents. Le curé promet de suivre les progrès et les innovations de l'agriculture et de les faire connaître au syndiqués.

L'hiver revient. Le curé constitue un ouvroir ; puis il commence ses conférences au séminaire ; il insiste près de ses auditeurs sur la nécessité pour le prêtre de savoir tout ce qui peut être utile au bien de ses paroissiens.

Les *Lettres* se terminent sur le tableau de la bataille électorale et le succès du candidat républicain. Quant au curé, le voici chanoine, et au bout de cinq ans l'évêque le nomme curé de canton à Saint-Maximin.

Quelle est la leçon du livre ? Parmi les nombreux problèmes étudiés, il en est un qui peut paraître un peu en dehors du sujet : celui du rôle de la vieille aristocratie. S'il est traité ici avec une telle ampleur, c'est que nous sommes à la campagne, le dernier retranchement de la noblesse, où elle demeure influente. Le curé de campagne la rencontrera presque partout sur son chemin, habituée aux égards du clergé royaliste. Quelle sera l'attitude du prêtre moderne ? En fait les *Lettres d'un curé de campagne* apportent une réponse à la question plus vaste de l'adaptation de la noblesse aux temps nouveaux. Le curé de Fonsegrive est si sincère dans son effort, si animé de la véritable charité chrétienne, qu'il se met à la place du marquis de Saint-Julien et pense l'avenir pour lui. Depuis de longues générations, la noblesse se considérait comme la classe dirigeante du pays. En elle se recrutaient pour une bonne part les cadres de la nation, non seulement sous l'ancien régime, mais sous tous les gou-

1. *Ibid.* Lettre XLIV.

vernements qui se succédèrent du Premier Empire à Mac-Mahon. Certes, une partie importante de ses membres s'était retirée à la chute de la monarchie légitime, mais d'autres étaient restés. La fonction politique ne représentait qu'un aspect de cette direction exercée par la noblesse. On la retrouvait dans les grandes administrations de l'État, à l'Institut, dans la magistrature, l'armée, la marine, dans le haut clergé. Le repli de 1830 avait orienté ses activités politiques vers la gestion des affaires municipales et départementales. Les mairies de village devinrent des fiefs où se pratiquait le droit d'ainesse. Les élections de 1871 avaient révélé cette main-mise de la noblesse sur les campagnes en même temps qu'elles rendaient aux nobles une influence politique que la « République des Ducs » ne diminuait pas.

Mais une douzaine d'années plus tard, la noblesse voyait lui échapper l'autorité politique ; au Parlement, aux assemblées départementales, dans les mairies et conseils de villages, elle était peu à peu éliminée. Recul incontestable, au rythme variable suivant les régions. — Saint-Julien se trouvait dans une région de recul accéléré —. La noblesse assistait à cette évolution avec une incompréhension totale. Elle regardait hautaine et glaciale, « ses gens » se détourner d'elle, les taxant d'ingratitude et d'inintelligence, avec l'espoir toujours caressé et toujours déçu d'un revirement aux prochaines élections.

On pourrait s'étonner que les problèmes soulevés ainsi n'aient pas fait l'objet d'études chez les catholiques sociaux. Cela tient à ce que pour l'Œuvre des Cercles, le rôle politique de la noblesse n'est que très provisoirement suspendu ; elle reste la classe dirigeante. L'action sociale est l'un de ses devoirs, l'un de ceux qui justifient son privilège d'être dirigeante. En l'exerçant, elle justifie son droit d'exercer une influence politique et elle emploie le meilleur moyen pour la garder. Avec une telle conception il ne pouvait être question d'une réadaptation quelconque. Chez les amis de Fonsegrive, comme l'abbé Naudet, on nie les privilèges de la noblesse, pour ne considérer que la valeur individuelle de ses membres. Cette conception exclut, elle aussi, l'idée d'une adaptation de la noblesse à la vie actuelle.

Fonsegrive se situe à mi-chemin. Dans les données du problème figure le château ; le marquis de Saint-Julien est l'homme le plus cultivé du pays ; et le voyant écarté et inutile, Fonsegrive s'écrie par la bouche de son curé : « Quelle force perdue ! » Il fait plus : ce privilège, que nient ses amis, il en reconnaît l'existence virtuelle. Il reste au marquis de Saint-Julien ce respect instinctif de la population qui pourra être utilisé, si le marquis consent à reprendre son rôle. Hardiment, le curé ramène sur un autre plan ces deux valeurs : la culture du marquis et le respect qu'il inspire.

À la direction politique du noble dont personne ne veut plus, il substitue une action sociale. Ce n'est plus de l'autorité, c'est de l'influence, ce ne sont plus des ordres, mais des exemples. Ainsi, le marquis trouvera-t-il l'emploi de sa supériorité intellectuelle ; le respect tradi-



tionnel aidera la population à le suivre dans la voie du progrès agricole. Si l'aristocratie terrienne entend la leçon de Fonsegrive, si, avec l'aide du clergé, elle se décide à prendre cette voie nouvelle, elle échappera à la sclérose qui la menace, elle évitera le sort de ces « Fossiles » dont François de Curel allait se faire le peintre impitoyable. Mais ne nous y trompons pas, ces effets seront vains s'ils sont accomplis avec d'arrière-pensées politiques. Fonsegrive est un vrai démocrate qui ne croit pas à un retour des événements. Aussi a-t-il pris soin d'avertir ses lecteurs en achevant son livre sur la victoire électorale des républicains.

Le marquis de Saint-Julien peut servir, comme l'ont fait ses aïeux, en prenant la direction du progrès agricole et syndicaliste. Fonsegrive ne lui promet d'autre récompense que la satisfaction du devoir accompli <sup>1</sup>. La grande leçon du livre, c'est d'inviter le prêtre à sortir de son presbytère pour se mêler à la vie de ses fidèles, pour les gagner par son prestige personnel et la multiplicité des services rendus, c'est de mettre le prêtre au service de tous pour les atteindre tous. Mêlé aux fidèles sur un terrain neutre, leur étant matériellement utile, le prêtre verra décupler ses moyens d'action ; il deviendra l'ami de ses paroissiens, le confident de leurs soucis, et le bien des âmes ; il y trouvera son compte. Les préjugés existant à l'encontre des prêtres fondront bien vite et l'Église aura gagné le peuple.

Faut-il souligner les qualités qu'exige le ministère ainsi compris ? L'activité incessante du prêtre, sa bonne volonté totale, le don absolu de lui-même à ses paroissiens, l'effort de ces études juridiques et médicales, s'ajoutant à la préparation de ses sermons et par-dessus tout — le plus difficile sans doute — la recherche continuelle d'idées neuves pour développer cette action sociale, en varier les apparences, en multiplier les effets et les bénéficiaires.

Une autre leçon du livre, c'est de mettre le prêtre en garde contre les périls de cette action. Une exagération peut tout perdre : l'illumination du presbytère le 14 juillet exaspère tous les paroissiens pour des raisons différentes ; elle manque d'annihiler tout l'effort du curé, et même de lui faire perdre sa cure. Leçon de modération, de prudence, de psychologie. Avec la même netteté, Fonsegrive met le prêtre en garde contre la jalousie inévitable de ses confrères. Puisqu'il faut transformer le clergé, il y aura des prêtres novateurs qui seront mal vus de leurs collègues. Si le prêtre exagère tant soit peu son zèle, il fera tort à ses confrères et ce tort rejaillira sur l'Église. Une différence trop sensible, trop marquée, n'est pas permise dans l'exercice du ministère. Les prêtres d'un diocèse doivent marcher du même pas. Grave avertissement adressé aux prêtres démocrates. Le prêtre ménagera l'autorité de l'évêque. Fonsegrive s'est étendu sur les entretiens du curé de Saint-Julien avec son évêque. Il

1. Notons que si la conception de Fonsegrive est beaucoup plus complète, La Tour du Pin voit dans la fonction de la propriété une participation aux progrès de l'agriculture et un appui donné à l'association professionnelle. Mais, comme de Mun, il y voit le corollaire d'une direction politique et non une forme de substitution.

s'est plu à nous esquisser le portrait d'un prélat ouvert aux idées nouvelles, mais ménager de la paix de son diocèse. Le curé de Saint-Julien arrive petit à petit à convaincre son évêque, mais il lui faut pour cela une action mesurée et très claire. Quand la situation paraît mauvaise l'évêque lui dit : « Votre programme me paraît touffu. » Ce reproche est de ceux qu'on pourrait adresser aux abbés démocrates.

Enfin, le livre contient un ensemble d'indications précieuses sur la façon de traiter les paroissiens ruraux : l'intérêt à manifester à l'égard des enfants, la visite des bêtes, la tournée des jours de pluie, autant de petits conseils pratiques auxquels tout prêtre peut se référer avec fruit.

### LES LETTRES D'UN CURÉ DE CANTON

*Les Lettres d'un curé de canton*<sup>1</sup> font suite à celles du curé de campagne, mais c'est une suite imprévue. Le succès d'Yves le Guerdec avait été si grand que Paul Harel, fondateur de *La Quinzaine* vint demander à Fonsegrive de décrire les expériences du curé dans son chef-lieu de canton.

Saint-Maximin est un gros bourg dont la population est surtout ouvrière. Le curé commence par visiter ses paroissiens, ce qui donne à Fonsegrive l'occasion de descriptions prises sur le vif. Le pharmacien qu'il voit en premier joue un grand rôle dans le bourg<sup>2</sup>, c'est un esprit fort, auquel le curé a beaucoup de mal à expliquer que l'élévation de l'individu doit se faire dans la profession et non de profession à profession, et que le travail manuel n'est pas la profession la plus modeste dont il faut chercher à sortir.

Avec M<sup>lle</sup> Fulvie, présidente des Enfants de Marie, Fonsegrive nous trace un portrait compréhensif de la vieille fille, se consacrant aux œuvres. Quant au papetier Rambaud, la personnalité la plus affirmée de l'ouvrage, c'est l'industriel moderne, fils de ses œuvres, sûr de lui, autoritaire, avec l'immense orgueil de sa réussite et un profond mépris de l'ouvrier. La visite au maire, M. Clavaroche, est l'occasion d'une description très fine de la petite société municipale : le percepteur, le receveur, le juge de paix, le lieutenant de gendarmerie, de ses travers, de son orgueil naïf et ridicule.

A Saint-Maximin, notre curé commence par établir le fichier des familles de la paroisse. Il constate le nombre élevé des pauvres, 200 sur 4.000 paroissiens. Inquiet, il s'en ouvre à un ami qui lui répond : c'est là un phénomène économique aux causes multiples : insalubrité du travail, insuffisance des salaires, chômage et dissipation. Le curé visite ces familles et retrouve partout les traces de deux fléaux : l'alcoolisme et l'usure. Pour combattre l'usure, il décide de créer une caisse de prêts. Le problème du crédit est ainsi posé. Les mariniers — nous sommes au bord

1. Yves LE QUERDEC, *Lettres d'un curé de canton*. Paris 1895, 372 p., in-8°.

2. L'importance du pharmacien dans les bourgs de province, dans les quartiers des grandes villes n'a fait que croître depuis Fonsegrive. Elle constitue un trait typique de la société contemporaine. Fonsegrive semble l'avoir pressenti.

de la rivière — achètent le bois à crédit, à un prix majoré, et s'endettent ; des fiancés ne peuvent se marier qu'après être passés par les conditions draconiennes de l'usurier. Le curé fonde donc une caisse de crédit qui prête à 5 % <sup>1</sup>. Il organise la consultation médicale des paysans et des ouvriers. Il y adjoint une caisse de prêts gratuits et une société de tempérance. La réaction paroissiale est très hostile. Les personnages importants reprochent au curé de compromettre sa dignité. Les marchands de vin et les conseillers municipaux dont ils assurent l'élection, sont furieux. « Pour faire du bien, pour travailler à la justice, il faut mécontenter tout le monde, se mettre tout le monde à dos... » constate mélancoliquement le prêtre. La coopérative de consommation fâche tous les fournisseurs. Le curé tient bon, l'ouvre chez un vieux sergent et réussit un coup de maître en obtenant le concours du pharmacien pour faire les analyses. Un registre est ouvert où les paysans inscrivent toutes leurs offres. Ainsi germe l'idée du syndicat, puis celle de la caisse rurale de crédit. Réunissant les curés du canton, le curé de Saint-Maximin insiste sur la différence du social et du politique, et sur la nécessité de laisser aux laïques la direction des œuvres sociales ; le rôle du prêtre sera d'assister l'institution et de l'animer. Les œuvres sont réunies à la « Maison du Peuple », et le docteur Verrier, animateur des œuvres de jeunes gens, y ouvre le « Secrétariat du Peuple ».

Ces œuvres ont des destinées diverses. La société de tempérance échoue complètement : « intempérants ni tempérants ne voient de raison impérieuse d'en faire partie ». La caisse rurale se développe, mais en œuvre d'assistance plutôt que de crédit. Quant à la caisse de crédit, sa gestion est difficile : les gens paient mal, le bénéfice est nul, et pour éviter les pertes, il faut exercer une surveillance sévère qui fait des ennemis à l'institution. Le curé, toujours souple dans ses méthodes, renonce à la société de tempérance et limite son objectif à occuper et à distraire les jeunes gens jusqu'au mariage. Après, dit-il, ce sera le rôle de leurs femmes qu'il convient de préparer à cette tâche.

Tout est à peu près en place quand survient la grève des usines Rambaud, qui met Saint-Maximin en émoi. Le curé connaît M. Rambaud ; il n'ignore ni son indifférence en matière sociale, ni les bas salaires pratiqués chez lui, ni sa surveillance, souvent voisine de l'espionnage. Mais le patron donne aux renvois, cause de la grève, un motif valable : les erreurs des ouvriers. Ceux-ci sont syndiqués. Le curé va les trouver et leur montre qu'en qualité de syndiqués ils doivent être irréprochables. Puis il va chez le patron et le supplie d'accepter l'arbitrage du juge de paix. M. Rambaud refuse. Se tournant vers les grévistes, le curé les exhorte au calme ; son intervention pressante évite à deux reprises des actes de violence. Encouragé il multiplie ses efforts, intervient sans cesse et se fait même jeter à la rivière par des excités. Malade des suites d'un bain glacé, il se remet à peu près et fait reconnaître par

1. *Ibid.* Lettre XII.



les meneurs ouvriers son droit de parler ; finalement, il reçoit la mission de négocier au nom des ouvriers. Il conclut alors un accord très honorable avec le patron, obtenant notamment un délai de trois quarts d'heure le dimanche pour entendre la messe. Mais toutes ces émotions ont usé sa santé. Le Curé de Saint-Maximin meurt en plein succès, pleuré de toute sa paroisse.

Les leçons de ce volume reprennent, en les élargissant, celles du premier. D'abord la nécessité pour le prêtre de sortir du cadre traditionnel, d'aller au peuple. La leçon prend un relief saisissant quand le curé l'adresse à son vicaire. « Nous pourrions être si tranquilles dans notre beau presbytère, écrivait mélancoliquement le jeune prêtre, nous avons ici de si bonnes familles, très accueillantes, le casuel est très suffisant, après avoir dit notre messe, fait nos catéchismes, visité nos malades, présidé un certain nombre d'œuvres bien délimitées, il nous resterait encore beaucoup de loisirs... Le zèle de mon curé est vraiment trop absorbant. » Mais le curé lui montre que seul compte le salut des âmes. Il éveille chez son vicaire ce terrible cri de conscience : « Si pendant que l'on se réserve, une âme se perd ? » Le jeune homme voit la vérité, mais se sent incapable d'y souscrire, il pense à se faire relever de ses vœux. Le curé apaise ses angoisses et lui montre qu'en partageant entre l'apostolat et l'étude ses heures de loisirs, il aura une vie conforme à sa vocation.

Comme à Saint-Julien, cette action sociale est un succès. Mais ici encore, Fonsegrive met le clergé en garde contre le succès facile, contre les oppositions. Ses œuvres ont un départ difficile. Elles mécontentent toutes sortes de gens. Cela est à peu près inévitable. Bien plus, certaines échouent et le curé y renonce avec humilité. Il a caressé le projet de combattre l'intempérance : l'échec est total. Leçon de réalisme et de mesure qui ne doit pas être perdue.

Mais l'essentiel paraît être le conflit social évoqué à la faveur de la grève de la papeterie. Elle est l'occasion d'un échange d'idées entre le curé et son ami, Jacques Voisin, au cours duquel bien des problèmes sont évoqués, notamment le sursalaire familial à l'égard duquel Fonsegrive montre la plus grande prudence. Le curé est résolument hostile à la leçon théorique. Chaque fois qu'on l'interroge, il affirme : « Je n'ai pas de méthodes. » L'action sociale, c'est de répondre aux besoins des paroissiens en un temps et un lieu donnés. Il y a autant de réponses que de conditions, elles-mêmes déterminées par la conjonction du temps et du lieu. Les notions toutes faites l'inquiètent, il craint leur rigueur, leur manque d'expérimentation locale. Ce qui ne veut pas dire qu'un prêtre doive éviter leur étude. Au contraire, il se meublera l'esprit de ces notions et ensuite il l'ouvrira aux impressions du lieu et du temps. Du savoir, mais sans parti pris.

« Les sociologues chrétiens raisonnent trop souvent d'après la thèse ; il faudrait toujours, au contraire, tenir compte de l'hypothèse, des faits donnés par l'économie politique. Pour tout dire d'un mot, je les voudrais

quelquefois non pas plus timides, ni, même moins réformateurs, mais à la fois plus savants et plus prudents<sup>1</sup>.

Ici encore l'auteur montre au clergé une méthode d'apostolat, des procédés susceptibles d'en faciliter l'exercice et d'en multiplier les bienfaits. Quelques œuvres principales sont expliquées, commentées et appréciées.

De même qu'il avait placé le curé en face du marquis, puissance du passé, il le situe en face de l'industriel, puissance du présent. Son rôle ici sera d'humaniser les rapports sociaux du patron et des ouvriers.

Il était difficile à Fonsegrive d'illustrer sur ce vaste problème un enseignement complet. Du moins a-t-il donné plusieurs leçons utiles à la paix sociale. A Rambaud il reproche son indifférence, sa mesquinerie et sa surveillance des ouvriers, défauts qui remontent tous à une même origine : une sorte d'indifférence, presque de mépris pour la personne de l'ouvrier. Devant les ouvriers, il souligne que la qualité de syndiqué ne les dispense pas d'être irréprochables, au contraire, elle devrait les y inciter. Quelques indications très directes portent jusqu'au cœur de la question sociale ! Quant au déroulement de la grève, nous en retiendrons l'insistance passionnée du curé de Saint-Maximin à solliciter un arbitrage ; mais un arbitrage laïque, celui du juge de paix. Fonsegrive invite le clergé à une tâche de coopération, d'aide discrète. Il lui demande de stimuler les laïques, mais non de se substituer à eux. Pas plus qu'il n'a voulu jouer un rôle officiel au syndicat de Saint-Julien, le curé ne voudrait arbitrer lui-même la grève. Mais quand il voit repousser la solution qu'il préconise, il intervient en personne. Il s'impose aux ouvriers et parvient à faire accepter un arbitrage honorable. C'est qu'alors il n'y a plus d'autre moyen de sauver la paix.

Quel accueil le clergé réserva-t-il aux leçons de ces deux livres ? Le premier rencontra des critiques véhémentes et des approbations chaleureuses. Le second trouva le public préparé et les contradicteurs domptés. Un curé des Basses-Alpes écrivit au *Monde* : « Si ces lettres sont d'un curé, elles ne lui font pas honneur, et, si elles sont d'un laïque, elles ne l'honorent pas davantage. » « Ce curé, ajoutait-il, manque de dignité en mille manières. Il prête à rire et à se moquer à ses dépens. » D'autres correspondants demandaient que ces lettres fussent mises entre les mains du jeune clergé « afin qu'il pût trouver quelque lumière pour se conduire à travers les inextricables difficultés multipliées sous les pas des pauvres prêtres. » Tel prêtre normand approuvait, en reconnaissant qu'il fallait échanger « l'expectative presbytérale contre l'initiative du missionnaire ».

Le cardinal Rampolla écrivit à Yves Le Querdec au nom de Léon XIII le remerciant d'avoir traité cet utile et important sujet pour, disait-il, « exciter le clergé paroissial à prendre une attitude plus conforme aux besoins actuels du peuple français », et d'avoir voulu « mettre en pratique

1. Allusion aux débats consécutifs à l'Encyclique.

la direction et les enseignements pontificaux, afin de promouvoir la paix religieuse et de ramener le peuple à l'amour de l'Église et à l'accomplissement des devoirs chrétiens. »

Au Saint-Siège, on crut tout d'abord que Le Querdec était un véritable curé de campagne et grande fut la surprise du Nonce quand, ayant mandé près de lui ce curé, il vit apparaître un laïque, professeur de philosophie. Il lui offrit, non pas la prélature prévue, mais une distinction que Fonsegrive refusa résolument. L'Académie française couronna l'ouvrage.

Les *Lettres d'un curé de canton* furent accueillies avec plus de sérénité. Un journal aussi peu suspect de sympathie pour les idées catholiques sociales que la *Vérité Française* leur consacra un article flatteur. Le chanoine Marty, futur évêque de Montauban, terminait par ces mots un bel article : « Les *Lettres d'un curé de canton* apportent aux prêtres un encouragement et non point une leçon. C'est ce qui leur ouvrira la porte du presbytère où vivent d'humbles ouvriers de Jésus-Christ, ni assez aimés, ni assez soutenus. »

La critique littéraire s'intéressa à ces deux volumes. Paul Souday se demanda si le catholicisme social ne dégénérerait pas en une variante du vieux cléricalisme dont le but serait la restauration de l'État chrétien, mais il reconnaissait que Le Querdec avait réussi à « émouvoir le monde clérical, tout en intéressant le grand public ». Maurice Barrès, de son côté retrouvait dans la « forte et nette esquisse » de Fonsegrive, l'atmosphère du *Médecin de campagne* de Balzac, le même réalisme de l'action. Il regardait avec sympathie le « Curé de Saint-Julien travaillant à constituer une cellule saine et féconde pour l'organisme social futur ».

Ces deux volumes marquent sans doute l'effort le plus sérieux et le plus heureux qui ait été fait pour amener le clergé français à comprendre et à pratiquer cet apostolat social dont l'encyclique *Rerum Novarum* constituait l'éclatante préface.

#### TENTATIVE POUR RÉFORMER LE TIERS-ORDRE

Cette éducation sociale du clergé se complète d'un effort pour orienter vers les questions sociales le tiers-ordre franciscain. On ne saurait lui consacrer plus qu'une brève mention, car cette tentative fut un échec et resta constamment sur le plan de la discussion théorique.

L'inspirateur en fut Léon XIII. Dès le début de son pontificat, il avait, par l'Encyclique *Auspicato Concessum est* appelé les fraternités à un apostolat nouveau. Les années suivantes, il ne cessa d'y exhorter le ministre général des Frères mineurs, le Révérendissime Père Louis de Parme. Harmel, fervent tertiaire, était entré en relations avec lui en 1888. Par la suite il le visitait à chacun de ses séjours à Rome et lui proposa d'organiser une réunion des supérieurs de province, offrant de prendre à sa charge tous les frais de déplacement et de séjour.

Cette réunion se tint au Val du 17 au 21 juillet 1893. Elle groupa



quatorze religieux, dont sept Pères provinciaux, quelques-uns venus d'Italie, de Belgique et de Hollande. Une vingtaine de prêtres séculiers — dont l'abbé Garnier — et de laïques y assistèrent.

On y décida la constitution d'un comité permanent chargé d'organiser des congrès où serait précisée la nouvelle orientation sociale. Harmel les présiderait, tandis qu'un commissaire général, dépendant directement de Rome, visiterait à cette fin les associations de tertiaires. On nomma à ce poste un languedocien, le Père Jules du Sacré-Cœur.

Mais cette organisation n'eut que très peu de résultats. Ses efforts se brisèrent devant les habitudes acquises et jusqu'à un certain point, devant l'inertie du Tiers-Ordre.

Ce ne fut pas faute de répéter les exhortations du Pape. Soit dans les divers congrès, soit en privé, auprès des principales personnalités intéressées, Harmel multiplia les appels et les avertissements <sup>1</sup>. Celui-ci, adressé au Révérendissime Père Président, résumé de l'entretien du 13 octobre 1891, est particulièrement net :

« Prétendre ramener les classes laborieuses à Notre-Seigneur en négligeant de s'occuper des questions du travail, c'est une illusion. Voilà pourquoi les missions et les prédications, même celles qui réussissent le mieux n'opèrent souvent qu'un bien passager. Nous souhaitons que Votre Paternité engage les RR. Pères à former des associations entre les cultivateurs, d'autres entre les artisans, les ouvriers de l'industrie, les commerçants, sur la double base des intérêts professionnels et de la religion. Léon XIII n'a cessé de pousser dans cette voie. »

Ces appels trouvèrent un écho dans les congrès du Tiers-Ordre. Le Congrès de Paray-le-Monial <sup>2</sup> (1894) et celui de Limoges (1895) proclamèrent avec force la nécessité d'une orientation sociale. Le congrès de Reims <sup>3</sup> (1896) tout en complétant ces données par quelques directives sur l'action politique, parut plus réservé que les précédents. Enfin, au Congrès de Nîmes (1897), le capitalisme, très attaqué, notamment par

1. G. GUTTON, *op. cit.*

2. Vœux au Congrès de Paray-le-Monial. « Le Congrès demande aux prêtres membres du Tiers-Ordre, de s'appliquer spécialement à étudier les règles de la justice et de l'équité privées, afin d'en instruire les fidèles d'une manière exacte, précise et pratique, comme aussi de rechercher les conditions du rétablissement de la justice sociale.

Il exprime le désir : que ces sujets trouvent place, aussi bien que les sujets de piété dans les entretiens des fraternités sacerdotales. »

Du même : « Le Congrès engage les tertiaires à s'inspirer de l'esprit de saint François qui s'est mis au service des plus petits, s'occupant de tous leurs besoins et travaillant à les affranchir de toutes les oppressions. Dans ce but, les tertiaires doivent fonder ou aider, dans la mesure du possible, les institutions propres à organiser équitablement et chrétiennement le travail, à prévenir ou à secourir les misères diverses qui résultent de la maladie, du chômage, de la vieillesse ou de la mort. » Au Congrès de Limoges : « Que parmi les réformes à promouvoir, les membres du Tiers-Ordre franciscain considèrent les associations professionnelles libres comme le meilleur moyen pour rétablir dans le monde du travail les liens de la fraternité chrétienne et le règne de la justice sociale. »

3. Harmel y eut cette parole typique : « Je me permettrai de dire à vos vénérés Pères du premier ordre, que l'organisation populaire est à mes yeux, une chose tellement importante que si par impossible on devait pour cette organisation, diminuer les Missions, il ne faudrait pas hésiter. »

Paul Lapeyre <sup>1</sup> qui se plaçait sur le terrain social, se vit défendre par d'autres orateurs qui invoquaient des raisons d'ordre économique. Ce débat révéla l'existence de deux tendances nettement opposées, dont l'équilibre ne pouvait que nuire à l'orientation sociale du Tiers-Ordre.

Ce congrès fut suivi d'une assemblée internationale à Rome, puis le mouvement cessa. Il est vraisemblable que les appels de Léon XIII, d'Harmel et de ceux qui leur firent écho, influencèrent certains tertiaires, les amenant à considérer de plus près l'aspect social de leurs actions. Mais à part cela, l'effort d'Harmel aboutissait à un échec.

Pourquoi ? Il semble d'abord que le « Bon Père » se soit fait quelque illusion sur les moyens et les caractères dont disposait alors le Tiers-Ordre. Pour orienter hardiment les tertiaires dans cette voie, il eut fallu des supérieurs animés par autre chose que la bonne volonté. Le Révérendissime Père Président le sentait bien quand il demandait au congrès de Reims que l'on « cherchât » les hommes nécessaires et qu'on les formât avec le plus grand soin à cette mission. Or le Tiers-Ordre n'eut ni les modérés pour amorcer la tâche, ni les audacieux, qui, tels les abbés démocrates, n'eussent pas hésité à la poursuivre. A cette lacune essentielle il faut en ajouter une autre. La direction générale des réunions s'était alternativement confiée aux différentes familles franciscaines. Or, les Frères mineurs étaient de beaucoup les plus entreprenants dans cette voie quand le tour d'une autre branche revenait, il amenait nécessairement un ralentissement des efforts.

Enfin, du dehors, les milieux hostiles aux directives de Léon XIII, cette partie importante du laïcat qui se déclarait réfractaire au ralliement, se plut à souligner l'opposition de ces franciscains qui, comme au congrès de Nîmes, défendaient le capital et limitaient, quand ils ne la refusaient pas, l'intervention sociale.

Pour ces raisons et surtout parce qu'il correspondait à une forme de groupement vieillie, le Tiers-Ordre ne sut entrer dans la voie nouvelle où l'appelait, au nom du Pape, l'apôtre du Val-des-Bois.

1. Il faut, dit-il, dédaigner la richesse individuellement, mais il faut la rechercher socialement..., comment les richesses matérielles sont l'une des sources nécessaires de la vie, créer la richesse, la répartir équitablement, en procurer à ceux qui n'en ont pas en suffisance est faire une œuvre, non seulement bonne, mais divine.

## CHAPITRE XVI

### L'Action dans le Monde Ouvrier

#### I. LE DÉVELOPPEMENT DES ŒUVRES OUVRIÈRES.

La période 1891-1901, celle de l'épanouissement de la Démocratie chrétienne, a été exceptionnellement créatrice d'œuvres sociales, ingénieuses et variées.

En dépit de ses nombreuses tentatives de renouvellement, l'Œuvre des Cercles est restée prisonnière de cette formule du « cercle » qu'elle avait trouvée toute faite dans son berceau. Plus libre sur le terrain agricole, elle a cherché des institutions susceptibles de répondre aux besoins des cultivateurs à partir de l'instrument au succès extraordinaire qu'était le syndicat, mais le développement syndical avec les multiples œuvres dont il est la base n'est lui aussi acquis qu'après l'Encyclique.

L'Œuvre des Cercles avait amorcé la pénétration des idées du catholicisme dans le pays ; elle avait porté la bonne parole aux quatre coins de France, touché quelques patrons et quelques ouvriers. La Démocratie chrétienne a repris ce travail, gagné nombre d'ouvriers et avec eux les professions libérales, jusque-là négligées. Surtout elle a amené beaucoup de gens à « mettre la main à la pâte », à participer tant bien que mal à l'action sociale. Si malhabiles qu'ils fussent, cette intervention eut le double avantage de développer considérablement leur intérêt et leur connaissance des questions sociales et de les préparer à une action efficace le jour où apparurent les œuvres spécialisées.

Cette tâche fut l'œuvre des nombreuses institutions dont nous allons parler, mais elle fut au moins autant l'œuvre d'un prêtre de grande allure, apôtre infatigable et créateur de ces institutions, dont l'action incessante dans tous les coins du territoire a fait du catholicisme social non plus la spécialité d'un nombre, si grand soit-il, de localités, mais une formation d'esprit et de cœur rencontrée à travers le pays tout entier.

C'est par celle du prêtre qui en a assuré le rayonnement que doit s'ouvrir l'histoire des œuvres sociales après l'Encyclique.

#### *L'abbé Garnier*

Théodore Garnier naquit à Condé-sur-Noireau dans le Calvados le soir de Noël 1850<sup>1</sup>. Son père était un brave homme travailleur et économe, qui vendait les légumes de son jardin sur le marché de Condé. Sa femme

1. État Civil : Mairie de Condé-sur-Noireau.



élevait ses nombreux enfants parmi lesquels on devait compter deux prêtres et deux religieuses.

En se mariant le père de Théodore s'était installé à la sortie de la ville à cinq cents mètres environ des dernières maisons, au bout d'une rue uniquement habitée par des ouvriers. A cette époque l'industrie de Condé consistait surtout dans le tissage à main, travail à domicile peu rémunérateur. Chaque fois que le jeune Théodore allait ou revenait de l'école ou de l'église, il voyait ces intérieurs pauvres et souvent misérables, l'ouvrier peinant sur sa tâche, travaillant d'interminables heures pour assurer aux siens une existence médiocre.

C'est sans doute ainsi <sup>1</sup> que vint à Théodore Garnier la pensée de se dévouer au sort des ouvriers. Tout jeune il se montre généreux et charitable.

De très bonne heure il se destine au sacerdoce. La guerre de 1870 le surprend au cours de ses études. Aussitôt il s'engage dans les zouaves pontificaux et fait une préparation militaire qui touchait à sa fin quand survint l'armistice. Il reprend des études ; ordonné prêtre en 1874 il est nommé vicaire à Saint-Sauveur de Caen. Il n'a pas encore vingt-cinq ans.

« Il en impose, écrit l'abbé Bernard <sup>2</sup>, par sa carrure d'athlète, sa voix formidable, aussi souple qu'éclatante, son expression de bonhomie grave et d'énergie tenace, la calme maîtrise de ses mouvements, l'aplomb convaincu imperturbable de sa parole. » <sup>3</sup>

Après ce portrait d'un biographe bienveillant, voici celui de V. Charbonnel <sup>4</sup>, prêtre démocrate sorti de l'Église et qui gardait une violente rancune à ses anciens collègues. Sous l'exagération du mot on reconnaît une certaine justesse d'observation :

« L'abbé Garnier : un lourd, balourd normand. Il traîne, très grand, très gros, très gras, sa vulgarité de paysan et de chanoine à travers les réunions socialistes, c'est sa ruse ingénue de troubler les clubs par une importance tranquille de fort de la halle. Cet homme ne parle pas, il crie, il hurle. O Grandgousier de l'éloquence, taureau des démocrates chrétiens ! »

Théodore Garnier fut bien servi par son physique. Rarement l'appar-

1. Jules LE COUTURIER de Condé-sur-Noireau, qui connut l'abbé Garnier nous a écrit ces précisions (*lettre* du 1<sup>er</sup> décembre 1943) et émis l'hypothèse de cette influence du milieu ouvrier ambiant sur la carrière de Th. Garnier.

2. Abbé BERNARD, *L'abbé Garnier, son temps et son œuvre. Semaine Religieuse* de Bayeux (Numéros des 13 et 22 mai, 5 juin, 3 juillet, 7 août, 9 sept. 1921). Ces articles concernent d'une part l'activité de l'abbé à Caen et d'autre part la suite de son activité à travers le pays. Les premiers sont tout à fait remarquables, appuyés sur des procès-verbaux originaux du Cercle catholique de Caen et sur des souvenirs de témoins. Les seconds très superficiels ne contiennent qu'une énumération très incomplète des faits principaux. Elle s'appuie sur des récits faits par l'abbé Léon Garnier à l'abbé Bernard.

3. Alors qu'il était encore séminariste, il faisait l'édification de ses camarades. L'abbé Sicillonet, décédé, curé de la Cathédrale de Bayeux, son compatriote de Condé, écrivait : « L'abbé Garnier fait toujours notre édification pendant les vacances. Il nous a donné un sermon remarquable. Vraiment la maturité de son esprit est extraordinaire. Que sera-t-il plus tard ? Il nous dépasse tous et de beaucoup (M<sup>lle</sup> MORIN, *Lettre*, 1<sup>er</sup> juillet 1943).

4. *Revue encyclopédique de Larousse*, 27 mars 1897.

rence joua-t-elle un rôle pareil dans les destinées d'un homme ; sa taille athlétique et sa voix extraordinaire lui assuraient d'emblée une place prééminente dans toutes les manifestations publiques.

Le jeune vicaire de Saint-Sauveur se révèle tout de suite meneur de foules en même temps que prêtre pieux, laborieux, zélé. il a « le sens de la conduite des multitudes et comme l'intuition de leurs besoins »<sup>1</sup>. Ce sens c'est en réalité celui de la propagande. C'est ainsi qu'il invente le tract-cantique, dont il devait ensuite adapter l'idée à sa propagande sociale. Ses initiatives d'ordre religieux lui acquièrent la sympathie des personnalités caennaises que dès 1873, l'évêque de Bayeux, Mgr Hugonin avait réunies dans le groupe de l'Union Catholique. Elles lui ouvrirent l'accès des œuvres sociales.

Nous sommes en 1880. La campagne politique contre les cercles bat son plein. Un arrêté préfectoral vient de fermer celui de Caen. Le groupement des personnalités locales réalisé autour du cercle va-t-il se dissoudre ? On le craint, quand survient l'abbé Garnier. Aussitôt il proclame la nécessité de rester unis, il encourage les membres du Comité acquis désormais aux idées de l'œuvre. Tout ne peut être perdu : ce qu'on ne peut plus faire au cercle, on le fera ailleurs, et il réunit tout ce monde chez l'un, chez l'autre, en attendant d'avoir la salle Bertrand que Mgr Hugonin inaugure le 23 mai 1883. Les « réunions de famille » comme on les appela désormais, forme de groupement extrêmement souple, échappaient à toute prise de l'autorité. L'abbé Garnier, après avoir été l'inspirateur, en devint l'aumônier. Il invita aux réunions des notabilités catholiques, de Mun, Léon Harmel, Chesnelongs, Pouyer-Quertier. On compte jusqu'à 2.000 assistants. Il était dans la nature de l'abbé Garnier d'organiser, de classer, de réglementer : avec ce personnel il crée l'Association ouvrière qui l'engloba tout entière mais répartie en plusieurs sections dont les 600 mères de famille de la Confrérie Sainte-Anne et les 230 ouvriers de la Confrérie Saint-Joseph-Saint-François-Xavier. L'élite de cette confrérie forme par voie d'élection le Conseil intérieur à raison de quatre délégués par paroisse. C'est le principe du cercle. L'abbé Garnier commence à se révéler. Dès cette époque son activité est incessante : elle lui permet de connaître à fond le petit peuple, et d'acquérir sur lui une grosse influence. Il dort trois heures par nuit, circule sans cesse, se fait d'innombrables relations.

Grâce à cela il peut fonder un gymnase<sup>2</sup> ; un bureau de placement au succès considérable<sup>3</sup>, ouvert au patron et à l'ouvrier ; puis un secrétariat du peuple, l'un des tout premiers en France, il soutient de sa propagande plusieurs journaux et *La Croix* naissante.

Cette activité se répercute heureusement sur l'Association ouvrière dont les effectifs montent en flèche. Les 389 chefs de famille de 1883 sont

1. Abbé Bernard.

2. 22 janvier 1884.

3. Il déborde largement le cadre de la ville et effectue plus de 1.500 placements pour 6.000 inscrits en 1887.

699 en 1886 et atteignent 784 en 1887. Dès qu'il voit le succès, l'abbé Garnier procède à une répartition professionnelle. Le premier groupe est celui des tailleurs, bientôt suivi par les cordonniers, les ouvriers du bâtiment, les menuisiers, les serruriers, les forgerons, les typographes, les jardiniers. A ces huit groupes s'ajoute les ouvriers des établissements Primois et un groupe des professions diverses. Ces neuf groupes professionnels sont aussitôt fédérés en une « Association catholique des Arts et Métiers de la ville de Caen » que Mgr Hugonin bénit le 15 février 1884<sup>1</sup>. C'est encore un vif succès : les groupes s'accroissent : 800 forgerons, 500 jardiniers, etc. En même temps il accomplit son ministère, mais en 1884 ses sermons sont troublés par de vifs incidents causés par les anticléraux. La police charge devant l'église pendant qu'il prêche.

Sa popularité grandit. Elle est telle qu'en 1885, pour rebâtir le pensionnat Saint-Joseph dont il est l'aumônier, il ne lui faut que deux mois pour placer les 20.000 actions de 500 fr. à 4 %. A la fin de 1885 l'abbé Garnier est à l'apogée de sa gloire à Caen.

A ce moment il est l'aumônier du pensionnat Saint-Joseph dont il s'occupera activement jusqu'en 1888. Cette aumônerie est loin de suffire à son activité. L'action sociale le tente ! Son but ? nous dit un de ses élèves d'alors<sup>2</sup>, créer des organes de placement et de secours pour rendre service aux ouvriers et les ramener à l'Église. A Caen deux prêtres actifs l'aident, dont les noms sont inséparables d'alors l'abbé Legrand<sup>3</sup> et l'abbé de Saint-Pol<sup>4</sup>. Il se sait approuvé, suivi par son évêque.

Cependant le milieu caennais est divisé entre deux tendances que l'on retrouve dans des préfectures de France : d'un côté les « officiels », représentant les autorités constituées, l'Université, le Lycée, la Préfecture, le Tribunal, l'Enregistrement, etc. De l'autre la noblesse, importante, compacte, active et avec elle un transfuge des officiels : le général commandant la place. Ce milieu soutenait les œuvres. La haute société conservatrice regardait avec stupéfaction l'abbé Garnier. On chuchotait : « Il parle politique. » L'abbé n'hésitait pas en effet à traiter en chaire les problèmes du jour. Ses tracts surtout surprenaient. Il en avait partout et toujours, les répandant à profusion ! Cette activité surprenait les officiels, elle exaspérait les francs-maçons.

Une de ses œuvres allait lui faire tort et changer le cours de sa destinée : le 1<sup>er</sup> janvier 1882 avec son concours était ouverte à Caen une

1. *Assemblée générale des œuvres ouvrières de Caen*, 27 mars 1887. L'association se propose de créer un économe et un bureau de placement. De favoriser le développement de l'instruction professionnelle. De faciliter par des réunions les rapports entre les patrons et les ouvriers. Membres fondateurs et patrons cotisation : 15 et 10 fr. par an. Les ouvriers acquittent 1/10 d'action de 50 fr. MF 3 actions. Pour deux actions, ils touchent une indemnité de maladie : 12 fr. par jour le 1<sup>er</sup> mois, 1 fr. 50 les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, 1 fr. les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> et 0 fr. 50 ensuite.

2. M. Henri Gallet : témoignage verbal.

3. Curé de Saint-Pierre.

4. Curé de Saint-Julien.



banque populaire <sup>1</sup>. Le R. P. Ludovic de Besse <sup>2</sup> vint lui-même présider à son organisation et lui infuser son esprit. Le principal fondateur en était l'industriel Primois, qui souligna dans son discours l'esprit d'association de la nouvelle banque <sup>1</sup>, le dividende serait toujours inférieur de 1 % à celui des sociétaires et au maximum de 5 %. Dans un congrès tenu à Rouen en 1884, l'abbé Garnier indiquait l'adhésion à la banque de 120 personnes. La banque attachée à l'association des Arts et Métiers, en était la première institution économique. Pour en faire partie il fallait être sobre, jouir d'une bonne réputation et aller à la messe.

Après quelques beaux jours, la banque déclina. L'abbé Garnier n'entendait rien aux questions financières et se montra incapable de remonter le courant.

En 1887, trois faits interviennent pour mettre fin à son activité. Le plus grave c'est la faillite de la banque. Avec l'argent perdu par beaucoup de gens, sombra le prestige de l'abbé. Personne ne songea à lui reprocher un manque de désintéressement : sa manière de vivre pauvre et austère, l'ameublement rudimentaire de sa chambre en bois blanc attestaient son absolu désintéressement. Mais on lui reprochait son manque de prudence. Cette faillite justifiait la réserve hostile des curés caennais. « Ils goûtaient peu, écrit l'abbé Bernard, les formes alors insolites du zèle de l'aumônier de Saint-Joseph. Ses procédés à l'encontre de la conception que leur éducation cléricale leur avait donnée du ministère pastoral heurtaient leurs habitudes. La popularité de ses entreprises n'était à leurs yeux que l'effervescence momentanée d'un enthousiasme qui s'éteindrait comme un feu de paille et le bien qui en résultait beaucoup plus superficiel que profond. Aussi nonobstant les avances multiples et réitérées de l'abbé Garnier, ne lui donnèrent-ils jamais qu'un concours courtoisement et fraternellement négatif <sup>3</sup>. »

Enfin chez les amis de l'abbé Garnier un mouvement de lassitude se fit jour en se répercutant sur l'ensemble de ses œuvres. Son évêque l'encourage encore par exemple en nommant son frère Léonsecond aumônier du pensionnat, mais il multiplie les conseils de prudence : il montre même une lettre dans ce sens au Comité des Œuvres en 1880. Il ne fut donc pas surpris de l'échec.

A ce moment des missions de l'abbé Garnier commence la propagation du journal *La Croix*. Pendant deux ans l'abbé séjourne encore à Caen,

1. Il en donnait la définition suivante : « Une association catholique d'actionnaires fondateurs de la classe dirigeante avec des actionnaires sociétaires de la classe des petits patrons et des ouvriers. Aux premiers d'apporter leurs connaissances pratiques, leur bonne volonté, leur dévouement et la part de cette fortune que Dieu leur a donnée pour le bien de leurs frères. Aux autres de profiter de ces capitaux, de se rapprocher dans des intérêts communs, de se prêter un appui successif et mutuel, de s'encourager enfin dans le travail et dans l'épargne pour prouver à votre société que la religion et la vertu sont des moyens sûrs d'arriver à une modeste aisance et parfois même à une fortune honnêtement et notablement acquise.

2. Voir chapitre XX.

3. Abbé BERNARD, *op. cit.* « Beaucoup, ajoute-t-il, pratiquaient une abstention prude en égard aux susceptibilités d'un gouvernement de plus en plus ombrageux à l'égard des catholiques.

mais multiplie ses voyages à Paris chez les Pères Assomptionistes. Ses œuvres déclinent rapidement. En 1893 elles s'éteignent. Mais depuis 1890, avec soulagement peut-être, Mgr Hugonin lui a accordé l'exeat. « Désormais, dit l'abbé Garnier, j'appartiens à la France. » Les années 1888-1893 correspondent à une phase nouvelle de sa vie. Ce qu'il a fait à Caen, il va le refaire avec la France pour théâtre ; le pays tout entier le voit exhorter les hommes et créer les œuvres. Il est d'abord l'homme de *La Croix*. Partout il crée des comités locaux pour assurer la diffusion du journal. Il est aussi le « visiteur » de l'Œuvre des Cercles. Quand Harmel ne peut plus assurer la tâche écrasante de cet apostolat itinérant, l'abbé Garnier le relève et dès 1888 on lui décerne le titre de « visiteur »<sup>1</sup>. Il est en réalité l'infatigable apôtre des idées du catholicisme social et de ses œuvres. Partout où il va faire connaître *La Croix*, il parle au nom de l'Œuvre<sup>2</sup>.

Ces « missions » sont fréquentes. On en compte 23 pour le 4<sup>e</sup> trimestre de 1888. Caractéristique est leur dispersion géographique : durant ces trois mois il a prêché à Lyon, à Tours, 2 fois à Saint-Étienne, à Lille, à Angers et à Coulommiers. Ses tournées sont moins longues que celles d'Harmel, moins localisées.

Au printemps de 1889, il effectue une tournée à l'intérieur de Paris<sup>3</sup>. Puis il recommence en province. Il en sera ainsi pendant dix ans. De 1888 à 1893 il s'efforce d'implanter *La Croix* et les institutions de l'Œuvre des Cercles. Passé cette date il cherche à établir des groupements autonomes fondés par lui. Au fond la différence est mince : ce qui compte ce n'est pas l'étiquette au nom de laquelle il parle, pas plus que le groupement plus ou moins viable qu'il laisse après lui ; ce qui compte c'est la

1. Ce titre existait depuis quelques années dans l'Œuvre et correspondait à une mission de contrôle : le visiteur allait voir l'état des fondations d'une région et, en revenant, faisait un rapport.

2. *P.-V.*, 17 octobre, 7 novembre, 5 décembre 1888. Voici le tableau de son activité pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1888 :

Du 20 au 24 octobre : Séz.

Du 25 au 29 octobre : Blois.

Du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre : Saint-Étienne.

Du 2 novembre au 4 novembre : Saint-Chamond.

Le 5 novembre : Thizy.

Du 6 novembre au 7 novembre : Lyon.

Du 19 au 22 novembre : Tours, Loches, Chinon, Chateau-Renault, Vendôme.

Le 25 novembre : Perier.

Le 26 novembre : Meaux.

Le 27 novembre : Coulommiers.

Du 28 au 30 novembre : Lille.

Du 1<sup>er</sup> au 8 décembre : Angers.

Du 10 au 12 décembre : Caen.

Du 13 au 14 décembre : Vire et Flers.

Du 17 au 20 décembre : Saint-Étienne.

Du 21 novembre au 24 novembre : Paris.

Du 27 novembre au 28 novembre : Roanne.

Le 29 novembre : Amplepuis.

3. *P.-V.*, 15 mai 1889 : Paroisses visitées en mai 1889 : Saint-Michel, Saint-Georges, Belleville, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Marcel de la Maison Blanche, Saint-Nicolas du Chardonnet, Notre-Dame-de-la-Gare.

lente prise de conscience de la question sociale et de la réponse catholique par les foules de ses auditeurs.

Pour amener les catholiques français à concevoir un ensemble d'idées sociales puis à essayer de les mettre en pratique, il a fallu une lente pénétration des notions, même les plus simples, il a fallu faire sentir le besoin d'une doctrine sociale. Ce « climat » l'abbé Garnier en est sans doute le principal créateur par le nombre immense des conférences qu'il a faites dans tous les coins de France pendant dix ans, se reposant à peine : « Je ne dors qu'en chemin de fer » disait-il.

Toutes les villes le voient passer <sup>1</sup>. Plusieurs deux, trois fois et plus. Le prétexte du séjour est une conférence souvent contradictoire qui lui a été demandée, ou l'installation d'un des groupements dont il s'occupe. En général il ne travaille pas sur un terrain vierge : quelques amis, quelques sympathisants préparent la voie et suscitent une certaine curiosité : ceci au début, car vite il est assez connu pour que son nom suffise à remplir une salle.

L'abbé Garnier arrive : le matin il parle aux femmes, l'après-midi aux enfants, il tient ces deux conférences pour nécessaires parce que, dit-il, elles introduisent la religion dans la famille, avec ses préoccupations morales ou sociales, et elles mettent l'homme dans une atmosphère propice. Le soir, il assemble les hommes. Quelle que soit l'installation, planches ou estrades, sa puissante silhouette se dresse devant l'auditoire et le domine tandis que sa voix s'élève. On peut interrompre l'abbé Garnier, mais il a toujours le dernier mot.

Après la conférence, il ne s'en va pas, il interpelle les assistants et les invite à constituer une œuvre sociale.

Au bout de quelques minutes, de bon gré ou sur l'injonction de l'abbé un homme se déclare volontaire : aussitôt on le nomme président, un second est secrétaire, le troisième est trésorier et voilà le bureau de l'œuvre constitué. Technique simpliste qui procède de l'esprit impulsif et réaliste du prêtre. Il « veut battre le fer tant qu'il est chaud ». Devant cette masse d'auditeurs qu'il a profondément émue, il sent céder le respect humain et séance tenante il constitue vaille que vaille le noyau initial. En général l'œuvre échoue l'abbé parti, rien ne reste pour cimenter l'association. Car l'abbé ne peut réchauffer lui-même le zèle de ses fidèles. De loin il est impuissant à maintenir ce qu'il a trop vite créé.

Il n'est resté qu'une douzaine d'œuvres locales fondées par l'abbé Garnier : ce sont des associations agricoles <sup>2</sup>, une caisse de famille, <sup>3</sup> une

1. Calais, Saint-Dizier, Eurville, Richebourg (Pas-de-Calais), Fouilloie (Somme), Saint-Cyr (Var), Hagetmau (Landes), Boulogne-sur-Mer, Arras, Amiens, Troyes, Bordeaux, Marseille, Cognac, Versailles, Bagnère-de-Bigorre, Saint-Gaudens, Saint-Chamond, Lyon, Nîmes, Aix-en-Provence, Reims, Amplepuis, Roanne, Tours, Niort, Château-Renault, Vendôme, Blois, Chinon, Loches, Angers, Saumur, Dôle, Fontaine-les-Dijon, Béthune, Bayeux, Caen, Vire, Flers, Saint-Étienne, Coulommiers, Meaux, Sééz, etc.

2. A Richebourg (Pas-de-Calais), Fouilloie (Somme), Hagetmau (Landes), etc.

3. A Saint-Pierre-les-Calais.



école ménagère<sup>1</sup>, une Ligue du Dimanche<sup>2</sup> et des sections de l'Association Notre-Dame du Travail. Mais son ardente éloquence a encouragé les œuvres des autres. Sa conférence à Eurville, par exemple, joue un rôle décisif dans l'action sociale de M. Marcellot. Mais ces résultats concrets sont peu de choses, en regard des innombrables visites, conférences et fondations qu'il a faites : ils constituent le petit côté de son apostolat.

Les anecdotes abondent sur ses missions ; un jour à la Tour du Pin, il manque le train : « Dans combien de temps passera le suivant ? » demande-t-il. — « Dans deux heures ». — « Bien ! allez me réunir les hommes que huit connaissez, je vais leur parler. » Vingt minutes plus tard, ils étaient vous ou dix.

L'abbé les instruit en une heure et prend son train. Un an après, ces mêmes hommes tenaient un Congrès avec tous les militants de l'arrondissement. Ils étaient près de trois cents.

On reconnaîtra dans ce trait toute la méthode apostolique de l'abbé Garnier : « Éduquer et faire agir ». Éduquer c'est non seulement former le savoir des hommes, mais aussi leur caractère : à cela répond surtout la Ligue de l'Évangile à laquelle il consacra ses dernières années. Faire agir c'est mettre un instrument dans la main de l'homme et le laisser s'en servir : l'instrument c'est l'œuvre sociale.

Georges de Massüe<sup>3</sup> nous a conservé la définition imagée d'un vénérable professeur critiquant sans indulgence les méthodes de l'abbé devant de jeunes universitaires : « Messieurs, l'abbé Garnier n'a pas reçu le don d'ubiquité, mais c'est un homme qui pendant que vous dormez vient frapper à votre porte, vous réveille, allume votre bougie, vous dit l'heure qu'il est, puis s'en va. Vous êtes libres ensuite de vous lever ou de vous rendormir. »

En 1893 l'abbé Garnier quitte *La Croix* ; la cause de cette séparation reste obscure. Son départ priva *La Croix* d'un admirable propagandiste et laisse l'abbé Garnier isolé, sans liens suffisants avec la hiérarchie. Si l'on compare, en effet, son action avant et après la rupture, on tente de penser que les résultats furent plus efficaces tant qu'il fut encadré et soutenu par l'autorité supérieure.

L'abbé Garnier relevait de l'archevêque de Paris. Au témoignage de M. l'abbé Ract le cardinal Richard, qui l'avait nommé « missionnaire diocésain », le tenait en haute estime mais craignait un peu ses hardiesses et ses innovations. Léon XIII l'aimait beaucoup ; il entra au Vatican sans demander d'audience<sup>4</sup>. Il ne connut jamais les difficultés qui assombrèrent la vie de tant d'abbés démocrates.

1. A Troyes.

2. A Béthune.

3. Georges de Massüe, collaborateur dévoué de l'abbé Garnier, avait eu la velléité de se faire prêtre et fait des études théologiques très poussées. Élevé chez les dominicains, il vint à Paris, y connut l'abbé Garnier et se consacra à la Ligue de l'Évangile. On lui doit une étude sur les méthodes d'apostolat de l'abbé Garnier publiée dans l'organe de la Ligue d'Évangile.

4. Abbé RACT, *Note de Souvenir* (décembre 1942).

Six formules d'œuvres retiennent son attention, le Secrétariat, la Caisse de famille, l'Économat domestique, le bureau de placement gratuit, la caisse de prêt gratuit et la caisse de loyer. Il essaye d'introduire ces œuvres dans les faubourgs de Paris, en commençant par Aubervilliers et Pantin.

Les dirigeants de *La Croix* lui avait demandé de grouper prêtres et laïcs de bonne volonté dans l'Association Française des Conférenciers Catholiques. Un comité d'études vint compléter cette association. Il parut alors à l'abbé qu'à côté de ce groupement de pensée et de parole il fallait un comité d'action, à la fois social et politique.

Aussitôt commencé son apostolat d'Aubervilliers il créa un comité social qu'il appela « L'Action Sociale Catholique ». Il envisageait de fédérer les œuvres sociales à travers la France.

A Pantin il accentue son apostolat, servi par un jeune prêtre, ardent ; l'abbé Ract, né à Albertville en 1861, était revenu de Rome en 1888 et l'archevêché l'avait nommé vicaire à Pantin. « Quand il vit l'abbé Garnier, écrit Dabry, cette intrépidité, cette foi, cette flamme le saisirent. Il se livra complètement à lui, et devint un de ses lieutenants les plus précieux et les plus fidèles <sup>1</sup>. » A Pantin l'abbé Ract crée la première caisse de famille qui servira de modèle à toutes celles de France.

Cependant l'abbé Garnier ne perdait pas de vue le dernier point de son programme : le Comité d'action politique.

Le 21 juin 1893 il annonçait la création de l'Union Nationale. A la veille des élections de 1893 cette fondation trahissait une préoccupation électorale : aider le candidat dévoué à son programme, soutenir le candidat favorable.

Après les élections l'abbé modifie la formule. Il venait de se rendre à Bruxelles avec Harmel pour assister au Congrès de la Ligue Démocratique Belge. Très favorablement impressionné par le succès de cette fédération des cercles ouvriers et des corporations, il annonça la création de l'Union Nationale Ouvrière.

Albert de Mun réagit très favorablement au projet. Dans une lettre publique à *La Croix* il lui donna son adhésion, et invita les syndicats et associations ouvrières rattachés à l'Œuvre à y adhérer. Cette adhésion souleva des objections assez vives pour que La Tour du Pin, alors président du Comité décidât d'y surseoir jusqu'à « échange suffisant d'explications ».

A ce moment la rupture de l'abbé avec *La Croix* est complète et fin décembre paraît le premier numéro de son nouveau journal *Le Peuple français*. L'« Action Sociale Catholique » vient se fondre dans l'Union Nationale.

*Le Peuple français* s'attaqua surtout aux catholiques de droite. « Notre cœur, écrit Dabry, se serrait de douleur à la vue de tous les obstacles que des catholiques suscitaient à cette rénovation. *Le Peuple français* était la tribune d'où s'exhalait cette douleur et d'où partaient,

1. DABRY, *op. cit.*

le plus souvent, de ma main, les traits acérés contre ceux qui les causaient.

L'Union Nationale eut une évolution assez particulière. Venu à la fin de 1893 à Lyon, l'abbé fut reçu par le Comité de *La Croix* et ses jeunes dirigeants : Victor Berne, Marius Gonin, Raffin <sup>1</sup>. Son éloquence simple enthousiasma ces jeunes gens, déjà favorables à la Démocratie. L'abbé Garnier entra dans le détail de chaque œuvre et l'exposa avec ce mélange d'expérience pratique et de foi mystique si caractéristique de sa manière. Le développement des œuvres sociales à Lyon se fit donc sous l'étiquette de l'Union Nationale. Ceci explique la réserve relative du mouvement lyonnais à l'égard de la Démocratie chrétienne.

Hors la région lyonnaise l'Union Nationale revêt un caractère particulier qui rend quasi impossible d'écrire l'histoire de son évolution. L'abbé Garnier fonde partout où il le peut des comités d'Union Nationale. Ces comités, paroissiaux, portent le nom de leur paroisse ; ils se réunissent dans les locaux paroissiaux ; ils ont pour président un laïc et pour directeur le curé ou le vicaire de la paroisse <sup>2</sup>.

Pour apprécier cette organisation il faut se rappeler les difficultés irrémédiables que l'Œuvre des Cercles avait rencontrées auprès du clergé paroissial. La preuve avait été faite que le clergé n'admettait pas une organisation hiérarchisée et interdiocésaine, intervenant dans les affaires paroissiales, les œuvres et le culte lui-même, et dont la direction lui échappait complètement. Avec la conception de l'abbé Garnier le clergé est tout à fait satisfait ; mais ce fractionnement à l'infini des comités est irréductible à la notion d'un mouvement : mais il n'y eut jamais en fait un mouvement de l'Union Nationale, mais seulement des comités, de plus en plus absorbés dans la vie paroissiale et qui devinrent facilement les premières unions paroissiales. Au total une organisation vaste sur le papier mais sans consistance dans la réalité, très loin de ce mouvement de rénovation catholique sociale et politique que souhaitait l'abbé Garnier <sup>3</sup>.

Il y eut un esprit de l'Union Nationale, esprit républicain démocrate, et social, nullement opposé à la hiérarchie catholique. C'est de la démocratie chrétienne assagie, sans la même audace dans la pensée, la même indépendance dans l'action, sans la même valeur intellectuelle non plus mais avec le mysticisme de l'Évangile. Autour de l'abbé au *Peuple Français*, il y a une organisation de l'Union Nationale qui est en même temps la rédaction du journal. Mais ces collaborateurs n'étaient pas des hommes de premier ordre. D'une indulgence extraordinaire l'abbé les gardait, même médiocres. Par-dessus tout le *Peuple Français* et l'Union Nationale souffrirent du manque d'argent.

Avant la loi sur les associations, écrit G. de Massüe, 280 comités bien vivants pratiquaient la méthode de l'Union Nationale. On notera <sup>4</sup> la

1. Voir ci-dessus ch. XII.

2. V. de Marolles l'appréciait ainsi : « En certains lieux elle est très discutée, en d'autres elle a grande vogue. Elle a pour elle son nom qui a le grand avantage de ne choquer personne ; elle représente la chose la plus désirable, la plus nécessaire de l'époque actuelle (*Corporation*, 18 août 1897.) »

3. G. DE MASSÜE, *articles cités* (numéro du 19 août 1922).

4. En 1895, l'Union Nationale compte aussi près de 300 cercles d'études.



formule pour indiquer qu'il s'agit d'une manière d'être et d'agir plutôt que d'une action. En fait l'action de son Union Nationale comme la sienne propre fut de contribuer à toutes les œuvres sociales qu'elles rencontra, et notamment les cercles d'études, les pèlerinages ouvriers, les messes d'hommes dont l'abbé Garnier fut l'initiateur, les œuvres sociales agricoles de l'abbé Farel dans le Gers, celles de l'abbé France dans l'Isère, etc. A Clichy son action transforme la paroisse. A Clignancourt il élève une « Maison du Peuple » sorte de centre permanent bien aménagé, de toutes les œuvres sociales, suivant une formule tout à fait nouvelle. Aussi était-ce avec quelque vérité qu'Harmel disait : « On n'a pas fait une seule œuvre importante en France sans l'abbé Garnier<sup>1</sup>. »

Telle fut l'action de l'abbé Garnier : il nous reste à voir quels furent ses rapports avec la Démocratie chrétienne,

L'abbé Garnier, jusqu'à la mort de Léon XIII, est resté réservé à l'égard du mouvement démocrate chrétien. On peut attribuer cette réserve, soit à un besoin d'indépendance, naturel chez lui, soit à un désaccord doctrinal, mais plutôt à la prudence des évêques. Ce prêtre est le plus clérical des abbés démocrates.

Fin août 1897, l'abbé Garnier rentre de Rome. Il a longuement conféré avec le Pape de ses rapports avec les démocrates chrétiens. Avant d'en rendre compte il fait justice d'une solidarité quelconque entre les amis de l'abbé Naudet et lui. « Nous<sup>2</sup> devons même bien préciser ici les nuances qui nous séparent d'un autre mouvement chrétien que nous ne voulons pas critiquer, mais dont on essaie de nous rendre solidaires. C'est celui d'un prêtre qui soutient souvent les thèses les plus paradoxales, qui enseigne la nécessité de former l'homme avant le chrétien, qui pense que l'on fait à l'humilité chrétienne une place démesurée ou bien encore que nous gagnerions à négliger davantage l'imitation de Jésus-Christ. Nous laissons à leur auteur toute la responsabilité de ces doctrines, nous concentrons tous nos efforts sur l'exécution du grand travail de l'Union Nationale, nous poussons de toutes nos forces à l'union des classes, au « rapport mutuel » et à l'amour sincère que nous devons professer les uns pour les autres. » Il ajoute : « Chacune des œuvres qui existent en France doit travailler de son côté, par ses moyens propres et suivant sa méthode particulière. Ce serait une grande faute de vouloir fonder toutes ces œuvres en une seule avec un seul comité pour diriger le tout et identifier toutes les actions. »

A Lyon le groupe démocratique développé sous l'étiquette de l'Union Nationale organisa son congrès sous les auspices de l'abbé Garnier et fut désavoué par le parti démocratique chrétien.

A partir de 1898 l'abbé Garnier se retira progressivement de l'action sociale pour se consacrer au *Peuple Français*, et de plus en plus à la Ligue de l'Évangile qu'il avait fondée.

Il mourut à Montmagny (Seine-et-Oise) en 1920.

1. 23 juin 1901 à un banquet.

2. *Corporation*, 28 août 1897.

*Les jardins ouvriers.*

De toutes les œuvres sociales dont nous allons passer la revue, la première en importance et la plus originale est sans doute celle des jardins ouvriers.

L'idée en vint au docteur Lancry, jeune médecin de Dunkerque, tandis qu'il préparait sa thèse sur « la population de Fort-Mardick ». Cette petite population de pêcheurs, voisine de Dunkerque, pratiquait une vieille coutume : l'attribution à un jeune couple, la vie durant, de 24 ares, de terre insaisissables. Très frappé, le docteur en fit la base d'un système social.

Admis au syndicat des ouvriers de Dunkerque en qualité de médecin, il manœuvra de façon à empêcher la conférence projetée d'un orateur socialiste et à le remplacer. Aussitôt devant l'auditoire presque entièrement socialiste, il oppose la formule des 24 ares à celle des  $3 \times 8$ .

Au commencement de son mariage, le Fort-Mardickois bâtit une maison comprenant une chambre à coucher, une cuisine et une remise. Plus tard il complète sa maison par une salle à manger et une nouvelle chambre à coucher. Ainsi presque toutes les familles arrivent-elles à posséder au bout de quelques années une maisonnette d'une valeur de 1.500 fr., et cela malgré les nombreuses naissances qui se succèdent, les parents en effet ne se préoccupent pas de leur futur établissement, la terre et l'association y pourvoiront. D'ailleurs le Fort-Mardickois arrive souvent à l'aisance et quelquefois même, en se faisant armateur, il devient riche.

Ces avantages matériels ont leur répercussion sur le plan moral. Le Fort-Mardickois vit dans son pays entouré de sa femme et de ses enfants, protégé par la sainteté du foyer domestique et par le souvenir de ses aïeux qui tous ont été d'honnêtes gens. La seule aristocratie qu'il connaisse est celle des mérites et des services rendus, les seuls parchemins qu'il apprécie, les diplômes de maître au cabotage ou de capitaine au long cours. Le pays le plus uni et le plus libéral qui existe, avec ses mœurs pures, ignore l'alcoolisme et élit ses conseillers municipaux à l'unanimité.

Ainsi parla le docteur Lancry. Quand il proposa de réclamer les 24 ares au lieu des  $3 \times 8$ , il fut longuement acclamé. De ce jour, le 4 septembre 1892, commença la revendication du « Bien de famille ». Les premiers collaborateurs du docteur furent des prêtres.

La propagande était faite par de nombreuses conférences et complétée par une revue, d'abord *La Terre de France* du docteur Lancry, puis avec plus de succès *La Justice Sociale* où il tenait une chronique. On donna le nom de « Terrianistes » à l'équipe du docteur Lancry, et l'on désigna par l'expression de « Terrianisme » non seulement la revendication des 24 ares, mais les arguments philosophiques dont il en vint à se servir pour l'étayer. L'homme avait un droit naturel à une parcelle de terre qui lui était indispensable pour transformer son travail en pain.

On peut admettre que la thèse du docteur Lancry est le premier fait chronologique dans l'histoire des jardins. Tandis qu'elle donnait nais-

sance au mouvement terrianiste, elle recrutait en l'abbé Lemire l'apôtre incomparable de cette doctrine nouvelle et donnait ainsi au terrianisme une première forme d'application concrète.

Une dame de Sedan, Félicie Hervieu <sup>1</sup>, secourait depuis de longues années une famille de dix personnes, toujours aussi misérable malgré ses dons généreux et renouvelés. C'est pourquoi elle dit un jour au père de famille : « Il faut vous sortir de cette impasse ; faites un effort et moi je m'engage à verser à votre nom chaque mois 6 fr. <sup>2</sup>, si de votre côté vous réussissez à m'apporter 3 fr. L'acquiescement fut difficile à obtenir, mais le livret atteignit à la fin de l'année le total prévu de 108 fr. « Maintenant, dit Madame Hervieu à son protégé, il faut faire fructifier cette somme. Vous allez louer un jardin et à vos moments libres, avec vos grands enfants, vous cultiverez des légumes qui vous aideront à vous nourrir tous. » Ce projet ne souriait guère à des gens habitués à tout recevoir gratuitement, que de rêves sur ces 108 fr. ne se détruisait-il pas tout à coup. Ici encore Madame Hervieu tint bon, menaçant de cesser tout secours s'ils ne trouvaient pas le champ et s'ils ne le travaillaient pas avec soin. Ils le trouvèrent donc, et se mirent à le travailler d'abord à contre-cœur, puis, petit à petit, avec plus de goût. Ils récoltèrent assez de légumes non seulement pour nourrir leur famille, mais encore pour lui procurer par leur vente un petit bénéfice. Cette famille sans devenir riche se mit ainsi à l'abri du besoin et les fils prirent l'habitude de passer au jardin leurs moments de loisir.

Devant ce succès, Madame Hervieu décida d'en appliquer le principe sur une grande échelle. En 1892 elle fondait à Sedan « l'Œuvre de la Reconstitution de la Famille » <sup>3</sup>, distribuant les terrains proportionnellement à l'importance des familles. Deux hommes de confiance la dirigèrent, firent les achats de semences et d'engrais, surveillèrent les cultures. Au bout de deux ans les ouvriers achetèrent eux-mêmes semences et engrais <sup>4</sup>.

Le principe de l'œuvre est onéreux. Il faut trouver des recettes de l'ordre de 1.700 fr. par an. Où les trouver ? En 1895 l'œuvre reçoit un legs de 1.000 fr. dont elle se sert pour acheter de nouveaux terrains. L'année précédente, le ministre de l'Intérieur demandait au Conseil

1. J.-B. PIOLET S. J., *L'Œuvre des jardins ouvriers à Saint-Étienne, à Sedan, Paris*, 1899.

2. C'était à peu près la somme qu'elle leur donnait depuis longtemps.

3. Le Comité composé de 4 membres est exclusivement féminin.

4. Les terrains sont répartis ainsi : familles de 1 et 2 personnes : 374 m<sup>2</sup> ; familles de 1 et 3 personnes : 430 m<sup>2</sup> ; familles de 4 et 6 personnes : 516 m<sup>2</sup> ; familles de plus de 6 personnes : 688 à 820 m<sup>2</sup>.

En 1893 l'Œuvre coûta 531 fr. 75, soit 19 fr. 70 par famille ou 3 fr. 67 par personne. Elle nourrit 27 familles.

En 1894 l'Œuvre coûta 1.005 fr., soit 18 fr. par famille ou 4 fr. 17 par personne.

En 1895 l'Œuvre coûta 1.898 fr., soit 25 fr. 65 par famille ou 5 fr. 27 par personne. Elle nourrit 74 familles.

En 1896 l'Œuvre coûta 1.530 fr., soit 20 fr. 67 par famille. Elle nourrit 74 familles.

En 1897 l'Œuvre coûta 1.735 fr., soit 19 fr. 27 par famille. Elle nourrit 90 familles.

En 1898 l'Œuvre coûta 1.900 fr., soit 15 fr. 12 par famille. Elle nourrit 125 familles.



Général d'aider l'œuvre et lui-même lui accordait (1896) une subvention de 100 fr.

L'insuffisance des ressources freina le développement malgré la bonne qualité du sol.

En 1894 Madame Hervieu complétait cette œuvre par la « ferme mutuelle » : moyennant un versement mensuel de 1 fr. la ferme attribue 516 m. de terrain à 15 jeunes gens de 16 à 17 ans choisis au sein des familles assistées.

Madame Hervieu avait bien d'autres projets. A côté de la ferme mutuelle, destinée aux garçons, elle rêvait d'établir une œuvre réunissant tous les soirs les jeunes filles pour confectionner en commun leurs futurs trousseaux de mariage.

Elle concevait une vaste mutualité terrienne dont les buts principaux seraient d'aider le travailleur honnête à élever ses enfants sans blesser sa dignité, de « prendre sous sa protection morale l'enfant dès son entrée dans la vie, pour le guider, le suivre, dans tout le cours de son existence » de combattre énergiquement la pratique de l'aumône et celle de la mendicité sur la voie publique, et enfin de réunir l'argent ainsi épargné pour ouvrir des travaux aux ouvriers en chômage.

L'esprit de Félicie Hervieu n'était pas dépourvu de certaines illusions. Elle avait conçu ce projet presque aussitôt après avoir fondé « l'Œuvre de la Reconstitution de la Famille » dont le nom disait ses ambitions. Par la suite elle ne cessa de le développer en pensée, tout en cherchant les hommes susceptibles de l'aider. Pendant ce temps, l'abbé Lemire, gagné aux idées du docteur Lancry les mettait en bonne place dans la profession de foi qu'il adressait aux électeurs d'Hazebrouck. Sa formule était claire : « Ce que je veux c'est pour tout ouvrier, que la maison de famille et le jardin qu'il acquiert par son travail soient insaisissables, exempts d'impôts et de droits de succession. »

L'élection de ce simple prêtre le désigne à l'attention du pays. Dans ces conditions rien de surprenant à ce que Félicie Hervieu ait pensé à s'adresser à lui. Elle lui envoya un volumineux rapport sur son projet. L'abbé Lemire le lut avec attention et y découvrit l'histoire initiale de cette famille qui avait bénéficié de son jardin. Ce récit, de quelques lignes, disparaissait derrière l'ample projet de Madame Hervieu, mais frappa l'abbé. A la Chambre il avait pu mesurer combien sa revendication du Bien de famille était étrangère aux préoccupations de ses collègues ; il voyait qu'il lui faudrait beaucoup de temps avant d'en obtenir le vote. L'attribution d'un jardin était une première étape, et elle offrait l'immense avantage de pouvoir être entreprise de suite.

Il écrivit aussitôt au docteur Lancry pour lui signaler dans ce « fatras » l'histoire du premier jardin. Séduit, le docteur Lancry le fit connaître, en l'appelant « jardin ouvrier », expression qui devait faire fortune.

En février 1894 l'abbé Lemire prononçait son premier discours parisien au Cercle de Luxembourg et y mentionnait le jardin ouvrier, étape vers le Bien de famille. Peu après il se fit à lui-même cette promesse

que partout où il prendrait la parole, sur quelque sujet que ce fut, il dirait quelques mots des jardins. Il tint parole et devint l'apôtre des jardins ouvriers. Ainsi s'établit une remarquable propagande dont l'abbé Lemire était l'orateur et le docteur Lancry l'écrivain. Dans chaque numéro de la *Justice Sociale*, celui-ci revenait sur un aspect de la question. Enthousiaste de nature, il réussit à faire connaître aux quatre coins de France l'expérience de Madame Hervieu. Dès cette année 1894, l'abbé Fourcy, curé de la Basse-Ville fondait les jardins ouvriers de Montreuil-sur-Mer, avec le principe de l'assistance confessionnelle. Suivirent les jardins de Saint-Étienne, Besançon, Boulogne-sur-Mer, et bien d'autres <sup>1</sup>.

De toutes ces réalisations celle de Saint-Étienne se classe à part tant par la hardiesse de ses conceptions que par l'ampleur de son succès.

Le Père Volpette <sup>2</sup> (1856-1922), de la Société de Jésus, professeur au Collège Saint-Michel voulait soulager la population stéphanoise en proie à une crise aiguë de chômage. Il avait constaté l'inefficacité de l'aumône et cherchait une autre forme d'aide, quand un article du *Temps* <sup>3</sup> lui apprit les résultats obtenus par Félicie Hervieu à Sedan. Il en parla aux ouvriers dont l'accueil fut très favorable, puis aux patrons qui se montrèrent assez réticents. « Personne ne voudra travailler » dit l'un. « S'ils acceptent ils ne voudront plus quitter les champs » dit l'autre. Passant outre le P. Volpette réussit à louer un champ de 1.400 m. à l'ouest de la ville au-dessus de la gare. Il divisa ce champ en une trentaine de lots d'un peu plus de 400 m. en moyenne. Des piquets limitèrent les bordures et un petit nombre d'allées parcoururent le champs en tout sens. On tira au sort les lots. Ainsi parut le champ Sainte-Marie berceau de l'œuvre. Deux autres petits champs vinrent agrandir le terrain primitif. Établis sur une hauteur, il fallut leur amener l'eau ; ce travail fut très coûteux malgré que les ouvriers en eussent assuré eux-même l'exécution partielle.

L'œuvre se développa rapidement <sup>4</sup>. A la fin de 1899 elle comptait

1. Nous avons pu préciser ici l'enchaînement des événements fournis par M<sup>lle</sup> Arbetlet, secrétaire de l'abbé Lemire, quelques années plus tard. Outre ce qu'elle tient de l'abbé lui-même, M<sup>lle</sup> Arbetlet a eu connaissance de papiers encore inédits de l'abbé dont l'étude a été rendue impossible du fait de la guerre. N'est pas encore précisée : la date de réception du rapport Hervieu par l'abbé Lemire. « Il était, nous dit M<sup>lle</sup> Arbetlet, à la Chambre depuis quelques semaines ». Il faut donc la placer deux mois après les élections au plutôt et quelques semaines avant la conférence du Luxembourg de février 1894. Quelques semaines pour écrire au Docteur Lancry, avoir sa réponse, décider une propagande en ce sens, etc., soit entre août et décembre 1893.

M<sup>lle</sup> Arbetlet a vu la lettre de l'abbé Lemire au Docteur Lancry avec le mot « fatras ».

2. Deux études lui ont été consacrées : J.-B. PROLET, *op. cit.* et P. Louis THÉOLIER S. J., *L'homme noir chez les hommes noirs*. Paris, 1903 (le P. Volpette fondateur des J. O., 1856-1922), 37 p., in-8°.

3. Numéro du 4 janvier 1895.

4. 1895, surface occupée : 14.000 m<sup>2</sup> + 15.000 m<sup>2</sup> + 25.000 m<sup>2</sup> = 54.000 m<sup>2</sup> ; frais 3.500 fr. pour 100 familles (600 personnes), bénéfice, 6.000 fr.

1896, surface occupée : 9.400 m<sup>2</sup> + 18.500 m<sup>2</sup> + 44.400 m<sup>2</sup> = 72.500 m<sup>2</sup> ; frais, 2.031 fr. pour 130 familles (780 personnes), bénéfice, 10.420 fr.

380 jardins. A cette date le P. Volpette recevait encore beaucoup d'offres de terrains et de demandes de jardins ; mais il les refusait, à contre-cœur, faute de ressources suffisantes. Le développement exceptionnel de son entreprise obligeait à des dépenses doubles et bientôt triples de celles de Sedan. Il est vrai que le nombre de familles assistées était, lui, multiplié par vingt.

Où trouver les ressources ? Le P. Volpette les demanda à la charité. Professeur au collège Saint-Michel il constitua parmi les mères de ses élèves un comité de Dames patronnesses et réussit à se procurer des dons de 25 fr. Il recueillit aussi de nombreux dons d'élèves, La compagnie des Houillères de Saint-Étienne l'aida en lui louant des terrains pour une somme dérisoire ; néanmoins, ici comme à Sedan, la faiblesse constitutionnelle de l'œuvre est de n'avoir pas de ressources propres.

Pour avoir un jardin, il faut s'engager à remplir trois conditions : à travailler avec soin le terrain confié, à ne pas travailler les dimanches et jours de fêtes légales, à ne rien faire qui puisse porter une atteinte grave au bon renom de l'œuvre. Le respect du repos dominical avait été mis là moins par scrupule religieux — le Père voulant éviter de donner un caractère confessionnel à l'œuvre — que pour ménager la susceptibilité de certains patrons Stéphanois sur la générosité desquels il comptait. Mais l'originalité réside dans l'administration autonome de l'œuvre par son Conseil général, réunion annuelle des conseils particuliers. Le Conseil particulier administre le champ. Ses membres sont élus par les pères de famille à raison d'un conseiller pour cinq familles. Il se réunit en moyenne quatre fois par an. Le Conseil répartit les sommes que le Père directeur met à sa disposition. Il peut retirer la partie non cultivée à une famille et l'attribuer à une autre mais après un triple avertissement. Il peut refuser les semences et même exclure une famille sous réserve de l'approbation du Conseil général.

Le Conseil général siège une fois l'an, le jour de l'Épiphanie. Il fixe les sommes à dépenser pour chaque champ ; il accepte les familles nouvelles qui demandent un jardin, il exclut les familles dont le chef a transgressé l'une des quatre conditions d'admission ; il arbitre les différends entre les familles et leurs Conseils particuliers, il détermine les mesures qui peuvent contribuer au lien de l'œuvre et aménage ses statuts sous réserve des quatre conditions d'admission qui sont intangibles.

A côté des jardins ouvriers, le jésuite s'intéresse à la maison ouvrière, la caisse rurale et les retraites. Les ouvriers avaient commencé par élever des tonnelles sur leurs jardins, puis ils bâtirent des petites maisons, et en

1897 = 110.500 m<sup>2</sup> ; frais 3.718 fr. pour 224 familles (1.318 personnes), bénéfice, 17.000 fr.

1898, surface occupée = 178.500 m<sup>2</sup>, frais 5.948 fr. pour 375 familles (2.250 personnes).

1899, surface occupée = 230.000 m<sup>2</sup>.

Budget des jardins ouvriers pour 1899 : Location : 1.649 fr. 70. Achat d'instruments : 120 fr. Clôture : 300 fr. Transport d'engrais : 900 fr. Semences : 1.614 fr. Abonnement aux eaux : 625 fr. Divers : 650 fr. Ce qui donne un total de 5.948 fr. 70.



1899 on en comptait une douzaine achevées ou en construction. Les « jardiniers » construisaient à leur frais, le P. Volpette les aidant matériellement dans la mesure du possible. Ils pouvaient habiter leurs maisons et s'ils les quittaient avant 3, 4 ou 5 ans ils recevaient une indemnité de 300, 200 ou 100 fr. Au delà des cinq ans la maison s'incorporait au jardin et pouvait être confisquée avec lui.

Dans l'ensemble les maisons eurent le même développement que les jardins : on en comptait une dizaine en 1900. Si un vieux bricoleur voulait bâtir lui-même son logement, les frais n'étaient pas grands, ainsi furent construites les deux premières maisons. Mais quand des pères de famille voulurent des maisons pour y loger huit personnes, dont six enfants, il leur fallut des constructions mieux faites et plus spacieuses. Le P. Volpette s'efforça alors de prêter de l'argent aux ouvriers à des taux modérés leur permettant de se libérer rapidement grâce aux économies faites sur leurs propres loyers. Mais il manquait de capitaux. Sur le conseil d'un capucin le R. P. Marie Bernard, il fonda une caisse rurale. Puis, cautionné par quelques amis généreux, il s'adressa à une banque de Saint-Étienne qui lui consentit des prêts à 2 %. Sa caisse rurale prêtait à 3,5 % ; la différence permettait de couvrir quelques frais et de constituer une petite réserve. Le P. Volpette eut l'idée d'inscrire son œuvre au syndicat agricole de la Loire qui lui faisait des conditions avantageuses pour l'achat des semences.

Au besoin Volpette se fit inventeur : « Les collégiens, qui vers 1895 venaient le soir chez lui le trouvaient au milieu de petits sacs de ciment, de moules en bois et de poussière de mâchefer <sup>2</sup>. Il avait trouvé une brique plus solide et plus dense que la brique ordinaire, due à un habile dosage de ciment et de scorie vitrifiée du charbon. Il prit un brevet et fonda une briqueterie économique mais son procédé convenait davantage aux entreprises du bâtiment qu'aux ouvriers.

Le P. Volpette prit une grande part au développement de la caisse nationale des retraités pour la vieillesse. Pour y attacher les ouvriers il obtint des remises de bout de l'an chez les fournisseurs de l'œuvre et déposa ces petites sommes ; il constitua même des dépôts au nom d'enfants de 13 ans à raison de 10 centimes par jour prélevés sur le salaire quotidien.

L'abbé Lemire et le docteur Lancry voulurent grouper les membres de l'école terrianiste et les fondateurs de jardins ouvriers. C'est pourquoi le 21 octobre 1896 à Hazebrouck ils décidèrent la fondation de « La ligue du coin de terre et du foyer ». L'année suivante, autorisée, la ligue s'établissait au domicile du prêtre-député, 26, rue Lhomond. Elle fut un heureux instrument de propagande. Ses dirigeants s'efforcèrent d'y attirer les industriels en leur demandant d'attribuer des jardins à leurs ouvriers <sup>2</sup>.

1. R. P. THÉOLIER, *op. cit.*

2. Le 25 juin 1897. Un prêtre français établi à Bruxelles, l'abbé Gruel, fonda les premiers jardins ouvriers de Bruxelles et la Ligue Belge du coin de terre et du foyer en 1896.

Le développement des jardins étant considérable, l'abbé Lemire décida de réunir tous les fondateurs en un congrès à Paris et pour étendre le champ des expériences il y invita des personnalités étrangères. Le premier congrès international des Jardins ouvriers se tint à Paris les 24 et 25 octobre 1903. Il eut un vif retentissement. Louis Rivière donna dans son rapport d'ensemble les conclusions d'une vaste enquête préalable qu'il avait menée dans tout le pays. Il fit connaître l'existence de 134 œuvres comprenant 6.453 jardins répartis en 294 groupes et couvrant une superficie de 269 hectares. Le caractère familial de l'œuvre était partout très prononcé, il admit qu'à raison de 7 personnes par famille, on pouvait évaluer à 46.144 le nombre de personnes assistées par l'œuvre. Si beaucoup de fondations sont individuelles (dues dans 22 cas à des ecclésiastiques) nombreuses aussi sont les fondations entreprises par des sociétés de secours mutuels, des associations privées comme le Ligue anti-alcoolique, des conférences Saint Vincent-de-Paul, des bureaux de bienfaisance, des municipalités. En général les sociétés de jardins louent les terrains. On trouve des conceptions différentes en matière d'allocation supplémentaire pour graines, engrais, outils, en matière de liberté de l'écoulement et de la culture du produit et enfin de repos dominical. Ce point fournit matière à la plus vive discussion et il est remarquable de voir les ecclésiastiques défendre la dérogation autorisée.

Le congrès enregistre aussi un certain nombre de résultats indirects, le développement des sentiments de solidarité et de reconnaissance, la pratique des visites utiles aux contacts sociaux, le développement des réunions le dimanche, les constructions d'abris et de tonnelles, de maisons bâties sur les jardins et même d'une maison commune. La première maison commune fut construite à Brives en 1898 sur l'initiative de l'abbé L'Ebraly, la seconde, plus importante à Grenoble par M. Vellot. Enfin le congrès constata le rôle des jardins ouvriers dans la lutte contre la mortalité infantile, la tuberculose, l'alcoolisme, la campagne en faveur de la mutualité et dans l'observation des fêtes patronales. Le congrès constata aussi le développement des fenêtres fleuries, dites « jardin ouvrier à domicile » et enregistra de rares cas de dots terriennes. Beaucoup de jardins ouvriers étaient organisés par une profession, tels ceux des douaniers, des gendarmes, des éclusiers, les jardins militaires, scolaire, de presbytère.

Le congrès entendit une discussion sur le mot même de jardin ouvrier. Le docteur déclara que M<sup>me</sup> Hervieu était intervenue avec véhémence pour faire adopter l'expression « Reconstitution de la famille » mais qu'il avait tenu bon. « Il y a, dit-il, dans ces mots « jardins ouvriers » l'idée de la double corde à l'arc : le travail de l'usine et celui de la terre. » Le docteur Lancry conclut le débat en disant que le jardin ouvrier était une étape vers la reconstitution de la famille <sup>1</sup>.

1. Congrès international des jardins ouvriers (Paris 24-25 octobre 1903). *Compte rendu* par l'abbé LEMIRE, député, avec le concours de M. Louis RIVIÈRE, secrétaire de Congrès.

*Les Secrétariats du Peuple.*

Le secrétariat du peuple a connu une étonnante faveur dans les dernières années au XIX<sup>e</sup> siècle. Les catholiques « sociaux » ont vu là une œuvre facile à fonder, facile à gérer, utile, peu coûteuse et permettant un contact constant avec les milieux populaires.

Sur ses débuts, nous sommes mal renseignés. Nous ne pouvons pas dire avec précision : ici fut le premier secrétariat du peuple. Nous ne savons pas d'où il tire son nom.

La première mention que nous en trouvons, figure dans les procès-verbaux du comité de l'Œuvre des Cercles à l'occasion du voyage d'Harmel à Roanne en décembre 1885. A cette date des habitants de la ville ont décidé d'ouvrir un « Secrétariat du peuple » <sup>1</sup>. Harmel encourage l'idée. L'institution est donc conçue, sinon exécutée, dès cette date ; mais nous ne savons pas d'où elle vient, ni si le projet de Roanne prit corps : on n'en trouve aucune mention ultérieure.

Le premier secrétariat du peuple dont nous constatons l'existence est celui qu'ouvrit à Caen l'abbé Garnier. Nous ne savons pas d'où lui vint l'idée ; en lisant le compte rendu de l'assemblée <sup>2</sup> où sa fondation fut annoncée, on n'a pas l'impression qu'il s'agisse du premier du genre. Cependant jusqu'à nouvel ordre, il est le plus ancien, à coup sûr, un des tout premiers.

L'abbé Garnier l'ouvrit en janvier 1887, dans le cadre de l'Association chr. tienne de l'Industrie et des arts et métiers <sup>3</sup>, mais il en étendit le bénéfice à tous les ouvriers de la ville. « Le secrétariat du peuple a pour but d'obtenir en faveur de tous les ouvriers, même ceux qui ne font pas partie de ces œuvres, des consultations et renseignements gratuits de médecin, d'avoué, de notaire, d'avocat, etc. Un bureau est ouvert deux jours par semaine où des membres du conseil intérieur se tiennent à la disposition de leurs camarades pour, à leur demande, leur délivrer ce qu'on peut appeler un billet de consultation, sur la présentation duquel ils seront toujours assurés de trouver le meilleur accueil de la part des hommes qui n'hésitent jamais à se dévouer complètement aux intérêts de la classe ouvrière sous quelque forme qu'ils se manifestent <sup>4</sup>.

« Cette dernière œuvre, ajoutait le secrétaire général de l'Association est pour nous une grande satisfaction. Par elle, en effet, nous voyons nos confrères ouvriers prendre eux-mêmes l'initiative de la classe dirigeante en faveur de leurs camarades. »

Dès cette première réalisation le secrétariat apparaît comme un organisme gratuit où des hommes de « la classe dirigeante » apportent aux ouvriers l'information juridique ou médicale dont ils peuvent avoir

1. P.-V., 22 février 1886 et 4 avril 1888.

2. P.-V., 4 avril 1888.

3. Voir ci-dessus même chapitre, p. .

4. Assemblée générale des Œuvres Ouvrières à Caen, 27 mars 1887.



besoin ; les tentatives d'élargissement ne changeront guère ces caractères fondamentaux.

En 1888, l'Institution apparaît à Toulouse<sup>1</sup> ; elle est l'œuvre du cercle catholique d'ouvriers dit cercle Notre-Dame. Elle comprend un médecin et un avocat. Le conseil intérieur du cercle prévoyant d'autres offres de collaboration, divise son territoire en huit sections : dans chacune d'elle un délégué de quartier assure la liaison avec le secrétariat.

Nous en trouvons ensuite un à Paris<sup>2</sup>, puis à Lyon<sup>3</sup> dans le quartier de la Croix-Rousse. Ici on a commencé avec le seul service juridique mais celui-ci ne borne pas son rôle au conseil ; il fait les démarches pour ses nombreux clients.

On peut penser que sous l'influence de l'Œuvre des Cercles il s'est ouvert plusieurs secrétariats en 1888-89, mais que la plupart, dont on ne trouve plus mention, n'étaient guère solides et n'ont pas duré.

A cette catégorie appartenait sans doute le secrétariat fondé, en décembre 1889, à Poitiers avec un programme et une organisation beaucoup plus larges que les précédents. Ses commissions<sup>4</sup> devaient traiter les questions les plus diverses et être responsables devant le comité poitevin de l'Œuvre des Cercles. Elles lui rendraient compte de leurs travaux chaque mois. Les questions leur seraient soumises par les délégués de quartier. Chaque commission aurait son président choisi en raison de ses connaissances spéciales. Le comité espérait que le secrétariat élargirait les cadres un peu trop fermés de l'Œuvre de Poitiers<sup>5</sup>. Mais on en entendit plus parler.

En janvier 1890, Léon Harmel en fondant le secrétariat du peuple à Reims allait donner à l'institution nouvelle ses traits définitifs. Il le fit avec le réalisme si caractéristique de son action sociale ; le succès fut tel qu'on considéra par la suite Reims comme le berceau du secrétariat du peuple.

Le secrétariat rémois comprenait deux sortes de collaborateurs : ceux qui recherchaient la misère, les « délégués du quartier », et ceux qui la soulageaient, répartis dans les différents bureaux de l'Institution. Ceux-ci comprenaient une section juridique, une section médicale, des services de renseignements et de placement.

Pour Harmel l'essentiel était de former des délégués de quartier :

1. P.-V., 22 février et 4 avril 1888.

2. P.-V., 4 avril 1888.

3. P.-V., 18 avril et 4 mai 1888.

4. En voici la liste :

I. Commission de consultations d'avocats, de notaires, d'avoués, etc.

II. Commission de révision de feuilles d'impôts, patentes.

III. Commission de révision des lettres de voitures, tarifs de chemin de fer.

IV. Commission d'assurance et de consultation financière.

V. Commissions d'admission aux hôpitaux et des œuvres de bienfaisance.

VI. Commissions de placement et de protection du travail chrétien.

VII. Commission des œuvres de bienfaisance en dehors de la ville de Poitiers.

VIII. Commissions de protection des militaires.

IX. Commissions des écoles.

Cette fondation fut annoncée dans l'*Association Catholique* du 15 janvier 1890.

5. P.-V., 25 décembre 1889.

« choisis toujours parmi les modestes salariés qui connaissent par expérience les mille soucis occasionnés dans la vie ouvrière par les enfants, le logement et les maladies, ils possédaient plus naturellement que d'autres l'intelligence et la compassion de la vraie misère, plus facilement ils la devinaient ou bien en provoquaient la confiance ». Dans une note, Harmel observe que l'éducation des délégués de quartier doit être la préoccupation principale du secrétariat, puisque l'institution vaudra ce que vaudront les délégués dans l'exécution de leurs missions. Dans les réunions hebdomadaires, indispensable pour les former, chacun doit rendre compte des services rendus, poser les questions qui l'embarrassent. On leur explique comment ils doivent trier les misères qu'ils ont à soulager de façon à exclure de la classe des mendiants ceux qui peuvent travailler et faire honneur à leurs petites affaires pour les faire passer dans la classe des vrais travailleurs.

Ainsi fut mise sur pied, sous le patronage de Notre-Dame de l'Usine, cette organisation, les délégués s'y donnant de tout leur cœur sous la direction de l'abbé Lecomte et du P. Watrigant. Au bout de deux ans, des dames d'œuvres vinrent se plaindre à l'archevêché de manquer d'ouvrage. Harmel forma aussitôt un corps de visiteuses « les dames auxiliaires du secrétariat ». Au cours d'une séance houleuse à la Chambre, le député Dron appela l'attention du gouvernement sur le Secrétariat du peuple, demandant au gouvernement s'il trouvait « légale » cette nouvelle organisation <sup>1</sup>.

« Dans l'esprit de mon père », nous a dit M. Léon Harmel, « le secrétariat du peuple continuait cette action de rapprochement entre les classes dirigeantes et le peuple qui était celle de l'Œuvre des Cercles, mais alors que l'œuvre s'était surtout adressée à la noblesse, aux propriétaires fonciers et à l'armée, le secrétariat du peuple mettait les professions libérales au service des classes chrétiennes laborieuses <sup>2</sup>.

Tout de suite Harmel greffa sur le secrétariat un bureau de placement, destiné à rendre au travail certains mendiants qui en étaient capables. Des ouvriers, les « dizainiers », venaient même des extrémités de la ville signaler les places vacantes <sup>3</sup>.

L'année 1891 vit le secrétariat du peuple à Paris, où le premier s'ouvrit 14, rue des Petits Carreaux, le 26 février. Le choix de cette adresse illustre l'influence d'Harmel, car c'était le siège de l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie qu'il venait de fonder. Peu après un second secrétariat s'ouvrait aux Batignolles. Puis vinrent ceux de Clichy et du Panthéon. Dès le mois d'avril, l'idée se faisait jour de les relier entre eux par un comité général dont la première réunion se tint le 19 avril sous la

1. J. O., Séance du 13 juin 1892. G. Dron interpellait sur le syndicat patronal de Lille (cf. chapitre VIII). Le ministre, Loubet, ne répondit pas à la question de Dron.

2. M. Léon HARMEL, témoignage verbal 1943.

3. Pour organiser le service médical, Harmel invita les médecins de la ville à une réunion qu'il présida et où il exposa le but de l'œuvre. Les sceptiques l'avaient mis en garde : les médecins ne répondraient pas. Contrairement à leur attente tous voulurent en être (P.-V., 5 février 1890).

direction du P. du Lac <sup>1</sup>. Cette organisation parut avoir de bons résultats car elle se développa régulièrement. Harmel insiste sur le caractère « vivant » de l'œuvre de Paris.

En novembre 1893, 15 secrétariats sont représentés rue des Petits Carreaux. On décide de « marcher en union et en accord avec les indications de l'Œuvre des Cercles » <sup>2</sup>.

L'intégration se fait bien dans le cadre paroissial. Le 25 novembre 1894 se tint une importante séance ouvrière où les délégués des 17 secrétariats étudièrent en commun plusieurs questions relatives à leurs activités. Cette séance prépara le congrès ouvrier régional de 1895 <sup>3</sup>. En 1895 on comptait 21 secrétariats à Paris et en banlieue <sup>4</sup>. En province Ernest Milcent et Garnot le firent adopter par le syndicat agricole de la Manche, où dès 1891 il fonctionnait dans cinq cantons avec délégués communaux <sup>5</sup>.

À peine constitué, le comité des secrétariats du peuple de Paris demanda l'établissement de relations régulières entre les secrétariats de Paris et de province : « Par ce moyen, disait-il, on pourrait rendre plus de services, les secrétariats de Paris seraient à la disposition de nos amis de province pour les démarches, renseignements et services à rendre. Réciproquement nos amis nous seraient très utiles pour des clients de Paris qui ont leur famille et leurs affaires en province. En outre la communication des efforts et des résultats de chacun serait un encouragement et un élargissement de l'œuvre, qui, étant à ses débuts, n'a pu encore trouver toutes les applications dont elle est susceptible <sup>6</sup>. »

Ce projet se réalisa par la constitution d'un secrétariat central. Ses fonctions consistèrent à promouvoir les fondations nouvelles, à aider de ses conseils et de ses ressources les secrétariats existants et à recevoir le jeudi de 5 h. 1/2 à 6 h. 1/2 les personnes que les secrétariats lui adressent ne pouvant les renseigner ou les conseiller eux-mêmes.

Le budget d'un secrétariat du peuple était modeste : on l'évaluait en moyenne à 200 fr. et il était recommandé de se procurer cette somme soit par l'entremise d'un comité de patronage, soit en organisant une fête de charité.

L'Union des secrétariats du peuple eut pour président Léon Harmel. Les fondateurs, Michel Joly et Maurice Louis, en assurèrent le secrétariat. Au fond le secrétariat lui-même était l'accessoire dans la pensée d'Harmel ; les services qu'il rend ne sont que des moyens. Pour lui les délégués de quartier, formés avec soin peuvent devenir une véritable « élite ouvrière » — celle qu'il cherchait à constituer depuis longtemps et par les moyens les plus divers — élite ouvrière qui prendrait place entre les chefs d'un mouvement social catholique et la masse des travailleurs. C'était donc à doter la masse ouvrière de cadres catholiques qu'il tra-

1. P.-V., 22 avril 1891.

2. P.-V., 8 novembre 1893.

3. P.-V., 1<sup>er</sup> novembre 1894.

4. P.-V., 21 août 1895, Paris R. D., 8, Paris R. G., 7, Paris B., 6.

5. P.-V., 28 janvier 1891.

6. P.-V., 27 avril 1892.



vallait <sup>1</sup>. C'est ce qu'il voulait exprimer <sup>2</sup> en qualifiant le délégué de quartier : « un sous-officier de l'armée du Bien ».

Georges Delavenne contait quelques souvenirs sur le secrétariat du Gros-Cailloeu, qui servit de base à l'action de son petit groupe démocrate chrétien dans ce populeux quartier <sup>3</sup>. La première tâche quand on voulait fonder un secrétariat était de chercher un local simple, mais vaste. Quand on l'avait trouvé il fallait louer. Au nom de qui ? L'institution n'avait pas la personnalité civile. Au Gros-Cailloeu les fondateurs se firent confier un local gratuitement. Ensuite il fallait s'assurer le concours d'un avocat et d'un médecin, au moins de tendance catholique. Ensuite on organisait la permanence les jeunes gens s'y relayant, avec discipline, à tour de rôle.

Au Gros-Cailloeu on recevait les « clients » les soirs de semaine et le dimanche matin. Médecin et avocat consultaient aux heures affichées. Si les clients se présentaient à une autre heure on les renvoyait au domicile des consultants où ils étaient reçus gratuitement. La consultation juridique rendait beaucoup plus de services que la consultation médicale qui

1. Il y revient sans cesse : *P.-V.*, 21 août 1895 : « Nous profitons de la circonstance pour recommander à nos confrères le délégué de quartier dont la formation est le véritable but de cette institution. Les services que nous rendons ne sont que des *moyens* : le but que nous voulons atteindre c'est de former des élites dans la classe ouvrière par un contact régulier avec des personnes de la classe aisée, que nous appelons les secrétaires du peuple, en même temps que ceux-ci pénètrent dans les milieux où ils n'auraient jamais pu s'introduire au grand profit de l'action sociale qu'ils sont appelés à exercer eux-mêmes.

2. Voici comment était annoncé l'ouverture d'un secrétariat du peuple à Paris aux débuts de l'institution. Il s'agit de celui destiné aux habitants du quartier de la Salpêtrière.

Messieurs,

Les difficultés incessantes auxquelles est exposée la classe laborieuse, son inhabilité à se défendre contre les institutions multiples créées pour exploiter son ignorance des organisations fondées pour la secourir nous ont suggéré la pensée de fonder dans notre quartier *Le Secrétariat du Peuple*.

Tout travailleur, tout homme dans la peine, tous ceux qui ont besoin de conseils et de soutiens, ouvriers, ouvrières, quelles que soient leur religion et leurs opinions, en un mot tous les habitants du quartier de la Salpêtrière pourront désormais s'adresser au secrétariat du peuple les mardi et vendredi de 8 à 10 h. du soir et les dimanche de 8 à 10 h. du matin.

Le secrétariat du peuple est ouvert : 19, rue Duménil à partir du mardi 11 avril 1893.

*Avantages* : Le secrétariat du peuple se met gratuitement à la disposition de tous pour les renseignements dont chacun peut avoir besoin : vieillards et orphelins à placer, sociétés de secours mutuels, démarches pour le mariage, etc.

Des avocats, avoués, notaires donneront *gratuitement* leurs conseils, consultations juridiques et au besoin assistance.

Des médecins donneront des consultations gratuites ou feront des visites à prix

Des hommes compétents renseigneront sur toutes les questions et affaires : assurances, contributions, patente, etc.

Un secrétaire est spécialement chargé de faire la correspondance de ceux qui le désirent.

*Conditions* : Pour bénéficier des avantages offerts par le secrétariat du peuple il faut :

Habiter le quartier de la Salpêtrière ; être porteur d'une carte délivrée par un des secrétaires. Les noms et adresses des secrétaires sont affichés dans le bureau du Secrétariat du peuple.

L'Administrateur : MALINGRE.

3. DELAVENNE, témoignage oral. Il confirme le peu de frais de l'institution, couverts par quelques dons du député catholique Lerolle.

était déjà dans son ensemble très bien organisée à Paris. Les cas ne relevant ni du médecin, ni de l'avocat étaient envoyés au bureau de bienfaisance.

Le congrès ouvrier de la Démocratie chrétienne tenu à Reims en 1894 consacra une séance aux secrétariats du peuple. Le délégué parisien déclara le développement satisfaisant à telle enseigne que les quinze secrétariats totalisaient 8.285 consultations juridiques, qu'ils avaient placé 220 ouvriers et placé 90 vieillards dans des hospices. Les secrétariats parisiens organisèrent de nombreuses consultations médicales, et des visites, à domicile au prix de 1 fr, mais on constatait un certain manque de persévérance chez quelques membres <sup>1</sup>.

Le secrétariat de Courbevoie fondé par l'abbé Garnier le 7 juin 1891 est donné comme un modèle d'activité.

En province, trois secrétariats retiennent l'attention du Congrès : celui d'Angers fonctionne de façon satisfaisante avec cinquante délégués de quartier. Au contraire celui de Tours marche mal car « les membres consultants ne sont pas en permanence aux jours et heures fixés » ! Aucune réunion mensuelle n'est organisée.

Le congrès écouta le délégué de Lunéville mettre en valeur l'activité de son secrétariat au service d'une cause exceptionnelle, toujours émouvante pour un auditoire français <sup>2</sup>.

Le secrétariat de Lunéville compte seulement une section juridique, qui en dehors de quelques consultations locales, reporte son activité sur les Alsaciens, la plupart indigents, qui ont passé la frontière <sup>3</sup>.

« Dès leur arrivée, dit le rapporteur, la plupart viennent nous prier de les « naturaliser » suivant leur expression, et c'est alors qu'après leur avoir demandé les renseignements nécessaires nous nous adressons aux greffes des tribunaux allemands pour avoir les actes de naissance de toute la famille (on nous les refuse quelquefois quand le postulant n'est pas en règle avec l'autorité militaire allemande) nous demandons les extraits de casier judiciaire, les certificats d'indigence s'il y a lieu, nous rédigeons les demandes et nous arrivons presque toujours au but recherché : à savoir : la réintégration, la naturalisation, l'admission à domicile en France. »

En un an 1893-1894, le secrétariat du peuple expédia de la sorte cinquante demandes de cette nature au ministère de la Justice, à raison d'une demande pour des familles comptant souvent de trois à six personnes, quelquefois même douze personnes. En prenant pour moyenne le chiffre 5, le secrétariat aurait donc facilité 250 naturalisations <sup>4</sup>.

1. Il y avait encore une formule de consultation médicale : quelques médecins après entente avec le secrétariat acceptaient de faire des visites à domicile à prix réduit. Le paiement se faisait au moyen de bons que la famille du malade achetait au délégué de quartier et remettait au médecin avec la carte réglementaire.

2. Congrès. *Compte rendu*, op. cit.

3. « Je sais bien, ajoutait le rapporteur, que nous faisons un peu grossir le nombre des recrues du bureau de bienfaisance puisqu'il faut être français pour recevoir des secours, mais cette considération doit être de peu de valeur quand on réfléchit que d'un autre côté nous travaillons ainsi à donner des soldats à la France. »

4. L'Œuvre des Cercles ayant fait une enquête en province, constata l'existence de

### *Les Caisses de Familles*

Une caisse de famille est une association dont les membres ont pour but de s'assister mutuellement dans les maladies et les différents besoins de la vie, c'est en réalité une espèce de société de secours mutuel.

L'abbé Ract, initiateur de l'œuvre, y voit une institution éminemment sociale. Il se défend d'en faire une œuvre de charité destinée aux indigents ; elle s'adresse aux ouvriers, aux artisans, aux petits employés, aux petits négociants, aux propriétaires ruraux, à tous les gens de condition moyenne, en un mot, qui s'unissent pour verser chaque mois leurs cinquante centimes <sup>1</sup> (ou leur six francs le premier mois de chaque année) et obtiennent en échange la délivrance gratuite des médicaments quand ils sont malades, les soins gratuits du médecin et dans certain cas une allocation journalière. Le principe n'est pas nouveau, nous l'avons rencontré chez presque tous les patrons catholiques, dans les syndicats mixtes, chez le P. Ludovic<sup>2</sup>. Ce qui est nouveau c'est l'esprit qu'y apporte l'abbé Ract. La caisse de famille est ici une œuvre locale paroissiale et non pas une œuvre professionnelle, elle crée des contacts avec les organisateurs de l'œuvre et entre ses adhérents. Ceux-ci sont tenus d'apporter leur cotisation à des jours et à des heures déterminés. Un de ces jours est choisi pour mettre les adhérents au courant de la gestion de la caisse ; un orateur prononce une allocution. La caisse de famille réalise alors le but de ses fondateurs, elle est un foyer d'influence.

La première caisse vit le jour à Pantin où l'abbé Ract était vicaire. Le jeune prêtre, rentré depuis peu de Rome, venait de rencontrer l'abbé Garnier et de se donner à ses œuvres avec toute l'ardeur de sa jeunesse, avec l'absolue confiance d'un homme et d'un prêtre que le grand abbé démocrate avait conquis.

Aussitôt l'abbé Garnier se fait l'apôtre de l'institution nouvelle : dans la banlieue il parcourt tout spécialement à cette époque, dans toute la province aussi. Et les Rémois fondent aussitôt une des meilleures caisses de familles : celle de l'archiconfrérie Notre-Dame de l'Usine qui eut les honneurs du rapport au congrès de Reims<sup>3</sup>. Les dirigeants se plaignirent

1. DABRY, *op. cit.*

2. Voir ci-dessous, ch. XN.

3. Constituée en 1892, approuvée par le préfet de la Marne elle eut cette année-là ce bilan :

Recettes : 2.516 fr. 75, comprenant 427 jours d'indemnité à 1 fr. 50 par jour.

Dépenses : 2.276 fr. 25, frais de médecin et de pharmacien : 1.073 fr. 20.

En caisse : 3.000 fr.

Membres honoraires : 22 cotisations payables le premier dimanche de chaque mois ;

Membres actifs :  $\frac{112}{134}$  hommes : 1 fr. 50 ; femmes : 0 fr. 50 ; ménage : 2 fr. ;

I. Soins du médecin.

II. Médicaments gratuits.

III. Indemnité journalière pour les hommes.

IV. Allocation de funérailles. (40 fr.)

V. Subvention pour messe basse.



de manquer de capitaux pour ajouter aux services de la caisse, une caisse des retraites.

Dans le courant de 1893 l'abbé Garnier qui venait de fonder « l'Action sociale catholique » voulut que chacun de ses comités eut sa caisse de famille. Pour ce faire, il réunit à Paris les 14 et 15 novembre un congrès des caisses de famille <sup>1</sup>. Celui-ci vota la constitution d'un comité central des délégués des caisses de famille, à raison d'un délégué par cinq cents membres participants dans chaque caisse <sup>2</sup>.

L'œuvre connue, semble-t-il, un certain développement, grâce au manuel clair et complet que lui consacra l'abbé Ract. Son caractère paroissial et sa dispersion ne permettent pas de chiffrer ses progrès. Cela serait d'ailleurs difficile car elle reste au fond une variante du secours mutuel qui connu à cette époque un large développement. On peut dire que sous l'inspiration de l'abbé Garnier et en se servant de la formule de l'abbé Ract, les catholiques ont donné une réelle impulsion au secours mutuel.

### *La caisse de prêts gratuits*

Les catholiques sociaux se servent en général de formules simples et cherchent seulement à en renouveler l'aspect. Rien n'illustre mieux cette remarque que le cas de la caisse de prêts gratuits. Qu'y a-t-il de plus vieux que le prêt ?

La caisse de prêt gratuit, si conforme aux idées de La Tour du Pin, apparut à Reims. La première fut ouverte dans la paroisse de Saint-Rémy le 3 mai 1891. Deux ans plus tard on en comptait huit en plein essor dans la ville. Leur fonctionnement fut étudié au premier congrès de Reims.

La caisse a pour but, disent ses statuts, d'aider par des prêts gratuits les ouvriers et employés faisant partie de l'archiconfrérie de Notre-Dame du Travail, qui se trouvent momentanément dans le besoin. L'emprunteur doit habiter la ville depuis un an, la paroisse depuis trois mois au moins. La caisse prête aux chefs de ménage exclusivement, une somme maximum de 50 fr. remboursable aux échéances fixées d'un commun accord. La caisse est représentée par des délégués et les dizainiers dans la paroisse. L'emprunteur doit obtenir la recommandation de l'un et de l'autre, et se présenter, accompagné de deux camarades, membres de l'archiconfrérie qui se portent caution.

La caisse ouvre ses bureaux le dimanche matin pendant une heure, à l'issue de la messe paroissiale. C'est le conseil paroissial qui se prononce en dernier ressort sur les demandes de prêts. Le président du conseil

1. Dans une circulaire envoyée à chaque comité de l'A. S. C., il écrivait : « Il est très important que ceux de nos comités qui n'ont pas encore de caisse de famille prennent part à ces travaux et emportent de ce Congrès les indications et les éléments qui leur manquaient jusqu'ici pour organiser dans leurs paroisses. » (Archives de la Démocratie chrétienne.)

2. *Lettre circulaire* du comité central des caisses de famille, Paris, 22 novembre 1893.

d'administration de la caisse et le caissier, ainsi que leurs suppléants sont choisis dans le conseil paroissial. Les autres membres ou assesseurs peuvent être pris dans l'archiconfrérie. Ici encore il n'y a pas de ressources assurées. Elles viennent de la charité : dons ou prêts sans intérêt des bienfaiteurs, cotisations de gens de bonne volonté, etc. Les sommes ainsi obtenues sont déposées chez un banquier. La caisse constitue à côté de son capital mobile — sur lequel sont prélevés les prêts — un fonds de garantie intangible <sup>1</sup>. Le comité paroissial prend connaissance chaque trimestre de la situation financière. On remarquera le caractère paroissial accusé de cette œuvre qui dut séduire l'abbé Garnier, car il s'en fit l'apôtre dans ses tournées.

La caisse-mère de Saint-Rémy connut un développement régulier <sup>2</sup>. En 1897 elle totalisait près de cinq cents prêts pour une somme voisine de quinze mille francs. Les emprunteurs revenaient souvent à la charge : l'un d'eux avait fait jusqu'à 16 emprunts. On ne comptait pas plus de cinq ou six cas de mauvaise foi, mais plusieurs prêts rentraient avec des retards importants. Ici encore il est impossible d'apprécier le développement de l'institution faute de renseignements précis <sup>3</sup>.

### *L'abbé Anizan et les Comités du bien*

Né à Artenay le 6 janvier 1853, Jean-Émile Anizan <sup>4</sup> avant de devenir le fondateur des « Fils de la Charité » exerça dans l'Ordre des Frères de Saint-Vincent de Paul un actif ministère sur le territoire de la paroisse Sainte-Anne de Charonne (1888-1894). Il y révéla une rare intelligence de l'âme ouvrière pour laquelle il mit en œuvre des formes nouvelles d'apostolat destinées aussi bien à l'aide matérielle qu'à l'édification des bénéficiaires.

Se rappelant la méthode d'Harmel, l'apostolat de l'ouvrier par l'ouvrier, Anizan groupe les familles ouvrières qui le veulent bien en

#### 1. Congrès de Reims 1893 : Mouvement des 8 caisses en fonction depuis leur fondation

Noms	Montant des Prêts	Nombre	Rentrées	Nombre	En cours	Nombre
Saint-Thomas	3.024	90	1.998	42	1.026	48
Saint-Jacques	798	27	507	16	291	11
Saint-Jean-Baptiste	2.450	87	1.745	42	433,50	45
Saint-André	1.750	51	1.411,60	27	338,40	24
Saint-Maurice	180	7	141,50	3	38,50	4
Sainte-Geneviève	1.700	57	1.243,50	34	456,50	23
Notre-Dame	1.685	44	1.375	27	310	17
Saint-Rémy	85.620,80	172	4.735,30	113	885,30	60
	17.207,80	535	13.156,90	303	3.779,60	212

2. Saint-Rémy : du 3 mai 1891 au juillet 1897, total des prêts : 14.099 fr. 20 ; nombre des prêts : 443 ; nombre des emprunts : 171 ; somme de 5 fr. à 50 fr. maximum ; emprunteur une seule fois : 67 fr. ; maximum d'emprunteur, 1 personne, 16 fr. ; fonds de garantie : 600 fr.

3. Nous avons constaté l'existence d'une caisse de prêts gratuits aux Établissements Mame à Tours.

4. Abbé Gabriel BARD, *Jean-Émile Anizan, fondateur des fils de la Charité, 1853-1928*, Paris, s. d. (1946), 1 vol. iv-336, p., in-8°.

« Comités du bien », l'un pour les messieurs, l'autre pour les dames. Il ne parle pas d'apostolat mais seulement d'entr'aide. Quelques familles répondent d'enthousiasme. « Les hommes font aux logements misérables les réparations urgentes, en trouvent d'autres s'ils sont trop malsains, assurent les déménagements, cherchent des places pour les sans-travail, font les démarches utiles. » Un gardien de la paix se spécialise dans les démarches auprès des administrations et fait fonctionner sans le savoir l'un des principaux services du secrétariat du peuple. Les dames font le ménage des malades, s'occupent de leurs repas et entretiennent leur linge. La messe dominicale, dite à 1 heure de l'après-midi réunit cette petite communauté autour du tabernacle. Peu à peu tout un ensemble d'organismes d'entr'aides charitables et sociales se développèrent sous l'égide des Comités du bien. Il comprenait un « bureau de charité », secrétariat des familles qui recevait deux fois par semaine une centaine de clients, un important vestiaire entretenu par les dames du comité, une bibliothèque populaire, un fourneau économique au fonctionnement quotidien et une coopérative de consommation. Anizan s'intéressa aussi à de modestes groupements professionnels ; il encouragea les ébénistes employés du P. L. M.<sup>1</sup> Il établit à Charonne des cours du soir pour les jeunes gens et une œuvre militaire pour les mobilisés. Les œuvres dont la paroisse Sainte-Anne de Charonne fut ainsi dotée grâce à lui étaient tout à fait exceptionnelles pour l'époque. Aussi en 1894, les supérieurs de l'Ordre appelèrent-ils Anizan à la charge de premier Assistant-général de l'Ordre.

### *Les Œuvres du Rosaire*<sup>2</sup>

Les institutions que nous venons d'étudier nous ont permis de constater une véritable technique de l'œuvre sociale. Ce n'est pas ce caractère que nous allons trouver dans les œuvres de Notre-Dame du Rosaire. Ici c'est moins le développement d'une institution, même originale, qui compte que l'ensemble : il s'agit d'un tout où chaque œuvre est l'accès d'une autre ; un ensemble où chacun trouve son compte depuis la fillette élève au cours élémentaire jusqu'à la mère de famille, collaboratrice du « Torchon ». Ensemble harmonieux qui veut être complet. Œuvres unies à ce point que la part de chacun y est anonyme, suivant le principe de la vie communautaire qui en est la base.

Il est d'usage d'attribuer le mérite de cette réalisation aux deux prêtres qui en assurèrent la direction : Soulange Bodin et Emmanuel Boyreau.

1. Ce petit groupement entra plus tard dans la grande union catholique du personnel des chemins de fer.

2. *Études* : brochure *Œuvres ouvrières de N.-D. du Rosaire pour l'évangélisation des faubourgs*, Paris, 16 pages, S. D.

Statuts du Cercle catholique : Saint-Joseph-des-Champs.

Statuts de la Société de N.-D. du Travail : section du Rosaire (secours mutuels).

J. BERGERON, *Les Œuvres de N.-D. du Rosaire*, Paris 1897, brochure, 16 pages.

L'abbé Soulange BODIN. Quelques mots sur la question sociale. *Rapport sur l'Œuvre N.-D. du Rosaire*, Paris 1893, 27 pages.



Comme ces deux hommes très différents ont exercé ensemble cette direction, on voudrait faire la part de leurs contributions respectives. C'est une tâche à peu près impossible, et contraire à la vérité historique. car ils ont volontairement confondu leurs travaux avec tous les prêtres qui les ont aidés. Nous essayerons de mettre en relief les personnalités de ces deux prêtres de tempérament si différent ; mais nous regarderons leurs œuvres comme un tout.

Fils du Consul général de France dans cette ville, l'abbé Soulange Bodin naquit à Naples le 4 février 1861. Il appartenait à une famille de grande bourgeoisie française. Vingt-trois ans plus au terme de sérieuses études classiques et théologiques, il se voyait attribuer le vicariat de Notre-Dame du Travail à Plaisance, paroisse exclusivement ouvrière du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Plaisance comptait alors trente-cinq mille habitants. Le culte y était célébré dans une église toute petite mais rarement remplie. Le contraste était saisissant avec le milieu brillant où Solange Bodin avait été élevé. « Malgré le caractère désertique et désolé de son nouveau champ d'action, heureux de découvrir une portion inconnue de l'héritage du Père de famille, le nouveau vicaire se mit au travail avec toute l'ardeur de sa nature impétueuse et le zèle des âmes qui le dévorait ! » C'est à bon escient que Mgr Chaptal, biographe de Soulange Bodin <sup>1</sup> après avoir été son vicaire, emploie ces termes « désertique et désolé ».

Ce cadre, la cité Giraudet, près de la porte de Vanves aujourd'hui disparue, n'offrait pas un aspect engageant. Elle étalait entre la voie de chemin de fer et la rue ses huttes informes faites de démolitions, ayant plutôt l'air de terriers que d'habitations humaines, et dans laquelle grouillait une population en guenilles, victimes de la plus atroce misère. En bordure, un « bouchon » orné d'une tonnelle au treillage badigeonné de vert, enguirlandé de vigne-vierge, jetait sa note gaie sur ce tableau noir <sup>2</sup>.

À peine installé, Soulange Bodin veut exercer une action sociale. Pourquoi ? Le définissant Mgr Chaptal note cette exclusivité : « Ce n'était pas du tout un théoricien <sup>1</sup>. » Soulange Bodin est avant tout, par-dessus tout, prêtre. Le but de sa vie sera le bien des âmes et pour faire du bien aux âmes il faut les gagner, les amener à Dieu. Or dans sa paroisse populaire et déshéritée, l'action sociale lui paraît le meilleur moyen — et peut-être le seul — de cette conquête spirituelle.

Il diffère de la plupart des prêtres « sociaux », et notamment de l'abbé Boyreau en ce sens qu'il est plutôt social par méthode que par principe. Certes un pareil jugement ne saurait être trop nuancé ; Soulange Bodin comprenait avec Léon XIII tout ce qu'il y avait de souffrances et de misère imméritée autour de lui, mais il n'y avait pas pris le temps de concevoir une organisation nouvelle de la société. Il allait au plus pressé suivant les impulsions de son cœur et les besoins du moment. Quand il

1. Mgr Emmanuel CHAPTAL, *L'abbé Soulange Bodin*, Paris 1926, 238 p., in-8°.

2. J. BERGERON, *Les Œuvres de N.-D. du Rosaire*, Paris 1897, brochure, 16 pages.

rencontrait des démocrates chrétiens il les aidait de son mieux, il encourageait leurs efforts, accueillait leurs congrès. Et dans la pratique leurs soucis et leurs œuvres étaient si semblables aux siens qu'ils ont pu à bon droit le réclamer pour un des leurs. Aujourd'hui tout en reconnaissant que son œuvre rejoignait la leur, nous dirons que par tempérament Soulange Bodin n'était pas un démocrate chrétien, mais seulement un sympathisant. Le fait que l'abbé Boyreau, son principal auxiliaire avait été, lui, un militant du mouvement n'a pas été non plus sans contribuer à le faire passer pour un des leurs, qu'ils étaient du reste, fiers de revendiquer.

Vicaire de Plaisance depuis quelques mois, Soulange Bodin souffrait de l'indifférence religieuse quasi totale. Il eut à plusieurs reprises la pensée d'abandonner son poste pour entrer dans la Congrégation des Frères de Saint-Vincent de Paul. Son découragement ne venait pas seulement du triste état spirituel dans lequel vivaient ses paroissiens, mais encore de l'impuissance à y remédier dont témoignaient les méthodes paroissiales courantes.

Il en était là quand une vieille institutrice, M<sup>lle</sup> Ascher, qui avait fondé à l'extrémité de la paroisse, dans la boutique d'un marchand de vins, une petite école de filles dont elle rêvait de faire le centre de l'évangélisation du quartier, vint le trouver. Soulange Bodin l'aida. Ce faisant, il se rendit mieux compte des possibilités qui lui étaient offertes s'il pouvait approcher les indifférents, et pour commencer les enfants. Mais où les réunir ? Avec quel argent ?

Franchissant d'emblée cet obstacle, il réunit quelques petits garçons... sur les fortifications. Celles-ci étaient alors très mal fréquentées. De plus s'occuper d'enfants allant à l'école communale n'était pas en faveur. « Ces enfants, disait une haute personnalité du clergé, n'étaient pas intéressants »<sup>1</sup> ! Il en résultait que le prêtre qui dirigeait un patronage n'en devait pas moins assister à la grand'messe et aux vêpres. Soulange Bodin réunissait donc les garçons le dimanche à 1 heure de l'après-midi. Dès que les jeux étaient en train, il sautait sur l'omnibus Plaisance-Hotel de Ville pour être aux vêpres de la rue du Texel. Les vêpres finies, il se hâtait de refaire la route en sens inverse pour trouver ses enfants dispersés et souvent rossés par les « apaches » de l'endroit. Il mit quelques mois à recruter des auxiliaires, puis à obtenir la libre disposition des terrains non construits de l'hôpital Saint-Joseph, où il éleva des constructions provisoires. Le curé de Plaisance, l'abbé Grenier, le laisse faire, l'aide même, par exemple en gardant parfois le patronage, attitude compréhensive, rare alors, qui facilite la tâche du vicaire.

Puis il loue une maisonnette, 178, rue de Vanves ; elle deviendra le centre de ses œuvres. Mais prêtre, Soulange Bodin veut, au centre de ses œuvres une chapelle, d'autant plus nécessaire que ce quartier est loin de la paroisse. Après quelques délibérations, M<sup>lle</sup> Ascher offrit d'ouvrir

1. Mgr CHAPTAL, *op. cit.*

une chapelle dans son école primaire. D'accord avec l'archevêché <sup>1</sup>, on convint de l'appeler *oratoire*, pour l'ouverture duquel il fallait seulement l'avis de l'archevêque et du préfet sans passer par le Conseil municipal.

Soulange Bodin fit donc demander l'autorisation au préfet. On lui opposa que la construction manquait de solidité<sup>2</sup>. Sansse décourager par ce refus poli, Soulange s'adressa à sa belle-sœur qui était une amie d'enfance de Denys Cochin. Le procédé vaut d'être noté. Il est caractéristique de ce prêtre homme du monde, qui a des relations et s'en sert pour le bien de sa paroisse. Voici en quels termes est contée la démarche.

« Il (Denys Cochin) rencontre le jour même le secrétaire du préfet et lui donna la réclamation de son beau-frère. Le secrétaire lui répond que le manque de solidité de la chapelle est un simple prétexte inventé par le préfet parce qu'il ne veut plus de chapelles ouvertes dans Paris. Denys lui répond : « Monsieur, je ne veux pas vous prendre en traître : prévenez M. le Préfet que s'il fait une chose pareille nous lui monterons une scie dont il se souviendra longtemps. Envoyez-moi une réponse immédiatement pour que nous sachions à quoi nous en tenir <sup>3</sup>. » Et le secrétaire de lui répondre : « Soyez tranquille, nous n'avons pas envie de recommencer l'affaire de Chateauvillain <sup>4</sup>... Je vais en parler de suite au préfet. » Grâce à cette intervention énergique, l'affaire aboutit, mais la première messe fut l'occasion d'un beau tapage, les chiffonniers de la Cité Giraudet dérangés par ces allées et venues ayant tapé sur des casseroles tout le temps que dura l'office.

À la rentrée M<sup>lle</sup> Ascher engage une institutrice. Ainsi se monta une à une l'ensemble des œuvres du Rosaire <sup>5</sup>.

Considérons-les dix ans plus tard, quand Soulange Bodin en quitte la direction effective. Les œuvres du Rosaire sont d'abord religieuses : l'ensemble repose sur deux bases : la chapelle et la communauté des prêtres. Celle-ci réalise une idée à laquelle Soulange Bodin est très attaché : il y voit une défense du prêtre contre les périls du dehors. La communauté a un nom : « la société des prêtres du faubourg » placée sous la protection de Notre-Dame du Rosaire. Les prêtres en sont liés par

1. L'accord lui fut donné le 20 mars 1886 (Archives Église N.-D. du Rosaire).

2. *Lettre* de l'archevêché du 3 juillet 1886 (Archives Église N.-D. du Rosaire).

3. *Lettre* de la belle-sœur de Denys Cochin à la belle-sœur de Soulange Bodin et *lettre* d'envoi de cette dernière à l'abbé. La seconde lettre est signée : Marthe et n'est pas datée. Sur la première manque date et signature. (Archives Notre-Dame du Rosaire.)

4. L'affaire de Chateauvillain est un des premiers épisodes de la lutte du gouvernement contre les congrégations.

5. M<sup>lle</sup> ASCHER, *lettre* à S. B., Paris 7 septembre 1886 : ces lignes caractéristiques : « Je prie le Bon Dieu tous les jours de bénir son Œuvre, car c'est bien lui qui l'a protégée depuis le commencement, car le Démon a pris et prend encore toutes les figures et tous les moyens pour la faire tomber s'il pouvait. »

Et encore :

*Lettre* à Soulange Bodin, 30 août 1886 : « On ferme la porte de la classe et j'y fais arranger un petit placard pour les livres et les cahiers. J'ai une nouvelle maîtresse, c'est une jeune personne de vingt-quatre ans, elle a été institutrice communale, mais le maire lui a fait tant de misères qu'elle a donné sa démission, elle m'a été bien recommandée par les Sœurs de Charité. C'est la fille d'un instituteur. Elle a déjà fait la classe aux garçons, je crois qu'elle ira bien si Dieu le veut. »



l'unité de but, de méthodes et de moyens. Leur but est le bonheur éternel et l'amélioration du sort de l'ouvrier ; leur méthode, la création d'espaces en espaces de postes de « missionnaires » résidant au milieu des ouvriers, cherchant à satisfaire leurs besoins par des groupes d'œuvres religieuses et sociales. Les œuvres se dirigent au « conseil des œuvres » où assistent tous ceux qui en sont chargés. Chacune est l'œuvre de tous. Toute la communauté assure l'entretien des prêtres à moins de frais et supprime les rivalités entre eux.

Sur ces deux bases reposent toutes les œuvres religieuses proprement dites.

Les autres œuvres, que Soulange Bodin appelait « le point de contact avec le peuple » comprennent trois groupes : œuvres économiques et sociales, charitables et instructives.

On peut les relier suivant un fil conducteur : une vie d'homme.

A la base, les œuvres de l'enfance. Soulange Bodin éprouve devant les masses grouillantes d'enfants, une grande pitié. Il voit l'enfant exposé à tous les dangers moraux sur les fortifications, dans la rue, dans les grandes maisons ouvrières où habitent 20, 50 et jusqu'à 200 ménages, et où l'absence du père et de la mère le laisse seul. Il a visité ces logements trop petits où 8 à 12 personnes logent dans deux pièces exigües, et vu ces lits sans draps où par économie des parents forcent garçons et filles à s'entasser mêlés et souvent tout nus.

L'école des filles installée dès 1885 par M<sup>lle</sup> Ascher ouvrit la voie : 17 élèves en 1885, 300 en 1893 telle fut la progression. Mais il fallait s'occuper des garçons, et encore des filles hors de l'école. A cela répondirent deux patronages. Soulange Bodin les considérait comme des remèdes, non comme une institution normale. « Si la famille ouvrière était organisée comme elle doit l'être, c'est-à-dire si le père en allant au travail était assuré de rapporter un gain suffisant pour permettre à sa femme de s'adonner exclusivement aux soins du ménage et d'élever ses enfants dans de bonnes conditions d'hygiène morale et physique, les patronages n'auraient pas raison d'être » disait l'abbé Boyreau.

Soulange Bodin s'efforça de faire de ces patronages que fréquentaient 620 garçons de 7 à 14 ans et 500 filles jusqu'au mariage, des centres à la fois sérieux et récréatifs.

Après l'enfance, l'adolescence. Pour elle apparaissent de nouvelles œuvres. Aux filles, il ouvre une école ménagère, l'une des toutes premières sur le modèle de ce qui se fait en Belgique. Inaugurée le 24 janvier 1897, elle reçoit les élèves sorties de l'école primaire : on y enseigne la cuisine, la lessive, le raccommodage et le repassage. L'enfant mange sur place les plats qu'elle a confectionnés tandis qu'au tableau noir devant elle s'inscrivent les recettes et les prix. Souvent la fillette rapporte le menu à la maison où toute la famille peut s'en servir. Pour les garçons, Soulange Bodin a créé un véritable petit atelier de serrurerie ; il avait remarqué que la jeunesse ouvrière n'était guère plus formée au point de vue professionnel qu'au point de vue religieux et que d'autre part les ouvriers profes-

sionnels ne chômaient presque jamais. En ouvrant un atelier on maintenait les jeunes gens dans une ambiance chrétienne et on leur donnait la meilleure chance de devenir des ouvriers qualifiés. L'atelier, ouvert en 1897, est rattaché à la coopérative de serrurerie dont il dépend. Un maître ouvrier, Benoiton, prit la direction des cinq ouvriers sous le contrôle de l'abbé Boyreau. L'idée intéressante en soi, ne fut pas bien mise au point, et l'atelier, abandonné par la coopérative dès 1900, devint une charge trop lourde pour le Rosaire <sup>1</sup>.

L'adulte enfin. Soulange Bodin constate que la concurrence a fait baisser les salaires. Pour maintenir sa paie l'ouvrier travaille davantage. Le matin il part avant que les enfants ne soient levés, le soir quand il rentre ils sont couchés. Il ne les voit plus : « avec le père l'autorité si nécessaire à l'éducation s'est éloignée du foyer ». A son tour la mère s'absente, cherche à gagner un peu au dehors, néglige par là même son ménage et ses enfants. L'homme en rentrant se dégoûte et dépense au dehors son faible gain. Voilà la famille brisée <sup>2</sup>.

Soulange Bodin envisage le remède à la mode : la coopération. Coopérative de consommation d'abord qui met à la disposition du public des objets de consommation courante à des prix inférieurs à ceux du marché courant. L'« Ouvrière » assure aux coopérateurs, outre une sécurité complète sur le poids et la qualité des marchandises, de forts intérêts pour le capital versé et des dividendes au prorata des achats. La coopérative Ouvrière « de construction » venue ensuite réunit bientôt trente membres, dont cinq apprentis. Sa constitution répondait à l'attente de vastes constructions sur les fortifications. Celles-ci ne s'étant pas faites, elle se dispersa faute d'ouvrage.

La coopérative des serruriers après d'heureux débuts dans une riche installation rue de Vanves avec l'aide de Max Doumic <sup>3</sup>, connut des déboires.

Sa gestion se révéla déficitaire et en 1900 elle disparut.

L'idée de ces deux groupements est de substituer à une autorité paternelle considérée comme souvent arbitraire et injuste, une direction, une exploitation et une répartition des produits purement ouvrières. Le prêtre assiste aux réunions mais n'y intervient pas. Un envoyé de l'Œuvre des Cercles disait : « Au fond, la société de serrurerie paraît prendre la tournure d'une coopérative dans laquelle la partie d'indépendance et d'initiative semble devoir jouir de justes prérogatives, mais où la question d'autorité, contraire principe du système paraît déjà percer <sup>4</sup>. »

Idee originale mais qui ne put être tout à fait mise au point.

L'homme en rentrant du travail trouve un délassement dans le cercle que Soulange Bodin a ouvert sur le modèle de ceux de l'Œuvre.

Soulange Bodin constate qu'en ce temps de dépression économique, le

1. En 1903, un vicaire de Plaisance : l'abbé Levivier le prit en charge et lui donna un essor considérable. Il existe encore rue Vercingétorix.

2. Soulange BODIN, *Rapport cité*.

3. Frère de René Doumic, de l'Académie française.

4. P.-V., 13 mai 1896, visite d'H. Lefranc.

salaires ne suffit pas à nourrir la famille. Il faut l'aider en dépassant cette charité dont nous avons vu les démocrates chrétiens dénoncer le caractère fallacieux et anti-social. Il faut aider la famille, par des moyens familiaux. C'est à cette préoccupation que répond l'œuvre du Travail à domicile destinée aux mères de famille.

Soulange Bodin adresse un pressant appel aux femmes du monde, les invitant à commander leur linge de maison à son ouvroir. Les mères de famille les exécutent suivant un barème des prix établi à l'avance. L'intermédiaire si onéreux est exclu. Grâce aux relations du vicaire, les commandes affluent à l'œuvre du « Torchon », comme on l'appelle. Certes ce moyen n'était pas le meilleur pour aider la mère puisqu'il lui enlevait une partie du temps nécessaire à ses obligations domestiques, mais il apportait un appoint appréciable au budget familial sans l'éloigner du foyer. Les premières ouvrières du « Torchon » furent les mères des enfants du patronage.

Le « Fourneau » est une sorte de cuisine où l'on prépare des repas au prix modique de dix centimes. Un membre de la famille vient chercher les portions à l'œuvre et les emporte pour les manger en famille.

Les œuvres ne réussissaient pas toujours : la coopérative de consommation commença par procurer d'appréciables ristournes aux coopérateurs, mais au bout de quelques années elle déclina : quelques malversations lui firent grand tort. De même la société de secours mutuels tomba. L'abbé Buret <sup>1</sup>, vicaire de Plaisance quand Soulange Bodin en devint le curé, nous dit combien il fut frappé de l'indifférence du public à l'égard de ces deux œuvres : les assemblées générales en étaient quasi-désertes <sup>2</sup>.

Avec quelques autres œuvres plus charitables que sociales, le Rosaire comprenait encore un cercle d'études sociales, pour les ouvriers, un petit bulletin : *Le courrier de N.-D. du Rosaire*, des représentations théâtrales données par les gens du monde, et deux séries de conférences populaires, les unes données par des personnalités catholiques dans les cafés du quartier, les autres données par les ouvriers à leur camarades dans l'œuvre. Une bibliothèque gratuite complète cette branche dite des œuvres d'instruction. Ainsi, sans le savoir, Soulange Bodin créait de toute pièce, une nouvelle paroisse dans ce coin éloigné.

Le cardinal Richard, qui l'estimait et le défendait contre ceux qui lui reprochaient son zèle exagéré, le nomma en 1895 curé de la paroisse dont il n'était encore que second vicaire, avec mission d'y bâtir une église. A partir de ce moment la vie de Soulange Bodin se modifie. Son acti-

1. Souvenirs de M. le Chanoine Buret. La caisse des loyers, une des initiatives les plus heureuses de Plaisance, datée de la fin du ministère de Soulange Bodin ; le mérite en revient à M<sup>lle</sup> Chaptal.

2. Il ouvrit encore un bureau de placement où il connut très vite l'affluence des demandes d'emploi, mais avec une contre-partie d'offres notoirement insuffisante. Il aurait fallu le confier à une personne dont la recherche des offres eut précisément été la tâche exclusive et combien astreignante d'ailleurs. A défaut de ce collaborateur aussi rare que précieux, l'abbé Soulange trouva un gérant d'immeubles assez libre de son temps pour s'occuper beaucoup du bureau, mais qui ne parvint jamais à équilibrer même de façon relative la balance des demandes et des offres.



vité prend un caractère plus administratif comme il convient au responsable d'une paroisse, elle se déplace vers le centre de la paroisse sur les lieux de cette église qu'il faut bâtir. Il y introduit quelques-unes des œuvres du Rosaire, en commençant par le « Torchon »<sup>1</sup>.

Dans les œuvres du Rosaire son action personnelle fut toujours l'initiative. Il créait... puis quand l'œuvre lui paraissait bien partie il passait la main au collaborateur de son choix, ecclésiastique ou laïc et lui laissait toute liberté pour agir. Tout ce qu'il demandait en effet c'était de l'action. La soif de l'action était la base même de sa nature « C'était un enthousiaste, dit le chanoine Buret, et, parfois même un emballé. »

Dans toutes ces œuvres Soulange Bodin était secondé par l'abbé Boyreau (1859-1937). Celui-ci avait fait ses études à Rome. Grand, avec un beau front et un sourire malicieux, l'abbé Boyreau rentrant en France pensait se consacrer à la vie communautaire qu'il estimait favorable à l'exercice du ministère. Ces préoccupations communes le mirent en rapport avec Soulange Bodin.

Cette rencontre décida de sa vie. En octobre 1894, il devint vicaire à Notre-Dame du Travail. C'était un homme distingué, aux grandes manières, aux goûts aristocratiques. Quand il vint s'installer, suivi de son valet de chambre portant sa valise, le domestique ne put s'empêcher de dire : « Monsieur l'abbé ne restera pas là ! » Mais ce n'était pas en vain qu'il avait été à Rome l'élève passionnément attentif du P. Libérateur, le théologien de la question sociale ; il revenait pénétré de l'enseignement romain. Chez lui les tendances naturelles et les idées s'opposaient. Sa vie devait être la conséquence de cette antithèse.

Ses idées sociales lui inspiraient une adhésion foncière à l'encyclique qu'il fit distribuer dans tout le quartier, au parti démocrate chrétien dont il fut le militant dévoué, aux œuvres du Rosaire où il seconda puis remplaça l'abbé Soulange Bodin avec un zèle exceptionnel, aux cours professionnels qu'il dirigea personnellement, ce qui lui valut d'entrer au comité d'apprentissage de la mairie ; ses idées l'amènèrent à donner un essor considérable aux œuvres du Rosaire, les développant, les multipliant, les renouvelant, en faisant le véritable quartier du déshérité et la cellule d'une future paroisse.

Mais sa nature se retrouve bien dans les traits de son œuvre, et d'abord dans la dépense : ce vicaire des fortifications ne savait pas compter : il dépensait follement sa fortune personnelle et les recettes paroissiales.

Il voulait des appuis pour ses œuvres et dans ce but, il leur fit une

1. Note sur le Torchon : *L'Écho de Plaisance* nous a conservé l'appel en faveur du Torchon que la princesse Murat patronnait et la liste des articles fabriqués : torchons de cuisine, toile première qualité : 12 fr. 50 la douzaine ; torchons de cuisine, toile deuxième qualité : 10 fr. 50 la douzaine ; torchons d'office, toile belle qualité : 12 fr. la douzaine ; torchons d'office, toile deuxième qualité : 10 fr. 50 la douzaine ; torchons d'écurie, 12 fr. 50 la douzaine ; draps de toile domestique largeur 2 m. 40, longueur 3 m, 30 : 27 fr. la paire.

En 1902, l'Œuvre occupait 40 femmes travaillant à domicile.

publicité extraordinaire. Le fait le plus caractéristique fut d'attirer au Rosaire les plus hautes personnalités catholiques d'Europe et d'Amérique : on y vit Lord Halifax, le R. P. Rutten, le Cardinal Mercier, Albert de Mun, Piou, l'abbé Lemire, le marquis de Vogüé, etc.

Il avait une action puissante sur les individus ; quand il rencontrait quelqu'un d'intelligent, il cherchait à se l'attacher, à l'instruire, à le développer, à l'élever<sup>1</sup>. Par contreson action sur les foules était nulle. On voit par là combien une pareille personnalité pour attachante qu'elle soit est peu utile à un parti. L'abbé Boyreau est typique de ces démocrates intellectuels, séduits par des idées nouvelles mais mal préparés à les appliquer.

Les œuvres du Rosaire ont été la démonstration vivante de l'intérêt que l'Église portait au peuple<sup>2</sup>, de la réponse qu'elle pouvait attendre de lui, et des résultats féconds d'une telle collaboration. Mais ces résultats, on les doit pour une grande part à la prudence de l'abbé Soulange Bodin et à la souplesse avec laquelle il savait adapter ses créations aux besoins des gens et à l'évolution des événements. C'est ce que traduisait Lefranc en rentrant d'une visite au Rosaire, quand il disait à ses collègues de l'Œuvre des Cercles : « L'effort ainsi tenté par les fondateurs de N.-D. du Rosaire, leur prudence à ne donner qu'un caractère expérimental à leur tentative (les coopératives de production) en s'entourant cependant de tous les moyens de succès, tout cela indique un courant qui mérite notre attention et notre bienveillance<sup>3</sup>. »

1. Dans le noyau ouvrier constitué au Rosaire plusieurs furent d'actifs et dévoués collaborateurs de la démocratie chrétienne notamment Perron, Rendu, Houssin.

L'abbé Boyreau parlait à la jeunesse ouvrière de ses droits que Léon XIII venait de rappeler à l'attention du monde chrétien. Après avoir souligné les principales injustices du temps, il rappelait à ses auditeurs que les réformes dépendaient d'eux-mêmes ; à eux de se grouper, puis de militer dans ces groupements pour obtenir les améliorations légitimes, sans violenter cependant les personnes et les choses. Dans cet esprit il encouragea deux membres du Rosaire à prendre la parole au deuxième congrès trimestriel de l'Union Démocratique le 19 février 1896, dont l'un, un jeune ouvrier orfèvre : Georges Houssin traite de la « démoralisation ouvrière ».

Pour donner les cadres aux mouvements ouvriers, il fallut déceler et former une élite. L'abbé Boyreau s'y employa de son mieux, cherchant toujours les garçons les plus intelligents ou les mieux doués, sans s'arrêter à leur forme religieuse. Quand il croyait avoir trouvé un de ces garçons, il l'attirait, l'invitait à dîner le dimanche soir au presbytère, il l'emmenait en vacances à ses frais, et ainsi le formait intellectuellement et religieusement ; le tout d'ailleurs dans une atmosphère de cordialité et de gaieté dans laquelle s'épanouissait la nature du jeune homme. Que de jeunes ont été formés de la sorte.

2. *Courrier de Notre-Dame du Rosaire*, mars 1935. Rapport de M. Henri PESTEL, ancien ouvrier du Rosaire. Dans le rapport il fait cette observation : « quand on considère le sort qui était réservé aux travailleurs, longues journées de travail, repos du dimanche respecté, salaires insuffisants, on ne pense pas toujours à l'effort qu'il a fallu entreprendre pour amener les travailleurs eux-mêmes à être les artisans de leur propre libération. »

3. *P. V.*, 13 mai 1896.

## CHAPITRE XVII

### L'Action dans le Monde Ouvrier

#### II. LES ORIGINES DU SYNDICALISME CHRÉTIEN

##### *Le syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie*

Dans les milieux ouvriers, nous avons vu l'action sociale catholique susciter tour à tour des cercles d'études, des assemblées ouvrières, un parti politique et de multiples œuvres d'assistance. En essayant d'en dresser un tableau, nous avons passé en revue la plus grande part de cette action sociale, mais l'énumération serait incomplète si nous n'y ajoutions pas les très modestes débuts de ce qui deviendra le syndicalisme chrétien. Cette étude a sa place dans le bilan que nous tentons d'établir mais nous nous y penchons avec plus de curiosité en songeant à l'avenir qui attend certaines de ces petites institutions. Nous les passerons en revue, essayant de préciser les origines souvent obscurcies des unes et des autres ; après quoi nous marquerons les premières tentatives d'union entre ces syndicats naissants.

L'un des premiers syndicats fondés dans le milieu chrétien fut le syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, promis à de grandes destinées. Déjà en 1882 les Frères de la Doctrine chrétienne avaient constitué une « Association générale des Œuvres », placée sous le patronage de saint Benoît Labre. Ce groupement était destiné à suivre dans leur vie, les anciens élèves des Frères, à les aider moralement et matériellement. L'aide matérielle, en l'occurrence un office de placement, fut mise sur pied par une commission spéciale où se trouvaient notamment le Frère Hiéron et quelques industriels catholiques dont Émile Dognin et Simonot-Godart. Un bureau fut ouvert 14, rue des Petits-Carreaux et tenu par le Frère Hiéron (1883). Vint la loi de 1884 dont les Frères pensèrent d'abord tirer parti en faveur des commis-voyageurs. Le 8 avril 1885, le Frère Joseph supérieur général de l'Ordre, retour de Rome, où il avait vu Léon XIII, disait aux membres de cette Commission spéciale le désir manifesté par le Pape que fussent suivis les anciens élèves dans les œuvres de persévérance.

Les Frères cherchaient donc à grouper les voyageurs de commerce quand ils apprirent que se fondait une « Union des Syndicats du Commerce et de l'Industrie » à laquelle ils voulurent s'agréger <sup>1</sup>.

1. L'histoire de ces débuts a été contée par un militant : Édouard VERDIN, *Les Origines du syndicalisme chrétien. La Fondation du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie* (1887-1891). Paris 1929.



Cette union se proposait de réunir les personnes ayant une même doctrine économique et sociale, la base étant les principes de l'Église catholique. Cinq syndicats entrèrent successivement dans l'Union, ceux de l'ameublement, du bâtiment, des produits alimentaires, de la librairie et de l'imprimerie et enfin celui des voyageurs de commerce <sup>1</sup>. En mars 1887, on constitua le bureau de l'Union dont un commerçant de l'alimentation Gardair, fut nommé président.

Cette organisation paraissant sérieuse, les Frères décidèrent de donner suite à une idée qu'ils nourrissaient depuis quelque temps : celle d'un groupement d'employés sortis de leurs maisons. En juillet, la fondation du syndicat des employés du Commerce et de l'Industrie est annoncée. L'assemblée générale constitutive se tint le 18 septembre 1887. Quatre buts sont indiqués : unir entre eux les employés catholiques, leur donner un appui moral, les aider à se procurer des emplois dans les maisons catholiques, organiser pour eux des cours et des conférences. Pour être syndiqué il faut être employé, catholique et honorer sa foi par une bonne réputation, adhérer aux statuts. Le siège, établi 30, rue des Bourdonnais, au domicile de son conseiller juridique, Pégat, fut transféré au 14 rue des Petits-Carreaux, en avril 1891 <sup>2</sup>. On convint de constituer une société de secours mutuels en commun avec le syndicat des voyageurs.

Ainsi, à l'origine du syndicat des employés, nous trouvons l'action prédominante des Frères des Écoles chrétiennes, encouragés et guidés par Léon XIII lui-même. Ils constituent le milieu où le syndicat va s'épanouir et former ses premiers dirigeants. Une construction syndicale vaste en son organisation, éphémère en sa durée, offre un cadre au syndicat naissant. Verdin définit son rôle en disant que « l'Union déclencha le mouvement des associations de catholiques sur le terrain économique et social » <sup>3</sup>.

La société de secours mutuels, la « Fraternité commerciale », fut la première œuvre des nouveaux syndiqués. Le Frère Hi ron s'attacha à constituer un comité de patronage honorable et influent, présidé par l'industriel catholique le plus représentatif, Harmel. A ses côtés on trouve Émile Dognin. Le service médical de la Fraternité fut confié aux meilleurs médecins de l'époque.

L'Union disparut peu après, laissant le syndicat des Employés à son

1. Le syndicat de l'ameublement comptait 6 conseillers : P. Bertin, Biais aîné, M. Crozat, Froc-Robert Froment, Meurice et Rebut.

Le syndicat du bâtiment comptait 2 conseillers : Dupuis et Rapine et 5 architectes : Haillot, F. Bonté, E. Bonté, Deffosse et Defais.

Le syndicat des produits alimentaires comptait 3 conseillers : Bernardon, Deplace, Gardair.

Le syndicat des voyageurs et représentants comptait 7 conseillers : 4 patrons voyageurs : A. Lefèvre, A. Maître, M. Thibaut, V. Simonnot-Godard ; 3 commis voyageurs : Forbin, Hédiard, Mantelet.

2. VERDIN, *op. cit.* Le Conseil syndical comprend alors Dubois, président, Guingaux ; Claudius, vice-président ; Rempion, secrétaire ; Boné, trésorier ; Martocq, Bizet, Schneckenburger, membres.

3. *Idem.*

propre destin. En 1889, il élit un nouveau conseil, présidé par Bae <sup>1</sup>. Paul Bac, ancien placier en bijouterie, doux et actif, se consacra exclusivement au syndicat. Il exigea des adhérents qu'ils fussent français et qu'ils participassent à une œuvre catholique de persévérance, voulant ainsi protéger l'institution encore faible contre des intrusions dangereuses. Il revisa la liste des membres. Sur 150 inscrits, 30 seulement se présentèrent. Il renforça la cohésion du syndicat. Son effort de recrutement porta l'effectif à 125 dès la fin de 1889. Il avait la préoccupation de rassurer les milieux catholiques, de leur présenter autre chose que le syndicat révolutionnaire dont la crainte les hantait. Deux hommes guidaient le petit groupement : le chanoine Pagnelle de Follenay pour les questions religieuses et Pégat pour les questions juridiques. Enfin, de l'ombre où il se tenait le Frère Hiéron jouait un rôle capital.

Sur l'initiative de Verdin, on constitua une commission d'études, qu'il présida. Avec Despont ils se consacraient à la propagande, et renseignaient les patronages sur l'activité syndicale au moyen du *Bulletin des Œuvres de jeunesse*.

En 1890 Paul Lerolle, jeune conseiller municipal de Paris, préside l'assemblée générale. On organise de petits groupes professionnels en commençant par celui des « Écritures » et on ébauche un restaurant syndical. En novembre, paraît le premier bulletin de l'association. Mais, Bae se désintéresse car il est déçu de voir écartée la conception chrétienne du phalanstère à laquelle il tient.

Le transfert du syndicat rue des Petits-Carreaux provoqua l'offre d'union faite par Harmel et rejetée, nous le verrons. La publication de l'encyclique *Rerum Novarum* renforça l'intérêt que les Frères portaient au syndicat. Lerolle soulignait la force qu'avait le syndicat en ne s'opposant pas systématiquement aux patrons. Les Frères firent un don de 500 francs grâce auquel on constitua la caisse de secours.

Désormais le syndicat, sûr de sa voie, s'achemine de progrès en progrès. En 1893, il crée les premiers cours professionnels et la bibliothèque, en 1895 la commission des soldats, destinée à maintenir un contact avec les syndiqués sous les drapeaux et à leur faciliter le placement au retour. Le 30 juillet 1895 il célèbre l'adhésion du 500<sup>ème</sup> membre. En 1896, le syndicat participe au Congrès ouvrier chrétien à Reims : son effectif a doublé depuis un an. En 1900, il participe à l'Exposition en qualité de syndicat chrétien et obtient du jury socialiste une médaille d'argent.

Depuis 1893, les élèves sortis des Écoles des Frères peuvent s'inscrire en qualité de membres aspirants. On put ainsi, sans abaisser la limite d'âge (seize ans) assurer une sorte de « pont » entre l'école et le syndicat, conformément au désir de Léon XIII. A chaque assemblée, Verdin revenait sur la nécessité de constituer des groupes professionnels. On en comptait 8 en 1894.

1. Le Conseil comprenait à cette date : Bae, président ; Martocq et Vassard, vice-présidents ; Lemonnier, secrétaire ; Rattaire, trésorier ; Massu, P. Dubois, Givigand, Bizet et Nuri.

Sous la direction de M. Jean Lerolle, la Commission d'études, réunie chaque semaine, forma une élite syndicale qui devait se substituer aux Frères après leur expulsion. Villeval, qui succéda à Bae, était un homme sincère et droit mais effacé. Après six ans d'exercice il céda la place à Victor Rossin. En 1899, entrèrent au conseil deux syndicalistes de marque : Jules Zirnheld et Charles Viennet.

En 1900, aux élections du Conseil supérieur du Travail, le syndicat eut à choisir entre un candidat modéré et un candidat socialiste. Il se prononça, sans hésiter pour le premier qui fut d'ailleurs battu. Cette intervention provoqua des protestations à la Chambre syndicale des Employés et au syndicat des Employés du gaz, accusant ce concurrent d'être en contravention avec la loi de 1884 parce que catholique et de constituer une menace pour la défense des intérêts professionnels. Le syndicat des Employés répondit qu'il était le groupement d'employés le plus nombreux. En 1898, la Commission d'études établit un programme de revendications législatives en trois points : extension de la juridiction prud'homale aux employés, institution du délai congé, vote de la loi sur les accidents du travail. Les deux premiers points devaient figurer longtemps en tête des revendications syndicales, chaque fois que l'occasion paraissait propice et notamment à l'assemblée générale annuelle où l'usage s'établit de convoquer de nombreuses personnalités.

Tels sont les modestes débuts du syndicat des Employés du commerce et de l'industrie. Né de l'initiative des Frères de la Doctrine chrétienne, il vit le jour en tant que dernier venu d'une union syndicale dont il ne tarda pas à rester le seul survivant. Sa durée et ses progrès paraissent dus à deux facteurs : le dévouement de quelques hommes comme le Frère Hiéron, les deux présidents Bae et Villeval, les fidèles comme Verdin, Martocq d'une part et le développement dans un milieu homogène avec un recrutement assuré. On verra une confirmation de cet avantage dans l'élévation considérable des effectifs en 1894-1895 quand il n'y eut plus solution de continuité entre la sortie de l'École des Frères et l'entrée au syndicat.

Les initiateurs du mouvement auraient voulu exercer une action parallèle sur les ouvriers. Ils firent une première tentative en ce sens vers 1900 sur laquelle nous ne savons à peu près rien. Il semble qu'il y ait eu à un moment, quatre syndicats ouvriers rue des Petits-Carreaux. Ils n'avaient sans doute ni effectifs ni dirigeants. Au bout de quelque temps, un militant partit emportant la caisse et cela suffit à anéantir ce commencement d'association ouvrière.

### *L'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie*

Après les employés, les patrons. L'idée de les réunir est le prolongement de toute l'action sociale entreprise dans le patronat par l'Œuvre des Cercles. Les réunions « de patrons », très vivantes au début de l'Œuvre, s'étant peu à peu dispersées, l'aumônier de l'Œuvre, le R. P. Alet,



conçut l'idée d'une nouvelle action auprès d'eux <sup>1</sup>. Son but était de s'adresser directement aux commerçants et aux industriels, de réveiller chez eux le sentiment de la foi chrétienne et de les amener à s'entretenir des questions sociales et religieuses intéressant le commerce et l'industrie. Pensant que toute œuvre catholique d'importance se forme dans le silence et la prière, il invita quelques patrons au printemps de 1887 à venir suivre les exercices d'une retraite à la Villa Manrèse à Clamart. Il en vint une quinzaine. Il décida de continuer. L'année suivante la retraite ne comptait que cinq adhérents. Sans se décourager, le P. Alet, avant la clôture, conduisit ses retraitants à la basilique du Sacré-Cœur, et là fut prise en commun la résolution d'inviter les patrons chrétiens à un grand pèlerinage du commerce et de l'industrie.

Ce pèlerinage eut lieu en juin 1889. Mgr Gay dit la messe, l'abbé Garnier fit une instruction, après quoi Harmel saisissant tout de suite l'intérêt d'une telle assemblée, engagea les assistants à s'unir de plus en plus dans le Sacré-Cœur de Jésus afin d'étudier les moyens pratiques pour appliquer dans leurs affaires les principes religieux et sociaux du catholicisme.

En même temps, se tint à la Société de Géographie, le 12 juin, la «réunion du Commerce et de l'Industrie». Une assistance assez nombreuse élit président un grand fabricant de dentelles du faubourg Poissonnière, Lefébure. Tour à tour on entendit Dumont, directeur des Papeteries du Marais, Joliot, président du syndicat, Émile Dognin, négociant en dentelles de la rue du Sentier. A l'issue de la réunion, des vœux furent adoptés dont nous savons qu'ils avaient été préparés par un rapport très étudié du négociant Gardair, sans doute l'ancien président de « l'Union des Syndicats du Commerce et de l'Industrie ». Chacun des trois mois suivants, des patrons vinrent passer une journée à la Villa Manrèse. Mais le P. Alet insista pour que ces réunions se tinssent au Sacré-Cœur et il en fut ainsi à partir du dernier dimanche d'octobre 1889. A cette date, la périodicité des réunions est assurée et le noyau de la future association existe. Restait à lui donner une forme juridique et un président. Le P. Alet offrit la présidence à Harmel.

La désignation d'Harmel ne suffit pas à constituer l'association. Une question préjudicielle se posait : l'association serait-elle une filiale de l'Œuvre des Cercles ? Harmel, qui le désirait, y renonça par prudence. Les idées sociales de l'Œuvre risquaient d'éloigner bon nombre de patrons. « Nous <sup>2</sup> avons été tant attaqués et tracassés par nos meilleurs amis..., qu'il m'a paru plus prudent de constituer quelque chose en dehors. »

La personnalité d'Harmel, active et rayonnante était toute désignée pour être l'animatrice d'un tel groupement, mais elle impliquait l'acceptation de quelques principes difficiles à faire admettre par tous. Or,

1. Le récit de ces origines a été fait par Alfred PERRIN dans l'*Almanach Catholique Français* de 1927. A. PERRIN le tenait des patrons eux-mêmes.

2. G. GURTON, *op. cit.* Extrait d'une lettre d'Harmel.

le but recherché ici est manifestement celui d'un vaste groupement, d'autant plus difficile à constituer que le patron français est plus attaché à sa totale indépendance.

Ces difficultés expliquent la lenteur de la constitution. Les réunions mensuelles se poursuivirent durant l'hiver 1889-90. Le caractère religieux est nettement affirmé et on peut se demander si Harmel ne s'attardait pas sur ce terrain où il sentait l'unité faite. Néanmoins le 16 février<sup>1</sup> se tint une nouvelle « association » des patrons chrétiens de Paris qu'Harmel présidait. Cette réunion institua trois commissions de travail : l'une des intérêts spirituels, la seconde des intérêts intellectuels, la troisième des intérêts professionnels et économiques. On y invite des employés « intelligents et dévoués » et les questions à l'ordre du jour concernent toutes les activités. Pourquoi cet intérêt subit ? Sans doute Harmel pense-t-il au petit syndicat des Frères et à une association possible. Le groupement qu'il cherche à constituer prendrait une autre forme, il serait davantage corporatif et ce n'en serait que mieux tant au point de vue doctrinal que pratique.

Au bout de quelques jours<sup>2</sup> les commissions sont en plein travail : la première s'attache à constituer un secrétariat du peuple, la seconde organise des conférences populaires<sup>3</sup>, la troisième crée une caisse de prévoyance pour les employés chrétiens.

Après ce début, nous ignorons le sort du groupement jusqu'au seuil de l'année 1891. A cette date, il a enfin trouvé son nom « Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie » et son siège au 14, rue des Petits-Carreaux. Il compte désormais plus de cent adhérents et quatre commissions en fonction, celle des intérêts spirituels qui organise la messe mensuelle, celle du recrutement et du placement qui assure la propagande et les liaisons avec les syndicats d'employés et de voyageurs, celle des services organisés qui conseille les adhérents pour la publicité, les assurances, les transports et les impôts. Par des groupements, la commission garantit des réductions de frais de transport de l'ordre de 40 %. La quatrième commission s'occupe des affaires litigieuses des adhérents et étudie « les moyens de lutter contre la juiverie ». Enfin une cinquième commission est formée pour éditer un Bottin catholique.

L'idée de cet annuaire fut très bien accueillie. L'idée paraissait originale et constituait une heureuse formule de défense et d'entr'aide catholique<sup>4</sup>.

1. P.-V., 19 février 1890.

2. P.-V., 26 février 1890.

3. Sujets prévus : Le droit à la vie suivant l'Évangile, le travail de nuit des femmes, les heures de travail. Le travail-marchandise et le travail-fonction. La famille corporative. Organisations professionnelles et communales du travail.

4. Le 28 juin, au cours d'une imposante cérémonie, les membres de l'Union fraternelle consacrèrent le Commerce et l'Industrie au Sacré-Cœur. Une nuit d'adoration précéda la cérémonie. Le cardinal Langénieux célébra la messe du matin en présence de plus de trois mille patrons, auxquels s'étaient joints les évêques de Vannes, de Carcassonne et le P. du Lac, choisi comme aumônier. Le cardinal Richard, archevêque de Paris, vint au moment de la Consécration, lue par toute l'assistance.

Restait à donner une forme juridique à l'Union fraternelle. La forme syndicale fut écartée parce qu'elle répugnait à un grand nombre de membres. On peut s'en être en songeant qu'à la même époque les patrons du Nord l'adoptaient, mais on sait quelles tribulations cela leur valut, et de plus, les patrons du Nord représentent à l'époque une tendance « avancée », moins certes qu'Harmel, mais plus que l'immense majorité de leurs confrères. Or, Harmel paraît avoir beaucoup sacrifié au succès de l'entreprise et, par conséquent, au nombre. L'exclusion de la formule syndicale laissait d'ailleurs les membres de l'Union désespérés, car la législation sur les associations n'offrait aucune autre formule. Aussi se décidèrent-ils finalement pour la société anonyme <sup>1</sup>, avec pour objet, la publication de l'annuaire et du bulletin de l'Union Fraternelle et la constitution d'un bureau d'assurances et de renseignements commerciaux.

Ainsi naquit l'Union fraternelle. Quels étaient ses buts ? Le premier fut, nous l'avons vu, d'ordre religieux : « le déploiement d'un drapeau du Sacré-Cœur par un industriel ».

Le second visait la réforme des mœurs commerciales, en aidant les adhérents dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux et moraux envers le personnel et envers la clientèle, et en habituant les patrons chrétiens à se servir chez des patrons chrétiens.

Un troisième but d'ordre professionnel apparut progressivement, « préparer le retour des mœurs corporatives en établissant entre les industriels et les commerçants des liens d'estime et d'affection réciproques ». Enfin, on en vit un quatrième d'ordre politique : « créer une force sociale puissante par le nombre et par la communauté de sentiments, afin de faire prévaloir auprès du Parlement les revendications légitimes pour les patentes et tout ce qui concerne nos affaires ».

Si nous nous plaçons dix ans plus tard, comment apparaît l'Union fraternelle ? L'impression première, et d'ailleurs inexacte, est celle d'un échec. L'Union n'a atteint aucun des buts qu'elle s'était fixés, et on peut admettre qu'elle est restée très en deçà de ce qu'espérait Harmel. Elle fut diversement jugée, nous dit le P. Guitton. Pour les uns ce n'était qu'une société d'entr'aide, publiant un annuaire, pour les assistants de l'assemblée générale, pieusement tenue chaque année à Montmartre, ce n'était qu'une « confrérie religieuse ». La vérité est que pour n'avoir pas voulu ou pas pu évoluer jusqu'à la forme syndicale, l'Union fraternelle se trouva dans l'impuissance de contribuer aux réformes sociales demandées par les Congrès ouvriers.

En dehors de ses assemblées annuelles, où Harmel prononçait un discours <sup>2</sup>, l'œuvre de l'Union fut son annuaire. Le premier parut en

1. Constituée le 9 novembre 1891 devant M<sup>e</sup> Morel d'Arleux.

2. Le P. GUITTON cite deux discours : « L'Église et le Commerce » (1897) où Harmel expose ce que l'Église a fait pour le commerce et ce que celui-ci a perdu en s'éloignant d'elle et le « Commerce et l'Église » où il montre l'intérêt que le commerce a eu et peut encore avoir pour la diffusion de l'Évangile.



1892 avec les noms de 1.227 négociants. Celui de 1893 comportait 2.219 noms, celui de 1894, 3.040 et le développement se poursuivit régulièrement.

A la fin de 1895, Harmel invita les adhérents à constituer des groupes professionnels. Ils en formèrent quatre, celui du bâtiment (avec sections : bois, pierre, fer, décorations), celui des produits chimiques et pharmaceutiques, celui de l'ameublement et celui des industries se rattachant au culte. A Paris, l'Union comptait alors 1.200 membres.

Elle eut l'occasion d'effectuer quelques arbitrages (8 jusqu'en 1896).

L'Union groupa surtout des commerçants, un certain nombre de petits industriels, et quelques grands. La grande majorité des adhérents, comme le président, étaient des provinciaux.

Cependant, à côté de ces résultats en quelque sorte tangibles, il en est de plus difficiles à apprécier. L'Union exerça une action discrète sur ses membres. Elle acclimata chez eux des idées sociales qui leur étaient jusqu'alors complètement étrangères. Harmel souhaitait créer une parfaite solidarité entre les membres, il aurait désiré que l'adhérent ayant une affaire à traiter se fit un cas de conscience d'ouvrir son Annuaire et d'y relever le nom du fournisseur inscrit. Il y tenait à ce point, qu'avec l'ardeur qui le caractérisait, il empoignait le chapeau de l'adhérent qu'il venait visiter pour voir dans la coiffe si le fournisseur inscrit était bien un chapelier de l'Union fraternelle <sup>1</sup>.

Il faut cependant souligner le dommage que fit à l'Union son caractère non syndical au départ et son manque d'évolution. On pourrait dire que c'est une idée restée en chemin. Quelques membres de l'Union demandèrent la transformation en syndicat. A la retraite de 1898, trois industriels du bâtiment, Deny, Minard et Ausseur insistèrent auprès d'Harmel pour qu'il remplaçât ce groupement qualifié d'hétérogène, par une association de syndicats. Harmel s'y refusa. Pourquoi ? On ne le sait pas au juste. On peut admettre que les répugnances du début subsistaient. Mais d'autre part, si nous en croyons le P. Pupey-Girard, le secrétaire de l'Union, Haycinthe Lefranc, satisfait de la situation administrative qu'il occupait, ne voulait d'aucune transformation susceptible de la compromettre <sup>2</sup>.

### *L'Union des Ingénieurs catholiques*

Elle fut l'œuvre d'un jésuite, le R. P. Puppey-Girard, fils d'un industriel lyonnais. Sa mère, Léonie Girard, d'une ardente piété, ne s'était résolue au mariage que sur le conseil du curé d'Ars. Elle éleva son fils et sa fille <sup>3</sup>, dans la plus grande piété. D'autre part, la vie active de son mari disposait tout naturellement M<sup>me</sup> Puppey-Girard à admirer les exemples de Léon Harmel et les leçons d'Albert de Mun.

1. M. ZAMANSKI, témoignage verbal.

2. Cette influence malheureuse nous a été confirmée par Alfred Perrin, secrétaire général des Unions fédérales.

3. Qui devait mourir Supérieure des Oblates de Saint-François-de-Salle en 1939.

Quand il se décida à entrer dans la Société de Jésus, le R. P. Puppey-Girard (Régis) voulut se consacrer à l'apostolat des ouvriers. Mais, régent à l'école Sainte-Geneviève sous la direction du P. du Lac en 1891 et 1892, il est amené à s'occuper d'apostolat auprès des élèves des grandes écoles. La seconde année, avant les concours, il fit promettre aux « Centraux » qui seraient reçus de venir en remercier Dieu en une retraite fermée à la Villa Manrèse à Clamart. La retraite dura trois jours à l'issue desquels le Père expliqua son projet de grouper les ingénieurs catholiques en une Union destinée à leur apporter un soutien religieux, à promouvoir des relations entre patrons et ingénieurs catholiques et à étudier les devoirs du patronat, envers les ouvriers et le concours que pouvaient y apporter les ingénieurs <sup>1</sup>. Avant la retraite, le Père s'était assuré de quelques concours d'anciens Centraux, notamment celui de Jean Pichon <sup>2</sup>, grand propriétaire. Mais il ne put joindre ni Polytechniciens, ni élèves de l'École des Mines.

Cependant, fidèles à leur promesse, 15 élèves reçus au concours d'entrée de l'École Centrale suivirent la retraite. Le troisième jour ils étaient 17 auxquels s'étaient joints quelques anciens et quelques élèves de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année. L'assemblée ainsi constituée décida de fonder un groupement appelé : « Union des Ingénieurs catholiques ». On ne fit aucune déclaration légale, étant bien entendu que l'association avait un double objectif d'action catholique et sociale. Elle était ouverte aux élèves ingénieurs durant leurs trois années d'école et à tous les ingénieurs. En fait, n'y entrèrent que des Centraux. Les trois buts indiqués par le Père furent repris dans les statuts : soutien mutuel chrétien, relations entre ingénieurs et patrons, participation à l'effort social qui s'impose au patronat <sup>3</sup>.

Le premier est conforme à l'idée religieuse du fondateur. Le troisième est visiblement inspiré de l'Encyclique *Rerum Novarum*. Le second appelle quelques commentaires. Contrairement à ce qui allait effectivement se passer, la fondation de l'Union ne devait pas être dans la pensée des fondateurs un acte isolé. Henri-Régis Puppey Girard voulait fonder en corrélation un groupement de patrons et des groupements d'ouvriers. L'année précédente, il avait prêché une retraite ouvrière à Clamart et l'évangélisation des masses avait été son premier dessein. Les retraites ouvrières étaient reprises par un de ses confrères, le Père de Beaudicourt et il paraissait facile d'y susciter un ou plusieurs groupements. Comment entendait-il constituer le groupement de patrons <sup>4</sup> ? Nous ne savons pas non plus comment ce projet se conciliait avec la

1. 31 octobre, 1 et 2 novembre 1892. Cf. R. P., PUPPEY-GIRARD, « Souvenirs », *Échos de l'U. S. I. C.*, février 1943.

2. Il fut plus tard député du Nord et président du Conseil d'administration des Mines de Béthune.

3. Voir quelques détails sur la fondation de l'U. I. C., dans DEPONCIN (Bernard), *Une intuition du curé d'Ars : M<sup>m</sup> Puppey-Girard*, Paris 1943, 191 p. in-8°.

4. A cette date le R. P. Puppey-Girard a des entretiens fréquents avec De Mun (voir ch. XIII) et il n'est pas improbable qu'il lui ait soumis ce projet.

fondation de l'Union fraternelle, et s'il en tenait compte. Mais au delà se profile le projet d'un rassemblement des trois branches : patrons, ingénieurs et ouvriers en un seul faisceau : la corporation chrétienne.

Cela fut ajourné par le départ du Père Puppey-Girard pour Jersey. On lui donna un successeur provisoire in la personne du P. Tournade.

Que voyons-nous à l'U. I. C. durant ces premières années ? On constate une activité d'entr'aide entre adhérents, des études sociales et techniques à l'intérieur du groupe et des prises de contact au dehors avec le Congrès ouvrier de Reims (1896) et l'Association des Patrons chrétiens du Nord. Des conférences sont organisées où l'on entend notamment Emmanuel Rivière raconter ses efforts à la Grande Imprimerie de Blois, et aussi Léon Harmel. En 1897, le cardinal Richard vient témoigner sa sympathie à la jeune Union.

C'est à ce moment que revint le P. Puppey-Girard. Une de ses premières initiatives fut la fondation, au cours d'une retraite, d'une association identique à Saint-Étienne, confiée au Frère Rodolphe. L'U. I. C. restait indépendante du groupement stéphanois et d'ailleurs strictement localisée au Nord et à la région parisienne.

Les réunions tenues à l'U. I. C. comportaient de sérieuses études. Le 10 juin 1899, Frédéric Honoré vint raconter son action au Louvre et répéter cette parole du cardinal Richard : « La France est le premier pays du monde pour les œuvres de toutes sortes, mais avec tant d'œuvres si généreusement entreprises et dotées, vous ne vous organisez pas. Organisez-vous donc ! »

Le premier annuaire de l'U. I. C. comportant une centaine de noms parut en 1894. L'effectif s'éleva à 1.000 membres en 1911. Le choix du titre d'« Aumônier-conseil » que prit le P. Puppey-Girard, il nous l'explique ainsi :

« L'aumônier ne joue pas un rôle de direction, son nom n'a pas besoin de paraître. Il représente dans une association la présence de l'Église soit au point de vue strictement spirituel, soit au point de vue de son enseignement <sup>1</sup>. » Cette expression subsista, mais elle valut au Père les vives objections de quelques collègues du clergé qui soutenaient que partout où le prêtre était présent, il devait assumer un rôle de direction.

Jusqu'au 9 mars 1902, l'Union des Ingénieurs catholiques vécut de cette vie religieuse et méditative. Les membres acquirent petit à petit une formation sociale que l'Union leur donnait après leur en avoir inspiré le désir. Aucune définition du but réel ne rend mieux la pensée du fondateur que ce court billet d'Harmel : « Merci, cher Père, de cette nouvelle qui me réjouit grandement le cœur, car en engouffrant toute la jeunesse catholique dans le militarisme et le peu de situations administratives abordables, on éteint l'influence que l'Église aurait pu prendre par eux. La vie est maintenant au commerce et à l'industrie, c'est là où s'est concentrée l'influence <sup>2</sup>. »

1. Souvenirs du P. PUPPEY-GIRARD, Témoignage verbal.

2. HARMEL, *Lettre* du R. P. Puppey-Girard, fin 1892, archives de l'U. I. C. La Nouvelle est la fondation de l'U. I. C.



A la fin de 1901, le Père Puppey-Girard insista auprès des membres pour qu'ils transformassent l'Union en syndicat. La raison invoquée ? L'influence. « Il faut établir une organisation titulaire à l'abri de l'arbitraire, et féconde en résultats pour l'action. La loi de 1884 a fixé pour les groupements des conditions pratiques d'une existence légale. Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre qu'un syndicat d'ingénieurs exprimera des vœux dont les pouvoirs publics tiendront compte, formulera des revendications qui feront autorité, tandis que les mêmes ingénieurs non syndiqués feraient des réclamations qui demeureraient absolument stériles <sup>2</sup>. » Cette explication officielle et parfaitement justifiée n'était peut-être pas la seule. Le Père Puppey-Girard venait de fonder une fédération de syndicats patronaux, seconde étape de son plan de fondations corporatives. Sans doute pensait-il qu'un syndicat d'ingénieurs pourrait entrer de plein-pied dans cette fédération, ce qui constituerait un grand progrès dans la voie où il s'engageait. Cette même année les membres de l'U. I. C. avaient adhéré à la fédération, à titre personnel, pour procéder avec ses membres à des échanges de services. Si l'U. I. C. devenait un syndicat, l'adhésion deviendrait une union véritable. Mais le projet de transformation se heurta à de vives résistances. On accusa le Père d'être un socialiste « à la façon de de Mun ». Ses relations amicales avec l'illustre orateur inquiétaient certains membres. Mais son insistance, son don de persuasion triomphèrent et, le 9 mars 1902, l'U. I. C. devint le syndicat l'« Abeille ». Il tirait son nom de l'insigne des Centraux. L'action professionnelle et religieuse demeura la même, et au vif regret du Père, on resta entre Centraux. Le groupe stéphanois se maintint à l'écart.

L'Abeille ne dura que deux années sous cette forme, et à la suite d'événements extérieurs, un syndicat plus large devait enfin se dégager à partir de 1904.

Dans cette étude, l'U. I. C. présente l'originalité d'être le premier effort sérieux fait auprès des ingénieurs. Retenons la lente mais solide formation de ses membres sous le regard discret de l'aumônier-conseil, première manifestation d'une attitude nouvelle du clergé dans les œuvres.

### *Les Unions fédérales*

L'origine du groupement patronal qui allait devenir les « Unions fédérales » est dans la rencontre du P. Puppey-Girard avec un groupe de patrons dissidents de l'Union fraternelle <sup>1</sup>.

En 1896, le groupe du bâtiment qui constituait au sein de l'Unité fraternelle une unité forte et homogène<sup>2</sup>, s'en détacha pour entrer plus activement dans la voie syndicale sous l'énergique impulsion de son

1. Brochure de propagande (1912).

2. Alfred PERRIN, *Le Syndicat central des Unions fédérales*. Éditions de l'Action Populaire, n° 36.

président, Deny. Il prit le nom d'Union des Syndicats fraternels du bâtiment et tint sa première réunion le 25 janvier 1893 à la Bourse du Commerce<sup>1</sup>. Il entamait aussitôt une ardente campagne en faveur du repos dominical et participait l'année suivante au premier congrès des entrepreneurs de maçonnerie, puis à celui des entrepreneurs du bâtiment de la Seine qui se prononça à l'unanimité en faveur du repos du dimanche. L'Union fraternelle voyait se développer cette activité avec satisfaction. Son secrétaire, Le Franc, disait que les œuvres catholiques devenaient « des écoles d'état-major professionnel d'où les catholiques partent rendre service sur tous les terrains corporatifs ». Seulement, cette activité se situant en dehors d'elle, l'Union fraternelle se voyait réduite à ce rôle limité : enregistrer les adhérents et les reporter sur l'Annuaire. A. Perrin dit qu'elle était matérialisée « presque exclusivement par un Annuaire », c'était important, ce n'était pas suffisant.

Deny soutint avec force cette thèse auprès d'Harmel, qui refusa néanmoins de transformer l'association en syndicat. Sur ces entrefaites, le P. Puppey-Girard reprenait son projet de groupement patronal et procédant comme pour les ingénieurs, organisait une retraite fermée à Épinay-sur-Seine. Le R. P. Puppey-Girard leur proposa des statuts. Certes il n'y aurait pas beaucoup de membres dans chaque syndicat, mais qu'importait ? Ce projet accepté, le Père chercha une organisation. Il alla à la Bourse du Commerce et, coïncidence, y loua le bureau voisin de celui de Deny. Ainsi entra-t-il en rapport avec lui et ensuite eût-il l'idée d'inviter les patrons de la retraite à s'unir à ceux du bâtiment. Trente patrons s'unissaient pour adresser aux catholiques du monde des affaires un manifeste, leur demandant d'agir plus ouvertement selon leurs convictions et de constituer l'Union sous forme syndicale pour l'action professionnelle et sociale des forces patronales catholiques<sup>2</sup>.

Ces patrons rencontrèrent Dognin. Celui-ci rêvait de reconstituer un état social chrétien en partant de la profession. Au service de cette idée, il apportait une grande expérience des affaires, un grand dévouement et une grande générosité.

Les patrons ayant reçu d'encourageantes réponses à leur appel, sûrs du

1. P.-V., 2 février 1898. Il nous apprend l'existence d'un syndicat chrétien des ouvriers maçons sous la direction du R. P. Hamon, ce syndicat entretient des rapports cordiaux avec le syndicat patronal.

2. A. PERRIN, *op. cit.* Voici le texte du manifeste : « Nos groupements syndicaux sont formés légalement suivant la loi de 1884, mais ils sont composés exclusivement de catholiques dont la tâche est de se regrouper et de se soutenir dans les diverses associations dont ils font partie, syndicats ou autres. Ces catholiques ont à cœur d'étendre le rayonnement de leur bienfaisance par la puissance de l'union. C'est d'ailleurs à tout point de vue leur intérêt.

Nous avons un double but :

1° Nous croyons indispensable, en présence du développement des syndicats patronaux d'assurer des organisations syndicales qui soient véritablement animées des principes catholiques.

2° Nous voulons établir plus de relations entre la clientèle catholique et tous ceux qui dans les professions commerciales, industrielles, libérales, ont bien, catholiques eux-mêmes, un droit de préférence en offrant toutes choses égales d'ailleurs.

concours de Dognin, fondèrent d'abord une série de 26 syndicats sur le modèle et avec le concours des Syndicats fraternels du bâtiment. Ensuite ils groupèrent ces syndicats en Unions fédérales c'est-à-dire en associations de plusieurs syndicats ayant des activités connexes : alimentation, ameublement, bâtiment, culte, habillement, etc... Ils n'y réussirent pas dans certains cas, tels ceux des joailliers, médecins, pharmaciens etc... Il y eut donc co-existence d'unions fédérales de syndicats d'une part et de syndicats indépendants d'autre part. On avait, par exemple, une union féd.rale des syndicats de l'alimentation et à côté un seul syndicat des joailliers.

Il parut alors nécessaire d'unir davantage ces associations et dans ce but on créa le 14 février 1901, le Syndicat Central des Unions fédérales. Pour remercier Dognin de son concours on le nomma président fondateur. A côté de lui fonctionna un bureau dont le premier président était un commerçant, A. Jacquier. Le travail permanent de coordination et d'organisation, tâche essentielle revenait à un secrétaire général. Pour ce poste, le P. Puppey-Girard fit choix, sur la proposition du P. Tournade, d'un jeune journaliste père de famille nombreuse, Alfred Perrin, qui dirigeait à Avranches le journal *L'Avranchin* dans un esprit très catholique et social <sup>1</sup>. Perrin était venu collaborer à l'*Ouest Éclair*, sur l'invitation de Desgrées du Lou, mais, il avait dû quitter Rennes à la suite d'un désaccord avec l'abbé Trochu. Excellent homme, d'un dévouement à toute épreuve, il devait se faire l'âme du syndicat central, garder ses archives, éditer son *Moniteur* <sup>2</sup>, et surtout se charger du recrutement.

Les Unions fédérales tenaient une assemblée générale annuelle et célébraient leur fête corporative, le troisième dimanche de l'Avent.

Dans les mémoires qu'il a laissés à ses enfants, Alfred Perrin évoque ses débuts :

« J'étais installé depuis le 1<sup>er</sup> février 1904 secrétaire général des Union fédérales au bureau 249-251 de la Bourse du Commerce où je recevais chaque jour de 1 heure 1/2 à 3 heures et le lundi de 5 à 6 heures 1/2 pour les membres des syndicats du bâtiment plus particulièrement libres ce jour-là. Le reste de la journée, je devais sur l'indication des listes sympathiquement fournies par les premiers adhérents, faire à travers Paris des visites de recrutement. Presque chaque jour dans l'après-midi, pour leur rendre compte de ces visites et de leurs résultats obtenus ou en perspective — car il fallait revenir plusieurs fois pour emporter « le morceau » — je recevais la visite soit du R.P. Puppey-Girard, fondateur et animateur de cette organisation, soit de M. Dognin, le mécène du début, ancien industriel de Calais. On constitua même pour gérer ces fonds de départ, une société de gestion dont on m'institua comptable <sup>3</sup>. »

1. C'est ainsi qu'il avait édité une traduction de l'Encyclique *Rerum Novarum* qu'il avait distribué dans Avranches.

2. Publié chaque mois à partir de février 1901.

3. Alfred PERRIN, *Mémoires*, t. III, 1900-1914. La Société anonyme de gestion reçut l'appellation d'Union Française du Commerce et de l'Industrie.



Le Syndicat Central est administré par un conseil composé d'une délégation par Union. Les frais constitutifs s'élevèrent à dix mille francs<sup>1</sup>.

Ainsi naquirent les Unions fédérales. Elles se développèrent surtout dans la région parisienne avec bonheur. L'atmosphère y fut remarquablement harmonieuse. « Jamais, écrit Perrin, je ne connus l'ombre d'une ombre entre les syndiqués, ni entre eux et moi<sup>2</sup>. »

Quelles ont été les toutes premières activités des Unions fédérales ? Trois interventions intéressantes se détachent.

La première question importante à résoudre fut l'attitude à prendre à l'égard du décret Millerand instituant les Conseils du travail. Plusieurs groupes de syndicats déclarèrent qu'ils ne prendraient aucune part aux élections à ces comités dont l'institution leur paraissait illégale. Ce point de vue étant partagé par les milieux parlementaires catholiques et certains milieux professionnels. Le syndicat central en délibéra, se demandant si « par esprit de solidarité et de respect de la constitution et de la tradition législative », il ne devait pas s'abstenir lui aussi de participer aux élections. Après discussion, on convint de s'abstenir et d'écrire au ministre sans vouloir pour autant déprécier « le principe d'opportunité et le bien-fondé des Conseils du Travail qui moyennant certaines conditions peuvent rendre d'importants services »<sup>3</sup>.

L'organe des Unions fédérales reprochait au décret d'exclure les syndicats mixtes. Paul Roger, député du Nord et le Syndicat mixte de l'industrie des métaux à Lille, obtinrent de Millerand l'assurance que les syndicats mixtes seraient inscrits comme électeurs pour la formation des Conseils à condition de compter 10 patrons pour être électeurs-patrons ou 25 ouvriers pour être électeurs-ouvriers.

Consultés l'année suivante sur les retraites ouvrières par décision de la Chambre, tous les syndicats des Unions fédérales répondirent à l'enquête. Le syndicat Central tint une réunion extraordinaire le 12 août, en période de vacances. Il invita les syndicats et Chambres de Commerce de tout le pays à échanger leurs réponses avec lui afin de constituer un dossier sur ce sujet.

Le 3 février 1902, enfin, la plus importante des Unions, celle du bâtiment avait constitué une commission d'économie sociale où entrèrent les délégués des trois syndicats patronaux des propriétaires, des architectes et des entrepreneurs. Les représentants employés et ouvriers des syndicats de la rue des Petits-Carreaux furent invités à se rencontrer entre eux. Un entrepreneur de serrurerie, Rossin, président de la commis-

1. *Registre des délibérations. P.-V.*, 14 février 1901. Assistaient à cette réunion les patrons suivants : Dognin, Langlais, Minard, Durouchoux, René Briançon, Jacquier, Lhomer, Paul Durouchoux, Gauthier. Jacquier, le premier président, était propriétaire d'une maison de sculpture religieuse de Paris. Le titre de président fondateur attribué à Dognin correspond en fait à une présidence d'honneur. Tout désignait Dognin pour présider effectivement le Syndicat Central et il en dirigea réellement les travaux mais sa grande modestie lui fit refuser le titre. Sur Dognin, voir R. P. PLUS, *Émile Dognin*.

2. A. PERRIN, *op. cit.*

3. *Moniteur des Unions Fédérales*, novembre 1901 et numéros suivants. On reprochait à Millerand de les avoir institués par décret, sans consulter le Parlement.

sion d'économie sociale, constitua une commission mixte comprenant trois patrons, trois employés et trois ouvriers du bâtiment. Les 9 commissaires décidèrent <sup>1</sup> d'organiser un Congrès pour le repos dominical les 11, 12 et 13 décembre 1902. Ce fut un succès ; bien qu'il fut strictement limité aux questions professionnelles, Georges Picot le présida.

Moins que le concours apporté à une cause qui trouvait de tous côtés des défenseurs, cet événement est intéressant comme étant une des toutes premières manifestations organisées en commun par des patrons, des employés et des ouvriers. On y retrouva l'idée originelle du Père Puppey-Girard appliquée en pratique. Ces débuts attirèrent l'attention sur les Unions fédérales jusqu'au delà des frontières. Dès 1911, un architecte sorti de l'École Centrale écrivait au Père Puppey-Girard que des fédérations analogues pourraient rendre de très grands services au Luxembourg <sup>2</sup>.

Si l'on excepte le caractère trop parisien du recrutement, on peut dire que cette tentative de syndicalisme patronal débutait avec des promesses intéressantes de développement et de durée. Elle constituait à tout le moins un notable progrès sur l'Union fraternelle.

### *Le Syndicat de l'Aiguille*

Les initiatives que nous venons de passer en revue offrent cette double particularité d'émaner de syndicats séparés, c'est-à-dire tantôt de patrons, tantôt d'ingénieurs, tantôt d'employés, et de laisser de côté l'ouvrier.

Le syndicat de l'Aiguille, au contraire, est dans le prolongement de l'Œuvre des Cercles : c'est un syndicat mixte constitué dans le milieu ouvrier.

Ses origines remontent au mouvement féminin de l'Œuvre des Cercles, à l'enquête sur le travail des femmes et à cette condamnation de la « veillée » qu'Albert de Mun formulait avec une émouvante éloquence à la tribune du Palais-Bourbon. Les Dames patronnesses de l'Œuvre s'étaient intéressées à la vie des ouvrières de l'aiguille dans la double pensée d'éclairer l'opinion et d'améliorer, par une action professionnelle, le sort de ces travailleuses.

Tandis que l'enquête des Dames de l'Œuvre inspirait un projet de loi à de Mun sur la réglementation du travail des femmes, elle avait pour conséquence pratique, un groupement des « maîtresses d'atelier » de l'habillement. Comment en vint-on à l'idée d'une action professionnelle ? Nous ne le savons point exactement ; peut-être fut-ce la conséquence des

1. A. PERRIN, *op. cit.* La décision d'organiser le Congrès fut prise le 2 juin 1901.

2. Archives des Unions Fédérales : A. L. LUMP, *Lettre au R. P. Puppey-Girard, Luxembourg, 22 mars 1901.* «... Je pense en effet que ces fédérations pourraient également chez nous rendre de très grands services, les libéraux sectaires sont bien tenus jusqu'à présent en échec, mais il est plus que sûr que les événements de la France ne resteront point sans influencer sur nos Treuillut, Levaïs et autres têtes de nos progressistes plus ou moins rouges... »

constatations faites au cours de l'enquête ? L'initiative d'une réunion vint d'Harmel, sur les « instances » duquel les Dames patronnesses recherchèrent autour d'elles des maîtresses (nous dirions des patronnes) couturières, lingères et modistes. Une trentaine d'entre elles se réunirent au début d'avril 1890 pour entendre l'apôtre de l'usine chrétienne. Le 13 avril, elles adoptèrent le principe d'une messe mensuelle suivie d'une réunion. Les Dames patronnesses étaient invitées à y assister.

Il semble qu'à cette date, Harmel ait envisagé l'avenir de ces réunions dans le cadre des réunions de patrons qui allaient donner naissance à l'Union fraternelle.

La première réunion mensuelle se tint le 11 mai 1890 au Cénacle. Une soixantaine de patronnes y assistaient. Harmel prononça une allocution :

« Il faut poser en principe que l'atelier, quelque bon qu'il soit, offre un danger moral, aucune agglomération humaine n'étant indifférente. On sort toujours meilleur, moins bon, ou plus mauvais de toute réunion. Si la maîtresse d'atelier n'exerce pas une sérieuse surveillance sur ses ouvrières, directement ou par des déléguées, elle manque à son devoir le plus impérieux... patron veut dire père, l'atelier doit donc être une famille sous l'œil d'une mère. » Le groupement est une force spirituelle, il a aussi une « immense importance économique », il permet de constituer un bureau de placement professionnel, une caisse de chômage et de maladie, de passer des marchés avec les maisons d'exportation pour le temps de la morte-saison. » Les patrons convinrent de réunir les ouvrières dans deux ou trois paroisses groupant plusieurs quartiers, en commençant par Saint-Roch. De là pourraient surgir les éléments futurs d'une corporation chrétienne. On décida aussi d'établir une fête corporative le jour de Sainte-Anne, choisie comme patronne. Le travail est sectionné en trois branches : recrutement, placement, discipline d'atelier.

Le P. du Lac, nommé aumônier en décembre 1890, marqua tout de suite son intérêt pour les ouvrières. « Songez que les 800-850 ouvrières de l'aiguille de Paris ont une vie terrible, qu'elles rentrent chez elles à neuf heures du soir et encore sans avoir diné. Est-ce étonnant dans ces conditions que les grands couturiers se plaignent du manque absolu d'apprenties <sup>2</sup> ? Le bureau de placement qui vient d'être fondé fonctionne de façon sérieuse : on compte cinq placements en janvier.

Durant l'année 1891, les efforts continuent pour développer le petit groupement et le transformer en syndicat ; le P. du Lac en est désormais l'agent le plus actif. Il commence par constituer un groupement religieux « l'Union chrétienne des Ateliers de femmes » qui donne une organisation aux réunions mensuelles et ouvre la voie au syndicalisme <sup>3</sup>.

1. *P.-V.*, 22 octobre 1890.

2. *P.-V.*, *A. D. P.*, 16 janvier 1891.

3. Le 15 décembre 1890, sous les auspices de l'Union, s'ouvrait le premier restaurant des ouvrières, situé 19, place du marché Saint-Honoré. Ce restaurant était à la fois une œuvre morale et une œuvre d'hygiène. Il devait accueillir les ouvrières un peu désemparées à l'heure du repas, leur assurer un entourage sympathique et une nourriture



Le 24 avril 1892 se tenait la réunion constitutive du Syndicat de l'Aiguille. Une des patronnesses de l'Œuvre des Cercles, la marquise de Saint-Chamand la présidait, de concert avec Delalande. A leurs côtés se trouvaient le P. du Lac, M<sup>me</sup> Lambert-Caillemer, secrétaire générale adjointe des Dames patronnesses et un grand couturier de la place Vendôme, Aine.

Le syndicat mixte devait compter des conseillères employées et ouvrières. On procéda à une première élection qui se déroula dans la confusion entre employées et ouvrières. Le 31 juillet, on recommença. « La présidente, Madame Garnier, fait observer que le groupe des patronnes a cru pouvoir proposer des noms afin de faciliter les élections, les associés se connaissant trop peu pour pouvoir faire facilement elles-mêmes ces choix <sup>1</sup>. Les premières élections eurent lieu à l'unanimité et l'usage s'établit de présenter aux électrices une liste qu'elles pouvaient modifier. Le bureau s'efforçait de choisir des conseillères capables et demandait aux employées et ouvrières de lui indiquer les candidates. Mais l'ingérence dans les élections est indéniable. Le P. du Lac prit le développement du syndicat très à cœur. Le 21 novembre 1892 il tenait une réunion dans la chapelle des Catéchismes de Saint-Roch pour expliquer aux employées et ouvrières de la couture et de la mode la loi sur le travail des femmes, et les inviter à entrer dans le syndicat. Fidèle aux traditions de l'Œuvre des Cercles, le P. du Lac conviait les patronnes à ses conférences et même les Dames patronnesses.

Le syndicat publia le premier numéro de son *Bulletin des Métiers de l'Aiguille* en décembre 1892. Le syndicat mixte y est présenté comme la pré-figure de la Corporation. Les effectifs de l'association comprennent à cette date 71 patronnes, 48 employées et 123 ouvrières, soit un total de 242 membres <sup>2</sup>.

Le 11 décembre 1892 se tint une assemblée générale extraordinaire. Aine y défendit le syndicat d'être laïc selon les uns « confrérie » selon les autres. « C'est une association professionnelle qui, aux termes de la loi, n'admet que les gens exerçant la profession. Son but est avant tout social et conforme aux encycliques des Papes. Il est aussi religieux : rappeler les soins de l'âme. » Il annonce que l'association va ouvrir un bureau de placement et une caisse de prêts gratuits et utiliser les secrétariats du peuple fondés par l'Œuvre des Cercles. Ce n'est d'ailleurs qu'un début.

substantielle. Ouvert de 11 heures et demie à 1 heure, il comptait 68 places. On compta 25 ouvrières le premier jour et ensuite le nombre ne cessa d'augmenter. Huit jours plus tard le nombre des demandes dépasse la centaine et une quarantaine d'ouvrières ne pouvaient être accueillies ; un second restaurant est ouvert au 27 de la même place avec deux services à 11 h. 1/2 et 12 h. 1/4. Un service supplémentaire est prévu pour les demoiselles de magasins et les institutrices avant ou après les repas.

1. *Registre des délibérations*, séance du 24 avril 1893.

2. La présidente d'honneur est la marquise de Saint-Chamand, qui suit les réunions avec assiduité. La présidente est M<sup>me</sup> Garnier, la secrétaire générale M<sup>me</sup> Jossu, toutes deux patronnes. Aine est secrétaire général adjoint. Le siège social est 342, rue Saint-Honoré. (*Registre des Délibérations*, 31 juillet 1892.)

Ainsi naquit le syndicat mixte de la couture. Nous y retrouvons certains caractères communs aux formations syndicales en dépit des différences organiques. Ici encore, le rôle essentiel est dévolu à un prêtre, discrètement abrité derrière les personnages qu'il conseille. Ici encore, la préoccupation d'une entente avec d'autres associations se fait jour.

En octobre 1893, les syndiqués se répartissent en deux grandes sections : couture, corsets et lingerie d'une part, modes, plumes et fleurs de l'autre. Les premières œuvres sociales apparaissent : la caisse de prêt : au début de 1894, la maison de famille quelques mois plus tard. Cette dernière est destinée à accueillir les ouvrières sans parents et à les faire vivre dans une atmosphère morale et sympathique. En pratique, ce résultat ne fut atteint que pour un nombre infime de jeunes filles, faute de place <sup>1</sup>.

Pour étendre son recrutement, le syndicat, fidèle aux méthodes d'Harmel, constitua des déléguées de quartier. Il tint à préciser le rôle de ses Dames patronnesses, son troisième élément constitutif, en leur assignant l'étude doctrinale, la visite des malades, le recrutement, la propagande auprès de la clientèle et la documentation du bulletin.

Il compte à cette date 140 patronnes, 260 employées et 900 ouvrières, soit 1.300 membres. Le 26 novembre les patronnes constituent entre elles une caisse mutuelle pour faciliter leurs affaires. Le fait est significatif, car il nous montre le syndicat susceptible d'intéresser directement les patronnes et devenait autre chose que la confrérie qu'Aine répudiait à la première assemblée générale.

Cet hiver-là, il y eut une grève chez les ouvriers de la couture. Le syndicat intervint. Laissant de côté les griefs masculins, il ne se solidarise pas avec les ouvriers tailleurs. D'autre part, il réprouve le concours à la grève et toutes les violences. Il attend la conciliation de négociations directes et des Conseils du travail que Millerand vient d'instituer par décret <sup>2</sup>. L'ordre du jour rédigé dans ce sens fut remis au chef du Cabinet du Ministre par les membres du bureau avec une demande d'audience qui fut refusée.

1. Le syndicat fut vivement agité en 1893 par un drame caractéristique de l'époque. Une syndiquée, M<sup>lle</sup> Boulanger, employée depuis 18 ans chez la présidente M<sup>me</sup> Garnier, se vit brutalement appréhendée par des agents « sans mandat » et accusée du vol d'un coupon de dentelles évalué à 1 fr. 50 que l'on avait découvert dans son parapluie. L'émotion de la malheureuse fut telle, qu'elle devait en mourir quelques jours après. Le syndicat persuadé de son innocence, voulait protester en justice contre ces procédés, mais la famille intervint de telle façon, que l'Aiguille se vit pratiquement interdire toute action. Les obsèques furent l'occasion d'une émouvante manifestation. Albert de Mun tint à exprimer au syndicat sa réprobation envers ces procédés brutaux employés par un inspecteur des grands magasins. Cet événement est révélateur de la faiblesse de l'individu devant le capitalisme quand l'action de celui-ci n'est pas encore tempérée par les principes sociaux.

2. Voici l'ordre du jour : *B. M. A.*, janvier 1901 : « Le Syndicat de l'Aiguille, association professionnelles mixte de l'habillement, préoccupé du mouvement créé dans les ateliers de couture par les revendications d'un certain groupe d'ouvriers et d'ouvrières, déclare qu'il écarte celles des ouvriers tailleurs dont il ignore les besoins ; en ne retenant que celles des ouvrières, regrette que certaines violences de langage employées par elles rendent difficile toute solution amiable susceptible de leur donner satisfaction. Décidé de faire auprès de M. le Ministre du Commerce une demande tendant à obtenir de lui la convocation d'un Conseil du Travail par application des décrets en date du 17 septembre 1900 et janvier 1901. En rappelant que le but de ce Conseil du Travail

L'été suivant (1901) vit la constitution d'un atelier de chômage pour les ouvrières pendant la morte-saison, L'expérience fut considérée comme un succès. L'atelier réunit une moyenne de présences quotidiennes de 20 à 25, le salaire horaire variant, selon la capacité, de 20 à 35 centimes.

Neuf jours plus tard, le Conseil élaborait la réponse à la consultation gouvernementale sur les retraites ouvrières. Il demandait l'attribution des retraites à toutes les ouvrières et employées, ainsi qu'aux petites patronnes ; l'établissement du système devrait suivre l'instauration d'une organisation corporative professionnelle et régionale. Le financement en serait assuré par les versements des intéressées et les revenus des biens meubles ou immeubles de la Corporation. Il écartait la caisse d'État, considérée comme « dangereuse et inacceptable ».

A la fin de l'année, le conflit qui opposait Millerand au Sénat sur la légalité des décrets instituant les Conseils du Travail se prolongeait. Le syndicat envoya une délégation à la Commission sénatoriale des Conseils consultatifs du Travail. Aine exposa au président Béranger la conception que se faisait le syndicat du rôle des Conseils ; ils doivent être appelés à donner leur avis sur toutes les contestations pouvant naître dans l'exercice de la profession, à établir le règlement des us et coutumes, à étudier enfin toute les améliorations susceptibles d'être apportées dans l'organisation du travail. A la suite de cette déposition, le compte rendu note : « Les membres de la Commission (sénatoriale) ont constaté une certaine similitude entre la forme du syndicat et celle projetée pour tous les Conseils <sup>1</sup>. »

Cette revue des faits saillants de ces dix années de vie syndicale nous révèle le souci d'information des dirigeants. Il se traduit dans le articles d'études que publie le bulletin. Il en est d'excellents par l'intérêt des sujets et la concision de l'exposé. Tantôt l'étude porte sur les anciennes corporations <sup>2</sup>, tantôt sur la pensée religieuse et l'Encyclique *Rerum Novarum* <sup>3</sup>, tantôt sur les textes législatifs de nature à intéresser les ouvrières ; les exposés n'empêchent pas le syndicat de prendre partie. Il le fait avec véhémence contre les dérogations à la loi sur le travail des femmes <sup>4</sup>.

Un jour de l'an 1896, un jeune écrivain se présentait aux dirigeantes du syndicat leur demandant la permission de causer, avec les patronnes et les ouvrières, de leur métier, de leur vie et de leurs espoirs. Il s'entre-

dont les membres sont élus mi-partie par les Syndicats patronaux, mi-partie par les Syndicats ouvriers légalement constitués est notamment de donner leur avis sur les questions du travail et d'établir, en provoquant l'accord entre les syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal des salaires et la durée normale de la journée de travail.

Demande instamment à toutes les ouvrières le plus grand calme si elles veulent conserver la sympathie dont elles sont dignes et les engage à reprendre leur travail en attendant la solution amiable que le Conseil du Travail pourra apporter dans l'intérêt de l'industrie si importante de la région parisienne.

1. B. M. A., décembre 1901.

2. B. M. A., 1899 : Toute une série d'études sur l'histoire des métiers de l'aiguille et sur celle du costume.

3. B. M. A., juillet 1893.

4. B. M. A., octobre 1895.



tint longuement avec elles et leur annonça qu'elles retrouveraient cette documentation dans son prochain roman. L'écrivain était René Bazin et le livre, publié l'année suivante, *De toute son âme*. « Je soupçonne le P. du Lac d'avoir adressé Bazin à ses ouvrières de l'aiguille » se demandait le critique littéraire du *Sillon* <sup>1</sup>. A quarante ans de distance grâce au témoignage de l'une de ses interlocutrices nous pouvons répondre par l'affirmative <sup>2</sup>. Ce livre marque une date dans la carrière du romancier qui, jeune homme, à Angers, participait aux œuvres du P. Ludovic. Il se tourne vers la question sociale <sup>3</sup>.

Cette description d'une veillée fut sans doute inspirée à Bazin par les syndiquées de « l'Aiguille » <sup>4</sup> :

« Les douze femmes travaillaient, appliquées, mais on devinait à leur physionomie l'effort trop prolongé qui tue l'idée et rend la main inhabile. Leurs yeux étaient cernés et souvent l'une d'elles passait la main sur ses paupières, pour écarter le sommeil. Dans l'atmosphère lourde, tout un jour respirée, qu'échauffaient encore les lampes que venait d'allumer l'apprentie, les poitrines jeunes se soulevaient plus vite cherchant la vie où elle se raréfiait de plus en plus. M<sup>lle</sup> Irma toussait d'une petite toux sèche. Au bout des tables, l'une en face de l'autre, M<sup>lles</sup> Augustine et Henriette Madiot garnissaient chacune un chapeau. La première plaçait et déplaçait un piquet de pavots rouges sur une forme à bords relevés et ne parvenait pas à le poser élégamment. Elle était nerveuse ; sur sa maigre figure d'ouvrière, déjà fanée, les lèvres s'écartaient d'un mouvement rapide et douloureux. Henriette Madiot, les bras un peu arrondis, les doigts rapprochés, assemblait en éventail les coques d'un large ruban crème, et souriait au fond de ses yeux pâles en voyant que du premier coup, ce soir, elle réussissait à donner à son œuvre ce tour qui est le souci, la joie et le gagne-pain de toutes ces filles de la mode, ce rien d'art où entrent leur jeunesse, leur imagination de femmes, le rêve que leurs vingt ans feraient volontiers pour elles-mêmes, et qu'elles cèdent aux riches indéfiniment tant que leur tête peut inventer et leur main suivre une pensée. »

Ce roman fit sensation. La presse lui consacra de longs et élogieux articles. Émile Faguet <sup>5</sup> le qualifia « le livre du Peuple » et y découvrit des tableaux « parmi les plus réels du roman français ». Gaston Deschamps

1. *Sillon*, avril 1897.

2. M<sup>lle</sup> Lehmann, qui de sa propre initiative nous raconta cette visite.

3. L'héroïne, Henriette Madiot, fille naturelle du riche industriel nantais Lemarié, a été élevée par son oncle, ouvrier de Lemarié ; elle est modiste chez M<sup>me</sup> Clémence ; vertueuse et jolie, elle est consciente des misères qui l'entourent, celle des ouvriers de l'usine Lemarié où travaille son frère, révolté contre Lemarié, celle des vieux ouvriers comme son oncle qui, accidenté du travail, est chômeur sans pension, celles des ouvrières de la mode que guette la tuberculose, celle des enfants pauvres des faubourgs. Henriette s'intéresse à une pauvre fille échouée à Nantes, Marie Schwarz, qui est un moment heureuse, devient l'amie du jeune Madiot et sombre dans la misère et la maladie quand son amant parti au service militaire frappe son officier, qui n'est autre que le fils Lemarié. Éclairée sur sa vocation, Henriette renonce à l'amour d'un jeune paysan qui veut l'épouser et se fait religieuse pour consoler les malheureux.

4. René BAZIN, *De toute son âme*, Paris 1897, 126 p. in-16°, ch. III, p. 15.

5. *Revue Bleue*, 15 mai 1897.

critique littéraire du *Temps*<sup>1</sup> note de son côté que l'auteur va « d'instinct vers le drame poignant dont s'agit, au cœur même de notre société inquiète, la destinée inaperçue de ceux qui souffrent aujourd'hui ».

Le critique de la *Quinzaine* — la revue de Fonsegrive — Lionnet écrivait : « Dans cette œuvre respire, se meut et souffre la vie sociale... *De toute son âme* est un premier essai du roman que nous attendions, du roman qui répond à nos préoccupations actuelles, du roman social en un mot<sup>2</sup>. »

Et c'est en effet l'originalité de Bazin, Par ce livre, il est le premier romancier catholique à aborder franchement un problème social. Et dans ce domaine, si nous en croyons Brunetière<sup>3</sup>, il n'eut qu'un seul devancier dans nos lettres françaises, Balzac<sup>4</sup>.

### *Le P. du Lac aumônier de la couture*

L'histoire du Syndicat de l'Aiguille est dominée par la figure du Père du Lac. Personnalité complexe dont le rôle est peu commun. Stanislas du Lac a été mêlé de très près à l'histoire de son temps. On disait de lui vers 1900 : « Si vous voulez réussir dans l'armée, adressez-vous au Père du Lac, dans la diplomatie, de même, dans l'administration, de même, et enfin même dans la franc-maçonnerie ! » Cette boutade exprimait une vérité : ce jésuite avait des amis reconnaissants dans tous les milieux, ses innombrables obligés soit d'un service matériel, soit d'une aide morale. Beaucoup étaient ses anciens élèves de Canterbury ou de la rue des Postes, les autres leurs femmes, mères ou filles, les parents et amis, les gens rencontrés au hasard d'une démarche et aidés à leur tour, et enfin les ouvrières de l'aiguille. Son influence était à la mesure de son action incessante.

Stanislas du Lac était le fils d'un conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Le 29 octobre 1853, il devint jésuite<sup>5</sup>.

« Son influence, écrit M<sup>lle</sup> Anne de Marnier qui l'a bien connu, venait du rayonnement de son âme d'apôtre. Il n'était pas orateur, mais ses sermons, très simples et sans effets, reflétaient si bien l'amour qui l'inspirait qu'il touchait les âmes et les tournait les unes vers les autres<sup>6</sup>. »

Le P. du Lac fut l'aumônier de l'Œuvre des Cercles après le P. Alet ; il fut le confident d'Albert de Mun « La Lumière de son âme » ; c'est lui qui présenta le P. Puppey-Girard à de Mun et qui en invitant celui-ci rue des Postes, amena sa rencontre avec Lyautey. Mais rien dans tout cela ne le prédisposait à s'occuper des ouvrières de l'aiguille. Cette orientation résulta d'un fait divers douloureux.

1. *Le Temps*, 11 avril 1897.

2. *La Quinzaine*, 1<sup>er</sup> mai 1897.

3. BRUNETIÈRES, *Discours à l'Académie française pour la réception de René Bazin* (Édition Calmann-Lévy, 1904).

4. DE MUN écrivit par deux fois ses félicitations à Bazin « Nous avons pleuré en finissant ces pages qui nous avaient passionnés » écrivait-il le 7 mars 1897 (Papiers du comte Catta).

5. On doit au P. DU LAC une étude explicative et défensive sur son ordre : *Jésuites*, Paris 1901, XXXIX, 408 p., in-8°, d'où ces renseignements sont extraits, et des lettres de Canterbury, recueillies en un ouvrage *France*.

6. M<sup>lle</sup> DE MARNIER, *Lettres à l'auteur*, 3 mars 1943, 4 février 1944.

Il faisait réparer ses habits et exécuter son raccommodage par une pauvre fille qu'on lui avait recommandée, et qui vivait misérablement bien qu'elle travaillât jusqu'à la limite de ses forces. Tombée très malade, elle voulut finir néanmoins le travail que le P. du Lac lui avait confié, en fit un paquet et ne pouvant se rendre chez lui, le fit appeler. Malheureusement, il arriva trop tard, elle était morte d'une maladie de poitrine. Mais elle avait épinglé sur le paquet du religieux un papier où elle lui racontait sa triste histoire. Très ému, Stanislas du Lac jura de se consacrer à cette catégorie si malheureuse des ouvrières parisiennes.

Devenu aumônier des Dames patronnesses de l'Œuvre des Cercles, il apporta le concours le plus actif et le plus dévoué au groupement des patronnes et des ouvrières de la couture qui était en cours. On peut dire qu'il tint sa promesse d'une double façon. A l'égard des ouvrières il se montra d'une grande bonté, les écoutant, au besoin les conseillant dans un milieu étranger aux préoccupations religieuses. Tous les jours il recevait une dizaine de patronnes et d'ouvrières, le dimanche une trentaine, venues lui parler de leur profession, de leurs besoins moraux et temporels. Presque tous les dimanches il en réunissait quelques-unes et leur faisait une triple instruction, une pour les patronnes, une pour les patronnes et ouvrières et une pour les ouvrières. « C'est ce qui explique ma robe de prêteur au milieu de ces faiseuses de robes <sup>1</sup> ! »

Il n'avait pas un esprit de juriste, il était social par son cœur et il ne comprenait pas toujours la réglementation, la question corporative, l'organisation syndicale et tout ce qui pouvait paraître une entrave à la charité. Aussi, avec de telles dispositions, fut-il souvent trompé. On venait lui emprunter de l'argent, telle ouvrière voulait une paire de chaussures, une autre tel article de maison. Souvent ces emprunteuses n'étaient pas très honnêtes ou très chrétiennes.

Le P. du Lac était bien placé pour parler aux femmes du monde de leurs responsabilités. Il le fit d'abord au cours d'une manifestation impressionnante, à Saint-Augustin. Étant monté en chaire, il raconta à son auditoire, profondément remué, la mort d'une ouvrière de la couture qui après avoir veillé était morte à la suite d'un crachement de sang. Sa sœur ayant reconnu la robe pour la confection de laquelle cette ouvrière avait veillé, sur le dos d'une dame au sortir de l'église, l'arrêta et saisissant la robe, s'écria au paroxysme de l'émotion : « Voilà celle qui a tué ma sœur ! ». Ce sermon et d'autres du même ordre, frappèrent les femmes du monde.

Stanislas du Lac reprenait cette éducation dans les entretiens particuliers où il exprimait sa pensée, développait de nouveaux arguments, montrait aux femmes leur pouvoir de cliente et le droit qu'à ce titre elles pouvaient exercer. Une ouvrière de l'aiguille, M<sup>lle</sup> Bertheau, se rappelle avec quelle insistance il demandait aux clientes d'effectuer leurs paiements, soit au comptant, soit au plus tôt après ; le contact des patronnes lui avait appris les embarras d'argent qu'elles rencontraient à chaque instant et dont les ouvrières risquaient d'être victimes. Aussi rappelait-il

1. Sermon en l'Église Saint-Roch, le 27 janvier 1897.



avec la même insistance aux maîtresses d'ateliers leur devoir ne de pas laisser tarder les rentrées <sup>1</sup>.

Ainsi le P. du Lac ouvrait-il la voie à une forme d'apostolat toute nouvelle et qui jouira d'une grande faveur au début du xx<sup>e</sup> siècle : l'éducation de la clientèle <sup>2</sup>.

1. Jules Simon à la Chambre et dans le *Temps*, prit vigoureusement le parti des ouvrières, dénonçant les abus de la veillée, et les lourdes conséquences des commandes tardives. Mais ce qui distingue l'action du P. du Lac c'est sa continuité, la répétition constante des mêmes choses, l'influence individuelle.

2. L'Œuvre des Cercles s'attacha à multiplier les associations professionnelles féminines sur le modèle du Syndicat de l'Aiguille. On ne saurait donner une énumération complète de ces institutions dont quelques-unes ne dépassèrent pas le stade de la tentative, dont beaucoup n'eurent qu'une existence éphémère tandis que d'autres se développaient avec succès.

Le tableau suivant donnera néanmoins une idée de ce développement.

NOM	LIEU	FONDATION	Plus fort effectif connu	ŒUVRES ANNEXES
Corporation chrétienne de l'habillement.	Carcassonne	1888	260 (VI-1891)	Exposition professionnelle annuelle
Association de maîtresses d'Ateliers.	Poitiers	1891	312 (1897)	
Syndicat Sainte-Agnès (couture)	Cherbourg	1891	312 (1897)	Bureau de placement. Secours mutuel.
Syndicat Sainte-Claire (blanchisserie).	Cherbourg	1891	70 (1901)	Bureau de placement. Secours mutuel.
Syndicat de l'Aiguille	Mayenne	1891	635 (VII-1894)	Secours mutuel.
Syndicat Sainte-Véronique.	Brest	1893		Bureau de placement. Secours mutuel. Consultation médicale. Escompte 35 % sur les remèdes.
Syndicat Sainte-Anne (couture).	Nantes	1893	200 (1914)	Bureau de placement. Secours mutuel.
Syndicat Sainte-Marie (lingerie).	Nantes	1893	200 (1914)	Bureau de placement. Secours mutuel.
Syndicat Notre-Dame de Bonne-Nouvelle.	Rennes	1894	200 (1895)	Secours mutuel. Atelier d'ouvrage pour la morte saison.
Corporation Notre-Dame du Sacré-Cœur.	Saint-Brieuc	1899	150 (1901)	Secours mutuel.

Les éléments de ce tableau ont été recueillis dans la collection du *Bulletin de l'Aiguille parisienne*.

*Les Fondations syndicales à Lyon*

La Corporation des Employés de la Soierie lyonnaise nous apparaît aujourd'hui comme une des plus solides fondations syndicales de l'époque puisqu'elle existe encore, mais ses débuts furent modestes <sup>1</sup>.

Les années 1884-85 marquent un tournant dans l'histoire de l'industrie lyonnaise. Les timides essais des tissus teints en pièces faisaient prévoir une transformation radicale de tous les procédés de fabrication, depuis le tissage jusqu'au finissage. Le métier à bras, instrument précieux de cette industrie de luxe, allait céder la place au métier mécanique, l'atelier familial à l'usine de tissage dont quelques-unes fonctionnaient déjà à la campagne, dans les départements voisins.

Les années de cette transition entre deux époques de la vie industrielle furent des plus dures. La question des prix se posait de façon aiguë. Quand le métier mécanique arrivait à mettre au point un article nouveau, la différence du prix de revient était telle que fatalement le fabricant baissait les tarifs du métier à bras, d'où récriminations, revendications du tisseur et conflit. La situation était critique, car elle soulevait non seulement la question des salaires mais celle de l'exode du travail à la campagne entraînant la suppression de l'atelier et la disparition du maître-tisseur.

On en était là quand Harmel fit à Lyon la visite de 1885. Nous l'avons vu chez les patrons catholiques et chez les tisseurs, montrant les avantages de la Corporation. Les raisons de s'unir n'étaient que trop claires, et l'influence d'Harmel se conjugua avec celle des événements pour décider les patrons et les ouvriers à préparer la Corporation. Après quelques mois de discussions le projet suivant fut adopté. Les patrons, tisseurs et employés constitueraient une union syndicale de leurs trois groupes, chacun d'eux adoptant la forme syndicale pour son propre compte.

En fait, ce projet ne fut pas tout à fait appliqué, si tisseurs et employés constituaient des syndicats, les patrons ne constituèrent pour leur compte qu'une simple association. Le groupement patronal existait à Lyon sous une forme lâche depuis de longues années et il paraissait difficile d'aller au delà. L'Œuvre des Cercles notamment n'y était point parvenue. Ensuite, les trois groupements formèrent entre eux « L'Union Corporative de la Fabrique lyonnaise ».

L'idée ainsi concrétisée parut féconde. Elle reprenait la conception du syndicat mixte, mais assouplie. On pouvait en attendre, semblait-il, de réels avantages pour l'avenir. Or, l'Union Corporative disparut peu après sa fondation. Pourquoi ? On peut dire que d'une façon générale la formation syndicale de ses membres était insuffisante. Les patrons, jaloux de leurs prérogatives, se tenaient sur la réserve vis-à-vis de leurs ouvriers. Le contraste entre le patronat lyonnais et celui du Nord est

1. *La Corporation des Employés de la Soirie Lyonnaise. Rapport* présenté par M. GRUFFAZ à l'assemblée générale de la Corporation du 3 mai, Lyon 1928, 24 p.

frappant. A Lille, à Roubaix, à Fourmies, les patrons prennent la tête de l'action syndicale catholique et lui donnent une certaine ampleur. Certes, il y a bien à côté un mouvement indépendant qui se recrute chez les seuls ouvriers, mais son développement est tenu en échec par l'action patronale. A Lyon, au contraire, l'action syndicale se développe en dehors des patrons chez les ouvriers, les employés, et les petits bourgeois. Le contraste n'est plus seulement entre Lyon et le Nord, il est au cœur du pays rhodanien entre la ville et la campagne. Alors que le patronat lyonnais ignore les progrès du catholicisme social, la noblesse et la grande bourgeoisie terrienne fondent l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est à laquelle ils donnent un essor considérable. Pourquoi cet isolement du patronat lyonnais ? On n'en sait trop rien.

Les ouvriers, trop préoccupés de leurs revendications de salaires, n'apportèrent pas à l'institution l'esprit de coopération désirable. Quant aux employés, arbitres et traits d'union désignés, il leur manqua l'autorité morale, la valeur technique et l'influence sociale nécessaires à une aussi lourde mission.

L'Union disparue, restaient les groupes. Celui des patrons, privé, semble-t-il, de chef énergique capable d'orienter son destin, gêné par l'absence de toute armature syndicale, au surplus constitué sur des bases plus confessionnelles que professionnelles, poursuit son existence en marge du mouvement social.

Les tisseurs paraissent avoir été victimes de la transformation industrielle et des vicissitudes économiques. L'apparition des tissus légers, en généralisant l'emploi de la soie, en la « démocratisant », ouvrait des débouchés nouveaux qui exigeaient une production plus grande, plus rapide et meilleur marché, plus de métrages et moins de bénéfices. Toutes ces conditions, les fabricants pensaient ne pouvoir les trouver qu'à la campagne.

La corporation des employés de la soie subit, elle aussi, le contre-coup de ces transformations économiques, mais, avec des hauts et des bas certes, elle vécut. Pendant les quinze premières années de sa vie, on peut dire qu'elle organisa ses services intérieurs. En 1887 elle institue sa commission de placement qui rendra de grands services. Puis vient la caisse de retraite. Ses organisateurs auraient voulu la financer par la double contribution du patron et de l'employé mais ne pouvant y parvenir, ils sollicitèrent un assez grand nombre de membres honoraires. Le projet, prématuré, dut être ajourné.

En 1901, le syndicat des employés prend une part active à l'instauration de la semaine anglaise. La proportion de la main-d'œuvre féminine était passée de 10 % en 1880 à 50 % en 1900, sous l'influence de la baisse des salaires, de l'augmentation de la production et du développement du machinisme. Dans les ateliers de finissage, les femmes avaient pris en masse les emplois tenus jusqu'alors par des hommes.

Des fabricants lyonnais s'avisèrent du moyen de profiter et de faire profiter autour d'eux de la morte-saison des mois d'été. Ils songèrent à



fermer leur maison le samedi vers midi durant ces mois. Le commerce n'en souffrirait pas et eux y gagneraient de pouvoir partir plus tôt à la campagne. Mais pour une réalisation de cette nature, il fallait un accord des divers éléments de la profession. Or, le samedi était le jour le plus chargé de livraisons. Celles-ci se prolongeaient même fort avant dans la nuit, les camionneurs les attendant et brûlant les pavés des Terreaux à Perrache le dimanche matin pour remettre leur chargement dans les gares avant neuf heures. Comment résoudre cette difficulté ? En livrant le samedi matin. La ligue pour le repos du dimanche avait abordé à plusieurs reprises ce sujet sans succès, quand Gruffaz déféra la question à la Société populaire d'Économie sociale. Celle-ci se prononça pour la réforme et plusieurs articles en ce sens parurent dans la presse lyonnaise, l'opinion publique était saisie.

Au début de 1901 un accord était conclu entre les marchands de soie, les fabricants de soieries, les commissionnaires. Tous s'engageaient à fermer leur maison le samedi à midi. Cet accord des Chambres syndicales ne fut pas suivi par la totalité des adhérents mais il eut assez d'effet pour assurer le succès de la réforme. Quelques jours après, un certain nombre de banques se décidaient à fermer le samedi après-midi à 2 ou 3 heures. Puis, les fabricants de dorure adoptèrent la semaine anglaise du 15 juin au 7 septembre.

Moins que le surcroît de repos pour les employés, cette réforme offrait le grand avantage d'assurer le repos dominical aux camionneurs et aux commissionnaires. Plus encore, elle constituait une étape vers le repos dominical du commerce de détail, possible seulement le jour où le monde du travail serait à même d'acheter le samedi. Enfin elle donna une grande impulsion aux jardins ouvriers <sup>1</sup>.

Le 9 juillet 1902, Gruffaz accédait à la présidence de la Corporation, poste qu'il devait garder jusqu'à sa mort en 1937. D'une grande intelligence, d'une franchise totale, très attaché aux employés surtout aux jeunes, le nouveau président allait donner à la Corporation une impulsion remarquable. Sortis de la phase d'organisation, encouragés par le succès de la réforme du samedi, guidés par un homme qui allait se révéler une des élites du syndicalisme contemporain, les employés de la soie pouvaient désormais envisager avec confiance l'avenir de leur corporation.

### *Syndicats divers*

Si nous considérons le syndicalisme chrétien vers 1901, nous voyons quelques groupes professionnels assez faibles, mais bien vivants. Ils n'ont pas toujours réclamé le couvert de la loi en 1884, mais il n'y a guère d'autres différences entre l'Union fraternelle et les Unions fédérales. Le syndicalisme chrétien reste encore dans cet état primitif où le fait syndical est constitué par la réunion et non par l'action commune. Vers 1901, des veillées d'action apparaissent. Elles iront en se développant. Dans ces conditions, il n'importe pas beaucoup que le groupement pro-

1. A. CRÉTINON, *Chronique des Comités du Sud-Est*, juin 1901.

fessionnel se réclame de la loi de 1884, ou qu'il se constitue avec ou sans patrons. Au fond, le syndicalisme chrétien naissant tâtonne et cherche sa voie. Le fait d'être indépendant ou mixte n'a de réelle portée que dans le Nord, où les syndicats ouvriers s'opposent aux syndicats mixtes, dans une lutte inégale qui leur demande des efforts courageux.

Il est à peu près impossible de fixer avec précision les forces syndicales chrétiennes à cette époque. On peut cependant mentionner quelques associations. Et d'abord les vieux syndicats mixtes que nous avons vu naître autour de 1884 : deux d'entre eux restaient très vivants : la Corporation Saint-Fiacre à Paris et le syndicat des menuisiers et de l'ameublement à Nantes. Celui-ci se signalait à l'attention par l'excellente tenue de ses cours professionnels pour les jeunes apprentis.

Nous trouvons un groupe de syndicats vivants à Segré en Anjou <sup>1</sup>. Vers 1888, l'archiprêtre Toublanc avait entrepris de substituer au Cercle catholique récemment dissous, une association professionnelle. Il mit à contribution l'éminent juriste catholique Hervé Bazin pour les statuts, en appela à toutes les autorités locales pour subventionner le groupement et constitua cinq associations, les syndicats du bâtiment, du livre, de l'alimentation, du cuir et de l'horticulture, qu'il s'empressa de fédérer dans « l'Union des syndicats professionnels de Segré ». Dans un vaste établissement, à côté de la salle de réunion et de jeux, les syndiqués installèrent un patronage pour les enfants, véritable pépinière de futurs syndiqués.

A Cholet <sup>2</sup>, un conseiller général, membre fervent de l'Œuvre des Cercles, Jules Baron, constitua un syndicat ouvrier, suivant les conceptions d'Harmel, avec l'appui du délégué de l'Œuvre, le baron de Villebois-Mareuil. Le « Syndicat du textile cholaïs » constitué vers 1892, se recruta dans les Cercles catholiques. Il comprenait donc des ouvriers, très pieux, mais qui ne le manifestaient pas dans les réunions, afin d'attirer les ouvriers neutres et ceux qui n'osaient se déclarer chrétiens. Cette association connut un vif succès et au bout de quelques années, son effectif était d'environ mille membres répartis dans toute la région avoisinante. Ce syndicat avait constitué avec le concours des patrons de la ville, une commission mixte d'arbitrage composée par moitié de patrons et d'ouvriers : cette initiative, exceptionnelle à l'époque, rendit des services pendant quelques années.

Citons encore pour mémoire, les « syndicats fraternels » mixtes des industries du bois et fer constitués à Rennes <sup>3</sup> avant 1888 par le docteur Raymond Petit, secrétaire diocésain de l'Œuvre des Cercles. Chacun est administré par un conseil de trois patrons et trois ouvriers. Un patron est président, un ouvrier vice-président. Le président fait un serment de fidélité à l'Église, les membres portent l'insigne corporatif. Le syndicat s'adjoint une société de secours mutuels.

1. Baron DE VILLEBOIS-MAREUIL, *Le Mouvement social en Anjou 1875-1912*, Angers 1913, X-112 p., in-8°.

2. *Idem.*

3. M. PATUREL, *Lettre* du 7 mars 1942.

Suivant l'assemblée régionale de l'Œuvre des Cercles en 1893, un syndicat Sainte-Anne, sur le modèle de ceux de Rennes, vit le jour à Saint-Brieuc <sup>1</sup>. Il parvint à grouper cent-cinquante adhérents et à créer une société de secours mutuels, une coopérative d'achats en commun et enfin un bureau de placement.

Il nous faut citer une dernière tentative : celle d'un syndicat de marins pêcheurs dont l'initiative fut prise en 1895 par Ernest Ollivier, frère d'Émile Ollivier <sup>2</sup>. Ancien officier de marine, fervent catholique et tertiaire de saint François, Ernest Ollivier prit une part déterminante à la fondation de la *Croix des Marins*. Dans sa pensée, le syndicalisme était une nécessité et il voulait grouper les marins et les pêcheurs dans les syndicats chrétiens, prévoyant qu'avant peu les socialistes les solliciteraient à leur tour.

Ce n'était là qu'une idée. En attendant, son syndicat central devait procurer aux pêcheurs, des appâts à meilleur compte, ainsi que des engins de pêche. Il rêvait de le transformer ensuite. Mais presque seul à le diriger, il ne put que rendre quelques services, et à sa mort en avril 1910, le syndicat disparut. Une idée intéressante en somme, mais qui avorta.

Il a existé sans doute d'autres tentatives de même nature dont le souvenir ne s'est pas transmis jusqu'à nous. Ces associations n'avaient de syndical que le nom. C'étaient d'anciennes corporations, des confréries ressuscitées à la faveur d'une loi, qui faisaient un effort pour s'adapter tant bien que mal à l'évolution rapide du monde au travail. Si, par hasard, on trouve de temps à autre une réalisation intéressante et moderne, comme à Cholet, le plus souvent ces groupements se contentent de leurs réunions plus ou moins confessionnelles et de leurs caisses de secours mutuels ; ils ne connaissent guère les progrès du syndicalisme socialiste, et quand ils en savent quelque chose c'est pour le craindre et le détester.

### *Les tentatives d'union*

En même temps qu'apparaissent les premières formations syndicales se dessine une tendance à l'union, sinon à l'unité, que l'on retrouve à chaque instant avec des modalités de réalisation variables. Cette tendance n'a rien en soi de surprenant. Il est naturel de voir se réunir des groupements aux affinités communes ; l'histoire du syndicalisme international en offre de nombreux exemples. Ce qu'il y a de surprenant, c'est le caractère précoce de cette tendance à l'union et le fait qu'elle relève d'une politique. En effet, le groupement est en général imposé par des circonstances extérieures à des syndicats ou des unions de syndicats puissants qui éprouvent le besoin de coordonner leur action en vue d'une action commune, soit auprès du Parlement, soit auprès du Gouvernement soit même dans le pays. Ici ce n'est nullement le cas. L'union est voulue

1. *Idem*.

2. Le R. P. Eutrope Chardavoine, Assomptionniste, nous a donné ces quelques indications sur E. Ollivier dont il fut l'ami.



de l'extérieur par des hommes qui sentent, non pas la force des groupements professionnels catholiques, mais leur faiblesse, c'est en ce sens qu'elle constitue une sorte de politique. Mais elle effraie les groupements qui craignent l'absorption. Aussi, chacune de ces tentatives aboutit-elle à un échec. En ces temps héroïques du syndicalisme chrétien les conditions d'une union classique, comme on en voit et comme les syndicats chrétiens la réaliseront plus tard, ces conditions n'existent pas et partout l'union se révèle impossible.

En 1889, quand Harmel s'apprête à constituer l'Union fraternelle dans le cadre de l'Œuvre des Cercles, il a songé à y incorporer les maîtresses d'atelier, dont les premières réunions se tiennent en même temps. On observe dans le mode de réunions un parallélisme. La présidence en est offerte au négociant Lefébure qui joue un rôle important dans la préparation de l'Union fraternelle. Il est vraisemblable qu'à ce stade primitif, il envisage une organisation syndicale ouvrière qui viendrait doubler l'organisation patronale et constituer avec elle une vaste coopération chrétienne. C'est l'application pratique des idées de la Tour du Pin. L'Œuvre des Cercles sert de cadre à l'unité du travail chrétien. Puis Harmel renonce à constituer l'Union fraternelle au sein de l'Œuvre. Pourquoi ? Il le dit explicitement : « Nous avons été tant attaqués et tracassés par nos meilleurs amis ... qu'il m'a paru plus prudent de constituer quelque chose en dehors <sup>1</sup>. »

Du coup le cadre général disparaît. Harmel cherche à le remplacer par des liens professionnels étroits. A l'égard de l'Aiguille, il obtient la constitution d'un Comité consultatif d'hommes. Ses efforts sont plus précis auprès des employés. Il commence par accueillir leur syndicat, lui offrant dans les locaux de l'Union fraternelle « une pièce très vaste et très convenable » destinée aux réunions du Conseil syndical. Le 11 janvier, au cours d'un banquet, il formule l'offre d'une aide totale pour fonder un cercle, une maison de famille et d'autres œuvres du même genre. Enfin, le 23 avril, l'Union fraternelle invite le bureau syndical à une réunion. Sont présents Harmel, Dognin, et Haycinthe Lefranc pour l'Union, Bae, Martocq et Verdin pour le syndicat <sup>2</sup>.

Harmel fait lire par Lefranc une note où il rappelle son désir d'apporter au syndicat un appui sérieux en raison de son caractère nettement chrétien. Puis il indique « qu'il appartient au Comité de l'Union Fraternelle d'utiliser sa forme légale pour faciliter, par le syndicat la vie chrétienne dans le monde du travail ». De là, la nécessité d'admettre au milieu du syndicat une autorité de fait, si elle n'est pas une autorité de droit, celle de l'aumônier, qui conservera à l'œuvre ce cachet spécial qu'on veut lui maintenir. De là, l'utilité de relier le syndicat à un Comité protecteur composé de frères, d'ecclésiastiques et de laïcs dévoués aux employés. Après avoir indiqué l'action future du Comité, sa composition et les détails de son fonctionnement, la note déterminait les rapports

1. G. GUITTON, *op. cit.*

2. VERDIN, *op. cit.*

du Comité et du syndicat : « Dans l'ordre économique et professionnel, l'initiative vient principalement du syndicat. Les Conseils du Comité ne seront jamais obligatoires. Dans l'ordre religieux et moral la direction appartient au Comité. » La note concluait en disant que sans empiéter en aucune façon sur l'autonomie du syndicat, ni sur sa gestion des affaires par les intéressés, le Comité serait pour lui une « aide puissante ».

Si les délégués syndicaux furent flattés de la recherche dont ils étaient l'objet, ils ne se dissimulèrent pas les conséquences d'une acceptation, la transformation du syndicat en une œuvre quelconque lui enlevant sans conteste tout caractère légal.

Aussi, après avoir réfléchi quelque peu sur les modalités de refus rédigerent-ils une note en ce sens, qu'ils prièrent les Frères de transmettre aux dirigeants de l'Union fraternelle. Elle faisait valoir l'existence d'une direction morale et religieuse dont les syndiqués bénéficieraient dans leurs patronages et amicales et montrait qu'une telle sorte de « tutelle » réduisait l'autorité du Conseil syndical et ne distinguait guère le syndicat d'une œuvre ordinaire, et, enfin, que le caractère légal du syndicat faisait espérer une durée, que la campagne anti-religieuse du moment pouvait menacer, si l'action professionnelle s'exerçait sur un autre mode.

Ainsi échoua la première tentative sérieuse d'union. L'Union fraternelle, dans l'incapacité de se transformer en syndicat, vit se séparer d'elle le groupe des industriels du bâtiment, entrés ensuite dans les unions de syndicats patronaux fondés sous l'égide du Père Puppey-Girard. Celui-ci avait créé auparavant l'Union des Ingénieurs catholiques et il voulut aussitôt unir les deux groupements.

L'idée était ancienne. En fondant l'U. I. C., le jésuite se proposait d'appeler les ingénieurs de toutes formations et de grouper de part et d'autre les patrons et les ouvriers catholiques. Ancien patron lui-même, il comptait obtenir facilement l'appui des premiers et laissait aux retraites ouvrières qu'il prêcheait, le soin d'attirer les seconds. L'union de ces trois groupements devait constituer la corporation chrétienne. Au cours des entretiens hebdomadaires qu'il avait avec Albert de Mun et le P. du Lac, le projet était discuté et recevait les plus vifs encouragements. L'obligation pour le P. Puppey-Girard de quitter Paris pour achever ses études religieuses, laissa ces plans en suspens. A son retour, en 1899, il les reprit et constitua les Unions fédérales avec le concours de Dognin et de Deny, le transfuge de l'Union fraternelle.

Dès que les deux groupements de patrons et d'ingénieurs coexistèrent, le P. Puppey-Girard voulut les unir en faisant entrer l'U. I. C. au sein de la fédération. Les Unions fédérales groupaient les Unions de syndicats et des syndicats isolés, reliés entre eux par le syndicat central. Seulement l'U. I. C. n'avait pas pris la forme syndicale. Le P. Puppey-Girard le regrettait, et s'employa à l'y amener. Cependant pour hâter l'union, il admettait la possibilité pour l'U. I. C. de participer aux unions fédérales sans prendre la forme syndicale, comme un adhérent ordinaire il

rédiégea dans ce sens un projet de lettre aux membres, les invitant à l'envoyer au président <sup>1</sup>. En même temps, il écrivait aux membres du Conseil de l'Union des Ingénieurs catholiques une lettre plus détaillée où il indiquait ce que pourrait être la Fédération. « Nos Unions fédérales de patrons sont en relations très intimes avec des syndicats d'employés et d'ouvriers que nous travaillons à développer après les avoir établis sur les mêmes bases. Ainsi pouvons-nous atteindre, sans les inconvénients redoutés par les uns et les autres, à la pratique bienfaisante des syndicats mixtes grâce aux relations de délégués nommés dans ces divers syndicats.

Vous pouvez entrevoir aussi les conséquences de cette entente pour les élections aux Conseils du Travail, aux Prud'hommes, aux Tribunaux de Commerce et Chambres de Commerce, voire ailleurs. Des résultats acquis déjà sont un grand encouragement. Cette fédération ne peut avoir les inconvénients redoutés par les associations qui tiennent légitimement à conserver leur pleine indépendance, leur autonomie complète. Autonomie, indépendance sont sauvegardées par le lien, qui pourtant, unit étroitement entre eux les groupements les plus variés dans nos Unions fédérales. Aussi espérons-nous y trouver de plus en plus de catholiques disposés à se dégager de ces préjugés individualistes qui mettent si fréquemment obstacle à l'union de leurs efforts sur un terrain commun. »

Cette lettre trace bien l'architecture de la future corporation chrétienne. Une fédération aux liens solides mais souples, laissant un maximum d'autonomie aux différentes associations fédérées. On évitait le risque d'absorption ou de paralysie, par crainte desquels les employés chrétiens avaient, dix ans plus tôt, refusé une invitation analogue d'Harmel. Le projet échoua, les ingénieurs de Centrale étant jaloux de leur indépendance. Nous avons dit avec quelle difficulté le P. Puppey-Girard parvint, un peu plus tard, à leur faire prendre la forme syndicale. Est-il étonnant que ces ingénieurs qui ne voulaient pas dans leur association d'élèves sortis d'autres grandes écoles, aient craint la fédération avec des patrons et des ouvriers ? Ils devaient y venir après s'être familiarisés avec les Unions fédérales.

1. Texte de la lettre proposée par le Père Puppey-Girard aux membres de l'U. I. C. pour l'adresser au président de l'U. I. C. en faveur du projet de fédération avec les Unions fédérales (1901). (Archives de l'U. S. I. C.)

« M. le Président de l'U. I. C.,

M'appuyant sur des avances qui nous sont faites en ce moment par le Syndicat Central des Unions fédérales qui groupe différents syndicats de commerçants, de propriétaires, d'entrepreneurs, d'architectes, et qui est dès maintenant un centre d'idées et d'action auquel nous pouvons avoir intérêt à nous rattacher, je vous demande M. le Président de vouloir bien soumettre au Conseil et après son approbation, à l'assemblée générale, la proposition suivante : les membres de l'Union seraient-ils disposés à fédérer leur groupement au Syndicat Central, en formant ou non (cette question pouvant être étudiée dans la suite) un syndicat professionnel constitué conformément à la loi du 21 mars 1884. Cette fédération ne compte modifier en quoi que ce soit l'œuvre si prospère de l'Union des Ingénieurs catholiques ; elle lui laissera son caractère de soutien mutuel au point de vue chrétien que lui ont imprimé ses fondateurs.

Elle veut réunir un groupe isolé à tout un ensemble d'autres groupes constitués sur un même terrain d'études économiques et de défense sociale.

Veuille agréer, etc... »



La lettre du P. Puppey-Girard fait allusion à l'existence de syndicats d'employés et d'ouvriers. Pour les premiers, il s'agit du syndicat de la rue des Petits-Carreaux avec lequel les patrons du Livre étaient entrés en relation. Quant aux ouvriers, nous ne les connaissons pas. Il y a eu, nous l'avons dit, un mouvement éphémère de syndicalisme ouvrier chez les élèves des Frères précisément à cette époque. Il y eut un syndicat ouvrier vivant, en rapport avec le groupe patronal de Deny. Peut-être le P. Puppey-Girard aida-t-il à sa fondation. Enfin, si nous en croyons une déclaration du Père lui-même, il espérait à ce moment arriver à constituer un syndicat chrétien de cheminots.

L'effort entrepris dans ce milieu devait aboutir à un groupement chrétien, mais en dehors de la loi de 1884. Pour le reste, il faut prendre cette allusion aux syndicats ouvriers comme une anticipation ou un désir. Elle ne devait pas se réaliser de si tôt.

Les relations qui s'établirent entre patrons et employés du Livre ayant pris un caractère permanent, l'union fédérale des syndicats du Livre constitua une commission mixte de patrons et d'employés. Cette initiative prise à la fin de 1901 marque un progrès très net dans la vie d'une organisation moderne du travail. Elle était également un pas vers cette vaste union fédérale rêvée par le P. Puppey-Girard. Aussitôt, les industriels du bâtiment constituèrent-ils à leur tour une commission analogue avec les délégués du syndicat du bâtiment ; ils l'appelèrent « commission d'économie sociale » et c'est elle qui mit sur pied le Congrès de 1903 sur le repos dominical <sup>1</sup>.

Telles sont les premières manifestations d'union au sein du syndicalisme chrétien. Elles partent d'une volonté d'organiser la société chrétienne et d'une réaction contre la faiblesse congénitale des premières associations. Quand elles ont cherché à réaliser une véritable union, elles ont échoué se heurtant à la volonté d'indépendance de chacune. Quand elles ont organisé des contacts réguliers et permanents, donné une armature aux rencontres, elles ont réussi et obtenu des résultats féconds.

Si le P. Puppey-Girard ne tenta pas alors d'intégrer l'Union fraternelle dans sa fédération — il devait l'essayer un peu plus tard — par contre il fit deux démarches instantes auprès des patrons du Nord <sup>2</sup>. Invité au Congrès annuel de N.-D. du Haut-Mont les 20 et 21 juin 1901, il exposa la nécessité d'une union où entreraient patrons et ouvriers, « tous les hommes qui ont un commerce ou une industrie à défendre contre les appétits du communisme ». A la suite de ce deuxième appel — le premier avait été fait le 30 mars 1900 — une longue discussion s'institua et aboutit à la nomination d'une commission composée des présidents de syndicats mixtes de la région. Elle n'aboutit pas. Le premier appel du Père ayant été examiné, les assistants décidèrent de laisser chaque syndicat libre de sa réponse. Ici encore on n'arriva à rien de positif.

1. P. HENRY, *Le Mouvement patronal catholique en France*, Paris, 1936.

2. Assoc. Catholique des Patrons du Nord. *Compte rendu* des réunions de N.-D. du Haut-Mont, 30 mars 1900 et Congrès des 20-21 juin 1901.

## CHAPITRE XVIII

### L'Action dans le monde paysan

#### I. L'ESSOR DU SYNDICALISME AGRICOLE.

L'action professionnelle des catholiques dans l'agriculture présente deux caractères en apparence contradictoires : un essor considérable du syndicalisme mixte et un certain désintéressement des questions sociales. La contradiction est plus apparente que réelle, car le syndicat agricole est assez éloigné de l'association professionnelle rêvée par les catholiques sociaux.

Née en pleine crise économique, à la veille des ravages du phylloxéra, l'association des agriculteurs ne pouvait avoir de préoccupation plus importante que de s'armer pour une lutte sans merci, c'est-à-dire, en l'occurrence, se procurer au meilleur compte les engrais, les plants américains, se guider dans les achats, se protéger contre les méventes, les sinistres, faciliter en un mot la production et la vente des récoltes. Toute une classe sociale, celle du petit et moyen cultivateur, est menacée dans ses œuvres vives par ces maux. L'en préserver, c'est la défendre, la sauver. La grande propriété elle-même court d'incontestables risques. Si l'agriculture française n'avait pas trouvé dans le syndicalisme agricole une armature puissante, elle se serait effondrée. Avec quelles conséquences de toutes espèces ?

Mais dans l'application quotidienne de ce programme de défense élaboré peu à peu, l'accent est mis sur les opérations commerciales ou techniques. Les préoccupations sociales, dissimulées à l'arrière-plan, sont rarement mentionnées. Il faut ajouter à cela qu'il n'y a pas encore de problème ouvrier dans l'agriculture. Dans les régions de grande culture où travaillent les ouvriers agricoles, les problèmes qui en découlent ne se poseront que vers 1905-1910, coïncidant avec la pénétration du socialisme dans les milieux ruraux.

De là vient que l'agriculture paraît rester en dehors du mouvement social catholique. Exception faite de Milcent et de Gailhard-Bancel, ses dirigeants sont des propriétaires vivant à la campagne, étrangers à ce courant d'idées. On en conclut volontiers qu'il n'y a pas eu d'action sociale. Ce jugement traduit une certaine vérité, le caractère essentiellement économique du syndicalisme agricole, mais on ne saurait oublier l'œuvre sociale que le syndicalisme agricole a amorcée dès ses quinze premières années.

Conçu comme une association mixte, le syndicalisme agricole n'a pas échappé à tout reproche de paternalisme. Dans ses premières réalisations

il est surtout question d'assistance. Petit à petit pénétra l'idée de ce devoir social que l'Œuvre rappelle aux classes dirigeantes. Cependant, les initiateurs des différentes œuvres ont travaillé dans une atmosphère d'indifférence générale qu'ils ont dû progressivement transformer. Travaillant pour leurs collègues propriétaires, ou pour les veuves orphelins, vieillards et ouvriers valides, ils ont dû convaincre leurs voisins des avantages moraux ou matériels à conquérir. Cette partie morale de leur tâche, compliquée de désaccords sur des questions de forme, nous est peu connue.

Nous considérons d'abord les grands traits du syndicalisme agricole avant d'examiner les œuvres sociales dont il fut l'initiateur.

### *Origines*

L'essor du syndicalisme agricole date de 1884.

Avant cette date, les catholiques exerçaient dans les campagnes une activité à la fois politique et agricole. Depuis la chute de Charles X, un grand nombre de nobles s'étaient retirés sur leurs terres pour les « faire valoir ». A cause du respect dont ils étaient l'objet et de leur savoir, ils occupaient les principaux postes politiques locaux. Cependant, après la guerre de 1870, à la faveur du retour d'influence royaliste, on les vit revenir à Paris plus souvent, y séjourner l'hiver et par là même se détacher un peu de ces activités terriennes qui, sous le Second Empire, avaient paru leur occupation essentielle, sinon unique. Telle était, dessinée à grands traits, la situation des châtelains quand l'Œuvre des Cercles commença de s'intéresser à leur activité.

Intérêt doctrinal d'abord, qu'exprima à maintes reprises La Tour du Pin en adjurant ces propriétaires fonciers de remplir leurs fonctions de propriétaires ; intérêt traduit dans les faits ensuite, par la constitution de « réunions agricoles annexes », calquées sur les réunions d'industriels et d'artisans. On ne peut pas dire que cette activité ait beaucoup porté. Tout au plus groupait-elle des « autorités locales » catholiques, dans des rencontres où l'application des idées de l'Œuvre dans l'agriculture était discutée. Par là, ces réunions ont pu amorcer dans une faible mesure le grand mouvement d'association qui va suivre la promulgation de la loi de 1884.

Deux traits caractérisent cette avant-période : le manque de consistance et par suite de vitalité de ces associations, et leur recrutement exclusif dans les classes dirigeantes. Si ces réunions n'ont pas pris corps, cela semble tenir de l'imprécision du cadre, au manque de but déterminé, à l'absence d'une activité spécifiquement économique. Ce sont, en effet, ces éléments que le syndicalisme donnera aux réunions agricoles auxquelles il procurera une armature. L'activité économique en particulier donnera une impulsion essentielle aux agriculteurs, désormais plus solidement unis.

Le caractère académique des débats était aussi un facteur défavorable :



c'est qu'en effet sur ce point, la noblesse terrienne trouvait une organisation infiniment mieux adaptée à ses besoins à la Société des Agriculteurs de France, association sérieuse, réputée, susceptible de présenter des vœux étudiés au Gouvernement et de documenter les propriétaires sur les questions techniques les intéressant. Quant aux membres des réunions de l'Œuvre, ils correspondent aux définitions mêmes des « Bases et Plan général de l'Œuvre », qui concernent exclusivement les classes dirigeantes.

Primitivement, la loi de 1885 ne s'adressait pas aux agriculteurs. L'additif des « intérêts agricoles » est dû à l'intervention fortuite du sénateur Oudet, lequel fut brusquement frappé de cette lacune dans le texte législatif. Le terme fut voté avec l'ensemble du projet.

Les agriculteurs se trouvaient donc devant la possibilité d'une association reconnue par la loi, suivant une formule assez souple et relativement facile à appliquer. Restait à traduire la loi dans les faits.

### *Les premiers syndicats*

L'exemple vint de Blois où une association agricole fondée l'année précédente demanda aussitôt le bénéfice de la loi en s'intitulant « Syndicat des Agriculteurs de Loir-et-Cher ». Avant la Saint-Sylvestre de 1884, cinq autres syndicats agricoles s'étaient régulièrement constitués : le Syndicat des Agriculteurs du Loiret, ceux d'Alex et de Die dans la Drôme, le Syndicat agricole Vauclusien, et celui de l'arrondissement de Poligny.

De ces six associations, trois avaient pour fondateurs des catholiques dont deux jouaient un rôle militant au sein de l'Œuvre des Cercles. H. de Gailhard-Bancel<sup>1</sup>, actif propagateur de l'Œuvre dans le Sud-Est, se trouvait durant l'été de 1884, immobilisé des suites d'un accident et condamné à un repos forcé assez contraire à son tempérament. Il en profita pour rédiger un projet de statuts syndicaux conformes à la loi. Pour cela, il correspondit avec son ami Louis Milcent à Poligny, qui en préparait un de son côté, dont il lui envoya le texte. Encouragé, Gailhard-Bancel réunit les cultivateurs de son village, Alex dans la Drôme, et leur exposa son projet. L'accueil ne fut pas défavorable et un voisin, le général baron Blancard aida Gailhard-Bancel à en rédiger les statuts. Très catholique, Gailhard-Bancel fit accepter une devise exprimant les deux mobiles qui allaient désormais l'animer : « Cruce et Aratro ».

Tout près de lui, un propriétaire voisin, le comte Anatole de Fontgalland, fondait en septembre le Syndicat de Die, premier syndicat agricole d'inspiration catholique. Sa situation était un peu différente en raison de

1. En 1882, à la suite d'une conférence de l'Œuvre des Cercles où le professeur de droit Claudio Janet avait exposé les intéressants résultats de l'Association des paysans de Westphalie, fondée par le baron de Scholerner-Alst, Gailhard-Bancel avait sollicité du préfet de la Drôme l'autorisation de fonder dans la commune d'Alex un groupement de cultivateurs. Cette autorisation, alors contraire à la loi, fut refusée.

l'hostilité du maire, et de la proportion importante des protestants. Avec une méritoire ténacité, Fontgalland rallia ceux-ci et fit sommation au maire d'accepter les statuts. Le Syndicat d'Allex était fondé à son tour le 6 décembre 1884. De son côté, Louis Milcent constituait un syndicat ouvert aux agriculteurs, vigneron ou personnes exerçant des professions connexes de l'arrondissement de Poligny. Le 17 novembre 1884, soixante agriculteurs réunis à Salins en approuvaient les statuts. Dix-huit y entraient au titre de fondateurs et quarante-deux au titre d'associés. Le président en fut Alfred Bouvet (1820-1900), conseiller général du Jura, maire de Salins. Aussitôt constitué le syndicat se mit en rapport avec les principaux fabricants d'instruments perfectionnés afin d'obtenir des réductions de prix pour les sociétaires. Il créa un bureau de renseignements et il se préoccupa des intérêts généraux des agriculteurs de l'arrondissement.

A la première assemblée générale, le 18 mai 1885, des groupes cantonaux furent organisés. Dans chacun un bureau composé de trois à sept membres élus par les sociétaires de la circonscription, veillait à leurs intérêts et représentait le Syndicat <sup>1</sup>.

Au mois de février suivant, un propriétaire, Deusy, adressait à ses collègues de la Société des Agriculteurs de France, un pressant appel pour fonder dans tous les cantons des associations agricoles réunissant les propriétaires exploitants, les fermiers et les ouvriers. Il leur montra la portée d'une telle entreprise, le rapprochement des classes qui en résulterait, l'organisation du crédit agricole rendue ainsi possible et la représentation de l'agriculture dans les corps électifs devenant une réalité. L'assemblée accueillit avec enthousiasme cet exposé et chargea une commission de recueillir tous les renseignements de nature à éclairer et à guider les efforts reconnus nécessaires pour arriver à un mouvement général de formation d'associations agricoles.

L'Œuvre des Cercles prit acte avec satisfaction de cette adhésion au syndicalisme d'une société comptant plus de cinq mille adhérents, dont les représentants les plus notables de l'agriculture. Sans doute, y voyait-elle l'occasion de produire la doctrine ou le programme de l'Œuvre dans ce milieu où il ne lui avait été guère permis jusqu'à ce jour de les présenter ouvertement. Mais elle n'était pas sans inquiétude, devant la perspective que ce mouvement ne lui enlevât la direction des milieux agricoles, désormais soustraits à toute autre influence <sup>2</sup>. Le discours de Deusy

■

1. Vicomte Albéric DE TRUCHIS DE VARENNES, *Les Associations professionnelles agricoles dues à l'initiative privée en Franche-Comté*, Besançon, 1939, 192 p. in-8°.

Le Syndicat agricole de Dôle, fondé le 8 avril 1886, le fut en imitation de celui de Poligny.

2. P.-V., 4 mars 1885. Le rapport de T. DE HAUTEVILLE est tout à fait explicite à cet égard : Qu'arrivera-t-il en effet si nous nous laissons devancer par les initiateurs de ce mouvement ? Faisant eux-mêmes appel aux éléments sociaux vers lesquels nous avons tout d'abord à diriger l'effort de notre propagande, ils les trouveront sans doute d'autant mieux disposés à les suivre que l'entreprise à tenter leur apparaîtra probablement un dérivatif nécessaire au dangereux courant du socialisme d'État qui déjà se manifeste par des projets de syndicats de petits cultivateurs et d'ouvriers ruraux dont les préfets

est pour le délégué de l'Œuvre l'indice d'une situation qui peut être pleine de promesses mais aussi de périls.

Ces craintes n'étaient pas vaines : la Société des Agriculteurs de France, beaucoup plus spécialisée, sans préoccupation confessionnelle, comptant des délégués dans tout le pays, était mieux à même d'entreprendre cette « conversion ». L'Œuvre n'avait même pas les quatre-vingts correspondants agricoles qu'elle désirait compter, à raison d'un par diocèse. De plus, elle donnait à son action l'apparence d'un rassemblement des agriculteurs chrétiens autour de ses fondations existantes : les réunions agricoles, comités cantonaux, associations paroissiales ou ateliers chrétiens. Le syndicat, pensait-elle, viendrait s'y greffer de lui-même.

S'encombrer ainsi d'œuvres dont le succès ne semblait pas démontré témoignait d'un manque d'adaptation aux réalités du milieu agricole. C'est pourquoi l'Œuvre n'eut qu'une action restreinte.

À peine le syndicat agricole est-il né, que l'on voit apparaître le projet d'un groupement régional. Vraisemblablement d'abord celui dont le député Vendéen La Bassetière entretient la Commission agricole s'étendant à l'ensemble de son département. Fruit d'une longue et minutieuse organisation, elle devait être assurée par avance du concours de la plupart des grands propriétaires et des personnes influentes susceptibles d'y prendre part : ceci fait, l'institution définitive se ferait au cours d'une des grandes réunions annuelles tenues sous le patronage de l'évêque de Luçon. Albert de Mun serait invité à parler. La commission donna une adhésion totale au projet <sup>1</sup>, mais la mort de La Bassetière quelques mois plus tard en empêcha l'éventuelle réalisation.

Cependant qu'en province les fondations de syndicats se multipliaient, à Paris, la Section d'économie et de législation rurale de la Société des Agriculteurs de France étudiait les suites à donner au vœu adopté le 14 février. Le 2 mars, elle nommait une commission d'études dont le rapporteur, Senart, était président de Chambre honoraire à la Cour de Paris. Cette commission déposa un rapport très favorable au syndicalisme.

Aussitôt, la Société passait aux réalisations en recensant les syndicats existants, puis en les fédérant dans l'« Union Centrale des Syndicats Agricoles de France ». La Société des Agriculteurs de France donnait son agrément à la nouvelle Union le 12 mai 1886.

L'Union centrale comptait à cette date soixante-quatorze syndicats. Elle était administrée par un président, Le Tresor de La Rocque et un

encourageraient la création en leur réservant le concours des professeurs d'agriculture. Et comme cette entreprise est conçue dans une pensée d'union sociale, qu'elle correspond d'autre part aux exigences d'une organisation commune pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, il ne faudra pas s'étonner qu'elle éveille la sympathie de ceux au dévouement desquels nous avons coutume de faire appel. Vainement chercherons-nous ensuite à solliciter ce dévouement en vue d'une action qui pourra sembler parallèle et viser au même but. Vainement aussi essaierons-nous d'infuser après-coup l'esprit véritable de l'Œuvre dans ces associations dont les membres se seront groupés au nom d'une idée d'intérêt purement humain.

<sup>1</sup>. P.-V., 11 mars 1885.



conseil de sept membres, dont Deusy devait être l'animateur <sup>1</sup>. Ses principes directeurs étaient : union étroite avec la Société des Agriculteurs de France, absence totale de politique et de participations à des combinaisons financières, refus formel de toute spécialisation contraire à l'unité de la société <sup>2</sup>.

La plupart des adhérents, des catholiques, et nombre d'entre eux des membres de l'Œuvre des Cercles, étaient anciens magistrats, officiers démissionnaires et presque tous propriétaires exploitants. Les uns appartenaient à de vieilles familles de l'aristocratie parfois illustres, d'autres venaient de la petite bourgeoisie terrienne. Ils étaient d'accord pour servir le pays et appliquer les principes catholiques, en écartant la politique. Au début, on note une certaine hésitation entre la formule du syndicat départemental et celle du syndicat communal. Par contre, l'accord se fait tout de suite sur le syndicat mixte à quatre catégories : les propriétaires, les fermiers, les métayers et les ouvriers. Le Syndicat aura sa fête, il honorera les travailleurs, commémorera les défunts et respectera les traditions locales. Un souci prédominant d'unité empêcha les catholiques de l'Union Centrale de se servir de l'étiquette confessionnelle. Elle les amena au contraire à une stricte observance de la neutralité. Avec une majorité considérable de membres catholiques, l'Union Centrale fut un groupement purement professionnel.

### *L'attitude de l'Œuvre des Cercles*

L'Œuvre des Cercles suivait les événements de très près, tout en pressant ses membres de constituer des syndicats. En mai 1886, une vingtaine de syndicats se réclamaient de l'Œuvre <sup>3</sup>.

L'étiquette catholique a peut-être freiné le mouvement <sup>4</sup>. Néanmoins, le chiffre parut suffisant pour envisager une union autour du Bureau de la Commission agricole. Au bout de quelques mois, on reconnut que cet effort paraissait « très lent et difficile » et la commission agricole s'entendit avec l'Union Centrale pour faire adhérer ses syndicats à l'Union, à titre individuel, mais avec la possibilité d'y constituer un groupe spécial <sup>5</sup>. Ainsi disparut toute possibilité d'une action syndicale catholique. Le groupe des syndicats de l'Œuvre se grossit quelque peu, mais de plus en plus il se confondit avec l'Union Centrale. En 1893 on en comptait environ 75. Un texte de cette époque nous renseigne sur le détachement de ces syndicats vis-à-vis de l'Œuvre. C'est un rapport du président de la Commission, le comte H. de la Bouillerie, en date du 8 novembre 1893. Il

1. Les sept membres étaient Deusy (Nord), Welche (Meurthe et-Moselle), Achille Adam (Pas-de-Calais), Marchain (Indre), Mis de Palaminy (Haute-Garonne), Saint-Marc Girardin (Seine-et-Oise) et Sainte-Claire-Deville (Indre).

2. Elle refusa dans cet esprit la constitution d'une union viticole.

3. P.-V., 5 mai 1886.

4. P.-V., 14 avril 1886 : « Difficultés à Meaux pour organiser la corporation des maraîchers, en raison du grand nombre d'unions mixtes (catholiques et protestants) dans ce corps de métier.

5. P.-V., 15 septembre 1886.

constate l'augmentation du nombre de ces syndicats, et les heureuses initiatives de certains d'entre eux, puis il poursuit :

« Mais ce succès même semble avoir été, sinon la cause principale, du moins le point de départ d'un mouvement de déclin qui ne tarda pas à se faire sentir dans le sein de notre commission et qui malheureusement tend à s'accroître de plus en plus chaque année. D'une part nos syndicats, malgré tous nos efforts, s'ils étaient organisés dans un esprit parfaitement conforme aux vues générales de l'Œuvre sur le rapprochement des classes dirigeantes et le monde du travail, ne se rattachaient à son fonctionnement que d'une manière très indirecte. D'autre part, un grand nombre de syndicats organisés tout à fait en dehors de l'Œuvre recevaient peu à peu une direction à peu près identique à la nôtre. Enfin, les uns et les autres trouvaient dans l'U. A. F. plus que dans notre Œuvre, tout spécialement préoccupée des questions ouvrières proprement dites, un centre d'action efficace et pratique. Il en est naturellement résulté que chacun de nos confrères, une fois le syndicat à la direction duquel il avait à prendre part, organisé, n'ayant plus rien à demander à la Commission dont il faisait partie, et rien de bien pratique à en attendre désormais, s'en est peu à peu détaché ».

Un syndicalisme agricole nettement catholique était-il possible ? La question fut posée à une assemblée régionale de l'Œuvre tenue à Angers en novembre 1886 <sup>1</sup>. A l'origine du débat se plaçait la constatation d'une absence à peu près totale de syndicats de l'Œuvre dans l'Ouest, région catholique par excellence. On vit alors s'opposer deux courants : « L'un comprend la majorité des hommes d'action qui pensent que l'affirmation religieuse empêcherait toute fondation. Ils se basent pour appuyer cette affirmation sur l'état moral des populations agricoles. L'autre courant réunit tous les hommes de foi qui sont d'avis qu'il ne faut pas craindre une affirmation des droits de Dieu. Ils reconnaissent que cela peut éloigner les timides, mais pensent qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte. » En conclusion on se rallia aux avis de la « majorité des hommes d'action » <sup>2</sup>.

Cette discussion nous amène à conclure : si le syndicalisme catholique paraissait impossible aux agriculteurs de l'Ouest, il le serait, a fortiori, dans le reste du pays.

Ainsi, en moins de trois ans, une organisation syndicale agricole apparaissait, peu étendue et peu nombreuse encore, mais solidement charpentée déjà. Certes, dans les vingt années qui vont suivre, l'Union Centrale n'aura qu'un rôle discret<sup>3</sup>. C'est la phase des débuts, quand

1. P.-V., 17 novembre 1886.

2. P.-V., 17 novembre 1886. On le fit en circonlocutions embarrassées : « La commission agricole, tout en maintenant les principes et règles de l'Œuvre, a dû reconnaître que les situations locales pouvaient nécessiter parfois une prudence, sans doute regrettable, à la condition que la direction du syndicat, fermement tenue par des membres de l'Œuvre, assurait à sa fondation un but religieux sinon défini, du moins poursuivi ».

3. A. TOUSSAINT. *L'Union Centrale des Syndicats agricoles, Ses idées directrices*, Paris 1920, 155 p. in-8°. Courte étude très vivante. Seul ouvrage sur le sujet.

A. COURTIN, *Les congrès nationaux des Syndicats agricoles*, Paris, 1920, 160 p. in-8°.

l'essentiel est de créer des syndicats, et d'en déterminer le cadre géographique. Cette organisation une fois en place, l'Union Centrale pourra en prendre la direction.

### *Les Unions*

L'hésitation a persisté une douzaine d'années sur ce point : le syndicat devait-il étendre ses limites à un vaste territoire en y portant le bienfait de ses réunions et de ses œuvres ? Devait-il au contraire se restreindre à un petit territoire et réunir seulement les gens se connaissant bien entre eux ? A mesure que se développèrent les institutions économiques annexes, la solution parut plus claire. De toute évidence il fallait une circonscription restreinte. Mais au début, les opinions étaient très partagées. Si Poligny, Die, Alex offraient d'heureux exemples de syndicats communaux et cantonaux, la Manche, puis l'Anjou, en attendant la Champagne, voyaient le développement rapide et bienfaisant des grandes formations départementales. On peut dire que les deux formules étaient valables, mais que dans l'ensemble on préféra de plus en plus les syndicats cantonaux unis entre eux par une union départementale et au-dessus une union régionale.

Vers la fin de 1887, Gabriel de Saint-Victor, ancien député et président du Comice agricole de Tarare, résolut de doter le Rhône d'un syndicat. Ceux qu'il connaissait, Alex, Die, Poligny, avaient pour circonscription l'arrondissement ou le canton. Désireux d'étendre les bienfaits de l'association, Saint-Victor choisit la circonscription départementale, en demandant toutefois aux vrais amis de l'agriculture de constituer un bureau d'une dizaine de membres dans chaque canton.

Un agriculteur de Belleville, Émile Duport, qui songeait à établir une association analogue pour quelques communes voisines de la sienne, forma aussitôt le bureau cantonal et s'en fut porter sa liste à Lyon. Il était le premier. Revenu quelques semaines plus tard, il apprit que sur vingt-six cantons ruraux, trois seulement avaient pu constituer leur bureau. Le syndicat préexistant de Saint-Genis-Laval se refusait à entrer dans le mouvement. Duport apprit aussi, avec consternation, que, devant ce résultat, le bureau de Lyon renonçait au projet avant que toute les sections cantonales ne fussent constituées. Devant cet ajournement *sine die*, Duport demanda une entrevue à Saint-Victor qu'il ne connaissait pas. Non sans peine, il parvint à rencontrer les initiateurs du projet. Avec conviction il exposa les avantages du syndicat cantonal, où tous les cultivateurs se connaîtraient et les inconvénients qu'il y avait à laisser les gens de bonne volonté attendre le concours des autres. Finalement les assistants abandonnèrent le projet de syndicat départemental. Avec ses collègues de Belleville, Duport constitua un syndicat cantonal le 27 décembre 1887. Trois autres suivirent au début de l'année. Fallait-il constituer le syndicat d'arrondissement ? On y renonça préférant former une union des quatre syndicats, l'Union Beaujollaise, le 30 mai 1888.

En même temps — le 15 mai 1888 — était constituée l'Union des



syndicats agricoles du Sud-Est, « L'Union du Sud-Est », destinée à réunir les unions de la région <sup>1</sup>. Saint-Victor en fut nommé président et Duport vice-président. Cette décision devait avoir de grandes conséquences pour l'agriculture.

Dans la Drôme, Gailhard-Bancel et Fontgalland poursuivaient de concert leurs efforts. En 1885, Gailhard-Bancel fondait son second syndicat à Grane. L'année suivante, le chef-lieu de canton Crest, était doté du sien.

Ces progrès n'allaient pas sans quelques aléas. Il fallut surtout convaincre le fisc que le syndicat n'était pas une entreprise commerciale susceptible de payer patente. L'institution prit tout de suite le caractère d'un service collectif. La première tâche des syndicats de la Drôme fut de combattre le phylloxéra, et de recommander l'emploi des superphosphates. Elle se complète par les réunions de membres autour de la buvette, l'assistance en corps aux funérailles, la caisse de secours syndicale, la caisse de crédit agricole enfin.

En 1887, Anatole de Fontgalland fédérait ces quelques syndicats dans l'Union de la Drôme et l'année suivante, avec Duport, il créait l'Union du Sud-Est. Conception hardie, puisqu'elle appelait en son sein une dizaine de fédérations départementales de syndicats dont l'Union de la Drôme était, avec l'Union Beaujollaise, non seulement le modèle, mais encore le seul exemple concret.

L'Œuvre des Cercles se consacra, en 1889, à une intense propagande de décentralisation, à la faveur des assemblées provinciales. En 1891, un groupe de catholiques ayant pris une part active à ces assemblées, le marquis de Froissard, le comte de Belissen, le comte H. de La Bouillerie, Milcent et Delalande adressaient une circulaire aux syndicats agricoles issus de l'Œuvre, les invitant à se fédérer par région pour donner à l'agriculture, grâce à l'union de leurs communs efforts, un commencement de représentation professionnelle destinée à défendre plus efficacement ses intérêts.

Cet appel, qui fut entendu, donna une impulsion à la création d'unions régionales sur le modèle de celle de Lyon. Deux ans plus tard on comptait sur le papier neuf unions régionales, mais en fait, ces groupements très inégaux ne correspondaient pas partout au même degré de progrès syndical et fédéral <sup>2</sup>.

La campagne de l'Œuvre des Cercles s'ajoutant aux résultats d'une

1. SILVESTRE Claude, *Monographie de l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles*, Lyon 1894, VIII + 529 p. in-8°.

2. Voici la liste :

I. Union des syndicats agricoles du Sud-Est : Président, G. de Saint-Victor. Couvre 10 départements, compte 65 syndicats avec 50.000 adhérents.

II. Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et Franche-Comté : président, comte Lejeas. Couvre 9 départements, compte 22 syndicats avec 10.000 adhérents.

III. Union des syndicats agricoles de Normandie : président Louis Delalande. Couvre 5 départements.

IV. Union des syndicats agricoles du Nord : président, Madare. Couvre 4 départements et compte 13 syndicats.

expérience de quelques années, aboutissait donc à faire considérer le département comme le cadre naturel pour regrouper les syndicats agricoles, mais en lui superposant, chaque fois que cela paraissait possible, l'union régionale, aux proportions plus vastes, d'une autorité accrue, dont l'action semblait donner les résultats les plus féconds. Ainsi, en dix années, le syndicalisme agricole avait-il trouvé ses cadres de régionaux. A l'intérieur de ceux-ci, cependant, le progrès des groupements restait très inégal, influencé par la qualité de l'organisation, ou mieux par la personnalité du fondateur. Il convient de chercher quel rôle les catholiques ont joué dans la constitution de certaines unités syndicales dont le développement rapide les classe au premier rang de ce progrès.

Du 22 au 25 août 1894, les Syndicats agricoles se réunirent en Congrès national à Lyon. A cette occasion, Fontgalland dessinait une architecture de l'organisation professionnelle modelée sur l'organisation politique. A la base, le syndicat correspondant au conseil municipal. Au-dessus de lui, l'Union départementale aura les prérogatives du Conseil d'arrondissement. Plus importante, l'Union régionale jouera le rôle du Conseil général, tandis que l'Union centrale des Syndicats agricoles serait la Chambre des Députés de l'agriculture, la Société des Agriculteurs de France étant son Sénat.

Quatre cent-deux syndicats adhèrent à cette manifestations nationale les départements du Sud-Est en recrutant la majorité. Émile Dupont préside l'Assemblée <sup>1</sup>.

### *Les Syndicats à grande circonscription*

Trois syndicats agricoles ont connu dès leurs débuts une extension qui leur permit de jouer un rôle important dans le développement syndical.

Le plus ancien est le syndicat des agriculteurs de la Manche. Fondé le 26 janvier 1886 à Coutances, sur l'initiative d'un propriétaire exploitant, Garnot, qui en fut le premier président, il eut pour secrétaire général un ancien notaire de Coutances, Émile Damecourt <sup>2</sup>. Les Garnot était une vieille famille de la Manche <sup>3</sup>.

Aussitôt créé, le syndicat connut un rapide développement : le 26 avril 1887 il publiait le premier numéro de son organe mensuel : *Le Bulletin du Syndicat des Agriculteurs du Département de la Manche*.

V. Union des syndicats agricoles du Centre : président, Deusy. Couvre 10 départements, compte 9 syndicats et 13.000 adhérents.

VI. Union des syndicats agricoles de l'Ouest : président, comte H. de La Boullerie.

VII. Union des syndicats agricoles de Touraine : président, G. Houssard.

VIII. Union des syndicats agricoles du Sud-Ouest : président, marquis de Palaminy. Couvre 10 départements, compte 12 syndicats.

IX. Union des syndicats agricoles de Provence : président, comte de Villeneuve Flayose. Couvre 5 départements, compte 15 syndicats et 2.500 adhérents.

1. SILVESTRE, *op. cit.*

2. Il fut ensuite Sénateur de la Manche et doyen d'âge de la Haute Assemblée.

3. Ces renseignements sont tirés d'un rapport inédit d'un membre du syndicat, M. Paul Leclerc.

Le 5 octobre de cette même année il ouvrait à Tessy-sur-Vire sa première section cantonale. Presqu'aussitôt, il avait organisé l'exploitation des champs d'expériences, tandis que son bulletin répandait les conseils et les encouragements pour améliorer les méthodes de culture et d'élevage. Il préconisait en particulier l'emploi des engrais chimiques à l'usage desquels bien des agriculteurs ne vinrent que sur ses pressants avis. Il lutta aussi avec la plus grande énergie contre les fraudeurs, et dut à cela une partie de son succès.

En 1890, le syndicat comptait 1.350 membres dont le montant des cotisations s'élevait à 2.700 francs. Dix ans plus tard, ces chiffres atteignaient 2.400 membres et 4.800 francs. En 1906 : 3.800 syndiqués cotisaient pour 9.600 francs.

En 1897, le syndicat reçut un prix Chambrun de 1.000 francs récompensant l'excellence de son organisation. Il le versa aux écoles d'agriculture de Sucey et de Montebourg et décida de cesser désormais l'exploitation de ses champs d'expérience et d'affecter ses ressources à constituer des bourses en faveur de jeunes agriculteurs placés dans ces deux écoles.

Le syndicat agricole de Champagne fut constitué à l'image de celui de la Manche, mais Harmel joua un rôle déterminant dans sa fondation. Le « Bon Père » était concaincu des avantages du syndicalisme agricole. Dans cet esprit, il était venu dès 1885 à La Roche-sur-Yon pour contribuer à l'organisation du syndicat de Vendée que voulait constituer La Bassetière.

Plus tard, dans les réunions mensuelles, tenues le premier vendredi de chaque mois, à l'aumônerie du Val, prêtres et hommes d'Œuvre de la vallée de la Suippe reconnurent que l'application de l'Encyclique *Rerum Novarum* ne pouvait s'effectuer sans le concours des agriculteurs. « Amenez-les » dit Harmel. On convint d'une réunion pour le 5 novembre 1894, où vinrent une vingtaine de prêtres et quarante agriculteurs. Pour leur parler, Garnot était venu tout exprès d'Avranches. Après sa conférence, Harmel proposa comme négligemment, de confier la présidence à M. de Bohan, petit agriculteur de la région rémoise dont il connaissait les qualités de ténacité et d'organisation. Ce choix fut aussitôt ratifié par vote et de Bohan, après s'être défendu, finit par accepter.

Le syndicat tire ses statuts de ceux d'Avranches et emprunte à celui d'Allex sa devise « Cruce et Aratro ». Nettement chrétien, il se met sous le patronage de Saint-Isidore et de Saint-Vincent. Il commence toutes ses réunions par la prière et toutes ses assemblées par la messe. Chaque année, en la maison de retraite de Cormontreuil, une semaine de recollection et de méditation est réservée aux membres. Le règlement intérieur énonce un ensemble de mesures qui paraissent bien marquer la résurrection de l'ancienne confrérie : entr'aide mutuelle, interdiction de toute action judiciaire, obligation d'assister aux obsèques, messes pour les défunts. Le syndicat s'ouvre aux ouvriers agricoles comme aux chefs d'exploitation et le plus cher désir de ses dirigeants est d'y attirer tous les ouvriers. Deux caractères marquent le gouvernement intérieur du



Syndicat : un pouvoir absolu en haut, une complète décentralisation en bas. C'est ainsi que le bureau peut agir en toute liberté sans être perpétuellement surveillé par les syndiqués. Il assure, en complète indépendance, la gestion des affaires syndicales. Il est responsable devant l'assemblée générale des résultats, mais peut agir sans la consulter.

De son côté, la section communale est maîtresse chez elle. Elle s'organise librement, crée autour d'elle les œuvres qu'elle juge nécessaires, mais elle doit en référer au bureau pour l'admission des nouveaux membres.

L'esprit d'entr'aide était très vivant parmi les syndiqués. Le développement du syndicat de Champagne dut beaucoup à la propagande du clergé. Il eut un aumônier remarquable, l'abbé Péters, curé d'Avaux. En 1903 parut son *Bulletin* qui devint un élément essentiel de sa propagande. A cette date, il comptait quelques milliers de membres : 8.000 en 1910. Son siège resta jusqu'en 1914 au Val-des-Bois, où il tenait chaque année une assemblée générale <sup>1</sup>.

Tout aussi important fut, à l'origine, le Syndicat d'Anjou, fondé en 1888. Il constitue la dernière tentative d'organisation sociale entreprise par l'Œuvre des Cercles en Anjou. Le comte Henri de La Bouillerie, grand propriétaire angevin et président de la commission agricole de l'Œuvre, était tout désigné pour prendre la direction de cette association. Il le fit avec l'aide de deux vice-présidents, un ancien magistrat, de La Felandière, et le R. P. abbé de la Trappe de Bellefontaine. Ce dernier, animateur d'une section locale et membre du bureau, joua un rôle actif.

On opta pour le cadre départemental, mais dans la suite, on développa les sections locales, de plus en plus indépendantes : des syndicats locaux tout à fait indépendants apparurent en Anjou vers 1900.

Le syndicat développa ses relations avec les départements voisins, de sorte qu'à l'appel de l'Œuvre des Cercles, il se trouva à même de constituer l'Union des syndicats agricoles de l'Ouest où entrèrent avec l'Anjou, la Vendée, la Loire-Inférieure, la Sarthe et la Mayenne. Le comte de La Bouillerie en fut président. Mais cette union peu solide devait se désagréger quelques années plus tard <sup>2</sup>.

Le Syndicat d'Anjou créa en 1896 une coopérative. Il contribua au développement de la mutualité. Il se maintint en dépit des transformations de l'organisation syndicale en Anjou et comptait 7.000 membres à la veille de la guerre <sup>3</sup>.

1. Une étude très complète : Jean JANEL, *Le syndicat agricole de la Champagne, son passé, son avenir*, Châlons-sur-Marne, 1927, 212 p. in-8°.

Sur sa fondation, voir aussi : G. GURTON, *Léon Harmel*, 2 vol., Paris 1927.

2. *P.-V.*, 20 janvier 1892. Elle était annoncée au Comité de l'Œuvre en ces termes : « Ce projet a été conçu principalement en vue de parvenir à une représentation réellement professionnelle de la culture dans cette région. Depuis bien longtemps le monde agricole réclame une représentation de ce genre qui ne lui a jamais été donnée que d'une façon toute illusoire. Les projets de loi se succèdent et ne peuvent aboutir, la plupart d'ailleurs sont conçus de telle sorte que les préoccupations politiques y dominent toujours le souci de l'intérêt professionnel et ne peuvent offrir à la culture proprement dite de mêmes garanties.

3. Baron de VILLEBOIS-MAREUIL, *Le Mouvement social en Anjou (1875-1912)*, Angers 1913, x + 112 p. in-8°.

Parallèlement aux syndicats, se développait une association pieuse de caractère assez imprécis, « la Confrérie de N.-D. des Champs » adaptation rurale de « N.-D. de l'Usine ». Elle n'eut guère d'influence, mais aux premiers jours du syndicalisme, elle apparaissait à certains comme une étape préparatoire parce qu'elle renouait avec les anciennes confréries. Quand Geoffroy de Grandmaison vint représenter l'Œuvre des Cercles dans l'Eure, Ernest Milcent, jeune frère de Louis, qui dirigeait les fondations de Normandie, lui écrivait :

« A la campagne, je crois qu'il faut commencer par N.-D. des Champs. Dans l'Eure, on a conservé au moins les cadres des confréries ou charités pour les morts. Le mot n'effraiera pas comme ailleurs, et peu à peu on arrivera au syndicat agricole cantonal : voilà je crois, le plan à adopter <sup>1</sup>. »

### *L'Abbé Farel dans le Gers*

Le développement du syndicalisme agricole, on le voit, est le fait des laïques. Le clergé, bien que sympathisant, ne joue pas un rôle actif. Il portera tout son effort sur la Caisse rurale dont l'administration plus simple et sédentaire convient mieux à son activité.

Quelques prêtres cependant ont apporté au syndicalisme agricole un concours actif. L'abbé Fontan qui partagea son apostolat rural entre le syndicalisme et le crédit rural <sup>2</sup>, l'abbé France qui commença le sien dans l'Isère au tournant du siècle, et l'abbé Farel, vicaire d'Auch.

L'abbé Farel inaugura son action sociale <sup>3</sup> après avoir fondé *La Croix du Gers* (1892). Il créa le syndicat agricole départemental en mai 1894, lui assignant deux buts, la vente des engrais chimiques et la reconstitution des vignobles atteints par le phylloxéra. Les petits propriétaires éprouvaient une certaine difficulté à utiliser les plants américains, faute de bien savoir quelles terres leur convenaient. L'abbé Farel organisa un service d'expérience sur échantillons et une importante correspondance avec les adhérents. Il y adjoignit à la fin de 1894 une pépinière.

En 1895, le syndicat comptait 850 membres, il célébrait 4 fêtes patronales. Il était divisé en sections paroissiales, auxquelles l'abbé Farel superposa des sections cantonales après d'actives tournées de conférence à travers le département. Il créa les caisses rurales de Gers, une caisse ouvrière et une maison de famille à Auch.

Il faut souligner l'indifférence complète dans laquelle l'abbé Farel commença. On le mesurera à ceci : l'Œuvre des Cercles, depuis de nombreuses années, n'avait pu trouver un seul correspondant dans le Gers

1. Ernest MILCENT, *Lettre à Geoffroy de Grandmaison*, Val-de-Brix, le 2 décembre 1890 (papiers Grandmaison).

« La Charité » normande était une confrérie d'hommes et de femmes qui se réunissaient avec de riches chaperons pour certaines grandes cérémonies religieuses et surtout pour l'inhumation de leurs membres. Cette institution était encore vivante dans l'Eure en 1939. Sur ce sujet : l'abbé BOULOGNE, curé de Brestot, *Une charité normande, la charité de Brestot* (1506-1937), Évreux, 1937.

2. Voir chapitre suivant : Les Missionnaires du travail.

3. P.-V., 4 septembre et 4 décembre 1895.

tout entier. Les déplacements incessants du jeune prêtre, ses démarches pour nouer des relations utiles, lui permirent de surmonter cette indifférence et d'implanter ses œuvres <sup>1</sup>.

*Les préoccupations humaines de de Gailhard-Bancel à Alex*

Ainsi le syndicalisme agricole prit-il une orientation nettement économique et devint un bureau d'affaires où les agriculteurs trouvaient des conseils et des produits. Les conseils leur étaient précieux dans la mesure où ils étendaient leurs connaissances pratiques : la lutte contre le phylloxéra reçut du Syndicat de Poligny une extraordinaire impulsion ; en revanche, elle cimenta les liens entre syndiqués et contribua à la durée de l'institution. Quant aux produits, le syndicat les mit à la portée de toutes les bourses en même temps qu'il les faisait connaître dans toutes les fermes. Ce furent surtout les engrais qui bénéficièrent de cette publicité intelligente.

Mais toute cette activité tendait à détourner le cultivateur des problèmes humains. Mettant toute son activité à développer le rendement de la terre, il ne lui restait guère de temps pour considérer la vie rurale et la faire bénéficier d'un progrès parallèle.

Est-ce à dire que l'action sociale ait été nulle dans le mouvement syndical ? Non ! Plusieurs initiatives intelligentes sont parvenues à des résultats intéressants, mais, comme si souvent à cette époque du catholicisme social, on se trouve en présence d'efforts isolés, de résultats locaux. Alors que sur le plan économique l'action syndicale est très vite devenue un effort collectif, sur le plan social on en reste au stade des pionniers et de l'action individuelle.

L'idée la plus accessible aux cultivateurs paraît avoir été celle de la communauté syndicale.

De Gailhard-Bancel s'efforça tout de suite de créer des liens solides entre les syndiqués d'Alex : « J'avais tenu, écrit-il dans ses souvenirs, dès le début à installer pour les membres du syndicat, un lieu de rendez-vous, une sorte de Cercle où le dimanche, à la sortie des offices, il leur fût possible de se retrouver, de prendre une tasse de café, ou un verre de vin, de faire une partie de boules ou de dominos, de parler du syndicat, de se communiquer mutuellement leurs essais, leurs succès, leurs échecs. » Il prit la précaution de s'entendre avec le directeur des contributions indirectes, qui déclara la buvette possible sans patente, à condition de verser ses bénéfices dans la caisse du syndicat.

Le succès encouragea de Gailhard-Bancel à développer ces liens syndicaux. L'occasion lui en fut offerte dès la première année par la mort soudaine d'un jeune syndiqué, quelques jours après son mariage. Les circonstances douloureuses de cet événement amenèrent tous ses collègues aux obsèques, à l'issue desquelles, poussé en quelque sorte par les

1. Au Congrès Sacerdotal de 1901, l'Abbé Farel fut cité en exemple pour ses œuvres sociales agricoles.



assistants, Gailhard-Bancel adressa au jeune disparu ce qu'il appelle « l'adieu chrétien, l'au revoir près de Dieu ». Ainsi naquit la tradition : l'assistance aux obsèques devint un devoir syndical, de même que l'adieu au défunt. Cet usage renouait tout naturellement avec une tradition des anciennes confréries restées encore vivantes dans certaines régions de la campagne française. En faisant reprendre une habitude consacrée, par l'institution nouvelle, on lui donnait en quelque sorte droit de cité.

La solidarité devant la mort s'étendit ensuite à la maladie. Le syndicat ayant créé une caisse de secours, votait chaque fin d'année une somme à répartir entre les syndiqués qui avaient été malades.

Toujours dans le même esprit communautaire, de Gailhard-Bancel faisait célébrer avec éclat la première fête nationale six mois après la fondation. Les syndiqués assistèrent à la messe, puis défilèrent dans le village avant de se réunir en un grand banquet au cours duquel un avocat de Valence, Boyer de Bouillane prit la parole.

Ainsi, de Gailhard-Bancel a-t-il constamment cherché à établir, puis à resserrer les liens entre syndiqués. A côté des avantages économiques qu'il leur procurait, il a voulu les faire bénéficier d'un avantage moral : une union intime. Dans ses mémoires, il revient à plusieurs reprises sur ce qu'il appelle le caractère « familial » de cette institution, indiquant par là jusqu'à quel degré d'union il souhaitait d'arriver. Ce souci l'amène même à donner aux syndiqués un « Chant » dont l'influence fut, dit-il, très heureuse.

Une dizaine d'années après la fondation, le syndicat d'Alex trouva dans le Félibrige un apport opportun pour renouveler le programme de ses fêtes et pour développer le recrutement. Gatien Almoríc, grand admirateur de Mistral, agriculteur et poète, composa une pièce du théâtre « *Lou Nonanto Nou* »<sup>1</sup> qui fut jouée sur l'initiative de Gailhard-Bancel en février 1896 à Alex, puis dans tous les syndicats de la région avec un vif succès. Répétitions et représentations mettaient dans les réunions un heureux renouveau de vie et d'entrain. Gailhard-Bancel voyait dans le Félibrige lui-même, un concours d'une réelle portée. Le 3 mars 1897, il appelait l'attention et les encouragements de ses collègues de l'Œuvre des Cercles sur les représentations, « Œuvre éminemment sociale, née des des associations agricoles, qui en faisant mieux apprécier la langue du sol, fait mieux aimer celui-ci et lui conserve les générations fortes, laborieuses, attachées à leur traditions ».

Le 26 janvier 1898, les syndiqués d'Alex remirent à Gailhard-Bancel un objet d'art en témoignage de gratitude pour son labeur et son constant dévouement. Il avait en effet instauré dans toute la région un syndicalisme actif et utile basé sur des rapports humains d'une rare qualité. Peu après, la reconnaissance populaire l'envoya représenter la Drôme à la Chambre.

1. Le 99, composée à la fin de 1895.

*Milcent à Poligny*

Les mêmes préoccupations ont guidé un autre fondateur, Louis Milcent<sup>1</sup>. Né en 1846, zouave pontifical, mobile de la Manche en 1870, Milcent était ensuite entré comme auditeur au Conseil d'État. Il connut à cette époque La Tour du Pin, de Mun et entra au Comité de l'Œuvre des Cercles. En 1879, il quitte le conseil d'État, ne voulant pas servir un gouvernement hostile à ses convictions religieuses, et peu après, la mort subite de sa jeune femme, le laisse seul avec deux petits enfants. Il se retire à Vaux, propriété de sa femme, et cherche à appliquer les consignes de l'Œuvre. La loi de 1884 lui en apporte le moyen. Aussitôt il crée le syndicat de Poligny avec l'aide du marquis de Froissard et d'Alfred Bouvet, choisi comme président. Le succès est décisif : 10 membres en 1884, 400 en 1885, 1.200 en 1890.

À Poligny, le problème des rapports entre syndiqués ne se pose pas comme à Alex, où les cultivateurs du village vivent près les uns des autres et où le problème consiste à resserrer des relations plus ou moins lâches par des manifestations fréquentes et un minimum de vie commune. Poligny, gros bourg jurassien, compte dans son syndicat des adhérents de toute une région. Ils peuvent se rencontrer seulement les jours de marché, d'où l'idée, simple en apparence, mais de grande portée, d'un restaurant syndical. Milcent le veut hospitalier et pour cela d'un règlement très souple. Le cultivateur qui vient acheter au marché, peut déjeuner à un prix modeste entre syndiqués. Préfère-t-il un repas particulier avec quelques amis ? le syndicat le lui organise à peu de frais. Vient-il avec sa femme, ses enfants, ses domestiques en apportant des provisions ? le syndicat lui ouvrira ses salles, chauffées en hiver, et lui fournira la table et la vaisselle nécessaires. Le matériel de restaurateur devint vite assez important pour pouvoir être prêté à un syndiqué à l'occasion de noces.

L'immeuble syndical était l'ancien hôtel de Beaufremont. Il réunissait à dîner les jours de foire 120 à 125 convives pour le prix modeste de 1 fr. 35. Le même repas coûtait 2 frs dans les auberges de la ville.

Devant le succès de cette initiative, Milcent l'étendit à toutes les sections cantonales, celles-ci faisant quelquefois précéder le repas d'une conférence.

Milcent agissait en syndicaliste passionné. Son activité est incessante, témoin ce billet adressé aux siens : « Nous augmentons sans cesse, les foires qui se succèdent provoquent de continuelles réunions. Je cours les campagnes pour y être toujours présent. » C'est que le syndicalisme représente pour lui une sorte de libération de l'agriculture de la condition inférieure où elle lui paraît tenue. « Il y a à la Chambre 100 médecins, 200 avocats, y a-t-il 25 ou 30 députés qui soient vraiment des cultiva-

1. Sur Milcent, l'excellente étude de Georges GOYAU, *Portraits catholiques. Précurseurs, Louis Milcent*, Paris 1921, VIII + 304 p. in-8°.

teurs ?... Dans un pays bien organisé, la classe la plus utile, la plus nombreuse devrait-être celle que les pouvoirs publics cherchent à protéger... Réduits à l'état de poussière par l'état social moderne, séparés, divisés, émiettés, les cultivateurs ne peuvent avoir aucune force pour faire valoir leurs droits. Unis au contraire, s'appuyant les uns sur les autres, ils pourront relever la tête et demander que cesse l'état d'inégalité auquel ils ont été réduits <sup>1</sup>. »

La devise de Milcent se formulait ainsi : « Toujours plus de justice <sup>2</sup>. » Elle lui inspira la constitution d'une caisse de crédit. En 1884, en effet, l'Assemblée générale de la Société des Agriculteurs de France décidait d'enquêter sur les services que pouvaient rendre les associations de crédit mutuel et les banques populaires. L'année suivante Milcent présentait à l'Assemblée les résultats de l'enquête. Il concluait à l'opportunité d'un crédit mutuel agricole qui fonctionnerait sous la forme de sociétés anonymes à capital variable. Joignant l'exemple à la parole, il voulut que la première de ces sociétés eût Poligny pour berceau.

La loi de 1867 autorisait la création d'actions ou de coupures d'actions, dont les souscripteurs ne versaient que le quart ou le dixième immédiatement. Milcent fit dans toute la région une ardente propagande : grands propriétaires et personnalités s'intéressant au progrès social, l'évêque de Saint-Claude en tête, prirent quarante actions de fondateur à 500 francs, dont ils versèrent la moitié. En outre vingt-six parts de sociétaires à 50 francs furent souscrites par de petits propriétaires qui en versèrent tout de suite le dixième. Ainsi recueillit-on les modestes fonds de roulement avec lesquels la Caisse commença de fonctionner. le 21 février 1885, avec Alfred Bouvet comme président et sous la dénomination de « Crédit Mutuel agricole de l'arrondissement de Poligny ».

Au 6 février 1886, la Caisse avait prêté 5.420 francs et au 25 novembre, 17.067 fr. 25. Ces chiffres lui paraissent insuffisants, Milcent fit appeler le second quart mais fit décider le 15 septembre 1886 que les dépôts porteraient intérêt à 2 % à vue et à 3,5 % à un an. Ainsi parut la banque de dépôt (39.380 francs d'affaires en 1887). Elle ne prêtait jamais plus de 600 francs, sauf aux fromageries et l'argent qu'elle avançait devait expressément servir à l'acquisition d'instruments ou d'engrais ou de bétail. La Caisse empruntait à la Banque de France au taux de 4 % et prêtait à 5 %. On calcule que les avances étaient de 7 à 8 fois supérieures aux disponibilités. De 1885 à 1890, 333.000 francs furent ainsi prêtés.

« Le crédit mutuel m'a sauvé, disait à Milcent l'un des sociétaires. Mes bœufs venaient de périr par suite d'accident, je me trouvais sans

1. M<sup>me</sup> MILCENT-MEYSSONNIER (fille de Milcent). *Conférence Louis Milcent*, août 1933.

2. G. GOYAU, *op. cit.* Président du Conseil d'Administration d'une affaire industrielle, la « Société du Temple », usine de construction de chantiers à Cherbourg, Milcent s'efforça d'y faire appliquer ses principes. En 1900 il fit organiser une caisse de prévoyance qui assurait aux ouvriers âgés de 50 ans une retraite ou un capital. En 1905 il fit organiser une caisse mutuelle contre la maladie. Enfin il fit élaborer un règlement d'après lequel un ouvrier comptant plus de trois années de présence ne pouvait être renvoyé sans deux avertissements préalables.



attelage au moment des labours de printemps : l'argent que j'ai emprunté au Crédit m'a permis de labourer en temps utile. Sans cela, j'étais perdu. » Heureux, Milcent notait <sup>1</sup> : « La joie de ce cultivateur faisait plaisir à voir et elle compensait largement les quelques peines qu'il faut toujours se donner pour soutenir les moindres entreprises. »

La bureaucratie était réduite au minimum. Quand les caisses rurales se développèrent dans le département, la Banque de Poligny entretint les meilleurs rapports avec elles, faisant valoir les fonds qu'elles lui confiaient quand elle n'en avaient pas l'emploi immédiat, et leur faisant les avances dont elles pouvaient avoir besoin <sup>2</sup>.

Afin de faciliter les achats en faveur des syndiqués (la loi, de 1884 n'autorisant pas le syndicat à faire des opérations commerciales) le 16 juin 1891, la Crédit mutuel de Poligny se transforma en une société coopérative de production, de consommation et de Crédit mutuel sous le nom de « Crédit Mutuel de l'Arrondissement de Poligny » société anonyme à capital variable, ayant son siège à Salins. Cette transformation donna un essor aux affaires de la banque : son capital passait de 41.000 francs en 1891 à 57.100 francs en 1895 : ses prêts de 159.023 fr. 70 en 1891, à 350.110 fr. en 1895 : ses dépôts enfin de 29.209 fr. 10 en 1891 à 102.819 fr. 06 en 1895 <sup>3</sup>.

Les résultats très remarquables du Crédit Mutuel attirèrent sur lui l'attention de la Société des Agriculteurs de France qui, le 16 juin 1892, lui décerna une médaille d'or. A l'assemblée générale du Syndicat de Poligny, le 20 juin 1892, Milcent montra le Crédit Mutuel comme la principale fondation du syndicat et rappela les avantages incontestables que les cultivateurs trouvent dans cette institution : « Son éloge, ajoutait-il, non sans fierté, a été fait à la tribune du Palais-Bourbon. » En effet, lors de la discussion d'un projet de loi sur le crédit agricole, Méline <sup>4</sup>, pour prouver que rien dans la législation française ne s'opposait à la constitution de banques mutuelles, cita celles de Senlis et de Poligny. « Elles sont tellement connues qu'elles sont devenues classiques », dit-il. Mais il montra, en citant, un rapport de Milcent en date de 1890, ce que la banque devait à Alfred Bouvet qui avait mis gratuitement le concours de son comptable et de son caissier à la disposition du Syndicat, et qui, ayant des agents dans chaque canton de l'arrondissement, faisait les opérations pour le compte de la banque.

### *Duport à Belleville*

Avec Émile Duport, cette préoccupation humaine du syndicalisme agricole est formulée avec plus d'ampleur.

En 1887, Duport fondait le Syndicat agricole du canton de Belleville-

1. M<sup>me</sup> MILCENT-MEYSSONNIER, *op. cit.*

2. *Corporation*, 13 novembre 1897.

3. Vicomte de Truchis. Voici les chiffres de 1902 : Capital 59.350 fr. — Prêts : 33.362 fr. — Dépôts : 259.000 fr.

4. J. O., Chambre des Députés (16 juin 1891).

sur-Saône dans le département du Rhône <sup>1</sup>. Dès mai 1888, il proposait à ses collègues de nommer une commission pour étudier un projet d'assistance au cultivateur indigent malade. Avant de développer cette proposition, Duport tint essentiellement à marquer qu'il ne s'agissait nullement d'une aumône, mais bien de l'aide que se doivent des associés, aide qui consisterait en journées de travail, exécutées par les adhérents sous la responsabilité du syndicat et destinées à remettre en état la terre du cultivateur indigent malade. La première assemblée générale adoptait peu après les règlements de cette institution connue désormais sous le nom de « Aide Mutuelle ». Pendant quelques années on se contenta de faire exécuter, au moyen d'un crédit inscrit au budget, ces travaux urgents auxquels ne pouvait vaquer un sociétaire empêché par une maladie ou on accident.

On en était là en 1894, et Duport n'entrevoit encore que dans le lointain les développements de l'Aide Mutuelle quand l'incident suivant vint lui en faire oser l'exécution anticipée.

« Un matin, raconte-t-il <sup>2</sup>, je vis venir à moi une femme en grand deuil tenant par la main une maigre fillette paraissant âgée d'une dizaine d'années ; c'était la veuve d'un brave vigneron, mort quelques semaines auparavant. Elle voulait me consulter sur le placement de son enfant dans la Providence de la ville voisine : c'est ainsi que dans nos campagnes on appelle l'orphelinat. « Voyez-vous, me dit-elle, la longue maladie de mon pauvre homme a coûté gros, et la nécessité où je suis de prendre un domestique pour les travaux les plus durs me force à me séparer de la petite. Bien sûr qu'elle aimerait mieux rester, mais vous ne vous figurez pas ce que ça mange déjà de pain à cet âge. A ce moment je vis l'enfant qui tirait la robe de sa mère et je l'entendis murmurer : « Maman garde-moi, dis, je ne mangerai qu'une fois par jour. » Rentrez chez vous, dis-je à la veuve, gardez près de vous votre enfant, et laissez-la manger du pain à sa faim, le syndicat dont votre mari était membre, se chargera de le payer. »

La décision prise, restait à trouver l'argent. On constitua une Caisse spéciale que l'on dota de la plus grande partie des réserves accumulées sou à sou grâce à la saine gestion syndicale. Cette dotation s'élevait à 15.000 francs en 1900. La Caisse versait des pensions aux cultivateurs qui assumaient la charge d'entretenir un vieillard ou un orphelin. Dans les années suivantes, on n'eut plus qu'à perfectionner le procédé pour en faire une véritable Caisse de retraites. Ce sont ces initiatives qui vaudront au syndicat de Belleville le premier grand prix du concours Chambrun.

La tâche du syndicat se trouva facilitée par son enrichissement, résultat lui-même de l'exploitation des pépinières en vue de faciliter la reconstitution du vignoble, et de la fourniture d'une excellente sélection de

1. Comte DE ROCQUIGNY, *Les syndicats agricoles et leur Œuvre*, Paris, 1900.

2. Discours prononcé au Musée Social le 31 octobre 1897. *Corporation*, 22 novembre 1897.

porte-greffes à des prix modérés. De fait, cette source de revenus a alimenté pour la plus grosse part la Caisse d'aide mutuelle. Celle-ci ne pouvait verser des pensions avec les seules cotisations des syndiqués, et les dons et legs furent rares.

L'Union Beaujolaise se développa assez vite, répandant l'aide mutuelle, créant une bibliothèque, une Commission de Conseils et de conciliation et un tribunal arbitral.

La rencontre d'Émile Duport avec de Gailhard-Bancel et Fontgalland allait permettre à l'Union du Sud-Est de se développer avec une surprenante facilité. Étendue sur dix départements, animée par des hommes capables et dévoués, proposant à chacun les exemples de l'Union Beaujolaise et de la Drôme, l'Union du Sud-Est devait connaître un succès et une durée remarquables qui en firent de loin le plus important groupement syndical du pays.

### *Les Retraites à Castelnaudary*

Si les premiers liens syndicaux ont été ébauchés à Allex, si la première société de crédit a vu le jour à Poligny et l'aide mutuelle à Belleville, c'est au syndicat agricole de Castelnaudary que revient l'initiative des premières « retraites agricoles ».

A Castelnaudary le syndicat agricole avait pour animateur et président, un grand propriétaire membre assidu de l'Œuvre des Cercles, le marquis de Laurens-Castelet. Tout de suite il avait voulu associer l'œuvre morale à l'œuvre matérielle, mais à l'assemblée régionale de l'Œuvre à Carcassonne il constatait que le Syndicat de Castelnaudary, embrassant tout l'arrondissement, s'il réussissait parfaitement dans ses opérations matérielles, voyait par contre ses adhérents échapper à son influence morale <sup>1</sup>. Laurens-Castelet, convaincu du rôle éducateur que le syndicat avait à jouer ne cessa d'en instruire ses membres : « C'est notre devoir à nous, chrétiens, d'exercer notre paternité sociale vis-à-vis des ouvriers que nous employons, de les instruire des questions intéressant leur profession, de nous occuper de leurs affaires pendant qu'eux-mêmes cultivent le sol que nous leur avons confié <sup>2</sup>. »

C'est de cet esprit qu'allait naître la société de secours mutuels que

1. P.-V., 1<sup>er</sup> janvier 1890.

2. P.-V., 29 janvier 1890 : Discours à l'Assemblée générale du syndicat : il poursuit en ces termes : « Il faut qu'ils soient convaincus que nos intérêts sont étroitement unis aux leurs et que les ouvriers d'agriculture n'ont pas de plus dévoués défenseurs en toutes circonstances que ceux qui les emploient. A nous de faire la lumière auprès des cultivateurs et ouvriers. A nous de chercher dans chaque commune les membres associés susceptibles d'entrer dans notre syndicat. Ce seront le plus souvent nos maîtres-valets et nos journaliers, mais à côté d'eux, combien de petits propriétaires qui cultivent eux-mêmes le champ qu'ils ont reçu de leurs auteurs en même temps que la maison paternelle avec ses précieux souvenirs de famille et ses traditions d'honneur et de foi. C'est parmi eux que nous trouverons les éléments de notre groupe d'autant plus vivant et prospère que l'esprit d'association aura remplacé l'individualisme et que notre développement normal nous aura permis d'établir un plus grand nombre d'institutions économiques et charitables : bureau de placement, secrétariat du peuple, société de secours, caisses de retraites, etc. »



Laurens-Castelet créait en 1896 dans le but de fournir des pensions de retraite aux ouvriers agricoles, avec l'arrière-pensée de les fixer par ce moyen à la campagne. Il prit la forme juridique de la « société approuvée » qui permettait d'obtenir des subventions de l'État. Le syndicat doublait la cotisation annuelle des sociétaires et la versait à la Caisse des Dépôts et Consignations, où elle était capitalisée à 4 % <sup>1</sup>. La société de secours mutuels reçut du syndicat une somme de 2.000 francs qui lui permit au départ de doubler vingt pensions. A la fin de 1899, elle comptait trente membres participants.

Cette initiative avait le défaut congénital d'être à échéance lointaine. Pour la parfaire, le Syndicat établissait dans un immeuble mis à sa disposition par son président, un asile pour les ouvriers agricoles âgés et sans famille n'ayant pas acquis de droits à la retraite : il leur accordait des bourses ou des demi-bourses lorsqu'ils ne pouvaient payer la pension d'entretien.

### *Concours Chambrun*

Le syndicalisme agricole devait recevoir une vive impulsion de ce que l'on appela les *Concours Chambrun*.

Le comte de Chambrun, vieux gentilhomme aveugle et très fortuné, d'esprit cultivé, entretenait des relations suivies avec des hommes politiques et des économistes tels Léon Say, Jules Simon, Jules Siegfried et Émile Cheysson. Ils l'orientèrent vers les questions sociales <sup>2</sup>.

Le 28 décembre 1896, le comte de Chambrun prenait la décision d'ouvrir un concours doté de 25.000 francs de prix, entre tous les syndicats agricoles français.

Pour préparer le concours, Chambrun réunit les représentants des neuf unions. Une commission rechercha les moyens de compléter le groupement des syndicats agricoles en unions régionales sur toute l'étendue du territoire. Sous la direction de son rapporteur, de Gailhard-Bancel, elle dressa la carte du syndicalisme agricole. On constata que les neuf unions <sup>3</sup> recouvraient soixante et un départements, et que les

1. Un ouvrier agricole entrant à 25 ans dans la société et versant 5 francs par an obtient à 65 ans une pension de retraite de 265 francs (somme résultant de la triple capitalisation de ses versements, de ceux du syndicat et des subventions de l'État). En cas d'infirmité ou d'accident, la pension de retraite peut-être liquidée avant que l'intéressé ait atteint l'âge de 65 ans.

2. Comte de ROCQUIGNY, *Les syndicats agricoles et leur Œuvre*, Paris, 1900.

Comte de ROCQUIGNY, *Le comte de Chambrun et son œuvre agricole*, Paris, 1899.

Il s'agit de la première édition de l'ouvrage cité sur les syndicats agricoles, elle parut en 1896.

3. *Corporation*, 3, 14, 1897.

Voici la liste des neuf unions :

Union du Sud-Est .....	10	départements
Union du Nord .....	5	—
Union de Normandie .....	5	—
Union de Bourgogne et Franche-Comté.....	4	—
Union du Centre .....	10	—
Union de l'Ouest.....	6	—
Union des syndicats Bretons .....	5	—
Union du Sud-Ouest .....	9	—
Union des Alpes et Provence.....	7	—

« sauvages »<sup>1</sup> se répartissaient en deux groupes, celui du Nord-Est et celui du Centre et du Sud<sup>2</sup>. En conclusion, l'assemblée décida que l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France ferait des démarches pour inciter les « sauvages », soit à entrer dans une des unions existantes, soit à en créer de nouvelles.

Le comte de Chambrun définit l'orientation désirable : « Je suis pour la mutualité, la solidarité, la fraternité se substituant à l'épicerie sans l'exclure. »

Tous les syndicats, membres d'une union, étaient appelés à faire valoir de quelle façon ils avaient su dépasser le cadre de « l'épicerie ». En fait, la proportion des concurrents n'atteignit pas 10 % : sur 1.676 syndicats agricoles, 153 seulement réunissant 127.000 agriculteurs concoururent. La remise des prix eut lieu le 31 octobre 1897, sous la présidence effective de Méline, Président du Conseil et ministre de l'Agriculture<sup>3</sup>. Quatre grands prix de 2.000 francs furent attribués dans l'ordre aux syndicats de Belleville (Duport), Poligny (Milcent), des Agriculteurs du Loiret (de Laage de Meux) et d'Allex (de Gailhard-Bancel). Parmi les bénéficiaires des dix-sept prix de mille francs figuraient avec celui de Remiremont, le propre syndicat de Méline, le Syndicat des Agriculteurs du Doubs<sup>4</sup>, le syndicat agricole d'Anjou, dont l'animateur était le comte Henri de La Bouillerie, Président de la Commission agricole de l'Œuvre des Cercles, le Syndicat de Castelnaudary, celui de la Manche et l'Association Saint-Fiacre, la vieille corporation des jardiniers de l'Œuvre des Cercles qui s'était développée sous l'intelligente direction de son président Blanchemain<sup>5</sup>.

Il marque la fin d'une période dans le développement social du

1. On appela ainsi les départements dépourvus d'unions.

2. Groupe du Nord-Est : 7 départements, Ardennes, Marne, Haute-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Aube.

Groupe du Centre et du Sud : 17 départements : Haute-Vienne, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme, Corrèze, Cantal, Aveyron, Lozère, Gard, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Haute-Garonne, Aude, Hérault, Ariège, Pyrénées-Orientales.

3. La présence de Méline fit sensation : « Les syndicats agricoles font désormais partie de nos institutions nationales, dit Duport à l'Assemblée générale de l'Union du Sud-Est, le 2 décembre 1897, « c'est la reconnaissance en quelque sorte officielle par M. le Président du Conseil de leur action si éminemment patriotique et sociale. »

4. Le syndicat des agriculteurs du Doubs, fondé le 8 avril 1889, eut pour secrétaire et animateur un cultivateur catholique de mérite, René Caron (mort en 1930), reçut ce prix en récompense de ses efforts en faveur du crédit mutuel des caisses d'assurances contre la mortalité du bétail, du concours donné au développement des caisses rurales dans le département, et surtout du désintéressement avec lequel il favorisa la constitution des syndicats communaux qui s'établirent auprès de ces caisses rurales et en conséquence directe de leur fondation. Le montant de ce prix fut employé à l'attribution d'une prime de 40 fr. aux 25 premières caisses d'assurances contre la mortalité du bétail créées dans le Doubs. Cette récompense fut un puissant encouragement pour les syndicats ; elle provoqua un accroissement considérable des syndicats communaux. René Caron devint président en 1898.

5. Le second concours (1898) se fit dans chaque syndicat lauréat pour l'attribution de rentes viagères. Il eut une influence sur le développement des retraites. En effet, les syndicats dont un adhérent avait obtenu une rente étaient tentés d'en créer aussi : ainsi le mouvement gagna-t-il de proche en proche.

Le comte de ROCQUIGNY, *op. cit.*, signale aussi à titre de conséquence une forte impulsion donnée aux mutualités.

syndicalisme agricole, celle du tâtonnement et de l'action restreinte. Le syndicalisme agricole s'attaquera désormais à d'importantes réalisations : l'assurance, les retraites, l'enseignement agricole.

De belles tâches, mais qui seront souvent abordées avec l'esprit de l'épicerie, c'est-à-dire en les considérant à peu près uniquement comme des affaires.

### *La Représentation de l'Agriculture*

Au premier rang des réformes demandées par les syndicats, se place la représentation agricole. En 1890, l'agriculture n'avait aucune institution susceptible de recueillir ses doléances et de les transmettre, avec quelque chances d'être entendues, aux pouvoirs publics. Ses comices, rarement réunis, se bornaient à couronner les lauréats. La Société des Agriculteurs de France, en dépit d'une incontestable autorité, ne pouvait prétendre traduire dans sa session annuelle les vœux de tous les agriculteurs. Son recrutement de grands propriétaires constitue une faiblesse à cet égard.

Les milieux agricoles réclamaient une institution, qui leur soit propre mais dont ils concevaient le rôle sur le modèle de celui des Chambres de Commerce. L'Union du Sud-Est rédigea un projet en ce sens que la Société des Agriculteurs de France approuva à une forte majorité. Le député Pontbriand le déposa sur le bureau de la Chambre où se trouvait une proposition assez voisine de Méline (1890).

Les deux textes reconnaissant qu'elles ont trop longtemps fait défaut, envisagent des Chambres d'Agriculture dont la circonscription est l'arrondissement et leur donnent voix consultative sur toutes les questions techniques et économiques intéressant l'agriculture. Le projet de Pontbriand stipule que cette consultation sera obligatoire. Le projet Méline soulève un point capital du point de vue social, en incluant parmi les électeurs les instituteurs, les professeurs d'agriculture et les simples domestiques agricoles.

La Commission de l'Agriculture, après de longs débats, s'entendit sur un texte inspiré des deux projets. Les Chambres d'Agriculture auraient pour circonscription l'arrondissement. Ses électeurs seraient les exploitants, les ouvriers agricoles, les propriétaires, les professeurs (lorsque l'enseignement agricole serait placé sous la direction du Ministre de l'Agriculture)<sup>1</sup>. Leur rôle serait purement consultatif<sup>2</sup>.

La Société des Agriculteurs de France se prononça contre ce texte, préférant le *statu quo* à l'électorat des ouvriers agricoles susceptible d'amener, selon elle, la guerre des classes.

L'Œuvre des Cercles avait suivi avec intérêt l'élaboration des projets. Le 2 mars 1898, La Tour du Pin, Ancel, Boyer de Bouillanne et Delalande se réunirent pour étudier le rôle des Unions syndicales en

1. Réserve visant l'enseignement congréganiste vraisemblablement.

2. L'exposé de ces dispositions parut dans la *Justice Sociale*, 21 août 1897. Le projet de la commission n'avait pas encore été discuté en 1901.



tant que représentants de l'Agriculture. Il y avait là en effet une conception séduisante au premier abord, mais si les Unions devenaient les représentants de l'agriculture, comment seraient représentés les cultivateurs non syndiqués ?

La question est d'autant plus importante qu'à cette époque l'Union constitue sinon la vraie, du moins la seule représentation des agriculteurs. Le débat mit en évidence l'idée suivante : « Il ne s'agit pas de représenter les agriculteurs, il s'agit de représenter l'agriculture. Il importe peu que tel agriculteur ne soit pas représenté avec ses intérêts personnels et complexes, si par des groupements essentiellement professionnels, l'agriculture est véritablement représentée. Ce ne sont pas les opinions de chacun qu'il faut consulter et défendre, ce sont les intérêts communs à tous. Les syndicats, corps permanents, en sont les seuls organes normaux. »

Cette conception éliminera les gros industriels qui, s'ils possèdent des terres, même importantes, ont toujours des revenus industriels dix fois supérieurs à leurs revenus agricoles, et qui, s'ils sont élus à la Chambre, sacrifieront l'agriculture chaque fois qu'elle sera en conflit avec l'industrie.

Elle résoudra l'irritante question de l'électorat du fermier et de l'ouvrier agricole qui, s'ils étaient admis au vote, noieraient sous leur nombre les suffrages des « véritables intéressés ». « La seule manière de leur donner la parole sans qu'ils puissent tout submerger, est de reconnaître les syndicats comme base de la représentation agricole. »

En attendant Gailhard-Bancel prenait l'initiative. Le 13 mai 1897, il réunissait les représentants des quarante syndicats de la Drôme, de l'Ysère et des Hautes-Alpes. Ceux-ci décidaient de constituer une représentation libre : la « Chambre agricole du Dauphiné ». Cette importante décision <sup>1</sup> avait été précédée et en quelque sorte préparée par Gailhard-Bancel, quand en janvier 1895 il faisait décider au syndicat d'Allex l'élection par groupe d'intérêts : propriétaires, fermiers, métayers et ouvriers agricoles. Le 2 décembre 1897, l'Assemblée générale de l'Union du Sud-Est prononçait une condamnation formelle du projet de la Commission <sup>2</sup>. Celui-ci demeura dans les cartons parlementaires et il faudra attendre encore vingt ans l'institution des Chambres d'agriculture.

### *L'Assurance Agricole.*

Émile Duport <sup>3</sup> est le principal auteur de l'organisation professionnelle agricole. Commerçant à ses débuts, il se retira à la campagne après son mariage et devint un riche propriétaire terrien. Il s'y révéla un extraordinaire animateur, acquérant une influence considérable et

1. P.-V., 6 février 1895.

2. P.-V. du Conseil de l'Union du Sud-Est. Assemblée générale du 2 décembre 1897.

3. VOGUÉ (Comte Louis de). *Émile Duport, La leçon de ses œuvres* Lyon, 1909, 381, p. 80.

toujours plus étendue sur les agriculteurs de la région. Ses fonctions syndicales lui permirent de constater la confiance et la gratitude des milieux agricoles.

Son action se caractérise par la foi, la ténacité et l'esprit constructif.

Catholique avant tout, Duport est inspiré par la foi. Quand on considère l'ensemble de son œuvre, on est frappé de son importance et du peu de temps dans lequel il l'accomplit. C'est qu'à travers mille difficultés, Duport est resté inébranlable. De telles réalisations, malgré des difficultés, impliquent la vertu des institutions elles-mêmes. Les qualités de Duport n'auraient pas suffi à fonder cette organisation professionnelle, si celle-ci n'avait été viable, adaptée à son milieu et son objet. On le vit à ce que les premières œuvres, l'aide mutuelle, après le syndicat de Belleville, l'union beaujolaise, l'assurance contre les accidents du travail, furent des succès marqués. Sur chacun de ces succès, Duport put asseoir solidement la marche suivante. Non seulement il sut créer, mais il réussit à graduer son œuvre de telle façon que chaque étape dans cet engrenage minutieusement étudié, appelât l'œuvre suivante. Dans une image demeurée célèbre, Duport a illustré son idée : « Sur les fondations de la loi du 21 mars 1884, l'Association a bâti un solide rez-de-chaussée avec les syndicats agricoles, il reste à construire le premier étage qui sera la Coopération, et le deuxième qui sera le Crédit, puis pour toiture à cette belle maison, nous aurons tout naturellement une meilleure entente sociale. » Et il ajoutait : « La Maison des Syndicats agricoles pourrait bien devenir la forteresse de France. » Cette image reproduit bien le système à étages interdépendants qu'est l'œuvre de Duport.

Il trouva pour l'accomplir de précieux concours. Au tout premier rang, Fontgalland, le fondateur du syndicat de Die. Tenace lui aussi, excellent technicien des questions agricoles, le comte de Fontgalland était resté veuf tout jeune dans la terre de la Drôme qu'il avait acquise par mariage après avoir été à Paris le collaborateur du célèbre juriste Dalloz. En constituant, le premier, un syndicat agricole, puis une union départementale, Anatole de Fontgalland a rendu à l'agriculture un signalé service. Duport vit tout de suite un parti à tirer de ces initiatives et il attacha étroitement Fontgalland à son œuvre <sup>1</sup>.

Avec les leurs, retenons les noms de Léon Riboud et Guinand. Riboud était un passionné du syndicalisme, son influence s'exerça à maintes reprises pour arrondir les angles après une intervention quelque peu brusquée de Duport. Guinand fut avec Saint-Victor puis Duport, le vice-président dévoué de l'Union du Sud-Est ; il contribua activement à combattre les ravages de la grêle tandis que Riboud popularisait la mutuelle-bétail.

Ces quatre hommes jouèrent ensemble un tel rôle qu'on les avait surnommés « l'attelage à quatre ». Ils entraînèrent l'Union du Sud-Est à vive allure dans la voie d'un progrès économique et social constamment développé.

1. Fontgalland succède à Duport à la présidence de l'Union du Sud-Est.

Peu après la fondation de l'Union du Sud-Est, Duport se préoccupa d'assurer les cultivateurs. Pour comprendre l'importance de ce dessein et la peine que Duport se donna pour le réaliser, il faut se rappeler qu'à la différence des milieux industriels, les agriculteurs ne comptent qu'une faible proportion d'ouvriers. C'est particulièrement vrai dans le Sud-Est. L'homme à atteindre, adhérent et bénéficiaire du syndicat, c'est le petit cultivateur aux ressources limitées. Faute d'un capital suffisant, celui-ci ne peut ni se tenir très au courant des progrès techniques, ni renouveler régulièrement son outillage, ni faire face aux sinistres. C'est à lui que Duport a pensé, avec la volonté constante de l'aider à garder ses terres, à les améliorer et pour cela à prévenir ces gros à-coups auxquels le budget du petit cultivateur ne peut faire face. Son premier objectif fut l'assurance contre les accidents du travail. Ces accidents étaient une charge pour une exploitation et les dispositions que le Parlement était en train d'élaborer risquaient d'en faire un fardeau désormais écrasant. L'assurance s'imposait. Mais qui serait l'assureur ? Tout naturellement Duport pensa au syndicat. Cette solution était dans la logique même de sa pensée. Elle rapprocherait l'adhérent de son syndicat et l'attacherait à l'institution bienfaisante.

Les syndicats n'étaient pas encore en mesure de remplir ce rôle. Il fallait au préalable transformer la loi de 1884, laisser aux syndicats les moyens et le temps d'acquérir les ressources nécessaires au financement des assurances. Bref, c'était imposer l'assurance dans un cadre nullement préparé, et pour cela surseoir à toute action effective des années durant.

Duport se tourna vers les Compagnies <sup>1</sup>, et le 2 mai 1895, sur sa proposition, l'Union du Sud-Est nommait une commission pour s'aboucher avec le représentant Lyonnais de la « Providence ». Un heureux hasard voulut qu'en ce domaine, délicat parce que nouveau, l'agent de la Compagnie se montrât compréhensif.

La difficulté était de fixer les taux de primes que les futurs assurés devaient s'habituer à acquitter régulièrement.

Après deux mois de pourparlers, un accord fut signé le 4 juillet 1895 ; il fixait à 5 hectares par police individuelle, et à 10 hectares par police collective, le minimum de surface cultivée. Ces chiffres en réduction sensible sur ceux admis jusque-là dénotaient la volonté de servir le petit cultivateur. Les primes seraient calculées non plus sur le montant des salaires, mais sur la surface cultivée. La garantie de la Compagnie s'étendait aux accidents matériels subis par les salariés et par les tiers, aux accidents corporels et à la responsabilité du patron jusqu'à 25.000 francs.

Ces conditions étaient si avantageuses pour les cultivateurs qu'à l'expiration du traité, la « Providence » avouait une perte de 200.000 francs. Reconnaissant le succès de cette première assurance, l'Union du Sud-Est demanda à Duport de mettre en application les autres projets : l'assu-

1. P.-V., Conseil de l'Union du Sud-Est. Les premiers pourparlers avec les Compagnies sont mentionnées au P. -V. du 4 avril 1895.



rance contre la mortalité du bétail, celle contre la grêle et celle contre l'incendie.

Le 5 mars <sup>1</sup>, Gabriel de Saint-Victor déclarait au Conseil de l'Union que cette assurance devenait une question « vitale ». Une commission spéciale se rallia au principe de l'auto-assurance. Mais si les agriculteurs s'assurent eux-mêmes, le feraient-ils dans le syndicat, ou en dehors de lui ? Question très importante dont la solution en suspens devait retarder de plusieurs années l'épanouissement de l'institution.

La commission, dirigée par Léon Riboud, décida de faire constituer les sociétés par les syndicats <sup>1</sup>.

La première « mutuelle-bétail » fut fondée, à Limas, par un agriculteur nommé Chatillon, au début de 1898. Elle obtint une subvention de l'État <sup>2</sup>. Elle fut constituée, en fait, par le syndicat, lequel ouvrit un compte spécial à cet effet.

« L'on pourra discuter l'assurance obligatoire ou non par l'État, dit Duport, nous estimons, nous, que pour ce risque plus que pour aucun autre, l'initiative locale et privée peut seule le couvrir économiquement, pratiquement <sup>3</sup>. »

Les mutuelles-bétail furent ensuite combattues et malgré les efforts de Gailhard-Bancel, elles furent obligées de se reconstituer en dehors du syndicat en application de la loi du 4 juillet 1900. Chaque agriculteur, syndiqué ou non, peut entrer dans la mutuelle si le bureau juge qu'il soigne bien son bétail. Son adhésion est annuelle. Sa cotisation est égale à 1 % (puis 1,5 %) de la valeur de chaque bovidé assuré, et 2 % de celle de chaque équidé <sup>4</sup>. Les marchands de bestiaux ne sont pas admis, ce qui illustre bien le caractère de l'institution : défense du cultivateur. La circonscription de la mutuelle, aussi restreinte que possible, est en général la commune. Les déclarations et estimations sont vérifiées par cinq commissaires experts choisis par la Société dans son sein. Dès que Léon Riboud vice-président de l'Union eut dessiné les grandes lignes de l'institution future, on s'aperçut que souvent les ressources de la mutuelle ne suffisaient pas à couvrir les frais des sinistres. La réassurance s'imposait. Dès le 8 octobre 1896 — alors qu'aucune mutuelle n'existait encore — l'assemblée générale de l'Union décidait de prélever sur ses réserves une somme de dix mille francs pour constituer le fonds de réassurance. La caisse ainsi constituée demanda aux mutuelles qu'elle réassurait, une contribution de 0,40 % sur la valeur du bétail assuré. En échange, elle prenait à charge la moitié des pertes. L'ignorance où l'on était alors des risques éventuels, avait fait choisir un taux trop faible. Pendant les dix années qui suivirent, le fonds de réassurance devait aller en s'émiettant. Pour l'incendie les Compagnies assuraient certains agriculteurs, mais à

1. *Procès-verbaux* des réunions mensuelles du bureau de l'Union du Sud-Est, 5 mars 1896.

2. *P.-V.*, 13 octobre 1898.

3. Assemblée générale, 2 décembre 1897.

4. La mutuelle refuse d'assurer les bovidés de moins de 3 mois et de plus de 14 ans les équidés de moins de 6 mois et de plus de 20 ans.

des taux élevés, souvent prohibitifs. Aussi la formule de la mutuelle parut-elle intéressante <sup>1</sup>. Elle existait depuis près d'un demi-siècle dans certaines communes, mais ces mutuelles-incendies, très faibles, n'avaient que peu d'efficacité. L'Union du Sud-Est se mit en demeure de constituer ces mutuelles quand la loi du 4 juillet 1900 leur eut donné des conditions avantageuses. Ce fut une tâche de longue haleine, qu'il fallut compléter par la réassurance. Ce mouvement ne se développa nettement qu'à partir de 1903-1904.

Venait ensuite la grêle, fléau particulièrement destructeur en 1897, Guinand ayant étudié les procédés défensifs en usage au Tyrol et en Italie du Nord, décida les cultivateurs à essayer les tirs contre la grêle.

Cependant les sinistres continuaient ; Duport recourut alors à une Compagnie d'assurances, les cultivateurs ne pouvant songer à couvrir par la mutuelle d'aussi grosses dépenses. Cette fois encore il obtint, pour le compte des syndiqués, d'appréciables réductions de primes.

Initiateur de l'aide mutuelle, Duport devait s'attacher au développement des caisses mutuelles de retraites dont la première fut constituée par le syndicat agricole de Beaumont-en-Isère, le 4 novembre 1900. Personnellement il préférait les caisses libres, mais reconnaissant loyalement les avantages consentis par l'État aux caisses « approuvées » il encouragea cette formule pour bénéficier du taux de capitalisation de 4,5 %.

Telle nous apparaît dans ses grandes lignes l'œuvre considérable que les dirigeants de l'Union ont mise sur pied. En 1901, certaines parties n'en sont encore que des projets, d'autres s'imposent déjà à la reconnaissance des adhérents.

### *L'Enseignement agricole*

Les syndicats ont fait un gros effort en faveur de l'enseignement agricole, avec la double pensée d'améliorer le rendement des cultures et d'attacher les jeunes gens à la terre en leur apprenant à la connaître et à l'aimer.

Cette importante contribution du syndicalisme n'a pris tout son développement qu'après 1900 pour les garçons, et un peu plus tard encore pour l'enseignement ménager des filles.

La période précédente a vu les premières initiatives, les premiers efforts de coordination. A ceux-ci reste associé le nom d'Émile Duport qui, une fois de plus, à l'Union du Sud-Est, se révéla un précurseur.

La première forme d'enseignement apparaît, semble-t-il, en Bretagne, aux environs de 1892, grâce à l'initiative d'un groupement « l'Association Bretonne » et de son actif président, le vicomte Charles de Lorgeril. L'Association Bretonne prit l'initiative d'instituer en Ille-et-Vilaine des

1. P.-V., Conseil Union Sud-Est. Le 4 juillet 1895, jour de la signature de l'accord avec la Providence, Duport reçut des offres en vue d'un accord sur l'assurance-incendie. L'Union décide de réserver cette assurance, au Conseil du 5 mars 1896.

« concours-examens » auxquels l'Association des Agriculteurs de France donna son approbation en 1893 <sup>1</sup>.

Une commission provinciale était chargée de surveiller cet enseignement et de décerner des récompenses : aux maîtres des médailles et des prix en argent pour les encourager à donner tous leurs soins à l'enseignement agricole ; aux élèves, des certificats et des diplômes comme sanction des examens.

Faisant indistinctement appel à toutes les écoles publiques libres de garçons et de filles, les Syndicats et l'Association Bretonne avaient lancé le mouvement. Une heureuse circonstance les aida.

Quelques années plus tôt, à Ploermel <sup>2</sup>, l'abbé Jean-Marie de La Mennais, avait fondé l'ordre des « Frères de l'Instruction chrétienne ». La pensée du fondateur était de corriger la loi scolaire de 1883, que d'ailleurs il ne condamnait pas dans son ensemble. Mais La Mennais trouvait néfaste l'obligation de suivre des programmes uniformes ; il ne voyait pas pourquoi le fils du paysan de Cornouailles, destiné à labourer son champ toute sa vie, devait pâlir sur les mêmes livres que le petit Marseillais ou le fils d'un bourgeois d'Orléans. Il résolut donc de mettre le programme en harmonie avec la carrière probable que devait embrasser l'enfant. Il vit qu'il y avait quelque chose à faire en faveur de l'agriculture, et dès 1884, il ouvrit à sa maison de Ploermel un centre d'apprentissage rural, avec cours d'agriculture et d'horticulture.

L'un de ses successeurs, le Frère Abel, membre de la Société Pomologique de l'Ouest, poursuivit cet effort créant à Ploermel de remarquables vergers. Mais la principale initiative du Frère Abel fut de doter l'enseignement agricole, et notamment les syndicats, d'un remarquable instrument de travail, un manuel intitulé *l'Agriculture en 44 leçons*. Aussitôt l'Association Bretonne et les syndicats adoptaient l'ouvrage et le répandaient chez tous les maîtres. Ainsi se développa ce premier enseignement agricole. Catholique dans son origine, il tendit à le rester du fait de la réserve des écoles publiques. En 1894, 116 écoles, libres pour la plupart, présentaient 2.026 élèves au certificat élémentaire ; 1.756 furent reçus.

Les années suivantes l'examen fut doté d'un second degré dit, un peu pompeusement, « diplôme supérieur ». De 1894 à 1900, 12.562 élèves, dont 895 filles, subirent les examens <sup>3</sup>.

Dans son Assemblée générale du 20 février 1895, la Société des Agriculteurs décida d'organiser un mouvement de propagation de l'enseignement agricole en recommandant le plan et le modèle d'enseignement admis par la Commission provinciale de l'Association Bretonne. Si ce vœu paraît être resté platonique, il n'en constitue pas moins une consécration

1. Nous avons pu reconstituer l'historique de ces événements grâce aux travaux du V<sup>e</sup> Congrès National des syndicats agricoles tenu à Périgueux en 1905.

2. Les indications sur les Frères de Ploermel, inédites, nous ont été communiquées par le directeur actuel (*lettre* de juillet 1942).

3. Sur ces 12.562 élèves il y eut 9.231 reçus : 7.784 au certificat élémentaire et 1.447 au diplôme supérieur.



formelle de l'expérience Bretonne, reconnue ainsi comme un succès et un modèle.

Au Congrès d'Angers, quelques mois après, Charles de Lorgeril soulignait les avantages des diplômes agricoles, destinés, selon lui, à remplacer les inutiles et souvent dangereux « certificats d'études »<sup>1</sup>. Leur but : attacher le jeune homme à la terre et lui donner une formation propre susceptible de lui servir dans son métier et dans son milieu. Le souci de renforcer les attaches terriennes vint plutôt de l'Association Bretonne, celui d'une formation renouvée, des Frères de Ploermel, la réalisation résulta de leur rencontre.

L'action des syndicats bretons restait localisée. Elle trouva en Normandie une imitation qui devint un développement. Le syndicat des Agriculteurs de la Manche, dont nous avons raconté la fondation, prit l'initiative en 1896 de faire distribuer dans les écoles libres du département le manuel du Frère Abel, Il organisa ensuite des examens, délivra des certificats et des prix.

Jusque-là il ne faisait qu'étendre les méthodes voisines, mais il décida, malgré les grosses charges matérielles d'une pareille entreprise, de créer deux écoles d'agriculture où les fils des cultivateurs, pourvus d'un certificat d'études agricoles primaires, pourraient trouver un supplément d'instruction à la fois théorique et pratique.

Le Syndicat avait reçu le manuel du Frère Abel en janvier 1896 et l'avait aussitôt distribué. En juillet une commission syndicale se transporta dans chacune des écoles de garçons qui avaient fait étudier l'ouvrage et y interrogea les enfants. Les résultats furent si satisfaisants, que la commission crut devoir décerner 81 certificats d'études, 38 prix dont 8 premiers prix. L'examen, pareil dans toutes les écoles, comportait une dictée sur un sujet rural, 4 problèmes, 4 questions sur l'agriculture et une interrogation orale. Un tel résultat imposait au syndicat le devoir de continuer. Il ne crut pouvoir mieux le remplir qu'en créant cet enseignement pratique dans des écoles spécialisées. L'une fut ouverte à Ducey près d'Avranches et dirigée par les Frères de Ploermel. L'autre, située à Montebourg, dans l'arrondissement de Valognes, fut confiée aux Frères de l'Abbaye, et devint une ferme-école après leur expulsion.

Qu'y enseignait-on ? Les élèves apprirent sur les terres de ces écoles le maniement des machines agricoles, les soins du bétail ; ils apprirent surtout à se familiariser chaque jour, deux ou trois heures durant, avec tous les travaux manuels d'une exploitation. Les syndiqués y apportèrent un dévouement total, individuel ou collectif. Cette magnifique réalisation valut au syndicat un prix Chambrun, dont le montant fut remis aux deux Écoles. Deux bourses de 250 francs chacune furent mises au concours annuel entre les fils de syndiqués.

Pour moins importants que soient les efforts de l'Union des syndicats agricoles de la Loire, ils n'en sont pas moins intéressants, en ce qu'ils sont à l'origine de l'action beaucoup plus ample de l'Union du Sud-Est.

1. *Corporation*, 8 juin 1895.

L'idée en vint aux animateurs de l'Union, des comtes de Villoutreys et de Jerphanion, qui étaient renseignés sur l'expérience bretonne par le Frère Abel.

A l'automne 1896, les deux animateurs écrivirent à toutes les écoles primaires du département, qu'elles fussent libres ou publiques, pour leur indiquer le programme d'un examen écrit qui aurait lieu en juin 1897. Ils donnaient tous les détails voulus sur la préparation. Les cadres du jury et des commissions locales de surveillance étaient empruntés au syndicat. Parmi les membres du jury siégea le comte de Meaux, ancien ministre de l'Agriculture. Il y eut 200 candidats et 91 reçus. Une certaine sévérité voulue avait présidé à ce classement, et fut maintenue par la suite.

L'année suivante, on pensa étendre l'examen aux filles, mais le projet fut abandonné.

Ces efforts, et ceux de René de Mars en Ardèche convainquirent l'Union du Sud-Est de l'intérêt de cette tâche et la décidèrent à instituer une commission préparatoire.

Cette commission comprenait un délégué par département, quelques professeurs et des agriculteurs distingués choisis uniquement dans le personnel des syndicats.

La Commission adopta ce plan<sup>1</sup> : Deux années d'études sanctionnées chacune par un examen. Au terme de la première année, les élèves passeraient un certificat délivré par leurs syndicats respectifs avec l'accord des comités départementaux. On appelait ainsi la réunion dans un département de tous les présidents de syndicats affiliés à l'Union du Sud-Est, auxquels se joignaient quelques notabilités syndicales. Les études de seconde année seraient sanctionnées par un diplôme décerné cette fois par l'Union elle-même. On remarquera la différence entre le premier examen d'attribution locale et décentralisée et le second, uniforme et centralisé.

En 1898, la première année de ces examens, 132 écoles dont 25 d'État, y prirent part devant 55 jurys. En 1904 on comptait 250 écoles dont 30 d'État, et 150 jurys. Parallèlement, le nombre des examinateurs s'élevait de 250 en 1898 à 450 en 1904. Plus de dix mille candidats se présentèrent, et les deux tiers furent reçus.

Le caractère catholique de cette initiative, bien qu'il ne fut pas accusé, en éloigna la très grande majorité des écoles publiques. Les quelques écoles d'État adhérentes ne retirèrent pas leur concours, mais elles ne parvinrent pour ainsi dire pas à augmenter leur nombre.

En même temps, l'Union du Sud-Est instituait un enseignement dit agricole pour les filles, qui constituait en fait une véritable formation

1. Il ne faut pas sous-estimer la portée éducatrice des publications de l'Union. Son *Bulletin*, dont le premier numéro paru en novembre 1887, fut tiré à 6.000 exemplaires et dont le tirage atteignait 28.827 exemplaires en 1901 ; son *Almanach* créé en 1890 par l'Union Beaujolaise, adopté en 1891 par l'Union du Sud-Est et tiré à 100.000 exemplaires en 1901 ; les ouvrages agricoles qu'elle a inspirés ou soutenus, les conférences, les rapports, les expériences qu'elle a organisés ou inspirés.

La commission constituée au Conseil du 5 septembre 1897 fit un rapport de principe favorable le 7 octobre.

ménagère <sup>1</sup> en même temps qu'une initiation agricole appropriée. De l'enseignement agricole, les commissaires féminins de l'Union ont retenu ce qui tend à former la fermière capable : étude des animaux domestiques, de la laiterie, de la basse-cour, de la culture, des jardins-semis, des animaux et plantes nuisibles à l'agriculture.

En 1898, 1.743 candidats prirent part aux examens <sup>2</sup> : 1.691 garçons et 52 filles ; l'écrasante majorité de garçons n'a rien de surprenant si l'on songe au caractère vraiment novateur de cette formation agricole et ménagère que les filles étaient censées recevoir jusqu'alors à la maison. En 1900 la proportion s'est nettement améliorée, puisqu'on voit 266 filles se présenter en même temps que 1.433 garçons.

L'idée de constituer des Comités de Dames pour s'occuper spécialement de l'instruction professionnelle des petites filles de cultivateurs fut inspirée à Duport par ce qu'il avait vu dans le Pas-de-Calais. « La fermière expérimentée y coudoie, dit-il, la femme du grand propriétaire, chacune apporte sa part d'expérience ou de connaissances : pendant que l'une donne des leçons pratiques sur la tenue de l'étable ou de la basse-cour, l'autre s'occupe de l'hygiène, surtout pour les tout-petits enfants, de l'entretien du linge ou des soins du ménage. De cette collaboration il peut résulter beaucoup de bien de genres fort différents : ce serait également intéresser les femmes à cette belle œuvre des syndicats agricoles où leur place est d'autant mieux marquée qu'à côté des questions matérielles nous plaçons de plus en plus les œuvres sociales et d'assistance... Il faut chercher les moyens d'intéresser la femme à nos syndicats. Croyez-moi, notre force sociale en serait bien vite doublée et le moyen de l'y intéresser, ce peut être, ce doit être l'enseignement professionnel aux petites filles des écoles rurales <sup>3</sup>.

Les principaux obstacles rencontrés par l'Union du Sud-Est furent, d'une part l'hostilité des autotirés publiques, de l'autre le manque de maîtres qualifiés pour l'enseignement agricole, surtout sensible pour l'enseignement féminin <sup>4</sup>. Des bourses étaient prévues pour 3 candidats sur 100, à condition d'être jugés intéressants. Ces bourses étaient à la charge par tiers de l'Union, du syndicat local et des parents <sup>5</sup>.

1. Le programme comprend :

- a) Les qualités d'une bonne ménagère : ordre, propreté, économie, autorité maternelle.
- b) L'emploi de la journée : soins à donner aux enfants, préparation des repas, entretien des vêtements, tenue des comptes, soins à donner aux animaux domestiques.
- c) Tenue du ménage : le mobilier, la vaisselle, les ustensiles de cuisine, les chambres à coucher, le chauffage.
- d) La lingerie : le linge de maison et de corps, couture, raccommodage, tricotage, blanchissage et repassage.
- e) L'alimentation : pain, soupes, viandes, légumes, boissons.
- f) L'hygiène : aération, nourriture, boisson, danger de l'alcoolisme, soins à donner aux enfants, précautions contre les maladies, premiers secours en cas d'accidents.

2. Tous les départements étaient représentés chez les concurrents, en nombre inégal, sauf la Haute-Loire. P.-V., Conseil de l'Union du Sud-Est, 11 août 1898.

3. P.-V. des réunions du Conseil de l'Union du Sud-Est. Assemblée générale, 2 décembre 1898.

4. MALIANSKIS (Dr Antoine), *L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles*, Louvain, 1912, 192 p. in-8°.

5. P.-V., Conseil U. S. E., 8 décembre 1897.



Les tentatives dont nous venons de rendre compte constituent le principal apport du syndicalisme à l'enseignement agricole, celui dont les résultats ont servi de modèle aux autres unions françaises. Il serait cependant injuste d'oublier l'effort plus modeste et un peu plus tardif des autres groupements.

En Anjou le président du syndicat départemental, le comte Henri de La Bouillerie, mit sur pied un enseignement primaire agricole dans chaque section syndicale. En 1898 il prit une large part à la fondation de l'École supérieure d'Agriculture à Angers <sup>1</sup>.

En Mayenne, un agriculteur qui devait jouer un rôle important quelques années plus tard, M. Isidore Pasquier, créait un enseignement agricole, destiné aux fils de cultivateurs, de régisseurs ou de fermiers. Ces cours, commencés en 1902, s'étendaient de novembre à avril, en liaison avec l'École d'Angers. La grosse difficulté fut d'amener les cultivateurs à se séparer de leurs enfants, dont ils avaient besoin, même en hiver, pour la culture intensive.

Dans le Sud-Ouest on relève un effort du syndicat de Marmande et dans le Midi une heureuse initiative du Syndicat de Castelnaudary. Celui-ci organisa un concours entre les élèves des écoles publiques et libres : 3.000 francs de prix furent ainsi répartis, tandis que les instituteurs étaient encouragés par des médailles.

L'Union de Bourgogne et Franche-Comté s'intéressa à l'enseignement agricole dès 1896, et nomma une commission pour en étudier l'introduction sous la présidence du marquis de Froissard, président du Syndicat de Poligny. De 1897 à 1904 un millier de diplômes furent attribués <sup>2</sup>.

En Meurthe-et-Moselle, en 1901, Paul Genay président du Syndicat agricole de Lunéville créait des « cours d'agriculture d'hiver » professés à l'Institution libre de Saint-Pierre-Fourier. Ces cours duraient quatre mois (novembre à mars) ; pendant trois ans ils étaient spécialement destinés aux fils de cultivateurs, âgés de 15 à 20 ans, déjà initiés à la pratique agricole chez leurs parents. Cet enseignement offrait l'avantage d'être très exactement adapté aux besoins de la moyenne et de la petite culture du Nord-Est dans lesquelles le chef d'exploitation met presque toujours la main au travail. Ces cours répondaient au désir naturel des familles rurales de garder leurs enfants au foyer domestique. Ils étaient très heureusement accompagnés de quelques cours d'enseignement général, notamment de français, de mathématiques, de sciences naturelles, de physique, d'histoire et de géographie, destinés à compléter les connaissances des jeunes gens <sup>3</sup>.

1. Cet enseignement scientifique et agronomique comprenait deux années d'études préparatoire et deux années d'études agricoles proprement dites, faites à l'école et dans son annexe, la ferme expérimentale de la Sermonnière.

2. Le marquis de Froissard est à l'origine des premiers examens d'enseignement ménager. En 1898 les Ursulines de Voiteur et la Sœur directrice de l'école de Bersaillin furent les premières à donner cet enseignement. Neuf de leurs élèves reçurent un diplôme d'instruction ménagère. Mais l'enseignement ménager ne prendra véritablement pied qu'un peu après.

3. *Rapport* de M. RATOUIS DE LIMAY, vice-président du syndicat des agriculteurs de l'Indre au VI<sup>e</sup> Congrès National des syndicats agricoles (Périgueux, 1905).

Dans le Nord, enfin, une Commission émanant des syndicats de l'Union du Nord, fait passer les examens des Institutions libres d'enseignement primaire supérieur et secondaire du Nord et du Pas-de-Calais, cela à partir de 1898 <sup>1</sup>.

Ainsi le syndicalisme agricole a-t-il connu un développement considérable, mais engagé dans une action essentiellement économique il n'a pu exercer que partiellement une action sociale sous l'inspiration de quelques militants. Cette action sociale pourrait paraître mince en regard de l'essor syndical. Mais il faut y ajouter l'étonnante prospérité des caisses rurales dont la naissance et les progrès se firent en dehors du syndicalisme.

1. Voici d'après le *Bulletin de l'Union agricole des syndicats du Jura* 1898, p. 9, les têtes de chapitre de cet enseignement agricole.

Introduction : Définitions agricoles synonymées suivant les régions.

Chapitre I : Définition du sol et du sous-sol.

Chapitre II : Amendements et engrais.

Chapitre III : Façons aratoires.

Chapitre IV : Culture des plantes agricoles.

Chapitre V : Prairies artificielles et pâturages.

Chapitre VI : Viticulture.

Chapitre VII : Le bétail.

Chapitre VIII : Notions élémentaires sur le calcul, la comptabilité et l'arpentage.

## CHAPITRE XIX

### L'Action dans le Monde paysan

#### II. LES CAISSES RURALES ET LES MISSIONNAIRES DU TRAVAIL.

##### *Les Caisses rurales*

La Caisse rurale est une des solutions au problème du crédit agricole qui a préoccupé tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Pour comprendre le développement de cette institution, il faut se rappeler les crises agricoles qui ont troublé ce siècle et l'insuffisance constante du niveau de vie agricole.

Leur origine est germanique. A la suite des mauvaises récoltes qui affligèrent les provinces rhénanes en 1866-67, devant la famine menaçante, Guillaume de Raiffeisen conçut l'idée de réunir les habitants les plus riches du canton pour constituer une société coopérative en vue d'acheter du blé, société qui aurait pour base la solidarité illimitée de ses membres. Non sans peine il obtint un crédit de 6.000 marks avec lequel il put faire venir du blé et ravitailler en pain la population à un prix inférieur de moitié au taux courant. La menace écartée, la société ne fut pas dissoute ; les capitaux empruntés furent employés à l'achat du bétail pour les petits paysans. Le succès couronna ses efforts apportant une indication précieuse, dont Raiffeisen fit le point de départ de ses créations ultérieures <sup>1</sup>. Telle fut l'origine des Caisses Raiffeisen. En 1895 on en comptait 3.100 en Allemagne, réunissant 270.000 agriculteurs, et leur faisant un crédit annuel de 60 millions de marks. Elles présentent ces mêmes caractères : solidarité illimitée des membres, limitation territoriale des opérations à la paroisse, gratuité des fonctions administratives, absence de capital versé que remplacent à la fois des emprunts et le produit des bénéfices réalisés, absence de dividendes aux sociétaires.

Raiffeisen était protestant, mais il trouva dans le clergé catholique ses principaux collaborateurs et propagateurs. Aussi ses caisses eurent-elles toujours un caractère confessionnel assez accusé. Leur gros danger consistait dans cette solidarité illimitée des associés qui se trouvaient être ainsi responsables des dettes de chacun sur la totalité de leurs biens meubles et immeubles.

L'idée d'introduire ces caisses en France vint à un capucin le R. P. Ludovic de Besse en étudiant ces différentes formes du crédit, qu'il avait déjà cherché à développer, notamment à Angers et à Paris <sup>2</sup>. Il ne connut pas de prime abord la caisse Raiffeisen, mais l'adaptation qu'en avait

1. En 1869, cette société fut transformée en caisse de prêt. En 1935 elle existait encore à Flammersfeld.

2. Voir ci-dessous, ch. XX, p. 638 et sq.



faite en Italie l'israélite Léon Wollemberg. A quelle date lui vint cette idée ? On ne saurait le préciser. Mais nous constatons à partir du 1<sup>er</sup> février 1886 dans son journal l'*Union Économique*, une vigoureuse campagne en faveur de la Caisse Raiffeisen qu'il proposait très judicieusement de compléter par un cercle rural, centre où l'on pourrait réunir les agriculteurs et les faire discuter de leurs intérêts, professionnels ou autres.

Cette campagne dura sept ans (1886-1893) alertant petit à petit les personnes compétentes, les familiarisant avec l'institution. Le P. Ludovic alla voir fonctionner les caisses italiennes, puis il entra en rapport avec le fils de Raiffeisen pour mieux expliquer à ses lecteurs le fonctionnement des caisses allemandes.

Le P. Ludovic n'était pas un réalisateur, et les difficultés que rencontrait sa banque parisienne l'incitaient à la prudence. Aussi cherchait-il des hommes capables d'implanter cette institution sur le sol français. En 1890 seulement la campagne de l'*Union Économique* mit le P. Ludovic en présence de Louis Durand et du P. Joseph d'Aurensan, les véritables créateurs des caisses rurales.

Louis Durand était un jeune avocat lyonnais, que la Commission de Législation et de contentieux de l'Union du Sud-Est avait chargé d'un rapport sur le crédit agricole. Il fit une étude très complète de la question, et conclut qu'il n'y avait d'autre réalisation française que le Crédit Mutuel de Poligny. C'est au cours de ce travail qu'il rencontra pour la première fois le nom du P. Ludovic de Besse. Le fils de Raiffeisen en effet, informé de son étude, lui adressa le compte rendu d'un congrès des associations agricoles tenu le 8 juillet 1890 à Cologne, ajoutant que les idées de son père étaient représentées en France par le P. Ludovic<sup>1</sup>.

Aussitôt Louis Durand écrivit au capucin la première lettre d'une correspondance où l'on suit la difficile venue au jour de l'institution sociale promise à un si grand développement. Le P. Ludovic fit bon accueil à la lettre de Louis Durand et lui envoya une documentation complète sur le projet. Aussitôt le jeune avocat de le remercier et de demander quels obstacles empêchaient les fondations : « La question de droit ne doit pas arrêter, car il est possible d'établir des statuts parfaitement réguliers », remarque-t-il, la grosse difficulté serait de trouver un apôtre.

En fait, il existait un problème juridique. Tous les juristes consultés par le P. Ludovic avaient affirmé qu'il était impossible de constituer une société au nom collectif avec capital variable. Cette idée était ancrée dans les esprits et aucune création n'était venue la dissiper. Le directeur de l'*Union économique*, le propre journal du P. Ludovic, soutenait ce point de vue. Louis Durand soutenait le contraire. Avec une méritoire obstination, il s'efforça de convaincre le P. Ludovic. Des mois durant il le lui écrivit. « Jemaintiens que la loi de 1867, titre III, s'applique aux sociétés en nom collectif. Vous dites que je suis seul à le penser. C'est une erreur.

1. Lettre du 16 juin 1891. (Archives franciscaines fds Ludovic de Besse.)

Je suis d'accord avec tous les jurisconsultes qui ont étudié la question : quant à ceux qui ne connaissent pas la question il est bien possible qu'ils ne partagent pas mon point de vue. C'est vous, s'il m'en souvient bien, qui me disiez à Paris lors du congrès des savants catholiques que les jurisconsultes que vous aviez consultés vous répondaient généralement : « Nous connaissons bien les titres I et II de la loi de 1867, mais nous n'avons jamais étudié le titre III. » C'est le cas général. Or quand on n'a pas étudié le titre et qu'on se contente de le lire, on peut très bien se tromper sur sa portée. Mais tous les hommes qui en ont parlé avec autorité, tous ceux qui ont écrit des commentaires sur la loi de 1867, tous ceux qui l'expliquent dans des chaires de faculté, tous ceux en un mot qui connaissent et comprennent la loi de 1867 sont de mon avis. Si vous pouvez me citer un auteur ou un arrêt en sens contraire, je m'inclinerai, mais jusqu'à ce que je maintiens mon affirmation <sup>1</sup>. »

Il soutint cette thèse au Congrès des banques populaires à Bourges en avril 1891, et l'un de ses auditeurs, l'abbé Ragu, curé de la paroisse rurale de Langé, se déclara convaincu et désireux de fonder une caisse. Il s'y employa les mois suivants, mais ne put aboutir en raison de l'incertitude où il était de la forme juridique à employer.

Au reste, le problème essentiel était de trouver selon le mot de Louis Durand, un « apôtre ». Le P. Ludovic le découvrit dans la personne d'un autre capucin, le Père Joseph d'Aurensan <sup>2</sup>.

Né à Aurensan le 9 avril 1840, ce moine, passionné pour l'Ordre de Saint-François, s'appelait Frazer de Villars et appartenait à une vieille famille écossaise venue en France à la suite de Jacques II. « Fils de paysan, aimait-il à dire, j'ai voulu, en me faisant religieux, servir de toutes mes forces la cause des paysans. » Le Père d'Aurensan était pénétré de cette recommandation de Léon XIII : « sortir de la sacristie ». La caisse rurale en lui en offrant le moyen, allait au-devant de son plus cher désir.

Pour le Père Joseph, la plaie de l'agriculture c'est l'usure. Cette conviction va l'attacher au P. Ludovic. Il lui en décrit les ravages : « On trouve de temps en temps des malheureux qui ont eux-mêmes mis le feu à leurs maisons pour toucher la prime promise par la Société. Que faire pour réparer ? Un de nos Pères, un peu jeune encore et intelligent, me disait qu'il a donné l'absolution à un banquier qui prêtait à un malheureux empêtré dans de mauvaises affaires à *quarante pour cent*. C'est véritablement féroce. Un juif ne ferait pas mieux. Que pensez-vous de cette absolution ? Avec une telle usure, on est bien sûr de précipiter un malheureux dans l'abîme !... » et il termine sur cet appel : « Des banques populaires à 3 % sauveraient d'innombrables familles de paysans. Leur disparition est un mal social. »

Le P. Ludovic lui expliqua son système de crédit. Pour le P. Joseph

1. *Lettre* du 16 juin 1891.

2. P. Ernest Marie DE BEAULIEU, *Le P. Joseph d'Aurensan*, Toulouse, 1928, in-8°, 171 p.

c'est la lumière <sup>1</sup> : « J'ai toujours compris l'intelligence hors ligne, l'urgence, la nécessité absolue de créer les œuvres en vue pour les paysans. Ayant toujours vécu au milieu d'eux, j'ai été très constamment témoin de leurs besoins. Je n'ai eu l'espoir de réaliser quelque chose que lorsque j'ai entendu parler de vous et des vos œuvres. Je vous écrivis. Vous me répondîtes d'une manière si bienveillante en m'envoyant gracieusement vos livres et votre revue. Depuis j'ai parlé de cette œuvre du haut de la chaire... Vu les mauvaises années que nous traversons, des milliers de paysans vont être expropriés. Dans ces régions ils accomplissent leurs devoirs religieux et ont des familles nombreuses. Pour les sauver, on demande, non l'aumône des riches, mais simplement un prêt rémunérateur. L'État donne seulement 3 %. Pourquoi ne pas prêter à des associations solidaires de paysans au même taux ? On ne peut rien perdre. A mon avis c'est la première, la plus urgente, la plus nécessaire des œuvres, sans contredit, sans comparaison. »

On voit tout de suite le grand pas qui s'est fait quand le P. Joseph note ces simples mots : « J'en ai parlé du haut de la chaire. » La caisse est proposée — et avec toute l'autorité d'un prêtre parlant en chaire — au public même auquel elle est destinée. La campagne de *l'Union Économique* ne pouvait avoir d'autre effet que d'éveiller l'attention et de stimuler le zèle de propagandistes autorisés. Cette fois la prédication vise à susciter un fondateur de caisse.

Ce fondateur, le P. Joseph se le représentait sous les traits d'un homme riche et bienfaisant, qui mettrait généreusement une petite partie de sa fortune au service de la Caisse rurale. Il avait un but social, mais attendait sa réalisation de la charité. Il crut bientôt avoir trouvé l'homme voulu en la personne d'un certain Rolland ; celui-ci originaire du petit village de Laloubère dans les Pyrénées, avait quitté son pays pour l'Espagne, où il avait fait une grosse fortune dans la banque. Il aimait à revenir au village natal et à recevoir l'hospitalité du curé. « Voilà l'homme providentiel » pensa le P. Joseph, il pourrait prêter cent mille francs, et le P. Ludovic viendrait organiser l'œuvre <sup>2</sup>. Il écrivit donc à l'aumônier de l'orphelinat que Rolland avait établi dans son village. Quelques semaines plus tard il recevait la réponse du banquier : un refus courtois. Rolland préférerait les œuvres charitables. Ce fut une grande déception pour le capucin, qui avait toujours compté — un peu légèrement peut-être — sur cette intervention. Le P. Ludovic engagea alors son confrère à entrer en rapport avec Louis Etchevery, le député de Mauléon qu'il avait rencontré dans les congrès des banques populaires et dont il connaissait l'attachement particulier pour ces questions. Fils d'un député au Corps législatif, Louis Etchevery <sup>3</sup> avait vécu dans l'entourage de Le Play. Il

1. *Lettre* de M. DE CASTELMAR : « Le P. Joseph, très modeste, se disait : un orgue de barbarie répétant les airs que le P. Ludovic avait composés. » (Archives franciscaines.)

2. P. JOSEPH, *Lettres* du 28 octobre 1890, 31 janvier et 10 mars 1891.

3. Député bonapartiste de Mauléon, élu en 1889, invalidé et réélu, Louis Etchevery (1853-1907) ne fit que passer à la Chambre puisqu'il fut battu en 1893. Il s'intéressait surtout au basque et aux questions sociales. Il vivait une grande partie de l'année dans son château de Salat à Saint-Jean-le-Vieux.



s'y était passionné pour les questions sociales, au point d'entreprendre la rédaction d'un « Dictionnaire de la Science Sociale » qui ne parut jamais. Etchevery montra le plus vif intérêt pour cette forme nouvelle de crédit et si nous en croyons le P. Joseph <sup>1</sup> il résolut, non seulement de fonder une caisse dans son village, mais encore de se rendre en Allemagne auprès du fils de Raiffeisen. Ces projets restèrent sans lendemains, mais ils attachèrent le député de Mauléon à l'institution naissante.

Etchevery paraît avoir encouragé le capucin à poursuivre sa campagne. Le P. Joseph la reprit donc de plus belle en attendant l'heure des réalisations. Le 4 janvier 1892, il note : « Les esprits sont un peu préparés. »

En même temps il entendit parler de l'abbé Ragu par l'*Union économique*. Le curé de Langé n'avait pas réussi non plus à mettre la caisse debout. Le P. Joseph lui demanda ce qu'il pensait de l'expérience de Poligny <sup>2</sup> ; « Il me répondit qu'il regarde Poligny comme un précédent regrettable (il laisse croire qu'il est prudemment imitable. Ce qui est faux. Vous verrez que ceux qui l'adopteront ne tarderont pas à enregistrer des mécomptes). D'ailleurs la lettre de cet ecclésiastique est vraiment remarquable et montre qu'il possède bien ces matières. Il trouve que dans la banque de Poligny la bienfaisance joue un rôle trop prépondérant. Il y a dans cette œuvre le dévouement désintéressé des personnes qui la dirigent, mais si on veut christianiser ces œuvres, il y faut la bienfaisance, la charité. S'il faut que le paysan paie le taux normal, le 5 %, l'argent restera maître et oppresseur, je le crains ; il n'aura pas le rôle bienfaisant de serviteur. Ces associations mutuelles seront un faible palliatif pour résoudre la question sociale. Les huit dernières années on a vendu en France plus du tiers de toutes les terres labourables. Cette expropriation des paysans sur une si large échelle est le plus grand mal social de notre temps, le plus grand danger pour notre pays. On prête à l'État à 3 %. Pourquoi pas aux paysans ? »

On voit que l'objection principale adressée au Crédit Mutuel de Poligny vise le taux, considéré comme trop élevé.

Sur ces entrefaites, le P. Joseph annonçait au P. Ludovic l'adhésion de principe, puis de fait, d'un industriel de Bagnères-de-Bigorre, Dominique Soulé. Ce fut pour le P. Joseph une grande joie, et aussi un grand espoir. Se défiant de ses propres capacités, il lui paraissait qu'un industriel était qualifié pour mener à bien cette tâche. Le fait qu'il la destinerait tout d'abord à des ouvriers plutôt qu'à des paysans ne paraît pas avoir contristé le capucin. Le crédit aurait surtout un effet moralisateur pensait-il <sup>3</sup>. De la ville il espérait que, Soulé aidant, l'institution gagnerait les communes rurales où le Tiers Ordre était solidement établi.

1. Lettre du 10 septembre 1891.

2. Sur l'expérience de Poligny, voir le chapitre précédent.

3. Lettre du 5 octobre : « Il y a dans cette ville de 5.000 âmes, 1.200 ouvriers qui font leurs Pâques, qui assistent les dimanches à la messe et qui ont de nombreuses familles. Ces institutions aideront à les corriger de certains défauts, à les éloigner davantage des auberges, etc. En s'occupant de leurs besoins matériels, on subviendra aussi à leurs besoins moraux et religieux. Nous comptons tenter aussi l'entreprise dans quelques

Dominique Soulé était un industriel de Bagnères, initié depuis de longues années aux idées de l'Œuvre des Cercles et aux réunions de patrons constituées sous son égide. « M. Soulé, disait le P. Joseph, est un catholique avant tout de la race des Harmel. » Cependant il n'avait pas pris jusque-là d'initiative. Il constitue dans la galerie des patrons catholiques et sociaux une figure assez à part en raison de cette intervention exceptionnelle et somme toute tardive. Son adhésion au Tiers Ordre le rapprochait du P. Joseph, et contribua sans doute à le décider. Le capucin cependant était tout à la joie de ce concours et il entraînait Soulé dans les campagnes pour y décider les fondations. Enfin une tournée de conférences du P. Ludovic était prévue <sup>1</sup>.

Or, une fois de plus, le destin parut vouloir anéantir tous les projets et tous les efforts qui reposaient sur le concours de Soulé : au début de novembre l'usine de celui-ci était la proie des flammes, ses soixante-dix ouvriers condamnés au chômage, et devant cette catastrophe, il se détournait des caisses rurales. Si peiné qu'il fut, le P. Joseph n'en poursuivit pas moins ses conférences : « On comprend la très grande utilité de l'œuvre écrit-il, mais on s'exagère les difficultés pour la fonder et la faire marcher <sup>2</sup>. »

Et puis, brusquement, l'œuvre en gestation depuis de si longs mois vit le jour. Soulé ayant trouvé plus d'appui qu'il n'en comptait, remettait rapidement son usine en marche, et, le 16 mars 1893, il constituait la première caisse sur la base de la solidarité illimitée. Nous l'appelons « rurale » parce que cette forme de crédit s'adressait essentiellement à l'agriculture où elle connut un grand développement ; mais la première caisse rurale fut en réalité une caisse de crédit urbaine destinée à des ouvriers.

L'abbé Ragu est le fondateur de la première caisse proprement rurale.

Depuis qu'il avait entendu Louis Durand, le curé de Langé n'avait jamais cessé ses efforts en vue de constituer une caisse. Après bien des démarches, il parvint à convaincre quelques cultivateurs de ses avantages. Leur ayant fait accepter la solidarité illimitée, il rédigea un projet de contrat, mais avant de le signer, les cultivateurs demandèrent à l'En-

communes rurales. J'ai en vue quelques belles paroisses où existent des fraternités. Dans certaines, les curés seront très bienveillants et aideront. Il y a longtemps, vu mon contact continu avec les paysans, que j'entrevois combien nous les rattacherons à la cause catholique si nous leur rendons les services matériels qui leur sont absolument nécessaires. Dans ces régions encore bonnes, les paysans sont découragés. Le découragement est un mauvais conseiller. Nous pouvons conquérir à l'Église ces braves agriculteurs qui par ici lui ont donné tant de prêtres, de religieux, de vierges, qui se consacrent à toutes les bonnes œuvres.

Mon excellent ami, M. Soulé, organisera nos caisses : il a l'esprit éminemment organisateur. Si nous avions besoin de vous, ne pourriez-vous pas nous venir ? Mais mon excellent tertiaire Bagnerais fera la besogne. Il aura recours à vous ou à M. Etchevery pour résoudre les difficultés. »

1. *Lettre*, 10 novembre 1892.

2. *Lettre* du 10 février 1893.

registrement à combien s'élèveraient les droits de la nouvelle société. Le fisc répondit que les droits seraient calculés sur la valeur globale de tous les biens des associés ; autrement dit, l'Enregistrement se refusait à faire une différence entre les avoirs de la caisse qui pourraient se réduire à très peu de choses, et les sommes non déposées gageant les prêts.

Devant cette réponse, les efforts de l'abbé Ragu s'arrêtèrent net, mais le tenace curé de campagne vint exposer cette difficulté, en apparence insurmontable, au congrès des banques populaires de Lyon (4-7 mai 1882). Louis Etchevery se saisit du problème et promit d'intervenir au ministère des Finances. Effectivement, le député de Mauléon adressait le 24 juin un spécimen d'acte de constitution d'une caisse rurale de commune sur le modèle des caisses Raiffeisen.

Le 3 août suivant, le ministre des Finances, Rouvier, lui faisait savoir que le directeur général de l'Enregistrement évaluait à 3 francs le droit exigible sur un acte de cette nature. Cette réponse inspirée d'ailleurs par les préoccupations législatives du gouvernement qui préparait un projet de loi sur le crédit agricole, sauvait les caisses rurales et leur évitait les démêlés avec le fisc qui avaient tant contribué à l'échec des caisses populaires de crédit.

Le résultat acquis, l'abbé Ragu se remit à l'Œuvre, mais l'acte de fondation ne fut signé que le 25 avril 1893 : un mois après la première caisse Raiffeisen de France, la première caisse vraiment rurale voyait le jour. Ses trois administrateurs attendirent 2 mois jusqu'à ce qu'un cultivateur eût besoin d'une vache et empruntât 200 francs. Son développement fut lent, parce que très prudent, ainsi que l'écrivait l'abbé Ragu au P. Ludovic dans sa lettre du jour de l'an où l'on devine à chaque ligne le dévouement du prêteur de campagne à cette institution, et la joie qu'il éprouve à s'en occuper <sup>1</sup>.

Ce devait être en effet une grande chose dans la vie du clergé rural que ces caisses. Elles lui procurèrent avec un accès nouveau auprès des paroissiens, une évocation des routines de la vie quotidienne. Elles l'introduisirent dans ce monde inconnu et par conséquent attirant des opérations agricoles, des achats et des ventes à long ou court terme, des prévisions plus ou moins justement établies. Elles l'initièrent à cette vie mouvante des affaires, à une forme élémentaire de spéculation. Cet aspect psy-

1. *Lettre* de l'abbé RAGU, curé de Langé (Indre) au R. P. Ludovic de Besse. Saint-Aignan de Langé, 27 décembre 1893 : « Mon Révérend Père, le jour de l'An me fournit l'occasion de me rappeler à votre bon souvenir et à vos excellentes prières. Je me garderai bien de le laisser passer. Il y a si longtemps (et c'est peut-être ma faute) que je n'ai pas de vos nouvelles. Je veux donc aujourd'hui vous offrir en toute simplicité mes vœux personnels et l'hommage de la caisse rurale de Langé. Elle et moi nous vous sommes redevables. Pour moi c'est un devoir de ne pas oublier que vous m'avez introduit dans le monde des Coopérateurs. Quant à elle, vous avez pris tant d'intérêt à sa naissance que bien loin de vous ignorer, elle doit vous considérer comme un de ses parrains. Dans le but de réjouir votre cœur à son sujet, je vous dirai qu'elle marche toute seule, qu'elle est bien sage, bien prudente, mais qu'elle a la croissance très lente. C'est un défaut qui tient à son âge et au tempérament de ses parents. Pour parler net il n'y a pas 6 mois qu'elle a vu le jour. Elle a reçu en dépôt près de 1.500 fr. et elle n'a pas encore prêté tout à fait 1.000 fr. Nous sommes sans inquiétude. »



chologique de la gestion, sensible dès la fondation, explique le dévouement qu'apporta le clergé dans cette œuvre, et, par suite, le succès croissant des caisses.

En même temps que se fondaient les premières caisses, Louis Durand publiait un important ouvrage où se trouvaient codifiés tous les textes juridiques les concernant. Cette publication acheva ce qu'avait amorcé la démarche d'Etchevery, elle donna aux fondateurs de caisses une argumentation juridique et fiscale sans défaut, à l'abri des surprises ultérieures.

Son ouvrage, qui porte la date du 19 avril 1893, s'intitule : *Manuel pratique à l'usage des fondateurs et administrateurs de caisses rurales*. Il y formulait en termes précis les droits des caisses : « Les caisses rurales sont des sociétés en nom collectif à capital variable. A capital variable cela veut dire en termes plus courants, des sociétés coopératives, des sociétés dans lesquelles des nouveaux membres peuvent entrer et les anciens sortir sans qu'on soit obligé de faire un nouvel acte. Société en nom collectif ? Ce sont des sociétés dans lesquelles tous les membres sont responsables solidairement et indéfiniment, sur tous leurs biens des engagements de la caisse. Cela paraît effrayant à première vue. Pourtant, qui veut bien réfléchir, trouve qu'au contraire cette solidarité est une grande sécurité, non pas pour les créanciers seulement, mais surtout pour les associés. »

Chaque article des statuts est expliqué de la sorte avec clarté et concision. La limite territoriale de la commune se justifie parce que dans un cadre restreint seulement tout le monde se connaît bien, condition indispensable quand il s'agit de prêts pour lesquels vous gagez la totalité de vos biens. L'absence de capital versé est singulière en apparence dans une société de crédit, mais les versements sont inutiles. Grâce à la solidarité illimitée, le crédit de la caisse est tel, qu'elle peut emprunter comme elle veut. A qui ? soit à des capitalistes, soit au public moyen, clientèle attirée des caisses d'épargne.

Par contre, les motifs du prêt sont soigneusement examinés : « la caisse ne prête que pour un objet déterminé, jugé utile. L'emploi en doit être contrôlé par le Conseil d'Administration ». Les fonctions des administrateurs sont absolument gratuites.

« Cette question de la gratuité est très importante, elle empêche la multiplication des affaires tandis que la solidarité illimitée pousse aux affaires sûres. » La caisse se constitue une réserve en prêtant à un taux légèrement supérieur à celui de ses propres emprunts. Si une perte se produit, elle n'a aucune influence sur le crédit de la caisse, tant celui-ci est fort de par la caution des personnes. La caisse rurale est régie par le titre III de la loi du 24 juillet 1867 qui traite des sociétés en nom collectif à capital variable. Elle peut se constituer par acte sous seing privé qu'il n'est pas nécessaire de déposer dans les minutes d'un notaire. Trois associés fondent une caisse sous seing privé et rédigent l'acte en trois

exemplaires ; ils réduisent ainsi au minimum les frais de timbres. Tout nouveau membre entre librement, à condition d'être inscrit sur le registre des entrées et sorties <sup>1</sup>.

Tels étaient les articles fondamentaux sur la base desquels on pouvait désormais instituer une caisse. Dès lors, semble-t-il, il ne restait plus aux promoteurs qu'à attendre, en l'encourageant, le développement des caisses.

Ce ne fut pas l'avis de Louis Durand. Dès juillet 1893, il fondait à Lyon « l'Union des Caisses rurales et ouvrières de France ». Cette initiative absolument inattendue et pour le moins prématurée, lui valut maintes railleries. Il n'en eut cure et poursuivit sa propagande par la parole et par la plume.

Aussitôt l'Union fondée, Durand s'empressa de demander l'adhésion du P. Ludovic. Le capucin la donna volontiers, avec la pensée d'établir tout de suite un service de renseignements pour les fondateurs éventuels, et en même temps de centraliser les adhésions. Dans sa lettre de remerciements, Louis Durand indiquait les éléments de l'organisation future : « une représentation des caisses unies ou des groupes régionaux » d'une part, et de l'autre, un bureau central où il réservait une place au P. Ludovic auprès duquel il espérait voir siéger Etchevery et le P. Joseph <sup>2</sup>.

Il faut retenir de cette lettre l'heureux équilibre entre une représentation régionale et un bureau central composé en quelque sorte de techniciens.

Il faut aussi noter l'expression de « groupes régionaux ». Elle annonce la tendance que Louis Durand imprimera aux caisses : celle d'un groupement diocésain <sup>3</sup> où il trouvera le concours des propriétaires terriens réunis par l'Œuvre des Cercles et animés par le Syndicalisme agricole.

Cependant la publication du Manuel, les fondations enfin établies à Bagnères et à Langé créaient dans le monde agricole un courant favorable. Louis Durand écrivait au P. Ludovic : « De tous côtés je reçois des demandes de renseignements et des conseils. Je ne puis encore savoir ce qu'il en sortira, mais si j'en juge par le *sérieux* des personnes qui s'adressent à moi, j'ai la conviction que bientôt il y aura un grand nombre de fondations <sup>4</sup>. »

C'est sous ces heureux auspices qu'apparut le 15 août 1893 la troisième caisse, celle de Géloux dans les Landes. Son nom mérite une mention en raison des dissensions qu'elle créa entre son fondateur l'abbé Brousse, curé de Géloux et l'évêque de Dax. L'abbé Brousse avait écrit au P. Ludovic, lui disant qu'il souhaitait donner l'exemple du prêt à 2 % <sup>5</sup>.

1. On trouve un excellent résumé du *Manuel* dans une brochure de Louis DURAND intitulée : *Les Caisses rurales, leur origine, leur développement et leur avenir*, conférence faite par M. Louis Durand, Bordeaux, 1896, brochure, 21 pages.

2. Louis DURAND, *Lettre* au R. P. Ludovic de Besse, 23 juillet 1893.

3. *Association Catholique*, février 1896.

4. Louis DURAND, *Lettre* au R. P. Ludovic de Besse, 6 juillet 1893.

5. Abbé BROUSSE, *Lettre* au R. P. Ludovic de Besse, 15 septembre 1892.

Guidé par le P. Ludovic, il fonda sa caisse et fut invité à venir en parler au congrès des banques populaires prévu pour mai 1894 à Bordeaux. Il accepta avec plaisir, puis le 26 mars il faisait savoir au P. Ludovic que son évêque était hostile à cette participation. Il pria le capucin d'intervenir. Un mois plus tard il écrivait derechef au P. Ludovic que le refus épiscopal était définitif. En quelques lignes douloureuses, il en indiquait les raisons : il avait cru bien faire en gardant le silence sur sa fondation, puis à la demande du P. Joseph l'avait commentée dans *La Croix des Landes* à titre d'exemple. L'évêque avait été très mécontent d'apprendre cette fondation par la presse locale et en voulait au curé. Toute intervention risquait de l'indisposer contre l'Œuvre elle-même. Le mécontentement de l'évêque paraît partagé par le clergé. « Je voulais, écrit l'abbé Brousse, en égoïste, le silence le plus absolu, sachant bien d'avance tous les ennuis qui me viendraient surtout du clergé <sup>1</sup>. »

Cette lettre est à mettre en parallèle avec celle de l'abbé Ragu. Si nous devinons ici encore la joie du prêtre à s'occuper du crédit agricole nous touchons du doigt sa rançon : la méfiance ombrageuse de l'évêque, la jalousie du clergé.

La fin de l'année 1893 vit surgir 17 caisses rurales, la plupart dans les Hautes-Pyrénées ; grâce à l'apostolat incessant du P. Joseph d'Aurensan. Son biographe le P. Ernest Marie de Beaulieu nous a décrit sa méthode :

« La caisse rurale devait être dans la paroisse avec *La Croix* et le Tiers Ordre le fruit de la mission et le souvenir de son passage. Les formules pour la recommander ne variaient guère et l'austère religieux n'y employait pas d'éloquence, sachant par l'expérience que les avis sont d'autant mieux retenus qu'ils sont faits en langage plus concis et plus clair et qu'à l'usage du peuple surtout la meilleure figure de rhétorique c'est la répétition. Il aensemencé de caisses rurales toutes les Pyrénées, s'imposant des voyages pour aller stimuler le zèle des indifférents, encourager les paroisses fidèles et établir des caisses, même dans les lieux où il n'avait

1. Abbé BROUSSE, *Lettres* au R. P. Ludovic de Besse, 26 mars 1894 et 26 avril 1894.

Dans la première lettre il écrit : « Ne parlez pas beaucoup de moi car Monseigneur a une dent contre moi parce que j'ai fondé mon œuvre sans le prévenir. Il n'a appris l'existence des caisses rurales que par mes articles dans la *Croix des Landes* signés de mon vice-directeur.

Voici celle du 26 avril : « Mon Révérend Père, n'écrivez par à Monseigneur. C'est inutile. Prévenu contre le congrès et exalté contre moi il m'a imposé par l'intermédiaire de mon archiprêtre, désolé de me faire de la peine, et directement par M. le grand Vicaire, l'obligation de me désister par lettre avec défense formelle de le mettre en cause. J'ai obéi. Vous verrez sans doute ma lettre à M. Périe, secrétaire du Congrès. Quoiqu'on dise ne dites pas en public ce que vous connaissez de la vérité. Des 4 caisses des Landes, la mienne seule a travaillé. Je sais que M. le comte de Dampierre serait content d'intervenir à mon sujet, mais laissez donc. Je vous apporterais bien peu de choses et ce serait indisposer Monseigneur contre l'Œuvre en général. Le P. Joseph m'écrit pour m'exprimer sa peine à la vue de l'article de M. Naudet. Indifférent pour tout ce qui le concerne, le cher Père ressent très vivement la moindre attaque dirigée contre ses amis.

Il le regrette d'autant plus que *sans lui* on ignorerait, même à l'évêché, l'existence de mon Œuvre. Je voulais en égoïste le silence le plus absolu, sachant bien d'avance tous les ennuis qui me viendraient surtout du clergé. Malgré tout, le bon Dieu a béni notre petite caisse et beaucoup d'œuvres établies avec éclat seraient fières d'avoir à présenter une aussi belle quantité de services rendus. »



point prêché. Que de fois il a profité d'un séjour de quelques heures dans un presbytère, entre deux étapes, pour obliger le curé à rassembler quelques notables, afin d'expliquer le fonctionnement des caisses, leur utilité et jeter ainsi les fondements de l'institution. Ses lettres continuaient ce qu'avait commencé sa présence <sup>1</sup>.

En effet sur les 17 caisses <sup>2</sup> 7 sont établies dans les Hautes-Pyrénées. En 1894 son apostolat gagne les Charentes et la Dordogne.

Désormais la caisse rurale a droit de cité. Il lui reste à se multiplier et à gagner petit à petit toutes les campagnes du pays.

Son développement fut marqué par un événement dont les effets auraient pu avoir de funestes conséquences. L'Union des Caisses rurales entretenait des relations suivies avec le Centre fédératif du Crédit populaire, relations dont les manifestations extérieures étaient la participation de Louis Durand et de son Union aux congrès organisés par le Centre d'une part, et la publication d'informations sur les caisses dans l'Union économique d'autre part.

Or l'entrée dans le Conseil du Centre fédératif de Benoît Lévy, personnalité connue des milieux israélites et francs-maçons eut pour conséquence d'opposer Louis Durand au Centre fédératif, et bientôt au P. Ludovic, et enfin une scission complète entre l'Union des Caisses rurales et le Centre Fédératif, scission que rendit publique le refus de Louis Durand de faire participer l'Union au Congrès de Bordeaux.

A la base de ce conflit se posait une question de méthode : l'action sociale des catholiques devait-elle être menée entre catholiques ou pouvait-elle s'accommoder, sur un terrain neutre, du concours de personnalités neutres, voire d'adversaires du catholicisme ? L'histoire de ce débat se confond avec celle du Centre fédératif <sup>3</sup>. Comment ces événements affectaient-ils les destinées des Caisses rurales ? Le Centre fédératif se proposait de développer le crédit populaire à la ville et à la campagne. La Caisse rurale figurait donc parmi ses objectifs. Il avait contribué à sa naissance en la personne de son vice-président, le P. Ludovic. Il en avait

1. P. Ernest-Marie DE BEAULIEU, *op. cit.*

2. Caisse de Boulers (Hautes-Pyrénées), 25 octobre 1893.  
Caisse de Sabalos (Hautes-Pyrénées), 25 octobre 1893.  
Caisse de Campistian (Hautes-Pyrénées), 1<sup>er</sup> novembre 1893.  
Caisse de Castelbajac (Hautes-Pyrénées), 29 octobre 1893.  
Caisse de Arthoz (Hautes-Pyrénées), 13 octobre 1893.  
Caisse de Saint-Paul-les-Monestier (Isère), 8 novembre 1893).  
Caisse de Bersaillin (Jura), 16 novembre 1893.  
Caisse de Saint-Laurent-de-Rennes (I. et V.), 22 novembre 1893.  
Caisse de Louzeaux (Hautes-Pyrénées), 22 novembre 1893.  
Caisse de Mouhous (Doubs), 28 novembre 1893.  
Caisse de Tarbes (Hautes-Pyrénées), 29 novembre 1893.  
Caisse de Hauries (Landes), 3 décembre 1893.  
Caisse de Loubeyrat (Puy-de-Dôme), 3 décembre 1893.  
Caisse de Puginier (Aude), 12 décembre 1893.  
Caisse de Saint-Aubin (Landes), 13 décembre 1893.  
Caisse de Chiddes (Nièvre) 7 décembre 1893.  
Caisse de Minimes (Haute-Garonne), 25 décembre 1893.

3. Voir chapitre suivant.

été l'initiateur, l'apôtre qui n'avait pas craint de prêcher au désert. Son journal, devenu celui du Centre, avait contribué à la diffusion de l'institution. A ces titres, le Centre se sentait autorisé à s'occuper des Caisses rurales, avec ou sans Louis Durand. Pour le crédit rural le danger était donc d'une scission des caisses prolongeant celle des personnes.

Ce danger qui aurait pu avoir les plus graves conséquences, fut évité grâce à l'adhésion de toutes les caisses existantes à l'Union de Lyon. Elles suivirent Louis Durand sans discuter.

Restaient les caisses en voie de fondation ou à fonder. Toutes celles dont la fondation fut déterminée par Louis Durand adhèrent à l'Union qui profitait de cette sorte de monopole des adhésions qu'elle avait détenu jusqu'alors.

L'adhésion du P. Joseph d'Aurensan à l'attitude de Louis Durand fut un événement capital. Le P. Joseph prit très nettement position contre le Centre fédératif et supplia le P. Ludovic de quitter Benoît Levy. Son attitude était dictée par des sentiments religieux, mais de plus il ne croyait pas à l'efficacité du Centre fédératif. Le 29 novembre 1893, quand la rupture n'était pas encore consommée et quand il adjurait le P. Ludovic de quitter des amis compromettants, il remarquait : « Les francs-maçons feront plus de bruit que de besogne sans nous. Je vois qu'il a fallu que le prêtre mit la main aux dix ou douze caisses fondées en deux mois ou deux mois et demi dans les Hautes-Pyrénées. Il en est de même pour toutes celles qui sont en préparation. Les personnes les mieux disposées comme M. Etchevery n'en ont fondé aucune à ma connaissance. Aussi nous allons les affilier toutes à l'Union fondée par M. Durand. C'est tout naturel <sup>1</sup>. »

Restaient donc les fondateurs éventuels, qui, éloignés de ce différend, lui restaient étrangers. Même parmi eux, Louis Durand était préféré en raison de son incontestable compétence juridique en la matière. Il ne demandait qu'à renseigner tous ceux qui l'interrogeaient, mais il y mettait comme condition l'affiliation à l'Union.

En fait, il n'y eut de Caisses rurales hors de l'Union, que celles fondées par les membres du Centre fédératif eux-mêmes. Elles étaient d'autant moins nombreuses que Benoît Levy chargé de la propagande n'y réussissait guère. On en comptait six en 1895 presque toutes fondées par Charles Rayneri. Celui-ci composa également des statuts à l'imitation de ceux qu'avait faits Louis Durand. Le Bulletin du Centre fédératif annonçait indistinctement toutes les fondations de caisses et ne soufflait mot de l'Union. Cette omission voulue indignait Louis Durand, et fut, nous le verrons, l'une des causes de la rupture.

Cette crise n'ayant pas affecté les caisses rurales, celles-ci poursuivirent leur développement. La phase des tâtonnements était enfin terminée, un progrès considérable lui succéda jusqu'aux premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

1. R. P. JOSEPH, *Lettre* au R. P. Ludovic, 27 novembre 1893.

La caisse de Bagnères connut des débuts très encourageants : au bout de six mois son capital déposé s'élevait à 950 francs, avec lesquels elle avait prêté à 21 ouvriers une somme totale de 1.241 francs, soit un prêt moyen de 60 francs. Les remboursements s'effectuaient par quinzaines, et l'argent rentré était aussitôt ressorti pour un autre prêt<sup>1</sup>. Par la suite, la caisse déclina, puis disparut, démontrant ainsi que cette forme de crédit convenait moins bien à des ouvriers qu'à des cultivateurs.

Dans les Pyrénées, le mouvement connut un essor considérable. Aussi le chapitre de Toulouse décida-t-il, en juin 1894, que les missionnaires catholiques — les capucins — propageraient les caisses rurales et les affilieraient à l'Union de Lyon. Ainsi l'Ordre consacrait-il l'œuvre du P. Joseph d'Aurensan en la plaçant au premier rang de l'activité missionnaire.

Le P. Joseph poursuivit sa tâche avec son ardeur habituelle. Il y fut très aidé à partir de 1894 par l'abbé Fontan, prêtre du diocèse de Tarbes, qui s'était consacré à l'apostolat dans les milieux agricoles avec la permission expresse de son évêque. Le 16 mai 1895 le P. Joseph écrivait au P. Ludovic que le nombre des caisses existantes s'élevait à 300, dont une centaine fondées par l'abbé Fontan et lui-même<sup>2</sup>. Ce développement rapide fit des Hautes-Pyrénées le champ d'expérience de la caisse centrale, après l'avoir été de la caisse communale.

Il apparut très vite en effet, que les caisses avaient besoin d'un contrôle, d'une certaine unité de direction. L'Union de Lyon se trouvait quelque peu éloignée pour exercer directement ce rôle. D'autre part plusieurs caisses trouvèrent utile de chercher de l'argent en dehors de leur commune. Les caisses plus riches commencèrent par prêter à celles qui en avaient besoin : un échange de capitaux se fit de caisse à caisse. Mais cela ne dura pas longtemps et il fallut y renoncer. Les caisses, en effet, étaient souvent éloignées les unes des autres et les directeurs ne pouvaient que difficilement se rapprocher pour effectuer les opérations. D'où l'idée d'une caisse centrale régionale, dont les membres solidaires seraient les caisses rurales elles-mêmes.

À la fin de mars 1895 se tint à Pau une assemblée des délégués de 16 caisses rurales. Les assistants, après s'être félicités des progrès de l'institution se déclarèrent convaincus de l'utilité d'un comité central. Ils créèrent donc cet organisme non pour imposer son contrôle aux caisses, mais pour les engager à le solliciter toutes les fois que le besoin s'en ferait sentir. Ce n'était qu'une première étape ; et cette solution négligeait l'aspect financier du problème.

Aussi, un an plus tard, le 31 mai 1896, naissait la caisse centrale régionale des Hautes-Pyrénées. Celle-ci dont les progrès s'avérèrent considérables au cours des années suivantes, faisait elle-même les emprunts aux particuliers au taux de la rente 3 %. Elle prêtait aux caisses communales à 3,5 % et à leur tour, les caisses prêtaient aux cultivateurs à 4 %.

1. P.-V., 18 octobre 1893.

2. R. P. Joseph d'Aurensan, *Lettre* au R. P. Ludovic de Besse, 16 mai 1895.



Au 31 décembre 1902, sur 25 caisses rurales que comptait le département, la Caisse centrale des Hautes-Pyrénées avait prêté à 18 caisses plus de 64.000 francs que lui avaient prêté 61 déposants, soit un chiffre d'affaires de plus de 128.000 francs, laissant pour cette seule année 1902 un bénéfice net de 401 fr. 55.

Les 7 caisses qui n'étaient pas affiliées à la Caisse centrale continuaient leurs opérations par leurs propres moyens, l'affiliation étant purement facultative. Ces 25 caisses comptaient en 1902-03 un capital roulant d'une valeur de 100.000 francs et quelques milliers de francs de bénéfice annuel. Le montant des opérations atteignait environ 250.000 francs.

La Caisse centrale était ouverte chaque semaine à Tarbes le jour du marché, de 1 à 4 heures de l'après-midi. Le groupe des caisses reçut une médaille d'argent à l'Exposition internationale de 1900.

En août 1897, l'Union de Lyon avait tenu le premier congrès des caisses rurales à Tarbes, rendant ainsi un hommage mérité à l'effort pyrénéen.

L'année suivante, un arrêt du conseil d'État obligea toutes les caisses rurales à modifier leurs statuts sur quelques points. Un certain nombre de caisses qui ne fonctionnaient pas encore ou insuffisamment furent dissoutes. Près de la moitié résistèrent à cette épreuve et celle-ci eut pour effet salubre de ne laisser subsister que les solides.

Quant aux caisses ouvrières, les quelques exemples connus concernent en fait des artisans <sup>1</sup>.

Sur le plan rural, à côté des résultats satisfaisants que nous venons de noter, il faut enregistrer l'échec total de l'institution en Bretagne (Loire-Inférieure excepté) <sup>2</sup>.

Malgré son affaiblissement, l'Œuvre des Cercles soutint de son mieux le développement des caisses rurales y voyant une base du futur régime corporatif. Il convient surtout, disait un membre du comité <sup>3</sup>, d'insister sur le fait que l'observation a mis en lumière : c'est que la caisse rurale se trouve constituer l'association professionnelle sur le seul terrain où elle peut être vraiment une réalité, à savoir la commune. Le mouvement

1. Deux caisses Raiffeisen à Blois pour les ouvriers des syndicats chrétiens, une caisse Raiffeisen à Tours pour les employés de chemins de fer (*P. V.*, 23 V. 94). Dans un rapport à l'Œuvre des Cercles, en 1897, nous lisons que deux caisses ouvrières ont été fondées à Pau, l'une à l'imprimerie du *Patriote des Pyrénées*, l'autre dans le Cercle catholique, toutes deux grâce à l'initiative de l'ancien aumônier du Cercle, l'abbé Pon. Le fait suivant, rapporté à cette occasion, illustre la valeur apostolique de la caisse :

« Un pauvre petit tailleur avait une machine à coudre détestable ; il se désespérait de ne pouvoir la remplacer. La Caisse lui prêta 200 fr. ce qui lui permit de profiter de l'escompte du comptant, 40 fr. de rabais. A l'heure actuelle, il a remboursé la moitié de sa dette. Son frère, honnête ouvrier, mais n'aimant pas les prêtres, lui avait dit : « Si les curés fondent cette caisse dont tu me parles, je crois, ma foi ! que je les aimerai. » Depuis que la caisse est fondée, il est venu et de fait il ne manque pas une occasion de dire aux curés qu'il les aime beaucoup. » (*P.-V.*, 17 mars 1897).

2. De Lorgeril, l'initiateur de l'enseignement agricole, expliquait l'impossibilité de fonder les caisses, par l'intérêt exigé de l'emprunteur et aussi par le refus des cultivateurs d'accepter les fonctions d'administrateurs par crainte de se faire des ennemis en refusant les prêts (*Corporation*, 16 avril 1897).

3. *P.-V.*, 16 mai 1894. Le *P.-V.*, ajoute : « A la suite de cette communication M. le Secrétaire général (A. de Mun) dit que M. Durand est à Paris, qu'il va lui faire une visite et l'inviter à l'assemblée générale. »

syndical est un admirable effort vers l'association professionnelle agricole, mais il risquait de rester inefficace, parce que sa véritable base, le groupement communal, lui faisait défaut.

La Caisse rurale offre le moyen de poursuivre l'œuvre commencée, de la fortifier et de l'étendre en fournissant l'instrument pratique pour créer les groupes communaux dont la fédération sera l'organisation complète du corps professionnel. Au point de vue social, un résultat des plus heureux se produit par la formation d'une caisse rurale : fondée par les plus dignes et les plus honnêtes, elle reconstitue une élite dans la commune, elle leur rend une influence, car, tous, même les adversaires, ont besoin de recourir à eux ; à côté de la puissance administrative souvent passée aux mains des moins honorables, elle en forme une autre d'une action plus étendue et dont l'autorité morale appuyée sur les services rendus s'affirme chaque jour davantage.

Par un de ces paradoxes dont l'Histoire est prodigue, c'est aux limites de cette Bretagne qui n'avait pas voulu des caisses, que va paraître le nouvel apôtre de ses fondations, l'abbé Thomas ; c'est dans la Loire-Inférieure qu'il va donner à l'institution un nouvel élan en attendant de transplanter à Nantes le siège de l'Union.

La grande activité de l'abbé Thomas appartient au <sup>xx</sup>e siècle, mais on ne saurait parler des caisses avant 1901, sans rappeler tout ce qu'elles lui devaient déjà.

L'abbé Thomas commença son apostolat en 1896, dans le Sud de la Bretagne. Un an plus tard, il comptait à son actif déjà huit fondations dont la caractéristique était de tendre davantage à l'aide individuelle et familiale du paysan, qu'au développement de son exploitation. Elles se rapprochaient ainsi des caisses ouvrières et accueillaient volontiers le petit cultivateur et l'ouvrier de culture. L'abbé Thomas en étendant ainsi le champ d'action de la caisse, en a multiplié les bienfaits.

Il est caractéristique à cet égard de le voir participer à la campagne en faveur des jardins ouvriers.

« Elles (nos 8 caisses) ont rarement besoin de mettre du terrain à la disposition de l'ouvrier des campagnes sous forme de jardins, cela se trouve si facilement — sous forme de ferme grande ou petite, c'est autre chose. Mais elles font crédit pour acheter les 24 ares <sup>1</sup>. »

Le mécanisme de ce crédit est le suivant. Si l'ouvrier est tenu par son état de rester au bourg, on lui facilite l'acquisition d'un terrain de 24 ares qu'il aménage en jardin. Mais la Caisse cherche à lui procurer hors du bourg un coin de terre où il bâtira sa maison, à moins qu'elle ne soit déjà construite.

« Ces jours-ci, raconte l'abbé Thomas <sup>2</sup>, un ménage est venu me dire : Nous payons 50 francs de loyer sans jardin, nous avons 400 francs devant nous, voici une petite maison et un jardin en vente, nous ne pouvons

1. *Justice Sociale*, 30 octobre 1897. La lettre est signée P.-J. THOMAS, vicaire, directeur de la Caisse rurale de Sainte-Victoire.

2. *Ibid.*

acheter et nous loger là à moins de 800 francs. Faut-il faire l'affaire ? Oui, endettez-vous de 400 francs à la caisse rurale à 4 % et logez-vous chez vous ; en ne remboursant chaque année que 50 francs de votre loyer actuel, vous serez quittes en dix ans, mais vous pourrez rembourser 100 francs et avant cinq ans vous aurez votre foyer et votre coin de terre tout à fait à vous.

« A un autre il fallait 200 francs pour finir de payer son cheval et sa charrette et mener avec elle chaque semaine les produits agricoles d'ici à Nantes. La caisse a prêté, il a remboursé, puis mis un peu d'argent de côté, puis acheté environ 24 ares sur lesquels la caisse l'aide en ce moment à construire un foyer pour sa famille et une écurie pour son cheval. »

L'abbé Lemire assista au Congrès des Caisses rurales à Tarbes et souleva devant l'assemblée le concours que pouvaient apporter les caisses, et que quelques-unes apportaient déjà, à son action en faveur du coin de terre et du foyer.

La question pouvait se poser de savoir dans quelle mesure les caisses devaient avoir une apparence confessionnelle. La question fut d'ailleurs posée au cours de la polémique qui opposa Louis Durand au Centre fédératif. Celui-ci reprocha très vivement aux caisses leur caractère confessionnel. Ce caractère apparaît nettement dans la direction de la caisse, dans la composition de son conseil d'administration. Au contraire, le caractère confessionnel disparaît quand il s'agit de prêter et cela se comprend puisque la caisse est d'autant plus florissante qu'elle fait plus d'affaires. La caisse est neutre dans la mesure où les non-catholiques veulent bien faire appel à elle.

L'abbé Thomas a plutôt renforcé le caractère confessionnel. Il s'en expliquait très franchement. « L'expérience (une expérience de 7 ans seulement il est vrai) nous prouve qu'un bureau qui n'est pas composé de gens parfaitement chrétiens ne réussit pas. Donc partout nous mettons à la direction des caisses ce qu'il y a de mieux dans les paroisses au point de vue religieux, catholique ; quand nous avons tenté autre chose, pour une cause ou pour une autre, nous avons échoué. Nous nous posons franchement en sorte de corporation catholique avec prière à l'ouverture des séances et des assemblées générales, et nous trouvons que cela jusqu'ici nous a porté bonheur.

« Mais nous sommes très larges pour recevoir comme sociétaires tous les honnêtes gens, même ceux qui n'auraient aucune pratique religieuse. Nous leur ouvrons même la porte de la société... Pour être élu, il leur faut avoir la majorité et à moins de changer le règlement intérieur, adopter (non par hypocrisie, mais par simple politesse) pour l'ouverture des séances, la prière de la Société. En pratique, ce cas ne se présente jamais, car ceux qui ne veulent pas prier avec nous, acceptent bien qu'on leur rende service mais ne viennent pas à nos réunions. »

Un propagandiste de l'Union de Lyon, de Castelmare, écrit de son côté que les caisses poursuivent à côté de leur but matériel bien connu,



un but moral, l'avantage des adhérents par la pratique des vertus naturelles : probité stricte, véracité, sobriété, bienveillance mutuelle, etc... « Nous savons, par expérience, ajouta-t-il, que les relations intimes créées par la caisse entre le curé et les associés, entre ceux-ci et les hommes dévoués que la charité du Christ — seul mobile suffisant — a lancés dans l'Œuvre, produiront un jour ou l'autre par voie indirecte une rénovation religieuse... mais dans les caisses, pas ombre de prosélytisme religieux. »

Dans les Pyrénées, l'aspect confessionnel apparaissait à l'origine d'une fondation quand le P. Joseph prêchait la Caisse rurale en mission du haut de la chaire, et quand ensuite il réunissait les hommes jugés les meilleurs à la sacristie.

Le caractère confessionnel reconnu n'a nui en aucune façon aux Caisses. Dix ans après que Dominique Soulé eut constitué la première caisse Raiffeisen en France, l'Union de Lyon avait elle-même enregistré un total de 865 adhésions. Bien entendu ce chiffre ne correspondait pas au développement actuel des caisses. Plusieurs des fondations avaient cessé de vivre pour des raisons diverses. Un nombre important de caisses — environ la moitié, estime-t-on — avait disparu en 1898 à la suite des transformations rendues nécessaires par la décision du Conseil d'État.

En sens inverse, on ne saurait s'attacher au chiffre de 371, correspondant au nombre de caisses ayant envoyé des documents à l'Union de Lyon. C'est un chiffre minimum représentant en fait le nombre de caisses militantes ». On peut en somme évaluer très approximativement le nombre de caisses aux environs de 425 à cette date.

Les renseignements statistiques dont nous disposons <sup>1</sup> concernent les 371 caisses. Celles-ci comptaient 12.551 membres en 1902. Le mouvement de fonds déclaré atteint six millions <sup>2</sup> ; 4.208 prêts ont été effectués, laissant un bénéfice de seize mille francs <sup>3</sup>. Ce bilan fait figurer 558 francs de perte, mais il s'agit en réalité de frais de premier établissement, qui ne sont pas encore couverts. Sur les 4.208 prêts on ne compte que quatre créances douteuses pour une valeur de 4.804 francs.

Ces chiffres montrent quels services les caisses rendaient désormais aux cultivateurs. L'Union de Lyon poursuivait son œuvre de centralisation et de coordination. Louis Durand en restait l'actif président, assisté de quatre vice-présidents : l'abbé Fontan, René Caron, initiateur du Syndicalisme agricole dans le Doubs, le vicomte de Bizemont et le vicomte de Pelleport-Burète.

Les rapports du syndicalisme et des caisses étaient devenus plus étroits. Dans le Doubs, par exemple, les fondations de caisses avaient déterminé la création des syndicats communaux auxquels le syndicat central avait

1. *Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, année 1904.

2. Exactement 6.066.766 fr. 87.

3. Exactement 16.197 fr. 97.

fait bon accueil suivant l'intelligente politique de René Caron. Le Doubs comptait 78 caisses en janvier 1904, le groupe nantais de l'abbé Thomas avec un recrutement et une direction de plus en plus ouvriers : 70. En Champagne, le Syndicat agricole avait pris l'initiative de réunir au cours de son assemblée générale, le 15 décembre 1902, les représentants des caisses régionales. Son aumônier, l'abbé Peters en fut nommé inspecteur. Un mois plus tard la première caisse de Champagne était fondée à Saint-Jean-Baptiste de Reims ; et au bout d'un an, la Champagne comptait 26 caisses.

Il faut citer encore le groupe des 5 caisses de l'Isère qui réunissaient 318 membres dans un tout petit rayon. En 1902 ces caisses prêtèrent environ 75.000 francs à des taux variant de 3,5 à 4 %. Avant la fondation, on avait vu des paysans emprunter jusqu'à un taux de 60 % <sup>1</sup> !

Quels sont les buts et les conditions du prêt à cette date. Voici des statuts acceptés dans le Pas-de-Calais. Les taux d'intérêt sont fixés à 3 % pour les déposants et à 4 % pour les emprunteurs. Les commerçants sont exclus à moins de pouvoir justifier de leur qualité annexe de cultivateurs.

Les buts du prêt sont définis et limités avec une grande minutie : on prête pour l'achat des semences et engrais, jusqu'à concurrence de 12 francs par hectare exploité. Pour acheter des bestiaux l'emprunteur recevra un maximum de 400 francs sauf autorisation spéciale du Conseil de Surveillance. Si l'emprunteur veut acquérir une terre pour l'exploiter il lui sera avancé un tiers du prix d'achat, à condition de verser comptant les deux tiers restant entre les mains d'un des administrateurs.

Pour les frais de succession, la caisse avancera jusqu'au cinquième de la valeur des terres à l'exclusion des bâtiments. Enfin, la caisse prêtera pour la construction ou l'acquisition d'une maison, mais elle exigera de l'acquéreur qu'il s'assure pour la valeur réelle des constructions au jour de l'acquisition, ou s'il y a construction, du jour où l'on creusera les fondations ; à toute réquisition, l'acquéreur devra en outre prouver qu'il n'y a pas d'hypothèque sur sa maison.

Cette précaution dans le détail explique sans doute les résultats heureux des caisses, l'absence de grosses pertes, le développement rapide de l'institution.

La décision prise par l'assemblée des caisses régionales d'établir une inspection des caisses et de la confier à l'aumônier du Syndicat de Champagne prouve que dix ans après leur apparition, les caisses rurales ne sévraient dans la voie qui les avait conduites au succès.

Au total, on peut voir là une des plus belles initiatives des catholiques

1. Saint-Pierre de Bressieux (1894), Viriville (1894), Pajays (1894), Brion (1900), Saint-Geoirs (1901). Les réserves de ces caisses se montent à 3.000 fr.

Voici le mouvement de celle de Viriville :

	1894	1895	1896	1897	1902
Membres.....	27	37	71	83	115
Prêts .....	10	31	36	42	45
Montant .....	2.559,20				20.040,75

sociaux, une de celles dont les répercussions lointaines ont sans doute été les plus profondes. Sur le plan des réalisations où souvent leur bonne volonté dépassa leur capacité de réalisation, la caisse rurale s'inscrit sans doute au tout premier rang.

### *Les Missionnaires du Travail*

L'abbé Henri Fontan que nous venons de voir collaborer si activement avec le P. Joseph d'Aurensan, était revenu en 1893 dans le diocèse de Tarbes après plusieurs années de professorat. Il décidait alors de s'employer à améliorer le sort des paysans <sup>1</sup>. Sa première réalisation dans ce sens fut un syndicat agricole départemental. Le développement en fut si rapide qu'au bout d'un an l'abbé se voyait contraint de demander de l'aide à son évêque. Celui-ci lui donna un jeune vicaire, puis quelques mois après un second. Nous sommes au début de 1895 : les Missionnaires du Travail sont nés.

Monseigneur acceptait de détacher trois prêtres du service paroissial pour leur permettre de consacrer toutes leurs activités au syndicalisme agricole et à la caisse rurale. Décision dont on ne saurait trop souligner l'importance.

Nous avons vu quelques prêtres comme l'abbé Garnier abandonner leur diocèse et se consacrer à faire de la propagande religieuse et sociale dans un journal ou au Parlement. Ces cas sont rares et de plus comportent l'abandon temporaire du diocèse. Les activités de ces prêtres sont classiques au premier chef : siéger au Parlement ou diriger un journal.

Ici ne c'est pas le cas. Les prêtres, tout jeunes, se consacrent à des œuvres absolument nouvelles ; ils le font dans le cadre diocésain. Cela dénote chez l'autorité épiscopale un esprit moderne, très ouvert aux enseignements de la Papauté. La chose était rendue possible aussi par l'excédent de prêtres que connaissait alors le diocèse de Tarbes. Pareille expérience pouvait être tentée, sans nuire le moins du monde aux exigences du culte. Enfin, la décision épiscopale s'explique par la grande confiance et la haute estime en laquelle son évêque tenait l'abbé Fontan. Il comprit les raisons de Fontan, la nécessité de créer et de développer les œuvres dans le cadre départemental et l'impossibilité matérielle de concilier cette activité avec le ministère <sup>2</sup>.

La petite Société des Missionnaires du Travail n'a d'autres ressources que la charité ; un petit tronc sous la statue de saint Antoine de Padoue reçoit les offrandes. Son but est de christianiser le travail et d'en améliorer les conditions. Elle s'adresse avant tout aux paysans.

A leur égard, son principal moyen d'action est le syndicat pyrénéen. Son caractère distinctif est la multiplication des dépôts, 80 au total, destinés à pallier aux difficultés de la circulation. Les missionnaires surveillent de très près sa comptabilité ; ils font aussi de conférences pour

1. Voir sur ces efforts une étude dans l'*Association Catholique*, 15 janvier 1897.

2. Lettre de M. l'abbé VILLARY, le seul survivant du petit groupe.



propager les méthodes nouvelles de culture et surtout l'emploi des engrais. En 1896 ils organisent un concours de greffage. L'abbé Fontan crée même des syndicats communaux d'industrie agricole, ou les cultivateurs achètent en commun des machines perfectionnées dont le prix dépasse les moyens de chacun. Les fonds leur sont avancés par la Caisse rurale.

Mais l'activité des missionnaires s'adresse aussi aux ouvriers. Pour eux ils fondent des cercles d'études sociales et cherchent sans grand succès à les faire bénéficier des caisses rurales.

Enfin, et c'est le côté le plus inattendu de leur apostolat : ils s'occupent de leur confrères les prêtres de campagne. Tour à tour ils inaugurent le cercle d'études de Tarbes où se réunissent périodiquement les prêtres studieux pour les exercices de la retraite mensuelle, et aussi pour s'informer des questions d'actualité, puis l'« Œuvre des Revues » destinée à tenir le clergé diocésain au courant du mouvement intellectuel contemporain, puis l'« Œuvre des livres » destinée à l'achat collectif des importantes productions d'écrivains catholiques.

Cette dernière propagande eut le double avantage d'initier le clergé âgé aux œuvres sociales et d'insufler aux jeunes recrues le goût de l'action <sup>1</sup>.

1. Les Missionnaires constituèrent une petite société, sorte de congrégation. Lorsque parut la loi sur les Congrégations, ils furent cités en justice et invités à se disperser. L'abbé Fontan se consacra désormais au ministère.

## CHAPITRE XX

### L'Action dans le Monde artisanal

#### FONDATIONS ET PROPAGANDE DU CRÉDIT POPULAIRE

Alphonse-Élisée Chaix naquit à Besse (Var) le 17 octobre 1831 <sup>1</sup>. Vingt ans plus tard il prenait l'habit chez les Capucins auprès desquels il fit de fortes études à la fois philosophiques et théologiques. Sa carrière se résume en quelques dates. Ordonné prêtre, il prêche un an à Lyon (1857-1858) puis à Paris. En 1873 il est envoyé à Angers où, pendant un séjour de sept ans, il inaugure son œuvre sociale qu'il poursuit à Paris, sur un plan plus vaste. Tombant sous le coup des lois d'expulsion, il quitte la capitale en 1903 et achève ses jours dans l'étude au couvent de San Remo où il meurt le 8 octobre 1910.

Ce Capucin appartient à l'histoire du catholicisme social à plusieurs titres. A Angers il institue un ensemble d'œuvres intéressantes et originales. Celles-ci le mènent à fonder une banque populaire de crédit, que durant près de dix ans il s'efforcera de propager. Mais les difficultés de toutes sortes, les échecs l'éloigneront d'une intervention directe pour le porter vers la propagande, et surtout vers la recherche d'appuis au gouvernement en vue d'exercer une influence sur la législation. Puis apparaîtra la caisse de crédit rural dont il deviendra l'apôtre. Enfin ses rapports avec les milieux gouvernementaux l'entraîneront dans d'ardents conflits avec les catholiques, conflits de personnes certes, mais au delà desquels se retrouve un problème aussi vieux que l'Église : celui de l'action confessionnelle opposée à la neutralité.

Le Père Ludovic arriva à Angers à la fin de 1873. Il y trouva une société aristocratique très fermée et un évêque de grande allure <sup>2</sup>, nullement hostile, par nature, aux idées sociales.

L'idée suivante se fit jour au cours de ces études : ce n'est pas dans ses loisirs que l'Église doit aider l'ouvrier, mais dans son travail. L'évolution qui a mené Albert de Mun et ses amis du cercle d'ouvrier à la corporation reposait sur un sentiment analogue, mais quand avec Maurice Maignen l'œuvre a tant hésité à abandonner le cercle elle marquait bien qu'au point de vue catholique ces deux domaines de l'existence ne s'excluent pas. Pourquoi la religion chrétienne n'imprégnerait-elle pas à la fois le travail et les loisirs ?

1. Nous avons suivi de près dans ce chapitre l'importante biographie d'Hilaire DE BARENTON : *Le P. Ludovic de Besse, l'apôtre et l'initiateur des Œuvres sociales en France*, Paris, 1935, 2 vol. in-8°.

2. Mgr Freppel.

Comment donc aider l'ouvrier dans son travail ? Ici la pensée du P. Ludovic prend un tour différent de celle de de Mun, plus nettement économique ; il envisage un groupement des multiples éléments professionnels catholiques tendant surtout à créer des liens étroits entre clients et fournisseurs. Son observation lui a montré l'artisan chrétien mal soutenu par ses corréligionnaires, le catholique de condition faisant ses achats sans penser à épauler son « frère en Jésus-Christ ». Le P. Ludovic veut défendre le petit commerce d'une façon qui corresponde à la nature des échanges dans une ville comme Angers. Il en vient donc à cette idée maîtresse que le rôle de l'Église est de protéger le travail sous ses différents aspects.

Le 17 octobre 1875, il réunissait les Dames chrétiennes d'Angers pour leur faire connaître le sort de la jeune fille, obligée de travailler hors de la maison paternelle et bien souvent en atelier. Il invita la charité de ses auditrices à veiller sur cette jeune fille. Séance tenante naquit la première œuvre du P. Ludovic : La « Société protectrice du travail et de la vertu ».

Elle est conçue sur la base tripartite qui nous est familière : Les « Dames » d'abord qui paient 6 francs de cotisation et exercent une mission : placer les jeunes ouvrières dans des maisons chrétiennes. Les maîtresses d'ateliers et les ouvrières constituent les deux autres catégories. Enfin le P. Ludovic, suivant tout doucement son idée, fait promettre aux Dames, mais sans oser l'inscrire dans la formule du serment, de réserver leurs travaux à ces maisons.

L'Œuvre de Saint-Joseph<sup>1</sup> se développa. Une organisation de secours mutuels fut ajoutée, financée par des dons et des cotisations pour assister les malades et leurs proches<sup>2</sup>.

Le Père Ludovic avait commencé avec 10 ouvrières. Au bout de deux mois il en comptait cent, et le 19 mars 1876 : deux cents. Une telle progression était due aux avantages économiques de l'œuvre, à ce lien du fournisseur et du client, reconnu par le P. Ludovic et qu'il voulait faire consacrer. Dans cet esprit il créait un bureau de placement ; il publiait un annuaire contenant les noms des cinquante-trois magasins et des cent ouvrières affiliés à l'Œuvre. Il attachait une grande importance à cette publication pour publier les adresses des maisons chrétiennes de diverses professions, principalement la couture, dans toute la région. Parachevant le tout, le R. P. Ludovic faisait de nombreux sermons, de style familier, sur le rôle social des acheteurs et des vendeurs.

Cette œuvre initiale ayant réussi le P. Ludovic voulait atteindre l'ouvrier. Il en cherchait le moyen quand Mgr Freppel résolut de fonder

1. Choisi comme patron de l'Œuvre.

2. L'ouvrière doit être admise depuis un an, avoir un livret de secours mutuels et payer la cotisation annuelle de 5 fr. pour bénéficier de la caisse. Une malade touche après constatation médicale 1 fr. par jour pendant deux mois et 0 fr. 60 pendant les deux mois suivants. Les soins gratuits y compris la présence d'une dame veilleuse la nuit. Les médicaments sont à peu près gratuits. En 1885-86 par exemple la caisse dépensa 787 fr. pour 29 malades.



dans son diocèse un cercle catholique d'ouvriers. Ainsi se produisit la rencontre du P. Ludovic et de l'Œuvre des Cercles. Il est vraisemblable qu'au début il fut séduit par l'Œuvre, car après avoir participé à l'établissement du Cercle d'Angers en février 1876, il établit un important rapport à l'usage du comité où il expliquait ses propres fondations, insistait sur la nécessité de dépasser la patronage et proposait en conséquence l'introduction de ses œuvres dans le Cercle. Pour le P. Hilaire de Barenton, le Père Ludovic avait le dessein de faire de l'Œuvre le foyer d'où rayonnerait ses créations. Il aurait trouvé dans cette vaste armature en plein développement le cadre rêvé pour étendre à travers le pays un réseau d'œuvres superposées aux cercles.

Les dirigeants de Paris n'ayant pas fait obstacle, le Cercle d'Angers, par une délibération en date du 31 mai 1876, accorda l'intégration des œuvres existantes. Le 21 juin, le P. Ludovic demandait au Cercle d'étendre l'Œuvre de Saint-Joseph, jusqu'alors exclusivement féminine, à ses ouvriers. Aussitôt, le plus hostile des journaux angevins : *Le Travailleur* dénonça un complot clérical. Devant cette attaque les dirigeants catholiques parurent indécis. L'été passa de la sorte. D'ailleurs le nouveau Cercle ne marchait pas bien. Deux de ses sections, celle de la propagande et celle des finances, n'avaient aucune activité et la caisse était vide.

Le P. Ludovic essaya d'une action latérale. A la fin de novembre il constituait un comité de Dames, chargées de quêter, de visiter les familles ouvrières, d'assister les malades, de protéger le travail chrétien et de faire respecter le repos dominical. On peut considérer qu'au lendemain de cette fondation, le capucin a obtenu le maximum de confiance et d'appui des catholiques angevins. Mais les membres du comité étaient en majorité très hésitants à suivre le P. Ludovic dans la voie des innovations. Dans une ville de province, tranquille, l'écho des problèmes ouvriers parvenait difficilement ; ils croyaient avoir fait plus que leur devoir en introduisant l'œuvre des Cercles à Angers et aucun autre comité de France ne se trouvait confronté avec des institutions comme celles du Capucin. Le sentiment d'une solidarité commerciale entre catholiques était inexistant. Enfin si le Capucin avait une vision très juste des nécessités économiques et sociales, il était mal placé pour imposer son point de vue, n'ayant ni fortune, ni compétence, ni relations économiques. Ce sera à travers sa vie la faiblesse du P. Ludovic de défendre des idées justes mais sans rapports évidents avec son état.

Tout cela créait une indécision latente. En faisant adopter par le comité l'action auxiliaire des Dames qui pouvaient même, le cas échéant, se substituer pour partie à lui, le P. Ludovic avait triomphé de ces réticences. Mais le violent article du *Travailleur* fut suivi, à quelques mois d'intervalle, par d'autres, et devant ces attaques, les catholiques intimidés étaient partisans du silence, de l'action mesurée et discrète, des procédés traditionnels. Il y avait peut-être aussi dans cette attitude, un instinct de défense des gens pourvus et craignant d'exposer leurs biens ou leurs privilèges.

Pour toutes ces raisons, et malgré le secours d'une minorité fidèle, le P. Ludovic devait peu à peu voir se désagréger les institutions qu'il avait péniblement réunies autour du Cercle catholique d'ouvriers.

Quelques jours après avoir adopté les conclusions du Capucin, le comité d'Angers décidait d'abandonner l'œuvre dominicale sous prétexte que dans leur règlement les ouvriers du cercle mentionnaient le repos du dimanche et que hors du Cercle, l'œuvre n'avait pas d'action à mener. Dans le même esprit il limitait l'action du comité de Dames aux seuls ouvriers du Cercle, alors que le P. Ludovic ne voyait dans le Cercle qu'une toute petite partie du domaine où il voulait faire rayonner ses institutions.

Pour les sauver le P. Ludovic voulut faire intervenir le comité général, mais le secrétaire de division conseillait au comité d'Angers de « ne point s'égarer dans toutes ces subdivisions d'œuvres adjointes » et limitait le rôle des Dames aux deux points suivants : prouver des ressources et s'occuper des familles à titre de conseil. Le secours matériel apporté au travail de l'ouvrier était donc exclu.

En janvier 1877 un compromis fut trouvé : les œuvres du P. Ludovic restaient partie intégrante du cercle et considérées comme des expériences, mais leur initiateur abandonnait les 300 cotisations des Dames patronnesses de Saint-Joseph, remplacées par des sommest versées directement à la caisse du cercle.

Peu après le comité émit la prétention de diriger l'œuvre du P. Ludovic en raison de son adoption comme champ d'expérience par l'Œuvre des Cercles. Le délégué régional soutint cette opinion. C'était plus grave en fait que cela ne le paraissait, car la majorité du Comité angevin n'était guère capable de s'occuper avec initiative et vigueur de ces entreprises <sup>1</sup>. N'ayant plus ni ressources, ni influence le P. Ludovic ne pouvait supporter longtemps ce régime. Le 25 avril 1877 le comité votait la séparation des deux œuvres par 16 voix contre 6 <sup>2</sup>. Le P. Ludovic donnait aussitôt sa démission de membre et d'aumônier du comité. L'incompatibilité s'était révélée totale entre ce pionnier aux visions d'avenir et le comité angevin aux tendances conservatrices.

Pendant ces événements douloureux, le P. Ludovic, poursuivant ses observations, se fortifiait dans sa volonté de développer le procédé de l'annuaire <sup>3</sup>, tandis qu'il étendait l'œuvre de Saint-Joseph par des créations nouvelles. Au congrès de l'Union des Œuvres, tenu à Bordeaux, le P. Ludovic avait indiqué les trois avantages essentiels des listes, dont il préconisait l'emploi généralisé : elles mettaient l'argent au service de Dieu, et il montrait qu'en l'état actuel, innombrables étaient les catho-

1. L'Œuvre lui paraissait du fait de la publication des listes dans l'annuaire, contraire à la charité : leur but de proscrire certains commerçants et leur confection exigeant des « recherches inquisitionnelles dans les familles ».

2. Parmi les membres du comité siégeait le jeune René Bazin. On peut supposer, du fait qu'il continua à entretenir de bonnes relations avec le R. P. Ludovic, qu'il fut l'un des 6 hostiles à la séparation.

3. Étendu à la plupart des commerçants d'Angers en août 1876.

liques à se servir de fournisseurs indifférents ou hostiles à leur foi ; elles contribuaient à rétablir la corporation en unissant, sur le papier et dans l'économie, les catholiques de même métier ; enfin par les appuis mutuels qui en résultaient, les listes contribuaient à réformer les ateliers en soutenant les « bons » au préjudice des « mauvais ».

Le Congrès de Bordeaux ayant fait connaître les œuvres du P. Ludovic, détermina dans la hiérarchie de l'Église un sentiment d'intérêt. Mgr Freppel et l'archevêque de Bourges lui donnèrent une adhésion sans réserve, Mgr Pichenot, archevêque de Chambéry, se déclara favorable. Mgr de la Bouillerie, coadjuteur de Bordeaux, approuva le principe mais indiqua les difficultés d'application. Nous voyons ces réserves formulées avec netteté par l'évêque de Moulins, Mgr de Dreux Brezé : « S'il ne s'agissait que de décider entre celui qui ferme sa boutique et celui qui l'ouvre, la solution serait fort aisée : mais l'Église use d'indulgence en cette matière comme en toutes les autres ». Mgr de Ségur, dont l'autorité était considérable, n'accorda ses suffrages qu'au placement.

L'*Univers* publia le texte intégral du rapport au congrès de Bordeaux en son numéro du 9 septembre 1876. Un violent article du journal anticlérical *l'Événement* répondit en dénonçant une sorte d'exclusive contre tout ce qui n'était pas catholique. Après quelques mois d'attente le *Travailleur* d'Angers reprenait sa campagne par un article en date du 24 mai 1877 intitulé « Prouesse d'un capucin ». Il y disait notamment au Père : « Vous faites argent de tout. » La campagne se poursuivit dans les mois suivants ; les marques de confiance témoignées au P. Ludovic au congrès de l'Union des Œuvres au Puy ne faisant qu'exaspérer ses adversaires.

En même temps le capucin cherchait à perfectionner la protection du travail chrétien et à cette fin il instituait un bureau de placement chrétien dépendant de la Société de Saint-Joseph. Tout ouvrier recommandé par quelqu'un de l'œuvre pouvait bénéficier de la Société de Saint-Joseph. Mgr de Ségur, séduit, résolut d'en créer un à Paris, dont il confia la direction aux Frères de Saint-Vincent-de-Paul. Il ouvrit ses bureaux en janvier 1878, 23, rue de Tournon, et commença par faire dresser une liste de toutes les maisons chrétiennes de Paris. Ce fut le premier bureau de placement catholique parisien. En province il avait été précédé par celui d'Angers et avant lui par une tentative de l'Association des Patrons chrétiens à Lyon. Ce dernier était assez actif, mais ne recrutait que pour les patrons chrétiens, relativement peu nombreux. Il avait donc une portée plus limitée que celui du P. Ludovic. Après l'Union, l'Œuvre des Cercles en ouvrit un rue du Bac, mais limité aux ouvriers des cercles catholiques.

Celui du P. Ludovic enregistrait de bons résultats : en 1880-81 il reçut 303 demandes et 117 offres d'emploi ; grâce à ses bons offices, 50 femmes et 10 hommes furent placés. Les enquêtes sur les maisons étaient assez faciles. Quant aux salariés ils devaient donner tous renseignements utiles et faire corroborer leurs attestations par d'anciens



patrons ou par des personnes honorables. Un bulletin hebdomadaire renseignait les 300 correspondants sur les offres et demandes.

Le 13 novembre 1879 le P. Ludovic fit décider l'extension de son service de placement à tout le diocèse d'Angers et sa prise en charge par le bureau diocésain, avec l'arrière-pensée d'établir dans la France entière cette organisation, désormais diocésaine. Un bureau s'ouvrit ensuite à Marseille, puis un centre à Nantes. L'impulsion était donnée. Il se trouva presque aussitôt contrecarré par la décision du préfet de la Seine, Poubelle, de rétablir le décret des 8-10 mars 1848 par lequel le gouvernement provisoire avait institué des bureaux de placement gratuits dans les mairies. Une autre concurrence vint du placement syndical, et après une longue lutte les bureaux payants devaient être supprimés<sup>1</sup>.

Le P. Ludovic cependant perfectionnait son œuvre.

Recettes et dépenses s'équilibraient autour de 3.000 francs. Il fallait constamment de nouvelles jeunes filles. 41 apprenties entrèrent en 1886. Cet effectif resta ensuite inférieur jusqu'en 1894 pour s'élever au chiffre record de 58 en 1896<sup>2</sup>. Après ce fut la baisse inexorable jusqu'à 5 apprenties, entrées en 1900.

Le système avait un défaut que l'on rencontrait quelquefois dans des œuvres analogues : l'ouvrière dont l'apprentissage était terminé, ne recevait pas un salaire suffisant. Il en résultait un malaise qui nuisait à l'Œuvre.

Le 1<sup>er</sup> mars 1880 le P. Ludovic créa une revue intitulée l'*Union Économique* destinée à faire connaître au public le développement des œuvres économiques en général et des siennes en particulier. Avec son tempérament combatif une telle entreprise ne pouvait être seulement d'information, mais encore un agent vigoureux de propagande. Ce premier numéro faisait le point sur une institution naissante : l'économat populaire, récemment fondé à Poitiers. Elle consistait en ceci : un client obtient une ristourne de 3 % sur le montant de ses achats qui est porté sur un carnet à souche et calculé une fois par mois. Les remises, amputées de 2 % pour frais d'administration, sont alors versées à la caisse d'épargne et capitalisées. A Épinal le comité de l'Œuvre des Cercles a établi le système des fournisseurs privilégiés. En présence de ces deux procédés, le directeur du *Courrier d'Eure-et-Loir*, Dubreuil, proposait d'attribuer les escomptes aux œuvres catholiques, escomptes qu'il portait généreusement à 5 %, le « sou du franc ».

Le P. Ludovic ouvrit un économat à Angers, en septembre 1880, pour procurer à ses membres des économies proportionnées à leurs dépenses, faciliter l'épargne aux familles ouvrières, et assurer aux fournisseurs l'avantage d'être payés comptant, solution élémentaire au problème du crédit. Ce fut un succès<sup>3</sup>, pour lequel par des conférences et par l'« Union

1. Cf. fin du chapitre VI du présent ouvrage.

2. A cette date, 82 apprenties, 223 maîtresses et ouvrières et 15 dames patronnesses constituent l'effectif total.

3. Le 1<sup>er</sup> janvier 1881 après 3 mois d'exercice on comptait 384 clients, un chiffre

économique » le P. Ludovic déploya un zèle intense. En 1881 on vit naître des économats à Bourges, Grenoble, Toulouse, Paris, Meaux et Montmorillon. Dans cette dernière ville, les initiateurs rencontrèrent une opposition des négociants non catholiques, mais aussi des négociants catholiques qui se refusaient à faire l'escompte. De France les économats gagnèrent la Belgique.

Enfin durant ces années la publication de l'annuaire continua, déchaînant une violente campagne de presse : *Le Patriote de l'Ouest* publia les listes établissant en même temps le nombre des patrons associés et non associés dans chaque profession. Ce procédé d'intimidation révéla un total de 324 affiliés contre 1.003 indépendants soit le quart des intéressés. En dépit des attaques variées<sup>1</sup>, l'annuaire continua à paraître jusqu'après le retour à Paris du P. Ludovic.

Si intéressantes que soient les initiatives dont nous venons de parler, elles ne constituent dans l'œuvre du P. Ludovic qu'une préface annonçant l'esprit de l'œuvre maîtresse.

Cette dernière c'est la Banque populaire de Crédit. Le P. Ludovic a essayé de monter cette institution à Angers, tout en réunissant une documentation étrangère sérieuse. Quand il fut assuré du succès de sa banque d'Angers, il conçut l'idée d'une organisation plus vaste, destinée à mettre le crédit à la portée de tous.

C'est au mois d'août 1877, un peu après la rupture avec le cercle catholique d'ouvriers, que le P. Ludovic reçut du secrétaire général de l'Union des œuvres ouvrières une petite feuille, intitulée *Le Crédit Populaire*, contenant l'exposé succinct des services rendus par les banques populaires à l'étranger.

Le P. Ludovic, séduit par l'idée, résolut d'en entreprendre aussitôt la réalisation. Sa toute première conception est celle d'une société fermée, composée d'honnêtes gens, pouvant tenter, sans trop de danger, le prêt mutuel à 30, 60 ou 90 jours.

Le 11 janvier 1878 l'acte de société était passé devant notaire ; le 27 la banque était fondée, au capital de 4.000 francs réparti entre 20 actionnaires, avec à sa tête un ancien agent de change. Quel est son but ? Aider le travailleur en qui on peut avoir confiance. Pour le P. Ludovic ce travailleur c'est l'ouvrier chrétien, l'adhérent de la Société Saint-Joseph, ce qui explique la limitation des opérations bancaires aux

d'affaires de 6.828 fr. 60 (représentant les achats) une escompte de 309 fr. 50 (5 %). Plus de 100 fournisseurs inscrits.

1. Il y eut même une chanson sur l'air de la fille de M<sup>me</sup> Angot. En voici le premier couplet :

Quelle est bonne la liste  
Du Père Ludovic,  
Ce bottin moraliste  
Fait savoir au public  
Que pour sauver leur âme  
Il faut que les chalands,  
Observent la réclame  
De ces gagots marchands.

membres de cette société. Le capital, porté à 30.000 francs est représenté par des actions. Les bénéfices sont partagés.

Il y a deux catégories d'actionnaires : les fondateurs et les sociétaires. Les premiers, les capitalistes, peuvent entrer dans la société et participer à la répartition des bénéfices, mais ils n'ont pas le droit d'emprunter. En d'autres termes, ils peuvent aider la banque de leurs capitaux, moyennant un intérêt, mais ils ne peuvent l'utiliser. Les sociétaires doivent souscrire au moins une action de 50 francs <sup>1</sup>, ils ont droit aux avances bancaires.

La banque populaire est destinée à aider le peuple, c'est-à-dire une clientèle qui, précisément, manque de « couverture financière ». Pour que les avantages moraux incontestables, résultant du prêt, n'entraînent pas la banque dans une suite d'opérations à fonds perdus, où elle disparaîtrait, il faut que les prêts soient garantis. De garantie financière il ne pouvait être question. C'est vers une garantie morale que s'orienta le P. Ludovic. Il voulut être assuré, autant que faire se pouvait, de l'honnêteté des clients. Pour cela il imagina un système très simple. Les actionnaires réunis par groupes de dix à vingt, formaient des « Conseils de quartier » que présidait un fondateur <sup>2</sup>.

Quand un candidat se présente, il adresse une demande au Conseil d'administration, indiquant les parts d'action qu'il entend souscrire, et se voit dirigé sur le conseil de quartier le plus proche de sa demeure. Les membres de ce conseil sont immédiatement prévenus de façon à avoir le temps de se documenter sur l'emprunteur. Plus les conseils se multiplieront, plus leur domaine d'investigation sera restreint et par conséquent plus l'enquête sera facile. Si le conseil de quartier est satisfait des renseignements recueillis, il présente le candidat au Conseil d'administration qui le reçoit. Quand un sociétaire a besoin de contracter un emprunt le Conseil d'administration fixe le crédit à lui consentir. En règle générale, ce crédit ne peut dépasser le double du montant des actions détenues par le sociétaire. Si la demande dépasse ce plafond, le sociétaire doit être cautionné, — de préférence par un membre de la société. Le Conseil d'administration est seul juge alors de la solvabilité de l'emprunteur, de celle de la personne qui le cautionne et des valeurs déposées en garanties. Il notifie sa décision sans avoir à la motiver. Au début les garanties consistaient soit en traites, soit en nantissement de valeurs. A partir de 1880 l'usage s'introduit de faire l'avance sur facture ou sur mémoire accepté à échéance par le débiteur. On remarquera les limites très étroites dans lesquelles pouvait être contracté un emprunt. Il y avait là de si grandes précautions, qu'ils risquaient d'étouffer le crédit populaire. Tout le système reposait sur l'action des conseils de quartier. Dans une ville comme Angers, il était relativement facile de

1. C'est le minimum prévu par la loi de 1867.

2. On reconnaîtra l'idée recommandée quelques années après par Harmel, et appliquée par lui au secrétariat du peuple Rémois. Mais si l'idée est la même, l'organisation du P. Ludovic paraît plus efficace en ce sens qu'au lieu d'un délégué de quartier elle en compte, en moyenne, une quinzaine.



connaître la très grande majorité des solliciteurs ; si quelqu'un d'inconnu se présentait, on le refusait. Dans une grande ville surpeuplée, ce service de renseignements fonctionnera plus malaisément, et la sécurité, qui en résulte, sera diminuée d'autant.

Traitant des conseils de quartier, un économiste catholique qui appartenait à l'Œuvre des Cercles et soutint le P. Ludovic, Hervé Bazin exprimait le souhait qu'ils fussent professionnels. Il y voyait une garantie pour la sécurité des renseignements donnés.

La banque d'Angers connut un développement régulier de son activité<sup>1</sup> pendant les trois premières années, puis durant les cinq suivantes un mouvement d'affaires important et assez constant ; le nombre des conseils s'éleva ; un généreux bienfaiteur ayant effectué un dépôt de garantie à la Banque de France, celle-ci accorda le réescompte. La banque, en effet, pratiqua l'escompte à partir de 1881, mais, peut-être en raison des conditions locales, elle n'arriva pas à développer cette seconde branche de son activité, la plus rémunératrice, financièrement parlant.

Cette lacune ne tarda pas à gêner la banque ; mais elle se heurta à un autre écueil, beaucoup plus grave. L'habitude se développa d'accorder, voire de renouveler, les prêts à long terme. Le P. Ludovic combattait cette pratique en montrant qu'un prêt fait à long terme perd toute valeur moralisatrice. Du point de vue financier ce procédé immobilisait des sommes importantes au dehors, puisque les nouveaux prêts amenaient des sorties de fonds sans contre-parties de remboursements.

On en arriva à une immobilisation de 180.000 francs, somme énorme par rapport au chiffre d'affaires de la banque. D'autre part, en 1887 par exemple, on comptait de nombreux prêts remboursables deux ou trois ans après.

Ces pratiques se développèrent après le départ du gérant Chaumier en 1885. Au début de 1887 une crise financière parut imminente, mais le nouveau gérant parvint à l'éviter. A la fin de la même année la banque constituée pour dix ans, avait achevé sa durée. Une autre fut créée et chargée de liquider le passif de la première qui se montait, avec les créances douteuses, à 27.000 francs.

Quand le P. Ludovic vint à Paris à la fin de 1880, il emportait d'Angers la double impression du succès de sa banque et de son utilité sociale.

Il rêvait donc de constituer à Paris une banque du même genre, mais perfectionnée, qui pourrait servir de modèle à toute la France.

Il y aura donc entre la tentative d'Angers et celle de Paris des différences dues en partie aux exemples qu'offraient les pays étrangers.

On peut dire que deux conceptions du crédit populaire se partagent

1. Prêts : 62.280 fr. à 35 emprunteurs en 1878. Escompte.

Prêts : 133.220 fr. à 54 emprunteurs en 1879.

Prêts : 241.295 fr. à 66 emprunteurs en 1880.

Prêts : 187.450 fr. à 74 emprunteurs en 1881. 1881 : 2.685 fr.

Prêts : 212.195 fr. à 112 emprunteurs en 1882. 1882 : 27.938 fr.

Prêts : 219.190 fr. à 129 emprunteurs en 1883. 1883 : 79.627 fr.

Prêts : 320.752 fr. à 129 emprunteurs en 1884. 1884 : 60.912 fr.

Prêts : 134.692 fr. à 129 emprunteurs en 1885.

les pays intéressés à l'époque. La conception allemande <sup>1</sup>, repose sur la responsabilité, solidaire et illimitée des prêteurs, la limitation territoriale étroite des opérations, la gratuité des fonctions administratives, l'absence de capital versé que remplacent des emprunts et le produit des bénéfices réalisés, l'absence de dividendes aux sociétaires. Quand on veut emprunter on s'adresse à un petit groupe d'hommes qui n'ont pas d'argent disponible, et empruntent eux-mêmes pour prêter, mais se déclarent solidairement responsables sur la totalité de leurs biens vis-à-vis du prêteur. On ne saurait imaginer une garantie plus valable à un prêt. Très vite les bénéfices s'accumulent car les dépenses sont presque inexistantes, et la caisse n'a plus à emprunter : elle dispose d'un capital qui s'accroît lui permettant d'étendre le champ de ses opérations.

Adapté au petit commerce et à la petite industrie par un autre allemand, Schulze, à Delitzsch, avec quelques variantes, la caisse repose encore sur la solidarité et la responsabilité illimitée de ses membres, elle fait de ceux-ci des sociétaires, et leur impose des actions, comportant le partage des bénéfices. Elle prête à ses membres jusqu'à concurrence de 40 % en plus du dépôt de leurs actions en banque. Le dépôt peut être remplacé par le cautionnement solidaire de l'un des membres.

A cette conception s'opposait celle de Luzzatti. Ce futur ministre italien avait, lui aussi, constitué dès 1886 une banque populaire dans laquelle la responsabilité financière était limitée aux apports, l'escompte le but principal, et qui recherchait une clientèle aussi vaste que possible, sans se préoccuper de considérations religieuses ou morales. Il avait réuni un peu moins de quarante mille sociétaires, des petits marchands, des petits patrons, des gens vivant de leur travail personnel, le milieu artisanal en somme <sup>2</sup>. Ainsi constituée, la banque avait accueilli 11.566 prêts, sur lesquels plus de 10.000 étaient inférieurs à 500 francs.

Le P. Ludovic connaissait à peine ces réalisations quand il fonda la banque d'Angers, mais nous voyons qu'au début de 1880 il avait étudié les efforts de Luzzatti puisqu'il y consacrait un article dans l'*Union Économique*. Ces études ont dû confirmer l'intérêt qu'il portait aux banques populaires italiennes, car Luzzatti ayant réuni un congrès <sup>3</sup> des banques populaires italiennes, le 17 octobre 1880 à Bologne, le P. Ludovic s'y rendait et y recevait un accueil chaleureux <sup>4</sup>. Il revint de Bologne enthousiasmé.

Il y avait surtout dans ces banques populaires, une méthode que le P. Ludovic appréciait : c'était le prêt mutuel pour l'escompte. Il avait eu assez de rapports avec le petit commerce pour entendre sans cesse répéter

1. Cette conception est à l'origine celle de Raiffeisen (1818-1888) propriétaire allemand bourgmestre de Flamers-Pfeld (Prusse Rhénane). Il fit la première opération pour éviter la famine et devant le succès la répéta puis créa la première caisse (1849).

2. Sur 3.913 actionnaires en 1879 disposant de 13.763 actions, on ne comptait que 54 grands propriétaires et 47 chefs d'industrie.

Le capital s'élevait à 817.877 fr., la réserve 156.191 fr., les dépôts 7.198.318 fr.

3. 50 banques étaient représentées, comptant 100.000 actionnaires et un capital de plus de 40.000.000 fr.

4. Nous étudierons plus loin les relations personnelles du P. Ludovic et de Luzzatti.

que l'escompte coûtait cher aux petites maisons et les appauvissait au profit des banques. Pourquoi ces maisons ne constitueraient-elles pas entre elles une caisse dont la première mise de fonds proviendrait de leurs propres réserves ? Sur cette base initiale, la caisse pourrait emprunter à un taux modéré le surplus de capital nécessaire pour avoir une trésorerie à l'aise et des fonds de roulements. Chaque maison aurait pour part de capital social son premier versement. Ainsi la caisse escompterait les effets de ces maisons au taux courant, voire à un taux moindre, et en fin d'année les maisons se partageraient les bénéfices. Cette idée, ramenée d'Italie, transformait l'enseignement du Capucin en ce qu'elle faisait de l'escompte le but essentiel de la banque et qu'elle ramenait le prêt proprement dit au second plan.

Le retour d'Angers se place en décembre 1880. La première démarche du P. Ludovic le conduisit à l'Œuvre des Cercles.

Les dirigeants de l'Œuvre <sup>1</sup> n'avaient pas épousé la querelle du comité angevin. Ils avaient continué à suivre avec sympathie et intérêt les travaux du P. Ludovic. Dans un rapport sur les relations de l'Œuvre en 1879, nous lisons l'appréciation suivante qui ne laisse place à aucun doute sur ce point :

« La personnalité du P. Ludovic <sup>2</sup> aussi bien que le caractère de l'Œuvre qu'il a fondée sous le nom de la Société de Saint-Joseph protectrice du travail chrétien, doivent d'ailleurs nous faire attacher le plus grand prix aux bons rapports qui existent entre lui et nous et que nous ne pouvons que gagner à développer encore. Son œuvre ne possède pas de constitution générale bien définie, et certains procédés <sup>3</sup> qu'elle a recommandés ont pu nous paraître d'une application peu pratique quant à présent, mais son principe est celui du dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière, et il a su s'attacher un groupe d'hommes intelligents et travailleurs qui recherchent avec passion, sous sa direction, la solution des questions ouvrières en ce qui regarde la petite industrie, et qui ont produit sur ce grave objet dans les congrès catholiques une série d'études intéressantes et fortement reliées entre elles. L'accord entre les auteurs de ces études et notre commission d'arts et métiers s'est d'ailleurs manifesté à plusieurs reprises. »

Avant de quitter Angers le P. Ludovic avait pris l'initiative d'une tentative d'union. Un prélat, Mgr de Kernaert, fut chargé d'utiliser les conseils de quartier de la banque populaire comme réunions de patrons. Des membres du comité d'Angers acceptèrent de présider certains conseils <sup>4</sup>.

1. La question des relations du P. Ludovic et du comité général n'est qu'indiquée dans l'ouvrage du P. Hilaire de Barenton. Il n'a disposé que des papiers du P. Ludovic très peu documentés sur ce point ; grâce aux procès-verbaux du comité de l'Œuvre nous avons été à même d'apporter quelques précisions.

Néanmoins du fait de l'attitude de silence prise par l'Œuvre des Cercles, l'obscurité demeure sur certains détails et notamment sur le prétexte et les circonstances de la rupture.

2. Rapport des relations. P.-V. de la séance du 10 décembre 1879.

3. Allusion probable à l'*Annuaire*.

4. P.-V., 9 juin 1880. Le P. Hilaire ne mentionne pas ce dernier épisode dans le conflit local.



Arrivé à Paris, le P. Ludovic devait tout naturellement se tourner vers ceux qui appréciaient ses efforts à leur juste valeur. Après trois mois de contacts fréquents, le P. Ludovic entraît au comité de l'Œuvre en qualité de membre adjoint. Ce fut l'apogée de ces relations.

Elles avaient un objet précis. Depuis 1879 plusieurs membres de l'Œuvre préconisaient la fondation d'une banque populaire. Le vice-président de la Commission des arts et métiers, Krafft, avait même rédigé un projet des statuts, inspirés de ceux de la banque d'Angers, mais que le P. Ludovic déclarait supérieurs à ceux-ci. Krafft prévoyait simplement le prêt et une caisse d'épargne, les opérations devant se limiter aux catholiques, et rappelait pour décider ses collègues qu'à Paris, faubourg Saint-Antoine, les petits ébénistes empruntaient au taux usuraire de 2 % par mois.

Au milieu de 1880, les membres fondateurs étaient réunis et la « Banque Montparnasse » commença aussitôt à fonctionner tout en recrutant les membres sociétaires. Elle les trouva au cercle Montparnasse et au cercle Saint-Antoine et se lança résolument dans la voie de l'escompte.

On en était là quand le P. Ludovic vint à Paris. Pendant douze mois : de décembre 1880 à décembre 1881 il a considéré la banque Montparnasse comme celle qu'il rêvait d'ouvrir à Paris. On peut dire aussi qu'au début de 1881, les dirigeants de l'Œuvre ont répondu à ses sentiments.

Puis à cette entente manifeste, et dont témoigne l'entrée du capucin au comité, succède un temps de malaise et de difficultés au terme duquel le P. Ludovic se sépare de l'Œuvre et décide de fonder une banque populaire de son côté.

Les circonstances de cette rupture et jusqu'à un certain point ses causes, restent obscures. Elles n'en sont pas moins intéressantes puisqu'un homme et une œuvre unis dans cette même idée et d'accord sur sa réalisation se séparent brusquement et définitivement, sans qu'on puisse mettre en doute leur mutuelle bonne volonté. Nous disposons d'un court témoignage du P. Ludovic sur l'ensemble de la rupture. « Si l'Œuvre<sup>1</sup> des Cercles, qui nous avait demandé divers services, toujours accordés de bonne grâce, avait voulu de notre concours pour une institution qu'elle nous avait empruntée, à laquelle les catholiques attachaient notre nom et qui présentait à Paris des difficultés exceptionnelles, nous l'aurions donné de grand cœur. Peu nous aurait importé d'être unis dans un rang subalterne, du moment que nous aurions pu servir la bonne cause. Mais divers faits qui se passèrent en 1881, nous prouvèrent jusqu'à l'évidence que notre concours, loin d'être désiré était redouté. Comme nous aimons passionnément la liberté du bien pour les autres autant que pour nous-mêmes, dès qu'il nous a été démontré que notre présence était une gêne, nous nous sommes retirés. » Et il ajoutait qu'en décembre 1881 sa résolution était prise de créer une banque indépendante.

De ces « divers faits » la phrase suivante du P. Ludovic à l'Assemblée générale de 1881 donnera peut-être une idée : « M. le Comte de la Tour

1. Hilaire DE BARENTON, *op. cit.*, p. 297.

du Pin nous a dit qu'il y avait deux méthodes : permettez-moi de le contredire en vous assurant qu'il n'en existe qu'une seule, c'est celle que je n'ai cessé d'exposer depuis que je m'occupe d'institutions économiques. J'ai éprouvé une émotion, bien pénible pour moi, en entendant des hommes profondément pieux, zélés, travaillant de tout leur cœur à la réforme de la classe ouvrière, je ne dirai pas prétendre, mais s'imaginer que moi, religieux, je mettais au second plan la religion et au premier l'argent <sup>1</sup>. »

Mettre au premier plan l'argent et au second la religion qu'est-ce à dire ? Une lettre de Maignen à de Mun va nous éclairer :

« Le succès d'associations non franchement catholiques est impossible. Les catholiques n'y entreront pas et, si anodines, si effacées que soient les prescriptions nouvelles, ces associations seront encore trop cléricales pour les prétendus honnêtes gens.

« Nous avons abandonné le P. Ludovic quand il a voulu se placer sur ce terrain ; il s'y est jeté et il a échoué comme nous le lui avons prédit. Malgré ses efforts, son intelligence et son dévouement, toutes ses œuvres sont en liquidation <sup>2</sup>. » Et le P. Ludovic raconte qu'Albert de Mun ayant parlé des banques populaires de l'Œuvre, spécifia qu'elles ne devaient être composées que de catholiques et nomma le P. Ludovic pour mieux signaler la divergence de vues.

Voilà le motif de la rupture. A l'école de Luzzatti, le P. Ludovic voulait ouvrir la banque populaire à tous ceux qui en auraient besoin, à toutes les victimes des taux usuraires. Jamais l'Œuvre des Cercles ne voulut le suivre sur ce terrain, et Maignen nous en donne la raison : il n'estime pas viable une œuvre où catholiques et non catholiques fusionneraient.

Ce qu'il y a de plus curieux c'est qu'à partir d'un jour de 1881, inconnu de nous, l'Œuvre des Cercles ayant rompu avec le P. Ludovic fit autour de son nom un silence de mort. Il n'est plus jamais cité dans aucun document. On ne saurait trop souligner l'importance de cette rupture pour le P. Ludovic. Ce silence était l'arme la plus dangereuse pour combattre l'expansion de son œuvre. Dans la suite l'isolement où se tint une grande partie des catholiques contribua sans doute à l'orienter vers d'autres milieux dont nous aurons à parler.

Il consacra les six premiers mois de 1882, à préparer la banque indépendante dont la fondation était devenue nécessaire après cette rupture.

La rédaction des statuts fut pour lui une tâche de prédilection. Si le P. Ludovic voulait ouvrir sa banque à tous les « honnêtes gens », et n'admettait aucune condition de foi dans le recrutement, il n'en voulait pas moins laisser la direction aux catholiques. Contradiction ! dira-t-on. Sans doute, mais qui s'explique par le double souci de faire du bien à tous et de le faire dans un esprit chrétien. Comment concilier ces deux soucis dans la pratique ? Le P. Ludovic vit la solution dans le fait de

1. Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, *compte rendu* de l'Assemblée générale de 1881. On ne voit pas dans ce compte rendu les phrases de la Tour du Pin auxquelles fait allusion le P. Ludovic.

2. Charles MAIGNEN, *op. cit.*

n'accorder aux dirigeants de la banque aucun avantage matériel. De la sorte la direction deviendrait une tâche de dévouement que seuls les catholiques consentiraient à accepter. Et le conseil d'administration ainsi composé devrait pouvoir surveiller de très près le recrutement.

Le 14 juin 1882 naissait le « Crédit Mutuel et Populaire » ; société anonyme, à capital variable, dont l'objet était de faciliter l'épargne, le crédit et l'escompte principalement aux ouvriers, au petit commerce et à la petite industrie.

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont considérables ; il peut s'opposer à tout transfert, il statue sur les propositions d'admission des sociétaires, il fixe le maximum des avances consenti aux entrepreneurs et les conditions du remboursement, il arrête la limite des dépôts et détermine le taux de l'intérêt payé aux déposants, il fixe le taux des avances et des escomptes, il règle les conditions dans lesquelles les ouvriers actionnaires pourront participer à la caisse des assurances. Nous retrouvons les conseils de quartier de la banque angevine. Le but essentiel était l'escompte, un comité d'escompte assistait le conseil d'administration, tandis que les conseils de quartier enseignaient la direction sur les sociétaires qui présentaient des effets à escompter. Un autre organisme nouveau était le poste de secrétaire général, avec voix consultative, que le P. Ludovic se réservait. Enfin, aucune pratique religieuse n'était exigée des membres associés.

Sur ce corps agnostique le P. Ludovic voulut une tête bien chrétienne. Il composa son conseil avec soin <sup>1</sup>, en spécifiant que ses membres l'étaient de droit, sans confirmation de l'Assemblée générale, pendant les trois premiers exercices. La tête bien chrétienne entraînerait le corps. Sa fonction de secrétaire général avec voix consultative dépendait du Conseil d'administration. Le P. Ludovic aurait pû, par n'importe quelle formule, imposer sa présence. Il ne le voulut pas, espérant simplement la faire désirer par les services moraux qu'il rendrait. Le capital initial avait été fixé à 25.000 francs. Il fut rapidement souscrit par 160 actionnaires qui versèrent de suite 11.000 francs <sup>2</sup>. On commença l'escompte et aussitôt quelques clients eurent recours à la banque <sup>3</sup>. Mais elle se trouvait très gênée par la modicité de son capital et combattit cet obstacle par une politique d'appel aux dépôts à long terme en leur servant un

1. La composition était celle-ci : MM. Borie de Vintimille, Henri de la Chassaigne, de Chastenier, ancien sous-directeur de la Monnaie à Bordeaux, Louis David de Penaurum, Joseph Delpech, banquier, J.-B. Derms, ancien magistrat, A.-J. Guillon, ancien notaire, A. Hudeuil, ancien élève de l'École Polytechnique, Callixte Rochard, ancien receveur de l'Enregistrement, Léon de Tournemine, P. Wanauld de Malberg, ingénieur.

2. 4 mois après on comptait plus de 300 associés ayant souscrit 800 actions de 50 fr. et versé 24.000 fr.

3. En 4 mois avec le capital initial la banque fit environ 45.000 fr. d'escompte se décomposant comme suit :

293 effets de 10 à 200 fr., représentant une somme de 9.747 fr. 95.

24 effets de 201 à 500 fr., représentant une somme de 18.635 fr. 10.

4 effets de 501 à 1.000 fr., représentant une somme de 3.353 fr.

2 effets, plus de 1.000 fr., représentant une somme de 3.200 fr.



intérêt élevé <sup>1</sup>. La direction insistait aussi auprès des actionnaires pour qu'ils complétassent leurs souscriptions. Enfin <sup>2</sup> elle obtint du Comptoir National d'Escompte de Paris le réescompte de ses effets moyennant un dépôt de garantie de 25.000 francs. La banque d'Angers réescomptait naturellement les effets du Crédit Mutuel.

Tous ces résultats exigèrent du P. Ludovic et de ses collaborateurs un effort soutenu, mais ils y trouvèrent la satisfaction d'un beau résultat, car au 30 septembre 1883, le chiffre d'affaires atteignit 400.000 francs pour quatorze mois d'existence <sup>3</sup>.

On avait cherché aussi à multiplier les avantages que pouvait procurer la banque. Huit services étaient organisés à cet effet <sup>4</sup>. En outre la banque avait pris en charge le journal du P. Ludovic l'*Union Économique*. Cette organisation était constituée dès le 8 mars 1883.

Au congrès de l'Union des Associations ouvrières de 1883 tenu à Paris, le P. Ludovic décrivit l'organisation de sa banque, et exposa la question de principe. Il intitulait son discours « Dans la protection du travail chrétien, les faveurs temporelles ne doivent pas être réservées à des mérites surnaturels. » Un auditoire nombreux se pressait pour l'entendre, car sa réputation était grande et l'on savait qu'il avait sur l'action sociale des catholiques des idées très personnelles. L'essentiel de son argumentation se ramène à ceci : que veut-on ? Procurer à l'ouvrier un atelier, une fabrique, une maison de commerce, un lieu de travail où il ait la possibilité de demeurer chrétien. Pour cela on peut placer l'ouvrier chrétien dans une maison chrétienne et soutenir celle-ci par une clientèle assidue et des avantages économiques. C'est ce qu'il avait fait à Angers.

Mais, continuait le P. Ludovic, on peut concevoir un autre procédé, c'est d'amener par des bienfaits les maisons non chrétiennes à respecter la liberté de leurs ouvriers ou employés chrétiens. Si nous aidons les maisons non chrétiennes, si nous leur accordons des faveurs temporelles, elles nous le rendront dans le traitement de leur personnel. Si nous découvrons de bonnes maisons et les faisons connaître, nous avons des chances de les attirer dans le grand courant de vie sociale chrétienne qui les reformera.

1. Comptes de chèques intérêt 1 %.

Comptes à 7 jours de préavis, intérêt 1,5 %.

Comptes de 3 mois à 1 an, intérêt 2 %.

Comptes de 1 à 2 ans, intérêt 4 %.

Comptes supérieurs à 2 ans, intérêt 5 %.

2. Les taux d'encaissement étaient 1 % jusqu'à 100 fr. et 0,50 % jusqu'à 1.000 fr.

3. On escomptait à cette date : capital souscrit 70.450 fr. ; capital versé, 54.000 fr. ; escomptes, 399.113 fr.25.

4. Ils étaient les suivants : Questions boursières : achat et vente sans autres frais que l'agent de change.

Travaux d'architecture : Surveillance de travaux. Vérification et réglementation de mémoire.

Questions d'assurances et rentes viagères. (Cette conception est celle du secrétariat du peuple.) Questions de gérance d'affaires : associations commandites, liquidations, etc. Questions de comptabilité. Réclamations sur contributions diverses. Affaires litigieuses, procès, contentieux des faillites. Placements gratuits et renseignements. Services de commissions pour tous achats dans les maisons de Paris.

Cette conception, tout à fait différente de celle acceptée par les catholiques de son temps, le P. Ludovic devait s'y attacher de plus en plus et en pousser très loin les applications. Il appelait les œuvres conduites dans cet esprit les « Œuvres libérales ». Il fallait en effet une œuvre où catholiques et non catholiques, pourvu que ceux-ci fussent « d'honnêtes gens », pussent se rencontrer, comme, disait-il, au moyen âge si grande qu'ait été l'emprise de l'Église, les hommes les plus différents se retrouvaient sur le terrain communal. Et l'Œuvre par excellence susceptible de répondre à ce but c'est la banque ; non pas l'établissement de crédit du type habituel, mais la grande maison accueillante où l'on donne le crédit, mais où l'on rend aussi toutes sortes de services, où l'on aide l'artisan par tous les moyens <sup>1</sup>.

Mais dans la pensée du P. Ludovic une œuvre libérale est une œuvre catholique voire cléricale. C'est une chose difficile à comprendre et qui échappe à la plupart de ses contemporains. L'œuvre libérale écarte les impies, même s'ils expliquent leur impiété par des objections de conscience qui paraissent sincères. Elle s'adresse à des gens vivant suivant la loi chrétienne, appliquant les principes évangéliques, mais ne pratiquant pas la religion : des « honnêtes gens », des chrétiens sans le savoir. Donc elle exerce son action sur un terrain qui n'est pas défavorable. D'autre part l'œuvre libérale comporte un travail de direction et d'administration considérable et exigeant, pour réussir, d'être pratique dans un véritable esprit de dévouement. Or ce travail n'est pas rémunéré. Qui donc, dit le P. Ludovic, accepterait une pareille tâche sinon un catholique pratiquant, un cléricale même ? Et pour la remplir utilement il faudra que ce catholique continue à faire appel au concours d'un prêtre. Ce sera la mission de celui-ci de donner à l'œuvre un complément d'aspect catholique si par hasard cela était nécessaire.

Cette manière de voir était le résultat d'un raisonnement logique. Elle n'en reposait pas moins sur certains postulats contestables. Certaines de ces affirmations paraissent éminemment contestables à quelques-uns des auditeurs du capucin, tandis que, pour lui, elles sont la vérité même. Ce n'est encore qu'un malentendu.

Étant donné ce caractère de « maison commune » qu'il aspirait à voir prendre à sa banque, le P. Ludovic y développa des services annexes, et en premier lieu celui de l'épargne. Les petits dépôts recevaient un intérêt plus élevé ; des bons à un ou deux ans, des primes de dépôt encourageaient l'épargne <sup>2</sup>. Une autre institution sociale était la caisse ouvrière alimentée par une partie de l'épargne du crédit mutuel. Elle avait pour but de permettre aux ouvriers de contracter une assurance sur la vie <sup>3</sup>.

1. Il y aurait ici encore un parallèle à établir entre cette conception et celle du secrétariat du peuple.

2. Les dépôts hebdomadaires compris entre 80 fr. 50 et 10 fr. recevaient un intérêt de 6 % contre 4 % aux autres. Les bons à un an rapportaient 4 %. Les bons à 2 ans, 5 %. Les dépôts remboursables au bout de dix ans l'étaient avec une prime prélevée sur la réserve extraordinaire de la banque.

3. Il ne semble pas y en avoir eu plus de deux : celle des employés du Crédit Mutuel qui avait reçu 2.000 fr. en 1888 et celle d'un patron actionnaire de l'Œuvre.

Le P. Ludovic insistait aussi auprès des gens généreux pour qu'ils aidassent les ouvriers méritants à acquérir des outils ou moyens de production. Un bureau des prêts d'honneur attribuait ces sommes.

Enfin reprenant son fameux annuaire, il groupa en une sorte de Bottin les noms et professions de ses actionnaires.

La première assemblée générale du Crédit Mutuel se tint le 20 avril 1884. Le rapport du Conseil d'Administration constatait les progrès de la banque <sup>1</sup>, dont témoignaient l'augmentation du nombre des sociétaires, l'augmentation corrélative du capital et enfin celle du chiffre d'affaires. Mais en regard il révélait un chiffre très élevé de frais généraux <sup>2</sup>, et surtout, il devait reconnaître l'absence d'honnêteté de certains membres dont il proposait à l'assemblée de prononcer l'exclusion <sup>3</sup>, et d'une manière générale la difficulté qu'éprouvait les administrateurs à se renseigner sur la solvabilité de leurs clients. « Nos efforts pour organiser ces groupes — (des conseils de quartier) — sont restés impuissants. » Dans ces conditions l'effort de la banque aurait bien du mal à atteindre son objectif.

L'exercice 1884 montra un progrès ; des administrateurs incapables sont remplacés. Beaucoup des créances en souffrance ont été recouvrées. L'élimination des mauvais actionnaires se poursuit et le P. Ludovic y voit un service rendu à la cause catholique. Enfin nombreux ont été les capitaux déposés pour servir de garantie auprès des banques <sup>4</sup>.

Les exercices suivants montrèrent une situation satisfaisante dans l'ensemble <sup>5</sup>. Des dons généreux vinrent compenser, et au delà, l'arrière des créances en souffrance. De sorte qu'à la fin de 1885 le Crédit Mutuel se trouvait avec un excédent d'actif de plus de 8.000 francs.

L'évolution se poursuivait normalement, quand le bilan de 1889 indiqua une somme d'effets en souffrance de plus de 40.000 francs ; cette faiblesse chronique de la banque, à peine marquée dans les bilans précédents, réapparaissait de façon angoissante. En même temps le P. Ludovic se trouvait aux prises avec une série de directeurs emportés et incompé-

1. Membres de la société : 521.

Capital : 73.800 fr.

Prêts directs ou escompte : 559.250 fr. 40.

Bénéfices : 6.836 fr.

Frais généraux : 20.801 fr. 34.

Effets en souffrance : 50.000 fr.

Dons : 11.000 fr.

2. Le chiffre des frais généraux comprenait le loyer, les frais de premier établissement, les frais de propagande, et les salaires.

Les dons venaient en décharge de cette somme.

3. 7 exclusions furent prononcées d'actionnaires notoirement catholiques pour les motifs suivants : 2 pour faux, 3 pour billets de complaisance concertés, 2 pour refus de payer leurs dettes, et accusation d'escroquerie à l'égard du conseil d'administration devant les tribunaux.

4. Le chiffre d'effets en souffrance était de 2.000 pour un chiffre d'affaires de 400.000 fr.

5. Exercice 1885. Chiffre d'affaires 493.439 fr. Prêts : 4.027 fr. Effets :

4.657,80 en souffrance.

+ 25.511,99 reliquat des exercices précédents.



tents. Leur instabilité était mauvaise en soi. Chacun avait en outre un défaut malheureux : l'un était exagérément présomptueux ; la violence nerveuse du second confinait à la grossièreté, le troisième, au témoignage même du P. Ludovic, n'admettait ni observation, ni question. L'attitude de ces directeurs éloignait les clients et créait un malaise aux conseils.

Le P. Ludovic se rendait parfaitement compte de ces insuffisances, mais il enregistra, semble-t-il, des refus de concours de la part d'hommes plus compétents mais opposés à sa conception des œuvres libérales. C'est dans le même esprit qu'il devait enregistrer en 1888 la démission de l'actif président du Conseil d'Administration, Faligan, démission dont l'*Union économique* reconnaissait qu'elle était « très pénible » et qui était accueillie par le comité de l'Œuvre des Cercles, sorti pour une fois de sa réserve, comme une confirmation de sa propre manière de voir <sup>1</sup>.

Les années suivantes on constata une extrême irrégularité des bilans : 1890 fut une très mauvaise année, mais par contre l'exercice 1891 accusa des bénéfices importants. Puis la banque déclina rapidement. Il faut citer ce commentaire de la *Réforme sociale*, l'organe de l'école de Le Play sous la signature d'A. Fougousse <sup>2</sup>.

« Nous pouvons bien dire que cette œuvre comme tant d'autres œuvres de l'Association a été tuée par les étrangers mais par les siens eux-mêmes, par ceux qui avaient la garde et la gestion de sa vie. Ce sont les administrateurs et les directeurs qui l'ont fait sombrer, les uns par leur négligence les autres par leur indécatesse et mise à profit des facilités que leur procurait leur présence au cœur de la place. Les administrateurs eux-mêmes faisaient escompter à l'institution du papier de complaisance, des effets tirés par eux-mêmes sur des hommes de paille. Le Directeur ne voyait pas ou fermait les yeux pour ne pas déplaire, et, le jour de l'échéance, les effets restaient impayés et le gouffre se creusait. »

Après le mauvais exercice 1892, un administrateur élu depuis un an, le député Etchevery, membre du groupe de la Réforme sociale, démissionna, mais il laissait à la banque une somme de 40.000 francs avec faculté de la rendre quand ce serait possible.

L'exercice 1893 ayant été très mauvais <sup>3</sup>, le P. Ludovic essaya de céder le Crédit Mutuel en avril 1894. Les négociations n'aboutirent pas. Quelques jours après se tenait à Bordeaux un important congrès des banques populaires. L'opposition entre la conception libérale du P. Ludovic et la conception exclusivement catholique dont l'avocat de Lyon, Louis Durand, s'était fait le porte-parole, aboutissait au cours du congrès à une scission <sup>4</sup>. La plupart des personnalités catholiques prenaient parti contre le P. Ludovic et parmi elles Etchevery qui réclamait au Crédit

1. *Union Économique*, 1888, p. 458. H. DE BARENTON, *op. cit.*, p. 420. P.-V., 24 octobre 1888.

2. Chronique du mouvement social. *Réforme Sociale*, tome XXVII, 4954-955. Livraison de juin 1894.

3. Au début de l'année le président du Conseil d'administration détournait une somme de 50.000 fr.

4. Voir chapitre XXI du présent ouvrage.

Mutuel son avance. La banque n'était plus en mesure d'honorer cette créance.

Et Etchevery écrivit alors aux supérieurs de la Congrégation des Capucins, leur exposant la situation. La banque avait reçu un peu plus de 400.000 francs en dépôt, soit en titres, soit en espèces. Cette somme, écrivait-il, est à peu près perdue. C'était exagéré, mais il était vrai que le Crédit Mutuel après plusieurs mauvaises années, ne pouvait en rembourser la plus grande part, au moment même où trois gros créanciers venaient retirer leurs fonds.

Pour éviter une liquidation judiciaire qui aurait absorbé ce qui pouvait être récupéré, les supérieurs de l'Ordre<sup>1</sup> contractèrent un emprunt sur le couvent de Paris, et avec cette somme firent accepter à l'assemblée générale une liquidation à l'amiable le 15 mai 1894.

Etchevery signalait aux supérieurs de la Congrégation les conséquences déplorables qu'avait eu la présence du P. Ludovic à la tête du Crédit Mutuel. Elle avait donné aux déposants l'idée fausse que, quels que fussent les revers, ils seraient sûrement remboursés ; elle avait de même inspiré aux débiteurs l'idée que la charité du Père s'opposerait à ce qu'il fussent poursuivis, enfin l'inexpérience et les illusions du Père avaient contribué à bien des fautes<sup>2</sup>.

L'échec du Crédit Mutuel, si douloureux au cœur du capucin, ne doit pas faire perdre de vue les services rendus par la banque. Dans le même article où il analysait les tares intérieures de la société, Fougousse rappelait qu'en douze ans le Crédit Mutuel avait fait circuler plus de 22.000.000 de francs dans le petit commerce et la petite industrie de Paris<sup>3</sup>. De son côté le liquidateur, Maurice Aubry, qualifiait l'œuvre du P. Ludovic de « tentative qui n'a pas été sans fruits<sup>4</sup> ».

Nous dirons donc que dans une assez large mesure le P. Ludovic a momentanément atteint le but qu'il s'était proposé, celui de mettre le crédit à la disposition des petites entreprises commerciales ou industrielles, mais cet heureux résultat est resté sans lendemain faute d'une organisation suffisamment au point, et faute de concours dévoués et compétents. Une des causes de l'échec du Crédit Mutuel se trouve dans cette conception de l'œuvre libérale qui a éloigné du P. Ludovic la plupart des catholiques, l'Œuvre des Cercles en tête, sans pour cela lui apporter de la part des autres milieux le large concours qu'il attendait. Cette conception a pesé sur les destinées de la banque de façon défavorable.

A côté de ses banques de Paris et d'Angers, le P. Ludovic en a fondé plusieurs autres. La plus solide devait être celle de Bourges. Prêchant à

1. Le provincial était le R. P. Prosper de Martigné.

2. H. DE BARENTON, *op. cit.*, p. 433. Le député basque rappelait le conseil de Frédéric Le Play engageant le clergé à ne pas se mettre à la tête des œuvres d'intérêt public mais plutôt à les faire diriger par d'autres.

3. FOUGEROUSSE, *article cité*.

4. Maurice AUBRY, *Rapport sur la liquidation du Crédit Mutuel*. La conclusion de ce rapport, d'une portée plus générale, fut publiée in extenso par la *Corporation* le 18 mai 1895.

la cathédrale le carême de 1886, il profita de son séjour pour fonder sur le modèle du Crédit Mutuel et Populaire, une banque destinée à faire circuler le crédit dans l'ensemble du département et jusqu'en ses points les plus reculés. Le capital initial se montait à 40.000 francs <sup>1</sup>. Les actions ne touchaient ni dividende ni intérêt. Les bénéfices étaient destinés à constituer un fonds de réserve et employés à des œuvres de prévoyance et de secours : les prêts directs ou l'avance, escompte du papier commercial, l'ouverture de crédit en compte courant, l'acceptation des dépôts et le courtage des assurances <sup>2</sup>.

Le développement de la banque fut lent, mais sans à coup. Elle eut la chance d'avoir à sa tête un prêtre berrichon d'un grand dévouement, l'abbé Lorrain.

Le succès de la banque populaire de Bourges valut à la ville d'être désignée comme siège du III<sup>e</sup> congrès du Crédit Populaire en 1890.

En 1890 elle établit une liaison avec le syndicat des agriculteurs du Cher qui lui demanda de s'ouvrir à ses syndiqués. Fort de son acceptation le syndicat engagea ses adhérents à devenir actionnaires et sociétaires. Un peu plus tard une banque populaire fut établie à Saint-Florent-sur-Cher. Celles de Saint-Chamand, Nevers, Caen, Certe, Limoges bénéficièrent de la propagande du P. Ludovic.

Le processus était le suivant : une série de conférences préparatoires puis un établissement ouvert sans connaissance suffisante des personnes et des conditions locales. Il en résultait souvent une armature faible, une marche indécise et des crises financières.

En outre la plupart de ces banques se sont trouvées en lutte avec l'administration sur l'imposition de la patente.

La loi du 15 juillet 1880 exemptait les associés en commandite, les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles régulièrement autorisées de la patente. L'argumentation du P. Ludovic et de ses collaborateurs consista à présenter la banque populaire comme une caisse d'épargne et de prévoyance.

Seulement l'administration imposa presque toutes les banques populaires. Celles-ci faisant valoir leurs droits devant les conseils de Préfecture obtenaient gain de cause, après de longues et coûteuses procédures. La première affaire de ce genre se produisit à Certe et fut bientôt répétée à Caen (1882-83). Dans les deux cas le Conseil de Préfecture exempta la banque en considération des faits suivants : elle n'était alimentée que par les capitaux de ses actionnaires, elle ne faisait d'affaires qu'avec eux, elle était administrée gratuitement.

1. Il pouvait être porté à 200.000 fr. par décision de l'assemblée générale (4.000 actions de 50 fr.).

2. *Prêts directs* : 1887      1888      1889      1890  
                          200      2.180      2.890      2.850.

*Escompte* : 1887, 125 effets pour 29.766 fr. 65.

1888, 269 effets pour 56.144 fr.

1889, 637 effets pour 109.229 fr.

1890, 674 effets pour 132.320 fr.



Ces mesures favorables n'effaçaient pas les inconvénients de la procédure et par conséquent rendaient hésitants les fondateurs éventuels.

Dès 1883 le fisc voulut imposer le Crédit Mutuel de Paris. Après une interminable et minutieuse enquête l'administration reconnut la gratuité des fonctions, mais en revanche elle fit remarquer que cette gratuité tendait à augmenter les bénéfices, lesquels revenaient aux actionnaires sous forme de dividendes. Elle notait aussi que la banque utilisait les dépôts, en tirait un bénéfice et servait un intérêt. Pour ces deux motifs, l'imposition ne pouvait être levée. On remarqua aussi la présence parmi les sociétaires de personnalités notables qui n'étaient pas susceptibles de faire appel au crédit de la société <sup>1</sup>.

L'administration maintint l'imposition, mais suggéra au P. Ludovic de demander une « modération par voie gracieuse » pour le premier exercice qui ne laissait pas de bénéfices. Le capucin répondit par ce mot qui le peint bien « Nous tenons beaucoup à la grâce de Dieu, mais nous ne voulons pas des grâces de la République. La justice nous suffit. »

A l'assemblée de 1884 la suppression des dividendes fut décidée. On aurait pu concilier les exigences du fisc et l'intérêt des actionnaires en maintenant un dividende minime, inférieur à l'intérêt courant de 5 %. Le capucin ne le voulut pas, ayant dans l'esprit une notion d'un ordre très élevé, mais peu pratique, celle du capital gratuit, où il voyait l'application par excellence du précepte évangélique de charité <sup>2</sup>. Quant aux capitalistes désireux de s'assurer le loyer de leur argent, il leur demandait de le lui confier sous forme de dépôts.

Ce procédé ne semble pas avoir eu d'application réelle, mais son admission de principe valut au Crédit Mutuel une nouvelle imposition, avec amende, en 1886. Le fisc remarquait aussi qu'en cas de dissolution la distribution des réserves aux actionnaires accroîtrait considérablement la valeur des actions.

Le Crédit Mutuel refit une fois de plus ses statuts, stipulant notamment qu'à la dissolution les actions ne seraient pas remboursées au-dessus du pair, et que toutes les opérations financières seraient faites exclusivement avec des sociétaires. Grâce à cette longue lutte le Crédit Mutuel connut l'exemption à partir de 1887, non sans avoir eu aussi à son tour un conflit avec l'administration du Timbre qui lui réclamait une somme de 80.000 francs finalement ramenée à 258 francs.

A Angers un conflit analogue évolua moins bien, et la banque se vit contrainte de payer la patente, moins lourde qu'à Paris.

Ailleurs les mêmes difficultés se produisirent, embarrassant les banques, arrêtant les unes, décourageant les autres.

A Marseille un catholique, le banquier Roquefeuil avait fondé une banque populaire, mais il promettait de gros dividendes, et adjugeait nombre d'actions et le quart des bénéfices aux fondateurs. Le P. Ludovic

1. Rappelons qu'une partie des bénéfices devait alimenter les caisses d'assurances de prévoyance et de prêts gratuits et que le reste allait aux actionnaires.

2. C'est l'idée de La Tour du Pin.

lui reprocha sévèrement ces avantages qui contredisaient le principe de la gratuité des fonctions. Pour le quatrième anniversaire de sa fondation, Roquefeuil organisa un grand banquet suivi d'un bal ! Cette fois les reproches du P. Ludovic furent sanglants, et pourtant, ironie du destin, le « Centre fédératif du Crédit populaire », qui allait désormais absorber la dévorante activité du capucin, naquit au cours de ce banquet <sup>1</sup>.

Le liquidateur du Crédit Mutuel soulignait <sup>2</sup> les exigences de l'action bancaire, auxquelles le P. Ludovic et ses collaborateurs n'avaient que partiellement fait face.

« Outre l'insuffisance des responsabilités engagées dans les sociétés par actions qui commercialisent le crédit, il faut encore tenir compte des difficultés techniques et pratiques du métier d'escompte, des périls cachés sous la toile d'échéances courtes ou longues, des fragilités de situation à discerner et même à prévoir à distance des entraînements, de la fausse richesse causés par les disponibilités du jour, de la vigilance à exercer, sans interruption, sur des services indépendants les uns des autres, toutes ces choses qui exigent au sommet de l'institution des qualités de résistance et de police aussi rares chez les bienfaiteurs de l'humanité que chez les manieurs de l'argent d'autrui, chez les chrétiens comme chez les libres penseurs. »

Le P. Hilaire de Barenton a cru trouver dans les embûches dressées par le fisc sur la marche des banques populaires une volonté destructive d'origine sectaire. Ne faudrait-il pas plutôt y voir l'ignorance incompréhensive de l'administration financière toujours soucieuse d'assurer la rentrée des impôts devant un organisme de crédit tout neuf et dont elle n'apercevait ni la marche, ni les progrès, ni peut-être l'utilité profonde ? Le fait qu'à partir de 1887 par exemple le fisc ait définitivement exonéré le Crédit Mutuel tendrait à confirmer l'hypothèse de la bonne foi administrative.

Car en définitive c'est le mérite du P. Ludovic d'avoir le premier introduit en France dès 1878 une banque populaire de crédit du type Schulze et déployé tous ses efforts pour l'acclimater à travers le pays, rendant ainsi au petit commerce et à la petite industrie les réels services dont jouissaient l'Allemagne et l'Italie. Ce mode de crédit ne rencontra pas, sinon d'une manière tout à fait épisodique, le succès qu'il espérait. Mais dans l'histoire du crédit ce pionnier à sa place. Dans son récent traité d'Économie politique, Gaëtan Piron n'a pas manqué de le rappeler <sup>3</sup>.

Cependant ces échecs, ces difficultés accumulées, peut-être aussi le sentiment de son incompétence détournèrent le P. Ludovic des fondations bancaires <sup>4</sup>, il sentit que lui, prédicateur, était plutôt fait pour prê-

1. Voir chapitre XXI du présent ouvrage.

2. Maurice AUBRY, *Rapport cité*.

3. Gaëtan PIROU et Maurice BYÉ, *Traité d'Économie politique*, tome I. Les cadres de la vie économique : le crédit, Paris, 1943, 448 p. in-8°, voir page 240.

4. Pour avoir une idée d'ensemble des fondations que l'on peut attribuer à l'influence du P. Ludovic, en tenant compte des recherches de H. de Barenton, considérons les tableaux suivants :

cher le crédit populaire aux hommes de bonne volonté qui, animés par sa parole, fonderaient les institutions voulues. Il sentit aussi qu'une tâche s'imposait, celle d'amener les pouvoirs publics à favoriser les créations nouvelles en amendant la législation.

### *La propagande du Crédit Populaire*

Pour comprendre son attitude il fait se rappeler le caractère du Père Ludovic, son intransigeance, sa ténacité. Les obstacles de toute nature que son attitude exceptionnelle lui suscita, ne firent qu'augmenter chez lui la volonté de fréquenter les « honnêtes gens » et la conviction de les ramener sur le chemin de l'Église<sup>1</sup>.

A ces traits de caractère, il faut ajouter la très haute estime en laquelle le capucin tenait les Juifs. Cette estime explique qu'il n'ait pas craint d'associer de très près un israélite à son Œuvre, qu'il ait passionnément défendu cette association et qu'il ait montré une grande indulgence à l'égard de Benoît Lévy. Ce sentiment, le P. Ludovic le tirait pour la plus grande part de ses relations avec Luzzatti.

Quand le P. Ludovic s'était rendu en Italie en 1888, il y avait rencontré Luigi Luzzatti qui lui avait réservé le plus chaleureux accueil<sup>2</sup>. Le capucin y avait répondu avec le plus vif empressement, et de là naquit une amitié qui dura jusqu'à la mort. Luzzatti avait fondé le crédit populaire en Italie. Sa renommée grandissante tirait bénéfice des services considérables que rendaient ses banques populaires. Elle devait lui valoir la députation, puis le ministère des finances et la présidence du Conseil italien. Luzzatti rêvait de propager à travers le monde un socialisme basé sur la coopération organisée grâce auquel tous les hommes connaîtraient les richesses matérielles et par elles le bonheur.

L'œuvre considérable qu'il avait réalisée en Italie, les vues philosophiques qu'il exprimait étaient bien faites pour séduire le P. Ludovic, mais la personnalité même du futur ministre, son charme enfin y suffirent.

A) Banques dont la fondation peut être attribuée à l'influence du P. Ludovic avant le Congrès de Marseille.

Angoulême (1884) ; Arras (1880) ; Avanches (1881) ; Bordeaux (1886) ; Bourges (1886) ; Caen (1882) ; Cette (1881) ; Le Mans (1881) ; Limoges (1882) ; Lyon (1881) ; Marseille (1886) ; Nevers (1882) ; Rennes (1882) ; Roanne (1881) ; Saint-Chamond (1880) ; Saint-Malo (1882) ; Toulouse (1881) ; Paris (1882).

B) Banques existant lors du Congrès de Marseille.

a) A l'état léthargique : Angoulême, Bordeaux, Limoges, Nevers, Toulouse.

b) Vivantes et assistant au Congrès : Angers, Bourges, Cette, Marseille, Paris, Saint-Chamond.

C) Banques créées après le Congrès de Marseille : Saint-Florent-sur-Cher (1891) ; Sablé (1891) ; Nice (1891).

D) Banques créées hors de France : Rome (Italie) ; Iseghem (Belgique) ; Eeghem (Belgique) ; Thielt (Belgique).

D'après Eugène ROSTAND, *L'action Sociale par l'initiative privée*, 4 vol., Paris, 1892, et sq., in-8°.

1. Le Père Godefroy, Capucin, qui a dépouillé une correspondance spirituelle du P. Ludovic y a retrouvé les mêmes traits de caractère.

2. H. DE BARENTON, *manuscrit cité*, pour ces relations avec Luzzatti.



Le P. Ludovic arrivait de France avec l'amertume de voir son œuvre incomprise, combattue par le Gouvernement, ignorée de ses corrélionnaires. Il trouvait de l'autre côté des Alpes un crédit populaire florissant. Comment n'eût-il pas ressenti à l'égard de Luzzatti un mélange d'admiration et de respect ? On lui reprochait de ne rien entendre aux questions financières : où trouver un maître plus autorisé ? Il paraissait solitaire dans ses œuvres : de quelle meilleure autorité pourrait-il désormais se couvrir ? Tout de suite, très sincèrement mais très ostensiblement, il proclama Luzzatti son maître. Il en fit sa recommandation auprès des clients, sa réponse aux critiques des adversaires. Et cela d'autant mieux que Luzzatti répondit pleinement à ses sentiments. En effet, cet israélite se rendait compte des préjugés que pouvaient nourrir à son endroit les travailleurs chrétiens. La présence à ses côtés d'un moine estimé, connu pour son zèle, pouvait mieux que tout autre contribuer à dissiper ces préjugés. Ainsi se trouvaient réalisées les conditions d'une collaboration réelle et durable. Quand Luzzatti vint à Paris, le P. Ludovic s'empressa autour de lui avec le zèle d'un disciple à l'égard du maître vénéré. Le capucin avait d'ailleurs une arrière-pensée toute spirituelle : celle de convertir son ami. Un jour qu'il l'avait trouvé fatigué, et même un peu souffrant, il en profita pour lui parler de son âme et de la religion. Et comme Luzzatti paraissait touché, le P. Ludovic sans plus attendre, lui proposa de se faire chrétien. Embarrassé, Luzzatti se retrancha derrière les exigences de la piété filiale : « Oh ! je ne puis pour le moment. Que dirait mon vieux père quand il apprendrait que j'ai quitté la foi de mes ancêtres ! Il en mourrait sûrement de chagrin. Je ne puis. » C'était une objection qui ne devait pas être éternelle. Le P. Ludovic le pensa et cet espoir l'attacha davantage à Luzzatti.

Il éprouva des sentiments semblables, mais dans une moindre mesure, à l'égard d'un autre israélite italien, Léon Wollemborg, qui avait introduit les caisses Raiffeisen en Italie.

De là cette haute estime en laquelle il tenait les israélites et qu'il a exprimée dans ses ouvrages, notamment dans l'introduction à la *Vie du Bienheureux Bernardin de Feltre*.

« Les âmes, explique-t-il, ne se sont pas élevées brusquement de la vie de péché à la vie chrétienne. Avant d'être converties à la foi catholique, elles se distinguaient déjà par la noblesse de leur caractère et par de grandes vertus. Pareille distinction existe chez beaucoup de juifs dont les yeux restent fermés à la vérité religieuse. Nous en connaissons un certain nombre. Ils sont à tous égards dignes de respect, on ne pourrait les mépriser sans injustice. On nous permettra de nommer ici Luigi Luzzatti, le fondateur et le président général des banques populaires italiennes et Léon Wollemborg, l'introducteur en Italie des Caisses Raiffeisen. L'un et l'autre sont israélites, et, chose digne de remarque, ils font tous les deux à l'usure une guerre sans merci. Ils marchent donc sur les traces des Franciscains combattant dans toute l'Italie les juifs usuriers du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Ils consacrent à cette guerre leur temps, leurs talents,

leurs forces, leur argent. Leur unique profit est de rendre service au peuple. »

Telles étaient les dispositions d'esprit dans lesquelles le P. Ludovic abandonnant les fondations proprement dites, aborda les milieux politiques pour tenter d'y faire connaître et encourager le crédit populaire.

Le crédit populaire demandait à être lancé sur une grande échelle. Le P. Ludovic avait cherché chez les catholiques les plus attentifs à la question sociale, les hommes qui soutiendraient et développeraient ses œuvres à Angers et à Paris. Sa rupture avec l'Œuvre des Cercles en 1881 avait mis un terme à cette phase de ses recherches ; elle l'avait éloigné des catholiques, car, desquels attendre un concours si ceux de l'Œuvre le refusaient ? L'Œuvre des Cercles s'était désolidarisée du capucin, faisant un silence de mort autour de ses œuvres. C'était là une condition particulièrement défavorable à son action.

Pendant les années suivantes, il semble que le P. Ludovic se soit reporté sur son entourage — quelques hommes de bonne volonté aussi représentatifs que possible — pour développer avec lui le « Crédit Mutuel » à Paris et prêcher le crédit populaire en province.

Mais quand le fisc imposa les banques populaires à la patente et qu'il fallut soutenir contre l'État de longs et onéreux procès, le P. Ludovic sentit son isolement. Le développement du Crédit Mutuel posait aussi un problème financier : celui du réescompte que le Comptoir National d'Escompte de Paris était seul à pratiquer. Aussi, à partir de 1886, voyons-nous le capucin fréquenter les milieux financiers.

De ses anciennes relations avec la Cour Impériale il avait gardé ses entrées dans le monde bonapartiste. Il semble qu'il ait espéré un instant trouver de ce côté un appui <sup>1</sup>.

Le résultat fut d'obtenir en juin 1888 le réescompte de la Banque de France pour les effets du Crédit Mutuel. Mais les milieux financiers ne pouvaient être d'aucun secours au Parlement.

Il cherche donc une entrée dans le monde politique, dès la fin de 1887. Le 5 décembre il assiste au dîner de la Société d'Économie politique, où le président, Léon Say, lui donne la parole. « J'expose la question, note-t-il, je suis écouté avec un intérêt visible. Après, MM. Cheysson, de Reinach, Limousin appuient mes dires. Nombreux remerciements au sortir de la salle. » Ce succès, si anodin fut-il, acheva de le décider. Le monde politique sera son champ d'apostolat.

Une circonstance fortuite vint non seulement lui en procurer le moyen, mais encore changer son destin. Depuis quelque temps le désir était

1. Les *agendas* du Capucin mentionnent ces relations entre janvier 1886 et juin 1888, date où il obtint le réescompte de la Banque de France pour le Crédit Mutuel. Il eut un entretien avec le Prince Victor Bonaparte, fils de Jérôme, et lui fit parvenir un long rapport par les soins du Duc de Padoue. Octave Noël, professeur d'Histoire du Commerce à l'École des Hautes Études Commerciales, s'intéressa également à l'affaire et s'entremît à la Banque de France.

*Agenda* 1886 : 9 janvier.

*Agenda* 1887 : 12, 23 janvier, 26 avril et 14 juin.

exprimé d'une réunion annuelle des banques populaires, au cours de laquelle serait établie une défense commune contre le fisc. Le 25 novembre 1888, Vicens, administrateur de la Caisse d'épargne de Marseille et président du Comité des Assurances maritimes, au cours d'un banquet <sup>1</sup>, constitua un comité. Rostand prit la présidence <sup>2</sup>.

Jusque-là on agissait tout à fait en dehors du P. Ludovic. Mais le comité lui adressa une invitation. Le capucin, peiné de voir que tout avait été décidé sans le consulter, répondit que la date choisie ne lui agréait pas. Le Comité lui télégraphia pour demander sa date, et, d'un commun accord, on fixa le congrès aux 2, 3 et 4 mai. Aussitôt le P. Ludovic mit tout en œuvre pour assurer le succès de cette assemblée, écrivant aux banques pour les inviter à se faire représenter.

Les organisateurs enregistrèrent 11 adhésions <sup>3</sup>. Les études sérieuses accomplies sur un ordre du jour soigneusement préparé <sup>4</sup> mirent en lumière six causes d'infériorité pour les banques : l'exagération des frais, l'indulgence pour les sociétaires suspects, le défaut d'initiative privée, l'impossibilité du réescompte à la Banque de France, le manque de solidarité, enfin la concurrence des banques ordinaires. Ce congrès eut des conséquences importantes. Par le sérieux de ses travaux il démontra l'intérêt de pareilles réunions et contribua à les rendre permanentes ; ainsi naquit avec un organisme permanent : le Centre fédératif du

1. H. DE BARENTON, *Le R. P. Ludovic de Besse*, tome II.

2. Eugène Rostand s'était livré à des travaux de littérature qui influencèrent sans doute son fils Edmond. Ce n'est qu'en 1887 qu'il fit paraître sa première étude d'économie politique : « Les questions d'Économie sociale dans une grande ville populaire » (Marseille). Très honorablement connu, d'une haute conscience et très actif, Rostand était l'homme le plus susceptible de servir les desseins du Capucin.

3. Eugène ROSTAND, *L'Action sociale par l'initiative privée*, 4 vol., Paris, 1892, et sq. donne la liste des banques adhérentes : Paris, Angers, Bourges, Menton, Cette, Alger, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Poligny et Saint-Chamond. L'adhésion de Toulouse fut retirée par la suite.

4. Ordre du jour :

1° Y a-t-il en France des causes spéciales d'infériorité pour l'acclimatation des banques populaires ?

2° Du réescompte du papier des banques populaires à la Banque de France.

3° Une législation spéciale devrait-elle être demandée au Parlement en vue d'aider au progrès des associations coopératives de crédit soit par un régime déterminé, soit par la réduction des charges fiscales ?

4° Le projet de loi organique soumis le 27 juillet 1887 à la Chambre des Députés pourrait-il être amendé dans le sens d'une aide à donner par ces institutions au crédit populaire ?

5° Convient-il aux banques populaires en France de recevoir des dépôts d'épargne de leurs sociétaires ou du public ?

6° L'unité du crédit à faire aux adhérents des banques populaires en France et relations de ce crédit avec leur part dans le capital social.

7° Du moyen d'établir une statistique précise du mouvement des banques populaires en France au 31 décembre 1888.

8° Du moyen de nouer des rapports suivis entre les différentes banques populaires européennes.

9° Les banques populaires coopératives peuvent-elles stipuler dans leurs statuts des avantages au profit de leurs membres fondateurs ? Dans quelle proportion ces avantages peuvent-ils être consentis ?

10° De l'initiative du crédit agricole en France pour la création d'associations rurales de crédit mutuel.



Crédit Populaire, une liaison durable entre le P. Ludovic et les organisateurs du Congrès, Rostand en tête. Mais le Congrès fit plus encore : avant de se séparer il émit des vœux sur la protection du Crédit Populaire, et chargea deux membres de les porter au gouvernement (un M. de Jancigny et le P. Ludovic).

Cette désignation comblait les vœux du P. Ludovic. Dès le 3 juin, il se rendait au Sénat, avec le directeur de l'*Union économique* Garreau, mais sans Jancigny, excusé. Il fut reçu par le sénateur Maze qui encouragea le projet d'un Congrès international des banques. L'Exposition internationale de 1885 lui fournit de nouvelles occasions pour ces rencontres si désirées. Il avait obtenu une place pour le Crédit Populaire et en profita pour se mêler activement aux réunions économiques tenues à l'occasion de l'Exposition. Le 10 juin, il reçut la visite du Président Carnot. Il le note en quelques lignes où transpire sa joie. « Je vais à 9 h. 1/2 à l'Exposition pour attendre la visite du président de la République. Je vois là M. Juglar, M. Saleta qui me présente son collègue, M. Arnous, de la C<sup>1</sup><sup>e</sup> Transatlantique, M. Fougousse et M. Rostand. Je les présente l'un à l'autre ; M. Bolle, président de la Fourmi, qui m'interroge sur le Crédit Mutuel — il est au Crédit Industriel et Commercial — M. Marbot, frère du curé de Saint-Honoré d'Eylau, ami de M. Garreau, qui s'occupe des pêcheurs de Boulogne, M. de Roz Maria. Le Président arrive à la X<sup>e</sup> section à midi moins le quart. Un grand monsieur que je ne connais pas l'interpelle et dit : « Voici le P. Ludovic de Besse qui a exposé son œuvre du Crédit Mutuel. » Le Président s'approche, me tend la main et regarde mon exposition. Je lui dis que c'est une œuvre pour les petits patrons. Il sourit, me salue et sort pour monter en voiture. »

Cette exposition lui valut la médaille d'argent, ce dont il se montra un peu déçu. Les 11 et 12 septembre, il faisait les honneurs de l'Exposition à Luzzatti et Wollemborg, et les présentait à Léon Say, Il participa au Congrès d'Économie sociale et y prit la parole le 18 juillet 1889. Les mois qui suivent voient se consolider les liens d'amitié qui unissent le P. Ludovic à Eugène Rostand. En étroite union, ils préparent le Congrès de Menton.

Le second Congrès des banques populaires du 14 au 17 avril fut une manifestation spectaculaire. Luzzatti y assistait avec Wollemborg que le P. Ludovic embrassa en plein casino. Un fait inattendu contribua à l'importance de la manifestation. Maze que le P. Ludovic avait visité l'année précédente, de passage à Menton se rendit au Congrès et l'invita à rédiger un texte sur les coopératives de crédit.

La Chambre venait de voter un projet de loi sur les coopératives, mais sans mentionner le crédit. Le Congrès acquiesçant avec empressement nomma une commission que devait présider Eugène Rostand, mais celui-ci étant parti sur ces entrefaites à Marseille pour y recevoir le Président Carnot, le P. Ludovic présida la Commission et rédigea le titre sur les sociétés de crédit.

La nomination du sénateur Maze comme rapporteur du projet semblait annoncer une coopération plus étroite. Le P. Ludovic se présenta le 3 décembre devant la Commission sénatoriale. Son agenda évoque cette séance en quelques mots significatifs : « Au Sénat. Je m'y trouve avec M. Garreau. M. Foucher de Careil préside avec MM. Gouin, Maze, Couturier et on nous tient jusqu'à 4 h. 1/2. Toutes nos explications sont sollicitées et écoutées avec la plus grande déférence <sup>1</sup> ».

Le Congrès des banques populaires tenu à Bourges du 15 au 18 avril 1891 marqua un nouveau progrès de l'institution. On y vit le marquis de Vogüé, le député Etchevery, Léonce Marchain président du Syndicat de l'Indre. Cinquante personnes participèrent au travail en commission <sup>2</sup>.

Le quatrième Congrès tenu à Lyon eut un caractère officiel. Le ministre de l'Intérieur y délégua le chef adjoint de son cabinet, tandis que le ministre des Finances belges y envoyait le directeur de la Caisse générale d'épargne. Le représentant du ministre français, Mallian, annonça au Congrès l'intention du gouvernement d'ouvrir une grande banque agricole chargée d'émettre une monnaie fiduciaire spéciale et d'escompter le papier de l'agriculture. Rostand s'y déclara formellement opposé.

Le 15 janvier 1893 le P. Ludovic est convoqué au ministère du Commerce et de l'Industrie, devant la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail. Le sujet à l'ordre du jour est l'organisation du crédit populaire. Jules Simon présidait : le capucin exposa ses idées durant trois quarts d'heure <sup>3</sup>.

### *Apparition d'une société de propagande*

Les interventions du P. Ludovic et les Congrès des banques populaires ne paraissent pas avoir eu grand retentissement. Les congrès étaient destinés avant tout à unir les banques et à leur donner une expression en rapport avec leurs forces coalisées.

Il faut bien constater après quatre congrès et près de quatre ans de travail l'absence d'écho qu'éveillent ces délibérations. La presse, catholique ou non, les mentionna à peine. A partir de 1893, nous allons voir, le Parlement voter un certain nombre de textes relatifs au crédit populaire. Dans quelle mesure les interventions directes du capucin y ont-elles contribué alors même que les textes défendent les idées qui lui sont chères ? Il est à peu près impossible de le dire. On ne peut qu'enregistrer ses interventions et considérer en regard l'évolution législative. Mais l'absence de retentissement des congrès servit de cause ou de prétexte à une intervention qui allait transformer l'œuvre du Crédit populaire.

A l'automne 1892, un avocat israélite du barreau de Paris, Benoît

1. *Agenda*, 3 décembre 1890.

2. Parmi les études on relève celle consacrée aux applications américaine, le « Homestead » et allemande « Hoferoll » du bien de famille. Louis Milcent exposa le fonctionnement de la banque de Poligny et conclut en demandant à l'État de subventionner tout syndicat agricole qui instituerait une caisse de crédit et à la Banque de France de prêter à l'agriculture comme au commerce à un taux inférieur à 1 0/0.

3. *Agenda*, 25 janvier 1893.

Lévy, vint se présenter au P. Ludovic et lui fit connaître toute la sympathie qu'il nourrissait à l'égard du Crédit populaire, déclarant qu'il fallait le répandre par toute la France. Il le félicita de ce qu'il avait fait et spécialement de son bulletin *L'Union Économique*. Mais l'avocat chercha à convaincre son interlocuteur que cette revue n'était pas assez indépendante, assez neutre et conservait malgré tous les efforts un caractère confessionnel assez compromettant en raison de la personnalité de son directeur.

Pour assurer une propagande effective à la belle œuvre du Crédit populaire il fallait, selon lui, un organe vraiment neutre. Il proposait de fonder lui-même cet organe et demandait au capucin de renoncer au sien dans l'intérêt du Crédit populaire <sup>1</sup>.

Benoît Lévy reprit quelques semaines plus tard les critiques dans un article de sa nouvelle revue le *Bulletin du Crédit populaire*. « En cette matière (le Crédit populaire) l'opinion politique, l'opinion religieuse doivent être soigneusement écartées, pour que tout le monde puisse s'entendre et travailler en commun sur ce terrain malgré les divergences profondes sur d'autres points.

« Frappés de l'insuffisance de publicité qu'avaient reçus les comptes rendus des Congrès, convaincus de la nécessité de grouper d'une façon permanente les propagateurs qui ne se voyaient qu'aux époques des congrès, persuadés qu'un bulletin mensuel était indispensable nous comprimés qu'il fallait créer une société ayant une organisation propre, recevant des souscriptions, publiant son bulletin tout comme la Société des Habitations à bon marché, et la Société pour la participation aux bénéfices <sup>2</sup>. »

Le P. Ludovic renvoya Benoît Lévy vers ses amis Rostand, Rayneri et Louis Durand qui s'était agrégé au Centre fédératif depuis le congrès de Lyon. Le capucin prit immédiatement contact avec eux. Leur impression fut mauvaise <sup>3</sup>. En toute bonne foi ils s'étonnaient de voir un nouveau venu dans la propagande du Crédit populaire réclamer la direction de la revue. Quels étaient ses états de services ? demandèrent-ils. Il ne faudrait pas conclure de là qu'ils voulussent maintenir l'état de choses en vigueur. L'accord semble s'être fait sur l'opportunité de remplacer le P. Ludovic à la direction de *L'Union économique*. Le P. Hilaire pense non sans vraisemblance que Rostand et Durand désiraient l'un et l'autre sa succession. Louis Durand écrivit au P. Ludovic que sans méconnaître la nécessité de donner plus de vie à l'organisme central et plus d'influence à la revue, le projet de Benoît Lévy lui paraissait soulever bien des objections. Cependant, ajoutait-il, plutôt que de voir les deux sociétés agir séparément, mieux valait essayer de les fondre <sup>4</sup>.

Trois jours plus tard Louis Durand est prêt à entrer dans la fédération

1. DE BARENTON, manuscrit.

2. *Bulletin du Crédit Populaire*, 1893-94, p. 180.

3. H. DE BARENTON, *op. cit.*

4. LOUIS DURAND, *Lettre* au R. P. Ludovic de Besse, 9 novembre 1892 (toutes les lettres mentionnées à la suite sont aux archives franciscaines : fonds Ludovic de Besse).



projetée si Eugène Rostand et le P. Ludovic en décident ainsi : « Je ne me laisserai arrêter que par le côté politique, disait-il, si je ne vois pas la garantie que je juge indispensable <sup>1</sup>. »

A cette date le P. Ludovic paraît souhaiter l'union des deux œuvres et à cette fin, il cherche à obtenir pour son ami Durand l'indispensable garantie. Il crut la voir sous la forme de l'octroi à Durand du poste de secrétaire général. Mais ce dernier se déclarait incapable de l'exercer de Lyon et conseilla de disjoindre la direction de la revue d'avec le secrétariat général. Il proposa un plan de direction pour l'*Union économique* indiquant implicitement son désir d'en assumer la charge et proposa de laisser le secrétariat général à Benoît Lévy à condition que la Fédération fut présidée par Rostand. L'avocat entouré par les amis du capucin serait incapable de les attaquer et soumis à leur volonté.

A ce moment Benoît Lévy constitua brusquement sa société avec un sénateur, le D<sup>r</sup> Lourties, comme président et plusieurs amis politiques. Le D<sup>r</sup> Lourties, était rapporteur du projet de loi sur les coopératives. Les chefs avancés du parti républicain donnèrent leur adhésion. L'inauguration se fit le 23 novembre 1892 au cours d'une séance solennelle à la mairie du III<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Le Centre fédératif décida sur l'avis de Rostand, semble-t-il, de garder son autonomie en face de la nouvelle société, mais de vivre en bonne intelligence avec elle, la laissant maîtresse sur son propre terrain la propagation du Crédit populaire.

« Après réflexion, écrivit Durand au P. Ludovic, je me range absolument à votre avis qui est aussi celui de M. Rostand ne pas entrer dans la combinaison Benoît Lévy et ne pas lui faire concurrence. Un argument de M. Rostand me paraît décisif : fonder une société rivale en ce moment serait reconnaître la nécessité de l'initiative prise par M. Benoît Lévy et nous avouer poussés par lui <sup>2</sup>. » Laisser la propagande à la nouvelle Société obligeait le Centre fédératif à y renoncer pour son compte. Le P. Ludovic, sans consulter ses amis cette fois, fit le 27 décembre une circulaire annonçant la disparition de sa revue. Benoît Lévy fut le premier surpris, Rostand et Durand désolés <sup>3</sup>. Pourquoi cette décision brusquée, que rien ne semblait justifier ? On ne sait. Les motifs de découragement, qui ont pu influencer le capucin, existaient cependant ; l'attitude de ses amis, somme toute hostile à sa direction de la revue, le manque de diffusion de celle-ci, et surtout l'effondrement de sa banque parisienne. Les catholiques n'étaient pas venus au temps de la prospérité, ils viendraient encore moins au temps de l'adversité : son expérience de vingt ans, il la formulait ainsi. En France pour des œuvres économiques il n'y a pas à compter sur les catholiques pris comme tels. D'autre part, le gouvernement possède de tels moyens de contrarier les œuvres, de leur nuire, de les rendre impossibles par des lois, décrets, mesures fiscales

1. L. DURAND, *Lettre* au R. P. Ludovic, 12 novembre 1892.

2. L. DURAND, *Lettre* au R. P. Ludovic, 26 novembre 1892.

3. ROSTAND, *Lettre* au R. P. Ludovic, Marseille, 9 janvier 1893.

qu'il n'y a rien à faire si l'on n'est assuré de sa bienveillance ; d'où cette maxime que dans les œuvres économiques il importe de s'assurer l'appui du Pouvoir, car il n'y a pas de succès possible contre lui.

En présence de cette société nouvelle qui lui apportait l'appui du gouvernement, le P. Ludovic crut devoir accepter son concours. N'était-ce pas l'unique moyen de sauver l'œuvre et de la conserver pour le plus grand bien des travailleurs ? N'était-ce pas une excellente occasion de prouver encore une fois aux gouvernants que l'Église n'est point l'ennemie du pouvoir civil, mais qu'elle reconnaît son autorité dans les choses d'intérêt matériel et que si le prêtre s'en occupe, c'est uniquement pour aider son action en y apportant de l'onction, de la justice et de l'équité chrétiennes <sup>1</sup> ?

Durand réagit avec violence : « Comme catholique et comme monarchiste je serais désolé d'avoir contribué à une œuvre qui devrait servir de piédestal à nos ennemis <sup>2</sup>. »

Cependant le P. Ludovic adhérait à la Société de propagation du Crédit populaire, avec des réserves qui nous sont connues par une lettre de M. Rouzès, fondateur de la banque populaire du V<sup>e</sup> arrondissement. Le capucin entendait que la nouvelle société n'eut qu'un but économique et que les institutions dont elle devait préconiser la fondation, se formassent et grandissent avec sagesse et non par un entraînement démesuré.

Rouzès acquis à cette Société chercha à convaincre son correspondant de ses avantages. Au lieu de l'influence passagère qu'exerçaient les congrès, cette association, ayant son siège à Paris, centralisant les documents et les renseignements, rendra d'incomparables services.

Certes, reconnaît-il, le P. Ludovic a d'abord refusé son adhésion avec des arguments valables, notamment la présence de certains hommes politiques à la séance d'inauguration. Cependant, dit Rouzès, « je crois après réflexion que l'indépendance de l'économiste n'a pas dominé en vous l'impression du religieux. Nous disons ensemble qu'il faut faire en économie sociale abstraction des idées étrangères. Si la société est formée avec votre utile concours elle apparaîtra sans couleur à raison de ses éléments hétérogènes, tandis que votre réserve amènera bon gré mal gré à faire des distinctions politiques ou religieuses parmi les partisans du crédit populaire. Si quelqu'un devait par la suite dévoiler des arrière-pensées je serais à vos côtés pour contre-balancer et blâmer son action. Il me semble que l'on doit se préoccuper de l'honorabilité des hommes qui feront partie de la société de propagande, et de leur amour pour le crédit populaire et ne pas s'arrêter aux opinions qu'ils peuvent avoir sur des questions différentes. Votre large esprit, si libéral, ne peut vous amener, je crois, à aucune autre conclusion ».

Cette argumentation solide, Rouzès la présente en technicien, et assortie d'un compliment discret auquel le capucin ne peut manquer

1. H. DE BARENTON, *op. cit.*

2. Lettre au R. P. Ludovic, 30 décembre 1892.

d'être sensible. Or de la même date, nous avons trouvé un court billet de Benoit Lévy dans les papiers du P. Ludovic, le seul qu'il ait reçu ou gardé de l'avocat. Il contient cette phrase écrite comme un écho de celle de Rouzès : « J'accepte parfaitement pour ma part l'épithète de *libéral* comme je repousserai toute autre qui aurait une signification de sectarisme <sup>1</sup>. »

Il y avait donc une certaine conception de libéralisme que le P. Ludovic acceptait et dont ses interlocuteurs de la société de propagande se servaient pour le gagner.

Dans cette atmosphère complexe se prépara le Congrès de Toulouse. Un comité d'initiative composé de membres du tribunal, le président Sirven en tête, des membres de la Chambre de Commerce et du Syndicat général du Commerce et de l'Industrie avec leurs présidents respectifs organisa le Congrès. « C'est la première réunion de ce genre ayant obtenu le concours et l'encouragement de groupements industriels et commerciaux aussi considérables notait le Bulletin du Crédit Populaire <sup>2</sup>. »

Rostand préside, le P. Ludovic est vice-président avec Rayneri, Benoît Lévy et Louis Durand assurent le secrétariat. Dans son discours inaugural Rostand rappela l'influence des congrès sur les études législatives en cours et brossa le tableau des réformes attendues ; passant aux questions internes il recommanda au Congrès de garder une neutralité politique et confessionnelle absolue.

Le matin même, en effet, *La Dépêche de Toulouse* <sup>3</sup> avait publié le compte rendu d'une réunion tenue à la loge de Toulouse en vue d'y constituer une banque populaire. « M. Rouzès, disait l'article, a indiqué en termes mesurés mais néanmoins très énergiques et très précis combien il était fâcheux que l'élément réactionnaire au début sans concurrent, ait tenté d'accaparer le mouvement qui se dessine en faveur des coopératives de crédit que sont les banques populaires. L'orateur (Benoît Lévy) s'élève à son tour contre les tentatives d'accaparement des réactionnaires et des cléricaux, contre l'influence desquels il faut lutter pour éviter que demain les capucins et les débris fussent-ils les plus fâmeux de la défunte Union Générale, tiennent les électeurs par le crédit. »

Cette publication portait un coup aux membres du Centre fédératif venus à Toulouse pour y nouer une alliance avec la Société de propagation. Leur déception se produisit par un échange de propos assez vifs avec Benoît Lévy. Mais ceci n'empêchait pas qu'un accord s'imposât. L'appel de Rostand fut entendu ; l'on convint d'établir non plus une union, mais une simple alliance.

Une commission <sup>4</sup>, désignée à cet effet, décida que les deux sociétés garderaient chacune son autonomie, ses cadres, son bureau et ses attributions respectives, mais s'associeraient comme deux sections d'une même œuvre, celle-ci gardant le nom, déjà connu, de Centre fédératif

1. Benoit LÉVY, *Lettre* au R. P. Ludovic, 28 décembre 1892.

2. *Bulletin du Crédit Populaire*, 1892-1894, p. 15-16.

3. N° du 5 avril 1893.

4. Où entrèrent pour le Centre Fédératif E. Rostand, L. Durand et Rayneri.



du Crédit populaire en France. Cela revenait à faire entrer la société nouvelle au Centre fédératif à titre de section, spéciale et indépendante. Les deux bureaux se réuniraient pour discuter des questions d'intérêt général. Quant au Bulletin du Crédit populaire l'organe que la société de propagation s'appropriait à publier, il serait dirigé par une commission de rédaction mixte <sup>1</sup>.

Cet accord, le « pacte de Toulouse », marque une date importante dans l'histoire du P. Ludovic : l'achèvement d'une évolution qui l'a conduit des milieux catholiques aux milieux gouvernementaux. La Société de propagation apporte au capucin tous les appuis, toutes les ressources des milieux parlementaires. Les institutions du Crédit populaire ne seront plus incomprises ou systématiquement combattues. Elles pourront trouver dans les sphères gouvernementales de sérieux concours, de valables défenseurs. Le P. Ludovic estimera donc en conscience avoir agi pour le mieux. Pendant quelques années encore il suivra de près les progrès du Crédit populaire puis il se retirera avec le sentiment du devoir accompli.

Ces résultats, le capucin les a chèrement payés. Le pacte de Toulouse constitue en effet une association entre le moine, vice-président du Centre fédératif et l'avocat, israélite et franc-maçon qui ne cache pas sa volonté d'arracher le développement du crédit populaire aux forces conservatrices et catholiques. Aux yeux de beaucoup de ses corréligionnaires, le P. Ludovic fait alliance avec les adversaires de sa foi et de sa robe, à une heure de persécution contre les ordres religieux et d'ardente agitation antisémite. La démission retentissante de Louis Durand, la polémique qui s'institue entre les deux hommes créent ce conflit des œuvres libérales où s'opposent avec passion les deux conceptions de l'action sociale catholique. La certitude où se trouve le P. Ludovic d'avoir raison lui fera prolonger le débat avec la volonté formelle d'obtenir sa justification ; elle l'exposera à des heurts renouvelés de la part de ses propres amis, mettant ainsi en lumière ce grave conflit de méthodes.

Pour apprécier objectivement ce douloureux débat de principe, il faut bien comprendre les résultats obtenus par la méthode libérale du P. Ludovic. Ils expliquent l'énergie passionnée avec laquelle il défendit ses conceptions.

Nous avons déjà noté les entrevues officielles auxquelles participa le capucin. Il convient maintenant de voir quelles améliorations le mouvement auquel il prit une si large part contribua à apporter à la législation du Crédit populaire <sup>2</sup>.

1. Benoit LÉVY, présente les résultats du Congrès à l'assemblée générale de sa société en ces termes : « Le résultat du Congrès de Toulouse a été celui que nous espérions, on y a reconnu qu'un accord était indispensable entre les deux groupements, que la nouvelle société aurait surtout à organiser son œuvre de propagande, à créer des ressources et à provoquer la formation des associations de crédit ; tandis que l'Agence Fédérative grouperait les banques existantes, les engloberait au fur et à mesure de leur formation, préparerait et dirigerait les Congrès, en assurerait le compte rendu » (*Bulletin du Crédit populaire*, 1893-94, p. 181-182).

2. *Bulletin du Crédit populaire*, octobre 1894.

Le premier vœu en cette matière vient du Congrès de Marseille: celui-ci demandait à l'initiative privée de constituer des sociétés coopératives de crédit rural établies de préférence latéralement aux syndicats agricoles déjà existants. Le 10 mai 1890, Méline déposait un projet de législation du crédit agricole. Il en faisait reposer l'économie sur le syndicat agricole considéré comme le point de départ de toute organisation de crédit. Avec Méline le Centre fédératif reconnaissait l'importance du syndicat agricole dans l'organisation future du crédit, mais il entendait créer de petites caisses de crédit agricole à côté des syndicats et indépendamment d'eux, le syndicat conservant dans ce projet un rôle de propulseur. Au contraire Méline faisait du syndicat lui-même, une société de crédit agricole qui garantirait les opérations de ses membres. Si donc ce projet ne correspondait pas tout à fait aux conceptions du P. Ludovic et de ses amis, il offrait l'avantage de proposer le crédit à l'échelon communal. Méline envisageait d'étendre cette formule à toutes les formes du crédit populaire.

Le texte de Méline après avoir soulevé de vifs débats dans les milieux syndicaux fut voté par la Chambre, celle-ci admettant la constitution de sociétés de crédit par des syndiqués. Le Sénat, où le Centre fédératif comptait des amis, sépara nettement la caisse de crédit du syndicat et le texte remanié recut l'agrément de la Chambre le 27 octobre 1894. Cette loi, dépassée presque aussitôt par l'apparition des caisses rurales, consacra néanmoins deux principes du P. Ludovic: la nécessité d'un Crédit populaire et décentralisé.

L'action menée dans l'opinion par le Centre fédératif trouva une consécration quand la Chambre vota à l'unanimité, le 27 juin 1895, la loi sur les Caisses d'épargne<sup>1</sup>. Objet de plusieurs navettes entre les deux assemblées et de projets plus ambitieux, la loi du 20 juillet 1895 consacre en son article 1 ce principe que l'État ne doit faire ni gain ni perte sur la gestion des épargnes populaires.

En conséquence le Parlement décida que la détermination annuelle du taux de l'intérêt alloué aux caisses par la Caisse des dépôts et consignations serait déterminé désormais sur le revenu effectif des valeurs du portefeuille spécial. Ce mode de détermination évitait la fixation arbitraire. Des mesures de garantie étaient prévues, par exemple l'obligation faite à chaque caisse d'avoir une réserve particulière, et la répression pénale de l'usurpation du nom de caisse d'épargne. La loi instituait une commission supérieure dont une partie des membres devaient être élus par les caisses. Rostand y fut élu le 25 septembre 1895.

Le Centre fédératif enregistra un autre succès à l'occasion du renouvellement du privilège de la banque de France<sup>2</sup>.

1. Loi du 20 juillet 1895.

2. RAMON (Gabriel), *Histoire de la Banque de France*, Paris, 1929, 501 p. in-8°. L'accord entre l'État et la Banque de France déterminant le « Privilège » de celle-ci avait été renouvelé par la loi du 9 juin 1857 jusqu'au 31 décembre 1897. Dès 1891, les discussions s'ouvrirent sur les conditions du renouvellement. Le 24 janvier, Rouvier déposait un projet de loi prorogeant le privilège. Les mois suivants une large consulta-

Rostand en rendit compte en ces termes le 4 avril 1897. « Ce fut sur nos instantes démarches auprès de la commission de la Chambre que dans le projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France fut introduite sous une forme imparfaite mais qui peut être améliorée, une clause sur l'escompte des effets présentés par les associations agricoles, syndicales et autres, et cette clause y est restée et nous espérons encore en déterminer une formule plus précise ; à moins que par ces deux mots vagues, « et autres », l'association coopérative de crédit ne soit destinée à passer victorieusement. » Ce fut ce qui arriva, le papier de ces associations syndicales et autres étant admis à l'escompte dans les mêmes conditions que les effets de commerce par la loi du 17 novembre 1897.

Mais le Centre fédératif connut moins de succès avec le projet de loi coopératif que Floquet présenta à la Chambre le 16 juillet 1888 et qui, au bout de huit ans d'innombrables discussions, fut finalement écarté.

« Au Parlement, déclarait avec amertume Rostand, la loi coopérative après de laborieuses discussions au Sénat a fini malgré la courageuse et tenace défense du rapporteur M. Lourties, par retourner le 13 mars 1896 à la Commission qui s'est alors retirée. L'éducation des coopérateurs par le système des adhérents, l'exemption de la patente et des impôts pour les sociétés qui ne vendent pas à des tiers, la légalisation des unions de sociétés, ont paru des hardiesses inacceptables. Après huit années de gestation parlementaire, ce résultat est attristant. » La loi du 31 mars 1898 définissant le secours de l'État aux Caisses de Crédit agricole, consacrait le principe de la répartition du crédit auquel le Centre fédératif restait si attaché en écartant la menace d'une caisse centrale de crédit <sup>1</sup>. Lourties, rapporteur du projet devant la Haute Assemblée déclara que selon lui l'État ne devait procurer le crédit que si toutes les autres sources étaient drainées. Rappelant en quelques mots le passé du Crédit populaire il salua au passage « des hommes d'initiative et de progrès comme MM. Rostand, Rayneri, Ludovic de Besse... et d'autres ».

Au Congrès d'Angoulême (décembre 1898) Eugène Rostand souligna l'abandon du projet d'une banque agraire générale à garantie d'État « si longtemps préconisée dans les milieux politiques les plus divers,

tion des Chambres de commerce eut lieu. Le 21 juin s'ouvrit la discussion à la Chambre ajournée en juillet. Le 31 octobre 1896 le ministre Cochery déposait un texte qui servit de base aux discussions et fut finalement voté avec quelques modifications : c'est la loi du 17 novembre 1897.

1. Loi du 31 mars 1899. Article 1 : « L'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France en vertu de la Convention du 31 octobre 1896 approuvée par la loi du 17 novembre 1897 sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées à titre d'avances sans intérêt aux Caisses régionales de crédit agricole mutuel, qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

Art. 2. « Les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garantie par ces sociétés. A cet effet elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement. Toutes autres opérations leur sont interdites. »



amenée même jusqu'à des projets si formels et que nos Congrès n'ont cessé de combattre sans concession ».

Tels sont les résultats législatifs qu'obtint le Centre fédératif. Ils expliquent les raisons qu'avait le P. Ludovic d'en garder la première vice-présidence. Il faut y ajouter quelques résultats secondaires.

Les bons rapports de Benoît Lévy avec les milieux gouvernementaux lui permirent d'obtenir dès 1893 une subvention de cinq mille francs et ses entrées au Parlement et dans les ministères où Rostand et Rayneri s'introduisirent à sa suite. Le bruit fait ainsi autour du Crédit populaire décida le Conseil supérieur du Travail à lui consacrer sa session annuelle de 1893-1894.

Les Congrès continuèrent à réunir un public nombreux et intéressé. Leurs vœux recevaient l'attention des pouvoirs publics et sans pouvoir apprécier quelle part exacte leur revient dans l'œuvre législative élaborée à l'époque, force nous est de reconnaître qu'à plusieurs reprises ils ont été entendus par des hommes éminents partis quelquefois d'une conception opposée.

Les publications ont contribué à propager le crédit populaire. En premier lieu l'organe fondé par Benoît Lévy *Bulletin du crédit populaire*, dont le premier numéro parut en octobre 1893 avec un article de présentation du P. Ludovic, le désignant comme la suite de l'*Union économique*. Au moment du Congrès de Marseille il n'avait pas été possible de fonder un bulletin des banques populaires, expliquait-il, car cette assemblée n'avait réuni que six banques et moins de 20 congressistes. Depuis la situation a changé : « Nous avons tenu 5 congrès. Plusieurs banques populaires ont été fondées et un plus grand nombre sont en préparation. » Le capucin rappelait les efforts de propagande de Benoît Lévy et concluait sur un appel à ses lecteurs de l'*Union économique*.

La diffusion de l'idée et des applications du Crédit populaire coopératif était également assurée par la publication des comptes rendus des congrès ; quand le Ve eut paru par les soins de Centre fédératif, Rostand déclara : « La série forme sur toutes les questions doctrinales ou pratiques qui touchent au crédit populaire un ensemble tel qu'il n'en existe, croyons-nous, d'aussi complet dans aucun pays <sup>1</sup>. »

En regard de cette propagande intense l'énumération des fondations paraît courte. Ni Rostand ni Benoît Lévy, ni le P. Ludovic ne paraissent avoir été des fondateurs de caisses. Ils étaient tous à leur manière des propagandistes. Seul Rayneri fonda quelques caisses rurales mais il souffrit durement de la concurrence de Durand. Les caisses rurales nouvellement créées se rattachaient à l'Union Lyonnaise. Le groupe Benoît Lévy, parisien et politique, était trop éloigné de l'action communale. Le clergé agit pour le compte de Durand. Aussi Rayneri n'eut-il d'influence que dans les Alpes-Maritimes, autour de la banque populaire de Menton, où il réussit à fonder les caisses des Trets, Saint-Laurent-du-Var, Sainte-Agnès et Cabé-Roquebrune. Quelques banques urbaines

1. Eugène ROSTAND, *Discours au Congrès de Nîmes*.

virent aussi le jour à Toulouse, Bordeaux, Cognac, Lectoure et Antibes.

Malgré ces faibles résultats le Centre fédératif fut reconnu beaucoup plus vite que l'Union lyonnaise par l'Union des Syndicats des agriculteurs de France.

A la fin de 1895 Rayneri fédéra <sup>1</sup> les caisses urbaines et rurales des Alpes-Maritimes en l'Union départementale et le 5 mars 1896 il en présentait les délégués à Félix Faure.

Le 13 février 1896 la Société de propagation se dissolvait, laissant au Centre fédératif le soin de continuer seul la publication du Bulletin. Il est vraisemblable que Benoît Lévy et ses amis, venus dans un dessin politique, estimèrent leur tâche accomplie. L'année suivante le nom du P. Ludovic disparaît du bureau, remplacé par celui de Rayneri et désormais le caractère théorique et neutre du Centre fédératif s'affirmera de plus en plus. Il n'est plus question d'intervention parlementaire après 1898, ce qui tendrait à laisser croire que sans l'action conjugée du P. Ludovic et de Benoît Lévy, Rostand et Rayneri en seraient restés au stade de l'étude. Ces résultats, aux yeux du P. Ludovic justifiaient l'alliance avec des israélites et des francs-maçons.

1. Entrèrent ensuite les caisses de Girbro, Moulinet, Sospel, Castillon. D'après un rapport du sénateur Lourties le Centre Fédératif comptait à son actif à la fin de 1895 huit caisses urbaines et huit « caisses agricoles coopératives » comme il les appelle. *Bulletin du Crédit populaire*, février 1896.

## CHAPITRE XXI

### La querelle des Œuvres libérales

C'est un conflit purement catholique opposant un moine à un homme d'œuvres sur une question spécifiquement d'action catholique : les catholiques doivent-ils faire de l'action sociale seulement comme tels et entre eux ? Ou peuvent-ils pour le bien des œuvres, travailler sur un terrain neutre avec des indifférents et des adversaires de la religion ?

Nous avons vu avec quelle hésitation les collaborateurs du P. Ludovic avaient accueilli l'entrée en scène de Benoît Lévy, la fondation de la Société de propagande et la disparition de l'Union économique. Cependant ils avaient convenu de coexister et d'attendre le Congrès de Toulouse. Mais sur ces entrefaites, le P. Ludovic reçut la copie de deux articles publiés par Édouard Drumond dans la *Libre Parole*. Le célèbre journaliste accusait Benoît Lévy d'avoir demandé l'exclusion de la loge des membres mariés à l'Église. Benoît Lévy ayant protesté, Drumond maintint le fait dans un deuxième article et les adressa au P. Ludovic avec cette mention <sup>2</sup> :

« Mon Révérend Père et ami, je ne vous ai pas écrit au sujet de Benoît Lévy car il me semble qu'il est suffisamment exécuté comme cela et qu'il n'a qu'une assez médiocre importance. »

Le P. Ludovic consulta aussitôt Durand qui répondit : « J'ignore absolument si le fait est vrai mais il est vraisemblable <sup>3</sup> ». Ces paroles traduisaient une animosité qui, de générale au début, tendait à devenir personnelle. Durand était ambitieux. Quand il vit Benoît Lévy constituer le bureau de la Société de propagande avec ses amis personnels et notamment Rouzès il le lui reprocha : s'il avait voulu constituer son bureau sans esprit de parti il n'aurait pas désigné Rouzès mais les deux hommes les plus représentatifs du Crédit populaire : le P. Ludovic de Besse et Louis Milcent. A ce grief Benoît Lévy rétorqua que ces personnalités ne donnaient pas à sa société « l'apparence de la neutralité ». Rapportant ces faits au capucin, Durand concluait : « Il vaut encore mieux rester isolés, impuissants à faire le bien qu'entrer dans une association qui aurait une arme pour le mal ». Cette phrase anodine posait déjà le problème tout entier : ou l'impuissance ou l'association avec l'adversaire.

1. Pour certains passages de ce chapitre nous avons utilisé le manuscrit inédit du troisième volume que le R. P. Hilaire de Barenton a consacré au P. Ludovic. Ce manuscrit est consacré à la Querelle des Œuvres Libérales. Sa documentation vient des archives franciscaines. Nous avons pu dans la plupart des cas, vérifier aux sources mêmes, les références du manuscrit.

2. *Lettre* du 10 mars 1898, articles L. P. des 26 et 27 février 1893.

3. *Lettre*, 4 mars 1893.



Il semble bien que sauf Durand, les dirigeants du Centre n'aient pas compris l'attitude de Benoît Lévy. Son idée politique se heurtait à leur incompréhension car ils se situaient sur le plan de la charité chrétienne comme le capucin ou de la technique bancaire comme Rostand. De leur point de vue l'union seule importait puisqu'elle augmentait leurs moyens d'action, tandis que l'avocat demandait le concours technique des gens du Centre fédératif à une action dont les résultats devaient servir la politique de ses amis. Au lieu de la fusion espérée on établit donc un compromis le « Pacte de Toulouse » par lequel la Société de propagande devenait une section autonome du Centre fédératif. Durand, secrétaire général du Centre, fut nommé secrétaire de la rédaction au *Bulletin du Crédit Populaire* à charge de présenter les épreuves à Rostand et à Benoît Lévy. C'était une satisfaction accordée à l'avocat lyonnais <sup>1</sup>.

Mais le Congrès à peine terminé nous voyons à nouveau Louis Durand dénoncer Benoît Lévy. « Le but de Benoît Lévy, écrit-il, est de désorganiser la Fédération et de la réorganiser de manière à en être le maître et à en faire un instrument de réclame politique pour lui et ses amis, Toutes les communications faites à la presse, même à la presse catholique, sont conçues dans cet esprit <sup>2</sup>. Et il cite des articles dans lesquels le rôle de Benoît Lévy est mis en valeur sans qu'il soit question du sien. Cette manœuvre, naturelle de la part de Benoît Lévy, Durand la voit. Il l'admet d'autant moins qu'il désire associer son nom au développement de ces institutions en en faisant profiter le milieu catholique. Une irritation personnelle le pousse visiblement. Mais il soulève un point plus grave. A cette date les fondations de caisses rurales commencent dans les Pyrénées et Benoît Lévy cherche à les fédérer. Ce rôle ne lui revient pas, aux termes du « Pacte de Toulouse ».

Autre grief encore, Benoît Lévy prépare le Bulletin en dehors de Durand. Exaspéré ce dernier pense à démissionner, puis propose une action énergique sur Rostand pour l'obliger à une rupture éclatante avec la Société de propagande, faute de quoi on pourrait l'exclure lui-même.

1. *Lettre*, 14 novembre 1892 : « Il y a là, je crois, une œuvre utile à faire : cette œuvre est possible j'en suis convaincu, mais elle présente de sérieuses difficultés. Je ne crois pas qu'il faille compter sur des rédacteurs payés : la plupart n'auraient pas la compétence et l'autorité voulue. Il faudrait s'assurer tout d'abord le concours bienveillant de quelques économistes dont les noms soient une réclame, vous, Rostand, MM. Claudio Jannet, Cheysson à qui je me charge bien de tirer un ou deux articles. Puis nous frapperons à l'étranger. En Belgique, M. d'Andrimont, Micha, Malcillas, Tykort ; en Suisse, M. Yerzin. Puis nous pourrions nous adresser à des économistes qui, n'écrivant pas le français, seraient heureux d'être imprimés dans une revue française qui traduirait leurs manuscrits. Je me chargerais au besoin de traduire des manuscrits anglais, allemands, italiens, espagnols, portugais, roumains, russes, danois et suédois. Il faudrait de la publicité. Les journaux, j'en suis sûr, nous prêteraient leurs concours. Je suis sûr des journaux catholiques de Lyon. M. Benoît Lévy pourrait nous donner les autres.

2. *Lettre* du 21 avril 1893 : il continue en ces termes : « Ainsi il a fait une petite réclame dans le *Nowelliste* de ce matin, en citant son nom parmi les personnes qui ont pris part à la discussion du projet de loi Lourties : moi qui étais rapporteur je ne suis même pas cité. Je n'y mêle de ma part aucune question de vanité : mais je constate le but poursuivi. *La Croix* a relevé un article du même genre signé par M. Leroy-Beaulieu dans les *Débats* et inspiré par Lévy qui y est représenté comme organisateur du Congrès de Toulouse.

Tout dépend du P. Ludovic. « Si vous voulez vous unir à moi nous marcherons ensemble. Sinon je me retirerai de la Fédération et j'agirai seul. »

Choisir ? C'était précisément ce que le P. Ludovic ne voulait pas faire. D'une part il était séduit par les relations, l'influence de Benoît Lévy, lié à lui par les sacrifices déjà consentis notamment celui de sa chère *Union économique*. Mais d'autre part il appréciait les qualités de Durand, l'immense service que le jeune juriste venait de rendre à la cause du crédit rural en démontrant que la solidarité illimitée était compatible avec les exigences du droit français. Aussi le P. Ludovic ne voyait-il d'autre solution que le pacte de Toulouse.

Durand terminait sa lettre <sup>1</sup> par de graves propos : « Je prépare une Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée. J'ai des adhésions, j'ai des caisses en formation, j'en ferai surgir d'autres et au Congrès de Bordeaux je puis représenter plus de caisses rurales qu'il n'y a de banques populaires.

Cette union fera partie de la Fédération ou n'en fera pas partie suivant l'attitude que la Fédération aura prise. Je suis décidé à marcher avec vous si vous voulez vous entendre avec moi. Sinon je marcherai seul. »

La situation était délicate. Consultés <sup>2</sup>, les supérieurs du P. Ludovic lui laissèrent toute liberté, et il réussit à calmer Durand <sup>3</sup>. Mais en juillet l'Union des caisses rurales était fondée en dehors du Centre fédératif. Durand expliquait : « Il était absolument nécessaire qu'elle gardât sa liberté et restât pure de toute compromission. » Je veux une œuvre catholique, avec le clergé en tête, et je ne m'adresserai qu'aux journaux catholiques pour faire de la propagande <sup>4</sup>.

La constitution de l'Union lyonnaise posait un nouveau problème. Pour la développer il fallait faire à l'Union une propagande à laquelle Durand s'attela de bon cœur. Mais aussitôt Rostand de lui rappeler qu'aux termes du pacte la propagande dépendait de Benoît Lévy et que les brochures, que Durand préparait, devraient lui être soumises. Cette exigence exaspéra Durand contre Rostand qu'il accusa de complaisance à l'égard de Benoît Lévy <sup>5</sup> ! Cette fois encore le P. Ludovic évita la rupture. Mais la situation était aggravée par de violents incidents de presse <sup>6</sup>.

Enfin le 30 octobre à l'heure où paraissait le premier numéro du

1. L. DURAND, *Lettre* du 21 avril 1893.

2. *Id.*

3. L. DURAND, *Lettre* du 26 avril.

4. L. D. 6 juillet 1893.

5. L. D., 18 juillet 1893.

6. L'économiste Paul LEROY-BEAULIEU ayant publié un article dans les *Débats* sur le Congrès de Toulouse, concluait : « On doit de la reconnaissance à ses principaux inspirateurs, MM. Benoît Lévy, Rostand et autres hommes de bien et de foi. » Aussitôt la *Croix* de protester disant que Benoît Lévy avait été délégué au Congrès de Toulouse pour désorganiser l'Œuvre du P. Ludovic. Benoît Lévy publia un démenti auquel la *Croix* opposa son discours de la loge de Toulouse puis sa biographie où elle établissait que haut dignitaire de la franc-maçonnerie il y avait à plusieurs reprises combattu les Congrégations.

Bulletin, Durand donnait sa démission de rédacteur. Le capucin ouvrit le Bulletin par un appel aux lecteurs de l'Union économique leur demandant de reporter sur le nouvel organe les sentiments qu'ils vouaient à l'ancien. Chez ses amis la déception fut grande comme en témoignent ces mots du P. Joseph d'Aurensan.

« J'ai reçu, Très Révère Père, le *Bulletin du Crédit populaire*... Hélas ! j'ai lu la liste des personnages qui composent le conseil de direction... Au lieu de ces hommes de bien écrivant à votre chère *Revue économique*, on y trouve les ennemis les plus acharnés de notre sainte foi. » Qui parle ainsi au P. Ludovic ? Ce n'est plus Durand c'est un prêtre, un moine, de son Ordre et qui plus est un apôtre du Crédit populaire. Si quelqu'un dût troubler la sérénité du P. Ludovic ce fut bien le P. Joseph<sup>1</sup>. Celui-ci lui racontait l'organisation rêvée par Durand. Le Centre fédératif « épuré » se consacrant aux banques populaires en union avec la société lyonnaise, spécialisée dans la propagande et le développement des caisses rurales. Un bulletin commun, des congrès communs et un bureau commun présidé soit par Rostand soit par le P. Ludovic lui-même. Le P. Joseph séduit presse son confrère de s'y rallier. A ce moment le P. Ludovic pouvait encore s'entendre avec Durand et reprendre son œuvre sous une forme catholique. Il ne le fit pas. La rupture fut consommée quand, le 22 février 1894, Durand fit savoir au capucin qu'il n'assisterait pas au prochain congrès des banques populaires à Bordeaux. L'absence de Durand signifiait l'absence de l'Union des caisses rurales. La sécession, annoncée par la création de l'Union hors du Centre fédératif et par la démission de Durand en octobre, devenait à la fois définitive et publique.

Cette décision, grosse de conséquences, Louis Durand la motiva par ses arguments habituels réaffirmés avec plus de force que jamais<sup>2</sup>.

1. P. JOSEPH, *Lettre* du 29 novembre 1893.

2. Jusqu'à présent nous n'avons pu indiquer que d'une façon assez vague les arguments du Père Ludovic, soit en faisant état d'une opinion de lui reprise par un correspondant, soit en remontant de l'acte à la pensée comme le fait d'ailleurs le P. Hilaire de Barenton. Cette fois nous disposons de « notes sur la lettre de Louis Durand du 22 janvier 1894 » où le P. Ludovic a répondu pour lui-même aux arguments de son interlocuteur. En présence du fait décisif qu'annonce la lettre du 22 février il convient de confronter les arguments de deux parties comme le fit le Capucin quand il écrivit ses notes.

#### *Critiques de Louis Durand*

Vous savez que M. Benoît Lévy cherche par tous les moyens à faire croire au public qu'il a fait quelque chose. Et entre parenthèse, le *Bulletin du Crédit populaire* que je reçois aujourd'hui, prépare une nouvelle manœuvre : il parle de caisses rurales en fondation et annonce la publication de leur liste dès qu'on la connaîtra. Or ce sont mes caisses qu'on guette ainsi et dont on attend la liste dans mon prochain *Bulletin*.

#### *Notes du R. P. Ludovic*

Peut-on interdire au *Bulletin du Crédit populaire* de parler des fondations qui se font en France du moment qu'il nomme les fondateurs ? Peut-on exiger qu'il fasse remonter toutes les fondations à M. Durand, alors même qu'on ignore à qui les fondateurs ont demandé conseil ?

Où est le mensonge dans ces citations, sinon dans l'esprit inventif de M. Durand et en quoi l'indication des membres du Centre Fédératif sur la couverture rend elle ces membres responsables de ce que publie un *Bulletin* qu'ils ne rédigent pas. Il faut être aveuglé par la haine pour oser formuler de telles accusations.



Le conflit devint public quant à la veille du congrès, *La Justice Sociale*, de l'abbé Naudet, publia un article intitulé *Les dessous d'un Congrès* où était dénoncée une emprise juive et franc-maçonne sur le mouvement.

Le P. Joseph d'Aurensan, rapportant ces attaques au P. Ludovic, le supplia de rompre.

On cite celle fondée par le Syndicat de Castelnaudary sous mon inspiration et on veut s'en attribuer le mérite. On ne recule pas devant les mensonges que M. Rostand et vous couvrez de votre autorité en faisant figurer vos noms sur la couverture du *Bulletin*.

Je ne puis pas laisser ces mensonges détourner au profit de la secte le mouvement que j'ai déterminé.

Le Congrès organisé par vous et vos amis sera un peu sous le patronage de vos étranges alliés. Sans doute, je serai enchanté de vous aider à vous dégager de l'alliance avec la Société de propagation ; mais ma présence n'est pas nécessaire. Il vous suffit de vouloir pour cela.

L'intérêt général du crédit populaire me touche infiniment. Mais plus vous prolongerez votre union avec la bande judéo-maçonnique plus vous lui permettrez de s'emparer du mouvement.

Qu'aurait été M. Benoît Lévy s'il n'avait reçu une sorte de consécration à Toulouse ? Mais à Bordeaux, avec la presse qu'il sait mieux manier que vous il va devenir un grand chef. Et vous pendant ce temps-là que devenez-vous ? Vous subissez une sorte de circoncision continue qui morceau par morceau vous annulera. Rostand et vous étiez quelqu'un avant Toulouse : depuis vous êtes *quelque chose*, deux membres d'une organisation semi-officielle, rétribuée par l'État et où trônent des nullités prétentieuses et politiciennes. Après Bordeaux que serez-vous ? Rien.

Ce n'est pas la politique d'abstention que je prêche : je n'en donne du reste pas du tout l'exemple car je travaille avec ardeur : mais j'évite que les juifs francs-maçons vivent en parasites des travaux des catholiques. Dans l'impossibilité où je me trouve d'être dupe je ne veux pas être complice.

L'alliance prétendue n'a jamais existé. Le Centre Fédératif s'occupe des Congrès. La Société de propagation fait de la propagande et personne au monde n'a le droit de l'en empêcher. Les deux sociétés sont à côté l'une de l'autre gardant leur entière indépendance. Elles ne se rencontrent guère qu'au Congrès. Nous pouvons aussi *comme tout le monde* donner des communications au *Bulletin*. Ce qui n'est pas une association. Du reste on a offert à M. Durand la rédaction du *Bulletin* et il l'a refusée. De quoi se plaint-il maintenant ? Il n'y a pas d'union et il n'y en a jamais eu. Il y a voisinage paisible entre gens qui font chacun leur besogne, sans perdre leur temps à se dire des injures. M. Durand veut à tout prix que je m'acharne à maltraiter les gens qui font la propagande en faveur du Crédit populaire quand ce sont des juifs et des franc-maçons. J'estime plus sage de les regarder faire en m'appliquant à faire mieux qu'eux.

Puis-je moi, prêtre et religieux, avoir des accès de haine contre les gens qui font une bonne chose que je recommande partout et à tous ? Ce serait montrer que je travaille par orgueil et non pour Dieu et pour les âmes.

Les observations faites au Congrès ont chance d'être acceptées par les sénateurs et les députés présents. Les observations faites en dehors resteront inutiles.

Non c'est la politique de la haine. Quand le pape nous prêche la paix. La haine n'a jamais rien fondé de grand. Si M. Durand fait des disciples et les remplit de son venin c'en est fait de l'œuvre de restauration chrétienne que je cherche à fonder depuis vingt ans et qui aurait réconcilié le peuple avec le prêtre.

Le P. Ludovic refusa une fois de plus. Sans le concours de la Société de propagande il ne pourrait faire œuvre utile. Les cruelles expériences d'antan lui dictaient son attitude.

Il se rendit au Congrès avec l'intention de voir et d'écouter. Une conférence publique du capucin était prévue. Comme il se récusait, on lui fit valoir que à son défaut Benoît Lévy parlerait. Il la fit donc et se trouva plus que jamais associé aux organisateurs. Après les avertissements qu'il avait reçus, cette attitude parut un défi, alors qu'elle n'était qu'un fatal enchaînement de circonstances.

Quelques semaines après le P. Ludovic écrivit au P. Joseph en lui demandant d'attirer vers le Centre fédératif les caisses rurales qu'il fondait en grand nombre. Il y annonçait qu'il engageait la lutte contre Durand. Le P. Joseph lui répondit une lettre empreinte de tendresse, mais non d'illusion : « Je déplore aussi la lutte que vous allez engager avec lui (Durand). D'ailleurs elle est inutile. Votre échec est certain. Il a imprimé un mouvement que les parleurs les plus émérites et que les présidents de syndicats ne pourront pas enrayer <sup>1</sup>. »

Cette intervention semble avoir calmé le capucin car on ne voit pas qu'il ait engagé une telle action.

Le capucin cependant gardait la conviction absolue de l'excellence de sa cause. Les raisons valables qu'il apportait à l'appui de son attitude ne pouvaient selon lui être mises en balance avec les arguments contraires. Les premières, si elles ne lui masquaient pas complètement la valeur des seconds, tendaient du moins à en affaiblir la portée. Désormais il écarte Durand de ses préoccupations, mais non le P. Joseph. Celui-ci, juge-t-il, est dans l'erreur. Il voudrait le détromper. N'y ayant pas réussi, il s'adressa au procureur général des capucins, un Français, le P. Bruno. Celui-ci, de Rome s'estima insuffisamment informé et pria le P. Joseph de lui exposer le différend. Du coup le P. Bruno prenait une position en quelque sorte arbitrale.

Le P. Joseph, dont la lettre nous a été conservée, fait un exposé aussi objectif que possible de la question. Il rappelle le rôle éminent du Père Ludovic, la confiance qu'avait en lui Mgr Freppel, l'influence qu'il eut dans la fondation de l'École d'Angers, le concours qu'il lui a apporté dans ses fondations des Pyrénées. Puis il montre en face du Centre fédératif, l'intervention de Benoît Lévy, son discours de Toulouse revendiquant le Crédit populaire pour ses amis, l'accord entre les deux sociétés. Il rappelle au procureur général le courant d'antisémitisme qui sévit en France et qui s'accroît, expliquant par là l'action confessionnelle et défensive de Durand. Il oppose les trois cents caisses fondées par ce dernier au six du Centre fédératif. Il ajoute que le P. Ludovic souffre du voisinage de Benoît Lévy, mais n'a pu jusqu'ici s'en dégager. Pourquoi a-t-il fait adhérer les cinquante caisses qu'il a fondées à l'Union de Lyon ? Parce qu'il veut en écarter les Juifs. Si ceux-ci venaient à prendre la haute main sur le Crédit populaire ils auraient, dit-il, les masses sous

1. R. P. JOSEPH, *Lettre* au P. Ludovic, 6 juin 1894.

la main. D'autre part « je ne pouvais pas agir autrement sans voir la presse catholique, le clergé et les catholiques se tourner contre moi et sans compromettre mon ministère <sup>1</sup>. »

Il indique ensuite le caractère urbain de l'œuvre du P. Ludovic, ses difficultés et ses dangers. Au contraire Durand est un spécialiste du crédit rural. Il rappelle les attaques contre le P. Ludovic au congrès de Bordeaux et conclut en refusant son concours au Centre fédératif.

Le P. Bruno n'insista pas. Le P. Ludovic se voyait donc refuser l'intervention qu'il avait sollicitée. Cette démarche était favorable à Durand, encore qu'aucun texte ne l'eût sanctionnée.

Or de son côté Durand souhaitait une reconnaissance de l'excellence de sa cause. Il obtint un témoignage favorable de l'archevêque de Lyon <sup>2</sup>. Mais il désirait mieux que cela. En effet si l'opinion catholique lui était en général favorable, le manque de consignes officielles affaiblissait la valeur de cette attitude. Puis le Centre fédératif avait l'appui des milieux officiels de l'agriculture, la sympathie déclarée du président de l'Union des Syndicats agricoles. Enfin si nous en croyons l'*Association Catholique* nombreux étaient les catholiques qui souhaitaient une formule d'unification que Durand repoussait <sup>3</sup>. Pour toutes ces raisons Durand s'adressa au cardinal Rampolla, lui rappelant l'attitude qu'il avait prise à l'égard de la « franc-maçonnerie » et lui demandant une « direction ». La réponse du Secrétaire d'État, si elle put apparaître comme une approbation générale de l'œuvre accomplie, était conçue en termes trop vagues et trop généraux pour constituer la consécration éclatante que Durand souhaitait. Au fond le Saint-Siège refusait de prendre parti <sup>4</sup>.

Le VI<sup>e</sup> Congrès des banques populaires se tint à Nîmes du 12 au 15 mai 1895. Organisé avec éclat par les notabilités locales, il fut l'occasion d'un beau succès pour le R. P. Ludovic dont la conférence « De la contrainte morale et de la solidarité dans les institutions du crédit popu-

1. R. P. JOSEPH, *Lettre au R. P. Bruno procureur général des p. p. mineurs capucins*, Toulouse, 16 mai 1895. (Archives franciscaines.)

2. Témoignage ainsi conçu « Cher M. Durand, le zèle que vous mettez à promouvoir en France la fondation des caisses rurales mérite les plus grands éloges. L'Union que vous avez établie entre elles ne saurait manquer de produire les plus heureux effets si elle persévère dans l'excellent esprit qui a marqué ses débuts.

3. *Association Catholique*, 15 juillet 1895.

4. « Malgré l'esprit pacifique de notre Œuvre et l'accueil qu'elle fit volontiers à tous les honnêtes gens, même à ceux qui ne partagent pas tous nos sentiments, nous avons cru de notre devoir de refuser absolument notre concours et notre alliance non seulement aux sociétés fondées en vue du même but économique par la Franc-Maçonnerie, mais même à celles qui, dirigées par des personnes étrangères à la franc-maçonnerie avaient accepté une alliance formelle avec les sociétés sœurs ou alliées de la franc-maçonnerie. Nous avons cru que cette alliance indirecte avec la franc-maçonnerie était contraire aux prescriptions de l'Encyclique du Saint-Père du 20 avril 1884 et à l'esprit général des enseignements du Saint-Siège ». Le Cardinal répondit : « Aussi le Saint-Père a-t-il eu pour particulièrement agréable l'hommage que votre Seigneurie au nom de l'U. C. R. O. F., lui a fait du *Bulletin* et de l'adresse qui y était jointe et qui manifeste d'autant mieux vos sentiments de dévouement au Saint Sièges et votre volonté de placer comme vous l'avez fait à la base de votre Œuvre avec l'approbation des évêques et le concours du clergé les principes de notre foi catholique qui sont le fondement unique et solide de la morale et aussi la source de la vraie prospérité temporelle ».



laire » prononcée devant une salle comble causa, au dire du capucin, une grande émotion aux auditeurs qui ne cessèrent de l'applaudir <sup>1</sup>. Avant de partir le P. Ludovic alla prendre congé de l'évêque qui se déclara reconnaissant du bien opéré par sa parole.

Cependant la coexistence du Centre fédératif et de l'Union lyonnaise et les perpétuels incidents qui en résultaient révélaient au public la querelle des Œuvres libérales. Aussi Rostand résolut-il de s'expliquer au Congrès suivant tenu à Caen ? Il consacra son discours inaugural à la neutralité et après avoir réclamé la neutralité politique il s'empressa d'ajouter : « La neutralité confessionnelle n'est pas une condition moins substantielle, moins vitale du crédit populaire. » Que sera cette neutralité ? demande-t-il : une neutralité sincère, respectant et réservant les croyances de chacun, un accord des hommes de bonne volonté pour ne pas laisser pénétrer les questions de confessions sur les terrains communs de justice de bien social, de civilisation où les croyants de tous les cultes peuvent s'unir. »

Rappelant cet axiome du P. Ludovic au Congrès de Bordeaux : « Les idées religieuses dans ce qu'elles ont de substantiel se trouvent nécessairement mêlées à la question morale », il remarquait que la morale était à la base de toutes les banques, selon cette exigence formulée par le Père Ludovic. « Si les associés ne se distinguent pas par de solides vertus, les sociétés sont condamnées à périr. » Il citait en exemple les caisses des Alpes-Maritimes où sous la haute direction de Rayneri une « trinité sociale toujours présente » composée du curé, du maire et de l'instituteur constituait le conseil d'administration.

Le P. Ludovic n'assistait pas au Congrès de Caen. Il s'était rendu à Rome pour les élections de son Ordre. Ce fut sans doute de là qu'il posa une supplique à Léon XIII, le suppliant de juger sa cause et de dire avec l'autorité du vicaire de Jésus-Christ si sa méthode et l'apostolat de sa vie étaient vérité ou erreur. Et Léon XIII aurait dit simplement : « Je ne veux pas juger cette cause <sup>2</sup>. »

En temps normal une pareille réponse eut pu suffire au P. Ludovic. Mais, arrivé au terme de ses travaux, douloureusement frappé par les attaques dont il était l'objet, il souhaitait une parole d'approbation qui eut dissipé ses angoisses. Léon XIII ne crut pas pouvoir la donner et condamner par là même l'effort de Durand. Dépasant le cadre des questions personnelles, le conflit opposait deux méthodes d'action catholique entre lesquelles Rome ne voulait pas choisir.

Après ces événements la querelle des œuvres libérales entre dans une phase latente d'où elle ne sortira que lors du rebondissement de 1901. Mais durant ces années la question préoccupait les esprits. Elle vint notamment en discussion devant le comité de l'Œuvre des Cercles le 29 mars 1899 <sup>3</sup>. L'Œuvre devait-elle diriger ses caisses rurales vers

1. *Agenda* du R. P. LUDOVIC, 14 mai 1895.

2. Hilaire DE BARENTON, manuscrit. L'auteur ne cite aucune référence à l'appui de cette démarche.

3. *P.-V.*, 29 mars 1899.

l'Union de Lyon ou le Centre fédératif ? Une certaine perplexité régnant, le comité se prononça en faveur de l'Union de Lyon pour deux raisons : une raison de principe, l'Union joignant au but exclusivement philanthropique du Centre fédératif un but moral qui donne à ses fondations une portée sociale conforme aux visées de l'Œuvre des Cercles. Une raison de fait, les placements des fonds apportés aux caisses Durand étant faits au profit de cultivateurs momentanément dans le besoin, tandis que ceux apportés aux caisses Rostand sont effectués dans les affaires industrielles quelconques. Il résulte de cette pratique que dans les cas des caisses Durand l'avantage accordé à l'emprunteur profite à la profession agricole toute entière et retient à la campagne ceux auxquels elle procure de nouveaux moyens d'existence. Pour le P. Ludovic la question restait douloureusement posée. La reprise du conflit entre l'Église et l'État semblait indiquer l'échec de la politique pontificale d'apaisement dont se réclamait, en même temps qu'elle avivait l'hostilité des catholiques contre les milieux parlementaires et gouvernementaux. Ces considérations semblaient défavorables à la méthode du P. Ludovic et pourtant il lui gardait son attachement. Dans cette âme de prêtre, où l'action ne joue plus son rôle prédominant, le sentiment profond s'affronte aux conjonctures extérieures. Il y a là un drame intime que nous devinons et qui inspire le respect. Où trouver l'apaisement ? Il ne pouvait venir que de Rome.

En 1901 il écrivit dans les *Études Franciscaines* un article où il défendait sa méthode. Aussitôt Louis Durand d'y opposer une réfutation suivie d'une « Réponse à M. Durand » du P. Ludovic<sup>1</sup>. Cette polémique n'apporta rien de nouveau, mais elle fut l'occasion qui décida le Père Ludovic à reprendre ses démarches à Rome. Elles éclairèrent la conception romaine sur l'action sociale catholique à la fin du pontificat de Léon XIII.

L'idée du P. Ludovic était d'attaquer Durand devant la Curie en lui intentant un procès de doctrine. Seul un tel procès trancherait dans le vif du débat et jugerait des méthodes en cause. Pour ce faire il s'adressa à une haute personnalité de l'Ordre, le Père J.-P. de Langogne qui était à Rome le consultant de plusieurs congrégations et avec lequel il paraît avoir entretenu des relations d'amitié<sup>2</sup>.

Le P. de Langogne répondit<sup>3</sup> : une réclamation judiciaire sur la question de doctrine ne serait pas fondée ! « En effet on peut très bien soutenir que les œuvres catholiques quelles qu'elles soient doivent être exclusives de tout élément anticatholique ou même acatholique. Ce sera au point de vue pratique une théorie étroite mais non erronée. De même on peut affirmer comme vous le faites avec tant de logique et d'éloquence que les œuvres catholiques auront, si elles ne sont pas exclusives, une efficacité plus large, mais il ne s'ensuit pas qu'il faille condamner l'autre manière de voir. »

1. *Études Franciscaines*, année 1901.

2. Le Père J. P. de Langogne devint quelque temps après archevêque *in partibus* de Corinthe sous le nom de Mgr Sabadel.

3. *Lettre* du R. P. DE LANGOGNE, 24 février 1901 (Archives franciscaines).

Restait un recours contre Louis Durand au titre d'attaques personnelles. Jamais disait le consultant, le Saint-Office n'acceptera un recours motivé par des récriminations de publicistes. Une seule démarche possible consisterait à dénoncer les articles de L. Durand jugés répréhensibles devant l'Index en demandant au procureur général de l'Ordre d'intervenir au nom du P. Ludovic. Celui-ci écarta une procédure qui n'atteignait en aucune façon le but doctrinal recherché.

Derechef, dans son angoisse, le capucin demanda conseil au P. de Langogne. La réponse du Consultant fut plus nette encore <sup>1</sup> : « Durand se défendra aisément en disant qu'il veut des œuvres catholiques pour les catholiques et qu'il ne croit pas à l'efficacité des mêmes œuvres sous une direction mixte. La seule critique à faire à une pareille assertion serait de la taxer d'exclusivisme, mais celui-ci même pourra être qualifié de vice d'esprit, de toquade mais non d'erreur de doctrine.

« Vous dites que les catholiques en refusant le mode d'apostolat que vous préconisez laissent aller les masses aux œuvres sectaires et maçonniques. Soit, mais en somme ce mode d'apostolat ne peut être imposé à qui que ce soit comme une obligation, moins encore peut-on demander au Saint-Siège de condamner ceux qui le blâment comme inopportun, dangereux puisque c'est là une question d'appréciation. »

Cependant le P. de Langogne consentit à remettre une lettre du P. Ludovic à l'une des plus hautes personnalités de l'Ordre, le cardinal Vives y Tuto <sup>2</sup>. Après avoir résumé devant le cardinal le fonds du débat le P. Ludovic ajoutait cette adjuration.

« J'ai un besoin impérieux d'être rassuré et encouragé. Placé comme vous l'êtes au-dessus des partis, vivant dans la sphère du Souverain Pontife vous pouvez dire avec autorité si ma thèse est conforme aux enseignements de l'Église et me donner une approbation qui amortisse les coups qu'on me porte <sup>3</sup>. »

Le cardinal ne répondit pas. Il est vraisemblable qu'il ne l'eut fait en aucun cas, mais un ou deux jours avant que le P. de Langogne lui eut remis l'appel du P. Ludovic, il recevait un envoyé de Durand, venu lui demander, au nom de ce dernier, de faire cesser tout litige entre les deux hommes et promettant le désistement de Durand. Celui-ci faisait observer que la querelle en cours était de nature à créer des dangers à son œuvre du côté du gouvernement. Cette démarche nous est connue par une nouvelle lettre du P. de Langogne et confirmée par une autre du R. P. Louis Antoine de Porrentruy, Définiteur général de l'Ordre, auquel le P. Ludovic avait également demandé son appui.

Par sympathie pour le P. Ludovic, le P. Louis Antoine chercha à savoir comment on jugeait l'affaire en différents quartiers. Cette enquête lui révéla d'abord qu'à Rome on voyait « du plus mauvais œil » ces disputes

1. *Lettre* du R. P. DE LANGOGNE, 9 mars 1901 (Archives franciscaines).

2. Le Cardinal Vives y Tuto (1854-1913), un Espagnol, est le dernier Capucin qui ait reçu le chapeau.

3. Copie de la *lettre* au Cardinal retrouvée dans les papiers du P. Ludovic (Archives franciscaines).



entre catholiques en un moment où l'Église de France traversait une si rude épreuve. Elle lui révéla également que la plupart des personnages avertis de la querelle penchaient pour Durand et le soutiendraient si l'affaire venait jusqu'à Rome. « Le Général ne sait absolument rien de cette affaire et je crois qu'il est prudent pour le quart d'heure de ne rien lui en dire. » Le P. Louis Antoine prenant nettement le parti du P. Ludovic ne donne d'autre explication de ces dispositions que les « très puissants » protecteurs que Durand compte selon lui à Rome.

Une lettre de l'abbé Thomas, le nouveau propagateur des caisses rurales vint encore le détourner de l'action et il ajourna, une fois encore, ses projets <sup>1</sup>.

Sa conception des Œuvres libérales ne fut donc jamais condamnée. Mais son malheur voulut qu'il la réalisât dans un milieu particulièrement hostile à l'Église, désireux de lui arracher le bénéfice d'une revendication sociale et cela à une époque où malgré l'effort d'entente tenté par Léon XIII, un conflit de plus en plus aigu opposait l'Église à l'État. On pourrait dire que le P. Ludovic réalisa son œuvre dans les temps les plus contre-indiqués avec les concours les plus compromettants. Ceci explique l'échec partiel. Échec qui ne doit pas faire oublier la contribution qu'il apporta au développement du crédit populaire en France.

1. Abbé THOMAS, *Lettre* au R. P. Ludovic, 14 février 1801. On y lit ces lignes significatives : « Pour nos paysans une œuvre neutre c'est une œuvre d'où la religion est exclue; une œuvre non confessionnelle est une œuvre qui défend d'aller à confesse à ceux qui en font partie. Nous regarderions comme *souverainement maladroit* de dire que la caisse rurale n'est pas religieuse, alors que Léon XIII nous engage dans sa dernière encyclique à réaliser cette œuvre sans les auspices de la religion avec son appui et sa collaboration. Si j'ai bien compris votre thèse générale, il faut regarder la caisse rurale neutre comme l'état normal de cette institution, alors que ce ne doit être, me semble-t-il, qu'un pis-aller qu'un état transitoire et anormal dans la pratique. Je dois vous déclarer franchement que je ne suis pas du tout de votre avis... »

## CONCLUSION

A les considérer objectivement, les résultats de l'action sociale catholique paraissent bien modestes en 1901. En regard des trente années d'efforts et parfois de sacrifices, ils révèlent un échec quasi total.

Que voulaient en effet les initiateurs ? L'instauration d'un ordre social chrétien, c'est-à-dire une société nationale réconciliée, appuyée sur l'Église, gouvernée par le Roi, et reposant sur l'organisation des métiers.

En 1901, s'est-on rapproché de cet idéal ? Au contraire. La République désormais solidement établie, est reconnue de tous. L'Église est considérée comme le principal adversaire du régime. Cette année même, les représentants du peuple voteront la loi sur les associations, malgré les adjurations d'Albert de Mun. L'exil des Congrégations, la séparation de l'Église et de l'État, les inventaires, vont suivre. Jamais les catholiques n'ont connu pareilles épreuves depuis le Concordat.

Symtôme plus grave encore, les masses ouvrières témoignent devant ces faits d'une parfaite indifférence. Les résistances sont disséminées, isolées, sans forces. Le sentiment du divorce entre l'Église et le Peuple n'a jamais été si fort.

Les principes sociaux du catholicisme, énoncés sans cesse depuis trente ans par de Mun, Harmel, les abbés démocrates et d'autres paraissent ignorés. L'Église passe pour monarchiste, conservatrice et, « capitaliste ».

L'organisation professionnelle n'a fait pour ainsi dire aucun progrès. Les idées relatives à cette question ne débordent pas un cercle restreint. A la Chambre, de Mun fait figure d'isolé ; quand il en parle au pays, il n'est pas compris. Le terme de « corporation » sonne mal, et quand de Mun affirme « nous sommes la Contre-Révolution », il aggrave l'impression. Cette position intransigeante fait le plus grand tort au catholicisme social. Facile à attaquer elle prête au reproche d'archaïsme. Les démocrates chrétiens ont rejeté cette lourde hypothèque et accepté l'héritage de la Révolution. Mais leur bonne volonté se heurte aux conditions les plus défavorables. Ils ont beau vouloir être « de gauche », ils soutiennent Méline, prennent parti contre Dreyfus et défendent les Congrégations. Ainsi sont-ils aussi vulnérables que les « amis de M. de Mun ».

Les revendications sociales des catholiques se trouvent toujours portées sur le terrain politique parce que depuis 1880 un conflit politique est engagé entre l'État et l'Église. L'expression des idées sociales s'en trouve constamment faussée. Et le conflit s'aggravant, il arrive un moment où les revendications sociales cèdent le pas à la lutte politique. En 1901, toute l'énergie des catholiques est absorbée par la défense religieuse. C'est là une des raisons pour lesquelles leur programme social n'est pas parvenu à retenir l'attention des masses.



Considérée dans les divers milieux, où elle s'est exercée, l'action sociale des catholiques révèle partout les mêmes résultats infimes, sans rapport avec les efforts qu'ils ont coûtés.

Au Parlement l'échec est manifeste. Les catholiques sociaux ont pu élaborer nombre de textes législatifs où s'inscrivaient les grandes lignes d'un ordre social chrétien, mais ils ont été incapables de les faire prendre en considération ; groupe infime de députés, ils n'ont pu s'entendre, ni avec la droite, demeurée résolument libérale en matière économique, ni avec l'extrême-gauche dont ils répudient les conceptions étatistes. Laissés à eux mêmes, leur influence générale a été à peu près nulle. Tout ce qu'ils ont pu faire a été de peser occasionnellement sur la décision de l'assemblée pour obtenir des modifications de détail dans le sens de leurs revendications, cela grâce au sérieux de leurs travaux personnels, à l'éloquence d'un de Mun ou à l'habile ténacité d'un Lemire.

L'économie libérale est toujours puissance, à peine endiguée par de timides interventions de l'État, mais en face d'elle le socialisme grandit. Son triomphe paraît inévitable. Il vient d'accéder au ministère du Commerce. Le conflit de l'économie libérale et du socialisme se répercute à travers le monde du travail : incidents, grèves, premiers mai, manifestations parfois sanglantes, toujours violentes.

Dans l'industrie, le succès n'est guère plus grand. Le syndicat mixte n'a pas reçu du législateur les privilèges demandés. Son développement restreint a pénétré quelques régions seulement, et, dans ces régions, quelques entreprises. En 1901 son développement paraît arrêté, sauf de rares exceptions. Le syndicalisme séparé, durement concurrencé dans le Nord par les patrons, est partout ailleurs à ses débuts ; il ne représente aucune force et ses progrès sont rien moins qu'assurés !

Dans les milieux patronaux, les tentatives d'éducation d'Harmel ont à peu près échoué. Les réunions de patrons ont disparu, sauf celle du Nord dont les conceptions paternalistes paraissent de plus en plus dépassées par les événements.

D'autre part, les grands espoirs mis dans les congrès ouvriers se sont évanouis. Le Congrès de Plaisance n'a été que l'ombre des précédents ; 1901 voit le dernier.

Dans l'agriculture, le syndicalisme mixte a pris un grand essor, mais presque uniquement préoccupés de « faire des affaires », les syndiqués ignorent trop souvent les problèmes humains.

Le syndicalisme préconisé par Ernest Ollivier aux pêcheurs ne parvient pas à s'enraciner.

L'idée, généreuse, du crédit populaire a été appliquée dans des conditions désastreuses par le P. Ludovic de Besse, faisant souvent le plus grand tort aux petits déposants. Certes, la législation du crédit populaire s'améliore, mais ici comme pour les œuvres militaires, dont Lyautey a donné l'exemple, le caractère catholique disparaît.



Considérée sous cet angle, l'action sociale des catholiques peut revendiquer le développement des caisses rurales et celui des jardins ouvriers, mais ces deux œuvres sont encore dans la phase initiale. La foule de petites œuvres créées de toutes parts en ordre dispersé est noyée dans la masse des institutions mutualistes en plein développement.

Symptôme plus grave encore, l'armature du catholicisme social défaille. Les « écoles » disparaissent. L'Œuvre des Cercles, condamnée depuis longtemps, cessera ses réunions de Comité en 1905. La démocratie chrétienne disparaît en 1902. Le P. Ludovic, retiré et désespéré, ne trouvera en 1905 qu'une seule de ses fondations survivante.

Les chefs se retirent, Harmel, qui vient de perdre son fils, demeure au Val pour y diriger personnellement son industrie. La Tour du Pin a dû abandonner l'*Association Catholique*. De Mun reste à la Chambre, mais se consacre à la défense des Congrégations, et peu après un accident physique le condamne au silence. L'abbé Garnier, s'il garde encore le *Peuple Français* ne s'occupe plus guère des œuvres ouvrières : ses fondations suivantes sont absorbées par les paroisses. Le Cour Grandmaison meurt cette année-là. A deux ou trois exceptions près, le personnel « catholique social » disparaît.

Ainsi nous apparaît le catholicisme social en 1901. Ce tableau brossé à grands traits, est sombre, mais nullement exagéré. Il conduit à se demander les raisons de cet échec avant d'analyser les possibilités de renaissance qui peuvent demeurer.

\* \* \*

La cause initiale de l'échec paraît être la disproportion évidente entre le but et les moyens. Sous Mac-Mahon, l'instauration d'un « ordre social chrétien » ne dépendait pas comme les catholiques sociaux l'ont cru, d'un simple coup d'État, ou de la réussite du 16 mai. Après l'échec de celui-ci, de Mun disait : « La réalisation de nos espoirs s'éloigne. » Non, une restauration monarchique aurait à peine facilité la transformation sociale escomptée. Le comte de Chambord l'eût probablement encouragée, mais il se serait heurté aux plus violentes oppositions d'une grande partie des monarchistes. Ce n'est pas sans raison qu'après le discours de Chartres, le vieux Falloux, un des chefs de la droite, désavoua de Mun.

Substituer un ordre social chrétien à l'organisation libérale de la bourgeoisie capitaliste, ce n'était rien moins que faire une révolution, une « contre-révolution » si l'on veut. Peut-être pacifique, la transformation de la Société n'en devait pas moins être radicale : rendre la religion à un peuple déjà profondément déchristianisé, imposer au capitalisme triomphant les entraves de l'organisation professionnelle, donner à la classe ouvrière un encadrement rigide dans le métier avec d'importantes mesures protectrices, faire passer une partie des ressources de l'État aux corporations, comment ne pas mesurer l'étendue de ces transformations, les innombrables oppositions qu'elles étaient assurées de soulever ?

Une telle révolution ne peut être que l'œuvre des classes sociales.

Pareils bouleversements ne sont pas à la mesure des individus. La bourgeoisie a fait la révolution de 1789 contre la Noblesse, la classe ouvrière a fait la Commune contre la bourgeoisie. Or, sur qui compte l'Œuvre des Cercles ? Elle ne le dit pas de façon précise. En réalité, La Tour du Pin et de Mun rêvent d'une alliance de la noblesse et de la classe ouvrière, dirigée par la première, pour une révolution pacifique dont les privilèges de la bourgeoisie feraient les frais. Ils n'attaquent pas la bourgeoisie mais veulent renverser un ordre social dont elle est la grande bénéficiaire. Cette pensée initiale méconnaît la faiblesse de la noblesse et les dispositions du peuple.

La noblesse française a perdu ses privilèges depuis quatre-vingt ans. Partie d'elle-même est intimement liée aux générations bourgeoises qui ont profité de la Révolution. C'est leur union qui soutient les princes d'Orléans et le Cabinet de Broglie. En politique, ils acceptent les trois couleurs et en économie, ils sont libéraux. C'est un des leurs, Falloux, qui se lève après le discours de Chartres, pour refuser les doctrines économiques et sociales de l'Œuvre des Cercles.

La noblesse légitimiste est faible ; écartée par un demi-siècle d'opposition, elle n'a d'influence que dans l'armée et dans ses terres. A mesure que l'Œuvre se développe, elle voit les Conservateurs écartés de l'armée et leur influence diminuée dans les campagnes. Mais dès 1871 elle ne constitue plus une classe sociale.

Néanmoins c'est elle que de Mun voudrait voir diriger le peuple dans une organisation très inspirée de l'ancien régime. Mais les masses ouvrières des villes et même des campagnes s'éloignent de cette aristocratie d'opposition dont ils sentent la faiblesse. Après l'illusion des élections de 1871, la noblesse décline de plus en plus. Et puis, les officiers adhérents de l'Œuvre sont ceux qui ont fait la répression de la Commune ; entre eux et les socialistes il y a des condamnations, des exécutions, du sang. Les gens de l'Œuvre sont avec le Maréchal contre Gambetta. Ils proposent des mesures protectrices aux ouvriers, mais avec les corporations dont on leur a inculqué l'horreur. Ils voient répudier les principes les plus chers de la démocratie, l'héritage de la Révolution. Comment un tel programme retiendrait-il les masses ! L'affaiblissement de la noblesse et la rencontre d'Harmel orientent l'Œuvre des Cercles vers la bourgeoisie montante.

L'Œuvre des Cercles multiplie ses invites au patronat, mais en lui dénonçant le libéralisme économique. Harmel pousse au recrutement patronal, La Tour du Pin aux études sociales et l'opposition s'avive jusqu'à la séparation de l'Œuvre et de la Revue. Harmel est un bourgeois, un patron isolé dans son milieu, dont le concours est insuffisant pour rallier la bourgeoisie à l'Œuvre. Quant à la noblesse légitimiste, après l'engouement des premiers jours, elle abandonne l'Œuvre des Cercles. Ces vieilles familles au lourd passé d'histoire sont comme écrasées sous leurs souvenirs. Elles ne trouvent plus en elles la force de ce dévouement continu, apostolat toujours modeste, toujours recommencé, au nom de quoi de Mun justifie leur privilège d'être dirigeantes.

Aussi l'action sociale des catholiques est-elle, à ses débuts, une action d'individus, en marge du clergé qui ne comprend pas ses principes et redoute son interférence, et combattue par le gouvernement à cause de ses tendances politiques. Ces individus peuvent constituer « une école » et assurer une diffusion restreinte à leurs idées, mais ils n'ont aucun moyen de faire aboutir une « révolution ».

Constatant ces difficultés, l'Œuvre des Cercles a compté sur le catholicisme pour les surmonter. Elle n'a pas mesuré la profondeur de la déchristianisation générale, et a prêché cette nouvelle croisade dans le désert. L'hostilité latente du clergé, la formule — peu séduisante pour l'ouvrier — du Cercle, celle du syndicat mixte, meilleure en soi, mais mal appliquée, ont encore accru les difficultés de la tâche. Comment s'étonner dans ces conditions du caractère peu représentatif et de la faiblesse numérique des 35.000 ouvriers des Cercles ?

La Démocratie chrétienne a un objectif limité : amender la société contemporaine, y faire leur place aux principes chrétiens et assurer le développement de la classe ouvrière dans le cadre d'une organisation professionnelle.

Elle lance à travers le pays des œuvres sociales variées. En 1895-96, les congrès où elle assemble les représentants ouvriers donnent l'impression d'une force qui bientôt comptera. Et puis tout s'effondre, et quelques années après, rien ne semble survivre. Voilà donc une nouvelle équipe de catholiques sociaux, mieux adaptés à sa tâche que celle de l'Œuvre et qui échoue pareillement. Pourquoi ?

C'est que les Démocrates sont avant tout préoccupés d'une intervention politique. Pour eux, les améliorations, les transformations sociales résulteront d'une influence grandissante des catholiques dans le parti républicain. Toute autre action leur paraît subordonnée à celle-là, et, il faut bien le dire, aride à côté d'elle. Les discussions d'application autour de l'Encyclique *Rerum Novarum*, ou le difficile fonctionnement d'un secrétariat du peuple dans une petite ville, ils en comprenaient moins bien l'utilité, ces tâches modestes ne tentaient guère leurs vingt ans. Bien vite, l'action sociale n'est plus qu'un corollaire de l'action politique d'où résulte une tendance à minimiser les qualités, voire les vertus, qu'elle demande. La préparation technique est insuffisante, sinon inexistante. Les œuvres de l'abbé Garnier nous en ont donné l'exemple. L'abbé démocrate a beau prêcher, convertir, rallier à lui les bonnes volontés ; lui parti, les éléments un instant assemblés se disloquent comme une construction sans fondations.

Cette inexpérience entraîne le Clergé à prendre une part démesurée, le jeune Clergé bien entendu, qui depuis l'Encyclique, répond aux appels de la Démocratie. Le P. Puppey-Girard est l'âme des groupements d'ingénieurs et de patrons, comme les Frères de la Doctrine le sont rue des Petits-Carreaux. Peut-être est-ce un mal nécessaire, car sans eux, ces syndicats n'existeraient pas, mais c'est un mal, car il donne quelque



apparence de fondement au reproche que nous avons vu adresser à l'Union fraternelle de n'être qu'une « confrérie ». Le prêtre n'est pas toujours préparé à la direction d'œuvre ouvrière, et la confiance faite à sa robe peut devenir une dangereuse illusion ; Etchevery le rappelait en termes sévères aux supérieurs du P. Ludovic.

Aussi, bien souvent, le prêtre n'assume-t-il ce rôle que faute de pouvoir le confier à d'autres. La Démocratie chrétienne a beau rassembler des ouvriers, les initier aux œuvres, elle ne parvient pas à dégager une élite susceptible de prendre les œuvres en mains et de s'opposer aux chefs du socialisme. Non sans peine, on arrive à discerner les figures de ses chefs, ouvriers ou employés, les Robert, les Leclercq, les Dombray-Schmidt, les Delavenne. Après 1900, Robert et Dombray-Schmidt ont disparu, Leclercq maintient son action, mais ne cueille aucun fruit. Delavenne est passé au Sillon, d'où il entrera au Conseil municipal de Paris ; mais sa carrière politique menée d'une façon très personnelle, l'éloigne de ses anciens camarades. Quant aux Chartrain, Wagnon, ceux de Brest et ceux de Tours, leurs noms sombrent dans l'oubli.

La Démocratie chrétienne n'a pas rencontré de tempéraments exceptionnels de chefs, et ses beaux jours ont passé avant qu'elle n'ait eu le temps de former ses cadres, sauf dans le Nord. Ce manque de cadres explique l'indiscipline de ses masses, les divergences des tendances aux congrès, les incartades politiques comme celle de Lyon en 1896. C'est peut-être là qu'il faut chercher la cause la plus profonde de son échec.

Enfin la Démocratie chrétienne a trop souvent combattu les autres catholiques. Dans l'agriculture elle s'est condamnée à l'impuissance en voulant ignorer les résultats obtenus par les propriétaires et en ne reconnaissant pas leur force. Au congrès de Lyon en 1897, elle se dresse contre eux et s'interdit par là d'introduire parmi eux une influence plus humaine, une préoccupation véritablement sociale de la condition ouvrière dans la culture. A leur tour, ces insuffisances du syndicalisme agricole se sont accusées, faute d'entendre les appels des mouvements catholiques sociaux. Ils donnent à ses œuvres, si importantes par ailleurs, ce caractère « d'épicerie » que les méritoires efforts d'un Duport ne suffisent pas à corriger.



Avec des buts et des moyens légèrement différents, les catholiques sociaux ont commis la même erreur d'objectif : ne voyant trop exclusivement que les moyens politiques, ils ont attendu une transformation sociale d'influences gouvernementales et de victoires électorales. Travaillant sur une masse humaine de plus en plus déchristianisée, ils n'ont pas vu la disproportion effrayante de leurs forces avec leur but.

Ils n'ont fait qu'entrevoir — et la Démocratie chrétienne mieux que l'Œuvre des Cercles — la portée d'une formation approfondie des militants et d'une action limitée mais tenace pour aider l'ouvrier, le petit cultivateur ou le marin.

Agissant avec le concours très mesuré du clergé, dans des circonstances politiques désastreuses, ils ont vu se briser leurs rêves d'une conquête des masses, et n'ont pas récolté les fruits des semences faites au hasard, longues à germer.

Ces trente années de recherches et d'efforts ont-elles donc été vaines ? Pour répondre, il faut considérer le bilan des résultats et des promesses.

Et d'abord, l'adaptation de la doctrine catholique elle-même.

Dès qu'ils eurent quelque peu étudié, les fondateurs de l'Œuvre des Cercles virent combien malaisés se révélait l'application des principes immuables du christianisme, aux problèmes nouveaux posés par le développement de la grande industrie et la constitution du prolétariat. De toutes leurs forces, ils cherchèrent cette application nécessaire, pressant le Vatican de les éclairer. Nous avons vu quel rôle constructif leurs études jouèrent à l'Union de Fribourg dont les travaux inspirèrent de très près l'Encyclique *Rerum Novarum*. Par ce document capital, l'Église prenait résolument position devant ces problèmes nouveaux ; dénonçant les abus du libéralisme, elle indiquait les remèdes nécessaires. Si l'Encyclique est la récompense des pèlerinages ouvriers, selon le mot de Léon XIII, consacrant ainsi la part du catholicisme français dans sa promulgation, elle est en même temps le premier appel impératif du Pape au Clergé.

La démocratie chrétienne se jette avec ardeur dans la voie que Léon XIII vient de tracer : le catholicisme a désormais une charte sociale. Elle s'attache à la diffuser et à susciter des œuvres de toutes sortes pour réaliser ses buts. Mais cette action sociale se greffe sur une action politique qu'une autre Encyclique du Pape préconise en même temps, et bientôt la lutte politique tend à étouffer l'autre. Le 18 janvier 1901, dans l'Encyclique *Graves de Comuni*, Léon XIII apporte des précisions complémentaires. Constatant les excès de certains démocrates à travers l'Europe et les réactions violentes qu'ils ont soulevées, le Pape prononce solennellement la séparation de l'action sociale d'avec l'action politique. Les démocrates chrétiens ne font pas de politique, ils soulagent la misère du prolétariat, ils réclament et s'efforcent d'obtenir plus de justice sociale dans tous les pays, qu'ils soient monarchies ou républiques. Quoique d'une application difficile, c'est là un enseignement fondamental, il remet à l'action sociale la première place dans l'esprit des militants catholiques, supprimant un motif constant de discordes entre eux. Il éloigne définitivement ceux qui préfèrent la politique et tous les amateurs, faisant ainsi de l'œuvre ouvrière une branche propre de l'apostolat, exigeant une formation et une technique.

Cette formation, Harmel, Fonsegrive, Garnier et d'autres, en ont tracé les grandes lignes. Peu à peu le Clergé l'étudie. Paul Lapeyre, Georges Goyau, lui donnent de nouveaux instruments ; d'autres laïques sont invités à parler dans les séminaires, tels de Bohan, président du Syndicat agricole de Champagne.

La formation des laïques commence par le Nord. C'est le principal rôle des syndicats indépendants de Lille et Roubaix. Les difficultés per-

pétuelles rencontrées sur sa route font d'un Leclercq le plus sûr des initiateurs. A Lyon, Marius Gonin réunit autour de la *Chronique* des hommes jeunes désireux de comprendre et de servir : il commence à former de petites équipes autonomes, vivantes et généreuses.

Mais la formation des jeunes laïques est prise en main par deux groupements nouveaux qui vont relever la vieille garde des catholiques sociaux, et occuper la première place dans les années à venir. Ce sont l'Association Catholique de la Jeunesse Française et « Le Sillon ».

Fille de l'Œuvre des Cercles, l'A. C. J. F. s'est développée régulièrement, devenant un important mouvement d'action catholique. Son congrès de Besançon en 1898, où Brunetière annonça sa conversion, a témoigné de ses progrès. Le besoin d'une information spécialisée se faisant sentir, elle va créer, en 1903, ses « congrès sociaux », consacrés à l'étude d'une seule question, et qui donneront à l'action sociale une réelle impulsion. Le Sillon, sous la conduite de M. Marc Sangnier, lève de son côté une jeunesse ardente, éprise d'idéal. Ses instituts populaires, fondés en 1901, tentent de faire pénétrer dans les foules catholiques une culture où les questions sociales ont leur place. Les relations du Sillon avec les démocrates chrétiens lui amènent les survivants du mouvement.

Enfin, les études doctrinales, assurées provisoirement à la réunion annuelle des revues d'études sociales chrétiennes, reprennent toute leur ampleur avec une audience sans cesse élargie aux Semaines Sociales sous la présidence d'Henri Lorin à partir de 1904.

Les militants catholiques ainsi dotés d'une doctrine et de méthodes d'applications, rencontrent les masses ouvrières dans les œuvres. De l'héritage complexe qu'ils recueillent en 1901, les jeunes catholiques tirent des partis divers. Très vite, deux œuvres se révèlent comme d'éclatantes réussites : le jardin ouvrier à la ville, la caisse rurale aux champs. Ils les multiplient donc, cherchant à en développer les applications : les terrasses fleuries, les maisons ouvrières, les prêts de toute espèce.

Dans l'Encyclique *Graves de Comuni*, Léon XIII a souligné les avantages des œuvres, les résultats acquis ; il a nommé désigné les secrétariats du peuple et les œuvres mutualistes. Les secrétariats du peuple ainsi consacrés, ne tardent pas à devenir des secrétariats sociaux et à ressembler — inconsciemment — à celui que dirige Gonin à Lyon. Les œuvres mutualistes se multiplient : dots terriennes, caisses de trousseau, mutuelles scolaires et mille autres.

Mais de nouveaux caractères se révèlent, différenciant cette période des précédentes. Les femmes prennent une place importante et des œuvres spéciales leur sont consacrées ; les timides tentatives de protection du travail évoluent pour donner naissance aux ligues d'acheteurs. A la campagne, la pénétration du socialisme pose bientôt de véritables problèmes ouvriers : les bûcherons du Nivernais, les résiniers Landais, les vigneron Languedociens. Ces problèmes inspirent de nouvelles études doctrinales et sont portés devant le grand public. La littérature s'en empare : après Bazin, Bourget aborde ces sujets nouveaux.



Dans toutes ces œuvres ouvrières et paysannes le militant catholique apprend au jour le jour les véritables données de la question sociale. En même temps il contribue, dans une bien faible mesure, sinon à la résoudre, du moins à l'atténuer. Ces œuvres font du bien, elles mettent un tout petit plus de justice dans la Société. La preuve en est qu'il y a une doctrine sociale des catholiques et qu'elle comporte de multiples applications. Dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle, ces œuvres sont de modestes points d'appui où viennent s'agglomérer un petit nombre de sceptiques, ralliés peu à peu. Ainsi agit la caisse rurale ou le jardin ouvrier. Il y a du déchet, mais malgré tout, une petite clientèle s'habitue à vivre autour de ces œuvres et les fait connaître. C'est pourquoi, si décevants que puissent paraître les résultats en 1901, devant l'analyste averti, il y a aussi un avenir qui n'est pas sans promesses.

## BIBLIOGRAPHIE

L'histoire du catholicisme social contemporain en France est peu connue. Un seul ouvrage a tenté jusqu'à présent d'en établir la synthèse. Encore cet ouvrage de date toute récente — il a été publié par Georges Hoog en 1943 — présente-t-il certains caractères des « Mémoires », son auteur ayant été mêlé de près aux événements qu'il raconte. Hoog s'est préoccupé avant tout d'ordonner les faits suivants quelques lignes directrices et d'en indiquer les divisions naturelles. A la lumière de recherches sur des archives et des documents nouveaux, on ne peut que confirmer les divisions qu'il a, le premier reconnues. C'est sur l'explication des idées et l'ordonnance des faits que Hoog a porté toute son attention, avec le dessein de faire connaître et comprendre le catholicisme social jusqu'à l'Encyclique *Quadregesimo Anno*. Un tel propos l'a amené à une étude comparative des doctrines des différentes écoles. L'action sociale proprement dite n'apparaît dans son ouvrage que comme l'application et, en quelque manière, l'illustration de l'idée.

Avant Hoog il fallait recourir aux études particulières, aux biographies dont certaines du reste sont extrêmement substantielles et d'un vif intérêt, telles les deux volumes du P. Guitton sur Harmel, ou celui de l'abbé Lamoot sur Mgr Six. Mais ces biographies sont encore rares, et pour beaucoup de personnages, on ne dispose que de récits superficiels et trop courts, où l'action sociale est parfois à peine indiquée.

Il faut alors interroger les documents du temps, les journaux et les brochures. Là, certes, on peut trouver des faits, des études d'œuvres ouvrières ou agricoles, l'analyse d'une vocation sociale, mais les appréciations manquent de recul et les découvrir au milieu d'une quantité impressionnante d'articles en tous genres exige une recherche longue et ardue pour un résultat qui n'est pas toujours assuré. Restent les archives inédites. C'est là sans doute que se trouve la meilleure documentation. Mais la recherche en est rendue difficile car ce sont des archives privées, disséminées, qui ont souvent beaucoup souffert des événements.

Sauf à Reims, mais les archives ont brûlé en 1914, il est vain de rechercher des archives épiscopales ou des actes à caractère officiel <sup>1</sup>.

L'action sociale des catholiques a été essentiellement, à l'époque considérée, une œuvre individuelle. Chez les quelques hommes qui en furent l'âme il faut en chercher les témoignages. Mais ces hommes d'action par définition ne se souciaient guère de conserver des documents, encore moins d'en recueillir, et, à quelques exceptions près, on ne trouve que des papiers isolés dont seul le hasard paraît expliquer la conservation. A l'Œuvre des Cercles, par exemple, en dehors des procès-verbaux du Comité, la correspondance se poursuit entre les dirigeants à leurs domiciles respectifs. D'eux et de leurs héritiers, dépendra sa conservation. Chez les démocrates chrétiens, il en va de même avec cette aggravation qu'hommes aux ressources modestes ils n'ont pas de place pour garder des archives.

Quand se forme une collectivité, une petite administration, il y a plus de

1. L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard d'œuvres modestes et souvent vacillantes explique cette absence de documents.

chance de voir conserver les correspondances. Un emplacement est prévu, les archives sont d'usage. Mais le péril vient des déménagements. Si cette association quitte son siège, elle supprime ses papiers inutiles. Ainsi s'explique que le Syndicat des employés ne possède pas d'archives antérieures à 1914. Par contre l'Union des ingénieurs, les Unions fédérales de patrons, l'Union des Syndicats agricoles du Sud-Est ont gardé certaines archives. Cette action individuelle entreprise sous la direction de deux écoles dans d'innombrables syndicats, cercles et associations a multiplié à l'infini ses foyers et par conséquent ses éventuels dépôts d'archives. Beaucoup ne sont pas encore « sortis », quelques-uns sont sans doute dans des presbytères de villages, ou des greniers de maisons où l'on ne soupçonne ni leur existence ni leur intérêt.

Enfin les archives ont souffert de la guerre. Les papiers de La Tour du Pin ont péri dans l'incendie d'Arrancy, ceux du cardinal Langénieux dans celui de Reims. Albert de Mun brûla ses dossiers avant de partir pour Bordeaux en août 1914, et quelques rares documents nous sont parvenus. Beaucoup de documents ont disparu dans le Nord, ceux des cercles ouvriers, ceux du député Dansette dont une partie en 1914 et le reste en 1940. Ceux de l'abbé Lemire, mis en sécurité en 1939, ne sont pas encore sortis de leurs deux abris d'Hazebrouck et de Blois<sup>1</sup>. Les archives et papiers des Assomptionnistes ont été enlevés par les Allemands pendant l'occupation de Paris.

La correspondance d'Albert de Mun avec le P. du Lac est d'un caractère si intime que, conservée à Jersey, elle ne pourra être utilisée qu'avec un certain recul et beaucoup de précautions.

Enfin les faits sociaux tiennent dans les documents une moindre place que les faits économiques ou religieux. Moins spectaculaires, moins apparents même, ils prêtent moins au commentaire.

En dépit de ces difficultés, l'inventaire des archives existantes a été entrepris depuis 1920, au hasard des circonstances locales et en ordre dispersé. Nous avons eu la bonne fortune d'en étudier de nouvelles grâce au concours obligeant de leurs détenteurs auxquels nous adressons ici nos plus vifs remerciements. En même temps que cet inventaire quelques études ont commencé de paraître qui apportent sur des points particuliers un jugement intéressant sinon définitif. Nous en avons tenu compte.

Enfin, on trouvera dans cet ouvrage l'utilisation des témoignages verbaux, tels ceux du maître de forges Marcellot ou du R. P. Puppey-Girard. Quand le hasard voulait que les artisans des œuvres étudiées fussent encore en vie, il nous a paru nécessaire d'entendre leurs propres appréciations qui le plus souvent confirment et complètent des souvenirs déjà publiés.

## I

### SOURCES INÉDITES

#### LES PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ DE L'ŒUVRE DES CERCLES (1875-1903)

Ce sont les comptes rendus hebdomadaires autographiés que le Secrétaire du Comité rédigeait après la séance du mercredi et adressait aux membres du Comité (membres, membres honoraires et membres adjoints). De quelques exemplaires au début, il a atteint environ 150 aux plus beaux jours de l'Œuvre

1. Nous n'avons donc pu y avoir accès jusqu'à présent.



vers 1887 ; après 1891 il est revenu à un tirage bien moindre. Les rapports des « dignitaires » de l'Œuvre, des chefs de section y sont ajoutés à titre d'annexe. Il est rédigé sur de grandes feuilles (format commercial) recto et verso. Le nombre de pages varie beaucoup. Il est plus important en hiver qu'en été. De 4 pages en moyenne au début, il atteint rapidement 8 et 12 pages et quelquefois 16. Il a atteint sa plus grande consistance au moment de la préparation du Contre-Centenaire de 1789. Après la séparation d'avec l'Association catholique il revient à 4 pages et 2 en été.

Ce document était strictement confidentiel. Il y eut cependant des « fuites » en 1875 et 1878. On en retrouve quelques exemplaires dans les papiers des anciens membres, tels Geoffroy de Grandmaison, le baron de Villebois-Mareuil, etc. Mais la collection depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1875 jusqu'à décembre 1903 se trouve au Cercle Montparnasse devenu le Cercle Maurice Maigren, 23 rue de Lourmel à Paris. Il y manque les procès-verbaux des années 1872, 73 et 74 et quelques rares feuilles en 1888. Le procès-verbal donne l'analyse des rapports hebdomadaires des quatre chefs de sections, ce qui permet dans la pratique de suivre le développement des fondations dans toute la France ; il se termine par le compte rendu des délibérations.

Ces procès-verbaux qui sont une véritable mine de renseignements n'ont jamais fait l'objet d'une publication. Nous savons qu'ils avaient été communiqués au P. Lecanuet et à l'abbé Barbier pour leurs études sur l'histoire contemporaine de l'Église. Il ne paraît pas qu'ils s'en soient servi.

Après eux Charles Maigren les a compulsés pour la biographie de son oncle Maurice Maigren. Il en a utilisé les passages relatifs au rôle de son oncle (rôle de second plan au Comité, achevé en 1889) et en a publié chemin faisant quelques très courts extraits.

#### PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSOCIATION DES DAMES PATRONNESSES

Sur le même modèle l'Association des Dames de l'Œuvre avait son compte rendu mensuel. Le format est un petit in-4<sup>o</sup> autographié à partir de mars 1891. On y suit l'activité des Dames dans leurs 4 sections, et leurs délibérations. Le but principal de cette association étant de procurer de l'argent à l'œuvre, les procès-verbaux offrent peu d'intérêts. Mais ils nous renseignent utilement sur les enquêtes, sur le travail des femmes que la IV<sup>ème</sup> section entreprit vers 1886 à la demande de de Mun, et sur la fondation du Syndicat de l'Aiguille.

Ils n'ont jamais été utilisés et se trouvent au cercle Maigren.

#### PROCÈS-VERBAUX DE LA COMMISSION D'ÉTUDES LÉGISLATIVES

Quelques-uns nous sont parvenus. Ils permettent de suivre les débats de 1883-84 à peu près complètement. Quelques extraits des années suivantes y figurent seulement. Ces procès-verbaux, conçus sur le modèle des précédents, étaient adressés aux membres de la Commission.

#### ARCHIVES DE LA COMMISSION INDUSTRIELLE

Ce sont les lettres des correspondants en réponse au Questionnaire d'Harmel en 1883 (15 lettres) et les réponses aux lettres que lui-même et Hyp. André leur adressèrent dans la suite (90 lettres).

Elles couvrent la période 1883-86. Urbain Guérin qui en assura un moment le Secrétariat les avait gardées. Elles sont aujourd'hui la propriété de son

neveu, M. Sarda. Elles apportent un témoignage intéressant sur l'état d'esprit des patrons à travers les pays et leurs réactions aux appels d'Harmel.

#### PAPIERS D'URBAIN GUÉRIN

En même temps que ces archives, Guérin avait conservé diverses lettres, reçues pendant qu'il s'occupait de l'Œuvre des Cercles. Elles comprennent notamment 23 lettres (1884-90) de de Mun, plus une correspondance avec lui relative à l'article « Socialisme chrétien » du *Dictionnaire d'Économie politique* (1891), 6 lettres de Milcent (1878-83), 13 lettres de La Tour du Pin (1883-87) et une d'André (1883).

Tous ces documents sont la propriété de M. Sarda.

#### ARCHIVES LA BASSETIÈRE

Elles comprennent essentiellement le manuscrit de son ouvrage non publié *Le Christianisme et les classes souffrantes* et quelques lettres dont deux d'Albert de Mun. Le manuscrit qui compte 10 cahiers est d'une petite écriture serrée, il suit les progrès de la charité chrétienne à travers les âges. Seuls la fin du cahier IX et le cahier X concernent la corporation moderne. Le manuscrit n'est pas daté, mais est très vraisemblablement de la fin du second empire. Ces papiers appartiennent à M. Joseph de la Bassetière, petit-fils du député qui les conserve dans sa propriété de Vendée.

#### DOSSIER DU PARTI CATHOLIQUE

Parmi les rares papiers qu'Albert de Mun n'a pas brûlés lors de son voyage départ pour Bordeaux se trouvent des lettres qu'il reçut quand il voulut fonder le Parti catholique. Ces documents sont précédés d'une note, non datée mais certainement contemporaine où de Mun explique les mobiles du projet (23 pages). Ces lettres, nous dit-il, dans une mention annexe sont les plus intéressantes mais non les seules qu'il reçut. Venant de tout le personnel catholique, elles sont au nombre d'une centaine. Ce dossier appartient au fils aîné d'A. de Mun, M. le vicomte Bertrand de Mun.

#### ARCHIVES DE GRANDMAISON

Geoffroy de Grandmaison qui fut le secrétaire bénévole et l'ami de de Mun reçut de lui de 1880 à 1914 environ 600 lettres qu'il garda pieusement. Beaucoup sont des billets de caractère personnel sur les affaires en cours. La plupart n'offrent guère d'intérêt pour l'action sociale. En outre Grandmaison avait réuni quelques documents pour une histoire de de Mun qu'il songeait à écrire. Ces papiers comprennent notamment : un petit dossier sur le Parti catholique, 6 lettres de de Mun à l'abbé Leroy, un prêtre s'intéressant à l'Œuvre, en qui de Mun paraît avoir eu une grande confiance (1887-1894), 2 lettres de de Mun à l'abbé Six. Tous ces documents se trouvent au château de Nagel (Eure) où ils sont la propriété de M<sup>me</sup> Geoffroy de Grandmaison.

#### ARCHIVES DU SECRÉTARIAT DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Ce sont les correspondances, notes, rapports et communications reçus et conservés par Georges Delavenne au Secrétariat du parti. Ces papiers constituent plusieurs dossiers et couvrent toute l'histoire de la Démocratie chrétienne depuis la fondation de l'Union démocratique de Paris (1895) jusqu'à la fin (1903). On y trouve à la fois les papiers intéressant le Secrétariat du parti à l'échelon national et ceux relatifs à l'Union de Paris. De

nombreuses lettres de militants ouvriers et employés permettent de suivre au jour le jour la vie du mouvement. Delavenne garda ces papiers tout au long de sa carrière. On y trouve des lettres de tous les personnages de la Démocratie. Ils constituent une source d'études tant sur la personnalité des auteurs que sur l'orientation de leur action.

G. Delavenne nous les a remis avant de mourir.

#### ARCHIVES DE L'ABBÉ RABIER

Ces papiers ont trait aux œuvres sociales catholiques de Blois et à l'Union de Travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest. On y trouve une importante lettre de Desgrées du Lou (1897) la demande d'autorisation de l'abbé à Mgr Laborde de s'intéresser au journal de Rivière, la réponse de l'évêque, la pétition des ouvriers en grève, les procès-verbaux du Syndicat Saint-Crépin, etc... environ une centaine de documents. L'abbé Rabier les garda à son domicile, devenu le Secrétariat des œuvres du diocèse à Blois.

#### ARCHIVES DE L'U. I. C.

Au siège actuel de l'Union sociale des Ingénieurs catholiques se trouvent les archives des deux groupements fondés par le R.P. Puppey-Girard : l'U.I.C. et les Unions fédérales. Ils comprennent les correspondances relatives à la fondation, les lettres du P. Puppey-Girard pour tenter de fédérer les groupements, le registre des conseils de l'Union fédérale, etc.

#### MÉMOIRES D'A. PERRIN

Ce manuscrit rédigé par le Secrétaire général des Unions fédérales contient dans ses Tomes II (*Avranches*) et III (1900-16) des souvenirs intéressants sur la fondation de l'*Ouest-Éclair* et sur la vie des Unions fédérales. Ils appartiennent à M<sup>lle</sup> Perrin.

#### PROCÈS-VERBAUX DU SYNDICAT DE L'AIGUILLE

Ce registre permet de suivre la vie du Syndicat mixte depuis la fondation. Il se trouve au siège du syndicat, cité du Retiro à Paris.

#### PROCÈS-VERBAUX DE L'UNION DU SUD-EST

Document où l'on suit le développement du syndicalisme agricole depuis ses origines et notamment l'élaboration des différentes branches de la mutualité agricole. Six cahiers couvrent la période 1888-1901. Ils sont gardés au siège de l'Union, place Bellecour à Lyon.

#### FONDS LUDOVIC DE BESSE AUX ARCHIVES FRANCISCAINES

Il contient tous les papiers du célèbre Capucin et notamment 60 lettres de Louis Durand (1892-1895) 14 lettres du P. Joseph d'Auranzan (1893-1901), des lettres des Supérieurs de l'Ordre à Rome (1901), de E. Drumont, de Benoît-Levy, de Rostand, etc. ainsi que les Agendas du P. (années : 1886-1896) et quelques notes manuscrites de sa main. Ils ont été utilisés par le P. Hilaire de Barenton pour sa biographie en 2 volumes du P. Ludovic et pour le manuscrit inédit du troisième.

#### LETTERES REÇUES PAR BAZIN POUR LA PUBLICATION DE « DE TOUTE SON AME »

Ces lettres émanent des critiques littéraires et des personnalités catholiques dont 2 de de Mun traduisent l'intérêt surpris de ce public devant la publica-



tion du premier roman catholique à tendances sociales. Elles sont conservées par M. le comte T. Catta, gendre du romancier.

#### ARCHIVES DE L'ÉGLISE DU ROSAIRE

Elles comprennent les correspondances de Soulange Bodin relatives à la fondation des premières œuvres et à l'ouverture de la chapelle.

#### LETTRÉS DE LA TOUR DU PIN A DE GAILHARD BANCEL (1888-1925)

Cette correspondance gardée par la famille de Gailhard Bancel à Allex a été dépouillée par le comte Louis de La Tour du Pin qui en a copié quelques extraits, utilisés dans cet ouvrage, notamment au chapitre XIV.

#### TÉMOIGNAGES VERBAUX

M. Léon Harmel fils et Docteur Capinas sur Léon Harmel, chap. VII.

M. Marcellot, sur ses œuvres, VIII.

M. Montagnon sur E. Rivière, VIII.

Général Brécard sur Lyautey, XI.

R. P. Puppey-Girard, sur ses œuvres, XIV-XVIII.

M<sup>me</sup> Lehmann, M<sup>me</sup> Bertheau sur Syndicat de l'Aiguille, XVIII.

M. le comte Bertrand de Mun, M<sup>me</sup> Marguerite de Mun, M. le marquis de Mun, M<sup>me</sup> la marquise d'Argenson sur Albert de Mun. IV.

## II

### SOURCES IMPRIMÉES

#### I. RELATIVES A L'ŒUVRE DES CERCLES.

*Bases et Plan Général de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers.* Édité par le Secrétariat Général de l'Œuvre. Paris, 1877, 1 vol. in-8°.

*Instruction sur l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers.* Édité par le Secrétariat Général de l'Œuvre, Paris, 1876, 2 vol. in-8°. Il existe une édition de 3 volumes réunis en 258 p. in-8°.

*Recueil utile à l'Intelligence de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers. Conseils pratiques pour l'établissement et la direction d'un cercle.* Paris, s. d., 42 p. in-8° dû à M. Maigren).

*Règlement Général des Cercles Catholiques d'Ouvriers de Paris.* Paris, 1875, 28 p. in-8°.

*Coutumier des Cercles de Paris, Tome I : Élection des Conseillers.*

*Coutumier des Cercles de Paris, Tome II : Services généraux et Services particuliers des Dignitaires.* Paris, 2 vol. 22 et 34 p. in-8°.

*Coutumier des Cercles de Paris. Tome III. La Société de Saint-Vincent de Paul dans un Cercle Catholique d'Ouvriers.* Paris, 1877, 25 p. in-8° (c'est le 3<sup>e</sup> vol. du coutumier).

*Coutumier des Cercles de Paris, Tome IV. Représentations théâtrales,* Paris, s. d., 42 p. in-8°.

*Compte rendu de l'Assemblée Générale de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers.* Annuel, I. vol. in-8°, 300 p. env., contenant la reproduction *in extenso* des discours et le résumé des débats en commissions.

*Mémoire sur l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers soumis à NN. SS.*

les *Archevêques et Evêques de France par le Comité Général de l'Œuvre*. 1 vol. de 83 p., grand in-4° daté de Noël 1884.

*Aphorismes de politique sociale*. Marseille 1891, VII, 64 p., in-8°.

PÉRIODIQUES : *Bulletin de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers*, mensuel 1872-1878.

*L'Association Catholique*, mensuel à partir de 1876.

*La Corporation*, hebdomadaire à partir de 1885.

*Bulletin de la Commission Industrielle*, mensuel à partir de 1878.

*Bulletin de la Commission Agricole*, mensuel à partir de 1878.

MUN (Comte Albert DE), *Ma Vocation Sociale*. Souvenirs de la fondation de l'Œuvre des Cercles Catholiques d'Ouvriers, Paris 1911, in-8°.

MASSARD (Cyrille), *L'Œuvre Sociale du Cardinal Mermillod. L'Union de Fribourg d'après des documents inédits*. Louvain 1914, VIII, 278 p. in-8°.

LA TOUR DU PIN, *Lettres à Louis Milcent. Revue Universelle*, nos du 25 mars et 10 avril 1941.

LA CHARCE (marquis DE), *Vers un Ordre Social Chrétien. Jalons de route*. Paris 1929.

## II. RELATIVES AUX INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES.

*Journal officiel de la République française* : Débats parlementaires.

MUN (Albert DE), *Discours et Écrits divers* avec des notices par Ch. GEOFFROY DE GRANDMAISON. Paris 1893 et sq., 7 vol. in-12°.

MUN (Albert DE), *La Pensée sociale d'Albert de Mun*. Extraits recueillis et ordonnés par Ch. BROSSIER. Marseille 1929, 1 vol. XX + 280 p. in-8°.

BOURGET (Paul), *Œuvres complètes*. Tome III. « Le disciple. Un cœur de femme. » Paris, 1901, 1 vol., 501 p., in-8°.

## III. RELATIVES AU MOUVEMENT PATRONAL.

HARMEL (Léon), *Manuel d'une Corporation Chrétienne*. Tours 1879, 538 p. in-8°

POUCHE, *Rapport au Congrès de l'Association Catholique des Patrons du Nord sur les Œuvres Sociales de MM. Cosserat Fils et C<sup>ie</sup> à Saleux et au Faubourg de Hem à Amiens*. Lille 1830.

RIVIÈRE (Emmanuel), *Vingt ans de Vie Sociale*. Paris 1901.

Maison A. MAME et Fils (1796-1896), *Institutions Patronales*. Tours 1897, in-4°.

FÉRON-VRAU (Paul), *L'Association Catholique des Patrons du Nord*. Paris s. d.

PÉRIODIQUES : *Conférences d'Études Sociales de Notre-Dame du Haut-Mont*. Paraît tous les deux mois à partir de 1893 à Lille.

*Le Dimanche*, hebdomadaire.

FAIDHERBE Père (Alexandre), *Histoire du Syndicat mixte de l'Industrie Roubaissienne*. Roubaix 1902.

BOISSARD (Adéodat), *Le Syndicat mixte*, Paris 1897.

ANONYMES : *Les Œuvres Ouvrières des Usines Marcellot à Eurville*. Brochure, Eurville 1896.

*La Maison Ph. Vrau et C<sup>ie</sup>*. Lille 1902, 63 p. in-8°.

*Mémoire sur le Val-des-Bois*, 1897, grand in-4°.

## IV. RELATIVES A LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE.

*Compte rendu du I<sup>er</sup> Congrès Ouvrier Chrétien.* Reims 1893, 1 vol., 250 p. in-8°.

*Compte rendu du II<sup>e</sup> Congrès Ouvrier Chrétien.* Reims 1894, 540 p. in-8°.

*Compte rendu du I<sup>er</sup> Congrès de l'Union Démocrate de Paris.* 1895, Paris, 1 vol. 35 p.

*Compte rendu du Congrès de l'Union Démocratique du Nord.* Lille 1895, 140 p. in-8°.

*Compte rendu du Congrès Démocratique chrétien tenu à Reims par les Travailleurs français les 23, 24 et 25 mai 1896.* Lille 1896, 1 vol. 120 p. in-8°.

*Compte rendu du Congrès National de la Démocratie Chrétienne.* Lyon s. d., 311 p. in-8°.

*Compte rendu du Congrès de la Fédération des Travailleurs Chrétiens du Centre et de l'Ouest.* Tours 1897.

*Compte rendu du Congrès Démocratique chrétien.* Lyon 1897.

DELAGORD (Gabriel), *Le Congrès National des Démocrates Chrétiens.* Paris 1900, 15 p. (Les compte rendus des autres Congrès sont publiés dans *La Corporation.*)

DEHON (L.), *Catéchisme social.* Paris 1898, 1, XII + 312 p., in-12°.

PÉRIODIQUES : *Le Peuple français*, quotidien à partir de 1894, Paris.

*Le Monde*, quotidien (1894-1896), Paris.

*La Justice Sociale*, hebdomadaire à partir de 1893, Bordeaux.

*La Vérité Sociale*, hebdomadaire 1894-1895, Charleville.

*Le Peuple*, hebdomadaire à partir de 1893, Lille.

*La Démocratie Chrétienne*, mensuel à partir de 1894, Lille.

*Le Travailleur Chrétien*, hebdomadaire à partir de 1897, Blois.

*La Chronique des Comités du Sud-Est*, mensuel à partir de 1893, Lyon.

*Le Sillon*, mensuel à partir de 1894, Paris.

GAYRAUD (Abbé), *M. Léon Harmel au Congrès de Mouvaux*, Roubaix s. d., une brochure de 44 p.

NAUDET (Abbé), *Les Démocrates Chrétiens. Doctrine et Programme.* Paris 1899, 1 vol., in-12°. — *Notre Devoir Social.* Paris s. d., 1 vol. xv + 304 p. in-16°.

## V. RELATIVES A LA FORMATION SOCIALE DU CLERGÉ.

*Réunion ecclésiastique d'Études Sociales*, tenue à Saint-Quentin. Lille 1895, 156 p.

*Congrès ecclésiastique de Reims.* Compte rendu rédigé sous la direction de l'Abbé LEMIRE par l'Abbé Pierre DABRY avec la collaboration de l'abbé TOITON et de l'Abbé RACT. Paris, s. d.

*Congrès sacerdotal de Bourges.* Compte rendu rédigé sous la direction de l'Abbé LEMIRE par l'Abbé Pierre DABRY avec la collaboration de l'Abbé TOITON et de l'Abbé RACT. Paris 1901. 416 p. in-16°.

LE QUERDEC (Yves), *Lettres d'un Curé de Campagne.* Paris 1894, 319 p., in-12.

*Lettres d'un Curé de Canton.* Paris 1895, 372 p. in-8°.



## VI. RELATIVES AUX ŒUVRES ET GROUPEMENTS OUVRIERS.

PIOLET (J. B.), *L'Œuvre des Jardins à Saint-Étienne, à Sedan, etc...* Paris 1899.

*Congrès International des Jardins Ouvriers* (Paris, 24-25 octobre 1903). Compte rendu rédigé par M. l'abbé LEMIRE, député avec la collaboration de M. Louis RIVIÈRE, secrétaire du Congrès.

*Les Secrétariats du Peuple*. Brochure de l'École des Conférenciers, Paris 1906.

BAZIN (René), *De toute son âme*, Paris 1897, 1 vol. 126 p., in-16°.

*Assemblée Générale des Œuvres Ouvrières de la Ville de Caen*, tenue le 27 mars 1887. Caen 1887, 1 vol. 88 p. in-4°.

VERDIN (Édouard), *Les Origines du Syndicalisme Chrétien en France. La Fondation du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie*. Paris 1929, 140 p. in-8°.

PERRIN (A.), *La première séance de l'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie*. Paris, *l'Almanach Catholique français*, 1927.

PUPPEY-GIRARD (R. P.), *Souvenirs*. Échos de l'U. S. I. C., février 1943.

PERRIN (A.), *Le Syndicat Central des Unions fédérales*. *Action Populaire*, n° 36, Paris s. d.

PÉRIODIQUES : *Compte rendu de l'Assemblée Générale du Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie*. Annuel à partir de 1891.

*Bulletin du Syndicat des employés du Commerce et de l'Industrie*. Tous les deux mois 1890-1900.

*L'Employé*. Mensuel à partir de 1901.

*Annuaire de l'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie*. 1 vol., annuel à partir de 1892.

*Annuaire de l'Union des Ingénieurs Catholiques*. 1 vol. annuel à partir de 1894.

*Moniteur des Unions fédérales du Commerce et de l'Industrie*. Mensuel à partir de février 1900.

*Bulletin mensuel de l'Aiguille*, à partir de Décembre 1892.

## VII. RELATIVES AUX ŒUVRES ET GROUPEMENTS AGRICOLES.

ROCQUIGNY (Comte de), *Les Syndicats agricoles et le Socialisme agricole*. Paris 1893, XIII-344 p. in-8°.

ROCQUIGNY (Comte de), *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*. Paris 1900. VIII + 412 p. in-8°.

GAILHARD-BANCEL (H. DE), *Les Syndicats agricoles aux champs et au Parlement* (1884-1924). Paris, s. d., XVI + 310 p. in 8°.

*Compte rendu du Congrès National des Syndicats agricoles*. Les cinq premiers congrès 1894-1905).

*Compte rendu du Congrès National d'Enseignement Agricole et Ménager*. Angers 1907.

DURAND (L.), *Les Caisses rurales, leur origine, leur développement et leur avenir*. Brochure publiée à Bordeaux, 1896, 21 p.

PÉRIODIQUES : *Compte rendu de l'Assemblée Générale de l'Union des Syndicats Agricoles du Sud-Est*. Annuel à partir de 1889.

*Bulletin mensuel de l'Union des Caisses rurales et Ouvrières à responsabilité illimitée*. à partir de 1893.

SILVESTRE (Claude), *Monographie de l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles*. Lyon 1894. 1 vol. VIII + 529 p., in 8°.

## VIII. RELATIVES AU CRÉDIT POPULAIRE.

PÉRIODIQUES : *L'Union Économique* (1880-1893). Revue mensuelle du Père Ludovic de BESSE.

*Bulletin du Crédit Populaire*. Revue mensuelle à partir d'octobre 1893.

*Congrès des Banques Populaires de Crédit*. 1 vol. annuel publié par les soins du *Bulletin du Crédit Populaire*.

*Études Franciscaines*. Mensuel, 1901.

ROSTAND (Eugène), *L'Action sociale par l'initiative privée*. Paris 1892 et s. q., 4 vol. in-8°.

## IX. RELATIVES AUX INITIATIVES DIVERSES.

*La Croix du Marin*, Mensuel à partir de 1894. *Le Rôle Social de l'Officier*, *Revue des Deux Mondes* : 1891 (15 avril).

BRÉCART (Général), *Le Rôle Social de l'Officier*. *Revue des Jeunes*, juillet-août 1935.

## III

## OUVRAGES

## I. OUVRAGES GÉNÉRAUX.

SEIGNOBOS, *L'Évolution de la III<sup>e</sup> République*, Tome VIII de l'*Histoire de France contemporaine* de Ernest LAVISSE. 1 vol., Paris 1921, 510 p., in-8°

WEILL (Georges), *Histoire du mouvement Social en France 1852-1902*. Paris 1905, in-8°.

LEVASSEUR (E.), *Questions Ouvrières et Industrielles en France sous la III<sup>e</sup> République*. Paris 1907, in-8°.

LECANUET (E.), *L'Église de France et la III<sup>e</sup> République*. 2 vol., Paris 1907-10.

LECANUET (E.), *La Vie de l'Église sous Léon XIII*. 1 vol., Paris 1930, 735 p., in-8°.

LECANUET (E.), *Les Signes avant-coureurs de la Séparation*, Paris 1930, 1 vol., 616 p., in-8°.

BARBIER (Emmanuel), *Histoire du Catholicisme Libéral et du Catholicisme Social*. Bordeaux 1923, 5 vol., in-8°.

T'SERCLAES (Mgr de), *Le Pape Léon XIII*. Paris 1894, 2 vol., in-8°.

GOYAU (G.), *Histoire Religieuse*, dans l'*Histoire de la Nation française* publiée sous la direction de G. HANOTAUX. Paris 1922, 1 vol., in-4°.

BAUMONT (Maurice), *L'Essor Industriel et l'Impérialisme Colonial*, Tome XVII de la Collection « Peuples et Civilisations », Paris 1937, 1 vol., 610 p., in-8°.

HOOG (Georges), *Histoire du Catholicisme Social en France, de l'Encyclique « Rerum Novarum » à l'Encyclique « Quadragesimo Anno »*, Paris 1942, 1 vol. XIII + 376 p., in-8°.

MOURRET, *Histoire Générale de l'Église*. Tome IX, *L'Église Contemporaine*.

GOYAU (Georges), *Autour du Catholicisme Social*, Paris 1901 et s. q., 5 vol. in-8°.

GERMAIN-MARTIN, *Les Grands Messieurs qui firent la France*, Paris 1945, 1 vol., 414 p., in-8°.

MONTIER (Edward), *Les Bons guides Sociaux des Jeunes*. Paris 1946, 1 vol., 280 p., in-8°.

DOLLEANS (Édouard), *Histoire du Mouvement Ouvrier*, Paris 1936, 2 vol., in-8°.

REVOL (Colonel J.), *Histoire de l'Armée française*, Paris 1929, VIII + 308 p., in-8°.

RAMON (Gabriel), *Histoire de la Banque de France*, Paris 1929, 501 p., in-8°.

SODERINI (Eduardo), *The Pontificate of Leo XIII*. translated by Barbara Barclay Carter. London 1934. IX + 229 p., in-8°.

## II. ÉTUDES DOCTRINALES.

EBLÉ (Maurice), *Les Écoles Catholiques d'Économie Politique et Sociale en France*. Paris 1905, 1 vol., 412 p., in-8°.

RIVAIN (Jean), *Un programme de restauration sociale. La Tour du Pin précurseur*. Paris 1926, xv + 218 p., in-8°.

ÉCOLE NORMALE SOCIALE, *Commentaire pratique de l'Encyclique « Rerum Novarum » sur la Condition des Ouvriers*, Paris s. d., XXI + 184 p., in-8°.

BASSOT (Jacques), *Travail et Propriété. Actualité Révolutionnaire de La Tour du Pin*, Paris 1943, 1 vol. x + 208 p., in-8°.

JARLOT S. J. (Georges), *Le Régime Corporatif et les Catholiques Sociaux*, Paris 1938, 1 vol. in 8°.

SEMICHON (Roger), *Les Idées Sociales et Politiques de La Tour du Pin*, Paris 1936, 1 vol., in 8°.

CALIPPE (Abbé), *L'Attitude Sociale des Catholiques Français au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris 1912, 3 vol., in 8°.

LEGRAND (Georges), *Les grands courants de la Sociologie Catholique à l'heure présente*. Paris 1927, 181 p., in 8°.

KOTHEN (Robert), *La Pensée et l'Action Sociales des Catholiques (1789-1944)*. Louvain 1946, 1 vol. 600 p., in-8°.

## III. OUVRAGES RELATIFS A L'ŒUVRE DES CERCLES ET AUX TRAVAUX LÉGISLATIFS

MAIGNEN (Charles), *Maurice Maignen, Directeur du Cercle Montparnasse et les Origines du Mouvement Social Catholique en France, 1822-1890*. Luçon 1927, 2 vol., in-16°.

FONTANILE (Henri), *L'Œuvre Sociale d'Albert de Mun*, Paris 1926, 1 vol., VII + 274 p., in-8°.

GOYAU (Georges), *L'Épanouissement Social du Credo*, Paris 1931, 1 vol., in-8°.

BOSSAN DE GARAGNOL, *Le Colonel de La Tour du Pin d'après lui-même*, Paris 1936, 342 p., in-16°.

BAUSSAN (Charles), *La Tour du Pin*. Col. « Les grands Cœurs ». Paris 1931, 1 vol. 203 p., in-8°.

SICARD (Mgr), *Mgr Freppel*. Paris 1892, 1 vol., 260 p., in-8°.

GUIRAND (Jean), *Mgr Freppel*. Collection « Notre Clergé », Paris 1933, 243 p., in-8°.

TERRIEN (Eug.), *Mgr Freppel. Sa vie, ses ouvrages, ses œuvres, son influence et son temps, d'après des documents inconnus et inédits*. Angers 1932, 2 vol., in-8°.

CORNUT (Et.) S. J., *Mgr Freppel d'après des documents authentiques et inédits*. Paris 1893, 1 vol., 422 p., in-8°.



PAVIE (André), *Mgr Freppel*. Collection « Les grands Hommes de l'Église au XIX<sup>e</sup> siècle ». Paris 1906, xvi + 164 p., in-16°.

GARRIC (Robert), *Albert de Mun*. 1 vol., Paris 1935, in-12°.

SANGNIER (Marc), *Albert de Mun*. 1 vol., Paris 1932, in-8°.

LIGOT (Maurice), *Le Comte Albert de Mun*, 1 vol., Dijon 1938, in-16°.

PIOU (Jacques), *Le Comte Albert de Mun, sa vie publique*. Paris 1920, 1 vol., in-16°.

ZAMANSKI (Joseph), *Albert de Mun*. Collection « Publicistes Chrétiens ». Paris 1942, 45 p.

GIRAUD (Victor), *Un grand français, Albert de Mun*. Paris 1918, 1 vol., in-16°.

FLORY (Albert), *Albert de Mun*. Collection « Les Grandes figures Chrétiennes », Paris 1932, 1 brochure in-16°.

BAUDRILLART (Mgr), *Discours de Réception à l'Académie française*. Paris 1919, 1 brochure in-32°.

LARGENT (Chanoine), *Le Cardinal B. M. Langénieux*. Paris 1911, vi + 376 p., in-8°.

GOYAU (Georges), *Portraits Catholiques. Précurseurs*. Paris 1921, viii + 304 p., in-8°.

ROQUEFEUIL (M. le Comte DE), *L'Histoire de l'Œuvre des Cercles. L'Action Populaire*, brochure n° 242.

AGEORGES (Joseph), *Une histoire et une Épopée. L'A. C. J. F. de sa fondation à nos jours*. Paris 1942, 150 p., in-8°.

*Semaine Sociale de Metz*, 1919 (compte rendu) « Henri Lorin » par Maurice DESLANDRES, 1 vol., Lyon 1919.

LAVERGNE (Claudius), *Rétablissement d'une corporation au XIX<sup>e</sup> siècle*. Tours 1877, 1 vol., 12 p., in-8°.

ANONYME, *Internationaler Kongress für Arbeiterschutz im Zürich vom 25 bis 27 August 1897*, Zurich 1897, 280 p., in-8°.

#### IV. OUVRAGES RELATIFS A L'ACTION PATRONALE.

GUITTON (Georges) S. J., *Léon Harmel*. Paris 1925, 2 vol., in-8°.

GUITTON (Georges) S. J., *Léon Harmel et l'initiative ouvrière*. Paris 1938, 1 vol., 94 p., in-8°.

LAURAS (Xavier), *Organisation et Rémunération du Travail. Solutions possibles*. Extrait des dossiers de l'Action Populaire, mars-avril 1921.

HUBERT-VALLEROUX P., *Les grèves d'Amiens*. Extrait de la *Réforme Sociale*. Paris 1893, 39 p., in-4°.

BAUNARD (Mgr), *Les Deux Frères*. Paris 1926, 640 p., in-16°.

FAIDHERBE (Alex), *Les Caisses de Loyer pour les Familles Ouvrières*. Lille 1906, 1 brochure, 10 p.

SEVIN (Adolphe), *Les Patrons Catholiques du Nord de 1884 à 1894. Leurs Idées, leurs Œuvres*. Paris 1894, 64 p., in-8°.

CAMELOT (M. le Prof. E.), *Discours à la Mémoire de Camille Féron-Vrau, prononcé à la séance solennelle de rentrée des Facultés Catholiques de Lille, le jeudi 19 novembre 1931*. Lille 1931, 15 p.

DE BEUGNY D'AGERNE, *Notre-Dame du Haut-Mont, croquis et souvenirs*. Lille 1899, 140 p., in-8°.

ANONYMES, *Centenaire de la Maison Ph. Vrau et Cie*. Lille 1919, 77 p., in 8°.

*Le Val des Bois. Vue d'ensemble par un visiteur*. 1911.

## V. OUVRAGES RELATIFS AUX ŒUVRES SOCIALES ET AUX HOMMES D'ŒUVRES.

DABRY (Abbé Pierre), *Les Catholiques Républicains. Histoire et Souvenirs* (1890-1903). Paris 1905, 1 vol., VII + 753 p., in-8°.

LA MOOT (J.), *Mgr Six*. Paris 1938, 1 vol. 412 p., in-8°.

PRELOT (abbé Robert), *L'Œuvre Sociale du Chanoine Dehon*. Paris 1932, 1 vol., 353 p., in-8°.

CORNILLEAU (Dr Robert), *L'Abbé Naudet*. Paris, s. d., 158 p., in-8°.

BERNARD (Abbé), *L'Abbé Garnier, son temps, son œuvre*. Série d'articles parus dans *La Semaine Religieuse de Bayeux*, 1921-1922.

DIVRY (Louis), *L'Abbé Garnier*. Paris 1936, 226 p., in-8°.

DE MASSUE (Georges), *Études sur les méthodes d'apostolat de M. l'Abbé Théodore Garnier* dans *L'Évangile*, 1922-1923.

DORIGNY (Jean), *L'Abbé Lemire, son œuvre parlementaire*. 2<sup>e</sup> édition, Paris 1914, XVI + 291 p., in 8°.

JEAN-ROBERT et GABRIEL RÉMY, *Une grande figure et un grand cœur. L'Abbé Lemire*. Paris 1929, 1 vol., VI + 247 p., in-8°.

DROULERS (Charles), *Chemin faisant avec l'Abbé Lemire*. Paris 1929, 1 vol., 249 p., in-8°.

ARCHAMBAULT (Paul), *George Fonsegrive*. Paris, s. d., 1 vol., 148 p., in-8° ; *Cahiers de la Nouvelle Journée. George Fonsegrive*, Cahier II. Paris 1928, 1 vol., 211 p., in-8°.

CRETINON (Augustin), *Un Apôtre du Catholicisme Social. Marius Gonin*. Lyon 1938, 1 vol., 241 p., in-8°.

FOLLIET (Joseph), *Notre Ami Marius Gonin*. Lyon 1946, 1 vol., 412 p., in-8°.

THÉOLIER S. J. (P. Louis), *L'Homme noir chez les Hommes noirs. Le Père Félix Volpette, fondateur des Jardins Ouvriers*. Paris 1930, 1 vol., 137 p., in-8°.

RIVIÈRE (Louis), *La Terre et l'Atelier. Jardins Ouvriers*. 2 éditions, Paris, 1904, VII × 219 p., in-12°.

CHAPTAL (Emmanuel), *L'Abbé Soulange Bodin*. Paris 1926, 238 p., in-8°.

BOISSARD (Chanoine P.), *Mgr Chaptal, Evêque d'Isionda 1861-1943*. Collection « Notre Clergé » Paris 1945, 203 p., in-8°.

ANONYME, *Atelier d'Apprentissage de Petite Mécanique*. Compte rendu de l'Exposition, des Fêtes et Réunions organisées à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fondation (1857-1937). 1 vol., 40 p., in 4°.

ZIRNHELD (Jules), *Cinquante années de syndicalisme chrétien*. 1 vol., in-8°, 275 p., Paris 1937.

DEPONCIN (Bernard), *Une Intuition du Curé d'Ars : Madame Puppey-Girard*. Paris 1943 1 vol., 191 p., in-8°.

LAC (Révérend Père DU), *Jésuites*, Paris 1901, 1 vol., XXXI + 408 p., in-8°.

RIVIÈRE (Louis), *Formes Nouvelles de l'Assistance par le Travail : Bureaux d'Écritures, Travaux pour Ouvrières de l'Aiguille*. Paris 1905, (Extrait du Correspondant) 1 brochure, 31 p.

HENRY (P.), *Le Mouvement Patronal Catholique en France*. Paris 1936, 1 vol. in-8°.

TOUSSAINT (A.), *L'Union Centrale des Syndicats Agricoles, ses idées directrices*. Paris 1920, 155 p., in-8°.

VILLEBOIS-MAREUIL (Baron DE), *Le Mouvement Social en Anjou 1875-1912*. Angers 1913, X + 112 p., in-8°.

JANELLE (J.), *Le Syndicat Agricole de Champagne. Son passé, son avenir*. Châlons-sur-Marne 1927, 212 p., in-8°.

ROCQUIGNY (Comte DE), *Le Comte de Chambrun et son Œuvre agraire*. Paris 1899.

VOGÜÉ (Louis DE), *Émile Duport. La Leçon de ses œuvres*. Lyon 1909, 1 vol., 331 p., in-8°.

BEAULIEU (P. Ernest-Marie DE), *Le Père Joseph d'Aurensan*. Toulouse 1928, 1 vol., 171 p., in-8°.

BARENTON (P. Hilaire DE), *Le P. Ludovic de Besse*. Paris 1935, 2 vol., in 8°.

RAYNERI (Ch.), *De l'origine, du rôle des Banques populaires et de leur utilité*. Paris 1897, 63 p., in-8°.

RAYNERI (Ch.), *Modes d'essaimage divers de la Banque populaire de Menton dans les Alpes-Maritimes*. Menton 1896, 1 brochure, 18 p.

MAUROIS (André), *Lyautey*. Paris 1931, 1 vol., 356 p., in-8°.

DUBLY (Henry-Louis), *Lyautey le Magicien*. Lille, 1931, 1 vol., in-8°.

CATTA (Tony), *Un romancier de vraie France : René Bazin*. 1 vol., Paris 1936, IV + 215 p., in-8°.

TURMANN (Max), *Le développement du Catholicisme Social depuis l'Encyclique « Rerum Novarum »*. Paris 1901, 1 vol., in-8°.

BARD (Abbé Gabriel), *Jean-Émile Anizan, fondateur des fils de la Charité 1853-1928*. Paris, s. d. (1946), 1 vol., IV + 336 p., in-8°.

BAUSSAN (Charles), *De Frédéric de Play à Paul Bourget*. Paris 1935, 1 vol. 247 p., in-8°.

CAYEUX (Jean), *Un mode efficace d'action sociale : Les Secrétariats du Peuple*. Paris 1933, 123 p., in-8°.

TRUCHIS DE VARENNES (Vicomte Albéric DE), *Les Associations professionnelles agricoles dues à l'initiative privée en Franche-Comté*. Besançon 1939, 1 vol., 193 p., in-8°.

COURTIN (A.), *Les Congrès nationaux des Syndicats agricoles*. Paris, 1920, 1 vol., 160 p., in-8°.

MALIANSKIS (Dr Antoine), *L'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles*. Louvain 1912, 1 vol., 192 p., in-8°.

MOON (PARKER THOMAS), *The Labor Problem and the Social Catholic Movement in France. A study in the History of Social Politics*. New-York 1921, 1 vol., XII + 473 p., in-8°.

BRUGERETTE (J.), *Le prêtre français et la société contemporaine*. Paris, 1933, 3 vol., in-8°.

ZAMANSKI (Joseph), *Nous Catholiques Sociaux*. Paris 1947, 1 vol. 188 p., in-8°.



# INDEX DES NOMS

## DES PRINCIPAUX PERSONNAGES CITÉS

ABEL (Le Fr.), 612, 613, 614.  
 AILLIÈRES (D<sup>r</sup>), 151.  
 AINE, couturier, 568 et n., 570.  
 ALET (Le P.), 181, 294, 448 n., 555, 556, 572.  
 ANCEL (Raoul), 21, 46, 158, 209, 238, 295 n., 606.  
 ANDRÉ (Hyppolite), 66, 117, 118, 146, 151, 166, 170, 188, 196, 256, 257, 260, 269, 270 et n., 271, 272, 274, 697, 698.  
 ANIZAN (Abbé Jean-Émile), 542, 543.  
 ARGENSON (Marquise D<sup>r</sup>), 700.  
 AUBRY (Maurice), 656.  
 AUSSEUR, industriel, 559.  
 AVRIL (Baron D<sup>r</sup>), 110, 111.  
 AYNARD, 204.  
 BAE (Paul), 554 et n., 555, 580.  
 BAILLENCOURT (Ch. DE), 279-280.  
 BARENTON (Le P. Hilaire DE), 640, 648 n., 659, 666, 699.  
 BARON (Jules), 578.  
 BARRÈS (Maurice), 513.  
 BASLY, 210, 383 n.  
 BATAILLE (Abbé), 351, 352, 353, 410, 411 et n., 444, 445.  
 BAUNARD (Mgr), 293 n., 298, 302 n., 369.  
 BAYART (Henri), 297, 302, 309, 313 n., 314.  
 BAZIN (Hervé), 68, 263 n., 578, 646.  
 BAZIN (René), 571, 572, 641 n., 693, 699.  
 BEAULIEU (Le P. Ernest-Marie DE), 627.  
 BELISSEN (Comte DE), 21, 27, 35, 592.  
 BÉLIZAL (Vicomte DE), 142, 151, 172, 178, 181, 183, 184, 185, 189, 193, 198, 212 n.  
 BENOÎT LÉVY, 628, 629, 660, 665, 666, 667, 669, 673, 674, 675, 676, 677, 678 n., 679, 680, 699.  
 BENOITON, ouvrier, 548.  
 BERNARD (Le P. Marie), 532.

BERNE (Victor), 354, 415, 416, 417, 420, 431, 436, 442, 525.  
 BERTHEAU (M<sup>lle</sup>), 700.  
 BISACCIA (Duc DE), 172.  
 BIZEMONT (Vicomte DE), 634.  
 BLANCHEMAIN, 605.  
 BLARD (Eugène), 79, 159, 160 n.  
 BLOME (Comte DE), 106, 107, 108, 111, 114.  
 BOHAN (DE), 384, 394, 692.  
 BOISSARD (Henri), 415.  
 BOLLARD (Mgr), évêque de Tours, 262.  
 BOSCHER-DE LANGLE, 193, 198.  
 BOUILLERIE (Mgr DE LA), 44.  
 BOUILLERIE (H. DE LA), 589, 592, 593 n., 595, 605, 616.  
 BOUILLERIE (Joseph DE LA), 18, 21, 26, 42, 239, 450.  
 BOURGET (Paul), 218, 219, 693.  
 BOUVET (Alfred), 587, 599, 600, 601.  
 BOVIER-LAPIERRE, 210.  
 BOYER (Ferdinand), 156, 164 n., 171, 172.  
 BOYER DE BOUILLANE, 598, 606.  
 BOYREAU (Abbé), 407, 440, 441, 445, 543, 544, 545, 547, 548, 550, 551 et n.  
 BRÉCARD (Général), 700.  
 BRECK (Le P.), 307, 353.  
 BRISSON, ouvrier, 425.  
 BROUSSE (Abbé), 626, 627 et n.  
 BRUN (Lucien), 71 n.  
 BRUNETIÈRE (Ferdinand), 325, 418, 572, 693.  
 BRUNO (Le P.), 680, 681.  
 BUCHEZ, 5, 6, 114.  
 CABRIÈRES (Mgr DE), évêque de Montpellier, 132, 133.  
 CAHÉREN, 405.  
 CAIRE (César), 401.  
 CALLA, 172.  
 CAMÉLINAT, 200, 201, 102.  
 CANNÉES (Le P.), 699.  
 CAPINAS (D<sup>r</sup>), 700.

- CARDON (Louis), 316 n.  
 CARNOT (Sadi), Président de la République, 664.  
 CARON (René), 605 n., 634, 635.  
 CASTELMARE (DE), 633.  
 CATTÀ (Comte T.), 700.  
 CAVEROT (Mgr), Cardinal-Archevêque de Lyon, 240, 243, 255.  
 CETTY (Abbé), 420.  
 CHAGOT (Jules), 280, 282.  
 CHAGOT (Léonce), 256, 280-284, 285.  
 CHAIX (Alphonse-Élisée), v. BESSE (Le P. Ludovic DE).  
 CHAMBORD (Comte DE), aussi HENRI V, 96, 97, 113, 114 479 et n., 688.  
 CHAMBROT, 358, 404, et n., 405 et n.  
 CHAMBRUN (Comte DE), 604, 605.  
 CHAPTAL (Mgr), 499 et n., 502, 544.  
 CHAPTAL (M<sup>lle</sup>), 549 n.  
 CHARTRAIN (G.), 403, 404 et n., 429 431, 435 et n., 438 691.  
 CHATILLON, agriculteur, 610.  
 CHAUMIER, 646.  
 CHAUVIN, député, 475.  
 CHESNELONG, 162, 176, 183, 518.  
 CHEYSSON (Émile), 604, 662.  
 CLAUDIO JANNET, 63, 65, 357 n., 586 n.  
 CLÉMENTEAU (Georges), 118, 143, 162, 335 n., 443.  
 COCHIN (Denys), 546 et n.  
 COCHIN (H.), député, 485.  
 COPPÉE (François), 325..  
 CORDONNIER (P.-L.), 299 n., 313 et n., 320, 479 n.  
 COSSERAT (Les frères), 284, -286.  
 COULAZOU (Jean), 430, 431, 436, 442, 445.  
 COULLIÉ (Mgr), archevêque de Lyon, 357 n.  
 CRÉTINON (Augutin), 415, 416.  
 DABRY (Abbé Pierre), 343, 344, 345, 381, 408, 431, 434, 441, 443, 463, 494, 500 n., 501 n., 524.  
 DADOLLE (Abbé), 241.  
 DAMECOURT (Émile), 593.  
 DAMPIERRE (Comte DE), 627 n.  
 DANSETTE (Julien), député, 445, 469, 484 et n., 485, 493, 696.  
 DANY, industriel, 559.  
 DAUBRAY, ouvrier, 445.  
 DÉCHELETTE (Eugène), 82, 276-278, 286.  
 DECOOPMAN (Jules), 356, 358, 375, 411, 412, 413.  
 DECURTINS (Gaspard), 110, 220, 221, 296, 422 n.  
 DEHON (Chanoine), 420, 430, 431, 436, 440, 441, 497, 498.  
 DEHOUS, industriel, 412.  
 DELAHAYE, industriel, 244.  
 DELALANDE (Louis), 100, 111, 186, 191, 209, 383, n., 568, 592 et n., 606.  
 DELASSUS (Mgr), 414.  
 DELAVENNE (Georges), 376, 377, 386 et n., 388, 390, 400 n., 406 n., 407, 408, 409 et n., 412, 419 et n., 422 n., 428, 429, 432, 433, 434, et n., 436 n., 438, 443, 445, 446, 538 et n., 691, 698, 699.  
 DELPEUCH (Édouard), député, 475.  
 DENY, 563, 581, 583.  
 DESSON DE SAINT-AIGNAN, 151-172.  
 DEPOIN, 209.  
 DESCHANEL (Paul), 331, 482, 491.  
 DESGRÉES DU LOU, 376, 390, 396, 405, 406, 429, 431, 436, 437, 442, 443, 564, 699.  
 DESPREZ (D<sup>r</sup>), 203.  
 DEUSY, propriétaire, 587, 589, 593 n.  
 DEVELLE (Chanoine), 402.  
 DEVERTUS, 345.  
 DIDIERJEAN (Le P.), 299 et n.  
 DOGNIN (Émile), industriel, 552, 553, 556, 563, 564, 565 n., 580, 581.  
 DOUTRELOUX (Mgr), évêque de Liège, 135, 137, 297, 364, 368, 374.  
 DOMBRAY-SCHMIDT, 358, 373, 376, 397, 398, 399, 403, 431, 432, 433 et n., 444, 445, 691.  
 DOYOTTE (Le P.), 299, 353, 364, 366, 367, 370.  
 DREUX-BRÉZÉ (Mgr DE), évêque de Moulins, 642.  
 DREYFUS (Capitaine), 686.  
 DRON (Gustave), 207, 300, 301, 536.  
 DRUMONT (Édouard), 263 n., 420, 421, 422 n., 423, 466, 675, 699.  
 DRUSANT, 407.  
 DUBILLARD (Cardinal), 497.  
 DUBREUIL, 643.  
 DUFAURE, 43, 46.  
 DUPANLOUP (Mgr), 14, 265.  
 DUPARC (Abbé), 376.  
 DUPORE (Émile), 430, 591, 592, 601, 602, 603, 605, 607, 608, 609, 610, 611, 615, 691.  
 DURAND (Louis), 421, 619, 620, 623, 625, 626, 628, 629, 631 n., 633, 634, 655, 666, 667, 668, 669, 670, 673, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 672, 683, 684, 685, 699.  
 DUROUCHOUX (Paul), 565 n.

- DUTILLEUL (Alfred), 256, 293 n., 297, 299 n.
- ÉBRALY, (Abbé DE L'), 533.
- ÉGLISE (Comte DE L'), 383 n.
- ETCHEVERY (Louis), député, 621 et n., 622, 623 n., 624, 625, 626, 629, 655, 656, 665, 691.
- ÉVARD (Mgr), évêque de Cahors, 497.
- FAIDHERBE (Alexandre), instituteur, 299, 308, 309, 312, n., 313, 346, 347, 348 370.
- FALINGAN, 655.
- FALLOUX (Comte DE), 688, 689.
- FARCEL (Abbé), 526, 596, 597 n.
- FARJENEL, 419 et n., 445.
- FAURE (Félix), 164 et n., 165, 674.
- FÉRON-VRAU (Camille), 256, 293, 294, 295, 297, 298, 299, 302 308, 321, 322, 353 n., 357 n., 369, 370, 376.
- FÉRON-VRAU (Paul), 293 n., 296, 301 363.
- FERRONAYS (Marquis DE LA), 92, 183.
- FERRY (Albert), 200.
- FICHAUX (Le Chanoine), 77, 78, 293, 294, 295, 298, 299, 363, 364, 365 n., 366, 388.
- FLOQUET (Charles), 141 n., 162, 163, 672.
- FLORNOY (Eugène), 252, 405.
- FOLLIET (Joseph), 415 et n.
- FONSEGRIVE (Georges), 7, 337, 418, 443, 495, 499, 502 et n., 503, 504, 506, 507, 508. et n., 509 et n., 511, 512, 513, 572, 692.
- FONTAINE (Arthur), 284.
- FONTAN (Abbé Henri), 630, 634, 636, 637 et n.
- FONTGALLAND (Anatole de), 586, 587, 592, 593, 603, 608.
- FOUGEROUSSE (A.), 655, 664.
- FOULON (Cardinal), archevêque de Lyon, 260, 264.
- FOURNIER (Félix), 236, 256, 275-276, 282, 357 n.
- FOURNIER (Frédéric), 275.
- FOURNIER-FERRIER (Établissements), 275 n.
- FRANCE (Abbé), 526, 596.
- FRANCHET D'ESPEREY (Maréchal), 96, 331 n.
- FRAZER DE VILLARS, v. JOSEPH D'AURENSAN (Le P.).
- FREPPÉ (Mgr), 123, 128 n., 135, 136, 137, 169, 172, 189, 191, 193, 195, 198, 201, 212 n., 218, 264, 265, 297, 452, 466, 639, 642, 680.
- FRESNEAU (sénateur), 151, 153 n., 164 n.
- FREYCINET, 170.
- FRISTOT (Le P.) S. J., 318, 319, 367.
- FROISSARD (Marquis DE), 474, 592, 599, 616 et n.
- GAILHARD-BANCEL (DE), 97 n., 99, 131 n., 132 n., 134, 357 È., 451 n., 457 n., 462 n., 469, 490, 491, et n., 493, 504, 586 et n., 592, 597, 598, 603, 604, 605, 607, 610, 700.
- GARDAIR, négociant, 553, 556.
- GARNIER (Léon), Abbé, 520.
- GARNIER (L'Abbé Théodore), 131 n., 245, 272, 337, 374, 410, 416, 417, 420, 422, et n., 429 et n., 431, 436, 442, 494, 496 et n., 501, 514, 516 et n., 517 et n., 518, 519, 520, 521, 522, 523 et n., 524, 525, 526, 534, 539, 540, 541, 542, 556, 636, 688, 690, 692.
- GARNIER (M<sup>me</sup>), 568 et n., 569 n.
- GARNOT, 537, 593, 594.
- GARREAU, 664, 665.
- GATIEN ALMORIC, 598.
- GAUTIER (Léon), 15.
- GAYRAND (Abbé), 390 et n., 420, 440, 445, 485, 494, 497, 499.
- GERMAIN (Mgr), évêque de Coutances, 495.
- GENAY (Paul), 616.
- GERMINY (DE), 61, 62.
- GIBBONS (Cardinal), 265, 266, 267.
- GIBIER (Abbé), 494, 501.
- GICQUEL DES TOUCHES (Vice-Amiral), 176 et n., 178 et n.,
- GONIN (Marius), 414, 415, 416, 417, 418, 421, 422 n., 442, 445, 525, 693
- GOUTHE-SOULARD (Mgr), 415 n., 422 n.
- GOYAU (Georges), 111, 692.
- GRANDMAISON (Geoffroy DE), 28, 423, 470 n., 596 et n., 697, 698.
- GRANDMAISON (H. DE), 236.
- GRENOT, 277.
- GRÉVY (Jules), 128.
- GRIMAULT (Vicaire Général d'Angers), 244.
- GROUSSEAU, 445.
- GRUEL (Abbé), 532 n.
- GRUFFAZ, 577.
- GUÉRIN (Urbain), 76 n., 100, 104 n., 105 n., 114, 115, 117, 119, 120, 121, 122, 127, 128, 133, 135, 169, 186, 208,



- 209, 211, 212, 213, 214, 215 n.,  
216, 353, 697, 698.  
GUESDE (Jules), 314, 364, 414, 435, 471  
GUIBERT (Mgr), Cardinal-Archevêque  
de Paris, 16, 18, 40.  
GUITTON (Le P.), 228, 237, 253 et n.,  
254 et n., 266, 341, 344, 372, 387,  
439 n., 447, 558 et n., 695.  
GUYOT (Yves), 200, 216 n.
- HALLUIN (Jules D'), 313 n., 321.  
HAMON (Le P.), 563 n.  
HARMEL (Ernest), 223, 237.  
HARMEL (Félix), 223, 237.  
HARMEL (Jacques-Joseph), 222.  
HARMEL (Léon), 222 sqq. et *passim*, 695.  
HARMEL (Léon), fils du précédent, 223,  
700.  
HASLEY (Mgr), évêque d'Arras, 280.  
HAUTERIVE M<sup>lle</sup> D'), 93.  
HELLEPUTTE, 110.  
HÉNON (Les frères), 398.  
HEYNDRICKE, 298, 314.  
HERVIEU (M<sup>me</sup> Félicie), 528, 529, 530,  
533.  
HIÉRON (Frère), 552, 553, 554, 555.  
HILLION, 181, 193, 198.  
HIRVOIX (Albert), 178.  
HONORÉ (Frédéric), 286-287, 561.  
HOOG (Georges), 695.  
HOPPENOT (E.), 76.  
HOUSSIN (Georges), 551 n.  
HUBIN (Le P.), 20, 21, 26, 35, 36, 39,  
40, 62, 65, 67, 265.  
HUGONIN (Mgr), évêque de Bayeux,  
518, 519, 520, 521.  
HULST (Mgr D'), 18, 133.
- ISOARD (Mgr), 500.
- JACOBINI (Mgr), 109, 221, 256.  
JACQUIER (A.), 564, 565 n.  
JAURÈS, 142, 143, 194 n., 383 n., 470,  
491, 494.  
JERPHANION (Comte DE), 614.  
JESTIN, 406.  
JOLY (Michel), 537.  
JOSEPH D'AURANSAN (Le P.), 494, 619,  
620, 621, 622, 623, 626, 627, 629, 630,  
634, 636, 678, 679, 680, 699.  
JOURDE, député, 471.
- KELLER (Émile), 13, 15, 21, 65, 95, 100,  
103, 145, 146, 147, 148, 151, 154 et n.  
155, 176, 324.  
KERMENGUY (Comte DE), 172.
- KERNAERT (Mgr DE), 648.  
KETTELIER (Mgr DE), évêque de  
Mayence, 13, 95, 100, 107, 108, 114,  
123, 494.  
KRAFFT, 649.  
KUEFSTEIN (Comte), 109, 110, 112, 189.
- LAAGE DE MEUX (DE), 605.  
LA BASSETIÈRE (Édouard DE), 70-75, 83,  
94, 142, 151, 154, 161, 164 n., 166,  
170, 172, 588, 594, 698.  
LA BASSETIÈRE (Joseph DE), 698.  
LA GUILLONNIÈRE, 111, 251, 252 et n.  
LA MENNAIS (Abbé Jean-Marie DE),  
612.  
LA TOUR DU PIN (Comte Louis DE), 700.  
LA TOUR DU PIN (René DE), 94 sqq. et  
*passim*; 696, 698, 700.  
LABORDE (Mgr), évêque de Nantes, puis  
de Blois, 401, 404 et n., 439, 440,  
699.  
LAC (Le P. Stanislas DU) S. J., 140, 141,  
264, 323, 427, 448 n., 449 n., 450, 451,  
n., 537, 557 n., 560, 567, 568, 571,  
572-574, 581, 696.  
LACORDAIRE, 5, 114.  
LAMARZELLE (DE), 212.  
LAMBERT-CAILLEMER (M<sup>me</sup>), 568.  
LAMOOT (Abbé), 695.  
LAMY (Étienne), 434, 435 et n., 436,  
443.  
LANCRY (Dr), 391, 473, 527, 529,  
530 n., 532, 533.  
LANGALERIE (DE), 21, 26.  
LANGÉNIEUX (Cardinal), 16, 137, 256,  
257, 259, 265, 266, 267, 357 n., 383,  
500, 557 n., 696.  
LANGOGNE (Le P. J.-P. DE), 683, 684.  
LANJUINAIS (DE), 164 n., 170, 172.  
LAPEYRE (Paul), 445, 525, 692.  
LARÈRE (Louis), 264 n.  
LAROCHÉ-JOUBERT, 204, 206.  
LARRÈRE, 181.  
LASIES, député, 490, 491.  
LATTY (Mgr), 501.  
LAURAS (Xavier), 282 n., 283, 284 n.  
LAURENTS-CASTELET (Marquis DE), 445,  
603, 604.  
LAVISSE (Ernest), 325, 326.  
LAVY, député, 493.  
LE CHEVALLIER, 358, 386 et n., 407, 445.  
LE COUR GRANDMAISON, 92, 142, 186,  
198, 209 n., 212, 214, 215, 216, 217,  
401, 470, 479, 488 et n., 493, 688.  
LE PLAY (Frédéric), 6, 14, 100, 104, 106,  
107, 117, 118, 119, 135, 136, 141,

217, 222, 226, 230, 271, 280, 290, 465,  
471, 472, 489 n., 655.  
LE PRÉVOST, 6.  
LE TRÉSOR DE LA ROCQUE, 588.  
LECLERCQ (Fernand), 347, 348, 350,  
352, 354, 358, 361, 375, 376, 386, 387,  
388, 398, 411, 412, 413, 422 n., 431,  
435, 442, 444, 445, 691, 693.  
LEFÉBURE, 151, 154 n., 156, 556, 580.  
LEFÈVRE DE BEHAINE, 256.  
LEFÈVRE (Adéodat), 45.  
LEFRANC (Hyacinthe) 551, 580.  
LEGROS (Paul), 315 n., 316, 319, 321.  
LEHMANN (M<sup>lle</sup>), 700.  
LEHMKUHL (Le P.) S. J., 110, 112, 497.  
LEJÉAS (Comte), 592 n.  
LEMAÎTRE (Jules), 330, 331.  
LEMIRE (Abbé), 336, 358, 362, 377, 388,  
390 n., 391, 392, 403 n., 418, 419 et  
n., 422 426, 431, 433 et n., 434, 436  
et n., 440, 443, 445, 446, 469, 471,  
472, 473, 474, 475, 476, 477, 480, 481  
482, 483, 484, 485, 486, 487, 488,  
489, 490, 492, 493, 494, 495, 499  
et n., 500 et n., 501 et n., 528, 529,  
530 et n., 532, 533 et n., 551, 633,  
687, 696.  
LENERVIER (Ch.), 394, 395, 424.  
LÉON XIII, 97, 100, 102, 103, 104,  
108, 109, 112, 139, 140, 174, 185, 220,  
221, 223, 226, 227, 231, 247, 251, 254,  
255, 256, 257, 258, 259, 260, 261,  
262, 263, 266, 267, 279, 283, 286,  
289, 292, 294, 335 et n., 337, 338,  
342, 343, 352, 353, 357, 362, 363,  
364, 367, 368, 369, 370, 372, 374,  
382 n., 384, 387, 388, 391, 393, 396,  
401 404, n., 406, 408, 409, 415.  
428 n., 432, 436, 39 et n., 440, 445,  
448, 450, 452, 457, 467, 470, 494,  
495, 503, 504, 512, 513, 514, 515,  
523, 526, 544, 552, 553, 620, 682, 683,  
685, 692, 693.  
LÉON (Prince DE), 172.  
LEROLLE (Jean), 498-499, 555.  
LEROLLE (Paul), député, 469, 485, 489,  
493, 538 n., 554.  
LEROY (Abbé) S. J., 258 et n., 457, 459  
et n., 460 n., 461, 462 n., 698,  
LEVASNIER, 131, 263 n.  
LEVASSEUR (Léon), 299 n., 315 n.  
LHOMER, 565 n.  
LIECHTENSTEIN (Alfred DE), 108, 109,  
114.  
LIECHTENSTEIN (Aloys DE), 108, 109.  
LIMAL-BOUTRON, 151, 154 n.

LOESEWITZ, 121, 189,  
LOEWENSTEIN (Prince Charles DE), 110,  
111.  
LORAIN (Abbé), 501.  
LOREAU, 202, 203.  
LORGERIL (Charles DE), 611, 613, 631 n.  
LORIN (Henri), 100, 101, 112, 113,  
128 n., 131, 186, 187, 188, 209, 211,  
259 n., 337, 394, 423, 431, 432, 445,  
448 n., 450, 461 n., 693.  
LOROIS, 172.  
LOUBET (Émile). 536 n.  
LOUIS, ouvrier, 398.  
LOUIS (Maurice), 537.  
LOUIS DE PARME (Le R. P.) 513, 514,  
515.  
LOUIS ANTOINE DE PORRENTUAY (Le P.),  
684, 685.  
LOURTIÉS (D<sup>r</sup>), 667, 672.  
LUCIEN-BRUN, sénateur, 156. 157,  
164 n., 183, 184, 211 n.,  
LUDOVIC DE BESSE (Le P.), 8, 67, 337,  
520, 540, 571, 618, 619, 620, 621, 622,  
623, 624 et n., 626, 627 et n., 628,  
629, 630, 638, 639, 640, 641, 642,  
643, 644, 645, 646, 647, 648, 649,  
650, 651, 652, 653, 654, 655, 656,  
657, 658, 659, 660, 663, 662, 663,  
664, 665, 666, 667, 668, 669, 670,  
671, 672, 673, 674, 675, 677, 678,  
679, 680, 681, 682, 683, 684, 685,  
687, 688, 691, 699,  
LUZZATTI (Luigi), 647, 650, 660, 661,  
664.  
LYAUTEY (Maréchal), 8, 28, 323-331,  
572, 687, 700.  
MAC-MAHON (Maréchal DE), 18, 44,  
47, 49, 96, 97, 688, 689,  
MAC-MAHON (La Maréchale DE), 44,  
507.  
MAIGNEN (Abbé Charles), 14 n., 59,  
84 n, 85, 88, 93, 150 n., 151, 249,  
264 n., 355, 394, 697.  
MAIGNEN (Maurice), 6, 7, 8, 9, 14, 15,  
16 n., 17, 19, 20, 21, 26, 35, 56, 59,  
65, 67, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 141,  
150, 151, 155, 177, 178 et n., 179,  
180, 238, 248, 249, 250, 263, 264 n.,  
343, 355, 638, 650, 697.  
MAISTRE (Comte Ch. DE), 21, 406 et n.,  
496 et n.  
MÂME (Alfred), imprimeur, 278-279,  
357 n., 542 n.  
MÂME (Paul), 376.  
MANNING (Cardinal), 137, 471.

- MARCELLOT, maître de Forges, 271, 272  
 . 273, 280, 357 n., 523, 696, 700.  
 MARGERIN (Abbé), 298, 315.  
 MAROLLES (Vicomte Victor DE), 263 et  
 n., 264, 357 n., 382, 424, 525 n.  
 MARQUIGNY (Le P.), 55, 63, 106, 293.  
 MARS (René DE), 614.  
 MARTIN (Évariste), 404.  
 MARTIN NADAUD, 164 et n., 199 n.  
 MARTOCQ, 555, 580.  
 MAZE (sénateur), 664, 665.  
 MÉLINE, 394, 435, 483, 601, 603 et n.,  
 606, 671, 686.  
 MERMILOD (Mgr), évêque de Genève  
 puis de Fribourg, 108, 109, 110, 112,  
 256.  
 MERSCH, 87.  
 MILCENT (Ernest), 496 n., 537, 596.  
 MILCENT (Louis), 21, 26, 43, 44, 62, 63  
 86, 100, 101, 110, 118, 131, 134, 149  
 et n., 151, 153 et n., 154, 165, 168,  
 170, 186, 208, 212, 213, 216, 357 n.,  
 445, 474, 504, 586, 587, 592, 596,  
 599, 600, 601, 605, 675, 698,  
 MILLERAND (Alexandre), 210, 383 n.,  
 464, 485 n., 487 et n., 488 n., 491,  
 492, 493, 565 et n., 569, 570.  
 MINARD, industriel, 559, 565 n.  
 MIRON DE L'ESPINAY, 402.  
 MISTRAL (Frédéric), 598.  
 MONTAGNON, 700.  
 MONTALEMBERT, 5, 114, 209 n., 212.  
 MONTARON, 288 n., 289.  
 MOREAU (E), 300, 301.  
 MOTTE (Eugène), 414, 435, 469, 486,  
 487 n., 488 n.  
 MOUTHON, 420, 431, 436, 442.  
 MUN (Albert DE), 138 sqq. et *passim*,  
 696, 697, 698, 699, 700.  
 MUN (Comte Bernard DE), 698, 700.  
 MUN (M<sup>me</sup> Marguerite DE), 700.  
 MUN (Marquis DE), 700.  
 MUN (Robert DE), 15, 16, 17, 21, 25,  
 44, 62.  
 NAUDET (Abbé), 337, 348, 374, 377,  
 390 n., 394, 396, 399, 407, 410, 422  
 et n., 423, 424, 429, 431, 433, 436,  
 440, 442, 443, 445, 494, 495, 500,  
 502, 507, 526, 627 n., 679.  
 NEYRAND, 235, 256, 286.  
 PARCEVAL (DE), 21, 26.  
 PARSEVAL (Georges DE), 21, 26.  
 PASCAL (Le P. DE) S. J., 116, 133, 135,  
 187, 211, 263 et n., 383 n.,  
 PASQUIER (Isidore), 616.  
 PASSY (Frédéric), 200.  
 PASTORET (Abbé), 421, 455.  
 PAVIE (Abbé), 288, 440 n.  
 PAVIN DE LAFARGE (Auguste DE), 81, 83.  
 PAYAN (Robert), peintre sur verre, 358,  
 384, 386, 391, 400, 421, 422 n., 432,  
 434 n., 435 n., 441.  
 PÉGAT, 553, 554.  
 PELLEPORT-BURÈTE (Vicomte DE), 634.  
 PERGEN (Comte), 109, 110.  
 PERIN (Charles), 104, 106, 107, 111, 141.  
 PERRAUD (Cardinal), 283.  
 PERRIN (Alfred), 437 et n., 556 n.,  
 559 n., 563, 564, 565, 699.  
 PERRIOT (Mgr), 272, 497, 500.  
 PESTEL (Henri), 551 n.  
 PÉTERS (abbé), 595, 635.  
 PETIT (D<sup>r</sup> Raymond), 78, 83, 159, 578.  
 PEULEVEY, 164 et n.  
 PHILIPPON, 407, 441, 445.  
 PICHENOT (Mgr), Arch. de Chambéry,  
 642.  
 PIE IX, 20, 25, 467.  
 PLESSAC (DE), 408.  
 PIHORET, 88, 90, 93, 151, 184.  
 PLOU, 551.  
 PIROU (Gaëtan), 659.  
 PLACE (Cardinal), 244 n.  
 PONTBRIAND, député, 606.  
 POTTIER (Mgr), 345, 347, 364, 368,  
 422 n., 423, 497, 499.  
 POUBELLE, Préfet de la Seine 643.  
 POULAIN député, 397, 440.  
 PRIMOIS, 519, 520.  
 PUPPEY-GIRARD (Le P. Henri-Régis),  
 449, n., 503 n., 559, 560 et n., 561  
 et n., 562, 563, 564, 566, 572, 581,  
 582 et n., 583, 690, 696, 699, 700.  
 PUYSÉGUR (Comte DE), 80.  
 RABIER (Chanoine), 288 n., 289, 342 et  
 n., 358, 376, 402 et n., 403 et n., 404  
 et n., 406, 439, 440, 498 n., 499 n.,  
 502, 699.  
 RACT (Abbé Camille), 494, 500 n., 501  
 et n., 523 et n., 524, 540, 541.  
 RAFFIN, 415, 416, 417, 525.  
 RAGU (Abbé), 620, 622, 623, 624 et n.,  
 627.  
 RAIFFEISEN (Guillaume DE), 502, 618,  
 619, 622, 624, 631 n., 634, 661.

OLLIVIER (Ernest), 579 et n., 687.

OUVRARD, de Nantes, 445.

PAROCCHI (Cardinal), 257, 382.



- RAMEL (DE), 209 n., 212.  
 RAMPOLLA (Cardinal), 220, 221, 357, 369, 374, 408, 471, 512, 681.  
 RAUB (Abbé), 411-412.  
 RAYNERI (Charles), 629, 666, 669, 672, 673, 674, 682.  
 RENDU, 386 et n., 407, 551 n.  
 RIBOT, ministre, 493.  
 RIBOUD (Léon), 608, 610.  
 RICARD (Louis), 300.  
 RICHARD (Mgr), Cardinal-Archevêque de Paris, 436, 523, 549, 557 n., 561.  
 RIMET (Jules), 408.  
 RIVIÈRE (Emmanuel), 287-290, 404 et n., 405, 440, 445, 485, 561, 699, 700.  
 RIVIÈRE (Louis), 533 et n.  
 ROBERT, serrurier, 339, 341, 344, 345, 349, 357, 373, et n., 390, 400, et n., 402, 411, 427, 428, 429, 440, 445, 498, 691.  
 ROCHE (Jules), 203, 210.  
 RODEZ (Évêque de), 94.  
 RODOLPHO (Le Frère), 561.  
 ROGER (Paul), député, 565.  
 ROLLAND, 621.  
 ROQUEFEUIL (Félix DE), 21, 22, 26, 62, 63, 65, 100, 101, 102, 103, 105, 111, 118.  
 ROQUEFEUIL (Robert DE), 264 et n.  
 ROQUEFEUIL, banquier de Marseille, 658, 659.  
 ROSSIN (Victor), 555, 565.  
 ROSTAND (Eugène), 663 et n., 664, 665, 666, 667, 669, 671, 672, 673, 674, 676, 677, 678, 679, 682, 683, 699.  
 ROURE (Henri DE), 443.  
 ROUSSET, industriel, 402, 404.  
 ROUVIER, ministre, 624.  
 ROUZIÈS, 668, 669, 675.  
  
 SAINT-VICTOR (Gabriel DE), 21, 591, 592 et n., 608, 610.  
 SANGNIER (Marc), 441, 445, 498, 499 n., 693.  
 SARDA, 698.  
 SAVATIER (Henri), 116, 396.  
 SAY (Léon), 604, 662.  
 SÉGUR (Mgr DE), 17, 19, 642.  
 SÉGUR (Comte DE), 125, 131, 396.  
 SÉPULCHRE, 151, 166 n.  
 SERVONNET (Mgr), 501.  
 SIMON (Jules), 20, 44, 139, 141 n., 202, 221, 574 n., 604.  
 SIMONNET, 386 et n., 387, 390, 407, 419, 432 n., 434.  
 SIMONNOT-GODART, industriel, 552, 553 n.  
 SIX (Abbé), 315, 349, 350, 351, 352, 353, 356, 358, 362, n., 373, 374, 375 et n., 386, 398, 410, 411, 412, 424, 427, 442, 494, 695, 698.  
 SONNOIS (Mgr), archevêque de Cambrai, 315, 364, 367, 371, 375.  
 SOULANGE -BODIN, 494, 543 et n., 544, 545, 546, 547, 548, 549 et n., 550, 551, 700.  
 SOULÉ (Dominique), 290, 445, 622, 623 et n., 634.  
  
 THELLIER DE PONCHEVILLE, 142, 186, 189, 195, 209, 210, 212, 218, 300, 388.  
 THIBAUT, 402 n., 403.  
 THIOLLIÈRE (Camille), 83, 256, 286.  
 THIRIEZ (J.), 445.  
 THOMAS (Abbé), 632, 633, 685.  
 THOMINE, 390, 407, 408, 422, n., 428, 433, 438, 443.  
 TIBERGHIEU-MOTTE (Louis) 299 n., 315 n.,  
 TOLAIN sénateur, 202, 221.  
 TOURNADE (Le P.) S., J., 288, 561, 564.  
 TRÉGARD (Le P.) S. J., 140 n.,  
 TROCHU (Bbbé), 437, 564.  
 T<sup>r</sup> SERCLAES (Mgr DE), 174, 255 n.  
 TURINAZ (Mgr), 226, 500 n., 503 n.  
 TURMANN (Max), 408, 419.  
  
 URSEL (Duc D'), 110, 183.  
  
 VERDIN, 552 n., 554, 555, 580.  
 VEUILLOT (Eugène), 178.  
 VEUILLOT (François), 9 n.  
 VEUILLOT (Louis), 14.  
 VIELLARD (Léon), 82, 236.  
 VIELLEFON (Léon), 376, 411, 412.  
 VIENNET (Charles), 555.  
 VILLEBOIS-MAREUIL (Baron DE), 244, 578, 697.  
 VILLERMONT (Comte DE), 18, 21, 26.  
 VILLENEUVE-BARGEMONT, 6.  
 VILLENEUVE-FLAYOSE (Comte DE), 593 n.  
 VILLERMÉE, 6, 320.  
 VILLEVAL, 555.  
 VILLOUTREYS (Comte DE), 614.  
 VIVES Y TUTO (Cardinal), 684,  
 VIVIANI, 227.  
 VOGELSANG (Baron de), 107, 108, 109, 110, 114, 119,

- Vogüé (Marquis de), 98, 124, 465, 551, 665.  
Vogüé (Eug. Melchior DE), 325, 326, 330.  
Vogüé (Comte Félix de), 330.  
VOLPETTE (Le P.), 418, 494, 530, 531, 532.  
VRAU (Philibert), 302 et n., 303, 304.  
VRIGNAULT (Paul), 15, 16, 17, 18, 19, 181.  
WAGNON, 410, 411, 413, 445, 691.  
WALDECK-ROUSSEAU, 150, 448, 485 n., 487.  
WOLLEMBERG (Léon), 619, 661, 664.  
ZAMANSKI, 290, 559 n.  
ZIGLIARA (Cardinal), 112, 257.  
ZIRNHELD (Jules), 555.

## INDEX GÉOGRAPHIQUE

---

ABBEVILLE, 158,  
 AGEN, 236.  
 ALAIS, 50.  
 AIX-EN-PROVENCE, 132 n., 239.  
 ALBERTVILLE, 384 n.  
 ALLEX (Drôme), 586 et n., 587, 591,  
 594, 597, 598, 599, 603, 605, 607,  
 700.  
 AMIENS, 158, 198 n., 284-286.  
 AMPLEPUIS, 277.  
 ANGERS, 79, 129, 132 n., 135, 136, 235,  
 244, 264, 297, 452, 456, 521, 539, 571,  
 590, 613, 616, 618, 638, 639, 640,  
 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648,  
 649, 652, 656, 658, 662, 680.  
 ANGOULÊME, 672.  
 ANICHE, 411, 412.  
 ANNECY, 81, 500.  
 ANNONAY, 20, 51, n., 159, 239, 243.  
 ANTIBES, 46, 50, 674.  
 ARDENNES, 373, 377 n., 397 sqq., 399,  
 400, 405, 499.  
 ARLES, 239.  
 ARMENTIÈRES, 239, 255, 297, 298, 311,  
 316, 317, 318, 484 n.  
 ARRAS, 158, 280, 411, 412, 497.  
 AUCH, 596.  
 AUTUN, 51 n., 281.  
 AVALLON, 82.  
 AVAUX, 595.  
 AVESNES, 158.  
 AVIGNON, 96, 239, 243, 244.  
 AVRANCHES, 384 n., 594.  
 BAGNÈRES-DE-BIGORRE, 50, 80, 290,  
 384 n., 455, 622, 623, 626, 630.  
 BANDOL, 239.  
 BASTIA, 384 n.  
 BEAUMONT-EN-ISÈRE, 611.  
 BEAUVAIS, 384 n.,  
 BELLEVILLE-SUR-SAÔNE (Rhône), 591,  
 601, 602, 603, 605, 608.  
 BERGERAC, 503.  
 BESANÇON, 132 n., 342 et n., 343 n.,  
 497, 530, 693.

BESSÈGNE, 148.  
 BÉTHUNE, 51, n., 78.  
 BÉZIERS, 384 n.  
 BLANZY, 280, 281.  
 BLOIS, 239, 288, 289, 358, 380 n., 388,  
 401 et n., 402 et n., 403 sqq., 404 n.,  
 405, 435, 436, 439, 440, 498 n., 499,  
 502, 561, 586, 696, 699.  
 BOLBEC, 206.  
 BORDEAUX, 20, 396, 401, et n., 436,  
 440, 455, 627, 628, 641, 642, 655,  
 674, 677, 678, 682.  
 BOULOGNE-SUR-MER, 530.  
 BOURBRIAC (C.-du-N.), 49,  
 BOURG, 247, 454.  
 BOURGES, 132 n., 239, 439 n., 495, 501  
 et n., 620, 642, 644, 656, 657.  
 BREST, 390, 396, 401 et n., 405, 406,  
 437, 574 n., 691.  
 BRIVES, 46, 344, 533.  
 BRUAY, 78.  
 CAEN, 51 n., 132 n., 133, 159, 516,  
 517 et n., 518, 519, 521, 534, 657, 682.  
 CALAIS, 349, 355 et n.,  
 CAMBRAI, 259, 315, 364, 375, 412 et n.,  
 414, 500.  
 CARCASSONNE, 455, 574 n., 603.  
 CASTELNAUDARY, 455, 603, 605, 616.  
 CAUSSADE, 46,  
 CAYLUX (T.-et-G.), 51.  
 CETTE, 657.  
 CHAMARANDE, 277.  
 CHAMBÉRY, 642.  
 CHARLEVILLE, 77, 358, 366, 373, 375,  
 397, 399, 432.  
 CHARTRES, 103, 104, 128, 688, 689.  
 CHERBOURG, 574 n., 600 n.  
 CHOLET, 578, 579.  
 COMPIÈGNE, 51,  
 COGNAC, 674.  
 CONDÉ-SUR-NOIREAU, 516, 517 et n.  
 CONS-LA-GRANDVILLE, 373, 398, 399.  
 COULOMMIERS, 521.  
 COURRIÈRES, 78.



- COUTANCES, 495, 593.  
 COUZANCES-AUX-FORGES, 66, 269 et n.  
 270, 271.  
 CREST, 592.  
 DAX, 626.  
 DIE (Drôme), 586, 591, 607.  
 DIEU LE FIT (Drôme), 36.  
 DIJON, 132 n., 159, 345.  
 DÔLE, 454, 587 n.  
 DOUAI, 279, 280, 299.  
 DOUARNENEZ, 236.  
 DRAGUIGNAN, 384 n.  
 DUCEY, 594, 613.  
 DUNKERQUE, 349, 391, 527.  
 ELBEUF, 206, 406 et n.,  
 ÉPINAL, 51, 324, 643.  
 ÉPINAY-SUR-SEINE, 563.  
 EURVILLE (Haute-Marne), 271, 272-  
 274, 523.  
 ÉVREUX, 406,  
 FLERS, 456.  
 FORT-MARDYCK, 527.  
 FOURMIES, 144, 298, 311, 313 n., 315,  
 316, 319, 322, 344, 354.  
 GÈLOUX (Landes), 626.  
 GESPUNSAIT, 398 n.  
 GIVET, 397.  
 GOURIN (Morbihan), 47.  
 GRAND-COMBE (LA), 80, 148.  
 GRANE, 592.  
 GRASSE, 46, 50.  
 GRENOBLE, 51, 448, 533, 644.  
 GUDANER (Ardèche), 80.  
 HALLUIN, 411, 412.  
 HASPAREN, 34.  
 HAUBOURDIN, 158.  
 HAZEBROUCK, 471, 532, 696.  
 HESDIN, 46.  
 HYÈRES, 46, 50.  
 JOSSELIN, 51 n.  
 LAIGLE, 79.  
 LANGÉ, 620 sqq., 626.  
 LANGRES, 272, 497,  
 LAON, 132 n.  
 LA ROCHE-SUR-YON, 594.  
 LECTOURE, 674.  
 LE HAVRE, 166, 206, 236.  
 LE MANS, 51 n.  
 LE PUY (Haute-Loire), 47, 642.  
 LENS, 78.  
 LIESSE (Notre-Dame de) Aisne, 19, 56,  
 223, 467 n.  
 LILLE, 25, 29 n., 36, 63, 78, 86, 132 n.  
 158, 166, 239, 255, 284, 293, 294, 296,  
 299, 300, 302, 303, 318, 321, 347,  
 352, 354, 355, 356, 358, 370, 375,  
 410, 411, 412, 414, 448, 476, 501, 521,  
 565, 576, 692,  
 LILLEBONNE, 206.  
 LIMAS, 610.  
 LIMOGES, 46, 237, 238, 244, 430, 514  
 et n., 657.  
 LORIENT, 51, 401 n.  
 LYON, 19, 20, 34, 50, 56, 132 et n., 159,  
 223, 235, 239, 240, 246, 247, 248,  
 354, 378, 384 et n., 399, 414 sqq.,  
 419, 420 sqq., 426, 429, 430, 432,  
 433, 434, 436, 438, 442, 454, 496,  
 521, 525, 526, 535, 575-577, 591, 592,  
 593, 624, 626, 629, 630, 631, 633,  
 634, 642, 655, 665, 666, 667, 680,  
 681, 691, 693.  
 MÂCON, 454.  
 MARLES, 78.  
 MARMANDE, 616.  
 MARSEILLE, 20, 236, 239, 246, 275,  
 384 n., 643, 648, 671, 673.  
 MARVÉJOLS (Lozère), 80, 83, 159.  
 MAUBEUGE, 86, 166 n.  
 MAULÉON, 621 sqq.  
 MAYENNE, 574 n.  
 MEAUX, 589 n. 644.  
 MÉZIN, 46.  
 MILLAU, 80, 93.  
 MOISSAC, 51.  
 MONTCEAU-LES-MINES, 280, 281, 282,  
 283, 285.  
 MONTEBOURG, 594, 613.  
 MONTMORILLON, 644.  
 MONTPELLIER, 132, 133, 378, 430.  
 MONTREUIL-SUR-MER, 530.  
 MORVILLARS, 82.  
 MOULINS, 51, n., 642.  
 MOUVAUX, 294 n., 298, 302, 322, 352,  
 353, 354, 363, 365, 366 et n., 369,  
 370, 374.  
 MULHOUSE, 205, 420.  
 NANCY, 34, 226, 323, 399, 440.  
 NANTES, 8, 19, 25, 88, 92, 252, 356,  
 376, 377 n., 401, 403, 404, 405, 440,  
 445, 574 n., 578, 632, 633, 643.  
 NARBONNE, 51 n.  
 NEVERS, 17, 657.

- NICE, 34, 384 n.  
 NÎMES, 198 n., 514, 515, 681.  
 ORLÉANS, 132 n., 239, 401, 494, 501.  
 PARAY-LE-MONIAL, 282, 514 et n.,  
 PARIS ET BANLIEUE, 25, 43 sqq., 86, 92,  
 132 n., 159, 198 n., 239, 249, 253, 358,  
 376, 377, 380, et n., 382, 383, 384 n.,  
 385, 386, 389, 407 sqq., 410, 422 n.,  
 426, 432 n., 433, 434, 436, 439, 442,  
 456, 521, 535, 536, 537, 539, 559, 578,  
 618, 640, 642, 644, 646, 649 sqq., 658,  
 662; XIII<sup>e</sup> ARR<sup>l</sup>, 407, 408; AUBER-  
 VILLIERS, 78 n., 524; BATIGNOLLES,  
 27, 35, 88, 456 n., 536; BELLEVILLE,  
 17, 27, 35, 102, 456 n.; CHARONNE,  
 542, 543; CLAMART, 556, 560; CLI-  
 CHY, 526, 536; CLIGNANCOURT, 526;  
 COURBEVOIE, 409, 539; GRENELLE,  
 18; GROS-CAILLOU, 27, 35, 376,  
 407, 408, 456 n. 558; MONTPAR-  
 NASSE, 6, 9, 14 sqq., 29, 35, 59, 84,  
 86, 88, 93, 178, 248, 355, 456 n., 649,  
 697; MONTROUGE, 27, 35; PANTHÉON,  
 536; PANTIN, 524, 340; PASSY, 35;  
 PLAISANCE, 407, 408, 410, 439, 440,  
 444, 544, 545, 549, 687; SAINT-AM-  
 BROISE, 266 et n.; SAINT-ANTOINE,  
 18, 27, 35, 88, 456 n., 649; SAINT-  
 AUGUSTIN, 266 n., 573; SAINT-DENIS,  
 407; SAINT-ROCH, 265, 266 n., 567,  
 568, 573 n.; SAINT-SULPICE, 265,  
 496; VANVES, 544; VAUGIRARD, 27,  
 35, 91, 92, 456 n.  
 PAU, 630.  
 PÉRIGUEUX, 503.  
 PÉROUSE, 337.  
 PIERREFITTE-SUR-SAULDRÉ, 498 n.  
 PLOERMEL, 612, 613.  
 POITIERS, 20, 132 n., 223, 401 n., 467,  
 535, 574 n., 643.  
 POLIGNY (Jura), 586, 587, 591, 597,  
 599, 600, 601, 603, 605, 616, 619,  
 622.  
 QUIMPER, 376 n.  
 REIMS, 34, 77, 166, 234, 250, 251, 253,  
 256, 265, 266 et n., 267, 315, 339,  
 340, 341, 343, 344, 345, 347, 349,  
 350, 352, 353, 354, 355, 356, et n., 357,  
 358, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 377  
 n., 380 et n., 382, 383, 384 et n.,  
 386 et n., 389, 390, 396, 398, 399,  
 400, 401, 410, 412, 414, 419, 421,  
 423, 425, 426, 429, 432, 433, 434,  
 438, 439, 440, 442, 452, 463, 494,  
 498, 500, 501, 514 et n., 515, 535,  
 539, 540, 541, 554, 561, 635, 695,  
 696.  
 REMIREMONT, 605.  
 RENNES, 78, 159, 244 n., 401 n., 406,  
 431, 437, 444, 456, 574 n., 578, 579.  
 ROANNE 51, 82, 239, 243, 277, 534.  
 ROMANS, 128, 131 n., 132.  
 ROME, 109, 110, 250, 256, 258 sqq.,  
 294, 296, 299, 342, 343, 365, 369,  
 402, 404, 426, 436, 439, 448, 466,  
 513, 514, 515, 526, 540, 550, 552,  
 682, 685.  
 ROMILLY, 454.  
 ROQUEVAIRE (Bouches-du-Rhône), 47.  
 ROSCOFF, 378, 389 n., 381.  
 ROUBAIX, 78, 158, 255, 284, 294, 297,  
 298, 301, 308 sqq., 311, 314, 317,  
 320, 345, 346, 347, 348, 351, 352,  
 353, 360, 361, 362, 363, 368, 410,  
 411, 412, 435, 478, 486, 576, 692.  
 ROUEN, 133, 206, 520.  
 SABLES D'OLONNE (LES), 43.  
 SAINT-AFFRIQUE (Aveyron), 43.  
 SAINT-BRIEUC, 51 n., 354, 378 n., 574 n.,  
 579.  
 SAINT-CHAMOND, 83, 159, 198, 239,  
 243, 248, 255, 286, 657.  
 SAINT-CLAUDE, 600.  
 SAINT-DIZIER, 77.  
 SAINT-ÉNIMIE (Lozère), 47.  
 SAINT-ÉTIENNE, 198 n., 239, 243, 255,  
 418, 448, 450, 458, 494, 521, 530,  
 531, 532, 561.  
 SAINT-FLORENT-SUR-CHER, 657.  
 SAINT-GENIS-LAVAL, 591.  
 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 322-331.  
 SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, 49.  
 SAINT-JUSTE-DE-MALEMONT (Haute-  
 Loire), 49.  
 SAINT-LENAN-DE-L'ISLE (Côtes-du-  
 Nord), 47.  
 SAINT-LOUIS (Société), 314 n.  
 SAINT-MALO, 51 n.  
 SAINT-MAURICE-D'ÉTÉLAN (Seine-Inf.),  
 34.  
 SAINT-OMER, 454.  
 SAINT-POL-DE-LÉON, 456.  
 SAINT-QUENTIN, 158, 166, 198 n., 384 n.,  
 499, 500.  
 SAINT-RÉMY (Institut agricole Saône-et-  
 Loire) 343 n.  
 SALINS, 587, 601.

- SALON, 239.  
 SANOT, 222.  
 SAUMUR, 252, 401 n.  
 SEDAN, 397, 528, 530, 531.  
 SEGRÉ, 51 n., 578.  
 SENLIS, 601.  
 SOINGS, 498 n., 499 n.  
 SOTTEVILLE, 206.  
  
 TARARE, 591.  
 TARASCON, 239.  
 TARBES, 50, 266 n., 631, 633, 636, 637.  
 TESSY-SUR-VIRE, 594.  
 TOUL, 51.  
 TOULON, 239, 345, 378, 384 n., 421, 455.  
 TOULOUSE, 25, 51 n., 86, 88, 132 n., 133, 159, 384 n., 535, 630, 644, 669, 670, 674, 675, 676, 677, 680.  
 TOURCOING, 50 n., 77, 81, 86, 255, 293, 294, 311, 314, 315, 316, 349, 352, 353, 355, 356, 358, 361, 373, 375, 411, 412.  
 TOURS, 20, 278, 289, 401 n., 404 n., 425, 426, 427, 428, 436, 441, 463, 521, 539, 542 n., 691.  
  
 TRÉLAZÉ, 244.  
 TRÉLEUR, 315.  
 TROYES, 76, 454.  
  
 VAL-DES-BOIS, 9, 19, 34, 56, 57, 83, 99, 123, 222, 223, 224, 225, 226, 227 sqq, 241, 244, 245, 246, 248 n., 253, 260, 265, 266, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 278, 281, 293, 303, 342, 343, 345, 346, 354, 362, 366, 367, 371, 373, 420, 427, 428, 495, 496, 497, 498 n., 499 et n., 500, 513, 515, 594, 595, 688,  
 VALENCE (Drôme), 598.  
 VALENCIENNES, 158, 484 n.,  
 VANNES, 86.  
 VARENGEVILLE, 79, 159.  
 VAUX, 599.  
 VENDÔME, 401.  
 VERDUN, 35.  
 VERSAILLES, 50, 86, 132 n., 239, 249, 264.  
 VICDOSSOS (Ariège), 50.  
 VIENNE (Isère), 247.  
 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE, 265.  
 VIZILLE, 231.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

### PREMIÈRE PARTIE

#### AVANT L'ENCYCLIQUE *RERUM NOVARUM*

##### CHAPITRE I

###### LES ORIGINES ET L'ORGANISATION DE L'ŒUVRE DES CERCLES CATHOLIQUES D'OUVRIERS

Rencontre avec Maignen, p. 14. — Fondation de l'Œuvre, p. 15. — L'Œuvre : le Comité général, p. 21. — Le Comité local, p. 24. — Le Cercle, p. 29. — L'Œuvre et le Clergé, p. 36. — L'Œuvre et le gouvernement, p. 42.

##### CHAPITRE II

###### VERS LA CORPORATION : DE L'IDÉE A LA RÉALISATION

L'élaboration de l'idée corporative, p. 56. — Définition de la Corporation, p. 65. — La Bassetière et la Corporation, p. 70. — L'enquête de Léon Harmel (1883), p. 75. — Premières réalisations corporatives, p. 84.

##### CHAPITRE III

###### LA TOUR DU PIN ET LE MOUVEMENT DES IDÉES

La Tour du Pin, p. 95. — L'éveil des Catholiques à l'étude des questions sociales, p. 100. — Le mouvement catholique social en Europe, p. 106. — Les influences subies, p. 113. — La Tour du Pin et l'élaboration doctrinale, p. 115. — Le « Contre-Centenaire » de la Révolution, p. 130. — Les écoles de Liège et d'Angers, p. 135. — La Tour du Pin et la scission chez les doctrinaires, p. 136.

##### CHAPITRE IV

###### ALBERT DE MUN ET L'ENTRÉE DU CATHOLICISME SOCIAL AU PARLEMENT

A. de Mun, p. 138. — L'acheminement des idées de l'Œuvre vers le Parlement, p. 145. — Premier problème : le syndicalisme, p. 152. — Autres interventions (1884-85), p. 163.

## CHAPITRE V

## LE PROGRAMME SOCIAL DANS LA TENTATIVE DE PARTI CATHOLIQUE

Les mobiles de de Mun, p. 174. — La lettre à l'Amiral Gicquel des Touches, p. 176. — La constitution du parti, p. 177. — L'Œuvre des Cercles et le parti, p. 178. — Programme de législation sociale, p. 179. — La campagne de recrutement, p. 180. — La lettre au vicomte de Bélizal, p. 182. — Les réactions au programme social, p. 182. — La fin du parti catholique, p. 185.

## CHAPITRE VI

## L'ACTION LÉGISLATIVE ET PARLEMENTAIRE (1885-92)

Les accidents, p. 188. — Les caisses de retraites, p. 193. — Le travail des femmes et des enfants, p. 196. — La défense du syndicalisme, p. 210. — Le morcellement des successions agricoles, p. 211. — Protection des petites propriétés rurales, p. 212. — L'arbitrage des conflits sociaux, p. 214. — Questions diverses, p. 215. — Les conditions du travail parlementaire, p. 216. — La législation internationale du travail, p. 219.

## CHAPITRE VII

## LÉON HARMEL ET LE RAYONNEMENT DU CATHOLICISME SOCIAL

Léon Harmel, p. 222. — Les réalisations du Val-des-Bois, p. 227. — L'apostolat d'Harmel p. 235. — L'évolution du groupement ouvrier, p. 246. — Les pèlerinages ouvriers, p. 254. — Les publicistes chrétiens, p. 262. — L'A. C. J. F., p. 263. — L'appui du Cardinal Langénieux, p. 265. —

## CHAPITRE VIII

## LES PATRONS CHRÉTIENS : LA CORPORATION DANS L'USINE

Caractères généraux. p. 268. — H. André, p. 269. — Marcellot, p. 271. — Fournier, p. 275. — Déchelette, p. 276. — Mâme, p. 278. — De Baillencourt, p. 279. — Chagot, p. 280. — Cosserat, p. 284. — Honoré, p. 286. — Rivière, p. 287. — Les autres, p. 290.

## CHAPITRE IX

## LES PATRONS CHRÉTIENS : LA CORPORATION DANS LA PROFESSION

L'Association catholique des patrons du Nord, p. 294. — Le syndicat patronal, p. 298. — Sa condamnation, p. 299. — Les Féron-Vrau, p. 302. — La maison Vrau, p. 304. — La corporation Saint-Nicolas, p. 306. — Le Syndicat mixte de Roubaix, p. 308. — Le Syndicat mixte de Tourcoing, p. 314. — Le syndicat mixte de Fourmies, p. 315. — Le syndicat mixte d'Armentières, p. 316.

## CHAPITRE X

## L'EXPÉRIENCE DE LYAUTEY A SAINT-GERMAIN

Lyautey et de Mun p. 323. — Le « Rôle social de l'Officier », p. 325. — L'expérience de Saint-Germain, p. 327.

---

## DEUXIÈME PARTIE

APRÈS L'ENCYCLIQUE *RERUM NOVARUM*

## CHAPITRE XI

## LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Les premiers Cercles d'études, p. 338. — Le premier Congrès ouvrier (1893), p. 342. — Le développement des Cercles d'études, p. 349. — Le second Congrès ouvrier (1894), p. 357. — Le conflit d'Harmel avec les patrons du Nord, p. 363. — L'arbitrage de Léon XIII, p. 369. — Les Unions régionales p. 371. — Relations avec l'Œuvre des Cercles, p. 378. — Le troisième Congrès de Reims (1896), p. 384. —

## CHAPITRE XII

## LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE : LES FOYERS RÉGIONAUX. LA DÉCADENCE

Idées doctrinales, p. 390. — Les classes dirigeantes, p. 394. — L'abbé Naudet, p. 396. — Les foyers régionaux : Ardennes, p. 397. — Reims, p. 400. — Le Centre-Ouest, p. 401. — Paris, p. 407. — Le Nord, p. 410. — Lyon, p. 414. — L'évolution politique, p. 419. — Le Congrès de Lyon (1896), p. 420. — Le désaccord avec de Mun, p. 423. — Le Congrès de Tours, p. 426. — Le Congrès de Lyon (1897), p. 429. — Les élections législatives (1898), p. 434. — Le déclin, p. 436. — Les causes de l'échec, p. 442.

## CHAPITRE XIII

## LA DÉCADENCE DE L'ŒUVRE DES CERCLES

Les premiers signes du déclin, p. 447. — Le discours de Saint-Étienne, p. 448. — L'Œuvre devant le Ralliement, p. 450. — La situation de l'Œuvre des Cercles en 1893-94, p. 452. — Les dissensions sur la doctrine au sein du Comité, p. 457. — La retraite de l'Œuvre, p. 462.

## CHAPITRE XIV

## L'ACTION PARLEMENTAIRE

Caractères, p. 469. — L'abbé Lemire, p. 471. — Les années 1894-95, p. 472. — L'entrée au Sénat, p. 479. — Les années 1896-97, p. 480. — Les années 1898-99, p. 484. — Vote des allocations familiales, p. 486. — Pour un ministère du Travail, p. 487. — L'année 1900, p. 488. — Les retraites ouvrières, p. 489. — La consultation syndicale, p. 490. — La journée de huit heures dans les mines, p. 491.



## CHAPITRE XV

## LA FORMATION SOCIALE DU CLERGÉ

But et tendances, p. 494. — Les réunions du Val, p. 496. — Les Congrès ecclésiastiques, p. 500. — Les « Lettres » de Fonsegrive, p. 502. — Les lettres d'un curé de campagne, p. 504. — Les lettres d'un curé de canton, p. 509. — Tentative pour réformer le Tiers-Ordre, p. 513.

## CHAPITRE XVI

## L'ACTION DANS LE MONDE OUVRIER.

*I. Le Développement des Œuvres Ouvrières*

L'Abbé Garnier, p. 517 — Les jardins ouvriers, p. 527. — Les Secrétariats du peuple, p. 534. — Les Caisses de famille, p. 540. — Les Caisses de prêts gratuits, p. 541. — L'Abbé Anizan et les Comités du bien, p. 542. — Les Œuvres du Rosaire, p. 543.

## CHAPITRE XVII

## L'ACTION DANS LE MONDE OUVRIER.

*II. Les Origines du Syndicalisme Chrétien*

Le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, p. 552. — L'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie, p. 555. — L'Union des Ingénieurs Catholiques, p. 559. — Les Unions fédérales, p. 562. — Le Syndicat de l'Aiguille, p. 566. — René Bazin au Syndicat, p. 570. — Le P. du Lac aumônier de la Couture, p. 572. — Les fondations syndicales à Lyon, p. 575. — Syndicats divers, p. 577. — Les tentatives d'union, p. 579.

## CHAPITRE XVIII

## L'ACTION DANS LE MONDE PAYSAN

*I. L'Essor du Syndicalisme agricole.*

Origines, p. 585. — Les premiers syndicats, p. 587. — L'attitude de l'Œuvre des Cercles, p. 589. — Les Unions, p. 591. — Les syndicats à grande circonscription, p. 593. — L'Abbé Farel dans le Gers, p. 596. — De Gailhard Bancel à Alex, p. 597. — Milcent à Poligny, p. 599. — Duport à Belleville, p. 601. — Les retraites à Castelnaudary, p. 603. — Les Concours Chambrun, p. 604. — La représentation de l'agriculture, p. 606. — L'assurance agricole, p. 607. — L'enseignement agricole, p. 611.

## CHAPITRE XIX

## L'ACTION DANS LE MONDE PAYSAN

*II. Les Caisses Rurales et les Missionnaires du travail.*

Origines des Caisses Rurales, p. 618. — L. Durand p. 619. — Le P. Joseph d'Aurensan, p. 620. — La Caisse de Bagnères, p. 623. — La Caisse de Langé, p. 624. — L'Union des Caisses Rurales, p. 626. — L'Abbé Thomas, p. 632. — Les Missionnaires du Travail, p. 636.

## CHAPITRE XX

## L'ACTION DANS LE MONDE ARTISANAL

*Fondation et Propagande du Crédit populaire*

Le P. Ludovic de Besse, p. 638. — Les Œuvres d'Angers, p. 639. — Création de l'*Union Économique*, p. 643. — La banque populaire d'Angers, p. 644. — Rapports avec l'Œuvre des Cercles, p. 648. — Le Crédit Mutuel, p. 651. — Ses progrès, p. 654. — Ses déboires, p. 655. — La banque de Bourges, p. 657. — La propagande du Crédit Populaire, p. 660. — Le 1<sup>er</sup> Congrès des banques populaires, p. 663. — Apparition d'une société de propagande, p. 665. — Le Pacte de Toulouse, p. 670. — L'action législative, p. 671.

## CHAPITRE XXI

## LA QUERELLE DES ŒUVRES LIBÉRALES

Le conflit, p. 675. — La rupture, p. 678. — Premières démarches à Rome, p. 681. — Nouvelles démarches à Rome, p. 683.

## CONCLUSION (686)

## BIBLIOGRAPHIE (695)

## INDEX DES NOMS CITÉS (709)

## INDEX GÉOGRAPHIQUE (717)

















282.442

Rollet, H.

**115862** R649

L'action sociale  
des Catholiques

en France (1871-1901)

SEP 20 1901

New  
Book

OCT 10 50

282.442  
R649

**115862**



